Journal

Journal du Grand Conseil du canton de Berne

Session du 17 au 26 mars 2014

Procès-verbal des délibérations au sens des articles 105 et 106 du Règlement du Grand Conseil

Année 2014 / Cahier 2

www.be.ch/journaldugrandconseil

Chancellerie d'Etat du canton de Berne
ISSN 1662-9299

Généralités

Allocutions présidentielles 221, 419

Motions d'ordre..... 253

Hommage aux membres du Grand Conseil 424

Hommage à des membres du personnel du Grand Conseil 416

Urgence des interventions parlementaires 430

Actes législatifs

2013.0936 Loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)
2e lecture..... 221
Vote final..... 222

2013.0549 Loi sur l'Autorité de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)
1re et unique lecture 222
Vote final..... 226

2012.1239 Loi sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE) (Modification)
2e lecture..... 241
Vote final..... 244

2012.1300 Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)
1re et unique lecture 298
Vote final..... 300

2012.1417 Loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)
2e lecture..... 358
Vote final..... 358

2013.0420 Loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) (Modification)
1re lecture..... 374, 377
Vote final..... 382

2013.0926 Loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)
Motion d'ordre..... 297
1re lecture..... 392, 410
Vote final..... 414

Arrêtés du Grand Conseil

2013.1071 Arrêté du Grand Conseil concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)..... 359

2013.1117 Arrêté du Grand Conseil concernant l'approbation de la modification de la convention conclue entre le canton de Berne et la Hochschule für Heilpädagogik (HFH) de Zurich..... 359

Rapports

2014.0163 Rapport d'activité 2013 de la Commission des finances.....221

2014.0164 Rapport d'activité 2013 de la Commission de justice 221

2014.0165 L'asile dans le canton de Berne – Analyse de la Commission de haute surveillance 300, 305

2013.1658 Rapport d'information 2012 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin aux membres de la Commission interparlementaire de la Convention scolaire romande; comptes 2012 ; budget 2014.....359

Elections

Discussion générale.....395

2013.1688 Election d'un ou d'une juge germanophone (90%) du Tribunal administratif, Cour des assurances sociales, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016.....398

2013.1690 Election de deux juges germanophones (100%) de Tribunal régional, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016.....398

2013.1692 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée francophone de tribunal régional (litiges relevant du droit du travail), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016 398

2013.1691 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone d'autorité régionale de conciliation (litiges relevant du droit du bail), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016.....398

2014.0190 Assermentation du nouveau ou de la nouvelle juge germanophone (90%) du Tribunal administratif, Cour des assurances sociales, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016 398

Heure des questions

2013.1572 Réponses du Conseil-exécutif aux questions des membres du Grand Conseil 398

Motions

2014.0079 033-2014 Augstburger (Gerzensee, UDC). Revenus accessoires des membres du Conseil-exécutif et des cadres: reversement au canton 415

2014.0075 031-2014 Bärtschi (Lützelflüh, UDC). Réorganisation de l'Office des forêts.....383

2014.0053 020-2014 Etter (Treiten, PBD). Piscines des établissements de Witzwil et de Saint-Jean.....245

2014.0076 029-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Ecole à journée continue: adaptation des tarifs et des effectifs 360

2013.1049 203-2013 Haas (Berne, PLR). Modification de la législation sur les marchés publics 268

2013.1189 245-2013 Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD). Discipline « économie, travail, vie domestique (économie familiale comprise) » du Lehrplan 21.... 372

2013.1220 259-2013 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD). Forfaits par cas en obstétrique 344

2013.1232 268-2013 Müller (Berne, PLR). Police cantonale: convergence des compétences et des responsabilités 320

2014.0034 016-2014 Müller (Bowil, UDC). Revenu accessoire: devoir de transparence et de correction . 414

2013.1224 262-2013 PLR (Müller, Berne). Violence et menaces contre les fonctionnaires: dépôt d'une initiative cantonale 226

2014.0071 025-2014 PLR (Haas, Berne). Représentation du canton dans les conseils d'administration .. 415

2013.0860 180-2013 PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg). Droit à l'information des autorités fiscales cantonales 389

2013.1575 334-2013 PS-JS-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg). Education routière jusqu'en 6e année de l'école primaire 325

2013.1193 248-2013 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). Simplification de la procédure d'octroi du permis de construire 232

2013.1244 276-2013 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). Institutions pour personnes handicapées: comparaison de la dotation en personnel et des tarifs 354

2013.1236 271-2013 Studer (Utzenstorf, PBD). Indemnisation des représentants du canton dans les conseils d'administration 414

2013.1239 274-2013 Les Verts (Bauen, Münsingen). Interdire les forages par fracturation hydraulique... 283

2013.1201 253-2013 von Kaenel (Villeret, PLR). Energie renouvelable: le canton doit favoriser l'implantation de sondes géothermiques verticales (SGV) . 272

2013.1202 254-2013 von Kaenel (Villeret, PLR). Affichage en dehors des localités: plus de souplesse lors des élections et votations 291

Postulats

2013.1217 256-2013 Moser (Biel/Bienne, PLR). Ligne de bus Brügg-zone industrielle des Champs-de-Boujean..... 265

2013.1218 257-2013 Moser (Biel/Bienne, PLR). Transports publics fiables entre Vigneules et le centre de Bienne..... 266

2013.1585 342-2013 Pfister (Zweisimmen, PLR). Voie à double écartement à la gare de Zweisimmen 248, 259

2013.1200 252-2013 von Kaenel (Villeret, PLR). Tâches administratives: emploi de secrétaires au sein de la police cantonale 333

Interpellations

2013.1562 327-2013 Aebersold (Berne, PS). Economies dans la psychiatrie: comment pense-t-on faire?.....347

2013.1180 242-2013 Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV). Hôpital de Tiefenau: pourquoi le Conseil-exécutif ferme-t-il les yeux? 346

2013.1697 009-2014 Bühler (Cortébert, UDC). Les suites du vote du 24 novembre 2013.....341

2014.0125 044-2014 Bühler (Cortébert, UDC). Insécurité et nuisances.....356

2013.1231 267-2013 Daetwyler (Saint-Imier, PS). La concurrence fiscale est-elle la mesure de toutes choses? 390

2013.1221 260-2013 Feller (Steffisbourg, PLR). Contrôle de la viande dans l'Oberland bernois.....386

2013.1240 275-2013 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Transparence et équité dans les décomptes des prestations de police 335

2014.0048 018-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Restructuration de l'unité de psychiatrie médico-légale Etoine: légalité respectée?.....343

2013.1190 246-2013 Graber (La Neuveville, UDC). Promotion du télétravail au sein de l'administration cantonale bernoise suite à l'étude "WorkAnywhere".....387

2013.1233 269-2013 Grimm (Berthoud, pvl). Conseil cantonal des infrastructures.....295

2013.0931 189-2013 Gsteiger (Eschert, PEV). Gravillonnage d'axes routiers importants 277

2013.1247 277-2013 Hirschi (Moutier, PSA). Les députés sont-ils des contribuables en règle?.....391

2013.1225 263-2013 Hofmann (Berne, PS). Navette héliportée dans le parc naturel du Gantrisch 240

2013.1154 217-2013 Hofmann (Berne, PS). BKW et la gestion de la mobilité 278

2013.1155 218-2013 Hofmann (Berne, PS). Chauffage électrique dans la zone couverte par les KWO: où en est-on?.....280, 296

2013.1223 261-2013 Hofmann (Berne, PS). Pollution radioactive de l'Aar et du lac de Bienne.....349

2013.0930 188-2013 Kropf (Berne, Les Verts). L'IFSN est-elle encore digne de confiance? 350

2013.0863 181-2013 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD). Nouvelle loi sur l'aménagement du territoire: compensation de la plus-value 238

2013.0864 182-2013 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD). Nouvelle loi sur l'aménagement du territoire: politique de densification des agglomérations? 239

2014.0068 022-2014 Moser (Landiswil, UDC). OAN: sans stratégie, sans projet?.....384

2014.0012 013-2014 Muntwyler (Berne, Les Verts). Espace aérien de Bern-Belp: l'étau se resserre.....264

2013.1586 343-2013 Pfister (Zweisimmen, PLR). Economies possibles dans les travaux de transformation de la gare de Zweisimmen 262

2013.1584 340-2013 Pfister (Zweisimmen, PLR). S'agit-il d'un accord? 371

2013.0890 183-2013 PLR (von Kaenel, Villeret). Procédure sur invitation: qu'en est-il des entreprises du Jura bernois? 276

2013.1161 223-2013 PS-JS-PSA (Müller, Langenthal). Réseau express vélo: la solution pour désengorger les routes? 281

2014.0036 017-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Initiative «Pas de naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale»: méthode douteuse du gouvernement bernois 318

2013.1194 249-2013 Sancar (Berne, Les Verts). Bases légales du pilori de la Police cantonale sur Internet 336

2013.1195 250-2013 Sancar (Berne, Les Verts). Néonazis: que fait le Conseil-exécutif? 338

2013.1423 290-2013 Sancar (Berne, Les Verts). Espionnage des Américains à Berne 339

2013.1497 302-2013 Schneider (Diessbach b. Büren, UDC). Echec à la course de contrôle: l'opposition doit être payante! 340

2013.1142 210-2013 Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD). L'Etat a-t-il l'obligation de produire de l'électricité ? 294

Demandes de crédit 2013 / 2014

Economie publique

2014.0046 Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination d'Interlaken-Jungfrau-Haslital pour la prospection du marché ; crédit d'engagement pluriannuel 382
Vote final 382

2014.0044 Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination de Berne pour la prospection du marché ; crédit d'engagement pluriannuel 382
Vote final 383

2014.0045 Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché ; crédit d'engagement pluriannuel 383
Vote final 383

Instruction publique

2013.1625 Groupe de produits Culture. Crédit supplémentaire 2013 359
Vote final 359

2014.0127 Groupe de produits Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires. Dépassement de crédit 2013. Crédit supplémentaire 359
Vote final 359

2014.0126 Groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire. Dépassement de crédit 2013. Crédit supplémentaire 359
Vote final 360

Police et affaires militaires

2013.1662 Schlossberg Thun SA et Ville de Thoune: château de Thoune. Subvention du Fonds de loterie 317
Vote final 318

2013.1663 Rénovation du théâtre de la ville de Langenthal – contribution du Fonds de loterie 318
Vote final 318

Travaux publics, transports et énergie

2014.0028 Berne / Université. Mise à disposition du bâtiment situé Hochschulstrasse 6. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation 244
Vote final 245

2014.0123 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des immeubles et des constructions; groupe de produits Exploitation des immeubles (n° 09.15.9110). Crédit supplémentaire 2013 245
Vote final 245

2014.0122 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des ponts et chaussées, groupe de produits Routes nationales (no 09.10.9120). Crédit supplémentaire 2013 245
Vote final 245

Liste des annexes

Lois

N°07 2013.0936 Loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2e lecture

N°08 2013.0549 Loi sur l'Autorité de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2e lecture

N°09 2012.1239 Loi sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2e lecture

N°10 2012.1300 Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1re lecture

N°11 2012.1417 Loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2e lecture

N°14 2013.0420 Loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1re lecture

N°15 2013.0926 Loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1re lecture

Arrêtés du Grand Conseil

No 12 2013.1071 Arrêté du Grand Conseil concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission

No 13 2013.1117 Arrêté du Grand Conseil concernant l'approbation de la modification de la convention conclue entre le canton de Berne et la Hochschule für Heilpädagogik (HFH) de Zurich
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission

Demandes de crédit

N°06 Demandes de crédit de la session de mars 2014

Lundi 17 mars 2014, 13 heures 30 – 16 heures 30

Première séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 156 députés. Excusés : Arnold Franz, Schmidhauser Corinne, Spring Ueli, Sutter Ruedi

Le président. Ich begrüsse Sie zum Auftakt der Märzsession. Wir starten heute in die letzte Session vor den Wahlen und gleichzeitig in die letzte Session der Legislaturperiode 2010–2014. Bei einigen unter Ihnen dürfte ein etwas wehmütiges Gefühl mitschwingen; Sie haben zum letzten Mal die Akten geordnet, die letzten Voten vorbereitet und werden irgendwann zum letzten Mal hier vorne am Mikrofon stehen. Bei anderen wird wegen der bevorstehenden Wahlen vielleicht ein wenig Nervosität spürbar sein. Wie auch immer: Mein Ziel ist es, alle traktandierten Geschäfte in den acht Sessionstagen zu behandeln und meiner Nachfolgerin keine Pendenzen zu hinterlassen. Dies hängt nicht zuletzt von Ihrer Redefreudigkeit ab, die vor den Wahlen erfahrungsgemäss immer noch etwas grösser ist. Zumindest was die Zahl der Vorstösse anbelangt, hat das letzte Jahr der Legislatur wie schon in der Vergangenheit auch wieder für einen Ausschlag gegen oben gesorgt. Es hat sich auch bestätigt, dass die Verkleinerung des Grossen Rats in dieser Hinsicht keinen Kurswechsel gebracht hat. Alle Ratsmitglieder sind bei den Vorstössen einfach noch etwas fleissiger und kreativer.
Nach der Januarsession ist der Grossrats-Skisporttag über die Bühne gegangen. Ich danke Hans Schmid und seinen Leuten nochmals für die Organisation dieses tipptopp gelungenen Anlasses auf der Elsigenalp. Ich darf heute nochmals die Gewinnerinnen und Gewinner bekannt geben. Bei den Damen 1 war dies Bethli Küng, bei den Herren 1 Marc Jost und bei den Herren 2 der Organisator, Hans Schmid – herzliche Gratulation *(applaudissements)*. Keine Teilnehmer hatten wir bei den Herren 3 am Start. Der einzige angemeldete, Geri Fischer, hat sich im Abschlusstraining am Vortag den Arm gebrochen und konnte dann nicht starten – das Training wäre gar nicht nötig gewesen. Die Tagesbestzeit stellte eine weibliche Teilnehmerin auf; es war Christine Hari, die als Gast an den Start gegangen war.
Was das Sessionsprogramm und den Zeitplan anbelangt, so sind zwar einige Gesetze traktandiert, aber es liegen nicht viele Anträge vor. Die Debatten darüber sollten demnach nicht allzu lange dauern. Am Nachmittag des ersten Donnerstags findet der Jugendgrossratstag statt. Das Programm haben Sie erhalten. Ich bitte Sie, sich bis heute Abend noch dafür anzumelden, sodass wir eine rechte Anzahl TeilnehmerInnen aus den Grossen Rat haben werden.
Die Legislaturschlussfeier ist für den Mittwochnachmittag der zweiten Woche fest traktandiert. Damit das Sessionsprogramm zeitlich aufgeht, werden wir am Dienstag der zweiten Woche ein wenig mit der Abendsitzung spielen: Wir werden sehen, wie gut wir vorwärts kommen. In der ersten Woche wollen wir eigentlich wie vorgesehen tagen, aber der Dienstagabend der zweiten Woche ist vorerst noch nur als Reserve eingeplant. Ich würde es begrüssen, wenn dies so bleiben würde, denn schliesslich werden ja noch die Playoffs gespielt *(hilarité)*. Im Weiteren haben wir Ordnungsanträge erhalten. Ich werde die Ordnungsanträge, bei denen es darum geht, dass Vorstösse noch in dieser Session behandelt werden sollen, morgen früh um neun Uhr diskutieren und anschliessend darüber abstimmen lassen. Wir tun dies gestützt auf die letzte solche Übung, die wir durchgespielt haben. Am 3. September 2012 beantragte das Präsidium, dass ein Ordnungsantrag von Herrn Brand, SVP, der genau dasselbe verlangte, erst am Donnerstag der zweiten Woche diskutiert wird, wenn das Büro bereits über Dringlichkeit des Vorstosses befinden konnte. Der Grosse Rat hat dies damals abgelehnt, daher werden wir es nun genau gleich handhaben und die Ordnungsanträge schon morgen zur Abstimmung bringen; so, wie Sie dies vor anderthalb Jahren befürwortet haben. Über den Ordnungsantrag Meyer, bei dem es um ein für die zweite Woche traktandiertes Geschäft geht, werden wir am Mittwoch befinden, sodass wir wissen, wie es mit dem Programm weitergeht. Soviel zum Ablauf, wann wir diese Dinge behandeln werden. Damit können wir bereits starten.

Affaire 2014.0163

Rapport d'activité 2013 de la Commission des finances

Le président. Wir beginnen mit zwei Geschäften, die den Rat selber betreffen, den Tätigkeitsberichten. Ich habe vom Präsidenten der FIKO wie auch von der Präsidentin der JUKO mitgeteilt bekommen, dass sie auf eine Wortmeldung verzichten. Es gibt also keine Wortmeldung der Präsidien. Wir kommen zum ersten Geschäft. Wünscht jemand dazu das Wort? **–** Das ist nicht der Fall, damit erkläre ich den Bericht als genehmigt.

Approuvé tacitement

Affaire 2014.0164

Rapport d'activité 2013 de la Commission de justice

Le président. Wünscht zu diesem Geschäft jemand das Wort? **–** Das ist nicht der Fall. Auch dieser Bericht ist zur Kenntnis genommen und in diesem Sinne genehmigt.

Approuvé tacitement

Affaire 2013.0936

Loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)

Annexe 7

Seconde lecture

Le président. Nun kommen wir bereits zum ersten Erlass. Ich bitte Sie, noch etwas ruhiger zu werden. Der Kommissionspräsident hat das Wort, um das Geschäft vorzustellen.

Jakob Etter, Treiten (PBD), président de la commission. Herzlich willkommen zur Märzsession. Das Gesetz, das wir heute in zweiter Lesung beraten, wurde ursprünglich bereits im November behandelt. *(Le président agite sa cloche.)* Damals hatte eigentlich die Absicht bestanden, es in nur einer Lesung zu beraten. Im Verlauf der Debatte in der Novembersession verlangte ein Antrag von Ruedi Sutter, das Thema «Whistleblowing» noch zusätzlich in die Gesetzesrevision aufzunehmen. Aus diesem Grund wurde eine zweite Lesung durchgeführt. Der Ausschuss der Finanzkommission hat entsprechende Ergänzungen behandelt und geprüft. Es geht hierbei um Artikel 17a des Gesetzes. Mit diesem Artikel wird das Thema «Whistleblowing» – oder, wie es auf Deutsch heisst, «Meldestelle für Missstände» – der Finanzkontrolle übertragen. Die Finanzkontrolle hatte sich von Anfang an bereit erklärt, diese Aufgabe zu übernehmen. Die Vorteile der Ansiedlung dieser Aufgabe bei der Finanzkontrolle sind naheliegend. Erstens arbeitet die Finanzkontrolle unabhängig. Zweitens hat sie Zugang zu allen Direktionen, Abteilungen, Anstalten und Institutionen des Kantons. Drittens kann die Finanzkontrolle die Meldungen diskret und neutral behandeln. Wir rechnen nicht damit, dass es haufenweise Meldungen geben wird. Wenn aber Missstände im Kanton vorkommen sollten, so müssen diese unbedingt einer neutralen Stelle gemeldet werden können und dort auch ernsthaft behandelt werden. Die Finanzkontrolle ist unserer Meinung nach dafür die richtige Stelle.
Ohne Einverständnis der Person, welche die Missstände meldet, wird die Quelle nicht bekannt gegeben. Ich möchte noch einen wichtigen Hinweis anbringen: Weil wir, wie ich bereits sagte, nicht sehr viele Meldungen erwarten, hat sich die Finanzkontrolle mehrmals und unter anderem auch schriftlich bereit erklärt, diese Aufgaben ohne Erhöhung des Budgets und ohne zusätzliches Personal im Rahmen ihres bisherigen Etats abzuwickeln.
Das Gesetz über die Finanzkontrolle soll rückwirkend auf den 1. Januar 2014 in Kraft treten. *(Le président agite sa cloche.)* Artikel 17a, um den es jetzt noch geht, und damit verbunden auch die Änderung von Artikel 50a im Personalgesetz, in welchem dies ebenfalls stipuliert wird, sollen wegen der Referendumsfrist auf den 1. September 2014 in Kraft treten. Die Finanzkommission beantragt Ihnen, dem Gesetz mit den erwähnten Ergänzungen in zweiter Lesung zuzustimmen und es zu genehmigen.

Le président. Es ist im Moment unangenehm laut, es wäre schön, wenn Sie etwas ruhiger sein könnten. Gibt es Wortmeldungen von Fraktionen oder Einzelsprechenden? – Das ist nicht der Fall.

Délibération par article

I. I.
Art. 11, 14, 16a, 17, 17a (nouveau), 19, 21, 22, 24
Adoptés

Art. 27

Le président. In Artikel 27 Absatz 3 gibt es eine kleine redaktionelle Änderung, die nur den französischen Text betrifft. Gibt es dazu Wortmeldungen? – Das ist nicht der Fall, damit ist der Artikel so angenommen.

Art. 28

II.
La loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers) est modifiée comme suit:

Art. 50a (nouveau)
Adopté

III.
Adopté

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Vote final (2e lecture)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	133
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben das Gesetz in zweiter Lesung angenommen.

Affaire 2013.0549

Loi sur l'Autorité de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)

Annexe 8

Première lecture

Le président. Wir kommen zu den Geschäften der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion und beginnen auch hier mit einem Gesetz. Als Kommissionspräsident hat Herr Brönnimann das Wort. Der Regierungspräsident ist noch nicht da, aber Herr Brönnimann kann seine Ausführungen bereits machen und das Geschäft vorstellen.

Débat d'entrée en matière

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl), président de la commission. Ich versuche das Tempo, das Jakob Etter vorgelegt hat, zu halten. Das Gesetz wurde in der Kommission diskutiert. Wir haben über einiges gesprochen, aber die Fassung, die nun zur Diskussion und Genehmigung vorliegt, war eigentlich weitgehend unbestritten; bis auf die beiden

Änderungsanträge zu Artikel 19 und 20. Wir haben daher auch Beratung in nur einer Lesung beantragt, unter dem Vorbehalt, dass nicht noch im Bereich der Gebühren Änderungsanträge eingehen. Die beiden Änderungsanträge, die nun vorliegen, betreffen natürlich indirekt die Gebühren. Aber aus meiner Sicht – und ich habe mich diesbezüglich auch bei den antragstellenden Parteien rückversichert – sind diese Anträge kein Grund, weshalb man zwei Lesungen durchführen müsste.

Ich möchte kurz ein paar Ausführungen zum Anlass dieses Gesetzes machen. Es hat ja, wie Sie im Vortrag sehen, eine Strukturreform bei der zweiten Säule gegeben, die am 1. Januar 2012 in Kraft getreten ist. Seit diesem Zeitpunkt wird die Direktaufsicht über die Vorsorgeeinrichtungen durch die Kantone wahrgenommen. Die Zeit hat nicht mehr ausgereicht, um dafür eine ordentliche Gesetzgebung vorzunehmen. Deshalb hat der Regierungsrat bis heute diesen Bereich per Dringlichkeitsrecht geregelt. Die Verordnung des Dringlichkeitsrechts hat sich bewährt, deshalb folgt dieser Gesetzesentwurf eigentlich auch in grossen Zügen dieser Verordnung.

Zur Klärung, welches sind hier die grossen Themen? Das Gesetz kommt etwas nüchtern und technisch daher: «Gesetz über die Bernische BVG- und Stiftungsaufsicht». Es geht hier jedoch um alle Pensionskassen mit Sitz im Kanton Bern, unter anderen beispielsweise auch um unsere kantonale Pensionskasse. Diese Aufsichtsbehörde, über die wir nun sprechen, hätte denn beispielsweise auch die Aufgabe, hinzuschauen und zu intervenieren, wenn sie feststellt, dass irgendeine Pensionskasse mit unrealistischen Annahmen – beispielsweise beim technischen Zinssatz – arbeitet. Im Extremfall könnte das so weit gehen, dass die Stiftungsaufsicht eingreifen und eine Pensionskasse, die ihren Empfehlungen nicht folgt, kommissarisch verwalten müsste. Es geht also doch nicht gerade um nichts. Die Aufsicht gab es natürlich auch schon früher. Vor diesem Gesetz, respektive auch vor dem Dringlichkeitsrecht, wurde die Aufsicht vom Amt für Sozialversicherungen und Stiftungsaufsicht wahrgenommen. Es gab eine Abteilung, die dafür zuständig war: die Abteilung für berufliche Vorsorge und Stiftungen. Neu muss dies in eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgelagert werden. Genau das sieht dieses Gesetz nun vor. *(Le président agite sa cloche.)*

Was gab sonst noch zu reden in der Kommission? Beispielsweise das Thema, wie viele Mitglieder in dem Aufsichtsrat sitzen sollen. Im Moment sind deren fünf vorgesehen. Die Kommission kam, nachdem sie auch vom Justizdirektor überzeugt wurde, in ihren Beratungen zum Schluss, dies sei ausreichend. Diese Frage stellte sich überhaupt erst, weil man ein Abkommen mit dem Kanton Freiburg abgeschlossen hatte, wonach die Stiftungsaufsichtsbehörde des Kantons Bern auch die Stiftungen des Kantons Freiburg beaufsichtigt. Demzufolge erhielt der Kanton Freiburg auch einen Sitz im Aufsichtsrat. Damit lag die Frage nahe, was denn geschähe, wenn sich plötzlich weitere Kantone uns anschliessen wollten. Hätten diese dann auch ein Recht auf einen Sitz im Aufsichtsrat? *(Le président agite sa cloche.)* Und wie sähe es aus, wenn es plötzlich zwei Kantone mehr wären, und der Kanton Bern daher im Aufsichtsrat nur noch eine Minderheit bilden würde? Es konnte uns dann glaubhaft versichert werden – und vielleicht wird der Justizdirektor hierzu auch noch ein paar Worte sagen –, dass es im Moment keine konkreten Anfragen von weiteren Kantonen gibt, die sich uns anschliessen möchten. Verschiedene Kantone, wie etwa der Kanton Wallis, der als zweisprachiger Kanton auch noch in Frage gekommen wäre, haben sich der Romandie angeschlossen, und auch im Raum Nordwestschweiz gibt es solche Zusammenschlüsse. Deshalb kamen wir als Kommission zum Schluss, dass fünf Aufsichtsratsmitglieder ausreichen.

Ich komme noch kurz zu den beiden Anträgen. Ich habe es bereits angetönt: In der Form, wie sie nun vorliegen, haben wir sie in der Kommission nicht behandelt. In der Kommission wurde aber Folgendes diskutiert: Dieses Gesetz hat zur Folge, dass gerade kleine Stiftungen eine höhere Gebühr bezahlen müssen, was zu heiklen Situationen führen könnte. Im vorliegenden Änderungsantrag wird dem eigentlich Rechnung getragen. Denn dadurch, dass man sowohl die Frist für den Abbau des Darlehens für das Dotationskapital hinausschiebt, wie auch dadurch, dass man die Frist erstreckt um den Reservefonds zu äufnen, kann erreicht werden, dass die jährlichen Gebühren tiefer ausfallen. Ich glaube, mit dieser Lösung können nun auch die kleineren Stiftungen leben. Ich nehme an, die Antragsteller werden hierzu auch noch das eine oder andere Wort sagen. Damit habe ich geschlossen.

Le président. Damit kommen wir zur Eintretensfrage. Gibt es Wortmeldungen zum Eintreten auf das Gesetz? – Das ist nicht der Fall. Eintreten ist damit stillschweigend beschlossen. Gemäss Artikel 65b Absatz 2 kann der Grosse Rat vor der Aufnahme der Detailberatung eines Gesetzes beschliessen, auf die Durchführung einer zweiten Lesung zu verzichten. Die Kommission beantragt den Verzicht auf eine zweite Lesung. Wird dieser Antrag bestritten? – Das ist nicht der Fall, damit haben Sie grundsätzlich beschlossen, auf eine zweite Lesung zu verzichten, und wir kommen zur Detailberatung des Gesetzes.

Délibération par article

Art.1–6
Adoptés

Art. 7

Le président. Zu Artikel 7 gibt es eine Wortmeldung von Herrn Rhyn.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS). Ich habe eine formelle Bemerkung zu Artikel 7 und insbesondere zu Absatz 4. Es heisst dort, der Regierungsrat leite die Unterlagen nach Absatz 2 Buchstabe l nach Kenntnisnahme an die GPK des Grossen Rats weiter. Gemeint sind der Jahresbericht, die Jahresrechnung, eine Beurteilung des finanziellen Risikos sowie der Bericht der Revisionsstelle. Die OAK hat im vergangenen Sommer den ersten Jahresbericht der BBSA erhalten. Wir haben dazu Fragen gestellt und Antworten erhalten. Die Fragen sollten auch sicherstellen, dass eine gute Aufsicht besteht. Uns wurde mitgeteilt, es werde ein Aufsichtskonzept erarbeitet. Dieses werde uns zugestellt, sobald es vorliege. Wir haben das Konzept kürzlich erhal-

ten. In der Vernehmlassungsvorlage war kein Artikel vorgesehen, wonach die Berichte an die GPK weitergeleitet werden sollten. Dass der Regierungsrat dies nun im vorliegenden Gesetzesentwurf zuhanden der vorberatenden Kommission ergänzt hat, wurde uns auch nie offiziell mitgeteilt. Man hätte sich auch einen Teil des Schriftwechsels sparen können. Wir erwarten, dass Kommissionen künftig informiert werden, wenn ihnen in einem bestimmten Erlass eine neue Aufgabe übertragen werden soll.

Art. 7–18
Adoptés

Art. 19

Proposition Widmer, Wanzwil (PBD) / Jost, Thoune (UDC) / Mentha, Liebefeld (PS) / Giauque, Ittigen (PLR)
L'ABSF est tenue de rembourser le capital de dotation et le prêt que le canton lui a accordé en application de l'ancien droit d'ici au 31 décembre 2031 au plus tard.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Der Kommissionspräsident hat bereits kurz zusammengefasst, was unser Anliegen ist. Wie Sie wissen, hat die BVG- und Stiftungsaufsicht des Kantons Bern ein Dotationskapital von 2 Mio. Franken erhalten. Man entschied, dass diese Instanz ebenfalls einen Reservefonds haben soll, der ungefähr einen Jahresumsatz umfasst, also 4 Mio. Franken. Wir haben in einer ausgiebigen Diskussion an einer Kommissionssitzung festgestellt, dass es viele klassische Stiftungen gibt mit mehreren zehn- oder ein paar hunderttausend Franken, teilweise auch mit ein bis zwei Millionen, die ihr Geld relativ mühsam zusammenkratzen müssen. Sie sind auf Geschenke, Kollekten und andere Zuwendungen angewiesen. Dort fanden wir, dies führe zu überhöhten Gebühren und nehme diesen Stiftungen jedes Jahr Kapital weg, was eigentlich nicht nötig wäre. Durch die Rückzahlung nach der bisherigen Regelung müssen die Gebühren für alle um rund 18 Prozent erhöht werden, damit man die Rückzahlung des Dotationskapitals und die Äufnung des Reservefonds vornehmen kann. Darunter leiden insbesondere die klassischen, kleineren Stiftungen. Deshalb konnten wir dank Vermittlung des Generalsekretärs der JGK, Christoph Miesch, dem ich hierfür auch ganz herzlich danke, einen probaten Antrag stellen, der dem Anliegen Rechnung trägt, ohne dadurch die Finanzierung der BVG- und Stiftungsaufsichtsstelle komplett über den Haufen zu werfen. Die Idee ist, dass wir die Rückzahlung des Dotationskapitals innerhalb von 20 statt 10 Jahren vorschreiben, und die Äufnung des Reservefonds innerhalb von 15 statt 10 Jahren. Damit kann man die klassischen Stiftungen bei den Gebühren ziemlich entlasten. Die Entlastung bei den Gebühren macht, je nach Stiftungskapital, ungefähr 15 bis 35 Prozent aus. Deshalb haben wir uns für diesen Antrag zusammengefunden. Alle, die diesen Antrag gemeinsam eingereicht haben, sind Kommissionsmitglieder. Wir bitten Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich kann als Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion und als Kommissionsmitglied die Darstellungen meines Kollegen, Dieter Widmer, unterstützen, und sie vielleicht noch ein wenig nuancieren und pointierter machen. Es ist effektiv so, dass diese Gebühren für die kleineren, klassischen Stiftungen sehr hoch sind. Ich nenne Ihnen ein konkretes Beispiel: Eine Stiftung, die ein Vermögen von 150 000 Franken besitzt, hat dieses Geld vielleicht zu zwei Prozent angelegt, was in der heutigen Zeit schon einmal nicht so schlecht ist. Damit verdient sie pro Jahr etwa 3000 Franken. Sie hat eine externe Kontrollstelle, die ihre Bücher prüfen muss, was sie auch etwas kostet, und dann kommt die Gebühr der Aufsichtsbehörde von etwa 680 Franken hinzu. Das frisst schon einen ganz wesentlichen Teil ihres Ertrags. Meiner Meinung nach ist dies ein Zustand, bei dem man schon schauen muss, ob diese Gebühren nicht zu hoch sind. Ich bin persönlich der Auffassung – und das ist nun ein wenig die Pointierung gegenüber deinen Aussagen, Dieter –, man hätte eigentlich bereits heute Spielraum. Denn man muss das Dotationskapital von 2 Mio. Franken zurückbezahlen, und der Aufwand, den die Aufsichtsstelle heute hat, der Jahresumsatz, umfasst 3,5 Mio. Franken; dies jedoch mit einem Gewinn von 700 000 Franken, den sie heute erzielt. Gemäss dieser Kalkulation braucht sie also etwa 5,5 Mio. Franken. Letztes Jahr erzielten sie einen Gewinn von 700 000 Franken – wenn man diese Rechnung ein wenig zu Ende denkt, stellt man fest, dass sie zurzeit pro Jahr etwa 150 000 Franken zu viel an Gebühren einnimmt. Es gäbe also bereits jetzt einen Spielraum, um eine Gebührensenkung vorzunehmen.
Wie Dieter Widmer gesagt hat, haben wir dies in der Kommission diskutiert, und kamen zum Schluss, es sei sinnvoll, die Brücke, die uns der Generalsekretär der JGK gebaut hat, anzunehmen. Die Zuständigkeit, um diese Gebühren festzulegen, liegt eben bei der Aufsichtsbehörde, und der Grosse Rat kann dort gar nicht richtig eingreifen. Ich glaube, es ist eine gute Lösung, wenn wir diese Fristen hinausschieben. Wir erwarten ganz klar von der Aufsichtsbehörde, dass sie die Gebühren im Interesse der kleineren Stiftungen anpasst. Das liegt absolut drin. Es ist ein wenig ein Sicherheitsdenken vorhanden im Zusammenhang mit dieser Gebührenfestlegung, und aus meiner Sicht muss man diese Gebühren senken. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird den Antrag unterstützen.

Marc Jost, Thoune (PEV). Wir haben zwar diese Problematik in der Kommission besprochen, konnten aber den Antrag so, wir er jetzt vorliegt, nicht diskutieren. Deshalb möchte ich hier noch kurz darauf hinweisen, dass wir in diesem Sinne noch keine offizielle Stellungnahme der Regierung erhalten haben. Nicht, dass Dieter Widmer initiativ wird, aber dass er mehr Staat fordert, lässt aufhorchen; da muss man dann schon genauer hinschauen, worum es geht. Es geht darum, dass das Geld, welches der Kanton zur Verfügung stellt, länger bei der Stiftungsaufsicht sein soll, damit man dann, wie begründet wurde, insbesondere bei kleineren Stiftungen die Gebühren senken kann. Bei den vorliegenden Anträgen steht dies aber so nicht explizit drin. Es heisst einfach, für die Rückzahlung solle länger Zeit zur Verfügung gestellt werden. Aus der Sicht der EVP wäre es jedoch schon wichtig zu betonen, dass die Gebührensenkung vor allem die kleinen Stiftungen betrifft, und nicht generell alle. Es ist für mich aus dem Antrag noch nicht ganz klar ersichtlich, ob dies die Absicht ist, oder ob man generell die Gebühren senken will und der Kanton dies sozusagen

länger vorfinanzieren soll. Zum andern wäre es für uns als EVP-Fraktion zudem noch wichtig, die Regierungsmeinung dazu zu hören. Wahrscheinlich werden wir dem Antrag auch zustimmen, aber wir möchten zuerst noch die Debatte darüber zu Ende anhören. Soweit also unser Vorbehalt dazu.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Wir waren nicht in der Kommission, aber ich möchte quasi als direkt Betroffener kurz etwas dazu sagen. Ich bin ein wenig wie die Jungfrau zum Kinde dazu gekommen, Stiftungsratspräsident einer Stiftung zu werden. Es handelt sich um eine Stiftung eines alleinstehenden Mannes, der sein Vermögen über eine Stiftung geregelt hat. Dabei geht es heute um 270 000 Franken. Berücksichtigt werden sollen Familien aus ländlichen Gegenden, Bergbauernfamilien und so weiter, aus ärmeren Verhältnissen. Wie als Beispiel genannt wurde, können auch wir 2 Prozent gerade noch so generieren. Denn der Stiftungsgründer hat auch festgelegt, wie das Geld angelegt werden soll. Dort haben wir einen kleinen Spielraum. Wir sind drei Mitglieder im Stiftungsrat: der Regierungsstatthalter, der ehemalige Gemeindepräsident von Eriz und ich als Mitglied der EDU Kanton Bern. Das hat der Stiftungsgründer so gewollt. Wir sind nun ehrenamtlich dabei – jedes Porto usw. bezahlen wir aus der eigenen Tasche –, den Stiftungszweck zu verfolgen. *(Le président agite sa cloche.)* Nun ist es tatsächlich so, dass die Gebühren und auch die Steuern das Vermögen, beziehungsweise den Gewinn anbrauchen, und dies macht einen ansehnlichen Anteil aus. Da fragt man sich manchmal schon, ob das Ganze noch einen Sinn hat. Als nämlich der Wechsel stattfand, als die Aufsicht vom Kanton eben in die neue Organisation überging, ist der Betrag nämlich effektiv von 400 auf 680 Franken angestiegen. Aus dieser Erfahrung heraus empfehlen auch wir von der EDU-Fraktion Ihnen, den Anträgen zuzustimmen.

Le président. Nun hat Herr Jost für die SVP das Wort. – Also, «em Gschnur ah» sind Sie aus dem Winterschlaf erwacht!

Ueli Jost, Thoune (UDC). Dieter Widmer wird es Ihnen nachher wohl noch erklären: Seitens der Antragstellenden besteht ganz klar die Meinung, dass die Entlastung insbesondere für kleine Stiftungen erreicht werden soll. Aber ich komme nicht deshalb ans Rednerpult. Die SVP-Fraktion wird dem Antrag grossmehrheitlich zustimmen. Es gibt noch einen anderen Aspekt, den ich hier vorbringen möchte, nämlich den Zeithorizont. Sicher werden sich kleine Stiftungen überlegen müssen – ich betone: dort, wo dies möglich ist – ob man möglicherweise die Rechtsform ändern muss. Aber das braucht einfach auch seine Zeit, und es kann ja nicht sein, dass in der Zwischenzeit, bis man womöglich die Rechtsform in einen Verein oder etwas ähnliches ändern konnte, der Staat dort quasi alles Geld, das noch vorhanden wäre, auffrisst. Diese Zeit möchten wir den Stiftungen eben geben. Auch dies ist einer der Aspekte, den wir diesem Antrag zugrunde legen möchten. Die SVP wird, wie gesagt, dem Antrag zustimmen.

Le président. Nun hat Herr Widmer nochmals das Wort. – Hören Sie, es ist für diejenigen, die zuhören möchten, wirklich sehr unangenehm. Gehen Sie doch bitte hinaus, um zu reden!

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Marc Jost hat vorhin gefragt, wie das denn umgesetzt würde. Ich hätte dies vorhin bereits erläutern können, habe es aber vergessen. Ich kann Ihnen gerne sagen, dass ein Konzept vorliegt, wie die Gebührenreduktion umgesetzt werden soll. Die BVG- und Stiftungsaufsicht hat ein Konzept entwickelt, wonach man die klassischen Stiftungen in sieben Kategorien einteilt: bis 30 000 Franken, bis 100 000 Franken, bis 250 000 Franken, bis 500 000 Franken, bis 750 000 Franken, bis 1 Mio. Franken und bis 5 Mio. Franken. Die Reduktion ist bei der tiefsten Summe sehr hoch, sie beträgt dort 27 Prozent. In den nächsthöheren Kategorien sinkt sie dann auf 19 Prozent und beträgt am Ende in der Kategorie bis 750 000 Franken noch 15 Prozent. Klassische Stiftungen mit einem Kapital von über 1 Mio. Franken erhalten keine Reduktion. Der Vorschlag ist also vernünftig, und ich habe zudem den Eindruck, durch die Erstreckung geht der Kanton überhaupt kein Risiko ein.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl), président de la commission. Ich kann an das anknüpfen, was ich in meinen einleitenden Bemerkungen gesagt habe. Man kann dies sicher machen. Herr Grossrat Widmer hat dargelegt, welches die Motivation für den Antrag ist; nämlich die kleinen Stiftungen noch etwas zu entlasten. Herr Grossrat Mentha hat vorgerechnet, dass auch dann, wenn man dies macht, das Dotationskapital innerhalb nützlicher Frist zurückgezahlt werden kann. Herr Grossrat Jost hat schlussendlich noch darauf hingewiesen, dass wir uns selbst dann, wenn wir dies machen, eingestehen müssen, dass sich an den Rahmenbedingungen für sehr kleine Stiftungen etwas ändert. Manchmal sind dies betragsmässig auch gar nicht einmal die ganz kleinen, namentlich wenn irgendwo ein Gebäude in eine Stiftung eingebracht wird. Das erzeugt nicht viel Aufwand, ist es doch immer dasselbe Gebäude, aber das Gebäude an sich hat betragsmässig halt vielleicht doch einen ziemlich hohen Wert. Für diese Stiftungen ändert sich etwas – vielleicht einfach etwas weniger drastisch und weniger schnell –, wenn wir diesen Anträgen zustimmen. Aber in Zukunft werden sich einige potentielle «Stifter» überlegen müssen, ob sie nicht eine andere Rechtsform wählen, wie eben beispielsweise einen Verein oder was auch immer. Das ist klar. Ich nehme an, Herr Regierungspräsident Neuhaus wird uns nun gleich sagen, man könne dies alles machen. Aber anderseits gilt es natürlich zu gewichten, dass sich im langjährigen Mittel damit nicht allzu viel ändert. Das gilt auch für die kleinen Stiftungen. Sie werden so einfach am Anfang weniger belastet, aber grundsätzlich gilt das Prinzip, dass die Gebühren nach Aufwand bemessen werden müssen. Und weil die neue Behörde diesen Aufwand ermitteln kann, muss schlussendlich sinnvollerweise eben auch diese Behörde die Gebühren festliegen. Im Längsschnitt wird dann kein Unterschied mehr vorhanden sein, aber es gibt einfach eine etwas unterschiedliche Belastung. Deshalb kann man das durchaus machen. Wie ich schon angetönt habe, wird es aber sicher nicht nötig sein, wegen diesem Antrag oder dem nachfolgenden eine zweite Lesung durchzuführen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Small is beautiful – wir haben ja fast alle ein Herz für die Kleinen. Ich wehre mich aber im Namen des Regierungsrats gegen diesen Antrag, weil eine Stiftung, die heute Mühe hat, auch in 10 oder 20 Jahren Mühe haben, oder gar noch mehr Mühe haben wird. Dies auch, wenn uns nun vorgerechnet wurde, was finanziell möglich ist. Die Zinsen können gar nicht derart anziehen, dass eine kleine Stiftung dadurch aus allen Problemen herauskommen wird. Es ist nicht neu, dass kleine Institutionen Probleme haben. Wir hatten dasselbe Problem mit Maschinengenossenschaften, bei denen das Handelsregisteramt entsprechend die Gebühren angepasst hat. Die Konsequenz war, dass sich die Bauern entsprechend beschwert und gewehrt haben. Daraufhin wurde das Ganze aufgelöst und man gründete Vereine.
Wenn wir dem Antrag Folge leisten, so dauert es eben nicht 10, sondern 20 Jahre, bis der Reservefonds geäufnet ist, und entsprechend länger dauert es, bis die BBSA vom Kanton Bern unabhängig ist. Es wurde richtig gesagt: Mein Generalsekretär hat eine Brücke gebaut. Aber man muss nicht über alle Brücken, die es auf der Welt oder in diesem Kanton gibt, auch tatsächlich gehen. Die BBSA soll von Bundesrechts wegen rechtlich, finanziell und administrativ vom Kanton unabhängig sein. Wenn Sie nun hier für die Rückerstattung des Dotationskapitals und des Darlehens eine längere Frist einsetzen, so wird die BBSA auch viel länger finanziell vom Kanton Bern abhängig sein; und das ist das Gegenteil dessen, was das Bundesrecht eigentlich wollte. Man wollte eben diese Unabhängigkeit. Lehnen Sie diesen Antrag bitte ab, damit das Bundesrecht möglichst korrekt umgesetzt werden kann. Herzlichen Dank.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung und haben folgende Situation. Es besteht eine Differenz zwischen der Regierung und den Antragstellern. Die Kommission konnte diese Frage nicht behandeln. Wer dem Antrag Regierung gemäss grauer Fassung zustimmen will, stimmt Ja, wer dem Antrag Widmer, Jost, Mentha und Giauque zustimmen will, stimmt Nein.

Vote (art. 19 : proposition du Conseil-exécutif / proposition Widmer (PBD), Jost (UDC), Mentha (PS), Giauque (PLR))

Décision du Grand Conseil:
Adoption de la proposition Widmer (PBD) / Jost (UDC) / Mentha (PS) / Giauque (PLR)

Oui	2
Non	146
Abstentions	2

Le président. Sie haben dem Antrag der vier Antragsteller zugestimmt.

Art. 20

Proposition Widmer (PBD) / Jost, Thoune (UDC) / Mentha, Liebefeld (PS) / Giauque, Ittigen (PLR)
Le fonds de réserve doit être alimenté de manière à ce qu'il atteigne le niveau prévu à l'article 17 d'ici au 31 décembre 2026 au plus tard.

Le président. Wir fahren fort mit der Bereinigung. Ich gehe davon aus, dass die Antragsteller nicht mehr sprechen, weil sie den Antrag bereits vorhin begründet haben. Gibt es andere Wortmeldungen? – Das ist nicht der Fall, auch der Kommissions- und der Regierungspräsident verzichten auf das Wort. Wir können demnach direkt über den Antrag abstimmen. Wer dem Antrag Regierung zustimmen will, stimmt Ja, wer dem Antrag Widmer, Jost, Mentha und Giauque zustimmen will, stimmt Nein.

Vote (art. 20 : proposition du Conseil-exécutif / proposition Widmer (PBD), Jost (UDC), Mentha (PS), Giauque (PLR))

Décision du Grand Conseil:
Adoption de la proposition Widmer (PBD) / Jost (UDC / Mentha (PS) / Giauque (PLR)

Oui	0
Non	147
Abstentions	2

Le président. Hier ist das Resultat noch eine Idee deutlicher; Sie haben dem Antrag der vier Antragsteller zugestimmt.

Art. 21 et 22
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Le président. Sie hätten nun noch die Möglichkeit, mittels Quorum von 50 Stimmen eine zweite Lesung zu erreichen. Wird dies verlangt? – Das ist nicht der Fall, ich stelle fest, dass somit nur eine Lesung beschlossen wurde. Es folgt die Schlussabstimmung

Vote final (1re et unique lecture)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	152
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben dem Gesetz in erster und einziger Lesung zugestimmt.

Affaire 2013.1224

N° de l'intervention:	262-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.09.2013
Déposée par:	PLR (Müller, Berne) (porte-parole)
Cosignataires:	1
N° d'ACE:	159/2014 du 12 février 2014
Direction:	JCE

Violence et menaces contre les fonctionnaires: dépôt d'une initiative cantonale

Le Conseil-exécutif est chargé de déposer l'initiative cantonale suivante auprès des autorités fédérales :
« La Confédération est chargée de procéder aux modifications légales nécessaires afin que les auteurs de violences ou de menaces contre les fonctionnaires soient condamnés à une peine de prison ferme d'au moins 30 jours. »
Développement
Les cas de violence et de menaces contre les fonctionnaires se multiplient : 300 au début des années 80, plus de 2000 aujourd'hui, et la tendance est à la hausse. Ce phénomène concerne surtout les agents et agentes de police, mais aussi les personnes travaillant dans les services sociaux, les offices des poursuites, etc.
La présente motion n'a pas pour principal objectif de durcir les sanctions dans la catégorie d'infractions considérée, comme dans la dernière révision du code pénal, mais de faire en sorte que les auteurs doivent obligatoirement purger une peine privative de liberté (sans sursis). Afin qu'ils manquent à la maison, au travail, etc.
Ainsi, l'entourage de l'auteur prendra lui aussi conscience de la gravité de l'infraction. Une simple augmentation de l'amende ne sert à rien. Tant que ces actes (surtout ceux perpétrés pendant des manifestations violentes) seront considérés comme des peccadilles, la tendance à l'augmentation ne s'inversera pas. La publication des jugements devrait par contre avoir un effet dissuasif.
Nous admettons que certaines retouches devront être apportées à l'actuel système du code pénal. C'est le seul moyen qui permette de punir d'emprisonnement ferme la violence à l'égard des fonctionnaires et d'éviter que la violence ne devienne un risque professionnel. Si l'on doit choisir entre la systématique du droit et l'intégrité physique des employés et employées du canton, c'est clairement à cette dernière qu'il faut donner la préférence.

Réponse du Conseil-exécutif

Il est vrai que l'on assiste à une augmentation de la violence et des menaces à l'encontre du personnel des services publics (employés civils ainsi qu'agents de police). Les actes sont de nature très diverse: il peut s'agir d'agressions verbales, de menaces physiques, d'actes de violence physique, de tentatives d'homicide, voire d'homicide. Les actes les plus graves concernent avant tout des agents de police et sont perpétrés lors d'interventions spéciales en fin de semaine ou d'interventions dans des zones sensibles; des actes de violence sont également commis quand la police assure un service d'ordre.
Le motionnaire veut, au moyen de son intervention, lutter contre cette évolution. Il exige d'une part le durcissement des peines prévues à l'article 285 du code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0) (violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires), à savoir que les auteurs soient condamnés à une peine privative de liberté de 30 jours au moins. Il demande d'autre part que, pour cette infraction, la peine soit ferme dans tous les cas (peine privative de liberté sans sursis).
Le Conseil-exécutif reconnaît que les cas de violence et de menaces à l'encontre des autorités et des fonctionnaires se multiplient et est en principe favorable aux mesures qui permettent de lutter contre cette tendance. Diverses interventions allant dans ce sens ont déjà été adoptées.
L'article 285 CP règle les faits constitutifs de l'infraction intitulée «violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires». Cet article prévoit que les personnes ayant usé de violence ou de menaces pour empêcher un membre d'une autorité de faire un acte entrant dans ses fonctions ou, au contraire, pour le contraindre à le faire sont condamnées à une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Au chiffre 2 de l'article 285 CP, il est prévu que les personnes qui participent à une infraction «commise par une foule ameutée» seront punies d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.
Celles d'entre elles qui auront commis des violences contre les personnes ou les biens seront punies d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 30 jours-amende au moins
L'article 285 CP couvre une large palette d'actes punissables. Par exemple, si lors d'un contrôle de police, un automobiliste se montre grossier envers le policier qui lui demande de présenter ses papiers et qu'il va jusqu'à le bousculer, il s'agit d'une infraction qui entre dans la définition de l'article 285 CP. Du point de vue des autorités judiciaires, prévoir dans un tel cas, comme dans de nombreux cas similaires, une peine minimale de 30 jours de privation de liberté et exclure la peine pécuniaire semble inapproprié. Les peines prévues pour les infractions graves telles que l'homicide ou les lésions corporelles (art. 111 ss CP) complètent toujours les peines prévues à l'article 285 CP. Cela signifie que l'auteur qui par ses actes remplit les conditions de plusieurs peines de même genre (p. ex. lésions corporelles et violence contre les autorités et les fonctionnaires) est condamné à la peine de l'infraction la plus grave; le juge augmente en outre cette peine dans une juste proportion (art. 49, al. 1 CP). Partant, un durcissement des peines prévues à l'article 285 CP n'aurait d'effet que sur les infractions moins graves commises à l'encontre du personnel cantonal.
Au niveau fédéral, différents projets de loi visant à durcir de manière générale les peines, notamment pour les infractions au sens de l'article 285 CP, sont en cours d'élaboration. Dans son projet de révision de la partie générale du CP (modification du droit des sanctions), le Conseil fédéral propose de supprimer la possibilité du sursis pour les peines pécuniaires et de réintroduire les peines privatives de liberté de courte durée. Un autre projet de loi vise à «harmoniser», ou à durcir, les peines prévues dans le CP, le code militaire et le droit pénal accessoire. Le projet et le rapport y relatif prévoient en effet de porter la peine minimale prévue à l'article 285 CP, chiffre 2 de 30 à 90 jours-amende «pour tenir compte de manière appropriée de la circonstance aggravante que constitue l'usage de violences» (cf. projet de loi, art. 285, ch. 2 CP).
La condamnation *systématique* à une peine privative de liberté *ferme*, telle que la demande le motionnaire, est toutefois problématique du point de vue du Conseil-exécutif et des autorités judiciaires. Cela serait en effet en contradiction

avec le système en vigueur – ce que le motionnaire reconnaît lui-même –, dans la mesure où la partie générale du CP définit les types de sanctions et les peines (avec sursis ou sursis partiel), qui s'appliquent à toutes les infractions visées dans la partie spéciale (et donc aussi celle visée par l'article 285 CP). Par conséquent, exclure la possibilité de prononcer une peine avec sursis pour un seul type d'infraction serait contraire à des principes de base du CP qui n'ont jamais été contestés. Selon la législation actuelle, il convient d'accorder ou non un sursis dans l'exécution d'une peine en fonction des perspectives d'amendement et de la durée maximale de la peine (art. 42 et 43 CP). L'exécution d'une peine privative de liberté de deux ans au plus est en règle générale suspendue lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délits. Les articles 42, alinéa 4 et 43, alinéa 1 permettent déjà une certaine sévérité puisqu'ils disposent que le juge peut assortir une peine avec sursis d'une peine pécuniaire ou d'une peine privative de liberté sans sursis.
Sur le fond, le Conseil-exécutif estime que la demande du motionnaire, à savoir le durcissement des peines prévues à l'article 285 CP, mérite en principe d'être soutenue. Il souligne toutefois que, au niveau fédéral, des projets de loi allant dans ce sens sont déjà en cours d'élaboration, comme cela a été mentionné ci-dessus.
Le Conseil-exécutif ne peut pas en revanche soutenir la motion dans la mesure où elle demande la condamnation *systématique* à une peine privative de liberté *ferme* des auteurs de violence et de menaces contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 CP). Il estime qu'il n'est pas justifié de remettre en cause, pour une seule infraction, des principes de base du droit pénal qui n'ont jusqu'ici jamais été contestés. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.
Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Philippe Müller, Berne (PLR). Der Vorstoss beinhaltet eine Standesinitiative. Der Bund soll aufgefordert werden, die nötigen Anpassungen vorzunehmen, damit Gewalttäter im Fall von Gewalt und Drohung gegen Beamte – das entspricht Artikel 285 des Strafgesetzbuches – mit einer unbedingten Freiheitsstrafe nicht unter 30 Tagen bestraft werden. Warum dies? Sie wissen, dass die Zahl der Fälle von Gewalt und Drohung gegenüber Beamten stetig ansteigt. Im Vergleich zu vor 20 Jahren haben wir etwa um 700 Prozent mehr solcher Fälle. Wenn unsere Gruppe Sicherheit manchmal am Mittag zur Polizei geht, hören wir die Polizisten von Fällen von täglicher Gewalt erzählen. Genau um solche Fälle geht es hier. Sie alle haben sicher noch die Bilder der Demonstration «Tanz dich frei» vor Augen, bei der solches ebenfalls passiert ist. Es geht darum, dass Gewalttäter in solchen Fällen eine unbedingte Freiheitsstrafe erhalten. Sie sollen nicht einfach eine Busse oder eine bedingte Freiheitsstrafe erhalten. Das schreckt sie nicht ab. Wenn sie dagegen am Arbeitsplatz fehlen, so wirkt dies.
Diesen Fraktionsvorstoss habe ich im vergangenen Sommer schon einmal eingereicht. Die Regierung sagte, man sei grundsätzlich für das Anliegen, es müsse aber besser formuliert werden. Ich habe den Vorstoss zurückgezogen und ihn gemeinsam mit Leuten aus der Verwaltung besser formuliert, und nun lehnt man ihn einfach rundweg ab. Ich weiss nicht, ob da ein kleines «Buebetrickli» der Regierung dahinter steht. Einerseits, weil man vielleicht gehofft hatte, ich würde nicht nochmals damit kommen. Anderseits muss ich auch sagen, dass die Haltung etwas mutlos ist. Es gibt nämlich in diesem Bereich eine Standesinitiative vom Kanton Genf. Dort traut man sich offenbar ein bisschen mehr.
Nur ganz kurz, worum geht es in Artikel 285? Der Artikel greift dort, wo Beamte, insbesondere Polizeibeamte, an einer Amtshandlung gehindert, zu einer Amtshandlung genötigt oder tätlich angegriffen werden. Um den Autofahrer, der aus dem Autofenster einen Spruch gegenüber der Polizei macht, geht es also nicht. Es geht darum, dass man die Leute insbesondere der Polizei an einer Amtshandlung hindert, sie nötigt oder tätlich angreift.
In der Antwort der Regierung liest man auch, dass es jetzt Revisionen des Strafgesetzbuches gibt. Diese gibt es, aber das sind Revisionen, bei denen man die Maximalstrafe erhöht. Wir sprechen hier aber von Strafen in einem kleineren Bereich. Es nützt uns nichts, wenn man eine Freiheitsstrafe von drei auf fünf Jahre erhöht, wenn wir 30 Tage wollen. Diese Revisionen nützen also nichts. Wen wir endlich treffen wollen, sind jene Leute, die Steine werfen, die Flaschen werfen, die mit Bauabschrankungen auf Polizisten losgehen, die Büros von Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeitern – und wenn es dumm läuft auch gleich die sich darin befindlichen Personen – zusammenschlagen. Es geht es dabei insgesamt, wie die Regierung sagt, um Strafen im geringfügigen Bereich. Dort wollen wir etwas ändern, aber die Regierung will das leider nicht. Denn die Strafen, die wir heute haben, bedingte Gefängnisstrafen und Geldbussen, bewirken in diesem Bereich nichts. Unsere strafrechtliche Systematik beruht aber darauf, dass dies wirkt. Früher hat es vielleicht auch einmal gewirkt, aber heute nützt es nichts mehr. Deshalb müssen wir genau hier eingreifen, wo die tägliche Gewalt an Staatsangestellten und Polizisten geschieht. Es geht nicht um Schiessereien, meine Damen und Herren. Diese sind vom Strafgesetzbuch abgedeckt. Es geht vielmehr um die tägliche Gewalt und insbesondere um dies hier, «Stopp Gewalt» an den Polizisten. *(L'orateur montre un prospectus intitulé «Stopp Gewalt»)*. Es geht darum, dass es womöglich relativ klein anfängt, in einem Büro, und dann artet es irgendwann aus, es gibt eine Schlägerei, und zurück bleiben Verletzte. Darum geht es. Es ist ein wenig wie bei einer Lawine. Eine Lawinenverbauung bauen Sie auch nicht unten im Lawinenkegel, wo die Lawine mit voller Wucht auftrifft. Vielmehr müssen Sie sie weiter oben anbringen, wo das Ganze langsam im Entstehen begriffen ist.
Für die Regierung ist leider die juristische Systematik wichtiger, und ich sage dies hier auch als Jurist. Wir müssen eine Güterabwägung vornehmen. Was ist uns wichtiger? Die juristische Systematik auf der einen Seite, oder dass wir endlich etwas gegen die Gewalt in diesem Bereich unternehmen können? Wie gesagt, hat der Kanton Genf auch schon eine Standesinitiative eingereicht. Sie verlangt ein wenig etwas Anderes, aber auch sie greift in die Systematik ein. Und die Ausformulierung liegt ja am Ende bei den eidgenössischen Räten, nicht bei uns. Wenn wir jetzt ein Signal senden, dass wir dies ablehnen, so wird dies für die Bevöl-

kerung völlig unverständlich sein. Man kann es auch anders sagen: Wie würde wohl das Volk, das wir hier vertreten, in einem solchen Fall entscheiden? Was wäre dem Volk wohl wichtiger: die juristische Systematik, oder dass wir in einem Bereich, in dem wir jetzt fast nichts tun können, endlich dagegen vorgehen können? Ich glaube, das Ergebnis wäre klar. Danke für Ihre Unterstützung.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die BDP ist einstimmig gegen diese Motion. Weshalb dies? Einerseits teilt die BDP die Begründung des Regierungsrats voll und ganz. Anderseits sehen wir, dass es keinen Anlass gibt, einen bisher systematisch unangefochtenen Grundsatz des StGB in Frage zu stellen. Ich zitiere an dieser Stelle einen Regierungsrat, der etwas Gutes gesagt hat: «Es ist ein Irrtum zu glauben, dass man jedes gesellschaftliche Problem mit einer neuen oder der Verschärfung einer alten Norm in den Griff bekommt.» Die BDP wird den Vorstoss nicht unterstützen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Grüne Fraktion dankt dem Regierungsrat für die Antwort, und wir sind über die Ablehnung dieser Motion erfreut. Ich nehme es vorweg, dass wir den Vorstoss ebenfalls ablehnen werden. Ich begründe dies kurz wie folgt: Gewalt verletzt die physische und psychische Integrität eines Menschen und ist nicht zu akzeptieren. Es steht nicht zur Diskussion, Gewalt gegen Beamte anders zu beurteilen; auch hier eine klare Ablehnung! Soviel zum Grundsatz.
Was die hier diskutierte Motion von Herrn Müller betrifft, handelt es sich wohl um einen Briefkasten-Vorstoss, weil er den Regierungsrat auffordert, bei den Bundesbehörden eine Standesinitiative einzureichen. Die 200 Bundesparlamentarier und -parlamentarierinnen sind – so lässt uns die Motion zumindest annehmen – ja nicht fähig, selbst auf die Idee zu kommen, die gesetzlichen Anpassungen vorzunehmen. Dafür braucht es schon die Hilfe von Bern.
Nun noch etwas zur Materie an und für sich: Die Statistiken, die er in seinem Vorstoss erwähnt, sind mit Vorsicht zu geniessen. Es gibt keine Beweise für eine Zunahme von Gewalt in unserer Gesellschaft. Die Aussage des Regierungsrats, dass die Gewalt gegen Beamte zugenommen hat, ist daher irreführend, denn die Statistiken reichen nicht aus, um eine solche Aussage zu machen. Statistiken in im Bereich Gewalt geben eher Aufschluss über den Umgang mit dem Phänomen und über das Anzeigeverhalten, und weniger über den effektiven Verlauf der Anzahl von Gewaltakten. Was nicht bewiesen werden kann, soll auch nicht behauptet werden.
Gewalt ist kein neues Phänomen. Mit der gesellschaftlichen und technischen Entwicklung verändern sich aber die Gewaltformen und der gesellschaftliche Umgang mit der Gewalt. So gab es vor 40 Jahren keine SMS oder E-Mail. Heute sind dies wichtige Instrumente, um Drohungen auszusprechen, Erpressungen einzuleiten usw. Das Phänomen der Gewalt – auch in Form von Drohungen – darf nicht bagatellisiert, es soll aber auch nicht dramatisiert werden. Wir leben in einem der sichersten Länder, und nirgends gibt es – leider, muss man sagen – absolute Gewaltfreiheit oder null Gewalt. Gewalt wird von einer Minderheit ausgeübt, und dennoch ist das Thema immer wieder im Zentrum von Diskussionen. Dabei geht vergessen oder wird verdrängt, dass die meisten Menschen in der Schweiz friedlich sind und sich für gewaltfreie Konfliktlösungen mit den Behörden einsetzen.
Mit dem Vorstoss setzt der Motionär auf Repression. Er verlangt nämlich, dass eine Person mindestens eine unbedingte Freiheitsstrafe bekommt, wenn sie gegen Beamte Gewalt angewendet oder Drohungen ausgesprochen hat. Was ist das Ziel der Motion? Wenn mit Repression die gewünschte Ruhe erzielt werden könnte, wären das ja paradiesische Verhältnisse für diktatorisches Regieren. Die Realität ist aber eine andere.
Das gesamte Strafgesetz und viele Massnahmen richten sich gegen Gewalt. Unseres Erachtens ist dies völlig ausreichend. Die Festschreibung einer solchen Strategie würde indes eine Politik legitimieren, die wir erstens gar nicht wollen und die zweitens mit grosser Wahrscheinlichkeit neue Probleme mit sich bringen würde.
Das beste Mittel gegen Gewalt und Drohungen sind gezielte Sensibilisierungs- und Präventionsmassnahmen sowie die Verbesserung der Integrationsmöglichkeiten zur Förderung der sozialen Gerechtigkeit. Hier sollte investiert werden! So kann auch die Anzahl Gewaltakte und Drohungen, auch gegen die Beamten, möglichst tief und unter Kontrolle gehalten werden. Dies aber immer mit dem leisen Vorbehalt, dass es keine Gewaltfreiheit gibt, auch nicht gegen Beamte.
Schliesslich wäre auch die überfällige Einrichtung einer kantonalen Ombudsstelle ein guter und effektiver Ansatz für frustrierte Bürgerinnen und Bürger. Unzufriedenheiten bei Bürgerinnen und Bürgern könnten rechtzeitig erkannt und mit gezielten Lösungen abgefedert werden. Deshalb schlage ich Herrn Müller vor, den nächsten Antrag für eine Ombudsstelle doch einfach zu unterstützen. Das kommt sicher billiger zu stehen und ist bedeutend wirksamer als die repressiven Massnahmen. Wie bereits erwähnt, werden die Grünen den Vorstoss ablehnen.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Philippe Müller möchte eine Standesinitiative. Wie wir wissen, hat eine Standesinitiative meist einen relativ langen Weg und einen schwierigen Stand. Die Standesinitiative fordert eine gesetzliche Anpassung; gefordert wird eine Freiheitsstrafe von nicht unter 30 Tagen für Gewalttäter. Ich betone hier nochmals, dass es um Gewalttäter geht. Wie Philippe Müller schon erklärt hat, sind dies nicht etwa «Mimöschen», sondern Leute, die in der Lage sind, einen Pflasterstein aufzuheben und diesen irgendwo hin zu werfen, wobei es ihnen egal ist, was dabei passiert. Im Prinzip sollte man diejenigen, die so etwas tun, zu Hause in der Kinderstube erziehen, damit dies eben nicht passiert. Aber hier böte sich wahrscheinlich eine letzte Möglichkeit, damit sie dann nicht später zu grösseren Gewalttaten übergehen.
In der Diskussion in der SVP gab es unterschiedliche Meinungen, die relativ weit auseinander lagen. Die einen waren derselben Meinung wie der Regierungsrat. Vor allem diejenigen, die sich juristisch mit der Sache auseinandersetzten, waren der Meinung, dies sei ein juristischer Ablauf, den man nicht einfach so, mir nichts, dir nichts, ändern könne. Auf der andern Seite gab es Gruppierungen, die ein politisches Zeichen setzen wollten. Es ist nicht Sache des Grossen Rats des Kantons Bern, dem Bund einen fixfertigen Gesetzesvorschlag zu machen. Ich glaube, das wird der Bund

dann selber machen müssen. Die Sicherheit im Kanton Bern ist zu gewährleisten. Und diese Sicherheit können wir nur dann gewährleisten, wenn wir auch der Polizei eine gewisse Sicherheit geben. Wenn wir diese Motion überweisen, ist dies ein kleiner Schritt. Aber es ist zumindest ein Schritt. Vor allem ist die Abschreckung der Täter wichtig. Die Täter werden sichtbar gemacht, indem man dann eben am Montag feststellen kann, wenn jemand am Wochenende irgendwo einen Pflasterstein aufgehoben hat. Deshalb ist es sicher wichtig, dass man diese Motion umsetzen kann. Wenn wir die Motion ablehnen, geben wir Gewalttätern einen Freipass. Das würde also heissen, dass der Grosse Rat die Polizei nicht schützen will und sie im Regen stehen lässt. Eine Mehrheit der SVP ist für Überweisung der Motion.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Philippe Müller macht uns vor, er habe eine Pistole. Er hat aber eine Spielzeugpistole, denn das, was er mit diesem Vorstoss erreichen will, wird er nicht ganz so erreichen, wie er uns plausibel machen will. Das Anliegen ist berechtigt, auch wir wollen, dass Gewalt gegen Beamte gestoppt werden können soll. Sie haben dies hier im Rat auch so manifestiert mit der einstimmigen Annahme der Motion der Grossräte Meyer, Burkhalter und Bernasconi, «Übergriffe auf Kantonspersonal: Nulltoleranz!». Diese Motion haben wir mit 136 Stimmen ohne Gegenstimmen überwiesen und nicht abgeschrieben. Darin wird der Regierungsrat aufgefordert, geeignete Massnahmen zu ergreifen, um solche übergriffe auf das Kantonspersonal – inklusive Polizistinnen und Polizisten – bestmöglich zu verhindern. Er soll alle Formen von Übergriffen auf das Kantonspersonal konsequent ahnden und die bestehenden Gesetze durchsetzen. Weiter soll er die Betroffenen bestmöglich unterstützen und dafür sorgen, dass Vorgesetzte auf allen Stufen die betroffenen Mitarbeitenden unterstützen, und dass solche Taten nicht verharmlost werden. Das hier gewählte Mittel der Standesinitiative, lieber Grossratskollege Philippe Müller, ist also das falsche, und es ist auch nicht richtig, wenn man hier auf eidgenössischer Ebene das Strafgesetzbuch ändern will. Es klingt gut, ist aber nicht praktikabel, und wir können der juristischen Begründung folgen, die der Regierungsrat hier anführt.
Wie gesagt, sollte man im Gegenteil das geltende Recht konsequenter durchsetzen und dort, wo wirklich Vorfälle geschehen, diese auch konsequent vor die Justiz bringen. Wir haben Kenntnis davon, dass gerade zwei Autofahrer verurteilt worden sind, weil sie Beamten den «Stinkefinger» gezeigt haben. Und es gibt auch den Fall des Hooligans, über den Sie in der Presse lesen konnten, der zu vier Jahren Freiheitsstrafe verurteilt wurde. In Bezug auf die Praktikabilität stellt sich denn auch die Frage, was es eigentlich bedeutet, wenn man bei Gewalt und Bedrohung gegen Beamte die Leute zwingend 30 Tage «id Chischte» stecken will: Was ist denn genau Gewalt? Und dort, wo es um Beweise geht, wie steht es dann um die Verhältnismässigkeit und die genaue Definition? Ist plötzlich der betrunkene Direktor, der vielleicht etwas Ausfällig wird bei einer Alkoholkontrolle, auch einer, der droht, und muss er auch für 30 Tage «id Chischte»? Ich könnte Ihnen noch andere Beispiele nennen, wo es ein wenig ins Absurde führte, würden wir dies so übernehmen. Es geht also letztlich um die Verhältnismässigkeit unseres Strafgesetzbuches. Wir finden, hier werde übers Ziel hinaus geschossen, und wir können diesem Vorstoss nicht folgen. Wohl aber können wir dem Anliegen folgen, und deshalb haben wir hier im Rat ganz deutlich manifestiert, dass wir gegen Gewalt gegenüber Beamten, Verwaltungsangestellten oder Polizistinnen und Polizisten sind. Nulltoleranz wollen wir auch weiterhin, aber wir wollen nicht mittels einer Standesinitiative auf Bundesebene etwas machen. Philippe Müller, der Kanton Genf hat es ja jetzt auf eidgenössischer Ebene eingebracht. Daher müssen wir hier nicht auch noch unseren Einfluss auf eidgenössischer Ebene verpuffen lassen, sondern sollten vielleicht lieber ein anderes Mal bei einem anderen, wichtigeren Thema eine Standesinitiative einbringen. Zum Schluss, das hat schon Grossrat Sancar gesagt: Eine Ombudsstelle wäre natürlich auch eine Möglichkeit. Auch die Whistleblower-Stelle, die wir heute beschlossen haben, möchte ich in diesem Zusammenhang nicht unerwähnt lassen. Auch sie hilft mit, dass Gewalt gemeldet und geahndet werden kann. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schlägt Ihnen also vor, diesen Vorstoss abzulehnen.

Marc Jost, Thoune (PEV). Die EVP-Fraktion sieht im Anstieg der Gewalt gegen Beamte ein Problem, das im Wachsen begriffen ist. Aus diesem Grund haben wir auch die angesprochene Motion Meyer, Burkhalter und Bernasconi mit Überzeugung unterstützt. Die EVP begrüsst auch die Verschärfungen in diesem Bereich, die jetzt auf Bundesebene vorbereitet werden, lehnt aber den vorliegenden Vorstoss ab. Immer wieder werden nicht nur am Stammtisch, sondern auch darüber hinaus bis weit in unsere Gesellschaft hinein Gerichtsurteile heiss diskutiert und auch – in beide Richtungen – scharf kritisiert. Dies manchmal zu Recht, manchmal aber auch, weil man den Fall nicht bis ins Detail kennt. Aber hier besteht nun wirklich das Potential, dass ein Parlament den Auftrag gibt, eine Grundalge zu legen, die dann wirklich zu seltsamen Entscheiden führen könnte. Wir sehen dabei das Problem insbesondere in dem gewählten Wort «zwingend», heisst es doch: « … im Fall von Gewalt und Drohung gegen Beamte zwingend mit einer unbedingten Freiheitsstrafe … ». Philippe Müller sagte, dies sei eine bessere Formulierung als zuvor, als er dies offen gelassen hatte. Wir stellen das in Frage. Das ist eben eine sehr starke Zuspitzung. Man kann es nun so sehen, wie Hans Rösti dargestellt hat, und sagen, das werde ja dann nicht so heiss gegessen, wie es gekocht wurde. Aber wenn diese Formulierung so überwiesen wird, dann geht dies so in den Gesetzestext ein. So leichtfertig gehen wir nicht mit den Formulierungen um. Und ich glaube, eine schlechte Formulierung wird dann auch nicht zum Freipass für irgendwelche potentiell gewalttätigen Personen, wie dies in Aussicht gestellt worden ist.
Wir sind vielmehr der Meinung, der Vorstoss sollte zurückgezogen werden. Dies genau aus dem Grund, dass wir damit nicht irgendein falsches Signal aussenden, sondern gute und realistische Lösungen vorschlagen wollen, die nicht schon im Vornherein eine Grundlage für sehr eigenartige Urteile bieten. Ein Beispiel dafür wurde in der Antwort des Regierungsrats erwähnt. Es gäbe auch noch andere, die man anführen könnte, bei denen man merkt, dass es

trotz einer Verschärfung eben auch eine Verhältnismässigkeit braucht in Bezug auf Drohungen und Gewalt gegenüber Beamten. Wir lehnen den Vorstoss ab, sehen aber sehr wohl, dass hier ein Problem besteht, dass in unserer Gesellschaft noch nicht ganz gelöst ist.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die glp-CVP-Fraktion lehnt den Vorstoss Müller aus den genannten Gründen ebenfalls ab. Herr Grossrat Rösti hat es bereits gesagt: Hier soll ein politisches Zeichen gesetzt werden. Ja, darum geht es hier wohl wirklich: Es geht nicht nur um ein politisches Zeichen, sondern um ein Rauchzeichen; am liebsten würde man wohl gleich eine Rauchbombe werfen. Wir sollten uns eigentlich darin einig sein, dass hier eine Standesinitiative das falsche Mittel ist. Falls wir uns darin nicht einig sind, habe ich aber das vollste Vertrauen, dass später das eidgenössische Parlament erkennen wird, dass es das falsche Mittel ist.
In der Antwort der Regierung lese ich, dass sogar der Motionär selber anerkennt, dass seine Forderung systemwidrig ist. Für mich persönlich ist daher schon fast nicht mehr nachvollziehbar, wenn dann jemand dennoch an so etwas festhält und einfach aus wahltaktischen oder wahlkampfmotivierten Gründen gleichwohl einen solchen Vorstoss bringt. Die Antwort der Regierung ist absolut nachvollziehbar und verständlich. Hätte die Standesinitiative Erfolg, heisse das, dass wir einen zentralen Grundsatz des Strafrechts aushebeln, nämlich die Verhältnismässigkeit. Und das kann ja wohl nicht die Absicht des Grossen Rats des Kantons Bern sein. Wir sind zudem der Meinung, wir müssten aufpassen, dass wir nicht allzu viele politische Zeichen setzen, nur um des Zeichensetzens willen, selbst wenn wir eigentlich wissen, dass der Vorstoss im Kern nicht richtig ist. Deshalb bitte ich Sie alle, setzen Sie kein Rauchzeichen und lehnen Sie den Vorstoss ab.

Markus Meyer, Roggwil (PS). Es wurde nun einige Male die Motion Meyer, Burkhalter und Bernasconi zitiert, mit der wir tatsächlich Nulltoleranz in diesen Fragen verlangt haben. Ich stehe nach wie vor zu dieser Forderung, welche dieses Parlament damals mit Recht und deutlich überwiesen hat. Ich freue mich auch feststellen zu dürfen, dass die überwiesene Motion bereits erste Früchte getragen hat. Dort, wo ich relativ nahe dran bin, bei der Kantonspolizei, werden heute die Frontleute motiviert, Tätlichkeiten oder Drohungen zur Anzeige zu bringen, und diese werden dann abgeurteilt. Gerade kürzlich gelang es, ein paar Automobilisten, die gegenüber Polizeikräften, welche eine Radarkontrolle durchgeführt haben, beleidigend wurden, entsprechend wegen Beschimpfung abzuurteilen und sie mit einem Strafmandat zu bedienen. Ich glaube, das ist der richtige Weg. Wir müssen die Gesetze, die wir haben, konsequent durchsetzen. Dem Freisinn, der mit dieser Motion daherkommt, muss ich hingegen sagen: Dafür bin ich nun wirklich viel zu liberal, als dass ich mich hinstellen und sagen könnte, jemand, der eine Tätlichkeit oder eine Drohung begeht, ein angetrunkener, der vielleicht irgend etwas Beleidigendes ausstösst, solle, wie Sie das hier verlangen, ohne Rücksicht auf die näheren Umstände – so ein bisschen à la Ausschaffungsinitiative – « … zwingend mit einer unbedingten Freiheitsstrafe nicht unter 30 Tagen … » bestraft werden. Da muss ich sagen: «Geits eigentlech no?» Die Freiheit ist eines der wichtigsten und schützenswertesten Rechtsgüter, die wir haben. Und nur, um hier irgendwie ein Zeichen zu setzen, in einer solchen Art und Weise einzufahren, das kann ich von Seiten einer freiheitlichen liberalen Partei nicht verstehen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, das ist falsch. Ein solches Zeichen dürfen wir ja nicht aussenden. Denn sonst gehen wir in die Richtung eines Staates und eines Staatsverständnisses, mit dem es wahrscheinlich niemandem hier drin noch wohl wäre. Deshalb bitte ich Sie aus Überzeugung, diese Motion abzulehnen.

Le président. Herr Müller möchte nach dem Regierungspräsidenten sprechen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Beim ersten Vorstoss hatte die Polizei- und Militärdirektion die Federführung. Ich habe gehört, er sei überarbeitet worden; es würde mich interessieren, wer mitgeholfen hat, ihn zu überarbeiten. Der zweite Vorstoss kam dann zur Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion. Man hatte ihn verbessert, aber er wurde leider Gottes eben verschlimmbessert. Der Regierungsrat und die JGK helfen nicht mit, den allgemeinen Teil des Strafgesetzes auf diesem Weg zu ändern. Auch, wenn Herr Grossrat Müller inhaltlich zu 120 oder 130 Prozent Recht hat: In der Formulierung dieses Vorstosses kommt man nicht ganz auf 100 Prozent, wie Ihnen der Regierungsrat in der Antwort darlegt. Auf Bundesebene laufen bereits Arbeiten, um wieder kurze Freiheitsstrafen einführen zu können, und auch die Erhöhung von Tagessätzen bei Geldstrafen ist in Erarbeitung. Ich fasse zusammen: Das Anliegen des Motionärs wird vom Regierungsrat begrüsst, dann folgt jedoch das grosse Aber: Die Forderung, die Gerichte müssten Täter, die gegen Artikel 285 StGB verstossen, zwingend zu einer unbedingten Freiheitsstrafe verurteilen, ist problematisch. Herr Grossrat Müller will auf diesem Weg das Strafgesetzbuch ändern. Das geht so nicht; lehnen Sie die Motion ab.

Philippe Müller, Berne (PLR). Eines schleckt keine Geiss weg: Wenn wir dort endlich eine Handhabe haben wollen, dann greifen wir in diese Systematik ein; das ist richtig. Dies, weil es anders einfach nicht zu haben ist. Man kann nun Vorstosse wie jenen der «Nulltoleranz» anführen. Ich habe diesen unterstützt, das ist wunderbar, aber der Effekt bleibt natürlich schon an einem sehr, sehr kleinen Ort. Denn dass die Betroffenen Anzeige erstatten können, das war vorher auch schon so.
Ich habe gehört, die Justiz solle doch endlich die Gesetze anwenden, usw. Aber diese Möglichkeit besteht ja schon. Offenbar werden sie angewendet, was dann eine bedingte Strafe oder eine Busse zur Folge hat. Aber das wirkt eben nicht. Es heisst auch, dies sei nicht praktikabel. Es geht um genau einen Satz im Strafgesetzbuch, den man anpassen muss. Diesen passt man an und legt ganz präzise dafür einen Tatbestand fest. Das ist richtig, mehr braucht es aber auch nicht. Wenn ich nun höre, wie von liberal gesprochen

wird und wie stark dies eingreifen würde, muss ich sagen: Meine Damen und Herren, es geht hier um Gewalttäter, die gegen Artikel 285 verstossen und um nichts anderes. Es geht um Gewalttäter, und nicht um jemanden, der irgendetwas sagt; das habe ich vorhin erläutert. Diese Leute erhalten heute halt in Gottes Namen nur eine bedingte Strafe oder nur eine Busse. Dort muss man eingreifen, und das hat nichts mit liberal zu tun. Diese Leute muss man nicht schützen. Es geht nur darum.

Was ich etwas weniger gern gehört habe, war, dass vom Vertreter der Grünen gesagt wurde, es sei nicht erwiesen, dass Gewalt und Drohungen gegen Beamte zugenommen hätten. Ich weiss nicht, wofür denn dann die jährlichen Kriminalstatistiken sind, oder wofür die Kampagnen des eidgenössischen und kantonalen Polizeiverbands sind. Ich habe es vorhin schon gezeigt: wofür ist denn das? *(L'orateur montre encore une fois le prospectus.)* Warum haben sie das denn gemacht? Träumen sie das nur? Wohl eher nicht. Die meisten Gewaltfälle sind nicht Schiessereien, sondern es sind Gewaltfälle, die zwar vom Gesetz erfasst sind, aber eben nur bedingte Strafen ergeben. Und das löst eben die grosse Frustration aus bei den Polizisten. Sie werden verletzt, und der Täter erhält eine bedingte Strafe oder eine Busse, die er dann vielleicht bezahlt oder auch nicht. Nur darum geht es. Dies hier zu dramatisieren und mit Masseneinwanderung und wer weiss was allem zu vergleichen – das hat hinten und vorne nichts miteinander zu tun. Es geht um eine Standesinitiative – dieses Instrument gibt es nun einmal –, und ich bitte Sie, diese zu unterstützen.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	47
Non	98
Abstentions	6

Le président. Sie haben die Motion abgelehnt.

Affaire 2013.1193

N° de l'intervention:	248-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2013
Déposée par:	Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV) (porte-parole) Aeschlimann (Berthoud, PEV) Wenger (Spiez, PEV) Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV)
Cosignataires:	5
N° d'ACE:	188/2014 du 19 février 2014
Direction:	JCE

Simplification de la procédure d'octroi du permis de construire

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier la procédure d'octroi du permis de construire

1. en prenant les mesures nécessaires pour réduire le nombre de formulaires exigés ;
2. en introduisant la possibilité de mener la procédure par la voie électronique.

Développement

La procédure d'octroi du permis de construire exige de lourdes formalités administratives de la part des requérants et requérantes. Même pour les projets de construction simples, il faut déposer un grand nombre de formulaires et de plans auprès de la commune compétente. Certaines indications doivent être répétées sur plusieurs formulaires. Compte tenu du nombre élevé des demandes déposées chaque année (2012 : 7019, cf. rapport de gestion 2012, volume 3 : groupes de produits, p. 345) et de la situation financière du canton, il serait bienvenu d'alléger la procédure et de la rendre plus efficiente.

Un exemple pour illustrer mes propos :

Si l'on veut faire construire une maison individuelle, il faut déposer plus de 100 formulaires et plans, même si aucune dérogation n'est nécessaire (cf. tableau 1).

Formulaire	*Nombre de formulaires et de plans nécessaires*
Demande de permis de construire 1.0	18
Technique 2.0	7
Evacuation des eaux des biens-fonds 3.0	7
Protection contre l'incendie 3.3	6
Protection civile: dispense de l'obligation de construire des abris 3.6	5
Utilisation de terrain public 5.0	4
Raccordement au réseau électrique 5.1	5
Raccordement au téléréseau 5.2	5
Raccordement au réseau de gaz 5.3	5
Raccordement au réseau d'eau 5.4	6
Installations d'eau/d'eaux usées 5.5	4
Raccordement au réseau de télécommunication 5.8	6
Rn Radon	1
DN Dangers naturels	1
Maître d'ouvrage (à usage interne)	24
Architecte (à usage interne)	27

Tableau 1: Nombre de documents à remettre pour un projet de construction dans le canton de Berne (exemple d'une maison individuelle sans dérogation)

L'exemple de notre voisin lucernois montre qu'une telle paperasserie n'est pas forcément indispensable : dans ce canton, pour un projet identique, on n'exige que 50 formulaires et plans (à usage interne, cf. tableau 2).
A Lucerne, la procédure est en outre gérée de manière efficiente : dès que la commune a contrôlé si le dossier est complet, elle le transmet à une centrale d'autorisation et de coordination, responsable de la gestion de la procédure au sein de l'administration cantonale.
Enfin, le canton de Lucerne propose également la procédure électronique. Un projet similaire avait été prévu dans le canton de Berne, mais il a été interrompu dans le cadre des mesures d'économie, alors même qu'à long terme il aurait permis d'en réaliser (cf. rapport de gestion 2012, volume 1, p. 103).

Formulaire	*Nombre de formulaires et de plans nécessaires*
Demande de permis de construire	32
Maître d'ouvrage (à usage interne)	8
Architecte (à usage interne)	11

Tableau 2 : Nombre de documents à remettre pour un projet de construction dans le canton de Lucerne (exemple d'une maison individuelle sans dérogation)

La procédure doit être optimisée dans notre canton. La réduction du nombre de formulaires ferait d'une part gagner du temps et de l'argent au requérant ou à la requérante. L'introduction de la procédure électronique économiserait d'autre part des frais dans l'administration et permettrait de simplifier et d'accélérer le traitement des demandes de permis de construire.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion compare le nombre de formulaires nécessaires au dépôt d'une demande de permis de construire dans le canton de Berne et dans celui de Lucerne pour une procédure concernant une maison individuelle ne présentant pas de difficultés particulières. Il procède à une déduction à partir de cette comparaison et demande que le nombre de formulaires dans le canton de Berne soit réduit afin de simplifier la procédure (ch. 1) et qu'une possibilité de mener la procédure par voie électronique soit introduite (ch. 2). Selon lui, déduction faite des exemplaires destinés au maître d'ouvrage et aux architectes, 32 formulaires et plans doivent être déposés dans le canton de Lucerne contre 80 dans le canton de Berne.
Contrairement au canton de Berne, le canton de Lucerne dispose aujourd'hui déjà d'un système de traitement de la procédure d'octroi du permis de construire entièrement électronique. Le formulaire principal doit être complété électroniquement, et les formulaires annexes nécessaires à la demande sont accessibles par le formulaire principal. Ainsi, dès que les requérants cochent une thématique donnant lieu au remplissage d'un formulaire (p. ex. certificat de conformité aux normes énergétiques), ce dernier s'ouvre automatiquement et doit être complété conformément à l'information donnée dans le formulaire principal. Le système lucernois permet en outre d'empêcher le dépôt de demandes de permis incomplètes: lorsque le formulaire principal ou l'un des formulaires annexes n'est pas complet, la demande ne peut pas être envoyée sous forme électronique à l'autorité d'octroi du permis de construire.
Dans le canton de Berne, par contre, le formulaire principal et les formulaires annexes doivent être remis sur papier en un nombre suffisant de copies[1]. Les formulaires annexes peuvent ainsi être traités en même temps par les différents services concernés, ce qui permet d'accélérer le processus.
La situation du canton de Berne n'est pas comparable à celle du canton de Lucerne. Il est évident qu'une procédure électronique exige moins de formulaires (sur support papier) qu'une procédure menée exclusivement sur support papier.
Point 1:
La procédure d'octroi du permis de construire ne sert pas uniquement à déterminer si un projet de construction est susceptible d'obtenir un permis en raison de sa conformité aux législations sur les constructions et sur l'aménagement du territoire. Le droit fédéral, en particulier, exige que d'autres points soient examinés au cours de cette procédure (p.ex. dans le domaine des législations sur la protection de l'environnement et sur l'énergie). Le nombre de ces thèmes croît continuellement. En outre, il arrive parfois que des questions relevant du droit civil doivent être examinées à titre préjudiciel. L'autorité d'octroi du permis de construire est tenue d'examiner ou de faire examiner ces objets par un autre service spécialisé au cours de la procédure d'octroi du permis de construire. Pour cette raison, certains formulaires doivent être modifiés et d'autres entièrement réélaborés. Il n'est pas admissible de procéder à de tels examens en dehors de la procédure d'octroi du permis de construire.
Il serait en principe possible de regrouper les formulaires annexes afin d'en réduire le nombre. Il en résulterait toutefois que les services cantonaux spécialisés recevraient une plus grande quantité de documents avec des informations qui ne les concernent pas. Le Conseil-exécutif est d'avis que la réduction par ce moyen du nombre de formulaires de demande de permis de construire n'aurait pas pour effet de simplifier la procédure d'octroi du permis de construire comme le demande l'auteur de la motion.
Point 2:
Le Conseil-exécutif a donné mandat en septembre 2009 d'élaborer une stratégie pour l'introduction d'une procédure d'octroi du permis de construire électronique dans le canton de Berne (projet eBau). Les nombreuses thématiques et questions relatives au projet ont été traitées au sein de groupes de travail interdirectionnels. En mars 2011, la situation financière du canton de Berne s'est fortement détériorée, forçant le Conseil-exécutif à geler le projet eBau. La

[1] En vertu de l'article 10 du décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC; RSB 725.1), les pièces du dossier doivent être remises *en un nombre suffisant* de copies, mais au minimum en double exemplaire.

situation n'ayant pas montré d'amélioration, le comité de projet global responsable d'eBau a décidé en juin 2012 de suspendre le projet pour une durée indéterminée et de dissoudre le groupe de travail.
Le Conseil-exécutif est convaincu que la procédure d'octroi du permis de construire pourrait sensiblement gagner en efficacité si elle était menée de manière électronique. Les formulaires et les plans de projet nécessaires ne devraient plus être envoyés par courrier postal au service compétent; l'ouverture de la procédure pourrait être communiquée par un simple courriel indiquant les documents électroniques à disposition. La nécessité d'établir des copies des documents en nombre suffisant n'aurait plus non plus de raison d'être. Il suffirait de donner un accès aux documents enregistrés sur un support électronique aux personnes compétentes pendant la durée de la procédure. Il serait en outre plus facile de compléter les formulaires, car les requérants pourraient être guidés de manière à naviguer de manière autonome dans le formulaire principal et les formulaires annexes.
Il ne fait aucun doute pour le Conseil-exécutif que la procédure d'octroi du permis de construire électronique, dont la mise en place est demandée par l'auteur de la motion, constitue une solution d'avenir. Pour cette raison, la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques continue d'observer le développement de programmes permettant de mener la procédure d'octroi du permis de construire par la voie électronique dans le canton de Berne et dans d'autres cantons, malgré la suspension du projet eBau. Les contacts établis avec d'autres cantons ainsi qu'avec la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP) à ce sujet se poursuivent. En outre, les conditions légales et organisationnelles nécessaires à la procédure d'octroi du permis de construire électronique seront prises en compte dans le cadre des travaux actuels de révision partielle de la loi sur les constructions.
En conclusion, le Conseil-exécutif convient qu'une procédure électronique présenterait de nombreux avantages. Une amélioration sensible de la situation financière du canton ne s'est toutefois pas produite depuis 2012 et ne se produira vraisemblablement pas dans un avenir proche. Le Conseil-exécutif se voit par conséquent contraint de maintenir la suspension du projet eBau.
Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Es ist etwas aussergewöhnlich, dass ich in diesem Bereich eine Motion einbringe. Zugegebenermassen war der Ausgangspunkt für diesen Vorstoss die Kontaktaufnahme eines Architekten aus dem Raum Langenthal. Er realisiert Bauprojekte im Oberaargau und im angrenzenden Kanton Luzern. Dabei ist ihm das komplizierte und aufwendige Baubewilligungsverfahren im Kanton Bern aufgefallen. Man kann dies illustrieren. Ich habe hier zwei Bundesordner meiner Grossratskollegin Frau Beutler, die ein Einfamilienhaus umbaut. Zwei Bundesordner – einer fehlt noch, notabene – braucht es an Formularen, um ein Einfamilienhaus zu renovieren. Es ist nichts aussergewöhnliches, ein ganz konventionelles Baubewilligungsverfahren im Kanton Bern. Ich habe Ihnen in der Motion ein fiktives Beispiel erklärt, anhand dessen Sie alle Formulare sehen, die ausgefüllt werden müssen, um ein Einfamilienhaus zu realisieren. Ich habe von dem besagten Architekten eine Liste von einem Überbauungsprojekt im Raum Langenthal erhalten. Ich habe es zusammengezählt: Für dieses Überbauungsprojekt braucht es 272 Formulare. Diese müssen ausgefüllt, ausgedruckt, unterzeichnet, eingereicht und bearbeitet werden usw. Das ist das Baubewilligungsverfahren im Kanton Bern. Eine Papierflut mit Doppelspurigkeiten und grossen Ineffizienzen. Das ist eine administrative Belastung von Bauherrschaft und Architekten, und es ist auch ökologisch höchst zweifelhaft, wenn man an den damit verbundenen Papierverbrauch denkt. Wie gesagt, neben dem Beschrieb für ein Einfamilienhaus in meiner Motion habe ich eine Aufstellung der benötigten Formulare für ein Überbauungsprojekt in Langenthal angeschaut. Dafür müssen knapp 300 Formulare eingereicht werden.
Es ginge einfacher, das zeigt der Kanton Luzern. Dort wird ein effizientes Verfahrensmanagement sichergestellt, indem die Baudossiers nach einer erfolgten Eingangs- und Vollständigkeitskontrolle durch die Standortgemeinde an eine zentrale Bewilligungs- und Koordinationsstelle überwiesen werden. Diese sorgt anschliessend innerhalb der kantonalen Verwaltung für das weitere Verfahren. Schliesslich bietet der Kanton Luzern auch ein elektronisches Baubewilligungsverfahren an. Ein entsprechendes Projekt zur Einführung eines elektronischen Baubewilligungsverfahrens, «eBau», wurde im Kanton Bern – man kann das in der Motion lesen – trotz des längerfristigen Sparpotenzials im Rahmen der Sparmassnahmen abgebrochen. Die Situation im Kanton Bern ist schon etwas grotesk: Auf der einen Seite muss der Kanton sparen. Auf der anderen Seite zeigen wir mit der Motion konkret auf, wie man sparen könnte. Und was sagt der Regierungsrat dazu? Er möchte auf eine konkrete Massnahme im administrativen Bereich mit Sparpotential verzichten.
Die vorliegende Motion sollte aus folgenden Gründen überwiesen werden: Die Einführung eines elektronischen Baubewilligungsverfahrens und/oder einer zentralen Koordinationsstelle ist eine mittelfristige Sparmassnahme, auch wenn kurzfristig wahrscheinlich mit einem kleinen Zusatzaufwand zu rechnen ist. In der Motion wird die Sistierung des Projekts «eBau» mit der angespannten Situation hinsichtlich der Kantonsfinanzen begründet. Schade ist aber, dass die Motionsantwort keine Auskunft darüber gibt, wie viel denn die Einführung eines elektronischen Baubewilligungsverfahrens oder einer zentralen Koordinationsstelle analog zum Kanton Luzern eigentlich kosten würde. Ein zweiter Punkt: Eine Vereinfachung des Baubewilligungsverfahrens würde einen Effizienz- und Synergiegewinn für Bauherrschaft, Architekten und Standortgemeinden bewirken. Ineffiziente und teure Doppelspurigkeiten bei der Erstellung der Baudossiers könnten vermieden werden. Papierersparnis, Zeitersparnis und wahrscheinlich auch eine Qualitätszunahme würden resultieren.
Drittens, interessant für die Gemeindevertreter: Die administrativen Abläufe bei den Gemeinden könnten mit der Einführung eines elektronischen Baubewilligungsverfahrens und einer zentralen Koordinationsstelle vereinfacht werden. Auch dort würde es eine finanzielle und administrative Entlastung geben. Und Schliesslich noch Folgendes: Wir hätten

ein Muster aus dem Kanton Luzern. Der Kanton Bern müsste hier nichts Neues erfinden, wir könnten auf dieses bewährte System zurückgreifen. Ich bitte Sie um Unterstützung der Motion. Mit der Motion findet eine Entschlackung des Baubewilligungsverfahrens im Kanton Bern statt, und man könnte wahrscheinlich mit erheblichen Kosteneinsparungen auf verschiedensten Ebenen rechnen.

Le président. Wünschen die MitmotionärInnen das Wort? – Sie verzichten darauf, demnach kommen wir zu den Fraktionserklärungen.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Dani Steiner, Kollege Aeschlimann, Kollege Wenger und Melanie Beutler, eure Motion hat einen grossen Fehler, einen riesengrossen Mangel: Nämlich den, dass unter «Eingereicht von:» Vertreter der EVP stehen und nicht der SVP. Darf man hier während eines Wahlkampfs, in dem die Fraktionen manchmal nicht «ds Heu uf dr gliche Bühni» haben, auch ein Lob aussprechen? Darf man sie nicht auch rühmen? Doch, man darf, und ich tue dies! Diese Motion entspricht absolut dem Credo der SVP. Sie entspricht auch fast wortwörtlich unserem Parteiprogramm. Wir wollen effizientere Verfahren. Wir wollen weniger Papier. Auch wir wollen einen Abbau der Bürokratie und ein schlankes Verfahren. Deshalb unterstützt die SVP diese Motion einstimmig.
In Bezug auf die Antwort der Regierung frage ich mich einfach Folgendes: Wie kommt eine Regierung zur Ablehnung dieser Motion, wo man doch weiss, dass diese schlankere Verfahren beinhaltet? Und dies mit der Begründung im zweiten Abschnitt auf Seite zwei: «Der Regierungsrat ist überzeugt, dass ein elektronisches Bewilligungsverfahren ein erhebliches Potenzial für ein effizientes Verfahren beinhaltet.» Dennoch lehnt die Regierung dies aus Kostengründen ab. Das kann es doch nicht sein, das geht für mich nicht auf.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich kann mich eigentlich nahtlos meinem Vorredner anschliessen, nur habe ich ein anderes Parteiprogramm. Dieser Vorstoss geniesst auch die Unterstützung meiner Fraktion voll und ganz. Die Motion verlangt zwei Dinge: Die Reduktion der erforderlichen Baugesuchsformulare einerseits, und die Möglichkeit der Abwicklung des Baubewilligungsverfahrens auf elektronischem Weg anderseits. Beide Anliegen sind im Grundsatz, in der Stossrichtung, richtig, und deshalb werden sie von meiner Fraktion unterstützt. Zuerst zur Reduktion der erforderlichen Formulare. Wir leben in einer komplexen Welt. Die Erfordernisse bei der Beanspruchung der knappen Ressource Boden sind richtigerweise hoch, und die Spielregeln müssen in ihrer Art und Verständlichkeit in erster Linie den Bürgerinnen und Bürgern dienlich sein. Manchmal ist es etwas anders, wenn man mit Bauverwaltungen zu tun hat. Dann könnte man meinen, man müsse eigenartige Sachen einreichen, und deshalb ist der Vorstoss auch richtig.
Damit sei aber auch gesagt, dass die Anforderungen beispielsweise in Bezug auf die Umwelt richtigerweise hoch sind, wenn man ein Gebäude erstellen will. Aber manchmal könnte man meinen, dass der Formalismus – oder eher der «Formularismus» – ein wenig ins Absurde führt. Das in der Motion aufgeführte Beispiel für die Errichtung eines Einfamilienhauses zeigt auf, dass bei den Anforderungen übersteuert wird, und dass zu Recht die Frage gestellt wird, wem schlussendlich die vielen Formulare dienen sollen. Es muss Gegensteuer gegeben werden. Dies bedeutet, dass die in der Verantwortung stehende Direktion, respektive deren Fachleute, sich mit dem Thema vertieft auseinandersetzen und ausloten müssen, wo man den Aufwand minimieren kann, ohne dass die formell korrekte und zügige Behandlung der Gesuche darunter leidet.
Zur Abwicklung der Baugesuche auf elektronischem Weg. Wie bereits gesagt wurde, ist es seltsam, wenn die Regierung sagt, es sei ein Sparpotenzial vorhanden, man mache es aber nicht. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist immer für E-Government eingestanden und zur Förderung der elektronischen Möglichkeiten, die man heute hat. Es ist daher eigenartig, wenn man hier dies hier plötzlich anders sieht und deswegen den Vorstoss ablehnen will. Ich habe selber auch gerade ein Baugesuch eingereicht. Mein Ordner ist nicht ganz so dick, deshalb habe ich ihn nicht mitgebracht. Der von der EVP ist eindrücklicher. Vielleicht bauen wir etwas einfacher, oder vielleicht braucht es in Huttwil etwas weniger Formulare, ich weiss es nicht genau. Aber es dient der Sache, wenn man hier hinschaut und dafür sorgt, dass man als Bauherr nicht eine halbe Stunde lang etwa 50 Unterschriften geben muss, damit man ein Baugesuch einreichen kann. Zweitens muss die elektronische Abwicklung unterstützt werden. Wir verstehen nicht, warum der Regierungsrat hier nicht mithilft, deshalb unterstützen wir diese Motion. Egal, welcher Partei wir angehören: Das Anliegen dient den Bürgerinnen und Bürgern.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Es bestreitet ja wohl niemand ernsthaft, dass es erstrebenswert wäre, wenn man das Baubewilligungsverfahren hinsichtlich der Papierflut vereinfachen würde. Ich selber habe in meiner Laufbahn auf dem Bauernhof, alleine auf meinem Betrieb, sieben Baubewilligungsverfahren durchgezogen; für jeden Hühnerstall und jedes Bienenhäuschen – das ergab eine unwahrscheinliche Papierflut. Ich weiss also, wovon ich spreche. Ich wohne in einer grossen Gemeinde, der Gemeinde Köniz, mit vielen Beamten, die viel Zeit haben, um die ganze Sache zu kontrollieren und anzuschauen. Deshalb erstaunt es uns schon, dass der Regierungsrat die Forderung der Motion, die Anzahl der Formulare zu verringern, ablehnt. Das ist unverständlich. Das wäre Punkt eins der Motion. Nun zu Punkt zwei. Mit der Forderung nach der Umstellung auf ein elektronisches Baubewilli-gungsverfahren stösst doch der Motionär sperrangelweit offene Türen auf. Das zeigt auch, dass die Motion nicht einfach ein «Wahlkampf-Pfupf» der EVP ist. Ich bin erstaunt, dass der Regierungsrat so geantwortet hat. Wir werden in dieser Session übrigens noch genug Geschäfte behandeln, die «Wahlkampf-Pfüpfe» sind. Ich glaube, die vorliegende Motion unterscheidet sich von diesen ganz deutlich. Die BDP unterstützt die Motion in beiden Punkten einstimmig. Wir erwarten aber auch, dass man bei der Umsetzung dann nicht das Rad neu erfindet, sondern möglichst viel von denjenigen Kantonen direkt übernimmt, die damit bereits Erfahrungen haben. Gerade bei den Baubewilligungen brauchen wir nämlich keinen teuren bernischen Alleingang.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Auch die Grünen erachten natürlich dieses Anliegen als berechtigt. Es ist in der heutigen Zeit etwas Wichtiges, eine solche Angelegenheit schnell und effizient, aber auch umfassend über die Bühne bringen zu können. Die Anzahl der Formulare kann aber nicht alleiniges Kriterium sein. Uns sind die Inhalte wichtig. Es ist sehr wichtig sicherzustellen, dass ein Bauvorhaben ausreichend beschrieben und dokumentiert ist. Es ist wichtig, dass alle Aspekte angeschaut werden. Denn in dieser Phase, wenn man es noch auf dem Papier hat, ist es viel einfacher, etwas anzupassen, als wenn man hinterher noch etwas ändern müsste. Es ist also wichtig, dass inhaltlich alles umfassend vorhanden ist. Aber auf der andern Seite kann man das Ganze sicher vereinfachen. Ebenso wichtig ist, dass die Behörden die Angaben und die Anforderungen, die das Gesetz an ein solches Bauvorhaben stellen, auch effizient und übersichtlich prüfen können. Auch diesen Anforderungen sollten allfällige neue Formulare oder ein neues System, auch wenn es elektronisch ist, genügen. Das ist nicht zuletzt auch im Interesse des Bauherrn. Ob dies aber auf mehr oder weniger Papier oder elektronisch erfolgt, ist nicht in erster Linie wichtig. Wichtig ist, wie gesagt, die inhaltliche Vollständigkeit. Natürlich ist es sinnvoll, dort Vereinfachungen zu machen. Deshalb unterstützen wir auch ein elektronisches Verfahren.
Es zeigt sich hier, was auch der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt: Der Grosse Rat hat den Regierungsrat gezwungen zu sparen, und man sieht einmal mehr: Zu sparen, koste es was es wolle, kann nicht der Weg sein. Wir müssen auch künftig bei solchen Sparübungen schauen, wo es sinnvoll ist, und wo es wirklich etwas bringt, Spielräume offen zu lassen, damit das Effiziente und Gute mittelfristig gemacht werden kann. Es erscheint uns auch schade, dass man das Projekt elektronische Baubewilligungsabwicklung auf Eis gelegt hat. Aber vielleicht hat das auch den Vorteil, dass wir nun die Erfahrungen aus anderen Kantonen einfliessen lassen können und hier, wie mein Vorredner bereits sagte, das Rad nicht neu erfinden müssen. Vielmehr können wir auf Erfahrungen abstützen und etwas übernehmen, das ähnlich ist wie in den anderen Kantonen. Das würde sicher noch eine zusätzliche Erleichterung für Architekten und Bauherren bringen, die im Randgebiet der Kantone tätig sind. Bei uns intern war die Motion an sich nicht umstritten. Wir haben einfach mit dem ersten Punkt etwas Mühe, in dem es mehr oder weniger nur um die Anzahl Formulare geht. Wir können also beim ersten Punkt nur teilweise einer Motion zustimmen. Die meisten würden hier die Form eines Postulats vorziehen. Es ginge ja darum, zu prüfen, wo man vereinfachen kann, und nicht darum, rein grundsätzlich zu reduzieren. Punkt zwei können wir aber alle unterstützen, und wir hoffen, dass dies möglichst bald umgesetzt werden kann.

Beat Giauque, Ittigen (PLR). Auch aus der Sicht der FDP ist das Anliegen berechtigt. Vereinfachungen sind nötig und auch sinnvoll. Wer hat schon etwas dagegen, dass Verfahren beschleunigt werden sollen und daraus auch ein Effizienzgewinn resultiert? Das bestreitet die Regierung in ihrer Antwort ja auch nicht. Aber was die Regierung nicht schafft, ist der Spagat, einerseits Ja zu sagen zum Anliegen, aber anderseits trotz der angespannten Finanzsituation halt auch Ja dazu zu sagen, das entsprechende Geld dafür einzusetzen. Ein kluger Entscheid wäre ja eigentlich, vorausschauend zu handeln. Wir wissen, Vorinvestitionen kosten zuerst immer etwas, bringen aber später letztlich auch Einsparungen; sei dies zum Beispiel weniger Zeitaufwand, schnellere und bessere Verfahren oder eine Entlastung auf allen Stufen in personeller oder auch finanzieller Art. Solche Verfahren, wie sie in der Motion vorgeschlagen werden, bringen mehr Transparenz und sind kundenfreundlicher, indem nämlich die Bauherrschaft auch auf elektronischem Weg Einsicht in die Akten erhält und so erfährt, wo das Baugesuch gerade steht und was im Augenblick läuft. Auf der anderen Seite werden in den Gemeinden auch Standards gesetzt. Es hat letztlich zudem den Vorteil, dass Unterschiede, die bei der Behandlung passieren können, abgebaut werden. Die Fehlerquote kann gesenkt werden, auch bei den Bauwilligen. Denn Sie wissen ja: Wenn man heute elektronische Formulare ausfüllt und nicht alles ausgefüllt hat, kann man am Schluss nicht zum Ende weiterklicken. Dies beispielsweise, wenn man die allgemeinen Vertragsbestimmungen noch nicht akzeptiert hat, oder wenn sonst etwas fehlt. Auch aus dieser Sicht könnte man also bei der Qualität etwas nachhelfen. Gerade in der heutigen Zeit, da E-Government in den Gemeinden grossgeschrieben wird und jeder von uns ein Smartphone oder ein i-Pad mit sich trägt – in Zukunft sowieso, wenn wir hier keine Papierunterlagen mehr erhalten –, also im E-Zeitalter, sind neue Umgangsformen und Anwendungen einfach mehr als nur ein nice to have oder gar ein must. Gewinnen werden letztlich alle: Die Kundinnen und Kunden, wir, aber auch die Verwaltungen.
Es ist nun lustigerweise von der SVP ein Wortspiel gefallen, wonach statt EVP eben auch SVP unter dem Vorstoss stehen könnte. Es wurde auch von meinen Vorrednern gesagt: Es hat eigentlich niemand etwas dagegen. Ich könnte hier auch noch ein wenig mitmischen; in der FDP hat man garantiert nichts dagegen. Wir haben ja einmal eine Volksinitiative «Bürokratiebremse» gestartet. Leider konnten wir nicht genug Unterschriften dafür sammeln, aber schon dort kam zum Ausdruck, dass wir eben möglichst einen Abbau von zu viel Formalismus möchten. Damit habe ich auch schon vorausgesagt, wie die FDP stimmen wird: Sie stimmt Ja zu beiden Punkten der Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich glaube, man muss nicht mehr viel dazu sagen. Es besteht auch nicht die Gefahr, dass morgen in den Zeitungen die Schlagzeile «Dem Kanton fehlt das Geld zum Sparen» stehen wird. So, wie es aussieht, kommt der Vorstoss ja beinahe einstimmig durch. Walter Messerli hat vorhin gesagt, es sei ihm nicht klar, weshalb der Regierungsrat dies ablehne. Ich masse mir nicht an, dem Regierungsrat hier vorzugreifen, aber wahrscheinlich ist das der Erfahrungswert, den er hat. Einige haben es ja bereits angetönt: Bei uns im Kanton Bern kommt immer alles viel teurer zu stehen, weil wir immer alles neu erfinden. Es muss immer alles nochmals neu gemacht werden, anstatt dass man andere Lösungen übernimmt. Es gibt natürlich zwei oder drei Aspekte, die zu Mehrkosten führen werden. Man kann dann nicht einfach die Luzerner Lösung übernehmen. Man wird zumindest noch eine französische Übersetzung machen müssen, was

etwas teurer zu stehen kommen wird. Das heisst, einen kleinen Kritikpunkt müssen wir uns schon gefallen lassen: Wenn wir jetzt hier Ja sagen, so denken Sie dann beim nächsten Sparpaket auch wieder daran. Sie können nicht immer nur «usrüefe», wie dieser Kanton immer teurer werde und wie die Regierung die Kosten nicht im Griff hat. Wir tragen hier auch wieder ein wenig dazu bei, dass es etwas mehr kosten wird. Es geht ja dann auch nicht alles weg. Sie haben es vorhin gehört, auch von Daniel Steiner-Brütsch: Es gibt eine zentrale Stelle, die dies alles handhabt. Dafür müssen beim Kanton Leute angestellt werden, die dies überprüfen und kontrollieren. Das wird etwas kosten. Aber selbstverständlich ist auch die glp-CVP-Fraktion dafür, dass man dies macht, weil die Vorteile ganz sicher die kleinen Nachteile oder diese Kosten aufwiegen. Aus dieser Sicht empfehlen wir ebenso wie offenbar alle andern hier im Saal den Vorstoss zur Annahme.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Herzlichen Dank für die vielen zustimmenden Voten der Fraktionssprecher. Der EVP ist es wichtig, zu sagen, dass uns nichts an einem millionenschweren EDV-Projekt liegt. Wie wir schon von Vorrednern gehört haben, soll es darum gehen, möglichst schlank in Zusammenarbeit mit anderen Kantonen ein Projekt vorzubereiten und einzurichten, das zweckmässig ist. Wenn dies dann eine positive Nebenerscheinung auslöst, indem der ganze Baubewilligungsprozess innerhalb der Kantone vereinheitlicht wird, so wird dies Planungsbürounternehmungen, die kantonsüberschreitend tätig sind, zusätzlich grossen Nutzen bringen. Ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie der Motion zustimmen.

Carlo Kilchherr, Thoune (UDC). Sie haben schon viele Argumente gehört. Die Verwaltung argumentiert, die Finanzen würden es nicht erlauben, eine einfachere Lösung zu formulieren. Das ist für mich nicht stichhaltig. Im Gegenteil: Weniger Aufwand bedeutet doch auch tiefere Kosten und dadurch weniger finanziellen Aufwand. Ich habe auch ein Beispiel auf Lager. Wir haben bei uns die ganze Fassade unseres Geschäftsgebäudes neu renoviert; wunderschön und bunt. Mit dem abgeänderten Logo haben wir ein drei Meter hohes «K» auf den bestehenden Verputz aufschabloniert. Der Vertreter der Thuner Bauverwaltung hat mich angerufen. Ich habe gespürt, dass es ihm irgendwie peinlich war, aber er hat nichts Falsches gemacht. Er sagte, wie schön die Fassade sei, und er rühmte, wenn er jeweils vorbeifahre, freue er sich daran. Aber wegen des grossen K müsse ich nun noch eine Baubewilligung einholen. Diese kostet gegen 1000 Franken. Für mich ist das einfach nicht nachvollziehbar, ist es doch auch ein Aufwand für die Verwaltung. Für mich bedeutet es einen finanziellen Aufwand, und wir mussten auch noch ein mehrseitiges Formular ausfüllen. Ich hoffe, die Motion werde mit grossem, wuchtigem Ja angenommen und die Verwaltung könne sich dann über tiefere Kosten freuen.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Kollege Kilchherr hat es gesagt: Es wird alles immer komplizierter, und man kann es auch noch absichtlich verkomplizieren. Das ist auch bei den Solaranlagen so; ich habe eine entsprechende Interpellation eingereicht, die jetzt bearbeitet wird. Wenn man sieht, dass die Welt immer komplizierter wird, und es für ein Einfamilienhaus gemäss der Aufstellung von Herrn Steiner-Brütsch etwa 121 Formulare braucht, kann man sich vorstellen, das es entweder zu viele Formulare gibt, oder aber dass dies definitiv ein Fall für den PC ist. Herr Messerli sagte, der einzige Fehler an der Motion sei der, dass der eine Buchstabe falsch sei. Wahrscheinlich sehen wir es alle ein wenig ähnlich, nur der Herr Regierungsrat und seine Leute sehen es noch nicht so. Darüber bin ich, bin ehrlich gesagt, etwas enttäuscht: Wenn man denn schon den Nutzen sieht, Herr Neuhaus, dann sollte man sich ans Werk machen und sagen, wo ein Wille ist, ist auch ein Weg. Natürlich, wenn man nicht arbeiten will, kann man unter anderem immer sagen, es koste Geld, und wir hätten keines. Dieses Argument würde ich auch immer anführen. Aber anderseits muss man halt immer investieren, bevor man ernten kann. Und investieren bedeutet hier auch, effizientere Bauprozesse zu schaffen, was zum einen ein Vorteil für den Bauherrn und die Wirtschaft wäre. Anderseits braucht es weniger Beschäftigung auf dem Amt, also auch dort kann man nachher sparen. Und schlussendlich werden wir dann im Kanton Bern wieder ähnlich wettbewerbsfähig wie andere Kantone. Denn man muss sich ja nicht darüber wundern, dass im Kanton Bern gerade im Wohnungsbau weniger gebaut wird als anderswo, und dass die Steuerzahler beispielsweise des Kantons Luzern nach Bern fahren aber ihre Steuern dennoch in Luzern bezahlen und nicht in Bern. Ich denke, hier kann man einmal etwas Wirtschaftsförderung machen. Hier kann man vereinfachen, und damit sollte man etwas vorwärts machen. In der Architektur sprechen wir bereits von BIM, Building Information Modeling. Die gesamte Planung läuft elektronisch, speziell bei den sehr komplexen Projekten, wie sie erwähnt worden sind, mit mehreren hundert Formularen. Wir befinden uns dagegen immer noch im Bereich, wo wir Bundesordner abliefern, die dann Seite für Seite bearbeitet werden. Da sind wir sicher nicht mehr auf dem Stand der Zeit. Herr Regierungsrat, machen Sie ein Budget, machen Sie sich ans Werk! Das könnte doch ein Ziel für die nächste Legislatur sein.

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Eine solche Einhelligkeit und von Parteien so gerühmt zu werden, die einen sonst nicht immer rühmen, ist schon fast etwas peinlich. Aber ich nehme das gerne entgegen. Offenbar haben wir mit der Motion einen wunden Punkt getroffen, der Verbesserungspotential hat. Man könnte die Motion unter den Stichworten verstehen: Heute investieren – das kostet wahrscheinlich ein bisschen etwas –, um morgen viel Papier, Zeit, Geld und nicht zuletzt wohl auch Ärger zu sparen. Die Motion bringt also eine Zunahme an Geschwindigkeit und Effizienz im Baubewilligungsverfahren und eine ganz klare Abnahme von Kosten, Papier und Ärger. Herzlichen Dank für die deutliche Überweisung der Motion.

Le président. Herr Regierungspräsident, wollen Sie es noch versuchen? *(Hilarité)*

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ich versuche es nicht, aber ich bin ja aufgefordert worden: «Herr Regierungsrat, machen Sie ein Budget und gehen Sie an

die Arbeit»! Das ist kein Problem, Herr Grossrat: Geben Sie mir das Geld, und ich fahre morgen damit fort. Denn es ist wirklich so, das elektronische Baubewilligungsverfahren ist ein zukunftsweisendes Verfahren in einem Kanton, in dem 28 000–30 000 Baubewilligungen pro Jahr ausgestellt werden. Für den «eBau» aber, für die Möglichkeit, ein elektronisches Baubewilligungsverfahren durchzuführen, braucht es eben Geld; mehrere Millionen – wir haben den Aufwand auf etwa 2 Millionen geschätzt. Wir haben vor viereinhalb Jahren angefangen, aber das ist viel Geld für diejenige Direktion, welche in der ASP am meisten eingespart hat. Das können wir intern nicht kompensieren. Das Geld fehlt ganz einfach. Ich muss dem Motionär noch widersprechen. Er sagte, eine Koordinationsstelle werde das Ganze vereinfachen. Man sollte jeweils dafür sorgen, dass es keine Koordinationsstellen gibt. Denn wenn man so weit ist, dass man koordinieren muss, hat man es bereits zu kompliziert gemacht.
Bei Luzern als Muster setze ich ein Fragezeichen. Luzern ist so klein – oder so gross – wie das Seeland. Sie können Gadmen-Innertkirchen sechsmal multiplizieren, dann haben Sie die Fläche des Kantons Luzern. Aber ich kann jetzt noch so lange reden: Ich überzeuge Sie nicht. Vorläufig habe ich kein Informatikbudget, deshalb, um es etwas vereinfacht zu sagen, woher nehmen und nicht stehlen? Der Regierungsrat hat dieses Projekt sistiert. Er lässt es weiterhin sistiert. Wie gesagt, ich hätte gern 2 Millionen. Wenn Sie mir diese geben, geht es weiter. Aber diese 2 Millionen sind weder am Horizont ersichtlich noch in irgendeinem Budget. Lehnen Sie die Motion deshalb bitte ab.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	142
Non	0
Abstentions	6

Le président. Sie haben die Motion überwiesen.

Affaire 2013.0863

N° de l'intervention:	181-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	26.06.2013
Déposée par:	Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	189/2014 du 19 février 2014
Direction:	JCE

Nouvelle loi sur l'aménagement du territoire: compensation de la plus-value

Le 3 mars 2013, les électeurs et électrices ont adopté la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire à 63 pour cent des voix. Le peuple suisse a ainsi approuvé l'idée d'une utilisation mesurée du sol, même s'il est également prêt à accepter un certain développement.
L'un des éléments nouveaux de la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire est le prélèvement de la plus-value. La plupart des communes du canton de Berne connaissent le prélèvement de la plus-value lors de la mise en zone d'un terrain et c'est pour eux un moyen qui permet le financement de nouvelles infrastructures.
Pour le canton de Berne, le fait que différentes communes soient amenées à procéder à une grande quantité de déclassements, les zones à bâtir étant trop grandes, est sans doute une nouveauté. Les propriétaires doivent toucher une compensation en cas de déclassement de leur terrain.
Comme ces communes n'ont pas à leur disposition de moyens financiers provenant du prélèvement de la plus-value ou en ont trop peu, et qu'elles ne peuvent escompter en réunir à moyen terme, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment ces communes doivent-elles faire pour indemniser le propriétaire lors d'un déclassement ?
2. Le canton se propose-t-il d'y contribuer ?
3. Le Conseil-exécutif prévoit-il un système de péréquation entre les communes fortement concernées et celles qui ne le sont pas du tout ?

Réponse du Conseil-exécutif

Par la modification de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) adoptée par le peuple et les cantons le 3 mars 2013, le législateur fédéral a précisé le mandat législatif inscrit dans le droit existant concernant la compensation des plus-values résultant de mesures d'aménagement (prélèvement de la plus-value). Les nouvelles prescriptions du droit fédéral doivent être mises en œuvre par les cantons dans les cinq ans. A l'échéance du délai, aucune nouvelle zone à bâtir ne pourra être créée (art. 38a, al. 4 et 5 nLAT). La date d'entrée en vigueur de la révision de la LAT ainsi que le moment où le délai commencera à courir n'ont pas encore été définis. Il est généralement admis que le Conseil fédéral mettra la modification en vigueur au printemps 2014 en même temps que les instruments nécessaires à sa mise en œuvre.
La réglementation en vigueur concernant la compensation de la plus-value dans la loi sur les constructions (art. 142 LC) ne répond plus aux exigences futures du droit fédéral et doit être adaptée. C'est notamment pour cette raison que la préparation de la prochaine révision partielle de la législation bernoise sur les constructions a débuté en automne 2012 sous la responsabilité de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Le projet devrait être envoyé en procédure de consultation en été 2014 et être soumis au Grand Conseil en 2015. Les modifications seront mises en œuvre en 2017.
La mise en œuvre des prescriptions fédérales concernant la compensation de la plus-value est complexe alors que la marge de manœuvre pour légiférer est justement limitée par le droit fédéral. En outre, la question touche à de nombreux domaines, notamment celui de la législation sur l'impôt sur les gains immobiliers. Il s'agit d'élaborer, dans le cadre des travaux législatifs en cours, une réglementation conforme au droit fédéral, facilement applicable et fidèle au principe de subsidiarité, dont le droit bernois de l'aménagement du territoire et de la construction est imprégné. De plus, on

ignore encore si, où et dans quelle mesure des classements seront effectués à l'avenir et, par conséquent, si des revenus pourront être générés par la compensation de la plus-value.
Question 1:
Le droit en vigueur prévoit déjà que les personnes concernées par un déclassement provoquant une expropriation matérielle sont indemnisées par la collectivité publique compétente pour les mesures d'aménagement. La révision de la LAT (art. 5, al. 1^{bis} nLAT) précise que ce sont avant tout les revenus générés par la compensation de la plus-value qui doivent être utilisés à cet effet.
Questions 2 et 3:
Comme le Conseil-exécutif l'a déjà mentionné ci-dessus, les travaux législatifs actuels portent sur des projets de réglementation concernant la conception future de la compensation de la plus-value, qui feront l'objet de discussions dans le cadre de la procédure de consultation de l'été 2014.
Dans le cadre des travaux législatifs en cours, l'opportunité d'une participation du canton aux indemnisations éventuelles pour les déclassements – en remplacement ou en complément des collectivités concernées – et, le cas échéant, les modalités d'une telle participation, sont à l'examen pour des motifs de politique institutionnelle et de politique financière, mais aussi en raison de considérations prépondérantes relevant de l'aménagement du territoire et de réflexions concernant le principe de subsidiarité. Il en va de même d'un éventuel système de péréquation. En outre, il n'est pas possible de dire si des déclassements devront avoir lieu dans le canton de Berne et, le cas échéant, quel en serait l'ordre de grandeur, tant que les instruments de mise en œuvre de la révision de la LAT, et plus précisément les directives techniques sur les dimensions des zones à bâtir, très critiqués lors de la procédure de consultation, ne seront pas connus.

Le président. Die Interpellantin ist von der Antwort der Regierung befriedigt.

Affaire 2013.0864

N° de l'intervention:	182-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	26.06.2013
Déposée par:	Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	190/2014 du 19 février 2014
Direction:	JCE

Nouvelle loi sur l'aménagement du territoire: politique de densification des agglomérations?

Le plan directeur est un bon instrument de direction aux mains des autorités du canton de Berne. Il permet de voir que certaines exigences de la loi sur l'aménagement du territoire sont déjà réalisées dans le canton de Berne ou entraînent simplement la nécessité de quelques adaptations de la législation.
Un thème important de la loi sur l'aménagement du territoire et en même temps son but premier est l'utilisation mesurée du sol et le frein au mitage du territoire. Cela ne pourra réussir que si le potentiel de densification de certaines zones à bâtir est beaucoup mieux exploité.
Les communes ont principalement la responsabilité de l'aménagement local et elles doivent se servir du règlement des constructions pour tirer le meilleur parti possible des terrains classées en zone à bâtir. Pour l'application de la loi sur l'aménagement du territoire conformément aux résultats de la votation du 3 mars 2013, il faut cependant un certain nombre d'adaptations des règlements.
C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont pour le Conseil-exécutif les moyens qui permettraient de mieux exploiter le potentiel de densification des zones d'habitation ?
2. Est-il disposé à faire en sorte de motiver les communes à appliquer une politique de densification plus active ?
3. Dans l'affirmative, quels instruments peut-il envisager d'utiliser ?

Réponse du Conseil-exécutif

La politique active de densification du milieu bâti poursuivie par le Conseil-exécutif ne date pas de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT). Assurer une utilisation mesurée du sol constitue le premier objectif principal (objectif principal A) du plan directeur cantonal de 2002, qui a pour but de stabiliser la consommation de terrains et de densifier le milieu bâti. Dans son rapport sur l'aménagement du territoire de 2010, le Conseil-exécutif a présenté la canalisation de l'urbanisation vers des emplacements centraux jouissant d'une bonne desserte par les transports publics et la densification du tissu bâti comme les plus grands défis de la législature en cours. Freiner l'extension du milieu bâti et encourager de manière encore accrue le développement à l'intérieur des zones déjà construites est un objectif prioritaire du Conseil-exécutif.
La fidélité du canton de Berne au principe «densification avant extension» s'exprime notamment dans une pratique restrictive du classement en zone à bâtir en comparaison intercantonale. Ainsi, selon la «Statistique suisse des zones à bâtir 2012», il fait partie des cantons dans lesquels les zones à bâtir non construites sont les plus petites. Le milieu bâti présente toutefois un potentiel de densification élevé, et son développement interne constitue l'une des tâches principales de l'aménagement du territoire.
Question 1:
Les moyens de mieux exploiter le milieu bâti sont divers et doivent être adaptés à chaque situation. Plutôt que de simplement assigner une valeur plus élevée aux mesures d'utilisation du sol légalement admissibles, il convient d'épuiser le potentiel de densification.
Il est possible de tirer un meilleur parti du potentiel d'exploitation en

– construisant des bâtiments dans des zones à bâtir non construites dont le classement est entré en force,

- renouvelant et développant la structure de l'habitat au moyen de la construction d'annexes, de surélévations, de bâtiments de remplacement ou d'agrandissements,
- restructurant des espaces sous-exploités ou des friches dans les zones industrielles ou artisanales ainsi que dans les périmètres de gare, où de nouvelles affectations sont rendues possibles (p. ex. sur des sites destinés à des PDE).

C'est aux communes et aux propriétaires fonciers qu'il incombe de mettre en œuvre de telles possibilités, le canton n'ayant pas d'influence directe. Le succès dépend de différents paramètres: outre la volonté du propriétaire et les dispositions légales, des facteurs tels que la taille et la situation de la parcelle ainsi que la demande et la rentabilité sont cruciaux.

Dans le canton de Berne, de nombreuses mesures en faveur de la densification du milieu bâti sont mises en œuvre. Outre le plan directeur cantonal, les projets d'agglomération et les conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) contiennent des prescriptions à cet égard. Le programme cantonal de pôles de développement économique, qui a pour but une densification ciblée à des emplacements judicieux du point de vue de l'aménagement du territoire, poursuit également cet objectif. La révision partielle de la loi sur les constructions actuellement en cours doit remplir les exigences de la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire concernant la disponibilité de terrains à bâtir (art. 15a LAT).

Question 2:

Oui.

Question 3:

La révision partielle de la LAT accorde une importance encore plus élevée à la densification du milieu bâti. Des stratégies et des mesures existantes sont par conséquent mises à jour et de nouvelles mesures sont définies dans le cadre du remaniement actuel du plan directeur cantonal. Elles sont contraignantes pour les autorités du canton, des régions et des communes et doivent permettre une meilleure exploitation du milieu bâti existant ainsi qu'une densification accrue. Les communes sont notamment tenues d'encourager la densification des quartiers existants et de limiter l'extension des périmètres construits.

La révision des plans d'aménagement local prévoit que les communes devront dorénavant signaler les réserves d'utilisation dans les terrains dont le classement en zone à bâtir est entré en force, en particulier celles qui se trouvent dans le milieu déjà bâti. Elles sont tenues de montrer comment les emplacements adéquats et judicieux peuvent être exploités. De tels potentiels seront pris en compte lors de l'évaluation d'un classement éventuel et joueront donc un rôle non négligeable. Outre l'optimisation des instruments, des mesures adéquates devront être prises dans le domaine de la communication et de la sensibilisation de tous les acteurs.

Le président. Auch hier ist die Interpellantin ist von der Antwort der Regierung befriedigt.

Affaire 2013.1225

N° de l'intervention:	263-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	10.09.2013
Déposée par:	Hofmann (Berne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	176/2014 du 19 février 2014
Direction:	JCE

Navette héliportée dans le parc naturel du Gantrisch

A en croire le Bund du 5 septembre 2013, une navette héliportée a pour la première fois été organisée entre le départ et l'arrivée de la course du Gurnigel lors de l'édition 2013. L'autorisation d'atterrissage en altitude a été donnée par l'Office fédéral de l'aviation civile OFAC avec l'accord du canton et de la commune. Le canton et la commune de Riggisberg ont en l'occurrence donné leur accord par écrit pour un maximum de 20 vols. Juridiquement, le fait que les vols aient lieu au-dessus d'un parc naturel n'a aucune importance. La commune de Riggisberg a semble-t-il adopté une position relativement passive selon le vice-maire de la commune. La commune s'efforce de promouvoir le tourisme avec le slogan « Riggisberg erleben [vivre l'expérience de Riggisberg], ce qui permet notamment d'organiser des vols en hélicoptère lors d'une manifestation.

Il semblerait donc qu'il soit dans l'air du temps de donner du glamour aux manifestations avec des gadgets bruyants et polluants, sans doute pour mettre de bonne humeur des VIP autoproclamés. Il me semble que les autorités devraient avoir le courage de s'opposer à cette mode et de ne pas autoriser des sottises de ce genre. Dans l'article du Bund, le rôle du canton dans ce contexte ne fait l'objet d'aucun commentaire.

Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel service cantonal a autorisé ces vols, et pourquoi?
2. Le canton a-t-il joué un rôle actif, à la différence du rôle jugé plutôt passif de la commune de Riggisberg ?
3. Dans le programme gouvernemental de législature 2011-2014, on peut lire que « Dans tous les domaines, la politique du Conseil-exécutif est guidée par les principes du développement durable. » L'autorisation de vols par hélicoptère de toute évidence superflus est-elle compatible avec ce principe ?
4. Faut-il s'attendre à ce que dans des cas similaires, on autorise le survol de parcs naturel en hélicoptère ?
5. La modification ciblée de textes législatifs cantonaux permettrait-elle d'empêcher pour l'avenir que de tels vols puissent être autorisés au moins en ce qui concerne les parcs naturels ?

Réponse du Conseil-exécutif

Lors de la course du Gurnigel des 7 et 8 septembre 2013, une entreprise privée a proposé des navettes héliportées entre le lieu de départ et celui d'arrivée, et inversement. L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) a autorisé ces vols en vertu de l'article 8 de la loi fédérale sur l'aviation

(LA; RS 748.0). Dans le cas présent, le canton de Berne s'est déclaré d'accord avec cette autorisation. En effet, les vols ne contrevenaient pas à des intérêts cantonaux supérieurs, la commune concernée avait approuvé la demande et les vols avaient lieu dans le cadre d'une manifestation qui, de par sa nature, génère beaucoup de bruit et attire un important public. Le fait que les vols aient été effectués dans le parc naturel régional du Gantrisch, un parc d'importance nationale conformément aux articles 23e ss de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451), ne jouait aucun rôle par rapport à la procédure d'autorisation, puisqu'il n'existe aucune base légale fédérale ou cantonale interdisant de tels vols dans le périmètre des parcs naturels régionaux.
Réponses aux questions:
Question 1: L'OFAC est compétent pour autoriser ce type de vols. Le requérant doit demander les accords nécessaires à la commune et au canton. Selon l'ordonnance cantonale sur l'aviation (OCSAv; RSB 768.1), c'est à l'Office des transports publics (OTP) qu'il incombe d'évaluer les demandes d'atterrissages en campagne. L'OTP a confirmé l'autorisation car les vols ne s'opposaient à aucun intérêt cantonal supérieur, que la commune concernée avait approuvé la demande et que les vols avaient lieu dans le cadre d'une manifestation qui, de par sa nature, génère beaucoup de bruit et attire un important public. Sur les 20 atterrissages autorisés par jour, douze ont eu lieu le 7 septembre et un seul le 8 septembre.
Question 2: Non. Lors de telles procédures d'octroi d'une autorisation, le canton et les communes concernées disposent des mêmes possibilités de prise de position au sujet d'une demande. De ce point de vue-là, il n'existe pas de rôles plus ou moins actifs ou passifs de part et d'autre. L'OTP a examiné la demande qui était complète et avait été déposée dans les délais, et a donné son accord pour les raisons mentionnées ci-dessus.
Question 3: Oui. L'accord donné par le canton correspond à la pratique appliquée couramment dans des cas comparables, où de tels atterrissages en campagne doivent être considérés dans le contexte d'une manifestation qui génère de toute façon d'importantes émissions.
Question 4: Comme précisé, les autorisations sont délivrées par l'OFAC, et non par le canton. Le Conseil-exécutif part du principe que l'OFAC continuera à accorder ces autorisations chaque fois que les conditions légales sont réunies.
Question 5: Vu que le statut de «parc naturel régional», prévu par les articles 23e ss LPN n'est lié à aucune défense pour les hélicoptères de voler, d'atterrir ou de décoller, une interdiction cantonale contreviendrait probablement à la législation fédérale.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort der Regierung teilweise befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Formell sind die Fragen aus meiner Sicht korrekt beantwortet. Inhaltlich bin ich mit der Antwort aber nicht einverstanden. Die Begründung dafür, dass die Bewilligung vom Kanton unterstützt worden ist, besteht aus drei Teilen. Erstens habe die Standortgemeinde dem Gesuch ebenfalls zugestimmt. Zweitens seien keine übergeordneten kantonalen Interessen tangiert worden und drittens hätten die Flüge im Rahmen eines ohnehin lärm- und publikumsintensiven Anlasses stattgefunden. Punkt eins ist gar kein Grund; der Gesetzgeber wusste ja, dass beide zustimmen müssen, Gemeinde und Kanton. Das hat ja auch irgendeinen Grund. Das Bekenntnis zur nachhaltigen Entwicklung der Regierung wäre an sich ein übergeordnetes kantonales Interesse. Ich stelle fest, dass halt viele Stellen, wie auch die Regierung, nachhaltige Entwicklung immer in jeder Erklärung rhetorisch aufführen, aber wenn es dann darum geht, im Sinne von Nachhaltigkeit etwas zu tun, dann steht dies ganz weit hinten. Der dritte Punkt ist eigentlich der kritischste: Der Anlass sei ohnehin lärmorientiert. Das ist bei einem Autorennen nicht abzustreiten. Aber zu sagen, wenn es ja schon viel Lärm gebe, könne man ja auch noch etwas zusätzlichen Lärm machen, das führt zu einer Privilegierung von lärmintensiven Anlässen. Ein stiller Anlass dürfte das ja dann offenbar nicht. Eine solche Begründung akzeptiere ich nicht.

Le président. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der JGK angelangt. Ich danke dem Regierungspräsidenten für seine Präsenz.

Affaire 2012.1239

Loi sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (Loi sur l'aménagement des eaux, LAE) (Modification)

Annexe 9

Seconde lecture

Le président. Ich begrüsse Frau Bau- Verkehrs- und Energiedirektorin Egger. In erster Lesung haben wir dieses Gesetz mit einigen Anträgen in die Kommission zurückgegeben zuhanden der zweiten Lesung. Der Kommissionspräsident hat das Wort, um das Geschäft vorzustellen.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC), président de la commission. Es geht um die zweite Lesung der Änderung des Wasserbaugesetzes. Am 30. Januar hatten wir die zweite Kommissionssitzung. Es waren sieben Artikel an die Kommission zurückgewiesen worden. In der ersten Kommissionssitzung wurde bestimmt, dass in der zweiten ein Vertreter der LANAT zum Thema Fruchtfolgeflächen angehört werden sollte. Das fand statt, indem Herr Stucki vom ASP, dem Amt für Strukturverbesserung, zu uns kam und uns die Sache zu erklären versuchte. Herr Stucki hat erstens bekannt gegeben, dass der Kanton 1000 Hektaren Fruchtfolgeflächen als Reserve habe. Ein zweiter wichtiger Punkt in seinem Referat war seine Aussage, dass die Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum bestehen blieben. Ich habe dann nachgefragt und versucht, mich darüber schlau zu machen, weil ich der Auffassung war, das sei nicht ganz richtig. Ich erhielt vom LANAT zu Punkt eins die Antwort, dass die Vorgabe des Bundes für den Kanton Bern 82 200 Hektaren sind. Im Februar 2014, also kurz nach unserer Kommissionssitzung waren im kantonalen Geoportal 79 000 Hektaren vorhan-

den. Es fehlten also gut 3000 Hektaren. Es wurden aber zusätzliche Fruchtfolgeflächen für eine Richtplanrevision konsolidiert. Das waren 4000 Hektaren, und diese waren bei der Erklärung in unserer Kommissionssitzung bereits als Fruchtfolgefläche mit eingerechnet worden. Wenn man die 4000 Hektaren dazurechnet, ergibt das 83 000 Hektaren Fruchtfolgeflächen, und man hat eine Reserve von 800 Hektaren. Aber, geschätzte Frauen und Männer, die geschätzten 4000 Hektaren Fruchtfolgeflächen sind nicht verifiziert. Sie kommen im Herbst 2014 in ein öffentliches Mitwirkungsverfahren. Da ist es für mich schon ein wenig seltsam, wenn man uns bereits jetzt unterjubelt, sie seien vorhanden. Denn es ist ein bisschen schwierig zu wissen, wo noch Fruchtfolgeflächen gefunden werden können.
Zu Punkt zwei. Es gibt ein Merkblatt des Bundes zum Umgang mit den Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum. Gemäss Wasserbaugesetz ist Gewässerraum keine Fruchtfolgefläche, aber die Kantone können Fruchtfolgeflächenböden im Gewässerraum, die im Aufbau nicht verändert sondern nur ökologisch bewirtschaftet werden, in einen Sonderstatus als Fruchtfolgefläche führen. Diese Flächen können im Krisenfall reaktiviert werden, sodass sie wieder zur Nahrungsmittelproduktion dienen.
Auch hier ist die Aussage, die Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum blieben bestehen, nur teilweise richtig. Ich habe in diesem Zusammenhang heute eine Interpellation eingereicht, anhand derer das Ganze erklärt werden soll. Frau Regierungsrätin Egger hat zu Beginn unserer Sitzung erklärt, wer beim Bund über die Fruchtfolgeflächen diskutiert und in diesem Bereich tätig ist. Es ist das UVEK, welches die Gegebenheiten von Gewässerschutzgesetz und Gewässerschutzverordnung berät. Dort sind alle diese Gegebenheiten geregelt. Die Diskussion über Fruchtfolgeflächen und Gewässerraum findet also beim Bund statt und nicht unbedingt bei uns in der Kommissionssitzung. Aber mir war es gleichwohl ein Anliegen, festzuhalten, dass wir dort nicht alle derselben Meinung sind und vielleicht nicht überall gleich mit der Wahrheit umgegangen wurde. Da kann die Kommission jedoch nichts dafür.
Wenn der Bund Veränderungen an diesen Verordnungen vornimmt, so werden diese automatisch im kantonalen Gesetz aufgenommen, weil sich das kantonale Gesetz an das Bundesrecht anlehnt.
Die Kommission hat die Anträge eingehend beraten. Ich komme ein letztes Mal auf die Fruchtfolgeflächen zurück. Es wurde ja diskutiert, ob man dies in Artikel 5 oder 15 festlegen will. Die Kommission hat dann im Abschnitt 3 des Gesetzes unter Planung, Bau und Unterhalt, in Artikel 15 Absatz 2 einen eigenständigen Buchstaben eingeführt, der festhält, dass die Fruchtfolgeflächen geschont werden sollen. Weiter haben wir einen Antrag im Zusammenhang mit den Gewässerrichtplänen aufgenommen, der in die Kommission zurückgewiesen worden war. Dort, wo bereits ein Gewässerrichtplan vorhanden ist, soll man nicht nochmals einen erstellen müssen. Dafür wurde die Formulierung aufgenommen, die Sie in Artikel 16 sehen: « … soweit für diese noch keine überkommunale Richtplanung besteht». Diese Dinge haben wir aufgenommen. Die anderen haben wir diskutiert, aber schliesslich nicht aufgenommen. Nun liegt noch ein Antrag vor, zu dem ich Stellung nehmen werde, wenn wir ihn beraten.

Délibération par article

I., art. 1, 4, 4a, art. 5b, al. 1 et 2
Adoptés

Art. 5b, al. 3

Proposition UDC (Bärtschi, Lützelflüh)
Les communes peuvent définir dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans leurs plans de quartier quelles parties de l'espace réservé aux eaux sont densément bâties au sens du droit fédéral. Elles adaptent l'espace réservé aux eaux aux réalités du milieu bâti. En l'absence de définition, il revient au service compétent de la direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques de décider si une zone est densément bâtie.

Le président. Herr Bärtschi hat das Wort zur Begründung seines Antrags.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Der Antrag, den wir hier stellen, ist keine Abänderung des Gewässerbaugesetzes, sondern aus unserer Sicht nur eine Präzisierung. Wir haben in der Kommission einige Zeit darüber diskutiert, wie man in überbautem Gebiet den Gewässerraum festlegt. Wir sind der Überzeugung, wenn wir dies so aufnehmen, wie wir es vorgeschlagen haben, so führt dies zu einer klareren Deklaration. Damit erhalten die Gemeinden, welche die Gewässerräume entlang der Gewässer ausscheiden müssen, eine bessere Handhabe, wie sie dies umsetzen sollen.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Wir haben den Antrag bereits in der Kommission beraten, allerdings damals ergänzt durch einen zweiten Satz, der sich dann als bundesrechtswidrig erwies. Der erste Satz, der im vorliegenden Antrag beibehalten wurde, ist nicht bundesrechtswidrig. Das Gegenteil ist der Fall: er steht wörtlich in Artikel 41a der Gewässerschutzverordnung des Bundes. Wir hatten in der Kommission eigentlich vereinbart, Dinge, die bereits im Bundesrecht geregelt sind, nicht nochmals zu wiederholen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bittet Sie, diese Vereinbarung auch im Grossen Rat einzuhalten, auch wenn der Antragsteller der Mehrheit angehört. Der Antrag ist überflüssig, er bringt inhaltlich nichts. Im Interesse einer schlanken Gesetzgebung bitten wir Sie, den Antrag abzulehnen.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Ist die Bestimmung « … Sie passen in diesen Gebieten den Gewässerraum den baulichen Gegebenheiten an.» im bernischen Gesetz wirklich nötig? Wir haben dies in der BDP diskutiert und kamen zum Schluss, dass dies eben gleichwohl sinnvoll wäre. Wie gesagt wurde, haben wir diese Ergänzung in der Kommission ebenfalls diskutiert. Wir liessen uns dann mehrheitlich davon überzeugen, dass dies eine Doppelspurigkeit zur Gewässerschutzverordnung des Bundes zur Folge hätte, in der dieser Sachverhalt ja festgehalten ist. Die Gemeinden erhielten mit der Aufnahme dieses Satzes in das Wasserbaugesetz nicht mehr Spielraum, aber die Bundesverordnung kann von der Exekutive auch jederzeit geändert werden. Die BDP möchte deshalb nach erfolgter Diskussion diese For-

mulierung dennoch im Wasserbaugesetz des Kantons Bern festgeschrieben haben. Eine grosse Sache ist dies ja auf keinen Fall. Wir beantragen die Annahme des Antrags.

Daphné Rüfenacht, Biel/Bienne (Les Verts). Ich wollte mich eigentlich nicht äussern, aber es erstaunt mich, dass die BDP dem Antrag zustimmt, denn genau dieselbe Bestimmung steht bereits in der Gewässerschutzverordnung. Wenn die Bundesgesetzgebung dies erlaubt und der Kanton Bern diese Möglichkeit nicht explizit verbietet oder einengt, dann ist die Forderung der SVP auch ohne explizite Erwähnung im vorliegenden Gesetz möglich. Daher ist dieser Antrag überhaupt nicht nötig. Das Verlangte ist so oder so möglich. Deshalb lehnen die Grünen diesen den Antrag im Interesse der Einfachheit der Gesetzgebung ab.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Wie ausgeführt wurde, ist das Begehren bereits auf Bundesebene festgehalten. Aus diesem Grund sieht auch die FDP nicht ein – wir haben das heute Morgen auch noch beraten – weshalb man den Antrag unterstützen sollte. Wir möchten eine möglichst schlanke Gesetzgebung und möglichst schlanke Strukturen, deshalb lehnen wir den Antrag ab.

Hannes Zaugg, Uetendorf (pvl). Der Antrag wurde sogar bereits zweimal diskutiert. Jedes Mal wurde er zurückgezogen, weil man angeblich begriffen hatte, weshalb man ihn nicht braucht. Nun wird er hier wieder eingebracht. Die Begründung ist genau dieselbe, sie wurde bereits mehrmals angeführt: Das braucht es nicht. Es ist unnötig und wird auch nichts bewirken. Das Gesetz würde deswegen auch nicht schlechter, aber man muss es nicht explizit nochmals aufführen. Deshalb lehnen wir den Antrag ebenfalls ab.

Le président. Wünscht der Antragsteller nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC), président de la commission. Tatsächlich haben wir den Antrag bereits behandelt. Er war noch etwas länger; ursprünglich enthielt er noch einen Satz, wonach man auf den Gewässerraum auch verzichten könnte. In der Kommission haben wir dies diskutiert. Dabei kamen wir zum Schluss, dass es den Gewässerraum wohl braucht, aber dass man einen Gewässerraum im schlimmsten Fall auch auf Null reduzieren kann, und dort waren dann die Meinungen geteilt. Man stimmte darüber ab, ob man dies ins Gesetz aufnehmen müsse oder nicht. Frau Egger hat mir vorhin gerade noch den entsprechenden Artikel im Bundesgesetz gezeigt. Dort ist die Bestimmung sogar in diesem Wortlaut enthalten. Das habe ich im Protokoll so nicht gefunden. Aber es ist so enthalten, deshalb ist es wohl richtig, wenn wir dies nicht ins vorliegende Gesetz aufnehmen. In der Abstimmung in der Kommission wurde der Antrag mit 12 gegen 4 Stimmen abgelehnt.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Zum Antrag von Herrn Grossrat Bärtschi. Die vorgeschlagene Ergänzung von Artikel 5 Absatz 3 ist, wie nun bereits mehrmals gesagt wurde, unnötig. Das Bundesrecht hält nämlich genau dasselbe bereits ausdrücklich fest: Es steht in Artikel 41a Absatz 4 der Gewässerschutzverordnung. Im Wasserbaugesetz sollen die bundesrechtlichen Bestimmungen nicht punktuell wiederholt werden. Es kam in der Kommissionsarbeit mehrmals vor, dass Anträge gestellt wurden, die genau wortwörtlich auch so im Bundesrecht stehen. In der Kommission haben wir uns eigentlich darauf geeinigt, dass wir nicht Bundesrecht wiederholen wollen, denn dies ist unnötig und macht nur das Gesetz breit. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag abzulehnen.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. *(Monsieur Bärtschi signale qu'il retire sa proposition.)* – Der Antrag wurde zurückgezogen, damit haben wir eine Abstimmung gespart, besten Dank.

Art. 5b, al. 3 et 4, art. 5c, 5d, 5e, 5f, 5g, art. 6–9, art. 11, 11a, 14a, 15, art. 16–18, art. 31, 34, 36, 37, 37a, 37b, 37c, 38, 38a, art. 39–42, art. 48, 49, 51
Adoptés

Le président. Zu Artikel 63 haben wir einen Antrag der Redaktionskommission. Wird dieser bestritten? – Das ist nicht der Fall, damit ist Artikel 63 entsprechend dem Antrag der Redaktionskommission genehmigt.

Art. 64, 64a
Adoptés

II.
La loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC) est modifiée comme suit:

Art. 11
Adopté

III., ch. 1 et 2, IV., ch. 1 et 2
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Le président. Gibt es Wortmeldungen vor der Schlussabstimmung? **–** Der Kommissionspräsident hat das Wort verlangt, und anschliessend spricht Frau Regierungsrätin Egger. Danach stimmen wir ab.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC), président de la commission. Ich möchte es nicht unterlassen, hier im Namen der Kommission und in meinem eigenen der Verwaltung bestens zu danken. Ich glaube, wir hatten gute Leute, die uns geholfen haben. Ich habe dies als ein schwieriges Gesetz empfunden, weil wir doch viel Bundesrecht übernehmen mussten und nicht recht wussten, wo wir korrigieren können und wo nicht. Aber ich glaube, wir sind jetzt zu einem guten Abschluss gekommen. Wenn ich meine Klientel anschaue, die Landwirtschaft, so ist das Resultat nicht unbedingt nur gut. Aber das ist eben Bundesrecht. Wir hoffen, dass dort noch ein wenig korrigiert wird, und dass man dies dann hier auch aufnimmt. Nochmals vielen Dank an die Verwaltung

und natürlich auch an meine Kommissionsmitglieder, für das Verständnis, das sie während den Sitzungen aufbrachten.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich habe vorhin etwas vergessen und hole es deshalb noch nach**;** es ist nicht ganz unwesentlich. Ich möchte auf zwei Punkte hinweisen, und dies vor allem auch fürs Protokoll, zuhanden der Materialien, sodass man dies später auch nachlesen kann. Der erste Punkt betrifft die Richtpläne bei Gewässern mit erhöhtem Koordinationsbedarf. Die Kommission hat diesen Punkt aufgegriffen, und darüber bin ich sehr froh. Auch in der Konsultation bei den betroffenen Wasserbauträgern, die wir Ende des letzten Jahres durchgeführt haben, hatte sich nämlich gezeigt, dass es hier ein Missverständnis gab. Deshalb möchte ich zuhanden des Protokolls Folgendes klarstellen: Es war nie die Meinung, dass der Kanton auch dann neue Gewässerrichtpläne macht, wenn es bereits behördenverbindliche und gemeindeübergreifende Richtpläne gibt. Solche bestehenden Richtpläne gelten selbstverständlich weiter und werden, wenn nötig, später durch den Kanton überarbeitet. Der Regierungsrat unterstützt deshalb den Vorschlag der Kommission, welcher Artikel 16 präzisiert.
Der zweite Punkt ist fast noch wichtiger, weil dies sonst nirgendwo steht: Er betrifft laufende Wasserbauprojekte entlang der Aare. Wie Sie wissen, geht mit dem neuen Wasserbaugesetz die Wasserbaupflicht an der Aare an den Kanton über. Dabei tauchte die Frage auf, ob der Kanton diese Projekte zu Ende bringen soll, oder ob dafür noch die bisherigen Wasserbaupflichtigen zuständig bleiben. Ganz allgemein gilt der Grundsatz, dass bei Rechtsänderungen die Behörden, die sich bisher mit der Sache befasst haben, weiterhin zuständig bleiben sollen. Das ist sinnvoll, denn es wäre in aller Regel sehr ineffizient und würde der Rechtssicherheit schaden, wenn bei laufenden Verfahren die Zuständigkeiten plötzlich wechseln würden. Das gilt ganz besonders auch bei Wasserbauprojekten, die sehr lange andauern. Laufende Wasserbauprojekte an der Aare, bei denen bei Inkrafttreten dieser Gesetzesänderung mindestens die öffentliche Mitwirkung bereits eröffnet wurde, sollen deshalb durch die heute zuständigen Wasserbauträger beschlossen und fertiggestellt werden. Ich gebe dies hier ausdrücklich zu Protokoll, damit es keine Unklarheiten gibt.
Betroffen von dieser übergangsrechtlichen Situation sind namentlich die Stadt Bern mit dem Hochwasserschutzprojekt «Gebietsschutz Quartiere an der Aare» und die Schwellenkorporation Bödeli-Süd, mit dem Hochwasserschutzprojekt Herreney. Bei beiden Projekten ist der Kanton in die laufende Planung eingebunden, und es macht aus Sicht aller Partner **–** also auch der Gemeinden und der betroffenen Schwellenkorporationen **–** Sinn, dass die bisher Zuständigen diese Projekte weiterbearbeiten und auch abschliessen; das heisst, inklusive Bau. Ich danke Ihnen, wenn Sie dem Gesetz zustimmen.

Vote final (2e lecture)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	130
Non	8
Abstentions	5

Le président. Sie haben die Gesetzesänderung in zweiter Lesung angenommen.

Affaire 2014.0028

Berne / Université. Mise à disposition du bâtiment situé Hochschulstrasse 6. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

Annexe 6, ACE 48/2014

Déclaration de planification PBD (Leuenberger, Trubschachen)
1. Le total des coûts de la rénovation des deux bâtiments sis à la Hochschulstrasse 6 et à la Mittelstrasse 43 (à l'inclusion des prestations de tiers) ne doit pas dépasser la somme totale de 54 millions de francs.
2. Le cas échéant, les coûts supplémentaires doivent être entièrement compensés dans le groupe de produits 10.3.11 Exploitation des immeubles dans l'année qui suit le dépassement des coûts prévus.

Fritz Freiburghaus Rosshäusern (UDC), rapporteur de la Commission des finances. Es geht um einen Kredit von 7 450 000 Franken für die Bereitstellung der Liegenschaft an der Hochschulstrasse 6. Beim Kauf hat damals der Grosse Rat die Auflage gemacht, dass die Sanierungskosten der beiden SBB-Gebäude, Hochschulstrasse 6 und Mittelstrasse 43, im Maximum 54 Mio. Franken betragen dürfen. Damals hat man also die voraussichtlichen Sanierungskosten um 19 Mio. Franken gekürzt. Damals wurde eine Verteilung der Kosten auf rund 6 Mio. Franken für das Gebäude an der Hochschulstrasse und 48 Mio. Franken für jenes an der Mittelstrasse vorgesehen. Nun fällt der Kredit für das Gebäude an der Hochschulstrasse mit rund 7,5 Mio. Franken höher aus. Deshalb haben der BVE-Ausschuss und die Finanzkommission Auskunft verlangt, worin die Gründe für die Mehrkosten liegen. Diese liegen im Wesentlichen in den Bereichen Elektrizität, Kommunikation, Brandschutzsicherheit und Kanalisation. Wir liessen uns bestätigen **–** und mir ist wichtig, dass dies im Protokoll steht **–**, dass die Gesamtkosten der Sanierung für beide Gebäude die vorgesehenen 54 Mio. Franken inklusive Bundesbeitrag nicht überschreiten. Das ist mir sehr wichtig, deshalb bin ich auch nach vorne gekommen, um dies nochmals zuhanden des Protokolls festzuhalten: Die 54 Mio. Franken für die Sanierung beider Gebäude werden nicht überschritten. Zu den Planungserklärungen der BDP wird sich Kollega Leuenberger gleich noch selber äussern.

Le président. Wir haben Herrn Leuenberger darauf aufmerksam gemacht, dass eine Planungserklärung zu einem

Kreditgeschäft nicht zulässig ist. Herr Leuenberger, Sie haben das Wort.

Leuenberger, Trubschachen (PBD). Meine Fraktion wünscht hier nochmals deutlich zum Ausdruck zu bringen, dass wir die 54 Mio. Franken Gesamtsanierungskosten inklusive Drittmittel für die beiden Liegenschaften Hochschulstrasse 6 und Mittelstrasse 43 unter keinen Umständen überschritten sehen möchten. Das war eigentlich auch die Grundidee, weshalb wir die Planungserklärung einreichten. Wir wurden richtigerweise darauf aufmerksam gemacht, dass eine Planungserklärung bei einem Kreditgeschäft nicht statthaft ist. Ich entschuldige mich dafür, das ist mir entgangen. Nichtsdestotrotz erlaube ich mir, hier nochmals deutlich auf den Inhalt und die Absicht dieser Anträge hinzuweisen. Wir wollten klar zum Ausdruck zu bringen, dass die 54 Mio. Franken für beide Liegenschaften zusammengenommen nicht überschritten werden dürfen. Im Namen meiner Fraktion ziehe ich daher die Planungserklärungen zurück. Spätestens bei der Beratung des Kredits über die Mittelstrasse 43 werden wir darauf achten, dass die 54 Mio. Franken nicht überschritten werden. Ich bitte die BVE, dem auch nachzuleben. Der Regierungsrat hat dies ebenfalls in seinem Vortrag zum heute vorliegenden Kreditgeschäft so festgehalten.

Le président. Damit wäre dem Anliegen Rechnung getragen, denn wir protokollieren ja auch nicht zulässige Anträge. Gibt es weitere Wortmeldungen zu diesem Geschäft? – Das ist nicht der Fall, wir können direkt darüber abstimmen.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	123
Non	2
Abstentions	1

Le président. Sie haben das Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2014.0123

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des immeubles et des constructions; groupe de produits Exploitation des immeubles (n° 09.15.9110). Crédit supplémentaire 2013

Annexe 6, ACE 117/2014

Le président. Das Wort wird nicht verlangt, wir können direkt über das Geschäft abstimmen.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	120
Non	3
Abstentions	3

Le président. Sie haben auch dieses Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2014.0122

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des ponts et chaussées, groupe de produits Routes nationales (no 09.10.9120). Crédit supplémentaire 2013

Annexe 6, ACE 115/2014

Le président. Auch hier wird das Wort wird nicht verlangt, wir können direkt abstimmen.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	123
Non	2
Abstentions	1

Le président. Sie haben dieses Kreditgeschäft ebenfalls genehmigt. Wir sind uns heute Nachmittag schon fast beängstigend einig.

Affaire 2014.0053

N° de l'intervention:	020-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	16.01.2014
Déposée par:	Etter (Treiten, PBD) (porte-parole) Lüthi (Anet, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgence accordée :	le 23.01.2014
N° d'ACE:	218/2014 du 26 février 2014
Direction:	TTE

Piscines des établissements de Witzwil et de Saint-Jean

Le Conseil-exécutif est chargé de suspendre provisoirement la fermeture des piscines des établissements de Witzwil et de Saint-Jean jusqu'à la mise en œuvre des mesures suivantes :

1. Déterminer laquelle des deux piscines peut être assainie à moindre coût.
2. Elaborer un projet d'assainissement.
3. Préparer des propositions de tarification du billet d'entrée permettant de couvrir les dépenses courantes.

Développement

Selon la réponse à l'interpellation 294-2013, les piscines des établissements de Witzwil et de Saint-Jean vont être fermées. Les écoles ne pourront alors plus dispenser les cours de natation obligatoires et le public ne pourra plus suivre de cours particuliers dans la région d'Anet et de Cerlier.

Les deux piscines ont été construites il y a plus de 20 ans pour améliorer les loisirs des détenus des établissements pénitentiaires. Depuis lors, le public a considérablement changé. Ce sont aujourd'hui surtout les écoles des alentours et les particuliers qui fréquentent les piscines. De nombreuses écoles dispensent les cours obligatoires de natation à la piscine de Witzwil, celle-ci étant la seule de la région convenant à cette activité. De nombreux groupes particuliers y donnent également des cours de natation. Les deux piscines sont indispensables à la région car fréquentées par un large public.
Il faut donc qu'une des deux piscines soit conservée et assainie. Au lieu de les fermer toutes les deux comme prévu, il faut élaborer un projet d'assainissement permettant d'en sauver une.
Le prix du billet d'entrée devra être fixé de manière à couvrir les dépenses courantes.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Il dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. C'est lui qui décide en dernier ressort.
Comme exposé dans la réponse à l'interpellation Lüthi 294-2013, c'est pour des raisons de sécurité que les piscines des établissements de Witzwil et de Saint-Jean ne peuvent pas continuer à être exploitées. Par ailleurs, le canton n'a pas pour mission d'exploiter ni d'entretenir une piscine qui ne sert à l'accomplissement d'aucune tâche publique et qui est exclusivement utilisée par des tiers.
En outre, dans la planification des investissements, il n'a pas été prévu d'allouer de moyens financiers à la rénovation ne serait-ce que d'une seule de ces deux piscines. De tels travaux se feraient par conséquent au détriment d'autres travaux d'entretien et de remise en état à réaliser de toute urgence. La limitation des investissements décidée par le Grand Conseil nécessite une stricte définition des priorités pour les projets de réfection. Les projets dont la réalisation n'est pas impérative, ce qui est justement le cas des projets qui ne serviraient à l'exécution d'aucune tâche publique, ne sont pas réalisés..
Aussi le Conseil-exécutif rejette-t-il l'idée d'élaborer un projet au sens de la présente motion et prend position comme suit par rapport aux différentes demandes formulées :

1. Les coûts de rénovation s'élèvent, selon une estimation, à environ 2,5 millions de francs pour chacune des deux piscines. Pour déterminer laquelle des deux pourrait être rénovée à moindres frais, il faudrait réaliser des analyses d'état et des études approfondies pour les deux installations. Aucun montant n'a été budgété à cet effet et ces coûts ne pourraient pas être compensés dans le compte de fonctionnement.
2. Elaborer un projet de rénovation détaillé et une estimation fiable des coûts reviendrait à environ 150 000 francs et ces fonds n'ont pas été inscrits au budget du compte des investissements.
3. Comme cela a déjà été indiqué dans la réponse à l'interpellation 294-2013, le prix des entrées devrait être excessivement élevé pour couvrir les coûts. Afin de pouvoir en déterminer le montant probable de manière fiable, il faudrait élaborer un plan d'exploitation complet. Or cela impliquerait d'importants éclaircissements non seulement en ce qui concerne le nombre d'entrées, la fréquentation, les coûts d'exploitation, le transfert des déficits et des risques et l'organisation de l'exploitation, mais aussi en ce qui concerne toutes les questions relatives à la sécurité. Les ressources que cela nécessiterait en termes de financement et de personnel ne sont pas disponibles.

Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Jakob Etter, Treiten (PBD). Es ist immer die falsche Motion zum falschen Zeitpunkt. Die Zeiten haben sich geändert. In den 80er-Jahren beim Umbau der beiden Strafanstalten Witzwil und St. Johannsen wurde das Schwergewicht beim Strafvollzug und bei der Resozialisierung vor allem auf eine sinnvolle Freizeitgestaltung gelegt. Dazu gehörten damals vor allem auch sportliche Aktivitäten. Damit der Kredit für den Umbau der Strafanstalten, in dem ja auch je ein Hallenbad enthalten war, vor dem Stimmvolk überhaupt eine Chance hatte, musste sich die Regierung damals dazu bereit erklären, dass die Hallenbäder auch öffentlich, also von der Bevölkerung aus der Region, genutzt werden konnten. Heute hat sich die Situation völlig geändert. Die beiden Hallenschwimmbäder werden noch zu knapp 2–3 Prozent ihrer Belegung von Strafgefangenen oder Angestellten der Anstalten benutzt. 97–98 Prozent der Belegung entfallen auf die öffentliche Nutzung. Es gibt dort Aqua-Fit Kurse, private Schwimmkurse, Gesundheitsschwimmkurse, und vor allem führen auch sehr viele Schulen dort ihre Schwimmkurse durch.
Mehrere Hundert Personen benutzen die Hallenbäder jährlich. Entsprechend gross war auch der Aufschrei in der Bevölkerung der Region, als plötzlich die Schliessungsentscheide für die Hallenbäder Witzwil und St. Johannsen von der Regierung bekannt gegeben wurden. Innerhalb weniger Wochen wurden gegen 1000 Unterschriften für eine Petition gesammelt. Am 11. Februar haben wir die Petition der Regierung überreicht. Die Gemeinden der Region haben sich schriftlich bei der Regierung gegen die Schliessung ausgesprochen. Auch der Verband der Seeländer Gemeinden seeland.biel/bienne hat sich gegen die Schliessung ausgesprochen und ein entsprechendes Schreiben an die Regierung gerichtet. Vor allem auch zahlreiche Schulen führen in diesen Bädern die obligatorischen Schwimmkurse durch. Wenn der Kanton vorschreibt, die Kinder müssten im Schwimmen ein gewisses Niveau erreichen, und dann entzieht derselbe Kanton den Schulen die Möglichkeiten, den Schwimmunterricht überhaupt durchführen zu können, dann geht die Rechnung nicht mehr auf. Andere Hallenbäder in der Region wie beispielsweise Biel, Neuenburg und Murten sind bereits jetzt total überlastet und haben keine zusätzlichen Kapazitäten mehr, um die Schulen ihre Kurse neu dort durchführen zu lassen. Somit sind die Schulen, die Bevölkerung und die Gemeinden auf den Erhalt von mindestens einem dieser Hallenbäder angewiesen. Dementsprechend haben wir auch unsere Motion formuliert.

Uns ist auch bewusst, dass es nicht in oberster Priorität Aufgabe eines Kantons sein kann, ein Hallenbad für die Öffentlichkeit zu betreiben. Aber diese Hallenbäder existieren nun einmal. Immerhin hat der Regierungsrat zu einer Interpellation von Kollega Andreas Blank aus dem Jahre 2009 ausgeführt: «Diese externen Nutzungen generieren jährlich Einnahmen in der Höhe von ca. 40 000 Franken, was weitgehend kostendeckend ist». Ich möchte besonders unterstreichen, dass die Benutzenden sich bereits freiwillig dazu bereit erklärt haben, dort höhere Eintrittspreise zu bezahlen. Der Kanton hat dies abgelehnt. Ich weiss, welche Beträge sie dort für den Eintritt bezahlen, aber ich glaube, das gehört nicht hierher. In derselben erwähnten Interpellation unterstreicht der Regierungsrat die Wichtigkeit einer sinnvollen Freizeitgestaltung für Strafgefangene. Die Antwort der Regierung auf unsere Motion ist äusserst kurz und knapp ausgefallen. Sie hätte auch ganz einfach lauten können: Wir wollen das nicht, und wir haben kein Geld. Ich könnte zwar aufzeigen, wo Geld gespart werden könnte, aber ich verzichte hier darauf. Wir dürfen uns aber keine Illusionen machen, Kolleginnen und Kollegen: Die beiden Gebäude bestehen ohnehin, und sie müssen ohnehin saniert werden. Beispielsweise stehen in Witzwil dort, wo das Hallenbad ist, auch noch eine Turnhalle und ein Kraftraum. Dort geht es unter anderem auch um die Sanierung des Daches, und dieses Dach muss ohnehin saniert werden. Wenn man die Hallenbäder also nicht saniert, heisst das nicht, dass man kein Geld ausgibt. Man gibt es einfach auf andere Weise aus.

In den letzten Tagen, nachdem die dringliche Motion eingereicht worden ist, hat sich die Situation allerdings grundlegend geändert. Wir stehen vor einer neuen Situation, indem sich eine Gemeinde, die Gemeinde Gals, per Brief beim Regierungsrat gemeldet und schriftlich erklärt hat, sie sei bereit, Verhandlungen über eine Weiterführung des Hallenbads St. Johannsen in eigener Regie und auf eigene Kosten und Gefahren aufzunehmen. Wir hoffen natürlich, dass die Regierung diese Chance auch nutzt, dass die Verhandlungen geführt werden und zu einem Abschluss kommen, bevor das Hallenbad geschlossen wird. Wie die Verhandlungen ausgehen, kann man heute noch nicht sagen. Aber sie sollen zumindest geführt werden. Ich hoffe, Frau Regierungsrätin Egger wird uns noch mehr dazu sagen können, wie sie auf das Schreiben der Gemeinde Gals reagieren wird. Ich gebe das Wort nun weiter an Kollegin Silvia Lüthi, damit sie ausführen kann, wie wir weiter vorgehen.

Silvia Lüthi, Anet (Les Verts). Jakob Etter hat schon einiges über die Vergangenheit und den heutigen Zustand der Hallenbäder gesagt und darüber, wie die Nutzung aussieht. Die Hallenbäder Witzwil und St. Johannsen haben eine wirklich wichtige Funktion für die Region Ins und Erlach. Sie sollen im Sommer 2014 bzw. im Sommer 2015 geschlossen werden. Was dann damit geschieht, ist noch unklar, aber sie sind sicher noch in einem recht guten Zustand. Sie werden seit Jahrzehnten von den Primarschulen und von Privaten stark genutzt. Ersatz gibt es in der Gegend keinen. Bei der Planung der beiden Hallenbäder vor langer Zeit wurde versprochen, dass diese Bäder auch für die Öffentlichkeit zur Verfügung stehen würden. Das war damals wichtig für die Akzeptanz der Bäder in der Region. Damit hat man also auch geworben.

Es ist wichtig, dass die Kinder in der Drei-Seen-Region schwimmen können. Die Schulen führen den obligatorischen Schwimmunterricht gemäss ihrem Auftrag durch. Ohne die Hallenbäder, oder ohne dass zumindest noch eines der beiden genutzt werden kann, ist dies aber nicht mehr möglich. Als der Entscheid bekannt wurde, haben die Schulen sofort damit begonnen, in der Region andere Möglichkeiten zu suchen. Das ist aber fast unmöglich, und es wird vor allem organisatorisch sehr schwierig, wenn der Unterricht nicht mehr regelmässig durchgeführt werden kann. Das Problem ist auch, dass es dabei ja um die kleineren Kinder bis zur vierten Klasse geht. Für sie sind die Wassertiefen und die Anpassungsmöglichkeiten in den beiden Hallenbädern Witzwil und St. Johannsen halt ideal. Weiter sind die privaten Kurse, seien dies Schwimmkurse ebenfalls für Kinder, aber vor allem auch Aquafit-Kurse, ein wichtiger Beitrag für die Gesundheit und die Prävention in der Bevölkerung. Aber auch für die Rehabilitation sind sie wichtig. Ich höre immer wieder von Leuten, die nach Operationen an den Knie- oder Hüftgelenken dorthin gehen während der Rehabilitation.

Die Frage der Sicherheit ist in der Bevölkerung kein grosses Thema. Die Bäder werden seit Jahren, ja, sogar seit Jahrzehnten, ohne Probleme benutzt. Wir haben schon vorhin gehört: Das Engagement gegen die Schliessung war gross. Für die Petition konnten gegen 1000 Unterschriften gesammelt werden. Die Bäder sind also noch in einem relativ guten Zustand. Die Sanierung eines dieser Bäder ist sicher kostengünstiger, als wenn die Region oder die Gemeinden einen Neubau erstellen müssten. Anfang März hat die Gemeinde Gals der Regierung den Vorschlag unterbreitet, das Hallenbad St. Johannsen zu übernehmen und für die Region zu betreiben. Bereits zuvor hatten andere Gemeinden eine eigene Unterstützung angeboten. Sie sind bereit, sich an der Weiterführung eines dieser Hallenbäder auch finanziell zu beteiligen. Wir würden es sehr begrüssen, wenn Frau Regierungsrätin Barbara Egger bereit wäre, mit den Gemeinden über den Vorschlag der Gemeinde Gals zur Übernahme zu verhandeln. Deshalb ziehen wir unsere Motion zurück.

Le président. Sie haben es gehört, die Motion wurde zurückgezogen. Frau Egger gibt aber in Bezug auf diese Verhandlungen noch eine Erklärung ab.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Die Gemeinde Gals hat uns mit Datum vom 5. März einen Brief geschrieben und darin gefragt, ob wir bereit seien, mit ihnen zu verhandeln. Wir haben geantwortet, dass wir einen Verkauf dieses Gebäudes aus Immobiliensicht grundsätzlich nicht ausschliessen. Dazu muss man aber wissen, liebe Grossrätinnen und Grossräte: Es geht dabei nicht nur ums Geld. Das Hallenbad steht im Sicherheitsperimeter. Man wird also zuerst regeln müssen, wie man dann dorthin kommt. Es müssen demnach, aufgrund der schwierigen Lage des Standorts innerhalb des Sicherheitsperimeters, noch verschiedene, vor allem betriebliche Punkte mit dem Massnahmenzentrum geklärt werden. Das betrifft unter anderem Fragen der Er-

schliessung und eben der sicherheitstechnischen Abgrenzung. Wir werden das Anliegen der Gemeinde und der Region mit den zuständigen Stellen des Massnahmenzentrums und der Polizei- und Militärdirektion besprechen, und danach auf die Gemeinde zugehen. Das weitere Vorgehen ist also wie folgt: Wir werden zunächst einmal die ganze Situation insbesondere auch sicherheitstechnisch mit der POM anschauen müssen. Anschliessend werden wir auf die Gemeinde zugehen, und es werden wahrscheinlich noch weitere Kreise beteiligt sein. Wie Sie gesehen haben, haben wir innerhalb von sieben Tagen geantwortet; wir werden also so schnell wie möglich mit den Leuten reden und gemeinsam mit ihnen anschauen, wie wir weiter vorgehen wollen. Grundsätzlich sind wir bereit, das Gebäude zu verkaufen, es fragt sich einfach, ob dies auch betrieblich möglich sein wird, wegen des Sicherheitsperimeters. Aber das sind alles Fragen, die wir miteinander diskutieren werden.

Le président. Damit wäre dieser Vorstoss bereinigt durch Rückzug.

Affaire 2013.1585

N° de l'intervention:	342-2013
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	28.11.2013
Déposée par:	Pfister (Zweisimmen, PLR) (porte-parole) Kohler (Steffisbourg, PBD) Moser (Biel/Bienne, PLR)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	185/2014 du 19 février 2014
Direction:	TTE

Voie à double écartement à la gare de Zweisimmen

Le Conseil-exécutif est prié d'analyser les priorités en matière d'investissement dans les transports publics et de répondre aux questions suivantes :

1. Peut-on repousser le projet visant à équiper la gare de Zweisimmen d'une installation de changement d'écartement ? Ou alors :
2. Peut-on abandonner complètement ce projet ?

Les installations de sécurité, vétustes, doivent être modernisées. Il n'est pas question d'économiser sur la sécurité.

Développement

En plein débat financier au Grand Conseil, on apprend par la *Berner Zeitung* de mercredi 20 novembre 2013 que la gare de Zweisimmen va être aménagée pour 59 millions de francs et que le TransGoldenPass va devenir réalité.

Si l'on en croit le journal, BLS (Chemin de fer du Loetschberg) et MOB (Chemin de fer Montreux–Oberland) vont investir 75 millions supplémentaires dans le matériel roulant. Les installations de sécurité ont elles aussi vieilli et doivent donc être remplacées. Coût : 38 millions de francs. Mais cela permettra aux touristes de traverser l'Oberland d'Interlaken à Montreux sans changement.

Un peu cher pour une simple amélioration du confort. Et ce à un moment où les caisses de l'Etat sont vides. Les finances cantonales ne permettent plus de réaliser de tels rêves !

Réponse du Conseil-exécutif

La transformation de la gare de Zweisimmen fait partie du projet TransGoldenPass, qui doit permettre l'exploitation d'une ligne ferroviaire directe entre Montreux et Interlaken.

Une part importante des coûts de transformation de la gare de Zweisimmen seront occasionnés quoi qu'il en soit. Le poste d'aiguillage de la gare doit en effet impérativement être rénové et les travaux ne peuvent être reportés pour des raisons de sécurité. En outre, MOB doit procéder à de nouvelles acquisitions de matériel roulant ces prochaines années. Il est par conséquent judicieux d'associer les mesures d'aménagement et de renouvellement prévues en gare de Zweisimmen au projet TransGoldenPass et d'exploiter les synergies (cf. interpellation 343-2013), mais à la condition expresse que la rentabilité du projet TransGoldenPass puisse être démontrée.

Rien n'a encore été décidé pour le moment. Compte tenu de la longue procédure d'approbation des plans et de la nécessité d'agir rapidement pour des raisons de sécurité, la procédure d'autorisation pour la transformation de la gare de Zweisimmen a été engagée avant que ne soit prise une décision définitive sur le TransGoldenPass, sans préjuger de cette dernière.

Si l'on se base sur les données et documents concernant le TransGoldenPass fournis par BLS et MOB fin 2013, la rentabilité du projet n'est pas encore établie. Le Conseil-exécutif ne se prononcera définitivement que lorsque tous les éléments déterminants pour la rentabilité auront été présentés de manière claire afin que les conditions nécessaires à sa décision soient réunies.

1. Le renouvellement du poste d'aiguillage de la gare de Zweisimmen étant urgent, une décision de principe doit être prise sans tarder. Repousser le projet de voie à double écartement reviendrait à renoncer au TransGoldenPass pour les décennies à venir. Par ailleurs, il faudrait suspendre la procédure d'autorisation déjà engagée et la reprendre ensuite une nouvelle fois avec de nouveaux documents de planification.
2. Il est en principe possible de renoncer à la voie à double écartement à Zweisimmen. Cela équivaudrait cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, à abandonner aussi l'ensemble du projet du TransGoldenPass pour les prochaines décennies et à reprendre entièrement la transformation de la gare de Zweisimmen. Toutefois, la question de savoir si la participation financière du canton de Berne pourrait être moins élevée dans ce cas du fait de la clé de répartition particulière des coûts (Confédération, cantons) demeurerait ouverte. Les examens en cours doivent permettre de déterminer, du maintien du projet TransGoldenPass ou de son abandon, lequel est le plus économique.

Les clarifications demandées dans le postulat font partie de l'analyse de la rentabilité du projet en cours actuellement. Le Conseil-exécutif propose donc d'adopter le postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption

Le président. Die Regierung ist bereit, das Postulat anzunehmen. Wird es aus dem Rat bestritten? – Das ist der Fall.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Vorab möchte ich der Regierung recht herzlich für die Beantwortung des Postulats danken. Weshalb habe ich ein Postulat eingereicht? Für uns ist wichtig, dass die Betreiber den Nachweis der Wirtschaftlichkeit ganz klar objektiv und seriös erbringen. Ich muss Ihnen sagen, als während der Spardebatte im vergangenen November das Projekt in den Medien vorgestellt wurde, wurde ich in meiner Region verschiedentlich attackiert. Es hiess, ob wir noch ganz bei Trost seien, wir seien doch nun bei den Behinderten, den Schulen, den Spitälern und so weiter am sparen, und nun komme ein solches Monsterprojekt daher. Wenn der Nachweis der Wirtschaftlichkeit erbracht ist und die Zahlen, die man annimmt, objektiv sind, so habe auch ich nichts gegen das Projekt. Denn diesen Kredit bestimmt ja die Regierung. Wir haben einen Investitionsrahmenkredit im ÖV beschlossen, und die Regierung ist nun zuständig für das Geld, das sie auslöst. Für mich ist aber wirklich wichtig, dass die Unternehmungen den Nachweis der Wirtschaftlichkeit seriös erbringen.
Mir ist auch wichtig festzuhalten, dass beispielsweise die Sanierung der elektronischen Anlage undiskutabel ist. Diese muss sein, denn die Sicherheit hat Vorrang. Und zum anderen Teil: Wenn man den Eindruck hat, das sei wirtschaftlich gut und bringe einen Aufschwung, so kann auch ich dazu ja sagen. Aber zum Nachweis der Wirtschaftlichkeit, zu den Zahlen, die man liefert: Wenn diese Zahlen auf dieser Strecke höher sind als auf der Strecke aufs Jungfraujoch oder nach Zermatt, so setze ich hier ein Fragezeichen. Die Bevölkerung würde es wohl nicht verstehen, wenn man hier so schnell Geld freigibt. Wir wissen, es gibt viele Institutionen, die an den von uns beschlossenen Sparmassnahmen noch jahrelang zu kauen haben werden. Davon sind verschiedene Bevölkerungsteile, viele Frauen und Männer betroffen. Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen, das einen Prüfungsauftrag beinhaltet – der Nachweis der Wirtschaftlichkeit ist noch nicht definitiv erbracht.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS). Das Postulat Pfister verlangt eine Überprüfung der Prioritäten bei den Investitionen im öffentlichen Verkehr. Es sei abzuklären, ob das Projekt «Umspuranlage Zweisimmen» zeitlich verschoben werden könnte, oder ob auch ganz auf das Projekt verzichtet werden könnte. Es ist keine Frage: Die Schaffung einer umsteigefreien Verbindung aus dem Tourismusgebiet Montreux, Genfersee, über das Saanenland nach Spiez und Interlaken, wäre eine Komfortverbesserung und könnte damit eine gute Dienstleistung für die ÖV-Kundschaft darstellen. Gratis ist diese Komfortverbesserung für die Zugspassagiere – in der ganz grossen Mehrheit sind dies ausländische Touristen – aber nicht zu haben. Neben der Investition in die Geleiseinfrastruktur des Bahnhofs Zweisimmen sind grosse Investitionen in neues Rollmaterial nötig. Es nützt ja dann nichts, wenn wir nur bei einem «Zügli» die Spurweite verändern können. Das muss bei allen gemacht werden. Die Finanzlage des Kantons wurde massiv verschlechtert, und in vielen Bereichen des sozialen Zusammenlebens und in der Bildung sind schmerzhafte Sparmassnahmen am wirken. Es ist deshalb sicher nicht falsch, wenn auch das Umspurprojekt auf das Kosten-Nutzen-Verhältnis hin überprüft wird. Die Regierung will ihrerseits ja erst dann über das Projekt entscheiden, wenn alle relevanten Fakten zur Wirtschaftlichkeit vorliegen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt deshalb dieses Postulat.

Le président. Ich habe einen Fehler gemacht und übersehen, dass es noch miteinreichende Personen gibt. Herr Kohler verzichtet, aber Herr Moser wünscht noch das Wort.

Peter Moser, Biel/Bienne (PLR). Herr Ratspräsident, ich vergebe dir den Lapsus, das ist ja nicht schlimm. Wir haben ein Postulat und eine Interpellation, und zudem möchte ich noch ein paar Fragen stellen. Man konnte im «Berner Oberländer» vom 8. März lesen: «Nach dem benötigten Regierungsratsbeschluss soll das Projekt in der Junisession des Grossen Rates behandelt werden.» Hierzu meine Frage: Stimmt das so? Denn das wäre mir neu. Stimmt die Aussage, dass der Kredit in den Grossen Rat kommt? Wenn ja, wann soll er in den Grossen Rat kommen, und wenn nein, wer bewilligt ihn? In der Antwort zum Postulat steht ganz zum Schluss: «Die im Postulat geforderten Abklärungen sind Bestandteil der laufenden Überprüfung der Wirtschaftlichkeit des Projekts.» An und für sich ist dies das A und O dieses Projekts. In diesem Zusammenhang stellt sich für uns auch die Frage, wann und in welcher Form eine entsprechende Berichterstattung erfolgt, sei es an den Grossen Rat oder an die FIKO. Denn die Wirtschaftlichkeitsprüfung interessiert vermutlich alle, ebenso wie die Frage, was geschieht, wenn die Wirtschaftlichkeit nicht gegeben ist. Zudem stellt sich ganz aktuell im Zusammenhang mit FABI eine weitere Frage. Man hört schon Kreise, die sagen, wenn man jetzt noch etwas warte, so würde nach Annahme von FABI der Bund diese Sache finanzieren. Da würde sich für uns die Frage stellen, wie es mit den Betriebsbeiträgen ist. Das eine ist die Investition. Wenn das ein Dritter übernimmt **–** tant mieux. Das kann uns nicht stören. Aber wenn dann die Betriebsfehlbeträge ansteigen, respektive der Aufwand mit den teuren Wagen steigt, wer übernimmt dann diese Kosten? Muss der Kanton dort dann einfach einspringen?
Noch etwas zum Generellen. Man hat, als wir den Rahmenkredit hier im Rat diskutierten und auch in den letzten Sparrunden, immer wieder gehört, dass man auch beim ÖV sparen könnte. Männer und Frauen, hier hätten wir nun ein Projekt, bei dem wir vermutlich Geld sparen könnten. Helfen Sie deshalb, das Postulat zu überweisen, damit diese Überprüfung gemacht werden kann.

Le président. Wir kommen wieder zurück zu den Fraktionserklärungen, ich habe aber noch sehr wenige gemeldet bekommen. Bitte tragen Sie sich noch ein.

Renato Krähenbühl, Rubigen (PBD). Ich nehme es vorweg: Die BDP stimmt dem Postulat mehrheitlich zu. Das soll aber nicht etwa als ein Votum gegen dieses Vorhaben verstanden werden. Worum geht es aus unserer Sicht? Die Sanierungsmassnahmen im Bahnhof Zweisimmen sollen

mit dem Vorhaben «TransGoldenPass» verbunden werden. Zuvor muss aber die Wirtschaftlichkeit nachgewiesen werden. Das ist eigentlich eine Selbstverständlichkeit, zu der wir allein schon von der Finanzgesetzgebung her verpflichtet sind. Die Situation stellt sich für uns wie folgt dar: Alle wollen prüfen, alle wollen Wirtschaftlichkeit erreichen – also lassen wir doch prüfen. Dann werden wir eine Klarheit haben, die wir jetzt allein mit diesem Postulat noch nicht haben. Wie gesagt, die BDP ist mehrheitlich für Überweisung des Postulats.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Als Berner Oberländer bin ich natürlich dafür, dass in Zweisimmen ein innovatives, sinnvolles Projekt gebaut wird. Zum heutigen Zeitpunkt sind aber noch zu viele Fragen offen. Deshalb werden wir als EVP-Fraktion das Anliegen unterstützen und dem Postulat zustimmen, damit man vertiefte Abklärungen in wirtschaftlicher und technischer Richtung machen kann.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Es beelendet mich ein wenig, was ich jetzt alles hören musste, aber ich versuche jetzt gleichwohl, etwas anderes zum Ganzen zu sagen. In der Überschrift steht, «Verzicht auf die Umspuranlage». In den ersten Sätzen heisst es, man solle abklären, ob das Projekt Umspuranlage zeitlich verschoben werden könnte. Dem könnte ich noch zustimmen. Aber im zweiten Punkt folgt die Forderung, zu prüfen, ob auf die Umspurlanlage gänzlich verzichtet werden könnte. Das steht eben auch in diesem Postulat. Es handelt sich nicht nur um eine Prüfung, ob das Projekt wirtschaftlich ist oder nicht; es geht darum, das Projekt abzuschiessen. Die Annahme dieses Postulats wäre ein Affront gegenüber dem Berner Oberländer Tourismus. Der Tourismus ist auf gute Verbindungen angewiesen. Auch die einheimische Bevölkerung ist froh, wenn sie einmal vom Saanenland ohne umzusteigen nach Spiez fahren kann. Die Region ist auf Innovationen wie diese Umspuranlage angewiesen. Das touristische Angebot, von Interlaken nach Montreux fahren zu können ohne umsteigen zu müssen, ist ein Verkaufsschlager. Wenn wir von Wirtschaftlichkeit sprechen, müssen wir eine solche Attraktion haben. Früher hat man eine Bahn auf den Niesen und eine aufs Jungfraujoch gebaut, und wir sind anscheinend nicht einmal mehr in der Lage, in Zweisimmen eine Umspuranlage zu erstellen. Wenn man alles andere, das man machen muss – wie es auch Hans-Jörg Pfister im Postulat fordert –, tatsächlich macht und nur auf die Umspuranlage verzichtet, würden die Kosten wohl fast gleich hoch ausfallen.
Die Aussage, man brauche dieses Postulat, um das Projekt zu verzögern, damit dann FABI zum Zuge kommt und schlussendlich die ganzen Kosten übernimmt, wäre eigentlich gut; das wäre eine gute Sache. Aber ich bin der Auffassung, wenn FABI tatsächlich zum Zuge kommen soll, so ist dies bereits mit dem jetzt geltenden Planungsrhythmus möglich, denn ich nehme an, wir können ab 2015 Projekte mit FABI planen. Und da man FABI nun angenommen hat, wäre ich schon froh, wenn man von diesem Geld auch etwas in eine Randregion wie das Simmental bringen könnte. Ich kann nicht unbedingt verstehen, Hans-Jörg, dass gerade du einen solchen Vorstoss einbringst und für einen gänzlichen Verzicht auf ein solches Projekt plädierst.
Die Wirtschaftlichkeit des ÖV ist hier ein Thema. Geschätzte Frauen und Männer, ich weiss nicht, wo wir denn sonst die Wirtschaftlichkeit des ÖV unter Beweis stellen wollen. Wir wissen, dass viele öffentliche Gelder in den ÖV fliessen, nicht nur, wenn man in Zweisimmen etwas tun würde, sondern in der gesamten Schweiz. Deshalb kann ich, wie gesagt, nicht verstehen, dass man ein solches Projekt auf die lange Bank schieben oder eben sogar darauf verzichten will. Ich bin der Auffassung, wir müssten diesem Postulat eine deutliche Abfuhr erteilen. Ich bitte Sie sehr, stimmen Sie dem Postulat nicht zu, denn es beinhaltet nicht eine Verzögerungstaktik, sondern eine Verhinderungstaktik. Die SVP ist einstimmig für Ablehnung des Postulats.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Ich habe Verständnis dafür, wenn Hans-Jörg Pfister dies genau anschaut und sich überlegt, ob man so etwas zum jetzigen Zeitpunkt wirklich ins Auge fassen kann. Mais, c'est le ton qui fait la musique. Im Titel ist es ganz klar benannt: Man spricht von «Verzicht auf Umspuranlage» und auch in Punkt zwei heisst es dann: « … auf das Projekt Umspuranlage gänzlich zu verzichten». Das ist eben doch eine relativ klare Aussage darüber, was man mit diesem Postulat erreichen will. In unserer Fraktion sind beide Haltungen vertreten, und ich denke, es ist sind auch beide Haltungen durchaus in Ordnung. Es ist richtig, wir können uns sehr gut überlegen, wofür wir gegenwärtig Geld ausgeben wollen und ob das jetzt wichtig ist. Es ist auch unsere Aufgabe, das zu tun. Anderseits können wir aber auch nicht immer nur sagen, wir hätten doch nun hier und dort gespart, also dürfe es doch nicht sein, dass wir jetzt hier investieren. Ich vertraue darauf, dass bei grossen Projekten wie diesem die Wirtschaftlichkeit immer geprüft wird. Sie muss geprüft werden. Wer wollte denn noch investieren, wenn man die Wirtschaftlichkeit nicht prüfen würde? Ich gehe einmal davon aus, dass man nicht gerade morgen 60 Mio. Franken in die Hand nehmen würde, um irgendetwas zu machen, das dann nie und nimmer aufgeht. Nun ist ein wenig mein Oberländer-Tourismus-Herz mit mir durchgegangen. Man spürt, ich werde das Postulat ablehnen, gemeinsam mit einigen Mitgliedern unserer Fraktion. Einzelne von uns werden es eventuell annehmen, weil ihnen die Novembersession noch in den Knochen sitzt, in der man an vielen Orten schmerzhaft sparen musste.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp-CVP-Fraktion wird dem Postulat zustimmen. Ich glaube, Hans Rösti hat vorhin die Argumente dafür gleich selber geliefert. Wir müssen doch hier ganz genau hinschauen. Wir spüren aus Hans Röstis Votum irgendwie eine Angst heraus, das Ganze könnte nicht wirtschaftlich sein. Lassen wir das doch anschauen, und wenn es wirtschaftlich ist, wird es gebaut. Es mach sicher keinen Sinn, dies künstlich zurückzustellen, das ist für uns ganz klar. Und es ist auch wichtig, den Tourismus im Oberland zu fördern. Das sagt sogar ein Emmentaler, selbstverständlich ist das auch für uns wichtig. Aber es wäre völlig falsch, wenn man jetzt einfach nur um den Tourismus zu fördern sagt, man winke das jetzt durch, während man sonst überall erst einmal die Bremse betätigt und alles dreimal prüft. Die glp-CVP-Fraktion bittet Sie daher, das Postulat anzunehmen.

Peter Eberhart, Erlenbach i. S. (PBD). Mir ist schleierhaft, was das Postulat überhaupt bewirken will. Die Abklärungen bezüglich Wirtschaftlichkeit laufen bereits. Das muss also nicht neu gefordert werden; diese Abklärungen laufen. Für mich ist es absolut richtig, dass man diese Abklärungen trifft. Gleichwohl wird es irgendeinen Grund geben, weshalb das Postulat eingereicht wurde. Deshalb bitte ich die Baudirektorin, folgende zwei Fragen zu beantworten. Unterstützt diese touristische Ergänzung nicht auch die normale Bahninfrastruktur und hilft sie nicht unter Umständen auch mit, dass es für das Simmental keine Busverbindung braucht? Das ist das eine, und die zweite Frage lautet: Was bedeutet eigentlich die Annahme dieses Postulats? Was macht die Baudirektorin damit? Wird damit überhaupt etwas Neues bewirkt, oder wäre es absolut auch ohne dies gegangen? Braucht es das überhaupt?
Noch eine letzte Anmerkung: Sollte die Überweisung des Postulats dazu führen, dass man das ganze Projekt abbläst und sagt, der Grosse Rat habe dem Postulat zugestimmt und jetzt werde das Projekt beerdigt, dann hätten Sie damit ein Bahninfrastrukturprojekt beerdigt, ohne dass wir überhaupt Fakten gesehen hätten. Liebe Kolleginnen und Kollegen, einen solchen Entscheid zu treffen ohne die Faktenlage zu kennen, das wäre schon fast ein wenig skandalös.

Enea Martinelli, Matten b. I. (PBD). Was mich an dem Postulat ganz grundsätzlich stört, ist, dass Punkt zwei das Resultat vorwegnimmt. Die Wirtschaftlichkeitsprüfung soll ergeben, ob man das Projekt macht oder nicht, und Punkt zwei sagt, was das Resultat sein wird. Das ist kein neues Projekt, es ist sehr alt. Man hatte lange darüber gesprochen, zwischen Zweisimmen und Interlaken eine dritte Schiene zu ziehen. Man hat also schon sehr lange über das Projekt diskutiert. Dann kam man zum Schluss, dass eine dritte Schiene eben nicht tragfähig wäre. Für mich ist logisch, dass man die Wirtschaftlichkeit prüft. Das ist eine selbstverständliche Forderung, deshalb braucht es das Postulat eigentlich nicht. Aber um das Gesicht zu wahren könnte man sagen, Punkt eins kann als Postulat überweisen werden. Das kann man prüfen. Ich verlange demnach punktweise Abstimmung und werde Punkt zwei selbstverständlich ablehnen.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Ich bin in verschiedenen Funktionen im Tourismus tätig, deshalb kann ich das nicht einfach so stehen lassen. Das Projekt, von dem wir sprechen, ist sehr innovativ, und in Zukunft wird der Tourismus im Kanton Bern innovative Projekte benötigen. Ich nehme nicht Stellung zur Wirtschaftlichkeit. Wenn man so viel Geld in ein Projekt investiert, so gehe ich davon aus, dass man die Wirtschaftlichkeit prüft. Dazu muss ich nichts sagen. Das Projekt ist aber eine Investition in die Region; und zwar in die Stärke der Region. Die Region Berner Oberland ist im Tourismus tätig, das ist ihre Stärke, dort hat sie ihre Kernkompetenzen. In diese müssen wir investieren, dann bringen wir den Kanton weiter.
Die Umspuranlage macht nur einen ganz kleinen Teil der Investitionen aus, die getätigt werden sollen. Die anderen Investitionen werden trotzdem getätigt.
72 Prozent der Gäste, die nach Interlaken kommen, reisen mit dem Zug dorthin. Das muss man einfach wissen. Der öffentliche Verkehr und insbesondere der Schienenverkehr ist europäisch gesehen eine Attraktion und bringt dem Kanton Wertschöpfung. Sie werden das in einem späteren Geschäft in dieser Session noch sehen, bei den Investitionen, die wir in den Tourismus machen wollen. Sämtliche Touristiker im Berner Oberland sind sich einig, dass wir das Projekt durchziehen müssen. Es ist unverständlich, dass ein Postulat gegen dieses innovative Projekt eingereicht wird. Auch der gesamte Gemeinderat von Zweisimmen steht hinter dem Projekt und ist der Meinung, man müsse hier unbedingt einen Schritt vorwärts machen. Ich bitte Sie deshalb im Sinne der Tourismusregion Berner Oberland, das Postulat abzulehnen, damit das Projekt umgesetzt werden kann.

Le président. Nun gehen wir wie folgt vor: Hans Rösti möchte noch etwas zu Herrn Grimm sagen. Danach unterbrechen wir die Debatte und fahren morgen fort. *(S'adressant à Madame Küng:)* – Bis dahin hast du dich dann wieder etwas abgekühlt, Bethli *(hilarité)*. Frau Baudirektorin Egger würde noch fünf Minuten benötigen, daher beraten wir das Geschäft morgen zu Ende. *(Madame Küng manifeste son mécontentement de devoir attendre le lendemain pour prendre la parole.)* Es tut mir leid, aber die Zeit reicht nicht mehr, denn es ist bereits halb fünf Uhr. Hans Rösti wird nur noch kurz Herrn Grimm antworten.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Ich brauche nur eine Minute. Christoph Grimm hatte den Eindruck, ich hätte Angst, das Projekt sei nicht wirtschaftlich. Ein ÖV-Projekt ist meiner Auffassung nach eben nie wirtschaftlich. Ich sagte, es sei ein Verkaufsschlager, wenn wir die Umspuranlage bauen, denn dann erzielen wir ganz sicher eine Frequenzsteigerung. Wenn das als wirtschaftlich angesehen wird, dann ist das Projekt wirtschaftlich. Deshalb sollte man das Projekt nicht um Jahre hinausschieben.

Le président. Gut, morgen wird sich Bethli Küng noch dazu äussern können, anschliessend der Postulant und dann die Baudirektorin. Doch zuallererst werden wir morgen um neun Uhr die drei Ordnungsanträge diskutieren. Danach fahren wir fort mit den BVE-Geschäften. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 32.

La rédactrice:
Claudine Blum (d)

Mardi 18 mars 2014, 9 heures – 11 heures 45

Deuxième séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 155 députés. Excusés : Brönnimann Thomas, Häsler Christine, Meyer Markus, Siegenthaler Heinz, Spring Ueli

Le président. Guten Morgen, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Die Präsenz ist gut, die Ruhe muss noch etwas besser werden. *(Le président agite sa cloche.)* Wir beginnen mit den Ordnungsanträgen. Nach der heute noch geltenden Bestimmung entscheidet das Büro auf Antrag des Regierungsrats über die Dringlichkeitserklärung von Vorstössen. Dringlich erklärte Vorstösse werden noch in der gleichen oder in der nächsten Session behandelt. Mit den Ordnungsanträgen wird heute also einzig darüber entschieden, ob die Vorstösse noch in der aktuellen Session zur Sprache kommen, sollte das Büro sie am Donnerstag für dringlich erklären. Wir führen also keine Diskussion über die Vorstösse als solche, sondern lediglich über den Behandlungszeitpunkt. Denken Sie bei Ihren Voten bitte daran. Wir führen zwei Debatten: zunächst eine Debatte über den Ordnungsantrag Aebersold zur PUK und anschliessend eine gemeinsame Debatte über die Ordnungsanträge Bhend und Sancar. Die Regierung hätte die Möglichkeit, ebenfalls Stellung zu nehmen, wird aber darauf verzichten.

Motion d'ordre

Proposition Aebersold (Berne, PS)
La motion urgente déposée sous le titre de « Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts ? – Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP » sera inscrite au programme de la session de mars 2014.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Es ist ein ernstes und wichtiges Thema, über das wir heute diskutieren – nicht inhaltlich, das möchte ich auch noch einmal betonen: Wir sprechen heute lediglich darüber, ob unsere Motion «Steuerveranlagungspraxis der Berner Steuerverwaltung – Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission PUK» noch in dieser Session traktandiert wird. Es geht um die Frage, ob der Grosse Rat in dieser Session über die Einsetzung einer PUK befindet. Man kann sich nun fragen, warum die Motion dringlich sein soll und weshalb der Antrag gestellt wird, den Entscheid in der Märzsession zu fällen. Das möchte ich im Folgenden kurz erläutern. Ich rufe noch einmal den Ablauf in Erinnerung und alles, was in den letzten paar Wochen passiert ist. Es geht nicht um eine Geschichte, die ein halbes Jahr alt ist, sondern um eine Geschichte, die Ende Januar von der «Rundschau» lanciert wurde: die ganze Thematik um die Offshore-Gesellschaften der Ammann-Gruppe Langenthal. Am Donnerstag, 30. Januar, titelte der «Bund»: «Steuerverwaltung des Kantons Bern überprüft Amman-Gruppe.» Dort konnte man lesen, dass es um Riesenbeträge geht, um eine Viertelmilliarde, die in Jersey parkiert worden war, und zwar steuerfrei. Die Steuerverwaltung kommunizierte sehr rasch und zu Recht, dass sie diese Frage intern abklären wolle. Bereits am 7. Februar publizierte der Kanton eine Medienmitteilung, und die Finanzdirektion von Frau Simon kündete an, sie unterbreite der FIKO des Grossen Rats als politischem Aufsichtsorgan einen konkreten Antrag für eine unabhängige Überprüfung. Diese beiden Punkte sind für uns relevant: die FIKO als Aufsichtsorgan und eine unabhängige Prüfung, und zwar unter Einbezug der eidgenössischen Steuerverwaltung, die – wie zumindest die Mitglieder der FIKO wissen – die Aufsichtspflicht über die Kantone hat.
So weit, so gut. Auch am 13. Februar war es noch gut, als eine Sondersitzung der FIKO stattfand, an der diese Fragen diskutiert wurden. Sie kam zu keinem abschliessenden Ergebnis. All diese Daten kann man aus Medienmitteilungen und Presseartikeln heraussuchen. Am 19. Februar 2014 – das ist noch nicht so lange her – lehnte die FIKO den Antrag der FIN auf eine unabhängige Untersuchung ab. Sie gab zwar eine Sonderprüfung durch die kantonale Finanzkontrolle in Auftrag, erklärte jedoch, aus ihrer Sicht bestünden keine relevanten Hinweise auf ein rechtswidriges Verhalten der Ammann-Gruppe. Sie hat ebenfalls entschieden, dass nur die aktuelle Steuerpraxis überprüft werden soll. Das ist ein weiterer Schwachpunkt. Man kann sagen, das sei der Turnaround gewesen – der Turnaround in einem höchst negativen Sinn. Man beschloss, wegzuschauen und die Vergangenheit nicht zu untersuchen. Das ist unverständlich, wenn man beispielsweise am 6. Februar im «Echo der Zeit» Experten zuhörte, die sich zu dieser Steuerpraxis äusserten. Sie hielten fest, dass es bereits heute rechtlich Mittel gibt, um solche Konstrukte nicht zu erlauben. Sie haben von «Komplizenschaft zwischen Steuerverwaltungen und Unternehmungen» gesprochen.
Meine Damen und Herren, die Berner Bevölkerung lässt sich auf diese Weise nicht abspeisen. Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion lässt sich so nicht abspeisen. Es muss nun rasch Klarheit über die Fakten geschaffen werden, darüber, was Praxis und rechtens war und was nicht. Es geht auch um eine Ungleichbehandlung eines kleinen KMU und der Bürgerinnen und Bürger, von denen man erwartet, dass sie nach ihren Möglichkeiten besteuert werden. Bei ihnen wird das auch durchgesetzt, während hier solche Beträge einfach am Fiskus vorbei irgendwo abgelegt werden. Damit sind wir nicht einverstanden. Der Topf ist am Kochen, meine Damen und Herren. Ausbaden geht nicht. Sie können diesen Ordnungsantrag nun mit Ihren Mehrheiten ablehnen: Die Geschichte ist nicht erledigt. Ich fordere Sie dringend auf, jetzt den Grundsatzentscheid zu fällen, die Motion in dieser Session zu behandeln. Mauern und Abblocken geht nicht. Wir wollen Klarheit; die Bernerinnen und Berner wollen Klarheit: deshalb dieser Ordnungsantrag, deshalb diese Motion. Wir sind der Meinung, die Wichtigkeit sei hier gegeben, um in einem zweiten Schritt eine PUK einzusetzen.

Le président. Ich wiederhole: Wir führen eine Debatte über den Behandlungszeitpunkt der Motion und nicht über ihren

Inhalt. Bitte denken Sie daran. Ich gebe dem Präsidenten der FIKO das Wort.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Dieser Ordnungsantrag will Einfluss nehmen auf Geschäfte, die im Moment in der FIKO am Laufen sind. Es kam in letzter Zeit etwas oft zu Indiskretionen bezüglich der Arbeit der Aufsichtskommissionen und der Finanzkontrolle. In der Zeitung konnte man über vertrauliche Dokumente lesen – Dokumente, die nur den Aufsichtskommissionen, der Verwaltung und der Regierung zugestellt worden waren. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, es kann nicht sein, dass die Kommissionen und die Finanzkontrolle Dinge über die Medien austragen müssen, die vertraulich sind, deren Hintergründe nicht auf dem Tisch liegen und über die man nicht sprechen sollte. In diesem Ordnungsantrag geht es um ein Geschäft, das in der Finanzkommission noch in Behandlung ist. Michael Aebersold hat einen Abriss der Daten gegeben. Wir befinden uns jedoch noch in der Phase der Abklärungen; wir haben nicht gesagt, wir würden nichts unternehmen. Die Finanzkommission hat kommuniziert, dass sie eine Sonderprüfung in Auftrag geben will. Wir sind dabei, diesen Auftrag zu definieren. Wir sind auch da auf Vertraulichkeit angewiesen, da Dinge in Abklärung sind, die wir hier im Moment noch nicht kundtun. Ich bitte den Rat, diesen Ordnungsantrag abzulehnen, damit die FIKO ihre Arbeit weiterführen kann. Wir benötigen kein Parallelorgan, das an der FIKO vorbei noch Sachen abklärt.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Es ist legitim, dass kurz vor den Wahlen jede Fraktion oder jede Partei sämtliche Möglichkeiten auszuschöpfen versucht, um sich im Wahlkampf noch etwas zu positionieren, und allenfalls ein Thema kurzfristig noch rasch aufs Tapet bringt – aktuell im Parlament –, das im Wahlkampf relevant sein könnte. Wir erachten es aber nicht als wahnsinnig seriös, mit einer eiligst eingereichten dringlichen Motion, die man auch noch gleich in der aktuellen Session behandeln lassen will, eine PUK einsetzen zu wollen. Ich nehme zum eigentlichen Ordnungsantrag wie folgt Stellung: Ich bitte den Rat, diesen Ordnungsantrag, der eine Behandlung der Motion noch in dieser Session zur Folge haben sollte, abzulehnen. Es wurde bereits erwähnt, dass die Finanzkommission des Grossen Rats als dasjenige Organ, das die Fragen rund um diese Causa bearbeitet, momentan damit beschäftigt ist. Es wird noch früh genug entschieden werden, wie wir weiterfahren wollen und welche Konsequenzen wir allenfalls ziehen wollen, wenn die Abklärungen der FIKO vorliegen. Jetzt kurz vor den Wahlen und vor allem auch in dieser Session diesen Vorstoss zu behandeln, erachten wir definitiv nicht als wahnsinnig sinnvoll und auch nicht als politisch seriös. Wir bitten den Rat deshalb, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Der Ratspräsident sagte vorhin, wir sollten keine inhaltliche Debatte führen. Was sein Parteikollege Michael Aebersold gemacht hat, ist aber genau das: Er hat eine inhaltliche Debatte geführt. Das ist nicht das, was bei einem Ordnungsantrag getan werden muss. Da er es nun getan hat, muss ich vielleicht ebenfalls das eine oder andere zum Inhalt sagen, obwohl es nicht das ist, was ich hier sagen wollte. Es wurde gesagt, dass es die Aufsichtskommissionen gibt, die ihre Arbeit verrichten. Die FIKO ist dabei, ihre Arbeit zu machen. Es bringt gar nichts, nun mit einem hyperdringlichen Vorstoss zu übersteuern. Die FIKO hat die nötigen Schritte eingeleitet. Tut bitte nicht so, als ob man nichts mache. Was ihr hier macht, ist reines Wahlkampfgetöse. Überlegt euch, was es gegen aussen bedeutet, wenn man dieses Wahlkampfgetöse vollführt. Überlegt euch, wie man damit bei den Unternehmungen ankommt, deren rechtskräftige Steuerveranlagungen man nun mit politischen Massnahmen infrage zu stellen versucht. Welches Zeichen geben wir als Kanton, wenn wir gegenüber Unternehmungen, die im Kanton Arbeitsplätze schaffen, nun so vorgehen, wie ihr es tun wollt? Wie soll man gegen aussen noch glauben, dass sich die SP für Arbeitsplätze und für Unternehmungen, die Arbeitsplätze schaffen, einsetzt, wenn sie mit solch billigem Wahlkampfgetöse das Vertrauen in den Kanton infrage stellt?
Noch zum Demokratieverständnis der SP: Wo ist das eigentlich? Wenn die FIKO in ihrer Mehrheit eine Entscheidung gegen den Willen der SP trifft, muss die SP nachher nicht daherkommen und versuchen, mit einer PUK die FIKO zu übersteuern; das geht nicht. Auch demokratiepolitisch ist dieses Vorgehen absolut fragwürdig. Die Begründung für die Hyperdringlichkeit der Motion und für ihre Behandlung in dieser Session ist in keiner Weise stichhaltig. Michael Aebersold sagte vorhin zum Schluss, der Topf sei am Kochen. Klar, wenn ihn die SP auf allen Ebenen am Kochen hält, dann bleibt er am Kochen. Sie sorgt dafür, dass er am Kochen bleibt, auch wenn am Schluss vermutlich nicht viel dahintersteckt. Sie versucht es auf eidgenössischer wie auch kantonaler Ebene. Ich bitte den Rat, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Ich ging leider nie in die Kochschule, deshalb will ich hier nicht weiterkochen. Für die EDU-Fraktion liegen schlicht und einfach keine Gründe vor, um dem Antrag stattzugeben und die Motion dringlich zu behandeln. Wenn es Zeit ist, kommt sie in den Rat; das ist keine Frage. Dann wird sie inhaltlich diskutiert werden. Im Moment einfach so viel: Wir sehen die Dringlichkeit nicht und lehnen den Ordnungsantrag ab. Übrigens auch die beiden anderen, denn dort geht es um dasselbe. Wir sehen da keinen Grund zur Panik. Von daher ist für uns der Fall klar: Alle drei Anträge lehnen wir ab.

Adrian Haas, Berne (PLR). Mit diesem Antrag kommt nun doch noch etwas Wahlkampfstimmung auf. Auch wir sind selbstverständlich für Ablehnung. Die FIKO ist damit befasst, es wäre ein laufendes Verfahren. Eine PUK liesse sich auch inhaltlich nicht rechtfertigen: Es gibt keine Anhaltspunkte für irgendwelches rechtswidriges Verhalten, weder bei den Unternehmen noch bei der Steuerverwaltung. Denken Sie daran: Wir würden damit das fatale Zeichen an unsere Unternehmen senden, dass sie sich nicht mehr auf die Rulings mit der Steuerverwaltung verlassen können, weil die Politik versucht, diese Vereinbarungen nachträglich abzuschiessen. Das wäre ein sehr negatives Zeichen für den Wirtschaftsstandort und damit auch für die Arbeitsplätze. Ebenso wenig verstehe ich, weshalb nun plötzlich die Steuerverwaltung unter Beschuss geraten soll. Es sind

Leute, die ihre Arbeit in Ordnung ausführen. Gerade die SP, die sich sonst ein wenig für das Personal einsetzen will, reicht nun einen Personalanschwärzungsvorstoss ein. Das verstehe ich nicht – das heisst: Ich verstehe es durchaus, weil es um Wahlkampf geht. Aber es ist nur Wahlkampf. Es wäre ein trübes Kapitel, wenn man diesem Antrag zustimmen würde.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp-CVP-Fraktion ist etwas befremdet über das Vorgehen der SP. Das Geschäft ist in der FIKO und wird dort behandelt. Ich möchte Stellung nehmen zum Antrag bezüglich Superdringlichkeit. Auch die ganze Argumentationskette von Grossrat Aebersold zu dieser Superdringlichkeit ist im Grunde genommen ein Hickhack. Die SP will nicht die aktuellen, sondern die bereits rechtskräftigen, abgesegneten Steuererklärungen prüfen. Da ist Superdringlichkeit überhaupt nicht am Platz. Vielmehr kann man gut noch ein bis zwei Jahre warten. Diese Veranlagungen bleiben nach wie vor rechtskräftig. Eine Superdringlichkeit ist da überhaupt nicht am Platz. Ein anderer Punkt ist die PUK, die man zu einem Zeitpunkt einsetzen will, da es im Parlament zu grossen Wechseln kommt: Auch das ist eine gewisse Zwängerei und ein «Töipele». Ich verorte das auch in der Wahlkampfecke. Mehr ist es nicht. Wenn wir hinsichtlich dieser Steuerpraxis etwas unternehmen wollen und in das für die Normalbevölkerung teilweise wohl wirklich obskure Geschäft der Rulings und der Offshore-Gesellschaften, die man nicht verstehen kann, Licht bringen wollen, müssen wir mit Bedacht vorgehen und nicht mit einer solchen Nacht-und Nebel-Aktion, wie sie nun die SP vom Zaun reissen will. Sie will mit Übereifer in das Wespennest stechen. Wir müssen mit Bedacht versuchen, Transparenz zu schaffen, wenn wir die Firmen, die viel Geld in den Kanton bringen, bei der Stange halten wollen. Einen letzten Punkt möchte ich ebenfalls noch anbringen: Wir haben es uns ein bisschen zur Gewohnheit gemacht, superdringliche Motionen reindrücken zu wollen. Damit haben die Bürgerlichen angefangen. Das goutiere ich absolut nicht. Nun kopieren es die Linken. Wir haben ein Büro, das die Dringlichkeit prüft. Ich bitte den Rat, die Regeln, die er sich selbst gegeben hat, weiterhin zu befolgen. Die glp-CVP-Fraktion lehnt diese Hauruckübung ab; die Superdringlichkeit ist nicht gegeben.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich muss gleich offenlegen, dass ich in alle Richtungen relativ viele Differenzen zu meinen Vorrednerinnen und Vorrednern habe. Für die Grünen ist klar, dass die Auseinandersetzungen rund um die Steuerpraxis allemal das Potenzial für eine parlamentarische Untersuchungskommission haben. Wir haben nicht nur gesetzliche Vorgaben, die selbstverständlich einzuhalten sind, sondern ebenso bundesgerichtliche Entscheide, die relativ klar vorgeben, wie die Gesetzespraxis umgesetzt werden soll. Das ist einmal das Erste. Zum Zweiten stelle ich fest, dass Verlautbarungen sowohl von Politikerinnen und Politikern wie auch von Professionellen auf der Steuerverwaltung und so weiter bei mir doch einige Alarmglocken zum Läuten brachten. Ich finde es problematisch, wenn man schon im Vorfeld gewissermassen potenziell unsaubere Steuerpraxen auf eine relativ leichtfertige Art und Weise rechtfertigt, bevor sie überhaupt überprüft wurden. Das zeigt zumindest auf, dass man da hinschauen muss. Von daher muss ich sagen, dass das Potenzial für eine PUK vorhanden ist.
Es stellt sich allerdings die Frage, ob man das jetzt machen muss. Da komme ich klar zum Schluss, das müsse man jetzt nicht machen. Im Kanton Bern haben wir die Finanzkommission, die diese Geschichte angepackt hat und gemeinsam mit der Finanzkontrolle diese Untersuchung führen will. Es war für mich ein wichtig, dass die Finanzkommission diesen Schritt beschlossen hat. Ob diese Untersuchung zum Ziel führen wird, kann ich heute nicht beantworten. Die FIKO wird darauf angewiesen sein, dass ihre Partner, insbesondere die Finanzkontrolle, diese Untersuchung durchführen können. Das wird an die Bedingung geknüpft ein, dass die Finanzkontrolle Zugang zu den relevanten Daten erhält. Wenn das so ist, gibt es unter Umständen eine taugliche Untersuchung, sonst jedoch nicht. Sollte dies nicht der Fall sein, könnte man immer noch über eine PUK debattieren. Aber heute ist das nicht der Fall. Von daher ist für die Grünen klar, dass sie diesen Ordnungsantrag ablehnen werden. Die Dringlichkeit, die vorgeschoben wird, existiert derzeit nicht. Man sollt der FIKO nun erlauben, die Untersuchung durchzuführen. Unter Umständen ergibt es sich oder eben nicht. Das können wir heute nicht entscheiden.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Auch für die EVP ist klar, dass das Aufsichtsorgan in dieser Sache eigentlich deklariert ist. Es sind dies die Finanzkontrolle und die Finanzkommission. Beide Gremien haben sich der Sache angenommen und arbeiten daran. Es liegt kein Verzicht auf weitere Abklärungen vor, wie uns die Begründung des Antrags suggerieren will. Es wäre also gut möglich, die Abklärungspunkte, die in der Motion aufgeführt sind, bei den genannten Gremien einzubringen und abklären zu lassen. Damit könnte man auch den ordentlichen Weg gehen. Auch die EVP hat ein grosses Interesse daran, dass im Kanton Bern eine Veranlagungspraxis geführt wird, die dem Willen des Gesetzes entspricht. Der Mehrnutzen einer PUK ist jedoch zum heutigen Zeitpunkt nicht gegeben. Diese Forderung ist vielmehr ein Misstrauensvotum gegenüber den bestehenden Organen, eben der FIKO und der FK. Der Zeitpunkt für eine PUK ist erst dann gekommen, wenn die ordentlichen Organe versagen. Und von einem Versagen kann man hier mit Sicherheit noch nicht sprechen. Für die EVP besteht deshalb keine Dringlichkeit für ein Eingreifen. Wir kommen zu einem solideren und verlässlicheren Ergebnis, wenn wir diese Organe nun arbeiten lassen. Die EVP lehnt deshalb den Ordnungsantrag für eine Traktandierung in der aktuellen Session ab. Es entsteht kein Schaden, wenn wir erst in der nächsten Session aufgrund des Arbeitsfortschritts der Organe darüber entscheiden, ob eine PUK als ausserordentliches Organ nötig ist.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Die medial hochkochenden Emotionen um Steuereinschätzungen von bernischen Unternehmen sollten uns nicht davon abhalten, einen klaren Kopf zu behalten. Wir haben ordentliche Instrumente, mit denen wir vorgehen können. Am 1. Februar habe ich eine Interpellation zum Thema «Wie viel Steuersubstrat verlor der Kanton Bern?» eingereicht. Als klar wurde, dass man wahrscheinlich eine Zweitmeinung haben muss, habe

ich am 7. Februar eine Motion zum Thema «Grundlagen der Steuerumgehungsgeschäfte von Firmen im Kanton Bern» eingereicht. Damit sind aus meiner Sicht die wesentlichen Fragen gestellt. Bei der FIKO sind sie altbekannt. Ich bin der Meinung, dass man die FIKO nun arbeiten lassen und die Antworten der Regierung auf die Interpellation und die Motion abwarten soll. Wenn man damit nicht zufrieden ist, kann man immer noch weitergehen. Im Moment sollte man normal weiterarbeiten und dann die Resultate anschauen. Eine PUK braucht es dafür nicht.

Vote (motion d'ordre Aebersold, PS)

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	33
Non	111
Abstentions	5

Le président. Der Rat hat den Ordnungsantrag abgelehnt.

Motions d'ordre

Proposition PS (Bhend, Steffisbourg)
La motion urgente « Arrêt immédiat des économies dans le domaine des soins, de l'école obligatoire et du handicap » sera traitée à la session de mars 2014.

Proposition Sancar (Les Verts, Berne)
La motion urgente « Renoncer à une partie des coupes décidées dans le cadre de l'EOS » sera traitée à la session de mars 2014.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich bitte die Ratsmitglieder, meinen Ordnungsantrag nicht als Wahlkampf abzutun. Was die Superdringlichkeit betrifft, wäre sie bei einer Motion, die in den Vollzug eingreifen will, wenigstens gegeben. Ich möchte auf Folgendes hinweisen: Im November hatten wir uns hier versammelt vor dem Hintergrund eines klaffenden Lochs und einer schwierigen Finanzlage. Wir rauften uns zusammen und trafen Sparmassnahmen im Umfang von 225 Mio. Franken. Bestritten waren von diesen 225 Mio. Franken gar nicht so viele. Man hatte durchaus ein Resultat. Ein ganz kleines Paket davon – je nachdem, wie man es betrachtet, zwischen 30 und 60 Mio. Franken – waren bestritten. Ungefähr 10 Mio. Franken davon möchte ich nun herausbrechen und im Vollzug wieder ändern. Sie betreffen die heftigsten, schmerzhaftesten Sachen. Ich appelliere ein wenig an Ihr Herz. Ich habe das Gefühl, dass es Sinn machen würde, wenn man das in dieser Session beschliesst, falls man es wirklich will. Damit hätte es eine Wirkung. Würde man erst im Juni darüber befinden, wären zwei Drittel des Jahres vorbei, und die Wirkung wäre nur noch gering. Man kann unterschiedlicher Meinung sein bezüglich des Inhalts der Motion. Aber man sollte sie in dieser Session behandeln, wenn sie eine Wirkung haben soll, und nicht erst im Juni. Im Gegensatz zur Argumentation zum vorherigen Ordnungsantrag ist hier eine andere Argumentationslage vorhanden. Es sind andere Gründe, weshalb man es wirklich jetzt beschliessen sollte und nicht erst später. Ich bitte den Rat, dem Ordnungsantrag zuzustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Im Herbst 2013 gingen wir bei der Budgetbehandlung von der Annahme eines Budgetdefizits von 170 Mio. Franken und nahmen in verschiedenen Bereichen zahlreiche Kürzungen vor. Diese Kürzungen haben massive Auswirkungen auf verschiedene Gruppen von Betroffenen und werden uns langfristig teuer zu stehen kommen. Die Jahresrechnung des Kantons hat nun überraschend einen Überschuss von 157 Mio. Franken ergeben. Wenn sich die Diagnose ändert, muss die Behandlung entsprechend angepasst werden. Um auf einen Teil der vorgesehenen Kürzungen im Rahmen der ASP zu verzichten, habe ich eine dringliche Motion eingereicht. Damit auf diesen Teil der Kürzungen bereits 2014 verzichtet werden kann, ist es nötig, diese Motion in der Märzsession zu behandeln. Würde sie erst in der Junisession behandelt und angenommen, wäre es für die Umsetzung im Jahr 2014 zu spät. Da die Sparmassnahmen vom Rat in seiner jetzigen Zusammensetzung veranlasst wurden, sollte auch diese Ratszusammensetzung über meine Motion entscheiden. Ich bitte den Rat um Unterstützung, damit die dringliche Motion noch in der Märzsession behandelt werden kann.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Vorerst bitte ich das Büro, die rechtliche Zulässigkeit der dringlichen Motionen zu überprüfen. Ich bin nicht sicher, ob man auf diesem Weg einen Grossratsentscheid einfach aufheben kann. Zum anderen muss ich sagen, dass ich über das finanzpolitische Verständnis der SP und der Grünen staune, sofern denn die ganzen Fraktionen dahinterstehen. Mit Ach und Krach konnten wir im November ein Budget für das Jahr 2014 bewerkstelligen. Einige Wochen später stellten wir fest, dass die Nationalbank einen erheblichen Betrag ihrer Ausschüttungen nicht auszahlt; der Kanton Bern muss einen entsprechenden Betrag streichen. Letzte Woche vernahmen wir, dass der eidgenössische Finanzausgleich überarbeitet wird und dass der Kanton Bern mit hoher Wahrscheinlichkeit weitere 80 Mio. Franken nicht erhalten wird. Vor diesem Hintergrund und angesichts unserer generellen Finanzsituation verstehe ich diese Vorstösse einfach nicht. Zudem habe ich den Eindruck, dass die beiden Fraktionen auch schlechte Verlierer sind und nun kurz vor den Wahlen die Trommel schlagen, um irgendwie Lärm zu machen. Ich bitte den Rat im Namen der BDP, beide Ordnungsanträge abzulehnen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Sie haben es gehört: Wir haben im November im Grossen Rat hart gerungen. Beide Seiten mussten Zugeständnisse machen – auch wir. Das ASP-Paket enthielt auch Mehreinnahmen. Es ist unverantwortlich, die Spardebatte nun wieder aufzurollen. Sie haben es von Dieter Widmer soeben gehört: Der Kantonshaushalt ist noch längst nicht saniert. Wir brauchen die nachhaltigen Massnahmen. Was wir sicher nicht brauchen, ist ein Rückgängigmachen der beschlossenen Massnahmen. Haben die SP und die Grünen gemerkt, dass das Nationalbankgeld nicht kommt – 80 Mio. Franken? Habt ihr gemerkt, dass Regierungsrat Perrenoud nach dem Beschluss des Budgets festgestellt hat, dass er Mehrausgaben von 60 Mio. Franken nicht budgetiert hatte? Habt ihr gehört, dass das FILAG überarbeitet wird und von dort wahrscheinlich weniger Geld an den Kanton fliessen wird, als man gerechnet hat? Damit ist noch gar nicht klar, dass das

Budget 2014 so ausfällt, wie es ist. Im Moment haben wir bekanntlich ein rotes Budget, wenn man es richtig anschaut. Vielleicht wisst ihr noch, dass wir 2012 ein Defizit hatten, das auch noch nicht kompensiert ist. Es wäre vielleicht gar nicht so schlecht, wenn man dort ebenfalls vorwärtsmachen würde. Vor diesem Hintergrund die Kürzungsmassnahmen rückgängig machen zu wollen, ist schlicht unverantwortlich und populistisch. Offensichtlich haben die linken und die grünen Parteien das Ziel, das sie mit dem Kanton haben, nicht vergessen: nämlich Steuererhöhungen vorzunehmen und den Kanton Bern definitiv ins Offside zu stellen. Ich bitte den Rat, beide Ordnungsanträge abzulehnen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Nach dem überraschend guten Ergebnis der Jahresrechnung 2013 liegen nun die beiden Motionen auf dem Tisch, die einen Verzicht auf ASP-Massnahmen fordern. Mit dem Ordnungsantrag müssen wir bestimmen, ob wir in dieser Session darüber befinden wollen oder später. Nach der reflexartigen Verzichtsforderung der linken Seite ohne Rücksicht auf die strukturellen Bedingungen der Kantonsfinanzen folgt von der rechten Seite das ebenso reflexartige Nein, weil es darum geht, den Freiraum für Privilegien bei Handänderungs- und anderen Steuererleichterungen zu erhalten. Für die EVP ist klar, dass unter dem Eindruck einer falschen Finanzprognose im November in der ASP teilweise überdrehte Massnahmen beschlossen wurden. Wir erwarten klar, dass in Zukunft vor derart wichtigen Debatten dem Parlament konsolidierte und aktuelle Informationen unterbreitet werden. Deshalb schlägt die EVP eine differenzierte Betrachtung und einen dritten Weg vor. Dieser dritte Weg sieht wie folgt aus: Prinzipiell richtige, aber unter dem Eindruck von falschen Finanzprognosen überdrehte ASP-Massnahmen sollen nun mit Weitsicht und mit mehr Geduld umgesetzt werden. Dazu zählen wir besonders die Steuerung der Klassengrössen, die Zusammenarbeit von Kirche und Staat sowie den Umbau bei der Finanzierung der Behinderteninstitutionen. Die jeweiligen Entscheide sind nicht zifferngenau umzusetzen, vielmehr ist das beschlossene Prinzip umsichtig und ohne zerstörerische Effekte anzuwenden. Damit dieser dritte Weg eingeschlagen werden kann, müssen wir noch in dieser Session über diese Motionen diskutieren. Auf diese Weise ist es möglich, differenziert zu bestimmen, wo unter dem Eindruck der aktuellen Ergebnisse Geduld gefragt ist und wo der zerstörerische Effekt gewisser Massnahmen eliminiert werden kann. Die EVP ist nicht bereit, auf eine Defizitkompensation oder einen Schuldenrückbau zu verzichten, und erst recht nicht, jetzt auf Kosten der Schwächsten Privilegien der Begüterten zu erhalten. Die EVP ist aber bereit, noch einmal darüber zu diskutieren, und stimmt den Ordnungsanträgen zu.

Adrian Haas, Berne (PLR). Zuerst ein Wort zu Hans Kipfer: Diesen differenzierten Weg haben wir bereits in der Debatte im November aufgezeigt und beschlossen, indem wir bei den Behinderten weniger kürzten und bei den Schulen eine differenzierte Planungserklärung abgaben, die von Herrn Pulver offenbar auch beachtet wird. Auch diese Anträge sind Wahlkampf. Das ist zwar nicht verboten, aber wirklich schlau ist es auch nicht. Es wäre endlich an der Zeit, sich in der Finanzpolitik vom Hüst und Hott zu verabschieden und zu einer nachhaltigen Vorgehensweise überzugehen. Natürlich sieht die Rechnung 2013 besser aus als erwartet. Das heisst jedoch nicht, dass man deswegen vom eingeschlagenen Sanierungskurs abkommen muss. Sie alle wissen, dass wir im Kanton Bern einen finanzpolitischen Handlungsspielraum brauchen. Die Sanierung der PK steht vor der Tür, die Nationalbankgewinne kennen wir nicht, die Unternehmenssteuerreform III verlangt von uns mittelfristig, dass wir im Kanton Bern die Gewinnsteuer anpassen, um nicht Wegzüge von Firmen zu riskieren; zudem plant der Bundesrat, per 2016 dem Kanton Bern über den Finanzausgleich rund 80 Mio. Franken weniger zu geben. Das haben die Antragsteller wohl nicht gewusst, als sie ihre Ordnungsanträge einreichten. Das allein hätte schon dazu führen sollen, die Anträge zurückzuziehen. Hören Sie also auf mit diesem Hüst und Hott. Gehen wir zu einer nachhaltigen Finanzpolitik über. Verzichten wir darauf, immer wieder von einer Session zur anderen Entscheidungen umzudrehen. So kann es nicht gehen. Wir lehnen beide Ordnungsanträge ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Die SP will die Entscheide, die wir im November über die Pflege, die Schule und den Behindertenbereich gefällt hatten, rückgängig machen. Die glp-CVP-Fraktion unterstützt eine solche Zickzackpolitik nicht. Es ist schön, dass wir einen guten Jahresabschluss 2013 im Bereich von 150 Mio. Franken zur Kenntnis nehmen konnten. Aber, meine Damen und Herren, wir sind noch nicht über das Gröbste hinweg. Einer meiner Vorredner – ich glaube, es war Peter Brand – hat gesagt: Wir wissen nicht, wie viel NFA-Gelder wir erhalten werden. Man spricht von 80 Mio. Franken weniger. Wir sind nicht sicher, wie viel Geld wir von der Nationalbank bekommen. Wir haben weitere Massnahmen in der Unternehmensbesteuerung, bei denen wir gar nicht wissen, wie es weitergeht. Es gibt also einige Dinge, die unsicher sind. Wir tun deshalb gut daran, den Weg, den wir mit der ASP eingeschlagen haben, konsequent weiterzuverfolgen. Die Massnahmen, die wir im November beschlossen haben, greifen noch gar nicht. Sie greifen in diesem, im nächsten und im übernächsten Jahr. Wir werden eine Bestandsaufnahme machen müssen, wenn die ersten Massnahmen Wirkung zeigen. Nun schon im Voraus das Handtuch werfen und alles rückgängig machen sollten wir indessen nicht. Wir haben ein strukturelles Problem; wir haben eine Wirtschaftskraft von nur 83 Prozent, leisten uns jedoch ein Niveau von 100 Prozent: Diesen Gap müssen wir auf irgendeine Weise schliessen können. Daran arbeiten wir mit der ASP; wir sind daran, unsere Ausgaben in den Griff zu bekommen. Ich möchte noch Folgendes sagen: So unglücklich die Superdringlichkeit dieser Motionen jetzt auch sein mag, als genauso unglücklich betrachtet die glp-CVP-Fraktion die überwiesene Motion ASP II im Januar. Wenn wir konsequent mit der ASP, die wir jetzt beschlossen haben, weitergehen, braucht es keine ASP II. Die glp-CVP-Fraktion kann weder hinter der bürgerlichen Sparwut noch hinter der linken Verharmlosung der steigenden Ausgaben stehen. Wir wollen die ASP-Massnahmen jetzt konsequent weiterführen und sehen, wie das funktioniert. Deshalb lehnen wir die beiden Ordnungsanträge ab.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Wir diskutieren jetzt die Frage, ob es legitim sei, im Rahmen dieser Session noch einmal eine finanzpolitische Auslegeordnung zu machen und allenfalls gewisse Feinjustierungen an den Beschlüssen vom November vorzunehmen. Ich bin der Meinung, eine solche Debatte sei legitim. Wir müssen feststellen, dass sich seit dem letzten Herbst doch eine massive Veränderung der finanzpolitischen Rahmenbedingungen ergeben hat. Mitte Oktober warnte die Finanzdirektion mittels einer Medienmitteilung des Gesamtregierungsrats vor einem drohenden Defizit von 170 Mio. Franken im Jahr 2013. Es ist mir klar, dass das nicht der aktuelle Stand der Zahlen von Mitte Oktober 2013 war; es war vielmehr etwas vorher. Es war jedoch eine Aktualisierung aus der zweiten Jahreshälfte 2013. Es ist zudem wichtig zu wissen, dass der Trend, den der Regierungsrat damals aufzeichnete, der Trend einer schwarzen Null war, die wir im Budgetierungsprozess 2013 beschossen hatten: ein Negativtrend, der dazu geführt hat, dass vor einem guten halben Jahr der Regierungsrat zum Schluss kam, es drohe ein beträchtliches Defizit von 170 Mio. Franken. Im Wissen darum hat der Grosse Rat nachher die ASP-Massnahmen beschlossen – und ein halbes Jahr später stellen wir fest, dass aus dem Defizit von 170 Mio. Franken nichts wurde. Hingegen lag plötzlich ein Ertragsüberschuss von 150 Mio. Franken vor. Wir haben also eine Verbesserung der Haushaltslage von 320 Mio. Franken, und zwar nicht im Rahmen eines gesamten Planungsprozesses über zwei Jahre, sondern über sechs Monate. Das, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist erklärungsbedürftig – nicht die Zahl über den gesamten Planungsprozess, sondern die 320 Mio. Franken über sechs Monate: Das ist extrem viel.
Man hätte vielleicht noch sagen können, okay, shit happens, das kann vorkommen. Es ging dieses Mal aufgrund von Verbesserungen an der Steuerfront in die richtige Richtung. Wenn wir jedoch genau hinschauen, ist das nur die halbe Erklärung. Die andere Hälfte der Erklärung ist, dass man beträchtlich weniger Geld ausgegeben hat als budgetiert. Es gibt also einige Hinweise darauf, dass man das letzten Herbst bereits hätte wissen müssen. Das ist der eine Teil. Wir konnten nun zur Kenntnis nehmen konnten, dass wir auch beim Voranschlag 2014 besser dastehen, als man nach Abschluss der Budgetdebatte meinte, weil die Anträge bei den Investitionen Auswirkungen auf die Laufende Rechnung haben. Das ist der zweite Teil. Von daher sind wir von einer knappen schwarzen Null mittlerweile zu einem prognostizierten Ertragsüberschuss von 10 bis 11 Mio. Franken gelangt. Es ist also eine Veränderung, und vor diesem Hintergrund finde ich es legitim, diese Debatte zu führen, die mit den beiden Vorstössen vorgeschlagen wird. Die grüne Fraktion wird den beiden Ordnungsanträgen aus diesem Grund zustimmen.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Dass die Sparmassnahmen die Bevölkerung im Moment sehr beschäftigen, kann man fast täglich in den Zeitungen lesen, zum Beispiel gestern in dem Artikel über eine Klassenschliessung. Die Leute realisieren jetzt, dass da etwas passiert. Es wäre schön gewesen, wenn sie es etwas früher gemerkt hätten, bei gewissen Abstimmungen zu Steuersenkungen. Der Grund, weshalb ich nach vorne komme, ist jedoch folgender: Wenn man Herrn Perrenoud schon vorwerfen will, er habe 60 Mio. Franken nachbudgetieren müssen – was übrigens auch in andern Direktionen ein durchaus üblicher Vorgang ist –, muss man auch sagen, dass die Gesundheits- und Fürsorgedirektion mit rund 100 Mio. Franken dazu beigetragen hat, dass wir heute einen so wunderbaren Überschuss in der Jahresrechnung 2013 haben: 88 Mio. Franken bei den Spitälern und um die 20 Mio. Franken in der Psychiatrie. Seid bitte immer ehrlich und erwähnt alle Aspekte.

Mathias Tromp, Berne (PBD). Die letzten Voten haben mich nach vorn gerufen. Blaise Kropf: Wir haben keine massive Veränderung der Finanzlage. Wir haben nach wie vor ein strukturelles Problem im Kanton Bern. Wir haben im November nicht nur Sparmassnahmen beschlossen. Wir haben vielmehr Aufgaben- und Strukturüberprüfungen beschlossen. Das ist etwas anderes als Sparmassnahmen, die man rückgängig machen kann. Weil wir ein strukturelles Defizit haben, müssen wir die Sache strukturell anpacken. Die Regierung arbeitet daran, die FIKO bekommt demnächst schon die ersten Gesetze für die Abänderung; es wird vollzogen, was wir beschlossen haben. Deshalb sollten wir nun nicht in den Vollzug eingreifen. Das wäre das Falscheste, was wir machen könnten. Aus diesem Grund bitte ich den Rat, die Ordnungsanträge abzulehnen.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich habe vorhin versucht, mich möglichst sachlich zur Dringlichkeit zu äussern. Von Peter Brand lasse ich mir jedoch nicht vorwerfen, ich würde mich nicht um die Finanzen im Kanton Bern kümmern und mich der Zukunft verschliessen, was die finanzielle Situation angelangt. Wenn die letzte Hochrechnung, die wir zu sehen bekamen, mehr als 300 Mio. Franken neben dem Abschluss lag, ist das nicht nur ärgerlich und führt unter Umständen zu falschen Beschlüssen, sondern es ist auch echt unseriös. Wenn dann noch gesagt wird, ich wolle die ganzen ASP-Massnahmen rückgängig machen, also die gesamten 225 Mio. Franken infrage stellen, ist das schlicht und einfach gelogen, liebe Kolleginnen und Kollegen. Wahr ist, dass ich mich mit meiner Motion im Promillebereich bewege und 95 Prozent aller ASP-Massnahmen gar nicht mehr infrage stelle. Das zur Richtigstellung. Ich verwahre mich deshalb auch gegen die erlogenen Unterstellungen zu meinen Absichten und bitte trotz Wahlkampf einfach noch um etwas Fairness und die Wahrung des Anstands hier in diesem Rat.

Vote (motion d'ordre PS)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	55
Non	94
Abstentions	4

Le président. Der Rat hat den Ordnungsantrag abgelehnt.

Vote (motion d'ordre Sancar, Les Verts)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	49
Non	95
Abstentions	7

Le président. Der Rat hat den Ordnungsantrag abgelehnt.

Affaire 2013.1585

Postulat 342-2013 Pfister (Zweisimmen, PLR) – Voie à double écartement à la gare de Zweisimmen

Suite

Le président. Wir fahren weiter mit der Diskussion des Postulats Pfister. Wir sind bei den Einzelsprechenden angelangt. Es wurde ein Antrag auf punktweise Abstimmung gestellt. Grossrat Eberhart hat Abschreibung beantragt.

Bethli Küng-Marmet, Gessenay (UDC). Ich wollte mich eigentlich zu diesem Postulat gar nicht äussern. Es hat mich sehr erschüttert, dass jemand aus der Region, der von A bis Z mit seinem Betrieb stets von unserem wichtigsten Wirtschaftsstandbein im Berner Oberland, vom Tourismus, profitieren kann, ein solches Postulat schreibt. Als Erstes will ich hier festhalten, dass wir am Rahmenkredit für den ÖV keinen Fünfer gespart haben. Wir haben ihn durchgewinkt, wie er vorgelegen hatte. Denn wir haben gewusst, dass wir im Kanton Bern einen Umbau des Bahnhofs Bern sowie ein Tram Region Bern auf dem Programm haben. Also konnten wir am Rahmenkredit für den ÖV nichts sparen. Das wurde im Rat vor der Spardebatte, die wir im November führten, beschlossen. Wie Sie lesen konnten, ist der Umbau des Bahnhofs Zweisimmen aus Sicherheitsgründen dringend notwendig. Die Hauptkosten von 47,7 Mio. Franken entstehen aus diesen Sanierungsmassnahmen. Die Kosten für die Umspuranlage betragen in dem Sinn zusätzliche 12,5 Mio. Franken. Dazu müsste wohl der Kanton 4 Mio. Franken beisteuern. Die FABI-Vorlage wurde angenommen. Die 4 Mio. Franken muss der Kanton ab 2015 so oder so in den FABI-Fonds einzahlen. Diese Kosten würden also auch aus dem FABI-Fonds gespeist. Wie Sie in der Antwort der Regierung zu Ziffer 2 lesen konnten, hätte ein Verzicht auf die Umspuranlage des «TransGoldenPass» eine völlig neue Planung zur Folge. Ob das den Kanton Bern billiger zu stehen kommt, ist absolut noch nicht sicher. Der Regierungsrat sagt dazu: «Offen wäre allerdings, ob der Kanton Bern wegen der speziellen Verteilschlüssel (Bund, Kanton) tatsächlich mit einem tieferen Kostenanteil rechnen könnte.» Würde die Umspuranlage nun aus dem Projekt gestrichen, müsste eine komplett neue Planung zum Bahnhof Zweisimmen stattfinden, die vermutlich mehr zusätzliche Kosten verursachen würde als die eigentliche Umspuranlage; insgesamt würden 12,7 Mio. Franken investiert. Hier wird von 12,5 Mio. Franken gesprochen, die es zusätzlich kosten würde.

Der Postulant hielt es nicht für nötig, der Einladung zur Informationsveranstaltung der BLS und der MOB letzte Woche in Interlaken Folge zu leisten, um sich orientieren zu lassen. Diese Informationsveranstaltung hat uns die vielen Vorteile für unsere Tourismusregion Berner Oberland von Interlaken über das Simmental bis ins Saanenland und ebenfalls die entstehenden Kosten in einer Informationsbroschüre erläutert. *(Le président demande à l'oratrice de conclure.)* Sie können diese Broschüre bei der BLS beziehen *(l'oratrice montre la brochure).* Ich bitte den Rat, das Postulat abzulehnen, das seriös beantwortet wurde, oder anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Nun habe ich noch eine Frage an die Baudirektorin: *(Le président coupe le micro. Madame Küng pose la question directement à Madame Egger, sans micro.)*

Matthias Tromp, Berne (PBD). Früher wollte man ein Dreischienengleis bauen. Ich habe mich während 25 Jahren dagegen gewehrt. Das hätte sowohl bei der Beschaffung wie auch beim Unterhalt sehr viel gekostet. Heute hat man zum Glück eine neue, hervorragende technische Lösung, sodass man zwischen Schmalspur und Normalspur umspuren kann. Das hat man bei der russischen Eisenbahn schon lange, aber eben nicht mit der Schmalspur. Ich bin der Meinung, man sollte diese technische Lösung nun vorantreiben, begründet durch die touristische Bedeutung, die gegeben ist. Ich habe bei diesem Postulat nicht verstanden, ob die Wirtschaftlichkeit abgeklärt werden soll – in dem Fall wäre ich beinahe dafür. Wenn man aber das Ganze verhindern will, bin ich dagegen. Man müsste meines Erachtens die touristische Bedeutung und Attraktion hervorheben. Werte Männer und Frauen, es gibt leider Leute, die nicht bereit sind, in Zweisimmen umzusteigen, ob Sie das nun wahrhaben wollen oder nicht, und die Linie entsprechend nicht benutzen. Es gibt sogar Ausländergruppen, die mit dem Car das Simmental hinauffahren, in Zweisimmen die MOB besteigen und so nach Montreux fahren. Die internationale Route über Zürich–Luzern–Interlaken-Gstaad–Montreux–Genf ist touristisch wirklich eine wertvolle Strecke, deshalb sollte man ihr zu einem Anschub verhelfen, damit sie neue Frequenzen erzielen kann. Dies im Interesse all jener Unternehmen, die daran beteiligt sind, aber auch der Regionen, die daran angeschlossen sind. Ich lehne aus diesem Grund das Postulat ab. Sollte es überwiesen werden, bin ich für Abschreibung, denn ich bin der Meinung, das Projekt müsse vorangetrieben werden.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Vorab möchte ich mich für die Diskussion bedanken. Ich bin erstaunt, dass über ein Postulat eine dermassen heftige Debatte stattfindet. Es kommt mir vor, als ob das Postulat als Motion gewertet werde. Wir verlangen lediglich, dass die Wirtschaftlichkeit objektiv geprüft werden muss. Die Wirtschaftlichkeit ist bei jedem Projekt, das so viel Geld kostet, der wichtigste Punkt. Dieser Punkt muss einfach offengelegt werden. Es heisst hier, bei den Investitionen gehe es lediglich um die Umspuranlage, die millionenmässig sehr gering sei. Es geht aber nicht nur um die technische Anlage; vielmehr muss auch neues Rollmaterial angeschafft werden – Rollmaterial, bei dem die Spur verstellt werden kann, und dies für vier Kompositionen pro Tag: zweimal eine von Montreux Rich-

tung Interlaken und zweimal eine von Interlaken nach Montreux. Die Investition für das Rollmaterial muss miteinbezogen werden. Wenn die Wirtschaftlichkeit gegeben ist, habe ich überhaupt kein Problem mit diesem Projekt. Im Investitionsrahmenkredit letztes Jahr hat der Rat eine Diskussion geführt, und es lag auch ein Antrag vor, den Bahnhof Bern und das Tram Region Bern finanziell herauszunehmen. Der Bahnhof Bern weist ein x-Faches an Passagierbewegungen auf, und das ist für mich ein gewisser Widerspruch. Hier gibt es vielleicht einige Prozente. Die Wirtschaftlichkeit beim Bahnhof Bern kann man gar nicht infrage stellen; sie ist gegeben.
Ich finde es schade, wenn nun einfach eine Diskussion in dem Sinn geführt wird, dass «der Pfister» gegen Tourismus sei. Das ist er überhaupt nicht. Ich habe mich während meiner politischen Karriere stets gradlinig geäussert, unabhängig davon, ob vor den Wahlen oder nach den Wahlen. Die Bevölkerung kennt meine Politik; sie schätzt sie auch. Es gibt auch in der Bevölkerung Leute, die heute der Meinung sind, es sei absurd, so viel zu investieren. Ich wiederhole: Wenn die Wirtschaftlichkeit gegeben ist, muss man das Projekt ausführen. Es geht um ein Postulat, um einen Prüfungsauftrag, und nicht mehr. Ich bitte den Rat deshalb, dem Postulat zuzustimmen. Die Abschreibung bestreiten wir natürlich.

Mathias Kohler, Steffisbourg (PBD). Ich bin froh, dass die Wahlkampfvoten nun vorbei sind. Eigentlich müssten wir das Postulat nun zurückziehen und wären dann vermutlich die Grössten. Als mich Hans-Jörg Pfister im November fragte, ob ich eine Motion mitunterzeichnen würde, sagte ich ihm, dass könne ich nicht tun. Ich würde jedoch bei einem Postulat gern mithelfen, damit die Wirtschaftlichkeit geprüft werde. Das war vermutlich noch unter dem Eindruck der ASP. Dort mussten wir wirklich jedes Fränkli irgendwo einsparen. In diesem Zusammenhang schien es uns nicht sinnvoll, die Umspuranlage in Zweisimmen einfach durchzuwinken. Es war auch der letztmögliche Zeitpunkt, um die Wirtschaftlichkeit bei diesem Projekt zu prüfen. Es ist, wie Hans-Jörg Pfister sagte, ein Prüfauftrag – nicht mehr und nicht weniger. Es wurde auch gesagt, dass schon seit Jahrzehnten auch mit einer dritten Schiene geplant wird. Dass man bisher nicht gebaut hat, könnte ein Hinweis auf die Wirtschaftlichkeit sein. Man hat auch gehört, es werde ein Verkaufsschlager. Laut Studien sollen gegen 300 000 Personen mehr befördert werden, und zwar wegen der Zeiteinsparung. Ich frage mich allerdings, wie viel Zeit man beim Umspuren gegenüber dem Umsteigen auf demselben Perron einsparen kann. Das müsste mir erst mal jemand zeigen. Ich könnte mir vorstellen, dass man die 10 bis 12 Mio. Franken, die man für die Umspuranlage einsetzt, im Oberländer Tourismus besser investieren könnte. Ich danke allen, die unser Postulat in beiden Punkten unterstützen, und allen, die es nicht abschreiben.

Peter Moser, Bienne (PLR). Ich wollte es mir verkneifen, noch etwas zu sagen, kann es nach der gestrigen teils emotionalen Debatte aber nicht. Ich werde aber sehr sachlich bleiben. Zum Formellen: Ich entschuldige mich dafür, dass ich in der Überschrift die Fragezeichen vergessen habe. Vielleicht war der Titel auch nicht ganz glücklich. Wir haben jedoch noch nie über die Überschriften diskutiert, sondern über die Aufträge. Diese sind in den beiden Ziffern wohl klar umschrieben: Da braucht es nicht mehr. Zur gestrigen Diskussion: Wer hat aus welchem Grund Angst vor einer Überprüfung der Wirtschaftlichkeit? – Sagt mir das doch einmal. Und weshalb hat gerade unsere Sparpartei eine solche Angst? Ich verstehe das einfach nicht. Ich kann nur Christoph Grimm zitieren, der gestern sagte, jemand habe Angst vor der «Nichtwirtschaftlichkeit.» Das ist ein schöner Ausdruck.
Was will der ÖV-Kunde in jener Region? Er will möglichst viele Verbindungen sowie einen guten und merkbaren Takt, voilà. Wenn wir eventuelle Fehlinvestitionen verhindern, könnte man sogar einen Halbstundentakt in Spitzenzeiten einführen anstelle von vier Prestigezügen pro Tag. Der Kunde will ebenfalls schnell von A nach B. Dabei kommt die Häufigkeit vor der Geschwindigkeit – zumindest bei mir. Wenn man das ohne Umsteigen machen kann, ist das schön und komfortabel. Wenn jedoch der Umspurvorgang länger dauert als das Umsteigen mit den Füssen, muss ich mich fragen, ob der Mehrpreis tatsächlich gerechtfertigt ist. Und noch eine Antwort auf Mathias Tromps Frage, weshalb der Carhalter bis nach Zweisimmen fährt. Ich bin bekanntlich Carhalter, deshalb kann ich ihm diese Antwort geben: Weil jede Drittleistung – und eine solche ist die Bahnstrecke –, die er einkaufen muss, teuer ist. Sie verteuert den Gesamtpreis. Wir verkaufen Carleistungen und möchten möglichst weit mit dem Car fahren. Folglich fährt man bis Zweisimmen und folgt der schönen Strecke, am liebsten mit einem Oldtimer und nicht mit einem nicht umspurgängigen, modernen Fahrzeug – Voilà.
Zum Schluss noch ein paar ketzerische Gedanken: Der Kanton Bern bestellt keine touristischen Dienstleistungen, das sollte man wissen. Und in Artikel 9 des Gesetzes über den öffentlichen Verkehr steht, man könne ausnahmsweise Investitionen in den touristischen Verkehr gewähren. Das wurde mit den Schiffen gemacht, die keine Betriebsbeiträge erhalten. Sollten diese Investitionen höhere Betriebsbeiträge auslösen, haben wir den Effekt des Kleezentrums: ein Gratismuseum, an dessen Betriebskosten wir nun verrecken. Das kann es doch nicht sein. Wenn wir hier wirklich, wie die Promotoren behaupten, die eierlegende Wollmilchsau gefunden hätten, weshalb holen sie das Geld nicht auf dem Privatmarkt und verdienen Geld damit? Das verstehe ich überhaupt nicht. Und, Bethli Küng, farbige Prospekte der BLS und der MOB gibt es zur Genüge. Die findet man bei den Banken und anderswo: Die versprechen einem alles. Fazit: Wenn eventuell eine falsche Investition in touristische Projekte einen Ausbau des Regionalverkehrs verhindern kann – nicht muss –, nehmen wir gewissen Leuten die Chance, in der Region den öffentlichen Verkehr mehr zu nutzen, auch an Tagen, an denen vielleicht keine Touristen kommen. Es ist nicht Aufgabe des regionalen Personenverkehrs, in touristische Angebote zu investieren und zusätzlich das finanzielle Risiko eventuell der öffentlichen Hand aufzubürden. Hauptaufgabe der Bahn, die wir im Kanton Bern bestellen, ist der Regionalverkehr. Wenn die Touristen mitkommen, tant mieux. Das verbessert vielleicht die Rechnung.

Bethli Küng-Marmet, Gessenay (UDC). Ich muss Grossrat Moser entgegnen, dass diese Broschüre überhaupt nichts mit einem farbigen Prospekt zu tun hat. Vielmehr listet sie auf, was der Umbau der verschiedenen Bahnhöfe bezweckt und was die «TransGoldenPass»-Linie mit dem Umspurgeleise kosten soll. Mit einem Touristenprospekt hat sie gar nichts zu tun. Es wäre gut, wenn die Grossräte sie einmal studieren würden.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Zum Bahnhof Zweisimmen wurden dieses Postulat sowie – von denselben Postulanten – eine Interpellation eingereicht. Obwohl uns, wie gestern auch Grossrat Eberhart, schleierhaft war, weshalb dieses Postulat eingereicht wurde, haben wir uns bemüht, den Sachverhalt sehr ausführlich darzulegen. Mit Verlaub: Ich staune schon etwas, dass nun so seltsame Geschichten herumgeistern, nachdem wir insbesondere zur Interpellation auf mehr als zweieinhalb Seiten beschrieben haben, worum es bei diesem Projekt geht und wie es entstanden ist. Es ist *kein* kantonales Projekt, liebe Grossrätinnen und Grossräte. Daran müssen Sie sich nun einfach gewöhnen. Es gibt Projekte, die nicht der Kanton plant und baut. Es ist vielmehr ein langjähriges gemeinsames Projekt der MOB und der BLS. Schon vor etwa zehn Jahren, als Mathias Tromp noch BLS-Direktor war, war das dritte Gleis ein Thema. Auch damals wurde eine Wirtschaftlichkeitsprüfung vorgenommen, die zum Schluss kam, das gehe nicht, weil es viel zu teuer zu stehen käme. In der Folge habe die Bahnen das Projekt offenbar weiter diskutiert, bis jemand auf die geniale Idee kam, dass diese Umspurung eine Möglichkeit wäre. Sie ist viel günstiger als das, was zuerst vorgesehen war, und man hat diese Idee weiterverfolgt. Aus meiner Sicht war es durchaus eine Idee, die man weiterverfolgen konnte.
Meine Mitarbeitenden nun dabei, die Wirtschaftlichkeit des Vorhabens zu prüfen. Die MOB und die BLS, die Urheber des «TransGoldenPass», verzweifeln fast ein wenig, weil sie der Ansicht sind, wir würden nicht vorwärtsmachen, aber wir prüfen es eben richtig. Und nun kommt mitten im laufenden Prozess ein solches Postulat: Mir ist das schleierhaft. Zur Frage von Grossrätin Bethli Küng an mich, ob die «Bauverwaltung» Grossrat Pfister aufgefordert habe, dieses Postulat einzureichen: Meine Mitarbeitenden, die sich damit befassen, sind ausschliesslich Leute aus dem AÖV. Ich lege für jeden Einzelnen von ihnen die Hand ins Feuer. Keiner von ihnen hat jemanden dazu aufgefordert, in einem laufenden Prozess eine Interpellation und ein Postulat einzureichen. Ich bezweifle, dass sie sich zusätzliche Arbeit aufgeladen hätten. Wie die Machenschaften mit bestellten Postulaten sonst funktionieren, weiss ich nicht. In diesem Fall garantiere ich für meine Leute im AÖV.
Bevor ich auf den Sachverhalt und die einzelnen Fragen eingehe, will ich noch einen dritten Punkt nennen, der diskutiert wurde: Eigentlich hätte man das Postulat annehmen und abschreiben sollen. Jetzt fragen Sie fragen vermutlich, weshalb die Regierung das nicht gemacht hat. Vielleicht wissen Sie selbst, warum: Wenn wir in den letzten Jahren eine Abschreibung beantragt haben, wurde sie im Rat stets diskutiert und abgelehnt. Und nun kommt der Antrag auf Abschreibung aus dem Grossen Rat. Das ist gar nicht so schlecht: Damit hat sie vielleicht eine Chance. *(Hilarité dans la salle)*
Zum Projekt und zum Postulat kann ich zusammenfassend sagen: Es ist noch gar nichts entschieden. Wir sind daran zu prüfen, ob es betriebswirtschaftlich sinnvoll ist, eine solche Umspuranlage zu erstellen. Wir sind uns hier im Saal einig, dass wir bei den Investitionen in den öffentlichen Verkehr wie auch bei den Strassen und ebenso bei den Hochbauten ganz klare Prioritäten setzen müssen. Das machen wir auch, und zwar bei jedem Grossprojekt; auch beim Tram Region Bern und ebenso beim Bahnhof Bern – selbst wenn vorhin jemand gesagt hat, dort müsse man das gar nicht prüfen. Wir machen jedoch überall eine Kosten-Nutzen-Analyse, um die volkswirtschaftliche Bedeutung eines solchen Projekts zu messen. Beim ÖV nehmen wir zusätzlich eine betriebswirtschaftliche Prüfung vor, weil es eventuell mehr Abgeltungen braucht, da neues Rollmaterial erforderlich ist. Eine solche betriebswirtschaftliche Prüfung machen wir übrigens immer bei einem Systemwechsel. Wenn wir also von der Bahn auf Busse umstellen wollen, gibt es eine betriebswirtschaftliche Analyse. Das ist nicht so einfach, dass man dafür einfach den Daumen in den Wind halten könnte, sondern es ist eine relativ komplizierte Angelegenheit.
Die Wirtschaftlichkeit wird genau geprüft; manchmal wird anschliessend auf Busse umgestellt und manchmal nicht, denn nicht immer ist eine Umstellung besser. Genau gleich gehen wir vor, wenn wir ein Tram einführen wollen. Bevor wir dazu kommen, ein Tram vorzuschlagen, prüfen wir, ob es sich betriebswirtschaftlich lohnt. Genau dasselbe machen wir auch im vorliegenden Fall, und das finde ich auch richtig. An die Adresse aller Vertreterinnen und Vertreter der Region: Diese Abklärungen sind im Moment im Gang. Deshalb dauert es auch so lange. Es geht bekanntlich um eine Mitfinanzierung durch den Kanton Bern. Ich kann Ihnen garantieren, dass das Projekt nicht mitfinanziert wird, wenn sich herausstellt, dass es nicht wirtschaftlich ist.
Mit einer weiteren Geschichte muss ich ebenfalls aufräumen: FABI kommt erst ab 2016, und nicht ab 2015. Im Moment läuft das Plangenehmigungsverfahren für das Projekt beim BAV. Das ändert indessen an der Situation nichts, dass es seitens des Kantons und des Bundes nur eine Mitfinanzierung gibt, wenn das Projekt betriebswirtschaftlich vertretbar ist. In der Antwort auf die Interpellation von Grossrat Pfister zum gleichen Thema konnten Sie lesen, dass wir parallel dazu auch eine kostenoptimierte Variante ohne reguläre Kreuzungen in Zweisimmen prüfen. Gleichzeitig werden also auch kostenoptimierte Varianten geprüft. Die Weichen sind bei diesem Planprojekt noch nicht gestellt. Man ist dabei, es zu prüfen. Erst wenn alle Fragen der Wirtschaftlichkeit geprüft wurden, wird der Regierungsrat entscheiden. Damit habe ich auch schon die Frage von Grossrat Moser beantwortet: Es ist mir zudem schleierhaft, wie im «Berner Oberländer» angeblich stehen konnte, der Kredit werde in der Junisession behandelt. Mit dem Investitionsrahmenkredit hat der Rat die Zusicherung bereits gegeben. Sie wissen, dass alle Kredite, die dort enthalten sind, vom Regierungsrat beschlossen werden. Wenn ich gleich bei dieser Antwort bleiben darf: Grossrat Moser hat sich ebenfalls nach der Berichterstattung über das Ergebnis der Wirtschaftlichkeitsprüfung erkundigt. Der Grossrat hat für den

Investitionsrahmenkredit 2014–2017 bekanntlich ein Reporting verlangt. Im Rahmen dieses Reportings werden wir dem Rat regelmässig Bericht erstatten. Welche Kommission – ob die BAK, die FIKO oder die OAK – zuständig sein wird, weiss ich im Moment noch nicht, da alles noch ein bisschen im Fluss ist.
Zur Frage von Grossrat Eberhart, ob die touristische Ergänzung den ÖV unterstütze: Selbstverständlich, denn die Touristen müssen ebenfalls Billette kaufen. Jede touristische Anlage im Bahn- oder Busbereich unterstützt gleichzeitig den ÖV. Und zu seiner Frage, was denn das Postulat bewirke: Wie ich vorhin ausführte, kann man es abschreiben, denn wir machen bereits, was darin verlangt wird. Folgendes ist mir sehr wichtig: Der Bahnhof Zweisimmen muss aus Sicherheitsgründen dringend saniert werden. Wir können nicht warten bis 2016 FABI greift. Sonst müssen wir den Betrieb einstellen. Ich glaube, das will hier niemand. Die Sanierung des Bahnhofs Zweisimmen duldet keine Verzögerung. Dieser Teil ist zwingend nötig und wird auf jeden Fall ausgeführt. Warten wir also ab, was die laufenden Abklärungen zur Wirtschaftlichkeit des «TransGoldenPass» ergeben; der Regierungsrat wird anschliessend entscheiden.
Wie Sie den Antworten entnehmen können, wäre das Projekt – sofern es wirtschaftlich ist – kostengünstiger, wenn der Bau der Umspuranlage mit dem Umbau des Bahnhofs Zweisimmen verbunden werden könnte. Das ist logisch und muss nicht näher ausgeführt werden. Der langen Rede kurzer Sinn: Ich bitte Sie, das Postulat anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben, denn seine Forderungen erfüllen wir bereits; die BLS muss noch warten, bis die Wirtschaftlichkeitsprüfung zur Umspuranlage abgeschlossen ist, und wird dann die Sanierung der Bahnhofs Zweisimmen – 2015 oder sogar noch in diesem Jahr – in Angriff nehmen.

Le président. Wir können abstimmen. Es wurde punktweise Abstimmung verlangt.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	85
Non	62
Abstentions	2

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 des Postulats angenommen.

Vote (ch. 1, classement)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	125
Non	19
Abstentions	2

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 des Postulats abgeschrieben.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	65
Non	81
Abstentions	1

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 des Postulats abgelehnt.

Affaire 2013.1586

N° de l'intervention:	343-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	28.11.2013
Déposée par:	Pfister (Zweisimmen, PLR) (porte-parole) Kohler (Steffisbourg, PBD) Moser (Biel/Bienne, PLR)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	184/2014 du 19 février 2014
Direction:	TTE

Economies possibles dans les travaux de transformation de la gare de Zweisimmen

En plein débat financier au Grand Conseil, on apprend par la *Berner Zeitung* de mercredi 20 novembre 2013 que la gare de Zweisimmen va être aménagée pour 59 millions de francs et que le TransGoldenPass va devenir réalité. Le volumineux dossier est consultable à la commune de Zweisimmen jusqu'au 17 décembre 2013.
Si l'on en croit le journal, BLS (Chemin de fer du Loetschberg) et MOB (Chemin de fer Montreux–Oberland) vont investir 75 millions supplémentaires dans le matériel roulant. Les installations de sécurité ont elles aussi vieilli et doivent donc être remplacées. Coût : 38 millions de francs. Mais cela permettra aux touristes de traverser l'Oberland d'Interlaken à Montreux sans changement. Un peu cher pour une simple amélioration du confort. Et ce à un moment où les caisses de l'Etat sont vides.
Avec la population et en nous fondant sur d'innombrables réactions de sa part, nous prions le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :
1. A-t-on essayé de réduire les coûts de ce grand projet ?
2. Quelles variantes plus économiques ont été étudiées ?
3. Pouvons-nous encore nous permettre ce projet, certes séduisant, mais pas indispensable, alors que les caisses de l'Etat sont vides ? Est-ce que les priorités sont définies correctement ?
4. Quels projets de transports publics absolument nécessaires passent à la trappe à cause de celui-ci ?
5. Pourquoi a-t-on besoin de deux rampes de changement d'écartement ? Une seule ne suffirait-elle pas ?
6. Quel est l'intérêt économique de ce changement d'écartement des voies, quand changer de train, comme c'est actuellement le cas, est plus rapide ?

7. Quels autres coûts ce projet devrait-il engendrer (gare et alentours, adaptation de trajets MOB et BLS) ?
8. Comment les arrêts BLS seront-ils adaptés à l'étroitesse des voitures ? Combien cela devrait-il coûter ?
9. Quel intérêt économique l'Oberland retire-t-il de ce projet, qui sert en premier lieu aux touristes voyageant d'Interlaken à Montreux ?

Réponse du Conseil-exécutif

La transformation de la gare de Zweisimmen fait partie du projet TransGoldenPass, qui doit permettre l'exploitation d'une ligne ferroviaire directe entre Montreux et Interlaken.
Une part importante des coûts de transformation de la gare de Zweisimmen seront occasionnés quoi qu'il en soit. Le poste d'aiguillage de la gare doit en effet impérativement être rénové et les travaux ne peuvent être reportés pour des raisons de sécurité. En outre, MOB doit procéder à de nouvelles acquisitions de matériel roulant dans les années à venir. Il est par conséquent judicieux d'associer les mesures d'aménagement et de renouvellement qui s'imposent en gare de Zweisimmen au projet TransGoldenPass et d'exploiter les synergies (cf. postulat 342-2013), mais à la condition expresse que la rentabilité du projet TransGoldenPass puisse être démontrée.
Rien n'a encore été décidé pour le moment. Compte tenu de la longue procédure d'approbation des plans et de la nécessité d'agir rapidement pour des raisons de sécurité, la procédure d'autorisation pour la transformation de la gare de Zweisimmen a été engagée avant que ne soit prise une décision définitive sur le TransGoldenPass, sans préjuger de cette dernière.
L'objectif du projet TransGoldenPass est de générer davantage de recettes grâce à une offre touristique supplémentaire et de réduire considérablement les indemnités publiques pour les lignes ferroviaires concernées. Si l'on se base sur les données et documents fournis jusqu'à fin 2013 concernant le TransGoldenPass, la rentabilité du projet n'est pas encore établie. Le Conseil-exécutif ne se prononcera définitivement que lorsque tous les éléments déterminants pour la rentabilité auront été présentés de manière claire afin que les conditions nécessaires à sa décision soient réunies.
Les investissements nécessaires au TransGoldenPass doivent être pris en charge par la Confédération (OFT) et les cantons (VD, FR et BE). Les coûts de l'infrastructure ferroviaire seront également répartis proportionnellement entre la Confédération et les cantons conformément à la législation en vigueur (loi sur les chemins de fer). Le projet fédéral FAIF ayant été approuvé, le canton de Berne ne devra plus participer aux coûts d'infrastructure occasionnés après 2015.

1./2. Les entreprises ferroviaires BLS et MOB travaillent sur le projet TransGoldenPass depuis plusieurs années. La Confédération et les cantons, qui commandent les prestations de transport public, sont intervenus à différentes reprises pour que le projet soit planifié de manière financièrement avantageuse, en respectant les principes du trafic régional de voyageurs et harmonisé avec l'offre horaire actuelle.
La transformation de la gare de Zweisimmen a été planifiée, comme le sont généralement les infrastructures ferroviaires, par les entreprises de chemins de fer et sous leur propre responsabilité. Dans le cadre de ces planifications, plusieurs variantes sont proposées jusqu'à ce que soit déterminée celle qui présente le rendement le plus élevé.
Aussi le projet de transformation de la gare de Zweisimmen, dont la demande d'autorisation a été déposée début septembre 2013, ne cesse-t-il d'évoluer et d'être examiné en vue de possibles améliorations. Le cas échéant, les mesures d'optimisation sont transmises à l'OFT pour autorisation ultérieure à titre de modifications du projet.

3. Le projet TransGoldenPass obtiendra des fonds publics seulement lorsque sa rentabilité aura été prouvée et que le budget d'indemnisation de la Confédération et des cantons pourra être allégé grâce à des recettes nettement plus élevées. Si le projet TransGoldenPass s'avère être un simple projet de « complaisance », il ne sera pas cofinancé.
4. Le projet de transformation de la gare de Zweisimmen, prévu dans le crédit-cadre d'investissement pour les transports publics 2014 – 2017, ne sera pas réalisé au détriment d'un autre projet de TP. Sont cependant réservées les mesures d'économie du fait de coupes budgétaires dans le compte des investissements.
5. Le projet de transformation de la gare de Zweisimmen faisant l'objet d'une demande de permis se base sur une variante selon laquelle les trains du TransGoldenPass circulant toutes les deux heures se croisent à Zweisimmen. Une nouvelle variante visant à optimiser les coûts est actuellement étudiée en parallèle et prévoit une offre sans croisement régulier à Zweisimmen.
   Dans l'intérêt de la stabilité opérationnelle, les entreprises de chemins de fer préconisent une voie d'exploitation supplémentaire dont l'écartement est adaptable. Mais s'il s'avère possible, avec l'offre horaire prévue, de renoncer pendant plusieurs années à une seconde rampe de changement d'écartement, cette variante sera alors choisie.
6. Généralement, la réduction du nombre de changements de train a une influence considérable sur la demande. Le changement d'écartement des voies permet d'offrir une liaison directe entre le pays de Gessenay et Spiez ainsi que de bonnes correspondances pour le trafic longue distance en direction de Berne – Zurich/Bâle. BLS et MOB comptent, grâce à la liaison touristique très attrayante et sans changement Montreux – Interlaken, attirer de nouveaux groupes de voyageurs, dont les choix d'itinéraires se font justement en grande partie en fonction de la nécessité ou non de changer de train.
7. Dans le Simmental, diverses mesures sont prévues en plus de la transformation de la gare de Zweisimmen, lesquelles sont toutes nécessaires, indépendamment du TransGoldenPass. Entre Spiez et Interlaken, le TransGoldenPass n'engendre donc pas de coûts supplémentaires. Le besoin d'aménagement de l'infrastructure sur le tronçon Zweisimmen – Montreux n'est pas encore connu.
8. Le changement d'écartement des voies impliquera non seulement la modification de la largeur des voitures, mais

aussi l'adaptation du niveau de la caisse de voiture à la hauteur normative des quais. Les rames du TransGoldenPass pourront ainsi aussi bien s'arrêter aux quais des voies étroites qu'à ceux des voies normales. L'écart entre la voiture et la bordure du quai sera comblée par un marchepied escamotable. Par conséquent, il n'y a pas de coûts induits pour les arrêts BLS.

9. La liaison directe prévue permettra de relier entre elles trois villes mondialement connues (Interlaken, Gstaad et Montreux). Comme nous l'avons déjà évoqué, elle devrait générer des recettes supplémentaires et réduire le besoin d'indemnité sur les lignes ferroviaires concernées. Le Conseil-exécutif estime donc que l'ensemble des destinations touristiques de l'Oberland bernois profitera de cette augmentation de l'attractivité de l'offre.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort befriedigt. Er gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2014.0012

N° de l'intervention:	013-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	05.01.2014
Déposée par:	Muntwyler (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	215/2014 du 26 février 2014
Direction:	TTE

Espace aérien de Bern-Belp: l'étau se resserre

C'est le titre [trad.] d'un communiqué de presse de l'Aéro-Club de Suisse paru en décembre 2013 au sujet de la modification de la TMA (région de contrôle terminale) et de la CTR (zone de contrôle) de Berne prévue en 2015 afin de permettre l'approche IFR assistée par GNSS sur la piste 32 (approche par le sud). D'après l'AIC 1/ 2014B (circulaire d'information aéronautique) de Skyguide, cela permettrait aux appareils disposant des équipements adéquats d'approcher l'aéroport de Berne directement par le sud (en survolant Thoune / Steffisbourg et Münsingen) lorsque les conditions météorologiques exigent une approche sur la piste 32.

Cette nouvelle approche aura des conséquences décisives pour le vol à vue (VFR), mais aussi pour les nuisances sonores dans la région concernée. La TMA sera étendue latéralement jusqu'à l'aérodrome de Thoune. L'aviation légère effectuera par conséquent de plus en plus de traversées d'est en ouest et d'ouest en est au niveau de Thoune et de la sortie du lac de Thoune. Le bruit du trafic aérien y sera donc concentré. Tous les aéronefs qui naviguent à vue, comme les parapentes, les montgolfières, les ULM, les hélicoptères, les deltaplanes, etc., seront par ailleurs repoussés dans cette zone.

Le canton de Berne, très étendu et disposant de beaucoup plus d'aérodromes que d'autres cantons, a tout intérêt à ce que son espace aérien reste ouvert à tous et à toutes. Or, l'extension de la TMA prévue verrouille l'espace aérien de Bienne à Thoune en passant par le Mittelland et gêne la navigation aérienne VFR.

Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment l'administration cantonale bernoise traite-t-elle les questions de navigation aérienne qui concernent la population bernoise (bruit, notamment) et les utilisateurs et utilisatrices de l'espace aérien bernois ?
2. Comment le canton de Berne prend-il position sur l'adaptation de la TMA et l'extension de la CTR prévues d'après l'AIC 1/ 2014B (délai : 28.02.2014) auprès de la Section Espace aérien de l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt à s'engager en faveur d'un règlement plus adapté à la navigation à vue?

Réponse du Conseil-exécutif

1. En principe, la navigation aérienne relève de la compétence de la Confédération. Cette dernière fait appel aux cantons et aux communes concernées, selon la procédure à respecter. Au niveau cantonal, les compétences sont réparties comme suit : l'aviation civile (questions en lien avec le bruit comprises) est du ressort de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, la procédure d'approbation des infrastructures militaires, du ressort de la Direction de la police et des affaires militaires, et les questions de bruit en lien avec l'aviation militaire relèvent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.
2. L'Office fédéral de l'aviation civile a soumis l'adaptation prévue de la TMA (extension de l'espace aérien contrôlé au-dessus de l'aéroport de Berne-Belp en direction du sud-est jusqu'à Thoune) pour consultation jusqu'au 28 février 2014 aux utilisateurs de l'espace aérien, c'est-à-dire aux propriétaires d'installations pour la navigation aérienne et aux organisations de l'aviation. Le canton n'en a reçu qu'une copie. Il ne participera pas à la procédure de consultation.
3. Même après l'adaptation de l'espace aérien, l'aviation privée et l'aviation de loisir – il s'agit en l'occurrence en premier lieu d'ULM, de planeurs, de deltaplanes et de parapentes – pourront continuer à utiliser l'espace aérien contrôlé jusqu'à Thoune. Le Conseil-exécutif estime que les restrictions liées à l'extension de l'espace aérien contrôlé pour l'aviation privée et de loisir sont supportables. Ces restrictions consistent principalement à l'obligation pour les pilotes de prendre contact avec les services de la navigation aérienne avant de pouvoir utiliser l'espace contrôlé. Cette réglementation correspond aux prescriptions internationales sur l'aviation.

Le président. Der Interpellant ist nicht befriedigt. Er verlangt Diskussion. Wir stellen zuerst das Quorum fest, das 40 Stimmen beträgt.

Vote

Pour l'ouverture de la discussion 32 voix

Le président. Mit 32 Stimmen wurde das Quorum nicht erreicht; die Diskussion wurde nicht gewährt. Der Interpellant gibt eine Erklärung ab.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Ich bin aktiver Segelflieger; seit 1978 habe ich das Brevet und habe mehr als 2500 Flugstunden absolviert. Zudem betreibe ich ein selbststartendes Flugzeug, und an der Berner Fachhochschule beüben wir diverse Projekte im Bereich Elektroflug. Der Kanton Bern, werte Kolleginnen und Kollegen, ist ein Flugplatzkanton. Wir haben elf Flugplätze und sieben Flugräume, die sich im Kanton Bern tangieren. Der Kanton Zürich hat sechs, das Wallis fünf, das Tessin sechs. Wir haben also wesentlich mehr Flugräume als alle anderen. Der Südanflug, den man in Bern-Belp nun versucht, berührt einen Flugplatz mit maximal 75 000 Flügen, 23 000 Flügen nach Instrumentenbedingung. *(Le président agite sa cloche.)*
Man schätzt, dass etwa 6500 Südanflüge erfolgen werden. Diese werden paketweise kommen. Das wird zu einer erhöhten Lärmbelastung führen, einerseits durch die anfliegenden Flugzeuge*,* anderseits aber auch durch die ständigen Lufträume, die vom BAZL vorgesehen sind; die allgemeine Luftfahrt wird Thun umfliegen und überfliegen. Diese Flugzeuge werden Thun also tiefer überfliegen, unter 1600 Meter, und werden anschliessend wieder aufsteigen. Diejenigen Flugzeuge, die das nicht können – Segelflugzeuge, Delta und Ähnliches –, werden wohl ein wenig «ins Gras beissen». Sie werden sehen müssen, ob sie überhaupt noch weiterkommen. Nützlich ist der Südanflug nur für sehr grosse Flieger. Man kann etwa an den Airbus A319 denken, an Bombardier-Businessflugzeuge und Ähnliches. Es wurde gesagt, man habe die Verbände vorher angehört: «Die Änderungen wurden unter Beteiligung der Luftwaffe, der Flugsicherung Skyguide sowie der Verbände der allgemeinen Luftfahrt ausgearbeitet.» Der Aero-Club der Schweiz sagt jedoch, weder er noch ein anderer Verband sei angehört worden. Da wird also von einer kleinen Gruppe über unseren Luftraum verfügt. *(Le président demande à l'orateur de conclure.)* Der Kanton Bern hört gegen oben nicht bei der Bauzone auf. Wir müssen dafür sorgen, dass wir diesen Flugraum weiterhin erhalten und selbst bestimmen können, wer wo durchfliegt.

Affaire 2013.1217

N° de l'intervention:	256-2013
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	09.09.2013
Déposée par:	Moser (Biel/Bienne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	12
N° d'ACE:	90/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	TTE

Ligne de bus Brügg-zone industrielle des Champs-de-Boujean

Le Conseil-exécutif est chargé de s'associer à la Conférence régionale des transports pour examiner si, après l'ouverture de la branche Est du contournement de Bienne par l'A5, une nouvelle ligne de bus ne pourrait pas relier Brügg à la zone industrielle des Champs-de-Boujean, dans le prolongement du RER 3.
Développement
L'ouverture de la branche Est du contournement de Bienne est prévue pour la fin 2016. Ce nouveau tronçon d'autoroute raccourcira la distance de Berne ou Lyss aux Champs-de-Boujean et fera gagner du temps aux automobilistes. C'est très bien pour le trafic individuel motorisé, mais beaucoup moins bien pour les transports publics.
Pour faire le trajet en train, il faudra attendre, dès la mise en place de l'horaire 2014, 11 à 16 minutes en gare de Bienne pour prendre la correspondance (malgré l'ouverture du nouvel arrêt en décembre 2013). C'est tout sauf attrayant ! Sans compter qu'il faut encore attendre la correspondance du bus. Le trajet prendra donc beaucoup plus de temps avec les transports publics qu'en voiture.
L'ouverture d'une ligne de bus empruntant la nouvelle liaison autoroutière, avec éventuellement un arrêt à Orpond, pourrait être très utile (en tout cas aux heures de pointe) et constituer une véritable alternative à la voiture.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon l'article 16 de la loi cantonale sur les transports publics (LCTP), les conférences régionales des transports (CRT) sont compétentes pour élaborer des programmes d'offre régionale de transports qui serviront de base à la planification cantonale de l'offre de transports publics. Seule la planification du RER bernois est sous la responsabilité du canton, lequel joue également un rôle-clé dans le cadre des planifications intercantonales. Une ligne tangentielle entre Brügg et les Champs-de-Boujean constituerait une liaison régionale qui devrait par conséquent être examinée par la CRT compétente.
Du point de vue du canton, il serait opportun de se pencher plus en détail sur cette liaison.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption

Le président. Wird das Postulat bestritten? – Das ist der Fall. Der Postulant hat das Wort.

Peter Moser, Biel/Bienne (PLR). Ich weiss nicht, weshalb das Postulat bestritten wird. Ich habe vorhin noch munkeln hören, ich hätte Eigeninteressen. Wenn es eine neue Buslinie gibt, wird sie ausgeschrieben; der Wettbewerb spielt. Ich sehe nicht wo, das Problem liegt. Ich kann nicht Stellung nehmen, wenn ich den Vorwurf nicht kenne.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Zur Forderung, im Bözingenfeld Richtung Brügg einen Verbindungsbus einzusetzen, nehme ich inhaltlich nicht Stellung. Es liegt nicht in der Kompetenz des Grossen Rats, über Buslinien zu bestimmen. Das ist ein Auftrag der Regionalen Verkehrskonferenz. Sie soll die Buslinien, die neu eingeführt werden sollen, beantragen. Die Regierung kann sie nachher beschliessen oder eben nicht. Das Postulat ist hier an der falschen Adresse. Erlauben Sie mir eine kurze Nebenbemerkung: Ich finde es nicht ganz ideal, wenn der Busunternehmer, der die Linie anschliessend betreiben soll, das Begehren stellt.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Die BDP-Fraktion anerkennt die schwierige Situation rund um die Busverbindung Brügg–Industrie Bözingenfeld. Eine Busverbindung sollte zumindest attraktiv sein und damit einer Verkürzung oder, mit anderen Worten, einer zumutbaren Anreisezeit gerecht werden. In diesem Fall ist das nicht gegeben. Daher sind eine Beurteilung und eine Verbesserung der Situation erwünscht und auch notwendig. Es spricht demnach nichts gegen eine Prüfung. Die BDP-Fraktion unterstützt das Postulat zur Prüfung dieser Busverbindung durch die Regionale Verkehrskonferenz im Rahmen der Anpassung des Angebotskonzepts grossmehrheitlich.

Ulrich Scheurer, Longeau (PS). Auch ich kann mich sehr kurz fassen. Gewisse Voten, die ich vorhin gehört habe, finde ich jedoch unter der Gürtellinie. Es geht nicht, dass man nun einen Fuhrhalter, der unter Umständen diese Linie dereinst sogar betreiben könnte, attackiert und ihm vorwirft, er schaue für sich. Die Idee einer direkten Buslinie zwischen Brügg und Industrie Bözingenfeld ist sicher prüfenswert. Ich unterstütze meine Vorredner jedoch darin, dass es dafür kein Postulat braucht. Das ist eine Aufgabe der RVK, welche die Anliegen der Gemeinden aufnimmt und allenfalls eine Planung durchführt. Nun hat die Regierung das Postulat sogar unterstützt. Für die RVK ist damit klar: Das wird geprüft. In erster Linie sind jedoch die Gemeinden zuständig und gefordert, und es ist nicht unsere Aufgabe, hier zu sagen, was Sache ist. Ich fand es aber wirklich nicht sauber, auf einen Grossratskollegen einzuschlagen.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Vielleicht nur ganz kurz: Für die Einführung der Buslinie ist natürlich der Regierungsrat zuständig. Das Verfahren sieht so aus, dass die Linie von der Regionalen Verkehrskonferenz zuerst geprüft wird; ein Mitarbeiter der Verwaltung ist dort stets dabei. Nach der Prüfung geht der Antrag an den Kanton, und der Regierungsrat entscheidet letztlich, ob die Buslinie eingeführt wird oder nicht. Von daher ist dies der normale Weg; man kann diesem Postulat ohne weiteres zustimmen, weil die RVK das ohnehin macht.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	72
Non	23
Abstentions	1

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen.

Affaire 2013.1218

N° de l'intervention:	257-2013
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	09.09.2013
Déposée par:	Moser (Biel/Bienne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	12
N° d'ACE:	1750/2013 du 18 décembre 2013
Direction:	TTE

Transports publics fiables entre Vigneules et le centre de Bienne

Le Conseil-exécutif est chargé, avec les services compétents de la Confédération et de la ville de Bienne, d'étudier comment améliorer les transports publics entre Vigneules et le centre de Bienne.

Développement

Vigneules est le seul quartier de Bienne à n'avoir qu'un seul accès au centre-ville. Mais c'est aussi le seul à n'être relié au centre que par une route nationale. La rue de Neuchâtel n'est pas seulement la seule voie d'accès au centre, elle est à la fois route nationale, route cantonale, rue de quartier, voie cyclable et itinéraire piéton. Une vraie curiosité. Pas de chemin de traverse, et un seul itinéraire bis : en direction de La Neuveville, en faisant le tour du lac.

La circulation croît depuis des années. Lentement, mais sûrement. Mois après mois, année après année. Et les heures d'embouteillages augmentent simultanément. Pas une journée sans bouchon ! Et la tendance est à la hausse. Les chantiers (fermeture du Crêt des Fleurs, jonction du Marais-de-Brügg pour l'A5) rendent la situation encore plus difficile. Il faudra attendre encore au moins 16 ans (et sûrement plus) avant l'ouverture de l'axe ouest. Vigneules est véritablement coupé de la ville – une situation inacceptable pour un quartier. Les autorités sont appelées à agir.

La rue de Neuchâtel est en piteux état. Il faut absolument la rénover. Et si on la refait, alors il faut prévoir une voie combinée bus-vélos.

Le bus 11 est le seul moyen de rejoindre le centre et d'en revenir en transports publics. Pour le travail, l'école, les courses et les loisirs. D'après l'horaire, le trajet de la gare au chemin des Vignes (et retour) prend 16 minutes. Mais en réalité, on a déjà vu le bus mettre jusqu'à 60 minutes pour effectuer cette boucle. Dans ces conditions, les transports publics ne sont ni fiables ni séduisants et ne permettent pas de renoncer à la voiture. Si le trafic individuel motorisé ne circule pas (ou ne peut pas circuler), alors les transports publics devraient au moins être fiables et arriver à l'heure. C'est la condition *sine qua non* pour qu'ils offrent une alternative valable à la voiture.

Réponse du Conseil-exécutif

La rue de Neuchâtel à Bienne relève de la compétence de la Confédération. Selon la filiale compétente de l'Office fédéral des routes (OFROU), à Estavayer-le-Lac, cette rue doit être entièrement rénovée au cours des prochaines années dans le cadre d'un projet d'entretien (UPLANS). L'OFROU est au courant du problème concernant le bus 11. Seule la rue de Neuchâtel, qui est très fréquentée, relie le quartier de Vigneules au centre de Bienne. Le tunnel de Vigneules, élément du contournement de Bienne par l'A5, permettra de la désengorger. Il sera ouvert au trafic de transit (environ deux tiers du trafic individuel motorisé) à partir de 2030. Il est exclu pour le canton, notamment pour

des raisons financières, de prévoir une nouvelle route de liaison d'ici à la mise en service de l'A5.
Un postulat identique a été déposé auprès de la ville de Bienne. Dans les semaines à venir, l'OFROU, l'Office des ponts et chaussées cantonal, l'aménagement régional et la ville de Bienne discuteront du problème et des propositions de solution. Une première séance a été fixée début décembre 2013. Par ailleurs, le canton planifie d'autres mesures en collaboration avec la ville de Bienne. La fluidité du trafic entre la route de Berne et le Faubourg du Lac doit être améliorée en vue de l'ouverture de la branche Est de l'A5 en 2017.
Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif est prêt à proposer l'adoption du postulat. Mais la mise en œuvre de mesures relève de la compétence de la Confédération.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption

Le président. Die Regierung beantragt Annahme des Postulats. Wird dies bestritten? – Das ist der Fall. Der Postulant hat das Wort.

Peter Moser, Biel/Bienne (PLR). Auch hier sehe ich das Problem des Bestreitens nicht. Die Konzession jener Linie haben die Verkehrsbetriebe Biel. Dort bin ich wohl Fuhrhalter, es gibt jedoch nicht mehr Aufträge, wenn man auf jener Linie besser fahren kann. Ich wohne übrigens an dieser Linie, gehe aber oft zu Fuss zum Bahnhof, damit ich den Zug erwische. Ich setze mich für Pendler und Schüler ein, die einen pünktlichen ÖV wollen, der auch den Namen ÖV verdient und nicht im Stau steckenbleibt. Was an diesem Anliegen anrüchig sein soll, weiss ich nicht. Das sollen diejenigen erklären, die dagegen sind.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Gegenüber dem Postulat von Peter Moser – eine zuverlässige ÖV-Verbindung zwischen Vingelz und dem Stadtzentrum Biel – haben wir gewisse Bedenken. Der Regierungsrat wird aufgefordert, zusammen mit der zuständigen Bundesstelle und der Stadt Biel Massnahmen für eine Verbesserung zu treffen. Es ist, wie im Postulat geschrieben steht, ein Kuriosum, sind doch sehr viele in dieses Geschäft involviert. Wir sehen zudem dieselben Probleme wie vorher: Man sollte sie über den RVK lösen. In anderen Situationen löst allenfalls auch die Regionalkonferenz derartige Fragen. Wir fragen uns, ob dies wirklich ein Postulat ist, das nur gerade den Regierungsrat betrifft. Wir möchten unsere Verwaltung lieber nicht mit solchen Dingen beschäftigen. Der Verkehr nimmt stetig zu, das schleckt keine Geiss weg. Solche Probleme bestehen nicht nur im Seeland. Ich denke an die Region Emmental und an die Zufahrt Oberaargau. Wir befinden uns in derselben Situation. In den Stosszeiten dauert die Fahrt von Burgdorf nach Hasli eine halbe Stunde. Auch das ASTRA hat erkannt, dass dort Probleme bestehen. Bereits heute arbeiten sehr viele Leute an diesem ganzen Geschäft: Die Stadt Biel ist mit einem Postulat damit befasst. Wir sind der Meinung, es handle sich nicht um ein Geschäft, dass der Grosse Rat vorantreiben sollte. Es sind sehr viele daran beteiligt. Man muss es zusammen mit den anderen lösen und nicht nur hier mit der Regierung. Aus diesen Gründen hält es die SVP nicht für sinnvoll, dieses Postulat zu überweisen.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Ich kann mich sehr kurz fassen. Gleicher Postulant – ähnliches Anliegen – vergleichbarer Tatort: Die Meinung der BDP-Fraktion zu diesem Postulat ist inhaltlich deckungsgleich mit meinen kurzen Ausführungen zum vorherigen Geschäft. Deshalb werde ich nicht länger darüber sprechen. Die BDP-Fraktion unterstützt auch dieses Postulat grossmehrheitlich.

Ulrich Scheurer, Longeau (PS). Die Aussage des Postulanten, die Verkehrssituation auf der Neuenburgstrasse von Biel sei schwierig, kann ich aus eigener Erfahrung voll und ganz unterstützen. Vor allem ab Mitte Nachmittag beginnt sich der Verkehr zu stauen; ein Rückstau bis Tüscherz oder sogar bis gegen Twann ist nicht selten. Dass ein Quartier nur über diese Strasse mit dem Stadtzentrum verbunden ist, ist somit problematisch. Es stimmt ebenfalls, dass der öffentliche Verkehr nur benutzt wird, wenn er zuverlässig und vor allem mit einer gewissen Pünktlichkeit verkehrt. Das ist hier sicher nicht der Fall. Somit ist der Handlungsbedarf unbestritten. Eine vernünftige Lösung zu finden, ist allerdings schwierig. Die Neuenburgstrasse liegt in der Zuständigkeit des Bundes, des ASTRA; dass das Trottoir der Stadt Biel, die Beleuchtung dem ESB Biel und die Pförtneranlage Biel gehört, verkompliziert die Angelegenheit natürlich. Die Zuständigkeit für die Sanierung liegt damit beim ASTRA. Dieses hat bereits signalisiert, dass eine Sanierung in den nächsten Jahren ansteht.
Dazu kommt, dass die kommenden Bauarbeiten der Umfahrung A5, des Westasts, über Jahre grössere Anpassungen zur Folge haben werden. Auch das wird die Situation natürlich nicht verbessern. Ob es allenfalls möglich ist, mit weiteren Massnahmen gemeinsam mit der Stadt Biel die Verkehrsprobleme zu vermindern, ist im Moment schwierig abzuschätzen. Die Probleme betreffen nicht nur die Neuenburgstrasse; der Verkehr staut sich beispielsweise bereits im Pasquartquartier, womit der Verkehr vom See her nur tröpfchenweise in die Stadt abfliessen kann. Dabei würde eine Privilegierung des Busses den Verkehrsstau noch verstärken – was verkehrspolitisch vielleicht gar nicht so schlecht wäre. Eine komplett neue Busspur würde zudem die Aufhebung von Parkplätzen bedingen. Der Aufschrei wäre wohl laut, denn zwischen See und Jurahang bleibt nicht viel Platz.
Nach der Inbetriebnahme des Westasts werden diese Probleme ohnehin alle gelöst sein. Allerdings ist das nicht vor 2030 zu erwarten. Wir gehen mit dem Regierungsrat einig, dass bei der heutigen finanziellen Situation eine Sanierung durch den Kanton ausgeschlossen ist. Auch wenn nur eine Buslinie mit nicht allzu hoher Frequenz betroffen ist, ein Quartier von dieser Grösse muss mit dem ÖV verbunden sein. Es bleibt die Frage, wer das bezahlt. Deshalb ist das Postulat hier sicher der richtige Weg.

Peter Bonsack, Kallnach (UDF). Mein Vorredner hat erklärt, wie die Situation in Biel ist. Das muss ich nicht wiederholen. Es ist auf jeden Fall wichtig, dass dieses Anliegen geprüft wird. Deshalb ist die EDU-Fraktion dafür, dass man es prüft. Es ist in der Tat so, dass der öffentliche Verkehr

manchmal komplett im Stau steht und nirgendwo mehr vorwärts kommt. Wir haben gehört, dass es noch bis 2030 dauert, bis die Autobahn fertiggebaut sein wird. Wenn man die Situation ändern will, muss man sich vorher überlegen, was zur Verbesserung des ÖV in jener Region unternommen werden könnte. Die EDU ist, wie gesagt, für Annahme des Postulats.

Le président. Weder der Postulant noch die Baudirektorin wünschen das Wort. Wir stimmen ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	76
Non	20
Abstentions	1

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen.

Affaire 2013.1049

N° de l'intervention:	203-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	16.08.2013
Déposée par:	Haas (Berne, PLR) (porte-parole) Sommer (Wynigen, PLR)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 05.09.2013
N° d'ACE:	1748/2013 du 18 décembre 2013
Direction:	TTE

Modification de la législation sur les marchés publics

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre au Grand Conseil un projet de révision de la législation sur les marchés publics permettant aux entreprises qui participent à un concours portant sur un projet ou à un concours portant sur l'étude et la réalisation d'un ouvrage de ne présenter qu'une déclaration spontanée concernant le respect des obligations envers les pouvoirs publics, les assurances sociales et le personnel. Une fois le concours terminé, seule l'entreprise gagnante devra fournir toutes les pièces justificatives requises dans un délai donné.

Développement

La Ville de Berne et, à n'en pas douter, d'autres communes exigent depuis des années de toutes les entreprises participant à un concours la production de pièces prouvant que le ou la soumissionnaire respecte ses obligations envers les pouvoirs publics, les assurances sociales et son personnel. Tel a par exemple été le cas lors de la procédure ouverte concernant le projet de réaménagement de l'ancien dépôt de tram de Burgernziel.

Les pièces justificatives exigées par la loi jouent un rôle à partir du moment où le mandat est adjugé au gagnant du concours. Mais bien souvent, l'adjudicateur ou l'adjudicatrice ne fait pas la différence entre la participation au concours et l'adjudication du mandat. La commission des concours et des mandats d'étude de la SIA demande depuis des années qu'au stade du concours, les entreprises n'aient à produire qu'une déclaration spontanée concernant leur capacité à produire, dans un délai convenable, toutes les pièces justificatives nécessaires. Ce système est pratiqué par de nombreux adjudicateurs et adjudicatrices soumis au droit des marchés publics. L'administration fédérale (OFCL) a même édicté une directive et la pratique est courante dans de nombreux cantons et grandes villes.

Dans sa réponse à une demande qui lui a été adressée, la Ville de Berne déclare que le changement de pratique exige une modification du droit cantonal.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge relativement importante quant au degré de réalisation des objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La simplification des marchés publics constitue un sujet important et récurrent, et le Conseil-exécutif reconnaît que la procédure de concours est très lourde pour les participants.

Depuis le 1er janvier 2003, les soumissionnaires doivent produire une déclaration spontanée selon laquelle ils respectent leurs obligations à l'égard des pouvoirs publics, les assurances sociales et leur personnel (article 20 de l'ordonnance du 16 octobre 2002 sur les marchés publics [OCMP]). Les entreprises ont à l'époque reconnu rapidement les avantages de cette nouveauté, puisque celle-ci permet d'éviter la participation de soumissionnaires qui ne remplissent pas leurs obligations. Concrètement, l'article 20 OCMP spécifie que les pièces justificatives doivent être jointes à l'offre ou à la demande de participation (procédure sélective). Dans le cas des concours, elles doivent par conséquent être jointes dès la demande de participation.

Afin de simplifier la procédure, la possibilité de recourir à un certificat a été introduite en janvier 2012. Depuis, les soumissionnaires peuvent demander au Secrétariat général de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie un certificat attestant qu'ils ont fourni les pièces justificatives les plus courantes. Ce document est valable une année et remplace les différentes pièces individuelles selon l'article 20 OCMP. Cette solution est largement utilisée et fonctionne très bien.

La requête de l'auteur de la motion qui souhaiterait qu'à l'avenir, pour les concours, les pièces justificatives ne soient demandées qu'à l'issue de la procédure et uniquement à l'entreprise adjudicataire n'est pas considérée comme pertinente par le Conseil-exécutif, et ce pour les raisons suivantes :

- Aujourd'hui, les soumissionnaires considèrent comme allant de soi de devoir produire les pièces justificatives selon l'article 20 OCMP dès le dépôt de l'offre. Une réglementation spéciale pour les concours relativiserait l'importance générale de l'obligation de fournir des justificatifs et cette condition en serait moins bien acceptée.
- La procédure se révèlerait très inefficace dans le cas où, à l'issue d'un concours, il s'avèrerait que le soumission-

naire sélectionné ne peut pas produire les pièces justificatives. En effet, dans la pratique, il arrive souvent que seule l'offre classée première puisse être concrètement mise en œuvre. De ce fait, il faudrait alors recommencer toute la procédure, ce qui engendrerait un surcoût très important.
– Les deux heures au maximum pour la commande des pièces justificatives selon l'article 20 OCMP sont négligeables par rapport au temps nécessaire à un bureau d'études pour répondre à un appel d'offres d'architecture. Et à l'heure actuelle, les soumissionnaires qui disposent déjà d'un certificat valable n'ont aucune démarche à effectuer. C'est pourquoi il serait totalement inapproprié d'accepter les inconvénients de la modification demandée.

Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Adrian Haas, Berne (PLR). *(Le président agite sa cloche.)* Was will die Motion? Sie will, dass man im öffentlichen Beschaffungsrecht eine Unterscheidung zwischen einem normalen Auftrag und dem Planungs- und Gesamtleistungswettbewerb, also dem Wettbewerbsverfahren, macht. Klar ist, dass man die Nachweise über die Pflichten, die man gegenüber der öffentlichen Hand, den Sozialversicherungen sowie den Arbeitnehmenden hat, erbringen muss, wenn man mit einem Auftrag zum Handkuss kommt. Das ist absolut unbestritten. Im Unterscheid zum Bund und zu anderen Kantonen, zum Beispiel St. Gallen, behandelt der Kanton Bern alle Bereiche genau gleich, also auch die Gemeinden. Das führt dazu, dass bei einem Architekturwettbewerb an die hundert Eingaben von verschiedenen Büros aus der Schweiz, aber auch aus Europa kommen, wenn ein solcher Planungswettbewerb zu irgendeinem Areal durchgeführt wird, zum Beispiel irgendwo in der Stadt Bern. Und alle diese Büros müssen diese Nachweise erbringen. Von diesen hundert Büros wird letztlich eines den Wettbewerb gewinnen. Und bei diesem einen Büro würde das effektiv relevant, da die übrigen bekanntlich nicht zum Handkuss kommen. Deshalb ist auch der Schweizerische Architekturverband der Meinung, man müsse eine Differenzierung zwischen der Auftragserteilung und dem Wettbewerb machen.
Der Vorschlag der SIA lautet wie folgt: «Die Teilnehmer bestätigen in ihrer Selbstdeklaration rechtsverbindlich, im Falle einer Auftragserteilung die erforderlichen Nachweise innert Frist, zum Beispiel innert zehn Tagen, einzureichen. Der Entscheid eines Preisgerichts an sich ist ja noch keine Auftragserteilung und stellt lediglich die Grundlage für eine entsprechende Verfügung dar. Die für die Beauftragung notwendigen Nachweise werden erst nach dem Wettbewerb vom Gewinner erbracht.» Die Idee ist also eine Selbstdeklaration, und der Gewinner muss die Nachweise innerhalb einer Frist von vielleicht zehn Tagen erbringen. Das ist absolut praktikabel. Wie gesagt, gibt es das beim Bund bereits, ebenso in anderen Kantonen. Der Regierungsrat verweist auf das Zertifikatsverfahren. Das heisst, Unternehmen können beim Kanton ein Zertifikat erwerben, wenn sie die Nachweise schon vorgängig einreichen. Das ist etwas Gutes, löst jedoch das Problem bei den Wettbewerben nicht, denn dort gibt sehr viele internationale Teilnehmer oder solche, die einmal an einem Wettbewerb teilnehmen und nicht dauernd kantonale Aufträge wollen. Deshalb werden sie auch nicht über ein solches Zertifikat verfügen. Aus diesem Grund wären wir dankbar, wenn der Vorstoss überwiesen und das bernische Beschaffungsrecht entsprechend angepasst würde. Das würde zu einer Verfahrensvereinfachung führen und administrativen Leerlauf verhindern.

Reto Müller, Langenthal (PS). An und für sich klingt der Vorstoss der Grossräte Haas und Sommer attraktiv und schon fast ein wenig sexy: weniger Bürokratie und mehr Eigenverantwortung für Unternehmen bei Ausschreibungen der öffentlichen Hand für Planungs- oder Gesamtleistungswettbewerbe mittels Selbstdeklarationen. Das klingt schon fast wie ein Wahlspruch der FDP. Und genau daher kommt der Vorschlag auch. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion will sich jedoch nicht zur Vorstossmotivation näher auslassen, sondern zum Inhalt. Hätten wir auf unserer schönen Welt nur Unternehmerinnen und Unternehmer, die Gutmenschen sind, egal ob sie von links oder von rechts kommen, wären es also lauter nette Menschen, die selbstverständlich für eine solche Vorprüfung alle nötigen Nachweise auch per Selbstdeklaration gut und richtig erbringen, wäre die SP-JUSO-PSA-Fraktion sogar für den Vorstoss zu haben. Die Erfahrung zeigt allerdings: Die Schlitzohrigkeit einiger weniger Unternehmungen führt in einem solchen Fall dazu, dass auch missbräuchliche Selbstdeklarationen eingereicht würden – zum Beispiel von in- und ausländischen Billigstanbietern mit entsprechenden Einbussen hinsichtlich der Erfüllung ihrer Pflichten gegenüber der öffentlichen Hand, den Sozialversicherungen oder auch gegenüber den Arbeitnehmenden –, und der bürokratische Aufwand, den man damit verringern will, wäre um ein Vielfaches grösser.
Wie auch der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, wäre es ein unhaltbarer Zustand für die öffentliche Hand, wenn bei einem Wettbewerbsgewinner nach Abschluss des Wettbewerbs festgestellt würde, dass er die erforderlichen Nachweise nicht erbringen kann oder nicht erbringen will. Darüber, ob anschliessend der Wettbewerb neu ausgeschrieben werden müsste oder ob automatisch der Zweit- oder der Drittplatzierte zum Zug käme, schweigen sich die Motionäre aus. Es wäre auch etwas seltsam, den Zweiplatzierten zu berücksichtigen, denn dieser möchte den Auftrag vielleicht gar nicht übernehmen, weil ein anderer gewonnen hat, und so weiter. Die Erbringung des Nachweises ist für Anbieter heute in allen Bereichen eine Selbstverständlichkeit: Sie machen das. Es ist auch kein Müssen, an einem solchen Wettbewerb teilzunehmen; sie nehmen freiwillig an diesen Wettbewerben teil und sollen demnach diese Nachweise vorher erbringen. Es ist auch nicht ganz einichtig, weshalb eine Sonderregelung für die Anbieter im Wettbewerbsverfahren verlangt wird, während man bei den normalen Vergabungen die üblichen Nachweise beibehalten will. Zudem ist es, gemessen am Gesamtaufwand, den jemand betreiben muss, um wirklich an einem Architekturwettbewerbe teilzunehmen, ein sehr geringer Aufwand, alle notwendigen Nachweise für die Teilnahme zu erbringen. Der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist es zudem ein grundsätzliches Anliegen, dass die von der öffentlichen Hand berücksichtigten Unternehmen bei allen Ausschreibungen, Vergaben und Wettbewerben sämtliche Auflagen sowohl hinsichtlich der Einhaltung des Sozialversicherungsgesetzes als auch der

Wahrnehmung der Pflichten gegenüber ihren eigenen Arbeitnehmenden erfüllen. Wir akzeptieren keine Schwächung des Schutzes von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern, auch nicht unter dem Deckmantel der Abschaffung von Bürokratie. Somit hätte ich zum Schluss unseren Wahlslogan auch noch untergebracht; und es ist deshalb nicht überraschend, dass die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Vorstoss klar ablehnt.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Für die EVP ist die Vereinfachung von Verfahren sehr wichtig. Gerade gestern konnten wir das im Bereich des Baubewilligungsverfahrens entsprechend demonstrieren. Die vorliegende Motion, die fordert, dass man mit einer Selbstdeklaration einsteigt und dass am Schluss des Prozederes mit einem Ausschlusskriterium das Ganze noch einmal geprüft wird, ist jedoch ein absolutes No-go. Entweder weichen wir das Verfahren auf und sagen, die Selbstdeklaration sei genügend und bleibe bis zum Schluss bestehen, oder wir fordern die Papiere am Anfang ein. Es kann und darf nicht sein, dass jemand einen Wettbewerb gewinnt, der auch für die Behörden und für die Begleitjury mit einem sehr grossen Aufwand verbunden war, und man am Schluss sagen muss, es sei halt nichts gewesen. Darum werden wir die Motion ablehnen. Wenn man im ganzen Bereich von Wettbewerben und öffentlichen Aufträgen tätig ist, wäre es sinnvoll, das Zertifikat zu erwerben und die Papiere bereit zu haben. Bei uns macht das einmal pro Jahr die Lehrtochter: Sie benötigt etwa zwei Stunden, um diese Unterlagen zu aktualisieren. Das Dossier, das man eingeben kann, liegt damit vor. Die Sache ist nur halb so problematisch, wie sie oft dargestellt wird. Wenn es eine Vereinfachung gibt, dann Ja, aber am Schluss ein Killerkriterium einzubauen, kann nicht der Weg sein.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Wie gestern bei der Baubewilligung geht es auch hier um die Reduktion der Papierflut. Die Motion will, dass man das mit einer Selbstdeklaration vorher abklären kann und erst, wenn es zum Auftrag kommt, den Nachweis erbringen muss. Im Sinne der Verfahrensvereinfachung ist dieser Vorstoss aus unserer Sicht zu begrüssen. Der Regierungsrat und auch mein Vorredner legten dar, es sei wenig praktikabel, wenn sich im Nachhinein herausstelle, dass ein Wettbewerbsgewinner die Anforderungen nicht erfüllt. Ich muss dem entgegenhalten, dass ein Planer gewiss nicht all die Planungsarbeit und die ganze «Büez» auf sich nimmt, wenn er nicht sicher ist, ob er die Auflagen erfüllen kann. Von daher habe ich nicht den Eindruck, dass dies ein grosses Problem wäre. Die SVP unterstützt diesen Vorstoss mit einigen Enthaltungen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Der vorliegende Vorstoss thematisiert etwas, über das wir uns wohl alle einig sind: Wenn ein Unternehmen öffentliche Aufträge erhält oder solche will, muss gesichert sein, dass dieses Unternehmen gegenüber dem Staat keine Schulden – also keine ausstehenden Steuerrechnungen – und auch gegenüber den Arbeitnehmenden keine Ausstände hat, zum Beispiel nicht bezahlte AHV-Abrechnungen. Ich glaube, damit geht auch Herr Haas einig. Eine Differenz besteht, wie Herr Haas selbst gesagt hat, bei der Frage, ob im Wettbewerbsverfahren Ausnahmen gemacht werden sollen. Im Kanton Bern haben wir gemerkt, dass die Selbstdeklaration nicht reicht. Es ist betrüblich, dass es Einzelne gibt, die sich nicht an die Vorschriften halten. Die grüne Fraktion ist aber klar der Meinung, dass sie sich für ein faires Wettbewerbsverfahren einsetzen will. Fair heisst, dass für alle dieselben Spielregeln gelten müssen.
Vorhin wurde ausgeführt, was es auf der praktischen Ebene bedeuten würde, wenn jemand, der einen Wettbewerb gewinnt, öffentlich dasteht und prämiert wird und am Schluss den Auftrag nicht erhält, weil sich herausstellt, dass er die Selbstdeklaration nicht eingehalten hat. In gewissen Verfahren ist das auch mit medialer Begleitung kombiniert. Für die öffentliche Hand und für den gesamten Kanton wäre das wohl ein schlechtes Beispiel, wenn man feststellen müsste, dass ein Unternehmen zwar das beste ist, dass es jedoch für seine Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern die AHV-Beiträge nicht bezahlt hat und deshalb den Auftrag nicht bekommt. Das zeigt sehr deutlich, dass der vorgeschlagene Weg nicht im Interesse der öffentlichen Hand ist. Wie gesagt, lehnt die grüne Fraktion den Vorstoss ab. Wir wollen ein faires Wettbewerbsverfahren, bei dem gewisse Spielregeln gelten. Das heisst: Transparenz. Genau denen gegenüber, die ehrlich sind, ihre Abgaben leisten und sich nichts zuschulden kommenlassen, ist es richtig, dass man nicht erst im Nachhinein merkt, wer sich nicht an die Spielregeln hält. Vielmehr sollen von Anfang an gleiche Spieleregeln für alle gelten. Deshalb bitten wir den Rat, die Motion abzulehnen.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Das Ziel der Gesetzgebung im öffentlichen Beschaffungswesen ist ein fairer und wirksamer Wettbewerb. Nach dem Prinzip der gleich langen Spiesse muss ein transparentes Vergabeverfahren die Gleichstellung aller Anbieter gewährleisten. Zu diesem Zweck müssen, wie bereits gesagt wurde, sämtliche Anbieter nachweisen, dass sie Steuern und Sozialversicherungen zahlen und die einschlägigen Bestimmungen der Gesamtarbeitsverträge und der Arbeitssicherheit einhalten. Die Motion will das nicht aufweichen. Das muss ich hier in aller Deutlichkeit sagen. Die Motion will eine Vereinfachung dieses ganzen Prozesses. Bei den «normalen» Beschaffungsprozessen müssen die Anbieter so genannte Selbstdeklarationen ausfüllen und die Angaben mit entsprechenden Nachweisen belegen, wobei die Belege nicht älter sein dürfen als ein Jahr. Nach heutiger Praxis müssen alle Unternehmer, die an einem Angebotsverfahren teilnehmen, ungeachtet der Grösse des Objekts und der Teilnehmenden diese Belege jedes Mal beilegen oder sie, wie ebenfalls erwähnt wurde, mit einem Zertifikat, das der Kanton ausstellt, nachweisen. Die vorliegende Motion fordert nun eine Vereinfachung, und zwar nur bei den Planungs- und Gesamtleistungswettbewerben. Der wesentlichste Unterschied zu den anderen Beschaffungen besteht darin, dass die Teilnehmer von Architekturwettbewerben deutlich weniger häufig an öffentlichen Ausschreibungen teilnehmen. Damit wäre es unverhältnismässig, sie gleich zu behandeln wie die anderen Bewerber, sodass die Nachweise nicht jedes Mal verlangt werden müssten. Zudem zieht sich dieser Teilneh-

merkreis bei Planungswettbewerben deutlich weiter, oft über die Kantons- oder sogar die Landesgrenzen hinaus.
Bisher wurde nur vom Aufwand der Anbieter gesprochen. Selbstverständlich entsteht auch Aufwand für diejenigen, die das Ganze kontrollieren müssen. Die Vergabestellen müssen jedes Dossier mit den entsprechenden Belegen seriös prüfen. Betrachtet man internationale Anbieter, ist diese Prüfung, wenn es um die Konformität oder die Gleichwertigkeit von Nachweisen geht, sei es bei Sozialversicherungen oder bei Gesamtarbeitsverträgen, nicht ganz so einfach, wie es klingt. Es geht, wie gesagt, weder um eine Schwächung noch um eine Aushebelung des Wettbewerbsrechts. Es geht auch nicht darum, dass man nur eine Selbstdeklaration abgeben soll, sondern darum, dass zu einem späteren Zeitpunkt die Nachweise erbracht werden müssen, dass jedoch nicht jeder Teilnehmer das ganze Dossier von Anfang an einreichen und entsprechend kontrolliert werden muss. Die FDP-Fraktion unterstützt die Motion einstimmig.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Die BDP-Fraktion schliesst sich bei der Schlussfolgerung der Haltung des Regierungsrats an und lehnt die Motion mehrheitlich ab. Dafür hat vor allem die Sicht derjenigen Seite, die ein solches Verfahren durchführt, den Ausschlag gegeben. Wir teilen die Meinung der Regierung, dass es ineffizient wäre, wenn sich nach einem durchgeführten Wettbewerb zeigen würde, dass der Gewinner die Nachweise nicht erbringen kann. Die Fraktion hält zudem den Aufwand für die Erbringung dieser Nachweise für vertretbar. Eine klare Mehrheit lehnt deshalb die Motion ab. Ein Postulat würde mehrheitlich zwar ebenfalls abgelehnt, jedoch von einigen Fraktionsmitgliedern unterstützt.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Man kann mit dem Aspekt der Vereinfachung in dieser Motion sympathisieren. Wie auch die Regierungsratsantwort sagt, ist jedoch der administrative Mehraufwand vernachlässigbar. Ich habe selbst schon öfter solche Wettbewerbe konzeptuell begleitet: Die Erbringung diese Nachweise ist für Profis eine Routinesache und eine reine Formalität. Ich verweise auch noch einmal auf die Schlitzohrigkeit des Vorstosses. Hier ist die Vereinfachung schlicht nicht so hoch zu loben und daher nicht zielführend. Sonst müssten die Wettbewerbsbedingungen umfassend neu diskutiert und ausgehandelt werden. Der Eingriff in diesem spezifischen Detailbereich scheint uns nicht sinnvoll, da man auf Bewerber, die den Auflagen entsprechen, angewiesen ist. Wir stehen für die Eigenverantwortung aufseiten der Bewerber ein. Wir lehnen den Vorstoss mehrheitlich ab.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Der EDU-Fraktion reicht eine Selbstdeklaration der Unternehmer. Der Gewinner soll anschliessend die geforderten Nachweise erbringen. Deshalb sind wir einstimmig für Annahme der Motion.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Nur eine kurze Ergänzung und eine Meinungsäusserung zu den Selbstdeklarationen: Es ist interessant dass dies ausgerechnet von Seiten der Arbeitgeber kommt. Ich möchte diese Arbeitgeber nun fragen: Wenn sich jemand bei euch für eine Stelle bewerben würde, würdet ihr eine Selbstdeklaration akzeptieren? Keine Diplome, keine Arbeitszeugnisse, keine Referenzen: Würde euch das genügen? Diese Angaben könnte man ja auch später einholen – oder etwa nicht? Mir sind schon Beispiele von Selbstdeklarationen zu Ohren gekommen, die angaben, ein Unternehmen bilde Lernende aus. Nachher stellte sich heraus, dass dies nicht ganz der Fall war. Es gibt Leute, welche die Selbstdeklarationen als «Lugiblatt» bezeichnen. Leider ist es so, dass es einzelne Unternehmen gibt, welche die Selbstdeklaration missbrauchen. Diejenigen Arbeitgeber, die sich korrekt verhalten, müssen ganz klar geschützt werden. Deshalb ist es wichtig, diese Unterlagen schon von vornherein zu haben und nicht erst nachgeliefert zu bekommen.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Im Volksmund sagt man, man solle etwas nur flicken, wenn es kaputt ist. Und ich denke, in diesem Fall ist gar nichts kaputt. Es geht lediglich darum, dass Arbeitgeber ein Formular einreichen. Solche, die kompetitiv gut aufgestellt sind, werden dazu doch wohl in der Lage sein. Mit dieser Motion wird eine gut funktionierende Lösung infrage gestellt. Stellen wir uns einmal vor, wir führen einen Architekturwettbewerb für den Campus der Berner Fachhochschule Biel durch. Das wird vom kommenden Jahr an aktuell. Rein im Planungsbereich geht es dabei um mehr als 25 Mio. Franken. Der Gewinner des Wettbewerbs schafft den Nachweis nicht. Der Wettbewerb wird wiederholt, die Kosten trägt der Kanton. Es kommt zu einer grossen Bauverzögerung, die wiederum Kosten generiert. Und es stellt sich die Frage, wer für den Schaden aufkommt. Und dann wird man sagen, das war halt Bestandteil des Verfahrens. Das ist wirklich am falschen Ort gespart. Da wird eine unnötige Vereinfachung versucht. Wer den Nachweis nicht schafft, soll sich doch anderen Märkten zuwenden. Die Motion ist abzulehnen.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich kann nicht viel mehr zu dieser Motion sagen; die Antwort ist lang und ausführlich. Grossrat Sommer hat gesagt, dass das Gesetz eigentlich eine Garantie für einen fairen Wettbewerb sein sollte. Allerdings hat er aus meiner Sicht nicht den richtigen Schluss daraus gezogen. Das Gesetz muss sich in der Praxis von beiden Partnern her bewähren. Wie Sie der Antwort entnehmen können, haben wir seit 2003 vom Verfahren her immer wieder Erleichterungen für das Gewerbe und für die Unternehmungen zugelassen. Wir müssen uns jedoch immer überlegen, warum es dieses Gesetz und diese Regelungen gibt: eben gerade, um einen fairen Wettbewerb unter den Anbietenden zu garantieren. Wenn sich jemand auf ein solches Wettbewerbsverfahren einlässt, weiss er, was er machen muss. Er weiss, dass er diese Nachweise beibringen muss. Das hat bisher noch nie zu Problemen geführt. Würden wir hingegen zulassen, dass die Nachweisformulare erst am Schluss eingereicht werden müssten, könnte es passieren, dass das ganze Verfahren wiederholt werden müsste. Dies umso mehr, als Grossrat Sommer selbst sagte, es gehe um Architektur- und Planungsbüros, die nicht jeden Tag eine solche Beschaffung machen und sich das nicht gewohnt sind; sie könnten durchaus etwas vergessen. Ich kann Ihnen sagen: Der Aufwand für eine solches Wettbewerbsverfahren ist für die Verwaltung, für den Beschaffer, immens. Lassen Sie doch die Regelung, die sich in den

letzten Jahren bewährt und nie zu Problemen geführt hat, bestehen. Ich wiederhole: Es geht hier um Büros, die Beschaffungen nicht unbedingt gewohnt sind. Man muss verlangen, dass von Anfang an die Regeln eingehalten werden.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich möchte zuerst ein Missverständnis ausräumen. Es geht hier nicht um ein Arbeitgeberanliegen. Die ganze Idee kommt aus der Jury des Tramdepotwettbewerbs heraus. Sie wird unterstützt von den Architekten, namentlich auch vom Geschäftsleiter dieses Wettbewerbs, vom ehemaligen Grossrat Franz Biffiger, SP. Er unterstützt dieses Vorgehen, denn bei diesem Wettbewerb mit rund hundert Teilnehmern haben wir entsprechende Erfahrung gemacht. Wir haben gesehen, dass es tatsächlich Verfahrensvereinfachungen gäbe, wenn man mit einer Selbstdeklaration fungieren würde. Eine Wettbewerbsteilnahme und eine Auftragserteilung sind eben nicht dasselbe. Es ist auch nicht so, dass es mit dem Vorgehen, das wir vorschlagen, keinen fairen Wettbewerb gäbe. Der Bund hat das auch. Weshalb soll es also schlecht sein? Und weshalb soll die SIA für einen unfairen Wettbewerb eintreten? Das würde überhaupt keinen Sinn machen. Wir sind der Meinung, dass man das wirklich noch einmal seriös anschauen müsste. Wenn jemand an einem Planungswettbewerb teilnimmt, denke ich nicht, dass er das Risiko eingeht, die Nachweise nicht erbringen zu können, falls er den Wettbewerb gewinnt. Das wäre ein Megaimageschaden, den jemand einfahren würde, wenn sich nachträglich öffentlich herausstellen würde, dass er diese Nachweise nicht erbringen kann. Man kann durchaus darauf vertrauen, dass die Leute, die an Wettbewerben teilnehmen, kein Interesse daran haben, öffentlich ins Messer zu laufen. Von daher ist die Gewähr geboten, dass das Verfahren funktioniert, zumal es, wie gesagt, in anderen Kantonen und beim Bund funktioniert. Ich nehme jedoch zur Kenntnis, dass gewisse kritische Bemerkungen angebracht wurden. Deshalb bin ich bereit, die Motion in ein Postulat zu wandeln. Damit kann die Verwaltung die Geschichte noch einmal seriös prüfen. Vielleicht nimmt sie Kontakt mit dem SIA auf und kommt bei der nächsten Revision des Beschaffungsrechts zu einer guten Lösung.

Le président. Der Vorstoss wurde gewandelt, wir stimmen über das Postulat ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat

Oui	82
Non	58
Abstentions	0

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen.

Affaire 2013.1201

N° de l'intervention:	253-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	05.09.2013
Déposée par:	von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	160/2014 du 12 février 2014
Direction:	TTE

Energie renouvelable : le canton doit favoriser l'implantation de sondes géothermiques verticales (SGV)

En vue de la mise en œuvre de la stratégie énergétique fédérale 2050 (abandon de l'énergie nucléaire), le canton de Berne doit favoriser l'utilisation de sondes géothermiques verticales pour le chauffage des bâtiments à l'aide de pompes à chaleur, au moyen des mesures suivantes :

1. Etablir une cartographie précise et détaillée des potentiels énergétiques du sous-sol quant à l'utilisation de sondes géothermiques verticales pour le chauffage des bâtiments.
2. Assouplir les directives internes relatives à la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux), à l'instar des cantons voisins, concernant l'implantation de sondes géothermiques verticales.

Développement

Le canton de Berne clame haut et fort qu'il fera tout son possible pour sortir du nucléaire et promouvoir les énergies renouvelables, notamment pour le chauffage des bâtiments. L'utilisation de sondes géothermiques verticales couplées à une pompe à chaleur est une alternative intéressante par rapport aux systèmes conventionnels utilisant des combustibles fossiles.

Dans le Jura bernois par exemple, nombre de nouveaux propriétaires se plaignent qu'il n'est pas possible d'installer de telles sondes (à quelques rares exceptions, soit dans les quelques zones autorisées ou en faisant une demande d'autorisation auprès des autorités cantonales), alors que de telles installations sont autorisées sur de grandes parties du territoire des cantons voisins.

En parcourant le site « Geoportail » et en effectuant une rapide comparaison entre les régions à topographie (et certainement à géologie) similaire, tel le Jura bernois, les cantons voisins de Neuchâtel et du Jura, il apparaît très clairement que ceux-ci appliquent une politique beaucoup plus tolérante vis-à-vis de l'installation de telles sondes. On pourrait donc se poser les questions suivantes :

- soit la géologie hydrologique suit exactement les frontières cantonales, ce qui est fort improbable ;
- soit l'administration cantonale bernoise applique, comme à son habitude, de manière préventive et scrupuleuse le droit supérieur.

Le canton de Neuchâtel, en partenariat avec le Laboratoire suisse de Géothermie (CREGE) et l'Université de Neuchâtel (UNINE), a effectué en 2008 une étude sur un programme de développement de la géothermie au niveau cantonal.

Il apparaît clairement que, par exemple dans une région à la géologie similaire, comme le Jura bernois, le potentiel d'utilisation de sondes géothermiques verticales pourrait certainement être encore grandement amélioré.

Il serait donc encourageant que le canton de Berne investisse dans un tel programme dans le cadre de sa politique

énergétique à long terme, afin de pouvoir exploiter dans le futur et de manière précise le potentiel géothermique de ses diverses régions, et ce avec moins de contraintes que la pratique actuelle.
Géoportail du canton de Berne / autorisation des sondes géothermiques
http://www.map.apps.be.ch/pub/synserver?project=a42pub_erdsond&userprofile=geo&language=fr
Site du Laboratoire de géothermie CREGE
http://www.crege.ch/index.php?menu=down&page=down_rap)

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, le potentiel énergétique de la géothermie est depuis longtemps reconnu. L'utilisation de sondes géothermiques pour le chauffage des bâtiments est encouragée de manière ciblée dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie énergétique 2006. Ainsi, la pose de sondes géothermiques ne requiert pas de concession selon la régale des mines et généralement pas non plus de permis de construire, mais uniquement une autorisation spéciale prenant la forme d'une autorisation en matière de protection des eaux. En outre, dans le cadre du programme cantonal d'encouragement, une aide financière peut être obtenue sous certaines conditions. C'est uniquement pour des motifs impérieux tels que la mise en danger des eaux souterraines que les sondes géothermiques ne sont pas autorisées.

1. Le canton de Berne dispose déjà d'une carte « sondes géothermiques » sur son Géoportail et est le premier canton suisse à offrir des renseignements en ligne sur les possibilités d'obtenir une autorisation pour des sondes géothermiques. Cette carte s'appuie sur des études hydrogéologiques régionales et tient compte des gisements d'eau souterraine ainsi que d'autres critères d'évaluation. Elle est mise à jour quatre fois par an à l'aide des données les plus récentes. Une analyse de la carte montre que la pose de sondes géothermiques est possible dans environ 40 pour cent des zones habitées du canton de Berne. Il est donc aujourd'hui d'ores et déjà possible d'évaluer de manière fiable le potentiel théorique pour des sondes géothermiques dans le canton. En outre, c'est en fin de compte uniquement notre carte sur les sondes qui est déterminante pour la pose de sondes géothermiques et non une carte relative au potentiel, laquelle serait donc inutile et ne ferait qu'entraîner des frais supplémentaires.
2. Il n'existe pas de directives internes concernant l'implantation de sondes géothermiques verticales. La pratique du canton de Berne en matière d'autorisation se base en grande partie sur la législation fédérale concernant la protection des eaux et sur les aides à l'exécution correspondantes publiées par la Confédération. Comme nous l'avons dit en introduction, cette pratique est relativement souple.

Par ailleurs, la comparaison établie par l'auteur de la motion avec les cartes du géoportail des cantons voisins n'est pas pertinente. En effet, le Jura bernois compte beaucoup plus de sources pour l'alimentation en eau potable au niveau local, régional voire suprarégional que les cantons de Neuchâtel et du Jura par exemple. La part des surfaces situées dans des zones de protection des eaux souterraines et sur lesquelles la pose de sondes géothermiques ne peut être envisagée y est par conséquent plus importante.
Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Entre la décision du Conseil fédéral de sortir du nucléaire, l'arrêt programmé pour 2019 de la centrale nucléaire de Mühleberg, le besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, bref: le besoin global en énergies alternatives va de plus en plus se faire sentir. L'utilisation de pompes à chaleur est un moyen plus écologique pour chauffer un bâtiment qu'une bonne vieille chaudière à mazout. Par contre, dans les régions de montagne, les pompes à chaleur air-air sont souvent à la limite de leurs performances et doivent fonctionner généralement à pleine puissance durant toutes les périodes de grand froid. Une alternative serait d'utiliser des pompes air-eau, dont le rendement est meilleur. Malheureusement, dans la plupart des régions de montagne du canton de Berne, le recours à un forage d'une profondeur entre 100 et 200 mètres est généralement interdit. En comparant les cartes Géoportail du Jura bernois, du canton de Neuchâtel et du canton du Jura, on constate des situations diamétralement opposées. Sur Neuchâtel et le Jura, c'est rempli de zones vertes, comme vous pouvez le constater ici *(l'orateur montre une carte)*. Par contre, sur Berne, ce n'est certainement pas un hasard, c'est tout rouge: verboten! Alors, deux options: soit la géologie hydraulique suit exactement les frontières cantonales, ce qui serait fort improbable, soit l'administration cantonale applique, comme à son habitude, de manière préventive mais rigoureuse, le droit fédéral sur la protection des eaux. Voilà pour l'introduction.
La carte en question existe effectivement sur Géoportail, sinon l'auteur de la proposition n'aurait pas pu faire la comparaison, mais elle n'est pas assez détaillée par rapport aux cantons voisins. Même s'il est possible d'obtenir des autorisations ponctuelles pour des forages, lors de la première approche sur le Géoportail bernois, on pense immédiatement – et comme cela est mentionné – qu'il est interdit de forer dans les zones marquées en rouge. Mais comme il est en plus possible d'obtenir des dérogations, le canton doit certainement connaître les profondeurs maximales autorisées. Comment voulez-vous faire la promotion de cette énergie renouvelable dans de telles conditions? Comme toutes les données sont certainement déjà en possession de l'administration, une carte plus détaillée ne devrait pas coûter une fortune au canton. Concernant la directive, le canton nous apprend dans sa réponse qu'il n'y a pas de directive interne mais qu'implicitement, on pourrait dire que l'application de la législation fédérale fait office de directive interne. En adaptant la carte avec les profondeurs autorisées, l'administration serait de fait presque obligée d'établir les directives internes correspondantes. On le voit, les deux points sont indirectement liés. Un assouplissement visible et accessible à tout public de la politique d'autorisation pourrait faire la promotion de ce type d'énergie et, par la même occasion, motiver les personnes à consentir à un investissement supplémentaire d'environ 30 000 francs pour un forage lors de constructions ou de rénovations. Dans le cas

spécifique du Jura bernois, où les pompes à chaleur ont actuellement meilleure presse que les éoliennes – on ne les voit pas, elles ne font pratiquement pas de bruit, on pourrait presque se poser la question si pour l'administration cantonale, celui-ci reste un terrain dévolu principalement à l'éolienne, au détriment des autres sources d'énergies renouvelables. En soutenant ma motion, vous participerez donc à la promotion des énergies renouvelables dans le canton de Berne et sans atteinte au paysage et à la faune. Un peu de souplesse, que diable!

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Der Motionär will die Förderung der Energiewende mit dem zusätzlichen Gewinn von Energie aus Erdsondenheizungen. Im ersten Punkt verlangt er, dass die Energiepotenziale für Erdsonden genau und ausführlich kartografiert werden müssen. In einem zweiten Punkt wird verlangt, dass die internen Richtlinien zum Gewässerschutzgesetz zu lockern seien, um eine zusätzliche Nutzung zu ermöglichen. Die BDP-Fraktion ist voll und ganz der Meinung, das Wärmepumpen mit Geothermiesonden wo immer möglich gefördert werden sollen, sofern es nicht gefährlich ist. Ob Wärmenutzung mittels Erdsonden ohne Gefahr möglich ist, muss vorab von Fachleuten beurteilt werden. Es gilt auch andere Gesichtspunkte zu berücksichtigen, zum Beispiel den Schutz des Grund- und Quellwassers. Das ist ebenfalls ein wichtiger Faktor. Der Kanton Bern verfügt über sehr gute Instrumente, um den Einsatz von Erdsonden aufzuzeigen. Das Geoportal zeigt jedem zu jeder Zeit, ob er eine solche Heizung einrichten kann oder nicht. Diese Karte wird laufend angepasst, wenn neue Erkenntnisse aus den regionalen Gebieten vorliegen. Auch dort gilt es den Fachleuten und den Geologen zu vertrauen. Neue Karten oder Anpassungen der Karten im Geoportal sind aus unserer Sicht nicht notwendig. *(Le président agite sa cloche.)* Die BDP-Fraktion ist ebenfalls der Meinung, dass das Bewilligungsverfahren richtig läuft. Man muss nicht zuletzt abwägen, ob andere Güter geschützt werden müssen. Aus diesem Grund lehnt eine grosse Mehrheit der BDP-Fraktion diese Motion ab.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Der Motionär hat ausführlich und engagiert dargelegt, worum es geht. Es geht um Wärmepumpen, die etwas sehr Sinnvolles für den Klimaschutz sind, können sie doch den CO_2-Gehalt sehr tief halten. Es gibt bekanntlich verschiedenen Wärmepumpen, zum Beispiel Luft-Wasser-Wärmepumpen: Eine solche habe ich selbst seit 27 Jahren, und zwar im Berner Oberland. Es wird manchmal zu Unrecht gesagt, sie seien in den Alpen nicht dienlich. Ich kann jedoch nur das Beste darüber sagen: Luft-Wasser-Wärmepumpen sind gut. Es gibt zudem die Grundwasserwärmepumpen – auch damit hat man beste Erfahrungen gemacht – sowie die Erdsonden, die der Motionär anspricht. Der Kanton bzw. das AWA hat eine ausführliche Broschüre erarbeitet, die man herunterladen kann und die sehr genau darauf eingeht, wie man Wärmepumpen, insbesondere Erdsonden, planen kann. Wenn man die Karte im Geoportal betrachtet, ist wichtig, dass der Berner Jura in der Tat rot eingezeichnet ist – übrigens auch das Berner Oberland. Das hat mich erstaunt, und ich ging der Sache nach. Es hängt natürlich damit zusammen, dass bei den Erdsonden vor allem das Grundwasser entscheidend ist. Auf Seite 9 steht denn auch genau, dass in Grundwasserschutzzonen S1/S2 keine Möglichkeit besteht, weder direkt noch indirekt, während in der Grundwasserschutzzone S3 immerhin indirekte Systeme genehmigt werden können. Das hat mich dazu gebracht, zu schauen, wie es in Meiringen gehandhabt wird: Meine Nachbar hat nun eine Erdsonde. In einem Gebiet, das komplett rot eingezeichnet ist, ist es also möglich. Man muss vermutlich einen gewissen Aufwand betreiben. Dort befindet sich jedoch kein Grundwasser. Man kann es also sicher in grossen Teilen des Kantons machen. Es ist kein No-go. Zur Haltung der SVP gegenüber dieser Motion: Wir sind der Meinung, Ziffer 1 hätte zu viel Aufwand zur Folge. Im Kanton Bern wird ohnehin jede Bohrung kartografiert, da jede Bohrung, die eine Firma ausführt, gemeldet werden muss. Das wird ausgewertet und die Karte wird laufend erneuert. Wir lehnen Ziffer 1 daher ab. Bei Ziffer 2 schreibt die Regierung richtig, es gebe keine internen Richtlinien. Würde der Motionär Ziffer 2 wandeln, könnten wir sie als Postulat annehmen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). C'est ici en tant que porte-parole du parti évangélique que je vais m'exprimer, mais aussi en tant que professionnel de la planification des chauffages. Je suis membre d'un bureau d'études, qui, souvent, dans la phase de planification a besoin de données cohérentes et détaillées pour pouvoir aiguiller les maîtres d'ouvrage et les clients sur le choix d'une énergie et si possible sur le choix d'une énergie renouvelable. Donc ici, je volerai au secours de mon collègue Dave von Kaenel pour dire tout le bien que je pense de sa motion et pour engager le canton à si possible mettre à disposition des planificateurs des cartes de Géoportail qui soient plus détaillées que celles que l'on a actuellement à disposition. Dans le canton de Berne, c'est ou bien vert ou bien rouge, mais la pratique démontre que souvent, malgré le fait que des parcelles soient en rouge sur la carte, il y a la possibilité de forer. Cela demande de creuser davantage, de faire appel à des spécialistes pour étudier le terrain et on obtient des autorisations, peut-être parfois limitées, un forage à 100 mètres, mais utiles. La géothermie est une alternative intéressante au pétrole, comme l'a dit Dave von Kaenel, mais aussi à d'autres moyens de chauffage, notamment le bois qui émet davantage de CO_2. J'insiste ici pour dire que la géothermie est utile en hiver pour chauffer les bâtiments, mais aussi en été pour les refroidir. Aujourd'hui, avec le «géo-cooling», on arrive à faire de très bonnes choses au niveau technique. Il n'est donc pas question avec cette motion de prendre des risques et de faire des forages là où il y a des dangers naturels, mais c'est bien de définir davantage la carte, de la préciser, de mettre des nuances et surtout d'encourager les clients qui sont prêts à faire des investissements pour faire des forages géothermiques à bien étudier ces variantes. Le parti évangélique, dans sa grande majorité, est donc prêt à soutenir cette motion.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Es ist lobenswert, dass sich der Motionär für erneuerbare Energien einsetzt. Es ist ebenso lobenswert, dass er den Bürokram vereinfachen will. Der Motionär kommt hier jedoch mit einem Anliegen, das schon seit den frühen 80er-Jahren im Kanton Bern reibungslos verläuft. Erdwärmesonden brauchen, wie wir der

Antwort der Regierung entnehmen können, in der Regel keine Baubewilligung, sondern höchstens eine Sonderbewilligung im Bereich Grundwasser. Seit Anfang der 80er-Jahre wurden in der ganzen Schweiz Hunderte, wenn nicht Tausende von Erdsonden gebohrt – auch im Kanton Bern. Es wurden also zig Kilometer Sonden in den Boden versenkt. Der Kanton Bern hat Erfahrung und grosse Kenntnisse; er kennt den Untergrund. Seitens der glp-CVP-Fraktion braucht es keine weitere Aufnahme des Untergrunds. Es ist uns ganz wichtig, dass gerade in den Gewässerschutzzonen nicht gebohrt werden kann, denn genau dort besteht die sehr grosse Gefahr, die Grundwasserschichten zu verletzen und damit den Grundwasserspiegel senken. Das müssen wir unbedingt verhindern. Aus der Antwort wissen wir, dass man in 40 Prozent des Siedlungsgebiets mit solchen Sonden arbeiten kann. Dort, wo es Wasser hat, kann man sehr oft auch das Grundwasser nehmen. Das ist eine noch effizientere Energie: Sie fliesst viel schneller nach. Ich bitte den Motionär, seine Leute darauf hinzuweisen, dass sie sich womöglich mit Grundwasserwärmepumpen beschäftigen müssen.
Zu den einzelnen Punkten: Der Kanton Bern kennt den Untergrund, er hat genügend Informationen. Wir sind der Meinung, dass man da nichts Weiteres machen sollte. Das Gewässerschutzgesetz muss man in dem Fall auch nicht anpassen. Die glp-CVP-Fraktion bittet den Rat, beide Ziffern abzulehnen.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ich kann mich im Wesentlichen dem, was bisher gesagt wurde, anschliessen. Auch die Fraktion SP-JUSO-PSA unterstützt diesen Vorstoss nicht. Es ist nicht etwa so, dass wir das Gefühl hätten, man solle erneuerbare Energien nicht unterstützen. Wir sind jedoch der Meinung, dass wir bereits eine gute Grundlage haben. Im Vorstoss wird auf die eidgenössische Energiestrategie verwiesen. Wie Sie wissen, wird diese im Moment noch sehr stark diskutiert. Wir haben jedoch im Kanton Bern eine Superinstrument, nämlich die kantonale Energiestrategie 2006 mit einem Umsetzungsbericht 2011, der im Grossen Rat diskutiert wurde. Unseres Erachtens sind wir auf dem richtigen Weg. Wenn man Fortschritte machen will, muss man vor allem bezüglich der Effizienz dranbleiben, selbstverständlich auch bei der Förderung, sprich bei einer Energieabgabe. Dieser Vorstoss ist nicht nötig; er würde zu Mehrkosten führen und hätte nicht die entsprechenden Auswirkungen. Sicher ist die Koordination wichtig zwischen dem Bund und den Kantonen. Auch da ist man mit der Erarbeitung eines Energieatlasses befasst, der in diese Zielrichtung geht. Diese Arbeiten sind aufgegleist. Die Idee ist, im Energieatlas alle Bereiche, zum Beispiel auch Solar- und Windnutzung, aufzuzeigen. Dies als Information. Wir sind der Meinung, die Motion sei nicht nötig; wir unterstützen sie nicht.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Les deux demandes du motionnaire concernent d'une part l'établissement d'une cartographie et d'autre part l'assouplissement des directives. Au nom du groupe des Verts, je me permets de faire les remarques suivantes. Le motionnaire demande que les directives internes soient assouplies. De quelles directives parle-t-il, puisque dans le point 2 de sa réponse, le Conseil-exécutif précise «il n'existe pas de directives internes»? Nous admettons que la technique des sondes géothermiques pour les pompes à chaleur présente déjà un mieux par rapport aux pompes à chaleur air-air, ces dévoreuses d'énergie électrique. Il est vrai également que l'alternative peut être intéressante. Nous précisons ceci: lors de la construction ou d'une rénovation d'une maison, il est préférable, à notre avis, d'investir dans la qualité de l'enveloppe du bâtiment, l'isolation de la toiture et la qualité des fenêtres, autrement dit de choisir la norme Minergie B ou A ou mieux encore, d'opter pour une maison entièrement passive. Pour la chauffer, on choisira un chauffage à bois, bûches ou pellets, et en plus il nous semble logique d'installer au moins des capteurs solaires thermiques pour assurer la production d'eau chaude. Pour une telle maison, la consommation d'électricité sera moins élevée que si l'on installe une pompe à chaleur géothermique.
Par rapport à la carte, mes préopinants l'ont déjà dit, il semble qu'il y ait suffisamment de nuances sur le Géoportail. On pourrait évidemment préciser un peu mieux, mais jusqu'à présent il semble que les moyens dont nous disposons soient suffisants. Nous rejetterons donc le point 1, mais nous acceptons le point 2 sous forme de postulat, tout en tenant à préciser ceci: la pratique du canton se base en partie sur la législation fédérale et cette pratique est relativement souple. Jusqu'à maintenant, un nombre important de pompes à chaleur du type dont parle le motionnaire a pu être installé. Contrairement à ce qu'affirme le motionnaire, le sous-sol du Jura bernois compte beaucoup plus de sources pour l'alimentation en eau potable que les cantons voisins. Pour cette raison, il faut avoir des garanties sur le plan de la protection des eaux. Comme précisé dans nos remarques préliminaires, nous insistons pour dire que la technique des pompes à chaleur, même géothermiques, ne représente pas la panacée. Les Verts vous proposent cependant d'accepter le point 2 sous forme de postulat et comme déjà dit, ils rejetteront le point 1.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Wie der Regierungsrat im letzten Absatz der Antwort zu Motion schreibt, kann man den Kanton Bern in dieser Beziehung nicht mit den anderen Kantonen vergleichen, insbesondere nicht mit den Kantonen Neuenburg und Jura, wie es hier gemacht wird. Denn es werden deutlich mehr Quellen für die Trinkwasserversorgung genutzt, und somit sind mehr Grundwasserschutzzonen durch den Trinkwasserschutz belegt. Zudem ist der Kanton Bern, wie in der Antwort ebenfalls festgehalten ist, weiter als die Kantone Neuenburg und Jura, indem er im Geoportal über eine Erdwärmesondenkarte verfügt. Es ist daher völlig überflüssig, nun noch eine Potenzialkarte zu erstellen. Das wäre nicht nur eine Doppelspurigkeit, sondern wäre unnötig, denn für die Erstellung von Erdwärmesonden ist ausschliesslich die Erdwärmesondenkarte massgeblich und keine Potenzialkarte. Wozu sollte man also eine Potenzialkarte erstellen, wenn man sie gar nicht benutzen kann? Ich bitte den Grossen Rat, nicht nur Ziffer 1 der Motion deutlich abzulehnen, sondern auch Ziffer 2, selbst wenn sie ein Postulat ist. Es wäre – mit Verlaub – lediglich Beschäftigungstherapie für die Verwaltung, und das wollen wir nicht.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Au vu de la majorité des tendances dans cet hémicycle, je vais donc transformer ma motion en postulat, même si les réponses données ne me satisfont pas entièrement. Concernant les cartes, ce qui est demandé, ce n'est pas de créer une nouvelle carte, c'est d'affiner celle qui existe déjà, de la rendre un peu plus tolérante et de savoir où il serait possible de forer et à quelle profondeur, pas seulement tout en rouge. Aussi, au niveau de la directive, certes elle n'existe pas, mais un postulat ferait réfléchir l'administration et à terme rendrait la pratique un peu plus souple, j'en suis convaincu. Donc, je transforme les deux points en postulat.

Le président. Der Motionär hat seinen Vorstoss in ein Postulat gewandelt. Wir stimmen punktweise darüber ab.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	23
Non	111
Abstentions	3

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 des Postulats abgelehnt.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	32
Non	100
Abstentions	5

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 des Postulats mit 100 gegen 32 Stimmen bei 5 Enthaltungen abgelehnt.
Die Behandlung der Geschäfte 2013.1239, Motion Bauen, sowie 2013.1202, Motion von Kaenel, Traktanden 22 und 23, wird auf morgen verschoben. Wir behandeln vor dem Mittag noch einige Interpellationen.

Affaire 2013.0890

N° de l'intervention:	183-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	29.06.2013
Déposée par:	PLR (von Kaenel, Villeret) (porte-parole) PLR (Matti, La Neuveville)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	14/2013 du 7 janvier 2014
Direction:	TTE

Procédure sur invitation: qu'en est-il des entreprises du Jura bernois?

Dans le cadre de son soutien aux PME, le Parti libéral-radical du Jura bernois et ses sections locales ont lancé ces derniers mois diverses tables rondes avec des industriels de la région.
Il est ressorti de ces discussions que nombre de PME du Jura bernois ont l'impression d'être très rarement conviées à des appels d'offre lors des procédures sur « invitation » pour divers travaux ou mandats lancés par l'administration cantonale.
Lors du débat au Grand Conseil sur le relèvement des seuils sur les marchés publics (motion 029-2012), la gauche défendait ouvertement des seuils bas par souci de transparence, alors que dans le cas présent, même après quelques recherches sur le site internet du canton, nous constatons que nous avons affaire à une situation particulièrement opaque.
Afin de clarifier cette situation, l'interpellant pose les questions suivantes :
Lors des cinq dernières années, quel a été, dans l'arrondissement administratif du Jura bernois, par Direction et par année, le pourcentage d'entreprises du Jura bernois conviées à des appels d'offre lors de procédures sur « invitation » ?

1. Lors de ces mêmes cinq dernières années, toujours dans l'arrondissement administratif du Jura bernois, quel a été le montant annuel (en pourcentage et en francs) attribué aux entreprises du Jura bernois lors de ces appels d'offre sur « invitation » ?
2. Existe-t-il au sein de l'administration cantonale des procédures de contrôle, de suivi et de comparaison lors de l'attribution de travaux ou de mandats selon l'appel d'offre sur « invitation ».
3. Quel est le volume annuel moyen total des transactions (sur les 5 dernières années) payé par l'administration cantonale lors d'appels d'offre sur « invitation » ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif n'a connaissance d'aucun élément laissant supposer que les entreprises du Jura bernois sont désavantagées dans les soumissions menées selon la procédure sur invitation. Tout comme dans d'autres régions, cela n'a pas de raison d'être, car il est au contraire souvent préférable de convier des entreprises régionales afin d'aboutir à des solutions économiquement avantageuses.
La procédure sur invitation est applicable pour les marchés d'une valeur située entre 100 000 et 250 000 francs. L'adjudicateur doit demander au moins trois offres et il est libre dans le choix des entreprises invitées à présenter une offre. Ni la loi ni l'ordonnance sur les marchés publics ne prévoient de dispositions plus précises. Il n'existe pas non plus de directives cantonales sur la procédure sur invitation.
Réponses aux questions

1., 2. et 4. La loi ne le prévoyant pas et en raison de l'investissement disproportionné que cela représenterait, les Directions cantonales n'établissent pas de statistiques détaillées sur toutes les procédures sur invitation effectuées dans le canton. En raison du grand nombre de marchés adjugés par le canton, de telles statistiques ne seraient même pas réalisables compte tenu des faibles ressources disponibles. Seuls les marchés publics soumis aux traités internationaux (OMC) font l'objet de statistiques annuelles à l'intention de la Confédération. Il est

donc impossible de répondre aux questions de l'auteur de l'interpellation concernant la procédure sur invitation faute de données disponibles.

3. Non, cela n'a jusqu'ici jamais été jugé utile. Le collège consultatif en marchés publics, qui assiste le Conseil-exécutif et les Directions, se charge de toutes les questions générales sur l'exécution du droit des marchés publics. Composé de manière paritaire, il observe le marché et peut si nécessaire faire des recommandations aux différents services adjudicateurs des pouvoirs publics. Les détails concernant le collège consultatif figurent aux articles 39 et suivants de l'ordonnance du 16 octobre 2002 sur les marchés publics (OCMP, RSB 731.21).

Le président. Monsieur von Kaenel n'est pas satisfait; il fait une déclaration.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Circulez, il n'y a rien à voir! Voilà pour résumer la réponse à mon interpellation. Lors de la discussion pour relever les seuils des marchés publics dans ce même hémicycle, on voulait nous faire croire que dans nombre de communes, tout n'était que copinage entre politiciens de milice et entrepreneurs et artisans locaux, alors que de l'autre côté, au niveau des administrations, lors de l'attribution de mandats, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Erreur! Les derniers faits divers, tant au niveau fédéral que cantonal, nous démontrent que le suivi et les contrôles ne sont pas aussi efficaces qu'on le prétend au niveau des administrations. Avec des seuils encore plus hauts, les responsables de service auront donc encore plus de compétences décisionnelles au niveau financier. Au niveau de la Confédération, on défend l'idée d'inscrire les achats dès 50 000 francs dans un registre, afin de savoir qui a acheté quoi, pour quel montant et selon quelle procédure. Nous allons donc certainement revenir sur ce sujet en nous inspirant fortement de ce qui va se passer au niveau de la Confédération.

Affaire 2013.0931

N° de l'intervention:	189-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	24.07.2013
Déposée par:	Gsteiger (Eschert, PEV) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 05.09.2013
N° d'ACE:	1746/2013 du 18 décembre 2013
Direction:	TTE

Gravillonnage d'axes routiers importants

Durant le mois de juillet 2013, le revêtement de plusieurs tronçons de routes principales a été réparé - notamment dans le district de Moutier - par épandage de tonnes de gravillons, en particulier dans la Vallée de Tavannes (H6) et le Grand-Val (J30).
La méthode du gravillonnage fait subir aux usagers de la route, ainsi qu'aux riverains, de nombreuses nuisances pendant la période des travaux (ralentissements, poussière, éclats de gravillons, glissades, etc.) mais également pendant les années qui suivent l'application du revêtement (nuisances sonores, usure des pneumatiques, etc.).
Utilisé surtout dans les années septante, le gravillonnage s'applique encore normalement aux routes secondaires peu fréquentées, aux chemins de campagne ou aux places publiques et privées.
Il est pour le moins surprenant que cette méthode d'entretien des routes soit remise au goût du jour par le canton de Berne, qui plus est sur des axes routiers prioritaires comme la H6, qui traverse de grands villages et qui est empruntée par douze mille véhicules par jour.
Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Les projections de gravillons dans les carrosseries et les pare-brise sont nombreuses et les risques de glissade, notamment pour les deux-roues, ne sont pas négligeables. Le Conseil-exécutif a-t-il connaissance de dégâts ou d'accidents causés dans le canton de Berne ces dernières années lors de réfections de routes par gravillonnage ?
2. La protection contre le bruit en bordure de routes principales nécessite parfois de poser des éléments phoniques ou d'équiper les habitations de triple vitrage. Sachant qu'un revêtement de route avec gravillons est nettement plus bruyant qu'un tapis de bitume, celui-ci répond-il aux normes en vigueur de protection contre le bruit ?
3. Les secteurs de routes avec gravillons laissent apparaître d'importantes traces noires, notamment dans les virages. De tels revêtements plus abrasifs usent-ils davantage les pneumatiques qu'un tapis de bitume traditionnel ?
4. La méthode de gravillonnage est-elle moins onéreuse – à moyen terme – que la pose d'une nouvelle couche d'usure en bitume ?
5. Le cas échéant, ne serait-il pas plus judicieux, pour faire des économies, de renoncer à certains standards de rond-point ou autres îlots de ralentissement, plutôt que de généraliser une méthode de gravillonnage destinée aux routes secondaires et aux chemins de campagne ?
6. Les poussières siliceuses sont nocives pour la santé (maladie pulmonaire de la silicose). Le gouvernement bernois est-il conscient que les riverains de nos routes principales sont exposés durant plusieurs jours à de fortes concentrations de poussières de gravillon ?
7. Le choix du mode de réfection des routes précitées est-il de la compétence de l'Inspectorat des routes pour le Jura bernois ou est-il imposé par l'Office cantonal des ponts et chaussées ?
8. Aucune route de l'importance de la H6 n'a été réfectionnée par gravillonnage ailleurs dans le canton de Berne. Le Conseil-exécutif entend-il faire plus particulièrement des économies dans le compte de l'entretien des routes du Jura bernois ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les dépenses pour le gros entretien des routes cantonales sont réduites au minimum depuis des années, sous la pression du Grand Conseil notamment. Le Conseil-exécutif et la

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie tiennent ainsi compte des strictes consignes d'économies dans l'entretien des routes. La méthode de gravillonnage critiquée par l'auteur de l'interpellation, loin d'être dépassée, est plus actuelle que jamais étant donné son coût très avantageux. Il faut donc s'accommoder de certaines pertes de confort.

1. Non. Bien que le risque de glissade soit plus élevé que sur une chaussée munie d'un revêtement traditionnel, il n'y a guère un potentiel élevé de dégâts car les tronçons en chantier sont dûment signalisés. Néanmoins, si des dégâts ou des accidents sont à déplorer, ceux-ci sont essentiellement liés à une vitesse excessive et au non-respect de la signalisation de chantier.
2. Oui. Les normes en vigueur pour la protection contre le bruit ne définissent pas un type de revêtement à utiliser, mais un seuil sonore à ne pas dépasser. Après quelques jours seulement, le gravillon est déjà correctement compacté par le trafic et l'excédent est aspiré puis balayé. Ainsi, les nuisances sonores d'un tel revêtement ne sont pas supérieures à celles d'un revêtement traditionnel.
3. Non. Les traces noires que l'on peut apercevoir sur certains secteurs sont dues à un léger détachement du gravillon en cas de trafic important de poids lourds par des températures très élevées. Cela a pour effet de faire remonter une partie du liant en surface. Ce phénomène purement optique n'a toutefois aucune incidence sur l'usure des pneumatiques ni sur la qualité du revêtement de surface.
4. Oui. Ce type de revêtement de surface coûte cinq à six fois moins cher qu'un revêtement traditionnel. Cette méthode de remise en état est utilisée en premier lieu pour freiner l'usure et surtout pour prolonger la durée de vie du revêtement dans l'attente de disposer de moyens financiers suffisants pour procéder à son renouvellement complet.
5. Non. Il n'est pas question de généraliser cette méthode de gravillonnage. Néanmoins, garantir la sécurité routière sur le réseau des routes cantonales nécessite un entretien régulier de la chaussée. Les aménagements spécifiques tels que les giratoires ou les îlots de ralentissement ont une autre fonction très importante destinée à accroître la sécurité, augmenter la capacité et modérer la circulation.
6. Avec une durée d'exécution des travaux très courte et un choix judicieux des gravillons, l'OPC limite au maximum les concentrations de poussières de gravillon. Dans tous les cas, le procédé de gravillonnage utilisé n'a aucun rapport avec les émanations de poussières fines qui sont nocives pour la santé.
7. Le choix du mode de remise en état de la chaussée est de la compétence de l'Inspection des routes. Il dépend fortement des moyens financiers qui sont à sa disposition, de l'état de dégradation de la chaussée, autrement dit de son usure.
8. Non. Cependant, les moyens financiers du canton pour les années à venir sont en constante diminution et des économies doivent être réalisées. La méthode de remise en état par gravillonnage est un procédé bon marché appliqué dans toutes les régions du canton. Elle permet d'entretenir à moindre frais le revêtement en place avant que la dégradation ne soit trop avancée. Il est ainsi possible de garantir la sécurité routière jusqu'au moment où les crédits à disposition permettront le renouvellement complet du revêtement.

Le président. Monsieur Gsteiger n'est pas satisfait; il fait une déclaration.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Encore un peu de français pour vous mettre en appétit. Je remercie la TTE pour les réponses à mon interpellation de l'été dernier, mais je ne peux pas, et probablement les riverains concernés non plus, me déclarer satisfait des réponses et des explications. La situation financière du canton étant ce qu'elle est, je comprends que la méthode du gravillonnage redevienne actuelle, mais uniquement pour certains axes routiers de campagne et peu fréquentés. J'insiste là dessus, s'il vous plaît, pas de gravillonnage pour des axes comme la H16, qui sont empruntés chaque jour par 12 000 véhicules, que ce soient des voitures ou des poids lourds. Le choix de l'inspectorat des routes du Jura bernois n'était vraiment pas judicieux l'été dernier, quand il a décidé de gravillonner la vallée de Tavannes notamment. Il est peut-être vrai que cette méthode de gravillonnage est utilisée aussi dans le reste du canton, mais je n'ai jamais vu cela sur des axes routiers de cette importance et c'est le point sur lequel je ne suis pas satisfait de la réponse du gouvernement. Donc double insatisfaction, d'une part l'été dernier en voyant le gravillonnage massif de la vallée de Tavannes notamment et d'autre part venant de cette réponse légère du gouvernement, qui également prétend que les routes gravillonnées ne sont pas plus bruyantes que les routes avec un tapis goudronné, là je me pose vraiment des questions.

Affaire 2013.1154

N° de l'intervention:	217-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.09.2013
Déposée par:	Hofmann (Berne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	45/2014 du 15 janvier 2014
Direction:	TTE

BKW et la gestion de la mobilité

La Ville de Berne propose depuis 2006 des conseils aux entreprises sur le thème de la mobilité (« *Mobilität im Fokus* »). L'offre s'inscrit dans la campagne nationale « Gestion de la mobilité en entreprise » menée par SuisseEnergie et s'adresse aux entreprises de plus de 50 employés qui peuvent obtenir gratuitement une analyse sommaire de leur situation et quelques conseils.
BKW a son siège au Breitenrain, à la Viktoriaplatz. Une raison suffisante, pour la section Berne-Nord du PS, de demander à l'entreprise si elle a fait usage de l'offre de la

Ville de Berne. Les autres motifs ne manquent pas : avant la votation du 13 février 2011 sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Mühleberg, BKW n'a jamais dit clairement que le réchauffement climatique appelle des mesures urgentes. Eviter les émissions de CO_2 est une urgente nécessité. Dans son rapport de durabilité 2012, BKW déclare : « Nous recherchons le dialogue avec nos parties prenantes externes et internes et communiquons de façon ouverte et transparente. »

Se considérant comme une « partie prenante externe », la section Berne-Nord du PS s'est adressée par lettre à BKW pour poser les questions suivantes (résumé) :

1. BKW a-t-elle fait usage de l'offre de la Ville de Berne concernant la gestion de la mobilité ?
2. Combien de personnes travaillent au siège principal de la Viktoriaplatz et des environs ? Combien se déplacent en voiture et combien de places de stationnement l'entreprise propose-t-elle à son personnel ?
3. Quel est le tarif de ces places de stationnement ? Y a-t-il des avantages pour les personnes qui viennent au travail avec les transports publics ou à pied ou à vélo ?
4. BKW met gratuitement ses places de stationnement de la Viktoriaplatz réservées à la clientèle à la disposition des automobilistes le soir et le week-end. Comment l'entreprise justifie-t-elle cette pratique ?

La réponse de BKW était aimable mais décevante sur le fond. L'entreprise n'a pas répondu à la première question et n'a pas donné de chiffres pour la deuxième et la troisième question. La réponse à la dernière question était diamétralement opposée à l'avis de la section Berne-Nord du PS : selon BKW, cette pratique ne génère pas de trafic supplémentaire, bien au contraire, les automobilistes ayant moins à circuler dans le quartier pour trouver une place. L'offre répond à un besoin réel. Difficile en effet de nier ce « besoin » de se garer gratuitement plutôt qu'un peu plus loin, dans le parking du Kursaal à 3,40 francs ou 3,60 francs de l'heure.

Entretemps, un article est paru sur le sujet dans le *Bund* du 9 août, le *Bund* une « partie prenante » manifestement plus importante que la section Berne-Nord du PS aux yeux de BKW. BKW a répondu par la négative à la question 1.

BKW n'étant pas une entreprise quelconque puisqu'elle appartient à 52,5 pour cent au canton de Berne, le public a le droit d'obtenir des réponses aux questions posées. D'autant plus que d'après le *Bund*, 25 entreprises de la région de Berne employant 13 000 personnes se font conseiller sur la gestion de la mobilité. La majorité de ces entreprises ont des obligations envers le public.

Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Quel périmètre le siège principal de BKW occupe-t-il ?
2. Combien de personnes travaillent-elles au siège principal de la Viktoriaplatz (nombre de personnes et équivalents plein temps) ?
3. Combien de places de stationnement sont-elles proposées (parking souterrain et parking de surface) ?
4. Comment le Conseil-exécutif considère-t-il le nombre de places de stationnement compte tenu de l'excellente desserte du quartier par les transports publics : inférieur à la moyenne, dans la moyenne, supérieur à la moyenne ?
5. Les places de stationnement sont-elles gratuites ou payantes pour le personnel de BKW ? Si elles sont payantes, combien coûtent-elles ?
6. Les personnes qui se déplacent à pied, à vélo ou avec les transports publics ont-elles des avantages comparables à ceux accordés aux automobilistes (parking gratuit éventuellement, cf. question 5) ? Le *Bund* a signalé que BKW payait l'abonnement demi-tarif de ses employés. Les personnes qui viennent au travail en voiture peuvent-elles se faire rembourser elles aussi l'abonnement demi-tarif ?
7. Que pense le Conseil-exécutif de la pratique selon laquelle les places de stationnement sont mises gratuitement à la disposition du public le soir et le week-end ? Cette pratique génère-t-elle plus ou moins de trafic ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le périmètre du siège principal de BKW affecté au stationnement comprend au total sept emplacements dans un rayon d'environ 400 mètres autour du bâtiment principal.
2. Selon le plan actuel d'occupation des locaux, BKW dispose dans le périmètre mentionné de postes de travail pour environ 1100 collaborateurs et collaboratrices.
3. Au siège, ce sont au total 197 places de stationnement qui sont mises à la disposition du personnel de BKW, 125 dans le parking souterrain et 72 à l'extérieur.
4. Le nombre de places de stationnement correspond approximativement à la moyenne des places de stationnement par entreprise en ville de Berne. Si une nouvelle construction était érigée à cet endroit, selon la législation en vigueur, au moins un nombre équivalent de places pourrait être autorisé. Avec moins de vingt places de stationnement pour cent postes, il est par ailleurs garanti qu'une large majorité du personnel de BKW se rend au travail en transports publics, à pied ou à vélo.
5. BKW ne propose pas de places de stationnement gratuites à son personnel. Pour le prix de location des places, une distinction est faite entre les collaborateurs et collaboratrices qui ont besoin d'un véhicule dans l'exercice de leur activité et les autres. Pour le personnel qui n'a pas besoin d'utiliser son véhicule dans le cadre de son travail, la location d'une place dans le parking souterrain ou d'une place couverte s'élève à 100 francs par mois. Ce prix sera adapté début 2014 au prix du marché usuel dans la localité ou le quartier pour les places réservées au personnel qui se monte à 140 francs.
6. Contrairement aux personnes qui se rendent en voiture au travail, les cyclistes peuvent garer gratuitement leur vélo sur les 170 places prévues à cet effet. L'offre est en outre étendue durant l'action *bike to work* par l'aménagement de places supplémentaires sur les places de stationnement ordinairement réservées aux voitures. L'abonnement demi-tarif est par ailleurs remboursé à l'ensemble du personnel de BKW. L'entreprise souhaite ainsi encourager le recours aux transports publics pour les déplacements professionnels.
7. Le Conseil-exécutif n'a en principe connaissance d'aucun problème de trafic dû à la mise à disposition de places de

stationnement par BKW ni à la gratuité de ces dernières le week-end et le soir. Il s'agit de moments où il n'y a pas de surcharge de trafic. Les avantages et inconvénients par rapport à la politique des transports s'équilibrent à peu près. D'un côté, cette offre gratuite supplémentaire par rapport aux places payantes n'est susceptible d'entraîner qu'une très faible augmentation du trafic. De l'autre, le nombre de voitures qui tournent dans le quartier pour trouver une place est réduit et la surface de stationnement mieux utilisée.

Affaire 2013.1155

N° de l'intervention:	218-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.09.2013
Déposée par:	Hofmann (Berne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	158/2014 du 12 février 2014
Direction:	TTE

Chauffage électrique dans la zone couverte par les KWO: où en est-on?

Une manifestation a été organisée le 11 juin 2012 dans le grand hall de l'Hôtel du gouvernement au sujet du rehaussement du barrage du Grimsel. Le directeur des KWO, Monsieur Biasutti, avait alors déclaré que cela permettrait de stocker environ 200 GWh de courant produit l'été pour l'hiver.

Pendant la discussion, j'avais demandé à Monsieur Biasutti si les nombreux chauffages électriques de la zone couverte par les KWO ne consommaient pas trop de courant d'hiver (un courant manifestement rare). Il avait répondu par l'affirmative et promis que des mesures seraient prises pour réduire les chauffages de ce type.

D'après le bulletin de l'Office fédéral de l'énergie, energeia 4/2013, 7,8 pour cent de l'électricité consommée en Suisse en 2011 a servi aux besoins du chauffage (chauffe-eau électriques non compris). Ce qui représente 4600 GWh d'électricité, produite en majeure partie l'hiver. Depuis le 1er janvier 2012, l'installation de chauffages électriques est interdite dans le canton de Berne. Les installations existantes devront être remplacées dans un délai de 20 ans par des appareils conformes aux normes énergétiques.

Désireux d'avoir la garantie que les mesures promises par Monsieur Biasutti ont bien été mises en œuvre et d'avoir une vue d'ensemble du problème, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes (en l'absence de chiffres précis, une estimation suffit) :

1. Quelle est la quantité d'électricité consommée annuellement par les chauffages électriques dans le canton de Berne ?
2. Quelle est la quantité d'électricité consommée annuellement par les chauffages électriques dans les communes de l'Oberhasli (zone couverte par KWO/BKW) ?
3. Est-il possible de circonscrire géographiquement la zone couverte par KWO/BKW ? Où se situe-t-elle grosso modo ?
4. A-t-on tenté l'an dernier de réduire le nombre de chauffages électriques dans la zone en question ?
5. Dans l'affirmative, quelle quantité d'électricité a-t-on économisée (en KWh par an) ?
6. A-t-on formé des plans de réduction du nombre de chauffages électriques ces prochaines années ? Quelle quantité d'électricité économisera-t-on par année ?
7. Quel prix paie-t-on dans la zone en question pour l'énergie consommée par le chauffage électrique ? Certaines catégories de consommateurs bénéficiaient-elles ou bénéficient-elles toujours de tarifs spéciaux ? Dans l'affirmative, quel est le prix du KWh ? Se pourrait-il que dans les bâtiments loués par KWO, le coût du chauffage électrique soit « dissimulé » dans le loyer ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'interpellation pose des questions détaillées sur les chauffages électriques dans le canton de Berne et dans la région de l'Oberhasli. Les indications ci-après sont des estimations résultant de différentes études, qui reflètent uniquement les ordres de grandeur possibles. Dans le canton de Berne, ce type de données ne fait pas l'objet d'un relevé précis. Les points soulevés par l'auteur de l'interpellation appellent les réponses suivantes :

1. En 2008, on recensait dans le canton de Berne quelque 24 200 chauffages électriques dans des logements, qui consommaient au total 360 GWh[1]. Près de 1500 de ces appareils ont été remplacés depuis. Le nombre de chauffages électriques présents dans d'autres types de bâtiments (bureaux, etc.) n'est pas connu. La consommation d'électricité estimée pour les chauffages électriques dans le canton de Berne se situe ainsi entre 300 et 600 GWh par an.
2. Le canton de Berne ne dispose pas de chiffres détaillés sur la consommation d'énergie. Il n'est donc pas possible de fournir des statistiques précises en GWh pour des types d'usages spécifiques tels que les chauffages électriques. La consommation totale des communes de Guttannen, Innertkirchen et Gadmen s'élève à 9,3 GWh environ par an. Rapportée au nombre d'habitants, cette consommation correspond approximativement à la moyenne par personne dans le canton de Berne. Si l'on s'appuie sur l'évaluation ci-dessus pour tout le canton, la consommation d'électricité annuelle pour les chauffages électriques dans l'Oberhasli se situe entre 350 et 700 MWh.
3. KWO appartient à quatre actionnaires, qui utilisent l'électricité pour leurs propres zones d'approvisionnement. KWO ne fournit pas directement le courant aux consommateurs finaux et ne couvre par conséquent pas de zone de distribution. La répartition géographique des distributeurs d'électricité dans le canton de Berne peut être consultée sur le Géoportail du canton (carte : cadastre des zones de desserte).
4. et 5. Le Conseil-exécutif n'a pas connaissance d'action concernant exclusivement l'Oberhasli. Avec le pro-

[1] Rapport final de l'Office fédéral de l'énergie, «Recensement des chauffages électriques dans les cantons» (en allemand), 22.12.2008

gramme cantonal d'encouragement, toutes les régions sont incitées à remplacer les chauffages électriques par des solutions utilisant les énergies renouvelables. En 2012, dans l'ensemble du canton de Berne, quelque 220 demandes de subventions ont été soumises pour le remplacement de chauffages électriques. Les économies réalisées dépendent directement du nouveau système de chauffage choisi. Il s'agit majoritairement de pompes à chaleur consommant 2,5 à 3 fois moins que les chauffages électriques. Rien qu'en 2012, le remplacement de chauffages électriques a permis pour tout le canton de Berne une économie de 3,3 GWh.

6. Aujourd'hui, le remplacement de chauffages électriques est soutenu financièrement via le programme cantonal d'encouragement. Dans le cadre de la transition énergétique, la Confédération prévoit elle aussi de mettre en place une action équivalente. La mise au rebut des chauffages électriques sera donc accélérée à l'avenir. La suppression de tous les chauffages électriques dans le canton de Berne permettra d'économiser entre 300 et 600 GWh par an (voir réponse à la question 1). Les nouveaux systèmes de chauffage présenteront une consommation d'électricité beaucoup plus faible.
7. Des tarifs spéciaux s'appliquent de manière générale pour l'utilisation de chauffages électriques (et de pompes à chaleur). Ces tarifs, consultables sur le site Internet de BKW, se situent entre 10 et 18 centimes par KWh. Le Conseil-exécutif ne peut répondre à la question relative à des tarifs spécifiques pour certaines catégories de consommateurs ni à celle concernant la facturation des coûts de chauffage électrique pour les immeubles de KWO.

Délibération groupée

Le président. Die folgenden beiden Interpellationen stammen von Grossrat Hofmann. Wir behandeln sie beide noch vor dem Mittag. Der Interpellant ist von der Antwort auf die Interpellation 217-2013 nicht befriedigt, von der Antwort auf die Interpellation 218-2013 ist er befriedigt. Er gibt zu beiden Interpellationen eine Erklärung ab.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Aus Zeitgründen gebe ich nur eine Erklärung zu Frage 7 der ersten Interpellation ab. Es geht um die Gratisparkplätze, welche die BKW an zentralster Lage zur Verfügung stellt, und zwar am Abend und an den Wochenenden. Die Antwort der BKW auf eine Voranfrage der SP Bern-Nord, es handle sich um einen Massnahme, um den Verkehr zu vermindern, und es gebe weniger Suchverkehr mit diesen Gratisparkplätzen, ist verkehrspolitisch einen Frechheit. Das habe ich auch mit Verkehrsexperten abgeklärt. Was die Antwort der Regierung betrifft, habe ich mich bei der Verkehrsplanung der Stadt Bern kundig gemacht, denn die Regierung hat zu Frage 7 die Verkehrsplanung angefragt. Die Verkehrsplanung gab zwei Botschaften ab: Die erste Botschaft ist irrelevant, ist aber in der Antwort enthalten. Es geht darum, dass es wegen dieser Parkplätze keine Verkehrsüberlastungen gebe. Das hatte gar niemand behauptet; am Abend und am Wochenende gibt es eigentlich nie Verkehrsüberlastungen. Nun kommt aber die relevante Information: Die städtische Verkehrsplanung hat die Regierung darauf hingewiesen, dass die BKW mit ihrer Praxis die städtische Verkehrspolitik unterlaufe. Und genau diese relevante Bemerkung der städtischen Verkehrsplanung fehlt in der Regierungsantwort. Offenbar ging es der Regierung darum, Angriffe auf die BKW abzuwehren, und zwar auf eine nicht sehr schöne Art: Sie verschweigt einfach die relevanten Informationen.

Affaire 2013.1161

N° de l'intervention:	223-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.09.2013
Déposée par:	PS-JS-PSA (Müller, Langenthal) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	88/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	TTE

Réseau express vélo: la solution pour désengorger les routes?

En 2000, 780 000 personnes se rendaient au travail en train, en tram et en bus. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique publiés le 30 mai 2013, en 2011, on en comptait déjà 1,1 million. En tout, 29 pour cent de la population emprunte les transports publics pour se rendre au travail. La population se densifiant et la mobilité professionnelle se développant, il est donc évident que les trains et les routes seront toujours plus engorgés dans le canton de Berne aussi.
Au Danemark, de nombreuses personnes pédalent également pour se rendre au travail. Là-bas, les centres sont reliés aux agglomérations et aux quartiers par des voies rapides pour vélos. A Winterthour, de telles considérations ont déjà été intégrées à un projet d'agglomération. Avec la montée en puissance des solutions de mobilité électrique, les voies rapides pour vélos semblent être une solution valable dans le canton de Berne aussi pour parcourir rapidement et en toute sécurité des distances moyennes et soulager le trafic pendulaire sur la route et le rail.
Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel rôle les voies rapides pour vélo, ou les réseaux express vélo, jouent-ils déjà dans les plans de circulation du canton de Berne, également pour le trafic pendulaire ?
2. Quel potentiel le Conseil-exécutif voit-il dans les voies rapides pour la desserte cycliste des centres et des agglomérations ?
3. Comment le Conseil-exécutif pense-t-il tenir compte des besoins croissants des vélos à assistance électrique dans la planification de la circulation ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif a défini ses objectifs en matière de politique de transports dans le cadre de la stratégie globale de la mobilité ainsi que du plan directeur cantonal. L'un des

principaux buts est la progression des transports publics et de la mobilité douce, en particulier en agglomération. Les chiffres attestent que la politique menée est un succès. Une grande partie de la croissance du trafic a en effet pu être absorbée par les transports collectifs et la part de ces derniers dans la circulation globale s'est nettement accrue, également en comparaison avec d'autres cantons.
Pour promouvoir le trafic cycliste, il est essentiel de mettre en place des itinéraires cyclables attrayants et sûrs. Ces dernières années, le canton et les communes ont apporté des contributions majeures à l'amélioration du réseau. Le canton offre à lui seul 103 kilomètres de pistes cyclables indépendantes ou parallèles aux routes cantonales. Des bandes cyclables sont par ailleurs aménagées sur 260 kilomètres de routes cantonales. Grâce à ces efforts, la part du trafic cycliste dans la circulation est globalement restée stable. On observe cependant un recul pour certaines catégories d'usagers, notamment les écoliers et les écolières. C'est pourquoi un nouveau plan sectoriel pour le trafic cycliste, au sens de l'article 5 de la loi du 4 juin 2008 sur les routes, est en cours d'élaboration afin de remplacer le plan directeur cantonal sur le trafic cycliste de 2004.
Le Conseil-exécutif porte un regard critique sur l'aménagement de «voies rapides pour vélo». Dans les zones d'habitation dense, l'espace qui serait nécessaire fait généralement défaut. De nouvelles infrastructures s'avèreraient en outre onéreuses et très difficiles à financer. Le Conseil-exécutif estime par conséquent que dans les agglomérations également, la priorité doit être donnée à un aménagement des routes existantes permettant une cohabitation sûre du trafic motorisé, des transports publics et de la mobilité douce.
L'influence des vélos électriques sur les comportements en matière de mobilité reste encore incertaine. Le Conseil-exécutif y voit principalement une opportunité de réconcilier certaines catégories de population avec la petite reine et d'en amener d'autres à adopter celle-ci comme nouveau moyen de circulation. Le nombre de vélos électriques et leur part dans les ventes de bicyclettes sont en croissance. Dans le canton de Berne, on est cependant loin de pouvoir parler de prédominance du vélo électrique dans le trafic cycliste : près de 95 pour cent des déplacements à vélo continuent de s'effectuer sur des distances inférieures à cinq kilomètres. Le plan directeur sur le trafic cycliste axe par conséquent la planification des itinéraires sur des distances de cinq à sept kilomètres-effort.
Réponses aux questions posées:

1. Les voies rapides pour vélo ou les réseaux express vélo séparés ont joué jusqu'ici un rôle mineur dans la planification cantonale du trafic cycliste. Le plan directeur cantonal de 2004 sur le trafic cycliste encore en vigueur inclut un petit nombre d'axes allant dans le sens de la présente interpellation, à l'instar de la piste cyclable cantonale entre Thoune et Heimberg.
2. En principe, des voies rapides indépendantes pour les vélos dans des secteurs adaptés peuvent contribuer à augmenter la part du trafic cycliste. Cependant, en raison du contexte général sur le plan des finances, des transports et de l'espace, l'aménagement de ce type de voies est quasiment impossible dans le canton de Berne. Le Conseil-exécutif promeut un système de transport global tenant également compte des besoins de la mobilité douce. Lorsque cela est judicieux et possible, il convient ainsi de diriger de plus en plus la circulation à vélo vers les routes à faible trafic. Les travaux de planification et de coordination nécessaires incombant au canton s'effectuent dans le cadre de l'élaboration du nouveau plan sectoriel pour le trafic cycliste.
3. Les vélos à assistance électrique rapides (assistance jusqu'à 45 km/h) soutiennent l'allure des véhicules motorisés dans la circulation urbaine. Ils n'entraînent par conséquent pas d'exigences spécifiques pour l'aménagement concret des routes cantonales.

Le président. Der Interpellant ist teilweise befriedigt. Er gibt keine Erklärung ab.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices :
Priska Vogt (d)
Catherine Graf (f)

Mercredi 19 mars 2014, 9 heures – 11 heures 43

Troisième séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 154 députés. Excusés : Bhend Patric, Giauque Beat, Leuenberger Samuel, Müller Philippe, Siegenthaler Heinz, Wüthrich Adrian

Affaire 2013.1239

N° de l'intervention:	274-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Les Verts (Bauen, Münsingen) (porte-parole) PEV (Aeschlimann, Berthoud) PS-JS-PSA (Hofmann, Berne)
Cosignataires:	20
N° d'ACE:	161/2014 du 12 février 2014
Direction:	TTE

Interdire les forages par fracturation hydraulique

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre au Grand Conseil un projet de modification de loi qui permette d'interdire les forages par fracturation hydraulique pour trouver des sources d'énergie fossile non conventionnelles dans le canton de Berne.

Développement

La fracturation hydraulique est une méthode de forage de pétrole et de gaz naturel. Elle permet de pénétrer dans des couches géologiques plus profondes et plus denses que les méthodes conventionnelles. Alors que cela semble inoffensif, il s'agit en fait d'une méthode dangereuse pour l'environnement. Elle consiste à injecter un fluide dans le sol sous très haute pression pour fissurer et micro-fissurer la roche afin d'en extraire le gaz qui pourra ainsi être transporté vers la surface. Le fluide utilisé est composé de millions de litres d'eau douce, de silice et d'additifs chimiques toxiques.

Ces dernières années, la fracturation hydraulique a causé un véritable boom gazier en particulier aux Etats-Unis. Mais les experts sont toujours plus nombreux aujourd'hui à mettre en garde contre cette euphorie. Cela n'empêche pas des sociétés étrangères à projeter de faire de grosses affaires en Suisse avec cette dangereuse méthode de forage. Deux consortiums avec participation étrangère ont actuellement un permis de prospection dans le canton de Berne, ce qui leur permet de rechercher du pétrole et du gaz. Comme la recherche de gisements de gaz selon des méthodes conventionnelles a été abandonnée il y a des décennies, faute de résultats, il faut supposer que les consortiums se proposent de prospecter au moyen de la fracturation hydraulique.

La fracturation hydraulique s'accompagne d'une énorme mise à contribution de terres cultivables et de grands dommages pour l'environnement : les forages produisent des boues toxiques qui polluent les nappes phréatiques, les eaux de surface, le sol et l'air. Différentes études américaines aboutissent à la conclusion que la qualité de l'eau potable dans les zones entourant les forages par fracturation hydraulique est plus mauvaise qu'ailleurs et les puits souvent pollués de méthane, d'éthane et de propane. Ce qui est particulièrement problématique c'est que l'on ignore dans la plupart des cas quelle est la composition du mélange de substances chimiques utilisé. C'est d'autant plus choquant qu'une partie de ce mélange projeté dans les couches rocheuses restent dans le sol de manière durable. L'extraction du gaz de schiste par la fracturation hydraulique demande d'ailleurs d'énormes quantités de ressources et d'énergie : par puits de forage, il faut environ 30 millions de litres d'eau pour fissurer la roche. Les études montrent que le bilan CO_2 du gaz de schiste extrait par fracturation hydraulique est même plus mauvais que peut l'être celui du charbon. Comme le rendement d'un nouveau puits fracturé diminue de 30 à 90 pour cent déjà la première année d'exploitation, les exploitants ouvrent le plus grand nombre de puits le plus rapidement possible pour assurer un maximum de gains. Les voies d'accès, les réservoirs, les bassins d'accumulation des eaux usées et de l'eau de pluie, les dépôts et les hangars accaparent d'énormes surfaces de terrain agricole.

Le moyen le plus sûr de prévenir les dégâts causés à l'environnement par la fracturation hydraulique est de passer à un type d'énergie entièrement renouvelable. L'extraction de gaz naturel revient tout simplement à rester dans la préhistoire énergétique. Dans d'autres cantons suisses, des interventions ont été déposées contre la fracturation hydraulique : Fribourg et Vaud ont décidé en 2011 qu'aucun permis ne serait plus accordé pour la recherche et l'exploitation de gaz de schiste. Le Conseil d'Etat du canton de Genève s'est prononcé dans une réponse à une motion en juin 2013 pour l'interdiction de la fracturation hydraulique, et cette interdiction sera inscrite dans la loi sur les mines du canton. A Neuchâtel, une initiative cantonale est en préparation.

Conclusion : la fracturation hydraulique n'est pas une option pour le canton de Berne. Nous ne pouvons pas accepter les dégâts à l'environnement et la pollution des nappes phréatiques et de l'eau potable qui en résultent. Deuxièmement, cette méthode d'extraction qui accapare d'énormes surfaces de terrain ne convient pas sur le Plateau, où l'espace est limité et la densité de population forte. Troisièmement, à la différence des investissements dans les énergies renouvelables, qui augmentent la création de valeurs sur le plan local, l'extraction de ressources fossiles ne profite qu'à quelques grosses sociétés internationales. Et quatrièmement, le canton de Berne mise sur les énergies renouvelables et non sur un prolongement de la dépendance par rapport aux carburants fossiles. Dès lors, il serait utile d'inscrire dans la loi l'interdiction dans le canton de Berne de l'extraction de ressources fossiles non conventionnelles. Etant donné que c'est l'extraction de telles ressources et

non les méthodes d'extraction précisément qui seraient interdites, l'option de la géothermie resterait ouverte à condition de pouvoir être exploitée sans dommages pour l'environnement.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires, selon lequel la fracturation hydraulique est une méthode de forage qui comporte des risques trop élevés pour l'homme et l'environnement. Il rejette donc les forages visant à trouver du gaz non conventionnel et du pétrole qui utilisent cette technologie dans le canton de Berne.
Par rapport à cette question, il convient de relever les points suivants :

- Les forages par fracturation hydraulique des couches rocheuses du sous-sol effectués à large échelle dans le but de trouver du gaz non conventionnel (gaz de schiste), et depuis peu du pétrole, ont principalement cours en Amérique du Nord et plus particulièrement aux Etats-Unis.
- La fracturation hydraulique comporte un inconvénient de taille. La recherche de gaz non conventionnel représente non seulement un risque élevé pour l'homme et l'environnement, mais a aussi déjà causé des dommages importants à ce dernier. Cette technique nécessite de très grandes quantités d'eau mélangées à du sable et à un composé de produits chimiques en partie toxiques. De nombreux exemples aux Etats-Unis montrent que le prélèvement d'un important volume d'eau dans les rivières, l'utilisation massive de produits chimiques, le manque d'étanchéité des forages et la gestion inadéquate des eaux usées et des boues de forage ont entraîné de fortes pollutions des eaux souterraines et des cours d'eau. L'environnement n'est cependant pas le seul à souffrir des conséquences négatives du forage par fracturation hydraulique, les personnes qui vivent à proximité des installations de forage sont également touchées. Par ailleurs, les innombrables sites de forage, installations de production et routes d'accès ont altéré des pans entiers du territoire et ont même provoqué par endroits de petits tremblements de terre.
- Forer pour trouver du gaz non conventionnel ne constitue pas seulement un danger pour l'environnement, mais comporte aussi des risques sur le plan économique. Aux Etats-Unis, de plus en plus de voix s'élèvent pour affirmer que la production de gaz de schiste par fracturation hydraulique sera une activité à perte sur le plan financier. Certaines personnes bien informées prédisent même l'éclatement d'une « bulle gazière », comme cela s'est produit il y a quelques années dans l'immobilier.
- Les permis de prospection à durée limitée délivrés jusqu'ici dans le canton de Berne à Celtique Energie Petroleum Ltd (Jura bernois) et à SEAG permettent uniquement de mener des investigations à la surface. Le forage prévu à Hermrigen pour atteindre un gisement de gaz conventionnel ne sera en revanche pas réalisé.
- Il convient de faire la distinction entre la fracturation hydraulique et les mesures de stimulation du sous-sol à des fins d'exploitation de la géothermie profonde. Celles-ci n'ont guère recours à des substances chimiques ou le cas échéant seulement à des substances inoffensives. Une interdiction de la fracturation hydraulique n'aurait donc pas de conséquences sur les projets en rapport avec la géothermie.

Comme indiqué en préambule, le Conseil-exécutif est opposé, pour les raisons invoquées, à l'autorisation de la fracturation hydraulique dans le canton de Berne. L'inscription d'une interdiction dans la législation n'est toutefois pas urgente, car le droit en vigueur pose des exigences très élevées qu'un éventuel projet ne serait pas à même de remplir dans la pratique. L'interdiction de la fracturation hydraulique sera inscrite dans la loi du 18 juin 2003 sur la régale des mines (LRéMi) dans le cadre de la prochaine révision.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption

Le président. Die Regierung ist bereit, den Vorstoss entgegen zu nehmen, er wird aber aus der Mitte des Rats bestritten.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Der Klimawandel geht unaufhaltsam weiter, ob wir das wollen oder nicht. Der zu Ende gehende Winter hat es einmal mehr gezeigt: der Klimawandel findet statt; es ist der drittwärmste Winter, seit es Messungen gibt, also seit 150 Jahren. Es tritt somit ein, wovor uns die Wissenschaftler schon lange warnen. Leider bewegt sich der Mensch erst, wenn es ihm weh tut. Es brauchte die Katastrophe von Fukushima, damit die Schweiz mit der Energiestrategie 2050 den erneuerbaren Energien endlich den Weg bereitet hat. Das ist jetzt gut aufgegleist, und hier müssen wir dranbleiben. Denn nur das Nutzen der erneuerbaren Energien garantiert uns langfristig Unabhängigkeit, Preisstabilität und einen wirksamen Klimaschutz. Jetzt zurückzufallen, Geld und Ressourcen in die Förderung nicht erneuerbaren Energien zu investieren, ist völlig daneben. Es birgt nur Umweltrisiken und bringt uns nicht weiter auf dem Weg zu den erneuerbaren Energien und zur Unabhängigkeit.
Eine solche Entwicklung gilt es rechtzeitig zu vermeiden. Da sind wir nicht allein. Im Artikel des «Bund» von Ende Dezember 2012 warnt Frau Leuthard vor «ungewissen Gefahren des Fracking» in Bezug auf die Umweltschäden. Sogar euer SVP-Nationalrat Reimann, liebe Kolleginnen und Kollegen der SVP, qualifiziert Fracking als «nicht hinnehmbares Risiko». Er fordert in einem Vorstoss im Nationalrat wie wir hier einen Stopp des Frackings. Nicht weniger als 50 Nationalrätinnen und Nationalräte haben diesen Vorstoss unterschrieben. In der Antwort des Bundesrats ist zu lesen: «Der Bundesrat verfolgt eine Politik der Substitution fossiler Energieträger durch erneuerbare Energien und setzt sich nicht für eine vermehrte Nutzung fossiler Energien ein, da dies dem Klimaschutz und auch der Energiestrategie 2050 widerspricht. Auch nimmt der Bundesrat die Bedenken weiter Kreise der Bevölkerung ernst. Insbesondere in der dicht besiedelten Schweiz mit dem tektonisch stark fragmentierten Untergrund ist das vom Fracking ausgehende Restrisiko noch nicht mit genügender Sicherheit abschätzbar.»
Schon dies sind genügend Argumente, um der Förderung von Erdgas aus unkonventionellen Lagerstätten rechtzeitig einen Riegel zu schieben. Unsere Motion hat genau dies zum Ziel. Sie beauftragt den Regierungsrat, dem Grossen

Rat eine Gesetzesänderung vorzuschlagen, welche die Förderung von nichtkonventionellen fossilen Ressourcen im Kanton Bern verbietet.
Kurz zur Technologie. Im Fracking wird das Gestein in ein bis drei Kilometern Tiefe zuerst vertikal und danach auch horizontal aufgebohrt. Um das Gas herausholen zu können, müssen die Gesteinsformationen mit Hochdruck unter Hunderten von Bar aufgebrochen werden. Damit die kleinen Risse, die dadurch entstehen, offen bleiben, wird ein mit einem giftigen Chemikaliencocktail versetztes Wasser-Quarzsand-Gemisch in den Boden gepumpt. Hier besteht die grosse Gefahr der Umweltverschmutzung. Auch wenn das Grundwasser zwar meistens nicht in diesen Tiefen vorkommt, besteht doch die Gefahr von Kurzschlüssen und Langzeitschäden. Das ist umso wahrscheinlicher, als ein Teil dieser Chemikalienmischung dauerhaft im Boden verbleibt. Nicht zuletzt bietet die Entsorgung der Vorschlämme und der riesigen Mengen des Wasser-Chemikalien-Cocktails grosse Probleme, ganz abgesehen vom immensen Landverschleiss, welche diese Technologie beinhaltet. Das ist wohl das letzte, was wir brauchen. Das wichtigste aber ist: die Förderung des Fracking-Gases bringt uns bezüglich Klimaschutz überhaupt nicht weiter. Gemäss einer Studie der EAWAG setzt die Schiefergasförderung sogar mehr Kohlendioxid frei als die konventionelle Erdgasförderung und je nach Anwendung auch mehr als Erdöl oder Steinkohle. Das kann es also nicht sein. Nicht nur das: Das Fracking erfordert auch grosse Investitionen, die sich nur internationale Konzerne leisten können. Anders als bei den erneuerbaren Energien werden nicht die lokalen KMU davon profitieren, sondern irgendwelche internationale Konzerne, die wir nie richtig im Griff haben werden. Deshalb ist es sinnvoll, das Verbot der Förderung nichtkonventioneller fossiler Ressourcen im Kanton gesetzlich zu verankern.
Indem lediglich die Förderung nicht konventioneller fossiler Ressourcen, jedoch nicht die dabei angewandte Methode verboten wird, bleibt die Option der Geothermie erhalten. Wenn man dort das Fracking in einer sauberen Art und Weise anwenden kann, und dies ist möglich, soll man dies weiterhin tun dürfen.
Ich fasse zusammen. Das Erschliessen neuer, nicht erneuerbaren Energien widerspricht dem eingeschlagenen Weg der kantonalen und eidgenössischen Energiestrategien. Es macht daher keinen Sinn, diesen Weg mit Fracking zu torpedieren. Schiefergas bringt uns im Klimaschutz nicht weiter. Es kann klimaschädlicher sein als Erdöl und Steinkohle. Die Fracking-Methode zur Gas-Förderung beinhaltet hohe Risiken, hohe Umweltschäden und führt zu einem grossen, unnötigen Kulturlandverschleiss. Gerade im Seeland möchten wir das Land anders brauchen als für solche Installationen, durch die das Land über mehrere Jahrzehnte blockiert und letztlich auch kaputt gemacht würde. Die Regelung auf kantonaler Ebene ist notwendig, weil das Bergregal eine kantonale Angelegenheit ist. *(Le président demande à l'orateur de conclure.)* Deshalb macht es Sinn, die vorliegende Motion zu überweisen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich rede als Mitmotionär und als Fraktionssprecher. – Als ich kürzlich auf der Strasse Unterschriften für die Initiative «Stopp Fracking» sammelte, stellte ich einen grossen Informationsbedarf in der Bevölkerung fest. Ich kann mir vorstellen, dass auch hier in den Fraktionen die eine oder andere Frage zu dieser Art der Energieförderung aufgetaucht ist.
Fracking hat nichts mit der Geothermie-Nutzung zu tun. Beim Schiefergas handelt es sich um Erdgasvorkommen, die in Poren im Tongestein eingeschlossen sind. Diese Gesteinsschichten sind praktisch gasundurchlässig. Deshalb wird das Gestein nicht nur angebohrt, sondern mit hohem Druck aufgebrochen, um die Poren aufzusprengen und so das Gas zu erschliessen. Zuerst wird vertikal in eine Tiefe zwischen einem bis drei Kilometern hinabgebohrt. Rund 150 Meter oberhalb der Schicht, in der man Schiefergas vermutet, wird horizontal hineingebohrt, und zwar 600 Meter bis 1,2 Kilometer. Die Bohrlöcher werden mit Stahlrohren ausgekleidet und anschliessend wird mit einem Druck von rund 1000 Bar eine so genannte Fracfluid hineingepresst. Fracfluid besteht hauptsächlich aus Wasser, aber auch aus Chemikalien und Sand. Der Sand hat die Aufgabe, die durch den Druck entstandenen Risse offen zu halten und so das Ausströmen des Gases zu ermöglichen. Diese Risse sind ungefähr 100 Meter lang und können ein paar Dezimeter hoch werden. An der Erdoberfläche wird in einem Förderturm das Schiefergas vom zurückfliessenden Fracfluid getrennt. Der Rückfluss, der so genannte Flowback, beträgt zwischen 20 und 70 Prozent, er wird abgetrennt oder in Becken gelagert. Der Rest verbleibt im Untergrund. Für ein einziges Bohrloch werden zwischen 7 und 29 Millionen Liter Wasser benötigt, was einem Volumen von 7 bzw. 29 Hallenbädern entspricht. Die amerikanische Umweltbehörde EPA hat untersucht, dass bei einer Bohrung mit einem Wassereinsatz von rund 11,5 Millionen Litern zwischen 55 und 230 Tonnen chemische Additive eingesetzt werden. Teile dieser Substanzen sind toxikologisch bedenklich, gelten als giftig, krebserregend, Erbgut verändernd usw. Diese Informationen stammen nicht aus einem Umweltmagazin, sondern von der EAWAG, dem Wasserforschungsinstitut des ETH-Bereichs.
Zur energiepolitischen Einordnung dieser Methode: Die USA befinden sich mit Fracking im Gasrausch. Allein im Jahr 2012 wurden dort 45 468 neue Bohrungen gesetzt. Man geht davon aus, dass bis 2010 bereits 450 000 Bohrungen gemacht wurden. Von oben gesehen, beispielsweise auf Googlemaps, ergibt dies ein ganz unwirkliches Bild, ein Fleckenteppich von Fördertürmen, Auffangbecken, Strassen, die ganze, vorher unverbaute Landschaften überziehen. Dazu müssen Sie sich noch die Lastwagenkarawanen vorstellen, die es braucht, um die Millionen von Liter Wasser und die Tonnen von Chemikalien und Sand an die Förderorte zu transportieren. Für jede Bohrung und das erste Fracking braucht es allein 1150 Lkw-Ladungen. In den USA spielt sich ein ökologisches Desaster ab. Wer sich ein genaueres Bild machen will, soll sich den Dokumentarfilm des US-Amerikaners Josh Fox «Gasland» aus dem Jahr 2010 anschauen. Dieser Film zeigt das Ausmass in fast apokalyptischen Szenerien. Ich bin überzeugt, dass kein Bauer, keine Bäuerin weder hier im Ratsaal noch draussen ein Interesse daran hat, dass diese Fördermethode vor unseren Haustüren angewendet wird. Man könnte dann nämlich nicht mehr bedenkenlos das Wasser aus den Wasserhahn trinken; Beispiele aus den USA belegen dies. Jedes Biola-

bel für naturnahe Landwirtschaft würde zur zynischen Farce, wenn wir uns für diese Fördermethode entscheiden würden.
Die Regierung sagt in ihrer Antwort auf unsere Motion, die schon heute hohen gesetzlichen Hürden würden ein Fracking vermutlich verunmöglichen. Machen wir uns aber bitte nichts vor. Wenn der Stoff knapp wird, werden die Methoden rücksichtsloser. Die USA haben die Umweltauflagen im Jahr 2005 für alles, was unter 600 Meter unter Boden ist, einfach gestrichen. Die Ausnahmeregelung des Safe Drinking Water Act beinhaltet, dass Fracking grundsätzlich vom Wasserschutzgesetz ausgenommen wird. Man spricht vom Halliburton Loop oder Ex-Vizepräsident Dick Cheney, der früher bei Halliburton arbeitete und massgeblich an der Entwicklung dieser Technologie beteiligt war. Die Fracking-Diskussion hat bereits auch Deutschland erreicht und wird durch die aktuelle geopolitische Lage mit der Abhängigkeit vom russischen Gasimport noch verschärft.
Ich bitte Sie, die Motion zu unterstützen und mitzuhelfen, unsere wirtschaftliche Kraft, unseren Erfindergeist in die erneuerbaren Technologien zu investieren. Spielen wir gar nicht erst mit dem Gedanken, diese Büchse auch noch zu öffnen. Wir leiden schon genug an den bereits geöffneten Büchsen; ich erinnere an die Veranstaltung von gestern Mittag.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp-CVP-Fraktion stimmt dir, Martin, zu, das kann ich dir versichern. Für uns ist wichtig, dass die Schweiz die CO_2-Ziele ernst nimmt. Mit der Fracking-Technologie zur Förderung von Erdgas und Erdvorkommen können diese Ziele nicht erreicht werden. Unsere Fraktion möchte im Grundsatz keine Technologieverbote. Aber in Bezug auf das Fracking ist es uns wichtig, diese Technologie von Anfang an zu unterbinden, obwohl – und hier muss ich eine Klammer öffnen – auch die Tiefen-Geothermie mit einer ähnlichen Bohrmethode arbeitet; auch dort wird ein Chemikaliencocktail mit grossem Druck in den Boden gepresst. Es wird also wichtig sein, beim Bergregalgesetz eine saubere Trennung herbeizuführen. Es werden rund 1 Prozent Chemikalien und rund 5 Prozent Quarzsand in die Tiefe gepresst. Man sagt, man hole das nachher wieder herauf; die Frage ist: bringen wir die Chemikalien wirklich wieder hoch und welche Folgen hat dieser Cocktail im Untergrund? Die Internationale Energieagentur IEA hat 2012 die Reserven von konventionellen Gasvorkommen auf rund 140 Jahre geschätzt. Mit dem Einbezug der unkonventionellen Fördermethode erhöht sich die Reserve auf rund 230 Jahre. Wir haben also noch füglich Zeit, CO_2-freie Energiequellen zu erforschen. Die Schiefergasförderung ist zum Glück immer noch deutlich aufwendiger als die herkömmliche und damit noch nicht wirtschaftlich.
Das französische Parlament hat die Erschliessung unkonventioneller Gasvorkommen 2011 verboten. Auch in Bulgarien ist die Methode verboten. Die Tschechische Republik und Holland haben ein Moratorium verhängt; in Deutschland laufen Diskussionen zu einem Gesetzesentwurf. In der Schweiz lässt sich das Potenzial der unkonventionellen Gasressourcen schwer abschätzen. Es gibt noch nicht überall gesetzliche Grundlagen, die Skepsis ist sehr gross, ob die Schweizer Klimaziele eingehalten werden können; auch ist fraglich, ob sich die Förderung wirtschaftlich überhaupt lohnt. Zum Abbau wird eine sehr grosse Landfläche benötigt. In der sehr dicht bebauten Schweiz ist es schwer vorstellbar, genügend grosse Flächen zur Verfügung zu stellen.
Wir jedenfalls wollen das nicht. Das Verbot ist nicht dringlich, worüber wir froh sind. Die Rechtsgrundlage ist heute schon sehr streng, wodurch es Frackingprojekte in der Schweiz schwer haben. Unsere Fraktion erachtet es als sinnvoll, das Bergregalgesetz anlässlich der nächsten Revision im Sinn der Motion zu ergänzen. Wir unterstützen die Motion einstimmig aus den geschilderten Gründen und danken Ihnen, wenn Sie dies auch tun können.

Le président. Auf der Tribüne begrüsse ich eine Klasse des Gymnasiums Interlaken mit den Lehrkräften Frau König und Herr Merkhofer. Herzlich willkommen bei uns! *(Applaudissements)* Im Weiteren gratuliere ich Ueli Studer herzlich zu seinem Geburtstag und wünsche ihm alles Gute. *(Applaudissements)*

Willy Marti, Kallnach (UDC). Eines müssen wir klarstellen: Auch wenn wir die Motion bestreiten, wollen wir Sorge zu Land und Leuten tragen. Wir wollen auch keine Verschandelung der Umwelt und eigentlich auch kein Fracking. Aber wir sind offen für Neues. Vielleicht gibt es irgendwann neue Technologien, die eine umweltverträgliche Energiegewinnung in dieser Richtung ermöglichen. Was hier gebodigt werden soll, ist etwas anderes. Auf die Interpellation Löffel-Wenger vom letzten Jahr hat der Regierungsrat unter anderem geantwortet, dass der eidgenössische rechtliche Rahmen Hürden aufweist, die solche Projekte verhindern. Immer wenn Mensch und Umwelt gefährdet sind, gibt es eine Blockade. Der gesetzlich geforderte Nachweis der Umweltverträglichkeit ist eine Hürde, die ein Fracking nicht übersteigen kann. Der Regierungsrat schrieb in seiner Antwort weiter, die finanziellen Sicherheiten eines Gesuchstellers seien so hoch angesetzt, dass jedes Interesse verlorengehe, jeder Interessent andere Jagdgründe für solche Ideen suche und vielleicht auch finde. In seiner Antwort vom 26. Juni 2013 schreibt der Regierungsrat denn auch, der gesetzliche Rahmen genüge, um Fracking zu verhindern. Das hat sich unserer Meinung nach seither kaum geändert. Erstaunlicherweise ist jetzt der Regierungsrat bereit, die vorliegende Motion anzunehmen. Er schreibt, nicht nur die Umwelt leide, sondern auch die Menschen in der Nähe einer solchen Anlage. Umweltverträglich ist es also nicht. Ganze Landstriche werden verunstaltet, es gibt sogar kleine Erdbeben.
Aus unserer Sicht genügt der heutige gesetzliche Rahmen, um zu verhindern, was hier in so düsteren Farben aufgezeigt wird. Wir brauchen schlichtweg keine Motion; wir brauchen darüber gar nicht zu diskutieren. Deshalb ist die SVP generell der Meinung: blockieren, Hände weg, ruhen lassen und erst etwas tun, wenn das Bergregalgesetz erneuert wird. Zudem wäre, wie Nationalrat Reimann dies fordert, eine nationale Lösung erstrebenswert. Wir wollen keine Startrampe für Mond- und Marsflüge, wir wollen auch dort keine Motion. Wir wollen nur Gesetze, die es wirklich braucht.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Ich bin zwar Mitunterzeichner, rede aber vor allem für die Fraktion, weil die anderen Mitunterzeichner die Sachlage bereits gut dargelegt haben. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion. Sie freut sich über die Tatsache, dass auch die Regierung für eine Annahme eintritt. Der Peak Oil für konventionelles Öl ist wahrscheinlich bereits überschritten. Das heisst, die Förderung von konventionellem Öl stagniert oder sinkt sogar. In einer Gesellschaft wie der unseren, die sich in eine starke Abhängigkeit von fossilen Energiequellen begeben hat, löst dies Ängste aus. Weltweit gibt es eine hektische Erdölsuche; man geht in den hohen Norden, in grosse Meerestiefen und versucht, die letzten Energiereserven zusammenzukratzen, auch wenn dies sehr umweltschädigend geschieht. Gestern hat der WWF mitgeteilt, dass den nordwestpazifischen Grauwalen wahrscheinlich schon das letzte Stündlein geschlagen hat aufgrund der wahnsinnigen Erdölsuche. Unser Verhalten ist eigentlich das eines Suchtabhängigen. Das Energie-Junkietum ist vor allem in den USA ausgeprägt. Es gibt hier Parteien, welche die US-Wirtschaftsform als vorbildlich erachten. Bis jetzt war es immer so, dass, wenn in den USA irgendein Unfug im Schwange war, es zehn, zwanzig Jahre ging, bis man in Europa den gleichen Unfug machte.
Die vorliegende Motion ist ein Mittel, um diesen Mechanismus zu brechen. Die umweltzerstörende Wirkung dieser Methode zur Gas- und Ölförderung ist von den Mitmotionären, im Text der Motion und auch in der regierungsrätlichen Antwort überzeugend dargestellt worden. Im dicht bevölkerten Mittelland wären die Auswirkungen auf die Umwelt wesentlich schlimmer als in den relativ dünn besiedelten Gebieten der USA. Dass ausgerechnet die Partei, die eigentlich die Landwirtschaft vertritt, diese Motion ablehnt, ist eigenartig. In den USA gab es einen Preissturz für Gas und Öl. Würde die Methode in der Schweiz angewendet, würde das Suchtverhalten wahrscheinlich ausser Kontrolle geraten; wir würden, mit bürgerlichen Stimmen, wahrscheinlich Gesetze ändern, um aus der Beschaffungskriminalität eine wohltuende Wirkung für die Wirtschaft zu machen. Ich sehe schon jetzt, dass, wenn irgendwelche Investoren fürs Fracking Schlange stehen würden, in diesem Saal Bürgerliche sagen werden, man müsse ihnen den roten Teppich ausrollen; es sei eine gute Sache, sie rette unsere Wirtschaft. Solche Töne habe ich schon oft gehört, und wir werden sie immer wieder hören.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die Motionäre aus immerhin drei Parteien verlangen die Änderung des Bergregalgesetzes mit dem Ziel, das Fracking im Kanton Bern zu verbieten. Die BDP-Fraktion hat sehr intensiv und in grosser Tiefe darüber diskutiert. Das Thema hat eine unerwartete Sprengkraft entwickelt, ohne dass wir dabei «gefrackt» worden oder Schäden zurückgeblieben wären.
Das Thema ist populär und eignet sich gut, um sich den Wählern zu präsentieren. Die Begründung der Motion ist aus meiner Sicht etwas populistisch. Es ist von Chemikaliencocktails, von Horrorszenarien die Rede; Martin Aeschlimann hat die Situation in den USA bildlich ausgemalt usw. Durch die Verbreitung dieser Methode haben in der Tat spürbare Veränderungen in der Geopolitik stattgefunden, aber nicht nur negative. Die Abhängigkeit von den Produzenten im Nahen Osten oder vom Gas des Herrn Putin ist heute geringer. Zudem verursachen auch die herkömmlichen Gas- und Erdölförderungen Schäden. Eine indirekte Aussage dieser Motion ist auch, dass wir die Probleme auf Distanz halten wollen; schliesslich können wir das Zeug ja auch kaufen, von wegen CO_2-Bilanz.
Die Fraktionsminderheit der BDP will keinen präventiven Ausschluss einer Methode zur Energiegewinnung, bevor der Bund den Vorstoss im Nationalrat umgesetzt und sich vertieft mit der Materie auseinander gesetzt hat. Die Minderheit hat nicht das Gefühl, es sei dringlich, die Methode vorsorglich zu verbieten. Kaum einer glaubt, dass nächstens Bohrtürme und Gasfelder im Kanton Bern entstehen werden. Das vorsorgliche Abblocken von Projekten gilt als innovationsfeindlich. Vorsorglich Nein sagen, Risiken hervorheben, Chancen blockieren ist vielleicht auch symptomatisch für die wirtschaftliche Denkweise im Kanton, möglicherweise bei anderen als bei diesem brisanten Thema.
Die klare Fraktionsmehrheit der BDP unterstützt hingegen die Motion. Die Befürworter argumentieren, das Fracking sei keine Technologie für den Kanton Bern, weil zu umweltschädigend, mit zu vielen Risiken behaftet. Insbesondere für das Grundwasser bestehen grosse Gefahren, und die Langzeitfolgen sind unbekannt. Ein so hohes Gut wie das saubere Trinkwasser darf nicht gefährdet werden. Der Kanton und auch die Schweiz sind zu dicht bebaut; die Landschaft ist zu wertvoll und zu kleinräumig; es gibt keine endlosen Prärien wie in den USA. Die BDP steht klar zum Umweltschutz und wird keine umweltgefährdende Technologie unterstützen, solange deren Unbedenklichkeit nicht erwiesen ist. Es wurde die Meinung vertreten, es sei besser, die Übung schon heute zu stoppen. Weitere langwierige Diskussionen könne man sich so ersparen, und der Weg zu den erneuerbaren Energien werde nicht gebremst. Die Mehrheit der Fraktion sieht in der Weiterentwicklung der erneuerbaren Energien die grösseren wirtschaftlichen Chancen. Ich fasse zusammen: Die BDP stimmt der Motion mehrheitlich zu; eine Minderheit lehnt sie ab.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Die Grünen freuen sich, dass der Regierungsrat dem Fracking im Kanton Bern einen gesetzlichen Riegel schieben will und den Vorstoss zur Annahme empfiehlt. Es ist höchste Zeit, dies zu tun, wenn wir verhindern wollen, dass sich diese umweltschädigende Technologie plötzlich bei uns einnistet. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, ein gesetzliches Verbot erachte er zeitlich nicht als vordringlich, da das geltende Recht bereits hohe Anforderungen setze und ein allfälliges Projekt diese praktisch nicht erfüllen könne.
In diesem Punkt haben wir eine etwas andere Einschätzung. Wir finden es wichtig, jetzt zu handeln und nicht erst in zehn, zwanzig Jahren. Internationale Erdgas- und Erdölkonzerne liefern sich hinter den Kulissen einen Wettstreit um die Verteilung von Schürfbewilligungen in Europa, in der Schweiz und auch im Kanton Bern. Die von ihnen beauftragten Lobbyorganisationen bereiten währenddessen im Hintergrund den Boden vor, um die Akzeptanz dieser umweltschädigenden und umstrittenen Methode zu verbessern. Wenn wir nicht in diese Falle tappen wollen, ist es richtig, jetzt klar zu stellen, dass es im Kanton Bern nie zur Anwendung dieser Methode zur Förderung von Schiefergas kom-

men wird. Conrad Frey, der Geschäftsführer der SEAG, also einer der Unternehmungen, die an diesem Geschäft ein vitales Interesse haben, hat der Zeitung «Der Bund» kürzlich gesagt, ein Frackingverbot sei, wie wenn man im 19. Jahrhundert die Dampflokomotiven verboten hätte. Wer solches sagt, geht offensichtlich nicht davon aus, dass das Fracking in diesem Kanton nie in Frage kommen könnte, ganz im Gegenteil, in den Köpfen dieser Leute hat es einen relativ hohen Konkretisierungsgrad. Es ist eine sehr ernsthafte Option. Im Val de Travers beispielsweise brauchte es einen immensen Widerstand der Bevölkerung, um ein solches Projekt zu stoppen. Fracking ist auch in der Schweiz, auch hier im Mittelland eine sehr intensive Option, und wir tun gut daran, uns darum zu kümmern.
Das Gleiche gilt im Übrigen, wenn wir über die Landesgrenzen hinaus schauen. Der EU-Kommissar Günther Oettinger, CDU, sagt: «Wir sollten die Option Schiefergas nicht verbauen. Wir sollten Fachleuten Demonstrationsprojekte ermöglichen. Sie könnten den Nachweis führen, dass Fracking in Europa ökonomisch sinnvoll und ökologisch vertretbar ist.» Diese Diskussionen laufen also, und dies nicht weit weg von unserem Kanton. Wir dürfen die Augen davor nicht verschliessen.
Noch ein Blick über die Landesgrenzen: Wenn wir verhindern wollen, plötzlich mit Schadenersatzforderungen von Erdgas- und Erdölunternehmen konfrontiert zu sein, die sich aufgrund von Schürfbewilligungen Hoffnungen auf eine spätere Ausbeutung machen und Vorinvestitionen tätigen, müssen wir heute klar stellen, dass es nie zur Anwendung dieser Technologie kommen wird. In Frankreich läuft bereits eine Debatte um Schadenersatzforderungen, weil sich Unternehmen Hoffnungen auf potenzielle Gewinne gemacht haben und heute feststellen müssen, dass sie sie nicht realisieren können, weil das Verbot erst zu einem späteren Zeitpunkt gekommen ist.
Es gibt also viele gute Gründe, den Schritt zu tun. Inhaltlich rufe ich ein paar Argumente in Erinnerung: Fracking vergiftet Boden und Wasser; der dabei eingesetzte Chemikaliencocktail bedroht die Qualität der Grund- und Oberflächengewässer und des Trinkwassers. Fracking untergräbt die Energiewende; mit der Förderung von Schiefergas wird ein zusätzliches Potenzial an fossilen Ressourcen erschlossen. Die Abhängigkeit von fossilen Ressourcen wird verlängert, der Umstieg auf erneuerbare Energien damit torpediert. Fracking belastet das Klima. Fracking ist nicht nur deshalb klimaschädigend, weil bei der Verbrennung von Erdgas CO_2 freigesetzt wird, sondern auch, weil die Förderung und der Abtransport des Schiefergases überdurchschnittlich viel Energie benötigen. Beim Fracking entweichen grosse Mengen an Methan an die Luft und ins Grundwasser. Methan ist viel klimaschädigender als das CO_2 und heizt dadurch das Klima weiter an. Fracking führt zu einem enormen Landverschleiss; der erforderliche Landbedarf ist riesengross, und dadurch, dass sich die Bohrlöcher relativ schnell erschöpfen, braucht es immer wieder neue Bohrlöcher mit dem gleichen Landschaftsverschleiss. Also auch mit Blick auf den Kulturlandschutz ist dem dringend ein Riegel zu schieben.
Ende November haben wir die Initiative «Stopp Fracking» lanciert. Trotz der Weihnachts- und Neujahrspause haben wir in den rund drei Monaten über 13 000 Unterschriften gesammelt. Das Zustandekommen dieser Initiative steht kurz bevor. Bernerinnen und Berner, egal ob bürgerlicher oder links-grüner Herkunft, egal ob städtischer oder ländlicher Provenienz, unterschreiben die Initiative, weil sie Fracking in diesem Kanton nie haben wollen. Ich habe noch nie ein kantonales Initiativprojekt mit so viel Sukkurs aus so vielen unterschiedlichen Bevölkerungskreisen erlebt wie bei dieser Initiative. Wir tun gut daran, auch dies zur Kenntnis zu nehmen. Heute haben wir die Möglichkeit, einen ersten Schritt in Richtung der Initiativ-Forderung zu tun, einen verheerenden energiepolitischen Fehlschuss zu verhindern. Wir bitten Sie, dem Vorstoss zuzustimmen und damit dieser unwirtschaftlichen und umweltschädigenden Methode einen Riegel zu schieben.
Ich danke für die gute Aufnahme des Vorstosses. Zwei Punkte möchte ich erwähnen. Christoph Grimm sprach von einem Technologieverbot. Der Vorstoss fordert in keiner Art und Weise ein Technologieverbot. Nicht die Technologie soll verboten werden, sondern die Förderung nichtkonventioneller fossiler Ressourcen. Das ist nicht das Gleiche wie Technologie; diesen Unterschied haben wir bewusst gemacht. Willy Marti von der SVP sagte, vielleicht sei die Forderung von Nationalrat Reimann, auf nationaler Ebene zu handeln, richtiger. Damit bin ich durchaus einverstanden; das wäre auf jeden Fall sinnvoll. Die Realität ist aber, dass aufgrund des föderalen Aufbaus unseres Landes die Bergregale in der Kompetenz der Kantone sind. Der Bund kann somit nichts tun. Wollen wir etwas tun, muss das auf kantonaler Ebene geschehen, wie es in anderen Kantonen bereits geschehen ist. Wir freuen uns, dass sich auch der Kanton Bern jetzt auf diesen Weg machen will.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Die FDP-Fraktion hat sich mit diesem Vorstoss intensiv auseinandergesetzt. Die Methode ist in der Fraktion bekannt, ebenfalls die Umweltbelastung. Ich sage dies nur deshalb, weil ich nicht ausführlich auf das Fracking eingehen werde, nachdem es jetzt genügend erläutert worden ist.
Wir stellten uns in der Fraktion vor allem die Frage, ob es sinnvoll sei, zum jetzigen Zeitpunkt ein solches Verbot auszusprechen; ob es ein Verbot überhaupt brauche – die Regierung hat ja in ihrer Antwort aufgezeigt, dass es sehr schwierig, ja praktisch aussichtslos wäre, zu einer Bewilligung zu kommen. Die Mehrheit der Fraktion kam zum Schluss, es sei sinnvoll, ein Zeichen dahingehend zu setzen, dass man im Kanton das Fracking nicht will, weil wir die Bedenken im Zusammenhang mit dem Wasser und der Umweltbelastung ernst nehmen und ihnen entsprechen wollen. Die Mehrheit der Fraktion ist weiter der Meinung, es sei vor allem auf die erneuerbaren Energien zu setzen, sodass es Fracking gar nicht braucht, um im Energiemix zu überleben. Die Mehrheit der Fraktion nimmt die Motion an, eine Minderheit wird sie ablehnen.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die EDU-Fraktion ist gegen eine Verschandelung unseres Kantons. Das Wasser ist ein wichtiger Bestandteil unseres Lebens, und wir müssen ihm Sorge tragen. Die Regierung schreibt im letzten Abschnitt ihrer Antwort: «Ein gesetzliches Verbot ist allerdings nicht dringlich, weil das geltende Recht sehr hohe Anforderungen statuiert, die ein allfälliges Projekt praktisch nicht erfüllen

könnte.» Wir wollen keine Gesetzesänderung verlangen, wenn schon genügend Vorschriften bestehen. Die EDU-Fraktion lehnt die Motion deshalb ab.

Ruedi Sutter, Grosshöchstetten (PLR). Die Diskussion fordert mich heraus, ein letztes Mal ein flammendes liberales Plädoyer zu halten, ein Plädoyer nicht für Fracking, sondern gegen eine Paranoia-Politik. Das Wichtigste vorweg: Fracking ist in der Schweiz heute praktisch verboten. Darauf weist der Regierungsrat in seiner Antwort hin. Ein gesetzliches Verbot sei nicht dringlich, weil das geltende Recht hohe Hürden stelle, die gar kein Projekt erfüllen könne. Fracking ist faktisch verboten.
Auch wenn die Annahme der Motion keine realen Auswirkungen hätte, ist der Vorstoss trotzdem aus Prinzip und Überzeugung abzulehnen. Er widerspricht nämlich den Grundsätzen einer ernsthaften Politik diametral. Was gefordert wird, ist Wahlkampfklamauk, ist ein Hosensackvorstoss. Der Grosse Rat soll nach dem Willen der Motionäre ein Technik- und Denkverbot aussprechen, obwohl weit und breit kein konkretes Frackingprojekt vorliegt. Das ist absurd. Das ist etwa so, wie wenn ich allen Ernstes und mit besorgter Miene vorsorglich verlangen würde, dass im Kanton Bern keine Braunkohle im Tagbau abgebaut werden darf oder dass wir keine Tiefseeexploration machen, keinen Urwald abholzen oder keine Elefanten auswildern dürfen. Für alle diese gesuchten Beispiele gibt es a) keine Vorhaben und b) wäre es faktisch nicht möglich. Ich erinnere daran: in diesem Kanton kann man nicht einmal schwarze Schwäne auf dem Thunersee auswildern. In der dicht besiedelten Schweiz mit dem ausgebauten Umweltrecht wird nie Braunkohle abgebaut werden, weder im Tagbau noch untertag, und es werden auch nie Elefanten ausgewildert werden, und schon gar nie wird das unappetitliche Fracking umgesetzt. Wo bleibt euer Vertrauen in unsere Umweltgesetzgebung? Was machen wir hier, wenn nicht einmal wir daran glauben?
Man kann nicht genug daran erinnern: die Schweiz als rohstoffarmes Land ist wohlhabend geworden dank Bildung, dem Einsatz des Kopfes, dank Innovation und vor allem dank einem liberalen Wirtschaftssystem. Verbote sollen in einem liberalen Wirtschaftssystem nur im Notfall ausgesprochen werden und dürfen keinesfalls auf Vorrat irrational in eine Phantomschmerzpolitik münden. Ich bitte Sie, trotz laufendem Wahlkampf, trotz laufender Initiative dringend, die vorliegende Motion abzulehnen und ein Bekenntnis zu einer ernsthaften Politik zu ermöglichen. So haben wir die Möglichkeit, uns wieder seriös mit den ernsthaften existierenden Herausforderungen dieses Kantons zu befassen, und davon gibt es weiss Gott genug.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Ich rede als Anwalt für das Trinkwasser zu Ihnen. Als Brunnenmeister von Oberhofen und Mitglied des Schweizerischen Brunnenmeisterverbands stehe ich ohne Wenn und Aber für den Schutz des Quell- und Grundwassers ein. Das Fracking ist für unsere Wasserressourcen eine gefährliche Angelegenheit. Chemikalien haben in unserem Boden nichts verloren. Kein Mensch kann die Garantie übernehmen, dass dem Grundwasser beim Einsatz von Fracking nichts passiert. Auch wenn das Fracking mit den heutigen gesetzlichen Grundlagen wahrscheinlich nicht möglich ist, beinhaltet die Motion ein klares Zeichen, dass dies auch so bleiben soll.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). J'interviens ici sur le plan individuel et pour une fois, je vais déclarer mes intérêts. Je suis associé à deux petites PME et mes collaborateurs sont âgés de 18, 12, 9, 7 et 4 ans. Parfois je rencontre d'autres collaborateurs, comme ce matin où, dans le train, une maman allaitait un petit bout de chou d'à peine trois mois. Je suis grand-père, comme plusieurs d'entre vous dans cet hémicycle. Et alors? me direz-vous. Peut-être qu'à mon âge, bien que j'aie été sensible à l'environnement bien assez tôt, le respect de la vie prend une certaine ampleur et la décision que nous prenons ici peut avoir des incidences majeures sur la qualité de notre air, de notre eau, cela a été dit. Je vous garantis que ce n'est pas émotionnel, je sais que l'émotion ne plaît pas à certains d'entre vous. Nous avons des responsabilités et nous devons les assumer. Je ne reviendrai pas sur de nombreux détails techniques qui ont été donnés: je crois que cela suffit, on sait de quoi on parle, mais dans ce domaine comme dans celui du nucléaire, pour ne pas remuer les choses, soit on est opposé, soit on n'est pas encore suffisamment informé. Ce qui a été dit ici aujourd'hui vous a permis de vous informer, alors je soulignerai simplement quelques points. Après tant d'années, certains consortiums n'ont toujours pas compris. Pas compris que les énergies fossiles compromettent la vie sur la planète, pas compris qu'il est plus que criminel – oui je vais jusqu'à dire ce terme-là – et risqué de ne considérer que le profit à court terme et cela sans égard pour les impacts sur l'environnement et les humains. Certains décideurs politiques sont bien vite amadoués par les pots-de-vin et croient aveuglément aux promesses des sociétés de prospection. Ils n'ont pas compris que les risques économiques sont énormes.
Voyez ce qui se passe aux Etats-Unis, c'est une bulle qui ressemble à la bulle immobilière qui est en train de se préparer. Je terminerai par ceci, à l'adresse des personnes qui pensent que dans le canton de Berne nous sommes à l'abri de tout cela, parce que les prescriptions sont claires. Un permis de prospection, à durée limitée bien sûr, est délivré à Celtique Energie Petroleum pour le Jura bernois, cette même entreprise qui a foré dans le Val de Travers – on en aussi parlé avant à la tribune. Le Conseil-exécutif actuel, de majorité rose-verte, est certes opposé, mais l'inscription dans la législation offrirait une garantie claire que le «fracking» n'aurait jamais lieu sur le territoire cantonal. À mon avis, il ne faut pas laisser la porte ouverte. Je suis persuadé que tout comme moi, vous êtes conscients du risque qu'un tel forage pourrait faire courir au canton à court terme et à long terme. Je vous invite à accepter cette motion.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Ich bin kein Spezialist für das Auswildern von Elefanten, aber ich bin Spezialist für erneuerbare Energien, und dies schon seit über 30 Jahren. Wenn man das ist, hat man keine Paranoia, sondern verfolgt einen langfristigen Weg und kann kurzfristig auftauchende Moden relativ gelassen bewerten. So eine Mode ist das Fracking. Das Fracking hat in den USA einen Boom ausgelöst. Die Internationale Energieagentur geht davon aus, dass dies den USA etwa eine zehnjährige Unabhän-

gigkeit geben wird. Um zu zeigen, was das heisst, habe ich auf meiner Facebook-Seite eine Karte aufgeschaltet, welche die Frackingbohrungen westlich von Texas SE auf den Kanton Bern überblendet. Sie werden staunen: wir hätten im Kanton Bern bereits mehrere Hundert Bohrungen. Die Ausbeutung erschöpft sich sehr schnell, nach ungefähr einem Jahr beträgt der Output noch 20 Prozent, das heisst, man muss wieder neue Löcher bohren, und so geht das immer weiter. Fazit auch der Zeitschrift «Finanz und Wirtschaft» von heute: Die fossilen Energien sind ein Risiko. Sobald der CO_2-Preis wieder steigt, wird die ganze Geschichte unwirtschaftlich. Brauchen wir in der Schweiz Fracking? Die Energiewende, die noch nicht sehr alt ist, ist viel besser unterwegs als geplant. Das sagt Frau Leuthard leider nicht. Ihre Vorgabe, bis 2020 sei ein Prozent Strom aus erneuerbaren Energie zu produzieren, haben wir Ende letzten Jahres bereits erreicht! 2020 könnten es bereits 6 Terawattstunden sein. Im Moment sind 10 Terawattstunden Produktionskapazität im KEF angemeldet, das sind die drei kleinen Kernkraftwerke. Die Ersatzkapazität für Mühleberg ist also bereits vorhanden, bevor das AKW überhaupt abgestellt ist.
Warum soll man zu Fracking Nein sagen? Wenn man ein Ziel verfolgt und Spitzenleistungen erzielen will, Ruedi Sutter, muss man sich auf ein Ziel konzentrieren wie ein Skispringer oder ein Gewichtheber und dort Höchstleistungen erbringen. Das heisst, wir produzieren die Energie in Zukunft in der Schweiz. Wir haben nämlich sehr wohl eine Energieressource, das ist die Sonnenenergie. Im heutigen «Bieler Tagblatt» wird angekündigt, dass auf dem Stade de Bienne, dem neuen Eishockey- und Fussballstadion, die grösste Fotovoltaikanlage der Welt geplant ist, übrigens von einem meiner Diplomanden. Das heisst, wir von der Berner Fachhochschule setzen uns tatkräftig ein, zusammen mit der Stadt Biel, und das ist ein erster Vorbote des Innovationsparks und Campus Biel. Wir können es selber machen; wir können die bekannten und erprobten und mittlerweile günstigen Technologien anwenden. Wir brauchen die Dächer von Schweizer und Berner Bauern, von Shoppingcenters usw. Fracking brauchen wir nicht.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich fühle mich von dir, Ruedi Sutter leicht provoziert. Ich schätze deine sachlich Voten sonst sehr. Ich kann dir offen gestehen: das hat nichts mit Wahlkampf zu tun. Ich erwarte keine einzige Stimme deswegen, im Gegenteil, vielleicht schadet es eher. Ich bin überzeugt, dass es uns gelingen muss, schlauere Energieressourcen zu verwenden. Energiepolitisch ist deine Aussage etwas naiv. In den USA ging man anfänglich davon aus, dass Fracking zu teuer ist und zu grosse Nebeneffekte hat. Mittlerweile ist man aus Überlegungen der energiepolitischen Unabhängigkeit, aber auch, weil der Stoff langsam ausgeht, zur Überzeugung gekommen, man könne für die nächsten Jahrzehnte Energie aus dem Boden holen. Dabei greift man auf Methoden zurück, bei denen zumindest wir uns alle einig sein sollten, dass wir sie nicht wollen. Wenn aber der Druck steigt, die Nachfrage steigt, bin ich nicht sicher, ob nicht auch im Kanton Bern oder zumindest in der Schweiz ein Unternehmen auftauchen und die politischen Kreise entsprechend bearbeiten wird.
Der SVP-Sprecher sagte, man wolle offen sein für Neues. Das ist grundsätzlich ein guter Ansatz. Aber die Offenheit sollte nicht darin bestehen zu sagen, vielleicht könne man die Technologie optimieren, um die fossilen Reste aus der Erde zu pressen. Es geht darum, unsere Energie rechtzeitig auf andere Gleise zu lenken. Die Alternativen entstehen nicht von selber; es braucht Energie und Kraft, wie Urs Muntwyler eben gezeigt hat. Kürzlich habe ich gelesen, dass die Sonnenenergie im Jahr 15 000mal die Energie produziert, welche die gesamte Menschheit in einem Jahr verbraucht. Es gibt also Alternativen. Zudem: mit welchem Recht nehmen wir uns heraus, mit einem Wimpernschlag der Menschheitsgeschichte alle Ressourcen der Erde zu verbraten und den nachfolgenden Generationen nichts anderes mehr zu überlassen als die Schäden, die sie aufräumen müssen?

Andreas Hofmann, Berne (PS). Ich stelle fest, dass die SVP als einzige Partei die Motion grossmehrheitlich ablehnt. Ende Januar war ich in einer Sitzung der Kommission Wasserbaugesetz. Da haben vor allem die SVP-Vertreter um jeden Quadratzentimeter Kulturland gefochten, als es darum ging, ein Bächlein eine Kurve machen zu lassen, was Land, vielleicht eine Fruchtfolgefläche, tangieren würde. Das Fracking wäre möglicherweise mitten in den Fruchtfolgeflächen, und zwar links vom Komma. Wofür Sie beim Wasserbaugesetz gefochten, war rechts vom Komma. Ich bitte, die Grössenordnungen zu beachten und dort um Fruchtfolgeflächen zu kämpfen, wo es Sinn macht.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Ich danke für die angeregte Diskussion. Es ist offenbar ein Thema, das bewegt, gewisse Ängste schürt und aufzeigt, dass etwas in die falsche Richtung laufen könnte. Christoph Grimm, es geht nicht um ein Technologieverbot, das zeigt auch die Antwort der Regierung im letzten Punkt. Es geht nicht darum, die Methodik, die man in einer sauberen Art für die Geothermie brauchen kann, zu verhindern, sondern darum, die Förderung nichtkonventioneller Ressourcen zu verhindern. Es geht darum, einen Klimaschutz zu machen, der den Namen verdient und nicht plötzlich einen Rückzieher zu machen. Willy Marti, leider kann das Problem aufgrund des föderalistischen Systems nicht national geregelt werden. Bernhard Riem danke ich für sein Votum, für das Bekenntnis zum Umweltschutz und zu erneuerbaren Energien. Ruedi Sutter, auch die liberalste Gesellschaft braucht irgendwo Regeln, auch der Sport hat sich an Spielregeln zu halten. Hier geht es darum, Spielregeln zu setzen. Im Übrigen ist es nicht so sehr lange her, dass Hannibal mit seinen Elefanten über die Alpen kam. Solche Szenarien sind letztlich möglich. Um so mehr ist jetzt der Moment, auf die Fracking-Technologie zu verzichten.
Mit diesem Verzicht vermeiden wir nicht zuletzt grosse Umweltschäden und Risiken; wir vermeiden eine Belastung unseres Klimas. Das ist vordringlich, hier dürfen wir uns keinen Lapsus mehr leisten. Wir verhindern nicht zuletzt auch Verwaltungsaufwand bei Kanton und Gemeinden. Klar ist das Gesetz ziemlich restriktiv und braucht es unzählige Nachweise, um eine solche Technologie einsetzen zu können, aber genau dort wird auch der Aufwand entstehen, es wird tonnenweise Einsprachen und langwierige Verfahren geben. Vermeiden wir doch diesen Aufwand, wenn wir genau wissen, dass es in die falsche Richtung geht. Schieben

wir dem einen Riegel, setzen wir auf die erneuerbaren Energien; hier gibt es riesige Potenziale. Ich danke für die Unterstützung und die Überweisung der Motion.

Le président. Herr Rösti hat sich durch das Votum von Herrn Hofmann angesprochen gefühlt.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Res Hofmann hat aus der Wasserbau-Kommission Sachen vorgebracht, die hinten und vorne nicht stimmen. Wir haben nie um Quadratzentimeter gestritten, sondern um Fruchtfolgeflächen. Es geht gesamtschweizerisch um 20 000 Hektaren und nicht um Quadratzentimeter! Wenn man um eine Existenzgrundlage wie den Boden für die Landwirtschaft kämpft, ist das legitim. Wenn die SP um Löhne kämpft, ist das für mich auch legitim. Aber dann muss man hier nicht so unmögliches und übertriebenes Zeug aus einer Kommission erzählen.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Bezüglich der Frage, ob Fracking eine Option für den Kanton Bern sei, ist die Haltung der Regierung klar: Nein, es ist keine Option. Denn die Schweiz ist nicht Amerika, die negativen ökologischen Auswirkungen des Fracking, welche die Amerikaner in ihrem weitläufigen Land jetzt schmerzhaft feststellen müssen, wären in unserer kleinräumigen Schweiz noch viel schlimmer. Wer die Auswirkungen von Fracking anschauen will, und zwar nicht in einem Science-fiction-Film, sondern in der Realität, soll den von Martin Aeschlimann erwähnten Film «Gasland» anschauen, eine Dokumentation über das Fracking in Amerika. Sie werden sehen, welche Auswirkungen Fracking beispielsweise auf das Kulturland hat. Das ist nicht örtlich begrenzt; riesige Flächen, ganze Landstriche sind kaputt, und zwar für lange Zeit. In unserer dicht besiedelten Schweiz mit den vielen Bergen können wir uns das nicht leisten. Es darf deshalb keine Option sein, Fracking in unserem Kanton zuzulassen.
Es geht um sehr viel. Es geht um eine sehr umstrittene Methode, um die Zukunft unserer Kinder. Deshalb befürwortet der Regierungsrat ein ausdrückliches gesetzliches Verbot von Fracking. Wie wir bereits in unserer schriftlichen Antwort ausführten, ist es nicht nötig, das Bergregalgesetz, das erst kürzlich revidiert wurde, schon wieder zu revidieren. Es reicht, wenn wir das Verbot anlässlich der nächsten Revision stipulieren. Es wird höchstwahrscheinlich kein Gesuch eingereicht werden in einem Kanton, in dessen Parlament so ausführlich über ein Verbot diskutiert worden ist. Es soll kein Fracking geben im Kanton Bern. Fracking darf keine Option sein. Deshalb bitte ich Sie, der Motion zuzustimmen.

Le président. Wir stimmen ab. Wer der Motion zustimmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	93
Non	47
Abstentions	8

Le président. Der Rat hat die Motion überwiesen.

Affaire 2013.1202

N° de l'intervention:	254-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	05.09.2013
Déposée par:	von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	89/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	TTE

Affichage en dehors des localités: plus de souplesse lors des élections et votations

Le Conseil-exécutif est prié de modifier l'article 4 de la directive ISCB 7/722.51/1.1 sur les réclames de la façon suivante :
- Dans et à l'extérieur des localités, les réclames informent sur des votations ou des élections pendant au maximum six semaines avant et cinq jours après la votation ou les élections.

Développement
Lors des votations ou des élections, spécifiquement au niveau cantonal, voire fédéral, il apparaît régulièrement que les espaces mis à disposition gratuitement par les communes sont insuffisants, notamment en raison de la multiplication, ces dernières années, du nombre de formations politiques.
Actuellement, l'affichage pour les votations et élections est autorisé sans demande de permis de construire uniquement à l'intérieur des localités. Avec la densification des constructions au centre des villes et villages, il devient difficile de trouver des emplacements disponibles pour ce type d'affichage, sans devoir souiller des bâtiments appartenant à des privés ou à la communauté.
Le canton de Berne, comme à son habitude, applique de manière fort restrictive la possibilité d'affichage en dehors des localités lors des votations et élections. Certains cantons voisins directs, comme Soleure ou Neuchâtel, se montrent beaucoup plus tolérants à la pratique de l'affichage (tout en respectant bien entendu les distances par rapport aux routes) en dehors des localités lors des votations et élections. A notre connaissance, le taux d'accidents de la circulation en période de votations ou d'élections n'est pas plus élevé dans ces cantons par rapport au canton de Berne.
De plus, à la lecture du bulletin N° 14 de l'OACOT (juillet 2013), nous constatons que l'administration cantonale a encore les ressources nécessaires pour statuer sur une réclame qui, se situant à l'intérieur d'une localité, ne devrait pas être soumise à l'octroi du permis de construire ; mais comme la réclame en question se trouverait à environ 25 km du lieu de la manifestation, le lien spatial faisant défaut, l'obligation d'un permis de construire serait obligatoire. Dès lors se pose la question de savoir si ce service n'aurait pas des tâches plus importantes à accomplir.
Dans le cas présent, le risque d'affichage sauvage serait très faible, car lors de votations ou d'élections, les forma-

tions politiques qui procéderaient à ce type d'affichage en dehors des localités seraient facilement identifiables.
Un assouplissement de cette directive libérerait aussi les collaborateurs de l'Office des ponts et chaussées de cette tâche de contrôle (tâche certainement pas des plus passionnantes et de loin pas fondamentale pour l'Etat).

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, les cas dans lesquels les réclames routières nécessitent une autorisation sont réglementés dans le décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (RSB 725.1). Selon ce décret, les réclames sur les votations ou les élections affichées pendant au maximum six semaines avant et cinq jours après la votation ou les élections à l'intérieur de la localité ne sont pas soumises à l'octroi d'un permis de construire. En revanche, les réclames sur les votations ou les élections affichées à l'extérieur de la localité requièrent toujours un permis de construire, indépendamment de la durée de l'affichage. La modification de la directive ISCB 7/722.51/1.1 demandée par l'auteur de la motion nécessiterait par conséquent une modification du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire.
L'obligation de requérir une autorisation pour les réclames routières découle du droit fédéral (article 99 de l'ordonnance fédérale du 5 septembre 1979 sur la signalisation routière [OSR, RS 741.21]). Les cantons ne peuvent définir des exceptions qu'à l'intérieur des localités. Le législateur bernois n'est donc pas habilité à autoriser l'affichage de réclames pour les votations et élections à l'extérieur des localités sans demande de permis. Une telle règlementation serait contraire au droit fédéral.
En outre, du point de vue matériel, elle ne serait pas judicieuse et ne déchargerait en aucun cas l'Office des ponts et chaussées de ses tâches de contrôle. Si l'affichage venait à être autorisé aussi en dehors des localités sans demande de permis dans l'ensemble du canton, les collaboratrices et collaborateurs de l'Office des ponts et chaussées, des communes ainsi que de la police seraient contraints d'étendre considérablement leurs activités de contrôle afin de garantir la sécurité du trafic et de contrôler le respect des distances par rapport aux routes. A notre connaissance, la pratique tolérante adoptée par les cantons voisins de Soleure et Neuchâtel génère une charge supplémentaire importante pour prévenir les situations présentant un danger pour le trafic et enlever les réclames qui ne sont pas tolérables. Dans le canton de Berne, ni l'Office des ponts et chaussées ni la police ne disposent des ressources humaines suffisantes pour faire face à une telle surcharge sur un territoire considérablement plus grand que celui de ses voisins.
En résumé, le Conseil-exécutif constate qu'il serait contraire au droit fédéral de ne plus soumettre l'affichage de réclames sur les votations ou les élections en dehors des localités au régime du permis de construire. L'adoption d'une pratique tolérante semblable à celle des cantons de Neuchâtel et de Soleure ne peut être envisagée dans le canton de Berne, car elle engendrerait une charge supplémentaire à laquelle le canton ne pourrait faire face. Dans les faits, il serait impossible de prévenir les situations présentant un danger pour le trafic sur l'ensemble du territoire cantonal. Pour des raisons légales, mais avant tout pour des motifs de sécurité, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.
Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Le président. Auch dieser Vorstoss hat das Potenzial für eine längere Debatte, geht es doch auch um uns. Die Regierung beantragt Ablehnung der Motion.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Un sujet un peu moins sérieux. Je ne vais pas être ici le pourfendeur de la justice de l'affichage, mais une fois de plus, on constate que la Direction des travaux publics applique avec son zèle coutumier la législation fédérale en matière de réclame sur la voie publique. Dans le Jura bernois par exemple, deux jours après le début de la campagne d'affichage, les partis ont déjà reçu un rappel à l'ordre de la part de l'Office des ponts et chaussées, nous intimant à nous conformer strictement à la directive ISCB 7/722/51/1.1 et qu'il était possible de venir récupérer les objets du délit auprès de leur service. En venant ce matin, entre Büren, Rapperswil et Lätti, on remarque des affiches dans les champs en dehors des localités, mais je ne vous donnerai pas de nom. Ce qui ne semble pas être le plus grand danger, vu qu'en ce jour j'ai pu arriver jusqu'à Berne ce matin sans accident. Peut-être la mise en application de cette directive varie-t-elle d'un arrondissement administratif à l'autre ou que tous nos collègues candidats agriculteurs ont demandé un permis de construire pour afficher dans leurs propres champs, allez savoir!
Concernant la pratique plus souple des cantons voisins, et pas seulement les romands pour une fois, on pourrait croire à la lecture de la réponse du gouvernement que ceux-ci se trouvent dans l'illégalité par rapport au droit fédéral. Je n'ai toujours pas vu le canton de Neuchâtel condamné par le Tribunal fédéral pour délit qualifié et à grande échelle d'affichage sur la voie publique. Sinon cela se saurait et cette pratique ne serait certainement plus permise depuis belle lurette. L'acceptation de cette motion ne va certes pas révolutionner les élections et les votations dans le canton de Berne, mais comme on pourra placer des affiches hors des localités le long des routes, cela limitera aussi les déprédations courantes, sprayage, arrachement, etc. sur les affiches, car personne ne va prendre le temps et le risque d'arrêter son véhicule pour commettre ce type de déprédation. Dans les localités, surtout dans les zones piétonnes, c'est plutôt l'inverse. Le dernier exemple en ville de Bienne en est flagrant. De plus, on ne peut pas ici non plus parler d'affichage sauvage, car lors des votations ou des élections, les logos des partis sont présents ou, encore plus facile, les noms et les têtes des candidats aussi. Une fois le délai d'une semaine après le scrutin écoulé, les Ponts et chaussées auront à nouveau tout loisir de chasser et traquer les coupables pour faire enlever le solde restant de l'affichage. Je sais bien que mes chances d'obtenir une majorité dans ce cénacle sont faibles, mais après les révoltés du Bounty, ceux qui auront soutenu mon intervention feront alors partie des révoltés de la politique restrictive de l'affichage bernois

en période électorale. Je vais donc transformer ma motion en postulat.

Le président. Der Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Die EVP ist auch gegen ein Postulat. Es ist überflüssig. Es gibt eine rechtliche und vor allem eine praktische Seite, die dagegen sprechen, bei der Plakatiererei vor Wahlen und Abstimmungen ausserorts die Regeln zu lockern. Die rechtliche Seite ist in der Antwort der Regierung beschrieben, darüber brauchen wir nicht mehr gross zu reden. Gemäss Bundesrecht sind ausserorts Ausnahmebewilligungen nicht möglich; es braucht dazu Baubewilligungen. Die praktische Seite ist für die EVP wichtiger: Die meisten in diesem Saal, die nicht das Glück haben, nächsten Mittwoch verabschiedet zu werden, sind ausgepumpt, ebenso ihre Wahlhelferinnen und Wahlhelfer, und langsam hat man es satt, den umgestürzten, überklebten oder falsch aufgehängten Plakaten nachzuspringen. Als Wahlhelfer der EVP habe ich ehrlich gesagt null Bock darauf, das ganze Theater auch noch ausserorts zu haben. Das ist für mich eine Horrorvorstellung. Auch das Volk hat die «Gringe» an jeder Hundehütte, jedem Garagentor satt und ist froh, wenn es bald vorüber ist. Ich wage sogar zu behaupten, dass dies einer der Gründe für die weiter sinkende Wahlbeteiligung ist. Das Volk hat genug! Ich sehe, dass einige die Köpfe schütteln. Zumindest auf meine Umgebung trifft dies zu, vielleicht ist es in anderen Parteien anders.
Aus diesen praktischen Überlegungen und ergänzt durch das, was vom Bundesrecht her gegeben ist, empfiehlt Ihnen die EVP-Fraktion, auch ein Postulat abzulehnen. Ich würde sogar noch einen Schritt weitergehen: Wir sollten uns darauf verständigen, ganz auf die Plakatiererei zu verzichten und das Geld dem Blauen Kreuz oder sonst einer Institution zu spenden, die es nötig hat.

Le président. Auf der Tribüne begrüsse ich die SVP-Sektion Saanen, die gekommen ist, um Bethli Küng zu verabschieden. Ich heisse sie herzlich willkommen. *(Applaudissements)*

Renato Krähenbühl, Rubigen (PBD). Die BDP ist einstimmig dagegen, dass das Plakatieren ausserorts möglich sein soll; sie ist auch gegen ein Postulat. Auf drei Gründe möchte ich speziell eingehen, zwei davon hat auch der Regierungsrat erwähnt. Die Ausdehnung verstösst gegen Bundesrecht; Erleichterungen dürfen die Kantone nur innerorts gewähren. Bei einer Ausdehnung würde der Kontrollaufwand riesig; die Verkehrssicherheit würde gefährdet. Schon jetzt stehen viele Plakate auch innerorts entgegen der Regeln, und das wäre ausserorts nicht anders. Der dritte Grund ist, mit einem Augenzwinkern gesagt, ein ästhetischer und hängt mit dem Bild zusammen, das Sie hinter mir sehen. Die Stirnwand im Grossratsaal war seit je her unbemalt. Das wollte man im Jahr 1900 ändern und setzte folglich eine Jury ein, die hätte bestimmen sollen, was für ein Gemälde es sein sollte. Albert Anker riet dringend davon ab, ein Gemälde zu machen: Auf dem Gemälde würden unerhört schöne Leute sein, während die Leute im Ratsaal selber diesem Schönheitsideal nicht entsprechen würden.
Zurück zum Plakatieren: Haben Sie wirklich das Gefühl, unsere Köpfe müssten auch noch ausserorts an jedem Strassenrand hängen? Die BDP meint, nein und ist überzeugt, dass sie damit auch das Gefühl der Bevölkerung trifft.
Zurück zum Bild: Nach Albert Anker dauerte es vierzig Jahre, bis es zu einem Bild kam. Die BDP meint, mindestens ebenso lange sei auf das Plakatieren ausserorts zu verzichten.

Ursula Marti, Berne (PS). Auch unsere Fraktion lehnt das Postulat ab. Warum? Ich könnte mich jetzt auf die formalistische Begründung kaprizieren, nämlich dass die Plakatierung ausserorts im übergeordneten Recht verboten ist, und dies aus guten Gründen. Die Plakate ziehen die Aufmerksamkeit der Verkehrsteilnehmenden auf sich und somit weg von der Strasse. Plakate ausserhalb auf den Feldern sind somit ein Sicherheitsrisiko. Ich möchte aber noch etwas weiter gehen in der Argumentation und frage Sie: Muss wirklich das hinterste und letzte Fleckchen Erde mit Werbung dekoriert oder, je nach Betrachtungsweise, verschandelt werden? Wollen wir auch in unseren Erholungsräumen, auf der Velotour, auf dem Sonntagsspaziergang, bei der Fahrt über Land im Postauto oder im Auto ständig von Politikerköpfen angegrinst werden, statt abzuschalten und Natur und Landschaft zu geniessen? Es genügt doch, wenn die Strassenränder innerorts mit Plakaten vollgepflastert sind. Ich gebe gerne zu, dass auch an meinem Balkon eine SP-Fahne hängt, allerdings innerorts, und dort macht es Sinn, weil sich da auch die meisten Leute aufhalten. Wollen wir das Wettrüsten wirklich ins Unermessliche steigern? Wollen wir, dass diejenigen mit dem grössten Landbesitz entlang der Strassen das Privileg haben, Plakate aufzustellen, nur für die Partei oder Person, die ihnen passt, also etliche Kilometer Gratiswerbefläche nur für eine Partei oder eine Person? Das finden wir undemokratisch. Wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion haben auf alle diese Fragen eine klare Antwort: Wir wollen das nicht und lehnen deshalb das Postulat ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Die vorliegende Motion verlangt eine Änderung der Richtlinien für Reklame, damit bei Wahlen und Abstimmungen auch ausserorts Werbung gemacht werden kann. Sie werden jetzt sicher denken, die SVP werde diesen Vorstoss unterstützen, weil wir ja sehr viele Plakate aufhängen und sich mit der Umsetzung der Motion Gelegenheit böte, das Ganze noch auszudehnen. Der Zeitpunkt für diese Motion könnte nicht besser sein, da wieder im ganzen Kanton Plakate aufgehängt werden. Ich bin aber erstaunt, dass im Berner Oberland praktisch keine Plakate ausserhalb eines Dorfes zu sehen sind und die Regelung eigentlich ganz gut funktioniert. Im Kandertal sind mir ein paar Plakate unseres Kollegen Peter Flück ausserhalb des Dorfes aufgefallen. Die EVP wiederum stellt Plakate sogar in Kreiseln auf. Also glaubt auch diese Partei an die Plakatierung.
Ich bin für unsere Partei sehr viel unterwegs, um Plakate aufzuhängen, und ich finde dafür innerorts genügend Möglichkeiten. Ich erwarte dann aber auch, dass der Spielraum innerorts vom Tiefbauamt gewährt wird und man nicht ständig reklamiert. So wurde letzte Woche in der Gemeinde

Wimmis der Strassenabstand von drei Metern beanstandet; beim Nachmessen stellte sich heraus, dass der Strassenabstand über drei Meter betrug.
Aus Sicht der SVP gibt es zwei Gründe, die Motion nicht zu überweisen. Gemäss Antwort des Regierungsrats ist die Bewilligungspflicht für Strassenreklame in der eidgenössischen Signalisationsverordnung geregelt. Die Forderung der Motion ist somit bundesrechtswidrig. Der zweite Grund ist die Sicherheit, die ausserorts stark gefährdet wäre. Wenn ein Autofahrer mit 80 Stundenkilometer unterwegs ist und irgendwo eine Reklame sieht, würde er abgelenkt, und bei dieser Geschwindigkeit könnte sehr rasch ein Unfall passieren. Wir wollen auch nicht einen Mehraufwand für die Mitarbeiter der Tiefbauämter, der entstünde, weil überall die Strassenabstände gemessen werden müssten, um die Sicherheit der Verkehrsteilnehmer zu gewähren. Es gibt innerorts genug Ärger mit den Plakaten; das muss nicht noch ausgedehnt werden. Die Plakatierung ist wichtig, um die Bevölkerung zu mobilisieren, aber das heutige Reklamedekret ist aus Sicht der SVP ausreichend. Wir werden auch ein Postulat ablehnen.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Wenn ich über Land fahre – in letzter Zeit geschah dies vorwiegend in meinem Wahlkreis Mittelland-Nord, sodass ich nicht weiss, wie die Verhältnisse im Oberland, im Berner Jura oder im Oberaargau sind –, löst sich ein Dorf ums andere ab. Ausserorts gibt es in meinem Wahlkreis zum Glück noch viel landwirtschaftliches Land, wo viele Plakate stehen, fast ausschliesslich von einer Partei. Ich frage mich, wie viele davon eine Baubewilligung haben. Vielleicht läge hier eine Einkommensquelle für die Gemeinden, wenn sie ihre baupolizeilichen Aufgaben wahrnehmen und dies kontrollieren würden. Vielleicht gäbe es dann auch etwas weniger «Salat» entlang der Strassen. Weil ausserorts Bundesrechts gilt, ist der Grosse Rat nicht das richtige Organ zu beschliessen, ob das Plakatieren ausserorts auch ohne Baubewilligung erlaubt sein soll oder nicht.
Die grüne Fraktion ist gegen das Postulat, auch weil wir nicht wissen, was es da noch zu prüfen gibt. Was nicht möglich ist, ist nicht möglich, und auch der Kanton Bern sollte sich, wie alle Privatpersonen, an das Gesetz halten. Nachdem ich von einem Grossratskollegen einer Volkspartei als «Mafiosa» bezeichnet worden bin, kann ich es mir nicht verkneifen zu sagen, dass sich diese Volkspartei hoffentlich an die Gesetze hält.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Als Inhaber eines graphischen Ateliers wäre ich sofort für eine Ausdehnung. Weil ich befürchte, dass ich die Aufträge doch nicht erhielte, mache ich mir doch noch einen zweiten Gedanken: Wenn die Plakate wenigstens gut wären, könnte man darüber reden. Aber ich habe eine etwas andere Auffassung von Ästhetik. Unsere «Gringe» müssen wir nicht unbedingt in unsere schöne Landschaft stellen. Das ist das eine. Das andere: Der Inhalt eines Plakats müsste gemäss Faustregel in der Graphik innerhalb von zwei Sekunden wahrgenommen werden. Das ist bei den meisten Plakaten nicht der Fall, deshalb lenken sie ab bzw. werden gar nicht mehr angeschaut. Und jetzt kommt noch die entscheidende Frage: Werden wir wirklich wegen eines Plakats gewählt? Ich habe vor vier Jahren nur ein einziges Plakat aufgehängt und wurde gleichwohl gewählt. Gewählt wurde ich nicht, weil ich etwas kann oder etwas besser kann; ich wurde einzig gewählt, weil man meinen Namen und meinen «Gring» kennt, und das geschieht nicht innerhalb von drei Wochen vor den Wahlen; da muss ich mir vier Jahre lang Mühe geben, eine schlaue Politik zu machen. Das Plakatieren finden weder ich noch meine Fraktion eine schlaue Politik. Deshalb lehnen wir den Vorstoss auch als Postulat ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Was wir jetzt machen, finde ich etwas unehrlich. Wir sind einhellig der Meinung, man sollte nicht ausserorts plakatieren. Das gegenwärtige Plakatieren im Kanton und in meinem Tal stellt uns kein gutes Zeugnis aus, ist kein Ruhmesblatt. Seien wir doch ehrlich: ausserorts an Kandelabern, an Wegweisern, in Kreiseln stehen überall unsere Plakate. Selbst die «Güggel» der EVP kann man ausserorts sehen – wahrscheinlich, Ruedi Löffel, haben sie sich zwischen Frutigen und Adelboden verlaufen. Von Thomas Knutti als Lastwagenfahrer hoffe ich, dass er zwischen innerorts und ausserorts besser unterscheiden kann als zwischen Frutigen und Adelboden. Viele Wähler finden die Plakate abstossend, etwas Zurückhaltung wäre angebracht, auch in unserem eigenen Interesse. Wir appellieren an die Einhaltung der bestehenden Gesetze und lehnen das Postulat ab.

Le président. Herr Löffel ist angesprochen worden.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich möchte mich bei Thomas Knutti, Jakob Schwarz und allen anderen, die sich über die «Güggel» geärgert haben, in aller Form entschuldigen. Ich gebe es zu: auch ich habe mich über die paar Übereifrigen geärgert, die diese «Güggel» in Kreisel gesteckt haben. Es sind halt lebendige Viecher, die man nicht immer im Griff hat. Die Idee dahinter war eine lustige, und nicht eine illegale Aktion. Es sollte etwas anderes sein als die «Gringe», die man sonst überall sieht.

Le président. Der Postulant zieht seinen Vorstoss zurück. Damit ist das Geschäft erledigt. Die Sportfraktion unseres Rats hat mich um folgende Mitteilung gebeten: Am 4. März fand in der Postfinance Arena ein Hockeymatch zwischen dem SC Grossrat verstärkt gegen den FC Hösta verstärkt statt. Der SC Grossrat hat das Match 8:5 gewonnen. Gespielt haben Reto Müller, Roberto Bernasconi, Samuel Leuenberger, Ueli Spring, Donat Schneider und Hans Kipfer; im Goal stand Mathias Kohler. Der Sport findet auch heute Mittag statt, trotz Fischessen.

Affaire 2013.1142

N° de l'intervention:	210-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	01.09.2013
Déposée par:	Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	156/2014 du 12 février 2014
Direction:	TTE

L'Etat a-t-il l'obligation de produire de l'électricité ?

Le Conseil-exécutif s'est livré à une analyse des tâches et des structures du canton de Berne dans le cadre de l'EOS. Selon le rapport, il s'est surtout concentré sur le coût des prestations en comparaison intercantonale (barre des 92%). Mais rien dans le rapport EOS n'indique qu'on se soit demandé quelles tâches publiques doivent impérativement être accomplies. Une telle analyse permettrait d'identifier les tâches auxquelles on peut renoncer et, partant, de soulager les finances cantonales.
Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Comment juge-t-il la nécessité pour le canton de produire de l'énergie électrique ?
2. Quel avantage le canton a-t-il de posséder une entreprise de production d'électricité (BKW) ?
3. Quels seraient les inconvénients d'une cession des actions du canton dans BKW ?
4. Dans quelle mesure l'approvisionnement du canton serait-il compromis s'il renonçait à produire lui-même de l'électricité ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le Conseil-exécutif ne voit aucune nécessité absolue à ce que le canton produise de l'énergie électrique. C'est la raison pour laquelle ce dernier n'exploite pas lui-même de centrales. Cependant, des installations décentralisées sur des bâtiments cantonaux peuvent à l'avenir se révéler judicieuses pour le propre usage du canton, d'autant que la loi cantonale sur l'énergie le prescrit quand les bâtiments s'y prêtent et que la rentabilité est prouvée. Une autre possibilité est de faire installer et exploiter les installations par des tiers, ce qui est le cas actuellement de presque toutes les installations de production d'énergie solaire du canton.
2. En sa qualité d'actionnaire majoritaire de la plus importante entreprise de production d'électricité sur son territoire, le canton peut, en cas de besoin, exercer une influence au plan stratégique, en particulier lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité de l'approvisionnement. La représentation du canton au sein du conseil d'administration de l'entreprise permet de garantir l'échange d'informations sur les développements dans le domaine de l'électricité. Par ailleurs, la participation détenue par le canton génère des recettes notables qui allègent les finances publiques.
3. Il faudrait renoncer aux avantages cités au point 2 et les pertes de recettes devraient être compensées par d'autres sources de revenus.
4. Le canton n'exploite pas lui-même de centrales pour le négoce d'électricité. Les installations décentralisées sont destinées à son propre usage. Il montre ainsi l'exemple et envoie un signal positif aux investisseurs et aux propriétaires de bâtiments privés. Cependant, cette production en propre n'a aucune influence sur l'approvisionnement du canton.

Le président. Herr Siegenthaler ist krank. Er lässt mitteilen, dass er von der Antwort nicht befriedigt ist.

Affaire 2013.1233

N° de l'intervention:	269-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Grimm (Berthoud, pvl) (porte-parole) Muntwyler (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	46/2014 du 15 janvier 2014
Direction:	TTE

Conseil cantonal des infrastructures

Le « Conseil cantonal des infrastructures », nouvellement créé, a siégé pour la première fois à Berne mardi 20 août 2013. Selon un article paru dans la *Berner Zeitung* (BZ), cet organe, placé sous la direction de la conseillère d'Etat Barbara Egger-Jenzer, a pour mission d'approfondir les connaissances sur la politique cantonale en matière d'infrastructures. C'est une commission consultative ouverte de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE). Ses membres seraient notamment régulièrement tenus informés de la politique cantonale en matière d'infrastructures. Ce conseil doit favoriser la création de réseaux susceptibles d'asseoir la politique cantonale en matière d'infrastructures.
Madame Egger-Jenzer a souligné que le canton a besoin d'un groupe de pression qui se mobilise spécifiquement en faveur des infrastructures lors de la répartition des ressources, qui sont limitées. Le Conseil cantonal des infrastructures prévoit de préparer une note de synthèse sur les principaux enjeux des grands domaines concernés de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Dans cet organe qui réunit plus de 40 personnalités issues du commerce, de l'industrie, de la construction, des transports, du tourisme ou des sciences, on ne compte que deux femmes.
Ce qui frappe lorsque l'on parcourt la liste des membres de cet organe, c'est qu'aucune organisation environnementale n'y est représentée, pas plus que l'Association transports et environnement (ATE).
Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment cet organe est-il structuré et quels critères ont présidé à sa composition ?
2. De quelles infrastructures le Conseil cantonal des infrastructures s'occupe-t-il ?
3. De quelles tâches concrètes cet organe est-il investi et quelles compétences cela nécessite-t-il ?
4. Pourquoi ni l'ATE ni aucune organisation environnementale n'y sont représentées ?
5. A quelles ressources limitées la conseillère d'Etat, Madame Egger-Jenzer, se réfère-t-elle ? S'agit-il de celles du canton ou a-t-on affaire à un groupe de pression chargé d'agir auprès de la Confédération ?
6. Le Conseil-exécutif ne pense-t-il pas lui aussi que les femmes (2 seulement) y sont largement sous-représentées ?

7. Quelle influence les recommandations de cet organe ont-elles sur la politique des infrastructures du canton de Berne?
8. Pourquoi ce conseil, partial de par les intérêts représentés, est-il dirigé par Madame Egger-Jenzer, conseillère d'Etat ?
9. Quels coûts ce conseil engendre-t-il pour le canton de Berne ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le canton de Berne attache une très grande importance au bon fonctionnement de ses infrastructures. Des études montrent que des investissements appropriés dans les infrastructures sont payants et rejaillissent sur l'économie. Il importe donc au Conseil-exécutif de poursuivre en l'occurrence une politique concrète et constructive. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie a créé un Conseil cantonal des infrastructures pour l'exécution de ses tâches en la matière. Il s'agit d'un groupe d'experts ouvert et purement consultatif n'ayant ni qualité d'organe ni compétences propres.

1. Le Conseil cantonal des infrastructures est dirigé par la directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie et se compose de personnalités issues du commerce, de l'industrie, du bâtiment, du tourisme ou des sciences qui ont un lien avec la politique cantonale des infrastructures.
2. Il s'occupe des principaux enjeux des grands domaines concernés de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Concrètement, il s'agit des infrastructures dans les domaines de la construction des routes, des transports publics, de la protection contre les crues et de l'immobilier cantonal.
3. Le Conseil cantonal des infrastructures est une commission consultative sans compétences propres. Ses membres apportent leurs connaissances et leur expérience sous forme de recommandations lorsqu'il s'agit de définir des priorités dans les mesures concernant l'infrastructure. Ils peuvent en outre émettre des idées nouvelles ou visionnaires. Le Conseil cantonal des infrastructures s'investit dans le débat public pour le bon fonctionnement des infrastructures cantonales. Son objectif est de sensibiliser la société à l'importance de disposer de bonnes infrastructures ainsi que de mettre sur pied un réseau et un groupe de pression afin de renforcer la position du canton lors de la répartition des ressources fédérales.
4. et 8. Le Conseil cantonal des infrastructures fait office de commission consultative pour la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Par conséquent, c'est la directrice elle-même qui est à sa tête. Quant aux membres, ils ont été choisis parmi des personnes concernées de près par les infrastructures cantonales.
5. Il s'agit des ressources limitées tant sur le plan communal, cantonal, que national. Le Conseil cantonal des infrastructures joue un rôle particulièrement important dans le travail de lobbying pour l'obtention d'aides fédérales.
6. Jusqu'à présent, la majorité des entreprises et des organisations du canton de Berne sont dirigées par des hommes. Cette réalité se reflète dans la composition du Conseil cantonal des infrastructures. Le Conseil-exécutif aspire à une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de toutes les commissions et une augmentation de la part des femmes dans ce conseil serait selon lui très souhaitable.
7. Le Conseil cantonal des infrastructures a une fonction purement consultative. Son action se limite à émettre des recommandations.
9. Ce conseil engendre seulement des frais marginaux liés à l'organisation des séances. Les membres ne reçoivent ni honoraire ni jetons de présence pour les séances.

Le président. Herr Grimm ist von der Antwort teilweise befriedigt. Er hätte eine Erklärung abgeben wollen, ist aber nicht anwesend. Damit ist auch dieses Geschäft erledigt.

Affaire 2013.1155

Interpellation 218-2013 Hofmann (Berne, PS) - Chauffage électrique dans la zone couverte par les KWO: où en est-on?

Suite

Le président. Herr Hofmann ist von der Antwort der Regierung befriedigt und wünscht zu dieser Interpellation noch eine Erklärung abzugeben. Bei der gemeinsamen Beratung gestern hatte die Zeit dafür nicht mehr gereicht.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die Antworten scheinen mir im Rahmen der Möglichkeiten korrekt zu sein. Aus der Antwort auf die Frage 4 geht hervor, dass Herr Biasuti sein Versprechen, sich für eine Reduktion der Elektroheizungen im Oberhasli einzusetzen, bis jetzt nicht eingehalten hat. Er hat ja an der Informationsveranstaltung erhalten, was er wollte, nämlich die Konzession zur Erhöhung der Grimselstaumauer.
Gemäss Antwort auf die Frage 6 würde ein Verbot der Elektroheizungen, auch der bisherigen, ungefähr 400 Gigawattstunden Stromersparnis bringen. Das heisst, wieder verglichen mit der Grimselstaumauer, etwa das Doppelte, was man vom Grimselstausee vom Sommer in den Winter verfrachten kann. Anders gesagt, der Elektroheizungseffekt ist etwa doppelt so gross wie jener der Grimselstaumauer. Anlässlich der Beratung des Energiegesetzes ging es um die Frage, ob die Übergangsfrist für ein Verbot von Elektroheizungen 10 oder 20 Jahre betragen solle. Damals spürte man überhaupt keine Begeisterung, 400 Kilowattstunden in zehn Jahren einsparen zu können. Die bürgerliche Mehrheit setzte eine Übergangsfrist von 20 Jahren durch. Bei der Grimselstaumauer war es ganz anders, da drückte man wahnsinnig darauf, 200 Gigawattstunden vom Sommer in den Winter verschieben zu können. Im Fall der Elektroheizungen wären im Sommer die 200 Gigawattstunden noch dazugekommen.

Affaire 2013.0926

Loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)

Annexe 15

Première lecture

Motion d'ordre Meyer, Roggwil (PS)
Report à une session ultérieure
La modification de la loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement) est au programme de la session de mars. La commission consultative a traité cette loi à un moment où les projections du canton rendaient probable pour 2013 un déficit de 170 millions de francs. Or, les comptes présentent finalement un excédent de 157 millions. Ce fait et les pronostics modifiés en conséquence pour les années qui viennent (résorption du découvert) ont pour effet de changer les prémisses de la discussion. Il serait logique que la commission consultative traite l'affaire une nouvelle fois en connaissance des nouveaux faits. C'est pourquoi nous demandons le report de cette affaire.

Markus Meyer, Roggwil (PS). Warum dieser Antrag? Als Mitglied der vorberatenden Kommission habe ich mich vorerst nicht gross engagiert und gekümmert, weil ich davon ausgegangen bin, dass die finanzielle Lage des Kantons, wie sie damals von der Finanzdirektorin geschildert wurde, eine Diskussion mehr oder weniger obsolet macht, sind wir doch von einem satten Defizitvortrag von 170 Mio. Franken in der Rechnung ausgegangen. Jetzt stelle ich einen Überschuss von 157 Mio. Franken fest. Damit bringen wir den Defizitvortrag fast ganz weg. Vor diesem Hintergrund lohnt es sich, uns noch einmal die Chance zu geben, über das Gesetz und die faktische Abschaffung des Fonds nachzudenken.
Ich habe nachgelesen, was 2009 gesagt worden ist, als der Fonds geschaffen wurde. Mit einem gewissen Schmunzeln habe ich zur Kenntnis genommen, dass der Parteipräsident der Grünen, kaum waren die Grünen Regierungspartei, Emile de Girardin zitierte und sagte, «gouverner c'est prévoir». Im Zusammenhang mit diesem Fonds ist dies tatsächlich ein guter Satz. Ich möchte einen Mann zitieren, der weniger verdächtig ist, nämlich den damaligen Finanzdirektor Urs Gasche. Er sagte damals: «Diese Gesetzesvorlage ist keineswegs ein Kind der aktuellen Konjunktur. Vielmehr ist sie eine Folge der Feststellung, die wir nach der Einführung der Schuldenbremse machten. Wir bewegen uns tendenziell auf einen Investitionsstau zu.» Am Beispiel der Unwetterereignisse zeigte Urs Gasche, was dies bedeutet: Damals konnte man sie dank der Rückstellungen noch bewältigen. Jetzt kommt etwas, das wir in der FIKO nicht diskutiert haben: Wir werden das Rechnungsmodell umstellen auf HRM2, in welchem solche Rückstellungen nicht mehr möglich sein werden. Wir haben also die Möglichkeit einer Art des Vorsparens – buchhalterisch oder mit einem Fonds – nicht mehr. Illustriert am Beispiel, das Urs Gasche damals brachte, heisst dies: Wir können ein Auto mit einem Leasing- oder Kreditvertrag kaufen; wir können aber nicht mehr vorsparen, das Geld nicht mehr auf die Seite legen und das Auto dann erwerben, wenn wir es vermögen. Die gute Möglichkeit, Geld auf die Seite zu legen, um in den schlechten Jahren eine Investitionsspitze abzudecken, gibt es nicht mehr. Urs Gasche sagte weiter: «Es geht auch nicht um einen Fonds, wie wir ihn sonst kennen. Ich teile die Ablehnung solcher Fonds. Es geht wirklich darum, dass in der Kompetenz des Grossen Rates Mittel, die in einem Jahr als Überschuss anfallen, beiseite gelegt werden, um in Folgejahren wichtige Investitionen trotz der Schuldenbremse tätigen zu können. Um etwas anderes geht es nicht.»
Wir müssen uns die Chance geben, noch einmal gut zu überlegen, ob wir auf diese Möglichkeit tatsächlich verzichten wollen, ob wir uns bezüglich Investitionen wirklich so einengen wollen. Ich hoffe sehr, dass wir uns diese Reflexion noch einmal ermöglichen, wenn schon ein grüner Parteipräsident, ein BDP-Finanzdirektor mit SVP-Vergangenheit und ein Linker dafür votierten. Ich bitte Sie, dem Ordnungsantrag zuzustimmen und die Beratung des Gesetzes in eine vielleicht etwas weniger hektische Zeit zu verschieben.

Le président. Wir reden nur über den Verschiebungsantrag und nicht inhaltlich.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Der Ordnungsantrag Markus Meyer ist gleichbedeutend mit einem Rückkommen auf einen Entscheid der Finanzkommission. Die Finanzkommission hat am Dienstag mit grossem Mehr beschlossen, am Ablauf festzuhalten und den Ordnungsantrag nicht zu unterstützen.
Warum kein Verschieben? Das jetzige Parlament hat vier Jahre lang mit diesem Investitionsspitzenfonds arbeiten können; wir wissen, wie er angewendet wird. Aber es wäre wahrscheinlich schlecht, dies dem neuen Parlament zu übergeben. Die Entscheidung, die man 2008 getroffen hat, und die Verlängerung, die jetzt entschieden werden soll, sind für mich Grund genug, es in der jetzigen Session zu tun und die inhaltliche Debatte jetzt zu führen. Ich bitte Sie, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Hans Rudolf Feller, Steffisbourg (PLR). Wir sind etwas erstaunt über diesen Ordnungsantrag und sind nicht ganz so sicher, was sich Herr Meyer davon verspricht. Herr Meyer ist sonst eher einer der Besonnenen, Pudi Latour würde wahrscheinlich sagen: Herr Meyer, so geht das nicht! Der Antrag ist nicht besser als die beiden von gestern. Man will den Ablauf bei einem Geschäft umkehren, das eigentlich reif ist. Es geht nur um den Zeitpunkt, und der ist jetzt gekommen. Um auf das von Markus Meyer erwähnte Zitat zurückzukommen: Ein guter Kollege von mir sagt jeweils, «gouverner c'est goudronner».
Als wir im letzten Sommer den Abbau des Defizits 2012 verschoben haben, war dies begründet, beim Investitionsfondsgesetz ist die Verschiebung nicht begründet, denn es gibt keine neue Ausgangslage. Die Finanzkommission hat en connaissance de cause entschieden; sie wusste um den Finanzhaushalt. In ein paar Monaten werden wir nicht schlauer sein als heute, im Gegenteil. Die Finanzlage ist heute nicht grundsätzlich anders als zum Zeitpunkt, da wir

den Fonds beschlossen haben. Um über die Verlängerung entscheiden zu können, ist es eigentlich nicht wichtig, ob wir 150 Mio. Franken im Plus oder im Minus sind. Wir entscheiden nicht über die Finanzlage, sondern über den Fonds. Die FDP lehnt den Ordnungsantrag ab und bittet Sie, dies ebenfalls zu tun.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Im Gegensatz zum Vorredner ist die grüne Fraktion klar der Meinung, dass sich die Ausgangslage geändert hat. Der Rechnungsabschluss 2013 ist anders als erwartet. Daher ist es wichtig, uns noch einmal die Frage zu stellen, ob das Geschäft nicht gescheiter in die Kommission zurückzugeben sei und es en connaissance de cause noch einmal anzuschauen.
Der Antrag ist begründet, weil sich die Rahmenbedingungen verändert haben, die Ausgangslage eine andere ist. Als die Kommission diskutierte, wusste man nicht, dass der Rechnungsabschluss so gut sein wird. Wir wussten auch nicht, dass die Investitionen im letzten Jahr abgenommen haben. Es waren 592 Mio. Franken budgetiert, real getätigt wurden 551 Millionen, also rund 10 Prozent weniger, und das in einer Situation, in der der Kanton in die Zukunft investieren sollte. Ich erinnere nur an den Campus Biel und den öffentlichen Verkehr.
Wir werden dem Ordnungsantrag zustimmen und bitten die bürgerlichen Parteien, im Wissen über den Abschluss 2013 noch einmal über die Bücher zu gehen. Man kann jetzt sagen, das Parlament ändere sich, aber wenn sich die Rahmenbedingungen ändern, gehen die Fakten vor. Ich nehme an, dass die neuen Grossrätinnen und Grossräte durchaus die Kompetenz haben, einen Entscheid zu fällen. Ein paar Bisherige werden ja auch noch dabei sein.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Für die EVP ist es ganz einfach: der Investitionsspitzenfonds ist eine Systemfrage und keine Ergebnisfrage. Deshalb besteht für uns auch mit dem Rechnungsabschluss 2013 keine neue Ausgangslage. Das Geschäft ist beschlussreif und soll nicht verschoben werden. Die EVP lehnt den Ordnungsantrag ab.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Der Antragsteller geht meines Erachtens von einer falschen Annahme aus. Das Ergebnis der Jahresrechnung hat mit der Institution des Fonds wenig oder nichts zu tun. Es geht um den Grundsatz, ob man diesen Fonds will oder nicht. Die BDP-Fraktion hat seinerzeit lange abgewogen, ob sie dem Gesetz zustimmen soll oder nicht. Sie konnte sich dann damit anfreunden, sagte aber schon damals, die Befristung sei ein taugliches Mittel und solle nicht verlängert werden. Wir bleiben bei dieser Meinung und bitten Sie, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Die Voten meiner Vorredner stimmen so nicht. Als wir das Geschäft in der FIKO behandelten, wussten wir ganz klar, dass die Rechnung besser abschliessen wird; wir kannten lediglich die genaue Höhe nicht. Es geht um das System und nicht um die Rechnung. Die SVP-Fraktion lehnt den Ordnungsantrag klar ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich wusste gar nicht, dass Sie derart begriffsstutzig sind. Die Absicht Markus Meyers ist klar: er möchte den Investitionsfonds auf irgendeine Art retten. Das möchten wir auch. Die Begründung, wir hätten jetzt einen besseren Jahresabschluss, ist das eine. Es gibt aber noch eine andere; ich verzichte darauf, sie zu erwähnen. Die glp-CVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass der Kanton, wenn er sich auf der einen Seite mit der Schuldenbremse Fesseln auferlegt, auf der anderen Seite eine Möglichkeit haben muss, wenn es ihm gut geht, einen gewissen Teil des Gewinns auf die hohe Kantone zu legen und nicht alles zur Schuldentilgung verwenden zu müssen. Wir brauchen eventuell irgendwann einmal den Notgroschen, sei es wegen eines Unwetters oder wenn plötzlich ein Grossauftrag erfüllt werden müsste, bei dem wir vom Bund her Geld erhielten, falls unsere Staatskasse nicht leer ist. Ich bitte Sie, dem Ordnungsantrag zuzustimmen, damit wir uns en connaissance de tout noch einmal überlegen können, ob es nicht gut wäre, auf den Fonds zurückgreifen zu können.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Unsere Fraktion ist erstaunt, dass so viele inhaltliche Voten zugelassen werden. Es geht um einen Ordnungsantrag. Deshalb halte ich mich kurz. Wir erleben eine regelrechte Inflation von Ordnungsanträgen. Inflation ist aus Sicht der EDU nicht gut. Wir bevorzugen den ordentlichen Weg der parlamentarischen Beratung, deshalb werden wir dieses Begehren ablehnen.

Le président. Wir stimmen über den Ordnungsantrag ab. Wer ihn annehmen will, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Vote (motion d'ordre)

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	51
Non	88
Abstentions	0

Affaire 2012.1300

Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)

Annexe 10

Première lecture

Le président. Zu diesem Geschäft liegen keine Anträge vor, sodass wir es relativ zügig durchgehen können.

Thomas Fuchs, Berne (UDC), président de la commission. Die Kommission hat am 4. Februar getagt. Das Bevölkerungsschutz- und Zivilschutzgesetz definiert den Bevölkerungsschutz als Verbundsystem von fünf Partnerorganisationen: Feuerwehr, Polizei, Gesundheitswesen, technische Betriebe und Zivilschutz. Kommen mehrere dieser Organisationen im Verbund zum Einsatz, erfolgt die Koordination

durch ein ziviles Führungsorgan, wobei die Verantwortung immer bei den zivilen Behörden bleibt. Führungsorgane gibt es im Kanton Bern auf kommunaler Ebene, in den Verwaltungskreisen und auf Ebene des Kantons. Es gilt das Subsidiaritätsprinzip, das heisst, die höhere Ebene kommt erst zum Einsatz, wenn die darunter liegende Ebene ein Problem nicht mehr selbstständig bewältigen kann. Zu den thematischen Bereichen des Bevölkerungsschutzes gehören Schutzbauten und Alarmierung. Der Kanton Bern verfügt über einen regionalisierten Zivilschutz, der primär Sache der Gemeinden ist. Das ist nicht in allen Kantonen der Fall. Im ganzen Kantonsgebiet gibt es 31 regionale Zivilschutzorganisationen; der Kanton führt zusätzlich selber eine kantonale Formation, die ausschliesslich für Spezialaufgaben und zur subsidiären Unterstützung der Gemeindeformationen eingesetzt wird.

Zivilschutz kann nur leisten, wer bei der Rekrutierung als nicht militärdiensttauglich, jedoch als schutzdiensttauglich beurteilt wird – Giacobbo ist vermutlich der bekannteste Zivilschützer in der Schweiz. Die Dienstpflicht dauert vom 20. bis zum 40. Altersjahr und kann in einer von sechs Grundfunktionen geleistet werden. Das schreibt das Bundesrecht verbindlich vor, es regelt zudem weitgehend die Rechte und Pflichte der Schutzdienstleistenden; dem Kanton stehen eigentlich nur beschränkte Gestaltungsspielräume zur Verfügung.

Der Hauptgrund für die Gesetzesrevision sind Änderungen auf Bundesebene, die per 1. Januar 2012 in Kraft getreten sind und eine Anpassung des kantonalen Rechts erfordern. Der vorliegende Gesetzesentwurf ist in die Form einer Totalrevision gekleidet. Das heisst, es gibt ausschliesslich formelle Gründe. Man hat zudem die Gelegenheit genutzt, das Gesetz in wesentlichen Teilen neu zu gliedern. Der Gesetzesentwurf präsentiert sich in einem neuen Aufbau und in den Definitionen klarer als das bisherige Gesetz, was nicht zuletzt auch mit einer besseren Lesbarkeit und Benutzerfreundlichkeit verbunden ist. Zudem war es ein Ziel, Lücken und Unschärfen zu beseitigen. Inhaltlich gibt es aber keine grundlegenden Neuerungen oder spektakuläre News. Begleitet wird der Gesetzestext von einem umfangreichen Vortrag, der bewusst recht ausführlich ausformuliert wurde und umfassende Erläuterungen und Hintergrundinformationen zu den einzelnen Regelungen enthält, was die Anwendung des Gesetzes erleichtern soll. Der Vortrag kann sozusagen als Nachschlagewerk gebraucht werden und dient vor allem den Gemeinden und den Zivilschutzorganisationen.

Zu den paar wichtigsten Änderungen. Neben den Begriffen Katastrophen und Notlagen gibt es neu auch die Begriffe Grossereignisse und Grossanlässe. Ich denke hier an das Schwingfest in Burgdorf. Für solche Anlässe gelten nun gesetzliche Grundlagen. Bei Grossereignissen handelt es sich nicht um unerwartet auftretende Ereignisse mit einem grossen Schadenausmass und erheblichen Auswirkungen auf die Bevölkerung wie Brienz 2005 oder Kandergrund 2011. Im Unterschied zu den Katastrophen sind Grossereignisse in der Auswirkung in der Regel lokal beschränkt. Beispiele sind etwa die Überschwemmung im Gasterntal oder Kandertal im Herbst 2011. Auch ein Flugzeugabsturz wäre ein Grossereignis. Bei Grossanlässen ist an nationale oder internationale Veranstaltungen zu denken, wie das erwähnte Schwing- und Älplerfest, oder an politische Konferenzen – hier denke ich an eine Ukraine-Konferenz im Kanton Bern; das wäre eine grosse Herausforderung, die man nicht ohne weiteres meistern könnte.

Zu den Dienstleistungsdauern im Zivilschutz: Die Bundesebene hat neu Obergrenzen eingeführt, die entsprechend übernommen wurden. Ein Schutzdienstleistender kann demnach pro Jahr höchstens an 21 Tagen Einsätze zugunsten der Gemeinschaft leisten. Die gesamte Dauer sämtlicher Ausbildungsdienste und Einsätze zugunsten der Gemeinschaft darf pro Jahr 40 Tage nicht übersteigen.

Vor allem auf Bundesebene, teilweise aber auch auf Kantonsebene werden Nutzen und Sinn des Zivilschutzes bzw. der Einsätze zugunsten der Gemeinschaft immer wieder infrage gestellt und deren Abschaffung gefordert. Es wird argumentiert, die von Zivilschutz und Militär erbrachten Leistungen könnten ebenso gut beim Gewerbe bezogen werden. Wer dies fordert, muss sich bewusst sein, dass ohne Zivilschutz und ohne Militär keine eidgenössischen Turnfeste, keine eidgenössischen Schwing- und Älplerfeste und keine Skirennen im Berner Oberland mehr stattfänden. Das sind allesamt Anlässe mit einer Gesamtwertschöpfung in zweistelliger Millionenhöhe und einer Ausstrahlungskraft weit über den Kanton hinaus.

Zu weiteren Änderungen kommt es im Bereich der Schutzbauten. Die eidgenössischen Räte haben nach langer Diskussion beschlossen, an der Schutzraumpflicht festzuhalten. Neu werden aber nur noch in Neubauten mit mehr als 38 Zimmern Schutzräume erstellt, sofern die betreffende Gemeinde nicht schon über genügend Schutzplätze verfügt. Wer keinen Schutzraum baut, muss wie bisher einen Ersatzbeitrag zahlen. Die entsprechenden Mittel fliessen nach dem Willen des Gesetzgebers auf Bundesebene neu in einen zentralen Fonds des Kantons und nicht mehr in die dezentralen Spezialfinanzierungen der Gemeinden. Damit soll es dem Kanton ermöglicht werden, einen kantonsweiten Ausgleich bei den Schutzraumbauten herzustellen, das heisst, das Geld dort einzusetzen, wo Schutzplätze fehlen.

Zur Beschaffung. Immer wieder wird diskutiert, ob die Gemeinden noch direkt beschaffen können. Es gibt einen zentralen Einkauf. Dadurch gibt es entsprechende Rabatte. Es existieren Listen; fehlt darauf etwas, kann man eine Nachführung beantragen. Selbstverständlich kann man es im Sinne eines «Heimatschutzes» auch andernorts beziehen, muss dann aber die Differenz selber zahlen, was auch richtig ist: Es macht Sinn, zentral einzukaufen und Rabatte auszuhandeln.

Die Vorlage wurde in der Vernehmlassung und den anschliessenden Konsultationen weitgehend gut bis sehr gut aufgenommen. Auch in der Kommission gab es nur wenige konkrete Anträge; die meisten konnten im Sinn der Diskussion und mit Erläuterungen bereinigt werden. In der Schlussabstimmung hat sich die Kommission mit 17 zu 0 Stimmen ohne Enthaltungen für das Gesetz ausgesprochen. Gleichzeitig hat sie eine einmalige Lesung beschlossen – dies fehlt im gemeinsamen Antrag von Regierungsrat und Kommission. Der Regierungsrat hat bewusst darauf verzichtet, nur eine Lesung zu verlangen. Im Namen der Kommission beantrage ich Ihnen, nur eine Lesung zu machen und das Gesetz so abzusegnen. Anträge liegen meines Wissens bis jetzt keine vor.

Le président. Es liegen keine Wortmeldungen vor, auch der Regierungsrat verzichtet auf das Wort. Eintreten ist daher stillschweigend beschlossen. Wird der Antrag der Kommission auf eine Lesung bestritten? – Das ist nicht der Fall. Damit ist eine Lesung beschlossen.

Délibération par article

Art. 1–74, art. 75, al. 4
Adoptés

Art. 75, al. 5

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich habe eine Verständnisfrage an die Adresse der Kommission. In der Vernehmlassung waren zu diesem Artikel sehr viele Fragen offen, vor allem zu Absatz 5 Beschaffungswesen. Auch hatte ich diesbezüglich in letzter Zeit viele Anfragen, und ich wurde gebeten, darauf zu achten, dass in Artikel 75 Absatz 5 die Regelungen bezüglich Materialbeschaffung offener gestaltet werden. Ich habe mich vom Kommissionspräsidenten überzeugen lassen, dass dies bereits erfolgt ist, möchte dies aber zuhanden des Protokolls erläutert und bestätigt haben.

Thomas Fuchs, Berne (UDC), président de la commission. Für die Beschaffung von Material des Zivilschutzes können nach den Empfehlungen des Kantons Beiträge aus dem Ersatzbeitragsfonds bewilligt werden. Es gibt eine Liste, auf der die Materialien aufgeführt sind, sodass man zentral bestellen kann. Wenn auf der Liste etwas fehlt, kann man beantragen, dies noch aufzunehmen. Was nicht auf der Liste steht, kann direkt bezogen werden. Wer ein Material, das auf der Liste aufgeführt wird, direkt bestellen will, kann dies tun, muss aber allfällige Mehrkosten selber bezahlen. Mit dieser Regelung kann sichergestellt werden, dass der Kanton die günstigste Lösung anbietet und man von massiven Rabatten profitieren kann, was sicher im Sinn des Steuerzahlers ist. Wie gesagt, man kann Material auch bei einem andern Anbieter beziehen, ohne dass dies speziell kompliziert wäre, nur muss man dann den Mehrpreis selber berappen.

Art. 75, al. 5, art. 76–98
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Vote final (1re et unique lecture)

Décision du Grand Conseil:

Adoption	
Oui	136
Non	0
Abstentions	1

Le président. Der Rat hat dem Gesetzesentwurf in erster und einziger Lesung zugestimmt. Auf der Tribüne begrüsse ich die 7. bis 9. Klassen der Realschule Schulhaus Höhenweg in Langnau mit der Lehrkraft Thomas Hulliger. Herzlich willkommen! *(Applaudissements)*

Affaire 2014.0165

L'asile dans le canton de Berne – Analyse de la Commission de haute surveillance

Motion d'ordre pvl (Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten)
Selon les recherches des médias, des faits nouveaux et importants sont apparus concernant l'objet du rapport sur l'asile. Tout porte à croire que ces faits sont mentionnés dans le rapport de révision du Contrôle des finances, daté du 31 janvier 2014. C'est la raison pour laquelle nous proposons qu'après la prise de position du président de la CHS sur le rapport, le conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser soit appelé à informer le Grand Conseil, de manière transparente, sur les nouvelles constatations du Contrôle des finances. C'est nécessaire pour que les groupes parlementaires puissent donner leur avis sur le rapport en toute connaissance des faits pertinents.

La vice-présidente Béatrice Struchen prend la direction des délibérations.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Wir werden jetzt dann über den Bericht der OAK über das Asylwesen diskutieren. Alles ist wunderbar aufgegleist, endlich kommt Licht in die verworrene Asylgeschichte, denkt man, hofft man. Aber in den letzten Monaten haben sich neue Erkenntnisse ergeben, die Spatzen zwitschern es von den Dächern bzw. die Medien von den Tribünen. Es sind offenbar brisante Neuigkeiten im Raum. Das hat unsere Fraktion stutzig gemacht. Deshalb dieser Ordnungsantrag. Wir fordern Herrn Regierungsrat Käser auf, uns vor der allgemeinen Diskussion über die Erkenntnisse der OAK und auch über den letzten Stand der Informationen, die offensichtlich im Finanzkontrollbericht vom 31. Januar erwähnt werden, Auskunft zu geben. Es macht keinen Sinn, eine Scheindebatte zu führen, wenn wir nicht auf dem letzten Stand des Wissens sind. Offenbar haben die Medien bereits mehr Wissen als wir. Ich bitte Sie auch im Sinne der Effizienz des Ratsbetriebs, erst en connaissance de tout Stellung nehmen zu dürfen, und dem Ordnungsantrag in diesem Sinn zuzustimmen.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS), président de la Commission de haute surveillance. Nach Rücksprache mit vielen OAK-Mitgliedern bitte ich den Rat, den Ordnungsantrag abzulehnen. Aus der Begründung des Antrags könnte man den Schluss ziehen, dass wieder einmal Inhalte aus einem Bericht der Finanzkontrolle den Weg zu den Medien und möglicherweise auch zur glp gefunden haben. Die Informationen sollen angeblich aus einem Bericht der Finanzkontrolle vom 31. Januar 2014 stammen. Einen solchen Bericht gibt es allerdings nicht. Es gibt aber einen anderen, sehr aktuellen Bericht der Finanzkontrolle zum Asylwesen. Er datiert vom 26. Februar 2014 und berichtet über die Ergeb-

nisse der Nachrevision beim Amt für Migration und Personenstand. Es ist der erwartete so genannte Dienststellenbericht 2013, der auch in unserem Bericht auf der letzten Seite erwähnt ist und in der nächsten Phase der OAK-Diskussion zusammen mit der Finanzkontrolle und der POM erarbeitet werden soll. Dieser jüngste Bericht der Finanzkontrolle ist nur dem Präsidenten und dem Vizepräsidenten der OAK bekannt. Alle anderen Mitglieder der OAK haben den Bericht noch nicht erhalten.
Auf der Traktandenliste steht heute der Bericht der OAK vom 25. Februar 2014 zu ihren Abklärungen im Asylwesen. Dieser Bericht basiert auf dem Stand der Untersuchungen vom 17. Dezember 2013. Im Januar und Februar wurde er redigiert und intensiv beraten und schliesslich am 25. Februar 2014 verabschiedet. Der Dienststellenbericht der Finanzkontrolle vom 26. Februar konnte also unmöglich noch in unserem Bericht berücksichtigt werden.
Als Präsident der OAK möchte ich darauf beharren, dass die Ratsdebatte zum traktandierten Asylbericht geführt wird und nicht zu etwas anderem. Die OAK-Mitglieder legen Wert darauf, dass auch dieses Geschäft normal abgewickelt wird. Der Polizeidirektor soll zum vorliegenden Bericht und zur Ratsdebatte seine Stellungnahme abgeben können. Zusätzlich wird er nachher die Informationen liefern, auf die offenbar viele warten, die aber noch nicht verarbeitet sind. Das sind die Ergebnisse des erwähnten Dienststellenberichts über die jüngste Nachrevision im Asylbereich. Das ist bereits abgemacht. Die Ergebnisse der Nachrevision werden an unserem Bericht nichts ändern, sind aber als Ergänzung und Aktualisierung selbstverständlich nützlich. Wer will, kann die Zusatzinformationen anschliessend immer noch separat kommentieren. Wir wollen das Geschäft korrekt abhandeln und über das reden, was von der OAK untersucht und bearbeitet worden ist. Ich beantrage, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Der Präsident der OAK hat eigentlich alles gesagt. Um dies zu unterstreichen, möchte ich Ihnen mitteilen, dass dies auch die Ansicht des bürgerlichen Lagers ist. Es ist sehr heikel, Auskünfte über etwas zu geben, das in der Gerüchteküche gewachsen ist. Wenn wir nur noch auf Gerüchte hin politisieren, sind wir nicht das richtige Parlament. Wir haben hier mit Grundsätzen umzugehen, und diese Grundsätze sind für mich die Motionen, die eingereicht worden sind, und der einstimmige Beschluss der OAK, das ganze Asylwesen zu untersuchen. Mit diesem Auftrag hat sich die ganze OAK befasst, vor allem aber der Ausschuss GEF-POM in Begleitung des Präsidenten und des Vizepräsidenten während fast dreiviertel Jahren. Das Resultat davon ist der vorliegende Bericht, der jetzt vom OAK-Präsidenten vorgestellt wird. Etwas anderes gibt es meiner Ansicht nach rechtlich nicht.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupes qui aimeraient s'exprimer? Je n'ai plus personne sur la liste. – Ce n'est pas le cas, nous allons tout de suite voter sur cette motion d'ordre. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre disent oui et ceux qui la refusent disent non. – On recommence. Ceux qui disent oui à cette motion d'ordre appuient sur le bouton vert et ceux qui disent non appuient sur le bouton rouge.

Vote (motion d'ordre pvl)

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	11
Non	124
Abstentions	3

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-présidente. Vous avez rejeté la motion. Nous allons donc discuter de ce rapport avec un déroulement normal de l'affaire. Je passe tout d'abord la parole à M. Rhyn, président de la Commission de haute surveillance.

Déclaration de planification Schenk-Anderegg (Schüpfen, PBD), Ruchti (Seewil, UDC), Flück (Unterseen, PLR), Bonsack (Kallnach, UDF)

1. Les huit recommandations formulées dans le rapport de la Commission de haute surveillance doivent être mises en œuvre en l'espace d'un an.
2. La Commission de gestion devra présenter un rapport complémentaire au Grand Conseil en temps opportun.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS), président de la Commission de haute surveillance. Begründet durch Medienberichte, Anfragen und Vorstösse im Grossen Rat hat sich die OAK vor gut einem Jahr dazu entschieden, die Abläufe im Asylwesen genauer anzuschauen. Der Bericht liegt heute vor. Die Kommission hat ihn ohne Gegenstimme, bei einer Enthaltung, verabschiedet. Die Kommission hat sich in diesen 13 Monaten einen Überblick über ein hochkomplexes Thema verschafft und dabei über hundert Dokumente studiert; sie hat Kader-Personen des Asylbereichs und Verantwortliche aller Leistungsvertragspartner in Einzelhearings befragt, sie hat schriftlich Zusatzinformationen angefordert und analysiert. Die Belastung für die Mitglieder des zuständigen Ausschusses war am obersten Limit, und ich kann Ihnen versichern, niemand hat getrödelt. Ausserdem es gibt bei einer Untersuchung bestimmte formelle Abläufe, die einzuhalten sind.
Jenen, die meinen, der Bericht komme zu früh oder zu spät, sage ich nur, dass wir den Zeitpunkt der Untersuchung nicht haben aussuchen können. Die OAK hat bereits im vergangenen Mai entschieden, dass sie den Bericht nach Möglichkeit noch innerhalb der laufenden Legislatur dem Grossen Rat unterbreiten will. Dies, um sicherzustellen, dass die OAK den Bericht grosso modo in jener Besetzung dem Rat vorlegen kann, die die Untersuchung durchgeführt hat.
Die Kommission hat sich auf zwei Schwerpunktbereiche konzentriert: Einerseits geht es um die Finanzflüsse und Abläufe im Amt für Migration und Personenstand (MIP), anderseits um die Zusammenarbeit mit den Vertragspartnern, die für Unterbringung und Betreuung der Asylsuchenden operativ zuständig sind.
Ich spreche zuerst über den Schwerpunktbereich Strukturen, Abläufe und Finanzflüsse im MIP. Zum Zeitpunkt, als die OAK ihre Abklärungen aufnahm, gab es dazu bereits zwei Analysen: eine vom Wirtschaftsprüfungs- und Beratungsunternehmen KPMG, das im März 2012 von der POM den Auftrag erhalten hatten, eine vertiefte Überprüfung

durchzuführen, und anderseits eine von der Finanzkontrolle, die gestützt auf die KPMG-Erkenntnisse Ende 2012 eine Dienststellenprüfung im MIP vorgenommen hat. Die Mängel lagen damit weitgehend auf dem Tisch: Jahresabschlüsse für den Bereich Asyl fehlten oder waren ungenügend; Integrationspauschalen wurden bezahlt und Defizitgarantien gewährt, ohne dass dafür eine gesetzliche Grundlage bestand; im System Asydata gab es offene Positionen in der Höhe von 45 Mio. Franken aus dem Bereich von Krankenkassenleistungen, wobei der effektive Wert aber unklar war; an die Vertragspartner wurden hohe Vorschüsse ausbezahlt, im Ausmass von 175 Prozent der voraussichtlichen Quartalszahlungen.

Irritierend ist für die OAK vor allem – und das ist einer unserer Hauptkritikpunkte –, dass diese Mängel 2012 überhaupt noch bestanden haben. Denn die Finanzkontrolle hat in ihren Dienststellenberichten ab 2004, also nachdem der Asylbereich von der GEF in die POM gekommen war, auf praktisch alle Mängel, die 2012 wieder im Fokus standen, schon einmal hingewiesen. Angefangen von den zu grosszügig gewährten Vorschüssen (2004, 2005), den offenen Forderungen im Bereich KK-Prämien (2004, 2005, 2006, 2008, 2010), der fehlenden Dokumentation des Know-how (2005, 2008) bis zur ungenügenden Verbuchung der Nothilfepauschalen (2010). Die POM argumentiert, dass die Finanzkontrolle ihre Feststellungen jeweils nur mit der Wesentlichkeit «mittel» oder sogar «klein» gemacht habe. Die OAK hat für diese Argumentation wenig Verständnis.

Die politische Verantwortung, sicherzustellen, dass die Abläufe in einer Direktion und ihren Ämtern einwandfrei funktionieren, dass Klarheit herrscht, ob das Geld, das vom Bund für die Gewährung der Asylsozialhilfe entrichtet wird, ausreicht und ob es richtig eingesetzt wird, diese Verantwortung lässt sich nicht an ein Aufsichtsgremium wie die Finanzkontrolle delegieren. Es muss doch im ureigenen Interesse der Dienstaufsicht sein, Fehlentwicklungen möglichst selber zu entdecken und diese rasch zu beheben. Dies sollte erst recht gelten, wenn Mängel von externen Stellen festgestellt werden, egal welche Wesentlichkeit sie aufweisen. Auch das Bundesamt für Migration hat in einem Bericht vom März 2010 darauf hingewiesen, dass bezüglich Transparenz grosse Probleme bestehen. Weil also die Befunde bereits vorhanden waren, hat sich die OAK zum Ziel gesetzt zu prüfen, inwiefern die Probleme von der Verwaltung angepackt werden. Die Bilanz der Aufarbeitung fällt ambivalent aus: In gewissen Bereichen wurden Massnahmen erfolgreich umgesetzt. Einige Anpassungen können aber erst im Laufe des Jahres 2014 beurteilt werden, namentlich die Anpassung der Buchungsregeln, die eine aussagekräftige Aufschlüsselung der Zahlen bringen soll.

In den Augen der OAK ist es den Finanzverantwortlichen der POM bis heute nicht gelungen, die vollumfängliche Übersicht und die nötige Transparenz bezüglich der Finanzflüsse zu bewerkstelligen und damit zu belegen, dass die Pauschalzahlungen des Bundes für die Aufwendungen im Asylwesen ausreichen.

Die OAK hat sich intensiv mit den erwähnten offenen Posten im System Asydata auseinandergesetzt. Wie sich zeigte, waren es genau 46,7 Mio. Franken, die sich wegen fehlender Datenpflege als offene Posten im Bereich der Gesundheitsversorgung über den Zeitraum von 2006–2012 im System angehäuft hatten. Trotz mehrmaligem Nachfragen, trotz der klaren Bitte um Aufschlüsselung dieser Summe brauchte es schliesslich die Finanzkontrolle, um uns diesen Überblick zu verschaffen. Auf Seite 16 unseres Berichts ist die Aufschlüsselung der Beträge zu finden, wie sie von der Finanzkommission im Dezember 2013 noch eruiert werden konnte. Aus den wegen Verjährung verpassten Forderungen an Krankenkassen ergibt sich zurückgerechnet ein Schaden für den Kanton von ca. 2,7 Mio. Franken für den Zeitraum 2006–2012. Aus der Fussnote ist ersichtlich, dass die POM die ermittelten Beträge als nicht verifizierbare Schätzungen der Finanzkommission qualifiziert, denen sie sich nicht anschliessen kann. Selber hat die POM aber keine Zahlen geliefert.

Die Unklarheiten bezüglich der Krankenkassenforderungen haben exemplarisch gezeigt, wo das Problem liegt: Die Abwicklung des Asylprozesses im Migrationsdienst (MIDI) – über das Datenverarbeitungsprogramm Asydata – erfolgt weitgehend unabhängig vom Finanzprozess, der im kantonalen Finanzinformationssystem FIS abgebildet wird. Zuständig für das FIS sind die Fachleute in der Abteilung Finanzen des MIP. Ein Abbild der fehlenden Zusammenarbeit sind die beiden Informatiksysteme, die nur über eine ungenügend ausgebaute Schnittstelle verfügen. Es gibt offenbar niemanden, der die Gesamtverantwortung wahrnimmt und dafür sorgt, dass die Prozesse zweckmässig miteinander verknüpft werden. Aus diesen Feststellungen ergeben sich auch unsere Empfehlungen 1 bis 4, die dringend umgesetzt werden müssen.

Ich komme zum zweiten Schwerpunktthema, zur Zusammenarbeit zwischen MIP und den Leistungsvertragspartnern. Diese Zusammenarbeit war seit dem Abgang von Schlüsselpersonen im MIP und MIDI zunehmend belastet. Auch wenn die Spannungen nicht vollumfänglich dem MIP angelastet werden dürfen, trägt es doch in den Augen der OAK einen Teil der Verantwortung; und zwar in drei Problemfeldern:

Erstes Problemfeld: Fehlende Strategie. Die Zusammenarbeit zwischen Vertragspartnern und Kanton wird erschwert, weil es keine Strategie gibt, die für alle ersichtlich und verbindlich ist. Natürlich macht der Bund die übergeordneten Vorgaben, natürlich haben sich diese in den letzten zehn Jahren immer wieder verändert. Doch gerade darum wäre es für die Sozialhilfe im Asylwesen umso wichtiger, dass der Kanton ein verlässlicher Partner ist, der – innerhalb seines Handlungsspielraums – für alle Beteiligten klare Wegmarken setzt. Stattdessen blieb es für die Mehrheit der Vertragspartner ein Rätsel, wo der Kanton die Prioritäten setzt, wie viel Integration zum Beispiel gewünscht ist, usw. Eine Strategie wäre vor allem deshalb wichtig, weil die Vertragspartner dann besser nachvollziehen könnten, warum das MIP bestimmte Massnahmen ergreift.

Zweites Problemfeld: Kommunikation. In der Kommunikation zwischen MIP und Vertragspartnern gab es seit dem Start der OAK-Untersuchung bereits Verbesserungen. So finden wieder Runde Tische statt, Verträge und Weisungen werden den Vertragspartnern vorgängig zur Konsultation zugestellt. Die Kritik der OAK hat sich vor allem gegen die wilde Art und Weise gerichtet, wie Weisungen und Verträge erlassen und immer wieder geändert worden sind. In diesem Bereich bestätigen einzelne Partner Verbesserungen.

Drittes Problemfeld: Controlling versus Kontrolle. Hier lässt sich der Bogen wieder schlagen zum ersten Untersuchungsgegenstand. KPMG und Finanzkontrolle waren 2012 zum Schluss gekommen, dass das Controlling gegenüber den Vertragspartnern ungenügend sei. Das MIP hat reagiert: Asylsuchende in den Zentren müssen täglich ihre Präsenz mit einer Unterschrift bezeugen, Vertragspartner müssen dem MIP allerlei Belege zustellen, zwei Migrationsinspektoren werden eingesetzt. Die OAK erachtet es als absolut richtig, dass der Kanton als Auftraggeber die Leistungen, die seine Auftragnehmer erfüllen, überprüft. Insofern haben Kontrollen ihre Berechtigung. Für die OAK stellt sich einfach die Frage der Verhältnismässigkeit.
Die Empfehlungen 5 bis 8 der OAK haben das Ziel, dass der eingeschlagene Weg fortgesetzt wird, die Vertragspartner klare Vorgaben und klar zugewiesene Ansprechpartner erhalten und der Dialog aufrechterhalten wird.
Fazit: Es ist ein Wille bei der POM erkennbar, etwas zu tun. Es wurden gewisse Anpassungen vorgenommen und im MIDI wird unter sehr schwierigen Verhältnissen sehr hart gearbeitet. Aber die OAK konnte nicht feststellen, dass jemand auf Stufe Amt oder Stufe Direktion die Führung und die fachliche Gesamtverantwortung für die Finanzen wirklich wahrgenommen hat. Die Leute auf der untersten Ebene werden nicht wirklich unterstützt. Es reicht nicht, wenn man sagt, es werde alles aufgearbeitet, wenn man die verschiedenen Mängel nur als Einzelprobleme begreift und isoliert beheben will. Es braucht jemanden, der das Ganze im Auge hat und Fachkompetenz einbringt. Nur so kann die Transparenz bei den Finanzströmen hergestellt werden – mit konsolidierten, nachvollziehbaren Zahlen von der Debitorenbuchhaltung bis zur Staatsrechnung und zum Geschäftsbericht der POM. Wichtig sind klare Verhältnisse in Bezug auf Arbeitsprozesse, Kompetenzen und Verantwortungen in allen Bereichen des Asylwesens, inklusive Finanzen. Das ist mit Sicherheit unter anderem ein organisatorisches Problem. Klar ist eines: Mit diesem Bericht ist die Arbeit für die OAK nicht abgeschlossen. Die Oberaufsicht über das Asylwesen geht weiter, und wir haben in unserem Bericht in Kapitel 6 auf Seite 29 unmissverständlich klargemacht, wie das geschehen wird. Ich bitte Sie darum, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, dem Antrag der Kommission zu folgen und den Bericht heute zur Kenntnis zu nehmen.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-présidente. Nous allons faire un débat sur le rapport global. Je prie les auteurs de la déclaration de planification de prendre la parole. Après nous passerons aux porte-paroles des groupes.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Die bürgerlichen Fraktionen sehen die Wichtigkeit der acht Empfehlungen, die von der OAK im Bericht vorgegeben worden sind. Wir sind uns einig, dass sie umgesetzt werden müssen, und zwar zwingend innerhalb der vorgegebenen Zeit von einem Jahr. Alle Massnahmen nützen nichts, wenn nicht aufgezeigt wird, wie sie umgesetzt worden sind oder wo noch allfällige Korrekturen anzubringen sind. Deshalb ist es zwingend, dass dem Grossen Rat durch die GPK in einem weiteren Bericht aufgezeigt wird, wie die Empfehlungen umgesetzt worden sind und welche positiven Wirkungen sie haben. Das ist der Grund für die Planungserklärung, die wir Bürgerlichen eingegeben haben. Ich bitte Sie, diese Planungserklärung zu unterstützen.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-présidente. M. Ruchti, M. Flück et M. Bonsack renoncent à la parole. Nous passons donc aux porte-paroles des groupes.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Ich rede als Fraktionssprecher, möchte aber vorher eine Aussage als Ausschussleiter machen: Gegen die Aussage der glp-Sprecherin, es sei eine Scheindebatte, wehre ich mich vehement. Wenn es nach einer zehnmonatigen Untersuchung über einen Zwischenbericht eine Scheindebatte sein soll, muss ich mich fragen, was wir hier überhaupt machen. Die SVP-Fraktion hat den Bericht intensiv diskutiert. Wir sehen auch die Komplexität der ganzen Problematik. Deshalb befürworten wir, dass die GPK das Thema weiterverfolgt und sich durch die Finanzkommission und die POM über die Umsetzung der acht geforderten Massnahmen informieren lässt. Die SVP-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis und stimmt der Planungserklärung zu.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich habe eine andere Meinung als mein Vorredner. Die EVP-Fraktion ist zusätzlichen Berichten gegenüber grundsätzlich skeptisch. Wir haben jetzt einen Bericht, der sozusagen das ganze Leben meines jüngsten Sohnes umfasst, der geboren wurde, als der Bericht initiiert wurde. Jetzt schon wieder über einen Ergänzungsbericht zu reden, finde ich etwas seltsam, auch wenn es wichtig ist, dass die GPK das Geschäft weiter verfolgt. Zudem sehe ich keine Notwendigkeit für einen Folgebericht. Warten wir jetzt einmal den Dienststellenbericht der Finanzkommission und dessen Analyse ab; dann wird es ein Quartalsreporting der POM geben. Über gewisse Massnahmen und die Umsetzung der Empfehlungen muss bis am 30. Juni rapportiert werden. Auch da muss zuerst eine Analyse gemacht werden, bevor wir weitere Berichte verlangen. Man kann immer wieder an die OAK herantreten und fragen, ob gut gearbeitet werde, wie es aussehe und ob es einen weiteren Bericht brauche. Zum jetzigen Zeitpunkt lehnt die EVP-Fraktion einen weiteren Bericht ab.
Auch den Punkt 1 der Planungserklärung lehnen wir ab. Die Empfehlungen der OAK müssen über einen gewissen Zeithorizont umgesetzt werden können, so etwa die Empfehlung bezüglich Informatiksystem: das muss sauber abgeklärt und sauber aufgegleist werden. Jetzt schon zu verlangen, dies müsse innerhalb eines Jahres abgeschlossen sein, ist vermessen. Das Gleiche gilt auch für andere Empfehlungen. Aus den genannten Gründen lehnt die EVP-Fraktion beide Punkte der Planungserklärung ab.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Die SP-Fraktion stimmt der Planungserklärung in beiden Punkten zu. Wir können die Umsetzung der acht Empfehlungen, die in der OAK mit erdrückender Mehrheit beschlossen worden sind, nicht auf die lange Bank schieben. Der Polizei- und Militärdirektor hat auch in Interviews – wir kommen bei der Debatte über den eigentlichen Bericht darauf zurück – darauf hingewiesen, er werde sofort an die Umsetzung der Empfehlungen gehen und dafür sorgen, dass sie umgesetzt werden. Deshalb bitte

ich Sie, die Planungserklärung anzunehmen. Sie leistet substanziell zwar keinen neuen Beitrag zur vorgeschlagenen raschen Vorgehensweise, die wir unterstützen, aber die Argumentation der Kollegin Beutler ist in sich widersprüchlich. Wenn man jetzt vorwärts machen will, und das empfiehlt Ihnen die Kommission, sollten Sie die Planungserklärung annehmen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Auch wir stimmen der Planungserklärung zu. Es ist eher ein politischer Antrag. Wir wissen, dass es einen neuen Bericht geben wird. Leider sind wir mit unserem Ordnungsantrag, die beiden Debatten zusammen zu führen, nicht durchgekommen. Das Wort «Scheindebatte» meiner Kollegin war vielleicht falsch. Es geht nicht um eine Scheindebatte, es geht darum, dass neue Erkenntnisse vorhanden sind. Wir sind froh, dass Regierungsrat Käser vollumfänglich zu den neuen Diskussionspunkten Stellung nehmen wird – jedenfalls gehen wir davon aus. Weil es weiter geht, weil wir heute nicht sicher sind, ob alles auf dem Tisch liegt und wir deshalb froh sind, dass sich weiterhin eine Kommission darum kümmert – das dient auch Regierungsrat Käser –, nehmen wir die Planungserklärung an.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-président. Je pensais que c'était clair, c'est une discussion globale sur le rapport et vous donnez aussi votre avis sur les déclarations de planification. La séance est close, je vous souhaite bon appétit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 43.

Les rédactrices :
Gertrud Lutz Zaman (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mercredi 19 mars 2014, 13 heures 30 – 16 heures 33

Quatrième séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 157 députés. Excusés : Schmidhauser Corinne, Schweizer Hans Rudolf, Siegenthaler Heinz

Affaire 2014.0165

Rapport : L'asile dans le canton de Berne – Analyse de la Commission de haute surveillance

Suite

Le président. Wir nehmen die Beratungen wieder auf, mit dem Ziel, auf die heutige Abendsitzung zu verzichten. Das ist noch nicht definitiv; es sieht aber so aus. Die Entscheidung fällt in der nächsten Stunde. Wir befinden uns in der Beratung des Berichts der Oberaufsichtskommission (OAK) «Das Asylwesen im Kanton Bern – Abklärungen der Oberaufsichtskommission». Wir führen eine Gesamtdebatte über den Bericht und die Planungserklärungen. Diejenigen, die ihre Voten bereits zu den Planungserklärungen gehalten haben, können sich nochmals als Fraktionssprechende zu Wort melden. Fest steht, dass die OAK – wie mir deren Präsident soeben mitgeteilt hat – bereit ist, die Planungserklärungen entgegenzunehmen. Somit können Sie sich in Ihren Voten primär auf den Bericht konzentrieren. Als Fraktionssprecher der Grünen hat Grossrat Kropf das Wort.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich muss eine Vorbemerkung machen. Ich halte diese Debatte, die wir nun zehn Tage vor den Grossrats- und Regierungsratswahlen zu führen haben, für sehr schwierig. Es ist klar: Jedes hier kritisch geäusserte Wort führt unweigerlich zum Vorwurf der Wahlkampfrhetorik. Umgekehrt muss man sagen, dass ein Verzicht auf kritische Worte angesichts der von der OAK im Bericht geübten Kritik schlicht und einfach nicht zu verantworten ist. In diesem Sinn bleibt mir nicht viel anderes übrig, als den Umstand etwas zu bedauern, dass wir diese Debatte zum jetzigen Zeitpunkt führen müssen. Gleichwohl stecken wir mitten drin. Eigentlich genügt relativ wenig, um die Brisanz der Probleme beim Amt für Migration und Personenstand (MIP) und damit auch in der Polizei- und Militärdirektion zu erfassen. Letztlich dürfte es genügen, die vier Zeilen des dritten Absatzes auf Seite 5 des Berichts der OAK zu lesen. Für diejenigen, die diesen Passus nicht gelesen haben, möchte ich ihn kurz zitieren: «Letztlich kann die OAK nicht erkennen, dass jemand auf Stufe Direktion oder Amt die zwingend benötigte Führungsverantwortung wahrnimmt und sicherstellt, dass die nach wie vor bestehenden Transparenz-Defizite aufgearbeitet werden und klare, zweckmässige Prozesse und Abläufe etabliert werden.» Kolleginnen und Kollegen, was ich Ihnen vorgelesen habe, ist wohlverstanden nicht meine oder die Kritik meiner Partei, sondern die Kritik der OAK. In der OAK sitzen zehn Kolleginnen und Kollegen der Parteien SVP, BDP, FDP und EDU. Deshalb soll bitte niemand sagen, die Kritik sei parteipolitischer Natur! Gleichzeitig muss ich feststellen, dass es wohl kein vernichtenderes Fazit in einem Bericht einer ständigen parlamentarischen Kommission geben kann, als jenes der OAK im besagten Absatz. Dass die parlamentarische Oberaufsicht zum Schluss kommt, weder auf Amtsstufe noch auf Direktionsstufe nehme jemand die nötige Führungsverantwortung wahr – dies, Kolleginnen und Kollegen, ist ein miserables Führungszeugnis für die betreffende Direktion sowie für den Polizei- und Militärdirektor Hans-Jürg Käser. Jedenfalls ist es kein Wunder, dass die POM die OAK beinahe ultimativ aufgefordert hat, ihre Kritik bzw. die eben vorgelesenen Sätze aus dem Bericht zu streichen. Dies muss uns als Parlament zu denken geben. Dies insbesondere auch deshalb, weil die Untersuchungsanlage der OAK dergestalt angelegt war, dass die OAK bewusst keine neuen Ungereimtheiten ans Tageslicht befördern wollte. Die OAK hat darauf verzichtet, eine neue Untersuchung durchzuführen. Vielmehr hat sie gesagt – und dies wurde im Bericht präsentiert – dass es ihr um die Aufarbeitung und Begleitung der bereits im Jahr 2012 festgestellten Mängel geht. Was bedeutet folglich diese Untersuchungsanlage? Die Kritik seitens der OAK bezieht sich nicht einfach darauf, dass man im MIP eine gewissermassen unordentliche Situation angetroffen hat. Dieser Sachverhalt wurde übrigens bereits vor einem guten Jahr von der Beratungsunternehmung KPMG festgestellt. Die Kritik der OAK bedeutet vielmehr, dass man auf der POM – mehr als ein Jahr nach der Dokumentation der Vorwürfe – nicht in der Lage ist, die Situation zu normalisieren, indem die erforderliche Führungsverantwortung übernommen und die Prozesse aufgegleist werden.

Diese Situation, Kolleginnen und Kollegen, erachten wir als ziemlich verheerend! Man könnte sogar noch einen Schritt weiter gehen: Gemäss dem Bericht der OAK gab es bereits ab dem Jahr 2004 – also bereits seit rund zehn Jahren – Signale, welche auf die Probleme und den Handlungsbedarf im MIP hingewiesen haben. Dass es die POM während dieser langen zehn Jahre unterlassen hat, wirksame Gegenmassnahmen einzuleiten, ist für uns unverständlich und befremdlich. Der Umstand, dass mit dem heute Morgen kurz erwähnten Dienststellenbericht der Finanzkontrolle noch weitere Enthüllungen bevorstehen, ist nicht dazu angetan, die Besorgnis und das Befremden über die Situation zu entschärfen. Das Gegenteil ist der Fall. Ebenso wenig zu einer Entschärfung führt die sehr vergleichbare Situation in einem anderen Amt der POM, nämlich im Amt für Freiheitsentzug und Betreuung (FB). Es drängt sich die Wahrnehmung auf, dass in der POM eine Führungskultur vorherrscht, welche die Aufnahme und die Verarbeitung von Kritik verunmöglicht oder zumindest massiv erschwert. Wenn ich dies sage, spiele ich damit auf den Sachverhalt an, dass es die POM für richtig befunden hat, unmittelbar nach der Präsentation des OAK-Berichts eine eigene Medienmitteilung zu verschicken. Der Inhalt dieser Medienmitteilung war eigentlich nichts anders als «Wir nehmen unsere Führungsverantwortung schon wahr». Dies ist das Gegen-

teil einer Aussage, die das Erkennen von Kritik zum Ausdruck bringt!
Wir sind der Meinung, dass es sich um einen Zustand handelt, den wir als Parlament nicht hinnehmen sollten. Wir Grünen erwarten, dass die POM die Empfehlungen der OAK sowie die bereits früher von der Finanzkontrolle gemachten vollumfänglich und systematisch berücksichtigt und umsetzt. Für uns Grüne ist zudem klar, dass es in der POM einen Wechsel der obersten Führung braucht. Wie auch immer die Wahlen vom 30. März ausfallen werden – wir erwarten, dass in der neuen Legislaturperiode ein anderes Regierungsmitglied die Verantwortung für die POM übernimmt. Damit entsteht eine Chance, um über Jahre gewachsene Führungsstrukturen aufzubrechen und diese auf eine positive Art und Weise zu verändern. Schliesslich bedankt sich die grüne Fraktion bei der OAK für die sorgfältige Untersuchung und fordert sie gleichzeitig auf, konsequent auf die Erfüllung ihrer Empfehlungen hinzuwirken und diese einzufordern.

Le président. Ich darf heute zum vierten Mal Gäste auf der Tribüne begrüssen. Es handelt sich um den «Seniorinnen- und Seniorenrat 60+» aus Belp. Herzlich willkommen bei uns im Ratssaal! *(Applaudissements)* Als nächster Fraktionssprecher hat für die EDU-Fraktion Grossrat Schneiter das Wort.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Ich möchte dort beginnen, wo Blaise Kropf sein Votum beendet hat, nämlich beim Dank. Ich danke Hans-Jörg Rhyn für den guten Bericht und die sachliche Darstellung. Ebenso danke ich der Kommission für die Erstellung des Berichts als solchen. Dieser Bericht spricht für sich; wir können ihn höchstens noch zerreden, sodass am Schluss nichts mehr klar ist. Der Bericht macht klare Aussagen. Auch der EDU-Fraktion ist klar, dass es unerfreulich ist, über die herausgefundenen Mängel zu lesen. Es dürfte jedoch allen klar sein, dass es sich um eine Momentaufnahme – wenn vielleicht auch eines längeren Moments – handelt. Gestützt darauf muss die Situation unbedingt korrigiert und verändert werden. Insofern zeigen die Planungserklärungen der bürgerlichen Parteien klar auf, in welche Richtung wir gehen wollen. Man will unbedingt aus dieser unbefriedigenden Situation herauskommen und ebenso, dass die POM, die sich noch in einer Reaktionsphase befindet, diese hinter sich lässt, um zu agieren. Nach einer gewissen Zeit soll man sagen können, dass die POM das Leitseil wieder voll in der Hand hat. Sie soll es wieder sein, die vorgibt, wie es läuft und nicht – wie im Bericht geschildert – umgekehrt. Noch ein Wort zur bereits von meinem Vorredner angetönten Frage, wie man mit dieser Situation umgehen will. Wir können auf den «Schuldigen» herumhacken und sie, Berndeutsch gesagt, als «Löle» und als unfähig usw. bezeichnen. Ob die Sache dadurch auf den Punkt gebracht wird, wage ich zu bezweifeln. Ich habe mich selber auch schon in Situationen befunden, wo ich als Verantwortungsträger eines Gremiums scharf kritisiert und Handlungs- und Änderungsbedarf festgestellt wurde. Es ist richtig, dass einem auf die Finger geschaut wird. Allerdings finde ich es unfair, jemandem keine Chance zu geben. Es geht darum, einen gewissen Zeitraum zuzugestehen, damit dieser für Veränderungen genutzt werden kann. Derzeit erlebe ich persönlich wiederum eine entsprechende Situation. Diese wurde seitens des Gremiums klar erkannt, die Kritik reisst aber dennoch nicht ab. Auf diese Weise erhält man keine Gelegenheit, Änderungen vorzunehmen, sondern wird quasi blockiert. Was man eigentlich aufarbeiten möchte, lässt sich unter diesen Umständen fast nicht bewerkstelligen. Damit möchte ich zum Ausdruck bringen, dass wir das eine tun – sprich die Arbeit der OAK machen und einen Bericht abliefern – aber das andere nicht lassen sollten. Dies ist für mich ein Zeichen, dass unser demokratisches System funktioniert, indem Konsequenzen gezogen werden und deren Umsetzung kontrolliert wird. Ungeachtet der Wahlen soll vorwärts gegangen werden. In diesem Sinn nimmt die EDU den Bericht der OAK zur Kenntnis und unterstützt die Planungserklärung in beiden Punkten. Ich möchte es nicht unterlassen, dem Polizeidirektor, seinem Stab und dem ganzen Amt für diese Aufgaben eine gute Hand zu wünschen. Dies, damit wir innert kurzer Frist einen ganz anderen Eindruck der POM erhalten werden.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Ich mache zuerst eine Vorbemerkung. In meine Zuständigkeit als Gemeinderat der Stadt Thun fällt auch das Asylwesen. Mit der Asylkoordination Thun sind wir einer der im Bericht erwähnten sechs Vertragspartner. Ich habe diesen Bericht im Rahmen des OAK-Plenums vorberaten, habe aber bewusst nicht an den Ausschusssitzungen teilgenommen. Somit habe ich Ihnen meine Interessenbindung offen gelegt.
Ich habe kürzlich den Migrationsdienst des Kantons Bern (MIDI) besucht. Während ich auf die Leiterin gewartet habe, habe ich die Leitsätze des MIP gelesen. Ich lese sie Ihnen vor: «Wir suchen den Dialog», «Wir fördern den Erfahrungsaustausch in einem kollegialen Verhältnis», «Wir freuen uns über Erfolge anderer uns sprechen diese auch aus», «Wir behandeln interne und externe Kunden gleich ehrlich», «Wir nehmen uns bei Anfragen Zeit oder vereinbaren einen neuen Termin», «Wir sind ehrlich und machen keine leeren Versprechungen», «Wir halten versprochene Termine ein oder melden Verzögerungen mit einem neuen Termin», «Wir erscheinen zu Sitzungen pünktlich», «Wir bringen versprochene Leistungen transparent», «Wir kommunizieren offen und sprechen Unangenehmes direkt an», «Wir gewährleisten als Team unsere Erreichbarkeit», «Wir bieten unsere Hilfe, wo wir können, aktiv an». Jetzt könnte ich schliessen, indem ich sage: «Herr Regierungsrat, Herr Amtsleiter, lesen Sie Ihre Leitsätze nochmals und lesen Sie diese auch Ihren Mitarbeitenden vor, damit die ganze Geschichte ein gutes Ende nimmt!» So einfach kann und will ich es mir nicht machen! Festzustellen ist, dass das Asylwesen eine sehr komplexe und schwierige Angelegenheit ist, mit vielen Beteiligten, die alle ihre Interessen wahrnehmen. Zudem unterliegt es grossen Schwankungen. Ich sage auch bewusst, dass das Asylwesen ein Geschäft ist – ein Geschäft wie viele andere auch. Dahinter stecken handfeste finanzielle Interessen. Ich wurde schon seit einiger Zeit der Illusion beraubt, dass es primär um Menschen geht, die in der Schweiz – aus welchen Gründen auch immer – Zuflucht suchen.
Die OAK hat einen umfassenden Bericht veröffentlicht. Das Gesamturteil fällt für die zuständige Polizei- und Militärdirektion wenig schmeichelhaft aus. Der Bericht wurde mit einer

Enthaltung angenommen. Allerdings widerspiegeln die Reaktionen der Parteien auf den Bericht die Einstimmigkeit der Kommission nicht. Herr Käser hat gemeint, er wolle die Feststellungen der OAK nicht herunterspielen. Er hat aber auch gesagt, der Bericht zeige keine neuen Mängel auf und bringe keine nicht bereits bekannten Tatsachen ans Licht. Weiter sagt er, es seien insbesondere keine strafrechtlich relevanten Verfehlungen zu Tage gefördert worden. Im Besonderen habe sich nicht bewahrheitet, dass der Kanton einen zweistelligen Millionen-Betrag verloren habe. Die POM befinde sich auf Kurs, zudem würden die Empfehlungen der OAK umgesetzt. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn dem so ist, dass bereits die Feststellung, dass nichts Neues und noch Schlimmeres zu Tage gefördert wurde, als positiv bewertet wird, hat meine Fraktion ein fundamental anderes Verständnis, wie mit diesen Feststellungen umzugehen ist. Gerade dies ist schwer verständlich: Nach derart langer Zeit ist es nicht gelungen, Transparenz und Klarheit zu schaffen, insbesondere auch nicht im Bereich der vom OAK-Präsidenten Hans-Jörg Rhyn erläuterten Finanzströme.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesen Bericht zur Kenntnis nehmen. Wie erwähnt, nimmt sie auch die Planungserklärungen an. Meine Fraktion ist insbesondere auch froh darüber, dass die OAK beabsichtigt, die Entwicklung weiter zu verfolgen. Ich bitte Hans-Jürg Käser, den drei folgenden Punkten Rechnung zu tragen: Erstens bitte ich ihn darum, den Bericht der OAK wirklich ernst zu nehmen und die Empfehlungen – wie versprochen – unverzüglich umzusetzen. Zweitens bitte ich den Amtsleiter des MIP, die OAK ernst zu nehmen. Wenn ich mich nicht täusche, ist er auch an der heutigen Debatte abwesend. Es kann zum Beispiel auch nicht hingenommen werden, dass ein Ausschuss der OAK zusammen mit der Finanzkontrolle zu einem Gespräch eingeladen wird, aber weder der Amtsleiter noch der für die Finanzen im MIDI zuständige Mitarbeiter anwesend ist und sich der OAK-Ausschuss mit der Leiterin des MIDI über die Finanzströme unterhalten muss. Dies, obwohl ihr die entsprechenden Detailkenntnisse fehlen. Dass die entsprechende Sensibilität nicht vorhanden ist, ist schwer verständlich. Ich bitte vor allem den MIDI, die politische Sensibilität zurück zu gewinnen. Das Asylwesen ist ein hoch emotionales und stark im Fokus der Öffentlichkeit stehendes Geschäft! Es ist dennoch kein Geschäft wie viele andere. Die Bevölkerung nimmt genau wahr, was passiert oder was eben nicht passiert. Ich weiss, wovon ich spreche. Schliesslich befindet sich in Thun ein entsprechendes Zentrum.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir haben in den letzten Jahren verschiedene Vorkommnisse in der Gesundheits- und Fürsorgedirektion miteinander diskutiert. Ich bitte darum, bei allen Direktionen den gleichen Massstab anzulegen. Herr Käser, Sie haben in einem Interview gesagt, die Situation sei deutlich suboptimal. Dieser Aussage stimmen wir zu. Sie und die Amtsleitung sind jetzt aufgefordert, den Umschwung, für welchen auch Sie im Rahmen der Wahlinserate stehen, herbei zu führen. Wir gehen nicht soweit, Rücktritte zu fordern. Allerdings bitte ich Sie, sich des Asylwesens ernsthaft anzunehmen.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Die BDP-Fraktion bedankt sich bei der OAK für den ausführlichen Bericht. Dies, obwohl einiges noch nicht klar ist und weiterer Abklärungen bedarf. Wir wurden mit der Feststellung derart vieler Schwachstellen überrascht. Wie ein solches Tohuwabohu in einem Amt entstehen kann, hat in der Fraktion viele Frage aufgeworfen. Der vorliegende Bericht klärt einiges, jedoch nicht alles auf. Dies zeigt auch, dass es noch einen grossen Effort braucht, um die festgestellten Mängel zu beheben. Um einen reibungslosen Betrieb zu garantieren, sind strukturierte und klare Arbeitsabläufe zwingend. Dabei handelt es sich um klare von einem Amtsvorsteher vorzugebende Führungsaufgaben. Weiter bedarf es arbeitserleichternder Instrumente wie zum Beispiel eines funktionierenden Erfassungs- und Datenverarbeitungssystems. Unserer Fraktion ist es schleierhaft, wie über alle diese Jahre mit einem System gearbeitet werden konnte, ohne dass die notwendigen Schnittstellen kompatibel sind. Sicher hätte man bereits im Jahr 2003, anlässlich der Umverteilung von der GEF in die POM, Optimierungen vornehmen können. Bestandteil einer strategischen Führungsaufgabe ist klar auch die Kommunikation – sei es mit dem Personal zwecks klar definierter Weisungen oder mit den verschiedenen Vertragspartnern. Als Auftraggeber ist es unabdingbar, dem Partner zu signalisieren, an welche Regeln und Vorschriften er sich zu halten hat.

Wie wir den Ausführungen des OAK-Präsidenten entnommen haben, wurde bereits mehrmals auf Mängel in den verschiedenen Bereichen aufmerksam gemacht. Der Bericht zeigt klar und unmissverständlich auf, wo die Schwachstellen liegen. Es wurden verschiedene Puzzleteile zusammengetragen, wenngleich das Bild noch nicht komplett ist. Der vorliegende Bericht zeigt noch etwas anderes auf: Mit den acht von der OAK festgelegten Empfehlungen gibt sie Inputs, wie Mängel in Zukunft aufgearbeitet und die Verbesserungsvorschläge umgesetzt werden können. Die BDP-Fraktion steht hinter diesen acht Empfehlungen. Deshalb haben wir die entsprechende Planungserklärung eingereicht. Diese erachten wir als sinnvolles und wegweisendes Instrument. Nun möchte ich am Votum von Grossrat Schneiter anknüpfen, wonach man auch das Positive sehen muss. Dies findet immer zu wenig Erwähnung. Im Bericht ist uns folgendes aufgefallen: Seit die OAK eine Untersuchung eingeleitet und die Entwicklungen engmaschig verfolgt hat, sind bereits klare Verbesserungen sichtbar. Wir haben auch gesehen, dass im MIDI kompetente Leute am Werk sind. Diese verfügen über das Know-how, um die Verbesserungen umzusetzen. Wie wir uns überzeugen konnten, arbeiten diese Leute im MIDI zum Teil mit Herzblut dafür, dass es Verbesserungen gibt. In verschiedenen Bereichen konnte bereits Transparenz geschaffen werden. Schliesslich ist es wichtig, dass der festgestellte Handlungsbedarf erkannt worden ist und die ersten Schritte eingeleitet sind, um die Mängel und Verfehlungen zu korrigieren und zu beheben. Ich will nichts schönreden, aber auch dieser Aspekt des Berichts muss erkannt werden. Davon wird zu wenig gesprochen, nämlich davon, Mut zu machen, damit weitergemacht wird.

Wir wollen auch seitens der bürgerlichen Parteien Klarheit haben. Das Thema ist wirklich zu ernst, um es als Wahlkampfpropaganda zu benutzen. Die BDP-Fraktion fordert die OAK auf, eine engmaschige Überwachung der ersten positiven Entwicklungen vorzunehmen sowie die Umset-

zung der acht Empfehlungen zu verfolgen und aufzuzeigen, was zusätzlich verbesserungsfähig ist. Dies soll ermöglichen, die zum Teil noch fehlende Transparenz herzustellen. Wie erwähnt, ist uns ebenso wichtig, dass Klarheit herrscht und die Mängel, aber auch die positive Entwicklung – sprich die Umsetzung der Empfehlungen – aufgezeigt werden. Damit komme ich zu den Planungserklärungen. Melanie Beutler und der EVP möchte ich sagen, dass sie wahrscheinlich etwas falsch verstanden haben. Es geht nicht darum, dass wir jetzt wieder einen Bericht fordern. Wir wollen aber einen Bericht darüber, was umgesetzt wurde. Dies ermöglicht klare Verbesserungsziele und deren Erreichung festzustellen. Dieses Thema ist uns zu wichtig, um es ohne weiteres beiseite zu legen. Wahrscheinlich haben Sie etwas falsch verstanden: Es geht nicht darum, jetzt einen Bericht zu erhalten, sondern darum, nach erfolgter Umsetzung der Empfehlungen nochmals hinzusehen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Eigentlich hat der Kommissionspräsident Hans-Jörg Rhyn alles zum Inhalt des Berichts gesagt. Als Mitglied des Ausschusses POM-GEF der OAK sowie als Fraktionssprecher möchte ich auf einzelne Punkte eingehen. Der Ausschuss POM-GEF hat in den vergangenen Monaten hart gearbeitet und viele, sehr intensive Gespräche geführt. Aus der Sicht der glp-CVP-Fraktion ist es äusserst wichtig, endlich Licht ins Dunkel zu bringen. Unsere Fraktion dankt vorab dem Ausschussleiter Moritz Müller, dem Kommissionspräsidenten, dem Ausschuss und natürlich auch dem Sekretariat für die harte Arbeit und die klare Darstellung der Situation. Unseres Erachtens ist der Bericht gut ausgefallen. Zum einen gibt er einen guten Überblick über den Stand der Dinge. Zum anderen stellt er klar, wie gross das Chaos im MIP momentan oder zumindest bis zur Aufarbeitung gewesen ist. Wir anerkennen zwar, dass gerade der Bereich des Asylwesens nicht ganz einfach zu steuern ist. Während den letzten Jahren gab es viele Veränderungen, welche hauptsächlich seitens des Bundes kamen. Dass die Linke und die Rechte – damit meine ich nicht die politischen Seiten, sondern die linke und die rechte Hand – nicht weiss, was die andere tut, geht schlichtweg nicht an. Nach den verschiedenen politischen Vorstössen, welche gegen Ende des Jahres 2012 und anfangs des Jahres 2013 behandelt wurden, hoffe ich, dass dank der Aufarbeitung durch die OAK und im Zusammenhang mit wichtigen Strukturveränderungen wieder Ruhe in diesen Bereich einkehren kann.
Peter Siegenthaler hat sehr Vieles zu den Abläufen gesagt. Diese Aussagen kann ich allesamt unterstreichen. Zum einen nehmen wir im Bericht mit Erstaunen zur Kenntnis, dass das Informatiksystem des Kantons nicht mit jenem des Bundes kompatibel ist oder zumindest, dass die Daten völlig neu erfasst weiterverarbeitet werden müssen. Wir verlangen, dass dieses Problem dringend angegangen wird. Nicht bemerkt zu haben, dass das Informatiksystem nicht mit jenem des Bundes kompatibel ist, hat im weitesten Sinn auch mit Führung zu tun. Insofern erstaunt es nicht, dass gewisse Unstimmigkeiten vorherrschen. Es ist zudem sehr eigenartig, feststellen zu müssen, dass die einen Vertragspartner völlig andere Verträge haben als die anderen. Das wurde scheinbar jahrelang so gehandhabt und kann nur zu Unstimmigkeiten führen. Wir nehmen aber mit Genugtuung zur Kenntnis, dass nicht alle Vertragspartner dermassen unzufrieden sind. Scheinbar hat es diesbezüglich zwei Lager von Vertragspartnern gegeben. Der glp-CVP-Fraktion ist es einerseits sehr wichtig, dass im Dschungel der Zahlen Klarheit geschaffen wird. Klar ist es positiv zu werten, dass nur 2,69 Mio. Franken aufgetaucht sind, die sich der Kanton ans Bein streichen muss anstatt der ursprünglich angenommenen 40 bis 60 Mio. Franken. Wir haben aber gehört, dass sich eventuell neue Zahlen herausstellen werden. Darauf sind wir sehr gespannt.
Anderseits bedarf es jetzt einer dringenden Anpassung der Strukturen. Die OAK gibt in ihrem Bericht Empfehlungen ab. Diese unterstützen wir vollumfänglich. Die Regierung ist denn auch mehrheitlich zu deren Umsetzung bereit. Auch dies ist sehr positiv. Allerdings will sich die POM ausgerechnet mit der Erarbeitung dringend wichtiger, neuer Strategien bzw. mit der Umsetzung von Empfehlung Nummer fünf Zeit lassen. Auf Seite 25 des Berichts ist zu lesen, dass die «POM zu gegebener Zeit» entsprechend handeln werde. Werte Kolleginnen und Kollegen, das kann es nicht sein! Wir müssen sofort einen Ansatz haben! Genau dort beginnt die Planung und Führung. Die Strukturen müssen klar und offen sein. Dies gilt ebenso für die Kommunikation. Das Fazit aus dem Bericht ist sehr ernüchternd. Klar ist das MIDI daran, Anpassungen vorzunehmen. Die POM verspricht, die Situation ernst zu nehmen. Doch können wir dem Bericht entnehmen, dass die OAK eigentlich nicht feststellen konnte, dass die oberste Führung wirklich wahrgenommen wird. Deshalb verlangt die glp-CVP-Fraktion mit sofortiger Wirkung folgende Massnahmen: Erstens muss die Führung des MIDI und des MIP sofort Verantwortung übernehmen; sie darf wo nötig auch nicht vor personellen Massnahmen zurückschrecken. Ich möchte klar festhalten, dass wir kein Köpfe-Rollen verlangen. Dies darf aber kein Tabu sein. Zweitens erwarten wir, dass auch ernst genommen wird, wenn die Finanzkontrolle die Ampel in einem Bereich auf «gelb» stellt. In diesem Zusammenhang haben wir eine Bitte an die Finanzkontrolle: Allenfalls müsste die Ampel einmal früher auf «rot» gestellt werden, anstatt sie immer auf «gelb» zu belassen. Dies würde ermöglichen, bereits früher etwas auszulösen. Drittens fordern wir die unverzügliche Umsetzung der acht Empfehlungen der OAK. Die glp-CVP-Fraktion nimmt den Bericht der OAK zur Kenntnis, erwartet aber, dass der Asylbereich in der kommenden Legislaturperiode weiterhin kritisch betrachtet wird und dass der Grosse Rat auch in der neuen Legislaturperiode – von der dann zuständigen GPK – auf dem Laufenden gehalten wird. Wir sind auf die neuen Erkenntnisse gespannt.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Selbstverständlich hat sich auch unsere Fraktion intensiv mit dem vorliegenden Bericht auseinandergesetzt. Der Bericht hält verschiedene Punkte fest. Ich verzichte darauf, im Detail darauf zurück zu kommen, zumal sie vom Präsidenten der OAK umfassend dargelegt worden sind. Es gibt nichts zu ergänzen. Auch die FDP-Fraktion dankt an dieser Stelle dem Ausschussleiter Moritz Müller, dem Kommissionspräsidenten Hans-Jörg Rhyn und dem Kommissionsvizepräsidenten Fritz Ruchti für die kompetente, transparente und umfassende Begleitung dieses Geschäfts in der OAK. Unsere Fraktion begrüsst die Erarbeitung der Empfehlungen ausdrücklich und vorbehalts-

los. Aufgezeigte Schwachstellen sollen eliminiert werden. Dies insbesondere dort, wo es um Geldflüsse geht, aber auch betreffend die Verbesserung der Zusammenarbeit mit externen Partnern. Erfreut stellen wir indes fest, dass der Polizei- und Militärdirektor zusammen mit dem zuständigen Amt daran ist, die Empfehlungen der OAK ohne zeitliche Verzögerungen umzusetzen. Das schafft Vertrauen – Vertrauen insbesondere nach einer Indiskretion. Ich erinnere daran, dass ein vertraulicher Bericht an die Öffentlichkeit gelangt ist. Damals hatte ich das Vertrauen verloren. Dass man bis zum heutigen Tag nicht weiss, wer diese Indiskretion begangen hat, ist sehr bedauerlich.
Zudem wird der Vorwurf bekundet, Regierungsrat Käser habe seine Führungsverantwortung nicht wahrgenommen. Zur Erinnerung: In den Jahren 2004 bis 2010 wurden das MIP und der MIDI jährlich von der Finanzkontrolle besucht. Dabei wurden Feststellungen mit der Wesentlichkeit «mittel» oder «klein» gemacht. Im Jahr 2011 wurde das MIP nicht von der Finanzkontrolle besucht. Im März 2012 hat Regierungsrat Käser persönlich der KPMG den Auftrag erteilt, die Prozesse und Finanzströme im entsprechenden Amt zu kontrollieren und ihm Vorschläge zur Optimierung zu unterbreiten. Die Empfehlungen aus dem Bericht, den Regierungsrat Käser selber in Auftrag gegeben hat, wurden weitestgehend in die Empfehlungen der Finanzkontrolle aufgenommen. Sie sind weitestgehend ebenso Bestandteil der von der OAK zum Bericht abgegebenen Empfehlungen. Diese Empfehlungen befinden sich seit Herbst 2012 in der Umsetzungsphase. Nun kann man sagen, dass es viel schneller vorwärts gehen sollte. Allerdings muss die Umsetzung von irgendjemandem neben dem Tagesgeschäft, neben einem höchst anspruchsvollen, zeitintensiven Job gemacht werden. Regierungsrat Käser ist aus unserer Sicht sehr wohl daran, die Empfehlungen umzusetzen und die entsprechende Führungsarbeit zu leisten. Erlauben Sie mir, einen kleinen Schritt vom Wahlkampf zurück zu treten und den teilweise billigen Populismus ausser Acht zu lassen. Ich frage mich, ob unsere Kontrollmechanismen in diesem Kanton wirklich greifen. Dies beginnt bei der Finanzkontrolle mit dem bekannten Ampelsystem und geht weiter über die Kontrollen, welche die FIKO und die OAK wahrnehmen mussten und wahrgenommen haben. Wir sprechen über eine von 160 Dienststellen in diesem Kanton! Auch in den anderen Dienststellen gibt es auf «gelb» stehende Ampeln. Dies wissen die Mitglieder der FIKO und der OAK genau. Gestützt auf diese gelben Ampeln hat Regierungsrat Käser – ich wiederhole es – um die Schwachstellen beseitigen zu können, selber eine Analyse in Auftrag gegeben! Erst der von Regierungsrat Käser selber in Auftrag gegebene Bericht hat die Finanzkontrolle schliesslich zu ihren Empfehlungen geführt. Insofern frage ich mich, ob das System greift. Dieses scheint erst zu greifen, wenn die zuständige Direktion selber einen Bericht in Auftrag gibt. Dementsprechend frage ich mich, ob es in allen anderen Dienststellen über die geordneten Bahnen läuft oder ob – wer auch immer – für diese auch eine Analyse in Auftrag geben soll. Wie bereits erwähnt, leuchten verschiedene Ampeln gelb auf. Ich unterstelle niemand etwas. Ich erlaube mir aber die Frage, ob unsere Kontrollmechanismen wirklich für alle Beteiligten greifen. Mit dem neuen Parlamentssystem, welches ab dem 1. Juni 2014 in Kraft tritt, bietet sich dem Kanton eine einmalige Chance, sich diese Frage zu stellen und eine entsprechende Antwort darauf zu geben. Ich vertraue auf das neu gewählte Parlament sowie auf die neu gewählte Regierung – wie auch immer deren Zusammensetzung ausfallen wird – dass sie sich diese Frage stellen und entsprechend zur Umsetzung schreiten werden. Ich empfehle im Namen der Fraktion FDP, den Bericht der OAK zur Kenntnis zu nehmen und der Planungserklärung zuzustimmen.

Le président. Nun hat Grossrätin Beutler das Wort zur Ergänzung des Fraktionsvotums der EVP.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich werde als Fraktionssprecherin nur noch zum Bericht Stellung nehmen; zu den Planungserklärungen habe ich mich bereits geäussert. Offenbar bin ich auf Grund gelaufen. Weil wir noch nicht in aller Ausführlichkeit darüber sprechen konnten, wird unsere Fraktion Stimmfreigabe beschliessen. Zum Bericht: Ich möchte mit einer Würdigung beginnen. Es ist mir ein Anliegen, dem OAK-Präsidenten, dem Ausschussleiter und dem gesamten Ausschuss zu danken. Ein besonderer Dank gebührt dem Sekretariat, das sich – wie ich aus nächster Nähe miterleben konnte – ins Zeug gelegt hat. Zudem danke ich allen anderen Stellen, die involviert waren. Im Weiteren möchte ich explizit den Mitarbeitenden im MIDI danken. Wir haben sehr engagiertes Personal erlebt. Eine Vorrednerin hat es bereits erwähnt: Die Mitarbeitenden, welche wir angetroffen haben und mit welchen wir sprechen konnten, sind bereit, anzupacken, hinzusehen und umzusetzen. Für den Kanton ist es ein Gewinn, solche Leute in der Verwaltung zu haben.
Nun zum Bericht: Wie wir gehört haben, wurde im letzten Jahr Vieles unternommen, zusammengetragen und analysiert. Es handelt sich um eine Momentaufnahme. Der Bericht ist nun abgeschlossen und die EVP-Fraktion nimmt ihn so zur Kenntnis. Das Ziel des Berichts war es – basierend auf den bereits genannten Berichten – Licht ins Dunkel zu bringen und einen Überblick zu erhalten. Letzteres wurde vielleicht noch nicht ganz erreicht. Diesbezüglich müssen wir ehrlich sein. Es ist schön, aufzuzeigen und positiv zu würdigen, wo etwas gut läuft. Dies ist beispielsweise mit dem Einsetzen von Migrationsinspektoren und dem Wiedereinführen von Runden Tischen der Fall. Was noch nicht so gut oder schlecht läuft, muss ebenso aufgezeigt werden. Dies, um daraus zu lernen und Verbesserungen abzuleiten. Man muss den Tatsachen – dem angetroffenen Chaos – in die Augen blicken und die Dinge beim Namen nennen dürfen. Diesbezüglich erwarten wir Verbesserungen sowie Kritikfähigkeit. Zur Frage, was besser gemacht werden kann, können Sie dem Bericht der OAK eines der Ziele – in Form der acht Empfehlungen – entnehmen. Diese acht Empfehlungen unterstützen wir alle.
Ich möchte mich noch zu den Resultaten betreffend die acht Empfehlungen äussern: Es handelt sich um gebündelte Resultate, sozusagen um die Essenz der verschiedenen, seitens der OAK gewonnen Eindrücke. Diese basieren auf den durchgeführten Hearings, Einzelgesprächen und der vom OAK-Präsidenten angesprochenen Dokumentensichtung. Für die EVP ist eines der Resultate relativ ernüchternd ausgefallen. Wir haben es bereits gehört: Leider muss die Feststellung gemacht werden, dass eine gewisse politische

Verantwortung, eine Führungsverantwortung oder eine gewisse Sensibilität vermisst wird. Wir haben gehört, dass Dienststellenberichte, welche offenbar nur Massnahmen mit einer Wesentlichkeit «mittel» bemängeln, nicht ernst genommen und die Leute nicht an wichtige Sitzungen und Amtsbesuche geschickt werden. Zudem werden Zahlen nicht akzeptiert und die geäusserte Kritik nicht ernst genommen. Demgegenüber wird gesagt, dass jemand anderes für die bessere Kennzeichnung zuständig gewesen wäre. Dieses Verhalten erstaunt uns. Dies gilt ebenfalls dafür, dass der Schaden von rund 2,7 Mio. Franken als gering betrachtet wird. Es wird gesagt, dieser sei nicht so gross ausgefallen wie postuliert wurde, worüber man froh sein solle. Diese Haltung können wir nicht nachvollziehen! Wir erwarten bezüglich dieser Führung einen Turnaround bzw. den bereits erwähnten Umschwung. Dieser ist dringend notwendig. Wir wollen, dass wirklich geführt wird, damit nicht noch mehr Personal abwandert und Know-how verloren geht! Wie wir gehört haben, war dies einer der Gründe, weshalb es soweit gekommen ist. Das Fazit der EVP-Fraktion lautet wie folgt: Wir haben Verständnis dafür, dass gewisse Leistungserbringer eine Zeit lang ein Unbehagen verspürt haben. Dass sich dieser Zustand inzwischen geändert hat, finden wir sehr gut. Die Empfehlungen müssen umgesetzt werden. Die Frist – sei es in diesem oder im nächsten Jahr – lassen wir offen. Die Empfehlungen müssen richtig umgesetzt werden. Eine Schlussbemerkung: Uns ist wichtig, dass zum Personal Sorge getragen werden kann. Sie haben zu Beginn meiner Würdigung gehört, dass wir engagierte, motivierte, fähige Leute erlebt haben, die man bei der Stange halten sollte.

Le président. Nun folgen zwei Einzelvoten. Zuerst hat Grossrätin Imboden das Wort.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Lassen Sie mich etwas ausholen: Am 31. Januar 2000 hat der damalige Grossrat Käser – er war neu Mitglied des Grossen Rates – seine erste Motion eingereicht unter dem Titel «Zusammenfassung des gesamten Asylbereichs auf Stufe Kanton bei der Polizei- und Militärdirektion». Diese Motion wird auch im vorliegenden Bericht erwähnt. Heute, 14 Jahre später, zieht der vorliegende Bericht auch Bilanz darüber, was seither geschehen ist. Der damalige Grossrat Käser hat zu jener Zeit gesagt, der Vorteil dieser Zusammenlegung bestehe darin, «Vollzugsentscheide und Einfluss auf finanzielle Folgen in einer Direktion zu konzentrieren». Zudem hat er in der Debatte im Grossen Rat, nachzulesen auf Seite 774 des Tagblatts des Grossen Rats vom 5. September 2000, folgendes gesagt: «Mit einer Unterstellung unter eine einzige Führung könnten wir den Tatbeweis erbringen.» Kolleginnen und Kollegen, die finanziellen Folgen, aber auch der Tatbeweis über die einzigartige Führung in diesem Bereich werden im Bericht eindrücklich aufgezeigt. Wir müssen feststellen, dass Regierungsrat Käser, der die entsprechende Direktion selber übernommen hat und seine politische Forderung umsetzen konnte oder musste, den Tatbeweis einer richtigen Umsetzung ganz sicher nicht erbracht hat.
An dieser Stelle möchte ich der OAK für Ihren Bericht und die Aufarbeitung danken. Die OAK hat den Ball aufgenommen. Sie hat bewiesen, dass die parlamentarische Kontrolle in diesem Kanton funktioniert. Dies im Gegensatz zur Einschätzung von Herrn Flück, der dies nicht einsieht. Wir Grünen haben das Thema unter anderem aufgrund von Medienberichten bereits in Frühsommer des Jahres 2012 aufgegriffen, das heisst, lange bevor Herr Käser die KPMG mit der Erstellung eines Berichtes beauftragt hat. Der Anlass war ganz am Anfang die Unterbringung von Asylsuchenden in einem einzelnen Zentrum, dem von der gewinnorientierten Firma ORS AG geführten Zentrum Hochfeld in Bern. In der Folge haben Anna Linder und ich das Gespräch gesucht. Dieses konnten wir mit der Leitung des MIDI führen und in einem zweiten Schritt auch mit dem Amtsvorsteher des MIP. Im Rahmen dieser Gespräche – dafür, dass diese möglich waren, bedanken wir uns – haben wir sehr rasch festgestellt, dass das Problem tiefer liegt und vor allem im Bereich der Leistungsvertragserbringer grössere Mängel bestehen. In den Medien war häufig die Rede davon, das Problem liege bei den Leistungserbringern. Dies ist eine unwürdige «Sündenbock-Zuspielerei», die wir nicht akzeptieren. Der Bericht zeigt sehr deutlich, dass in der POM und im MIP keine Strategie für den Umgang mit Asylsuchenden vorhanden ist. Die alte «Asylstrategie 2012» wurde einfach in die Schublade gelegt. Stattdessen wurde – wenn ich mir diese saloppe Formulierung erlauben darf – ohne eine Strategie weiter gewurstelt. Die OAK benennt es im Bericht sehr genau: Es besteht keine oder nur eine ungenügende fachliche Führung durch die Geschäftsleitung des MIP. Hinzu kommt – und dies ist meiner Meinung nach ebenso gravierend – die fehlende politische Führung.
Im Gegensatz zu Herrn Siegenthaler, der gemäss seinem Votum nicht mehr daran glaubt, dass es um die Betroffenen geht, stelle ich fest, dass es dennoch um Menschen geht. Es geht um Asylsuchende, die bei uns Schutz suchen. Ich kann nicht verstehen, dass man es verpasst hat, für die Migrationszulagen gesetzliche Grundlagen zu schaffen und dass die Konsequenz nicht Grundlagen schafft. Ebenso wenig verstehe ich, dass man es nicht auf die Reihe bringt, die finanziellen Ressourcen entsprechend einzusetzen und stattdessen Sprachkurse kürzt.
Ein letzter Punkt aus einem Bericht der GEF zeigt, wie schlecht die Arbeitsintegration von Asylsuchenden im Kanton Bern ausfällt. Kolleginnen und Kollegen, im Vergleich zu den anderen Kantonen sind wir schlecht, weil wir diese Leute nicht integrieren! *(Le président demande à l'oratrice de conclure.)* Ich schliesse mit einer persönlichen Bemerkung: Herr Käser hat im Wahlkampf mehr als einmal ein Wort benutzt, welches ich selber nicht in den Mund nehmen möchte. Er hat – ich zitiere – von «Negern» gesprochen. Herr Käser ist verantwortlich für die Asylsuchenden in diesem Kanton. Ich erwarte, dass er sich für diesen Ausdruck entschuldigt. Meines Erachtens ist es eines Regierungsrats nicht würdig, solche Äusserungen zu machen. Ich erwarte hier eine Entschuldigung von ihm gegenüber den betroffenen Menschen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Ich danke der OAK für den kritischen Bericht, der in mehreren Punkten die ungenügende Leistung des MIP aufzeigt. Dies betrifft vor allem den Finanzbereich und die Zusammenarbeit mit Partnerorganisationen. Interessant ist die Aussage, dass einige der im aktuellen Bericht als kritisch aufgelisteten Punkte, bereits

im Jahr 2004 erkannt, die Schwachstellen jedoch bis jetzt nicht behoben worden sind. Dies zeigt, dass der zuständige Regierungsrat und der Vorsteher des MIP offensichtlich nicht in der Lage sind, diese Defizite zu beheben. Die OAK macht in ihrem Bericht mehrere Empfehlungen, wie diese Schwachstellen überwunden werden können. Diese sind dem Regierungsrat und dem Amt bekannt. Es stellt sich also die berechtigte Frage, ob diese zum Teil seit zehn Jahren nicht behobenen Defizite mit diesen neuen Empfehlungen und mit der gleichen Führungsperson im MIP überhaupt je umgesetzt werden bzw. ob dies von den verantwortlichen Personen überhaupt gewünscht ist. In Bezug auf das Kontokorrent Asylreserven macht das Amt gerade das Gegenteil der Umsetzung der vorgesehenen Massnahmen. Anstatt sich endlich um die rechtlichen Grundlagen für diesen Fonds zu kümmern, möchte der zuständige Regierungsrat das Geld zweckentfremden und in die Kantonskasse spülen. Das ist absolut inakzeptabel und rechtswidrig! Es ist peinlich, den Asylsuchenden wegen mangelnden Ressourcen die Sprachkurse und Beschäftigungsprogramme zu streichen und gleichzeitig das dafür vorgesehene Geld in die Kantonskasse zu schieben! Dies zeugt weder für den zuständigen Regierungsrat noch für den MIP-Vorsteher von Grösse. Ob dieses Vorgehen rechtlich in Ordnung ist, ist eine zusätzliche Frage. Der Bericht stellt eine klare Schwäche der Amtsleitung fest. In dieser Situation sind personelle Konsequenzen unvermeidbar.

Nicht zufrieden bin ich mit dem Bericht der OAK in einigen Punkten im Asylbetreuungsbereich. Der Bericht fokussiert vor allem auf die möglicherweise verlorenen Gelder, was ich für richtig halte. Auf der anderen Seite hat das MIP zum Beispiel während anderthalb Jahren den Asylsuchenden in der Unterkunft Hochfeld, als einzigem Zentrum in der Schweiz, die ihnen zustehenden Taschengelder nicht bezahlt. Erst nach einer Interpellation und aufgrund des öffentlichen Drucks hat das MIP seine Praxis ab dem 1. April 2013 geändert und die Taschengelder ausbezahlt. Leider werden diese Fälle von Ungerechtigkeit und Unrechtmässigkeit im Bericht mit keinem Wort erwähnt, obwohl dies klar Teil der Aufsichtsaufgaben wäre. Diesbezüglich hätte ich vom Bericht mehr erwartet, insbesondere auch, weil die Betreuung im Hochfeld schon lange in der Öffentlichkeit kritisiert wird. Die OAK hat hier eine Chance verpasst – Schade. Ich hoffe sehr, dass die OAK ihre Aufsichtsfunktion in Zukunft auch in diesem Punkt umfassend wahrnehmen wird.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich spreche zu zwei Dingen. Ich wollte eigentlich eine Antwort auf das Votum von Melanie Beutler geben, weil sie zuerst gesagt hat, die Planungserklärungen seien abzulehnen. Inzwischen hat die EVP-Fraktion aber Stimmfreigabe beschlossen. Kurz zu den Planungserklärungen: Welches sind unsere Forderungen? Die Empfehlungen der OAK sind dem Bericht zufolge innerhalb eines Jahres umzusetzen. Dies kann in Bereich der EDV vielleicht zu Schwierigkeiten führen – dies sehe ich ein. Darauf werde ich noch eingehen. Die GPK hat dem Grossen Rat zu gegebener Zeit einen Ergänzungsbericht vorzulegen. Dies ist ohnehin unser Vorhaben. Insofern können Sie Ziffer 2 der Planungserklärung zustimmen.

Nun zu Ziffer 1 der Planungserklärung mit den einzelnen Empfehlungen: In Empfehlung eins wird zusammengefasst gefordert, dass die «Asyldata»-Applikation und die Anforderungen von MIP und MIDI genügen müssen. Das heisst, dass die ganze EDV-Geschichte überdacht und den neuzeitlichen Anforderungen entsprechend angepasst werden muss. In Empfehlung zwei geht es um die Transparenz und die Verbesserung der finanziellen Abläufe sowie der Buchführung nach geltendem Recht. Hier bedarf es der sofortigen Umsetzung nach geltendem Recht. Zu Empfehlung drei: Die Empfehlungen der Finanzkontrolle müssen umgesetzt werden; Sie finden diese im Bericht. Empfehlung vier sieht ebenfalls die Umsetzung der Prozess-, Kompetenz- und Verantwortungszuordnung vor. Gemäss Empfehlung fünf ist eine Strategie festzulegen und umzusetzen. Empfehlung sechs zufolge muss es klare Regelungen zwischen den Ansprechpersonen des MIDI und den Vertragspartner geben. Empfehlung sieben verlangt den Überblick über die Weisungen und Abläufe. Das Wichtigste ist in Empfehlung acht mit einem besseren Controlling enthalten. Werte Anwesende, dies sind die Empfehlungen, deren Umsetzung in der Planungserklärung gefordert wird. Sie können diesen sicher alle zustimmen.

Nun ein paar Worte in eigener Sache. Vorab möchte ich jemandem danken, nämlich unserem Kommissionspräsidenten Hans-Jörg Rhyn. Er hat keine leichte Situation gehabt. Er ist Mitglied der SP-Fraktion und hat – entschuldigen Sie den Ausdruck, den ich nicht gerne in den Mund nehme – als «Linker» die ganze Geschichte geleitet. Dies hat er mit Bravour getan und zwar immer im Wissen darum, dass das, was die OAK im Bericht veröffentlicht, einerseits – wie von Blaise Kropf erwähnt – als Wahlpropaganda ausgelegt werden kann, anderseits aber auch als ordentliche Berichterstattung. Ich darf Ihnen mitteilen, dass sich Hans-Jörg Rhyn dieses Spagats immer bewusst war. Er hat sich die Auswirkungen seiner Worte und des gemeinsam eruierten und korrigierten Berichts im Vorfeld der Wahlen immer vor Augen gehalten. Dass die Angelegenheit zum jetzigen Zeitpunkt behandelt wird, beruht darauf, dass die OAK bereits im Mai 2013 einstimmig beschlossen hat, den Bericht noch während der laufenden Legislaturperiode zu behandeln. Das ist das Resultat. Noch etwas: Ich wünsche unserem Regierungsrat der POM, Herrn Käser – lieber Hans-Jürg – für die sehr wichtige Umsetzung viel Kraft und Erfolg. Dann wird das Ziel erreicht sein.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS), président de la Commission de haute surveillance. Ich kann nicht zu allen Voten Stellung nehmen. Es wurde viel Gutes gesagt. Etwas muss ich allerdings klarstellen: Die OAK ist keine Schattenregierung. Sie kann nicht Massnahmen treffen und Beschlüsse fassen, die Sache der Regierung sind. Wir haben Kenntnis vom Beschluss der Regierung genommen, wonach die Asylreserven nun offenbar der Staatskasse zufallen und nicht mehr für den Einsatz im Asylwesen vorhanden sind. Dies kann man bedauern. Es kann aber auch sachliche Gründe geben, welche die Regierung zu diesem Schritt bewogen haben. Diese kennen wir nicht. Wir wurden auch nicht um eine Stellungnahme gebeten; dazu ist die Regierung auch nicht verpflichtet. Etwas in Schutz nehmen möch-

te ich die Finanzkontrolle. Davon, was diese jährlich in allen Direktionen leistet, ist nur ein kleiner Teil in den Quartalsberichten der Finanzkontrolle ersichtlich. Letztere sind eben nicht öffentlich. Sie gehen nur der Regierung sowie den Kommissionen FIKO und OAK zu. Darin werden zahlreiche Ämter der ganzen kantonalen Verwaltung aufgelistet. Wir sollten eine grössere Achtung vor den Leistungen der Leute der Finanzkontrolle haben. Diese sind in den Ämtern nicht willkommen, man versucht ihnen eher auszuweichen. Die Arbeit, die sie leisten, ist schwierig und sehr anspruchsvoll.
Ich möchte nochmals unterstreichen, dass die OAK den Bericht zwar heute abgeliefert hat, das Thema aber weiterhin mit grosser Aufmerksamkeit verfolgen wird. Ich verweise diesbezüglich auf Kapitel 6 unseres Berichts. Dort steht folgendes: «Da zahlreiche Fragen offen geblieben sind, wird die Kommission ihre Oberaufsicht über das Asylwesen im Kanton Bern fortsetzen. So wird sich die Kommission mit dem Dienststellenbericht 2013 der Finanzkontrolle beschäftigen, sobald dieser vorliegt.» Sie können sicher sein, dass die OAK genau verfolgen wird, wie es weitergeht. Der erwähnte Dienststellenbericht der Finanzkontrolle ist inzwischen eingegangen. Er trägt das Datum vom 26. Februar. Dies habe ich heute bereits erwähnt. Die POM hat uns diesen am 6. März 2014 auf unser Verlangen zugestellt. Es war uns seitens der OAK nicht möglich, diesen Bericht bis jetzt zu verarbeiten, mit der POM darüber zu diskutieren und die Zahlen bei der Finanzkontrolle zu verifizieren. Deshalb ist klar, weshalb die Feststellungen und die Zahlen aus diesem Nachrevisionsbericht heute nicht traktandiert sind und formell nicht Gegenstand dieser Ratsdebatte sein können.
Diesen Bericht können wir einerseits nicht einfach veröffentlichen. Anderseits ist klar, dass auch hier grösstmögliche Transparenz angezeigt ist. Die Erkenntnisse aus dem jüngsten Bericht der Finanzkontrolle werden von verschiedenen Seiten mit Interesse erwartet. Es wäre der Sache kaum dienlich, wenn sie im Rahmen dieser Diskussion verschwiegen würden. Sollten die Medien weiter bohren, besteht die Gefahr, dass es irgendwo wieder ein Leck geben wird. Insofern wäre es besser, die Zahlen und Fakten heute zu vernehmen. Die OAK hat vorgesorgt: Sie hat über drei Exemplare dieses Berichts verfügt, wovon ich eines, der Kommissionsvizepräsident Fritz Ruchti das zweite und der Ausschussleiter Moritz Müller das dritte erhalten haben. Moritz Müller hat sein Exemplar gleich wieder zurückgegeben. Nun könnten noch Fritz Ruchti und ich «rünne» und uns mit einer Weitergabe bei den Medien Freunde schaffen. So dumm sind aber wir nicht! Wenn jetzt etwas nach aussen dringt, müsste das Leck in der Verwaltung und nicht in der OAK gesucht werden. Weil wir selber keine Inhalte des Dienststellenberichts bekannt geben können, habe ich im Vorfeld der Session mit dem Polizeidirektor vereinbart, dass er den Rat heute im Rahmen seiner Stellungnahme zum Asylbericht und zur hier geführten Debatte über die wesentlichen neuen Erkenntnisse und die jetzt vorliegenden Zahlen des Dienststellenberichts informiert. Ob der Polizeidirektor die Schlussfolgerungen der POM aus dieser Nachrevision bereits heute bekannt geben kann, will ich offen lassen. Dies dürfte ziemlich schwierig sein. Wir werden es hören. Der Bericht wird aber – wie erwähnt – ohnehin Gegenstand der weiteren Arbeiten sein.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich möchte dem Präsidenten der OAK sowie der Kommission insgesamt herzlich für die Ausgewogenheit des Votums des Präsidenten danken sowie für die Erarbeitung des Berichts. Wir haben seinerzeit jedem OAK-Mitglied ein 3 Zentimeter dickes Paket an Akten zugestellt. Insofern hat es sich um eine umfangreiche Arbeit gehandelt, welche fast ein Dreivierteljahr gedauert hat. Ich nehme es vorweg: Ich nehme die heute im Grossen Rat gefallenen Voten sehr ernst! Es wurden harte Vorwürfe vorgebracht. Ich nehme diese zum Teil gegen meine Person gerichteten Vorwürfe zur Kenntnis und nehme sie sehr ernst. Selbstverständlich nimmt die POM alle acht Empfehlungen der OAK an. Das Gleiche gilt auch für die Ausführungen des Kommissionspräsidenten in Bezug auf die Führung der Umsetzungsprozesse. Die im letzten Frühjahr nach der Indiskretion in der Presse erschienen Schlagzeilen sowie jene nach der Medienkonferenz der OAK vom 28. Februar 2014 waren ebenfalls sehr happig. Unter anderem war von «Chaos in der POM» und von «unhaltbaren Zuständen» die Rede. Auf die Gefahr hin, als unsouverän oder dünnhäutig bezeichnet zu werden: Es tut weh, wenn auf diese Weise auf den Mann gespielt wird. Das tut weh. Ich habe nie bestritten, dass Fehler passiert sind. Allerdings bin ich überzeugt, dass – während gearbeitet wird – nicht nur in der POM und im MIDI Fehler passieren. Ich finde es interessant, dass eine Grossrätin – mit meiner Meinung übereinstimmend – sagt, man müsse den Mitarbeitenden Sorge tragen. Dies, weil unter anderem die Fluktuation von Mitarbeitenden einer der Gründe für gewisse Mängel gewesen sei. Ja, man muss den Mitarbeitenden Sorge tragen! Es ist schwierig, wenn die Gesellschaft eine Null-Toleranz-Kultur fordert, während alle Akteure Menschen sind. Die Null-Toleranz-Kultur führt dazu, dass die Belastung von Mitarbeitenden enorm gross wird, sodass sich diese nichts mehr zutrauen und ausserordentlichen Belastungen ausgesetzt sind. Dies führt auch zu Kündigungen. Dieser Zustand ist beim Staat – und damit ist nicht nur die POM gemeint – vorhanden – und dies vielleicht mehr als in der Privatwirtschaft.
Zurück zum Bericht der OAK: Herr Kropf hat den dritten Absatz auf Seite 5 zitiert. Ich verzichte darauf, diesen Passus ebenfalls zu zitieren. Ich möchte aber nochmals klarstellen, wie sich die Situation für mich als verantwortlicher Regierungsrat präsentiert hat. Ich schätze es, dass der Konzern Kanton Bern mit einem Budget von 10,7 Mrd. Franken über eine unabhängige Finanzkontrolle verfügt. Deren Notwendigkeit und Wichtigkeit steht ausser Frage. Ich habe den Eindruck, dass meine Direktion und ich gut mit der Finanzkontrolle zusammenarbeiten. Wie von Frau Imboden episch unterbreitet wurde, war ich im Jahr 2004 noch Mitglied des Grossen Rats. Die Finanzkontrolle hat das MIP und den MIDI seit 2004 bis 2010 jährlich kontrolliert. Im Rahmen dieser Kontrollen wurden Feststellungen gemacht. Es gehört nun einmal zum System, dass diese Feststellungen drei Stufen umfassen. Dies ist weder eine Erfindung des derzeitigen POM-Direktors noch des Grossen Rats. Diese Regelung wurde bereits früher, im Rahmen des Erlasses des Gesetzes über die Finanzkontrolle, festgelegt. Dass Feststellungen mit der Wesentlichkeit «klein» und «mittel» auf der Ebene der jeweiligen Dienststellen und Ämter bearbeitet werden, ist nicht nur in der POM so. Dies ist die generelle

Praxis. Feststellungen mit der Wesentlichkeit «gross» fliessen in den Quartalsbericht ein. Der Quartalsbericht ist jeweils als vertraulich gekennzeichnet und geht der Regierung zu. Der letzte Quartalsbericht vom vergangenen Dezember umfasst 16 Seiten sowie eine ganze Menge an Feststellungen mit der Wesentlichkeit «gross» bzw. einer auf gelb stehenden Ampel. Nur eine oder zwei Feststellungen betreffen die POM. Die anderen Feststellungen betreffen andere Direktionen. Das ist nicht anklagend gegenüber einer anderen Direktion gemeint. Es entspricht der Aufgabe der Finanzkontrolle, Fehler, Schwächen oder Ungereimtheiten auf den Punkt zu bringen. Die Feststellungen mit den jeweiligen Wesentlichkeiten ergehen zuhanden der Regierung, wo sie diskutiert und vom jeweiligen Regierungsrat mit seinen Organisationseinheiten bearbeitet werden. Ich bestreite nicht, dass Feststellungen mit der Wesentlichkeit «klein» und «mittel» nie vom Regierungsrat behandelt werden.
Um Ihnen ein Beispiel zu geben, verlese ich einen Auszug aus einem Schreiben der Finanzkontrolle. So können Sie sich vorstellen, wie eine solche Feststellung auf einen Regierungsrat wirkt, der kein oberster Buchhalter eines Amtes ist, sondern ein paar andere Aufgaben wahrnimmt. Im Prüfbericht aus dem Jahr 2008 steht unter Ziffer 3, Nachrevision der Finanzkontrolle, folgender Satz: «Die in unseren Prüfberichten vom 22.10.2004 (Migrationsdienst) respektive vom 31.01.2007 (Dienststelle Krankenversicherung und Unterbringung) beanstandeten Punkte sind erledigt.» Welche Aussage entnehme ich einem solchen Bericht? Ich entnehme ihm die Aussage, dass die beanstandeten Punkte mit Wesentlichkeit «mittel» für die Finanzkontrolle erledigt sind. Soweit ein Beispiel. Im Jahr 2011 hat die Finanzkontrolle im MIP/MIDI keine Kontrolle durchgeführt. Hätten Sie – wenn Sie an meiner Stelle gewesen wären – gestützt auf den eben vorgelesenen Satz und aufgrund der Tatsache, dass die Finanzkontrolle im Jahr 2011 keine Kontrolle durchgeführt hat, den Eindruck erhalten, im MIP und im MIDI laufe alles aus dem Ruder? Diesen Eindruck habe ich nicht gewonnen. Nichtsdestotrotz habe ich die KPMG im Frühjahr 2012 mit der Erstellung einer Analyse beauftragt. Dies, weil ich sehen wollte, ob eine externe Wirtschaftsprüfungsfirma die im MIP und im MIDI angewandten Prozesse als gut und zielführend beurteilt oder nicht. Die in Auftrag gegebene Analyse lag dann im Herbst 2012 vor. So sieht es aus. Meine Mitarbeitenden haben der Finanzkontrolle, als diese ihre Kontrolle gemacht hat, die Analyse selbstverständlich ausgehändigt. Meine Damen und Herren, ich habe in aller Bescheidenheit den Eindruck, dass ich die Verantwortung wahrgenommen habe, wo man sie wahrnehmen muss.
Nun möchte ich ein paar andere wichtige Pinselstriche machen: Das MIP umfasst nebst dem MIDI zwei weitere Abteilungen, nämlich den Zivilstands- und Bürgerrechtsdienst sowie den Pass- und Identitätskartendienst. Während den letzten Jahren haben wir beide Abteilungen – unter anderem gestützt auf Vorgaben seitens des Bundes – massiv umgebaut. Beide Abteilungen erbringen sehr geschätzte Dienstleistungen für die Bürgerinnen und Bürger des Kantons. Wenn man aufzählt, was alles schlecht ist, sollte man beachten, dass besagte Abteilungen ebenso einen Bestandteil der Arbeit im MIP ausmachen. Es gibt dennoch ein paar Mitarbeitende, die gute Arbeit leisten. Dass dem definitiv so ist, zeigen viele Rückmeldungen seitens von Kundinnen und Kunden. Im Weiteren möchte ich feststellen, dass die OAK die Leistungsvertragspartner zu Hearings eingeladen hat. Was unsere Leistungsvertragspartner anlässlich dieser Hearings gesagt haben, weiss ich nicht und muss es auch nicht wissen. Ich habe kein Feedback erhalten und folglich keine Kenntnis von den Aussagen. Immerhin habe ich im Rahmen der Diskussion gehört, dass nicht alle schlecht über die Zusammenarbeit mit dem MIP und dem MIDI gesprochen haben. Ich gebe zu, dass die Kommunikation zwischen MIP/MIDI und den Partnern nicht immer gut war. Ich habe einmal den für die Schweiz und Österreich zuständigen Heilsarmeegeneral zusammen mit dem zuständigen Chef der Heilsarmee Flüchtlingshilfe bei mir im Büro gehabt. Aus meiner Sicht haben wir ein gutes, offenes Gespräch geführt. Ich könnte Ihnen eine E-Mail von Paul Mori, Geschäftsleiter der Heilsarmee Flüchtlingshilfe, zeigen, in welcher er sich sehr lobend zur Zusammenarbeit und zur aktuellen Kommunikation zwischen MIP/MIDI und der Heilsarmee äussert. Zumindest dies möchte ich Ihnen gerne mitteilen. Ich habe den Eindruck, dass das MIP und der MIDI sowie ich persönlich im Bereich der Kommunikation Vieles unternommen haben. Ich bin froh darum, zumal die Kommunikation wichtig ist.
Nun möchte ich ein paar Aussagen zur heutigen Diskussion machen, welche ich aufmerksam mit verfolgt habe. Zur Wortmeldung von Herrn Kropf und zu seiner politischen Forderung möchte ich zum heutigen Zeitpunkt noch nichts sagen. Zuerst muss der 30. März über die Bühne gehen. Zu Herrn Schneiter: Die POM muss agieren und das Leitseil in die Hand nehmen. Herr Grossrat Schneiter, dies ist genauso meine Auffassung! Daran arbeiten wir. Ohne Indiskretion, ohne Finanzkontrolle und ohne den OAK-Bericht hätten wir im Herbst 2012 mit der Umsetzung der KPMG-Empfehlungen begonnen. Inzwischen haben wir mit der Umsetzung begonnen. Ich gebe zu, dass die Führung in der ersten Phase vielleicht zu wenig konzis war. Wir sind aber sehr an der Umsetzung interessiert. Grossrat Siegenthaler hat sich daran gestört, dass wir in der Medienmitteilung vom 28. Februar 2014 haben verlauten lassen, dass nichts Neues zu vermelden sei. Dies soll nicht bedeuten, dass wir den Bericht der OAK nicht als wesentlich einstufen. Wenn man sich derart mit der Situation inklusive Dienststellenbericht, Finanzkontrolle und OAK-Bericht befasst, ergibt sich nicht wirklich etwas Neues. Bei den in den acht Empfehlungen abgebildeten Themen handelt es sich um Sachverhalte, mit welchen wir uns beschäftigen. Dies wollten wir zum Ausdruck bringen. Vielleicht war die Formulierung nicht geschickt gewählt. Wir nehmen den Bericht der OAK sehr ernst. Das gilt ebenfalls für den Amtsvorsteher. Ich entschuldige mich an dieser Stelle für sein Fernbleiben von der Sitzung, zu welcher er selber eingeladen hatte. Dies ist auch für mich ein No-go. Allerdings ist er heute verhindert.
Grossrat Siegenthaler hat gefordert, dass die POM die politische Sensibilität zurückgewinnen muss. Das ist mir ein absolutes Anliegen. Ich habe den Eindruck, dass wir bereits Verschiedenes in dieser Richtung zurückgewinnen konnten. Sie haben gefordert, dass alle Direktionen gleich behandelt werden. Ich freue mich, dass Sie diese Forderung als Grossrat stellen. Dies zu fordern, würde ich mich als Mitglied der Regierung nicht wagen. Die Quartalsberichte der Finanzkontrolle beinhalten – wie erwähnt – nicht nur Ge-

schäfte der POM. Herr Grossrat Grimm hat Ausführungen zum System «Asydata» gemacht. Dass «Asydata» ein technisches Problem aufweist, haben wir sehr wohl schon länger bemerkt. Wie Ihnen allen bekannt sein dürfte, findet im Kanton Bern eine unabhängige Überprüfung der Informatik statt. Deshalb kann ich im Regierungsrat keinen Kredit für eine neue Applikation als Ersatz von «Asydata» abholen. So einfach ist es angesichts der Finanzlage des Kantons nicht! Im Übrigen wäre ich froh, wenn dies so verstanden würde. Weiter haben Sie, Herr Grossrat Grimm, moniert, dass die Verträge mit den Partnern Unterschiede aufgewiesen haben, was von niemandem bemerkt worden sei. Die Tatsache, dass wir die Verträge angepasst haben, hat etwas damit zu tun, dass wir die Unterschiede sehr wohl festgestellt haben. Deshalb habe ich den Auftrag erteilt, die Verträge zu vereinheitlichen. Nun sind sie entsprechend angepasst.

Zur Strategie äussere ich mich im Rahmen der Empfehlungen. Dort bin ich eigentlich angelangt, bevor ich zum letzten «Pièce de résistance», der Nachrevision der Finanzkontrolle, komme. Wir nehmen die Empfehlungen eins bis acht alle an. Es trifft nicht zu, dass wir die Empfehlung fünf nicht annehmen möchten. Bei Empfehlung fünf ist zu beachten, dass der Bund das Asylsystem in der Schweiz auf eine neue Basis stellt. Am 28. März 2014 findet im Berner Kursaal die zweite nationale Asylkonferenz statt. Um eine Beschleunigung zu erreichen, werden die entsprechenden, in den Kantonsregierungen zur Diskussion stehenden Anträge dann hoffentlich beschlossen. Es wird darum gehen, dass diejenigen Leute, die Flüchtlinge sind, den Status erhalten, während die abgewiesenen das Land rasch wieder verlassen. Wenn es gelingt, dass die Kantone nur noch 40 Prozent der Asylsuchenden in ihren Unterkünften beherbergen müssen, steht dies in direktem Zusammenhang mit einer möglichen Strategie. Das muss ich an dieser Stelle erwähnen: Wir haben jedes Interesse daran, auch im Asylwesen eine Strategie zu haben. Im Übrigen ist der MIDI nicht die einzige Dienststelle im Kanton Bern ohne eine eigentliche Strategie. Machen wir uns nichts vor! Wenn wir externe Partner haben, ist es wichtig, dass diese wissen, was deren Auftraggeber will und wie der Auftrag erfüllt werden muss. Dies ist die einzige Bemerkung, die ich nebst jener zum System «Asydata» machen möchte. «Asydata» hat mit meinen vorangegangenen Ausführungen zu tun. Wir haben selbstverständlich ein Interesse daran, die Empfehlungen umzusetzen.

Wir befinden uns nach wie vor aktiv in den Umsetzungsarbeiten der Empfehlungen der Finanzkontrolle, der KPMG-Analyse sowie des Berichts der OAK. Die Finanzkontrolle hat in ihrem Nachrevisionsbericht mit Datum vom 26. Februar 2014 festgestellt, dass das MIP bestrebt ist, die Situation zu verbessern. Die betroffenen Mitarbeitenden haben unter grossem Zeitaufwand und mit grossem Engagement an der Behebung der Mängel gearbeitet. Der notwendige Zeitbedarf für die Umsetzung der massgeblichen Arbeiten wurde in der Vergangenheit klar zu optimistisch eingeschätzt. Die vollständige Prozessaufnahme, die Definition des Internen Kontrollsystems (IKS), die Durchführung einer umfassenden Risikobeurteilung sowie die Definition von Schlüsselkontrollen inklusive deren Dokumentation waren im Dezember 2013 noch pendent. Die Aufarbeitung des teilweise verlorenen Know-hows ist zeitintensiv. Die wesentlichen Prozessverbesserungen werden deshalb voraussichtlich im Jahr 2014 umgesetzt und dokumentiert sein. Dabei ist das Risiko der Überlastung der direkt betroffenen Mitarbeitenden gross. Dies muss im Rahmen des Projektmanagements sowie im Zuge des weiteren Vorgehens stärker gewichtet werden. Deshalb wird der aktuelle Umsetzungsstand von der Finanzkontrolle nach wie vor als kritisch beurteilt. Aufgrund dieser Ergebnisse der Nachrevision wird die POM die Aufsicht gegenüber dem MIP im Sinne eines direkten Umsetzungscontrollings seitens der Direktion weiter verstärken. Um die fehlenden Personalressourcen auszugleichen, wird zusätzlich eine externe Fachunterstützung eingesetzt. Ich habe die Amtsleitung im Januar aufgefordert, die Gesamtkoordination auf Amtsebene zu verstärken und noch unklare Schnittstellen im Amt organisatorisch klar festzulegen.

Im Nachrevisionsbericht wurde auch der Handlungsbedarf in der Vertragsgestaltung gegenüber unseren Partnerorganisationen bestätigt. Die Finanzkontrolle hält rückblickend in Bezug auf die vergangenen Jahre einzelne den Partnerorganisationen vertraglich zugesicherte Aufwendungen wie Verwaltungskostenpauschalen, zinsfreie Vorschüsse, vorübergehende Defizitgarantien und Integrationspauschalen für vermeidbar. Die Reduktion der Deckung der Verwaltungskosten der Partner, die direkte und unverzügliche Herabsetzung der Pauschalen gegenüber den Vertragspartnern aufgrund der tieferen Bundespauschalen und die Umwandlung der Vorschüsse in verzinsbare Darlehen werden deshalb per 2014 umgesetzt. Die während der vollständigen Übernahme des Asylwesens durch den Kanton in den Verträgen vorgesehenen Defizitgarantien sind ebenso gestrichen wie bereits im Jahr 2012 die Bezahlung von Integrationspauschalen. Damit werden den Partnerorganisationen in den nächsten Jahren erheblich weniger Mittel zur Verfügung gestellt. Gleichzeitig wird der Beitragscontrolling-Prozess mit den Partnerorganisationen weiter ausgebaut und dokumentiert. Im Bereich der Asylrechnung wird Transparenz geschaffen und somit der Ausweis der zweckgebundenen Verwendung der Bundesgelder weiter erhöht. Für Ausgaben, welche nicht zweifelsfrei durch die Bundespauschalen finanziert und nur im weiteren Sinn für die Unterbringung von Asylsuchenden bedingt sind, werden neu zusätzliche Ausgabenbewilligungen eingehalten.

Noch ein paar Worte zu den Asylreserven: Diese wurden am Schluss vom Präsidenten der OAK moniert. Dieser Begriff erscheint erstmals in einem Regierungsratsbeschluss aus dem Jahr 1996. Die Asylreserven wurden gemäss diesem RRB zuerst von der GEF und danach von der POM weitergeführt, mit dem Zweck, die schwankenden Kosten auszugleichen. Im Jahr 1996 – in einer finanztechnisch anderen Zeit – waren solche Ausgleiche möglich. Dies war die Idee des RRB. Nachdem die Finanzkontrolle die Rechtsgrundlage für die Weiterführung der Asylreserven, das heisst, den RRB aus dem Jahr 1996, als nicht mehr als gegeben betrachtet, hat die POM ein Aussprachepapier über die ganze Thematik der Asylreserven in die Regierung gegeben. Darin greift sie den Vorschlag der Finanzkontrolle auf, wonach die Asylreserven aufzulösen und die Mittel in die Staatsrechnung zu überführen sind. Dabei handelt es sich um 16 Mio. Franken. Die Regierung hat beschlossen,

diese 16 Mio. Franken im Jahr 2014 in die Staatsrechnung zu überführen. Soweit zum RRB. Somit werden die Asylreserven aufgelöst. Die Thematik der Asylreserven wird also kein offener Punkt mehr sein.
Nun zwei Sätze zum vertraulichen Dienststellenbericht «Nachrevision der Finanzkontrolle», der Thema des Ordnungsantrags von Frau Schöni-Affolter war. Ich bin froh, dass Sie sich gegen eine Diskussion in diesem Rahmen ausgesprochen haben. Selbst wenn ein Regierungsrat lange referiert, vermag er den Inhalt eines vertraulichen, 24 Seiten umfassenden Berichts den Grossratsmitgliedern nicht mündlich zu übermitteln, sodass diese dann wissen, worüber sie abstimmen sollen. Natürlich wird dieser Bericht der OAK zugestellt. Das ist klar, zumal er auch Feststellungen mit der Wesentlichkeit «gross» enthält. Daneben wird er der Regierung im Rahmen des nächsten Quartalsberichts zugehen. Insofern mache ich beliebt, diesen Bericht auf den ordentlichen Wegen der vorgesehenen Organe zu beraten. Ansonsten bestünde eine Alternative darin, den Bericht für die Öffentlichkeit am Münsterportal anzuschlagen. Ich stelle fest, dass die Summe der 2,7 Mio. Franken «Schaden aus den offenen Positionen 2006–2012» ebenfalls – wie vom OAK-Präsidenten erwähnt – in der Nachrevision erscheint. Es werden Aussagen zu allen Punkten gemacht, welche die Finanzkontrolle bereits im ersten Dienststellenbericht getroffen hat. Zudem macht die Finanzkontrolle Schätzungen über vermeidbare Aufwendungen in den vergangenen Jahren. Dies sind allerdings Schätzungen. Das ist eigentlich der Inhalt des Nachrevisionsberichts. Vielleicht bin ich etwas formalistisch. Ich habe aber einmal gelernt, dass vertrauliche Dokumente auch als solche behandelt werden und den berechtigten Personen zugehen sollen. Aus diesem Grund verzichte ich darauf, Ihnen die 24 Seiten des Nachrevisionsberichts vorzulesen. Ich danke Ihnen für ein gewisses Verständnis gegenüber dem Direktor der POM und die schwierige Umsetzung der Empfehlungen. Wir sind sehr gewillt, die Empfehlungen der OAK, deren Ausgewogenheit ich sehr schätze, umzusetzen. Vielen Dank.

Le président. Sie haben dieses Votum gehört. Der OAK-Präsident hat mir mitgeteilt, dass es möglicherweise nach dem Votum des Polizeidirektors eine zweite Debatte geben wird. Wünscht der OAK-Präsident nochmals das Wort? – Das ist der Fall.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen PS), président de la Commission de haute surveillance. Ich bin leicht enttäuscht. Was der Polizeidirektor gesagt hat, ist natürlich alles richtig. Ich hätte dennoch erwartet, dass er auch quantitativ etwas genauer wird und die in der Luft liegenden Zahlen bekannt gibt. Dies umso mehr, als es wahrscheinlich nicht mehr lange dauern wird, bis diese bekannt sein werden. Wir werden den Finanzkontrollbericht in der OAK immer noch nicht aushändigen. Dies, um nicht verdächtigt zu werden, ihn an die Presse gegeben zu haben. Mir scheint, der Polizeidirektor verpasst eine Chance, wenn er jetzt nicht bekannt gibt, in welchem Ausmass die Finanzkontrolle den möglichen Schaden für den Kanton, der nicht unbedingt definitiv ist, einschätzt.

Le président. Es gibt Wortmeldungen. Ich bitte Sie nur zum neuesten Votum des Polizeidirektors zu sprechen. Grossrätin Mühlheim, Sie haben das Wort.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Aus diesem Grund hätten wir diese Debatte lieber zuerst geführt. Ich weiss nicht, welche Strategie ein gewähltes Regierungsratsmitglied verfolgt: Wenn etwas bereits so sensibel ist, stellt sich die Frage, weshalb keine offensive Strategie verfolgt und die nächsten und wichtigsten Zahlen auf den Tisch gelegt werden. Damit würde sich Regierungsrat Käser nichts vergeben. Zum Führen gehört auch die Offenheit, ein Parlament ernst zu nehmen. Dass nicht entsprechend gehandelt wird, finde ich ebenfalls sehr schade, sogar verheerend. Aber die FDP-Fraktion kann selber sagen, wie ihr Regierungsrat mit uns umgeht. Ich habe Regierungsrat Käser bereits vor einem Jahr gefragt, welches die wesentlichen drei Kriterien in seinem Amt seien. Er hat mir schon damals auf einer Flughöhe von 10 000 Metern geantwortet und gesagt, es gebe nicht viel zu sagen. Herr Polizeidirektor, jetzt erwarte ich von Ihnen, dass Sie – wie mit der OAK vereinbart – den Mut haben, die drei wesentlichen Punkte zu den finanziellen Konsequenzen, zu den neu offenen Posten und betreffend die zusätzlichen Schwierigkeiten bekannt geben! Ansonsten haben Sie selber ein Führungsproblem gegenüber diesem Rat!

Andreas Blaser, Steffisbourg (PS). Ich möchte eigentlich auf dieser Linie fortfahren. Was jetzt passiert – entschuldigen Sie den Ausdruck –, ist eine Nebelpetarde. Dies ist aus meiner Sicht die schlechteste Möglichkeit, die man in einer solchen Situation wählen kann. Das Gerücht geht um, dass der Schaden nicht rund 2,7 Mio. Franken betrage, sondern sich auf mehr als auf das Doppelte belaufe. Nun möchte ich vom Polizeidirektor eine Zahl zur Grösse des Schadens hören. «Gopfriedstutz», ansonsten weiss ich nicht mehr, weshalb ich an einer solchen Diskussion teilnehme, zumal man gemerkt hat, dass die Nerven blank liegen! Letztlich haben wir nicht nur die ganze Geschichte im Asylbereich. Ich möchte nur daran erinnern, dass wir auch die Angelegenheiten Thorberg und IT-Beschaffungen hinter uns haben. Insofern handelt es sich hier um mehr als nur um einen Einzelfall! Deshalb erwarte ich mehr Mut und eine offensivere Auskunft.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Der Grossratspräsident hat gesagt, man solle sich nur zum Votum des Polizei- und Militärdirektors äussern. Ich äussere mich aber explizit zu dem, was er nicht gesagt hat! *(Hilarité.)* Die Abmachung zwischen dem OAK-Präsidenten und dem Polizei- und Militärdirektor bestand darin, dass der Polizei- und Militärdirektor die Zahlen bekannt gibt. Deshalb haben wir den Ordnungsantrag abgelehnt. Als einzige Zahl weist der OAK-Bericht die rund 2,7 Mio. Franken aus. Ich erwarte, dass der Polizei- und Militärdirektor diese Zahl selber korrigiert. Ich nehme an, dass diese nach oben korrigiert werden muss, ansonsten würden wir keine grosse Sache daraus machen. Dass dies jetzt nicht passiert, enttäuscht mich. Ich schliesse mich den Worten des OAK-Präsidenten an und bitte Hans-Jürg Käser wirklich, hier etwas Nebel wegzuwischen und uns bekannt zu geben, in welcher Grössenordnung sich

diese neue Zahl bewegen wird. Das ist meine inständige Bitte.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich möchte meinem Erstaunen Ausdruck verleihen. Diese Situation ist schwierig. Anfänglich hat die glp-CVP-Fraktion einen Ordnungsantrag gestellt, wonach spezifisch auf die neuen Informationen einzugehen sei. Anschliessend macht der Polizei- und Militärdirektor eine ganze Auflistung von Themen, die in einem Bericht abgehandelt werden. Ich sehe, ehrlich gesagt, nur Nebel und nicht, wo was welche Brisanz hat. Offensichtlich geht es aber um eine grosse Brisanz. Die eben gemachten Andeutungen des OAK-Präsidenten lassen den Schluss zu, dass offensichtlich Abweichungen in grösseren Beträgen vorhanden sind. Kolleginnen und Kollegen, diese Situation ist für dieses Parlament ziemlich unwürdig! Ich habe die Erwartung, dass uns Auskunft erteilt wird über die relevanten Informationen, welche wir beurteilen können müssen! Dies wäre in einer Krisensituation, während der es in besagter Direktion überall brennt, umso notwendiger. Ansonsten haben wir die Situation, dass die ganze Geschichte über Indiskretionen Tag für Tag in den Medien abgehandelt wird, wie wir es in den paar letzten Wochen eigentlich zu Genüge erlebt haben. Deshalb möchte ich den Polizei- und Militärdirektor an dieser Stelle ausdrücklich auffordern, die allenfalls noch vorenthaltenen Informationen bekannt zu geben. Dies wäre im Interesse aller.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich bin ebenfalls der Meinung, dass der Polizeidirektor ein bisschen mehr sagen darf, wenngleich der Bericht letztlich vertraulich ist. Darin besteht natürlich eine Schwierigkeit. Es geht um einen noch nicht vorberatenen Bericht. Ich möchte Sie daran erinnern, dass dazu keine Anträge gestellt werden können. Eigentlich geht es heute darum, den Bericht der OAK in der vorliegenden Form zur Kenntnis zu nehmen. Wir werden über die Kenntnisnahme und über eine Planungserklärung abstimmen. Es verhält sich nicht wie bei einer Gesetzesberatung, wo – je nach dem, was ein Regierungsrat sagt – noch ein Antrag gestellt oder zurückgezogen werden kann. Was der Polizeidirektor möglicherweise noch bekannt geben wird, ändert insofern nichts an unserem Beschluss. Deshalb bitte ich Sie um etwas mehr Gelassenheit! Ich weiss, dass die Wahlen vor der Türe stehen und damit bei gewissen Leuten ein Interesse besteht, die Sache nochmals etwas aufzukochen. Allerdings kochen wir sie heute zum dritten Mal auf. Das erste Mal fand statt, nachdem der Inhalt des KPMG-Berichts durch eine Indiskretion bekannt gegeben wurde und das zweite Mal anlässlich der Pressekonferenz. An letzterer wurde die gleiche Sache von der OAK vorgestellt. Heute haben wir zum dritten Mal die Gelegenheit, die Sache aufzukochen. Irgendwann dürfte das Fleisch langsam «ggäderig» sein! Aber wir können es heute nochmals aufkochen.
Unsere heutige Aufgabe besteht in der Kenntnisnahme des Berichts der OAK. Wir haben nun auch zur Kenntnis genommen, dass die POM an der Behebung der Mängel arbeitet. Deshalb dürfte das Parlament seine Aufgabe zumindest vorläufig erfüllt haben. Mit der Planungserklärung und den am Schluss im Bericht stehenden Erklärungen wird denn auch gewährleistet, dass wir bezüglich der Erfüllung der Empfehlungen weiterhin auf dem Laufenden gehalten werden. Hans-Jürg Käser, vielleicht können Sie, weil es hier im Parlament verlangt wird, etwas mehr an Zahlen nennen. Dies ungeachtet dessen, dass sie für die Kenntnisnahme des Berichts nicht relevant sind.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Ich habe vorhin am Rednerpult gesagt, dass wir Bürgerlichen für Transparenz einstehen. Diese steht für uns an oberster Stelle. Um Transparenz zu schaffen, muss man manchmal in die Offensive gehen. Herr Polizeidirektor, wir stehen hinter Ihnen und werden weiterhin hinter Ihnen stehen! Aber gehen Sie in die Offensive! Ich denke, nur dies kann uns vorwärts bringen. Sie haben unsere Unterstützung. Aber uns ist es – auch seitens der BDP – wichtig, Transparenz zu erhalten. Nun möchte ich noch etwas anderes loswerden: Es ist ein absoluter Affront, dass ein Amtsleiter, der an der ganzen Geschichte mitbeteiligt ist, heute in den Ferien weilt. Ich habe Verständnis dafür, dass Leute Ferien benötigen, wenn sie arbeiten. Das wissen wir alle. Wenn es aber um eine dermassen wichtige Sache geht, darf es einfach nicht sein! Dies gilt auch für den vorher erwähnten Besuch der OAK beim MIP und dem MIDI: Auch damals war der Amtsleiter nicht anwesend. Er hat es offenbar nicht für notwendig erachtet, vor Ort zu sein, um Rede und Antwort zu stehen. Damit dürfte er sich selber in die Defensive begeben haben. *(Applaudissements sur la tribune du public)*

Le président. Ich bitte die Besucher um Zurückhaltung.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Auch mir ist Transparenz wichtig. Frau Grossrätin Schenk, ich habe ein gewisses Verständnis für Ihr Votum. Der Nachrevisionsbericht der Finanzkontrolle nennt drei Punkte. Der eine lautet «Übersicht vermeidbarer Aufwand». Die weiteren zwei Punkte sind im Bericht der OAK enthalten. Bei den weiteren zusätzlichen Punkten handelt es sich zum einen um die Verwaltungskosten, welche auf Plätze anstatt auf Köpfe auszurichten sind. Hätte man die Verwaltungskosten auf die einzelnen Plätze anstatt auf die Köpfe ausgerichtet, hätte dies zu einem Differenzbetrag von etwa 8 Mio. Franken geführt. Hätte man die Reduktion der Bundespauschale bereits im Jahr 2013 auf die Partnerorganisationen überwälzt, hätte dies 6,8 Mio. Franken ausgemacht. Man hat aber mit Rücksicht auf die Partnerorganisationen und die von ihnen beschäftigten Mitarbeitenden auf eine dermassen schnelle und einschneidende Entscheidung verzichtet. Eine Finanzierung aus den Asylreserven wäre denkbar gewesen; die Asylreserven hätten zu diesem Zweck verwendet werden können. Hinzu kommt, dass die Finanzkontrolle die Zinse aufrechnet. Wir wissen aber, dass das Zinsniveau relativ tief ist. Wäre auf den Vorschüssen bzw. Darlehen Zinse von 3 Prozenten berechnet worden, hätte dies rund 3,2 Mio. Franken ausgemacht. Allerdings erhalten Sie nirgends Zinse zu 3 Prozent. Deshalb handelt es sich bei solchen Zahlen um Schätzungen. Sie alle und ich wissen, wie es sich mit der Transparenz verhält: Wenn solche Zahlen einmal genannt sind, werden sie – weil sie im Tagblatt festgehalten werden – geglaubt. Es wäre abzuwägen, wie die Schätzungen bei einem Zinsniveau von 1 Prozent ausfallen würden. Ebenfalls wäre die Überlegung einzubeziehen, wie die Schätzungen ausfallen, wenn die POM

die Asylreserven zur Abgeltung der Differenzen aufgebraucht hätte. Anstatt 16 Mio. Franken würden die Asylreserven jetzt vielleicht 8 Mio. Franken betragen. Die Asylreserven wurden seit dem RRB aus dem Jahr 1996 bereits unter der Führung der GEF immer zum Ausgleich entsprechender Unwägbarkeiten verwendet. Darin besteht letztlich der Grund, weshalb ich Hemmungen habe, etwas aus einem vertraulichen Bericht bekanntzugeben, den niemand im Vorfeld studieren konnte. Ihre Voten und Aufforderungen sind mir aber Befehl. Deshalb habe ich Ihnen die Schätzungen nun in dieser Form genannt.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS), président de la Commission de haute surveillance. Ich danke Ihnen bestens. Somit ist unsere Abmachung eingehalten. Es ist klar, dass es sich erst einmal um Feststellungen oder Schätzungen der Finanzkontrolle handelt. Diese werden von den zuständigen Leuten bei uns in der OAK zusammen mit der Finanzkontrolle und den Leuten der POM weiterbearbeitet werden. Ich möchte betonen, dass es sich nicht um hinausgeworfenes Geld handelt, sondern um das, was als vermeidbar kritisiert wird, wenn man etwas anders vorgegangen wäre. Gleichwohl sind es happige Zahlen. Deshalb ist es wichtig, dass diese bekannt sind. Damit hören die Spekulationen und Verdächtigungen vielleicht einmal auf.

Le président. Wir schreiten zu den Abstimmungen. Wir stimmen separat über die zwei Ziffern der Planungserklärung ab. Wer Ziffer 1 der Planungserklärung, zu deren Entgegennahme die OAK bereit ist, annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification, ch. 1)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	146
Non	0
Abstentions	2

Le président. Sie haben Ziffer 1 der Planungserklärung angenommen. Wir kommen zu Ziffer 2 der Planungserklärung betreffend den Ergänzungsbericht. Wer Ziffer 2 der Planungserklärung überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification, ch. 2)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	146
Non	2
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer 2 der Planungserklärung ebenfalls angenommen. Bevor wir über die Kenntnisnahme des Berichts abstimmen, möchte Grossrätin Mühlheim das Abstimmungsverhalten ihrer Fraktion erklären. Frau Mühlheim, Sie haben kurz das Wort.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ich fasse mich kurz. Wir möchten begründen, weshalb wir uns der Stimme enthalten werden. Der Bericht der OAK ist sehr gut. Die OAK hat super gearbeitet. Dafür möchte ich allen herzlich danken. Uns ist es wichtig festzuhalten, weshalb wir uns der Stimme enthalten. Wir tun dies aus folgendem Grund: Nach dem letzten tragischen Spiel, welches der Polizeidirektor hier abgeliefert hat und mit den neuen Zahlen im Betrag von 18 Mio. Franken, welche er nicht freiwillig und in Offenheit bekannt gegeben hat, sind wir nicht sicher, ob er die Situation vollständig erkannt hat und bereit ist, die Führungsverantwortung gegen innen und gegen aussen zu übernehmen. Deshalb werden wir uns bei der Abstimmung über den Bericht der Stimme enthalten.

Le président. Dies war etwas mehr als eine Erklärung. Wir stimmen über die Kenntnisnahme des Berichts mit den zwei Ziffern der Planungserklärung ab. Wer den Bericht so zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote final (pris de connaissance du rapport)

Décision du Grand Conseil:
Prise de connaissance assortie de la déclaration de planification

Oui	143
Non	0
Abstentions	5

Le président. Sie haben den Bericht der OAK zur Kenntnis genommen. Damit ist die Debatte über den Asylbericht beendet.

Affaire 2013.1662

Schlossberg Thun SA et Ville de Thoune: château de Thoune. Subvention du Fonds de loterie

Annexe 6, ACE 1754/2013

Le président. Wir fahren mit gemäss Traktendenliste fort. Jetzt ist es 15.15 Uhr. Es ist zwar etwas mutig, aber ich riskiere es, auf die Durchführung der Abendsessionssitzung zu verzichten. Wir werden bis etwa 16.45 Uhr beraten und dann einen Imbiss einnehmen. Allenfalls müssten Sie morgen und nächste Woche etwas Gas geben. Wir riskieren es jetzt einmal, obwohl wir ziemlich viel des gewonnen Vorsprungs eingebüsst haben. Verschiedene Ratsmitglieder wären froh, wenn heute Abend keine Sessionssitzung stattfindet.
Wir kommen zu Traktandum 33 betreffend den Beitrag aus dem Lotteriefonds an die denkmalpflegerischen Restaurations- und wertvermehrenden Umbauarbeiten der Stadt Thun und der Schlossberg AG. Dieses Kreditgeschäft wurde von der FIKO vorberaten. Es liegt kein Antrag vor. Der Kommissionssprecher verzichtet auf ein Votum. Somit können wir direkt zur Abstimmung schreiten.

Wer diesen Kredit bewilligt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein. Ich bitte Sie um etwas mehr Ruhe!

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	136
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben dem Kreditgeschäft zugestimmt.

Affaire 2013.1663

Rénovation du théâtre de la ville de Langenthal – contribution du Fonds de loterie

Annexe 6, ACE 1755/2013

Le président. Zu Traktandum 34, dem Beitrag aus dem Lotteriefonds an die Sanierung des Stadttheaters Langenthal, liegt ebenfalls kein Antrag vor. Wünscht die Kommissionssprecherin das Wort? – Das ist nicht der Fall; Grossrätin Schöni-Affolter verzichtet auf ein Kommissionsvotum. Gibt es anderweitige Wortmeldungen? – Das ist nicht der Fall. Wer diesem Kreditgeschäft zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	133
Non	0
Abstentions	1

Le président. Sie haben auch dieses Kreditgeschäft gutgeheissen.

Affaire 2014.0036

N° de l'intervention:	017-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	12.01.2014
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole) Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	226/2014 du 26 février 2014
Direction:	POM

Initiative «Pas de naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale»: méthode douteuse du gouvernement bernois

Pour mettre en œuvre l'initiative « Pas de naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale », adoptée par le corps électoral bernois, le Conseil-exécutif a fait des choix surprenants et douteux. Ainsi, il met en application des dispositions contestées de cette initiative dès le 11 décembre 2013 au motif qu'elles s'appliqueraient aussi aux procédures en cours.

Alors que le Conseil-exécutif aurait pu d'abord faire garantir la modification de la Constitution cantonale par l'Assemblée fédérale avant de mettre en vigueur les dispositions, ce qui, dans ce cas, aurait certainement été la procédure correcte, il a fait le choix inverse, controversé. C'est plus qu'inquiétant car la Confédération pourrait déclarer la nouvelle norme constitutionnelle nulle ou partiellement nulle, comme l'écrit le Conseil-exécutif dans son communiqué de presse du 6 décembre 2013. Que se passerait-il alors ? Le Conseil-exécutif abrogerait-il rétroactivement les modifications hâtives du 11 décembre 2013 ? N'est-ce pas absurde ?

Bien que l'expertise commandée par le Conseil-exécutif (M. Buchli, 28 août 2013) attire l'attention sur les difficultés en plusieurs endroits (p. ex. le fait que bénéficier de l'aide sociale ou avoir commis une infraction – les infractions n'apparaissent plus dans l'extrait de casier judiciaire après un délai de 15 ans – constituent des obstacles absolus à la naturalisation), le Conseil-exécutif ne dit pas comment mettre en œuvre l'initiative dans le respect du droit. Le Conseil-exécutif met donc en œuvre une initiative qui pourrait ne pas résister à l'interdiction de discrimination, comme mentionné également dans l'expertise en question (p. 22, à partir du paragraphe 77).

Dans son communiqué de presse du 6 décembre 2013, le Conseil-exécutif écrivait ceci : « Les autorités cantonales et communales de naturalisation interprèteront et appliqueront les nouvelles dispositions instaurées par l'initiative populaire conformément à la Constitution et à la législation fédérale. De son côté, la POM va exposer la nouvelle pratique cantonale dans le Guide en matière de procédure de naturalisation et d'admission au droit de cité et, au besoin, adaptera la législation cantonale. » Et voilà que les nouvelles dispositions de l'initiative doivent déjà être applicables à partir du 11 décembre 2013. Notre question est donc toute simple : quand sera-t-il temps de procéder à ces adaptations ?

Etant donné que le Conseil-exécutif laisse de nombreuses questions en suspens dans cette malheureuse affaire et que sa méthode semble problématique, nous le prions de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi le Conseil-exécutif met-il en œuvre les nouvelles dispositions de cette initiative, contestée, avant que la modification de la Constitution cantonale ne soit garantie par l'Assemblée fédérale ?
2. Certains candidats et candidates à la naturalisation ont déjà payé les émoluments de naturalisation. Comme la mise en vigueur précipitée des nouvelles dispositions de l'initiative concerne aussi des procédures de naturalisation en cours, je me demande si l'on a le droit de changer les règles du jeu en cours de jeu.
3. Que se passerait-il si l'Assemblée fédérale n'accordait pas la garantie et que la nouvelle norme constitutionnelle était entièrement ou partiellement frappée de nullité ? Le Conseil-exécutif abrogerait-il rétroactivement les modifications du 11 décembre 2013, prises dans la précipitation ? Ne serait-ce pas inhabituel ?

4. Comment le Conseil-exécutif va-t-il procéder avec les infractions qui ne figurent plus ou pas dans l'extrait du casier judiciaire ?
5. Quand le Conseil-exécutif a-t-il soumis le nouveau droit à l'Assemblée fédérale pour qu'elle accorde sa garantie?

Réponse du Conseil-exécutif

Le 24 novembre 2013, le peuple bernois a accepté l'initiative «Pas de naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale» à 55,8 pour cent, ce qui a entraîné une modification de l'article 7 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1). Le Conseil-exécutif est tenu d'obtenir la garantie de la nouvelle disposition de la part de la Confédération (Assemblée fédérale – cf. réponse 5). Cette garantie n'a toutefois pas d'effet constitutif et ne s'oppose donc pas à l'entrée en vigueur de ladite disposition.

1. Si les initiatives populaires contiennent souvent une disposition chargeant le Conseil-exécutif de fixer la date d'entrée en vigueur, ce n'est pas le cas en l'espèce, de sorte que le gouvernement n'est pas habilité à déterminer une telle date pour le nouvel article 7 ConstC ni à attendre la garantie de l'Assemblée fédérale pour ce faire. L'entrée en vigueur de l'initiative a été déterminée en vertu des principes généraux du droit, et la nouvelle disposition constitutionnelle est devenue applicable dès la publication de l'arrêté de validation pris par le Conseil-exécutif à l'issue de la votation et publiée dans la Feuille officielle le 11 décembre 2013.
   Avant qu'une norme constitutionnelle entre en vigueur, il convient de déterminer si elle est directement applicable. Pour ce faire, on se fonde sur son degré de précision. Ainsi, les normes de caractère général doivent être précisées dans la loi, alors que les normes précises sont directement applicables; de l'avis de la Direction de la police et des affaires militaires (POM), compétente pour l'octroi du droit de cité cantonal, c'est le cas de la plupart des dispositions contenues dans le nouvel article 7 ConstC.
2. L'initiative étant entrée en vigueur le 11 décembre 2013, il faut déterminer quel droit s'applique aux procédures en cours à cette date. La plupart des normes nouvelles contiennent à cet effet des dispositions transitoires, mais l'initiative en question n'en présente aucune. En règle générale, c'est toujours le nouveau droit qu'il faut appliquer lorsqu'une modification intervient au cours d'une procédure de première instance. En outre, s'agissant de la situation des personnes ayant présenté une demande de naturalisation (p. ex. leur respect de l'ordre juridique ou leur situation financière), elle doit être examinée sur une certaine durée. C'est pourquoi le nouveau droit est déjà applicable à toutes les procédures en cours depuis le 11 décembre 2013. De plus, les personnes qui avaient déposé une demande de naturalisation après l'aboutissement de l'initiative, en février 2012, devaient prendre en considération l'éventualité d'une modification de la loi.
3. Si la Confédération venait à refuser d'octroyer sa garantie, la nouvelle disposition constitutionnelle devrait être déclarée nulle, entièrement ou partiellement, et ce depuis le début. Cela signifierait qu'elle n'aurait jamais été valable, de sorte que le Conseil-exécutif n'aurait pas besoin de l'abroger par voie d'arrêté. Afin d'éviter aux personnes candidates à la naturalisation d'être désavantagées, les autorités cantonales et communales compétentes ont la possibilité de suspendre le traitement de certains cas délicats jusqu'à la fin de la procédure d'octroi de la garantie fédérale.
   Cette procédure devrait en principe aboutir dans le courant de l'année 2014, si bien que l'avenir juridique de l'article 7 ConstC devrait être connu dans un futur proche. Dans l'hypothèse où la nouvelle norme serait déclarée nulle, les personnes qui, dans l'intervalle, auraient vu leur demande de naturalisation rejetée sur sa base auraient la possibilité de déposer une nouvelle demande.
4. En vertu de l'article 13, alinéa 1 de la loi du 9 septembre 1996 sur le droit de cité cantonal et le droit de cité communal (loi sur le droit de cité, LDC; RSB 121.1), le Conseil-exécutif a délégué sa compétence d'octroi du droit de cité cantonal à la POM. C'est donc à cette dernière qu'il incombe de déterminer la pratique en matière de naturalisations, en respectant bien sûr la législation fédérale et cantonale.
   La question formulée au point 4 soulève la problématique des délais à l'issue desquels il ne faut plus tenir compte d'infractions dans le cadre d'une procédure de naturalisation. Le Conseil-exécutif estime qu'il ne faudrait pas retenir des condamnations qui ont été supprimées du casier judiciaire. Il fonde sa conception sur l'article 369, alinéa 7 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0), lequel interdit la reconstitution de l'inscription d'une condamnation une fois qu'elle a été supprimée du casier judiciaire. Il s'agit là d'une disposition fédérale, que les autorités cantonales sont tenues de respecter. Le principe de proportionnalité et la Constitution seraient bafoués si une personne ayant fait l'objet d'une condamnation se voyait refuser la naturalisation pendant plusieurs dizaines d'années, voire à vie. Cet avis juridique reste valable même après l'entrée en vigueur du nouvel article 7 ConstC.
5. Par lettre du 11 décembre 2013, le Conseil-exécutif a prié le Conseil fédéral d'initier une procédure d'octroi d'une garantie par l'Assemblée fédérale.

Le président. Wir kommen zu Traktandum Nr. 35, der Interpellation Sancar. Der Interpellant ist von der Antwort teilweise befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab. Grossrat Sancar, Sie haben das Wort. Ich bitte Sie um mehr Ruhe im Saal! *(Le président agite sa cloche.)*

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Antwort des Regierungsrates ist teilweise befriedigend. Die Fragen werden präzise beantwortet, was wir schätzen. *(Le président agite sa cloche.)* Dennoch bleibt das Vorgehen der Direktion fragwürdig. Ein Gesetz wird in Kraft gesetzt, obwohl man daran zweifelt, ob die Bundesversammlung die Gewährleistung erteilt. Grund dafür ist die Tatsache, dass dieses Gesetz eine Gruppe von Menschen diskriminiert und sie wegen nicht selbstverschuldetem Sozialhilfebezugs aus dem Einbürgerungsprozess ausschliesst. Dieses Vorgehen ist

ungewöhnlich, kompliziert und widersprüchlich. Viel einfacher wäre es doch, wenn das Gesetz erst nach der Gewährleistung durch die Bundesversammlung mit klaren Bestimmungen in Kraft gesetzt würde. Die Antwort hilft nicht weiter; denn sie begründet nicht, warum dieses Vorgehen gewählt wurde.

Le président. Es ist wieder sehr unangenehm laut im Saal. Gehen Sie bitte nach draussen, um zu reden!

Affaire 2013.1232

N° de l'intervention:	268-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	91/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	POM

Police cantonale: convergence des compétences et des responsabilités

Le Conseil-exécutif est chargé de concevoir les modifications légales nécessaires pour que la responsabilité politique de la Police cantonale soit transférée au canton.

Développement

D'après un principe majeur de gestion, la responsabilité et les compétences (moyens) doivent coïncider. Or, les interventions de la Police cantonale (POCA) bafouent ce principe.

Sur le papier, les communes ont la « responsabilité politique » des interventions de la POCA. Les conseils communaux et les directeurs communaux de la police et de la sécurité dépendent considérablement de la Police pour imposer le droit (et ce, dès l'analyse du danger) ; or c'est le canton qui assume responsabilité politique et opérationnelle de la Police. Cela se révèle de plus en plus impraticable. Selon les cas, le partage des responsabilités peut être lourd de conséquences. Tant que les politiques et la KAPO sont d'accord sur la façon de procéder, cela importe peu ; comme pour n'importe quelle structure ou organisation, du reste, tant qu'elles ne sont pas mises à l'épreuve. Mais en cas de désaccord, avant une intervention ou, à plus forte raison, après un éventuel échec, chacun reporte la responsabilité sur l'autre. Les autorités communales peuvent notamment arguer que la Police n'a pas mis à disposition les moyens nécessaires. La Police peut, éventuellement avec le soutien des autorités cantonales, rétorquer qu'elle aurait employé ces moyens différemment ou que les autorités communales ont mal évalué les risques et n'ont donné aucun crédit à leur avis. La Police est subordonnée au canton. Ce flou autour des tâches, des compétences et des responsabilités, résultat de l'actuelle règlementation, ne peut plus durer, surtout lorsqu'il en va de la sécurité.

Mais il y a un autre motif pour régler cette situation : les communes sont actuellement dans l'incapacité d'assumer leur « responsabilité politique ». Avoir la responsabilité sur le papier, sans les moyens nécessaires, ce n'est pas satisfaisant. Une nouvelle réglementation qui répartirait les rôles sans équivoque et conférerait une vraie responsabilité politique aux communes améliorerait l'intégration des communes par la Police.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif ne partage pas l'avis selon lequel il y aurait un flou autour des tâches, des compétences et des responsabilités. Il estime que les rôles sont clairement définis.

Comme chacun sait, le Conseil-exécutif a fait évaluer le projet Police Bern. Il a soumis le rapport d'évaluation, daté du 5 juin 2013, au Grand Conseil, lequel a formulé des déclarations de planification et les a adoptées par 121 voix contre quatre (et 4 abstentions). Le rapport aborde la question de la collaboration entre les communes et la Police cantonale. De nombreux points ont d'ores et déjà été réglés, et la Police cantonale s'attachera à mettre en oeuvre les mesures prises, dès 2014. Certains points devront toutefois être politiquement débattus, à l'occasion de la révision totale de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), qui débutera en 2014.

Dans le cadre de l'évaluation, il a été décidé que le concept de base resterait le même, c'est-à-dire que les compétences des communes en matière de police de sécurité et de police routière ne changeraient pas et que la responsabilité de l'exécution des tâches reste du ressort exclusif de la Police cantonale. Cette décision a été approuvée dans le cadre de l'adoption de la révision partielle de la LPol par le Grand Conseil à la session de novembre 2006 (105 oui contre 19 non et 20 abstentions) et par environ 80 pour cent de la population lors de la votation du 11 mars 2007. À cette époque, des discussions avaient déjà été menées sur la possibilité d'une répartition des responsabilités, comme le propose l'auteur de la motion. Cette possibilité figurait même comme argument contre le projet dans le message adressé à la population lors de la votation. Aucun élément nouveau ne ressort par ailleurs de la présente motion ou du rapport d'évaluation.

Le sondage mené dans le cadre de l'évaluation de Police Bern a montré qu'une très grande partie des communes approuvaient le concept de base. En effet, environ trois quarts des communes ayant conclu un contrat sur les ressources ou un contrat de prestations et 89 pour cent des autres communes estiment que le système Police Bern fonctionne bien. Seules les critiques suivantes ont été formulées.

- Possibilités de pilotage insatisfaisantes
- Inégalité de traitement en ce qui concerne la disponibilité de base
- Possibilités insatisfaisantes en matière de répression de violations mineures de l'ordre public
- Possibilités insatisfaisantes en matière d'achat de prestations supplémentaires

Comme cela a été mentionné précédemment, des solutions ont déjà été trouvées pour certains points; les autres seront traités dans le cadre de la révision totale de la LPol. Dans ce contexte, les déclarations de planification du Grand Conseil seront déterminantes.

Malgré la difficulté théorique évidente que représente la séparation entre la responsabilité stratégique et la mise en

oeuvre opérationnelle, le système a fait ses preuves ces cinq dernières années lors de la gestion de manifestations délicates par la police de sécurité. La commune, en tant qu'entité responsable de l'utilisation de l'espace public et achetant des prestations, et la Police cantonale, en tant qu'entité fournissant les prestations et participant aux poursuites pénales, doivent accomplir leurs tâches en tenant compte l'une de l'autre. Le domaine de la sécurité publique n'est pas, contrairement aux inquiétudes de l'auteur de la motion, déterminé par des opinions politiques, mais il est caractérisé par une perception mutuelle objective des rôles de chacun. Le Conseil-exécutif estime que cette collaboration pragmatique dans le domaine de la sécurité publique a, jusqu'à présent, donné des résultats positifs dans tout le canton, notamment lors de manifestations d'envergure. Aucune commune ayant conclu un contrat avec le canton n'a été lésée.
Il faut aussi mentionner que la répartition des responsabilités est le résultat du système propre au canton de Berne en matière de financement de la police. L'un des objectifs du projet Police Bern était d'éviter que le canton ou les communes doivent supporter des changements financiers trop importants. Du moment que les communes sont tenues d'apporter leur contribution au financement de la Police cantonale, il faut leur accorder une certaine latitude en matière de pilotage, ce que le système actuel des contrats permet. Les questions de financement seront abordées dans le cadre de la révision totale de la LPol.
En résumé, la répartition des responsabilités entre les communes et la Police cantonale est clairement réglée et a fait ses preuves à plusieurs reprises. Les différents acteurs assument leurs responsabilités de façon objective en cherchant à atteindre les buts fixés. Les attentes relatives aux rôles de chacun et à l'accomplissement des tâches sont donc remplies, notamment dans le cadre d'interventions délicates telles que les manifestations d'envergure. Aucun élément nouveau ne ressort de la présente motion, qui remet en question le concept de base pourtant déjà confirmé à plusieurs reprises. Le Conseil-exécutif est néanmoins disposé à discuter des questions soulevées lors de la révision totale de la LPol avec les entités concernées. Il propose donc d'adopter la motion sous forme de postulat.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zu Traktandum 36, zur Motion Müller. Die Regierung ist bereit, diese Motion als Postulat zu akzeptieren. Grossrat Müller, Sie haben das Wort.

Philippe Müller, Berne (PLR). «Ein Raum, ein Chef, eine Verantwortung»: Dies habe ich vor langer Zeit einmal gelernt. Wenn man die Verantwortung hat, bedarf es in der Tat der entsprechenden Mittel, um diese wahrzunehmen. Es spielt keine Rolle, ob dies in der Verwaltung oder in der Wirtschaft der Fall ist. Die Verantwortung und die Mittel müssen deckungsgleich sein. Bei der politischen Verantwortung für die polizeiliche Sicherheit im Kanton Bern verhält es sich nicht so. Verantwortlich sind die Gemeinden. Der Kantonspolizei fehlt aber das entsprechende Mittel. Der Kommandant der Kantonspolizei ist dem Regierungsrat gegenüber Rechenschaft schuldig. Die Regierung ist weisungsbefugt, nicht aber die Gemeinden. Dies ist der Geburtsfehler der Einheitspolizei oder eher deren politischer Preis. Die Stadtregierung schreibt, die Volksabstimmung zu Police Bern sowie die Zustimmung zum Evaluationsbericht seien klar ausgefallen. Auch ich habe beidem zugestimmt. Das heisst aber nicht, dass kein Korrekturbedarf besteht. Solange nichts passiert bzw. solange alles gut läuft, spielt dies keine Rolle. Wenn aber ein Einsatz der Polizei nicht wie von allen gewünscht herauskommt, geht der Trubel los. Ich glaube, ich muss Sie nicht an die unendlichen Diskussionen und Debatten bezüglich der Gewalttätigkeiten anlässlich einer SVP-Demonstration auf dem Bundesplatz vor ein paar Jahren erinnern oder an das «Gschtürm», welches fast jedes Mal losgeht, wenn die Polizei gegen einen so genannten «Abendspaziergang» in der Stadt Bern vorgeht. Wie die Regierungsmehrheit darauf kommt, in der Motionsantwort zu schreiben, der Bereich der öffentlichen Sicherheit sei «nicht von parteiideologischen Ansichten geprägt» ist mir schleierhaft! Und ob diese ideologisch geprägt ist! Damit soll klar gesagt sein, worum es geht: Es geht insbesondere um unbewilligte Demonstrationen, um so genannte «Abendspaziergänge», um vermummte Aktivisten, um Ausschreitungen und verletzte Polizisten. Dies alles findet vorzugsweise in der Stadt Bern statt, nicht aber in Bowil oder in Corgémont.
Bei diesem Vorstoss geht es sicher nicht darum, den Gemeinden etwas wegzunehmen. Polizeieinsätze anlässlich eines Hornusserfests würden auch mit der neuen Regelung von den Gemeindevertretungen zusammen mit der Polizei vorbereitet. Daran würde sich sicher nichts ändern. Wenn wir eine Polizei haben, welche der Kantonsregierung bzw. dem Polizeidirektor gegenüber verantwortlich ist – letzterer trägt auch die politische Verantwortung für den Einsatz – so könnten wir verhindern, dass jeder versucht, den «Schwarzen Peter» nach einem Fehleinsatz weiterzuschieben. Dies ist leider bereits verschiedentlich vorgekommen. Mir ist bewusst, dass diese materiell-inhaltlichen Fragen von Finanzfragen überlagert werden. Mir ist ebenfalls bewusst, dass die Revision des Polizeigesetzes (PolG) bevorsteht. Ich bin gespannt auf die Debatte. Danach sehen wir weiter.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Grundsätzlich ist die BDP-Fraktion nie sonderlich glücklich, wenn politisch nicht lösbare, kommunale Probleme mittels Vorstössen in das kantonale Parlament hineingetragen werden. Dies ist vor allem dann der Fall, wenn die kommunalen politischen Mehrheiten nicht mit denjenigen im Grossen Rat identisch sind. Dies trifft genau auf den vorliegenden Vorstoss zu. Dennoch betrifft er den ganzen Kanton. Deshalb ist es wichtig, diese Frage im Parlament zu besprechen. Sicherlich wirkt sich die geteilte politische Verantwortung für die Polizei im Kanton Bern manchmal unglücklich auf den Vollzug aus. Es ist auch nicht von der Hand zu weisen, dass die direkt Betroffenen nicht sonderlich glücklich über den Umstand sind, dass gerade in der Stadt Bern die politische Landschaft eine teilweise unglückliche Hand mit Polizeieinsätzen und deren Folgen zeigt. Mit den direkt Betroffenen meine ich unsere Polizistinnen und Polizisten, die tagtäglich den Kopf für unseren Rechtsstaat hinhalten müssen oder dürfen. Es ist nicht schön, dass sich unsere Ordnungshüter stundenlang von einem sich frei tanzenden Mob beleidigen lassen müssen – von Autonomen, welche die Stadt in

Schutt und Asche legen wollen und nichts anderes im Kopf haben, als Gewalt, Zerstörung und Provokation! Hinzu kommt, dass sich die politischen Würdeträger der Regierungsparteien in der Stadt regelmässig dahingehend vernehmen lassen, dass eigentlich auch die Polizei ein bisschen schuld an der Eskalation sei. Dies, weil sie entweder eine zu starke, eine zu wenig starke oder gar keine Präsenz aufgezeigt habe, wenn die Anhaltungen unverhältnismässig gewesen seien oder wenn die Polizei alles falsch gemacht habe. Dies ist für die direkt betroffenen Polizistinnen und Polizisten frustrierend! Diese Signale habe ich aus dem Polizeicorps schon von direkt Betroffenen gehört. Diese haben langsam genug davon. Diesbezüglich gilt es auch für das Kantonsparlament, welches die politische Verantwortung momentan noch nicht trägt, bei solchen Einsätzen hinzusehen und allenfalls Lösungen zu diskutieren.
Die BDP-Fraktion geht mit dem Motionär einig, dass eine einheitliche politische Verantwortung für die Polizei und somit auch für deren Einsätze sicherlich zu einer Entspannung dieser Situation führen könnte. Die BDP ist aber ebenso der Ansicht, dass der vorliegende Vorstoss nicht die alleinige Lösung bringen kann. Vielmehr appellieren wir an die politischen Verantwortungsträger, ihre Verantwortung für die kommunalen Polizeieinsätze wahrzunehmen. Kolleginnen und Kollegen, es genügt nicht, sich mittels Lippenbekenntnissen dem Rechtsstaat zu verschreiben und anschliessend die realen Taten zu dessen Durchsetzung zu verweigern! Die Police Bern wurde grundsätzlich auf der hier erwähnten, geteilten Verantwortung aufgebaut. Wie die in diesem Saal beratene Evaluation aufzeigt, funktioniert dieses System gar nicht schlecht. Sicher besteht Optimierungsbedarf. Mit der vorliegenden Motion, welche die kategorische Verschiebung der politischen Verantwortung verlangt, wird aus unserer Optik das Kind mit dem Bad ausgeschüttet. Nicht nur die Verantwortung der Polizei ist momentan geteilt, sondern auch die Finanzierung. Eine Verschiebung der politischen Verantwortung würde auch ein neues Finanzierungsmodell bedingen. Diese Fragen, Kolleginnen und Kollegen, müssen noch intensiv diskutiert werden. Die BDP-Fraktion geht davon aus, dass die anstehende Änderung des PolG die nötige Plattform und die nötigen Ressourcen zur Verfügung stellen wird. Aus diesem Grund ist die Mehrheit meiner Fraktion zur Annahme des vorliegenden Vorstosses in der Postulatsform bereit, sie lehnt jedoch die Motionsform ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Für die Sicherheit in den Gemeinden sind die Politik und der gewählte Gemeinderat verantwortlich, nicht aber die Polizei. So ist es, so ist es immer gewesen und so soll es bleiben. Der vorliegende Vorstoss ist ein typisches Stadt Berner Anliegen. Wer von Ihnen während den Jahren 2006 und 2007 bei der Diskussion über das neue Police-Bern-Konzept und -Gesetz dabei war, weiss, dass die Sache lange diskutiert wurde. Wie bereits vorhin erwähnt, ist es ein typisches Phänomen der Stadt Bern, dass es manchmal Querelen zwischen der so genannt strategischen und der operativen Ebene der Polizei gibt. Dies lässt sich sicher nicht mit diesem Vorstoss lösen. Die Stadt Bern hat manchmal ein Problem. Wie meine Vorgänger stehe ich dafür ein, dass die Polizei nur das tun kann, wofür sie im politischen Kontext verantwortlich ist. Wenn wir «Zoff» in den Gemeinden haben, ist schlussendlich das politische System verantwortlich, eine Lösung zu finden.
Die Verschiebung der Kompetenz ist weder zukunftsgerichtet, noch sinnvoll. Stellen Sie sich folgendes vor: Irgendein Gemeinderat könnte rund um die Reithalle etwas beschliessen, wofür die Polizei dann die Verantwortung übernehmen müsste. Das kann es nicht sein! Aus dem Grund des Stufensystems obliegt die strategische Verantwortung folglich der Gemeinde und ihrer zuständigen Exekutive. Die operative Stufe des Einsatzes obliegt dem Kommandanten. Diese Zusammenarbeit ist herausfordernd. Sie bedarf viel Vertrauen, einer guten Zusammenarbeit und gegenseitigen Verständnisses. Mit der vorliegenden Variante werden wir das Problem aber nicht lösen können. Aus diesem Grund wird unsere Fraktion dem Anliegen auch nicht in der Postulatsform zustimmen. Dies, weil wir es als quer in der Landschaft erachten und deshalb nicht weiter geprüft haben möchten.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion wird den Vorstoss ablehnen. Der Vorstoss möchte, dass die strategische Verantwortung der Polizeieinsätze von den Gemeinden an den Kanton übertragen wird und die Gemeinden dennoch weiterhin dafür zur Kasse gebeten werden sollen. Unzufriedenheiten bestehen, weil die Polizei die politische und operative Verantwortung manchmal vermischt. Insofern stellt sich eher die Frage, ob sich die Gemeinden nicht besser in die operative Verantwortung einmischen sollten. Wie der Regierungsrat richtig feststellt, wurde während der Kantonalisierung der Polizei die Verteilung der Verantwortung mit den Gemeinden so vereinbart. Zur Erinnerung: Die damalige Polizeidirektorin der Stadt Bern war eine FDP-Kollegin. Die grossen Gemeinden haben sogar über die sie betreffenden Ressourcenverträge abgestimmt. Für diese strategische Verantwortung bezahlen die Gemeinden hohe Beträge an die Polizei. Es geht nicht einfach um die vom Motionär erwähnte politische Verantwortung. Die politische Verantwortung obliegt allen! Wenn die Gemeinden zu den Einsätzen auf ihrem Boden nichts mehr zu sagen haben, dann müssen die Ressourcenverträge aufgelöst werden. Folglich würde die gesamte Finanzierung über die Kantonskasse laufen. Dies wären die logischen Konsequenzen der Umsetzung der Motion.
Übrigens: Warum stört es, wenn die strategische Verantwortung der jeweiligen Gemeinde obliegt? Die Gemeinderätinnen und Gemeinderäte sind – wie der POM-Vorsteher – auch vom Volk gewählt und genauso für ihre Aufgaben legitimiert. Welches Demokratieverständnis führt dazu, die Verantwortung von den Gemeinden dem Kanton zuzuschieben, wo doch die Gemeindeautonomie in anderen Geschäften so hochgehalten wird, nur weil jemandem die politische Zusammensetzung in einer Gemeinde gerade nicht passt? In den Gemeinden gibt es politische Vorstösse, die das Umgekehrte fordern. Dies, weil sie bezahlen und die Einsätze auf ihrem Gemeindeboden stattfinden. Diese Forderungen sind legitim und machen wohl mehr Sinn, als die gesamte Entscheidungskompetenz dem Kanton zu übertragen. Wie gesagt müssten bei der Kantonalisierung der Gesamtkompetenzen auch die finanziellen Konsequenzen gezogen werden. In der Folge würden die Gemeinden kei-

nen Rappen mehr an die Polizei bezahlen. Die Grünen lehnen diesen Vorstoss ab.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Werter Philippe Müller, wir sehen gleichwohl den Entzug weiterer Entscheidungsfreiheiten seitens der Gemeinden in einer gewissen Form. Für uns ist klar, dass die Lösung darin besteht, dass die politisch Verantwortlichen seitens der Stadt Bern oder anderer Gemeinden ihre Verantwortung übernehmen. Dies, obwohl es zwischendurch zu unpopulären Entscheidungen in Sachen Polizeieinsätzen kommen muss. Es darf nicht sein, dass politische Vertreter den Mut nicht haben, hinter unpopulären Entscheidungen zu stehen und sich sogar noch hinter dem Kanton verstecken wollen, wenn Kritik geübt wird. Aus diesem Grund lehnt die SVP-Fraktion diese Motion grossmehrheitlich ab. Was eine Annahme in Postulatsform anbelangt, kann ich Ihnen den Ausgang vorhersagen; diesbezüglich ist unsere Fraktion hälftig geteilter Meinung. Der Ausgang hängt noch etwas von der Diskussion ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich kann an das Votum meines Vorredners anknüpfen: Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesen Vorstoss sowohl als Motion wie auch in der Form eines Postulats ablehnen. Wir wollen die heute bestehende bewährte Lösung des Zusammenspiels zwischen der Kantonspolizei und den Gemeinden nicht überdenken. Deshalb müssen wir den Vorstoss auch nicht als Postulat überweisen. Die Gemeinden können heute Einfluss nehmen. Und auch die Kantonspolizei hat heute die Möglichkeit, mit den Gemeinden im gemeinsamen Dialog die für den Polizeieinsatz benötigten Mittel zurechtzulegen. Lieber Philippe Müller, nicht alle Gemeinden sind so wie die Stadt Bern! Ich kenne sehr viele Gemeinden, bei welchen das aktuelle System wunderbar funktioniert, sodass es nie zur Diskussion gestellt worden ist. Das PolG gilt nun einmal für alle Gemeinden des Kantons Bern. Wir können keine Spezialregelung beschliessen für Wünsche oder Probleme, wie sie dem Motionär zufolge offenbar in der Stadt Bern vorhanden sein sollen. Als Präsident der Bernischen Ortspolizeivereinigung (BOV), welche eine gewisse Anzahl an Gemeinden im Bereich Ortspolizei vertritt, kann ich unterstreichen, was der Regierungsrat auf Seite 2 unten seiner Stellungnahme schreibt, nämlich, dass 89 Prozent der Gemeinden sehr sind zufrieden sind. Der BOV hat gewisse Forderungen und Bedenken, die er dem Polizeidirektor anlässlich seiner Mitgliederversammlung am 10. März dieses Jahres «live» übermitteln konnte. Diese Punkte werden wir auch in die Parlamentsdiskussion rund um die Änderung des PolG einbringen. Seitens der Gemeinden besteht also kein Handlungsbedarf. Um auch noch kurz seitens der BOV zu sprechen – und damit kennen Sie auch meine Interessenbindung – kann ich sagen, dass kein Änderungsbedarf besteht. Die Zusammenarbeit funktioniert.
Grossrat Sancar hat die Krux des Ganzen bereits erwähnt: Alle Ressourcengemeinden bezahlen heute an die Sicherheitskosten. In der Folge könnte jede bezahlende Gemeinde beim Polizeieinsatz mitreden. Dies wäre den Gemeinden, die nicht bezahlen, nicht mehr möglich und würde zu neuen Problemen führen. Dies gilt ebenso für die Millionen der Gemeinden, die nicht mehr für die öffentliche Sicherheit und die Sicherheit des Kantons fliessen würden. Deshalb sollten wir das System so belassen, wie es ist und die Gemeindeautonomie nicht ritzen. Mein Vorredner seitens der SVP-Fraktion hat es bereits erwähnt: Nehmen wir den Gemeinden nichts weg und überladen wir die Revision des PolG nicht unnötig! Aus diesen Gründen lehnen wir das Anliegen auch in Form eines Postulats ab.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le parti évangélique s'étonne un peu ici de la mollesse de la réponse du gouvernement, qui accepterait même un postulat. En effet, sur la base, et je cite notre collègue Müller, d'un «principe majeur de gestion», notre collègue remet en question et jette aussi un certain flou autour des compétences, des tâches et des responsabilités en matière de police. Pour nous, il n'y a pas d'équivoque et les choses sont claires. Nous en avons déjà longuement parlé au moment de l'adoption du rapport d'évaluation sur Police Bern, et nous avons accepté ici un concept de base selon lequel les communes ont des compétences en matière de police de sécurité et la Police cantonale exécute les tâches qui lui incombent. Les difficultés sont donc théoriques ici et chacun a son rôle à jouer. N'oublions pas que les communes aussi financent la Police cantonale. Le parti évangélique étant un parti démocratique et de dialogue, il ne s'opposera pas si la majorité du parlement le décide, de rediscuter ces choses au sein de la commission qui va élaborer les modifications de la loi sur la Police. Nous sommes donc majoritairement opposés à cette motion. Quelques personnes de notre groupe pourraient éventuellement être d'accord avec un postulat.

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Ich möchte nicht gross verlängern. Es wurde mehrfach gesagt, dass die vom Motionär angesprochene Problematik primär nur in der Stadt Bern virulent sei und dies vor allem bei ideologisch-politisch unterlegten, so genannten Grossveranstaltungen. Bei sportlichen Grossveranstaltungen stelle sich diese Problematik weniger fest. Eine zwingende Vorgabe an die Regierung zur Übergabe der politischen Verantwortung mittels Motion beurteilt unsere Fraktion derzeit mehrheitlich als nicht zielführend. Dieses Anliegen kann im Rahmen der Revision des PolG eingebracht werden. Eine Mehrheit unserer Fraktion wird sich für ein Postulat aussprechen.

Giovanna Battagliero, Berne (PS). Ich muss Ihnen sagen, dass ich mir diese Motionsforderung in gewissen Momenten auch schon überlegt habe. Nämlich dann, wenn ich als Stadtpolitikerin einmal mehr über einen Polizeieinsatz und dessen Verlauf frustriert war sowie über die geteilten Verantwortlichkeiten, welche in diesem Kanton im Bereich Polizei vorherrschen. Die Stadt Bern kann eigentlich nichts zu einem Polizeieinsatz sagen. Am Schluss muss sie aber – pardon l'expression – «dr Gring häre ha». Das ist falsch! Wir haben dennoch ein kleines Mitspracherecht auf Gemeindeebene. Dieses sollen und wollen wir behalten. Die Motionsforderung kommt etwas auf Samtpfoten daher, so wie wir es uns vom Motionär gewohnt sind. In seinem Votum hat er aber doch deutlich gemacht, worum es geht. Worum geht es? Es geht darum, dass die böse rot-grüne Stadt Bern zwar noch bezahlen darf, aber nichts mehr zu sagen hat; voilà! Dies wurde ganz ehrlich gesagt. Ich möchte noch das Votum von Herrn Grossrat Leuenberger aufgreifen. Er hat

gesagt, dass die politisch Verantwortlichen in der Stadt doch endlich ihre Verantwortung wahrnehmen sollen. Diese Verantwortung muss wahrgenommen werden und sie wird wahrgenommen! Wenn ein Polizeieinsatz nicht gleich gewichtet wird, wie es die bürgerliche Mehrheit in diesem Saal tut, dann mag es Ihnen zwar nicht passen, es ist aber deshalb noch lange nicht falsch! Es handelt sich ganz einfach um eine andere Einschätzung. Deshalb bitte ich Sie, selbstverständlich auch als Stadtpolitikerin im Namen der Stadt Bern, den vorliegenden Vorstoss ebenfalls in Form eines Postulats abzulehnen. Da dieses Votum voraussichtlich mein letztes in diesem Rat sein wird, wünsche ich Ihnen an dieser Stelle alles Gute.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich möchte mich nicht zur Problematik in der Stadt Bern äussern, sondern Ihnen kurz die Haltung des Verbands bernischer Gemeinden (BEGEM) mitteilen. Der Vorstand hat dieses Thema besprochen und ist einstimmig zum Schluss gekommen, dass die vorliegende Motion abzulehnen sei. Dies aus dem einfachen Grund, dass die Sicherheit eines der Grundanliegen ist, welches in der Souveränität der Gemeinden verbleiben soll. Daran wollen wir nichts ändern. Deshalb lehnen wir die Motion ab.

Markus Meyer, Langenthal (PS). Ich möchte dieser Motion, welche voraussichtlich in ein Postulat umgewandelt wird, das Wort sprechen. Wir haben seinerzeit in Ausführung der Motion Lüthi und Bolli, einer Motion eines SVP-Politikers und einer freisinnigen Politikerin, einen cleveren Ansatz gewählt, indem wir im Kanton Bern per 1. Januar 2008 die Einheitspolizei eingeführt hatten. Die Umsetzung erfolgte dann während den Jahren 2008 bis 2010. Der Motionär hat richtigerweise erwähnt, dass man damals den Schritt nicht ganz konsequent gemacht hat. Um das Projekt nicht zu gefährden, hat man darauf verzichtet, die Finanzierung und damit auch die Verantwortlichkeit einzubeziehen. Dies war der erste Schritt. Nun bietet sich langsam die Gelegenheit, den zweiten Schritt zu tun. Giovanna Battagliero und Hans Baumberger, ich glaube nicht, dass es darum geht, ein «Reitschule»-Problem zu lösen. Dies ist mit dieser Motion nicht möglich. Es geht tatsächlich um eine systemische Umsetzung, um eine konsequente Zusammenführung der ausführenden Instanz der Aufgabe und demjenigen, der dafür bezahlt. Am 6. September 2012 haben Sie in diesem Saal mein Postulat «Sicherheitskosten durch Kanton finanzieren» überwiesen, wenn auch nicht mit grosser Deutlichkeit. Sie haben sich damals überzeugen lassen, dass es richtig ist, die ganze Geschichte anzudenken. Ich bringe hier nochmals den Vergleich Stadt – Land. Worin besteht die Logik, dass ein Stadtberner Steuerzahler 231 Franken pro Jahr für die Sicherheit bezahlt, hingegen ein Einwohner von Steffisburg oder von Spiez 23 Franken? Hier besteht ein Unterschied von einem Faktor zehn. Dies sollten wir in den Griff bekommen; hier besteht Korrekturbedarf! Die Gemeinden werden dadurch nichts verlieren, sondern genau gleich einbezogen werden.
Stellen Sie sich vor, der Polizeidirektor und sein Kommandant entscheiden bei einem Grossereignis über den Köpfen der Verantwortlichen der Stadt Bern, Thun oder Langenthal! Wir haben jetzt die Chance, etwas zu ändern. Der Polizeidirektor hat bereits jetzt angekündigt, dass er nach seiner erfolgreichen Wiederwahl das PolG revidieren wird. Ich rate ihm dringend, dies wie bei der letzten Revision mit einer breit abgestützten Expertengruppe zu tun, welche die Revision vorbereitet. Dies bietet uns die Chance, die Überlegungen des vorliegenden Vorstosses zu machen. Wenn Sie den vorliegenden Vorstoss nun als Postulat überweisen, haben wir die Möglichkeit, diese Überlegungen einzubringen. Das PolG soll auch mit dem Gesetz über die Kantonspolizei (KPG) zusammengeführt werden. Es ist ein grosser Wurf möglich, welcher die Sicherheitsarchitektur dieses Kantons echt auf das Modell «Einheitspolizei» umsetzt. Von der Einheitspolizei möchten wir uns sicher nicht abwenden. Denken Sie an unsere gemeinsame Diskussion über den Bericht «Evaluation Police Bern». Die Zeit für den nächsten Schritt ist gekommen. Ich motiviere Sie freundlich, den Vorstoss als Postulat, also als Prüfungsauftrag, zu überweisen; wobei ich mir von Herrn Müller habe versichern lassen, dass er die Motion in ein Postulat umwandeln wird. Damit denken wir darüber nach und schlagen Lösungen vor. Sie haben später immer noch die Möglichkeit, diese wieder zu verwerfen. Darüber nachdenken müssen wir aber.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich möchte zwei Voten hervorheben, als erstes jenes von Markus Meyer. Ich möchte ihm danken. Es geht wirklich nicht darum, den Gemeinden etwas wegzunehmen. Es ist in der Tat so, dass die Gemeinden die Mittel nicht haben. Die gute Zusammenarbeit zwischen Gemeinden und Polizei wird nicht beeinträchtigt, wenn wir die erwähnte Lösung wählen. Allerdings ist die besungene Souveränität wahrscheinlich nicht derart absolut vorhanden, wenn man die Mittel nicht hat. Das zweite Votum, welches ich erwähnen möchte, ist jenes von Giovanna Battagliero. Es geht effektiv auch darum, dass die Polizei den Kopf hinhalten muss und nicht die Politiker. Vielleicht muss man sich auch diesbezüglich etwas überlegen. Im Weiteren bin ich sehr froh, dass ich es geschafft habe, dich zu einem letzten Votum an das Rednerpult zu bewegen! Wie angesprochen, wandle ich die Motion selbstverständlich in ein Postulat um.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke Ihnen für die Diskussion. Jetzt geht es um das Postulat. Herr Grossrat Meyer hat die zentralen Punkte genannt. So ist es nun einmal: Wir haben damals bei der Schaffung von «Police Bern» gewusst, dass es sich um einen ersten Schritt handelt, wobei als zweiter Schritt die Diskussion geführt werden kann, wo die Verantwortung sein soll. Selbstverständlich – dies wurde ebenfalls von jemandem angesprochen – gibt es auch andere denkbare Finanzierungsmodelle für die Polizei. Diesbezüglich kann man über die Kantonsgrenze hinaus schauen. Es gibt noch andere grosse Polizeicorps mit entsprechenden Finanzierungsmodellen. Es trifft nicht zu, dass unser derzeitiges, kompliziertes System die einzige denkbare Lösung ist. Dass es solche Unterschiede gibt – Grossrat Meyer hat sie erwähnt – ist die Realität. Dafür, dass dies nicht für alle Leute verständlich ist und sich diese zum Teil daran stören, habe ich viel Verständnis. Meines Erachtens geht es in die richtige Richtung, wenn der Vorstoss als Postulat übernommen wird. Dies wird ermöglichen, die Diskussion im Rahmen

einer in Zukunft vorliegenden Totalrevision des Polizeigesetzes in Abwägung aller relevanten Faktoren zu führen. Aus diesem Grund empfiehlt die Regierung das Postulat zur Annahme.

Le président. Die Motion wurde in ein Postulat umgewandelt. Wir stimmen darüber ab.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat

Oui	79
Non	58
Abstentions	4

Le président. Sie haben das Postulat überwiesen.

Affaire 2013.1575

N° de l'intervention:	334-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	27.11.2013
Déposée par:	PS-JS-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg) (porte-parole) Iannino Gerber (Hinterkappelen, Les Verts) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV) Bonsack (Kallnach, UDF)
Cosignataires:	31
Urgence:	refusée le 23.01.2014
N° d'ACE:	178/2014 du 19 février 2014
Direction:	POM

Education routière jusqu'en 6e année de l'école primaire

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. Maintenir l'éducation routière assurée dans les écoles par les agents et agentes de la Police cantonale, jusqu'à la fin de la 6e année (à l'inclusion du test vélo).
2. Inscrire l'éducation routière dans la loi sur la police dans le cadre de la révision 2014.
3. Développer à moyen terme l'éducation routière et l'étendre au cycle secondaire I.

Développement

L'éducation routière ne doit pas être transférée aux communes, qui pourraient assigner cette tâche à des enseignants et enseignantes ou même à des agents et agentes de Securitas plutôt qu'au personnel de la police, ou encore supprimer l'éducation routière par mesure d'économie.

La police cantonale bernoise a notamment pour mission de garantir l'éducation routière de base à l'école enfantine et à l'école primaire jusqu'en 6e année, à l'inclusion du test vélo, en mettant à disposition un personnel bien formé, à savoir les moniteurs et monitrices de la circulation. La révision de la loi sur la police (LPol) en 2014 offrira l'occasion d'inscrire cette tâche importante dans la loi.

L'éducation routière est particulièrement importante pour nos enfants. Elle permet de les former de bonne heure, de manière sérieuse, à se comporter avec assurance dans la circulation. Elle augmente la sécurité sur le chemin qui conduit à l'école. L'enseignement pratique dispensé par les 35 moniteurs et monitrices à quelque 100 000 enfants dans 379 communes laisse un souvenir durable dans l'esprit des enfants, qui voient dans les agents et agentes des personnes d'autorité.

Le travail de promotion de la sécurité que font les moniteurs et monitrices dans les écoles et les écoles enfantines a donné de bons résultats. Les enfants apprennent comment se comporter au bord de la route, comment traverser aux passages pour piétons, comment être attentifs quand ils se déplacent à trottinette ou à vélo, comment se comporter avec les autres usagers de la route et surtout comment surmonter les difficultés du chemin de l'école, de manière autonome et sans accident. Pour y parvenir, l'éducation routière doit se passer en partie en situation réelle, dans la circulation. Les moniteurs et monitrices surveillent aussi les chemins de l'école, conseillent les communes, les enseignants et enseignantes, les parents, et font passer les tests vélo.

Déléguer ces tâches au corps enseignant n'offre pas une solution adéquate, puisque ces personnes n'ont pas les ressources nécessaires ni les connaissances spécifiques.

L'éducation routière est une tâche importante de la Police cantonale et un instrument de promotion de la sécurité sur les routes pour les usagers et usagères les plus vulnérables. Dans la forme actuelle, l'éducation routière assurée par les moniteurs et monitrices de la circulation est un mandat qui doit être rempli, raison pour laquelle il faut l'inscrire dans la loi sur la police. La révision offre une bonne occasion de régler cette question.

Education routière dans le cycle secondaire I :

L'éducation routière à l'école primaire devrait se poursuivre jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. L'interruption en 6e année revient à une bonne occasion manquée. Si l'apprentissage pouvait se poursuivre, l'assurance acquise pourrait se transposer à l'utilisation d'autres moyens de locomotion.

Les jeunes sont exposés à de grands dangers dans la circulation : ils se servent de différents moyens pour se déplacer et ils ont un rayon d'action plus grand que les enfants. Cela se reflète dans les chiffres des accidents de la route. Selon la statistique des accidents du canton de Berne en effet, les adolescents et les jeunes adultes forment le groupe qui cause le plus grand nombre d'accidents. Leur mobilité croissante et leur rayon d'action élargi, les nouveaux moyens de locomotion tels que le scooter (permis cat. A1), la pression des pairs et l'absorption de substances légales ou illégales contribuent à cette évolution négative.

A l'école primaire, il n'est pas possible d'anticiper et de traiter ces développements qui se produisent dans le cycle secondaire I. Les jeunes apprennent à leur niveau, selon leur âge, à réfléchir à leur comportement dans la circulation et à l'adapter. Les moniteurs et monitrices de la police ont les meilleures connaissances pour poursuivre l'éducation routière en cycle secondaire I. Ils connaissent les jeunes depuis l'école primaire et la matière de l'éducation routière,

ils sont des personnes d'autorité et sont dépositaires des connaissances nécessaires.
La meilleure prévention des accidents consisterait donc à poursuivre l'éducation routière assurée par la police jusqu'en 9e année scolaire. Les jeunes auront la possibilité d'intérioriser la conduite correcte dans la circulation quand ils passent à la mobylette ou au scooter et atteignent peu à peu l'âge où ils pourront apprendre à conduire une voiture. La formation assurée par des professionnels dans le cadre de l'éducation routière et la sensibilisation contribueront à l'attitude positive des futurs automobilistes et les inciteront à une conduite sûre et respectueuse des autres sur les routes. Rappelons que la moitié des nouveaux conducteurs entre 18 et 25 ans causent un accident de la circulation.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif accorde une grande importance à la sécurité du trafic routier et à la protection des enfants et des jeunes. Comme suggéré dans la motion, les statistiques nationales indiquent que la plupart des accidents mortels de la circulation routière concernent des enfants et des jeunes âgés de zéro à 16 ans. Ainsi, dans le canton de Berne, deux enfants décèdent en moyenne chaque année et 220 sont blessés. Par ailleurs, il est de fait que la mobilité des enfants augmente à mesure qu'ils grandissent: plus ils sont âgés, plus les trajets qu'ils parcourent sont longs. Partant, il serait judicieux d'influer sur leur comportement par des mesures de prévention, aussi après la sixième année.

1. Dans le cadre d'EOS 2014, le Conseil-exécutif a proposé de diminuer les effectifs de la police de 100 postes (mesure 11.1). La mise en œuvre de cette mesure pourrait passer, entre autres, par un retrait de la police du programme d'éducation routière. Lors de sa session de novembre 2013, le Grand Conseil a néanmoins adopté, à l'unanimité, la déclaration de planification PS-JS-PSA / UDC / PBD / PLR / UDF, qui porte sur le maintien des cours de circulation routière dispensés par la Police cantonale. Il va de soi que le Conseil-exécutif tiendra compte de cette déclaration et fera en sorte que les cours de circulation ne soit pas affectés par une éventuelle diminution des effectifs.

2 et 3. La motion ne se limite pas à demander le statu quo en matière de cours de circulation routière: elle exige un élargissement conséquent de l'offre existante. À ce propos, il faut relever que le système actuel confie aux communes la responsabilité de dispenser des cours avancés de circulation routière à des élèves de septième à neuvième année. Les communes (notamment celles qui ont conclu un contrat sur les ressources) ont la possibilité d'acheter les prestations correspondantes à la Police cantonale – et certaines le font déjà.
Compte tenu de la situation financière difficile, le Conseil-exécutif estime que le canton de Berne n'est pas en mesure d'investir, à court ou moyen terme, des ressources supplémentaires pour prendre en charge cette tâche. Tout élargissement des prestations fournies par le canton (et par la Police cantonale en l'occurrence) nécessiterait obligatoirement la réalisation d'économies dans d'autres domaines, sans quoi les mesures approuvées par le Grand Conseil pour la mise en œuvre d'EOS 2014 n'auraient pas les effets de soulagement escomptés sur le budget.
Enfin, un éventuel élargissement des prestations de cours et leur reprise par le canton devraient être abordés sous l'angle global de la répartition des tâches policières, laquelle s'effectue entre la Police cantonale et les communes et a, dans l'ensemble, fait ses preuves, comme l'a démontré le rapport d'évaluation du projet Police Bern du 5 juin 2013. Le Conseil-exécutif est toutefois disposé à examiner la question de la répartition et du financement avec les acteurs concernés dans le cadre de la révision totale de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1). C'est la raison pour laquelle il propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption sous forme de postulat

Le président. Die Regierung beantragt die Annahme als Postulat.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Der Regierungsrat möchte den kompletten Vorstoss als Postulat annehmen. In seiner Antwort unterlässt er es aber, zu den drei Ziffern einzeln Stellung zu nehmen. Weshalb er dies unterlässt, ist nicht ganz nachvollziehbar. Zu Ziffer 1: Die einstimmige Annahme des überparteilichen Antrags zum Verkehrsunterricht im November war ein klares Zeichen mit Signalwirkung. Der Grosse Rat will, dass der Verkehrsunterricht in seiner bisherigen Form aufrecht erhalten wird. Dies bedeutet, dass wir die Verkehrssicherheit unserer Kinder weder einschränken, noch in Frage stellen wollen. Zu Ziffer 2: Weshalb soll der Verkehrsunterricht im Rahmen der Revision des Polizeigesetzes (PolG) explizit in dieses aufgenommen werden? Welche Vorteile bringt dies mit sich? Wir wollen alle – wie die grossartige, einstimmige Annahme besagten Antrags durch den Grossen Rat gezeigt hat – dass der Verkehrsunterricht weiterhin gewährleistet ist. Die Revision des PolG stellt eine günstige Gelegenheit dar, um das Vorhaben jetzt anzupacken. Denn am besten kann man den Verkehrsunterricht mit einer Aufnahme in das Gesetz sicherstellen. So kann er nicht im Rahmen einer nächsten Sparrunde wieder zur Diskussion gestellt werden. Zwar sagt der Regierungsrat, dass er den einstimmig angenommenen Antrag zum jetzigen Zeitpunkt respektiere. Ein formelles Gesetz ist jedoch verbindlicher; dieses ermöglicht, den Verkehrsunterricht langfristig sicherzustellen. Die Ziffern 1 und 2 der Motion lassen sich ohne Weiteres umsetzen. Der Wortlaut ist ausgereift und praktisch umsetzbar. Er stellt für den Regierungsrat somit kein Problem dar. Insofern macht die Postulatsform für die Ziffern 1 und 2 nicht wirklich Sinn. Es gibt nichts mehr zu prüfen! Es gibt somit keine Gründe, die gegen eine Überweisung der Ziffern 1 und 2 als Motion sprechen. Es entstehen auch keine zusätzlichen finanziellen Kosten.
Zu Ziffer 3: Diese ist eigentlich bereits als Prüfungsauftrag umschrieben und kann auch als Postulat überwiesen werden. Ziffer 3 ist ebenfalls als Motion aufgeführt, um die Einheit der Materie zu wahren und sie dem Grossen Rat gesamthaft zur Diskussion zu bringen. Demzufolge wandle ich Ziffer 3 der Motion gleich zu Beginn dieser Debatte in ein Postulat um. Zu Ziffer 3 ist im Konkreten folgendes zu sa-

gen: Es ist erfreulich, dass für den Regierungsrat die Verkehrssicherheit und der Schutz der Kinder und Jugendlichen ein zentrales Anliegen ist. Wie kommt es zu Ziffer 3? Die Verkehrserziehung soll bis zum Ende der Schulpflicht erfolgen; der Abbruch nach der 6. Klasse ist eine verpasste Chance. Die Exposition im Jugendalter im Strassenverkehr steigt und die Mobilitätsformen nehmen zu. Die Unfallstatistik spricht klar für diese Art von Prävention. Im Kanton Bern wird bereits an rund 300 Oberstufenklassen Verkehrsunterreicht durch qualifizierte Mitarbeitende der Kantonspolizei Bern (KaPo Bern) erteilt. Der heutige Oberstufen-Verkehrsunterricht durch die Polizei wird durch den entsprechenden Leistungseinkauf der Gemeinden finanziert. Den Verkehrsunterricht auf Sekundarstufe 1 einfach den Gemeinden zu überlassen, torpediert die Chancengleichheit der Oberstufenschülerinnen und -schüler. Die Benachteiligung des restlichen Teils der Schülerschaft ist nicht begründbar. Es ist wichtig, dass alle Schülerinnen und Schüler der Oberstufe gleichwertig von der professionellen und nachhaltigen Sicherheits- und Präventionsarbeit der Polizei profitieren können. Ziffer 3 hat alleine das Ziel einer seriösen Prüfung der Möglichkeit, den Verkehrsunterricht mittelfristig auf die Oberstufe auszuweiten. Diese Prüfung soll nicht im Vornherein aufgrund der finanziellen Situation kategorisch verunmöglicht werden. Wichtig ist, dass hier noch keinerlei Ausgaben beschlossen werden. Zudem empfiehlt sich zu prüfen, welche Synergien – unter anderem auch finanzieller Natur – sich aus der künftigen, umfassenderen Präventionsarbeit der KaPo Bern ergeben können, zum Beispiel betreffend des Themenblocks Sucht und Fahrfähigkeit. Zudem sollten wir nicht vergessen, dass wir nicht nur gewählt sind, um Sparpolitik zu betreiben, sondern dass im Kanton Bern auch gestaltende Politik Platz haben sollte. Es gibt nichts zu verlieren! Ziffer 3 kann zumindest problemlos als Postulat überwiesen werden. Dies wäre ein Zeichen, dass uns die Verkehrssicherheit der Jugendlichen nicht egal ist. Ich würde mich sehr über die Annahme der Ziffern 1 und 2 als Motion freuen sowie über Ihre Unterstützung für eine Überweisung von Ziffer 3 als Postulat.

Le président. Wünschen die Miteinreichenden dieses Vorstosses das Wort? Grossrätin Iannino Gerber erhält gleich das Wort. Wünschen Grossrätin Beutler und die Grossräte Bonsack und Brönnimann ebenfalls als Miteinreichende dieses Vorstosses das Wort? – Das ist im Moment nicht der Fall.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Sicher erinnern Sie sich, dass wir uns während der Novembersparsession im Grossen Rat klar für die Weiterführung des Verkehrsunterrichts ausgesprochen haben. Damals haben wir einige Beispiele aus unserer Kindheit hören können – und dies eigentlich aus allen Fraktionen. Sie erinnern sich sicher auch daran, dass die Erfahrungen mit dem Verkehrsunterricht sehr positiv waren. Auch der Polizeidirektor hat uns damals versichert, dass es sich um ein ausgewiesenes Anliegen handle und er sich deshalb dafür einsetzen werde, dass der Verkehrsunterricht weiterhin von der Kantonspolizei durchgeführt werden könne. Trotz seines Versprechens sind wir Motionärinnen und Motionäre der Meinung, dieses alleine reiche nicht aus und diese Aufgabe müsse in einem Gesetz verankert werden. Zur Erinnerung möchte ich Ihnen nochmals ein paar statistische Zahlen nennen. Dies, damit Sie verstehen, weshalb wir in den Ziffern 1 und 2 an der Motionsform festhalten. Der Autoverkehr hat in den letzten 20 Jahren um 12 Prozent zugenommen. In den Unfallsegmenten Strassenverkehr, Haus- oder Freizeit, ereignen sich die meisten tödlichen Unfälle von Kindern zwischen 0 und 16 Jahren. Die meisten Unfälle geschehen im Verkehrsbereich. Auf unseren Strassen ereignen sich jährlich zwei tödliche sowie 120 Unfälle mit verletzten Kindern. Aus diesem Grund ist das Weiterbestehen der Verkehrsinstruktion und des Verkehrsunterrichts sehr wichtig. In unserem Kanton werden in 380 Gemeinden jährlich 100 000 Schülerinnen und Schüler unterrichtet – und zwar von uniformierten Polizistinnen und Polizisten. Diese verfügen über ein breites Wissen betreffend den Verkehrsalltag und bilden sich regelmässig weiter. Sie kennen die Veränderungen im Strassenverkehr und können diese jederzeit in den Unterricht einbringen. Deshalb sind wir der Auffassung, dass der heutige Unterricht ohne irgendwelche Abstriche – weder bei der Polizei, noch beim Unterricht – weitergeführt und gesetzlich verankert werden soll. Es ist eminent wichtig, dass der Verkehrsunterricht ab dem Kindergarten bis zur 6. Klasse als eine verantwortungsvolle Staatsaufgabe betrachtet wird, damit die Kinder und Jugendlichen sicher auf unseren Strassen unterwegs sein können. Aus diesen Gründen bitte ich Sie inständig, die Ziffern 1 und 2 als Motion zu unterstützen.

Le président. Damit kommen wir zu den Fraktionserklärungen.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD). «Verkehrsunterricht vom Kindergarten bis und mit in die 6. Klasse inklusive Fahrradprüfung» – dieses Anliegen hat der Grosse Rat bereits anlässlich der Novembersession sowie im Rahmen der Diskussion betreffend die Aufgaben- und Strukturüberprüfung (ASP) unterstützt. Dies hat er klar unter dem Gesichtspunkt der Wichtigkeit und der Sicherheit unserer Kinder im Strassenverkehr getan, aber auch zugunsten der Sicherheit der übrigen Verkehrsteilnehmenden. Die Regierung schreibt in Ihrer Stellungnahme, dass sie sich selbstverständlich nach der damals vom Grossen Rat abgesegneten Planungserklärung ausrichten wird. Folglich ist dieses Anliegen bei der Regierung angekommen und wird in dieser Form seitens der BDP nicht anders beurteilt als im November. Also wird die BDP die Ziffern 1 und 2 als Motion unterstützen und damit den Status quo gutheissen. Was Ziffer 3 anbelangt, besteht seitens der BDP eine Differenz gegenüber diesem Anliegen: Die Abweichung von der heutigen Regelung kommt für uns nicht in Frage. Heute sind die Gemeinden für den weiterführenden Verkehrsunterricht der Oberstufen verantwortlich. Die Gemeinden nehmen diese Aufgabe auch ernst, indem sie diese gestützt auf ihre Kompetenz und Autonomie organisieren. Sollte diese Aufgabe neu wieder dem Kanton übertragen werden, entspricht dies nicht mehr dem Status quo, sondern der Schaffung einer neuen, kostenauslösenden Aufgabe. Diese Kosten müsste der Kanton tragen. Das wollen wir nicht. Das heutige System bewährt sich seit Jahren. Deshalb will die BDP an der bisherigen Regelung nichts ändern. Dementsprechend wird

sie Ziffer 3 einstimmig weder als Motion noch als Postulat annehmen.

La vice-présidente Béatrice Struchen prend la direction des délibérations.

Markus Meyer, Langenthal (PS). Ich möchte Ihnen den Vorstoss im Namen der SP-JUSO-PSA beliebt machen. Wir empfehlen Ihnen, diesen anzunehmen. Bei der Kantonspolizei Bern gibt es eine Abteilung «Verkehr, Umwelt und Prävention». Sie beinhaltet auch die Verkehrssicherheit mit den dort arbeitenden Verkehrsinstruktorinnen und -instruktoren. Diese unterrichten nach einem einheitlichen, geprüften und erprobten Konzept jährlich ungefähr 100 000 Kinder in 4200 Klassen, wie man sich im Strassenverkehr bewegen muss. Wir haben bereits im letzten Sommer einen Sturm gehabt. Dies, weil der Polizeidirektor gesagt hat, man könne im Rahmen der ASP-Massnahmen auf diese Sache verzichten. Das ist im Prinzip nichts anderes als eine Konsequenz. Nichtsdestotrotz möchte ich Ihnen bezüglich des Verkehrsunterrichts ein paar Fakten bekannt geben. Sie haben zwar alle die Studie der Beratungsstelle für Unfallverhütung (bfu) erhalten, die uns als Argumentarium zugestellt wurde. Einige Punkte erscheinen mir doch erwähnenswert. Die Strassenverkehrsunfälle sind gemäss der bfu-Statistik die häufigsten Todesursachen bei Kindern zwischen 5 und 15 Jahren, also bei Kindern im Kindergarten- und schulpflichtigen Alter. Der Strassenverkehr und die damit verbundenen Gefahren spielen im Alltag von Kindern eine sehr wichtige Rolle. Sie sind nämlich die schwächsten und am meisten gefährdeten Verkehrsteilnehmer. Der Verkehrsunterricht – in der heute durchgeführten Marke «made by Kantonspolizei» – ist der erste und vielfach prägende Kontakt mit der Polizei. Ich erinnere mich gut, als mein Junge nach Hause kam und mir berichtete, ein Polizist habe in der Schule gezeigt, wie man mit dem Velo umgehen soll usw. Als ich ihn gefragt habe, ob er denn auch etwas gelernt habe, hat er mir gesagt, er habe dem Polizisten einen Gruss von mir ausgerichtet. *(Hilarité)*
Die Verkehrsinstruktoren arbeiten aber tagtäglich darüber hinaus, sei es im öffentlichen Raum, in den Schulen und auf der Strasse. Sie sind präsent und stehen für das, worauf wir immer wieder hinweisen: Sicherheit beinhaltet auch ein subjektives Gefühl. Dieses ist auch davon abhängig, ob man die Leute antrifft. Die Verkehrsinstruktoren arbeiten vielfach auch draussen. Die Evaluation von Police Bern hat uns auch aufgezeigt, dass die Ressourcen-, die Leistungseinkaufsgemeinden und übrigen Gemeinden bei der Verkehrsprävention in den nächsten Jahren grössten Handlungsbedarf aufweisen. Meines Erachtens kommt es nicht dermassen darauf an, ob wir den Vorstoss als Motion oder als Postulat überweisen. Ich kann auf meine Aussage zum vorangegangenen Geschäft verweisen, nämlich darauf, dass das PolG in der nächsten Legislaturperiode überarbeitet wird. Das vorliegende Thema muss in diesem Rahmen ganz sicher abgehandelt werden – sei es in Form eines Prüfungsauftrags oder in Form einer Motion. Ich bitte Sie aber, den Vorstoss auf jeden Fall in allen drei Ziffern zu überweisen. Dies ermöglicht wiederum die Gelegenheit, konkret über die detaillierte Ausgestaltung zu sprechen.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Für uns seitens der SVP ist Sicherheit ein grosses Motto. Für mich als Autofahrer ist Sicherheit auf der Strasse ein grosses Anliegen *(hilarité).* Ja, ich sage Ihnen schon noch mehr dazu. Wie wir bisher gehört haben, ist die Sicherheit der Kinder auf der Strasse auch der Regierung äusserst wichtig. Dass die Polizisten an den Schulen gute Arbeit leisten, wissen wir. Darin sind wir uns wohl alle einig. Innerhalb der SVP-Fraktion sind wir uns nicht ganz darüber einig, wie wir mit der vorliegenden Motion umgehen sollen. Was Ziffer 1 anbelangt, sind wir – in Übereinstimmung mit der Regierung – klar für eine Überprüfung, zumal wir das PolG neu revidieren werden. Bei Ziffer 2 sind wir eher der Meinung, die bisherige Praxis solle weitergeführt werden. Mit der entsprechenden Planungserklärung haben wir klar gesagt, dass wir die Verkehrserziehung wie bisher weiterführen, sie aber nicht im Gesetz aufnehmen wollen. In diesem Punkt können wir natürlich geteilter Meinung sein. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bin nun seit rund 12 Jahren Mitglied des Grossen Rats. Ich habe mitgeholfen, Gesetze zu erarbeiten, bei welchen ich mich manchmal darüber aufgeregt habe, was alles in diese aufgenommen werden musste. Wenn wir die bestehende kantonale Grundversorgung der Verkehrserziehung – wie sie jetzt besteht – in das PolG aufnehmen, müssen wir in diesem Rahmen nochmals darüber diskutieren. Die Ziffern 1 und 2 werden gegenüber heute keine grossen Mehrkosten generieren. Diese Kosten dürfen wir uns nicht sparen!
Liebe Frauen und Männer, ich fahre jährlich etwa 50 000 km und kann Ihnen sagen, dass es sehr gefährlich ist, wenn Sie Kinder auf der Strasse antreffen. Ich bin froh, wenn die Kinder bereits früh auf die Gefahren aufmerksam gemacht werden. Wenn ich sehe, wie aufmerksam sich Kinder verhalten, nachdem sie aufgeklärt worden sind, sollten auch wir Autofahrer aufmerksam sein. Auch uns Autofahrern sollte man ab und zu ein «Kürsli» verschreiben! Ich habe unlängst ein solches «Verkehrserziehungskürsli» absolviert. Ich kann es Ihnen allen empfehlen. Als Abschluss des tägigen Kurses findet eine Prüfung statt. Ich bin mir fast sicher, dass sie diese nicht alle bestehen würden *(hilarité)*. Nach 40 Jahren Autofahrens musste ich an mir selber feststellen, dass es äusserst wichtig ist, sich ab und zu wieder auf den neuesten Stand bringen zu lassen. Dies gilt folglich nicht nur für die Kinder, sondern auch für die Autofahrerinnen und Autofahrer. Der langen Rede kurzer Sinn: Die SVP-Fraktion unterstützt Ziffer 1 des Vorstosses mehrheitlich in der Motionsform. Ziffer 2 lehnen wir ab, weil wir keine Festschreibung in einem Gesetz haben wollen. Wie meine persönliche Meinung aussieht, werden Sie sehen. Ziffer 3 lehnen wir sowohl in der Motions- als auch in der Postulatsform ab. Dies, weil wir keine Mehrkosten haben möchten. In diesem Zusammenhang bin ich der Auffassung, dass ab einem gewissen Alter die Eigenverantwortung zum Tragen kommt. Wir kämpfen um eine grosse Eigenverantwortung, auch für jene unserer Kinder, wenn sie älter werden.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Wir nehmen die Ziffern 1 und 2 des vorliegenden Vorstosses als Motion an. Auch Ziffer 3 hätten wir als Motion angenommen. Logischerweise unterstützen wir diesen auch in der Postulatsform. Wir stehen vollumfänglich hinter den Forderungen der

Motionäre. Der Verkehrsunterricht ist unbedingt und fundiert, durch Verkehrsinstruktorinnen und -instruktoren vermittelt, erforderlich. Diesbezüglich sind Lehrpersonen mangels entsprechender Kompetenzen ungeeignete Vermittlerinnen und Vermittler. Die Kinder lernen von klein auf, was sie im Strassenverkehr beachten müssen. Sie erkennen, wo die Gefahren lauern und wissen beispielsweise, wie man die Strasse korrekt über den Zebrastreifen quert. «Lose, luege, loufe» – so in etwa hat es geheissen. Die grösseren Jugendlichen erhalten durch die Fahrradprüfung die Kompetenz, um sich mit dem Fahrrad korrekt im Strassenverkehr zu bewegen. Wir halten es für absolut richtig, dass der Verkehrsunterricht in der bestehenden Form in das PolG aufgenommen wird. Dadurch wird – wie bereits von der Motionärin erläutert – eine Verbindlichkeit geschaffen. Der Zeitpunkt ist mit besagter Gesetzesrevision optimal, um das Begehren gesetzlich zu verankern. Die Forderung, wonach die Verkehrserziehung in der Volksschule weiterzuführen sei, teilen wir ebenfalls. Dadurch, dass die Kantonspolizei die Aufgabe der Verkehrserziehung wahrnimmt, ist klar, dass es sich um eine kantonale Aufgabe handelt. Es gibt immer mehr Jugendliche, welche ungenügende Leistungen und Kompetenzen im Strassenverkehr aufweisen. Heute ereignen sich viel zu viele Unfälle unter Beteiligung von Jugendlichen. Insofern sparen wir wieder einmal an der falschen Stelle. Deshalb mache ich Ihnen die Annahme des Vorstosses beliebt.

Peter Bonsack, Kallnach (UDF). Die EDU-Fraktion unterstützt die Ziffern 1 und 2 als Motion, die Ziffer 3 als Postulat. Es ist eigenartig, dass der Regierungsrat die Ziffern 1 und 2 nicht in der Motionsform annehmen will. Dies, obwohl der Grosse Rat im November eine Planungserklärung der Fraktionen SP-JUSO-PSA, SVP, BDP, FDP und EDU, welche die Beibehaltung des Verkehrsunterrichts durch die Kantonspolizei vorsieht, einstimmig angenommen hat. Wie uns der Regierungsrat in seiner Stellungnahme schreibt, wird er sich selbstverständlich nach besagter Planungserklärung ausrichten. Es mutet also etwas eigenartig an, dass er die Ziffern 1 und 2 des vorliegenden Vorstosses nicht als Motion, sondern nur als Postulat, annehmen will. Er will das Anliegen nochmals prüfen. Vielleicht kann mir Regierungsrat Käser erklären, weshalb die Regierung zu dieser Haltung gelangt. Ziffer 3 fordert die Prüfung des mittelfristigen Ausbaus der Verkehrserziehung auf Sekundarstufe I. Meine Lieben, es ist unbedingt wichtig, dass die Sekundar- und Primarschüler, wenn sie ein Mofa oder ein Fahrrad fahren, noch etwas an Verkehrserziehung geniessen. Wir sehen täglich, dass die Jugendlichen kreuz und quer durcheinander über das Trottoir und bei roter Ampel über den Zebrastreifen fahren. Sie sind also schlecht erzogen worden. Insofern würde es nicht schaden, Ziffer 3 mindestens in der Postulatsform anzunehmen. Dies um prüfen zu können, ob es nicht sinnvoll ist, unsere Schülerinnen und Schüler noch etwas mehr zu schulen und für den Verkehr zu sensibilisieren. In diesem Sinn unterstützt die EDU-Fraktion die Ziffern 1 und 2 als Motion sowie Ziffer 3 als Postulat. Vielen Dank.

Le président Bernhard Antener reprend la direction des délibérations.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Comme beaucoup d'entre vous, le parti évangélique est convaincu des avantages de l'éducation routière, des cours qui sont donnés par les agents de la Police cantonale. Il y a double avantage pour les élèves: d'abord d'avoir une première expérience marquante avec des agents en uniforme, souvent des expériences positives, mais aussi pour la police qui a ainsi une entrée auprès des jeunes enfants. Donc nous soutiendrons le point 1 en tant que motion et le point 2 également en tant que motion, car l'inscription dans la loi à l'occasion de la révision totale de cette loi pour nous est une bonne chose. Par contre, nous sommes partagés sur le point 3. Nous ne sommes pas du tout convaincus de la nécessité d'étendre l'éducation routière, puisque c'est de cela qu'on parle, au secondaire I, ceci sous l'égide et la responsabilité de la Police cantonale, pour deux raisons. Tout d'abord pour une question de coût: il n'est pas évident que le canton de Berne puisse s'offrir de tels cours, mais aussi par rapport à la pertinence de donner des cours d'éducation routière à des enfants qui ont déjà 12–13 ans. Nous pensons qu'ils ont besoin d'un autre contact avec la Police cantonale, ils ont besoin de pouvoir discuter d'autres questions, et donc le contenu de ces cours devrait être discuté et établi clairement. On pourrait imaginer des cours de prévention au sens plus large que simplement la circulation routière. Mais il existe déjà de tels cours pour les adolescents, qui sont financés et donnés par les communes, certaines communes le font déjà aujourd'hui. Ces cours pourraient éventuellement se poursuivre, mais pas sous l'égide de la Police cantonale. Le groupe est donc partagé sur le point 3.

Philippe Müller, Berne (PLR). Das vorliegende Anliegen stösst bekanntlich auf eine breite Akzeptanz. Insofern muss ich die zu Beginn von Grossrätin Gabi Schönenberger gemachte Aussage zurückweisen, wonach der Vorstoss auf alle Fälle anzunehmen sei, um zu bekunden, dass einem die Verkehrserziehung der Kinder nicht egal sei. Der Grosse Rat hat bereits im November aufgezeigt, dass ihm dieses Anliegen nicht egal ist. So hat er eine Planungserklärung überwiesen, an welcher praktisch alle Parteien beteiligt waren. Die Verkehrserziehung durch die Kantonspolizistinnen und -polizisten – vom Kindergarten bis und mit zur 6. Klasse – ist sicher wichtig und sinnvoll. Aus diesem Grund unterstützt die FDP-Fraktion die Ziffern 1 und 2 als Motion. Dies ist die Bestätigung der heutigen Situation, woran sich nicht viel ändert. Ziffer 3 werden wir in der Postulatsform, nicht aber als Motion, unterstützen. Letzteres steht auch nicht mehr zur Debatte. Die Postulatsform ermöglicht es, das Anliegen im Zusammenhang mit der Revision des PolG anzuschauen. Ob wir es zu diesem Zeitpunkt immer noch unterstützen werden, ist eine andere Frage.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Unsere Fraktion hat den Verkehrsunterricht im Rahmen der ASP-Planungserklärung vollumfänglich unterstützt. Deshalb unterstützen wir auch hier Ziffer 1 des Vorstosses. Die glp-CVP-Fraktion unterstützt grossmehrheitlich ein Postulat, wobei eine kleine Minderheit bereit ist, Ziffer 1 als Motion zu überweisen. Was Ziffer 2 anbelangt, sind wir der Auffassung, dass das Anliegen in die Revision des PolG gehört. Insofern können wir auch Ziffer 2 grossmehrheitlich als

Postulat unterstützen. Noch eine Bemerkung zum Thema, wonach es sich vor allem betreffend Ziffer 3 primär um eine Aufgabe der Gemeinden handeln soll: Diesen Standpunkt kann man vertreten. Man kann argumentieren, dass der Kanton Bern nicht über die nötigen Mittel verfügt und sich diejenigen den Ausbau der Verkehrserziehung auf die Sekundarstufe I leisten sollen, die es können. Ich vertrete folgenden persönlichen Standpunkt: Eigentlich darf es nicht sein, dass sich eine reiche Gemeinde den Ausbau der Verkehrserziehung auf die Sekundarstufe I leisten kann, im Gegensatz zu einer weniger ressourcenstarken Gemeinde. Diesbezüglich sollte innerhalb des gleichen Kantons ein einheitlicher Standard gelten.
Es wurde erwähnt, dass man sich bezüglich der Sekundarstufe I die Fragen stellen kann, ob die Kinder nicht schon alt genug sind sowie, wo die Verantwortung des Staates aufhört und wo die Verantwortung der Eltern beginnt. Ich bin Vater einer 14-jährigen Tochter und kämpfe täglich darum, dass sie ihren Fahrradhelm anzieht. Zudem muss ich dafür besorgt sein, dass sie mit Licht Fahrrad fährt. Diese Aufgabe ist vor allem in der Position eines Vaters einer pubertierenden Tochter nicht ganz einfach. Ich bin gefordert! Bethli Küng, es ist wirklich so! Ich bin stark gefordert. Gleichwohl muss man bedenken, dass es vielerorts Kinder gibt, die nicht mehr als Kleinkinder mit dem Fahrradfahren beginnen. Wenn sie in die 7. Klasse kommen, haben sie oftmals einen längeren Schulweg, weil sie ein Oberstufenzentrum besuchen müssen. Dann fahren sie plötzlich Fahrrad. Ich kann mir gut vorstellen, dass es mit einem anderen Zugang in diesem Alter – ohne Fahrradparcours mit irgendwelchen Bojen – durchaus Sinn macht, dass die Polizei den Verkehrsunterricht auch auf Sekundarstufe I erteilt. Dies kann damit einhergehen, den Schülerinnen und Schülern die Unfallstatistiken zu zeigen. Zudem kann man ihnen anhand von Videos die Auswirkungen eines Aufpralls mit dem Kopf bei Tempo 20 km/h vor Augen zu führen. Diesbezüglich bietet die bfu sehr gute Kurse an. Zum Teil werden solche Unterrichtslehrmittel beispielsweise auch von den Lehrpersonen im Mathematikunterricht benutzt: Stichwort «Berechnung des Bremsweges, Aufprallgeschwindigkeit». Die Gefahren so zu thematisieren, ist zwar gut. Dass uns der Vorstoss zur Überlegung anregt, uns im Rahmen der Revision des PolG Gedanken über die gesetzliche Verankerung eines Minimalstandards auch für die Sekundarstufe I zu machen, finde ich gut. Diese Diskussion werden wir nochmals im Rahmen der PolG-Revision führen können. Ich hoffe, dass der vorliegende Vorstoss zumindest als Postulat eine Mehrheit findet.

Le président. Wir sind am Schluss der Rednerinnen- und Rednerliste angelangt. Frau Grossrätin Gabi Schönenberger wünscht das Wort nochmals nach dem Votum von Regierungsrat Käser. Die Mitmotionärin Grossrätin Iannino Gerber verzichtet auf das Wort. Wir werden diesen Vorstoss auf jeden Fall heute zu Ende beraten. Herr Polizei- und Militärdirektor, Sie haben das Wort.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke Ihnen für die Diskussion. Ich glaube, das Anliegen ist nicht nur beim Polizeidirektor, sondern auch bei der Regierung angekommen. Das steht ausser Frage. Es geht nur um den Weg, um die Frage, wie weiter vorgegangen werden soll. Wie von Grossrat Meyer erwähnt, kommt es nicht wirklich darauf an, ob der Vorstoss als Motion oder als Postulat überwiesen wird. Diese Aussage kann ich unterschreiben. Der Punkt ist einfach, dass die Entscheidungen der Regierung in Bezug auf solche Vorstösse jeweils direkt von der Finanzlage des Kantons Bern beeinflusst werden. Will man den Vorstoss umsetzen, muss man wissen, dass es sich um eine zusätzliche Aufgabe handelt, die etwas kostet. Vielleicht ist es sinnvoll, diese Fragen rund um die Verkehrserziehung nochmals à fonds im Rahmen einer Totalrevision des Polizeigesetzes zu diskutieren. Deshalb besteht der Antrag der Regierung letztlich darin, die gesamte Motion als Postulat zu übernehmen. Dies, um die entsprechenden Fragen im Rahmen der Totalrevision des Polizeigesetzes auf den Tisch legen und klären zu können.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ja, es würden Kosten entstehen. In Ziffer 3 geht es aber nur um den ersten Schritt einer Prüfung. Es besteht durchaus die Möglichkeit herauszufinden, welche Synergien sich – auch in finanzieller Hinsicht – aus einer künftigen umfassenderen Präventionsarbeit der KaPo Bern ergeben könnten. Die Gelegenheit ist günstig, dies im PolG festzuschreiben, zumal die Planungserklärung als solche für den Regierungsrat rechtlich nicht verbindlich ist. Die gute Ausbildung unserer Kinder durch die Verkehrsinstruktorinnen und -instruktoren, zum Erlernen eines korrekten und sicheren Verhaltens im Strassenverkehr, lohnt sich. Dies ist die beste Unfallverhütung – auch für spätere Neulenkerinnen und Neulenker. Gerade deshalb ist es wichtig, den polizeilichen Verkehrsunterricht bis zum 9. Schuljahr zu verlängern. Im Interesse der Sicherheit der Kinder und Jugendlichen im Strassenverkehr, insbesondere auf Kindergarten- und Schulwegen, danke ich Ihnen für Ihre Unterstützung bei der Überweisung der Ziffern 1 und 2 als Motion und von Ziffer 3 als Postulat.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich möchte mich nur noch zu Ziffer 3 äussern. Die Ziffern 1 und 2 sind offenbar relativ unbestritten. Ziffer 3 sieht vor, dass geprüft wird, ob die bisher den Gemeinden obliegende Aufgabe nicht im Sinne eines Ausbaus auch für die Sekundarstufe I übernommen werden könnte. Einen sehr wichtigen Aspekt haben wir vorhin von Thomas Brönnimann gehört. Meine Tochter ist noch nicht im Teenageralter, sie ist vier Jahre alt. Sie hatte den Verkehrsunterricht erstmals im Kindergarten. Bereits dort konnte man feststellen, dass ein Teil der Eltern selber einen Verkehrsunterricht genossen hat und über die Ausbildungsinhalte informiert ist. Ein anderer Teil der Eltern, mit einem anderen Hintergrund, hat diese Kenntnisse nicht. Dies wird sich später noch akzentuieren. Später wird es Eltern geben, die das Fahrrad als Fortbewegungsmittel nicht kennen. Später wird es Eltern geben, die ihre vierjährigen Kinder alleine dem Strassenverkehr aussetzen. Meine Tochter wird jeden Morgen auf ihrem 40-minütigen Weg in den Kindergarten von einer Mutter begleitet. Einmal übernehme ich es, einmal jemand der acht anderen Familien. Es gibt schon jetzt Familien, die diese Möglichkeit nicht haben. Vor diesem Hintergrund müssen wir bedenken, dass wir nicht nur über uns oder über die Kindergartenkinder sprechen. Es gibt Schüler, die später auf einen Verkehrsunter-

richt angewiesen sind. Dies liegt in unserer Verantwortung! Wir wollen nicht, dass nur Gemeinden den Unterricht anbieten können, die reich genug sind. Wir haben ein Fraktionsmitglied, welches ein entsprechendes Angebot in der Gemeinde Steffisburg als sehr gut erlebt hat. Bei anderen ist es vielleicht nicht so. Aus diesem Grund spricht sich die EVP für das Postulat aus.

Le président. Wir stimmen punktweise über den Vorstoss ab. Wer Ziffer 1 als Motion überweisen möchte, stimmt Ja. Wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	124
Non	10
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer 1 der Motion überwiesen. Wer Ziffer 2 als Motion überweisen möchte, stimmt Ja. Wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	98
Non	29
Abstentions	9

Le président. Sie haben Ziffer 2 ebenfalls als Motion überwiesen. Bei Ziffer 3 stimmen wir über die Überweisung als Postulat ab. Wer Ziffer 3 als Postulat überweisen möchte, stimmt Ja. Wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil
Adoption sous forme de postulat

Oui	76
Non	55
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer als Postulat überwiesen. Somit sind haben wir diesen Vorstoss zu Ende behandelt. Nun werden wir noch ein Postulat und fünf Interpellation zu behandeln haben. Dies sollten wir morgen Vormittag während der für die POM reservierten Zeit schaffen. Also brechen wir an dieser Stelle ab. Der Imbiss steht im Erdgeschoss bereit. Sie dürfen sogar etwas länger bleiben! Das stört mich ausnahmsweise nicht. Die Abendsession findet nicht statt. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend!

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 33.

Les rédactrices:
Catherine Graf Lutz (f)
Eva Schmid (d)

Jeudi 20 mars 2014, 9 heures – 11 heures 45

Cinquième séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 153 députés. Excusés : Aebi Markus, Baltensperger Eva, Bhend Patric, Feller Erich, Muntwyler Urs, Steiner-Brütsch Daniel, Zuber Maxime

Affaire 2013.1200

N° de l'intervention:	252-2013
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	05.09.2013
Déposée par:	von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	2
N° d'ACE:	162/2014 du 12 février 2014
Direction:	POM

Tâches administratives: emploi de secrétaires au sein de la police cantonale

Le Conseil-exécutif est prié d'étudier la possibilité d'engager des secrétaires pour l'exécution de certaines tâches administratives dans les postes de police cantonaux pour décharger les collaborateurs spécialisés. L'effectif des agents devra être maintenu afin d'augmenter la présence sur le terrain. Cette proposition devra être intégrée dans la future révision de la loi sur la police.

Développement

Dans certains services cantonaux, par exemple dans les services sociaux, le concept de la répartition des tâches entre collaborateurs spécialisés (assistants sociaux) et secrétaires (généralement employées de commerce) est établi et fonctionne généralement bien. De plus, le système des forfaits attribués par le canton aux services sociaux communaux pousse ceux-ci à déléguer nombre de tâches administratives au secrétariat.

Un concept similaire devrait être envisagé pour la POCA, car actuellement, dans les corps de garde régionaux, toutes les tâches administratives sont effectuées par les collaborateurs spécialisés.

On peut donc se poser la question en terme d'efficience et de retour sur investissement (formation pointue et spécialisée qui a nécessité de coûteuses procédures de recrutement et de formation) quant à l'engagement croissant des agents de la POCA dévolu aux nombreuses tâches administratives.

Par exemple, la mise en application du nouveau code pénal nécessite de nombreuses heures d'audition. Lors de ces auditions, en lieu et place d'engager deux collaborateurs spécialisés, il serait certainement possible que la tenue du procès-verbal soit effectuée par une secrétaire (assermentée bien entendu) en lieu et place d'un agent.

Cette manière de procéder devrait, sur le long terme, permettre l'engagement de plus de forces de police sur le terrain (présence et prestation généralement demandée par la population et les communes) et certainement de réduire les coûts de fonctionnement globaux de la police cantonale.

Réponse du Conseil-exécutif

La Police cantonale veille d'ores et déjà à ce que les tâches ne nécessitant pas impérativement une formation policière soient accomplies par du personnel dit civil, lequel représente actuellement 20 pour cent (19 % l'année précédente) du corps de police, composé de 2500 collaborateurs. Le personnel civil comprend notamment des collaborateurs spécialisés dans les domaines de l'informatique, de la logistique, des ressources humaines et des finances, du nettoyage, du service juridique et de l'administration. Pour chaque fonction, le cahier des charges indique si une formation policière est nécessaire. En outre, dès qu'un poste se libère, on vérifie si le statut de policier est encore nécessaire. Ainsi, les agents de police accomplissent uniquement les tâches pour lesquelles ce statut est indispensable.

Le Conseil-exécutif précise toutefois que cette approche n'est pas toujours synonyme d'économies. En effet, compte tenu de la concurrence sur le marché, les postes civils nécessitant des spécialistes appartiennent à une classe nettement plus élevée (classe de salaire 17 à 22) que les postes d'agents de police, qui débutent en classe de salaire 15.

Les auditions, mentionnées comme exemple dans le postulat, tiennent un rôle important dans le cadre des enquêtes. À cet égard, il faut distinguer les auditions que la Police cantonale peut décider elle-même de mener de celles qui lui sont déléguées par le Ministère public. Ce n'est que dans le second cas de figure que la présence de deux agents de police est nécessaire pour le procès-verbal. Dans certains cantons (p. ex. Zurich, Soleure et Bâle-Ville), la personne qui procède à l'audition se charge aussi, la plupart du temps, de rédiger le procès-verbal. Dans le canton de Berne, toutefois, l'article 31 de la loi du 11 juin 2009 portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LiCPM; RSB 271.1) prévoit que la saisie du procès-verbal est assurée par une deuxième personne.

Le Conseil-exécutif n'est pas disposé à traiter le changement proposé dans le cadre de la révision de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1). Il estime, en effet, qu'il serait plus pertinent d'envisager une modification de la LiCPM plutôt que d'engager du personnel civil supplémentaire. Lors de la prochaine révision de la LiCPM, il faudrait donc examiner la possibilité de renoncer à la présence d'une deuxième personne pour rédiger le procès-verbal et, le cas échéant, la manière dont cela serait mis en œuvre.

Bien qu'il ne soit pas possible, à court terme, de réduire les effectifs pour les procès-verbaux, la réduction des tâches administratives reste au centre des préoccupations de la Police cantonale, qui examine la possibilité de diminuer le travail administratif dans tous les secteurs possibles de façon à se consacrer davantage à ses tâches centrales

(police judiciaire, police de sécurité et police de la circulation).
Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Le président. Ich bitte Sie Platz zu nehmen und ruhiger zu sein, damit wir zügig vorwärts kommen.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Pour une fois, nous n'allons pas taper sur les agents de police, comme il est coutumier dans cette salle, mais essayer de les soulager dans leurs tâches quotidiennes. Nous sommes bien conscients qu'au sein de la Police cantonale, on essaie de faire effectuer des tâches administratives à des employés n'ayant pas une formation policière. Le concept fonctionne certainement bien au niveau de l'administration centrale sur la place de Berne ainsi que dans les grandes villes. Par contre, si l'on se rend dans les postes de police régionaux, comme par exemple celui de St-Imier, on remarque, et cette remarque est valable pour nos propres intérêts, que le personnel est constitué uniquement d'agents de police. L'analogie avec les services sociaux est pertinente. Avez-vous déjà vu au sein d'un service social un assistant social diplômé et professionnel tenir la réception pour l'accueil des clients, effectuer des paiements, gérer les dossiers de caisse maladie, etc.? Eh bien non. On emploie simplement une secrétaire ou une réceptionniste, qui coûte bien entendu moins cher qu'un assistant social spécialisé.
Il est alors difficile de comprendre l'argument du gouvernement quant aux coûts impliquant des postes civils dans le cas présent. Nous parlons bien ici de secrétaires avec une formation d'employés de commerce par exemple et non de juristes universitaires. Je vous mets au défi de faire paraître une annonce dans la presse régionale du Jura bernois par exemple pour une place à 50 ou 100 pour cent d'employé(e) de commerce dans un poste de police avec comme tâches de tenir l'accueil des clients, de saisir le procès-verbal lors d'auditions, d'effectuer diverses tâches administratives, etc. Vous aurez sans problème 100 à 150 postulations. On ne parle pas ici de classes de salaire 17 à 20, mais certainement inférieures à la classe 15, comme les agents de police au début de leur carrière. Concernant le problème des auditions déléguées par le Ministère public, le canton de Berne fait encore partie de ces cantons qui se paient le luxe d'avoir deux collaborateurs, spécialisés de surcroît, alors qu'il serait possible ici de faire des économies. Comme la loi sur la police va être révisée prochainement, il serait intéressant d'inclure le concept des secrétaires dans les postes de police dans le terrain, et non encore renforcer les administrations centrales directement dans le débat sur cette révision de loi. Certainement des idées constructives viendront-elles lors de la période de consultation et lors des débats en commission. L'option de ce postulat ne coûtera rien. L'argument proposé par le gouvernement, selon lequel il faudrait plutôt proposer la LiCPM, loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs, est certes pertinent, mais rien ne nous garantit que lors d'une future révision de cette loi, on vienne nous servir qu'il serait in fine inéquitable et inefficace d'avoir une seule personne pour les auditions. De plus, nous n'avons aucune information quant à la date de cette future révision: 2015, 2016, 2017? Alors que la révision de la loi sur la police est déjà en cours. Bien entendu, nous allons aussi rapidement étudier l'idée d'une motion ou d'un postulat pour modifier la LiCPM, comme proposé par le gouvernement. Je rappelle qu'ici, il s'agit simplement de se poser la question de savoir si l'on n'emploie pas du personnel surqualifié dans les postes de police de terrain pour l'accomplissement de tâches administratives, c'est tout. C'est un peu comme si dans ma branche, on pouvait s'offrir le luxe d'employer des ingénieurs HES pour faire de la mise en plan en lieu et place de dessinateurs avec CFC. Je répète, la question est simple: n'employons-nous pas des collaborateurs surqualifiés pour les tâches administratives? Je me réjouis déjà du petit débat qui va suivre et surtout de vos propositions, et j'espère que, pour finir, la secrétaire de la police ne doive pas aller poser des sondes géothermiques à l'extérieur des localités.

Le président. Ich bitte Sie, ruhiger zu sein. Es ist wieder sehr, sehr, sehr laut. Ich kann Sie nicht mit einer «Treichle» zur Ruhe bringen.

Hans Schmid, Achseten (UDC). Die SVP setzt sich für Sicherheit ein. Auch sie will eine starke Präsenz der Kantonspolizei, und zwar nicht nur im Büro, sondern auch ausserhalb. Die erste Ziffer ist sehr verlockend. Wir würden es begrüssen, wenn wir statt Polizistinnen und Polizisten Sekretärinnen und Sekretäre anstellen könnten, die wirklich die Aufgaben eines Sachbearbeiters oder einer Sachbearbeiterin übernehmen. Der Postulant fordert aber, dass Sekretärinnen und Sekretäre zusätzlich zur Kantonspolizei angestellt werden. Das ist ein Freipass, um unbeschränkt zusätzliches Personal anstellen zu können, und das ist nicht im Sinn der SVP. Gemäss Antwort der Regierung wird zudem der administrative Aufwand immer überprüft und dafür gesorgt, dass möglichst nur das Notwendige gemacht wird. Der administrative Aufwand dürfte nach Meinung der SVP sogar reduziert werden, damit hier Potenzial entsteht. Für die SVP ist es also nicht sinnvoll, bei der Kantonspolizei zusätzliche Sekretariatsstellen zu schaffen. Aus diesem Grund lehnt sie das Postulat einstimmig ab.

Peter Studer, Utzenstorf (PBD). Die BDP ist mit der Antwort der Regierung zufrieden. Dort, wo es möglich ist, werden offenbar zivile Personen eingesetzt. Also, ich sage es nochmals, dort, wo es möglich ist. Aufgrund des Pflichtenhefts ist aber auch ganz klar vorgegeben, wann eine polizeiliche Ausbildung nötig ist. Gerade auch in der Hoffnung auf eine finanzielle Entlastung hat man das sogar im Ausland und auch im Kanton Basel Land probiert. Aber bei der Einführung hat man dann festgestellt, dass aufgrund der zusätzlichen Ausbildung und des anzuwendenden Rasters einige sogar mehr Lohn erhalten als die Polizisten, die jeden Tag vor Ort sind. Also sollte man hier nicht eingreifen.
Bei Ziffer 2 sind wir absolut gleicher Meinung wie die Regierung. Das gehört nicht ins Polizeigesetz. Vielmehr sollte das ins Einführungsgesetz des ZSJ aufgenommen werden. Die Protokollführung ist ja bereits heute in Artikel 31 geregelt. Man kann bereits heute die Protokolle selber führen, ausser es bestehe eine Verbindung mit der Staatsanwaltschaft, wo bei einer Einvernahme zwingend zwei Personen anwesend sein müssen. Ich hätte eine Standesinitiative vorgezogen,

um beim Bund zu erwirken, den administrativen Vorgabeaufwand zu reduzieren. Das würde der Polizei am ehesten dienen. *(Le président agite sa cloche.)* Zudem ist das ganz klar ein operativer Eingriff in die Tätigkeit der Polizei und ich masse mir als Politiker gar nicht an, zu wissen, was sie zu tun haben. Das sind Fachleute, die wissen, was sie tun. Die BDP ist mit der Antwort der Regierung einverstanden und bittet Sie, beide Ziffern des Postulats abzulehnen.

Parick Gsteiger, Eschert (PEV). Nous voulons aussi, comme probablement chacun d'entre vous, soulager au maximum les agents du front des différents travaux administratifs. Un policier doit être un maximum dans le terrain, au contact de la population, et pas derrière un ordinateur à remplir des tas de formulaires. Le postulat est donc sympathique dans le but qu'il vise. Pourtant, le parti évangélique ne le soutiendra pas, car selon nous ce n'est pas le bon moyen pour résoudre le problème, problème qui découle avant tout du nouveau Code de procédure pénale, qui a considérablement compliqué la tâche de nos agents au niveau administratif. Nous voyons aussi de manière relativement floue la limite qu'il faudrait mettre dans l'engagement du personnel civil, de savoir quelles tâches nous lui confierions et jusqu'où. Pour nous, le travail administratif et la réception dans les corps de garde sont aussi un bon moyen d'employer des agents qui sont peut-être momentanément mis de côté parce qu'ils sont accidentés ou qu'ils sont peut-être malades et peuvent ainsi rester au bureau, ou encore les agents qui sont proches de la retraite, qui ont vécu de longues années dans le terrain et qui peuvent mettre à profit, mettre à disposition leurs connaissances pour présenter un bon accueil et faire les tâches administratives de manière rapide. Donc, nous rejetons ce postulat.

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Wie aus der Antwort der Regierung hervorgeht, wurde dieses Thema erkannt und es wird daran gearbeitet. Einige Forderungen sind bereits erfüllt und einige können aufgrund des Einführungsgesetztes gar nicht umgesetzt werden, weil dort eine doppelte Besetzung vorgeschrieben ist. Es ist sicher sinnvoll, wenn die uniformierte Polizei überall dort, wo es möglich ist, von administrativen Arbeiten entlastet wird, um an der Front bei den Bürgerinnen und Bürgern Präsenz zu markieren. Ich sehe in diesem Vorstoss absolut keinen Freibrief, um in der Polizeidirektion beliebig Sekretärinnen und Sekretäre anzustellen. Es geht aus dem Sinn und Zweck des Vorstosses klar hervor, dass es sich um einen Ersatz und nicht um eine Aufstockung handeln sollte. Die FDP empfiehlt Ihnen die Annahme dieses Postulats.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt Ihnen, das Postulat abzulehnen, und zwar vor allem aus zwei Gründen: Die Polizeiarbeit wurde zugegebenermassen sehr administrativ. Die Polizei beklagt das selber auch. Aber die Polizei macht das nicht aus freien Stücken. Vielmehr sind die Anforderungen an sie im Bereich des Vorlaufs, bevor die Geschäfte an die Justiz gehen, gross und werden zunehmend komplexer und umfangreicher. Diese Forderung mischt sich zudem stark in das operative Geschäft ein und dieses wollen und müssen wir der Polizei überlassen. Sie muss entscheiden, wie sie das umsetzen will. Dies sind die zwei wesentlichen Punkte, wie wir das Postulat, in aller Kürze, behandelt haben. Wir empfehlen es Ihnen zur Ablehnung.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich bedanke mich für die Diskussion. Ein wesentlicher Grund für die zunehmende Arbeit rund um die Ermittlungen der Polizei ist die neue Strafprozessordnung, die auf 2011 eingeführt wurde. Das ist eine Tatsache und gilt für sämtliche Kantone. Grossrat Studer hat die Idee einer Standesinitiative aufgeworfen, die den administrativen Aufwand senken soll, aber das beisst sich mit der neuen Strafprozessordnung, die neu eben nicht mehr kantonal, sondern eidgenössisch ist. Die Ermittlungs- und Beweisarbeit wurde durch diese Strafprozessordnung ganz wesentlich erhöht. Die Polizei beschäftigt nicht Polizisten im Büro, damit sie an der Wärme sind, sondern weil eben polizeiliches Know-how nötig ist, um die Vorarbeiten der entsprechenden Dossiers vorzunehmen, bevor sie zur Justiz gelangen. Die Regierung hat in ihrer Antwort ihre Haltung dargelegt. Ich möchte Ihnen empfehlen, das Postulat im Sinne der Regierung abzulehnen.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Je ne vais pas retirer mon postulat. L'idée ne vient pas de moi, mais de la base. Ils pourront ainsi savoir qui les aura soutenus ou pas. Quelques pistes intéressantes, notamment du PBD sur l'initiative parlementaire. Ma foi, mon intention était d'avoir les agents de police le plus possible dans le terrain. Certainement que ce parlement va en décider autrement, mais je vous remercie.

Le président. Wir stimmen über das Postulat ab.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	18
Non	115
Abstentions	0

Le président. Der Rat hat das Postulat abgelehnt.

Affaire 2013.1240

N° de l'intervention:	275-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole) Fuchs (Berne, UDC)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	121/2014 du 5 février 2014
Direction:	POM

Transparence et équité dans les décomptes des prestations de police

Dans le cadre de Police Bern, les communes ont la possibilité d'acheter des prestations de police. Il est important à cet égard que la facturation soit compréhensible et que les calculs soient corrects. Tel ne semble pas être actuellement le cas partout et il semblerait qu'il soit arrivé notamment que le trajet jusqu'au lieu de l'intervention ait été facturé. Or, ce trajet n'est pas à la charge de la commune quand le lieu de l'intervention et la commune ne se trouvent pas au même endroit. Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le gouvernement a-t-il connaissance de discussions concernant le système de facturation des prestations de police ?
2. A-t-il déjà pris des mesures pour garantir que le trajet jusqu'au lieu d'intervention ne soit pas facturé ? Dans la négative, est-il prêt à le faire ?
3. Les calculs sont-ils effectués sur la base d'une grille permettant de garantir que les prestations puissent être acquises au même prix partout dans le canton ? Dans la négative, le Conseil-exécutif est-il disposé à faire établir une telle grille ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Comme chacun sait, le système de police unique (Police Bern) a fait l'objet d'une évaluation. Divers groupes de travail, auxquels participaient des représentants des communes et du canton, ont élaboré des propositions d'amélioration dans différents domaines. Un sous-groupe a notamment examiné les thèmes du financement et de la facturation. Les résultats de l'évaluation figurent dans le rapport final transmis au Grand Conseil par le Conseil-exécutif le 5 juin 2013.
La question formulée dans l'interpellation porte sur des détails qui n'ont pas été examinés de manière approfondie dans l'évaluation. Les communes sous contrat ont toutefois été informées des modalités des facturations en décembre 2013, par le biais d'un guide.
2 et 3. En cas d'intervention de son service d'ordre, la Police cantonale facture le trajet de ses collaborateurs et collaboratrices (en général depuis leur lieu de travail) jusqu'à un lieu de rassemblement central (en général Berne), mais aussi le déplacement de ce lieu central jusqu'au lieu d'intervention. Ces coûts sont mis à la charge de la commune dans laquelle un événement (p. ex. manifestation politique ou sportive) nécessite une intervention policière. Berne constitue le premier lieu de rassemblement central, puisque la Police cantonale y stationne le gros de son matériel d'intervention. En outre, les interventions de moindre envergure sont menées avec les ressources disponibles dans la région où elles ont lieu. Dès lors, la police ne passe pas par la centrale de Berne, pour autant qu'elle n'ait pas besoin de matériel qui ne se trouve que là-bas. Ainsi, à l'heure actuelle, l'ensemble du canton bénéficie des mêmes prestations aux mêmes conditions.
Le Conseil-exécutif ne voit pas l'utilité de prendre des mesures pour que le déplacement des services d'ordre ne soit plus facturé. Le système de facturation est justifié par le fait que, en cas de besoin attesté, les communes peuvent recevoir davantage de forces policières qu'avant l'introduction de la police unique. Cette grande disponibilité présuppose cependant que les forces nécessaires puissent être rassemblées depuis tout le canton.
En résumé, le système décrit a sa raison d'être, vu les avantages qu'il présente pour les communes et la charge de travail supplémentaire qu'il induit pour la Police cantonale. Une modification n'en est donc pas prévue, même après l'évaluation de Police Bern.

Le président. Die Interpellantin ist von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt und gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2013.1194

N° de l'intervention:	249-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	05.09.2013
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	93/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	POM

Bases légales du pilori de la Police cantonale sur Internet

Après les débordements qui ont eu lieu lors de la manifestation « Tanz dich frei », en mai 2013, le conseil communal de la ville de Berne et la Police cantonale ont invité les particuliers à mettre à la disposition des autorités leurs enregistrements photo ou vidéo. On ne savait pas encore ce qu'il allait advenir de ces images.
Entre le 17 juin et le 12 juillet 2013, la Police cantonale bernoise a ensuite publié des photos sur sa page internet. Ces photos étaient censées représenter des casseurs et des casseuses de la manifestation « Tanz dich frei » du 25 mai. La Police cantonale a demandé à la population de lui communiquer tout renseignement susceptible d'aider à l'identification des personnes représentées et a défendu son pilori sur Internet en assurant à l'opinion publique que c'était un moyen de poursuite pénale incontournable. Même si l'auteur de cette interpellation est évidemment d'accord pour que les dommages à la propriété soient poursuivis pénalement, le recours à un pilori sur Internet semble discutable. Les délégués et déléguées à la protection des données de toute la Suisse ont critiqué cette manière de faire et ont dit, à raison, qu'elle ne reposait sur aucune base légale.
Les piloris sur Internet sont discutables parce qu'ils signifient la diffusion dans le monde entier de données personnelles qui, dans les faits, ne sont pas effaçables. On accepte que des innocents et innocentes soient soupçonnés et socialement rejetés. C'est une atteinte flagrante à la présomption d'innocence, un principe de l'Etat de droit. Pour la personne concernée, qu'elle soit coupable ou innocente, cela peut avoir de graves conséquences. Prétendre que les photos publiées sur Internet seront immédiatement supprimées, par exemple, si la recherche aboutit ou si des per-

sonnes ont été recherchées par méprise, est non seulement naïf, mais c'est aussi de la poudre aux yeux.
C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Sur quelles bases légales les autorités cantonales se sont-elles appuyées pour publier sur Internet les photos de personnes à identifier ?
2. Combien de photos Police Bern a-t-elle publiées sur Internet ? Combien d'entre elles venaient de la population ? Les personnes qui ont envoyé ou chargé du matériel photographique savaient-elles que les images seraient publiées ?
3. Comment les autorités cantonales se sont-elles assuré que ces images représentaient effectivement les casseurs et les casseuses ?
4. Pourquoi la Police cantonale a-t-elle directement publié les photos dans leur intégralité, au lieu de procéder en deux temps, comme à Zurich par exemple ?
5. Combien de suspects les autorités sont-elles parvenues à identifier de cette façon et combien ont effectivement été retrouvés ? Combien d'entre eux ont été condamnés par ordonnance pénale ?
6. Est-ce que des personnes innocentes se trouvaient également en photo sur le site de la Police cantonale ? Combien ? Que font les autorités dans un tel cas ? Que peuvent faire les personnes innocentes contre ces jugements hâtifs ?
7. De combien de ressources supplémentaires la police a-t-elle besoin pour traiter ces informations ? Au prix de quelles autres prestations le fait-elle ?
8. Le Conseil-exécutif est-il prêt à n'utiliser cet outil qu'avec la plus extrême rigueur, c'est-à-dire uniquement s'il est démontré que tous les autres moyens ont effectivement été épuisés et seulement en cas de danger menaçant la vie ou l'intégrité corporelle, et seulement sur ordonnance du juge ?

Réponse du Conseil-exécutif

Pour le Conseil-exécutif, il est évident que les données personnelles doivent être protégées en vertu des lignes directrices applicables. Toute décision de mener des recherches par le biais d'Internet, comme l'a fait la Police cantonale dans le cadre de son enquête à la suite de la manifestation « Tanz dich frei », doit être mûrement réfléchie. Les autorités de poursuite pénale du canton de Berne sont tout à fait conscientes de la problématique liée à la publication d'images sur Internet et, de ce fait, n'utilisent cet outil que dans des cas exceptionnels. Les images de la manifestation « Tanz dich frei » ont été publiées à la demande du Ministère public compétent.
Le Conseil-exécutif rejette catégoriquement les propos suggérant que les autorités n'auraient pas informé le public de l'utilisation des images et des vidéos. En effet, l'appel à témoins du 27 mai 2013 (disponible à l'adresse www.police.be.ch) indiquait clairement que ces images seraient utilisées dans le cadre de poursuites pénales.
La répression des infractions constitue la tâche principale des autorités de poursuite pénale (plus précisément de la police judiciaire). Les moyens pouvant être déployés à cet effet, notamment l'appel à la collaboration de la population, sont définis de façon exhaustive dans le Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (CPP; RS 312.0). Compte tenu de l'importance de cette tâche, le CPP contient des dispositions relatives à la protection des données. Partant, les législations cantonales sur la protection des données ne s'appliquent pas dans ce domaine. Par ailleurs, le but de la protection des données n'est pas d'aider les suspects à se soustraire aux autorités.

1. Les mesures pouvant être prises par la police judiciaire en vue d'élucider des infractions sont définies de façon exhaustive dans le CPP, la collaboration de la population étant réglée à l'article 74.
2. Selon les communiqués de presse de la Police cantonale et les médias, 93 images, sur lesquelles apparaissent 49 personnes, ont été publiées. Le public a dès le début été informé de l'utilisation prévue des images et des vidéos.
   La recherche par Internet ayant été ordonnée par une décision, la présomption d'innocence, les droits de la personnalité et le principe de proportionnalité ont été respectés.

3, 4 et 6. L'objectif étant d'identifier les auteurs des infractions, seules les images et vidéos montrant des personnes en train de commettre des infractions ont été publiées, l'intégralité des images attestant de l'infraction commise.
   La manière dont les images sont publiées est définie au cas par cas par le Ministère public. En l'espèce, le public a été informé du projet de publication des images par le biais des médias, et ce à un stade précoce. Ainsi, les personnes concernées ont eu la possibilité de prendre contact avec la Police cantonale et d'empêcher la publication des images. Chaque personne était donc en mesure d'agir rapidement pour éviter que « ses » images ne soient diffusées.

5. La publication des images a permis d'identifier douze auteurs d'infractions présumés. Ce chiffre a été publié dans le communiqué de presse de la Police cantonale et du Ministère public de Berne-Mittelland du 11 juillet 2013. L'enquête étant en cours, nous ne pouvons pour l'instant donner davantage d'informations sur la question des éventuelles poursuites pénales ou condamnations.
7. Les heures consacrées à l'enquête menée dans le cadre de la manifestation « Tanz dich frei » s'inscrivent dans les activités ordinaires de la police judiciaire et n'ont donc pas été décomptées séparément.
8. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les recherches par le biais d'Internet doivent être ordonnées par le Ministère public. Compte tenu de la séparation des pouvoirs, le Conseil-exécutif n'est pas habilité à élaborer des directives et des conditions générales dans ce domaine.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt und gibt eine Erklärung ab.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Ich finde die Antwort des Regierungsrats nicht befriedigend. Sie ist unprofessionell und mangelhaft. In seiner Antwort geht der Regierungsrat weder auf die Empfehlungen der Konferenz der Strafverfolgungsbehörden der Schweiz noch auf die Kritik des Datenschutzbeauftragten am Internetpranger und an der Veröf-

fentlichung von Fotos im Internet ein. Und das ist ja wirklich erstaunlich. Denn gerade diese in zahlreichen Medien zitierte Kritik des Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten trifft ziemlich genau auf das Vorgehen des Regierungsrats in dieser Sache zu. Dieser weiss nichts besseres als einfach wegzuschauen und auszublenden, anstatt sich gewissenhaft damit zu beschäftigen und dem Grossrat entsprechend Rede und Antwort zu stehen. Er versucht sein Vorgehen betreffend Internetpranger noch zu rechtfertigen, anstatt Korrekturen vorzunehmen und sich um Verbesserungsmöglichkeiten für eine zukunftsgerichtete Strategie zu bemühen. Dieses Vorgehen können wir nicht akzeptieren, denn letztlich werden damit auch die Grundrechte verletzt.

Affaire 2013.1195

N° de l'intervention:	250-2013
Déposée le:	05.09.2013
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	119/2014 du 5 février 2014
Direction:	POM

Néonazis: que fait le Conseil-exécutif?

L'extrémisme de droite est une idéologie dangereuse dont il importe de prévenir la propagation. Elle favorise les crimes contre l'humanité et incite au génocide, l'Histoire nous l'a enseigné. L'extrémisme de droite est toujours vivant et nuisible. En Norvège (Utøya et Oslo), 77 personnes ont été assassinées, dont 66 jeunes, tandis qu'en Allemagne, dix personnes dont neuf immigrés et une agente de police ont été abattus par des extrémistes de droite.
Selon plusieurs articles parus dans la presse, les néonazis sont organisés en réseau dans le canton de Berne. Rien ou presque ne filtre toutefois sur les mesures prises par les autorités cantonales contre ces groupuscules. La *Sonntagszeitung* du 21 juillet 2013 cite le spécialiste du néonazime allemand, Andreas Speit, s'exprimant au sujet de la situation en Suisse : « Je pars du principe qu'hormis les personnes déjà soupçonnées, d'autres encore sont impliquées dans ce mouvement, en Suisse également. » L'expert en appelle à la vigilance : « Ce qui m'agace, c'est de voir que l'existence du commando Werwolf n'a été révélée en Suisse qu'après les pressions exercées par l'Allemagne. (…) On a l'impression qu'on se préoccupe moins en Suisse de surveiller cette organisation et d'en révéler les agissements. » [trad.]
Le rapport de la commission d'enquête du parlement allemand concernant l'affaire du *Nationalsozialistische Untergrund* (NSU) critique également le fait qu'il ait fallu attendre huit mois pour que le canton de Berne exécute deux mandats de perquisition allemands.
Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes:

1. Le Conseil-exécutif a-t-il ouvert une enquête interne pour identifier les dysfonctionnements dans la procédure NSU et est-il disposé à en référer au Grand Conseil?
2. Comment évalue-t-il le risque de formation de groupuscules d'extrême droite dans le canton de Berne et quels critères applique-t-il pour cette évaluation ?
3. Quel crédit accorde-t-il aux articles de presse selon lesquels il existe des groupuscules d'extrême droite dans le canton et qu'ils planifient et mènent des actions ?
4. Qu'a fait le canton de Berne jusqu'à maintenant contre le phénomène qu'il puisse révéler ?
5. Le Conseil-exécutif a-t-il une stratégie de communication pour expliquer au grand public le phénomène de l'extrémisme de droite ?
6. L'histoire nous enseigne-t-elle comment prévenir efficacement la concentration des groupuscules d'extrême droite ?
7. Le Conseil-exécutif est-il disposé à œuvrer en faveur de la mise en place d'un registre national des armes ?
8. Que pense-t-il de la collaboration avec les autorités d'instruction de l'étranger ?

Réponse du Conseil-exécutif

En Suisse, c'est en principe à la Confédération qu'il incombe d'identifier les risques en lien avec l'extrémisme de droite pouvant déboucher sur des actes de violence, et de combattre ce phénomène. Les mesures applicables à cet effet sont définies dans la législation fédérale (loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure, LMSI; RS 120). Dans le canton de Berne, elles sont mises en œuvre par la Police cantonale, dans son rôle d'autorité cantonale d'exécution.

1. De l'avis du Conseil-exécutif, le canton de Berne n'a aucune raison d'ouvrir une enquête interne en rapport avec les événements de l'affaire du NSU, survenus en Allemagne. Dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale, les autorités bernoises ont toujours effectué sans attendre les tâches qui leur étaient confiées et ont pris les mesures demandées.
2. Dans le canton de Berne, le danger que représentent les organisations d'extrême droite pour la sûreté intérieure de la Suisse peut actuellement être qualifié de faible. Cette appréciation découle de la surveillance exercée par les autorités sur des groupuscules d'extrême droite, à Berne et dans d'autres cantons.
   C'est la Confédération qui procède à une évaluation périodique de la menace, fondée notamment sur les observations effectuées par les organes cantonaux d'exécution. Elle est également responsable de l'échange d'informations avec les autorités étrangères.
3. Les informations publiées dans les médias ne reposent pas sur des faits avérés. Les autorités fédérales et cantonales analysent la situation en permanence, pour déterminer si des groupuscules violents présentent un danger concret et, le cas échéant, en cerner la nature.
4. Dans son rôle d'organe cantonal d'exécution, la Police cantonale bernoise accomplit avant tout les tâches confiées par la Confédération. Ces dernières peuvent consister à suivre les activités de groupuscules d'extrême droite violents de manière générale, ou à surveiller l'un ou l'autre de leurs chefs de file.
5. Le Conseil-exécutif estime que l'élaboration d'une stratégie particulière de communication en matière de lutte

contre l'extrême droite violente ne se justifie pas. Par ailleurs, une telle stratégie cantonale empiéterait sur les compétences de la Confédération.

6. Le canton de Berne n'ayant pas connu de concentration de groupuscules d'extrême droite par le passé, l'expérience en la matière fait défaut. Actuellement, on constate que de telles formations – pour autant qu'elles se manifestent – se limitent à des groupuscules qui n'affichent pas un degré d'organisation très poussé. De l'avis du Conseil-exécutif, il n'est malheureusement pas possible d'empêcher totalement la formation de groupements extrémistes violents. Sur le plan fédéral et cantonal, les autorités compétentes prennent les mesures figurant à la LMSI pour prévenir au mieux ce type de danger.
7. Dans sa réponse du 28 août 2013 à la procédure de consultation, le Conseil-exécutif avait exprimé un avis favorable à l'extension et à l'accélération des échanges d'informations entre autorités concernant la détention d'armes. À ce titre, le canton de Berne fait œuvre de précurseur, en participant au projet de fusion des registres cantonaux des armes avec celui de l'autorité fédérale.
8. Le Conseil-exécutif considère qu'en principe, la collaboration avec d'autres autorités d'instruction fonctionne bien et qu'elle a toute sa pertinence. Il faut néanmoins rappeler que les investigations relevant de l'entraide judiciaire internationale sont menées par les services fédéraux compétents: dès lors, les autorités cantonales n'ont presque aucun contact avec les autorités d'instruction des pays étrangers.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt und gibt eine Erklärung ab.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Ich finde die Antwort des Regierungsrates nicht befriedigend. Die Antwort macht minimalistische Angaben, deren Richtigkeit nicht überprüft werden kann. Sie ist nicht genug informativ und schiebt oft die Verantwortung an den Bund. Vermutlich ist das Interesse für den Inhalt dieses Vorstosses nicht sehr ausgeprägt, ansonsten müssten doch die Vorwürfe der Fachpersonen den Kanton Bern dazu veranlassen, sich etwas genauer und intensiver mit der Problematik zu beschäftigen.
Ein Beispiel ist der Vorwurf des Deutschen Bundestages im Zusammenhang mit den zehn getöteten Migranten, es habe ganze acht Monaten gedauert, bis der Kanton Bern zwei deutsche Durchsuchungsbeschlüsse umgesetzt hätte. Auf diesen Vorwurf reagiert der Regierungsrat lediglich mit der nichts sagenden Antwort, dass die Berner Behörden die Rechtshilfe umgehend in die Hand genommen und die ersuchten Massnahmen vollzogen hätten. *(Le président agite sa cloche*.) Stimmt denn das, und was kam dabei heraus? Diese Aussagen können weder auf ihre Richtigkeit noch auf den Sinn hin überprüft werden. Deshalb bin ich nicht befriedigt von der Antwort.

Affaire 2013.1423

N° de l'intervention:	290-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	04.11.2013
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 21.11.2013
N° d'ACE:	179/2014 du 19 février 2014
Direction:	POM

Espionnage des Américains à Berne

Chaque jour qui passe, nous en apprenons un peu plus sur les activités des services de renseignement américains en Suisse. En effet, selon la *SonntagsZeitung* du 3 novembre 2013, même Berne est concernée : surveillance et prise en photo des gens, consignation des numéros des plaques minéralogiques, écoute des conversations, ce n'est pas seulement à Genève que les Américains récoltent industrieusement des données.
Depuis 2006, une *Surveillance Detection Team* (SDT) se consacre depuis le bâtiment de l'ambassade des Etats-Unis à Berne à la surveillance du voisinage immédiat, donc de l'espace public. Ces équipes connaissent les mouvements des passants dans la rue et ceux de la circulation, et elles connaissent également dit-on les capacités de la police locale et des unités de l'armée. L'ambassade des Etats-Unis à Berne a demandé à pouvoir étendre ces activités à l'espace public hors du territoire de l'ambassade afin de pouvoir employer son personnel de sécurité à la surveillance des passants et à leur espionnage. Le Conseil fédéral a rejeté cette requête en 2007. Selon la *SonntagsZeitung*, les autorités américaines n'ont cependant pas respecté le refus du Conseil fédéral et ont quand même fait travailler leur équipe de surveillance à Berne et à Genève. En 2011, le DFAE a adressé une note diplomatique à l'ambassade des Etats-Unis dans laquelle il lui demande de faire cesser le programme d'observation et de reconnaissance. Selon les indications du DFJP, les représentants des Etats-Unis ont répondu que le programme serait suspendu à Genève. Il n'était pas du tout question de Berne.
L'ambassade des Etats-Unis a déménagé du quartier du Kirchenfeld à la Sulgeneckstrasse au centre-ville, où le propriétaire de l'immeuble (caisse de pension de l'assurance bernoise) lui avait donné toute liberté pour les aménagements intérieurs. Personne ne sait quels appareils ni quelle infrastructure y ont été installés, et à quelles fins. Mais il paraît certain que les Etats-Unis se soient livrés à de vastes activités d'espionnage à Berne.
Il est regrettable que les autorités cantonales n'aient pas empêché ces activités. A aucun moment, la population n'a été informée. Pour justifier leur inactivité, les autorités font valoir qu'il s'agit là d'une compétence fédérale. Or, les autorités cantonales sont dotées d'une division consacrée à la sécurité de l'Etat qui, elle, devrait être informée de ces développements. C'est d'ailleurs à elle qu'il incombe de protéger la population contre l'espionnage, surtout quand il s'agit des espaces publics.
C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif était-il informé de l'engagement de l'équipe SD de l'ambassade américaine à Berne ? Quand a-t-il appris son existence et que sait-il aujourd'hui de ses activités ? Quelle est l'ampleur de la surveillance ?

2. Comment le gouvernement a-t-il réagi face aux activités d'espionnage de l'équipe et qu'a-t-il fait pour les faire cesser ?
3. Que deviennent les données récoltées ?
4. Si le Conseil-exécutif n'en avait pas connaissance, quelle en est la raison ? Ne devrait-il pas avoir été informé par son service de renseignement ? Les responsables devront-ils rendre des comptes ?
5. Que pense faire le gouvernement pour mettre fin à ces activités d'espionnage ?

Réponse du Conseil-exécutif

Il faut d'abord souligner qu'en principe, c'est pour la sécurité nationale que les activités d'espionnage auxquelles s'adonnent des services de renseignement étrangers représentent un danger; c'est donc la Confédération qui est compétente pour les combattre. Ce principe s'applique également aux activités d'espionnage effectuées depuis des ambassades ou des consulats. Les autorités fédérales sont responsables des poursuites pénales, mais aussi des mesures de prévention contre de telles activités. Dès lors, seule la Confédération est en mesure de fournir des informations sur des cas concrets.
Du fait de la compétence fédérale, les activités du service cantonal de renseignement se limitent avant tout à l'exécution de mandats d'enquête reçus de la part des autorités fédérales. Les faits constatés par ce service sont transmis à la Confédération pour traitement et évaluation. La législation n'attribuant pas d'autres compétences (protection de l'État, poursuite pénale) aux autorités cantonales, ces dernières n'ont pas le droit de se livrer à de telles activités.
Pour les raisons énoncées ci-dessus, le Conseil-exécutif n'est pas en mesure de répondre aux questions figurant dans l'interpellation.

Le président. Der Interpellant ist nicht befriedigt von der Antwort des Regierungsrats und verlangt Diskussion. Wir ermitteln das Quorum. Es sind 40 Stimmen notwendig, damit die Diskussion gewährt wird. Wer die Diskussion dieser Interpellation will, drückt jetzt den Knopf.

Vote

Pour l'ouverture de la discussion 27 voix

Le président. Mit 27 Stimmen wurde das Quorum nicht erreicht. Der Interpellant gibt eine Erklärung ab.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Schade, dass Sie die Diskussion nicht gewährt haben. Wahrscheinlich machen Sie Wahlkampf *(hilarité)*.

Le président. *(Il interrompt l'orateur:)* Ich bitte um Ruhe.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Da ich schon auf Diskussionen verzichtet habe, wäre es hier angebracht, die Diskussion zu gewähren. Ich bin von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt. Dies vor allem, weil die Berner Polizei wusste, dass der US-Geheimdienst in der Stadt Bern und bis Thun tätig ist und diese Tätigkeiten im Wissen der Berner Polizei durchführte. Und hier hat man nichts unternommen. Deshalb schuldet der Regierungsrat uns hier Antworten und ich hoffe, dass die Oberaufsichtskommission in dieser Sache einmal mit dem Regierungsrat spricht und uns darüber entsprechend informiert.

Affaire 2013.1497

N° de l'intervention:	302-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	15.11.2013
Déposée par:	Schneider (Diessbach b. Büren, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	92/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	POM

Echec à la course de contrôle: l'opposition doit être payante!

Les détenteurs et détentrices d'un permis de conduire étranger ont la possibilité d'obtenir le permis de conduire suisse en se soumettant à une course de contrôle (les ressortissants et ressortissantes de l'UE, de l'AELE et de certains autres pays en sont exemptés). La course de contrôle permet de s'assurer que les conducteurs et conductrices connaissent les règles de circulation et sont à l'aise au volant. Elle empêche le transfert de permis de conduire étrangers « achetés ». La course de contrôle ne peut pas être répétée. En cas d'échec, il faut donc passer le permis de conduire suisse selon la procédure régulière. Il est possible de former opposition contre l'échec à la course de contrôle, ce qui entraîne des frais administratifs et de traduction élevés. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est chargé de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'oppositions sont formées chaque année contre l'échec à la course de contrôle ? Combien sont acceptées ?
2. A combien s'élèvent les frais administratifs et de traduction par opposition ?
3. Ces coûts sont-ils imputés à l'opposant ou à l'opposante ?
4. Si tel n'est pas le cas, le Conseil-exécutif est-il prêt à prendre des mesures pour que ces coûts soient imputés à l'opposant ou à l'opposante selon le principe de causalité ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. En 2013, douze oppositions ont été formées suite à des courses de contrôle. Deux d'entre elles portaient sur des tests d'aptitude pour personnes âgées, tandis que les dix autres concernaient un échange de permis de conduire étranger. Elles ont toutes été rejetées.
2. Il est quasiment impossible de chiffrer les coûts engendrés par la charge de travail. On peut toutefois estimer, à titre indicatif, que le traitement d'une opposition prend en moyenne quatre heures (prise de position de l'expert de la circulation, rédaction de la décision sur opposition,

administration générale telle que suivi des tâches, envoi, etc.). Cinq des dix décisions sur opposition ont dû être traduites, chaque traduction représentant elle aussi environ quatre heures de travail. On arrive donc, pour l'année 2013, à un total de 60 heures de travail, ce qui est négligeable eu égard au volume global des tâches effectuées par l'Office de la circulation routière et de la navigation.

3. Les coûts ne sont pas facturés. Les procédures d'opposition sont régies par les articles 53 à 55 de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA; RSB 155.21). En vertu de l'article 107, alinéa 2 LPJA, elles sont gratuites.
4. Les procédures d'opposition constituent une pratique courante dans tous les domaines administratifs où des décisions sont rendues en grand nombre. Pour les facturer, il faudrait modifier la LPJA, ce qui toucherait toutes les procédures de ce type. Le Conseil-exécutif n'est pas disposé à mettre les frais d'opposition portant sur des courses de contrôle à la charge des personnes étrangères concernées: au vu de la faible importance des quelque dix oppositions formées en moyenne chaque année dans ce domaine, il estime qu'une modification de la LPJA serait disproportionnée.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt, gibt aber keine Erklärung ab.

Affaire 2013.1697

N° de l'intervention:	009-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	24.12.2013
Déposée par:	Bühler (Cortébert, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	241/2014 du 26 février 2014
Direction:	CHA

Les suites du vote du 24 novembre 2013

Le vote historique du 24 novembre 2013 a permis de mesurer l'ampleur du rejet de l'idée de fonder un nouveau canton réunissant le Jura et le Jura bernois. Près de 72 pour cent des votantes et des votants du Jura bernois, représentant la majorité absolue du corps électoral inscrit, a dit non à cette idée.

Dès lors, il est permis de se demander si l'exercice démocratique était nécessaire, puisque ce résultat ne fait que confirmer ce que d'aucuns avaient déjà conclu sur la base des résultats des élections cantonales depuis des décennies et de l'absence de mouvement populaire perceptible demandant un changement institutionnel dans le Jura bernois.

Certains observateurs estiment par ailleurs que le long travail de l'Assemblée interjurassienne de 1994 à 2013 n'a finalement débouché que sur un seul fait marquant : la votation du 24 novembre 2013. Une quantité considérable d'argent public a pourtant été investi dans des rapports volumineux qui n'ont pas été pris en compte dans l'objet de la votation.

De plus, depuis le résultat négatif pour les aspirations jurassiennes, un torrent de haine et de mépris déferle sur le Jura bernois. Il n'est qu'à penser aux insultes faites à la population du Jura bernois, qui est assimilée au nazisme dans une chanson prétendument satirique de M. Thierry Meury (RTS, 1er décembre 2013, émission *L'Agence*). On peut aussi citer les innombrables prises de position publiques de responsables ou anonymes séparatistes, qui prétendent tour à tour que la population du Jura bernois a voté par ignorance ou par peur. Toutes ces interventions sont autant d'insultes à l'intelligence et à la maturité de la population du Jura bernois.

Il faut aussi constater que des représentants éminents des plus hautes sphères du pouvoir jurassien foulent d'ores et déjà au pied l'engagement de leur gouvernement, selon lequel la question jurassienne serait résolue à l'issue des processus définis dans la Déclaration d'intention du 20 février 2012. Le maire de Delémont Pierre Kohler a par exemple déclaré en direct à la télévision le 24 novembre 2013 : « On ne pourra jamais, de mon point de vue, dire que la question jurassienne est terminée ». Ces propos sortis de la bouche d'un ancien membre du gouvernement jurassien interpellent au plus haut point. On peut aussi encore citer Pierre-André Comte, secrétaire général du Mouvement autonomiste jurassien (MAJ), qui évoque une « nouvelle phase active » de la question jurassienne ou un « redéploiement de l'action autonomiste » lors d'états généraux de la refondation du MAJ convoqués le 22 février 2014.

Ces déclarations sont d'autant plus inquiétantes que la Constitution de la République et Canton du Jura contient maintenant deux articles qui posent problème au regard de la paix confédérale.

L'article 138 mentionne que le canton du Jura peut accueillir « toute partie du territoire jurassien directement concerné par le scrutin du 23 juin 1974 si cette partie s'est régulièrement séparée au regard du droit fédéral et du droit du canton intéressé ». Le nouvel article 139, introduit suite à son acceptation le 24 novembre 2013, prévoit que le gouvernement jurassien est habilité à « engager un processus tendant à la création d'un nouveau canton couvrant les territoires du Jura bernois et de la République et Canton du Jura ». Ces deux articles constituent des agressions permanentes contre l'intégrité territoriale du Jura bernois.

Dans ce contexte, Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel a été le coût global approximatif, pour le canton et les communes du Jura bernois, de la procédure de votation du 24 novembre 2013 (frais directs, personnel engagé, etc.) ?
2. Quel a été le coût total de l'Assemblée interjurassienne à ce jour pour le canton de Berne ?
3. Le Conseil-exécutif estime-t-il que cet argent (questions 1 et 2) a été dépensé à bon escient, puisque le résultat de la votation était prévisible ?
4. Le Conseil-exécutif est-il d'avis que la République et Canton du Jura devrait supprimer l'article 138 et le nouvel article 139 de sa Constitution accepté par la population le 24 novembre 2013 ?

5. Que fera le Conseil-exécutif pour que la République et Canton du Jura entreprenne les démarches nécessaires ?
6. Le cas échéant, le Conseil-exécutif interviendra-t-il auprès des parlementaires fédéraux bernois pour que la garantie fédérale ne soit pas accordée à l'article 139 en question ?

Réponse du Conseil-exécutif

Remarque préliminaire
Le Conseil-exécutif tient à rappeler que le vote du 24 novembre 2013 s'inscrit dans un processus lancé lors de la constitution de l'Assemblée interjurassienne en 1994. Le Conseil-exécutif a toujours affiché, depuis le dépôt du rapport final de l'AIJ en 2009 notamment, sa fidélité à l'esprit qui a présidé à la mise en place et aux travaux de cette institution, à savoir la volonté clairement affichée de vouloir résoudre la Question jurassienne par le dialogue. L'option du Conseil-exécutif en faveur du Statu quo+, une des deux solutions à la Question jurassienne, la négociation de la Déclaration d'intention du 20 février 2012, la mise sur pied de la votation du 24 novembre, ont été défendues en toute cohérence par le Conseil-exécutif malgré les réticences, les doutes et les résistances exprimées à plus d'une reprise par certains. Aujourd'hui, force est de constater que la ligne suivie par le Conseil-exécutif s'est révélée pertinente. Le résultat du 24 novembre résout la Question jurassienne au niveau du canton, et la politique du Conseil-exécutif se trouve ainsi légitimée.
Question 1
Tant pour l'organisation du scrutin du 24 novembre 2013 que pour la campagne menée par le gouvernement en vue de ce vote, la Chancellerie d'Etat n'a pas engagé de ressources supplémentaires (ni en termes de personnel, ni en termes de mandats confiés à l'externe). La votation du 24 novembre n'a donc pas engendré de frais de personnel supplémentaires au canton.
Le coût des travaux accomplis dans l'administration dans la perspective de la votation du 24 novembre ne peut être qu'estimé. Il est en effet difficile de les chiffrer avec exactitude. Les tâches inhérentes à l'organisation de ce vote, y compris la rédaction du message, ont essentiellement été accomplies par trois membres du personnel de l'Office des services juridiques et linguistiques. Des collaboratrices et collaborateurs de l'Office de la communication du canton de Berne et du Service des votations et élections ont également été impliqués, notamment pour la campagne menée par le gouvernement en vue de ce scrutin ainsi que pour l'organisation de la votation elle-même. Compte tenu du degré d'occupation du personnel intéressé pour l'accomplissement de ces diverses tâches durant les années 2012 et 2013, on peut raisonnablement estimer que ce scrutin représente pour le canton un coût de l'ordre de 150 000 à 200 000 francs au maximum. A ce montant, il convient d'ajouter une somme de l'ordre de 40 000 francs pour l'organisation du scrutin lui-même (impression des bulletins de vote, organisation du centre des médias à Courtelary, etc.).
En ce qui concerne les communes, il est naturellement difficile pour le Conseil-exécutif d'estimer avec précision les montants investis. Cela dit, cette votation ne devrait pas avoir induit de coût particulier pour les communes dans la mesure où, le 24 novembre 2013, des scrutins fédéraux et un scrutin cantonal étaient au programme. On peut raisonnablement estimer qu'à titre de coûts supplémentaires, seuls les frais inhérents à la participation de représentants de la commune à une séance d'information spécialement organisée dans le Jura bernois, par la Chancellerie d'Etat en collaboration avec la Préfecture, de même qu'une éventuelle extension du nombre des membres du bureau de dépouillement le dimanche 24 novembre 2013, peuvent entrer en considération. Il s'agit à notre avis d'un montant inférieur à 2 000 francs par commune en moyenne.
Question 2
Les coûts assumés par le canton de Berne pour l'Assemblée interjurassienne (AIJ), de 1994 à 2013, avoisinent les 3,7 millions de francs (soit environ 185 000 francs par année). Il s'agit des contributions versées par le canton de Berne pour le fonctionnement de l'organisation, pour la participation aux salaires du personnel de l'AIJ de même que pour l'indemnisation des membres de la Délégation bernoise à l'assemblée. Il convient de rappeler que les coûts de l'AIJ ont été assumés conjointement et de manière paritaire par le canton de Berne et la République et Canton de Jura.
Il convient aussi de rappeler ici, outre le rôle important de l'Assemblée interjurassienne pour régler la Question jurassienne, sa contribution en matière de mise sur pied d'institutions communes en tant qu'entités créées et exploitées en commun ou mises partiellement en commun par les cantons de Berne et du Jura, en matière de santé (pharmacie interjurassienne et unité psychiatrique pour adolescents à l'Hôpital de Moutier), de formation (Fondation rurale interjurassienne), de culture (mise en réseau des bibliothèques), d'économie (FISTAT), pour ne citer que quelques exemples.
Question 3
Le gouvernement bernois a la certitude que l'Assemblée interjurassienne a accompli toutes ces années un travail précieux. Le dialogue interjurassien qu'elle a conduit avec le plus grand soin a dans une large mesure contribué à instaurer la confiance entre les parties, ce qui a permis aux deux gouvernements de parvenir avec la Déclaration d'intention du 20 février 2012 à une solution politique à la question jurassienne. Dès lors, le Conseil-exécutif est d'avis que les sommes consacrées au financement de l'AIJ et de la votation du 24 novembre 2013 ont été dépensées à bon escient, tant il est vrai que ce sont des jalons importants sur la voie d'une solution politique définitive de la question jurassienne.
Question 4
La thématique de la suppression de l'article 138 de la Constitution de la République et Canton du Jura a déjà été abordée en séance bipartite. Jusqu'ici, les autorités jurassiennes ont toujours refusé d'entrer en matière. Le Conseil-exécutif rappelle à cet effet que cet article n'a pas été garanti par les Chambres fédérales. Il n'a dès lors aucune portée juridique.
La question de la demande de garantie, auprès des Chambres fédérales, de l'inscription dans la Constitution jurassienne de l'article 139 (nouvellement accepté par les citoyennes et citoyens lors du scrutin du 24 novembre 2013), est du ressort du Gouvernement jurassien. A ce jour, aucune information n'a été communiquée à ce sujet par

celui-ci. Dans sa réponse au postulat Joder 12.4256, le Conseil fédéral a expliqué ce qui suit : *«Le nouvel article 139 de la Constitution jurassienne, une fois adopté par les citoyens du canton du Jura, devra bien évidemment être soumis à la Confédération en vue de l'obtention de la garantie fédérale. Le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale auront alors à trancher la question de savoir si cette disposition est ou non conforme au droit fédéral. Le Conseil fédéral n'entend pas préjuger de la décision du Parlement. Il relève toutefois qu'à la différence du contexte politique qui prévalait lors de l'adoption de l'article 138 de la Constitution jurassienne, le nouvel article 139 a été élaboré d'entente avec le gouvernement bernois et dans le cadre de la Conférence tripartite Jura.»* – Pas plus que le Conseil fédéral, le Conseil-exécutif ne souhaite anticiper le débat. Il estime néanmoins que la nouvelle situation induite par le résultat du scrutin du 24 novembre 2013 devrait sensibiliser les autorités jurassiennes à revoir leur Constitution cantonale, du moins dans tous les domaines traitant d'une éventuelle réunification.

Question 5

Le Conseil-exécutif aura l'occasion de revenir sur ces questions lors de la prochaine réunion bipartite prévue en juin de cette année. Au besoin, il proposera également de traiter ce sujet en séance tripartite.

Question 6

Le Conseil-exécutif n'hésitera pas à sensibiliser les parlementaires bernois à cette question, s'il s'avère que le Gouvernement de la République et Canton du Jura présente une demande de garantie de l'article 139 de sa Constitution, auprès des Chambres fédérales.

Le président. Monsieur Bühler est partiellement satisfait, il fait une déclaration.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Je suis partiellement satisfait, non pas par rapport au contenu-même de la réponse, mais par rapport à l'avenir et aux questions qui sont soulevées finalement dans l'interpellation. Par rapport aux chiffres, tout d'abord, 3,7 millions de francs pour l'Assemblée interjurassienne, c'est sans doute le prix de la paix. La question que je me pose ici pour l'avenir, c'est de savoir si, considérant que les forces autonomistes ne lâchent pas le morceau et qu'elles continuent le combat, si l'on en croit les dernières déclarations, notamment lors de la Fête de la jeunesse jurassienne, qui a eu lieu il y a quelques jours, nous devrons peut-être nous résoudre à dépenser encore plus d'argent à l'avenir. C'est évidemment regrettable, puisque la décision démocratique a été claire lors du vote du 24 novembre dernier. Ce qui me fait un peu plus de souci pour l'avenir, et là j'aimerais vraiment que le Conseil-exécutif soit attentif à ce point, c'est la question des articles 138 et 139 de la Constitution du canton du Jura. Le Conseil-exécutif nous a dit que ce thème a déjà été abordé en séance avec le gouvernement jurassien, mais qu'il a toujours refusé d'entrer en matière et qu'il y aura donc lieu de revenir sur ces questions lors de séances bipartites ou tripartites. J'aimerais donc ici vraiment encourager le Conseil-exécutif à faire preuve de plus de clarté, de fermeté dans ce dossier. Je crois que les 72 pour cent de citoyennes et citoyens qui ont voté le 24 novembre pour clarifier la question dite jurassienne donnent ici un mandat clair, et j'espère que le Conseil-exécutif pourra faire passer ce message lors des futures discussions avec le gouvernement jurassien.

Affaire 2014.0048

N° de l'intervention:	018-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	15.01.2014
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	228/2014 du 26 février 2014
Direction:	SAP

Restructuration de l'unité de psychiatrie médico-légale Etoine: légalité respectée?

En Suisse, il manque environ 300 places d'unité de psychiatrie médico-légale de haute sécurité. Le canton de Berne a voulu apporter sa petite (mais coûteuse) contribution en construisant pour 12 millions de francs l'unité Etoine inaugurée le 21 octobre 2011. En effet, depuis la révision du Code pénal en 2007, on constate une réduction du nombre des internements et une forte augmentation des mesures thérapeutiques institutionnelles.

Or, il apparaît qu'Etoine ne répond en rien aux exigences de sécurité imposées aux unités de psychiatrie médico-légale. Les agents de sécurité exprimant un avis critique ont été licenciés. Une enquête a donc été ordonnée. Mais avant même qu'elle ne soit terminée, l'unité Etoine a été restructurée « en secret ».

Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il vrai que les détenus souffrant de troubles psychiques graves doivent être déplacés ou l'ont déjà été ?
2. L'unité Etoine a-t-elle effectivement été transformée en unité de soins aigus dotée d'un mandat spécial ?
3. Dans l'affirmative, comment se fait-il que la direction des SPU puisse restructurer à son gré l'unité Etoine (qui a coûté 14 millions à cause des mesures de haute sécurité) ?
4. Est-il exact que le Service de psychiatrie forensique (SPF) a mis fin à sa collaboration avec les SPU ?
5. Dans l'affirmative, pourquoi ? Cela contrevient-il au contrat de prestations avec la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ?
6. Est-il vrai que la médecin-cheffe responsable du SPF et la cheffe de clinique ne travaillent plus aux SPU ? Dans l'affirmative, pourquoi ?

Réponse du Conseil-exécutif

Avant l'ouverture d'Etoine, les personnes souffrant de troubles psychiques dans le secteur de l'application des peines et des mesures étaient prises en charge par les services de soins aigus des cliniques psychiatriques cantonales, avec le risque d'évasion et de mise en danger du

personnel et des patients que cela implique, ces services n'étant pas sécurisés. La Direction de la police et des affaires militaires (POM), la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) et la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) ainsi que le Ministère public ont travaillé des années durant à la réalisation d'une telle unité de psychiatrie médico-légale de haute sécurité. Depuis son ouverture le 1er novembre 2011, 77 personnes de l'exécution des peines et des mesures ont pu être traitées à Etoine au total. A cela s'ajoutent 78 cas présentant un potentiel de violence élevée (mise en danger d'autrui) et sous le coup d'un placement à des fins d'assistance (anciennement privation de liberté à des fins d'assistance). L'unité fonctionne comme prévu dans l'ensemble, aucun incident majeur n'étant à déplorer. Le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale a cependant ouvert une enquête suite à une dénonciation à l'autorité de surveillance.

Point 1

L'unité de psychiatrie médico-légale Etoine n'est pas une unité de long séjour réservée à la thérapie médico-légale. Conçue comme unité psychiatrique de soins aigus des SPU pour traiter les patients et patientes du domaine de l'application des peines et des mesures, elle travaille selon un programme d'exploitation correspondant. Selon le règlement interne, le séjour prend fin lorsque l'objectif du traitement est atteint, c'est-à-dire lorsque la personne peut être remise en détention. Cela vaut aussi pour les patients et patientes potentiellement violents sous le coup d'un placement à des fins d'assistance ordonné par l'autorité ou le médecin. Les personnes retournent à leur institution de prise en charge lorsque l'objectif de leur séjour à Etoine est réalisé (diagnostic, soins aigus). Les services de la POM n'ont pour l'heure constaté aucun déplacement injustifié de personnes du secteur de l'application des peines et des mesures.

Point 2

Un mandat spécial en psychiatrie a été attribué d'emblée à l'unité de psychiatrie médico-légale Etoine. Il s'agit d'un mandat de prestations spécialisées figurant sur la liste des hôpitaux du canton de Berne depuis le 1er mai 2012 pour la psychiatrie médico-légale, avec l'obligation d'admettre les Bernois et Bernoises adultes.

Point 3

Il n'y a pas eu de restructuration. Etoine continue à prendre en charge les personnes présentant un danger pour elles-mêmes et pour autrui dans le cadre de l'application des peines et des mesures ainsi que les personnes potentiellement violentes relevant du droit civil.

Points 4-6

Le Service de psychiatrie forensique (SPF) de l'Institut de médecine légale de l'Université de Berne n'est mandataire d'aucun engagement concernant la direction de l'unité de psychiatrie médico-légale des SPU. La médecin-cheffe de ce service avait été engagée à temps partiel (20-25%) à la direction médicale d'Etoine. Il avait été prévu au départ d'intégrer entièrement le SPF dans les SPU. Suite aux difficultés rencontrées lors de la nomination à la chaire extraordinaire de psychiatrie légale (direction du SPF), l'université a suspendu le projet d'intégration durant quatre à six ans. Elle souhaitait en effet repourvoir la chaire avant de procéder à des adaptations structurelles.

La médecin-cheffe et la cheffe de clinique d'Etoine avaient ensuite donné leur démission, sur les motifs de laquelle il ne peut être donné aucune information en raison de la protection de la personnalité. La clarification des compétences structurelles s'est imposée dans l'intervalle en raison du mandat extrêmement difficile de l'unité de psychiatrie médico-légale. C'est le professeur Thomas Müller (SPU) qui assume la direction médicale depuis le 1er décembre 2013. Les deux institutions poursuivent leur étroite collaboration en matière de service et de formation. Il n'est donc pas question d'une rupture de leur collaboration.

Le contrat de prestations qui lie les SPU à la SAP porte sur les prestations résidentielles de psychiatrie médico-légale. Celles-ci sont garanties, le contrat n'est pas violé.

Le président. Die Interpellantin ist von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt und gibt eine Erklärung ab.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich bin von der Antwort schon ein bisschen befremdet. Denn scheinbar kam Ende Februar der Bericht über die Station Etoine heraus und insbesondere würde es mich interessieren, ob jetzt die drei Sicherheitsleute, welche die Mängel aufgedeckt haben, rehabilitiert werden. Ich bin erstaunt, dass die Antworten so ausgefallen sind, als ob alles ordentlich abgelaufen wäre. Denn dann wäre ja auch keine Untersuchung nötig gewesen. Ich habe aber noch Fragen für die Fragestunde und hoffe, dass dann dort noch etwas Licht ins Dunkel gebracht wird.

Affaire 2013.1220

N° de l'intervention:	259-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	09.09.2013
Déposée par:	Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	3
N° d'ACE:	122/2014 du 5 février 2014
Direction:	SAP

Forfaits par cas en obstétrique

Le Conseil-exécutif est chargé de déposer à l'Assemblée fédérale une initiative cantonale dont la teneur sera la suivante :

Les forfaits par cas de la catégorie « Grossesse, naissance et suites de couches » seront modifiés de sorte que les hôpitaux soient en mesure d'appliquer les principes de la gestion d'entreprise à leur service d'obstétrique.

Développement

Depuis l'introduction de SwissDRG, le nouveau système tarifaire de rémunération des prestations hospitalières en soins somatiques aigus, l'indemnisation de ces prestations selon les forfaits par cas est soumise au même règlement dans toute la Suisse, conformément à la dernière révision de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal).

Chaque séjour hospitalier est classé dans un groupe à partir de critères définis, comme le diagnostic principal, les diagnostics supplémentaires, les traitements et la gravité.
Tous les points listés dans le catalogue des forfaits par cas désignent une maladie ou un trouble touchant le corps humain.
Le catalogue des forfaits par cas comprend une catégorie « Grossesse, naissance et suites de couches ». Tous les libellés de ce groupe ont un *cost-weight* largement inférieur aux autres prestations, comme par exemple une opération de la hanche. Cela signifie que pour un hôpital, une opération de la hanche est bien plus lucrative qu'un accouchement.
Cela est certes compréhensible, car une opération de la hanche peut se planifier, le personnel et l'infrastructure nécessaires peuvent être mis à disposition suffisamment tôt. Ce qui n'est pas le cas d'un accouchement, qui peut certes être spontané et rapide, mais qui peut aussi s'accompagner de complications nécessitant d'avoir à disposition une salle d'opération entière avec toute une équipe. Cela coûte de l'argent et on peut donc comprendre qu'un hôpital déclare que les accouchements ne sont pas rentables et génèrent des déficits.
Mais un accouchement par voie basse sans complication n'est ni une maladie, ni un trouble touchant le corps humain : c'est le début d'une nouvelle vie. Une naissance est bien plus qu'un simple chiffre dans un système. Les nouveau-nés sont notre avenir, la société de demain. D'un point de vue économique et sans connaître les chiffres précis, les accouchements représentent donc un investissement dans une région, dans la permanence de notre canton et de notre pays.
Malheureusement, la classification DRG ne tient pas compte de cette situation économique, mais uniquement de la rentabilité des prestations au sein-même de l'hôpital.
Les chiffres du service d'obstétrique des hôpitaux FMI AG (Frutigen, Meiringen, Interlaken), montrent que d'un point de vue économique et si l'on applique les critères du catalogue de forfaits par cas en vigueur, comme déjà mentionné plus haut, les accouchements sont déficitaires. C'est la raison pour laquelle la direction des hôpitaux FMI AG a par exemple demandé aux communes environnantes de subventionner son service d'obstétrique.
Par ailleurs, la fermeture de la maternité de l'hôpital de Riggisberg a fait beaucoup de vagues et n'a toujours pas été définitivement acceptée par la population concernée.
Ces deux exemples ne sont certainement pas des cas isolés en Suisse et montrent que la loi sur les soins hospitaliers ne permet pas de régler la question et qu'il faut plutôt chercher à améliorer le système SwissDRG à l'échelle nationale.

Réponse du Conseil-exécutif

Il est vrai que la fermeture d'une division d'hôpital fait le plus souvent des vagues. Cela a été le cas lors de la fermeture des hôpitaux de Herzogenbuchsee, Jegenstorf, Sumiswald, Grosshöchstetten et Watenwil il y a plus de dix ans, comme lors de celle de la maternité de Riggisberg l'année dernière. Le Conseil-exécutif comprend cette émotion et sait que la population d'une région est attachée à son hôpital. Mais cela ne doit pas servir de prétexte à l'immobilisme, les structures devant s'adapter à l'évolution de la médecine, aux besoins et aux moyens financiers. Le Conseil-exécutif vise en premier lieu à assurer à la population des soins hospitaliers résidentiels de qualité, adéquats, accessibles à tous et économiques.
Le système SwissDRG (Swiss Diagnosis Related Groups) est un instrument qui permet de classer les séjours effectués dans un hôpital ou une maison de naissance en groupes de cas homogènes (DRG). La pondération des coûts reflète la différence de charges du traitement des patientes et patients. Un groupe aux forfaits par cas élevés ne rapporte pas davantage, car bien que l'hôpital touche plus d'argent, ses charges sont plus lourdes,.
Le passage du financement des hôpitaux à celui des prestations ces dernières années contraint les établissements à atteindre un taux d'occupation correspondant à leur infrastructure, sous peine de déficit faute d'y parvenir. Les chiffres de la maternité des hôpitaux FMI AG ne montrent pas que les accouchements sont déficitaires selon les critères de SwissDRG. Ils révèlent au contraire que le nombre de naissances ne couvre pas l'infrastructure nécessaire. Il faut préciser que l'exploitation des FMI est très profitable dans d'ensemble en revanche, puisqu'elle clôt sur un bénéfice de 8,8 millions de francs en 2012.
Nonobstant, la motion met le doigt sur un point majeur, qui ne se limite pas aux seules maternités selon le gouvernement : comment financer les prestations d'un hôpital (ou d'un service) indispensable mais qui ne réussit pas à atteindre le nombre de cas lui assurant une survie économique en raison d'un bassin de population insuffisant ? Le Conseil-exécutif est d'avis que les assurances-maladie doivent assumer leur part, conformément à la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal). Mais ce problème ne peut pas être résolu en changeant la pondération des prestations et en modifiant la classification SwissDRG. Il s'agit bien plus d'une question de tarif, soit du montant de la rémunération. La LAMal ne mentionne pas les cantons comme partenaires tarifaires, qui sont les fournisseurs de prestations et les assureurs-maladie. Partenaires tenus d'aborder la question pour conclure des conventions tarifaires couvrant les dépenses. C'est seulement lors d'un échec des négociations et en l'absence de convention que le Conseil-exécutif est habilité à fixer des tarifs plus élevés, sous contrôle du Tribunal administratif fédéral en cas de recours. Le Conseil-exécutif en a dûment informé les fournisseurs de prestations à plusieurs reprises.
Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich möchte gleich zu Beginn etwas klarstellen: Bei diesem Vorstoss geht es nicht um die Spitalstandortinitiative – diese lehne ich nämlich ab. Es geht auch nicht primär um die Geburtenabteilung fmi; die vorübergehende Mitfinanzierung durch die Gemeinden finde ich nicht gut. Es geht auch nicht um die Wiedereröffnung von Riggisberg; nein darum geht es nicht. Es geht um das System. Die Diskussionen, Reaktionen und auch die Emotionen zu all diesen Geschäften haben aber gezeigt, dass mit der aktuellen Berechnung und Bemessung explizit auch die Geburtenabteilungen zum Thema der DRG werden. Es zeigt sich auch, dass gegenüber dem System

Zweifel angebracht sind und nach Lösungen gesucht werden sollte. Die Diskussionen, die ich in Zusammenhang mit der vorliegenden Motion mit allen Fraktionen führte, haben zudem gezeigt, dass auch an andern Orten ein Problem besteht. Ich erwähne hier insbesondere das Kinderspital, die Kinderabteilung und die Pflegenden. Gleichzeitig merke ich aber auch, dass das Anliegen innerhalb der Fraktionen eine grosse Sympathie geniesst, wobei jedoch die vorliegende Version keine eindeutige Mehrheit ergibt. Das Thema ist mir aber zu wichtig, als dass ich es jetzt abstürzen lassen würde. Und ich möchte gerne mit den Inputs, die auch der Regierungsrat in seiner Antwort gibt, eine geeignete Lösung finden. Ich gehe deshalb mit dem Thema schwanger und komme dann hoffentlich nach dem 30. März nochmals damit vor den Rat. Ich ziehe diese Motion zurück.

Le président. Die Motion wurde zurückgezogen.

Affaire 2013.1180

N° de l'intervention:	242-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.09.2013
Déposée par:	Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	125/2014 du 5 février 2014
Direction:	SAP

Hôpital de Tiefenau: pourquoi le Conseil-exécutif ferme-t-il les yeux?

Depuis des mois déjà, la politique hospitalière bernoise fait les grands titres des journaux. D'abord, il était question de la fermeture de la division d'obstétrique de l'hôpital de Riggisberg. Cette division a été fermée par le conseil d'administration commun de Spitalnetz Bern AG et de l'Hôpital de l'Ile le 31 juillet dernier, sans raison valable.
Actuellement c'est l'hôpital de Tiefenau du même réseau qui retient l'attention à cause de l'exode des médecins. Dans les deux cas, la poursuite du fonctionnement de ces hôpitaux est fondamentalement remise en cause. Les questions suivantes s'adressent au Conseil-exécutif, qui est l'autorité supérieure du conseil d'administration commun.

1. L'hôpital de Tiefenau est un hôpital public non-universitaire qui contribue au système de soins hospitaliers de la ville de Berne et de l'agglomération. Comment le Conseil-exécutif pense-t-il que l'hôpital de Tiefenau puisse continuer de fournir ses prestations hautement qualifiées dans les domaines de la chirurgie, de la médecine interne et de la gastroentérologie, pour le bien des patients et patientes ?
2. L'exode des médecins s'explique selon toute vraisemblance par la manière dont les responsables de l'Hôpital de l'Ile ont traité les médecins de l'hôpital de Tiefenau dans le contexte de la fusion. Pourquoi le Conseil-exécutif n'a-t-il pas réagi après les premières démissions fin juillet dernier dans le domaine de la chirurgie, démissions qui ont été motivées publiquement ? Pourquoi a-t-il permis que se poursuive cette évolution négative ?
3. Comment pense-t-il faire en sorte que l'hôpital de Tiefenau puisse continuer d'offrir des prestations d'urgence et de faire fonctionner un service de soins intensifs de la même qualité et dans la même ampleur que jusqu'ici ?
4. Avec la formation qu'il dispense depuis des années, l'hôpital de Tiefenau apporte une contribution importante à la formation de jeunes médecins. L'exode des médecins risque de compromettre le statut de l'hôpital comme lieu de formation reconnu dans toute la Suisse. Que pense faire le Conseil-exécutif pour stopper cette évolution ?
5. Pourquoi ne fait-il rien pour empêcher que l'hôpital de Tiefenau ne soit affaibli en conséquence d'une erreur de stratégie du conseil d'administration, ou de l'absence totale d'une telle stratégie ?
6. Les contre-performances du conseil d'administration coûtent très cher. Qui va payer les coûts extraordinaires des plans sociaux et des licenciements ?
7. Le climat est mauvais dans le système hospitalier du canton de Berne, l'incertitude règne et les luttes pour le pouvoir font rage. Quelles mesures le Conseil-exécutif pense-t-il prendre pour y remédier ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif tient à souligner d'emblée que le qualifier d'autorité supérieure, selon l'expression de l'auteure de l'interpellation, ne rend pas réellement compte de ses compétences envers les conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux (CHR). Il lui revient en effet d'assurer une prise en charge conforme aux besoins, selon le principe de la concentration régionale, au moyen des instruments prescrits par la loi, principalement par le biais de la planification des soins et de la liste des hôpitaux. Il fixe en outre les conditions d'octroi des autorisations et règle la surveillance des établissements.
Selon la loi sur les soins hospitaliers, les CHR sont gérés comme des organisations juridiquement autonomes sous forme de sociétés anonymes. Cette indépendance juridique implique que les décisions opérationnelles sont prises par l'organisme lui-même et non pas à l'échelon politique, cela tant que le mandat de garantir la fourniture des soins hospitaliers régionaux n'est pas mis en danger. Celle-ci n'est pas menacée dans la région de Berne.
Point 1
Comme nous venons de l'indiquer, les CHR prennent leurs décisions en toute indépendance des responsables politiques. Celles-ci portent également sur le choix de l'offre médicale des divers sites. C'est donc au conseil d'administration de Spital Netz Bern AG qu'il revient de décider des services médicaux proposés à l'hôpital de Tiefenau.
Point 2
Spital Netz Bern AG n'a pas été repris par la fondation de l'Hôpital de l'Ile ni de jure ni de facto. Le regroupement et la fourniture commune des prestations n'empêchent pas l'indépendance de chacune des deux entreprises. Il n'en reste pas moins que la fusion pose un défi de taille à toutes les personnes concernées de l'Hôpital de l'Ile comme de Spital Netz Bern AG. Il est compréhensible dans ce contexte que quelques cadres aient souhaité démissionner,

bien que cela soit regrettable. Selon les informations dont dispose le Conseil-exécutif, les médecins qui ont démissionné de l'hôpital de Tiefenau pourront être remplacés rapidement.
Point 3
Comme nous venons de l'indiquer, les décisions opérationnelles des CHR, telles que la définition de l'offre médicale sur les divers sites, ne relèvent pas de la politique mais des organisations, de Spital Netz Bern AG en l'occurrence. S'assurer que les prestations de l'hôpital de Tiefenau sont de bonne qualité et économiques est donc la tâche de l'autorité supérieure de l'entreprise. Celle de la SAP, dans le cadre de sa mission de surveillance, consiste à vérifier que les conditions nécessaires sont remplies et qu'il est remédié aux lacunes dans la qualité. Aucun indice ne montre une telle situation.
Point 4
Selon les informations dont dispose le Conseil-exécutif, les départs ont été remplacés rapidement. Rien n'indique que la contribution de Tiefenau à la formation des jeunes médecins soit compromise en raison de ces changements de personnel.
Point 5
Selon la stratégie présentée par le double conseil d'administration, l'hôpital de Tiefenau fournit l'ensemble des soins de base ambulatoires et hospitaliers en qualité d'hôpital de centre, au sein du regroupement de l'Hôpital de l'Ile et de Spital Netz AG. Il n'est donc pas correct, selon le gouvernement, de parler d'erreur de stratégie et il est tout à fait précipité d'avancer que celle-ci a échoué.
Point 6
Le Conseil-exécutif souligne que le double conseil d'administration accomplit la mission qu'il lui a confiée de regrouper les deux institutions avec détermination et un grand professionnalisme. Il doit tenir compte d'exigences très diverses et concilier les nombreux intérêts en présence. Il paraît donc compréhensible durant ce processus difficile que le personnel ressente de l'incertitude et qu'il critique certaines décisions du conseil d'administration. Le gouvernement ne partage pas l'avis de l'auteure de l'interpellation qu'il s'agit de contre-performances.
Les coûts induits par le regroupement de la fondation de l'Hôpital de l'Ile et de Spital Netz AG sont financés par les entreprises elles-mêmes.
Point 7
Le système hospitalier public du canton de Berne, à l'instar de celui de la Suisse toute entière, doit faire face à des décisions entrepreneuriales difficiles en raison du nouveau régime de financement. Les hôpitaux sont soumis à une concurrence accrue, rendue encore plus sensible par la situation tendue en matière de personnel. Par ailleurs, le milieu reçoit actuellement des signaux politiques contradictoires sur son avenir (tel que l'initiative sur les sites hospitaliers), ce qui accroît l'insécurité de la direction des établissements. Le Conseil-exécutif est conscient que cela peut peser sur celui-ci. Mais il n'est pas dans ses compétences de prendre des mesures pour y remédier : celles-ci sont du ressort des entreprises elles-mêmes.

Le président. Die Interpellantin ist von der Antwort des Regierungsrats nicht befriedigt und gibt eine Erklärung ab.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich bin mit der Antwort des Regierungsrats nicht zufrieden und zwar aus folgenden Gründen: Erstens habe ich generell den Eindruck, dass sich der Regierungsrat einmal zuständig fühlt und einmal ein bisschen weniger. Aber er kann sich hier ganz klar nicht ganz aus der Verantwortung ziehen. Der Befehl zum Zusammenschluss kam immerhin vom Regierungsrat. Das war ein Befehl, ein Entscheid politischer Natur, und somit ist der Regierungsrat mindestens mitverantwortlich für die Folgen.
Zweitens, ich beginne bei der Antwort auf die zweite Frage, bei der es um den Exodus der bekannten Spitalärzte geht: Mich stört es ein bisschen, wie die Antwort formuliert ist. Die Äusserung, wonach einzelne Führungskräfte sich dieser Herausforderung nicht stellen wollten, ist eine Unterstellung. Die Ärzte stellen sich dieser Herausforderung, das ist klar. Aber sie stellen sich nicht Herausforderungen, die sich zum Nachteil ihrer Patientinnen und Patienten auswirken. Wir wissen es alle: Patientinnen und Patienten folgen ihren vertrauten Ärzten. Genau das ist passiert und genau das hat zu dem dramatischen Einbruch der Zahlen im Tiefenauspital geführt, zumindest im zweiten Halbjahr 2013. Wir haben gestern von Zahlen gesprochen und sprechen heute von Zahlen. Hier handelt es sich um Zahlen in zweistelliger Millionenhöhe, also um einen massiven Einnahmenausfall.
Um bei den Kosten zu bleiben noch zu Frage sechs: Der Entscheid des Zusammenschlusses des Inselspitals mit der Spital Netz Bern AG ist zweifellos ein sehr schwieriger Prozess. Aber die Folgen für die Patientinnen und Patienten sowie die verursachten Kosten sind einfach höchst unsicher und unklar. Ich nehme den Regierungsrat beim Wort, wenn er sagt, die Kosten, welche der Inselspital-Stiftung und der Spital Netz Bern AG aus dem Zusammenschluss der beiden Unternehmen entstehen, würden von den Unternehmen aus eigenen Mitteln finanziert.

Affaire 2013.1562

N° de l'intervention:	327-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	26.11.2013
Déposée par:	Aebersold (Berne, PS) (porte-parole) Schär (Lyss, PS)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	182/2014 du 19 février 2014
Direction:	SAP

Economies dans la psychiatrie: comment pense-t-on faire?

Dans le cadre du budget 2014, du PIMF 2015-2017 et de l'EOS, une majorité au Grand Conseil a décidé en novembre 2013 de transférer du panier 2 au panier 1 la mesure 5.4f Suppression du cofinancement du séjour de personnes ne nécessitant plus une hospitalisation
Au cours du débat, il a été souligné à diverses reprises que cette suppression ne pourrait pas être réalisée, parce qu'il était impossible de simplement renvoyer les patients et patientes à la maison. Autrement dit, il faut des solutions de

rechange, mais elles ne sont pas gratuites et elles ne peuvent être mises en œuvre immédiatement (mode ambulatoire au lieu du mode résidentiel). De plus, ce n'est pas une véritable économie si les dépenses sont simplement déplacées dans le système. C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment prévoit-il de mettre en œuvre en 2014 et les années suivantes la décision de supprimer le cofinancement du séjour de patients et patientes psychiatriques ne nécessitant plus une hospitalisation ?
2. Quel raisonnement a conduit à la conclusion que la mesure EOS 5.4f pouvait même être proposée et attribuée au panier 2 ?
3. Combien de temps faut-il pour mettre au point une solution de rechange, combien cela pourrait-il coûter et comment pense-t-on la financer ?
4. Quelles conséquences financières l'arrêté du Grand Conseil aura-t-il à long terme pour les traitements en mode ambulatoire et en mode hospitalier ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les maladies psychiques peuvent provoquer des handicaps durables, impliquant une prise en charge et un traitement de longue durée. Il est admis désormais que ces besoins peuvent être couverts en dehors des cliniques, que la qualité de la vie des patients et patientes peut être meilleure avec des soins de proximité qui génèrent moins de frais. La suppression des services psychiatriques de longue durée est d'ailleurs une revendication qui remonte à la planification des soins psychiatriques du canton de Berne de 1977.

Le nombre de patients et patientes qui résident en clinique psychiatrique sans nécessité, c'est-à-dire sans pouvoir en espérer une amélioration rapide, a pu diminuer notablement ces dernières années. Cela est dû à une optimisation structurelle des institutions du secteur du handicap mental et psychique comme à l'extension des prestations ambulatoires, notamment des services psychiatriques de proximité et de l'aide et des soins à domicile dans ce domaine. Il reste environ 60 à 70 personnes concernées dans les quatre institutions psychiatriques majeures du canton, auxquelles s'ajoutent celles qui passent quelques jours ou quelques semaines en soins aigus, en attente de trouver une place dans un établissement approprié.

Des études allemandes et autrichiennes ont montré que 40 à 50% des personnes entrent ensuite dans un EMS ou reçoivent une autre forme de prise en charge. Il s'agit en général de groupes d'habitation fermés ou ouverts, de logements individuels, de logements avec prestations ambulatoires et de prises en charge familiales.

Point 1

Selon le régime de financement des soins, une partie des coûts des malades psychiatriques ne nécessitant pas d'hospitalisation est prise en charge par les assurances-maladie, une autre par les patients et patientes et la dernière par le canton. La part du canton est fixée par la loi fédérale. De plus, celui-ci participait aussi jusqu'à présent aux frais de séjour en psychiatrie par une rémunération supplémentaire non liée, car il n'était pas possible de couvrir les prestations. La suppression de ces subventions suite à l'examen de l'offre et des structures (EOS) a eu pour conséquence la diminution d'un quart environ des recettes des cliniques dans ce secteur. Les institutions concernées sont chargées de mettre en œuvre les décisions d'économies en réduisant les coûts. Le Centre psychiatrique de Münsingen a ainsi indiqué qu'il fermait le service des patientes et patients ne nécessitant pas d'hospitalisation au 30 juin 2014.

Point 2

Le canton peut économiser uniquement sur les dépenses non liées. Il y en a peu dans le secteur hospitalier. Le séjour des personnes ne nécessitant pas d'hospitalisation en est une. Il est judicieux de favoriser la déshospitalisation. Quant à l'attribution de cette mesure EOS au panier 2, elle est due au fait qu'elle est politiquement sensible et qu'elle risque de provoquer un transfert des coûts.

Point 3

Le canton de Berne dispose déjà d'une large palette de logements pour les personnes souffrant de troubles psychiques. Il convient de continuer à la développer. Les EMS et les institutions pour personnes âgées ainsi que pour personnes handicapées doivent pouvoir bénéficier de l'appui des cliniques psychiatriques spécialisées et, le cas échéant, acquérir des compétences ciblées. La création de réseaux psychiatriques communaux s'est révélée particulièrement efficace dans les pays voisins. Un projet est en cours pour déterminer s'il faut créer de nouvelles offres, qui devraient être cofinancées par le canton, ou prendre des mesures d'accompagnement supplémentaires. Ces questions seront clarifiées durant le premier semestre 2014. Il pourrait s'agir par exemple des prestations de réseau dans le cadre de la gestion intégrée des soins (loi sur les soins hospitaliers). Les possibilités de financement des prestations de consultation et de liaison du secteur font aussi l'objet d'un examen. Le plan stratégique cantonal en faveur des adultes handicapés, approuvé par le Conseil fédéral (ACE 122 du 26.1.2011) forme le cadre général des mesures individuelles, offrant juridiquement la possibilité de financer les besoins particuliers des personnes handicapées par les prestations complémentaires (la loi sur l'aide sociale, notamment).

Point 4

L'arrêté du Grand Conseil vise à diminuer à long terme le nombre de journées de soins des personnes ne nécessitant pas d'hospitalisation dans les cliniques psychiatriques. Cela réduirait la part du canton, qui est axée sur les prestations. Il ne peut être exclu cependant que les lits libérés seront occupés, au moins en partie, par des personnes nécessitant une hospitalisation aiguë. Il se pourrait également que cela génère des dépenses plus élevées pour le canton, les assurances-maladie ne participant pas, ou dans une moindre mesure, selon la solution qui prendra le relais, au financement des coûts induits dans d'autres structures. Les besoins de prestations de soutien ambulatoires (activités de consultation et de liaison dans le domaine du logement), financées subsidiairement par le canton, pourraient ainsi augmenter.

Le risque subsiste également d'un transfert de coûts sur le budget des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), lorsque celles-ci estiment que les patients et patientes soumis à un placement à des fins d'assistance ne

peuvent pas sortir pour être transférées dans un foyer, bien qu'elles ne nécessitent plus d'hospitalisation. Dans un tel cas, le séjour en clinique est à financer par l'APEA s'il ne peut être pris en charge par un tiers (dans le cadre du financement des soins selon la LAMal, p. ex.).

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort des Regierungsrats teilweise befriedigt und gibt ebenfalls eine Erklärung ab.

Thomas Aebersold, Berne (PS). Ich mache es kurz: Ich bin teilweise zufrieden mit der Antwort, weil ich mit dem Sparentscheid nicht zufrieden und mit der Antwort zufrieden bin. Nein, das ist natürlich nicht so. Ich bin teilweise zufrieden, weil die Auswirkungen nicht so klar sind. Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist klar für ambulant; es geht also nicht um diese Diskussion. Die Antwort zeigt aber, dass die im November hier beschlossene Hau-Ruck-Übung die Klinik unter Druck bringt. Sie muss jetzt kompensieren, Stationen schliessen und Leute entlassen. Was sind die Konsequenzen? Man muss jetzt Ersatzangebote aufbauen, das ist ganz klar. Wahrscheinlich wird es zudem eine Verlagerung hin zu den Gemeinden geben, aber auch der Kanton kann sich nicht aus der Verantwortung ziehen. Die Antwort zur Frage vier, «zudem könnten für den Kanton höhere Kosten entstehen», belegt genau unsere Befürchtungen. Wir bleiben dran und schauen, wie sich das entwickelt. Ich danke Ihnen für Ihre aussergewöhnliche Aufmerksamkeit.

Affaire 2013.1223

N° de l'intervention:	261-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	10.09.2013
Déposée par:	Hofmann (Berne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	181/2014 du 19 février 2014
Direction:	S

Pollution radioactive de l'Aar et du lac de Bienne

La limite annuelle de la radioactivité des eaux usées de la Centrale de Mühleberg a été fixée à 400 milliards de becquerel Bq, et c'est sans compter le tritium. Avec le tritium, la limite annuelle serait de 20 billions Bq. L'unité de 1 Becquerel signifie une désintégration par seconde.
Comme ancien professeur de physique, je sais que dans un gymnase, on stocke des matières radioactives qui servent dans les expériences. On les conserve derrière d'épaisses couches de plomb, sous contrôle strict. Leur radioactivité cumulée se chiffre à 100 à 200 millions Bq, et elle est donc contenue environ 2 500 fois dans la limite de radioactivité des eaux usées de Mühleberg, qui donc est de 400 milliards Bq par an, sans le tritium. Si un gymnase avait le même « droit de polluer » que la centrale de Mühleberg, il pourrait théoriquement jeter dans l'Aar toute sa collection de produits radioactifs sept fois par jour pendant toute une année. Cette estimation se réfère simplement à une comparaison des activités, sans les caractéristiques des matières elles-mêmes (demi-vie etc.).
Ce qui frappe si l'on compare les limites de pollution fixées pour différentes centrales nucléaires, c'est que pour la centrale de Gösgen, la limite de radioactivité des eaux usées, qui est de 200 milliards Bq par année, est de moitié inférieure à la radioactivité jugée tolérable pour les eaux usées de Mühleberg, alors que la centrale de Gösgen produit trois fois plus d'électricité. Autrement dit, pour Mühleberg, la limite est environ six fois celle de Gösgen pour un kWh.
Les valeurs de ce type ont été définies à une époque fondamentalement différente de la nôtre. On ne remettait pas en question alors l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et il n'y avait pratiquement pas d'opposition aux centrales nucléaires. C'est la largesse avec laquelle le droit de polluer a été calculé qui a conduit au prix bas du courant nucléaire. De toute évidence, ces valeurs ne répondent plus aujourd'hui à l'état de la recherche. Aujourd'hui, on applique le principe ALARA, qui est l'acronyme de l'expression « As Low As Reasonably Achievable », qui se traduirait par « Aussi bas que raisonnablement possible ». L'essentiel est l'exigence inhérente à ce principe, selon laquelle la radioactivité doit être aussi faible que le permettent les moyens raisonnables, même inférieure aux limites fixées, pour les êtres humains, les animaux et les matériaux.
Parlons maintenant de l'activité réelle des isotopes radioactifs qui sont déversés dans l'Aar à Mühleberg. Elle est de fait inférieure à la limite mentionnée ci-dessus, ce que soulignent toujours avec fierté les exploitants de la centrale. Cependant, là encore, la pollution de quelque 3 milliards Bq par année (sans le tritium) que se permet la centrale de Mühleberg est d'autant plus frappante que la pollution causée par les autres centrales du pays est inférieure de facteurs situés entre 15 et 250.
Une citation du Bund du 16.7.2013[1] : « La centrale de Mühleberg a fait de nets progrès (3 milliards Bequerel), mais sans atteindre encore la valeur cible (1 milliard Bq selon l'IFSN) [trad.] »
S'agissant de l'exposition du personnel au rayonnement radioactif direct, la situation est la même : Mühleberg s'en sort mal dans la comparaison avec les autres centrales suisses, puisqu'elle se distingue par ses valeurs certes inférieures aux valeurs limites qui, elles, sont très élevées. L'exposition au rayonnement radioactif se mesure en tant que dose collective en homme.mSv par année. Mühleberg est en avant-dernière position du classement, avant Leibstadt, mais il faut souligner que Leibstadt produit trois fois plus d'électricité. Quand on tient compte de ce facteur, Mühleberg est en mauvaise position une fois de plus.
Les raison en sont brièvement les suivantes : il s'agit d'un réacteur à eau bouillante, du même type que Fukushima, à circuit unique. Leibstadt est le seul réacteur du même type en Suisse, mais d'une génération plus récente que Mühleberg, construite déjà en 1971.
La politique d'information des autorités, notamment celle de l'IFSN, laisse songeur. Selon un communique du Bund du 15.07.2013, l'IFSN aurait refusé de mettre à la disposition

[1] http://www.derbund.ch/bern/kanton/Caesium-im-Bielersee-Ursahe-war-AtomabfallBehandlung-/story/15208852

de la SonntagsZeitung[2] les rapports détaillés sur l'émission de radioactivité dans les eaux usées. Il s'agirait selon les raisons invoquées pour justifier le secret de documents datant d'avant l'entrée en vigueur de la loi sur la transparence.[3]

Le 28 août 2013, j'ai demandé à l'IFSN si ces documents avaient dans l'intervalle été publiés. Je n'ai pas encore reçu de réponse.

Le canton n'a pas lui-même demandé ces rapports à l'IFSN. A ma question, on m'a répondu que le canton devait s'en tenir dans de tels cas aux instructions de la Confédération. Pourtant, il y a dans le canton de Berne des personnes qui depuis des années se spécialisent dans les questions concernant la sécurité de la centrale de Mühleberg. Ces spécialistes verraient un intérêt urgent à analyser ces rapports. On a vu par le passé que de telles personnes ont pu révéler au grand jour des faits pertinents pour la sécurité qui n'auraient jamais sinon été publiés.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. L'IFSN retient comme toujours des informations importantes, telles que ces rapports. Or, les autorités du canton de Berne ont l'obligation face à la population de se faire remettre les rapports de l'IFSN et de les transmettre aux citoyens et citoyennes. Le Conseil-exécutif va-t-il entreprendre cette démarche ?
2. Que pense le gouvernement de cette manière de l'IFSN de retenir l'information ?
3. C'est par charges que la centrale de Mühleberg déverse dans l'Aar des substances radioactives. Quelle est la charge maximale (Bq par litre, avec tritium et sans) qui parvient dans l'Aar à de telles occasions, en temps normal ? De ces quantités, combien de Bq/litre contiennent du Césium 137 ? Combien de litres d'eau sont déversés dans une telle charge ? Combien de charges sont déversées dans l'Aar en une année ?
4. Quand a-t-on enregistré depuis 1997 une activité record d'une telle charge (Bq par litre) et quelle était l'intensité de l'activité ? Les valeurs totales devront être indiquées avec et sans tritium et puis, uniquement avec le césium137.
5. L'IFSN a enjoint à la centrale de Mühleberg de faire baisser la charge radioactive de l'Aar. L'IFSN a-t-il défini un calendrier à cet effet auquel Mühleberg devrait se tenir ? Cette réduction vise-t-elle le tritium, le césium ou d'autres isotopes ? Qu'est-ce qui a été fait en 2013 ? Qu'est-ce qui est prévu pour ces prochaines années ?
6. Dans la SonntagsZeitung, les collaborateurs de l'EAWAG indiquent que les dispositifs de mesure installés dans le canal de Hagneck ne sont pas fiables, que des données ont été perdues et que des mesures ont été omises. Or le canton se doit lui aussi de garantir la qualité de l'eau, et il devrait donc intervenir à ce sujet auprès de la Confédération. Le Conseil-exécutif va-t-il s'engager auprès des FMB et de la Confédération pour qu'on mette en place rapidement des dispositifs de mesure qui fonctionnent correctement ?
7. La centrale de Mühgleberg s'efforce-t-elle de réduire le rayonnement radioactif auquel est exposé le personnel (pour le ramener par exemple au niveau de la moyenne suisse) ? Dans la négative, pourquoi ? Dans l'affirmative, de quelle nature sont ces efforts ?

Affaire 2013.0930

N° de l'intervention:	188-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	24.07.2013
Déposée par:	Kropf (Berne, Les Verts) (porte-parole) Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts)
Consignataires:	7
Urgence accordée:	refusée le 05.09.2013
N° d'ACE:	181/2014 du 19 février 2014
Direction:	SAP

L'IFSN est-elle encore digne de confiance?

La *Sonntagszeitung* du 14 juillet 2013 a révélé que vers l'an 2000, de grandes quantités de Césium 137 sont parvenues dans les eaux du lac de Bienne, en provenance de la centrale de Mühleberg, cela ne fait aucun doute ; la radioactivité des sédiments au fond du lac est en conséquence plus élevée. Indépendamment de la densité de cette contamination et de la question du danger que cela peut constituer pour la santé, il est inquiétant et inacceptable que ce fait soit resté inconnu, tout comme l'est la nonchalance avec laquelle les acteurs concernés, BKW, IFSN, institut de recherche EAWAG ont fait l'impasse sur cet incident et persistent à le faire. Les explications fournies après coup par l'IFSN sont peu convaincantes et soulèvent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. Le cynisme et la morgue qui se dégagent du communiqué de l'IFSN (les notions qui fâchent sont systématiquement placées entre guillemets) amènent à se demander si l'IFSN a oublié que nous ne sommes pas dans un bac à sable et qu'il s'agit désormais de la maîtrise d'une technologie à haut risque.

De fait, les représentants des autorités que la *Sonntagszeitung* a interrogés n'avaient pas la moindre idée de l'augmentation de la teneur de l'eau en césium vers l'an 2000. Les autorités de la ville de Bienne n'étaient pas informées. Le chimiste cantonal a déclaré qu'un incident devait s'être produit à l'insu de son office. Markus Flisch de la Sécurité de l'environnement du canton de Berne a déclaré que le pic de césium en 2000 ne correspond pas aux données fournies aux autorités.

[2] http://www.sonntagszeitung.ch/home/artikel-detailseite/?newsid=256952

[3] La mesure des eaux et des sédiments pose fréquemment des problèmes techniques et les incohérences sont mises en rapport avec des pannes. En 1998, on a même suspendu les mesures au canal de Hagneck en raison de problèmes techniques. En 2000, les contrôleurs publics ont mesuré des valeurs très élevées de Césium, mais la centrale a indiqué qu'elle n'avait laissé échapper que de faibles quantités. Jürg Beer de l'EAWAG a expliqué cette différence par des erreurs commises dans les mesures. Les conduits auraient été obstrués par de fines particules et du sable. Les mesures n'auraient été effectuées que certains jours, « peut-être » précisément les jours où la centrale avait dégagé plus de radioactivité. La SonntagsZeitung voulait mener l'enquête. Mais l'IFSN a refusé de lui remettre les rapports qui auraient révélé quand exactement la centrale avait déversé plus de substances radioactives dans l'Aar.

Au lendemain de la publication de l'article dans la *Sonntagszeitung*, l'IFSN a réagi avec un communiqué, adoptant d'emblée la position selon laquelle l'article ne présentait aucun fait nouveau, tout cela étant connu depuis longtemps. L'IFSN écrit notamment ce qui suit : « Les 41 becquerels par kilogramme mesurés pour l'année 2000 sont, en comparaison, une faible élévation de la valeur du césium dans le lac de Bienne. Ils peuvent être mis en corrélation avec les rejets de césium plus élevés de la centrale nucléaire de Mühleberg que nous avons constatés en 1998 et 1999. » Ces données sont documentés paraît-il dans les rapports annuels de la DSN et de l'OFSP. La réponse pourrait sembler plausible. Mais à la lecture des rapports en question, on est surpris :

Ni dans le rapport de 1998 ni dans celui de 1999, il n'est question de l'augmentation des valeurs de césium mesurées ni d'indications à ce sujet fournies par la centrale de Mühleberg. Il est dit simplement que « les données concernant la radioactivité et la teneur de l'air sous forme d'aérosols, d'iode et de gaz nobles était nettement inférieure aux valeurs limites. Cela vaut également pour la teneur en tritium et pour les autres données concernant la radioactivité [trad.] ». Les tableaux et graphiques sont très rudimentaires et les légendes annoncent des données concernant l'émission de substances radioactives dans l'environnement. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Où et comment les valeurs ont-elles été mesurées ? S'agit-il de valeurs reprises de l'exploitant de la centrale ou de valeurs réelles mesurées par l'IFSN ou l'EAWAG ? Quel est le nombre des mesures qui fondent ces données (moyenne de mesures horaires, quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles ou trimestrielles) ? A-t-on mesuré des pics à certaines heures, certains jours, certaines semaines ou certains mois ? Les rapports annuels ne donnent aucune indication à ces sujets. La précision selon laquelle la marge d'erreur est de +/- 50% rend ces chiffres totalement inutilisables. Le communiqué de l'IFSN a ceci d'irritant que c'est avec impudence, en minimisant les faits, qu'il évoque la radioactivité dans le lac de Bienne. L'IFSN dissimule en effet que les causes sont tout autres. Qu'est-ce qui peut pousser l'IFSN à vouloir induire l'opinion publique en erreur ?

L'argumentation vaseuse et contradictoire de l'IFSN donne plus de poids aux recherches de la Sonntagszeitung. Ses investigations montrent en effet que le contrôle de la radioactivité des eaux ne fonctionne aujourd'hui que de manière très insuffisante : l'EAWAG prélève une fois par mois des échantillons d'eau et les fait analyser dans le laboratoire de Dübendorf. Selon les indications de la Sonntagszeitung, aucune mesure n'a été effectuée à la station de Hagneck en 1998 en raison de problèmes techniques. (Mais alors, comment l'IFSN peut-elle avoir constaté en 1998 l'augmentation des valeurs de césium ?) Et en 2000, les valeurs de césium étaient très élevées certains mois, contrairement aux informations fournies par BKW. Selon l'EAWAG, ces fâcheuses divergences étaient imputables à des erreurs dans les mesures. ; encore aujourd'hui, l'IFSN se refuse à publier les rapports détailles. Entre parenthèses, les mesures de la radioactivité de l'air sont tout aussi lacunaires : les valeurs de l'an 1998 font totalement défaut suite à une erreur commise dans la sauvegarde des données à l'IFSN.

Dès aujourd'hui, il faut deux choses : il faut d'une part qu'il soit garanti que BKW (et les exploitants des autres centrales nucléaires) informent le public de l'ampleur et du moment précis de toute émission radioactive planifiée. D'autre part, l'IFSN doit être tenue à l'obligation de garantir un contrôle intégral de la qualité des eaux situées en aval des centrales nucléaires, non plus une fois par mois, mais en permanence. En rétrospective, il faut pour les années 1998 à 2000 une liste complète des mesures effectuées avec des indications sur leur fréquence et sur les observations faites lorsqu'elles ont été effectuées.

Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. La teneur des eaux en césium en aval de la centrale de Mühleberg avait augmenté dans les années 1998 à 2000. Le Conseil-exécutif en était-il informé ?
2. Le Conseil-exécutif est-il prêt à entreprendre toutes les démarches possibles pour que les autorités fédérales (notamment l'IFSN) publient dans leur intégralité les données des mesures de la radioactivité effectuées en aval de la centrale de Mühleberg entre 1998 et 2000 ainsi que les résultats de ces mesures (et non simplement les valeurs moyennes) ?
3. Est-il informé de la parfaite incohérence et de la qualité lacunaire des mesures de la radioactivité dans les eaux en aval de la centrale de Mühleberg ? Comment s'explique-t-il l'incohérence de ces résultats ? Les valeurs mesurées ces 15 dernières années par la station de Hagneck l'ont-elles poussé à s'interroger ?
4. Le Conseil-exécutif juge-t-il acceptable que la qualité et la fréquence des mesures de la radioactivité des eaux en aval de la centrale de Mühleberg soient à ce point insuffisantes ? A-t-il fait savoir à l'IFSN qu'il souhaite des mesures permanentes et une information entièrement transparente et précise ? Dans la négative, quand pense-t-il s'y décider ?
5. Dans le contexte des questions concernant la sécurité de la centrale de Mühleberg, le Conseil-exécutif renvoie souvent à la responsabilité de l'IFSN. Avec les incidents récents et la communication dénuée de tout professionnalisme de l'IFSN en toile de fond, estime-t-il pouvoir encore faire confiance cette autorité fédérale ?
6. En qualité de représentant de l'actionnaire majoritaire qu'est le canton de Berne, le Conseil-exécutif est-il prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour que la centrale de Mühleberg ramène immédiatement ses émissions de radionucléides à un niveau comparable à celui des autres centrales suisses ? Dans la négative, tiendra-t-il compte du niveau massivement plus élevé des émissions de la centrale au moment de prendre sa décision concernant la date de la mise à l'arrêt de Mühleberg ?
7. Comment le Conseil-exécutif se propose-t-il de garantir que la contamination radioactive de l'eau potable soit immédiatement reconnue ? Les actuels mécanismes de contrôle sont-ils de nature à lui permettre de garantir que la contamination de l'eau potable ne passera jamais inaperçue ? Dans la négative, que pense-t-il faire pour pouvoir répondre à cette question par l'affirmative ?
8. Le Conseil-exécutif est-il prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour imposer l'installation d'une station de mesure permanente en aval de la centrale de Mühleberg

afin que la radioactivité de l'eau puisse être mesurée en continu ?

Réponse commune du Conseil-exécutif

Les deux interventions parlementaires portant sur la pollution radioactive par la centrale de Mühleberg, elles font l'objet d'une réponse commune.

Remarque générale

La limite des rejets radioactifs est définie dans l'autorisation d'exploitation des centrales nucléaires. Le bilan des rejets est publié à intervalles réguliers par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) et l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Le Rapport sur la radioprotection 2012 de l'IFSN ainsi que le Rapport 2012 sur la radioactivité de l'environnement et les doses de rayonnements en Suisse indiquent ainsi que la centrale nucléaire de Mühleberg a rejeté dans l'Aar au total 4332 m^3 d'eaux usées présentant, à l'exclusion du tritium, une activité de 3,0x109 BQ (trois milliards de Bequerel). Cela représente une quantité normée (pondération des nu-cléides dégagés selon leur radiotoxicité) de moins de 0,1% de la limite fixée.

Il est vrai que le taux annuel défini pour Mühleberg est plus élevé que celui des autres centrales nucléaires suisses. Et, bien que la centrale bernoise déverse moins de substances radioactives depuis le milieu des années 1990 et que les valeurs sont loin d'avoir jamais dépassé la limite fixée, l'IFSN a demandé à l'exploitant lors des contrôles de sécurité réguliers de prendre les mesures requises pour réduire les rejets. Mühleberg s'y consacre depuis plus de dix ans, mais la situation doit encore s'améliorer.

Dans son avis du 18 janvier 2013 relatif au compte rendu de l'IFSN du 19 novembre 2012 sur la propagation de matières radioactives dans les cours d'eau en cas de défaillance des centrales nucléaires suisses, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie du canton de Berne (TTE) a formulé les exigences suivantes :

- La centrale nucléaire de Mühleberg disposera des instruments de mesure permettant de détecter immédiatement les substances radioactives dans l'Aar en cas d'accident.
- L'organisation des mesures de la contamination des eaux s'étendra à l'ensemble du réseau hydrographique concerné du canton de Berne. Le projet montrera la répartition des tâches entre la Confédération et le canton ainsi que les procédures et instruments de mesure nécessaires.
- Le projet de l'IFSN devrait décrire les conséquences d'une contamination de surface sur la nappe phréatique et sur les eaux courantes, en tenant compte des diverses voies de dissémination (eau de refroidissement, ruissellement à l'air libre et stations d'épuration des eaux usées, etc.). Les divers scénarios de mesures à prévoir, qui doivent servir de base aux cantons et aux fournisseurs d'eau pour développer leurs propres mesures de garantie de l'approvisionnement d'urgence en eau potable, se baseront sur des échéances réalistes. Les lacunes en matière d'information seront comblées.
- Il convient de fixer des valeurs limites pour tous les isotopes radioactifs déterminants, qui feront office de seuils pour définir une contamination radioactive.
- Des difficultés d'approvisionnement en eau potable constituent un temps de crise au sens de l'article 3 de l'ordonnance du 20 novembre 1991 sur la garantie de l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (OAEC). Le canton recommande de s'y référer.

L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a entrepris la démarche nécessaire pour instaurer une surveillance constante de la radioactivité grâce à la prolongation du Réseau automatique de détection dans l'air d'immissions radioactives, adoptée le 15 mai 2013, et grâce à l'extension du réseau de mesures au réseau hydrographique. La surveillance automatique et permanente de la radioactivité dans l'Aar et le Rhin en aval des centrales nucléaires suisses sera entièrement opérationnelle à partir de 2015. L'OFSP effectuera ainsi des contrôles indépendants des eaux.

Interpellation 261-2013 : Pollution radioactive de l'Aar et du lac de Bienne

Points 1 et 2

Les documents mentionnés par l'auteur de l'interpellation ont été demandés par une journaliste qui a invoqué la loi sur la transparence. L'IFSN a refusé de remettre les rapports demandés, car ils ne lui appartiennent pas mais sont la propriété de l'exploitant de Mühleberg. L'IFSN et l'OFSP publient cependant les informations essentielles dans un rapport annuel: il s'agit du rapport de surveillance Aufsichtsbericht zur nuklearen Sicherheit in den schweizerischen Kernanlagen sowie den Strahlenschutzbericht de l'IFSN et du rapport sur la radioactivité de l'environnement et les doses de rayonnements en Suisse de l'OFSP. Le Conseil-exécutif ne juge pas nécessaire d'exiger d'autres informations.

Point 3

Lorsque Mühleberg déverse une cuve d'eaux usées dont l'activité respecte la limite fixée par le règlement, cela correspond pour le césium 137 à un rejet d'environ $1,6x10^9$Bq/h, dans l'hypothèse où la centrale rejette 10 m^3 d'eaux usées par heure dans la rivière. Cela se traduit par une concentration de 3,7 Bq/l en aval de Mühleberg, soit moins que 1% de la limite définie. L'exploitation normale n'engendre donc pas de menace pour l'approvisionnement en eau potable à partir de l'Aar. Il revient à l'IFSN de contrôler le respect du règlement.

Le *Règlement concernant le rejet de substances radioactives ainsi que la surveillance de la radioactivité et du rayonnement direct dans le voisinage de la centrale nucléaire de Mühleberg* (en allemand), qui peut être téléchargé par tout un chacun sur le site de l'IFSN, fixe les prescriptions pour le contrôle des rejets de substances radioactives, prescriptions respectées par la centrale nucléaire de Mühleberg. Le document définit notamment la concentration maximale de la cuve de rétention avant le déversement dans l'Aar. Il exige également que l'activité dans le bassin de l'Aar accessible au public satisfasse à la limite d'immission de radioactivité de l'ordonnance sur la radioprotection. Les eaux usées rejetées par la centrale nucléaire contiennent habituellement moins de 1% de la radioactivité maximale autorisée ; dans certains cas, les rejets atteignent un petit pourcentage de cette concentration.

Point 4

Selon l'IFSN, les valeurs définies pour le rejet de substances radioactives (notamment le césium 137) ont toujours

été respectées par Mühleberg. Les concentrations de césium 137 trouvées par les sondages de l'université de Genève ne contredisent pas cette observation. De 1978 à 1985, il a été constaté des valeurs de 40 à 80 Bq/kg, sans contrevenir au règlement. En 1986, le maximum atteint, en raison de la catastrophe de Tschernobyl, s'est élevé à environ 200 Bq/kg. Une nouvelle hausse de 20 à environ 40 Bq/kg a été enregistrée en 2000, soit une concentration inférieure à celles des années 1978 à 1985. L'augmentation de radioactivité de $1{,}1 \times 10^{10}$ Bq de césium 137 mentionnée dans le rapport d'activité de 1999 est due au traitement de déchets radioactifs à la centrale nucléaire, mais les limites fixées n'ont jamais été dépassées. Les prélèvements effectués en 2010 présentent une concentration de césium 137 inférieure à 10 Bq/kg.

Point 5

Lors du réexamen périodique de la sécurité des installations nucléaires de 2007, l'IFSN a demandé à Mühleberg de diminuer les rejets radioactifs des eaux usées à moins de 1 GBq par an (sans tritium), en respectant la proportionnalité, la centrale devant présenter un rapport chaque année. Celle-ci satisfait aux exigences. Cependant, les objectifs ne sont pas complètement atteints malgré les efforts entrepris jusqu'à présent. Le Conseil-exécutif n'a pas connaissance d'un calendrier concret pour atteindre l'objectif de 1 GBq par an. C'est pourquoi l'IFSN a exigé que des mesures supplémentaires soient prises, dans son rapport de 2010 publié à mi-décembre 2013. Elles visent à une amélioration progressive chaque année, ce qui est fait selon l'IFSN. Ces mesures s'inscrivent dans l'application du principe ALARA (acronyme anglais de As Low As Reasonably Achievable), selon lequel toutes les dispositions raisonnablement possibles sont prises pour polluer l'environnement le moins possible. En 2012 par exemple, la radioactivité mesurée dans l'Aar a été de 1/1000 de la limite fixée pour le tritium et de moins de 1/1000 de la limite pour les autres nucléides. L'OFSP, qui surveille les rejets sous l'angle sanitaire, considère ces taux comme insignifiants. La surveillance de la radioactivité étant du ressort de la Confédération, le canton n'exerce aucune responsabilité dans ce domaine.

Point 6

Voir remarque générale

Point 7

L'IFSN contrôle également la protection du personnel de Mühleberg exposé à la radioactivité. Dans le rapport publié en décembre 2013, elle constate que la surveillance de la radioactivité est ancrée à la centrale nucléaire de Mühleberg et que le programme régulier de mesures permet d'y détecter les modifications de radioactivité. Selon l'exploitant, les améliorations constantes ont permis de réduire notablement les doses individuelles absorbées par les collaborateurs (maximum de 8 mSv en 2012). Cette réduction est due principalement à l'amélioration systématique des mesures de protection, à une meilleure planification du travail, un meilleur entraînement des collaborateurs (p. ex. exercice des étapes du travail sur des modèles hors du champ radioactif) et à de nouvelles procédures (p. ex. vérifications automatisées). Ces mesures s'inscrivent dans l'application du principe ALARA : toutes les dispositions raisonnablement possibles sont prises pour exposer les collaborateurs au rayonnement le plus bas possible. Mühleberg poursuit sur cette voie à l'avenir.

Interpellation 188-2013 : L'IFSN est-elle encore digne de confiance?

Point 1

De 1998 à 2000, la radioactivité des eaux rejetées dans l'Aar par la centrale nucléaire de Mühleberg était publiée dans les rapports annuels de la Division principale de la sécurité des installations nucléaires (DSN, devenue depuis l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire IFSN). Durant cette période, les rejets radioactifs ont toujours été inférieurs à 5% de la limite fixée dans l'autorisation d'exploiter de Mühleberg, même compte tenu d'une marge d'erreur de ±50%. L'augmentation des valeurs de césium 137 et de cobalt 60, que les autorités cantonales connaissaient, avait également été publiée par l'OFSP. Mais il paraît manifeste que l'explication fournie à cette occasion n'était pas correcte (voir réponse au point 3).

Point 2

Les mesures de surveillance de la radioactivité ambiante, qui sont du ressort de l'OFSP et non de l'IFSN, ont été publiées dans les rapports annuels concernant *la radioactivité de l'environnement et les doses de rayonnements en Suisse*. Dans le chapitre consacré à la radioactivité du réseau aquatique, les données de Mühleberg sont comparées aux mesures mensuelles effectuées dans le piège à sédiments de l'Aar à Hagneck. Il se révèle une augmentation du césium 137 de janvier à mars 1999, tant pour les rejets que pour les sédiments. Comme il n'existe que des prélèvements mélangés pour ces deux échantillonnages, le rapport annuel de l'OFSP ne publie pas d'autres mesures.

Point 3

La surveillance de la radioactivité dans les eaux coulant en aval de la centrale nucléaire de Mühleberg est donc du ressort de l'OFSP. On sait désormais que la hausse de radioactivité enregistrée en 1999 est due au traitement de déchets nucléaires à la centrale de Mühleberg. L'explication avancée par le rapport de l'OFSP pour l'augmentation constatée à Hagneck, qui mentionne un dérangement de l'instrument de prélèvement, paraît donc incohérente.

Comme les mesures des quinze dernières années publiées par l'IFSN et l'OSP se sont toujours situées en dessous des limites légales, le Conseil-exécutif n'a pas jugé utile de creuser plus avant.

Point 4

Voir remarque générale

Point 5

Il n'est pas de la compétence du Conseil-exécutif de juger une autorité fédérale.

Point 6

Voir remarque générale

Points 7 et 8

Il est indispensable qu'une contamination radioactive de l'eau potable soit reconnue immédiatement. C'est pourquoi la TTE a fait part de ses exigences à l'IFSN dans l'avis du 18 janvier 2013 mentionné ci-dessus. L'OFSP a pris les mesures permettant une surveillance continue de l'Aar, qui seront opérationnelles dès 2015 (voir réponse au point 4).

Délibération groupée

Le président. Auf die beiden Interpellationen hat der Regierungsrat eine gemeinsame Antwort gegeben. Der Zufriedenheitsgrad liegt bei beiden Interpellanten bei teilweise und beide geben eine Erklärung ab.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die Antworten weisen zum Teil nicht die erwünschte Präzision auf. Zu den Fragen 1 und 2: Es ist erschütternd zur Kenntnis zu nehmen, dass wichtige Messergebnisse im Besitz des Betreibers sind. Offenbar hat das ENSI keinen direkten Zugang auf diese Messergebnisse. Von einer effizienten Kontrolle durch das ENSI kann also keine Rede sein. Es handelt sich um ein typisches Produkt einer schweizerischen Sicherheits- und Kontrollkultur: Derjenige, der kontrolliert werden sollte, kontrolliert sich selber. Wir kennen das von den Banken mit den bekannten Ergebnissen. Wenn man sich vorstellt, dass bei den Atomkraftwerken ähnliche Vorgänge passieren wie bei den Banken, dann Gnade Gott.
Ich habe dem Berichten entnommen, dass Mühleberg wesentlich mehr radioaktive Stoffe an die Aare abgibt als andere vergleichbare schweizerische Atomkraftwerke. *(Der Präsident läutet die Glocke.)* Dieser Aussage wurde in der Antwort der Regierung nicht widersprochen. Aber das hindert die Regierung nicht, dauernd darauf hinzuweisen, dass man sich unter den Grenzwerten befindet. Die Grenzwerte stammen aber aus der Wildwestzeit der Atomenergie, sie sind längst obsolet und niemand orientiert sich heute mehr daran. Die Antwort der Regierung ist also ein weiteres Glied in einer langen Geschichte von Regierungsantworten auf Probleme in Zusammenhang mit dem AKW Mühleberg. Eigentlich geht es darum, die BKW zu schützen und nicht die Bevölkerung.

Le président. Herr Kropf verzichtet auf eine Erklärung.

Affaire 2013.1244

N° de l'intervention:	276-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV) (porte-parole) Schürch (Huttwil, UDC) Wüthrich (Huttwil, PS) Zumstein (Bützberg, PLR)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	124/2014 du 5 février 2014
Direction:	SAP

Institutions pour personnes handicapées: comparaison de la dotation en personnel et des tarifs

Le Conseil-exécutif est chargé de :
1. prendre les mesures appropriées pour améliorer la comparabilité de la dotation en personnel des institutions pour personnes handicapées. Les institutions pour personnes handicapées doivent notamment harmoniser leur manière d'utiliser le Système d'évaluation du besoin d'encadrement des adultes handicapés en foyer d'hébergement (ROES) ;
2. fixer des tarifs uniformes (éventuellement une fourchette), applicables aux institutions sous contrat de prestations avec le canton de Berne, pour la rétribution accordée par jour et par résident ou résidente (en fonction du degré de soins et d'encadrement).

Les éventuels surcoûts occasionnés par la mise en œuvre de cette motion seront compensés au sein de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP).

Développement

Le personnel des institutions pour personnes handicapées évalue les besoins des nouveaux pensionnaires à leur arrivée à l'aide du Système d'évaluation du besoin d'encadrement des adultes handicapés en foyer d'hébergement. Un catalogue de questions permet de déterminer le degré de soins et d'encadrement des nouveaux pensionnaires. La dotation en personnel de l'institution est ensuite calculée en fonction de la classification moyenne des pensionnaires, de l'offre, du nombre de places et des jours d'ouverture du foyer. Elle définit le nombre minimum de postes financés par le canton.
Ce qui pose problème, c'est que l'évaluation des pensionnaires est réalisée en interne sans être contrôlée par des tiers. Concrètement, les foyers qui ont fait une estimation modeste des frais d'encadrement de leurs pensionnaires se voient sanctionnés par les mesures d'économie du canton de Berne, l'Examen des offres et des structures. La réduction de la rétribution serait moins douloureuse s'ils avaient fait des estimations plus généreuses.
D'un autre côté, il est parfaitement imaginable que chaque foyer évalue les besoins de ses résidents et résidentes de manière très différente, ce qui rend les plans de dotation en personnel tout à fait impossibles à comparer. Cela va par ailleurs à l'encontre de l'intention de la SAP, qui déclare vouloir, avec le ROES, fournir un outil qui ne laisse qu'une « marge d'interprétation réduite lors de l'évaluation » (cf. SAP/OPAH, *ROES (Ressourcenorientiertes Einschätzungssystem) - Système d'évaluation du besoin d'enca-drement des adultes handicapés en foyer d'hébergement*).
La présente motion met en lumière une nouvelle situation non satisfaisante : des institutions du canton de Berne comparables (pensionnaires globalement classés dans la même catégorie ROES) sont indemnisées très différemment. Les motionnaires ont ainsi connaissance d'une institution qui reçoit 476 francs par journée de séjour et par pensionnaire, tandis qu'une autre (avec des évaluations ROES comparables) n'en reçoit que 319. De telles différences dans la rétribution des institutions (à classification ROES égale) sont choquantes. Mais le plus énervant, c'est que la SAP justifie ces grandes différences de tarifs (à conditions égales) par une « évolution historique ». On pourrait corriger cette situation en fixant des tarifs de rétribution uniformes (éventuellement une fourchette) par jour et par résident ou résidente (en fonction du degré de soins et d'encadrement).
La présente motion vise à améliorer la comparabilité de la dotation en personnel et des tarifs de rémunération des institutions pour personnes handicapées et à empêcher que les institutions économes et modestes ne soient sanctionnées.

Réponse du Conseil-exécutif

Le canton de Berne a repris de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) une palette d'institutions pour adultes handicapés fort diverses en 2008, lors de l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). De par leur évolution historique, homes, centres de jour et ateliers protégés se distinguent non seulement par leur public cible, leur taille et leur programme, mais aussi par leur régime financier. Le canton de Berne avait fait œuvre de pionnier à l'échelle suisse en développant et introduisant le système d'évaluation du besoin d'encadrement des adultes handicapés en foyer d'hébergement (ROES) à la fin des années 1990. Mais cela n'a pas permis d'éviter que des prestations identiques continuent d'être rémunérées différemment.

Les besoins de soins et d'encadrement des adultes handicapés bénéficiant d'une prise en charge résidentielle dans le canton de Berne sont déterminés par le personnel spécialisé au moyen des systèmes d'évaluation ROES, BESA ou RAI-RUG. Alliée au type et à l'étendue des prestations, la classification des pensionnaires constitue la base de calcul de la dotation en personnel requise.

Le plan des postes est examiné lors de l'octroi des autorisations d'exploiter en vertu de l'ordonnance du 18 septembre 1996 sur les foyers et les ménages privés prenant en charge des personnes tributaires de soins (ordonnance sur les foyers, OFOY ; RSB 862.51). Conformément à l'article 9, alinéas 1 et 2 OFoy, l'effectif et les qualifications du personnel sont établis en fonction de la prise en charge et des soins requis par les pensionnaires, et c'est l'autorité délivrant l'autorisation qui fixe l'effectif minimal du personnel spécialisé et du personnel auxiliaire. Le plan des postes n'est cependant qu'un instrument temporaire, puisque les besoins seront à l'avenir définis individuellement, comme le veut le plan stratégique du canton de Berne visant à promouvoir l'intégration des adultes handicapés. Dès lors que leurs besoins liés au handicap sont reconnus, ces derniers se verront attribuer des prestations et une dotation au cas par cas.

Le Conseil-exécutif confirme le fait que les modalités d'évaluation varient d'une institution à l'autre, ce qui rend la comparaison des plans des postes difficile. Il est lui aussi d'avis que les foyers ayant fait une estimation modeste des frais d'encadrement ont été pénalisés lors de l'examen des offres et des structures. Enfin, force est de constater que les différences d'évaluation se traduisent par des différences de tarifs, à conditions égales par ailleurs, ce qui complique un pilotage financier axé sur les besoins et les prestations.

A la fin de la période transitoire de la RPT (2008-2010), lors de laquelle les cantons avaient à maintenir le niveau des prestations versées auparavant par l'OFAS, le canton de Berne a réorienté sa politique du handicap. Il se fonde désormais sur la stratégie en faveur des personnes handicapées, qui a été approuvée par le Conseil fédéral[4]. Celle-ci prévoit en particulier que le système de prise en charge cantonal s'aligne sur les besoins particuliers liés au handicap.

Le gouvernement a admis la nécessité d'agir. Dès 2011, il a défini dans le *Rapport du Conseil-exécutif relatif à la politique du handicap du canton de Berne* des principes de planification modernes permettant de remédier aux défauts. Outre la divergence de pratique entre les institutions, les procédures d'évaluation actuelles présentent en effet plusieurs lacunes :

- les soins sont privilégiés au détriment de la prise en charge, de sorte que les besoins des personnes souffrant d'autisme ou d'un autre trouble psychique ne sont pas assez pris en considération ;
- il n'est pas suffisamment tenu compte des variations des besoins, typiques des malades psychiques ;
- le niveau professionnel des prestations à fournir n'est pas spécifié, alors que des soins spécialisés ou une simple aide n'ont pas les mêmes incidences financières, notamment ;
- seules les prestations résidentielles sont incluses, alors que le secteur de l'occupation joue également un rôle important ;
- l'avis de la personne concernée ou de sa représentation légale n'est pas systématiquement intégré ;
- seuls les besoins institutionnels sont relevés. Or le plan stratégique prévoit le renforcement de la participation sociale, de l'autonomie et de la liberté de choix des personnes handicapées et, partant, la possibilité de couvrir les besoins individuels par des prestations d'assistance personnelle.

Le gouvernement a déjà lancé la mise en œuvre du plan stratégique, de sorte que les manquements relevés par les motionnaires sont en train d'être réglés. Il tient à souligner les avantages du futur système de pilotage de la prise en charge des adultes handicapés concernant les points évoqués dans la motion :

- Comme aucun des instruments d'évaluation en vigueur ne répondait à l'ensemble des exigences, un nouveau système a été développé ces trois dernières années. La *Procédure visant à l'évaluation des besoins particuliers et des prestations* s'applique à tous les types de handicap et prend en compte une multitude de facteurs : besoins spécifiques, logement et travail ou occupation, qualité et niveau professionnel des prestations, variation des besoins, auto-évaluation, choix entre assistance personnelle et prise en charge résidentielle. Elle est actuellement testée de manière à définir le coût des prestations. Un essai pilote sera lancé en 2016 avant son introduction généralisée à partir de 2018 si le système fait ses preuves.
- La réalisation sera confiée à un service d'évaluation indépendant des fournisseurs de prestations, afin d'unifier la pratique. Il est prévu de déléguer cette tâche à l'office AI de Berne, qui dispose du savoir-faire requis, ce qui permettra aussi de bénéficier d'effets de synergie (réduction du nombre d'évaluations, accessibilité, concentration des données d'évaluation et d'assurance).
- Le pilotage des moyens financiers axé sur les besoins particuliers liés au handicap rendra les tarifs moyens par offre ou par institution inutiles. Si les personnes souffrant

[4] Encourager l'autonomie et la participation sociale des adultes handicapés, Plan stratégique du canton de Berne selon l'article 197, chiffre 4 Cst. et l'article 10 LIPPI, approuvé par le Conseil fédéral le 22 juin 2011

d'un handicap plus léger tendront à recevoir moins de ressources, les handicapés tributaires d'une prise en charge plus lourde se verront attribuer des moyens plus importants qu'aujourd'hui et, partant, auront davantage de chances de trouver une place d'accueil appropriée dans le canton de Berne.
- Les tarifs seront comparables, dès lors que les unités de temps requises pour les soins et l'encadrement feront l'objet de coûts normatifs, compte tenu du degré de qualification nécessaire. Des besoins individuels similaires donneront droit à des tarifs équivalents. Le principe « à prestation égale, rétribution égale » deviendra réalité.

L'introduction du nouveau service d'évaluation et la réorientation de la prise en charge selon le plan stratégique exigent de nouvelles bases légales, en cours de préparation. Les contrats de prestations actuels conclus avec les homes, centres de jour et ateliers seront remplacés dans une large mesure par des garanties de participation aux frais à affectation liée, reposant sur les besoins particuliers. Le montant octroyé sur la base du droit individuel aux prestations reconnu par le canton permettra aux adultes handicapés de financer une assistance personnelle ou des prestations institutionnelles. Tous les fournisseurs de prestations seront soumis aux mêmes conditions générales dès l'introduction des coûts normatifs pour les prestations de soins et d'encadrement d'une part et pour les contributions structurelles aux institutions d'autre part. Une indexation des coûts normatifs permettrait en outre d'adapter au fur et à mesure le volume des dépenses au plan financier du canton.
Le Conseil-exécutif est favorable à la requête des motionnaires. Il convient d'améliorer la comparabilité des tarifs et d'encourager les institutions à maîtriser les coûts en prenant les mesures présentées ci-dessus, dans le cadre du budget de la SAP.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption

Le président. Die Regierung beantragt Annahme dieser Motion. Wird die Motion bestritten? – Das ist nicht der Fall. Ich habe aber gestern mit Frau Zumstein abgemacht, dass sie hier trotzdem zur Klarstellung die Möglichkeit erhält, eine Erklärung abzugeben, weil eine Änderung des Sachverhalts vorliegt.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Ich mache hier grundsätzlich keine Klarstellung, sondern gebe eine Erklärung ab, denn die Motion ist ja unbestritten. Es gibt Institutionen, die durch die ungleichen historisch gewachsenen Tarife in Schieflage geraten werden. Gemäss Antwort wird es offenbar noch bis in das Jahr 2018 dauern, bis die entsprechenden Änderungen zur Subjektfinanzierung greifen. Es werden aber nicht alle Institutionen den Atem haben, um bis dann durchzuhalten. Deshalb möchte ich hier Folgendes zu Protokoll geben: Wir gehen davon aus, dass die GEF solche Institutionen unterstützt, damit es bei den Wohnverhältnissen von Behinderten nicht zu dramatischen Situationen kommt.

Le président. Wir stimmen jetzt über die Motion ab.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	137
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben der Motion einstimmig zugestimmt.

Affaire 2014.0125

N° de l'intervention:	044-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	30.01.2014
Déposée par:	Bühler (Cortébert, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	229/2014 du 26 février 2014
Direction:	SAP

Insécurité et nuisances

Depuis la fin des années 1980, la résidence du home « Les Sources » accueille des personnes marginalisées et/ou dépendantes des services sociaux. Il apparaît que les services dépendants de la SAP (Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale) se déchargent de ces personnes en les plaçant dans cette institution privée.
Cette institution est située aux abords directs de nombreuses habitations de la commune de Sonceboz-Sombeval. Limitée à l'origine à 20 personnes, elle en abrite actuellement environ 35 et une demande d'augmentation est en cours.
Cette constante progression du nombre de places de séjour et du nombre de pensionnaires a changé l'ambiance du village. Les familles du quartier concerné craignent d'envoyer leurs enfants seuls à l'école quand ils ont un horaire décalé. Le voisinage est dérangé à des heures incongrues par des pensionnaires à la recherche de soutien. Le comportement inquiétant et parfois répugnant de certains résidents est devenu insupportable pour beaucoup de personnes.
Les incivilités étaient tolérées et comprises tant que le home accueillait environ 20 personnes. Elles sont maintenant systématiquement vécues comme des vexations et suscitent incompréhension et de plus en plus d'intolérance. De plus, les chevaux parqués dans le paddock situé près de ce home provoquent chaque jour, le samedi comme le dimanche, des bruits incessants ne permettant jamais aux riverains de se reposer.
Ces réalités ont provoqué une pétition adressée aux autorités communales de Sonceboz signée par plus de 400 citoyennes et citoyens de ce village. Au vu de cette situation, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Par quel personnel qualifié les pensionnaires de cette institution privée sont-ils encadrés ? Et par combien de personnes ?
2. Ce personnel est-il contrôlé par la SAP ? Si oui, combien de fois par an ?
3. Cette institution est-elle contrôlée de façon inopinée ?
4. Lorsqu'une plainte est déposée, la SAP est-elle informée des interventions de la Police cantonale ?
5. La commune de Sonceboz-Sombeval est-elle tenue au courant des pathologies, respectivement de la dangerosité éventuelle des résidents de ce foyer ?
6. L'avis de la commune est-il pris en compte pour les questions ou demandes relatives à cette institution ?
7. Au vu du climat engendré par les nuisances, la commune peut-elle sanctionner la direction de ce home si celle-ci manque à ses obligations ou se permet d'accueillir plus de pensionnaires que les autorisations officielles ne le permettent ?
8. Les relations entre ce home et les riverains sont exécrables. La SAP pourrait-elle organiser une médiation réunissant les autorités cantonales, communales, le home et les riverains ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les établissements qui accueillent des pensionnaires auxquels ils offrent logement, nourriture, prise en charge et soins requièrent une autorisation d'exploiter selon l'ordonnance du 18 septembre sur les foyers et les ménages privés prenant en charge des personnes tributaires de soins (ordonnance sur les foyers, OFoy ; RSB 862.51). Tout foyer qui remplit les conditions d'octroi a droit à une telle autorisation. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) ne peut alors ni la refuser, ni limiter le nombre de places.
Conformément à l'article 2 de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI ; RS 831.26), chaque canton garantit que les personnes invalides domiciliées sur son territoire ont à leur disposition des institutions répondant adéquatement à leurs besoins. Berne y pourvoit en concluant des contrats de prestations avec des homes, des centres de jour et des ateliers et en collaborant avec d'autres cantons.
Outre les foyers couvrant les besoins au sens de la LIPPI, il y a des institutions fournissant des prestations supplémentaires aux adultes handicapés. Ces dernières ne sont pas des partenaires contractuels de la SAP, mais elles sont soumises à sa surveillance en vertu de l'OFoy. C'est le cas de la Résidence Les Sources.
Il convient encore de signaler qu'il n'existe aucune base légale permettant aux offices de la SAP de placer des adultes handicapés dans un home, un centre de jour ou un atelier. Le choix est de la responsabilité de la personne elle-même, si elle est capable de discernement, et de sa représentation légale dans le cas contraire.
Question 1
Les pensionnaires de la Résidence Les Sources sont encadrés par 20 personnes, ce qui représente 8,05 postes en équivalents plein temps (EPT). Sur ce total, 5 (3,5 EPT) disposent d'un diplôme reconnu par la SAP dans les domaines du social ou de la santé.
Question 2
L'état du personnel est vérifié tous les deux mois.
Question 3
L'institution fait à la fois l'objet de contrôles annoncés et de contrôles inopinés.
Question 4
La SAP n'a encore jamais été informée d'une intervention de la Police cantonale.
Question 5
Conformément à l'article 14, alinéa 1 OFoy, l'autorité délivrant les autorisations demande à la commune-siège de lui envoyer son avis avant l'octroi, de sorte que celle-ci est informée du groupe cible prévu. C'est ce qui a été fait lors du renouvellement de l'autorisation d'exploiter de la Résidence Les Sources en 2011, lorsque le nombre de places a passé de 20 à 35. Dans sa réponse, la commune de Sonceboz-Sombeval n'a remis en question ni le groupe cible, ni l'augmentation du nombre de places.
Question 6
L'avis de la commune est toujours pris en compte s'agissant du respect des conditions d'octroi de l'autorisation ou de questions de surveillance. L'autorité délivrant les autorisations n'est cependant pas habilitée à limiter le nombre de places si tel est le souhait de la commune. Toute dénonciation et tout fait signalé à la SAP qui est susceptible de requérir l'intervention de l'autorité de surveillance est examiné par cette dernière.
Question 7
C'est l'autorité délivrant les autorisations qui est compétente pour s'assurer du respect des conditions d'octroi, nombre de places inclus. La commune n'a aucune possibilité de sanction. Elle peut en revanche dénoncer à l'autorité de surveillance tout manquement relevant de la compétence de cette dernière.
Pour ce qui est des menaces sur la sécurité et l'ordre public, la commune peut envisager des mesures policières et faire appel aux autorités de poursuite pénale en cas d'infraction, par exemple.
Question 8
Fin 2013, la SAP a invité la Résidence Les Sources à faire appel à un tiers neutre tel qu'un office de médiation pour régler les querelles de voisinage. Si la commune coordonnait ce processus, la SAP pourrait la conseiller sur les questions liées à l'autorisation et à la surveillance du canton.

Le président. Monsieur Bühler n'est pas satisfait et fait une déclaration.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). C'est un euphémisme, je ne suis effectivement pas content. L'intervention a été déposée le 30 janvier, la réponse a été donnée le 26 février. L'intervention n'était même pas urgente, mais on nous répond en moins d'un mois, c'est formidable, parfois on doit attendre six mois pour avoir une réponse. Je pose quand même la question quant au sérieux de cette réponse si rapide. J'ai l'impression que cette réponse n'est pas sérieuse. Les réponses, quand on les étudie, sont très courtes, trop courtes, en partie évasives, et, en gros, on nous dit «Circulez, il n'y a rien à voir». On prétend même

que la commune n'a pas remis en cause, comme cela a été évoqué dans la réponse à la question 5, l'augmentation du nombre de places ou le groupe cible des personnes accueillies dans le home «Les Sources». Or, si j'en crois le «Journal du Jura» du 15 mars dernier, cela fait plus de dix ans que la commune intervient régulièrement pour soulever ces problèmes. Le maire et le secrétaire communal de Sonceboz sont donc intervenus dans la presse, ils se sont dits «écoeurés», ils estiment que la réponse à l'interpellation met leur crédibilité en tant qu'autorité communale en doute. Le titre de l'article en dit long: «La gestion du canton est calamiteuse». Si une crédibilité est mise à mal dans ce dossier, c'est celle de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. Ne pas prendre au sérieux 400 personnes qui déposent une pétition dans un village est grave. Lorsque la population n'est pas prise au sérieux, le boomerang finit toujours par revenir.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je tiens aussi à donner une précision par rapport à cette intervention, j'ai été un peu surpris par l'article du «Journal du Jura». En fait, si vous regardez la réponse à la question 8, M. le député, vous verrez qu'on n'avait d'abord envisagé une médiation possible par la commune. On a vu que ce n'était pas possible. Ensuite, je me suis approché du Conseil du Jura bernois, dont vous faites partie. Le Conseil du Jura bernois n'a pas vu la possibilité d'engager une médiation. L'information que je tiens aussi à donner aussi à l'attention de la presse ici, c'est qu'une médiation est prévue par le préfet, qui a accepté ce mandat qui va commencer sous peu.

Le président. Wir kamen grade ein bisschen schnell voran und machen jetzt eine zehnminütige Pause mit befohlenem «Schnure», dann können Sie dafür anschliessend ganz ruhig sein *(hilarité)*. Wir fahren um 09.55 Uhr weiter.

La séance est interrompue brièvement.

Affaire 2012.1417

Loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)

Annexe 11

Seconde lecture

Le président. Es wurden in der ersten Lesung keine Anträge eingereicht. Wegen der Verordnung führte man eine zweite Lesung durch. Ich bitte Sie jetzt ruhig zu sein, nachdem Sie eine Viertelstunde plaudern konnten.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR), présidente de la commission. Der Grosse Rat hat sich ja für eine zweite Lesung der Revision des Gesetzes entschlossen, weil in der ausführenden Verordnung dazu wichtige Fragen der Umsetzung geregelt sind. Der Regierungsrat und die Verwaltung haben prompt die Vorlage dieses Verordnungsentwurfes vorgelegt, wofür wir sehr herzlich danken. Wir konnten ihn anlässlich unserer Sitzung besprechen. Diskutiert haben wir insbesondere die Frage der Abgeltung bei vorbereitenden Kursen, die von Privaten und vom Kanton angeboten werden, und die Frage, wann überhaupt ein Angebot auf dem Markt ist. Die Verordnung sieht vor, dass das Angebot dann marktfähig ist, wenn zwei Anbieter, also nicht mindestens zwei, sondern einfach zwei Anbieter auf dem Markt sind. Auch sieht der Verordnungsentwurf vor, dass in diesem Fall kein Entgelt mehr an die Anbieter entrichtet wird, dass der Wettbewerb also voll funktioniert. Die Kommission nahm diesen Entwurf zur Kenntnis, verdankte ihn und war froh um die umfassende Information, die ihr gewährt worden ist. Das Gesetz wurde einstimmig ohne Antrag zuhanden des Grossen Rates für die zweite Lesung verabschiedet.

Le président. Gibt es Wortmeldungen der Fraktionen? – Das ist nicht der Fall. Der Herr Regierungsrat verzichtet ebenfalls auf das Wort. Also gehen wir das Gesetz artikelweise durch.

Délibération par article

I.
Art. 27, 35, 38, 41a (nouveau), 41b (nouveau), 46, 48, 53
Adoptés

II. La loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE) est modifiée comme suit:

Art. 2
Adopté

III.
Adopté

Pas de demande de réouverture de la discussion

Titre et préambule
Adoptés

Le président. Jetzt stimmen wir ab.

Vote final (seconde lecture)

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	103
Non	0
Abstentions	2

Le président. Sie haben dem Gesetz in zweiter Lesung zugestimmt.

Affaire 2013.1071

Arrêté du Grand Conseil concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)

Annexe 12

Le président. Die Kommissionspräsidentin verzichtet auf das Wort. Gibt es Wortmeldungen aus dem Rat? – Das ist nicht der Fall. Wünscht der Erziehungsdirektor das Wort? – Er verzichtet. Wir gehen den Grossratsbeschluss kurz durch.

Ch. 1–3
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Le président. Jetzt stimmen wir ab.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	108
Non	0
Abstentions	1

Le président. Sie haben dem Grossratsbeschluss zugestimmt.

Affaire 2013.1117

Arrêté du Grand Conseil concernant l'approbation de la modification de la convention conclue entre le canton de Berne et la Hochschule für Heilpädagogik (HFH) de Zurich

Annexe 13

Le président. Herr Grimm verzichtet auf eine Wortmeldung. Gibt es eine Wortmeldung aus dem Rat? – Das ist nicht der Fall. Möchte der Regierungsrat das Wort? – Er verzichtet. Wir gehen den GRB kurz durch.

Ch. 1–4
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	113
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben dem Grossratsbeschluss einstimmig zugestimmt.

Affaire 2013.1658

Rapport d'information 2012 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin aux membres de la Commission interparlementaire de la Convention scolaire romande; comptes 2012 ; budget 2014

Le président. Herr Flück verzichtet auf eine Wortmeldung. Wird im Rat das Wort verlangt? – Das ist nicht der Fall. Wünscht Herr Pulver das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit haben Sie von diesem Rechenschaftsbericht stillschweigend Kenntnis genommen.

Prise de connaissance tacite

Affaire 2013.1625

Groupe de produits Culture. Crédit supplémentaire 2013

Annexe 6, ACE 22/2014

Le président. Der FIKO-Sprecher verzichtet, da kein Antrag vorliegt. Gibt es Wortmeldungen aus dem Rat? – Das ist nicht der Fall. Wir stimmen über das Kreditgeschäft ab.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	98
Non	28
Abstentions	4

Le président. Sie haben den Nachkredit genehmigt.

Affaire 2014.0126

Groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire. Dépassement de crédit 2013. Crédit supplémentaire

Annexe 6, ACE 118/2014

Le président. Der FIKO-Sprecher verzichtet auf das Wort. Gibt es Wortmeldungen aus dem Rat? – Das ist nicht der Fall. Herr Pulver winkt ab; wir können auch hier direkt abstimmen.

Vote final

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	107
Non	13
Abstentions	5

Le président. Sie haben den Nachkredit genehmigt.

Affaire 2014.0076

N° de l'intervention:	029-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.01.2014
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole) Schlup (Schüpfen, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	230/2014 du 26 février 2014
Direction:	INS

Ecole à journée continue: adaptation des tarifs et des effectifs

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :
1. Augmenter le tarif horaire de l'école à journée continue et abaisser la limite de revenu à partir de laquelle le tarif est dû en intégralité.
2. Calquer les effectifs minimum des modules d'école à journée continue sur les effectifs minimum des classes.
3. Autoriser des personnes sans formation pédagogique à assurer la prise en charge des enfants.

Développement
La prise en charge des enfants dans les modules d'école à journée continue coûte une fortune aux communes et au canton. Il faut non seulement agrandir les locaux scolaires mais aussi financer les places subventionnées et payer le personnel. C'est la raison pour laquelle le tarif dû par les parents doit être augmenté. De même, il est incompréhensible qu'une personne soit mobilisée pour la prise en charge de 10 enfants dans un module d'école à journée continue alors qu'un enseignant ou une enseignante a le double d'élèves dans sa classe et qu'il ou elle doit en outre leur enseigner un programme bien défini.
L'école à journée continue ne doit plus être privilégiée ainsi, c'est absurde et coûteux. Le canton étant confronté à des difficultés financières et la qualité de l'école ne pouvant être négligée, il n'y a pas d'autre solution que d'économiser sur les offres extra-scolaires.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Dans ce cas, le Conseil-exécutif dispose d'une marge de manœuvre relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités de réalisation du mandat. Il lui appartient de décider en dernier ressort.
Les écoles à journée continue sont une réussite dans le canton de Berne. Un an après l'échéance du délai transitoire imparti aux communes pour la mise en place des modules d'école à journée continue en cas de demande suffisante, déjà 83 pour cent des enfants et des adolescents et adolescentes vont à l'école dans une commune disposant d'une école à journée continue et 53 pour cent ont même accès à une offre à temps plein[5]. Les écoles à journée continue sont établies et répondent à un besoin.
Point 1 :
Les structures d'accueil à journée continue sont rentables sur le plan économique. Diverses études consacrées à l'accueil extrafamilial des enfants ont montré que chaque franc investi dans ce domaine rapportait entre 1,50 et 4,50 francs dans les caisses publiques. Cette rentabilité s'explique par une augmentation des recettes fiscales, par une diminution des dépenses d'aide sociale et des dépenses liées aux réductions de primes ainsi que par une baisse du recours aux mesures spéciales et autres mesures de soutien aux personnes ayant des charges familiales. Le Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS, notamment, s'est ainsi intéressé à la ville de Zurich, pour laquelle il a calculé le rapport fiscal coûts-bénéfice des structures d'accueil à journée continue. Il a établi qu'à chaque franc d'impôt investi correspondait un bénéfice de 1,60 et 1,70 franc pour les pouvoirs publics[6]. Les communes ont donc tout intérêt à mettre en place des modules d'école à journée continue.
Par ailleurs, le Conseil-exécutif est d'avis qu'augmenter les tarifs pratiqués pourrait réduire l'attractivité de l'école à journée continue pour les parents. Les personnes ayant des revenus confortables paient aujourd'hui déjà un tarif élevé, en particulier lorsqu'elles ont plusieurs enfants. Si les tarifs devaient augmenter, il est possible qu'elles renoncent à faire garder leurs enfants. La conséquence à cela serait qu'une main-d'œuvre bien formée se trouverait écartée du marché de travail pendant une certaine période. De plus, l'absence des enfants de familles aisées dans les écoles à journée continue serait préjudiciable à la mixité sociale, qui est un facteur de développement important pour les enfants.
Le Conseil-exécutif renvoie à ce sujet à une étude réalisée par le bureau INFRAS pour le canton de Berne en novembre 2013 traitant des conséquences de l'impôt et des frais de garde d'enfants sur le revenu disponible des parents exerçant une activité lucrative (R. Schwegler, A. Schultheiss)[7]. Celle-ci montre que les coûts liés à la garde d'enfants sont déjà très élevés dans le canton de Berne pour les personnes disposant de revenus moyens à élevés et que l'incitation à travailler est faible. Augmenter encore les tarifs des écoles à journée continue accroîtrait ce phé-

[5] Cf. *Les écoles à journée continue dans le canton de Berne. Reporting pour l'année scolaire 2011-2012*, Miriam Kull, Direction de l'instruction publique du canton de Berne, mars 2013.
[6] Source : Müller Kucera, Karin und Bauer, Tobias (2000) : *Volkswirtschaftlicher Nutzen von Kindertagesstätten.* Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS.
[7] Cette étude sera présentée aux membres du Grand Conseil le 2 juin 2014 dans le cadre d'une manifestation.

nomène et irait à l'encontre de l'objectif qui consiste à permettre au plus grand nombre de concilier vie familiale et vie professionnelle. Si le canton de Berne devait réduire ses efforts en faveur des familles (conciliation entre famille et travail[8] et amélioration de la situation des familles[9]), cela remettrait en cause bon nombre de questions essentielles.
Le système tarifaire des écoles à journée continue est complexe. Les tarifs se fondent sur des coûts normatifs, comme c'est le cas aussi dans les garderies. Si certains paramètres de calcul étaient modifiés comme le demande la motionnaire (augmenter l'émolument par heure de prise en charge, abaisser le plafond de revenus à partir duquel l'émolument maximal est appliqué), c'est l'ensemble du système tarifaire qu'il faudrait revoir, alors que celui-ci a fait ses preuves jusqu'à présent. Le Conseil-exécutif rejette donc cette demande.
Point 2 :
Actuellement, dans les écoles à journée continue, une personne encadre jusqu'à dix enfants. Les groupes sont constitués d'enfants d'âges différents, scolarisés dans des classes différentes, dont certains viennent aussi des classes spéciales et ont par conséquent des besoins éducatifs particuliers. Très souvent, les écoles à journée continue accueillent simultanément des enfants de tous les degrés d'enseignement, de l'école enfantine au degré secondaire I.
Pour l'école obligatoire, le nombre d'élèves par classe est prescrit par les directives concernant les effectifs des classes. Lorsque les classes accueillent des élèves de plusieurs niveaux (classes à degrés multiples) ou des élèves de l'école enfantine et des premières années du primaire, le nombre d'élèves par classe prescrit dans la « catégorie normale » des directives est plus faible.
Le tableau 1 présente le nombre d'élèves prévu pour une classe de l'école obligatoire dont la composition est proche des groupes d'élèves accueillis dans les écoles à journée continue. Il n'existe en effet pas de correspondance exacte dans les directives puisqu'aucune classe de l'école obligatoire ne rassemble à la fois des enfants de l'école enfantine et des enfants des neuf années suivantes.
Tableau 1[10]

	Catégorie normale
Classe rassemblant 6 à 8 années scolaires	12 à 20 élèves
Ecoles à classe unique hors école enfantine	11 à 19 élèves
Classe d'école enfantine avec premières années du degré primaire (max. de la 1re à la 3e)	11 à 15 élèves

Si l'on suit la logique du tableau, il apparaît que la catégorie normale devrait être fixée à un niveau inférieur à 11-15 élèves par groupe pour les écoles à journée continue, ces groupes rassemblant des élèves issus d'un plus grand nombre de degrés différents (y compris de l'école enfantine) que ce que prévoient les directives concernant les effectifs des classes. Il faut également prendre en compte le fait que les écoles à journée continue proposent différentes offres (prise en charge le midi avec repas, suivi des devoirs, activités de groupe, etc.) et que les enfants peuvent et doivent aller d'une pièce à l'autre ainsi qu'à l'extérieur (activités de plein air, possibilités de s'isoler). Cela pose des exigences élevées aux personnes assurant l'encadrement, du point de vue tant pédagogique qu'organisationnel, étant entendu qu'elles sont tenues d'assurer à tout moment la sécurité de tous les enfants qui leur sont confiés.
Malgré cela, le Conseil-exécutif est d'avis qu'il serait judicieux de réexaminer les conditions de prise en charge pratiquées dans les écoles à journée continue. Il est donc prêt à proposer l'adoption de ce point sous forme de postulat.
Point 3 :
Le Conseil-exécutif partage l'avis de la motionnaire sur le fait que la présence d'une personne possédant une formation pédagogique ou sociopédagogique n'est pas nécessaire à chaque instant dans les écoles à journée continue. C'est d'ailleurs ce que prévoient les articles 3 et 4 de l'ordonnance sur les écoles à journée continue (OEC ; RSB 432.211.2). Ils précisent en effet que l'encadrement des élèves est assumé par un effectif de personnes dont la moitié seulement disposent d'une formation pédagogique ou sociopédagogique. La demande de la motionnaire est donc déjà satisfaite.
Par ailleurs, les communes ont aussi la possibilité de mettre en place des structures dont le niveau d'exigences pédagogiques est peu élevé. L'encadrement peut alors être assuré par des personnes disposant des aptitudes et de l'expérience nécessaires dans la prise en charge d'enfants et d'adolescents mais pas nécessairement d'une formation pédagogique ou sociopédagogique. Il appartient aux communes de décider du type de structures qu'elles souhaitent mettre en place sur leur territoire.
Le Conseil-exécutif propose l'adoption de ce point et son classement.
Proposition du Conseil-exécutif:
Vote point par point
Point 1: rejet
Pont 2: adoption sous forme de postulat
Point 3: adoption et classement

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Bevor ich auf die Details der Motion eingehe, ist es mir ein Anliegen, den Grossen Rat in Kenntnis zu setzen, dass nur 13 Prozent der Kinder eine Tagesschulbetreuung beanspruchen. Wenn man das mit den Ausgaben des Kantons in der Höhe von 25 Mio. Franken vergleicht, muss man das wirklich näher prüfen. Die Zahl wurde nicht von mir erfunden, sondern sie wurde von der Erziehungsdirektion schriftlich bestätigt.
Jetzt zu meiner Motion. Die Tagesschule, die Betreuung am Morgen vor der Schule, über den Mittag und nach der Schule gehört nicht zum eigentlichen Bildungsauftrag, den der

[8] Conseil-exécutif du canton de Berne, *Programme gouvernemental de législature 2007-2010* : Priorité « Politique sociale » : favoriser la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle (« Créer un système d'incitation pour favoriser la conciliation entre travail et famille »).
[9] Conseil-exécutif du canton de Berne, *Programme gouvernemental de législature 2011-2014* : Priorité « Favoriser la santé et la sécurité sociale » : améliorer la situation des familles.
[10] Tableau 1 : d'après les directives concernant les effectifs des classes.

Kanton wahrnehmen muss. Um aber die enormen Kosten tragen zu können, hat man in den letzten Jahren beim primären Bildungsauftrag Einsparungen vorgenommen. Ich erwähne nur drei Einsparungen, die ich nicht befürwortet habe, die ich krass finde und die unsere Schule ganz eindeutig verschlechtern. Man kann mit den Lehrern oder mit den Eltern sprechen: Alle bestätigen, dass zum Beispiel die Erhöhung der Anzahl Kinder pro Klasse und die Schliessung von 200 Klassen in den vergangenen Jahren sowie die Einschränkungen des Wahlfachunterrichts einschneidende Massnahmen waren. Deshalb ist es an der Zeit, dass wir uns als Kantonsregierung, die auch dafür ein bisschen verantwortlich ist, wie die Finanzen des Erziehungsbudgets eingesetzt werden, Gedanken machen, wie wir unsere primäre Schulungsaufträge erfüllen können und nicht für die Dinge neben der Schule so viel Geld ausgeben. Deshalb ist es zwingend, die Gruppengrössen in den Tagesschulen soweit zu erhöhen, dass sie mit der Grösse der Regelklassen vergleichbar sind. Eine Regelklasse, auch wenn sie altersdurchmischt ist, muss 12 bis 20 Kinder aufnehmen. In den Tagesschulen gibt es aber bereits mit 12 Kindern zwei Betreuungen, und das ist einfach nicht richtig.
Ich machte in einer zweiten/dritten Klasse mit 21 Kindern einen Schulbesuch. Die Schüler der zweiten Klasse mussten das Einmaleins lernen, die Schüler der dritten Klasse mussten schriftlich Rechnungen zusammenzählen und in jeder Klasse hatte es drei schwache Schüler, die einfach Bahnhof verstanden, da es sich um eine Klasse mit Integration handelte. Die Lehrerin, meine Kollegin, war froh, als ich die Hälfte übernommen habe und mit ihnen in einem anderen Schulzimmer arbeitete. Ich mache das regelmässig, da ich die Not der Lehrpersonen kenne, wenn sie den Kindern Stoff beibringen müssen und mit so vielen Kindern allein sind. Und dann gingen 12 Kinder in die Tagesschule und es gab dort zwei Betreuer. Das ist doch einfach nicht richtig, und hier muss man unbedingt eine Korrektur vornehmen.
Die erste Ziffer ist ebenfalls sehr wichtig, hier geht es um die Finanzen. Die bestehende Tarifpraxis bezüglich den Elternbeiträgen muss unbedingt überarbeitet werden. Die heute geltenden Tarife variieren je nach Einkommen zwischen 70 Rappen und 11,5 Franken, was wiederum einen grossen Verwaltungsaufwand mit sich bringt. Das führt dazu, dass eben der Kanton pro Jahr ungefähr 20 bis 25 Mio. Franken Subventionen bezahlen muss und vor allem auch die Gemeinden belastet werden. Über die Gemeinden spricht dann mein Mitmotionär, Martin Schlup, der das in seiner Gemeinde eins zu eins miterlebt. Der Maximalbetrag von 11,5 Franken wird fällig, wenn das Nettoeinkommen pro Jahr zwischen 152 000 und 177 000 Franken beträgt. Aber ein Nettoeinkommen in der Höhe von 152 000 Franken wird noch subventioniert. Wir bezahlen die Hälfte an eine Betreuungsstunde eines Kindes, auch wenn die Eltern so viel verdienen. Ich weiss nicht, wie viele hier im Rat ein Nettoeinkommen von so viel Geld haben und deshalb die volle Betreuung für ihre Kinder nicht selber bezahlen könnten.
In der Antwort des Regierungsrats wird eine BASS-Studie erwähnt, die Folgendes sagt: Wenn die Eltern Steuern bezahlen fliesst, pro investiertem Steuerfranken rund das Doppelte in die öffentliche Hand zurück. Diese BASS-Studie ist jedoch sehr alt, sie stammt aus dem Jahr 2000. Damals waren die Steuerabzüge der Eltern noch sehr viel kleiner. Das müsste also unbedingt angepasst werden.
Wir haben hier im Rat vor rund vier Jahren eine Motion angenommen, dass Studien immer mit einem Link angegeben werden sollen, damit wir, die wir so viel zu tun haben, sofort im Internet fündig werden, wenn wir uns seriös vorbereiten wollen. Ich bitte den Regierungsrat, erstens neue Studien beizuziehen, die wegen den Steuerabzügen nämlich anders aussehen würden, und zweitens bei seiner Antwort diese erwähnte Motion einzuhalten.
Ich bitte Sie, alle Ziffern als Motion anzunehmen. Die dritte Ziffer habe ich etwas schlecht formuliert, da bin ich selber schuld. Gemäss Artikel 3 der Verordnung muss die Leitung einer Tagesschule pädagogisch ausgebildet sein. Gemäss Artikel 4 muss nur die Hälfte der Betreuer pädagogisch ausgebildet sein. Meistens ist aber die Leiterin auch gleichzeitig Betreuerin. Deshalb ist es nicht ganz seriös, wenn man das in der Antwort so schreibt, denn eigentlich ist ja die Leiterin bereits pädagogisch ausgebildet, also müsste die zweite Betreuerin keine pädagogische Ausbildung vorweisen. Das noch als Korrektur. Ich schlage also vor, Ziffer 3 anzunehmen unter gleichzeitiger Abschreibung, da ich zwischen Leiter und Betreuer keine Unterteilung vorgenommen habe.

Le président. Sie halten also an den Ziffern 1 und 2 als Motion fest und sind bei Ziffer 3 mit der Abschreibung einverstanden? – Das ist der Fall. Herr Schlup hat als Mitmotionär das Wort.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Mir geht es nicht darum, die Tagesschulen zu verhindern oder abzuschaffen. In der heutigen Zeit mit den flexiblen Arbeitsmöglichkeiten sind die Tagesschulen nötig. Die Kosten der Tagesschulen müssen aber gerechter verteilt werden. Denn das ist zurzeit ganz sicher nicht der Fall. Ich habe das für unsere Gemeinde ausgerechnet: Eine Betreuungsstunde bei einer Tagesschule kostet ganz sicher 20 Franken, auch wenn man ganz vorsichtig rechnet. Eine genaue Berechnung ist relativ schwierig, weil es sehr viele verschiedene Module gibt, aber es lässt sich trotzdem ausrechnen.
Zu Ziffer 1 der Motion: Die aktuellen Elterntarife für die Tagesschulen sehen bei einem massgebenden Einkommen in der Höhe von 92 000 Franken und einer Familie mit einem Kind 4.55 Franken pro Stunde vor. Bei einem massgebenden Einkommen in der Höhe von 172 000 Franken, über das wohl nicht gerade alle verfügen, auch nicht hier im Rat, bezahlt die Familie 11.53 pro Betreuungsstunde für ihr Kind. Da wird wohl mancher Steuerzahler mit einem tieferen oder mit einem normalen Einkommen in der Höhe von knapp 100 000 Franken oder weniger nicht ganz einverstanden sein, wenn Familien mit so hohen Einkommen ihre Kinder so kostengünstig betreuen lassen können. In unserer Gemeinde habe ich zudem festgestellt – das ist wahrscheinlich nicht überall gleich –, dass sehr viele Eltern mit guten bis sehr guten Einkommen ihre Kinder in Tagesschulen haben, und nicht unbedingt Eltern mit einem sehr tiefen Einkommen. Es ist sicher sinnvoll, darüber zu diskutieren, die Tarife zu überdenken und neu festzulegen, denn so ist es sicher nicht richtig.
Die anderen Dinge hat Sabina ausgeführt. Nur noch zu Ziffer 3: Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, die

Gemeinden hätten die Möglichkeit, auch Tagesschulen mit pädagogisch tiefen Ansprüchen zu bilden. Ich habe das noch nie gehört, in unserer Gemeinde kam das noch nie zur Sprache. Ich möchte wissen, was das ist, eine Tagesschule mit pädagogisch tiefen Ansprüchen. Offenbar ist man da im Prinzip frei, wie man dort die Kinder betreut. Ich wäre dankbar, wenn ich darauf eine Antwort erhalten würde.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Es erstaunt Sie sicher nicht, dass die grüne Fraktion, die sich immer vehement für die Einführung der Tagesschulen im Kanton eingesetzt hat, der Motion von Sabina Geissbühler sehr skeptisch gegenüber steht. Im Bereich der Tagesschulen wurde der Kanton in den letzten Jahren innerhalb der Schweiz zu einem der führenden oder sogar zum führenden Kanton. Wir beurteilen diese Entwicklung als sehr positiv, diesbezüglich ist der Kanton Bern wirklich sehr modern. Doch schiessen die Tagesschulen nicht einfach wie Pilze aus der Erde. Es braucht den Bedarfsnachweis, also die Eltern müssen sich provisorisch anmelden, falls sie sich für ein Angebot interessieren, und erst wenn genügend Anmeldungen vorliegen, kann in einer Gemeinde ein Modul angeboten oder eine Tagesschule gegründet werden. Wenn die Nachfrage aus irgendwelchen Gründen sinkt, werden Module auch wieder abgeschafft. Ich habe das bei Bekannten zum Beispiel in Mittelhäusern miterlebt, wo die Tagesschule auch wieder kleiner wurde.
Die Prognose für den Ausbau der Tagesschulen im Kanton wurde von der ERZ ursprünglich zu hoch angesetzt. Das Angebot der Tagesschulen wächst heute langsamer als angenommen, aber es wächst kontinuierlich und gesund. Entscheidend für den Erfolg der Tagesschulen ist eben auch, dass die Elternbeiträge ausgewogen sind. Bei der Berechnung der Tarife spielen das Einkommen, die Familiengrösse und auch das Vermögen eine Rolle. Ich glaube, Sabina, du hast etwas falsch verstanden: Es geht nicht um das Nettoeinkommen, sondern um das massgebende Einkommen und hier spielt eben auch das Vermögen eine Rolle. Es werden also 5 Prozent des Vermögens zum monatlichen Einkommen hinzugerechnet. So kann eine Familie eigentlich recht schnell zu relativ hohen Beiträgen kommen, insbesondere wenn beide Elternteile arbeiten. Und das ist ja eigentlich die Voraussetzung, dass bei einer Zwei-Eltern-Familie beide arbeiten, denn sonst würden sie ja ihre Kinder nicht in eine Tagesschule schicken.
Deshalb sind wir Grünen dagegen, die Elternbeiträge bei den grösseren Einkommen zu erhöhen. In der Tagesschule sollen Kinder aus verschiedenen Familien mit verschiedenen finanziellen und sozialen Situationen betreut werden. Wir fänden es schade und bedenklich, wenn die gut verdienenden Eltern mit noch höheren Tarifen abgewimmelt würden, sodass sie ihre Kinder zuhause von Nannies oder Au-Pair-Frauen betreuen lassen. Angesichts der heutigen Tarifgestaltung überlegen sich das bereits heute gewisse Familien.
Auch Ziffer 2 lehnen wir ab. Tagesschulgruppen sind altersmässig viel heterogener als Schulklassen. In gewissen Tagesschulen werden Kinder vom ersten Kindergartenjahr bis zur Sek-1-Stufe in der gleichen Gruppe betreut. Daraus ergibt sich an einem Nachmittag ein ganz anderer Ablauf als dies zum Beispiel an einem Morgen in der Schule der Fall ist. Dort kommen und gehen die Kinder, vielleicht gehen sie auch in ein Fakultativfach, kommen von der Schule und müssen Aufgaben machen, werden früher oder später abgeholt, und all das ist viel schwieriger zu organisieren als ein Schulnachmittag. Dies auch dann, wenn es sich um einen Schulnachmittag mit einer altersgemischten Klasse handelt. Und mit einem Durchschnitt von einer Klassengrösse von zum Beispiel 19,7 Kindern lässt sich das nicht meistern. Und vor allem kann man nicht allen gerecht werden, vor allem den jüngeren Kindern nicht.
Ein wichtiges Argument ist für uns aber auch, dass die Bewilligungshürde für Module dann viel höher wäre und wir fragen uns, ob das einen Zusammenhang haben könnte: Wenn die Grösse der Tagesschulgruppe viel höher ist, sollte man dann nicht auch die Bewilligungszahl für ein Modul hinaufsetzen? Das würde dann eine indirekte Abschaffung vieler Tagesschulangebote vor allem auch auf dem Land bedeuten. Das wäre ja auch wieder ein Nachteil für das Land und dort gibt es ja auch Eltern, die arbeiten und ihre Kinder in einer Tagesschule betreuen lassen möchten.
Ziffer 3 nehmen wir an und schreiben sie ab. Es wird bereits heute so praktiziert, und das soll so bleiben. Wir sind aber auch nicht dafür, dass nur noch Leute mit einer pädagogischen Ausbildung in einer Tagesschule arbeiten können, wie das zum Beispiel LEBE verlangt, denn es gibt auch geeignete und kompetente Leute, die nicht unbedingt eine pädagogische Ausbildung mitbringen, die aber diese Arbeit zusammen mit einer ausgebildeten Person gut erfüllen können.

Ueli Spring, Lyss (PBD). Wir müssen jetzt wirklich endlich aufhören, gegen die Tagesschulen zu schiessen. Tagesschulen sind ein wirtschafts- und finanzpolitischer Erfolg. Das Tarifsystem ist komplex und gut austariert und es ist nicht zielführend, daran herumzuschrauben. Zudem hat es sich bewährt, es wird ja auch bei den Kindertagesstätten angewendet. Fact ist: Unsere Wirtschaft braucht diese topausgebildeten Personen, meist Frauen, und zwar dringend. Was wollen Sie machen, wenn diese auch noch fehlen? Wo wollen Sie diese Leute holen? Ausländer dürfen es ja auch nicht sein. Diese Leute werden also in unserer Wirtschaft gebraucht. Dies zu Ziffer 1, und aus diesen Gründen lehnen wir sowohl eine Motion wie auch ein Postulat ab.
Auch Ziffer 2 lehnen wir als Motion ab. Bei einem Postulat gilt es zu bedenken, dass es sich um ein Richtlinienpostulat handeln würde. Gerade dank den Tagesschulen können in kleinen Gemeinden Schulhäuser noch offen bleiben. Auch sind sie oft der Grund, warum man in Schulhäusern ausserhalb überhaupt noch Schule anbieten kann. Das ist alles dank den Tagesschulen so. Das erleben wir im Seeland, und andere Gegenden erleben das sicher noch viel mehr. Ich persönlich werde auch ein Postulat ablehnen. Wie die Fraktion entscheidet, ist ihr frei gestellt, das haben wir nicht besprochen, aber ich habe gehört, dass einzelne auch ein Postulat ablehnen werden. Und noch etwas: Gerade die Tagesschulen sind oft gerade in Zusammenhang mit der Wohnungssuche ein wichtiger Punkt des Standortvorteils und gewichten bisweilen sogar noch mehr als die Steuerfrage. Ziffer 3 werden wir annehmen mit gleichzeitiger Abschreibung.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich bin jetzt gerade ein bisschen überrascht von dem, was ich vom BDP-Sprecher gehört habe. Deshalb musste ich noch rasch nachfragen. Die EVP sieht das etwas anders. Vorab Folgendes: Die EVP steht aus Überzeugung und zu 100 Prozent hinter dem System der Tagesschulen. Wenn also bei dieser Motion Hintergedanken bestehen, würden sie von der EVP sicher nicht unterstützt. Aber wir sprechen ja hier über das, was mit Buchstaben auf dem roten Papier steht und bezüglich dem, was da steht, unterschiedet sich unsere Sicht von dem, was ich von der BDP gehört habe. Denn die EVP hat auch noch eine finanzpolitische Sicht und macht sich auch finanzpolitische und nicht nur gesellschaftspolitische und wirtschaftliche Überlegungen. Sicher leisten die Tagesschulen einen wichtigen Beitrag. Denn eine betreute Situation in einer Tagesschule ist für viele Kinder sicher besser, als wenn sie zuhause vor dem Fernseher sitzen oder sich sonst irgendwo irgendwelchen Schrott reinziehen, wenn sie unbeaufsichtigt sind. Diesbezüglich sind wir uns hier sicher einig. Deshalb steht das System für die EVP sicher nicht zur Diskussion. Aber die finanzpolitische Sicht wurde angesprochen und ein grosser Teil der EVP ist der Meinung, es müsse erlaubt sein, über die Elterntarife zu sprechen. Zumindest ein Teil der EVP wird deshalb Ziffer 1 der Motion unterstützen, denn das darf kein Tabuthema sein, namentlich auch im Vergleich zu andern Betreuungsangeboten, die teurer sind als die heutigen Tagesschulen mit diesen Tarifen.
Bei Ziffer 2 hilft die EVP nicht mit. Es gibt genügend Gründe für einen Unterschied zu den Schulklassen. Würde der Vorstoss in ein Postulat gewandelt, gäbe es sicher auch bei der EVP Leute, die im Sinn der Regierung den Vorstoss als Postulat unterstützen würden. Bei Ziffer 3 wurde bereits alles gesagt: Annehmen und abschreiben.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Wofür wollen wir in Zukunft die vorhandenen Finanzmittel in der Bildung einsetzen? Wo setzen wir die Schwerpunkte? Wir haben uns in der Fraktion diese Frage auch gestellt und kamen zu einem klaren Schluss: Wir wollen das Geld in erster Linie für unsere Kinder einsetzen, für ihre Ausbildung, und nicht für die Eltern der Kinder. Der vorliegende Vorstoss will keine Grundsatzdebatte über Sinn und Unsinn von Tagesschulen vom Zaun reissen. Es gibt Familien, die auf Tagesschulen angewiesen sind, weil beide Elternteile arbeiten müssen, damit sie die Familie durchbringen. Auch bei Alleinerziehenden haben Tagesschulen durchaus ihre Berechtigung. Soweit bin ich auch mit Ruedi Löffel einverstanden – was ja wirklich selten vorkommt. Es besteht eine gewisse Nachfrage, auch wenn diese längst nicht so gross ist, wie die Antwort der Regierung glauben machen will. Es wird wahrscheinlich geflissentlich verschwiegen, dass nur gerade 13 Prozent der Kinder das Angebot von Tagesschulen nutzen. Wäre das Bedürfnis so dermassen gross, würden sicher mehr Private entsprechende Angebote machen. Wir haben grundsätzlich nichts dagegen, wenn der Staat die Angebote organisiert. Zu bezahlen sind sie aber hauptsächlich durch die Eltern, die davon profitieren und sich das auch leisten können. Und das ist heute ganz klar nicht der Fall.
Der Kanton und die Gemeinde im Kanton Bern geben jährlich rund 30 Mio. Franken für Tagesschulen aus. Die Aufwände der öffentlichen Hand sollen sich aber auf den Bildungsauftrag konzentrieren. Der Bildungsauftrag wird im Unterricht erfüllt und nicht in der Kinderbetreuung, in den Tagesschulen. Wir wollen das Geld einsetzen, damit nicht weitere Lektionen gestrichen werden müssen, und damit die Klassen nicht weiter vergrössert werden müssen. Dazu können wir beitragen, wenn die Tarifstruktur bei den Tagesschulen angepasst wird. Die Regierung lehnt Ziffer 1 der Motion, die höhere Elterntarife verlangt, ab. Im Wesentlichen mit dem lapidaren Hinweis, die Tarife seien bereits heute sehr hoch. Was heisst denn das, sehr hoch? Es werden nämlich keine Zahlen genannt. Warum werden keine Zahlen genannt? Weil sie eben nicht genügend hoch sind. Eine vierköpfige Familie mit einem Nettoeinkommen von 97 000 Franken verfügt über ein Bruttoeinkommen von 10 000 Franken. Bettina Keller, 5 Prozent des Vermögens sind bei 100 000 Franken 5000 Franken auf das Jahreseinkommen, also 400 Franken pro Monat. Das ist also nicht weltbewegend. 10 000 Franken pro Monat sind nicht wenig. Für ein Kind in diesen Verhältnissen bezahlen die Eltern pro Stunde Betreuung in der Tagesschule 2,2 Franken, dies bei tiefen pädagogischen Ansprüchen. Beim pädagogischen Angebot sind es 3,89 Franken, also immer noch nicht wahnsinnig viel. Und das ist klar zu wenig. Zumal ein grosser Teil der Ausgaben dann auch noch bei den Steuern abgezogen werden kann. Gefragt ist Ausgewogenheit – ich nehme nochmals Bezug auf Bettina Keller: Das ist richtig. Aber wir müssen uns schon fragen, ob die von mir jetzt genannten Beträge verhältnismässig sind. Dementsprechend nehmen wir Ziffer 1 der Motion einstimmig an.
Die Anpassung der Mindestgruppengrösse in den Tagesschulen analog der Grössen der Schulklassen scheint uns sachgerecht. Ein Grossteil der Fraktion wird dieser Forderung deshalb ebenfalls zustimmen. Wenn der Vorstoss gewandelt wird, unterstützen wir einstimmig ein Postulat.
Bei Ziffer 3 leuchtet der Fraktion die Argumentation der Regierung grossmehrheitlich ein. Nur ein paar einzelne werden die Abschreibung ablehnen.

Beat Giauque, Ittigen (PLR). Die FDP hat zur Institution Tagesschule schon immer positive, wenn auch nicht immer vorbehaltlos positive Signale ausgesendet. Die Vorteile, die bereits mehrmals genannt worden sind, sind bei uns unbestritten. Die Massnahme unterstützt, dass auch gut ausgebildete Frauen und Männer berufstätig sein und ihre Kinder gut betreuen lassen können, während der Zeit, in der sei ihrer Arbeit nachgehen. Auf der andern Seite entsteht auch eine Entlastung im Hinblick auf die Abhängigkeit von der Sozialhilfe bei alleinstehenden Erziehenden.
Ich reiche ja nicht viele Vorstösse ein. Mein allererster Vorstoss vor zwölf Jahre befasste sich aber genau mit dem Thema Tagesschule. Damals ging es noch um die Anschubfinanzierung und zuständig war damals die GEF. Es ging genau um die Punkte, die jetzt wieder diskutiert werden. Ich entnehme der Antwort zu meiner Motion einen Teil, von dem noch nicht gesprochen wurde: Schon damals verwies der Verein Region Bern, der Vorläufer der Regionalkonferenz Bern-Mittelland, auf die Erfahrungen der Gemeinden und der Wirtschaft, vor allem der Wirtschaftskoordination. Es wurde gesagt, dass Unternehmungen ihre Standorte wesentlich auch nach den Kriterien wählen, ob eine Ge-

meinde für ihre Kaderleute die nötigen Infrastrukturen bei der familienergänzenden Kinderbetreuung, unter anderem auch Tagesschulen, anbieten. Soweit aus der Motionsantwort von vor 12 Jahren.
Bevor ich auf die drei Punkte der Motion zu sprechen komme, noch ein paar allgemeine Hinweise: Es ist so, wie Frau Geissbühler schreibt, Tagesschulen haben tatsächlich hohe finanzielle Konsequenzen für die Gemeinden. Ich kann das aus meiner Gemeinde bestätigen. Bei uns wird bereits die zweite Tagesschule aufgebaut, in der zweiten Schulanlage, weil wir über Mittag nicht länger die Schülertransporte organisieren wollen. So können wir die Kinder dort lassen, wo sie zur Schule gehen. Solche Massnahmen kosten Geld, aber mittelfristig ist ein Nutzen vorhanden. Daraus ergibt sich letztlich wohl auch eine Entlastung der Schulsozialarbeit, indem die Kinder in der Tagesschule gut betreut werden. Dadurch wird aber auch eine Zusammenarbeit mit der Schulsozialarbeit und mit den Lehrkräften ermöglicht und es ergibt sich für die Kinder eine stabilere Situation, vor allem dort, wo schwierige Familienverhältnisse bestehen. Wenn man eine Tagesschule besucht, erhält man einen etwas anderen Eindruck, als dies jetzt hier zum Teil in den Voten geäussert wurde. Ich komme dann noch ganz kurz darauf zurück. Das Klima ist für die Entwicklung der Kinder wichtig.
Nun zu Ziffer 1: Hier sind wir mit der Motionärin nicht einverstanden, sondern ziehen die Haltung der Regierung vor. Deshalb lehnen wir Ziffer 1 als Motion ab. Ich habe schon während meiner Einleitung einen Punkt erwähnt: Es besteht tatsächlich die Gefahr, dass es zu einem Rückzug der Gutverdienenden kommt, weil sie andere Lösungen finden, weil die Erhöhung der Tarife letztlich den Anreiz nimmt, noch mehr zu verdienen. Auf der andern Seite fehlt auch die soziale Durchmischung, die gerade in städtischen Gebieten ein wichtiger Faktor ist. Die Motionärin sprach von 13 Prozent. Ich habe sie gefragt, wie diese 13 Prozent zustande kommen. Ich habe die Tabelle schon gesehen und mir ist auch nicht klar, ob man jeden Schüler und jede Schülerin ab einem Modul zählt, oder ob es, wenn es den ganzen Tag betrifft, mehrmals die gleichen sind. Oder ist es eine Durchschnittszahl, die gar nichts aussagt, weil es in Gemeinden wie Ittigen oder in grösseren Gemeinden natürlich wesentlich mehr Kinder hat und in andern gar keine? Also stimmt die Durchschnittszahl wohl für den Kanton Bern, aber sicher nicht für die Gemeinden an und für sich. Auch bei andern Dingen, bei denen der Grosse Rat Geld ausgibt, liegen die Prozentzahlen nicht immer auf dem Tisch. Ich weiss aber nicht, wie viele Dinge es gibt, wo letztlich 13 Prozent der Gesellschaft oder weniger von den entsprechenden Ausgaben oder von den Massnahmen und Institutionen, die wir ins Leben gerufen haben oder unterstützen, profitieren.
Ich komme jetzt zu dem, was Bettina Keller gesagt hat – ich kann es fast wiederholen, denn ich habe es mir auch so aufgeschrieben: Die Zusammensetzung ist wesentlich anspruchsvoller. Ich kann das sagen, weil ich wirklich mehr als 20 Jahre in verschiedensten Verhältnissen unterrichtet habe. Es ist nicht das Gleiche, denn die Zusammensetzung der Kinder ist anders: Vom jüngsten bis zum ältesten, sehr viele unterschiedliche Nationen, unterschiedliche familiäre Hintergründe, Sprachen, und zudem ist der Entwicklungsstand sehr unterschiedlich. Es gibt gleichzeitig Kinder, die am Mittag schlafen, andere turnen an irgendeiner Kletterwand, die dritten sind am Aufgaben machen, die vierten sind noch am essen und die fünften spielen draussen – irgendwann einmal kommen Sie an die Grenzen, um die Verantwortung gegenüber den Eltern zu übernehmen, die ja ihre Kinder der Tagesschule anvertrauen und davon ausgehen, dass sie dort gut behütet sind. In einer Gemeinde wie Ittigen, die einen sehr hohen Ausländeranteil aufweist, zeichnet sich das auch in der Schule und eben auch in der Tagesschule ab. In einem Quartier bei uns leben zum Beispiel 59 Nationen. Von daher sind die Tagesschulen sehr wichtige Institutionen.
Es wurde angetönt, dass in der Gruppe nicht immer die gleiche Zusammensetzung von Kindern besteht. Von daher erhöhen sich eben auch die Anforderungen bezüglich der Betreuung. Eine Schulklasse ist im Gegensatz dazu eine klare Einheit. Als Lehrer hat man immer die gleiche Schülerzahl vor sich, ausser man arbeitet mit dem Manuel-Modell mit Niveauklassen, wo es in der Klassenzusammensetzung gewisse Unterschiede gibt. Aber auch dort: Die Kinder kennen sich sehr gut und wenn es dort zu Schwierigkeiten kommt, gibt es zur Unterstützung der Lehrkräfte die Schulsozialarbeit. Die Erfahrungen sind also positiv. Ziffer 2 lehnen wir zwar als Motion ab, doch wehren wir uns nicht dagegen, wenn man noch Erfahrungen sammeln will und die Zusammensetzung und die Grösse aufgrund von Erfahrungen allenfalls anpasst oder auch bestätigt.
Zu Ziffer 3 haben wir keine Differenz zu Regierung und Motionärin. Wir haben schon früher immer wieder darauf hingewiesen, dass die Ansprüche zu hoch sind, wenn man für sämtliche Personen, die in einer Tagesschule tätig sind, eine pädagogische Ausbildung verlangt. Von daher sind wir froh, wenn dieser Punkt angenommen und gleich abgeschrieben wird. Zum Schluss möchte ich noch sagen: Spielen wir die Schule und die Tagesschule nicht gegeneinander aus, es handelt sich um die gleichen Kinder in der gleichen Schule.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Liebe Grossratskollegin Geissbühler, in der Regel schätze ich grundsätzlich das kritische Engagement in bildungspolitischen Fragen. Aber im vorliegenden Fall muss ich dir jetzt vehement widersprechen. Ich habe fast ein bisschen das Gefühl, das Ziel gewisser Vorstösse sei immer das Gleiche. Man kann tatsächlich sagen, von seinen Werten her wolle man das Familienmodell, also dass die Mutter die Kinder in Vollzeit betreut. Die Zielscheibe wechselt immer, zurzeit sind die Tagesschulen die Zielscheibe, aber das Ziel bleibt sich immer gleich. Grossratskollege Schlup hat die 11.53 Franken erwähnt, die ein Vollzahler bezahlt. Man kann jetzt verschiedene Rechnungen anstellen. Ich kann zum Beispiel ausrechnen, wie viel dreimal 11.53 gibt. Das Runden nehmen wir jetzt nicht so genau, also ergibt das 34.50 Franken pro Stunde, wenn eine Familie mit drei Kindern Vollzahler ist und diese drei Kinder plaziert. Wenn sie pro Stunde rund 35 Franken plus die Mahlzeiten bezahlt, beginnt sie zu rechnen und kommt zum Schluss, dass ein Au-pair kostengünstiger ist.
Jetzt rechnen wir noch ein bisschen weiter. Ich kenne eine Familie bei uns im Quartier, die so gerechnet hat. Die Kinder gingen dann nicht mehr in die Tageschule. Soweit, so gut, man kann sagen, es sei ihre Privatsache, wie sie das

ausrechnet. Aber man kann noch etwas weiterrechnen und dann wird es etwas komplexer, denn die Vollzahler fehlen dann in der Tagesschule. In der Tagesschule leisten die Vollzahler einen Deckungsbeitrag an die Gesamtkosten. Wenn wir in der Tagesschule keine Vollzahler haben, steigen schlussendlich im Durchschnitt die Kosten pro Kind, und bleiben am Staat hängen. Ein weiterer Punkt ist die Tatsache, dass es sinnvoll ist, wenn man die Tagesschulen möglichst gut auslasten kann, denn dann sinken die Durchschnittskosten pro Kind. Das alles sind nur rechnerische Argumente, die sozialen und pädagogischen haben wir damit noch gar nicht erwähnt.

Als wir noch zwei Kinder hatten, war ich auch einmal in der glücklichen Lage, Vollzahler zu sein. Es war damals zwar keine Tagesschule, da die Kinder damals noch klein waren, es war einfach eine normale Krippe. Ich arbeitete damals 80 Prozent als Gymnasiallehrer, meine Frau arbeitete 60 Prozent. Damals bezahlten wir als Vollzahler für zwei Kinder pro Tag mehr, als meine Frau in ihrem Job pro Tag verdiente. Warum erwähne ich das? Sie könnten jetzt sagen, das kümmere Sie nicht, denn schlussendlich gilt nur das steuerbare Einkommen der Familie, seien Sie also froh, dass Sie als Lehrer so viel verdienen. Das akzeptiere ich. Aber was passiert jetzt bei jemandem, der sich mit folgender Tatsache konfrontiert sieht: Wir haben zwar ein gutes Einkommen, aber ein Mittelstandeinkommen und stellen fest, dass wir bei zwei Kindern mehr bezahlen als in meinem Fall das Einkommen von meiner Frau. Ich behaupte, es machen viele diese Rechnung und entscheiden sich dafür, weniger zu arbeiten. Und so befinden wir uns genau in der Situation, wie es Grossrat Spring erwähnt hat: Wir haben gut ausgebildete Leute – es sind halt nach wie vor hauptsächlich Frauen, denn an der Tatsache, dass die Frauen die Kinder bekommen, wird alle Gleichstellungspolitik nichts ändern –, und wenn die Kinder klein sind, bleiben diese Leute zu Hause. So verlieren wir die Leute auf dem Arbeitsmarkt. Wir waren damals so privilegiert, dass wir es durchziehen konnten: Während zwei bis drei Jahren bezahlten wir als Vollzahler pro Tag mehr als meine Frau pro Tag verdiente. Und sie hatte nicht einmal so einen schlechten Job; einfach einen normalen Mittelstandsjob. Das kann aber nicht das Ziel unserer Tarifpolitik sein. Ich hatte übrigens später, als wir vier Kinder hatten und ich weniger arbeitete, auch das Glück zu profitieren. Wir waren dann nicht mehr Vollzahler. Und übrigens habe ich heute wieder das Glück, dass ich für vier Kinder wieder Vollzahler sein kann. Dann werden wir also viermal diese 11.53 Franken bezahlen und es wäre doch das Ziel, dass meine Kinder nicht von irgendwelchem Aupair betreut werden, nur weil ich die Rechnung mache und es mich billiger zu stehen kommt, wenn sie nicht in eine öffentliche Tagesschule gehen.

Es tut mir leid, aber ich muss es hart sagen: Für mich ist dieser Vorstoss mittelstandsfeindlich und vor allem familienfeindlich für grosse Familien. Wenn man will, dass aus den Tagesschulen reine Kinderaufbewahrungsstätten werden, kann man hier Ja sagen. Ich hoffe aber, dass eine Mehrheit des Rates das nicht will.

Insbesondere erstaunt mich Folgendes: Der Vorstoss kommt ja hier aus der Mitte des Saales und diese sieht nicht, dass dieser Vorstoss ganz klar auf die kleinen ländlichen Tagesschulen abzielt. Wir in Köniz sind ja so eine Art Kanton Bern im Kleinen. In dem kleinen Dorf, wo wir wohnen, in Mittelhäusern, haben wir eine Tagesschule light – ich nenne das jetzt einmal so. Wir haben uns in Köniz bewusst entschieden, nicht an ein paar zentralen Orten ein Gesamtangebot aufzubauen und dann die Kinder mit Schulbussen herumzukarren, wie das offenbar in Ittigen bis vor Kurzem der Fall war. Vielmehr wollten wir nahe bei den Familien sein, was ja auch familienfreundlich ist. Das bedeutet, dass wir jetzt halt nur noch zwei Tagesmodule haben. Bei uns gibt es die Tagesschule nur noch am Montag und am Dienstag. Die Familien stellen sich darauf ein und die Module sind gesichert. Das ist doch sinnvoll. Es erstaunt mich, wenn ich als ein ursprünglich in der Stadt Bern Geborener und jetzt in der Randagglomeration in Mittelhäusern, Gemeinde Köniz, Wohnender, nun noch fast als Fürsprecher für das Land auftreten und den Landvertretern sagen muss, sie sollten sich überlegen, ob sie nicht mit diesem Vorstoss einmal mehr die Landregionen benachteiligen. Die glp-CVP-Fraktion unterstützt also voll und ganz die Antwort des Regierungsrats.

Stefan Oester, Belp (UDF). Es erstaunt Sie ja wohl kaum, wenn wir bei diesem Vorstoss nicht ganz gleicher Meinung sind wie mein Vorredner. Ich sage es aber ganz klar: Wir sind nicht gegen die Tagesschulen, sondern nur dagegen, wie die Finanzierung im Moment aussieht. Das Tagesschulangebot gibt es seit rund zehn Jahren, es ist gut unterwegs, es entwickelt sich gut und ist zu einem gewissen Standard geworden. Aber: Es wird nicht von allen Leuten gebraucht und es finden es nicht alle nötig. In Belp zum Beispiel brauchen von 1150 Schülern deren 85 eines dieser Module. Einige brauchen sicher mehrere, aber wir haben 83 Kinder, welche die Tagesschule in Anspruch nehmen. Der grösste Teil nimmt das Modul über Mittag in Anspruch, den so genannten Mittagstisch, wie das früher genannt wurde und heute unter dem Begriff Tagesschule läuft. Als die Tagesschule eingeführt wurde, wurde immer argumentiert, das Angebot müsse für Situationen eingeführt werden, wo entweder beide Elternteile arbeiten, oder für Leute, die alleinerziehend sind und zwingend arbeiten müssen. Das sind die Gründe, warum das Angebot eingeführt wurde.

Und jetzt kommen wir zu den Kosten: Es ist klar, hier geht es um eine Haltungsfrage und die Situation ist nicht für alle gleich. Aber die Forderung, wonach der Kanton bis zu einem jährlichen Einkommen von 150 000 oder 160 000 Franken mitbezahlen soll, können wir nicht unterstützen. Aus diesem Grund unterstützen wir Ziffer 1 der Motion. Hier muss man genau hinsehen und es muss eine Korrektur vorgenommen werden. Wir wollen unseren Bildungsfranken wirklich für die Bildung investieren und wir können nicht gut verdienende Eltern unterstützen. Wer das Angebot braucht, soll es bekommen, und wer es sich leisten kann, es selber zu bezahlen, soll seinen Teil dazu beisteuern. Ziffer 2 unterstützt die EDU wie die Regierung als Postulat. Ziffer 3 behandeln wir ebenfalls wie die Regierung vorschlägt, also Annahme und Abschreibung.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Das bisherige System hat sich bewährt. Es ist schlicht eine Lüge und zynisch von der Motionärin, wenn sie behauptet – wie der Titel dieser Motion einem weismachen will –, bei einer

Annahme ergebe sich keine Qualitätseinbusse. Die BDP und weitere Parteien haben es bereits klar aufgezeigt: Die Tagesschule ist auch aus wirtschaftlicher Sicht eine Erfolgsgeschichte und das soll hier nicht vergessen gehen.
Zu Ziffer 1: Die Motionärin will die Elterntarife anheben sowie die Lohnobergrenze tiefer ansetzen. Bei beidem handelt es sich um Massnahmen, die sich elternlastig auswirken. Die Nutzung von Tagesschulangeboten soll nicht bloss einem gewissen Teil von Familien vorbehalten sein, die sich das noch leisten können und so nicht noch zusätzlich zu stark finanziell belastet werden. Das hätte unmittelbare Auswirkungen auf die soziale Durchmischung. Was Herr Brönnimann vorhin ausgeführt hat betreffend Tarifpolitik, also betreffend den Vollzahlern, die man an den Tagesschulen unbedingt braucht, ist sehr einleuchtend und wir sehen das auch so.
Zu Ziffer 2: Am Ist-Zustand von 10 Kindern pro Betreuungsperson ist festzuhalten. Die Betreuung von Tagesschulkindern ist nicht vergleichbar mit einer Schulklasse. Es gibt offensichtliche Unterschiede, viele davon wurden von anderen Parteien bereits erwähnt. Zum Beispiel besteht in den Tagesschulen eine grosse Altersdurchmischung von künftig vierjährigen Kindergartenkindern bis 16-jährigen Neuntklässlerinnen und Neuntklässlern. Man muss der Situation also aufgrund der unterschiedlichen Altersstufen und den unterschiedlichen Bedürfnissen betreffend Aktivitäten, also drinnen und draussen, gerecht werden und darauf eingehen können. Konkret: Eine Person auf 20 Kinder kann ihrer Aufsichtspflicht nicht gleichzeitig drinnen und draussen nachkommen. Die Kinder sind zudem aus unterschiedlichen Klassen zusammengewürfelt: Es besteht kein Klassengefüge, sondern beständig wechselnde Gruppenzusammensetzungen. Zudem muss die Tagesschule genügend Ressourcen haben, um weiterhin den herausfordernden Anforderungen gerecht zu werden, wie zum Beispiel das Gewährleisten der Aufgabenhilfe und das Eingehen auf Kinder mit besonderem Förderbedarf. In den normalen Klassen hat man dazu SOS-Lektionen oder unterstützende Lehrkräfte und das ist in der Tagesschule nicht der Fall.
Zudem ist zu beachten, dass die Hürde, um eine Tagesschule zu führen oder einführen zu können, so noch zusätzlich erhöht und in kleineren Zentren oder eben ländlicheren Gemeinden gar verunmöglicht würde. Das wurde bereits von Vorrednerinnen und Vorrednern ganz klar aufgezeigt. Aber die Chancengleichheit zwischen Land und Stadt soll doch gewahrt werden. Eltern auf dem Land sollen genau das gleiche Recht auf die Nutzung von Tagesschulangeboten haben wie die Städter. Es scheint, dass die Motionärin hier ein anderes Ziel verfolgt, nämlich die Tagesschulen an und für sich zu torpedieren. Ich hoffe doch stark, dass der Motionärin das heute und hier mit dieser Motion nicht gelingt und grundsätzlich Einigkeit darüber besteht, dass wir hinter den Tagesschulen stehen.
Zu Ziffer 3: Die Motionärin hat es selber gesagt: Das ist bereits Realität. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt trotzdem alle drei Ziffern dieser Motion ab. Falls die dritte Ziffer angenommen würde, sind wir selbstverständlich für die Abschreibung, so wie dies der Regierungsrat auch sieht.

Ursula Brunner, Hinterkappelen (PS). Ich gebe zuerst meine Interessenbindung bekannt: Ich berate seit 1998 Gemeinden bei der Einführung von Tagesschulen. Ich habe das zuerst im Rahmen meines Geschäfts gemacht und heute mache ich es im Rahmen der Pädagogischen Hochschule, wo ich ein 30-Prozent-Pensum habe. Es wurde bereits Vieles gesagt. Ich bedanke mich vor allem bei Grossrat Brönnimann für seine sehr treffenden Ausführungen was die Finanzen betrifft. Ich füge hier noch eine Ergänzung an: Monika Beutler von der Universität St. Gallen hat nachgewiesen, dass sich ab dem zweiten Kind die familienexterne Betreuung, wenn man ein Kind also in ein solches Angebot gibt, vom Einkommen her, das man generiert, bereits nicht mehr lohnt.
Noch zur BASS-Studie: Es stimmt, die BASS-Studie wurde im Jahr 2000 für Zürich gemacht. Sie ergab, dass pro investiertem Franken für Kindertagesbetreuungsangebote 3 bis 4 Franken an das Gemeinwesen zurückfliessen. Ungefähr zur gleichen Zeit sagte mir der vormalige Abteilungsleiter vom Schulamt Thun, dass dann, wenn man einen Kreisel baut, pro investiertem Franken 99 Rappen in das Gemeinwesen zurückfliessen. Sie sehen es also: Die Tagesschulen sind schon rein finanziell eine Erfolgsgeschichte. Und dabei bleibe ich: Tagesschulen sind eine Erfolgsgeschichte. Wobei das, was wir hier heute im Kanton Bern haben, nicht eigentlich Tagesschulen sind, sondern schulergänzende Angebote. Ich bin froh, dass Sie alle von Tagesschulen sprechen, denn die Volltagesschule ist nochmals etwas ganz anderes und etwas sehr Erstrebenswertes, aber leider stehen wir noch nicht dort. 2007 wurde in der Region Bern eine Studie über den Nutzen erarbeitet, die die aktuellen Zahlen aufzeigt: Gemäss diese Studie fliessen pro investiertem Franken 2,6 bis 3,5 Franken Nutzen an das Gemeinwesen zurück.
Ziffer 3 kann man problemlos abschreiben. Bereits heute sind an den Tagesschulen Betreuungspersonen ohne pädagogische Ausbildung zugelassen. Es gibt diese zwei Angebote: Ein nichtpädagogisches Angebot, in dem weniger als 50 Prozent nicht pädagogisch ausgebildete Personen arbeiten und ein pädagogisches Angebot, bei dem genau 50 Prozent der Personen eine pädagogische Ausbildung haben müssen. Der Vorstoss ist im wahrsten Sinne für die Tagesschule rufschädigend. Er beeinträchtigt zum Glück die Erfolgsgeschichte nicht gross und ich hoffe, Sie werden das alles vehement ablehnen.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich möchte nur noch kurz etwas sagen, und zwar als Vizepräsidentin des Schweizerischen Dachverbandes Bildung und Betreuung, also dem Dachverband für die schulische Tagesbetreuung. Es freut mich, dass von so vielen verschiedenen Fraktionen in diesem Rat so viel Verständnis für die Tagesschulen vorhanden ist. Ich habe sehr gute Voten gehört und auch eine echte Auseinandersetzung und sehr viel Wissen zu diesem Thema. Das ist wirklich sehr erfreulich und deshalb muss ich inhaltlich gar nicht mehr viel sagen. Ich möchte einfach nochmals davor warnen, das Tarifsystem zu ändern, denn das wäre wirklich schade. Dieses einheitliche, austarierte System, das die Familien eben genau in dem Mass unterstützt, das nötig ist, ist eine sozialpolitische Errungenschaft. Und es stützt sich eben nicht nur auf den Lohn ab, sondern auch auf die Grösse der Familie und auf andere

wesentliche Unterhaltungsbeiträge und auf andere wesentliche Dinge.
Tagesschulen sind heute eine Realität, auch wenn das nicht bei allen Leuten gleich gut ins Weltbild passt. Es ist unsere Verantwortung hier im Rat, Rahmenbedingungen zu schaffen, die es ermöglichen, die Kinder gut zu betreuen. Eine gute Betreuung heisst, auf die Bedürfnisse der Kinder einzugehen, also zum Beispiel mit ihnen Hausaufgaben zu machen und mit ihnen Gespräche zu führen. Und dafür braucht es halt einfach genügend Personal und auch einen ausreichenden Anteil an pädagogisch oder sozialpädagogisch ausgebildetem Personal. Ich bitte Sie deshalb, an die Kinder zu denken, denn es geht wirklich um die Kinder und nicht um die Eltern. Es sind die Kinder, die dann nicht betreut werden, wenn wir keine Tagesschule haben. Sie sollen nicht die Leidtragenden sein und ich bitte Sie auch, diese Motion abzulehnen.

Verena Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Tagesbetreuungsangebote sind grundsätzlich rentabel und gut investiertes Geld: Davon bin ich überzeugt und der Regierungsrat erläutert dies in seiner Antwort ebenfalls. In erster Linie geht er aber bei den höheren Betreuungskosten auf die Eltern ein, und erwähnt, dass während der Familienphase dem Arbeitsmarkt gut ausgebildete Fachkräfte nicht mehr zur Verfügung stehen würden. Die andere Seite ist aber diejenige des Kindes: Nach einer Aussage einer Freundin von mir, die in Ostermundigen eine Tagesschule leitet, sitzen unter Umständen mehr Kinder auf der Strasse oder den ganzen Nachmittag allein Zuhause vor dem Fernseher, und das kann es doch nicht sein. Wir müssen also die ganze Sache aus der Sicht des Kindes anschauen. Ich habe mit ihr vor allem über die zweite Ziffer der Motion gesprochen, über die Gruppengrösse. Ich war auch schon bei ihr zum Aushelfen in der Tagesschule, weil jemand ausgefallen ist. Die Gruppengrösse kann man absolut nicht mit einer Schulklasse vergleichen. Je nach Wochentag ist die Gruppe anders zusammengesetzt und die Kinder haben über Mittag unterschiedliche Bedürfnisse. Man arbeitet zwar miteinander, aber nicht wie in der Schule auf das gleiche Ziel hin. Die Gruppengrösse muss also so erhalten bleiben. Der Regierungsrat schlägt ein Postulat vor, aber was bringt das? Das ist ein Prüfungsauftrag für die Verwaltung und dann bleibt es – aus meiner Sicht hoffentlich – beim Status Quo? Wo liegt da der Nutzen für das Sparpotenzial? Ich bin für die Kinder und damit für die Ablehnung der Ziffern 1 und 2. Bei Ziffer 3 bin ich für Annehme und Abschreibung.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Ich habe eigentlich gemeint, wir seien bezüglich Tagesbetreuung und Tagesschulen im 21. Jahrhundert angekommen. Aber das scheint noch nicht bei ganz allen der Fall zu sein. Tagesschulen sind ein ganz wichtiges Instrument für die Kinder, aber auch für die Eltern. Sind die Eltern entspannt, hat man auch entspannte Kinder, diese Gleichung geht immer auf. Warum sage ich das? Eltern, die wissen, dass ihre Kinder gut betreut sind, konzentrieren sich bei der Arbeit auf die Arbeit und denken nicht mit einem halben Kopf daran, wie es zu Hause aussieht, wenn das Kind allein und nicht betreut ist und so weiter. Solche Zustände sind nicht gut, vor allem nicht für die Kinder, und für die Eltern natürlich auch nicht. Dieses Erfolgsmodell sollten wir nicht torpedieren, deshalb muss man diese Motion ablehnen, so wie das die Regierung vorschlägt.
Die Finanzierung ist gut, so wie sie im Moment ist. Das wurde bereits ausgeführt, ich will es hier nicht wiederholen. Man muss bisweilen daran danken, dass eine Balance notwendig ist, und wenn zu viele Eltern mit gutem Einkommen wegfallen, fehlt dann der Tagesschule das Geld. Aber auch die Durchmischung der Kinder ist dann nicht mehr gleich gut.
Eine Tagesschule ist gerade auch heute bei den Kleinfamilien mit einem bis zwei Kindern ein wichtiger pädagogischer Teil für das Lernen der Kinder: Zum Beispiel in einer grösseren Gemeinschaft aufeinander Rücksicht zu nehmen, die Freizeit miteinander zu verbringen und vor allem auch miteinander zu essen. Ich bitte Sie also im Sinn der Regierung, Ihr Votum nicht gegen die Tagesschulen auszusprechen, sondern hier für die Kinder und die Eltern einzustehen, wie wir das in vielen guten Voten gehört haben.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Nachdem ich einigen Voten, vor allem von Lehrern, zugehört habe, bekomme ich fast das Gefühl, dass Kinder, die nicht in eine Tagesschule gehen, ihre Lebenschance verpassen oder keinen Lebensfortschritt haben und auf pädagogisch total verlorenem Posten stehen. So kam das für mich herüber. Ich muss dazu noch einiges sagen.
Grossratskollege Spring von der BDP und übrigens ein paar andere auch haben noch nicht begriffen, dass wir nicht gegen die Tagesschulen sind, sondern dass wir nur eine gerechte Bezahlung wollen oder eigentlich eine Kostenwahrheit, die besser ist. Richtig kann man es ja sicher nicht machen und das erwarten wir auch nicht, aber diese Missverhältnisse sollten verbessert werden. Beat Giauque, du hast gesagt, in den Tagesschulen seien Strukturen wichtig. Aber du hast dann Beispiele gebracht, bei denen die einen draussen spielen, die andern Lego spielen und wieder andere essen und dass es deswegen diese Betreuungspersonen braucht. Also «exgüse», wenn man schon von Strukturen spricht, sollte auch eine Tagesschule gewisse Strukturen aufweisen, indem die Kinder zuerst miteinander essen und dann nachher spielen. Aber mit den vorhandenen Modulen, die ja immer auf eine oder zwei Stunden ausgerichtet sind, gehen und kommen die Leute, aber ich finde, von pädagogisch ausgebildeten Leuten kann man da schon in gewisses Organisationstalent erwarten.
Kollege Brönnimann, ich weiss, dass einzelne Lehrer bisweilen die Gesamtsicht etwas verlieren. Du erwähntest diese 11 Franken pro Betreuungsstunde und erwähnst deine Partnerin, die ein tieferes Einkommen hat und kommst auf 33 Franken. Dann musst du aber den Ansatz nehmen, der diesem Einkommen entspricht und der liegt dann bei 3 oder 4 Franken pro Kind, was rund 10 oder 12 Franken ausmacht. Und ich finde es ohnehin daneben, die Kosten für das Mittagessen hinzuzuzählen, denn ob ein Kind zuhause isst oder in der Schule: Das kostet an beiden Orten etwa 8 Franken; das kostet an beiden Orten ungefähr gleich viel. Ein Kind, das zu Hause zu Mittag isst, kostet auch etwas.
Noch zu den Einkommen: Jemand, der als Lehrer Aushilfe macht, verdient pro Stunde rund 60 bis 70 Franken. Sein

Kind kann er für 3, 4 oder auch 5 Franken in den Betreuungsunterricht geben: Wie kommt sich dann der Steuerzahler vor, der sein Kind nicht in die Tagesschule gibt, der pro Jahr ein steuerbares Einkommen von 60 000 bis 70 000 Franken hat und mithilft, das alles zu finanzieren? Da muss man also schon noch etwas über die Bücher gehen.
Es wurde gesagt, der Vorstoss sei familienfeindlich. Ich frage mich, ob es nicht familienfeindlich ist, wenn man mit aller Gewalt versucht, die Kinder fast den Eltern zu entziehen. Es wurde ein paarmal gesagt, dass die Eltern dann die Kinder bringen, wenn die Ansätze tief sind. Schlussendlich ist da die Eigenverantwortung auch noch wichtig.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es ist gut, dass wir wieder einmal über die Tagesschulen diskutieren. Ich bitte Sie, mit dieser Motion vorsichtig umzugehen. Tagesschulen sind einer der ganz grossen Erfolge der vergangenen Jahre dieses Kantons. Der Grosse Rat hat im Jahr 2008 die Vorlage mit den Tagesschulen als Teil der Volksschule einstimmig überwiesen. Wir haben damals beschlossen, dass die Tagesschulen ein Teil des Volksschulangebots sind und sie gehören somit im weitesten Sinn zum Bildungsauftrag. Wir erarbeiteten damals eine sehr sorgfältige Gesetzeslösung. Deshalb wurde das Geschäft auch so gut angenommen. Es gibt kein Tagesschulobligatorium für die Kinder; niemand muss sein Kind in die Tagesschule schicken. Es gibt in diesem Kanton auch kein flächendeckendes Angebot sämtlicher Module und es gibt für die Gemeinden kein Obligatorium, alle Module anzubieten. Vielmehr gibt es für die Gemeinden ein Obligatorium, die Eltern anzufragen, ob sie ihr Kind in ein bestimmtes Modul schicken wollen und die Gemeinden müssen erst dann ein Modul anbieten, wenn für das Modul eine genügende Nachfrage besteht. In der Verordnung ist die Nachfrage mit 10 Kindern definiert. Denn dann lässt sich ein Modul ökonomisch betreiben und dann kann man ein Modul wirtschaftlich führen. Die Reform verlief in diesem Kanton fast ohne Nebengeräusche. Es gab vielleicht zwei oder drei Gemeinden auf dem Land, die mir sagten, die Einführung sei nicht ganz so einfach. Aber eigentlich ist es eine gute Sache, auch aus Standortgründen. Wir werden hin und wieder sogar von andern Kantonen gefragt, wie wir es im Kanton Bern geschafft haben, die Tagesschulen in diesem Kanton ohne Nebengeräusche und mit einer allgemein gut abgestützten Lösung zu realisieren. Wir sind heute mit dieser Lösung führend. Ich gebe dann zur Antwort: Kein Obligatorium für die Kinder, ein Angebotsobligatorium in dem Sinn, dass die Tagesschule wirtschaftlich geführt werden muss und eine Minimalanzahl von 10 Kindern pro Modul. Und so funktioniert die gewählte Lösung.
Es wählen im Moment 13 Prozent der Kinder in diesem Kanton dieses Angebot, in einigen Gemeinden sind es sogar 30 Prozent. Für diese 13 Prozent Kinder geben wir 25 Mio. Franken aus, das stimmt. Zum Vergleich: Die Volksschule kostet für 100 000 Kinder insgesamt gut 1 Milliarde in diesem Kanton. Davon geben wir 25 Millionen, also 2,5 Prozent für Tagesschulangebote für diese 13 Prozent der Kinder aus. Also, das finde ich nicht derart démésuré. Es ist ein wichtiges Angebot, dass diese 13 Prozent der Kinder nicht zu Hause aus dem Kühlschrank essen und nicht auf der Strasse herumlungern, sondern wirklich betreut werden. Das war eine allgemeine Forderung und dafür geben wir 2,5 Prozent der Kosten der Volksschule in diesem Kanton aus. Vielleicht sind es 2,8 Prozent, behaften Sie mich jetzt nicht darauf. Die Gemeinden haben grosse Freiräume. Beat Giauque, aber auch Ueli Spring erwähnten, es ergebe sich daraus ein Standortvorteil. Die Einwohner schauen darauf und es gibt Leute, die deswegen nicht wegziehen oder eben zuziehen, weil es ein Tagesschulangebot gibt.
Jetzt kommen wir zu der der ersten Frage, den Gebühren: Tagesschulen sind wirtschaftspolitisch extrem wichtig, da können Sie jeden Experten, jede Expertin fragen. Wenn Sie fragen, wie man einen Kanton wirtschaftlich weiterbringen kann, sagen sie als erstes, man solle dafür sorgen, dass insbesondere für die hohen Einkommen die Vereinbarkeit von Familie und Beruf gewährleistet ist. Und jetzt stellt sich hier eben die Frage, ab wann man das Maximum der Gebühren verlangen soll. Das ist die Frage, die letztlich in der ersten Ziffer der Motion gestellt wird. Wir müssen in diesem Kanton auch an die Leute mit hohem Einkommen denken. Das wäre vielleicht bisweilen auch bei andern Themen wichtig, aber hier ganz besonders. Wir brauchen diese Leute, damit sie arbeiten gehen, und wenn die Frau eine gute Ausbildung hat und ein hohes Einkommen erzielen kann, wird sie auch viele Steuern bezahlen. Wir haben also ein Interesse daran, dass die Leute arbeiten gehen und dann wirklich auch gemeinsam hohe Steuern bezahlen. Und wir haben auch ein Interesse daran, auch in der Tagesschule nicht nur Kinder von Eltern, die sehr wenig verdienen oder einen Migrantenhintergrund aufweisen, sondern – um es jetzt etwas überspitzt zu sagen – auch Kinder von Professoren zu haben. Die soziale Durchmischung ist ebenfalls im Interesse der Tagesschule.
Es haben mich mehrere Grossrätinnen und Grossräte gebeten, auf die Finanzierungsbeispiele einzugehen. Ich bringe zwei Einkommensbeispiele: Erstens dasjenige, das Lars Guggisberg erwähnt hat: Die beiden Elternteile verdienen zusammen einen Nettolohn von 97 000 Franken. Ich gehe jetzt immer von zwei Elternteilen und zwei Kindern aus. Die Anzahl der Kinder spielt ja auch noch eine Rolle. Die eine Person verdient netto 4000 und die andere 3400 Franken pro Monat. In diesem Fall bezahlen sie für ihre zwei Kinder, wenn sie sie in ein Modul schicken, pro Kind 4 Franken pro Stunde. Also über den Mittag zwei Stunden, macht 8 Franken, mal zwei Kinder gibt 16 Franken. Hinzu kommen noch 16 Franken für das Mittagessen. Martin Schlup hat zu Recht gesagt, es handle sich dabei um die realen Kosten. Zusammen kostet das also 30 Franken pro Mittag. Wenn sie das Kind fünfmal zum Mittagessen schicken, kostet das rund 600 Franken pro Monat für ein Ehepaar, bei dem das eine netto 4000 und das andere 3400 Franken verdient. Vielleicht kommt noch ein Morgenmodul hinzu oder ein Nachmittagsmodul, vielleicht schicken sie die Kinder auch nicht jeden Mittag hin – aber wie auch immer, dieser Betrag ist nicht spottbillig, sondern dieser Betrag ist durchaus sinnvoll.
Jetzt komme ich zur Frage, wo das Maximum ist, also wo das Maximum einsetzt. Das Maximum bei zwei Kindern setzt ein, wenn man zusammen 182 000 Franken verdient, also Nettolohn, inklusive Ersatzeinkommen. Das eine verdient also netto 8000 und das andere 6000 Franken. Das ist ein guter Lohn, aber die Eltern sind nicht superreich. Sie bezahlen jetzt

rund 12 Franken pro Stunde, wenn sie die zwei Kinder über Mittag in die Tagesschule schicken, plus zweimal die 8 Franken. Das macht pro Mittag also 60 Franken für die beiden Kinder. Wenn sie fünf Mittage dort essen, kostet das 300 Franken, mal vier gibt etwas über 1000 Franken. Ja, das können sie sich leisten, das stimmt. Pardon, ich muss nochmals rechnen – jetzt bin ich so frei: bitte rechnen Sie das selber nach *(hilarité).* – Doch, ich glaube, ich hatte Recht mit diesen gut 1000 Franken. Das ist ein hoher Betrag, und diese Leute sind nicht superreich. Wir haben ein Interesse, dass diese Leute die Kinder in die Tagesschule schicken und arbeiten gehen. Und sie überlegen sich irgendwann einmal, ob sie wirklich arbeiten gehen sollen. Wenn sie zu 100 Prozent arbeiten, kommen dann auch noch Nachmittagsmodule hinzu, oft auch Morgenmodule. Wir sind der Meinung, dass diese Tarife gut ausgearbeitet sind und es macht keinen Sinn, sie anzuheben und das Maximum früher einzusetzen. Das Maximum ist für uns ungefähr am richtigen Ort. Deshalb sollte Ziffer 1 abgelehnt werden.

Zu Ziffer 2: Wir sind bereit, diese Ziffer zu überprüfen. Aber es gibt gute Gründe, warum wir als Gruppengrösse 10 Kinder gewählt haben. Wir sind bereit, diesen Punkt als Postulat mitzunehmen, denn man muss immer auf das Geld schauen und immer wieder schauen, ob ein Anpassungsbedarf besteht. Aber grundsätzlich ist diese Zehnergrösse richtig. Bei einer Nachfrage von 10 Kindern ist man verpflichtet, ein Modul anzubieten und die Betreuung muss eins zu zehn erfolgen. Es handelt sich dabei ja nicht um Klassen in einem Schulzimmer, denen man etwas beibringt, das wurde vorhin mehrere Male gesagt. Das hier ist eine Betreuungssituation, wo die einen nach draussen gehen um zu spielen und die andern noch beim Mittagessen sitzen. Sicher gibt es einen Moment, wo alle zusammen essen. Aber wenn Sie einmal eine Tagesschule über Mittag besucht haben, sehen Sie, dass nicht immer 20 Kinder in einem Raum zusammen sind, das käme nicht gut heraus. Vielmehr teilen sie sich auf. Die Gruppengrösse ist also an sich richtig, aber wir sind bereit, das nochmals anzuschauen, jedoch bitte als Postulat und nicht als Motion. Machen wir lieber keine Hauruck-Übung; es ist besser, sorgfältig weiterzuarbeiten.

Zu Ziffer 3: Dieser Punkt ist heute wohl allgemein anerkannt, das zeigt auch die Tagesschulverordnung: Es besteht die Möglichkeit, auch Leute ohne pädagogische Ausbildung einzusetzen. Wer diese Gebühren verlangt und die Unterstützung vom Kanton erhält, wie ich sie vorhin erwähnt habe, muss mindestens bei der Hälfte der Betreuungspersonen eine pädagogische Ausbildung vorweisen können. Es gibt aber auch die so genannten Winterschulen, die man extra auf dem Land eingeführt hat, also vereinfachte Angebote über Mittag, wo es keine pädagogische Betreuung gibt. *(Le président agite sa cloche.)* Martin Schlup fragte vorhin, ob es das überhaupt gibt. Das ist in der Verordnung vorgesehen, in Absatz 3, wenn mich nicht alles täuscht. Rund 20 Gemeinden führen solche Angebote. Die Gemeinden sind frei, ein solches Angebot zu führen. Zum Beispiel in Diemtigen, Eriz, Gerzensee, Grossaffoltern und Mühleberg gibt es solche Mittagsangebote mit reduzierter pädagogischer Betreuung.

Nochmals: Die Tagesschulen sind ein Erfolg des Kantons Bern. Sie sind eine gute Sache für die Schule, für die Wirtschaftspolitik und für die Familienpolitik. Eigentlich war der ursprüngliche Gedanke bei Einführung der Tagesschulen, damit Familienpolitik zu machen. Aber sie sind auch Wirtschafts- und Finanzpolitik, und sie sind auch Pädagogik. Und ich glaube, es ist wichtig, wie Ueli Spring gesagt hat: Gehen wir mit dieser Erfolgsgeschichte ganz sorgfältig um. Dieser Satz, der ziemlich am Anfang der Debatte gefallen ist, ist entscheidend. Wir haben für Bern eine «sur mesure-Lösung» gewählt. Wir sind bereit, die Frage der Gruppengrösse nochmals anzuschauen, aber ich bitte Sie, nicht bei einem der grossen Erfolge unseres Kantons mit Motionen Hauruck-Übungen zu machen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich bin schon etwas erstaunt: Die Hälfte der Voten liefen auf ein Loblied der Tagesschulen hinaus. 85 Prozent der Gemeinden bieten Tagesschulen an, sie sind dazu verpflichtet, das haben wir hier so bestimmt. Ich bin genügend Demokratin um zu wissen, dass wir die Tagesschulen hier abgesegnet haben und dass sie zum Teil sehr nötig sind. Auch ich war schon einmal in einer Tagesschule. Wir mussten nämlich über Mittag in der Schule bleiben und erhielten dort Suppe und Brot und das kostete den Staat überhaupt nichts. Es geht mir wirklich schlicht um die Qualität der Schulbildung, bei der wir dauernd Rückschritte machen. Wir kürzen sie immer weiter und mir ist die Qualität der Schule wichtig.

Irene Marti, ich bin sehr wohl im 21. Jahrhundert angekommen und deshalb habe ich diese Motion eingereicht, denn ich habe noch Schule gegeben bis ins 21. Jahrhundert und habe gesehen, wie enorm sich die Schule verändert hat. Sie vergleichen die Schulklassen mit den Tagesschulen: Da muss ich sagen: Sie sind noch nicht angekommen. Sie stellen sich immer noch eine Klasse vor, bei der alle an einem Pult sitzen und alle das gleiche Ziel haben. Denn dann spricht man so, wie Sie jetzt über die Tagesschulen sprechen. Ich sehe, wie es in der Schule aussieht. Dort hat fast jedes Kind ein anderes Ziel, andere Zielvorgaben, die ganze Sache ist total heterogen. Diesen Sündenfall mit der Integration haben wir hier im Rat beschlossen. Wir haben zum Teil sehr leistungsschwierige Kinder. In der Klasse, in der ich letzte Woche war, gab es drei Kinder, die das Einmaleins wohl nie lernen werden, für sie ist das viel zu schwierig. Es gibt verhaltensoriginelle Kinder, die enorm viel Mühe machen und die von den Lehrpersonen doppelte und dreifache Aufmerksamkeit brauchen, und ich sehe nicht ein, warum wir es hier für die Lehrpersonen dermassen schwierig machen und jetzt hier am Pültchen fordern, für ausserschulische Betreuungsmodule müssten die Grüppchen klein sind.

Ich wurde von all den Tagesschulleiterinnen bestürmt, und sie fragten mich, was ich mir eigentlich vorstelle, sie müssten sechs Kinder betreuen und befänden sich schon am Anschlag, weil es so viele sozial schwierige Kinder gäbe. Ich antwortete ihnen, sie sollten einmal mit den Eltern sprechen und ihnen sagen, diese Kinder seien in der Tagesschule nicht mehr tragbar, wenn sich nicht etwas ändere. Aber es braucht bei mir als Lehrperson sehr viel, bis ich sagen kann, dass ich einen solch verhaltensoriginellen Schüler nicht mehr in der Schule haben kann. Das braucht

dann sehr viel, das kann ich Ihnen sagen. Mir geht es lediglich um eine bessere Schule. Und Herr Pulver: Bei der Einführung all dieser Reformmassnahmen, der Tagesschulen, sprachen wir nie über die Finanzen. Es kannte niemand diese Liste mit den Beträgen. Ich habe mich ja enorm dafür eingesetzt. Dass sie für einen Nettolohn von 152 000 Franken Subventionen erhalten, darüber hat man nicht gesprochen. Auch sprach man nicht über diese 25 Mio. Franken, die es kostet. Also sollte man das vielleicht wirklich überprüfen. Ich bitte Sie, Ziffer 1 als Motion anzunehmen, weil wir diese Liste wirklich nicht so stehen lassen können, Ziffer 2 als Postulat und Ziffer 3 wie der Regierungsrat.

Le président. Wir stimmen über Ziffer 1 als Motion ab.

Vote (ch.1)

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	47
Non	98
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 1 der Motion abgelehnt. Jetzt stimmen wir über Ziffer 2 als Postulat ab

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:
Rejet

Oui	68
Non	77
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 2 als Postulat abgelehnt. Jetzt stimmen wir über Annahme und gleichzeitige Abschreibung von Ziffer 3 ab.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil
Adoption et classement

Oui	128
Non	10
Abstentions	7

Le président. Sie haben Ziffer 3 der Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.

Affaire 2013.1584

N° de l'intervention:	340-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	28.11.2013
Déposée par:	Pfister (Zweisimmen, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	186/2014 du 19 février 2014
Direction:	INS

S'agit-il d'un accord?

On a appris en juin 2013 que le directeur de l'École d'horticulture d'Oeschberg (EHO) avait été choisi pour diriger le centre de formation professionnelle de l'Emme.
Des semaines durant, le conseil de l'EHO et les interprofessions ignoraient à qui serait confiée la direction de l'EHO.
Mon expérience politique a tôt fait de me laisser penser qu'il ne pouvait s'agir que d'une affaire entendue entre le chef de l'Office de l'enseignement secondaire du 2^{e} degré et de la formation professionnelle (OSP) et le directeur de l'École d'horticulture.
Le 2 septembre 2013, le conseil de l'école a été convoqué en assemblée extraordinaire. On nous a informés de ce qui suit : l'École d'horticulture serait intégrée au centre de formation professionnelle, ce qui avait été discuté avec l'OSP et la commune de Koppigen. La commune aurait donné son accord et l'aurait communiqué par écrit au Conseil-exécutif.
Lorsqu'en tant que membre du conseil d'école, je manifestai ma gêne quant à cette façon de procéder – ne pas avoir associé le conseil d'école et les interprofessions à une décision aussi importante, on m'expliqua que la chose était déjà décidée et que le Conseil-exécutif se prononcerait le 3 septembre 2013.
Selon moi, cet accord entre le chef de l'OSP et le directeur de l'EHO est inacceptable.
C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le chef de l'OSP a-t-il agi selon les intentions du Conseil-exécutif ?
2. Le poste de directeur du centre de formation professionnelle de l'Emme a-t-il été mis au concours correctement du point de vue juridique, et les candidats et candidates connaissaient-ils les projets de rattachement de l'EHO au centre de formation professionnelle ?
3. Le directeur de l'École d'horticulture a-t-il été choisi pour diriger le centre de formation professionnelle parce que l'OSP juge le rattachement de l'EHO plus facile à réaliser sans directeur ?
4. Est-il vrai qu'on a dit aux personnes de l'OSP qui s'intéressaient au poste de direction du centre de formation professionnelle et dont le profil correspondait aux compétences requises qu'elles n'avaient aucune chance d'être choisies ?
5. L'OSP et le directeur de l'EHO sont-ils délibérément passés outre le conseil d'école et les interprofessions afin de les tenir en échec ou de les réduire au silence ?
6. Quelles économies le rattachement prévu permettra-t-il de réaliser ? L'OSP est chargé d'en présenter les fondements.
7. Est-il prévu que des classes soient déplacées dans le centre de formation professionnelle ?
8. Quels sont les investissements prévus ou déjà engagés ?

Réponse du Conseil-exécutif

La création du nouveau Bildungszentrum Emme (bze), qui sera issu de la fusion entre la Berufsfachschule Emmental (bfe) et de la kaufmännische Berufsschule Emmental (KBSE), est prévue au 1er août 2014. Le 5 mai 2010, par l'ACE n° 0693/2010, le Conseil-exécutif a confié la direction de la KBSE à la Kaufmännischer Verband Emmental (KVE)

jusqu'à la fin du mois de juillet 2014. Ainsi le processus de fusion, qui doit s'achever par la création du bze, suit-il son cours comme prévu.
La direction du bze est confiée à Thomas Wullimann, actuellement directeur de l'Ecole d'horticulture d'Oeschberg (EHO). Celui-ci a été sélectionné parmi 20 candidatures environ, déposées dans le cadre d'une mise au concours ordinaire. La décision a été prise en juin 2013 par le chef de l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle (OSP), suite à une première sélection réalisée par comité de sélection et sur proposition des deux conseils d'école.
C'est à la suite de cette sélection seulement qu'a émergé l'idée du rattachement de l'EHO au bze. Ce rattachement a été proposé lors d'une séance de section de l'EHO. Certains signaux émis dans le contexte professionnel de l'école ont conforté la direction d'école dans cette idée. L'élément décisif a été la grande incertitude qui pesait sur l'avenir de l'EHO. Le rattachement au bze pouvait permettre de tirer avantage de synergies et de renforcer l'EHO. La direction d'école a consulté l'OSP avant les vacances d'été. Pour étudier plus en détail l'idée de ce rattachement, un sondage a été réalisé auprès de la commune-siège, des représentants et représentantes des organisations professionnelles et de l'équipe du projet de nouveau centre de formation professionnelle de l'Emme. Toutes les réactions ont été positives. Toutefois, aucune discussion officielle n'avait jusqu'alors été menée au conseil d'école dans lequel l'auteur de l'interpellation siège depuis 2004.
Question 1
Le chef de l'OSP a informé le directeur de l'instruction publique après les vacances d'été de la possibilité pour l'EHO d'être intégrée au bze. Le Conseil-exécutif étant compétent pour statuer sur la fermeture de l'EHO ou son rattachement à une autre entité, le collège gouvernemental a été informé début septembre d'une telle éventualité. La procédure s'est alors poursuivie de manière habituelle par une consultation officielle du conseil d'école, de la commune d'implantation et des organisations professionnelles.
Les débats relatifs à l'examen des offres et des structures (EOS) ont quelque peu retardé la procédure. Jusqu'à présent, aucune décision n'a pu être présentée au Conseil-exécutif. Le directeur de l'EHO et l'OSP ont essayé dès le départ d'inclure les personnes concernées sans préjuger de la décision. Au cours des débats sur l'EOS, le Grand Conseil a approuvé à l'unanimité une déclaration de planification relative au rattachement de l'EHO au bze. Cela montre que ce processus a bénéficié d'un large soutien.
Question 2
Le poste de recteur investi de la responsabilité générale du bze a été mis au concours dès le mois de mars 2013. La question du rattachement de l'EHO n'avait alors pas encore été soulevée et n'avait donc pas sa place dans la procédure de recrutement. Elle n'a par conséquent pas non plus été mentionnée dans l'annonce diffusée. Conformément aux prescriptions en la matière, le poste a été mis au concours sur la bourse de l'emploi du canton de Berne et dans les pages emploi des médias de l'agence Espace Media. Tout au long de la procédure de sélection, qui s'est étendue jusqu'au mois de juin, il n'était pas encore question de fusion.
Question 3
Le directeur de l'EHO a été choisi par un comité de sélection composé de huit personnes, qui a proposé à l'unanimité sa nomination en tant que directeur du bze. L'OSP était représenté par une personne au sein du comité. Il n'a pas été question, au cours de toute la procédure d'engagement, du rattachement de l'EHO au bze.
Question 4
Plus de vingt personnes se sont portées candidates. La procédure d'engagement étant confidentielle, aucune autre information ne peut être délivrée à son sujet.
Question 5
Il n'a été nullement question de passer outre ni le conseil d'école, ni la commune-siège, ni les interprofessions. Toutefois, avant que l'affaire ne puisse être portée à la connaissance du Conseil-exécutif, il convenait de clarifier un minimum de questions concernant la viabilité politique du projet de rattachement. Malheureusement, il a été impossible de trouver une date permettant d'organiser plus tôt la séance du conseil d'école, de sorte que celle-ci n'a pu se tenir qu'immédiatement avant la séance d'information du Conseil-exécutif. La séance du conseil d'école a été précédée d'entretiens avec le conseil communal de Koppigen, Jardin Suisse, Gärtner Bern et la bfe. Il semble qu'une information ait circulé selon laquelle le Conseil-exécutif était sur le point de prendre une décision. Cette information était fausse.
Question 6
Le calcul du pool de direction et du pool général montre que la réorganisation des trois écoles (bfe, KBSE et EHO) permet l'économie d'environ 170 pour cent de poste (principalement aux postes de cadre). De plus, un poste à temps partiel, à 50 pour cent au moins, peut être supprimé dans l'administration (comptabilité), le poste n'étant pas remis au concours lors du départ à la retraite de son ou de sa titulaire. Le potentiel d'économies s'élève actuellement à environ 250 000 francs par an.
Question 7
En l'état actuel de la planification, aucun transfert de classe n'est prévu entre Berthoud et Koppigen, dans un sens ou dans l'autre.
Question 8
Aucun investissement supplémentaire n'est prévu qui aurait un lien avec l'intégration de l'EHO. Celle-ci doit conserver son nom et son identité visuelle.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort des Regierungsrats teilweise befriedigt und gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2013.1189

N° de l'intervention:	245-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	03.09.2013
Déposée par:	Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD) (porte-parole) Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) Augstburger (Gerzensee, UDC)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	151/2014 du 12 février 2014
Direction:	INS

Discipline

Le Conseil-exécutif est chargé d'accorder suffisamment de place à la discipline « économie, travail, vie domestique » dans le Lehrplan 21.
L'économie familiale doit être enseignée à tous les niveaux du 3e cycle (école générale, école secondaire, gymnase). Les cours pratiques d'économie familiale doivent durer au moins deux semestres, à raison de quatre leçons par semaine.
Les arts appliqués (dessin, dessin technique et couture) doivent eux-aussi occuper suffisamment de place à tous les niveaux des trois cycles. L'orientation professionnelle doit quant à elle être présente à tous les niveaux. L'orientation professionnelle est nécessaire en deuxième année de secondaire I, dans l'idéal deux heures par semaine. Mais elle est également nécessaire en première et en troisième année de secondaire I.
Développement
C'est une bonne chose qu'une nouvelle orientation ait été donnée aux bases du Lehrplan 21 avec la discipline « économie, travail, vie domestique ». En effet, l'école doit accorder davantage de place à des sujets comme l'argent et la consommation, le travail et le temps libre, le ménage, l'alimentation, l'utilisation des ressources et d'autres questions économiques. Car ces questions concernent des choix auxquels chacun de nous est confronté quotidiennement. Pour agir de façon mûre et réfléchie, il faut avoir mené une réflexion poussée.
Il n'y a guère de meilleur lieu pour développer les compétences sociales que le cours d'économie familiale : les élèves doivent travailler en équipe et prendre ensemble des décisions qu'ils mettent ensuite en œuvre d'eux-mêmes en respectant les délais impartis. Ils travaillent pour atteindre un objectif : à la fin, ils peuvent apprécier le résultat de leur travail.
Les cours de cuisine sont également une nécessité urgente pour les compétences en matière de santé car une alimentation saine constitue l'un des piliers de la prévention des problèmes de santé.
Il est important pour notre système dual – auquel nous devons notamment notre faible taux de chômage des jeunes et notre prospérité – que les disciplines manuelles ne soient pas marginalisées. Au contraire : les élèves doivent de plus en plus apprendre à manier des outils et à accomplir un travail manuel.
Economies et écologie à la maison font partie de l'économie verte. Par exemple, ce sont les ménages qui jettent les plus grandes quantités de nourriture (postulat Imboden, P 020-2013). Or l'utilisation parcimonieuse des ressources peut s'apprendre de manière concrète en cours pratique d'économie familiale.
Les compétences ci-dessus, acquises en cours d'économie familiale, ont la même importance pour tous les jeunes, qu'ils apprennent un métier pratique ou qu'ils s'engagent sur la voie universitaire. C'est pourquoi nous demandons que l'économie familiale soit enseignée à tous les niveaux, même au gymnase.
Le dessin, le dessin technique et la couture permettent aux élèves à tendance plutôt pratique de se qualifier et de développer leur estime d'eux-mêmes. En effet, les élèves peu doués, ceux qui viennent d'un milieu populaire et les jeunes las de l'école qui n'obtiennent que de mauvaises notes dans les matières scolaires et cognitives, perdent leur estime d'eux-mêmes (la bêtise s'apprend). Les arts appliqués ont souvent une fonction compensatoire, pour les notes, le plaisir d'apprendre et l'estime de soi.
L'orientation professionnelle doit être enseignée tout au long du 3e cycle. C'est en 2e année du secondaire I qu'elle est la plus importante, mais une heure hebdomadaire doit également lui être consacrée en 3e année pour la mise en pratique, c'est-à-dire pour les candidatures, les journées de découverte, la réalisation des étapes prévues, la préparation du dossier de candidature et en particulier pour tous ceux et toutes celles qui ne sont pas assez soutenus par leurs parents lorsqu'ils essuient un refus.
Le travail manuel est de plus en plus mal loti ! De ce fait, les jeunes sont souvent incapables de se débrouiller au quotidien. Ne serait-ce que pour cette raison, l'Union des arts et métiers et de nombreuses associations professionnelles ont raison de se faire du souci pour notre système dual.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.
Les trois motionnaires demandent au Conseil-exécutif d'accorder suffisamment de place dans le *Lehrplan 21* aux domaines disciplinaires « économie, travail, vie domestique » et « arts appliqués », ainsi qu'au domaine interdisciplinaire de l'orientation professionnelle.
Avant de prendre position sur cette question, le Conseil-exécutif souhaite rappeler les quelques informations générales suivantes.
A l'instar des plans d'études en vigueur dans le canton de Berne, le *Lehrplan 21* accorde de l'importance à une formation générale étendue, qui donne également leur place à l'éducation musicale et artistique ainsi qu'aux compétences de la vie quotidienne telles que l'économie familiale.
Le *Lehrplan 21* en est pour l'instant à l'état de projet. Les résultats de la procédure de consultation sont en cours d'étude. Dans certains domaines, des possibilités de remaniement se dessinent. Différents partenaires de la consultation ont exprimé le souhait que la version finale du *Lehrplan 21* décrive de manière moins détaillée la manière d'atteindre les objectifs fixés. La Direction de l'instruction publique du canton de Berne partage cet avis. Si les explications suivantes se basent sur le projet de *Lehrplan 21* dans sa version du 21 juin 2013, c'est-à-dire tel qu'il a été soumis à la consultation, il est en revanche impossible, à l'heure actuelle, de déterminer si ces explications seront applicables à la version remaniée. En effet, la réduction notable du nombre de paliers de compétence, notamment, pourrait entraîner des modifications radicales. Le projet de *Lehrplan 21* ne prescrit aucune grille horaire. Il revient donc à chaque canton de définir la sienne. Toutefois, sur la base des données actuelles en termes de dotation en leçons, à savoir la moyenne dans les 21 cantons, mais aussi dans les cinq plus grands cantons (AG, BE, LU, SG, ZH), des hypo-

thèses de planification ont été élaborées dans le projet de *Lehrplan 21*. Il s'agit de recommandations relatives au nombre d'heures d'enseignement par domaine disciplinaire et par cycle[11]. Les plans d'études élaborés pour chaque domaine disciplinaire se basent sur ces recommandations.
En comparant les hypothèses de planification du projet de *Lehrplan 21* avec les grilles horaires en vigueur dans le canton de Berne, on constate que la dotation en leçons est actuellement trop faible, en particulier au degré primaire et dans les domaines disciplinaires de l'allemand et des mathématiques. Le Grand Conseil d'une part, dans le cadre de la Stratégie de la formation de 2009, ainsi que les électeurs et électrices d'autre part, lors de la votation sur le concordat HarmoS, ont été informés du besoin en leçons supplémentaires[12]. Dans les mois à venir, la Direction de l'instruction publique va élaborer les grilles horaires requises.
Voici la réponse du Conseil-exécutif concernant la requête formulée dans la motion :
La Direction de l'instruction publique va élaborer dans les prochains mois les grilles horaires annexées au *Lehrplan 21*. Pour mener à bien ce travail, il est essentiel que ces grilles horaires correspondent au mieux au nouveau plan d'études. Il convient pour cela de se baser sur les hypothèses de planification du projet de *Lehrplan 21*. Telle qu'elle est actuellement prévue dans le projet, la dotation en leçons pour les domaines disciplinaires « économie, travail, vie domestique » et « arts appliqués » correspond à peu près à la dotation en leçons du plan d'études actuel du canton de Berne. Il en va de même de la dotation en leçons pour l'orientation professionnelle. Dans le projet de *Lehrplan 21*, l'orientation professionnelle est un thème transversal ; elle est donc traitée comme une tâche interdisciplinaire et non comme une discipline indépendante.
A l'instar des trois motionnaires, le Conseil-exécutif est d'avis que le domaine disciplinaire « économie, travail, vie domestique » doit permettre de donner un nouveau souffle au domaine des connaissances de l'environnement (Natur, Mensch, Gesellschaft [NMG]). Cette nouvelle orientation devra être prise en compte lors de la dotation en leçons des trois années du degré secondaire I.
En revanche, les élèves qui suivent une formation gymnasiale à partir de la 3e année du degré secondaire I sont dans une situation pour le moins différente. Comme actuellement, ce sont le règlement suisse sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM) et le plan d'études cantonal germanophone pour la formation gymnasiale (KLM) qui régiront l'éventail de disciplines, les objectifs et les dotations en leçons pour la filière gymnasiale. Dans la filière gymnasiale, l'éventail de disciplines n'inclut pas le domaine disciplinaire « économie, travail, vie domestique ». Toutefois, les différents thèmes de ce domaine sont approfondis au gymnase également. Par exemple, tous les gymnasiens et gymnasiennes bénéficient d'une introduction à l'économie et au droit, prévue dans leur programme, et ils disposent de possibilités d'approfondissement dans le cadre des disciplines obligatoires à option. Par ailleurs, l'orientation professionnelle et le choix des études constituent un volet important du mandat de la filière gymnasiale. Les arts visuels sont proposés aux élèves dans le cadre des disciplines obligatoires à option, en tant que discipline fondamentale, option spécifique ou encore option complémentaire. Par conséquent, les contenus relatifs aux domaines disciplinaires « économie, travail, vie domestique » et « arts appliqués », mais aussi au domaine interdisciplinaire de l'orientation professionnelle, sont aussi enseignés dans la filière gymnasiale, et ce de manière conforme aux objectifs de cette filière. Compte tenu du fait que des leçons vont être supprimées au gymnase dans le cadre de la mise en œuvre de la solution Quarta, décidée à la suite de l'examen des offres et des structures, il est exclu d'étendre l'éventail des disciplines proposées.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption sous forme de postulat

Le président. Die Regierung beantragt Annahme als Postulat, Frau Kipfer wandelt den Vorstoss in ein Postulat. Ist der Vorstoss als Postulat bestritten? – Das ist nicht der Fall. Wir stimmen darüber ab.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat

Oui	137
Non	2
Abstentions	1

Le président. Sie haben dem Postulat zugestimmt.

Affaire 2013.0420

Loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) (Modification)

Annexe 14

Première lecture

Le président. Die Kommissionspräsidentin wird uns das Gesetz vorstellen, dann werden wir anschliessend eine Eintretensdebatte führen, denn die Kommission beantragt, auf das Gesetz nicht einzutreten.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. *(Le président agite sa cloche.)* Wir galoppieren fast von Geschäft zu Geschäft. Ich werde kurz versuchen, Ihnen dieses Gesetz vorzustellen und aufzuzeigen, warum die vorberatende Kommission mit 10 zu 7 Stimmen nicht eintreten will. Das Gesetz wurde im Jahr 2010 vom Grossen Rat ganz knapp mit 75 zu 74 Stimmen gutgeheissen. Diese

[11] Le *Lehrplan 21* définit trois cycles au sein de l'école obligatoire. Le premier englobe l'école enfantine et les deux premières années du degré primaire, le deuxième les quatre dernières années du degré primaire et le troisième correspond au degré secondaire I.

[12] Cf. arrêté du Grand Conseil du canton de Berne concernant l'adhésion à l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire, 27 septembre 2009 (http://www.sta.be.ch/belex/f/4/439_60.html).

Ausgangslage ist etwas schwierig, um schlussendlich künftig einen sicheren Boden zu haben. Das Gesetz war auf vier Jahre begrenzt und jetzt ginge es darum, so wie es die Regierung beantragt, das Gesetz in eine Zukunft zu schicken und damit im Kanton Bern weiterhin Förderungsbeiträge für den gemeinnützigen Mietwohnungsbau zur Verfügung zu stellen. *(Le président agite sa cloche.)* Das Gesetz ist seit 2011 in Kraft. Es ist ganz dünn, es hat nur vier bis fünf wesentliche Artikel. Es hat zum Ziel, über die Beratung kleiner Genossenschaften im Bereich der Finanzierung von Vorprojekten und von strategischen Planungen sowie über die Finanzierung einer Förderstelle des gemeinnützigen Wohnungsbaus den gemeinnützigen Wohnungsbau voranzutreiben und ihn auf eine doch gewünschte Zielsetzung hinzuführen, nämlich dass der Kanton Bern über einen grösseren Anteil von genossenschaftlichem Wohnungsbau verfügt.
Wir haben in den letzten drei Jahren im Kanton Bern konkret 34 Projekte unterstützt, nicht die grossen Millionenprojekte wie die FAMBAU-Genossenschaft, sondern insbesondere mittlere und kleinere Genossenschaften, und zwar mit einem Gesamtbetrag von 865 000 Franken. Es wurden also in diesen Jahren 865 000 Franken gesprochen. Das ist viel weniger als man ursprünglich dachte, denn ursprünglich ging man von rund 2 Mio. Franken aus, die pro Jahr in die Stützung des gemeinnützigen Wohnungsbaus einfliessen werden. Mit diesen 865 000 Franken löste man ein Bauvolumen in der Höhe von 280 Mio. Franken aus, wobei im Kanton Bern damit rund 2300 Wohnungen zum Beispiel bei Sanierungen unterstützt wurden und so schlussendlich der Wohnungsbau im Genossenschaftsbereich vorangetrieben werden konnte. In den Städten Bern, Thun und in den Regionen konnte so der Wohnungsbau gefördert werden. Das ist insbesondere in Thun sehr wichtig, weil gerade dort der Leerwohnungsbestand viel zu tief ist und es sehr sinnvoll sein kann, den Wohnungsbau im Genossenschaftsbereich zu fördern.
Der Regierungsrat hat zwei Hauptaspekte aufgeführt, warum es sinnvoll wäre, das Gesetz aus der Begrenzung zu entlassen, damit es eine Zukunft hat. Das ist für den Kanton Bern mit einem kleinen finanziellen Aufwand mit grosser Wirkung verbunden. Und nicht zuletzt schliesst das Gesetz Lücken zwischen den raumplanerischen Instrumenten der Gemeinden und den Finanzierungsinstrumenten des Bundes.
Das Gesetz hatte in der vorberatenden Kommission einen schweren Stand. Die Minderheit stand klar für das Gesetz ein und war der Meinung, dass mit der Strategie weitergefahren werden sollte, damit sich die Förderung der Wohnbaugenossenschaften im Kanton Bern noch stärker entfalten kann, und weil es in der Stadt Bern sinnvoll ist, den Wohnungsbau im Genossenschaftsbereich zu fördern. Eine Mehrheit sprach sich dagegen aus. Für die Mehrheit waren insbesondere zwei Punkte für das Bestreiten des Eintretens ausschlaggebend: Der erste Grund war die Gleichheit. Die Mehrheit war der Meinung, dass dann, wenn man nur einen Teil, also nur den genossenschaftlichen Wohnungsbau fördert, nicht alle Teile der Bevölkerung von dem Angebot profitieren können und damit eine wesentliche Voraussetzung für das Erteilen von Subventionen nicht gegeben ist. *(Le président agite sa cloche.)* Der zweite Grund war folgender: Aufgrund der Begrenzung des Gesetzes kann durch dessen Ausserkraftsetzen ein Sparbeitrag zur Sanierung des Haushalts geleistet werden. Dies sind die wesentlichen Punkte, die dazu geführt haben, dass die Kommission schon das Eintreten mit 10 zu 7 Stimmen bestritten hat und wir bereits nach zwei Stunden mit der Kommissionsarbeit fertig waren.

Débat d'entrée en matière

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Nicht eintreten auf das vorliegende Gesetz über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots: Darum geht es im Moment. Das Thema Wohnungspolitik ist dasjenige Thema in diesem Kanton, das in der laufenden Legislatur am wenigsten politisch diskutiert wurde. Aus der Sicht der Grünen hat man dieses Thema bisher klar unterschätzt, und zwar zu Unrecht. Das Thema wohnen ist für alle, die in diesem Kanton auf eine Mietwohnung angewiesen sind, von sehr konkreter Bedeutung. *(Le président agite sa cloche.)* – Danke.
Hier drei Gründe der Grünen, warum man auf das Nichteintreten nicht eintreten und das vorliegende Gesetze verlängern sollte: Erstens, es gibt in diesem Kanton Wohnungsnot. Nicht überall, das ist uns auch klar, aber in fünf Regionen des Kantons Bern liegt die Leerwohnungsziffer, also die Zahl der verfügbaren Mietwohnungen, die man in den Anzeigern findet, unter 1 Prozent. Diese Grenze wird als Wohnungsnot bezeichnet. Und das betrifft eben nicht nur die Stadt Bern, im Gegenteil: Die Region Interlaken ist am meisten betroffen, aber auch Saanen, Obersimmental, die Region Thun und die Region Bern-Mittelland. All diese Regionen, und das ist ein grosser Teil der Berner Bevölkerung, hat im Moment Mühe, bezahlbare Wohnungen zu finden, weil es auf dem Markt zu wenige Wohnungen gibt und damit die Preise zu hoch sind. Am Extremsten ist es in Worb, dem Hotspot des Kantons: Dort gibt es keine leere Wohnungen. Wenn man dort wohnen will, findet man schlicht nichts, oder die ganz wenigen Wohnungen werden zu extrem hohen Preisen angeboten. Deshalb an die Adresse der Grossrätinnen und Grossräte dieser Gemeinden: Viele Gemeinden haben sich für die Fortführung dieses Gesetzes ausgesprochen, also Burgdorf, Köniz, Worb, Thun, Bern und auch die Regionalkonferenz Oberland-Ost. Ich nehme an, dass alle Grossrätinnen aus dieser Region für die Fortführung dieses Gesetzes sind, weil diese Regionen sagten, dieses Gesetz sei wichtig für sie.
Zweitens, zu den steigenden Mieten: Wenn man auf Immogate – das ist das Internetportal, das Angebote des Mietmarktes präsentiert – die vor kurzem veröffentlichte Medienmitteilung liest, sieht man, dass im Kanton Bern die Mieten im Vergleich zur übrigen Schweiz im vergangenen Jahr überdurchschnittlich gestiegen sind. Das ist also ein Indiz dafür, dass die Wohnungskrise auch den Kanton Bern erreicht hat. Drittens: Wer weiss, wie viele Wohnungen im Moment in Fribourg und in Solothurn gebaut werden und wie viele Leute, die in der Stadt Bern arbeiten, aber dort wohnen und auch dort Steuern bezahlen, der merkt, dass wir ein Problem haben. Der Kanton Bern ist im Moment als Wohnkanton zu wenig attraktiv. Nicht weil wir keinen schönen Kanton haben, sondern weil die Leute hier einfach keine Wohnungen finden, und das sind vor allem viele junge Familien.

Ich komme zur Beurteilung des vorliegenden Gesetzes und zum Grund, warum wir ein Nichteintreten als fatale Entwicklung beurteilen. Das vorliegende Gesetz ist eine minimale Wohnbauförderung. Das Gesetz ist ein Minimum an Konsens, den man finden konnte, aber es brachte beachtliche Resultate, wie die Präsidentin der Kommission gesagt hat. Es handelt sich um eine Hebelwirkung, man konnte mit wenig Geld viel erreichen und es wurde ein grosses Bauvolumen realisiert. Wenn jetzt die Mehrheit der Kommission, und das ist die bürgerliche Mehrheit, das Gesetz versenken will, ein äusserst schlankes Gesetz, ist das Vogel-Strauss-Politik, liebe bürgerliche Kolleginnen und Kollegen. Auf Bundesebene besteht im Moment ein breiter Konsens, dass der preisgünstige Wohnungsbau ein politisches Thema ist. ich erinnere daran: Bundesrat Schneider-Amman, bürgerlicher Provenienz, rief mit den Gemeinden und Kantonen einen wohnungspolitischen Dialog ins Leben und sagt ganz klar, es müsse in diesem Bereich etwas geschehen. An die Adresse nicht der FDP, sondern der BDP, bei der ich hoffe, dass ich sie überzeugen kann, ein Zitat von ihrem Nationalrat Lorenz Hess, der im «Bund» am 16. Januar 2014 sagte: «Wohnbaugenossenschaften sind ein Modell der Zukunft», und ich zitiere ihn noch aus einer andern Quelle: «Der gemeinnützige Wohnungsbau muss sowohl der öffentlichen Hand wie auch den Privaten besser bekannt gemacht werden und von Vorurteilen befreit werden». Das zeigt sehr deutlich, dass selbst bürgerliche Politikerinnen und Politiker erkannt haben, dass die Wohnbauförderung wichtig ist.
Für die grüne Fraktion hat die Wohnbaupolitik für diesen Kanton für die Zukunft eine extrem grosse Priorität. Wir brauchen preisgünstigen Wohnbau, und das Gesetz leistet einen wichtigen, wenn auch kleinen, aber effizienten Beitrag dazu. Es bietet das absolute Minimum und ich erinnere an Artikel 40 der Kantonsverfassung: «Kanton und Gemeinden fördern den preisgünstigen Wohnungsbau». Wir haben hier also von der Bevölkerung einen klaren Auftrag. Vor diesem Hintergrund wäre es unverständlich, wenn man hier ein bewährtes, sehr präzises und effizientes Instrument mit einem Federstrich, mit einem Nichteintreten vom Tisch wischen würde. Das wäre Vogel-Strauss-Politik, ein grober Bumerang für den Wohnkanton Bern. Ich appelliere an diejenigen Bürgerlichen, die der Meinung sind, es brauche eine Stärkung des Wohnkantons Bern, auch in Erinnerung an das, was der BDP-Nationalrat klar gesagt hat: Die Wohnbaupolitik, welche die Genossenschaften machen, der gemeinnützige Wohnungsbau ist wichtig. Die Grünen lehnen deshalb den Nichteintretensantrag ab und sind klar für die Fortführung dieses effizienten, kleinen aber feinen Gesetzes.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices:
Dorothea Richner (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Jeudi 20 mars 2014, 13 heures 30 – 14 heures 37

Sixième séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 149 députés. Excusés : Baltensperger Eva, Bauen Antonio, Feller Erich, Grimm Christoph, Heuberger Thomas, Hirschi Irma, Imboden Natalie, Muntwyler Urs, Oester Stefan, Schmidhauser Corinne, Zuber Maxime

Affaire 2013.0420

Loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) (Modification)

Annexe 14

Débat d'entrée en matière

Suite

Le président. Ich begrüsse Sie zur heute verkürzten Nachmittagssitzung und bitte Sie, Ihre Plätze einzunehmen. Wir fahren mit der Eintretensdebatte zur Änderung des Gesetzes über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots (PMG) fort. Nachdem wir die Kommissionspräsidentin und die erste Fraktionssprecherin gehört haben, setzen wir die Debatte mit den weiteren Fraktionserklärungen fort. Zuerst hat Grossrat Brand für die SVP-Fraktion das Wort. Ich bitte Sie, Ihre Plätze einzunehmen. *(Le président agite sa cloche.)*

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich danke dem Präsidenten für das Läuten der Glocke. Es ist nämlich schwierig, um 13.30 Uhr vor Ihnen zu sprechen. Das habe ich gewusst und mich während der ganzen Mittagspause darauf vorbereiten können. Wir haben vor dreieinhalb Jahren ein Gesetz mit Ablaufdatum geschaffen. Dies haben wir bewusst getan. Bei der Beschlussfassung ging es darum, strategische Planungen, Machbarkeitsstudien und Vorprojekte gemeinnütziger Wohnbauträger finanzieren zu können. Wie Sie wissen, ist bei der Realisierung von Bauprojekten der Bund gefragt. Das beco Berner Wirtschaft sagt selber, dass der Wohnungsmarkt im Kanton Bern eigentlich funktioniert. Probleme sind in den Städten Thun, Bern und unter Umständen auch in Interlaken vorhanden. Dies haben wir vor der Mittagspause von Natalie Imboden gehört. Sie hat danach noch etliche andere Punkte erwähnt, bei welchen das beco nicht unbedingt gleicher Auffassung ist. Wenn man sieht, welche Projekte mit Hilfe des PMG realisiert wurden, kann man feststellen, dass man überall dort etwas gemacht hat, wo es nicht nötig gewesen wäre, weil tatsächlich keine Wohnungsnot besteht. In Thun, Bern und unter Umständen in Interlaken, wo gemäss den Feststellungen des beco eine Wohnungsnot vorhanden ist, wurden keine Projekte realisiert. In Biel wurde sehr Vieles gemacht, wobei dort alles andere als eine Wohnungsnot besteht. In Biel gibt es nämlich jede Menge an leer stehenden Wohnungen. Man ist zum Beispiel auch in Wynigen sowie an weiteren Orten tätig geworden, wohl ohne dass dies unbedingt dem Zweck dieses Gesetzes entsprochen hätte. Zum Teil wurden Projekte mit Kosten von 20 Mio. Franken oder mehr realisiert. In Anbetracht der Projektkosten waren die 10 000, 40 000, 50 000 bis 60 000 Franken, welche der Kanton bezahlen konnte, wahrscheinlich nicht unbedingt entscheidend, um die Projekte zu realisieren und zu finanzieren.
Gefördert werden nur Wohnbaugenossenschaften, welche sich an gewisse Marktteilnehmer richten. So wie es jetzt aussieht, können die Wohnbaugenossenschaften und die Förderungen auch zu Marktverzerrungen führen. Dies wollen wir sicher nicht! Als wir das Gesetz beschlossen, legten wir dessen Begrenzung auf vier Jahre absichtlich fest. Die SVP war von Anfang kritisch, weshalb sie das PMG von Anfang an ablehnte. Man muss nicht den Anschein erwecken, man könne mit diesem Gesetz etwas gegen steigende Mietzinse unternehmen. Natalie Imboden hat heute Morgen referiert und auf die steigenden Mietzinse hingewiesen. Diese kann man wahrscheinlich nicht abstreiten. Allerdings können wir die ansteigenden Mietzinse mit dem vorliegenden Gesetz ganz sicher nicht verhindern. Zudem hat Natalie Imboden gesagt, dass ein Problem betreffend die Anzahl an Wohnungen in den Zentren vorhanden sei. Das ist klar. Die in den Zentren bestehenden Probleme hängen allerdings nicht damit zusammen. Sie hängen nicht zuletzt damit zusammen, dass gerade seitens der Grünen jedes einzelne, etwas grössere Bauprojekt bekämpft wird. Ich hoffe, Natalie Imboden wird an ihre Worte zurückdenken, wenn es darum geht, die Überbauung des Viererfelds zu realisieren. Dann wird der Fall vielleicht wieder komplett anders liegen, sodass man in der Stadt Bern wieder ganz anders reden kann. Für die SVP ist der Bedarf für das vorliegende Gesetz klar nicht gegeben. Wir beantragen Ihnen, nicht auf die Vorlage einzutreten.

Le président. Da Grossrätin Imboden im Moment nicht anwesend ist, werden wir ihr Ihre Worte ausrichten. *(Hilarité).* Nun hat Grossrat Haas seitens der FDP-Fraktion das Wort.

Adrian Haas, Berne (PLR). Eigentlich ist die Sache bereits gelaufen, und wir hinken – wie die «alte Fasnacht» – nur noch mit dem Gesetz hinterher. Wir haben in der Novembersession entschieden, die entsprechenden Beiträge, zusammen mit dem Messebonus, aus dem Budget zu streichen. Diese Beiträge sind gestrichen. Wir haben zudem mit einer überwiesenen Planungserklärung entschieden, dass wir diese Beiträge nicht mehr in der Finanzplanung haben wollen. Insofern hat sich die Sache erledigt, weil das Geld nicht mehr vorhanden ist. Umso mehr müssen wir das PMG nicht mehr verlängern. Finanzpolitisch ist es im Moment nicht angebracht, zusätzliche Ausgaben zu beschliessen. Einerseits wird immer über die Behinderten gejammert. Wenn wir andererseits an anderer Stelle auf Ausgaben verzichten wollen, ist es auch nicht recht. Die Volkswirtschaftsdirektion (VOL) sagt selber, dass die Wirkungen

dieser Vorlage kaum messbar seien. Man kann es wie Natalie Imboden ausdrücken und von einer «minimalen Förderung» sprechen. Es bestehen jedoch auch gewisse inhaltliche Vorbehalte, die gegen eine Subventionierung privater Wohnbaugenossenschaften sprechen. Es ist jedem unbenommen, zusammen mit anderen, eine solche Genossenschaft zu gründen und Wohnungsbau zu betreiben. Das ist in Ordnung, dagegen haben wir nichts einzuwenden. Wenn sich aber der Staat finanziell daran beteiligt, bedarf es einer besonderen Rechtfertigung in der Situation der entsprechenden Leute, die diese doch letztlich subventionierten Wohnungen bewohnen. Ansonsten entsteht eine Verteilungsungerechtigkeit, wobei ich nicht einsehe, weshalb der Meyer eine vergünstigte Wohnung bewohnen darf, hingegen der Müller nicht. Auch hier haben wir gewisse Vorbehalte.
Noch ein paar Worte zum Thema Wohnungsnot oder preisgünstiger Wohnungsbau: Wissen Sie, wie viel in der Stadt Bern eine Vierzimmerwohnung im Durchschnitt kostet? Diese Frage habe ich während des Mittagessens ein paar Kollegen gestellt. Geboten wurden Beträge zwischen 1800 und 2200 Franken. Nein, liebe Kolleginnen und Kollegen, in der Stadt Bern kostet eine durchschnittliche Vierzimmerwohnung 1400 Franken. Das ist eine Tatsache! Was die Wohnungsnot anbelangt, ist zu sagen, dass wir in der Stadt Bern natürlich einen geringen Leerwohnungsbestand haben. Dies ist schon seit 50 Jahren so, weil es attraktiv ist, in einem Zentrum zu wohnen. Deshalb ist die Nachfrage entsprechend gross. Besagter Leerwohnungsbestand wird sich wahrscheinlich auch während den kommenden 20 Jahren nicht verändern. Natürlich ist es wichtig, dass mehr Wohnungen gebaut werden, dass innerhalb der Zentren eine Verdichtung stattfindet und dass zusätzliches Bauland für den Wohnungsbau ausgeschieden wird. Dies bringt viel mehr als solche Bagatellsubventionen. Noch etwas zur Gesetzesvorlage: Es wäre schön, für einmal ein befristetes Gesetz nicht dazu zu verwenden, die Frist zu verlängern. Ansonsten werden wir, wenn es um befristete Gesetze geht, langsam unglaubwürdig. Noch eine Bemerkung zum Antrag von Kollega Aebersold: Gesetzt den Fall, der Grosse Rat tritt auf das Gesetz ein, kommt dieser Antrag einer Rückweisung an die Kommission gleich. Wir könnten den Antrag Aebersold nicht beraten, zumal in der Kommission keine Detailberatung zum Gesetz durchgeführt wurde. Die FDP-Fraktion spricht sich für Nichteintreten aus.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Vor der Entscheidung über das Eintreten erachtet es die EVP-Fraktion für notwendig und richtig, hinzuschauen, worauf wir eigentlich eintreten wollen. Die Thematik der Wohnbauförderung war in letzter Zeit gerade in der Stadt Bern aktuell. Bei einem genauen Blick in die Gesetzesvorlage stellt die EVP folgendes fest – und dies weicht etwas von den Ansichten meines Vorredners ab: Unseres Erachtens handelt es sich nicht um ein Subventionsgesetz. Zudem führt der Kanton keinen eigenen Wohnungsbau. Aus Sicht der EVP enthält das Gesetz auch keine Steuererleichterungen wie wir sie zum Beispiel beim privaten Wohnungsbau finden. Dort bestehen verschiedene Möglichkeiten, um im Bereich des Unterhalts, Steuerabzüge vorzunehmen. Im privaten Bereich sind Steuererleichterungen möglich. Die EVP stellt fest, dass es sich um ein reines Beratungsgesetz handelt. Es setzt dort an, wo die Organisationen des Wohnungsbaus ihre Konzepte aktualisieren müssen. Es setzt bei der Raum- und Stadtentwicklung an und hat sich gerade in Gebieten bewährt, wo ein Entwicklungsschub kleinerer oder überalterter Genossenschaften notwendig ist. Das Gesetz leistet in diesem Bereich einen Beitrag an die Siedlungsentwicklung. In diesem Sinn ist der Bedarf eben ausgewiesen. Das bisherige Zeitfenster war schlichtweg zu kurz, damit das Gesetz seine volle Wirkung entfalten konnte. Aus diesem Grund spricht sich die EVP für Eintreten und für eine Fortführung des PMG aus.

Le président. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Aebersold das Wort.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Wohnen geht uns alle an. Für viele Leute macht der Mietzins ein beträchtlicher Anteil des Einkommens aus. Deshalb verstehe ich die vorangegangenen Voten zum Teil nicht ganz. Peter Brand ist nicht mehr im Saal – er hat von einem Ablaufdatum gesprochen. Soviel ich weiss, hat man die Jodtabletten auch über das Ablaufdatum hinaus benutzt. Wenn etwas nützlich ist, spricht folglich nichts dagegen. Zudem besteht die Möglichkeit einer Verlängerung. Adrian Haas hat die Gesetzesvorlage mit der alten Fasnacht verglich. Wenngleich man im November eine falsche Entscheidung getroffen hat, besteht jetzt die Möglichkeit, darauf zurück zu kommen. Dies machen wir Ihnen sehr beliebt. Ein Wort zur Miete bzw. zur Durchschnitts- und Marktmiete: Adrian Haas, ich kenne viele Leute, die an einer Vierzimmerwohnung für 1400 Franken interessiert sind. Ich wäre sehr froh, wenn du solche Wohnungen entsprechend vermitteln könntest! Bekanntlich werden in den Ausschreibungen von Mietwohnungen ganz andere Beträge verlangt. Dieser Vergleich hinkt also! Kurz ein paar Fakten: Wie bereits erwähnt, gibt es in den Agglomerationen, aber auch im Raum Interlaken, zu wenige Wohnungen. Dies sind Fakten. Insofern nutzt es nichts, im Trub oder in Trubschachen leer stehende Häuser zu haben. Auf den Wirtschaftsfaktor Wohnen komme ich noch zurück. Die Mieten sind im letzten Jahr im Kanton Bern um 2,6 Prozent angestiegen. Dieser Anstieg liegt – im Vergleich zu den anderen Preiserhöhungen – über dem Durchschnitt.
Ein weiterer Fakt besteht darin, dass man mit dem PMG Erfolge erreicht hat. Klar, es handelt sich um kleine Erfolge in Biel und Bern, aber auch in den Gemeinden Bolligen, Wichtrach, Moosseedorf, Wynigen und Leuzigen. Dabei geht es um Beratungen und einen Know-how-Transfer, wovon vor allem kleinere Gemeinden stark profitiert haben, ganz nach dem Ausspruch «Kleinvieh macht auch Mist». Dies dürfte auch auf diesen Bereich zutreffen. Ich bin zudem klar der Meinung, dass der Regionalverband Bern-Solothurn der gemeinnützigen Wohnbauträger einerseits in der Kommission, aber auch mit seinem Schreiben an unseren Rat klar dargelegt hat, dass das PMG mit einem kleinen Aufwand etwas bringt. In den Unterlagen ist von Investitionen im Betrag von 850 000 Franken die Rede, welche rund 280 Mio. Franken ausgelöst haben. Jeder Unternehmer und jede Unternehmerin in diesem Saal müsste der Gesetzesänderung allein aus dem Grund zustimmen, dass wir Investitionen auslösen! Hinzu kommt, dass die Wohnbauförde-

rung einer verfassungsrechtlichen Forderung entspricht. Auch der Bund und andere Kantone wie beispielsweise Zürich betreiben Wohnbauförderung. Im Kanton Zürich ist die Förderung genossenschaftlichen Wohnungsbaus kein politisches Hickhack. Insbesondere setzen sich dort FDP-Leute an vorderster Front dafür ein. Dass das PMG aus rein ideologischen Gründen abgelehnt wird bzw. dass Sie nicht auf dieses eintreten wollen, ist bedauerlich. Wir sind klar der Meinung, dass dreieinhalb Jahre zu kurz sind, um eine vollständige Evaluation der Auswirkungen zu erhalten. Unseres Erachtens ist ein beachtlicher Leistungsausweis vorhanden, zumal wir die Auswirkungen des PMG als klar positiv, mit steigendem Trend, werten. Ich nenne Ihnen die entsprechenden Zahlen. In Wynigen wurden 22 Alters- und Familienwohnungen bezogen und in Leuzigen 11 Wohnungen. In Innertkirchen und in Münsingen wurden Gespräche geführt. Insofern trifft es nicht zu, dass es nur um die zentrumsbezogene Wohnbauförderung gehe.

Zum Vorwurf von Seiten der SVP, wonach das Gesetz in der Stadt und in den Agglomerationen nichts bringe, muss ich sagen, dass Sie über ein Gesetz froh sein sollten, welches seinen Nutzen auch in den Regionen entfaltet. Ich verstehe Ihre Vorbehalte nicht! Immerhin sprechen wir über 2300 Wohnungen, welche in irgendeiner Form durch das PMG betroffen waren. Ich komme auf den wirtschaftlichen Aspekt zu sprechen: Wir haben im Kanton Bern das Problem, zwar gute Arbeitsplätze zu haben. Diese werden aber zu einem grossen Teil von Pendlerinnen und Pendlern abgedeckt. Sie kommen am Morgen in den Kanton Bern und verlassen diesen am Abend wieder, um ihre Steuern dann in den Kantonen Freiburg oder Solothurn zu bezahlen. Weshalb ist dem so? Der Grund besteht darin, dass es bei uns zu wenige günstige Wohnungen gibt. Als Kanton kann es nur in unserem Interesse liegen, die Wohnbauförderung auch mit gewissen kleinen Massnahmen – ich möchte wesentlich mehr von diesen haben – zu unterstützen.

Es geht übrigens nicht darum, irgendjemanden zu subventionieren. Kurzfristig werden die Wohnungen nicht günstiger, sondern längerfristig. Dies, weil das Kapital verwendet wird, um es wiederum in die Liegenschaft zu investieren, sodass niemand einen Kapitalgewinn erhält. Jeder und jede hat die Möglichkeit, mitzumachen. Den ganzen Wohnungsmarkt etwas «enthitzen» zu können, bringt allen etwas, vorab dem Kanton selber. Um nochmals auf die «alte Fasnacht» zurückzukommen, Adrian Haas: Wir haben diese Entscheidung im November vor dem Hintergrund eines riesigen Defizits getroffen. Inzwischen wissen wir alle, dass es anders herausgekommen ist. Nun liegen andere Zahlen vor. Wir wollen die beschlossenen Massnahmen nicht in allen Bereichen rückgängig machen, aber gehen Sie bitte betreffend den Bereich Wohnen über die Bücher! Überlegen Sie sich, auf die vorliegende Gesetzesänderung einzutreten und dieser eine Chance zu geben!

Somit komme ich zu meinem Antrag: Sollten sich auf allen Seiten genügend Leute finden, um nochmals über das Anliegen nachdenken und Eintreten beschliessen zu wollen, geht es mir darum, dass der Antrag zumindest nochmals an die Kommission zur Diskussion zurückgegeben wird. Adrian Haas, es geht nicht um ein 1000-seitiges Gesetz! Nun nenne ich deinen Namen bereits zum dritten Mal! Ich mache richtiggehend Wahlreklame für dich! Treten Sie auf das Gesetz ein und wischen Sie es nicht mit einem Knopfdruck vom Tisch. Geben Sie der Wohnbauförderung in diesem Kanton eine Chance! Ich bitte Sie, darauf einzutreten und es mit dem Punkt der Befristung wieder in die Kommission zu geben. Die entsprechende Sitzung dürfte innert zwei Stunden erledigt sein, zumal wir nicht nochmals bei Adam und Eva mit der Argumentation beginnen müssten. Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die Mehrheitsverhältnisse sind klar. Wir werden gleich zur Abstimmung schreiten und das Eintreten ablehnen. Ich habe während den letzten vier Jahren schon ein paar Male mit Peter Brand und Adrian Haas zum Thema geförderter Wohnungsbau die Klingen gekreuzt. Heute bin ich ganz friedlich gestimmt. Dies hängt vielleicht etwas damit zusammen, dass ich während der Mittagspause die Sonne genossen habe. Ich möchte nur zwei ordnungspolitische Grundsatzfragen ansprechen. Dies, um aufzuzeigen, dass man der Gesetzesänderung durchaus zustimmen kann, ohne der links-grünen Seite dieses Parlaments anzugehören. Zur ersten Grundsatzfrage: Funktioniert der Wohnungsmarkt? Diese Frage wurde gestellt. Seitens der glp-CVP-Fraktion erscheint es uns als eindeutig, dass es im Kanton Bern verschiedene Gebiete gibt, wo dies nicht der Fall ist. Das Wichtigste ist der von rund 400 000 Leuten bewohnte Grossraum Bern. Dies entspricht vier Zehnteln der Kantonsbevölkerung. In diesem Bereich haben wir ein grosses Problem. Die zweite Grundsatzfrage ist folgende: Hat das vorliegende, doch sehr bescheidene Gesetz funktioniert? Hat es eine gewisse Wirkung entfaltet? Die glp-CVP-Fraktion ist der Meinung, dass dies erwiesen ist, wenngleich die Wirkung auch nicht enorm gross ausgefallen ist. Ökonomisch gesprochen, kann man natürlich immer behaupten, es handle sich nur um Mitnahmeeffekte und dass die entsprechenden Wohnungen auch ohne das Gesetz entstanden wären. Unseres Erachtens hat das PMG mit den investierten, bescheidenen Mitteln seinen Zweck erfüllt. Insofern beantworten wir diese beiden Grundsatzfragen mit einem Ja und unterstützen das Eintreten aus den genannten Gründen. Noch ein Wort: Sicher lesen Sie – wie ich auch – oft Zeitung im Rat. Wenn ich über den bernischen Tellerrand hinausblicke und sehe – dies wurde von meinem Vorredner erwähnt – wie in der Stadt Zürich parteiübergreifend mit der FDP und den Grünliberalen zusammen gearbeitet wird, weil eingesehen wird, dass es sich um ein Interesse der Stadt und des Kantons handelt, wenn als standortpolitischer Faktor erkannt wird, dass die Leute besser im eigenen Kanton wohnen und wenn ich höre, was Adrian Haas uns mit seiner Süffisanz vorrechnet, wünschte ich manchmal, ich wäre ein Zürcher! *(Hilarité)*

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). *(Le président agite sa cloche.)* Eine Vorbemerkung: Frau Imboden hat unser Parteimitglied Nationalrat Lorenz Hess zitiert, der sich für Wohnbaugenossenschaften stark macht. Das ist richtig – die BDP hat nichts gegen Wohnbaugenossenschaften! Nicht auf die vorliegende Gesetzesänderung eintreten zu wollen, steht in keinerlei Widerspruch dazu. Ich kann mich in den meisten Aussagen den Fraktionssprechern der FDP und der SVP anschliessen. Wir haben unsere Sichtweise bereits im Rahmen der Vernehmlassung bekannt gegeben:

Dass wir im Jahr 2010 diesem Gesetz – es wurde hier mit 75 zu 74 Stimmen knapp, als Zufallsentscheid, angenommen – zugestimmt haben, beruht auf der Versprechung, dass es befristet ist. Jetzt will man dieses Versprechen anscheinend nicht einhalten, indem man das Gesetz verlängert. Wenn bereits zu Beginn klar gewesen wäre, dass das PMG ein bleibendes Gesetz werden soll, wäre es bestimmt nicht mit 75 zu 74 Stimmen angenommen worden. Das Resultat wäre wohl so ausgefallen, dass das Gesetz heute nicht mehr zur Diskussion stünde. Wir sind auch der Meinung, dass kein Marktversagen besteht, wie von meinen Vorrednern wiederholt wurde. Gesagt wird, dass in der Stadt Bern zu wenige Wohnungen vorhanden seien. Allerdings wurden mit dem vorliegenden Gesetz vor allem Wohnbauten auf dem Land gefördert. Hier besteht meines Erachtens ein Widerspruch. Zudem wollen wir weiterhin keine neuen Staatsaufgaben. Wir gehen auch davon aus, dass ohne das Gesetz keine einzige der ins Feld geführten Wohnungen nicht gebaut worden wäre. Dies, weil eben kein Marktversagen besteht. Wir haben – wie gesagt – kein Interesse an einer weiteren Befristung. Deshalb werden wir ebenfalls den Eventualantrag ablehnen. Die BDP spricht sich einstimmig für Nichteintreten aus.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten. Das Wort hat Grossrat Mentha.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich gebe mich keiner Illusion hin. Es geht um die Eintretensdebatte zur Frage, ob wir ein Gesetz weiterführen können, welches den gemeinnützigen Wohnungsbau unterstützt. Ich bin ans Rednerpult getreten, um Sie darauf hinzuweisen, dass die in unserem Kanton vorhandenen Trends in eine bestimmte Richtung weisen. Also dürften wir uns heute vermutlich nicht zum letzten Mal mit dem Thema des gemeinnützigen Wohnungsbaus befassen. Deshalb erlaube ich mir, ein paar Bemerkungen zu machen. Ich beginne bei der Kantonsverfassung (KV). Es trifft nicht zu, dass wir im luftleeren Raum miteinander diskutieren, sondern gestützt auf einen Verfassungsartikel. Die KV besagt, dass im Kanton Bern alle zu tragbaren Bedingungen sollen wohnen können. Diesen Aspekt müssen wir im Auge behalten. Der gemeinnützige Wohnungsbau ist ein wichtiges Instrument, um dieses Verfassungsziel zu erreichen. Die Bauträger können zwar nicht günstiger bauen. Im Unterschied zu renditenorientierten Unternehmungen ziehen sie, wenn überhaupt, nur eine sehr bescheidene Rendite aus den Liegenschaften. Das Meiste wird reinvestiert. Langfristig – und dies ist empirisch bewiesen – entwickelt sich das Mietzinsniveau um 20 Prozent günstiger, als dies auf dem normalen, freien Markt möglich ist. Das Problem besteht nicht nur in der Stadt, sondern bereits ebenso in den Agglomerationen. Die Gemeinde Köniz weist einen sehr kleinen Leerwohnungsbestand auf, sodass wir eigentlich eine Wohnungsnot haben. Wenn dort gemeinnützige Wohnbauträger agieren, erzielen sie einen gewissen dämpfenden Effekt auf den Gesamtmarkt. Dies, weil sich die anderen ebenfalls ein Stück weit in Richtung des von den gemeinnützigen Wohnbauträgern vorgeschlagenen Mietzinsniveaus bewegen müssen. Das PMG selber postuliert und ermöglicht eigentlich nur eine Beratung oder Unterstützung. Es handelt sich dabei um die mildestmögliche staatliche Intervention, wenngleich deutlich schärfere Möglichkeiten bestehen. So können die Gemeinden beispielsweise in ihren Bauvorschriften vorgeben, dass ein gewisser Anteil an Wohnungen gemeinnützig erbaut werden muss. Wir befinden uns also in der mildestmöglichen Form der Intervention. Deshalb müsste es möglich sein, uns auf diese zu einigen.
Die Mieter stehen unter Druck. Persönlich teile ich die Auffassung von Heinz Siegenthaler nicht. Zurzeit haben wir in gewissen Teilen des Kantons ein Marktversagen, von welchem der Mittelstand betroffen ist. Der Trend geht eindeutig in die Richtung, dass es so weitergehen wird. Es ist müssig, heute über Durchschnittswerte und Momentaufnahmen zu sprechen, ganz abgesehen davon, dass diese auf dem Markt nicht verfügbar sind. *(Le président agite sa cloche.)* Adrian Haas hat das Gegenteil behauptet. Wir müssen den Trend beachten. Dieser weist in die Richtung, dass wir von dieser Problematik zunehmend erfasst werden. Gouverner heisst nun einmal auch prévoir. Wir sollten nicht weiter zuwarten. Dieser Trend wird durch ein zusätzliches Element verstärkt, nämlich unsere Absicht, im Raumplanungsrecht die Bautätigkeit nicht einfach in die Landschaft ausufern zu lassen, sondern diese im Interesse unserer Grünräume und des Landwirtschaftslands einzudämmen. Es geht nicht darum, dem Wohnungsmarkt eine freie Wildbahn zu überlassen, sondern eine starke Kanalisierung vorzunehmen. Diese unserer aller politische Absicht wird natürlich Druck auf die Mieten ausüben.
Das Lämpchen meines Mikrofons blinkt, so dass ich zum Schluss kommen muss. Wirtschaftsprofessor Aymo Brunetti hat anlässlich seines Vortags von heute Mittag eben solche Risiken beschrieben. Diesen zufolge werden die Immobilienkrise und das Inflationsrisiko plötzlich zu grossen Problemen auf dem Immobilienmarkt führen. Aus meiner Sicht handelt es sich nicht um ein Thema von links und rechts. *(Le président demande à l'orateur de conclure.)* Zurzeit ist es aber in unserem Rat ein Thema von links und rechts. In den Kantonen Zürich, Basel, Zug und Genf besteht eine parteiübergreifende Einigkeit, dass gehandelt werden muss. Es geht um ein Grundbedürfnis der Bevölkerung. Deshalb hoffe ich, dass wir zu einem späteren Zeitpunkt konstruktiver miteinander sprechen können.

Reto Müller, Langenthal (PS). Ich möchte nicht dort beginnen und wiederholen, was alle anderen gesagt haben, nämlich dass es sowieso keinen Sinn mache. Aus ökonomischen Gründen möchte ich wirklich dafür plädieren, auf die Gesetzesvorlage einzutreten. «Dichtestress» wird wahrscheinlich das nächste zu kürende Unwort sein. Das ist nicht meine Erfindung, Ihre wohl auch nicht. Wenn in der Schweiz schon von Dichtestress die Rede ist – und auf diese Idee ist nur eine Partei für eine im Februar stattgefundene Abstimmung gekommen – muss man wahrscheinlich zum Schluss kommen, dass auch im Kanton Bern irgendein Stress im Bereich Wohnen und Zusammenleben existiert. In den Städten und Agglomerationen ist bezahlbarer Wohnraum – wie mehrfach darauf hingewiesen wurde – effektiv rar. Man kann zwar etwas anderes behaupten, das ändert die Tatsachen aber nicht. Nach der Einführung des PMG – und dies wurde ebenfalls mehrfach erwähnt – konnte mit einfacher Unterstützung in den vergangenen drei Jahren mit 865 000 Franken ein Bauvolumen von 280 Mio. Franken

ausgelöst werden! Dies entspricht einem Faktor 323! Jeder vom Staat investierte Franken hat notabene beim Baugewerbe 323 Franken ausgelöst! Sie wollen nicht mehr auf das Gesetz eintreten. Wenn wir diese durch eine staatliche Unterstützung ausgelöste Hebelwirkung überall im Gewerbe des Kantons Bern hätten, würden wir nicht über das Eintreten auf ein entsprechendes Gesetz diskutieren. In diesem Fall haben Sie offenbar den Eindruck, dass PMG sei ein «linkes Gesetz» von irgendwelcher Wohnbauförderung, weshalb man nicht darauf eintreten soll. Ich stelle mir eher die Frage, wer von uns tatsächlich das Baugewerbe unterstützt bzw. dieses während den letzten drei Jahren mit einer grossen Hebelwirkung gefördert hat. Es ist bedenklich, wenn Sie sagen, das hätten wir nicht nötig.
Klar, inzwischen konnten in der Staat Biel sowie in kleineren Gemeinden gewisse Wohnbauprojekte bei kleineren und mittleren Genossenschaften gefördert werden. Diese können die Projektkosten von Anfang an nicht tragen. Trotzdem ist es immer wieder ein für alle ausgelöstes Volumen. Insbesondere konnten Bauformen für gemischtes Alterswohnen realisiert werden. Dieses sollte doch für alle Gemeinden von Interesse sein. Mit der Abschaffung dieses Gesetzes steigt der Druck auf die günstigen Wohnungen in Zukunft stetig an. Dass dieser Druck vorhanden ist, sieht auch der Bundesrat ein. Im nationalen Kontext gibt es flankierende Massnahmen. Zumal Sie das Gesetz wieder versenken wollen, sagen wir im Kanton Bern wahrscheinlich, dass eine Wohnbauförderung nicht nötig ist. Ohne das PMG steht der Kanton Bern aber auch im nationalen Kontext relativ alleine da. Luc Mentha hat Ihnen vorhin die Kantone aufgezählt, welche ebenfalls eine Wohnbauförderung im Gesetz haben. Nicht nur die gemeinnützigen Bauträger, sondern auch die kleinen, oft im Nebenamt geführten Gemeinden können bei einer Einstellung des PMG nicht mehr auf die Beratungs- und Vernetzungstätigkeit der Förderstelle zählen. Sie werden alleine sein und selber schauen müssen, wie sie – ohne eine Vernetzung und das entsprechende Wissen – die Projekte realisieren können. Für Leute, die Mitglied einer Exekutive einer kleineren Gemeinden sind – Peter Brand war es leider nur bis ins Jahr 2002 – ist es wirklich wichtig, diese Unterstützung weiterhin anbieten zu können. Das ist gut, du schreibst es auf deiner Homepage. Die Mehrheit der Ratsmitglieder kommt aus solchen kleineren Gemeinden. Deshalb sollten Sie beachten, dass die Seniorinnen und Senioren mit entsprechenden Projekten aus den Häusern kommen, damit diese von jungen Familien mit Kindern bewohnt werden, sodass diese in den Dörfern bleiben können. Genau solche Projekte werden mit dem PMG gefördert. Wie die in Wynigen realisierten Projekte exemplarisch aufzeigen, ist es sehr wirkungsvoll! Machen wir altersgemischte Wohnformen! Deshalb bitte ich Sie zu bedenken, dass Sie den kleineren Gemeinden mit einer Abschaffung des PMG einen Bärendienst erweisen. Für das Baugewerbe gilt dies ohnehin. *(Le président demande à l'orateur de conclure.)* Treten Sie auf das Gesetz ein! Nehmen Sie heute zumindest dessen Verlängerung an! Ich möchte noch etwas richtig stellen, was von Adrian gesagt wurde. Er kommt heute oft in den Voten vor. Adrian Haas hat gesagt, der Meyer wohne in einer günstigen Wohnung und der Müller nicht. Diesbezüglich möchte ich richtig stellen, dass der Meyer in einem schönen Haus in Roggwil wohnt, der Müller aber in einer verhältnismässig günstigen Wohnung in Langenthal. *(Hilarité)*

Le président. Es gibt heute auch für Langenthal keine Verlängerung! *(Hilarité).* Wünscht die Kommissionspräsidentin nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Um es klar zu stellen: Der Rickenbacher bewohnt eine Fünfeinhalbzimmerwohnung in einem Zweifamilienhaus *(hilarité)*. Herr Grossratspräsident, werte Grossratsmitglieder, ich danke Ihnen für die Debatte. Der Regierungsrat ist klar der Meinung, dass das vorliegende Gesetz über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots (PMG) weiterzuführen ist. Ich erläutere Ihnen gerne die Gründe, welche den Regierungsrat zu dieser Haltung gebracht haben. Kurz gesagt sind Wohnen und Wohnbaupolitik wieder Themen auf der politischen Agenda. *(Le président agite sa cloche.)* Aus diesem Grund wäre es falsch, auf ein bewährtes und effizientes Instrument, welches geschaffen wurde, zu verzichten. Der Wohnraum ist sowohl in den Agglomerationen als auch in gewissen ländlichen Gebieten und in den Städten rar und teuer geworden. Weshalb wurde das PMG im Jahr 2006 eingeführt? Diesbezüglich gilt es Rückschau zu halten, zumal in der Debatte nicht alles korrekt wiedergegeben wurde. Das PMG, werte Grossratsmitglieder, war die politische Antwort auf die vom Mieterinnen- und Mieterverband des Kantons Bern (MV) mit gültigen Unterschriften eingereichte Volksinitiative «Günstig wohnen». Der Grosse Rat hat der Volksinitiative in Form des PMG einen indirekten Gegenvorschlag gegenübergestellt. Im Rahmen der Beratungen hat er sich für eine Befristung auf vier Jahre entschieden. Weshalb hat sich der Grosse Rat für diese Befristung entschieden? Dass es sich – wie von Grossrat Siegenthaler erwähnt – um ein Versprechen gehandelt hat, trifft nicht zu. Der Grosse Rat hat sich damals dafür ausgesprochen, den Bedarf und den Nutzen innerhalb von vier Jahren ab Inkraftsetzung des Gesetzes abklären zu lassen. Bevor der Grosse Rat über die Weiterführung des Gesetzes bzw. darüber, ob dessen Wirkungen gut waren oder nicht, befindet, soll der Regierungsrat zuerst analysieren, ob das Gesetz seine Wirkungen entfaltet hat. Heute stellt der Regierungsrat fest, dass sich das PMG bewährt hat. Aus diesem Grund ist er der Meinung, dass das Gesetz ohne Befristung weitergeführt werden soll.
Welche Bilanz können wir nach bereits drei Jahren – also nicht nach vier Jahren – ziehen? Wir haben bis Ende 2013 insgesamt 34 Projekte im Betrag von 865 000 Franken unterstützt *(Le président agite sa cloche.)* Die unterstützten Projekte betreffen 2300 Wohnungen und ein Bauvolumen von 280 Mio. Franken. Insofern sehen Sie die Hebelwirkung dieses Gesetzes. Wir haben Projekte im ganzen Kantonsgebiet unterstützt, namentlich in den Gemeinden Bern, Biel und Bolligen, aber – um ein paar weitere Beispiele zu nennen – auch in Leuzigen, Meikrich, Thun, Wynau und Zollikofen. Wir haben Machbarkeitsstudien und Vorprojekte unterstützt. Dabei ging es sowohl um Sanierungen bestehender Genossenschaftswohnungen als auch um Neubauten. Kleine und mittlere Wohnbaugenossenschaften standen dabei im Fokus unserer Arbeit. Werte Grossratsmitglieder, wichtig zu beachten ist, dass die Förderung des PMG in einer sehr

frühen Projektphase greift. Dies ist dann der Fall, wenn die Risikobereitschaft für Neues und die Finanzierungsmöglichkeiten des Marktes noch nicht vorhanden sind, wenn noch keine Bank oder keine Versicherung eine Hypothek für ein Vorprojekt gewährt und wenn eine Wohnbaugenossenschaft auf die Unterstützung Dritter angewiesen ist. Aus diesem Grund entfalten diese Projekte eine relativ grosse Hebelwirkung.
Der Kanton hat über die Leistungsvereinbarung mit der Fachstelle «Förderung gemeinnütziger Wohnungsbau» einen schlanken und kostengünstigen Vollzug. In der Verwaltung – und dies war mein persönliches Versprechen hier im Ratssaal, Herr Grossrat Siegenthaler – wurden keine Stellen für die Umsetzung dieses Gesetzes geschaffen. Dies entspricht einem expliziten Wunsch des Grossen Rates, den wir umgesetzt haben. Die Förderstelle hat über die eigentlichen Förderprojekte hinaus insbesondere für die Gemeinden eine gezielte Informationsarbeit geleistet. Die Rückmeldungen aus Ihren Gemeinden aus dem ganzen Kantonsgebiet an die Förderstelle sind klar so ausgefallen, dass die durch die Förderstelle geleistete Informationsarbeit sehr geschätzt wird und zu vielen Projekten einen positiven Beitrag geleistet hat.
Weshalb sieht der Regierungsrat weiterhin einen Bedarf für dieses Gesetz? Für Familien, aber auch für Einzelpersonen mit tiefem Einkommen, ist es in vielen Gebieten unseres Kantons schwierig geworden, eine angemessene Wohnung zu finden. Im vergangenen Jahr hat die Leerwohnungsziffer in der Stadt Bern zum Beispiel 0,39 Prozent betragen. In Thun waren es sogar nur 0,11 Prozent. In Biel war der Leerwohnungsstand etwas höher. Allerdings ist es dort wegen des sehr hohen Sanierungsbedarfs schwierig, eine Wohnung zu finden. Aber: Es werden auch Projekte in ländlichen Regionen unterstützt, da oftmals keine bedarfsgerechten Wohnungen bestehen. Die Lage auf dem Wohnungsmarkt hat sich verschärft. Der Bedarf für dieses Gesetz ist nach wie vor klar nachgewiesen. Die öffentliche Hand – dazu gehören die Gemeinden, der Bund, aber auch der Kanton – hat eine Verantwortung. In der Debatte wurde bereits erwähnt, dass Sie einen Verfassungsauftrag für die Wohnbaupolitik in diesem Kanton haben. Deshalb ist der Regierungsrat klar der Meinung, dass das Gesetz weiter zu führen ist.
Abschliessend zieht der Regierungsrat das folgende Fazit: Das PMG entspricht einem klar ausgewiesenen Bedarf. Es löst mit einem kleinen finanziellen, sehr effizienten Aufwand eine gute Wirkung aus. Das PMG schliesst inhaltlich eine Lücke zwischen den raumplanerischen Elementen auf Gemeindeebene einerseits und den Finanzierungsinstrumenten des Bundes, der Privatwirtschaft, der Banken und Versicherungen anderseits. Aus diesem Grund ist das PMG aus meiner Sicht das falsche Objekt, um eine ideologische Grundsatzdiskussion zu führen. Es handelt sich nämlich um ein effizientes, pragmatisches Instrument, welches gezielt dort ansetzt, wo es notwendig ist. Wie die dreijährigen Erfahrungen zeigen, vermag es eine grosse Hebelwirkung zu entfalten. Das PMG ist wichtig für die Städte, zumal in diesen zum Teil eine Wohnungsnot herrscht. Wie wir gesehen haben – und dies hat mich persönlich überrascht – ist es ebenso für ländliche Regionen wichtig. Denn in den ländlichen Regionen bestehen zum Teil nicht diejenigen Wohnungen, die es wirklich braucht. Aus diesem Grund lädt Sie der Regierungsrat ein, auf die Gesetzesänderung einzutreten.

Le président. Wir schreiten zur Abstimmung. Wer auf dieses Gesetz eintreten will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote (entrée en matière)

Décision du Grand Conseil :
Refus d'entrer en matière

Oui	59
Non	81
Abstentions	4

Le président. Sie haben das Eintreten auf das Gesetz abgelehnt. Somit ist dieses Geschäft bereinigt.

Affaire 2014.0046

Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination d'Interlaken-Jungfrau-Haslital pour la prospection du marché ; crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 6, ACE 43/2014

Le président. Wir behandeln nun drei Kreditgeschäfte der Finanzkommission. Wünscht der Kommissionssprecher das Wort? – Das ist nicht der Fall. Gibt es zu einem dieser Geschäfte Wortmeldungen aus dem Plenum? – Das ist nicht der Fall. Somit schreiten wir zur Abstimmung.

Vote

Décision du Grand Conseil
Adoption

Oui	137
Non	0
Abstentions	1

Le président. Sie haben das Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2014.0044

Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination de Berne pour la prospection du marché ; crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 6, ACE 36/2014

Le président. Auch hier handelt es sich um einen mehrjährigen Verpflichtungskredit als Objektkredit. Wer diesem zustimmt, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	139
Non	0
Abstentions	1

Le président. Sie haben auch dieses Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2014.0045

Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché ; crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 6, ACE 42/2014

Le président. Hier handelt es sich ebenfalls um einen mehrjährigen Verpflichtungskredit als Objektkredit. Wer diesem Begehren zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	138
Non	0
Abstentions	2

Le président. Sie haben das Kreditgeschäft ebenfalls genehmigt.

Affaire 2014.0075

N° de l'intervention:	031-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.01.2014
Déposée par:	Bärtschi (Lützelflüh, UDC) (porte-parole) Burren (Lanzenhäusern, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014
N° d'ACE:	237/2014 du 26 février 2014
Direction:	ECO

Réorganisation de l'Office des forêts

Les régions de l'Emmental et de Schwarzenbourg-Gantrisch doivent être prises en compte conformément à leur importance dans la réorganisation de l'OFOR.
Développement
La Direction de l'économie publique travaille actuellement à la réorganisation de l'Office des forêts OFOR.
Comme des changements sont également en préparation à la tête de l'Office, il y a lieu de s'en féliciter. Il est réjouissant également que le Conseil-exécutif entende associer les propriétaires forestiers bernois aux décisions à ce sujet.
La question de la fusion éventuelle des huit divisions forestières est en revanche une cause d'inquiétude.
En ma qualité de propriétaire forestier et de membre de l'association des propriétaires forestiers bernois, j'estime qu'il est important que l'OFOR puisse travailler efficacement, aussi important que son ancrage régional.
La région de l'Emmental et celle de Schwarzenbourg-Gantrisch comptent parmi les régions forestières les plus fortes du canton. Les forêts de l'Emmental sont même celles d'Europe qui ont les plus grandes réserves de bois.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Ce dernier dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. C'est lui qui décide en dernier ressort.
La motion demande que la réorganisation de l'Office des forêts (OFOR) tienne compte de l'importance forestière des régions de l'Emmental et de Schwarzenbourg-Gantrisch. Les motionnaires justifient leur demande en invoquant la richesse forestière et les réserves de bois importantes de ces régions.
Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires selon lequel l'organisation forestière cantonale doit être efficace, proche des citoyens et conçue de manière à répondre aux exigences particulières des diverses régions du canton. La réorganisation décidée entre-temps doit précisément renforcer l'OFOR sur ces points:

- Structures en fonction des espaces naturels: à la mi-2015, les huit divisions forestières actuelles seront regroupées en quatre divisions correspondant à des espaces naturels significatifs sur le plan forestier. Chaque division forestière se concentrera sur les particularités de l'une des quatre régions: Alpes, Préalpes, Mittelland et Jura bernois. Actuellement les divisions forestières 4 (Emmental) et 5 (Berne-Gantrisch) sont responsables des régions visées par les motionnaires. Elles disposent chacune d'environ trois postes à plein temps (sans compter les forestiers de triage). Ces deux divisions seront regroupées pour former la région des Préalpes. A l'avenir, une équipe formée de six à sept collaborateurs gèrera les défis forestiers de cette région. Il en résultera une spécialisation plus pointue des collaborateurs, qui seront à même d'assumer des tâches plus nombreuses et plus complexes.
- Ancrage régional des triages forestiers: l'Office des forêts assume actuellement les tâches cantonales et conseille les propriétaires de forêt sur l'ensemble du territoire cantonal grâce à 43 triages cantonaux et 56 triages communaux. Le service externe des forestiers de triage n'est pas touché par la réorganisation au niveau des divisions. L'organisation des triages, efficace et proche des citoyens, demeure en principe inchangée, ce qui permet de maintenir le contact entre forestiers et propriétaires de forêts. Ces derniers profiteront en même temps d'une organisation plus simple du service forestier.

Les sites prévus pour les divisions forestières sont le château de Wimmis (Alpes) et Tavannes (Jura bernois), ainsi que vraisemblablement Schwand Münsingen (Préalpes) et Rütti Zollikofen (Mittelland). L'objectif est de concentrer ces divisions sur des sites existants de la Direction de l'économie publique. Dans l'optique de restreindre au mieux le coût du regroupement des locaux, la priorité définie au vu des études réalisées consiste à densifier les locaux existants. La phase de réalisation prévoit une étude détaillée accompagnée d'une estimation des coûts.
La décision concernant l'organisation de l'OFOR est basée sur l'analyse détaillée entreprise par la Direction de l'économie publique en 2012 et à laquelle les principaux groupes d'interlocuteurs étaient associés.
En ce sens, le Conseil-exécutif considère que les demandes formulées par les motionnaires sont remplies. Il propose donc l'adoption de la motion et son classement.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption et classement

Le président. Wir kommen zur Motion Bärtschi «Reorganisation KAWA». Die Regierung akzeptiert diese Motion, beantragt aber gleichzeitig deren Abschreibung. Grossrat Bärtschi bestreitet die Abschreibung.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Ich begrüsse den Zusammenschluss der Waldabteilungen ausdrücklich. Ich danke dem Regierungsrat dafür, dass er diesen schon längst nötigen Schritt macht. Allerdings kritisiere diese Entscheidung, weil gewisse Waldabteilungen in einen verkehrstechnisch sehr schwierigen Raum verlegt werden. Sollte zum Beispiel die Abteilung Emmental-Schwarzenburgerland nach Münsingen transferiert werden, wäre dort gemäss meinen Informationen in der landwirtschaftlichen Schule kein Platz vorhanden. Hinzu kommt, dass sich diese Schule nicht mehr im Eigentum des Kantons Bern befindet. Selbst wenn genügend Platz vorhanden wäre, müsste sich der Kanton einmieten. Auf der Rüti besteht ein ähnliches Problem. Dort wurde zwar die Hotellerie geschlossen, sodass allenfalls eine Möglichkeit bestünde. Dennoch gäbe es besser geeignete Orte als ausgerechnet die Rüti. Wenn möglich möchte ich das Verfahren etwas abkürzen, indem ich Herrn Regierungsrat Rickenbacher bitte, zu folgender Frage Stellung zu nehmen: Ist es möglich, die auf der Schwand vorgesehene Waldabteilung, zum Beispiel auf der Bäregg oder im Schloss Trachselwald zu einzurichten? Beide Liegenschaften befinden sich nach wie vor im Eigentum des Kantons, wobei bei man immer noch nicht weiss, was man damit machen soll. Für diese leer stehenden Gebäude investieren wir täglich Geld für die Reinigung und anderes mehr. Zudem bestünde eine gute Möglichkeit, die Abteilung Kreis Mittelland auf den verkehrstechnisch viel besser gelegenen Öschberg zu verlegen. Um dort hin zu gelangen, müsste man wegen der Staus nicht eine halbe Stunde mehr Fahrtzeit einrechnen. Allenfalls könnte Herr Regierungsrat Rickenbacher diese Frage beantworten. Falls er mir einen positiven Bescheid gibt, lasse ich die Motion abschreiben.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zuerst möchte ich Grossrat Bärtschi herzlich für die Unterstützung des Projekts danken. Dieses ist nicht einfach und wird zu Umschichtungen führen. Dies ist innerhalb einer Direktion immer mit verschiedenen Nebengeräuschen verbunden. Es ist mir jedoch ein Anliegen, die Direktion effizient zu führen. Insofern sind wir zur Einsicht gelangt, dass die kommunizierte Einteilung richtig ist, weil sie zu einem effizienteren Vollzug führen wird. Im Moment ist es schwierig, aus der Hüfte geschossen zu sagen, welches die richtigen Standorte sind. Wir haben erste Vorstellungen geäussert und sind nach der Kommunikation vor zwei Wochen aktuell in das Projekt eingestiegen. Derzeit klären wir ab, wie die Räumlichkeiten aussehen. Deshalb ist es für mich schwierig zu sagen, ob die einen oder anderen Räumlichkeiten in Frage kommen bzw. richtig oder falsch sind. Ich kann aber sagen, dass wir auch diese Überlegungen einbeziehen und innerhalb der nächsten Monate dort weiterfahren werden, zumal wir schliesslich Entscheidungen treffen müssen.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Da es sich um eine Richtlinienmotion handelt, genügt mir die Aussage von Regierungsrat Rickenbacher. Ich werde das Geschäft weiterhin beobachten. In diesem Sinne bestreite ich die Abschreibung nicht. Dies dient zur Abkürzung des Verfahrens, sodass wir vielleicht einen halben Tag mehr frei haben.

Le président. Vielen Dank. Wie Sie gehört haben, ist die Abschreibung nicht mehr bestritten. Insofern besteht keine Differenz mehr gegenüber der Haltung des Regierungsrats. Wird seitens des Rates eine Differenz geschaffen? – Das ist nicht der Fall. Somit können wir über den Vorstoss abstimmen.
Wer diese Motion überweisen und gleichzeitig abschreiben möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption

Oui	135
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben die Motion Bärtschi einstimmig überwiesen und gleichzeitig abgeschrieben.

Affaire 2014.0068

N° de l'intervention:	022-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	20.01.2014
Déposée par:	Moser (Landiswil, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	le 23.01.2014

N° d'ACE:	235/2014 du 26 février 2014
Direction:	ECO

OAN: sans stratégie, sans projet?

Selon nos informations, l'OAN a entrepris l'élaboration de sa stratégie. L'agriculture joue un rôle important dans le canton de Berne, non seulement en ce qui concerne la production primaire, mais également pour l'occupation décentralisée du territoire et pour le grand nombre d'exploitations en aval et en amont. De même, les tâches que les pouvoirs publics ont déléguées à l'agriculture sont essentielles. Je constate que si la stratégie de l'OAN constitue bien une stratégie de l'office, il n'existe ni objectifs ni stratégie pour l'évolution même de l'agriculture dans le canton. Il est inquiétant que le plus grand canton agricole n'ait pas de vision ou de projet qui lui soit propre pour l'évolution future de son agriculture. Il devient ainsi impossible de gérer les ressources de manière efficace.
Le processus qui vient d'être lancé pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie de l'OAN est totalement opaque et les acteurs importants y ont été associés dans une mesure insuffisante, quand ils n'en sont pas exclus. De même, tout comme la précédente stratégie, la nouvelle est entièrement ciblée sur la mise en œuvre. Sans buts clairement définis, le canton est dans l'incapacité de mettre à profit les moyens considérables qui sont les siens dans la politique nationale.
C'est pourquoi il faut créer la transparence au sujet des processus actuels et de l'orientation future dans le domaine de l'agriculture.
Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment se présente le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie de l'OAN et quels groupes d'intérêts y seront-ils associés, à quel moment ?
2. Quel est l'horizon-temps de la stratégie ?
3. Quels sont les objectifs spécifiques ciblés par la stratégie ?
4. L'OAN se voit-il comme l'unité investie de la mise en œuvre de la politique agricole de la Confédération ou comme un office qui donne également sa forme à la politique agricole bernoise et qui formule donc la stratégie de manière à assurer l'accomplissement optimal de cette tâche ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'agriculture, la nature et les régions rurales sont des éléments importants et indissociables de notre espace vital. Elles forment la base d'un approvisionnement sûr de la population et du maintien d'un paysage intact. Le développement durable des régions rurales garantit également une meilleure qualité de vie à l'ensemble de la population. Malgré cela, les cantons ne jouissent que d'une marge de manœuvre légale et financière limitée en ce qui concerne leur politique agricole et leur politique en matière de protection de la nature. Avec la stratégie de l'OAN 2014, le canton de Berne veut exploiter cette marge de manœuvre de façon optimale et garantir les meilleures conditions possibles pour une production agricole durable, un service vétérinaire performant et une protection de la nature efficace.
La stratégie de l'OAN 2014 fixe deux objectifs prioritaires: premièrement, favoriser une production agricole compétitive et durable (y.c. l'ensemble de la chaîne de mise en valeur) et deuxièmement, garantir l'exploitation durable des ressources naturelles et promouvoir la biodiversité. Les ressources se concentrent ainsi sur les tâches essentielles. Une attention particulière est accordée à l'interconnexion entre l'agriculture et la nature, ce qui constitue un avantage pour les deux domaines: l'agriculture bernoise doit être capable d'appliquer une stratégie de qualité cohérente à sa production, afin de rester compétitive à long terme. La nature, quant à elle, doit profiter de ces efforts notamment dans le domaine de la biodiversité, grâce à l'utilisation durable du sol, de l'eau et de l'air. Les mesures de protection de la nature doivent pour leur part étendre leur influence vers d'autres domaines politiques et contribuer ainsi à la création de valeur dans l'espace rural (par ex. produits des parcs naturels ou tourisme doux).
Le Conseil-exécutif ne partage donc pas l'avis de l'auteur de l'interpellation, pour lequel il n'existe ni objectifs ni stratégie pour l'évolution de l'agriculture dans le canton de Berne.
Elaborée en 2009, la stratégie actuelle est entrée en vigueur en janvier 2010. Depuis son élaboration, la réforme de la politique agricole (PA 14-17) ainsi que les adaptations dans les domaines vétérinaire, de l'environnement et de la formation ont considérablement modifié les conditions générales. Suite à ces changements, le directeur de l'économie publique a chargé l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) d'examiner l'actualité de la stratégie de l'OAN 2014 et d'élaborer des propositions d'adaptation nécessaires.
Question 1
Le mandat de révision de la stratégie de l'OAN 2014 a été attribué par le directeur de l'économie publique le 9 septembre 2013. L'organisation responsable du projet, sous la direction du chef d'office, soumettra la nouvelle stratégie au directeur de l'économie publique pour approbation d'ici à l'été 2014.
La révision comporte une enquête auprès des partenaires stratégiques au moyen d'un questionnaire, puis d'entretiens personnels sur les thèmes suivants: vision, mission, tendances chez les partenaires interrogés, forces, faiblesses, opportunités et risques, éventuels secteurs en recul ou en développement. L'enquête s'adressait aux principaux interlocuteurs de l'OAN dans les domaines de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la nature, aux commissions spécialisées de l'OAN, aux offices fédéraux supérieurs et à des offices cantonaux choisis.
Les résultats de l'enquête entrent dans l'élaboration de la stratégie. Au printemps 2014, le projet de la nouvelle stratégie politique sera mis en consultation auprès des organisations citées.
Question 2
L'horizon temps de la nouvelle stratégie est de quatre à cinq ans et couvre donc entièrement la législature 2014 – 2018.
Question 3
Les travaux de révision en cours visent à définir des objectifs concrets. La nouvelle stratégie doit elle aussi couvrir les secteurs d'activité de l'OAN (agriculture, affaires vétérinaires et nature).
Question 4
La législation impose en premier lieu à l'OAN de mettre en œuvre la politique fédérale dans les domaines de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la nature. Dans l'enveloppe financière de l'agriculture, plus de 550 millions

de francs en fonds fédéraux sont versés chaque année aux bénéficiaires finaux dans le canton de Berne.
En comparaison, le budget annuel de l'OAN dispose d'un budget annuel d'environ 10 millions de francs seulement pour des mesures uniquement cantonales (notamment vulgarisation, promotion de la commercialisation du bétail, contributions pour les terrains en pente). Ces moyens correspondent aux objectifs de l'actuelle stratégie de l'OAN. Celui-ci investit en outre au moins deux millions de francs pour les mesures co-financées dans le cadre de la Politique agricole de la Confédération, dégageant ainsi 18 millions de francs sous forme de fonds fédéraux. D'autres priorités sont définies par le programme de promotion des sols et les subventions aux améliorations structurelles (env. CHF 13 mio par an). En outre, 450 millions de francs sont accordés aux exploitations agricoles sous forme de crédits agricoles sans intérêts. La valeur de ces prêts s'élève actuellement à environ 9 millions de francs par année.
L'OAN a ainsi utilisé sa marge de manœuvre limitée pour donner sa forme à l'agriculture bernoise.

Le président. Wir kommen zur Interpellation Moser «LANAT: Strategie- und planlos?». Grossrat Moser ist von der Antwort der Regierung nicht befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Ich möchte kurz zu den Punkten meiner Interpellation und zur Antwort des Regierungsrats Stellung nehmen. In Ziffer 1 habe ich gefragt, welche involvierten Interessengruppen zu welchem Zeitpunkt zum Erarbeitungsprozess der LANAT-Strategie beigezogen werden. Darauf habe ich leider keine Antwort erhalten. Es wird lediglich darauf hingewiesen, dass die entsprechenden Gruppen kontaktiert worden seien. Allerdings kann man so nicht erfahren, welche Anspruchsgruppen dem LANAT wichtig sind. Zu Ziffer 2: Ein Planungshorizont von vier bis fünf Jahren ist für die Natur sowie für die Landschaft zu kurz gefasst. In dieser Zeit können wir uns nicht bewegen, auch die Natur kann es nicht. Zu Ziffer 3: Hier bin ich teilweise mit der Antwort einverstanden. Ich möchte aber festhalten, dass jeder Bauer weiss, dass ein Landwirtschaftsbetrieb nur erfolgreich sein kann, wenn er mit der Natur und mit gesunden Tieren arbeitet. Damit ist eigentlich klar, dass wir sicher nicht dafür sind, dass die Natur und das Gesundheitswesen in die Strategie mit einbezogen werden, wenngleich diese Themen zusammen gehören. *(Le président agite sa cloche.)* Zu Ziffer 4: In der Antwort werden ziemlich viele Zahlen genannt, welche uns das LANAT vom Bund weitergibt. Auf die Frage, wie sich das LANAT für die Landwirtschaft entsprechend der Bedeutung im Agrarbereich unseres Kantons einsetzt, habe ich leider keine Antwort erhalten. Aus diesen Gründen kann ich mit der Interpellationsantwort nicht zufrieden sein.

Affaire 2013.1221

N° de l'intervention:	260-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	10.09.2013
Déposée par:	Feller (Steffisbourg, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	153/2014 du 12 février 2014
Direction:	ECO

Contrôle de la viande dans l'Oberland bernois

Depuis le début de l'année, le contrôle de la viande dans l'Oberland bernois est effectué par des vétérinaires officiels. Le passage à cette nouvelle organisation a soulevé quelques incertitudes et je prie donc le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :
1. A quel stade en est-on de l'introduction des vétérinaires officiels dans l'Oberland bernois ?
2. Combien de nouveaux postes ont été créés jusqu'à présent pour ce nouveau système ?
3. Comment ces postes sont-ils financés et quels sont les surcoûts par rapport à l'ancienne solution ?
4. Combien de vétérinaires ont suivi le cours de vétérinaire officiel et combien parmi eux sont-ils des employés du canton ?
5. Combien coûtent les cours et les salaires associés ?
6. Qui a-t-on embauché à ces postes ? Quelle est la nationalité des nouveaux embauchés ?
7. Combien de postes restent à pourvoir ?
8. Depuis le passage au nouveau système, dans quelle mesure a-t-on également fait appel à des vétérinaires privés pour le contrôle de la viande ?

Réponse du Conseil-exécutif

Afin de permettre le libre accès des denrées alimentaires d'origine animale au marché de l'UE, la Confédération a, ces dernières années, adapté la législation sur les denrées alimentaires et les épizooties aux prescriptions de l'Union européenne (équivalence). Les exigences en matière de professionnalisation des services vétérinaires publics et de qualifications du personnel engagé ont augmenté. La Confédération impose par exemple aux cantons qu'un grand nombre de tâches du secteur vétérinaire public ne soient confiées qu'à des vétérinaires officiels. Ces derniers doivent suivre un cours de perfectionnement théorique et pratique plutôt exigeant et leur taux d'occupation doit être d'au moins 30 pour cent.[1]
Berne ne peut appliquer ces prescriptions au niveau cantonal qu'en regroupant l'inspection du bétail de boucherie et des viandes avec d'autres tâches du secteur vétérinaire public. C'est pourquoi le Conseil-exécutif a décidé, d'entente avec l'Association des communes bernoises (ACB), de modifier l'ordonnance sur le contrôle des viandes.[2] Les principaux éléments de cette modification sont l'accomplissement des tâches du secteur vétérinaire public

[1] Ordonnance du 23 novembre 2005 concernant l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes (OAbCV; RS 817.190) et Ordonnance fédérale du 16 novembre 2011 concernant la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le secteur vétérinaire public (RS 916.402)
[2] Ordonnance du 23 octobre 1996 sur le contrôle des viandes (OCoV; RSB 817.191)

par des vétérinaires officiels engagés par le Service vétérinaire, ainsi que la cantonalisation du contrôle de la viande. La mise en œuvre comprend deux étapes: le Jura bernois et l'Oberland bernois en 2013, et le reste du canton l'année suivante. Cette procédure contribue à professionnaliser l'exécution des tâches dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la protection des animaux et de la lutte contre les épizooties.

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées:

1. La réorganisation a été achevée entre-temps dans l'Oberland Bernois.
2. 12,5 postes de vétérinaire officiel (dont 2,4 attribués à l'Oberland bernois) sont nécessaires dans l'ensemble du canton pour l'accomplissement des tâches selon le nouveau système. S'y ajoutent 2,5 postes de vétérinaire officiel et 4,8 autres postes (non vétérinaires) pour le contrôle de la viande dans les grands établissements de Thoune et Langnau. En revanche, les communes sont déchargées des tâches qu'elles assumaient jusqu'à présent.
3. Suite à la cantonalisation du contrôle de la viande, le canton doit assumer les coûts – incombant jusqu'à présent aux communes et non couverts par les émoluments – des inspections du bétail de boucherie et des viandes, ainsi que les dépenses supplémentaires dues aux qualifications plus élevées des inspecteurs des viandes prescrites par le droit fédéral. Une fois l'organisation cantonale de contrôle entièrement mise sur pied, ces dépenses s'élèveront à un total annuel d'environ 820 000 francs. S'y ajoutent des coûts uniques de formation et d'infrastructure d'un total d'environ 220 000 francs. Les tâches des communes ayant été ainsi allégées, 580 000 francs ont été mis à leur charge depuis le 1er janvier 2014 dans le système de compensation des charges « Nouvelle répartition des tâches ». Si les nouvelles prescriptions fédérales devaient se solder par des coûts supplémentaires à la charge du canton, ils seraient compensés en interne à l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN).
4. La formation pour les vétérinaires officiels est dispensée par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires ou OSAV (anciennement Office vétérinaire fédéral ou OVF). Selon les informations de l'OSAV, 320 vétérinaires ont déjà suivi la formation théorique en Suisse et 170 d'entre eux ont passé l'examen sanctionnant la formation complète. L'OSAV estime que jusqu'à présent environ deux tiers des participants avaient déjà accompli des tâches officielles pour un service vétérinaire public (Confédération ou canton) avant le début de leur formation. Sur les 29 vétérinaires nouvellement engagés par le canton de Berne, dix ont déjà suivi la formation.
5. La formation théorique comprend quatre modules (30 jours au total). Elle coûte 3000 francs, auxquels s'ajoute le salaire des employés du Service vétérinaire n'ayant pas encore suivi cette formation obligatoire.
6. Les postes ont été mis au concours par le Service vétérinaire et pour la plupart attribués à des vétérinaires établis localement, après une procédure de recrutement ordinaire. Une large majorité d'entre eux possède la nationalité suisse, quatre vétérinaires seulement sont allemands et étaient déjà établis ici avant d'être embauchés.
7. Dans l'Oberland bernois et le Jura bernois, la réorganisation s'est effectuée selon le plan prévu, et les postes sont pourvus. Dans le reste du canton, la procédure de recrutement s'est achevée au quatrième trimestre 2013. 150 pour cent de poste sont encore inoccupés, mais devraient être pourvus au cours de l'année 2014.
8. La Confédération autorise des vétérinaires non officiels, mais suffisamment qualifiés, à mener des inspections de bétail de boucherie et de viandes dans de petits établissements. Le canton de Berne profite de cette marge de manœuvre : dans l'Oberland bernois, on fait appel pour le moment à quatre vétérinaires non officiels.

Le président. Der Interpellant ist von der Antwort befriedigt und gibt keine Erklärung ab. Damit haben wir die Geschäfte der VOL zu Ende behandelt. Ich danke dem Volkswirtschaftsdirektor und wünsche ihm eine gute restliche Woche.

Affaire 2013.1190

N° de l'intervention:	246-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	04.09.2013
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	98/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	FIN

Promotion du télétravail au sein de l'administration cantonale bernoise suite à l'étude « WorkAnywhere »

Jeudi 4 juillet 2013, Swisscom et les CFF ont communiqué les résultats de l'étude « WorkAnywhere » commandée à la Haute Ecole spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW), au sujet des effets du télétravail sur le trafic des voyageurs mais aussi sur la productivité du travail et la motivation des salariés. Cette étude montre clairement que le télétravail constitue une piste hautement intéressante pour réduire les trajets pendulaires aux heures de pointe. Par ailleurs, cette recherche très sérieuse indique que le travail flexible ne diminue pas la productivité des travailleurs, tout au contraire. 53 pour cent des participants à cette étude se sont déclarés plus motivés. Ce surcroît de motivation s'est traduit par une hausse objective et mesurable de la productivité.

Pour parvenir à ces résultats positifs quant à la motivation et à la productivité des employés, certaines conditions doivent être réunies. Selon le professeur à la FHNW Hartmut Schulze, responsable de l'étude, une situation « gagnant-gagnant » pour les entreprises et les collaborateurs implique une certaine culture d'entreprise. Plus précisément, les cadres sollicités au cours de cette recherche ont mentionné l'importance de la confiance dans les collaborateurs et le sens de la responsabilité individuelle comme paramètres déterminants dans les succès de la flexibilisation du travail. Il faut ajouter à ces facteurs un équipement informatique moderne.

En conclusion de cette étude, Bernhard Meier, délégué Public Affairs aux CFF, affirme que si de nombreuses entreprises optent pour le télétravail, on observera un effet sensible sur les trajets pendulaires aux heures de pointe, qui représentent un problème lancinant à l'heure actuelle, et cela sans effets collatéraux négatifs pour les entreprises concernées. L'étude montre bien au contraire que le télétravail augmente de manière significative la satisfaction des employés (évolution très bienvenue dans une époque d'augmentation des burn out liés aux conditions de travail) et la productivité du travail.
Suite à cette étude, nous souhaitons que le Conseil-exécutif réponde aux questions suivantes :

1. Que pense-t-il des conclusions de cette étude ?
2. La Confédération connaît la pratique du télétravail. En est-il de même de l'administration du canton de Berne ?
3. En cas de réponse affirmative au point 2, quelle proportion représente aujourd'hui le télétravail dans l'administration cantonale ?
4. Si le télétravail représente une part significative de l'activité administrative cantonale, le Conseil-exécutif tire-t-il les mêmes conclusions en matière de motivation et de productivité que l'étude « WorkAnywhere » ?
5. Si le télétravail représente une part significative de l'activité administrative cantonale, par rapport aux conditions de succès de cette forme de travail mentionnées dans l'étude « WorkAnywhere », le Conseil-exécutif estime-t-il qu'il y a des progrès à réaliser dans l'administration cantonale ?
6. Les CFF souhaitent que le télétravail soit de plus en plus adopté par les entreprises privées, afin de mieux répartir les flux des pendulaires. Le Conseil-exécutif envisage-t-il de s'associer à cette démarche ?
7. Au-delà des effets escomptés par les commanditaires de l'étude « WorkAnywhere » sur le trafic ferroviaire voyageurs, le Conseil-exécutif a-t-il l'intention de développer le télétravail dans l'administration cantonale pour des raisons liées à la satisfaction des employés et à la productivité ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteure de l'interpellation se réfère à l'étude « WorkAnywhere » commandée à la Haute Ecole spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW) pour souligner les effets positifs du télétravail et demande également au Conseil-exécutif ce qu'il pense de cet instrument. Dans sa réponse à l'interpellation 170-2013 Grimm (Berthoud, pvl) « Télétravail dans l'administration cantonale », le Conseil-exécutif a déjà exposé de manière détaillée sa position sur le télétravail. Aussi renvoie-t-il ci-après à ladite interpellation pour les questions qui vont dans le même sens.
Question 1 :
Le Conseil-exécutif pense que les agents et agentes sont favorables aux formes de travail modernes comme la possibilité d'organiser leur temps de travail avec souplesse. Grâce au télétravail, les agents et agentes profitent d'une réduction de leurs déplacements professionnels et d'un horaire de travail flexible. Il leur permet ainsi de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. De manière générale, il devrait améliorer la motivation des agents et agentes et la satisfaction que leur procure leur travail, diminuer leurs absences et accroître leur productivité. Ce dont profite aussi l'employeur.
L'étude à laquelle se réfère l'auteure de l'interpellation précise notamment que l'une des conditions préalables au télétravail consiste à ce que l'activité concernée s'y prête. Ainsi faut-il qu'au moins une partie des tâches puisse être accomplie indépendamment du poste de travail dans l'entreprise. Le Conseil-exécutif juge lui aussi qu'il s'agit là d'une importante condition. L'expérience montre que cela constitue souvent un facteur de limitation pour le télétravail.
La souplesse des horaires de travail et le télétravail ont, selon l'étude, un effet sensible sur les trajets pendulaires. La Haute Ecole spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse estime, en vertu des résultats de l'étude, que si tous les pendulaires utilisant le train (et souhaitant et pouvant travailler de manière flexible) décalaient 20 pour cent de leurs trajets en dehors des heures de pointe, les trains seraient décongestionnés à hauteur de 7 pour cent pendant ces mêmes heures. Le Conseil-exécutif pense que de tels changements des comportements ne contribuent que modestement et à titre complémentaire à faire face à l'accroissement prévu de la demande de transport. Comme le constatent les CFF, il sera de toute façon nécessaire d'augmenter les capacités de transport à l'avenir.
Compte tenu des explications qui précèdent, le Conseil-exécutif approuve les conclusions de l'étude.
Question 2 :
Le canton de Berne offre depuis des années déjà la possibilité à ses agents de planifier leur temps de travail avec souplesse, non seulement en optant pour des modèles flexibles d'horaire de travail, mais aussi en choisissant de travailler à domicile. En vertu de l'article 8, alinéa 3 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers; RSB 153.011.1), des directives sur le télétravail ont été édictées au 1er janvier 2013 (voir www.fin.be.ch > Personnel > Conditions de travail). Le télétravail ne peut être autorisé que dans la mesure où l'activité et le lieu où elle est exercée s'y prêtent. Le télétravail n'est en effet guère envisageable ni pour des postes où sont générés soit un produit physique du travail soit une prestation de service physique - ce qui exige donc la présence sur place de l'agent ou l'agente, ni pour des postes où l'agent ou l'agente dépend d'infrastructures techniques liées au lieu de travail, pas plus que pour des postes où l'activité doit être accomplie à un endroit spécifique. Pour les commentaires détaillés du Conseil-exécutif à ce sujet, voir sa réponse à l'interpellation 170-2013 (plus précisément aux questions 3, 4, 10, et aussi 5).
Question 3 :
La proportion d'agents et agentes effectuant du télétravail est faible dans l'administration cantonale : 0,2 pour cent du travail y est réalisé dans ce cadre. Pour les commentaires détaillés du Conseil-exécutif à ce sujet, voir sa réponse à la question 2 de l'interpellation 170-2013.
Questions 4 à 7 :
Comme nous l'avons dit ci-dessus, la proportion d'agents et agentes effectuant du télétravail est faible dans l'administration cantonale. Les directives sur le télétravail ne sont par ailleurs appliquées que depuis le 1er janvier 2013. L'expérience montrera ces prochaines années si ce modèle de travail doit ou non être promu et développé dans

l'administration cantonale. Une fois qu'il disposera des résultats en la matière, le Conseil-exécutif pourra alors engager le cas échéant des démarches et s'interroger sur la capacité du canton à s'offrir une promotion accrue du télétravail en vue d'alléger le trafic aux heures de pointe.

Le président. Nun verbleibt uns noch eine halbe Stunde, weswegen wir mit den Geschäften der Finanzdirektion (FIN) beginnen. Allerdings nicht mit den grossen Geschäften, sondern mit den Traktanden 75 bis 78. Ich bevorzuge es, diese Geschäfte zu bereinigen, anstatt die beiden grösseren Geschäfte zu beginnen und dann für das bevorstehenden Wochenende zu unterbrechen. Regierungsrat Rickenbacher bleibt im Saal, um während der Beratung dieser Geschäfte die Finanzdirektorin zu vertreten. Wahrscheinlich wird aber kein grosser Diskussionsbedarf bestehen. Wir beginnen mit Traktandum 75, der Interpellation Graber. Mme Graber est satisfaite et ne fait pas de déclaration.

Affaire 2013.0860

N° de l'intervention:	180-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	26.06.2013
Déposée par:	PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	99/2014 du 29 janvier 2014
Direction:	FIN

Droit à l'information des autorités fiscales cantonales

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les éléments suivants soient pris en compte dans la prochaine révision du droit pénal fiscal fédéral :

1. L'obligation des banques d'informer les autorités fiscales cantonales doit être de la même ampleur au moins que leur obligation d'informer les autorités fiscales d'un autre pays.
2. Les banques et les compagnies d'assurance doivent informer les autorités cantonales en cas de soustraction d'impôts.
3. Les échanges d'informations entre les banques ou les compagnies d'assurance et les autorités fiscales cantonales correspondent à la transparence qui entoure les certificats de salaire des personnes exerçant une activité dépendante.
4. La distinction faite jusqu'ici en droit pénal entre soustraction d'impôt et fraude fiscale est levée.

Développement

Dans des accords internationaux, les banques suisses et d'autres institutions de gestion de fortune sont dans une mesure croissante contraintes à l'échange d'informations avec les autorités fiscales d'autres pays. Les droits à l'information ainsi consentis dépassent dès lors les droits des autorités fiscales cantonales. Cette discrimination des autorités suisses doit être levée. Grâce à l'échange d'informations obtenu par la négociation, les autres pays peuvent combattre la fraude fiscale, ce qui bénéficie aux contribuables honnêtes et permet d'assurer le financement des tâches publiques. Vu la situation financière difficile qui est la sienne, le canton de Berne est tributaire de la possibilité de percevoir correctement les impôts dus sur les hauts revenus, les bénéfices et les fortunes. Or, il ressort de diverses études consacrées à ce sujet que ce n'est actuellement pas le cas. Selon certains calculs, plus d'un milliard de francs en recettes fiscales échapperaient même chaque année au canton de Berne. Le Conseil-exécutif a la possibilité de porter ces éléments à la connaissance de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances et d'évoquer cette question dans la procédure de consultation fédérale.

Réponse du Conseil-exécutif

La procédure de consultation relative à la révision des dispositions pénales du droit fiscal, évoquée par l'auteur de la motion, s'est déroulée du 29 mai au 30 septembre 2013. Dans son avis du 11 septembre 2013 (ACE 1230/2013, en allemand), le Conseil-exécutif a approuvé la révision. Il soutient l'unification des dispositions de la procédure pénale en matière de fiscalité directe et indirecte, ainsi que la définition uniforme des infractions. Le gouvernement estime que certaines nouvelles compétences confiées à l'Administration fédérale des contributions sont problématiques, car elles empiètent trop fortement sur l'autonomie des cantons. Il propose en outre que les mesures de contrainte, telles les séquestres, les perquisitions de domicile et les arrestations provisoires, soient appliquées par la Confédération et non par les cantons (voir Informations brèves du Conseil-exécutif du 12 septembre 2013).

Voici l'avis du Conseil-exécutif sur les demandes de l'auteur de la motion:

Chiffre 1

La révision des dispositions pénales du droit fiscal prévoit la possibilité de demander des renseignements aux banques dans les procédures fiscales pénales (voir aussi réponse à la question 2 ci-après). A l'avenir, la Suisse pourrait aussi demander des renseignements bancaires à l'étranger dans le cadre d'une procédure en soustraction d'impôt se déroulant en Suisse, pour autant que la Suisse ait conclu une CDI révisée selon les normes de l'OCDE qui contient une clause d'entraide administrative.

D'ailleurs, le Conseil-exécutif s'est prononcé pour l'égalité de traitement des autorités fiscales suisses lors de la consultation relative à l'entraide administrative internationale en matière fiscale (voir chiffre 1 de l'avis du 30 mars 2011, ACE 577/2011, en allemand). Les autorités fiscales suisses doivent aussi avoir le droit d'utiliser elles-mêmes les renseignements qu'elles ont transmis à l'étranger.

Chiffre 2

La révision des dispositions pénales du droit fiscal prévoit l'obligation de renseigner des banques dans les procédures fiscales pénales. Dans le domaine des impôts directs, ce projet prévoit donc un élargissement important pour les autorités fiscales cantonales des mesures d'enquête dans la procédure pénale fiscale. Cet élargissement inclut les demandes de renseignements à des banques lorsqu'un délit fiscal est présumé. Toutefois, ces demandes doivent être

autorisées par la directrice ou le directeur de l'administration fiscale cantonale.
Chiffre 3
La révision des dispositions pénales du droit fiscal prévoit l'obligation de renseigner des banques dans les procédures fiscales pénales. La procédure de taxation et l'obligation d'aviser faite aux tiers dans le cadre de cette procédure ne sont pas l'objet de la révision des dispositions pénales du droit fiscal.
Chiffre 4
Le Conseil-exécutif pense qu'il n'y a pas lieu d'agir en l'occurrence. En effet, au printemps 2009, le Conseil fédéral a décidé de reprendre, au titre de l'entraide administrative dans le domaine fiscal, les normes prévues à l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE. Cette décision est concrétisée à la faveur de l'adaptation ou de la conclusion de conventions de double imposition (CDI). Selon les nouvelles normes, la Suisse n'est plus autorisée à refuser des renseignements en invoquant le secret bancaire. L'ancienne pratique qui permettait la levée du secret bancaire uniquement en cas de fraude fiscale et l'excluait pour la soustraction d'impôt est caduque. En matière d'entraide administrative internationale, il n'y a donc pas lieu de lever la distinction faite en droit pénal entre soustraction d'impôt et fraude fiscale.
Comme la procédure de consultation est déjà terminée et que le Conseil-exécutif a donné son avis (allant dans le sens de l'auteur de la motion), le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter et de classer la motion.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption et classement

Le président. Wir kommen zur Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion, vertreten durch Grossrat Bhend, «Gleiches Auskunftsrecht für kantonale Steuerbehörden». Der Motionär ist mit dem Antrag der Regierung auf Annahme und gleichzeitige Abschreibung einverstanden. Wird dieser Vorstoss bestritten? – Das ist nicht der Fall, demnach stimmen wir direkt darüber ab.
Wer die Motion überweisen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Adoption et classement

Oui	112
Non	17
Abstentions	5

Le président. Sie haben die Motion überwiesen und gleichzeitig abgeschrieben.

Affaire 2013.1231

N° de l'intervention:	267-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Daetwyler (Saint-Imier, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	1
N° d'ACE:	157/2014 du 12 février 2014
Direction:	FIN

La concurrence fiscale est-elle la mesure de toutes choses?

La majorité bourgeoise du Grand Conseil a voté plusieurs baisses d'impôt au cours des dernières années. La concurrence fiscale est jusqu'ici un dogme en Suisse. Dans la pratique, elle a induit une spirale négative : les écarts entre cantons subsistent, mais à un niveau de revenus plus bas.
Pendant ce temps, les exigences vis-à-vis des collectivités publiques augmentent. L'augmentation des inégalités et de la précarité conduit à des dépenses sociales en hausse ; personne ne conteste la nécessité d'infrastructures de transport ou de formation.
Dans le *Bund* du 11 septembre, M. Salzmann, président cantonal de l'UDC et accessoirement chef expert pour les questions agricoles à l'Intendance cantonale des impôts, estime que des baisses d'impôt sont nécessaires pour rendre le canton de Berne concurrentiel.

1. Quels ont été les effets des baisses fiscales accordées jusqu'ici sur le renforcement de l'attractivité du canton ?
2. Le Conseil-exécutif est-il de l'avis que la qualité des infrastructures et des prestations publiques joue un rôle tout aussi déterminant dans l'attractivité du canton de Berne ?
3. Le Conseil-exécutif juge-t-il que des suppressions de prestations publiques sont supportables pour l'attractivité générale du canton ?
4. Faut-il déduire des propos tenus dans le *Bund* du 11 septembre 2013 que la position de Werner Salzmann, président de l'UDC, et ceux de Salzmann Werner, chef expert au sein de l'Intendance cantonale des impôts, peut présenter des différences ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1
Le Conseil-exécutif fait actuellement analyser les effets des réductions d'impôt successives. Depuis la révision de l'article 3 de la loi sur les impôts[3], en vigueur depuis le 1er janvier 2014, le Conseil-exécutif est tenu d'élaborer une stratégie fiscale définissant les objectifs de la politique fiscale cantonale et précisant comment et dans quels délai les réaliser. Or ces travaux sont notamment l'occasion d'évaluer les effets des baisses d'impôt successives sur l'attractivité du canton de Berne. Les résultats de cette étude seront pris en compte pour élaborer la stratégie fiscale, qui sera portée à la connaissance du Grand Conseil.
Question 2
Oui. Le Conseil-exécutif n'a eu de cesse de rappeler que la fiscalité n'est pas le seul paramètre de l'attractivité du canton en tant que lieu de vie et de travail. Bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte. La qualité des infrastruc-

[3] Loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI ; RSB 661.11)

tures et des services publiques joue notamment un rôle essentiel.
Question 3
Oui. Les mesures arrêtées suite à l'EOS ont été choisies parce qu'elles sont acceptables. En examinant les ajustements à apporter aux offres et aux structures et en évaluant leur intérêt politique, le Conseil-exécutif a procédé non pas seulement dans une optique budgétaire purement sectorielle, mais aussi dans le souci de l'intérêt général des citoyens et citoyennes et de la compétitivité économique du canton de Berne (offre de formation, emploi, sécurité, lieu de vie, environnement, mobilité, etc.). Voir à ce sujet les commentaires du gouvernement dans le rapport du 26 juin 2013 sur l'examen des offres et des structures (EOS 2014).
Question 4
C'est à M. Salzmann lui-même qu'il faut poser cette question.

Le président. Wir kommen zu Traktandum 77, der Interpellation Daetwyler. M. Daetwyer est partiellement satisfait. Il fait une déclaration.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Je suis effectivement partiellement satisfait de la réponse à cette interpellation. Ce que je constate surtout, c'est que la concurrence fiscale a été ou est toujours érigée en dogme depuis des années dans notre pays et qu'actuellement il faudrait encore faire une analyse ou un rapport pour en mesurer les effets. On ne peut donc pas mesurer présentement les effets d'une politique que l'on nous vend pourtant depuis de très longues années. Ceci pour moi montre clairement les limites et les lacunes de la concurrence fiscale.

Affaire 2013.1247

N° de l'intervention:	277-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	09.09.2013
Déposée par:	Hirschi (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	133/2014 du 5 février 2014
Direction:	Direction des finances

Les députés sont-ils des contribuables en règle?

En l'espace de quelques semaines, le Grand Conseil a décidé de diminuer de 10 pour cent les prestations de l'aide sociale et d'augmenter de 50 pour cent les rétributions des députés.
Lors de la session de novembre prochain, il va arrêter le budget cantonal et traiter de l'examen des offres et des structures 2014 (EOS). Ce double exercice contraindra le parlement à mettre en œuvre des mesures d'économie drastiques au détriment des plus défavorisés (personnes handicapées, personnes âgées, etc…) et des secteurs très sensibles de l'activité de l'Etat (formation, santé, etc…).
Avant de réduire les charges, il sied de veiller à augmenter les revenus ou à tout le moins de s'assurer de ne dilapider aucune recette, notamment sur le plan fiscal. Les élus du peuple, qui sont appelés à prendre des mesures touchant leurs concitoyens, se doivent d'être irréprochables et exemplaires. Les situations analogues à celle qui prévaut aujourd'hui dans le Jura bernois ne sont pas acceptables, particulièrement dans le contexte d'austérité que l'on connaît. En effet, les citoyens-contribuables ne comprennent pas que des partis[4] soucieux d'économies comptent des membres en vue redevables de plusieurs centaines de milliers de francs d'impôts à l'Etat. De tels cas nourrissent un sentiment d'injustice chez le citoyen ou l'impression que les élus bénéficient de privilèges.
Sans enfreindre le secret fiscal, le Conseil-exécutif est prié d'examiner la situation des contribuables membres des autorités depuis 2010 et de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le montant global des arriérés d'impôts afférents aux membres du Grand Conseil et du Conseil-exécutif ?
2. Quelles mesures l'administration fiscale peut-elle envisager en vue de récupérer les montants dus ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1
Un arriéré fiscal est un impôt qui n'a toujours pas été réglé après avoir été arrêté par taxation définitive. Les tranches d'impôt facturées par bordereau provisoire, qui ne sont pas réglées à l'échéance du délai de paiement ne constituent donc pas des arriérés, jusqu'à l'expiration du délai de paiement du décompte définitif. Si l'on admet la définition ci-dessus, le montant moyen des arriérés fiscaux est de 500 francs par contribuable bernois. Mais ce n'est qu'une moyenne ; en réalité, environ une personne sur 20 a un arriéré fiscal d'un montant moyen de 10 000 francs.
Il y a aussi des personnes qui ont des arriérés fiscaux parmi les 160 députés (mais pas parmi les conseillers d'Etat). Calculé sur l'ensemble des députés, l'arriéré fiscal moyen est inférieur à la moyenne cantonale de 500 francs indiquée ci-avant. En raison du secret fiscal, nous ne pouvons pas donner d'informations plus précises.
Il ne faut pas confondre arriéré fiscal et perte fiscale. Grâce aux mesures d'encaissement, l'Intendance des impôts parvient, tôt ou tard, à recouvrer la plupart des arriérés fiscaux, majorés de surcroît de l'intérêt moratoire. Comme tout un chacun, il peut arriver aux membres des autorités de rencontrer des difficultés financières personnelles ou professionnelles passagères, qui les empêchent de régler leurs impôts dans les délais. Ces retards de paiements n'occasionnent en principe aucun préjudice financier au canton, puisqu'un intérêt moratoire, de trois pour cent actuellement, est dû sur tout retard de paiement. Ces contribuables retardataires peuvent néanmoins avoir avantage à payer un intérêt moratoire pendant quelques semaines ou mois sur les impôts exigibles, plutôt que de débiter un compte courant (entrepreneur) ou de contracter un emprunt (particulier) pour régler leurs impôts.

[4] C'est le cas d'un chef de campagne de l'UDC ayant tenu conférence de presse avec un candidat au Conseil-exécutif.

Question 2
Comme le montant moyen des arriérés fiscaux des responsables politiques est moins élevé que celui de la population totale, aucune mesure particulière ne s'impose. Comme le Conseil-exécutif l'a indiqué dans la réponse à l'interpellation 173-2013 Muntwyler (Berne, Les Verts), intitulée « Impôts : y a-t-il des resquilleurs dans le canton de Berne ? », il existe des moyens efficaces de recouvrer les impôts dus. L'Intendance des impôts envoie des sommations aux mauvais payeurs et les poursuit si nécessaire. Si une poursuite par voie de saisie s'avère infructueuse (aucun bien à saisir), un acte de défaut de biens est délivré à l'Intendance des impôts. Celle-ci gère tous les actes de défaut de biens qui lui sont délivrés. Dès qu'un contribuable au nom duquel un acte de défaut de biens a été établi revient à meilleure fortune, l'Intendance des impôts lui réclame à nouveau le paiement des impôts qu'il doit.

Le président. Wir kommen zu Traktandum 78, der Interpellation Hirschi. Mme Hirschi est satisfaite de la réponse. Elle ne fait pas de déclaration.
Die Erledigung dieser Vorstösse hat uns nicht sehr viel weitergebracht *(hilarité)* – ich meine in Bezug auf das Zeitbudget. Wir müssen uns überlegen, wie wir nächste Woche weiterfahren wollen. Als einzige Sitzung steht die Legislaturschlussfeier am Mittwochnachmittag fest. Jetzt stehen uns noch zwei Debatten bevor, zum einen diejenige über die Änderung des Gesetzes über den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen (Investitionsfondsgesetz, InvFG), zum anderen die Debatte über die vier Vorstösse betreffend die Nebeneinkünfte von Regierungs- und Verwaltungsmitgliedern. An der Sitzung vom Dienstagvormittag dürfte es wahrscheinlich nach der Fragestunde und den Wahlen zu knapp werden, um damit zu beginnen. Die Fraktionssitzungen sollten am Montag belassen werden. Am Dienstag sollten wir unser Programm durchziehen und nach Möglichkeit am Mittag beendet haben. Der Dienstagnachmittag und der Mittwochmorgen wären frei. Am Mittwochnachmittag findet dann die Schlussfeier statt. Am Dienstag müssten wir die Debatte am Nachmittag weiterführen, falls sie länger dauern sollte. Jetzt stellt sich die Frage, ob wir am Montag beginnen oder doch das Risiko eingehen sollen, diese Geschäfte am Dienstagmorgen zu beraten. – Nun gut, ich treffe die folgende Entscheidung: Die Fraktionssitzungen finden am Montag und die erste Plenumssitzung am Dienstagmorgen statt. Dies in der Hoffnung, die Geschäfte am Mittwoch zu Ende beraten zu haben. Vielleicht werden wir die Sitzung von Dienstagvormittag auf 12.00 Uhr verlängern müssen, um die Geschäfte beenden zu können. Ich bitte Sie, sich die erste Hälfte des Dienstagnachmittags reserviert zu halten. Was das Blutspenden am Mittwochmorgen anbelangt, ist es etwas dumm. Das kann ich auch nicht ändern. Oder bevorzugen Sie, doch jetzt noch mit der Debatte des InvFG zu beginnen? – Wenn wir gleich den Kommissionspräsidenten anhören, haben wir wiederum eine Viertelstunde an Zeit gewonnen.

Affaire 2013.0926

Loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)

Annexe 15

Première lecture

Le président. Der Volkswirtschaftsdirektor bleibt im Saal und wird das Gehörte sorgfältig der Finanzdirektorin rapportieren. Nun hat der Kommissionspräsident Jürg Iseli das Wort zur Präsentation der Änderung des Gesetzes über den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen. Ich bitte Sie, noch etwas ruhiger zu werden. *(Le président agite sa cloche.)*

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la commission. Das nennt man effizient! Ich glaube, wir werden ab Juni eine Sessionswoche streichen können! Dann werden die finanziellen Probleme für den Grossen Rat massiv weniger gross aussehen. Wir haben ein Gesetz zu beraten, welches im Jahr 2009 in diesem Saal ins Leben gerufen und auf den 1. April 2010 in Kraft gesetzt wurde. *(Le président agite sa cloche.)* Unterhalten Sie sich ruhig. *(Le président interrompt l'orateur.)*

Le président. Seien Sie noch etwas ruhig, sonst bringt es wirklich nichts, dass wir noch mit der Beratung des Gesetzes angefangen haben!

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la commission. Es wäre vielleicht gut, wenn Sie mir kurz zuhören würden, dann müssen wir am Dienstag nicht alles wiederholen. Das auf den 1. April 2010 in Kraft gesetzte Gesetz wurde auf fünf Jahre befristet. Somit müssen wir in der laufenden Session über dessen Weiterführung befinden. Das Gesetz enthält einen Artikel, welcher besagt, dass nach fünf Jahren ab Inkrafttreten Bilanz gezogen und entschieden werden soll, ob der Investitionsspitzenfonds verlängert wird oder per 1. April 2015 ausläuft.
Aus welchem Grund wurde der Investitionsspitzenfonds geschaffen? Es war von Vorsparen die Rede. Im Jahr 2008 wies die Rechnung einen relativ grossen Überschuss aus, wobei man absehen konnte, dass die wirtschaftliche Situation für den Kanton Bern schlechter wird. In der Folge hat man mit dem Investitionsspitzenfonds ein Instrument geschaffen und im ersten Jahr eine Einlage im Betrag von 250 Mio. Franken beschlossen. Dieser Betrag war bestimmt für Projekte zur Unterstützung wirtschaftlich und standortpolitisch wichtiger Verkehrsinfrastrukturen, für Grossprojekte, welche ausserordentliche Lagen hervorrufen sowie für ausserordentliche, nicht planbare und nicht budgetierte Projekte in den Bereichen Hochwasser und Natur. In diesem Gesetz steht auch, dass der Investitionsspitzenfonds erst benutzt wird, wenn die ordentlichen Investitionen der laufenden Rechnung ausgeschöpft sind und somit die verpflichteten Kosten nur ausgelöst werden können, wenn alles andere aufgebraucht ist. Das Gesetz sieht ebenfalls vor, dass Pro-

jekte, die vom Investitionsspitzenfonds profitieren oder über diesen unterstützt werden sollen, vom Grossen Rat zu beschliessen sind. Somit hat die Regierung die Entnahmen aus dem Investitionsspitzenfonds alljährlich vom Grossen Rat genehmigen lassen. Ab dem Jahr 2010 handelte es sich um folgende Verpflichtungen: 30 Mio. Franken im ersten Jahr, 84 Mio. Franken im zweiten Jahr, 102 Mio. Franken im Jahr 2012 und 100 Mio. Franken im Jahr 2013. Die Rechnung hat gezeigt, dass im Jahr 2010 keine Entnahmen gemacht werden mussten, weil die ordentlichen Investitionen ausreichten. Im Jahr 2011 wurden ebenfalls keine Entnahmen getätigt. Im Jahr 2012 wurden 74 Mio. Franken von den verpflichteten Geldern aus dem Investitionsspitzenfonds verwendet. Auch dort wurde nicht alles, was vorgängig vom Grossen Rat beschlossen wurde, ausgeschöpft. Im vergangenen Jahr wurden 98 Mio. von den vom Grossen Rat im Jahr 2012 genehmigten 100 Mio. Franken gebraucht. Im vergangen Jahr wurden die Verpflichtungen erstmals vollumfänglich aus dem Investitionsspitzenfonds ausgeschöpft. Wir haben uns seitens der FIKO von der Finanzdirektorin orientieren lassen. Sie hat uns die finanzpolitischen Aussichten und die anstehenden Investitionen aufgezeigt. Sie hat uns empfohlen, auf die Gesetzesvorlage einzutreten. Nach erfolgter Debatte hat die FIKO Nichteintreten beschlossen. Somit lautet der Antrag der FIKO zuhanden des Grossen Rats, nicht auf die Gesetzesvorlage einzutreten.

Le président. Damit ist die Ausgangslage klar. Nun wünsche ich Ihnen – bzw. denjenigen, die ich am Jugendgrossratstag nicht mehr sehen werde – ein schönes Wochenende. Wir sehen uns nächsten Dienstagmorgen wieder. Eine gute Zeit!

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 14 heures 37.

Les rédactrices :
Catherine Graf Lutz (f)
Eva Schmid (d)

Mardi 25 mars 2014, 9 heures – 11 heures 15

Septième séance

Présidence : Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS)
Présents : 157 députés. Excusés : Brunner Ursula E., Iannino Gerber Maria Esther, Marti Ursula

Affaire 2013.1688

Election d'un ou d'une juge germanophone (90%) du Tribunal administratif, Cour des assurances sociales, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2013.1690

Election de deux juges germanophones (100%) de Tribunal régional, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2013.1692

Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée francophone de tribunal régional (litiges relevant du droit du travail), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2013.1691

Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone d'autorité régionale de conciliation (litiges relevant du droit du bail), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Délibération groupée des élections de la session de mars 2014

Le président. Ich begrüsse Sie zu diesem möglicherweise letzten Sessionsmorgen mit Beratung von Geschäften. Wir steigen in die Richterwahlen ein. Das Wort dazu hat die Präsidentin der JUKO – oder wer redet dazu? – Zuerst also Frau Zumstein, anschliessend die Fraktionssprechenden.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR), rapporteuse de la Commission de justice. Herr Grossratspräsident, werte Kolleginnen und Kollegen, Kandidaten und Kandidatinnen, die offenbar auf der Tribüne sitzen, guten Morgen! Ich darf Ihnen die Wahlgeschäfte vorstellen, die vom Ausschuss IV vorbereitet wurden. *(Le président agite sa cloche.)*
In unserer ersten Wahl geht es um die Ergänzungswahl eines Mitglieds deutscher Muttersprache für die sozialversicherungsrechtliche Abteilung des Verwaltungsgerichts mit Beschäftigungsgrad 90 Prozent. Diese Person ist zu wählen für die Amtsdauer bis 31. Dezember 2016 anstelle von Frau Christine Stirnimann-Müller, SP, die per Ende Mai 2014 ihre Demission eingereicht hat. Die JUKO kann Ihnen Urs Loosli zur Wahl empfehlen, der als sehr geeignet befunden wurde. So hat er bereits in der sozialversicherungsrechtlichen Abteilung des Verwaltungsgerichts gearbeitet; als Gerichtsschreiber war er während der letzten Jahre bei der JGK tätig und wird sicher dem einen oder anderen Mitglied des Grossen Rates bekannt sein.
Danach steht die Ergänzungswahl zweier Richterinnen/Richter deutscher Muttersprache an für die Regionalgerichte, mit Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Frau Sybille Zingg Righetti, SP, demissionierte per Ende Dezember als Richterin am Regionalgericht Berner Jura-Seeland. Adrian Jaisli, parteilos, der im November 2013 verstarb, war Gerichtspräsident am Regionalgericht Emmental-Oberaargau. Beide Stellen sind zu 100 Prozent zu besetzen. Zur Wahl kann Ihnen die JUKO erstens Herrn Manuel Blaser, SVP, vorschlagen, der vom Ausschuss IV als sehr geeignet befunden wurde. Seit dem vergangenen November amtet er als ausserordentlicher Gerichtspräsident am Regionalgericht Emmental-Oberaargau. Weiter Frau Franziska Luginbühl, BDP, die vom Ausschuss IV als geeignet bis sehr geeignet befunden wurde und gegenwärtig Gerichtsschreiberin am Regionalgericht Bern-Mittelland ist.
Die dritte Wahl ist die Ergänzungswahl einer Fachrichterin oder eines Fachrichters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte. Per Ende 2013 demissionierte Herr Peter Staub, und der Verband der Angestellten Bern schlägt Ihnen jetzt Herrn Giorgio Insom zur Wahl vor.
Schliesslich haben wir noch eine Fachrichterin beziehungsweise einen Fachrichter deutscher Muttersprache für die regionalen Schlichtungsbehörden in mietrechtlichen Streitigkeiten zu wählen für die Amtsdauer bis 31. Dezember 2016. Herr Peter Dreyer, mietrechtlicher Fachrichter, demissionierte per Ende Dezember 2013. Er hatte den Hauseigentümerverband vertreten. Gemäss dessen Vorschlagsrecht ist nun Herr Hans-Peter Wyss zur Wahl vorgeschlagen.
Wir wählen in nur einem Umgang. Für den ersten Wahlgang erhalten Sie einen vorgedruckten Wahlzettel, bei der zweiten Wahl müssen Sie die leeren Zeilen selbst ausfüllen; auch für die dritte und die vierte Wahl erhalten Sie vorgedruckte Wahlzettel.
Zur Ergänzungswahl für die Regionalgerichte, sowohl für das Regionalgericht Emmental-Oberaargau wie das Regionalgericht in Biel, ist zu sagen, dass nicht wir diese Personen ans eine oder andere Gericht wählen, sondern letztlich das Obergericht. Der Ausschuss IV vergewisserte sich bei den Kandidaten, dass sie ihre Stelle gemäss Beschluss des Obergerichts antreten würden, denn ein baldiger Wechsel wäre wohl nicht im Sinn unserer Justiz.

Le président. Bevor die Fraktionssprechenden ihre Empfehlungen abgeben, begrüsse ich ganz herzlich eine Delegation aus der Ukraine, die im Rahmen des Projekts «Young generation will change Ukraine» die Schweiz besucht und sich mit Fragen zur Demokratie, der Gewaltentrennung und Wahlen und Abstimmungen auseinandersetzt. Das Projekt soll jungen ukrainischen Wissenschaftlern ermöglichen, in verschiedenen Ländern Europas die demokrati-

schen Strukturen und Instrumente sowie das soziale und wirtschaftliche System kennen zu lernen, um Erkenntnisse daraus in der Ukraine einzubringen. Sie sind heute Gäste bei uns, werden die Richterwahlen miterleben und Gespräche mit Grossratsmitgliedern führen. Ich wünsche Ihnen einen interessanten Morgen hier bei uns im Grossen Rat und interessante Diskussionen mit unseren Mitgliedern.
I welcome warmly our guests from Ukraine who are here to learn more about the functioning of parliamentary work, especially about the procedures of election in Switzerland. They will observe the elections of the judges and they will have an exchange with members of our parliament. We wish you an interesting stay, good discussions here in the Canton of Berne and all the best for your country! *(Applaudissements dans l'assemblée)*

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Unsere Fraktion wird als Ersatz ans Verwaltungsgericht Herrn Loosli wählen, einen bestens ausgewiesenen, praxiserfahrenen Mann. Für das Regionalgericht haben wir uns einerseits für Herrn Blaser, SVP, entschieden. Er ist sehr gut qualifiziert und waltet zurzeit schon in Burgdorf als ausserordentlicher Gerichtspräsident. Weiter wählen wir Frau Mirjam Brodbeck Gerber. Gegenüber der anderen Kandidatin wies sie für uns den Vorteil auf, dass sie fliessend Französisch spricht. Obwohl es hier um eine Ersatzwahl an die deutsche Abteilung des Regionalgerichts in Biel geht, ist dies ein wesentlicher Vorteil, da in Biel sehr viele Händel sowohl in deutscher wie in französischer Sprache – manchmal sogar im gleichen Handel – ausgetragen werden. Von den Fachrichtern unterstützen wir alle aufgeführten.
Zu den Wahlen bleibt mir noch etwas zu bemerken, was bereits die Vorsitzende des Ausschusses formuliert hat. Zunehmend stellt sich uns ein Problem. Schauen wir uns die Liste der Richter an, die wir dieses Mal nicht wählen konnten, zeigt sich, dass wir im Kanton zu wenig Richterinnen und Richter französischer Muttersprache für die französischsprachigen Abteilungen finden. So fehlt uns seit langer Zeit am Obergericht ein Suppleant französischer Muttersprache, und auch diesmal konnten wir an die Schlichtungsstellen des Regionalgerichts zwei Fachrichter nicht wählen aufgrund fehlender bilinguer Kandidaten. Das muss uns zu denken geben. Im Ausschuss thematisierte unsere Fraktion nochmals, dass sich die Justizdirektion dieser Thematik annehmen und gemeinsam mit der Justizleitung die Problemfelder und die Möglichkeiten eruieren sollte, um die nunmehr seit Monaten vakanten Stellen wieder besetzen zu können. Das gab auch den Ausschlag dafür, dass wir Frau Brodbeck wählen werden. Zwar können wir nicht wählen, an welchen Gerichten die Gewählten eingesetzt werden; richtet aber ein Kandidat wie Herr Blaser schon jetzt in Burgdorf, kann man davon ausgehen, dass er wohl nicht versetzt werden, folglich die zweite Fachrichterin in Biel schalten und walten wird. Das war uns sehr wichtig, und auch die Präsidentin der EVP-Fraktion sagte uns im Ausschuss klar, sie möchten keine Durchlauferhitzer/innen mehr. Wir sind konfrontiert mit dem Phänomen, dass junge Gerichtspräsidenten halt ans Gericht nach Biel gehen, aber sobald sie eine neue Stelle haben, sehr schnell wieder wechseln. Anderswo geschieht es genau gleich. Das kann es nicht sein; mindert und schmälert es doch die Qualität eines Gerichts. Das hat Biel nicht verdient. Wir gehen davon aus, dass Frau Mirjam Brodbecks Wahl nicht nur eine Scheinwahl sein wird, weil sie uns klar ausrichten liess, sie würde sehr gerne am Gericht in Biel arbeiten, für sie wäre dies nicht nur irgendeine Ersatzlösung. Das beeinflusste unseren Entscheid ganz wesentlich.

Le président. Ich gebe das Wort der Sprecherin der Justizkommission, weil die Ausgangslage offenbar nicht allen ganz klar ist. Vielleicht werden wir dadurch das Verfahren auch noch etwas abkürzen können. Ich möchte niemandem das Wort verwehren, aber bitte, Frau Zumstein!

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR), rapporteuse de la Commission de justice. Ich war davon ausgegangen, dass die Information bereits die Runde gemacht habe. Frau Mirjam Brodbeck hat ihre Kandidatur zurückgezogen. Daher erübrigt sich, dass die Fraktionssprechenden sich in ihren Voten noch auf sie beziehen.

Le président. Habe ich es richtig erfasst, stehen nun genau so viele Kandidaten und Kandidatinnen zur Verfügung, wie es zu wählen gilt. Die weiteren Fraktionssprechenden kommen zu Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Herr Grossratspräsident, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, geschätzte Kandidatin und Kandidaten, in den letzten Monaten wurden Gerichtsentscheide – von welcher Instanz auch immer – von den Medien grossräumig kommuniziert. Die Leserschaft, ohne Kenntnis der Juristerei und des ganzen Prozessablaufs innerhalb der Materie, machte sich hüben wie drüben zum Teil lautstark Luft über die Urteile. Ob zu Recht oder Unrecht, wird auf mangelndes Fingerspitzengefühl und oder fehlenden Menschenverstand hingewiesen. Die Nation ist auch in diesem Bereich voller Experten! Diese Signale sollten und dürfen wir nicht unkritisch behandeln, sondern sie sollten uns ein Zeichen sein, wo immer möglich auf unser geltendes Recht hinzuweisen und den Leuten aufzuzeigen, wie unser juristisches System funktioniert. Es ist komplex und deshalb nicht immer ganz einfach. Alle Personen, die heute zur Wahl stehen, werden also genau solche Arbeit leisten müssen: Entscheide fällen und nach aussen kommunizieren, auch damit rechnen, dass diesbezüglich immer wieder Gegenwind oder Kritik aufkommen wird. Das müssen alle diese Personen können oder dann zumindest lernen, damit umzugehen. Das ist in ihrem beruflichen Alltag zum Teil bereits geschehen oder wird noch geschehen.
Anlässlich der Hearings und Lebensläufe konnten wir feststellen, dass alle Bewerber das Prädikat «sehr gut» oder «gut bis sehr gut» erreichten und somit alle zur Wahl empfohlen werden können. Mich freut, dass ich Ihnen heute eine solche Kandidatin der BDP präsentieren darf. Wir sind überzeugt, dass Franziska Luginbühl Schönenberger – wir sind weder verschwägert, verschwistert noch irgendwie verwandt – die vorher erwähnten Anforderungen erfüllt und sowohl das nötige Fingerspitzengefühl als auch den gesunden Menschenverstand mitbringt, verbunden mit grossem, breitem Sachwissen. Ihrem Lebenslauf ist zu entnehmen, dass sie ihr Wissen beispielhaft kontinuierlich ausbaute vom

Studium über Praktika bis hin zum Anwaltspatent und weiter zur Gerichtsschreiberin beim Regionalgericht Bern-Mittelland. Besonders gefällt und hat uns an Franziska Luginbühl Schönenberger beeindruckt, dass sie sich nebst den beruflichen Erfahrungen über all diese Jahre auch in verschiedenen Tätigkeiten, beispielsweise als Prüfungsexpertin bei Lehrabschlussprüfungen, Branche öffentliches Recht, oder als Leiterin der Arbeitsgruppe zur Erarbeitung neuer Lehrmittel engagierte und dies vermutlich auch weiterhin tun wird. Wir sind sicher, dass Frau Luginbühl das nötige breite und vertiefte Sachwissen, das der nächste Schritt als Richterin deutscher Muttersprache am Regionalgericht erfordert, haben wird. Deshalb steht die BDP-Fraktion einstimmig hinter dieser Kandidatur, und ich danke Ihnen, wenn Sie sie ebenfalls unterstützen.
Zu den weiteren Wahlgängen: Im ersten Wahlgang unterstützen wir ganz klar Urs Loosli, im zweiten Wahlgang Manuel Blaser – nur er bleibt noch übrig, aber auch er präsentierte sich im Hearing sehr gut und findet unsere volle Unterstützung. Im dritten und vierten Wahlgang unterstützen wir ebenfalls die vorgeschlagenen Kandidaten.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Zur ersten Wahl, der Ergänzungswahl eines Mitglieds deutscher Muttersprache für das Verwaltungsgericht, sozialversicherungsrechtliche Abteilung: Obwohl nur ein Kandidat zur Wahl steht, nahmen wir uns die Mühe, Herrn Loosli zu uns in die Fraktion einzuladen. Er hinterliess einen sehr guten Eindruck; er bringt die nötige Qualifikation und die nötige Erfahrung zur Ausübung dieses Amtes mit; wir werden Herrn Loosli einstimmig unterstützen.
Für die zweite Wahl steht mit Manuel Blaser ein Mitglied der SVP zur Verfügung. Erlauben Sie mir, kurz einige Worte über ihn zu verlieren. Manuel Blaser ist 1981 geboren und wohnt in Burgdorf. Er verfügt über hervorragende Qualifikationen, schaffte den Fürsprecher-Abschluss mit der Note 5,23 und den Master mit 5,4 – also mit aussergewöhnlichen Noten. Er verfügt aber nicht nur über juristische Qualifikationen, sondern auch über die nötige Sozialkompetenz, um das Amt eines Gerichtspräsidenten auszuüben. Manuel Blaser hat aussergewöhnlich gute Referenzen. Im Ausschuss IV wurde er einstimmig als sehr geeignet qualifiziert. Seit einigen Monaten ist er ausserordentlicher Gerichtspräsident in Burgdorf: Man kann ihn wohl als den geborenen Gerichtspräsidenten bezeichnen; für ihn ist es Berufung. Wer also in der Berner Justiz auf Qualität setzt, setzt Manuel Blaser jetzt gleich auf den Wahlzettel.
Die Situation mit den beiden anderen Kandidatinnen – zur Wahl steht jetzt nur noch eine – war für uns eine Knacknuss. Wir hatten ebenfalls beide in die Fraktion eingeladen, und beide hatten im Ausschuss IV die gleiche Qualifikation erreicht. Letztlich entschieden wir uns, Frau Luginbühl zu unterstützen, dies auch, weil die BDP nach Parteienproporz den grösseren Anspruch hat als die EVP. Selbstverständlich gehen wir davon aus, dass dies bei künftigen Wahlen in Betracht gezogen wird. In den Wahlgängen drei und vier unterstützen wir die vorgeschlagenen Kandidaten.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Die Fraktion EVP unterstützt den vorgeschlagenen Kandidaten für das Verwaltungsgericht und die beiden Vorgeschlagenen als Fachrichter für die Regionalgerichte vorbehaltlos. Wir bedauern aber ausserordentlich, dass wir unsere Kandidatur aufgrund der Mehrheitsverhältnisse, die sich leider erst heute Morgen abzeichneten, zurückziehen mussten. Wir waren überzeugt, Ihnen eine ausgezeichnete und bestens qualifizierte Persönlichkeit zur Wahl vorschlagen zu können. Das sahen nicht alle so, was uns bewog, diese Kandidatur zurückzuziehen.
Hinter der Kandidatur von Herrn Manuel Blaser stehen wir vorbehaltlos.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützen alle Vorgeschlagenen. Wir danken ihnen, dass sie in unsere Fraktion kamen und wir mit allen reden konnten. Insbesondere danken wir auch unserem Kandidaten für das Verwaltungsgericht, Urs Loosli, dass er sich zur Verfügung stellt. Wir sind froh, mit ihm einen profunden Kenner der Materie präsentieren zu können, und wir sind sicher, dass er seine Arbeit zugunsten von uns allen sehr gut machen wird. Danke für Ihre Unterstützung.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Wir sind überrascht vom Rückzug der Kandidatur von Frau Brodbeck. Wir hatten alle drei für die Regionalgerichte Kandidierenden zu uns in die Fraktion eingeladen, wobei uns Frau Brodbeck sehr überzeugte. Sie gab eine kompetente, von Lebenserfahrung zeugende, gute Vorstellung, verkaufte sich gut, sprach hervorragend Französisch. Heute Morgen wurden wir von der Nachricht überrascht, sie habe ihre Kandidatur zurückgezogen. Die folgende Aussage mache ich rein persönlich, sie ist also nicht mit der Fraktion abgesprochen: Man bekam auch zu hören, die Kandidatin habe ihre Kandidatur wegen ihres religiösen Hintergrundes zurückziehen müssen. Das finde ich ausserordentlich schade, sehr schade, denn die Kompetenz ist gegeben, sie sprach hervorragend Französisch bei uns, ist lebenserfahren, und sie steht mit beiden Beinen auf dem Boden. Ich glaube sie wäre sehr geeignet für ein solches Amt. Wir hätten sie gerne gewählt, sie hätte praktisch alle unsere Stimmen erhalten. Ich finde es schade, wenn bei einer Wahl solche Kriterien herangezogen werden, denn ich erwarte von Kandidierenden, dass sie in ihrer Arbeit ihre religiöse und politische Grundhaltung in den Hintergrund stellen. Wir wählen die beiden übrig gebliebenen Kandidierenden, da ja zwei Personen zu wählen sind. Beide hätten ohnehin eine gewisse Anzahl Stimmen erhalten. Alle weiteren Vorgeschlagenen für die anderen Wahlen unterstützen wir ebenfalls.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch wir wählen grundsätzlich die Vorgeschlagenen. Für die Wahl zweier Richterinnen und Richter an die Regionalgerichte in Burgdorf und Biel steht zunächst Manuel Blaser zur Verfügung. In unserer Fraktion hinterliess er einen sehr kompetenten und frischen Eindruck. Natürlich ist er sehr geeignet als ausserordentlicher Gerichtspräsident bereits jetzt am Regionalgericht Emmental-Oberaargau und daher prädestiniert für diesen Job.
Bezüglich des zweiten Wahlgangs kann ich mich eigentlich Christine Häslers Votum anschliessen. Wir beurteilten Frau Brodbeck als sehr kompetente Frau. Als federführende Gerichtsschreiberin in der zweiten Strafkammer des Ober-

gerichts hätte sie alle Voraussetzungen erfüllt für den Job. Nicht zuletzt ihre perfekten Französischkenntnisse, die sie bei uns in der Fraktion unter Beweis stellte, hätten sie befähigt, den Posten in Biel zu übernehmen. Schade, dass die Kandidatur zurückgezogen wurde! Natürlich haben wir nun nicht diskutieren können, ob wir die zweite Kandidatin, die wir nicht im Vordergrund sahen, wählen würden. Die Vorstellung in unserer Fraktion fiel ein wenig durchzogen aus. Darum überlassen wir den einzelnen Fraktionsmitgliedern, wem sie ihre Stimme geben wollen.

Le président. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen mehr. Die Wahlcouverts können ausgeteilt werden. Sie erhalten ein Couvert für die insgesamt vier Wahlen.

Le président. Ich darf gratulieren: Bereits gestern hatte Geri Fischer Geburtstag. Dadurch, dass wir nicht tagten, bescherten wir ihm einen freien Tag. Herzliche Gratulation im Nachhinein! *(Applaudissements)*
Heute, am 25. März feiern drei Personen Geburtstag, nämlich Herr Andreas Hofmann. Herzliche Gratulation! *(Applaudissements)* Bei den Grünen ist Frau Daphné Rüfenacht die Jubilarin. Auch ihr herzliche Gratulation! *(Applaudissements)* Und auch die SVP hat in Erich Hess ihren Jubilar. Herzliche Gratulation! *(Applaudissements)*
Ich gebe nun die Ergebnisse der Wahlgeschäfte bekannt.

Résultat de l'élection 2013.1688 :

Bulletins distribués : 156, bulletins rentrés : 155, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 149, majorité absolue : 75. Est élu :

Urs Loosli par 149 voix

Résultat de l'élection 2013.1690 :

Bulletins distribués : 156, bulletins rentrés : 155, dont 19 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 136, majorité absolue : 69. Sont élus :

Manuel Blaser par 120 voix
Franziska Luginbühl Schönenberger par 85 voix

Voix éparses : 27

Résultat de l'élection 2013.1692 :

Bulletins distribués : 156, bulletins rentrés : 155, dont 7 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 148, majorité absolue : 75. Est élu :

Giorgio Stefano Insom par 148 voix

Résultat de l'élection 2013.1691 :

Bulletins distribués : 156, bulletins rentrés : 156, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 153, majorité absolue : 77. Est élu :

Hans-Peter Wyss par 153 voix

Le président. Herzliche Gratulation allen Gewählten! *(Applaudissements)*

Affaire 2014.0190

Assermentation du nouveau ou de la nouvelle juge germanophone (90%) du Tribunal administratif, Cour des assurances sociales, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Le président. Zur Vereidigung von Herrn Urs Loosli, neu gewählt an die sozialversicherungsrechtliche Abteilung des Verwaltungsgerichts, bitte ich alle im Ratssaal Anwesenden sich zu erheben.

Monsieur Loosli fait la promesse.

Le président. Ich gratuliere Herrn Loosli ganz herzlich und wünsche Ihm in seiner neuen Tätigkeit viel Erfolg und Befriedigung. *(Applaudissements)*

Affaire 2013.1572

Heure des questions

Question 7
Adrian Haas, Berne (PLR) – Confusion des bulletins de vote

Depuis que la ville de Berne a introduit de nouveaux bulletins de vote, sur lesquels les réponses oui/non aux questions soumises à la votation doivent être cochées, il existe désormais dans le canton de Berne différents types de bulletins. Cela complique la communication avec les électeurs et électrices puisqu'il n'est plus possible de reproduire l'image du bulletin dans la campagne de vote, à moins d'une reproduction des différents types en parallèle (potentiel de confusion) ou séparément ville-canton (malheur à celui qui lit le mauvais journal).
1. Quelle importance la Chancellerie d'Etat attache-t-elle à ce phénomène ?
2. Ne vaudrait-il pas mieux définir dans la loi une configuration uniforme des bulletins de vote ?

Christoph Neuhaus, président du Conseil-exécutif. Die Stadt Bern zählt seit der Abstimmung vom 9. Februar 2014 die Abstimmungsergebnisse mithilfe von Scannern elektronisch aus. Die Bundeskanzlei und die Staatskanzlei des Kantons Bern haben dieses Auszählungsverfahren bewilligt. Der Einsatz der Scanner führt zu einer präziseren und rascheren Ermittlung der Ergebnisse. Seit mehreren Jahren kommen Scanner auch erfolgreich zum Einsatz bei der Auszählung von Abstimmungen in den Städten St. Gallen, Freiburg, Lausanne und im Kanton Genf.
Die maschinenlesbaren Stimmzettel enthalten Kästchen, in denen die Antworten «Ja» oder «Nein» anzukreuzen sind. Sie sehen anders aus als die konventionellen Stimmzettel, auf die «Ja» und «Nein» geschrieben wird. Dass dadurch in

der Abstimmungspropaganda nicht mehr ein für alle Gemeinden geltender Musterstimmzettel abgebildet werden kann, ist aus Sicht des Regierungsrats hinzunehmen. Der Regierungsrat sieht keinen Grund, deswegen auf die elektronische Auszählung in grossen Gemeinden zu verzichten.

Question 8

Adrian Haas, Berne (PLR) – Taux de condamnation des sprayeurs

On apprend qu'il est rare qu'un sprayeur soit condamné pour dommage à la propriété. D'abord parce que les enquêtes à ce sujet aboutissent rarement et puis parce qu'il s'agit d'infractions poursuivies sur plainte.

1. Ces faits sont-ils avérés ?
2. Quels sont en réalité les taux de condamnation ?

Christoph Neuhaus, président du Conseil-exécutif. Die Strafverfahren werden bei der Staatsanwaltschaft nach Delikten, aber nicht nach Tatvorgehen erfasst. Wie eine Sachbeschädigung begangen worden ist, lässt sich deshalb nicht auswerten. Zur Aufklärungsquote kann die Staatsanwaltschaft ebenfalls nichts sagen, da Delikte mit unbekannter Täterschaft von der Polizei nicht gemeldet werden (Art. 307 Abs. 4 der Schweizerischen Strafprozessordnung). Die gesetzliche Ausgestaltung der Sachbeschädigung als Antragsdelikt überlässt es der geschädigten Person, entweder von Anfang an auf den Antrag zu verzichten oder einen solchen wieder zurückzuziehen, beispielsweise im Rahmen von Vergleichsverhandlungen. Eine Statistik darüber wird nicht geführt. Die unterbreitete Aussage kann deshalb nicht bewertet werden.

Question 4

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC) – Halte CFF des Champs-de-Boujean

La halte CFF des Champs-de-Boujean a été mise en service le 15 décembre 2013. Toutefois, des problèmes se posent à l'usage. Certains voyageurs en provenance de Moutier ou Soleure ne peuvent pas descendre du train à cet endroit directement mais doivent aller à la gare de Bienne et revenir avec un autre train.

1. Cette situation ne péjore-t-elle pas l'attractivité de cette halte pour de nombreux pendulaires ?
2. Quelles mesures sont-elles envisagées dans ce cadre ?
3. Plus particulièrement, est-il envisageable que le Conseil-exécutif intervienne auprès des CFF pour que les trains qui partent de Moutier à la minute 29 s'arrêtent aux Champs-de-Boujean sans pour autant rendre impossible la correspondance pour Berne ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Questions 1 et 2. La nouvelle station Bienne / Champs-de-Boujean a été planifiée et réalisée pour le trafic régional. Elle lui est donc exclusivement destinée. Concernant les liaisons mentionnées dans la question, elles sont assurées par des RegioExpress. Il n'a jamais été prévu que ces derniers desservent le nouvel arrêt, car les trains en provenance du Jura bernois manqueraient alors les correspondances à destination de Berne et de Lausanne en gare de Bienne. Question 3. Le Conseil-exécutif ne voit aucune nécessité d'intervenir.

Question 5

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC) – Superficie du canton de Berne à la suite de la fixation définitive de la frontière entre les cantons de Berne et du Valais

Le Conseil-exécutif vient d'approuver le tracé de la frontière entre les cantons de Berne et du Valais. Cette délimitation définitive de la frontière entre ces deux cantons a aussi été avalisée par les communes concernées. Cette frontière n'avait jamais été déterminée définitivement en raison du caractère très montagneux de la ligne de partage entre deux des plus grands cantons suisses en superficie.
Le Conseil-exécutif peut-il nous dire si la décision commune qu'il vient de prendre avec son homologue valaisan a modifié la superficie totale de notre canton ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. La superficie totale du canton n'a pas été modifiée par l'adaptation du tracé de la frontière.

Question 18

Roberto Bernasconi, Malleray (PS) – Nettoyage des routes souillées par les camions de la N16

Le dernier tronçon de la N16 à réaliser est celui de Court à Loveresse.
Les routes sont pour cette raison beaucoup plus souillées que d'habitude et les riverains se plaignent de la poussière.

1. A quel rythme la route principale sur ce même tronçon est-elle nettoyée ?
2. La fréquence est-elle augmentée avec de longues périodes sans pluie ?
3. Est-ce que le canton intervient sur les tronçons communaux souillés lorsque les camions des travaux de la N16 passent plus de 40 fois par jour ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. 1. En temps normal, le nettoyage est effectué une fois par mois. Des nettoyages supplémentaires ont lieu si nécessaire. 2. La fréquence est augmentée pendant les périodes sans pluie. 3. En règle générale, le canton n'intervient pas sur les routes communales. Il intervient dans le périmètre rapproché des accès aux chantiers (à Court, Bévilard et Pontenet) et aux sites de dépôts de matériaux gérés par le canton (Court et Pierre-Pertuis).

Question 19

Dave von Kaenel, Villeret (PLR) – Déprédation de panneaux d'entrée de localité

En marge de la 50e fête de la jeunesse jurassienne, le Groupe Bélier a revendiqué publiquement avoir subtilisé les panneaux d'entrée de cinq localités du Jura bernois en les

remplaçant par des panneaux rouges mentionnant « le 4e district jurassien »
– La Direction des travaux publics entend-elle porter plainte contre le Groupe Bélier ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Le Conseil-exécutif a décidé que non pour des raisons économiques.

Question 25
Manfred Bühler, Cortébert (UDC) – Ilot dangereux

Depuis fin 2013, un îlot est placé à l'entrée Est du village de Cortébert et avait fait l'objet d'une interpellation relevant sa dangerosité. Un nouvel accident a eu lieu il y a quelques semaines, un candélabre endommagé ayant d'ailleurs dû être remplacé.
1. Combien d'accidents avec des dégâts matériels ont-ils eu lieu depuis l'installation de cet îlot ?
2. Une étude quant à sa dangerosité est en cours, quand les résultats seront-ils connus ?
3. Ne vaudrait-il pas mieux déconstruire immédiatement cet obstacle périlleux au lieu de dépenser de l'argent pour des études ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. 1. L'îlot placé à l'entrée Est du village de Cortébert a été installé en novembre 2012. Depuis, trois accidents avec des dégâts matériels à mettre au compte d'une vitesse inadaptée aux conditions de la route ont été recensés à cet endroit. Il faut par ailleurs relever que des accidents s'étaient déjà produits auparavant sur ce tronçon, raison pour laquelle l'îlot en question avait été réalisé. 2. Comme c'est habituellement le cas après l'achèvement de projets de ce type, un contrôle d'efficacité sera prochainement effectué. Les résultats ne seront pas connus avant la fin de cette année. 3. Non, l'îlot en question est nécessaire pour des raisons de sécurité routière, notamment pour garantir la sécurité des chemins empruntés par les écoliers. Ce sont précisément les résultats du contrôle qui définiront s'il y a lieu d'entreprendre une modification de l'aménagement actuel.

Question 26
Manfred Bühler, Cortébert (UDC) – Panneaux souillés dans le Jura bernois

Les panneaux touristiques bruns situés au bord des routes cantonales et souhaitant la bienvenue aux automobilistes dans le Jura bernois sont souillés de peinture depuis de nombreuses années, ce qui donne une mauvaise image de la région. Ces déprédations étaient liées à la question jurassienne. Or celle-ci a été résolue politiquement le 24 novembre 2013 (sous réserve de la phase de vote communaliste). Le Jura bernois restera ainsi une région à part entière dans le canton de Berne.
1. Le canton est-il responsable de l'entretien de ces panneaux ?
2. Le remplacement de ces panneaux ne serait-il pas bienvenu compte tenu du résultat sans appel du 24 novembre 2013 ?
3. Si le canton n'est pas responsable de l'entretien des panneaux, peut-il soutenir financièrement la remise en état ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. 1. Le canton n'est pas responsable de l'entretien des panneaux touristiques au bord des routes cantonales. 2. Le remplacement des panneaux touristiques est du ressort de Jura bernois tourisme qui en est également responsable pour l'entretien. Selon nos dernières informations, un projet de remplacement serait en cours d'élaboration, bien que le financement ne soit pas encore assuré. 3. Comme le canton n'est pas propriétaire de ces panneaux, il n'est pas de son devoir d'intervenir dans l'entretien de ces derniers. Le canton ne dispose pas de bases légales pour soutenir financièrement leur remise en état.

Question 27
Roland Matti, La Neuveville (PLR) – Tunnel autoroutier de Douanne

1. Quelles sont les raisons du retard aux réponses des oppositions des organisations de protection ?
2. Suite à l'acceptation du FABI par le peuple suisse le 9 février 2014, que va entreprendre le Conseil-exécutif pour pouvoir mettre en service le tunnel ferroviaire en 2025 ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. 1. Les réponses aux oppositions ont été données dans le cadre de la procédure d'approbation du projet définitif. En 2011, le Tribunal administratif fédéral a partiellement accepté un recours relatif à l'aménagement du portail Est déposé par deux organisations de protection. Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication a ordonné l'étude supplémentaire des variantes proposées par les opposants. Malgré les diverses interventions de l'Office cantonal des ponts et chaussées, la décision finale est en suspens auprès du Département fédéral compétent.
2. L'Office fédéral des transports avait déjà mandaté les CFF pour mener l'étude de projet avant la votation FAIF. Les services cantonaux spécialisés sont représentés dans un groupe de suivi et mettent tout en œuvre pour que le projet se déroule bien afin que le tunnel de Gléresse puisse être mis en service en 2025.

Question 33
Peter Studer, Utzenstorf (PBD) – Danger pour les usagers de la route

Selon la loi du 4 juin 2008 sur les routes et son ordonnance d'application du 29 octobre 2008, la distance à la route qu'il faut respecter pour les arbres à haute tige le long des routes

situées dans une zone d'habitation est de trois mètres du bord de la chaussée ou de 1,5 m du bord extérieur du trottoir, ces distances étant calculées à partir du centre du pied de la plante.

1. Quelles sont les bases légales qui permettent à l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne de planter, dans la mise en œuvre de mesures de modération du trafic, au milieu d'une route cantonale dans une zone d'habitation, de coûteux arbres à haute tige à moins d'un mètre du bord de la chaussée?
2. Qui porte la responsabilité en cas d'accidents en des endroits où les arbres plantés à des distances non conformes à la législation causent de sérieux dangers ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt à charger l'Office des ponts et chaussées de supprimer les emplacements dangereux de ce type ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Zu Frage 1: Die Strassenabstände von Bäumen und anderen Pflanzen sind in der Strassenverordnung in Artikel 57 geregelt. Die vom Fragesteller angesprochenen Bäume sind Bestandteil der Strasse und dienen dazu, die Verkehrsteilnehmenden auf spezielle Situationen – beispielsweise Ortseinfahrten – hinzuweisen. Gemäss Absatz 3 in Artikel 57 gibt es für solche Bäume und Pflanzen keine Abstandsvorschriften. Sie werden aufgrund fachtechnischer Normen gepflanzt. Zu Frage 2: Der/die Unfallverursacher/in, da die gesetzlichen Vorgaben eingehalten werden. Zu Frage 3: Nein, denn sie entsprechen den gesetzlichen Vorschriften, sind für die Strassensicherheit notwendig und verhältnismässig.

Question 1

Thomas Fuchs, Berne (UDC) – Naturalisation de personnes bénéficiaires de l'aide sociale

La Direction cantonale de la police et des affaires militaires (POM) a informé que l'initiative populaire «Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale!» est en vigueur depuis le 11 décembre 2013, date à laquelle elle a été adoptée par 56 pour cent des électeurs et électrices. Les nouveaux critères de naturalisation figurent depuis dans la Constitution cantonale et sont applicables à toutes les procédures en cours.

La POM a constaté l'applicabilité de la norme constitutionnelle, en fonction de son caractère déterminé. La POM estime que les critères de naturalisation en ce qui concerne la condamnation pour des actes criminels, la perception d'aide sociale, la connaissance des traditions du pays et la nécessité d'être titulaire d'un permis d'établissement, sont ainsi directement applicables car suffisamment déterminés.

1. Combien de demandes de naturalisation ont-elles été suspendues depuis le 11 décembre 2013 parce que les requérants sont bénéficiaires de l'aide sociale ?
2. Combien de dossiers ont-ils été mis en suspens parce que les requérants n'ont pas encore remboursé les prestations d'aide sociale perçues ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Nach der Annahme der Volksinitiative «Keine Einbürgerung von Verbrechern und Sozialhilfeempfängern» ist die POM daran, eine Auslegeordnung zum neuen Artikel 7 der Kantonsverfassung und der daraus resultierenden Praxisänderung zu erstellen. Insbesondere der Bereich Sozialhilfebezug erweist sich als komplex. Es musste abgeklärt werden, wie die neue Verfassungsbestimmung bundesrechtskonform umgesetzt werden kann. Auch bestanden Unklarheiten über die Beschaffung der nötigen Daten über früheren Sozialhilfebezug beziehungsweise dessen Rückzahlung möglicherweise in unterschiedlichen Gemeinden, in denen eine Person gewohnt hatte. Deshalb konnten die zirka 700 hängigen Gesuche beim kantonalen Zivilstands- und Bürgerrechtsdienst bislang noch nicht weiter bearbeitet werden. Formell sistiert wurden die Verfahren jedoch nicht. In Kürze sollen sie unter Berücksichtigung des neuen Rechts bearbeitet werden.

Question 15

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV) – Enquête externe sur Thorberg

On a appris par les médias que l'enquête concernant l'affaire de Thorberg a été confiée à l'ancien subordonné de Martin Kraemer, Benjamin Brägger. Propriétaire du cabinet-conseil CLAVEM (la POM figure dans ses références), secrétaire d'une commission de la CCDJP, membre du PLR et copain de Kraemer et de Caccivio, voilà pour l'indépendance de cette personne et donc pour la pertinence des résultats de l'investigation.

1. Le directeur de la police ne voit-il aucun problème de crédibilité dans le fait de confier l'enquête à un ancien collaborateur ?
2. N'aurait-on pas pu choisir plutôt un expert ou une experte dont les qualifications sont comparables et dont les relations avec la police et avec les personnes concernées par l'enquête sont plus distancées ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Zu Frage 1: Die POM und ich persönlich sind überzeugt, dass die Unabhängigkeit der Untersuchungen durch Herrn Benjamin Brägger gegeben ist. Nicht nur in der POM ist die fachliche Kompetenz von Herrn Brägger unbestritten. Er ist einer der wenigen schweizweit anerkannten Experten im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs und nimmt Lehraufträge an den Universitäten Bern und Lausanne wahr.

Das Anstellungsverhältnis zwischen Benjamin Brägger und den Anstalten Witzwil und damit strukturell auch dem Amt für Freiheitsentzug und Betreuung (FB) liegt bereits über zehn Jahre zurück. Herr Brägger war vom 1. Dezember 1995 bis 31. Dezember 2000 Bereichsleiter Betreuung in den Anstalten Witzwil.

Schliesslich gab es nur äusserst wenige Berührungspunkte zwischen Herrn Caccivio und Herrn Brägger: Anlässlich der Brevetierung des Aspiranten Benjamin Brägger zum Leutnant bot Herr Oberleutnant Caccivio als Fachklassenlehrer ihm – wie sämtlichen anderen Aspiranten auch – das Du an. Nachdem Herr Caccivio Direktor der Anstalt Thorberg geworden war, gab es ein bis zwei kurze Treffen zwischen den beiden Personen im Rahmen von Strafvollzugstagungen.

Vor zwei Jahren besuchte Herr Brägger mit Studierenden der Universität Bern des Fachs Straf- und Massnahmenvollzugsrecht den Thorberg. Herr Caccivio machte die Führung.
Zu Frage 2: In erster Linie geht es darum, die Vorfälle durch eine qualifizierte Stelle gründlich zu untersuchen. Fachexpertinnen und -experten im Bereich Straf- und Massnahmenvollzug gibt es wenige. Entsprechend kennen sich in unserem kleinen Land sämtliche Fachpersonen. In England they would say «you» to each other!

Question 16
Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts) – Ivresse de la vitesse

A partir d'avril 2014, un hydrojet encore sans autorisation emmènera les touristes sur le lac de Brienz pour visiter les chutes du Giessbach. Selon les exploitants, l'engin effectuera spontanément un virage à 360° à pleine vitesse. Dans la région de l'Oberland Est, il y a une grande variété d'offres d'aventure de ce type et les accidents mortels sont fréquents.
1. Les activités de plein air comme celles d'une compagnie d'hydrojets sur le lac de Brienz peuvent-elles effectivement se déployer sans les moindres conditions et charges ?
2. L'Office de la circulation routière et de la navigation du canton de Berne et le gouvernement sont-ils informés du large rejet opposé à ce projet d'activité, notamment parmi la population de la région concernée ?
3. Quels sont les moyens à la disposition du canton de Berne pour préserver la région de l'Oberland-Est de nouvelles offres d'aventure de ce type, surtout d'offres aussi bruyantes ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Zu Frage 1: Gewerbliche Tätigkeiten können grundsätzlich ohne Einschränkungen ausgeübt werden (Art. 2 Abs. 1 Gesetz über Handel und Gewerbe). Der gewerbliche Personentransport im Zusammenhang mit Rundfahrten auf Motorbooten unterliegt keiner besonderen Bewilligungspflicht (Art. 8 Abs. 1 Bst. f der eidgenössischen Verordnung über die Personenbeförderung). Ansonsten haben die Schiffsführer die auf den Gewässern geltenden Verkehrsregeln, Geschwindigkeitsvorschriften und generellen Sorgfaltspflichten einzuhalten. Bezüglich weiterer Vorschriften und Gesetze verweist der Regierungsrat auf die Fragestunde des Nationalrats vom 17. März 2014 (Frage von Nationalrätin Regula Rytz). Auch in der Antwort des Bundesrates ist klar festgehalten, dass das auf dem Brienzersee geplante Angebot dieselben Vorschriften und Auflagen einhalten muss wie andere Sportboote oder Vergnügungsschiffe. Zu Frage 2: Die Regierung hat dies sehr wohl zur Kenntnis genommen. Jedoch sind das SVSA und die Regierung an die geltende Gesetzgebung gebunden. Zu Frage 3: Leider besteht zurzeit kein Handlungsspielraum. Beim vorgesehenen Angebot handelt es sich um Rundfahrten, die kaum vom üblichen Schiffsverkehr abweichen. Es gilt auch für den Bundesrat nicht als Risikoaktivität im Sinn der Bundesgesetzgebung. Die Abgasemissionen der Motoren wie auch die Geräuschemissionen sind für alle Schiffe begrenzt und müssen eingehalten werden.

Question 21
Adrian Wüthrich, Huttwil (PS) – Promouvoir la restitution des armes dans le canton de Berne

De nombreuses armes et de grandes quantités de munition sont encore stockées dans les ménages bernois. La Police cantonale est responsable de la mise en œuvre de la législation sur les armes. Chaque citoyen et citoyenne peut remettre son arme à un poste de police.
En automne 2009, suite à l'adoption de la motion 033-2008 Masshardt « Elimination des armes et munitions inutilisées », la Direction de la police et des affaires militaires a mené avec succès une campagne de restitution des armes et de la munition : à Berne, à Thoune et à Wangen, 3223 armes ont été déposées et 1700 kilogrammes de munition.
1. Combien d'armes et de munition ont été déposées dans les postes de police depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur les armes, entre 2009 et 2013 ?
2. Le Conseil-exécutif est-il prêt à organiser à nouveau une campagne comme celle de l'automne 2009 afin que dans la population, on dépose volontairement les armes ?
3. Le Conseil-exécutif voit-il d'autres mesures pour réduire la densité des armes dans le canton de Berne ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Zu Frage 1: Von Januar 2010 bis März 2014 wurden bei der Kantonspolizei Bern rund 5500 Waffen abgegeben. Die abgegebene Munition kann nicht verifiziert werden.
Zu Frage 2: Aufgrund der Anzahl Waffenabgaben bei der Kantonspolizei Bern in den letzten Jahren sieht der Regierungsrat kein Bedürfnis und keinen Mehrwert in einer weiteren speziellen Rückgabeaktion. Die Bürger haben jederzeit die Möglichkeit, Waffen und Munition auf einer Polizeiwache im Kanton Bern zur Vernichtung abzugeben. Diese kostenlose Entsorgungsmöglichkeit wurde über die Medien mehrfach verbreitet und scheint bei der Bevölkerung gut angekommen zu sein.
Zu Frage 3: Nein, es sind keine weiteren Massnahmen vorgesehen. Die Regelung des Erwerbs, der Übertragung und der Beschlagnahme von Waffen liegt in der Zuständigkeit des Bundes (Waffengesetz des Bundes). Die Kantone sind lediglich verpflichtet, Waffen und Munition gebührenfrei entgegenzunehmen. Dieser Pflicht trägt der Kanton Bern ausreichend Rechnung. Aufgrund der Zuständigkeit des Bundes sind die gesetzlichen Handlungsmöglichkeiten für weitere Massnahmen im Kanton Bern beschränkt.

Question 30
Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV) – Exécution des peines dans le canton de Berne

Le cas Carlos a fait des vagues dans toute la Suisse. Ce jeune délinquant était logé et encadré, on s'en souviendra, dans un environnement privilégié dans le canton de Zurich, pour un coût mensuel de 29 000 francs.

Dans le canton de Berne aussi, le coût particulièrement élevé de l'exécution des peines et le traitement privilégié dont bénéficient certains délinquants est un sujet de préoccupation.

1. Combien de personnes en détention (jeunes et adultes) qui relèvent de la responsabilité du canton de Berne coûtent plus de 15 000 francs par mois à la collectivité ?
2. Quelle est la somme mensuelle des coûts de l'exécution des peines des trois criminels les plus graves et les plus coûteux qui relèvent de la responsabilité du canton de Berne ?
3. Combien de jeunes en détention bénéficient d'un traitement privilégié similaire à celui de Carlos ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Zu Frage 1: Per 31. Januar 2014 verursachten weniger als 10 Prozent oder 23 Fälle von Erwachsenen im Strafvollzug in Einrichtungen des Amts für Freiheitsentzug und Betreuung (FB) Kosten von über 15 000 Franken. In FB-externen Einrichtungen lösten knapp 40 von 149 Fällen höhere Kosten aus. Bei Jugendlichen in Einrichtungen des Amts FB sind es 7 von 66 Fällen, davon 3 zivilrechtliche Einweisungen. Jugendliche werden von der Jugendstaatsanwaltschaft eingewiesen. Auskunft über die Anzahl Jugendlicher, die ausserhalb der Einrichtungen des Amts FB platziert werden, kann deshalb nur die Jugendstaatsanwaltschaft erteilen.
Zu Frage 2: Die Urteilspraxis hat sich in den letzten Jahren stark verändert, und die Justiz spricht vermehrt Massnahmen nach Artikel 59 StGB aus. Diese Massnahmen sind in der Regel teuer bis sehr teuer. Aufgrund dieser Tendenz sind weiterhin steigende Kosten nicht auszuschliessen. Die Polizei- und Militärdirektion respektive das Amt für Freiheitsentzug und Betreuung ist lediglich ausführende Instanz. Die Urteile werden von den Gerichten angeordnet.
Bei den nachfolgend aufgeführten kostenintensivsten Fällen handelt es sich um Verurteilungen mit einer so genannten Massnahme. Der teuerste Fall im Kanton Bern verursacht monatlich Kosten von 58 249 Franken. Die zweit- und drittteuersten Fälle kosten je rund 50 000 Franken pro Monat. Diese drei mit einer Massnahme nach Artikel 59 StGB Eingewiesenen benötigen eine stationäre Behandlung in einer psychiatrischen Einrichtung. Alle drei sind im Zentrum für Stationäre Forensische Therapie der Klinik für Forensische Psychiatrie der Psychiatrischen Universitätsklinik Zürich, das heisst in der Klinik Rheinau.
Zu Frage 3: Total 63 Jugendliche befinden sich in den beiden POM-Heimen Prêles und Lory im Massnahmenvollzug, davon 3 von insgesamt 40 Fällen der Berner Einweisungsbehörde in Prêles und 4 von 23 im Heim Lory. Ich wiederhole: 3 der 40 Jugendlichen in Prêles sind Berner und 4 der 23 jungen Frauen im Loryheim Bernerinnen. Die restlichen Jugendlichen wurden von Einweisungsbehörden anderer Kantone eingewiesen. Im Kanton Bern sind Jugendliche im Massnahmenvollzug in keiner Weise in Settings anzutreffen, wie es im Fall «Carlos» publik geworden ist.

Question 17
Dave von Kaenel, Villeret (PLR) – Evaluation des collaborations interjurassiennes

En date du 10 décembre 2013, le gouvernement jurassien a décidé d'engager une réflexion à propos des collaborations qui ont cours actuellement entre le canton du Jura et le Jura bernois.

1 Le canton de Berne envisage-t-il d'établir une telle évaluation ?
2 Et si oui, quand pense-t-il le faire ?

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. 1. Non, le canton de Berne n'envisage pas établir une réflexion à l'image de celle réalisée par la République et Canton du Jura. Il examinera simplement l'opportunité de pérenniser les collaborations interjurassiennes de cas en cas, lorsqu'il lui appartiendra par exemple de statuer sur la reconduction d'un contrat de prestations liant les deux cantons. Le Conseil-exécutif rappelle qu'aux termes de l'article 11 de la Déclaration d'intention du 20 février 2012, les deux gouvernements se sont engagés à poursuivre un dialogue de qualité et à maintenir des relations interjurassiennes dans un esprit confédéral.
2. Voir réponse ci-dessus.

Question 22
Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC) – Fautes dans la construction et l'exploitation de la Station Etoine

Trois personnes responsables de la sécurité dans cette institution avaient découvert des fautes et demandé que des mesures soient prises pour les corriger. Cela leur a valu d'être licenciées. L'enquête externe a été achevée fin février 2014.

1 Quand le rapport d'enquête sera-t-il porté à la connaissance du Grand Conseil et du public du canton de Berne ?
2 Est-il possible que les trois responsables de la sécurité soient réhabilités et réengagés, en fonction des conclusions du rapport d'enquête ?

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale n'a rien occulté du tout, au contraire. Une enquête administrative externe a été ordonnée dès que les accusations ont été connues.
1. M. Hanspeter Uster livrera son rapport fin mars de cette année. En avril, une conférence de presse sur les résultats de son enquête et les mesures à prendre sera organisée et la Commission de haute surveillance sera informée. 2. Les services psychiatriques universitaires ont autorité d'engagement. Il leur appartient de prendre, au besoin, de telles mesures.

Question 24

Roberto Bernasconi, Malleray (PS) – Dispensation de médicaments par les médecins

Les hôpitaux du canton de Berne incitent leurs patients à ne pas se procurer leurs médicaments dans les pharmacies d'officine, soit en leur dispensant directement les médicaments ou en envoyant les ordonnances à une pharmacie du canton de Thurgovie (appartenant aux médecins) qui pratique l'envoi par correspondance des médicaments.

1. Ce constat est-il correct ?
2. En pratiquant de la sorte, les hôpitaux ne privent-ils pas les patients du suivi qui est apporté par les pharmaciens d'officine ?

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. D'une manière générale, les patients sont libres de choisir la pharmacie dans laquelle ils achètent les médicaments qui leur auront été prescrits. Le médecin compétent doit veiller à ce que les patients qui sortent de l'hôpital puissent continuer à se procurer les médicaments. La plupart des hôpitaux les leur prescrivent avant la sortie. C'est seulement dans des cas exceptionnels qu'ils reçoivent directement une petite quantité. Il convient de relever par ailleurs qu'une dispensation directe peut s'avérer parfois plus judicieuse. Par exemple, lorsqu'il s'agit de thérapies complexes requérant des médicaments chers, nécessitant des formations spéciales et des contrôles réguliers (traitements contre le cancer ou le sida par exemple) ou en médecine tropicale, lorsqu'il faut donner des conseils rapides et quelques doses suite à des réservations de dernière minute.

1. Le Conseil-exécutif n'a pas connaissance de cas où les hôpitaux obligent les patients à se procurer les médicaments dans leur établissement ou par correspondance. Il arrive parfois que des personnes aient recours à l'achat par correspondance, compte tenu des prescriptions délivrées par certains médecins agréés. Elles restent néanmoins libres de choisir la pharmacie.

2. Dans les cas exceptionnels susmentionnés, le suivi des patients est assuré par l'hôpital - je parlais des thérapies contre le cancer et le sida bien sûr. La vente de médicaments par correspondance se fait toujours par l'intermédiaire d'une pharmacie publique. Cela signifie que dans ce cas également, les règles appliquées à une pharmacie publique ordinaire doivent être respectées en ce qui concerne le devoir de diligence, la prescription et la remise de médicaments. A la seule différence que le contact est établi par téléphone, par courriel, par fax ou par courrier.

Question 28

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC) – Contact et multinationales pharmaceutiques, des sponsors convenables ?

Un colloque international du lobby de la légalisation de la drogue qui se tiendra à Bâle en mai 2014 est sponsorisé par Contact et les multinationales pharmaceutiques.

1 N'est-il pas discutable qu'un tel colloque soit soutenu avec l'argent des contribuables alors que 74 pour cent de la population suisse rejette la légalisation de la drogue ?
2 Quels sont les coûts pour le canton de Berne du sponsoring et de l'absence du travail des participants et participantes?

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Nous supposons qu'il est question de la Conférence européenne des risques. Cet événement est organisé en collaboration avec le Réseau européen de réduction des risques EuroHRN par l'Office fédéral de la santé publique, la Centrale nationale de coordination des addictions et le canton de Bâle-Ville, qui en est l'hôte. L'objectif de la Conférence est avant tout de promouvoir le développement professionnel de la réduction des risques.

1. La Conférence bâloise bénéficie d'une large assise, tant politique que professionnelle. La réduction des risques est l'un des quatre piliers de la politique suisse en matière de drogue. Comme son nom l'indique, elle englobe toutes les mesures destinées à diminuer les risques liés à la consommation de drogues. Ces mesures vont de la remise de matériel d'injection stérile à l'analyse des drogues de synthèse en passant par des offres de logement, de soins et de repas. Leur principe est inscrit dans la stratégie d'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne, dont le Grand Conseil a pris connaissance en 2012.

2. Le Réseau Contact a investi 1250 francs à titre de sponsoring. Cinq de ses collaboratrices et collaborateurs participeront à la conférence de deux jours, ce qui représente un coût de 2500 francs. Enfin, la période de travail équivaut au salaire de deux jours de ces cinq personnes, selon le règlement salarial du Réseau Contact.

Question 32

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV) – Conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et de Spital Netz Bern SA

Bientôt ce sera le moment de nommer le conseil d'administration commun de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et de Spital Netz Bern SA. Le Conseil-exécutif aura l'occasion de poser des jalons importants, que ce soit en renommant les membres sortants de ce conseil d'administration ou en nommant de nouveaux membres. La direction opérationnelle passera à Monsieur Holger Baumann. Le moment est donc bien choisi pour un changement à la tête de la direction stratégique.

1 Est-il vrai que quelques-uns des membres actuels du conseil d'administration se démettront de leur fonction ?
2 Est-il vrai que la taille du conseil d'administration sera réduite ? Peut-on s'attendre à un changement à la tête du conseil d'administration à l'occasion de ces nominations ?

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Permettez-moi de relever pour commencer qu'il ne s'agit pas des nominations ordinaires à la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et à Spital Netz Bern AG. Dans la mesure de ses compétences, le Conseil-exécutif

peut à tout moment décider de repourvoir un mandat ou l'ensemble du conseil d'administration si cela s'avérait nécessaire.
1. En effet, le Conseil-exécutif a été informé du retrait de divers membres dudit conseil d'administration. 2. Le conseil d'administration compte onze membres, ce qui est plutôt beaucoup selon les principes modernes de gouvernance. Une réduction par étapes est donc prévue. 3. Selon les statuts de Spital Netz, le Conseil-exécutif nomme le président du conseil d'administration à l'assemblée générale de juin, alors que celui de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile est nommé par arrêté. Le Conseil-exécutif ne voit pas de raison de changer de procédure à l'heure actuelle.

Question 23
Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC) – Subventionnement des écoles à journée continue

1 Depuis quand les écoles à journée continue du canton de Berne touchent-elles des subventions de la Confédération ?
2 Jusqu'à quand ces subventions fédérales seront-elles versées ?
3 Combien d'argent le canton de Berne a-t-il touché chaque année depuis le début du financement initial assuré par la Confédération ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Zu Frage 1: Der Kanton Bern erhält vom Bund für die ausserschulische Kinderbetreuung keine Subventionen. Die Gemeinden können beim Bund direkt Subventionen beantragen. Dadurch entfallen auch die Antworten auf die Fragen 2 und 3.

Question 29
Eva Baltensperger, Zollikofen (PS) – Transparence dans le calcul de la taille des classes

Lors de la délibération des mesures d'économie résultant de l'EOS, le Grand Conseil a voté la consigne selon laquelle les effectifs des classes devaient se situer dorénavant à 19,7 élèves en moyenne. Or, on a appris dans le *Bund* du 12 mars 2014 que les communes ne sont pas toutes tenues d'atteindre cette moyenne alors que d'autres devront même supporter une moyenne plus élevée.
En effet, l'INS a calculé pour chaque commune une moyenne d'effectifs de classe qui permettra d'atteindre la moyenne de 19,7 pour le canton. Les communes qui ont déjà atteint cette moyenne seront pénalisées, puisqu'elles devront imposer une moyenne plus élevée pour compenser les effectifs de classes plus bas d'autres communes.
1. Quels critères ont-ils été appliqués au calcul, et selon quel raisonnement ?
2. Que se passera-t-il pour les communes qui ne parviennent pas à atteindre les objectifs d'économies ?
3. Quelles seront les consignes auxquelles elles devront se conformer pour contribuer malgré tout aux objectifs d'économies ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Der Regierungsrat beantwortet die drei Fragen zum besseren Verständnis gesamthaft. Der Grosse Rat kürzte im November 2013 im Rahmen der ASP-Debatte das Budget der Volksschule gegen den Willen des Regierungsrats über die bereits erfolgten Kürzungen im Entlastungspaket 2012 hinaus um zusätzliche 11 Mio. Franken. Gleichzeitig beauftragten Sie mit vier Planungserklärungen den Regierungsrat, diese Vorgabe mit Augenmass und Rücksicht auf verschiedene Parameter umzusetzen.
Der Erziehungsdirektor – also ich – erteilte daraufhin den Schulinspektoraten folgenden Auftrag:
Die heute gültigen und den Gemeinden bekannten Richtlinien für Schülerzahlen werden konsequenter angewendet. Für jede Gemeinde wurde berechnet, wie viele Lektionen die Volksschulen der Gemeinde zur Verfügung hätten, wenn die Klassenorganisation in der Gemeinde genau im Durchschnitt dieser Richtlinien läge. Diese Berechnung berücksichtigt die Anzahl Klassen der Gemeinde, deren Aufteilung in Jahrgangs- und Mehrjahrgangsklassen und den vorgesehenen abteilungsweisen Unterricht. Die Grösse von Mehrjahrgangsklassen ist in den Richtlinien für Schülerzahlen seit 1985 kleiner angelegt als die Grösse von Einjahrgangsklassen. Dieser Wert wird für alle Gemeinden gleich berechnet. Es ist also nicht so, dass städtische Gemeinden tiefere Durchschnittswerte ländlicher Gemeinden kompensieren müssten. Das Kriterium der Richtlinien ist die Anzahl Klassen der Gemeinde, aufgeteilt in Jahrgangs- und Mehrjahrgangsklassen. Die so berechnete Zahl – Anzahl Lektionen, welche die Gemeinde zur Verfügung hätte, wenn sie die Richtlinien für Schülerzahlen schön im Durchschnitt anwenden würde – stellt im Gegensatz zu dem, was auch in den Medien geschrieben worden ist, keine Vorgabe dar, sondern eine Planungsgrundlage, mit der die Schulinspektorate auf die Gemeinden zugehen.
Die Schulinspektorate haben den Auftrag, in jeder Gemeinde zusammen mit der Schulleitung und der Schulbehörde eine für die konkrete Situation der Gemeinde massgeschneiderte Lösung zu suchen. Das Ziel ist, dass sich die Gemeinde dieser Planungsgrösse schrittweise annähert. Dabei soll die Berner Volksschule nicht mit dem Pflug umgegraben werden, sondern die Klassenorganisation soll im Sinn der Beschlüsse des Grossen Rats – Budgetvorgabe und Planungserklärungen – schrittweise angepasst werden. Dabei wird in Kauf genommen, dass nicht jede Gemeinde dieses Ziel erreichen kann und soll, weil die Situation in unserem vielfältigen Kanton in den Gemeinden unterschiedlich ist.
Ob mit diesem Vorgehen insgesamt die Sparvorgaben des Grossen Rats erreicht werden kann, kann jetzt noch nicht gesagt werden. Dazu kommt, dass die wieder ansteigenden Schülerzahlen der Erreichung des Sparziels entgegenwirken. Den Planungserklärungen des Grossen Rats wird mit diesem Vorgehen auf jeden Fall Rechnung getragen. Mit dem Vorgehen ist auch sichergestellt, dass diejenigen Gemeinden, welche die Richtlinien für Schülerzahlen bereits in der dargestellten Art erfüllt haben, nun nicht auf Grund des Entscheids des Grossen Rats zusätzliche Massnahmen ergreifen müssen. Sie werden also nicht – wie von der Fragestellerin befürchtet – «bestraft».

Question 31

Manfred Bühler, Cortébert (UDC) – Elèves d'école instrumentalisés à des fins électorales ?

Ces derniers jours, les élèves de certaines écoles obligatoires ont reçu de leur enseignant une pétition à distribuer à leurs parents dans le Jura bernois. Le document dénonce le « démantèlement » de l'école et appelle à « voter en conséquence aux prochaines élections cantonales ». Il s'agit d'une propagande électorale à peine voilée en faveur des partis de gauche qui s'insurgent contre les réductions de dépenses décidées par le Grand Conseil en automne 2013.

1. Le Conseil-exécutif a-t-il connaissance de cette pétition ?
2. Cette démarche a-t-elle été faite dans tout le canton ?
3. Cette manière de procéder ne constitue-t-elle pas une instrumentalisation illégale des élèves de l'école à des fins politiques ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. 1. Le Conseil-exécutif n'a pas connaissance de cette pétition. 2. A notre connaissance, cette démarche ne concerne pas l'ensemble du canton. 3. La distribution par les enseignants et les enseignantes de documents qui ne concernent pas un contenu du plan d'études est soumise à l'accord et à la surveillance des autorités scolaires locales (direction d'école et commission scolaire).

Question 11

Irma Hirschi, Moutier (PSA) – Clientèle de l'AIB dans la partie francophone du canton

Pour des raisons obscures et difficilement justifiables dans un canton se targuant de son bilinguisme, après les Forces motrices bernoises (FMB), devenues les Bernische Kraftwerke (BKW), l'Assurance immobilière (AIB) du canton de Berne, institution étatique, s'est muée en Gebäudeversicherung Bern (GVB).

1 Le Conseil-exécutif approuve-t-il cette germanisation de la raison sociale de l'établissement cantonal d'assurance immobilière ?
2 Combien d'assurés l'AIB compte-t-elle dans le Jura bernois ?
3 Et plus spécifiquement en ville de Moutier ?

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Question 1. La germanisation déplorée n'a pas eu lieu. L'Assurance immobilière du canton de Berne reste inscrite sous forme d'entreprise bilingue au registre du commerce et sa correspondance est également effectuée dans les deux langues. Questions 2 et 3. L'AIB assure des immeubles et non des personnes; les chiffres mentionnés ci-après se rapportent donc aux immeubles. Plus de 26 000 immeubles sont assurés dans le Jura bernois, dont quelque 2600 à Moutier.

Question 12

Natalie Imboden, Berne (Les Verts) – Shopping de nuit au centre-ville de Berne

Au centre-ville de Berne, à l'inclusion de la gare, l'association BernCity fait de la publicité pour ce qu'elle appelle un shopping de nuit le 28 avril. Selon le site des organisateurs et organisatrices, l'objectif en est le suivant : « Reproduire le succès de la manifestation de l'an dernier et tenter d'établir le shopping en soirée comme l'événement de l'année. Atteindre une fréquentation maximale. Faire savoir que la ville de Berne vit et qu'il y a un grand nombre de beaux magasins, de restaurants, d'hôtels et de clubs [trad.] »

Dans sa réponse à l'interpellation «Nachtshopping avec plaisir, pas pour tout le monde » (I 133-2013), le Conseil-exécutif relève que « Le beco est conscient des conditions de travail régnant dans le commerce de détail, raison pour laquelle il n'octroie ces autorisations qu'avec retenue. »

1 Quelle est la base légale sur laquelle le beco accorde les dérogations à cette occasion ?
2 Est-il possible d'accorder des dérogations aux heures d'ouverture en vigueur à des manifestations qui ont pour ambition de se produire chaque année ?

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zu Frage 1: Die Rechtsgrundlage findet sich in Artikel 14 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. November 1992 über Handel und Gewerbe (HGG; BSG 930.1). Zu Frage 2: Das beco prüft in jedem Einzelfall, ob eine Ausnahme gerechtfertigt ist. Es gibt verschiedene Anlässe, die jedes Jahr stattfinden und gestützt auf Artikel 14 Absatz 2 HGG bewilligt werden können.

Question 2

Blaise Kropf, Berne (Les Verts) – Plate-forme pour les transactions juridiques électroniques

Le canton de Berne a décidé en 2010 de mettre en place une plate-forme bernoise pour les transactions juridiques électroniques. L'OIO a décidé de remplacer en 2014 cette plate-forme, un développement maison, par une application standard proposée sur le marché. En effet, les autorités judiciaires ont reproché à la plate-forme ses nombreuses pannes. Le fait de remplacer une application sur mesure par une application commerciale n'est pas sans soulever quelques questions :

1 Quel est le coût total de la réalisation (développement et installation) et de l'exploitation de la plate-forme bernoise ?
2 Quels partenaires étaient impliqués dans le développement de la plate-forme et dans son exploitation et comment les mandats externes ont-ils été attribués ?
3 Quel est le coût du passage à un système standard et commercial ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zu Frage 1: Als die Zustellplattform im Jahr 2009 konzipiert wurde, gab es die heute verfügbaren kommerziellen Lösungen noch nicht; diese befanden sich erst in der Testbetriebsphase. Die einmaligen Kosten – Entwicklung und Installation – der Zustellplattform betrugen total 241 916 Franken, die wiederkehrenden Kosten – Betriebskosten – 43 200 Franken jährlich seit 2011. Die internen Kosten – Personalkosten – beliefen sich auf zirka 30 000 Franken jährlich seit 2010.
Zu Frage 2: Das Amt für Informatik und Organisation (Kaio) stellte die Zustellplattform anfänglich im Auftrag der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion und seit der Justizreform im Auftrag der Justizleitung zur Verfügung. Leistungen für die Entwicklung und den Betrieb der Zustellplattform erbrachten die Unternehmen Bedag Informatik AG, Totemo AG und SwissSecure AG. Die entsprechenden Aufträge wurden, wie gesetzlich vorgesehen, freihändig vergeben, weil der im Jahr 2009 geschätzte Wert der einzelnen Aufträge zum Zeitpunkt der Auftragsvergabe den Schwellenwert für die Durchführung eines Einladungsverfahrens beziehungsweise eines selektiven oder offenen Verfahrens nicht erreichte.
Zu Frage 3: Im Jahr 2013 durchgeführte Abklärungen ergaben, dass der Einsatz einer der inzwischen markterprobten kommerziellen Lösungen nun vorteilhafter sei. Daher entschied das Kaio, die eigene Lösung im Jahr 2014 durch eine Standardlösung abzulösen. Die einmaligen und wiederkehrenden Kosten der beiden evaluierten Standardlösungen von PrivaSphere und der Schweizerischen Post sind sehr gering, sie betragen einige Tausend Franken. Für die Einführung der neuen Lösung rechnet das Kaio mit Projektkosten von zirka 40 000 Franken. Dazu kommen einmalige Abschreibungen der alten Plattform von zirka 127 000 Franken. Weitere zirka 40 000 Franken einmalig und 40 000 Franken jährlich wiederkehrend fallen für eine Anpassung des E-Mail-Systems des Kantons an.

Question 3
Blaise Kropf, Berne (Les Verts) – Le canton garantit-il un salaire minimum décent ?

L'initiative sur le salaire minimum sur laquelle nous voterons le 18 mai prochain demande un salaire minimum de 22 francs de l'heure, ce qui revient à un salaire annuel de 48 000 francs.
Un salaire minimum de 48 000 francs par année n'est pas un luxe, puisque cela équivaut à deux tiers du salaire médian. Un salaire minimum de cet ordre serait le meilleur instrument contre le dumping salarial. Or, dans le canton de Berne, il existe 23 combinaisons classe de salaire - échelons qui donnent un salaire inférieur à 48 00 francs par année.

1 Combien de collaborateurs et collaboratrices de l'administration cantonale gagnent-ils un salaire inférieur à 48 000 francs par année pour un poste à plein temps ?
2 Le Conseil-exécutif est-il d'avis lui aussi que dans son rôle d'employeur appelé à servir d'exemple, le canton de Berne ne peut se permettre de payer un salaire annuel inférieur à 48 000 francs ?
3 Est-il prêt à faire en sorte d'adapter le système de classement et sa pratique de manière ce que désormais, ce ne soit plus le cas ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zu Frage 1: Aufgerechnet auf ein 100-Prozent-Pensum erhalten 16 Kantonsangestellte einen Bruttojahreslohn von weniger als 48 000 Franken. Das entspricht 0,07 Prozent aller Kantonsangestellten. 99,93 Prozent der Kantonsangestellten verdienen somit mindestens 48 000 Franken im Jahr. Mitarbeitende mit besonderen Vertragsformen wie beispielsweise Lernende oder Praktikantinnen und Praktikanten sind darin nicht berücksichtigt.
Zu Frage 2: Der Regierungsrat teilt die Meinung des Fragestellers, dass der Kanton Bern mit der Ausrichtung von existenzsichernden Mindestlöhnen eine gewisse Vorbildfunktion ausüben kann. Der tiefste Lohn des Arbeitgebers Kanton Bern liegt bei 46 055 Franken 75 Rappen. Von den rund 24 000 Kantonsangestellten verdienen wie gesagt nur 16 Mitarbeitende weniger als 48 000 Franken. Dabei handelt es sich um Mitarbeitende der untersten Gehaltsklassen mit Funktionen wie zum Beispiel Büromitarbeiter/in III, Mitarbeiter/in Reinigungsdienst oder Kurier/in III. Bei einem durchschnittlichen individuellen Gehaltsaufstieg erreichen jedoch diese Mitarbeitenden spätestens nach rund zwei Jahren, wie gefordert, einen Bruttolohn von mindestens 48 000 Franken.
Zu Frage 3: Wie erwähnt, beziehen lediglich 16 Kantonsangestellte einen Bruttojahreslohn von weniger als 48 000 Franken. Zu berücksichtigen gilt es ausserdem, dass in den nächsten Jahren ein durchschnittlicher individueller Lohnaufstieg von 1,5 Prozent geplant ist, von dem auch die Mitarbeitenden in den unteren Gehaltsklassen profitieren und dadurch innert kürzester Zeit auf einen Lohn von mindestens 48 000 Franken kommen werden. Deshalb erachtet es der Regierungsrat nicht als notwendig, spezielle Massnahmen zur Anpassung der Lohnsituation ins Auge zu fassen.

Question 6
Adrian Haas, Berne (PLR) – A quand la stratégie fiscale ?

Selon la nouvelle loi sur les impôts, le Conseil-exécutif doit proposer une stratégie fiscale au Grand Conseil.

– Quand le Conseil-exécutif prévoit-il de présenter cette stratégie ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zurzeit laufen umfangreiche und detaillierte Auswertungen von Daten über die letzten zwölf Steuerjahre, welche die wichtige Grundlage für die Steuerstrategiearbeiten bilden sollen. Die Finanzdirektion verfolgt das Ziel, dem Regierungsrat noch dieses Jahr erste Projektergebnisse zu unterbreiten, damit er sich damit befassen kann.

Question 9

Hans Kipfer, Thoune (PEV) – Informations et projections en vue des comptes annuels

Le Conseil-exécutif a présenté les comptes 2013 le 11 mars dernier. Ces comptes présentent des écarts marqués par rapport aux projections. D'une part des améliorations essentielles, plus de 100 millions de francs, ont pu être réalisées dans le domaine des hôpitaux et de la psychiatrie. D'autre part le revenu fiscal des personnes morales est supérieur aux prévisions de 25 pour cent. Le débat financier de novembre dernier s'est donc déroulé sur des prémisses au moins partiellement fausses.

1 Pourquoi les informations sur la réduction des coûts de la santé n'ont-elles pas été diffusées au Grand Conseil comme il se doit au moment du débat financier ?
2 Pourquoi les informations concernant l'évolution positive du revenu fiscal des personnes morales n'ont-elles pas été communiquées au Grand Conseil?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zu Frage 1: Bereits in der Hochrechnung vom August 2013 zeichneten sich im Spitalbereich und bei der Psychiatrie Minderkosten von knapp 100 Mio. Franken ab. Die Erkenntnisse daraus flossen bereits in den vom Regierungsrat Ende August 2013 zu Handen des Parlamentes verabschieden Voranschlag 2014 und den Aufgaben-/Finanzplan 2015–2017 ein. Die effektiven Minderkosten gegenüber dem Budget betragen nun 110 Mio. Franken, also rund 10 Mio. Franken mehr, als gemäss Hochrechnung von Mitte Oktober 2014 erwartet wurde.
Zu Frage 2: Die positiven Entwicklungen bei den Unternehmenssteuern waren im Zeitpunkt der Novembersession noch nicht bekannt und konnten deshalb auch nicht kommuniziert werden. Der Regierungsrat hat über den zeitlichen Ablauf bei der Veranlagung der Steuern juristischer Personen und über die entsprechenden Doppeleffekte im Rechnungsjahr 2013 bereits ausführlich informiert. Ich verzichte darauf, dies hier zu wiederholen.

Question 10

Markus Meyer, Roggwil (PS) – Durée des procédures

Une collaboratrice de la Police cantonale a présenté le 2 février 2012 une demande de révision de sa classe de traitement. Il n'y avait pas de recherches complexes à mener ni de preuves particulières à administrer. Le 14 février 2014, plus de deux ans après le dépôt de la requête, la Direction des finances a enfin statué.

1 Le traitement des demandes des employés et employées de l'administration cantonale prend-il toujours autant de temps ?
2 Le Conseil-exécutif juge-t-il convenable que le traitement interne à l'administration des demandes des collaborateurs et collaboratrices dure aussi longtemps ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Gemäss Artikel 197 der Personalverordnung können Mitarbeitende der Kantonsverwaltung ihre Gehaltsklasseneinreihung durch die Bewertungskommission überprüfen lassen. Zu einem von der Bewertungskommission getroffenen Entscheid kann die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller beim Personalamt eine Verfügung verlangen. Im vorliegenden Fall, bei dem das Gesuch am 2. Februar 2012 beim Polizeikommando eingereicht wurde, eröffnete die Bewertungskommission der betroffenen Mitarbeiterin den Entscheid Ende November 2012. Das eigentliche Gesuchsverfahren war damit abgeschlossen. Da die Mitarbeiterin mit dem Entscheid der Bewertungskommission nicht einverstanden war, verlangte sie beim Personalamt eine beschwerdefähige Verfügung, die am 19. Februar 2013 erlassen wurde. Gegen diese Verfügung erhob die Mitarbeiterin am 21. März 2013 Verwaltungsbeschwerde bei der Finanzdirektion. Im Rahmen dieses Verfahrens musste die Direktion umfangreiche Abklärungen tätigen, um als Rechtsmittelinstanz einen Entscheid treffen zu können, der am 14. Februar 2014 erging.
Zu Frage 1: Die Behandlung des eigentlichen Neueinreihungsgesuchs war Ende November 2012 erledigt. Im Februar 2014 wurde das von der Mitarbeiterin angestrengte Rechtsmittelverfahren abgeschlossen. Selbstverständlich ist die Verwaltung bestrebt, ein Gesuch so rasch als möglich zu behandeln. Da im angesprochenen Gesuchs- und anschliessenden Rechtsmittelverfahren grundlegende Fragen zur Personaleinreihung zu beantworten waren, nahmen die Abklärungen, an denen verschiedene Verwaltungsstellen beteiligt waren, sehr viel Zeit in Anspruch.
Zu Frage 2: Selbstverständlich unterstützt der Regierungsrat das Anliegen, dass derartige Gesuche in möglichst kurzer Frist zum Abschluss gebracht werden können. Die im einzelnen Fall gebotenen Abklärungen können jedoch eine gewisse Zeit in Anspruch nehmen, und im vorliegenden Fall erscheint eine Verfahrensdauer von zwei Jahren für die Beurteilung durch die Bewertungskommission, das Personalamt und schliesslich durch die Finanzdirektion mir persönlich nicht als unangemessen.

Question 13

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS) – Déduction des impôts des amendes infligées aux entreprises

La légalité de la déduction fiscale d'amendes n'a pas été clarifiée définitivement, les avis des juristes à ce sujet divergent et dans chaque canton, les règles sont différentes. La question se pose notamment dans le cas des banques qui prennent part au programme de règlement du différend fiscal avec les Etats-Unis.
Comment le canton de Berne règle-t-il la déduction fiscale des amendes infligées aux entreprises ? En particulier :

1 Quels sont les critères appliqués ?
2 Quelles sont les bases légales ?
3 Quels sont les avis de droit à l'appui de la position du canton de Berne ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zu Frage 1: Zur Abzugsfähigkeit von Bussen für Unternehmen liess der Regierungsrat des Kantons Zürich im Jahr 2011 ein Rechtsgutachten von Prof. Dr. iur. Madeleine Simonek erstellen. Das Gutachten kam zum Schluss, gemäss Bundesrecht gehörten Bussen, die einer juristischen Person auferlegt werden, zum geschäftsmässig begründeten Aufwand

und seien deshalb abziehbar. Ausgeschlossen ist der Abzug für Steuerbussen.
Zu Frage 2: Die kantonale Steuerverwaltung prüft bei Bussen von juristischen Personen, ob das gebüsste Verhalten aus damaliger Optik als geschäftsmässig begründet betrachtet werden kann. In der Praxis werden Bussen mit Ausnahme von Steuerbussen in der Regel zum Abzug zugelassen. Massgeblich ist das kantonale Steuergesetz (Artikel 85 ff. StGB; BSG 661.11). Das erwähnte Rechtsgutachten ist der Steuerverwaltung bekannt.
Zu Frage 3: Mit Bezug auf die Zahlungen im Rahmen des US-Programms ist zu berücksichtigen, dass die Zahlungen geleistet werden, um langwierige Prozesse und möglicherweise grösseren Schaden abzuwenden. Aus dieser Optik erscheint eine entsprechende Zahlung beziehungsweise Rückstellung als geschäftsmässig begründet. Eine definitive Beurteilung ist aber zurzeit noch nicht möglich. Die Abziehbarkeit der Zahlungen von Banken im Zusammenhang mit dem US-Steuerstreit wird zurzeit auf Bundesebene überprüft. Die Ergebnisse gilt es noch abzuwarten, bevor wir definitive Entscheide fällen können.

Question 14
Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS) – Forfait fiscal dans le canton de Berne

Comment la situation a-t-elle évolué depuis 2012 en ce qui concerne le forfait fiscal dans le canton de Berne ? En particulier :
1 Combien de contribuables étaient au bénéfice d'un forfait fiscal au 31 décembre 2013 (ou à la date de référence la plus tardive possible) ?
2 Combien de ces contribuables avaient bloqué leurs données fiscales à cette même date ?
3 Quelle somme en impôt sur le revenu et la fortune les personnes au bénéfice d'un forfait fiscal ont-elles versée au canton et aux communes en 2013 ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zu Frage 1: Am 31. Dezember 2013 wohnten im Kanton Bern 205 Personen, die nach Aufwand besteuert werden. Zu Frage 2: In der Antwort zur Interpellation 176-2012 – «Öffentlichkeit des Steuerregisters gewährleisten» – hielt der Regierungsrat fest, dass im Kanton Bern weniger als zwei Dutzend Pauschalbesteuerte ihre Steuerdaten noch gesperrt hatten. Die in der Interpellation geäusserte Annahme, dass praktisch alle Pauschalbesteuerten ihre Steuerdaten konsequent sperren liessen, ist nicht zutreffend. Zu Frage 3: Die per 31. Dezember 2013 nach Aufwand besteuerten Personen bezahlten im Jahr 2013 an den Kanton insgesamt 11,5 Mio. Franken Einkommenssteuern und 2,3 Mio. Franken Vermögenssteuern. In die Gemeindekassen flossen 5,2 Mio. Franken Einkommenssteuern und 1 Mio. Franken Vermögenssteuern. Zusammen mit den Einkommenssteuern für den Bund von 6,4 Mio. Franken wurden 2013 total 26,4 Mio. Franken fakturiert.

Question 20
Adrian Wüthrich, Huttwil (PS) – Cyberattaques contre le canton de Berne ?

Des attaques ciblées sont fréquemment lancées contre les serveurs d'entreprises ou d'institutions publiques. Au milieu du mois de mars, avant la votation en Crimée, l'OTAN a été la cible d'une telle attaque de pirates.
La Confédération a élaboré une Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques. Une analyse a montré que la Confédération est mal protégée contre les cyberattaques et qu'elle dispose de trop peu de personnel spécialisé.
Selon un représentant de Switch, la fondation qui attribue les adresses sur internet sur mandat de la Confédération, entre 40 000 et 50 000 nouveaux virus menacent quotidiennement l'économie suisse et l'administration publique. La plupart des attaques sont inoffensives, mais régulièrement, des virus extrêmement dangereux, capables de paralyser des réseaux entiers, font leur apparition.
1 Combien de fois le canton de Berne a-t-il été pris pour cible de cyberattaques en 2012 et 2013 ?
2 Comment le Conseil-exécutif estime-t-il le danger d'attaques ciblées contre les systèmes du canton de Berne ?
3 Quelle stratégie se propose-t-il de suivre ou quelles mesures pense-t-il prendre pour détourner le danger ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Zu Frage 1: In den genannten Jahren erfolgten keine der Verwaltung bekannten gezielten Cyber-Angriffe gegen den Kanton Bern. Wie alle Grossunternehmen ist der Kanton regelmässig ungezielten, automatisierten Spam- und anderen Angriffen aus dem Internet ausgesetzt. Zu Frage 2: Der Kanton Bern ist nach unserer Auffassung im Vergleich zu möglichen anderen Angriffszielen wie die Bundesverwaltung und private Grossunternehmen nicht überdurchschnittlich exponiert. Doch stieg mit der fortschreitenden Informatisierung und Vernetzung aller Verwaltungstätigkeiten grundsätzlich auch das Risiko von Cyber-Angriffen krimineller oder nachrichtendienstlicher Natur.
Zu Frage 3: Das Amt für Informatik und Organisation (Kaio) arbeitet an der Umsetzung der nationalen Strategie zum Schutz vor Cyber-Risiken mit. Die Direktionsverordnung der Finanzdirektion über Informationssicherheit und Datenschutz (ISDS-DV) regelt die Informationssicherheitsmassnahmen der Verwaltung. Gestützt darauf legt das Kaio den für alle Systeme erforderlichen Grundschutz fest. Erhöhter Schutzbedarf muss durch besondere Massnahmen gemäss einem bestehenden Konzept abgedeckt werden. Zu dessen Umsetzung verfügt das Kaio auf Stufe Kanton über einen IT-Sicherheitsbeauftragten sowie zwei Sicherheitsberaterinnen und -berater. Zudem verfügt jede Direktion über einen oder mehrere IT-Sicherheitsverantwortlichen.

Affaire 2013.0926

Loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)

Annexe 14

Suite

Débat d'entrée en matière

Le président. Am letzten Donnerstag stellte uns der FIKO-Präsident die Vorlage vor, und wir kommen jetzt zur Eintretensdebatte zu diesem Geschäft. Ich bitte die Fraktionen, sich zu melden. – Will niemand reden? – Doch noch. Zu Beginn die Sprecherin der Grünen, Frau Imboden.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Dieses Geschäft braucht offenbar einen gewissen Anlauf. Ich steige gerne ein. Sie kennen die Ausgangslage: Der Kanton Bern hat eine sehr restriktive Schuldenbremse. Das zeigte Herr Professor Müller – allen bekannt aus dem ASP-Bericht – in seinen Darstellungen nochmals auf. Schaut man genau hin, stellt man fest, dass wir Bernerinnen und Berner darin Schweizermeister sind. Das war einer der Gründe im Jahr 2009 – als die Regierung zusammen mit dem damaligen Finanzdirektor, Herrn Gasche, den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen dem Parlament vorlegte – dass er von diesem kontrovers diskutiert wurde, gleich wie es heute wieder eine kontroverse Diskussion geben wird. Ich zitiere ein Bonmot von Herrn Gasche aus der damaligen Debatte zur ersten Lesung: «Die Schuldenbremse will Schulden verhindern, nicht Investitionen.» Darum geht es; deshalb unterstützt die grüne Fraktion ganz klar, das Instrument des Investitionsspitzenfonds beizubehalten. Das erachten wir als essenziell für die Entwicklung unseres Kantons. Wir brauchen Investitionen, um zukunftsfähig zu sein. Die Gegner werden argumentieren, mit oder ohne Fonds werde man gleich viel investieren. Das mag in der Summe vielleicht stimmen, doch ist uns wichtig, dass man Investitionen dann tätigen kann, wenn sie sachlich notwendig sind, und auch in Zeiten knapper Budgets.
Seien wir uns bewusst, dass in diesem Kanton grosser Investitionsbedarf besteht. Der Campus Biel im Bereich der Fachhochschule, ein bildungspolitisch, aber auch wirtschaftspolitisch zentrales Projekt für unseren Kanton, ist eine grosse Investition. Wir meinen, genau für solche Investitionen brauche es den Fonds. Aber auch im Bereich Verkehr, Erschliessung des Kantons, Infrastrukturen steht einiges an. Und schliesslich wissen wir auch, welche Kapriolen der Klimawandel schlägt. Hoffen wir zwar, es komme anders, müssen wir doch befürchten, wieder mit Unbill konfrontiert zu werden, nämlich mit Unwettern und Hochwasser. In der Rechnung 2013, die wir in diesem Parlament demnächst diskutieren werden, stellen wir fest, dass der Kanton Bern die Investitionen um 10 Prozent reduzierte; es sind zehn Prozent weniger als budgetiert. Für uns Grüne ist das eine kurzfristige Politik. Natürlich haben wir die ASP diskutiert, Sparmassnahmen, doch müssen wir genau dort investieren können, wo es nötig ist. Wollen wir den Kanton Bern voranbringen, dürfen wir keine Denkbremse einschalten – dies an die Adresse der BDP, die 2009 mithalf, den Investitionsfonds zu schaffen! Kämen wir heute zu einem anderen Schluss, würden wir das sehr bedauern. Für die Grünen ist es aus wirtschaftspolitischen, aber auch gesellschaftspolitischen Gründen eine zukunftsfähige Investition. Wir sind dafür, den Fonds beizubehalten, und treten darum nicht auf die Investitionsbremse ein. Ich appelliere an die bürgerlichen Vertreterinnen und Vertreter mitzuhelfen, dass der Kanton Bern nicht auf die Investitionsbremse steht, sondern zukunftsfähig Investitionen tätigen kann.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Die Vereine machen es, die KMU machen es und auch die Konzerne: Rückstellungen. Der Volksmund würde dazu sagen: «Spare in der Not, so hast du in der Zeit.» Bei der öffentlichen Hand sind Rückstellungen nicht sehr üblich. Deshalb sind Fonds das geeignete Mittel, um längerfristig und für spezielle Aufgaben, aber noch nicht konkrete Projekte Gelder zu sparen. Es kann eine einzige Anschaffung betreffen oder, wie mit dem vorliegenden Fonds vorgesehen, Investitionen können damit auch dann finanziert werden, wenn kein Eigenkapital vorhanden ist, die Einnahmen sinken oder die Finanzlage zu schlecht ist. Die Gegner des Fonds sagen heute wie bereits in der Debatte 2009, damit werde die Schuldenbremse umgangen. Wir sehen das anders. Dank dieses Fonds kann der Kanton Bern trotz der Schuldenbremse wichtige oder dringende Investitionen tätigen, beispielsweise bei Naturkatastrophen. Von diesem Fonds profitiert der ganze Kanton. Er kann daraus nicht nur Strassen sanieren, Gebäude um- oder sogar neu bauen, Schutzbauten in Bergregionen oder Hochwassermassnahmen finanzieren, sondern er profitiert auch indirekt. Weil die Hoch- und Tiefbaufirmen und all jene, die für die Installationen und Ausrüstungen zuständig sind, Aufträge erhalten, profitiert der Kanton einerseits von den Steuereinnahmen, die sie generieren, anderseits aber auch von den Arbeitsplätzen, die dort geschaffen oder erhalten werden können – manchmal gerade in Zeiten schlechter Auftragslage. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion beurteilt die Vorlage also als ganzheitlich und breit und nicht als blosses Finanzgeschäft. Ihre volkswirtschaftliche Bedeutung ist gross. Deshalb befürworten wir ganz klar Eintreten auf die Vorlage und damit die unbefristete Verlängerung des Fonds, wie wir es bereits 2009 taten. Wir sind überzeugt von seiner Wichtigkeit und Bedeutung, deshalb werden wir auch – das nehme ich bereits jetzt voraus – dem Antrag der Grünen zustimmen, falls wir überhaupt auf das Geschäft eintreten werden.
Zum Schluss noch ein Zitat, liebe Kolleginnen und Kollegen: «Es geht wirklich darum, dass in der Kompetenz des Grossen Rates Mittel, die in einem Jahr als Überschuss anfallen, beiseitegelegt werden, um in Folgejahren wichtige Investitionen trotz der Schuldenbremse zu tätigen. Um etwas anderes geht es nicht.» Dieses Zitat stammt von Herrn Urs Gasche, der als Finanzdirektor damals den Investitionsspitzenfonds mit Verve vertrat. Er war ein vehementer Befürworter, wie aus dem Zitat und seinem damaligen Votum hervorgeht. Er hielt ein Plädoyer von mehr als einer in ganz kleiner Schrift geschriebenen A4-Seite. Ich habe es bei mir, falls sich jemand von Ihnen dafür interessiert. Er war wirklich ein grosser Befürworter. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion

will eintreten auf dieses finanzpolitisch wie auch wirtschaftlich bedeutende Geschäft. Wir wollen den Fonds weiterführen, unbefristet oder allenfalls auch befristet auf fünf Jahre. Ich bitte Sie, darauf einzutreten.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Wir diskutieren hier darüber, ob wir ein Instrument weiterführen wollen, das wir 2010 einführten. Bei der Einführung sprach sich die EVP-Fraktion im Sinn des Vorsparens für die Schaffung des Investitionsspitzenfonds aus. Und jetzt wiederhole ich das vorher angeführte Zitat in der richtigen Reihenfolge: «Spare in der Zeit, so hast du in der Not.» In der Zwischenzeit haben wir mit diesem Instrument Erfahrungen gesammelt und können beurteilen, ob es in nützlicher Form weitergeführt werden soll. Ich nehme es vorweg: Die EVP-Fraktion ist zum Schluss gekommen, dass eine Verlängerung keinen zusätzlichen Nutzen bringt; deshalb lehnt sie Eintreten auf das Geschäft ab.
Um die Situation beurteilen zu können, müssen wir uns zuerst über die Ziele im Klaren sein. Welche finanzpolitischen Ziele in Bezug auf die Investitionsrechnung erachtet die EVP als relevant? Erstens wollen wir eine Verstetigung der Investitionen auf zahlbarem Niveau. Zweitens wollen wir einen kontinuierlichen Schuldenrückbau bis unter die definierte Schuldenquote von 12 Prozent. Am liebsten würden wir Eigenkapital aufbauen, doch davon sind wir noch ein ganzes Stück entfernt. Deshalb beschränken wir uns vorerst auf das Ziel der Schuldenquote von 12 Prozent.
Die EVP bekennt sich deshalb ausdrücklich auch zu den verfassungsmässigen Zielen und Instrumenten der Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung. Um zu beurteilen, ob wir das Instrument des Investitionsspitzenfonds weiterhin brauchen, um diese Ziele zu erreichen, müssen wir die bisherige Wirkung analysieren. Ziehe ich die Voten und Stellungnahmen, auch den Ordnungsantrag von letzter Woche in Betracht, kann ich die bisherige Wirkung in drei Stichworten zusammenfassen: Verwirrung, Verschuldung und Illusion. Zur Illusion: Ich werde den Eindruck nicht los, dass etliche hier den Investitionsspitzenfonds als wunderbare Mittelvermehrung einschätzen. Dank des Investitionsspitzenfonds sollen auf einmal wie von Geisterhand Mittel für kommende Grossprojekte vorhanden sein. Realität ist aber, dass wir hier nur von Mittelverwendung, nicht aber von Mittelvermehrung reden. Alles andere ist Illusion. Das führt dazu, dass durch den Investitionsspitzenfonds die Verschuldung eben zunimmt. Buchhalterisch führt in der heutigen Lage ohne Eigenkapital jede Entnahme aus dem Investitionsspitzenfonds zu einer Neuverschuldung. Damit schlagen wir, wie bereits gesagt, der Schuldenbremse ein Schnippchen. Eine höhere Verschuldung ist möglich als sie bei der Einlage abgebaut wurde. Drittens ist die Verwirrung komplett, wenn wir die Gelder aus dem Investitionsspitzenfonds nicht gezielt für Grossprojekte einsetzen, sondern über mehrere Jahre verteilen. Wer soll hier noch die Übersicht behalten?
Können wir die genannten Finanzziele – Verstetigung der Investitionen und Schuldenrückbau – auch ohne Investitionsspitzenfonds erreichen? Welche Alternative bietet sich uns? Sie liegt in einer konsequenten Anwendung der verfassungsmässigen Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung. Das deckt sich mit den Zielen der EVP. In erster Linie müssen wir eine Schuldenquote unter 12 Prozent erreichen. Der Schuldenrückbau ist ein klares Ziel, das aber bei Weitem noch nicht erreicht worden ist. Trotz des positiven Jahresergebnisses 2013 von über 150 Mio. Franken reicht es nur für einen Schuldenrückbau um ungefähr 40 Mio. Franken. Daran ist etwas falsch.
Auf dem Weg des Schuldenrückbaus müssen wir die Investitionen verstetigen und auf einem Niveau einpendeln, das mit den vorhandenen Mitteln und nicht mit Illusionen bezahlbar ist. Was nun, wenn wir – wie erwähnt – mit ausserordentlichen Ereignissen konfrontiert werden oder für unsere Zukunft wichtige Grossinvestitionen anstehen? Genau hier setzen die ergänzenden Bestimmungen der Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung ein. Für Konsumausgaben gelten sie nicht, für Investitionen in unsere Zukunft hingegen schon. Mit explizitem Beschluss können wir eine Verschuldung zulassen, eine Kompensation auf acht Jahre verlängern oder sogar ganz darauf verzichten. Aus der Sicht der EVP sind das griffige, passende Instrumente, die weder Verwirrung noch Illusion stiften, aber einen bewussten Entscheid von uns im Rat verlangen.
Wir sind also nicht für Eintreten, nicht dafür, den Investitionsspitzenfonds zu verlängern. Doch gilt es nun gescheit umzugehen mit den darin verbliebenen Einlagen, sie möglichst noch auf Grossprojekte zu verteilen. Bei der Aufhebung des Fonds werden die Einlagen in die Jahresrechnung zurückfliessen. Auch das kann man steuern und nötigenfalls auf mehrere Jahre verteilen.
Zusammenfassend: Die EVP tritt nicht auf eine Verlängerung ein. Die Erfahrung zeigt, dass der Fonds mehr Verwirrung als Nutzen bringt und dass die bestehenden Instrumente genügen, um die definierten Finanzziele zu erreichen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion kommt eigentlich zum gleichen Schluss, doch möchten wir uns etwas kürzer halten, weil wir ja noch in der Eintretensdebatte sind. Wenn ich sage, dass die EDU-Fraktion seit jeher ein grundsätzliches Problem mit Fonds hat, erzähle ich hier nichts Neues. Fondsgelder sind in den allermeisten Fällen eine unnötige Bindung finanzieller Mittel, die den finanziellen Spielraum einengt. Zudem werden diese Gelder dem Spardruck entzogen. Eine echte Prioritätensetzung wird verhindert, weil aus Fonds immer wieder Geld ausgegeben wird, da es in dieser Kasse noch Geld hat, während die «normale» Kasse häufig leer ist. Mit dem vorliegenden Fonds kann auch die in der Verfassung verankerte Schuldenbremse ausgehebelt werden. Allfällige Überschüsse sind unserer Meinung nach zum Schuldenabbau zu verwenden. Den Fonds braucht es nicht. Auch sind unserer Auffassung nach die Zeiten der grossen Überschüsse wohl vorbei. Dieses Gesetz wurde mit Befristung eingeführt. Nicht jedes Provisorium sollte in ein «Providurium» überführt werden. Deshalb lehnen wir die Gesetzesänderung einstimmig ab und unterstützen den Antrag der FIKO auf Nichteintreten.

Hans Rudolf Feller, Steffisbourg (PLR). Ich bemühe mich, wirklich nur zum Eintreten zu reden, obschon ich mir die Bemerkung nicht verkneifen kann, dass es sehr schön ist zu

vernehmen, wie nun die Grünen plötzlich Herrn Gasche über den grünen Klee rühmen mögen.
Letzte Woche bekamen wir den Vortrag des Präsidenten der Finanzkommission zu hören. Die freisinnige Fraktion unterstützt den Antrag der FIKO, auf die Vorlage nicht einzutreten. Wir wollten diesen Fonds von Anfang an nicht, und will man ein Gesetz nicht, muss man es auch nicht beraten. Aber auch heute noch gibt es zwei konkrete Gründe, die gegen Eintreten auf das Geschäft sprechen. Dass wir mit dem Fonds die Schuldenbremse umgehen, ist erwähnt worden. Zweitens nahm der Grosse Rat das Gesetz in der Junisession 2009 mit 87 gegen 57 Stimmen an und beauftragte anschliessend die damalige Steuerungskommission, dessen Verfassungsmässigkeit zu prüfen. Ich gebe zu, dass ich im zweiten Umgang zustimmte, weil das Gesetz bereits nach der ersten Abstimmung angenommen war und die Finanzkommission nur noch die Verfassungsmässigkeit zu überprüfen hatte. Ich sagte mir, es sei angenommen, nicht verfassungswidrig, somit könne auch ich ihm zustimmen.
Im oft zitierten Rechtsgutachten vom 17. August 2009 kam Herr Professor Andreas Lienhard zum Schluss, die Errichtung eines solchen Fonds sei aus verfassungsrechtlicher Sicht möglich, wenn alle Regeln beachtet würden. Auf Seite 16 des Gutachtens ist allerdings auch zu lesen: «Zu beachten ist schliesslich, dass der Fonds zeitlich befristet sowie bezüglich der Höhe beschränkt ist und insofern auch dem verfassungsrechtlichen Grundsatz der Verhältnismässigkeit Rechnung getragen wird.» Umgekehrt heisst das also, dass dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit nicht Rechnung getragen wird, wenn der Fonds zeitlich nicht befristet und in der Höhe nicht beschränkt ist, wodurch die jetzige Verlängerung verfassungswidrig wäre. Liebe Kollegen und Kolleginnen, mehr gibt es dazu wohl nicht mehr zu sagen!

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Unsere Auffassung differiert zu derjenigen der FDP. Auch ich habe es schon gesagt: Legt uns einerseits eine Schuldenbremse ein enges Korsett an, sollten wir anderseits auch über ein Instrument verfügen, das uns erlaubt, ein wenig Geld auf die hohe Kante zu legen. Die glp-CVP-Fraktion ist – das betone ich – auch nicht Freund diverser Kässeli, welche die ganze Rechnungsführung sehr unübersichtlich machen. Doch stehen wir hinter dem Investitionsspitzenfonds, weil er für Grossprojekte vorgesehen wäre. Darin lag in der letzten Zeit teilweise das Problem. Er ist ein wenig in Verruf geraten, weil für dies ein Milliönchen abgezweigt, für jenes eine Summe entnommen und dadurch der ursprüngliche Zweck verwischt wurde. Zweitens geniessen wir momentan eine Schönwetterlage in jeder Hinsicht. Sollte aber irgendwann ein grosses Unglück passieren, das uns hoffentlich verschone, aber eben möglich ist, werden wir in einen finanziellen Engpass geraten, wodurch in der Schönwetterlage budgetierte Projekte in Verzug geraten und nicht realisiert werden könnten. Gerade dann sollte der Investitionsspitzenfonds greifen. Aber auch in Schönwetterlage haben wir Grossprojekte zu finanzieren, die den Kanton sehr viel Geld kosten: der Campus in Biel, der Bahnhof Bern. Diese möchten wir doch in jeder Situation realisieren können.
Wir finden es kurzsichtig, jetzt auf eine solche Chance zu verzichten, noch ein wenig Geld beiseitelegen zu können für Grossprojekte – es sei betont: nur für Grossprojekte – und sich der Versuchung hinzugeben, das im Fonds gesparte Geld ins Budget einfliessen zu lassen und für die Schuldentilgung zu verwenden. Die glp-CVP-Fraktion ist für Eintreten und für die Verlängerung des Fonds.

Mathias Tromp, Berne (PBD). Einen Fonds kann man lieben, oder man liebt ihn nicht. Jeder, der einer Exekutive angehört, wie auch Herr Gasche seinerzeit, hat gerne einen Fonds. Weshalb? Weil man damit viel flexibler ist; man kann viel besser hier noch etwas mehr einschiessen, andernorts etwas Zurückhaltung üben. Und hat man irgendwo den Rahmen gesprengt, verfügt man immer noch über den Fonds zur Deckung. Das ist für mich nicht ganz korrekte Politik, umso mehr, als man diesen Fonds auch bis anhin nicht für Grossprojekte, nicht für Investitionsspitzen einsetzte. Sondern man sprach hier eine Million, eine da – Franziska Schöni hat es eben erklärt. Der Fonds war nicht eigentlich für eine grosse Spitze wie einen Campus Biel, den Bahnhof Bern oder was auch immer vorgesehen. Sondern man setzte ihn ein, wie es gelegen kam.
Ein Fonds hat aber eben seinen Nachteil, den der Regierungsrat sogar auf Seite 5 des Vortrags aufführt. Dafür bin ich dankbar. Ein Fonds engt erstens den finanzpolitischen Spielraum ein, was wir ja teilweise wollen. Zweitens bindet er keine allgemeinen Staatsmittel mehr für einen besonderen Zweck, und drittens – meiner Ansicht nach das Wichtigste – umgeht er die Schuldenbremse. Das finde ich nicht ganz korrekt und meine, deshalb dürften wir diesen Fonds nicht verlängern. Meine Meinung teilt auch die gesamte BDP-Fraktion. Weiter will ich mich dazu nicht äussern, die Meinungen sind gemacht. Ich bitte Sie, nicht auf das Geschäft einzutreten.
Ergänzend noch an die Adresse von Frau Natalie Imboden und Frau Franziska Schöni: Sie haben gesagt, die Investitionen seien allenfalls zu erhöhen. Niemand hatte gesagt, wir könnten nicht im Rahmen des ordentlichen Budgets die Investitionen auf ein neues Niveau anheben. Hingegen strichen wir 50 Millionen für 2013, wie Sie bestens wissen. Deswegen schimpfte man uns aus. Was tat man letztlich? Man brauchte 91 Millionen nicht, nämlich die gestrichenen 50 plus weitere 41, indem man auch den Investitionsrahmenkredit nicht ausschöpfte. Also fällt es gar nicht dermassen ins Gewicht. Als Grosser Rat können wir unter Beachtung der Schuldenbremse die Investitionen problemlos so hoch ansetzen, wie wir es für richtig halten. Ich bitte Sie ausdrücklich, auf dieses Gesetz nicht einzutreten.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich kann es kurz machen, die Fakten liegen auf dem Tisch. Die SVP-Fraktion wollte 2009 den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen nicht einführen. Deshalb wird es Sie nicht überraschen, dass wir nicht auf die Änderung dieses Gesetzes eintreten und den Fonds auslaufen lassen wollen. Wir sind weiterhin klar der Meinung, dass mit diesem Gesetz die Schuldenbremse in unserem Kanton ausgehebelt worden ist. Bringen wir endlich unsere Kantonsfinanzen längerfristig wieder ins Lot; dann wird uns die Schuldenbremse auch nicht mehr beschränken! Die Verwendung einer allfälligen Restanz dieses Fonds ist so rasch als möglich zu klären. Nach unserer Auffassung ist die Restanz letztlich in die Laufende Rechnung einzuspeisen. Die SVP-Fraktion ist einstimmig für Nichteintreten.

Le président. Nun kommen noch zwei Einzelsprecher zu Wort.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). «Gouverner c'est prévoir», heisst es. Man soll also sparen, damit man dann etwas hat, wenn man es braucht. Das tut jeder Unternehmer. Er macht Rückstellungen, und will er investieren, steht ihm das nötige Geld zur Verfügung; er muss nicht zur Bank rennen und sich dort einschränken lassen oder bekommt vielleicht überhaupt nichts. Die Idee dieses Investitionsspitzenfonds ist, dass das nötige Geld für allfällige erforderliche Grossinvestitionen abrufbar ist. Es mag sein, Mathias Tromp, dass das bisher nicht vorkam, aber die Grossprojekte sind im Anzug: der Campus, die Umfahrung von Bern, der Bahnhof Bern. Sie sind durchaus bereits absehbar. Die Idee der Hausfrau, die spart, um das Geld später für notwendige Anschaffungen zur Verfügung zu haben, ist auch die Idee des Investitionsspitzenfonds. Herr Feller sprach sich dafür aus, den Fonds nicht unbefristet weiterzuführen, und liess ein Rechtsgutachten erstellen. Deshalb bauten Frau Imboden und ich eine Brücke, indem wir zu Artikel 4 vorschlagen werden, den Fonds auf fünf Jahre zu befristen. Das ist gar nicht so schlecht, bietet sich so doch alle fünf Jahre die Gelegenheit, sich Rechenschaft abzulegen, ob es sinnvoll ist, ihn weiterzuführen. Herr Feller zeigte sich auch verwundert darüber, dass wir uns für einen BDP-Finanzdirektor einsetzen. Das würden wir auch weiterhin für Frau Simon tun, die der gleichen Partei angehört. Herr Feller, wir sammeln sogar zusammen mit der BDP für die gleiche Initiative. Ich als Grüner kann mir gut vorstellen, dies auch mit allen anderen Parteien zu tun, sofern für uns das Anliegen gerechtfertigt ist. Deshalb schlage ich vor, auf das Geschäft einzutreten. Wir haben eine Brücke gebaut bezüglich Befristung. Dann wird man in fünf Jahren wieder darüber befinden können.

Markus Meyer, Roggwil (PS). Diese Debatte ist schon ein Beispiel dafür, wie man mit einem einfachsten Gesetz durch viele Gutachten, Zitate und Worthülsen Verwirrung stiften kann. Das Gesetz hat vier Artikel plus einen fünften, der die Befristung festlegt. Es ist glasklar. Erzählt nun Harry Feller hier, es sei verfassungswidrig und so weiter, wird das nicht wahrer, weil man aus einem Gutachten willkürlich einige Zitate herausbricht. Wie ich letzte Woche zitierte, war der damalige Finanzdirektor Urs Gasche in seinem Votum dezidiert auf diese Frage eingegangen und hatte aufgezeigt, dass das nicht stimmt. Mathias Tromp, du hast gesagt, die Regierung – das sei klar – wolle da ein Kässeli, damit sie wirken könne; das hättest du auch gerne, wenn du Exekutivpolitiker wärst. Schauen wir einmal ganz seriös, was im Gesetz steht! Nämlich in Artikel 2 Absatz 1: «Der Grosse Rat beschliesst über die Fondsäufnung aus den allgemeinen Mitteln.» «Der Grosse Rat» ist kein Sonderkässeli, mit dem die Regierung irgendetwas Undurchsichtiges anstellen kann. Weiter besagt Artikel 3 über die Ausgaben: «Über die Verwendung der Fondsmittel beschliesst ausschliesslich der Grosse Rat.» Ich weiss, politisch ist die Sache gegessen, den Fonds will man vom Tisch fegen, sich einer im Prinzip guten Einrichtung entledigen, aber die Argumente sollten schon noch einigermassen korrekt bleiben.

Die Grünen haben nun noch versucht, mit der Verlängerung der Befristung eine Brücke zu bauen, war doch die Unverhältnismässigkeit ins Feld geführt worden, falls man die Befristung ganz aufhebe. Die Verhältnismässigkeit ist schon allein dadurch gegeben, dass der Fonds limitiert ist. In Artikel 2 steht: «Das Fondsvermögen darf höchstens 800 Mio. Franken betragen.» Auch hier haben Sie also die klare Beschränkung. Wenn es nur noch darum geht, nach dem Motto «Diktat der leeren Kassen» den Kanton zu disziplinieren, indem man ihm möglichst das Geld entzieht und auch noch unterbindet, dass er das restliche vernünftig verwenden kann, kann man das tun. Dann treten wir nicht auf diese Vorlage der Regierung ein. Geht es aber darum, finanzpolitisch den Spielraum mit den vorhandenen Mitteln einigermassen zu nutzen, sie vernünftig einzusetzen, sollte man zumindest der Verlängerung, wie sie die Grünen vorschlagen, zustimmen. Davon, irgendwie mit einem Zauberstab Geld zu generieren, hat nämlich keiner je geredet.

Le président. Der Kommissionspräsident verzichtet auf ein Votum. Das Wort hat Frau Finanzdirektorin Simon.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich habe die Debatte sehr aufmerksam verfolgt und festgestellt, wie die Abstimmung ungefähr ausfallen wird. Ich merke, dass man grossmehrheitlich gegen die Weiterführung des Fonds ist. Trotzdem versuche ich nun nochmals, vielleicht die eine oder den anderen davon zu überzeugen, dass dies eben eine ganz gute Sache ist.
Die Geschichte rund um den Investitionsspitzenfonds ist bekannt, schon einige Male dargelegt worden. Es wurde Diverses gesagt, davon auch einiges nicht ganz Korrektes. Als wir den Fonds beschlossen, war ich nämlich noch Grossrätin und hatte mich sehr intensiv damit beschäftigt. Ich stimmte ebenfalls dafür. Schon damals wurde diskutiert, ob dieses Instrument nicht die Schuldenbremse aushebeln würde, ob es auch aus der Sicht einer bürgerlichen Politikerin erwünscht sei. Die Regierung liess auf Anraten oder besser gesagt mehrmaliges Ersuchen des Grossen Rats ein entsprechendes Gutachten von Herrn Professor Lienhard erstellen, das ganz klar festhielt, dass die Gesetzgebigkeit gewährleistet sei, die Schuldenbremse dadurch nicht ausgehebelt werde. Das scheint mir wichtig im Rückblick auf die Geschichte dieses Investitionsspitzenfonds.
Wir beschlossen also damals den Fonds; er wurde stetig geäufnet, überschritt aber nie den definierten Höchstbetrag. Der je erreichte Höchststand lag bei 411 Mio. Franken. Davon wurden im Verlauf der letzten Jahre immer wieder Beträge abgezogen, ein Teil davon für Projekte, die umgesetzt wurden, ein Teil für diverse Verpflichtungen. Das Tolle an diesem Investitionsspitzenfonds ist ja, dass der Grosse Rat – er allein – über die Entnahmen daraus beschliesst. Der Grosse Rat hat auch schon diverse Verpflichtungen für die Zukunft, für richtige Investitionen beschlossen. Heute sind noch 166 Mio. Franken nicht verpflichtet, stünden also noch zur Verfügung für Projekte, die in den kommenden Jahren zu realisieren sein werden. Sie alle wissen sehr genau, welche grösseren Projekte für die nächsten Jahre geplant sind, bei denen das Geld eine wichtige Rolle spielt. Campus Biel: Eigentlich befürworten alle, dafür Geld zu investieren. Tram Region Bern oder Bahnhof RBS: Für

diese für den Kanton Bern wichtigen Projekte braucht es Geld; Geld, das man dem Investitionsspitzenfonds entnehmen könnte.
In den kommenden Jahren stehen nicht nur im Hoch- und Tiefbau diverse Investitionen an. Auch jede andere Direktion hat grosse Begehren. Bereits jetzt ist klar, dass es einen enormen Verteilkampf absetzen wird, falls der Investitionsspitzenfonds heute beerdigt wird. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, darüber werden wohl nicht mehr Sie alle befinden müssen. Fällt heute der Entscheid gegen eine Verlängerung, übertragen Sie dem kommenden Grossen Rat keine einfache Aufgabe. Zukünftig wird es einfach nicht mehr für alles reichen. Ich finde es wichtig, sich dessen bewusst zu werden. Vielleicht hat das nun dazu geführt, dass das eine oder andere Ratsmitglied den richtigen Knopf drücken wird.
Was passiert mit dem Geld, falls man heute die Verlängerung nicht diskutieren will? Von den verschiedenen Möglichkeiten zähle ich die nach meinem Dafürhalten drei realistischsten auf. Variante 1: Der neue Grosse Rat, in welcher Konstellation auch immer, beschliesst noch Verpflichtungen für die im Fonds verbliebenen 166 Mio. Franken. Variante 2: Der Grosse Rat entscheidet, das ganze Geld, also die 166 Mio. Franken, direkt dem Voranschlag oder eben dem Rechnungsjahr 2015 zu verbuchen. Drittens ist natürlich auch noch eine Mischform denkbar, sodass zum Teil Verpflichtungen eingegangen werden und der Restbetrag der Laufenden Rechnung zugeführt wird. Der Regierungsrat legte klar dar, weshalb er sich für das Weiterbestehen des Fonds stark macht. Mir ist bewusst, dass die Entscheidung jetzt bei Ihnen liegt.

Le président. Damit sind wir am Ende der Eintretensdebatte angelangt. Wir stimmen über Eintreten ab. Wer auf das Gesetz über den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen eintreten will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote (entrée en matière)

Décision du Grand Conseil :
Refus d'entrer en matière

Oui	54
Non	95
Abstentions	1

Le président. Sie haben Eintreten abgelehnt.

Affaire 2013.1236

N° de l'intervention:	271-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.09.2013
Déposée par:	Studer (Utzenstorf, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	4
Urgence accordée:	refusée le 21.11.2013
N° d'ACE:	187/2014 du 19 février 2014
Direction:	FIN

Indemnisation des représentants du canton dans les conseils d'administration

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier comme suit l'ordonnance sur les représentants et les représentantes du canton :
1. Art. 2a Indemnités
[1] Les mandats rémunérés qui ne sont pas impérativement liés à une fonction professionnelle doivent être exercés en dehors de l'horaire de travail. Les indemnités et les jetons de présence reviennent directement aux représentants et représentantes du canton. Si ce n'est pas possible et que le mandat est exercé durant l'horaire de travail, les indemnités et jetons de présence sont versés au canton.
[2] Les indemnités et jetons de présence versés pour les mandats qui sont impérativement liés à une fonction reviennent au canton.
[3] Lors de la mise au concours, la Commission de haute surveillance du Grand Conseil, en collaboration avec les Directions et la Chancellerie d'Etat, et la commission de justice en collaboration avec la direction de la magistrature déterminent si un mandat est ou non impérativement lié à une fonction professionnelle.
2. Le Conseil-exécutif fixe une indemnité pour inconvénient pour les mandats qui d'une part doivent être exercés durant l'horaire de travail et qui d'autre part sont liés à la fonction. L'indemnité ne peut dépasser le montant de 200 francs.
Développement
Les conseillers d'Etat et les autres représentants et représentantes du canton exercent de tels mandats dans l'intérêt du canton et de plus, leur rémunération est excellente (Fr. 300 000.- pour les conseillers et conseillères d'Etat, 15 % de moins pour les autres mandataires).
Dans le secteur privé, même ailleurs que dans le canton de Berne, ces règles sont appliquées depuis belle lurette.
Dans bon nombre d'autres cantons et communes, des efforts sont entrepris pour trouver de nouvelles règles permettant de corriger la situation.

Affaire 2014.0034

N° de l'intervention:	016-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.01.2014
Déposée par:	Müller (Bowil, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée:	refusée le 23.01.2014
N° d'ACE:	187/2014 du 19 février 2014
Direction:	FIN

Revenu accessoire: devoir de transparence et de correction

1. Le Conseil-exécutif est chargé de révéler immédiatement de manière transparente combien de membres du Conseil-exécutif, de cadres et d'employés cantonaux ont encaissé d'honoraires, d'indemnités et de jetons de présence en plus de leur salaire ces dix dernières années, dans quels services, et pour quelles raisons.

2. Ces informations feront l'objet d'un rapport qui donnera aussi un aperçu des bases légales sur lesquelles reposent ces versements.
3. Le tout sera appliqué uniformément dans tout le canton, ou uniformisé le cas échéant, et rendu public.

Développement

Après les révélations sur les indemnités supplémentaires injustement perçues par des membres du gouvernement bâlois, c'est maintenant au tour des membres du Conseil-exécutif de faire la une des journaux.

Affaire 2014.0071

N° de l'intervention:	025-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.01.2014
Déposée par:	PLR (Haas, Berne) (porte-parole) PLR (Flück, Brienz) PLR (Klopfenstein, Biel/Bienne) PLR (Moser, Biel/Bienne)
Cosignataires:	10
N° d'ACE:	187/2014 du 19 février 2014
Direction:	FIN

Représentation du canton dans les conseils d'administration

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Retirer en bon ordre ses membres des conseils d'administration des entreprises parapubliques.
2. Déléguer si nécessaire d'autres représentants et représentantes du canton dans ces conseils d'administration en choisissant des spécialistes de domaine dans ou hors de l'administration et en les contraignant à fournir des renseignements.
3. Soumettre éventuellement les révisions législatives nécessaires au Grand Conseil.

Développement

La délégation de membres du Conseil-exécutif dans les conseils d'administration des entreprises parapubliques suscite des critiques de plus en plus vives. De nombreux cantons ont complètement abandonné ce système. D'une part, les honoraires et les jetons de présence perçus sont considérés comme un revenu supplémentaire inconvenant, d'autre part la connaissance du domaine et l'indépendance idéologique des membres du gouvernement est remise en question. Le « retrait » a d'ailleurs déjà été amorcé dans le canton de Berne, puisque les membres du Conseil-exécutif ne siègent plus dans les organes stratégiques des hôpitaux, de l'Assurance immobilière ou de la Banque cantonale bernoise.

Affaire 2014.0079

N° de l'intervention:	033-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.01.2014
Déposée par:	Augstburger (Gerzensee, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	2
N° d'ACE:	187/2014 du 19 février 2014
Direction:	FIN

Revenus accessoires des membres du Conseil-exécutif et des cadres: reversement au canton

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre au Grand Conseil un projet de loi qui prévoie l'introduction des éléments suivants :

1. Les revenus accessoires des membres du Conseil-exécutif sont versés dans les caisses de l'Etat.
2. Les revenus accessoires des cadres titulaires de postes à plein temps dans l'administration cantonale reviennent également aux caisses de l'Etat, à l'exception d'indemnités et honoraires jusqu'à concurrence de 12 000 francs par an.

Développement

Le Conseil-exécutif s'est engagé à réexaminer la loi d'organisation afin de modifier les règles régissant les revenus accessoires des membres du gouvernement. Les règles régissant les revenus accessoires des cadres, énoncées dans une ordonnance, seront également réexaminées. Jusqu'à l'adoption d'un nouveau système, qui aura été discuté au Grand Conseil, les membres du Conseil-exécutif renoncent à toucher quelque revenu accessoire que ce soit. Il y a là des raisons de se réjouir. Les réactions montrent cependant que le nouveau système devra selon les attentes exprimées dans l'opinion prévoir, comme dans les autres cantons, que les revenus accessoires des membres du gouvernement sont entièrement versés aux caisses de l'Etat. Il devra en aller de même pour les revenus accessoires des cadres qui sont titulaires d'un poste à plein temps et qui ont néanmoins des activités accessoires, surtout quand ces activités sont liées à leur fonction. C'est d'autant plus vrai pour les activités qui sont exercées durant les heures de travail. En tout état de cause, c'est autant d'énergie qui ne profite pas au canton, et il en résulte des injustices, puisque le volume des activités accessoires des cadres varie fortement d'une Direction à l'autre.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Les présentes motions se réfèrent toutes les quatre aux mandats qu'exercent des conseillers d'Etat et des membres de l'administration cantonale dans des sociétés dans lesquelles le canton détient une participation et autres institutions et organes, ainsi qu'à la rémunération qu'ils perçoivent à ce titre. Vu l'étroite interconnexion de leur contenu, les présentes motions font l'objet d'une réponse commune. Voici la position du Conseil-exécutif sur les questions soulevées.

La rémunération des conseillers d'Etat et des cadres qui siègent dans des organes dirigeants d'organisations externes est aujourd'hui déjà clairement réglée dans une loi ou une ordonnance. Les règles du canton de Berne en la matière ont cependant fait l'objet de critiques au début de cette année dans le cadre d'un débat public qui se déroule dans toute la Suisse, et le Conseil-exécutif est prêt à les reconsi-

dérer. Il a de ce fait décidé et annoncé officiellement le 15 janvier 2014 de soumettre les dispositions des lois et ordonnances correspondantes à un examen et de les réviser, le but de l'opération consistant à trouver des solutions efficaces, simples, transparentes et politiquement acceptables.
Le Conseil-exécutif a d'ores et déjà attribué le mandat de révision des dispositions légales. Il a également décidé que la Commission de haute surveillance (CHS) du Grand Conseil serait étroitement associée aux travaux de révision. Il est prêt par ailleurs à étudier et à retenir dans le cadre de ces travaux les diverses propositions et demandes formulées dans les présentes motions. Le Conseil-exécutif invite par conséquent le Grand Conseil à adopter ces quatre interventions sous forme de postulats.
Selon le calendrier du Conseil-exécutif pour ce projet, il devrait soumettre des propositions à la CHS durant l'été 2014. Après les discussions avec la CHS, un projet sera élaboré en perspective de la consultation.
Le Conseil-exécutif est convaincu qu'il sera possible de canaliser les travaux nécessaires et le débat politique de manière ciblée et efficace et de les orienter vers la voie qu'il a choisie, ce qui permettra au parlement de se prononcer le plus rapidement possible sur un projet de révision.
Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption sous forme de postulat

Délibération groupée des affaires 2013.1236, 2014.0034, 2014.0071 et 2014.0079

Le président. Die Regierung beantragt für alle vier Motionen Annahme als Postulat. Alle Motionäre sind bereit umzuwandeln. Wir diskutieren also vier Postulate. Werden diese Postulate bestritten? – Nein, dann stimmen wir direkt ab. Wer das Postulat 271-2013, Studer, überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2013.1236, M 271-2013)

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat

Oui	137
Non	0
Abstentions	3

Le président. Sie haben das Postulat überwiesen. Wer das Postulat 016-2014, Müller, überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein

Vote (affaire 2014.0034, M 016-2014)

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat

Oui	132
Non	4
Abstentions	5

Le président. Sie haben das Postulat überwiesen. Wer das Postulat 025-2014, FDP, überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2014.0071, M 025-2014)

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat

Oui	115
Non	18
Abstentions	12

Le président. Sie haben das Postulat überwiesen. Wer das Postulat 033-2014, Augstburger, überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2014.0079, M 033-2014)

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat

Oui	126
Non	0
Abstentions	15

Le président. Sie haben auch dieses Postulat überwiesen.

Hommage à des membres du personnel du Grand Conseil

Le président. Ich habe drei Personen des Ratspersonals zu verabschieden, die in den letzten Jahren für uns gearbeitet haben.

Hansruedi Ramseier, huissier

Le président. Hansruedi nahm am 1. Januar 1974 seine Tätigkeit als Hauswart in der Staatskanzlei auf und konnte zehn Jahre später zusätzlich für den Weibeldienst im Grossen Rat gewonnen werden. Dieser Tätigkeit hielt er auch nach seiner frühzeitigen Pensionierung im Januar 2012 die Treue. Nicht nur während der Sessionen zählte man im Grossratssaal auf seine wertvollen Dienste, sondern auch im Sportclub des Grossen Rats, wo er an etlichen Fussballspielen oder an Hockeymatches eine wichtige Grösse war und den Grossen Rat auch sportlich unterstützte. Mit dem Ende dieser Legislatur ist nun morgen dein letzter Arbeitstag als Ratsweibel. Du bist uns in den letzten rund 30 Jahren oder sage und schreibe zirka 150 Sessionen immer kompetent, freundlich und hilfsbereit zur Seite gestanden und hast uns Grossrätinnen und Grossräten den politischen Alltag dadurch erleichtert. Für deine langjährigen, wertvollen Dienste danke ich dir im Namen des Grossen Rates ganz herzlich und wünsche dir und deiner Familie für die Zukunft alles Gute, viel Freude und weiterhin beste Gesundheit. Vielen Dank, Hansruedi. *(Applaudissements)*

Marianne Stauffer, téléphoniste

Le président. Marianne Stauffer steht dem Grossen Rat seit Beginn der Legislaturperiode 1998–2002 als Telefonistin und Auskunftsperson zur Verfügung. Sie ist erste Ansprechperson in der Wandelhalle für die Mitglieder des

Grossen Rates und die Medien. Die Entgegennahme von Telefonaten und Telefaxen, die Abgabe der Parkingabonnemente, der Verkauf von Marken und Postkarten, die Reservation von Sitzungszimmern sind nur eine kleine Auswahl aus den vielen Tätigkeiten, die Marianne für uns ausgeübt hat. Marianne hatte auch immer ein offenes Ohr für die Anliegen und manchmal auch Sorgen der Grossrätinnen und Grossräte. Nicht selten trug sie zum leiblichen Wohl der Politiker bei, indem sie gute Restaurants in der Stadt empfehlen konnte und, falls erwünscht, auch Platzreservationen tätigte.
Viele Grossrätinnen und Grossräte hast du kommen und gehen sehen. Nach Tausenden von weitervermittelten Telefonaten und unzähligen verschickten Faxen ist nach genau vier Legislaturperioden oder 16 Jahren morgen dein letzter Arbeitstag als Telefonistin des Grossen Rates. Du bist uns in dieser Zeit immer kompetent, freundlich und hilfsbereit zur Seite gestanden und hast uns Grossrätinnen und Grossräten dadurch den politischen Alltag enorm erleichtert.
Für diesen langjährigen, wertvollen und sympathischen Einsatz im Interesse des Grossen Rates danke ich dir ganz herzlich und wünsche dir und deiner Familie für die Zukunft alles Gute, viel Freude und weiterhin beste Gesundheit. Alles Gute und vielen Dank. *(Applaudissements)*

Daniela Hügli, responsable du Guichet du Grand Conseil

Le président. Etwas weniger sichtbar war die dritte Person, die ich zu verabschieden habe. Daniela Hügli ist seit dem 1. November 2011 für den Grossen Rat als Sachbearbeiterin für die Geschäfte des Grossen Rats in der Staatskanzlei zuständig. Sie hat die Ansprechstelle, den so genannten Guichet, aufgebaut und organisiert. Sie hat sich schnell und gründlich in die manchmal etwas spezielle Welt des Grossen Rats eingelebt und uns ruhig und freundlich beraten und unterstützt.
Mit ihrem grossen Engagement hat sie auch in hektischen Zeiten stets den Überblick über die Anträge behalten, die wir Parlamentarierinnen und Parlamentarier gemacht haben. Ich erinnere hier insbesondere an die letzte Novembersession mit den ASP-Massnahmen – einem richtigen Buch –, die wir alle nicht so rasch vergessen werden.
Daniela Hügli hat den Guichet sehr zweckmässig organisiert. Ich weiss auch um die Arbeit, die von ihr im Hintergrund geleistet worden ist, die man nicht so wahrnahm. Das waren die Kurzprotokolle der Sessionen, der Präsidentenkonferenz, des Büros; sie arbeitete die Beschlüsse des grossen Rates auf und publizierte sie, bearbeitete die Rücktritte der Ratsmitglieder und organisierte ihre Nachfolge und, und, und. Du hast beschlossen, Daniela, dich neuen beruflichen Perspektiven zuzuwenden. Das bedauern wir, doch ist es dein Entscheid. Ich danke dir für deinen Einsatz im Interesse des Grossen Rats und wünsche dir und deiner Familie für die Zukunft alles Gute und beruflich dann einen guten Start. Vielen Dank. *(Applaudissements)*
Wir können diese Session gemäss Zeitplan abschliessen. Wir sehen uns morgen Nachmittag wieder bei der Schlussfeier der Legislatur mit anschliessendem Apéro. Ich hoffe, dass möglichst alle daran teilnehmen können. Ich wünsche Ihnen einen guten freien Nachmittag. Wir haben Play-off heute Abend und morgen Vormittag ebenfalls frei. Gute Zeit!

La séance est levée à 11 heures 10.

Les rédactrices:
Rosmarie Wiedmer-Pfund (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mercredi 26 mars 2014, 14 heures – 16 heures

Huitième séance

Cérémonie de clôture de la législature 2010–2014

Les membres du Conseil-exécutif entrent dans la salle et prennent place.

Intermède musical par le trio emmentalois de cor des Alpes I Cornuti

(Le président agite sa cloche.)

Le président. Sehr geehrter Herr Regierungspräsident, geschätzte Regierungsmitglieder, Kolleginnen und Kollegen des Grossen Rats, werte Mitarbeitende der Kantonsverwaltung, Medienvertretende, liebe Gäste: Erneut sind wir am Endpunkt eines Zyklus angekommen, nämlich am Ende der letzten Session der Legislatur 2010–2014. Für einige von uns war es die letzte Session als Mitglied des kantonalen Parlaments. Diese Personen geniessen heute Nachmittag etwas mehr Aufmerksamkeit.

Ich gliedere meine Rede in drei Teile: Zuerst blicke ich zurück, danach wage ich einen Ausblick mit ein paar Anregungen, und am Schluss werde ich mir noch einige persönlich gefärbte Gedanken erlauben. Angefangen hat die Legislatur 2012 mit der Wahl von Gerhard Fischer zum Präsidenten des Grossen Rats. Ein Jahr später wurde Beat Giauque sein Nachfolger, gefolgt von Therese Rufer, die nach ihrem Präsidialjahr am Ende der Junisession 2013 zurücktrat. Mit ihr zusammen verabschiedeten wir den langjährigen Staatsschreiber Dr. Kurt Nuspliger. Nun ist es an mir, das vierte Jahr abzuschliessen und damit die Legislatur zu beenden. Es freut mich, dass die beiden Vorgängerpräsidenten und die Vorgängerpräsidentin heute anwesend sind. Es waren vier intensive Jahre, wenn ich nur schon an die Pflege der Aussenbeziehungen denke. Damit meine ich die Kontakte zu den Büros des Sächsischen und des Niedersächsischen Landtags, die beide mehrere Tage in Bern weilten, sowie die Besuche bei verschiedenen kantonalen Parlamenten, die Beat Giauque initiierte. Diese führten auch zu Gegenbesuchen. Auch wenn es nur kurze Momente waren und in dieser Zeit kein umfassender Einblick möglich war, haben diese Kontakte doch gezeigt, dass andere, auch grosse Kantone einen zeitlich deutlich weniger grossen parlamentarischen Aufwand betreiben als wir, insgesamt aber nicht schlechter dastehen.

Wenn ich nun zu einem thematischen Rückblick überleite, denke ich zuerst an die Nuklearkatastrophe von Fukushima im März 2011, welche die Diskussionen rund um die Energiepolitik und die Energieproduktion bis heute stark prägt. Mühleberg lässt grüssen. 2011 war auch das Jahr der Sondersessionen: im Juni zur Energiepolitik, im September zur Gesundheitspolitik und im November zur Finanzpolitik. In der Januarsession 2012 erfolgte die Verabschiedung des Gesetzes über den Kindes- und Erwachsenenschutz, das im vormundschaftlichen Bereich sowohl auf kantonaler wie auf kommunaler Ebene grosse Veränderungen brachte. Im März 2012 führten wir die sehr emotionale Debatte über die Zukunft der Berner Fachhochschule, und im September 2012 kam es zur Wiederholung der Abstimmung zum Gesetz über die Besteuerung der Strassenfahrzeuge. Diese wurde notwendig, weil verschwundene Wahlzettel eine Nachzählung des knappen Resultats verunmöglicht hatten. Im letzten Jahr bildeten die Gesetzgebung über die bernischen Pensionskassen und die ASP-Debatte eindeutig die Schwerpunkte. Das war ein sehr kurzer, subjektiver Abriss; es gäbe noch sehr viel mehr zu berichten. Ich erinnere zum Beispiel an die Änderung des Sonder-statutgesetzes, das im Berner Jura in die Abstimmung vom 24. November 2013 mündete. In dieser Abstimmung votierte die betroffene Bevölkerung bei einer grossen Stimm-beteiligung klar und unmissverständlich für den Verbleib im Kanton Bern. Ich glaube, es ist gut für die Schweiz, dass der Kanton Bern über Biel und dessen Umgebung hinaus zweisprachig bleibt und damit seine Funktion als Brückenkanton weiterhin wahrnehmen kann.

In der abgelaufenen Legislatur haben wir uns auch ein neues Parlamentsrecht gegeben und haben das Funktionieren dieses Rats auf neue Grundlagen gestellt. Die Stärkung des Parlaments gegenüber dem Regierungsrat war dabei eine zentrale Maxime. Die Eckpfeiler sind die neuen Sachbereichskommissionen, die in den Politik-bereichen für die Kontinuität des Parlaments gegenüber dem Regierungsrat und der Verwaltung sorgen sollen und damit für eine Stärkung des Parlaments. Dieser Wechsel wird in verschiedener Hinsicht anspruchsvoll sein. Und damit komme ich zum zweiten Teil meiner Rede. Ich bin gespannt auf die mittelfristigen Auswirkungen. Eines dürfen wir nicht vergessen: Entscheidend für das Funktionieren unserer Behörden ist der gegenseitige Respekt. Franz Müntefering, ehemaliger deutscher SPD-Vizekanzler, sagte es einmal wie folgt: «Demokratie ist weder eine Harmonisierungs- noch eine Machtveranstaltung. Sie ist Dialog.» Das wird gefragt sein, und es wird entscheidend sein, dass das Parlament seine neue Stärke nicht missversteht. Damit meine ich insbesondere die Beachtung der verfassungsmässig und gesetzmässig zugewiesenen Aufgaben. Es darf nicht sein, dass sich das Parlament und die Regierung bei der Erfüllung ihrer Aufgaben in die Quere kommen und gegenseitig behindern. Der Kanton Bern und seine Bewohnerinnen und Bewohner brauchen politische Lösungen und keine politisch motivierten Störmanöver. Und etwas sollten wir stets im Hinterkopf behalten: «Die Stärke des Parlaments misst sich auch an der Stärke der Regierung.» Oder anders formuliert: «Was die Regierung an Staatsleitung verpasst, kann das Parlament in der Regel weder nachholen noch ersetzen.» Diese Aussagen stammen von René Rhinow, emeritiertem Ordinarius für Öffentliches Recht und Ständeratspräsident 1999. Ich weiss: Staats- und Verfassungsrechtler sind ein bisschen aus der Mode. Heute haben die Politologen das Sagen. In diesem Zusammenhang fand an der Universität Bern kürzlich eine Veranstaltung zum Thema «20 Jahre Verfassung des Kantons Bern» statt. In diesem Rahmen

wurde sowohl von Regierungsseite als auch von Parlamentsmitgliedern der heute fehlende Respekt gegenüber der anderen Gewalt moniert. Das sollten wir ernst nehmen und bei allen politischen Meinungs-verschiedenheiten und Ansichten nie vergessen.
Bei der Parlamentsrechtsreform habe ich mich bekanntlich zurückgehalten. Die Beratung fiel in eine Zeit, in der ich hier vorn sass. Sie mögen es vielleicht als etwas anmassend empfinden, dass ich mich nun dazu ebenfalls äussere. Ich nehme jedoch eine gewisse Narrenfreiheit für mich in Anspruch. Die Reform ist, wie gesagt, anspruchsvoll und für alle Beteiligten herausfordernd. Für mich hat sie ein Stück weit NEF-Züge. Vielleicht muss man das Ganze in einigen Jahren entschlacken. Ich war lange kein Fan der Sachbereichskommissionen; heute kann ich ihnen aber auch Positives abgewinnen. Bei der Reform hat mir einzig gefehlt, dass man sich nicht zum obersten Ziel gesetzt hat, den heutigen Aufwand um etwa einen Fünftel oder gar einen Viertel zu reduzieren. Aufgrund der Besuche bei anderen Parlamenten fiel mir auf, dass der zeitliche Aufwand nirgends so gross ist wie im Kanton Bern. Gleichzeitig hätte man die heutige Entschädigungshöhe beibehalten können, was zwei Vorteile gehabt hätte: Zum einen hätte sie kaum derart hohe Wellen geworfen, wenn die Ausgaben für das kantonale Parlament gleich geblieben wären und trotzdem jedes Mitglied etwas mehr erhalten hätte; zum andern wäre die Miliztauglichkeit, die auch immer wieder hervorgehoben wird, sicher besser gewährleistet gewesen. Zum Schluss erlaube ich mir noch einige persönliche Bemerkungen und Eindrücke. Bei der Wahlannahme im letzten Juni sagte ich, die Aufgabe als Ratspräsident gut zu erfüllen, würde heissen: strukturiertes Vorgehen, klare Ansagen, eine gewisse Lockerheit und eine Prise Selbstironie, aber auch die nötige Zurückhaltung. Zugegeben: Das mit der Zurückhaltung war manchmal etwas grenzwertig. Manchmal habe ich ein bisschen «gregäntet», gell, Peter Siegenthaler. *(Hilarité.)* Ich genoss jedoch in all den Jahren im Rat das Privileg, dass man mir mehr nachgesehen hat als anderen. Sie haben aber sicher auch gemerkt, dass mir das Präsidium Spass gemacht hat und ich das Ganze auch geniessen konnte. Das werde ich auch weiterhin tun. Auf der andern Seite ist dies der richtige Zeitpunkt zum Aufhören. Ich tue mich nämlich immer schwerer mit den heutigen Gepflogenheiten der Politik. Politik war für mich nie Effekthascherei und wird es auch nie sein, sondern Dossier- und Detailkenntnis, Argumentieren und Suchen von Lösungen, die länger Bestand haben – nicht das Zelebrieren von Problemen und das rasche Verurteilen, nur um in unserer online-geprägten Gesell-schaft für Schlagzeilen zu sorgen. Deshalb verspüre ich zumindest jetzt kein Gefühl von Wehmut.
Bei der Feier in Langnau hatte ich erwähnt, dass wir die enorm schwierige Phase in unserem Kanton nur einigermassen erfolgreich meistern können, wenn sich die politischen Kräfte zusammenraufen. Ich sagte, die Zeit der reinen Parteilehre und das Verschonen der eigenen Klientel sei vorbei. Ich appellierte an die konstruktiven Kräfte in allen Parteien, bei den anstehenden wichtigen Geschäften lösungsorientiert zu politisieren und kompromissbereit zu agieren. Machtdemonstrationen würden uns kaum weiter-helfen; sie würden das politische Klima vielmehr verhärten und würden zu einer Blockade führen, die viele Kräfte binden würde, die für die Entwicklung des Kantons Bern dringend nötig wären. Ich bildete mir nicht ein, mit meinen Worten etwas zu verändern. Ich bin aber überzeugt, dass jener Appell weiterhin Gültigkeit hat, und zwar unabhängig vom Ausgang der Wahlen. Ein politisches Programm, das vor allem Abbau vorsieht, kann für unseren Kanton wohl kaum eine Vision sein. Es braucht einen Grundkonsens und neue Formen der Mehrheitsfindung – eben ein Zusammen-raufen. Davon bin ich weiterhin fest überzeugt.
Ich komme zum Danken: Ich schliesse alle in meinem Dank ein, die mich in diesem Jahr unterstützt und begleitet haben: die Mitglieder des Büros, insbesondere die Vizepräsidentin und den Vizepräsidenten sowie die Mitglieder der Präsidentenkonferenz. Es war ein angenehmes Arbeiten. Aber ohne die Unterstützung durch die Mitarbeitenden aus den verschiedenen Direktionen für den Parlamentsbetrieb, vorab aus der Staatskanzlei, würde nicht viel bewegt. Dafür bedanke ich mich ganz herzlich. Damit meine ich wirklich alle, und nicht nur diejenigen, die im Vordergrund standen und für uns sichtbar waren, sondern auch alle, die im Hintergrund tätig waren. Ein Mitmachen im Büro und in der Präsidentenkonferenz ist nur schon deshalb wichtig, damit man einmal sieht, was ein Parlamentsbetrieb alles verursacht. Vor einem Jahr wählten wir Christoph Auer zum neuen Staatsschreiber; im Juni wird das neue Parlament den Staatsschreiber und den vom Ratssekretär zum Generalsekretär der Parlamentsdienste mutierenden Patrick Trees bestätigen müssen. Damit gibt es einen Rollentausch: Christoph Auer wird den Grossen Rat künftig mehr im Hintergrund betreuen, aber das sicher nicht mit weniger Engagement und Kompetenz. Ich danke dir, Christoph, und deinen Leuten für das interessante Jahr. Liebe Regierungsmitglieder, liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich wünsche allen wieder Kandidierenden in den Wahlen am kommenden Wochenende viel Erfolgt und hoffe, dass sich die Analyse des «NZZ»-Artikels von Ende Februar für die Zukunft unseres Kantons als falsch erweisen wird. Dort wird für einmal nicht im Sinne eines klassischen Bern-Bashings die Berner Kantonalpolitik ganz nüchtern als oft konzeptlos und entlang verhärteter Fronten verlaufend mit Debatten, häufig geprägt von besonderer Gehässigkeit, dargestellt. Es ist an Ihnen, das Bild eines politisch tief zerfurchten Kantons zu ändern. Ich danke Ihnen.

(Applaudissements prolongés)

Le président. Je donne maintenant la parole à Monsieur Roberto Bernasconi pour une courte introduction du discours de Monsieur Jean-Pierre Aellen.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Quel honneur pour la Députation francophone de voir durant deux mandats suivis l'un de ses membres prononcer le discours de fin de législature en tant que grand doyen de fonction du parlement bernois. Lorsque le président fera son bilan tout à l'heure, vous constaterez que Jean-Pierre Aellen n'était pas ici pour faire de la figuration et qu'il sera certainement l'un des députés les plus actifs que le Rathaus ait connus. Jean-Pierre va quitter le parlement après avoir côtoyé 24 présidents et un grand nombre de conseillers d'Etat. Ce palmarès est plus que remarquable et nous ne pouvons que lui souhaiter de

grands moments de bonheur pour les jours à venir. Jean-Pierre, je t'invite à présent à rejoindre une dernière fois le pupitre des orateurs. Après 24 ans passés au sein de ce cénacle, tu as sans doute bien des choses à nous dire à l'occasion de ce qui sera ta dernière intervention officielle au sein du parlement. Nous sommes toutes et tous à ton écoute.

(Applaudissements)

Jean-Pierre Allen, Tavannes (PSA). «Nos bras meurtris vous tendent le flambeau, à vous toujours de le porter bien haut». Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée, en tant que doyen de fonction des membres du Grand Conseil, de m'adresser à vous, et ceci pour la deuxième fois en cette fin de dernière session de la législature. Je constate en effet que je suis le seul rescapé des élections de 1990, et je vais même plus loin en observant que nous ne sommes plus que cinq à avoir été élus – réélu dans mon cas – en 1994, un d'entre nous d'ailleurs comme vient-ensuite siégeant ici en 1997.

Après 24 années passées dans ce parlement, ne croyez pas que je sois meurtri, fatigué, désabusé ou encore dégoûté de la politique. Bien au contraire, je suis encore plein de force, d'enthousiasme et de foi au service de la population. En mettant en exergue la devise du plus célèbre club que le hockey sur glace ait connu, les Canadiens de Montréal, je veux transmettre un message d'espoir aux futures générations en leur disant qu'elles aussi auront la chance de défendre leurs idées, leurs opinions, leurs objectifs au sein de ce parlement.

Mais après six législatures de quatre ans chacune, je pense qu'il est temps de passer à autre chose. Je n'abandonnerai pas la politique. Je suivrai simplement une autre voie pour défendre mes idées et mes priorités.

Cela étant, un regard en arrière me montre que l'année 1990 est à la fois proche et lointaine. Elle est lointaine si l'on songe que c'est l'année où Mikhaïl Gorbatchev recevait le Prix Nobel de la paix et celle où notre nouveau gouverne-ment était composé uniquement d'hommes. Cela a bien changé depuis. La distance paraît encore plus grande en se remémorant que 1990 est l'année où Friedrich Dürrenmatt est décédé, ou encore celle où le Tribunal fédéral dut accorder le droit de vote aux femmes du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures. C'est enfin à cette époque qu'a été décelé en Suisse, plus précisément dans le Jura bernois, le premier cas d'encéphalite bovine spongiforme, mieux connue sous le nom de maladie de la vache folle. Tout cela ne m'empêche pas cependant de ressentir comme proche le moment auquel je suis entré dans ce Grand Conseil. Finalement, les grands problèmes qu'il y avait à discuter au parlement à l'époque sont restés les mêmes: finances, environnement, santé et affaires sociales, énergie et statut de la fonction publique, pour n'en citer que quelques-uns. J'y ajoute bien sûr la Question jurassienne. Et puis rien n'a changé non plus évidemment, pour l'essentiel, dans l'opposition que se livrent en ce lieu la droite et la gauche politiques.

Il est tout de même incroyable de constater qu'en 24 années nous avons discuté, débattu, voté, accepté ou rejeté plusieurs plans financiers générant des économies drastiques pour tenter de remettre à flot les finances souvent mises à mal de ce canton. Et tout ceci pour quel résultat? Quelle a été notre efficacité? On peut se poser légitimement la question. Changements il y a eu pourtant pendant ces 24 ans. En même temps que mon entrée au Grand Conseil a commencé le système des dix sessions par an, huit d'une semaine et deux de deux semaines. Une pratique qui a été abandonnée après à peine plus d'un an. C'est ainsi qu'à partir de 1992, on s'est habitué au régime des six sessions, et c'est depuis 2000 que notre rythme annuel est de cinq sessions. A cette évolution s'est ajoutée celle qui a consisté à réduire le nombre de députés, qui a passé de 200 à 160 en 2006. Malgré ces dispositions, le nombre d'interventions parlementaires déposées a grimpé très sensiblement. Le coût du parlement a lui aussi augmenté Le subventionnement des groupes parlemen-taires a doublé. Notre indemnisation a elle aussi évolué dans un sens positif.

Il y a donc eu des changements, parfois spectaculaires, d'autres fois insignifiants. Certains restent dans les mémoires et d'autres sont oubliés. En 24 ans de présence au Grand Conseil, on vit des moments passionnants et d'autres qui le sont moins et j'ajouterai même des instants parfois ennuyants. On assiste à des votes extrêmement serrés, dont certains peuvent être empreints d'émotion. On vit des moments où l'on croit avoir tout gagné, d'autres où l'on pense avoir tout perdu. Mais, finalement, que reste-t-il de tout cela? Pas grand-chose en vérité. Les mauvais souvenirs se sont estompés, certains des bons souvenirs sont restés et ce sont généralement ceux où l'aspect humain joue un grand rôle qui marquent le plus nos mémoires. Et puis la vie a continué, et c'est bien ainsi.

Durant ces années, 24 présidentes ou présidents se sont succédé au perchoir de l'assemblée. Quelques-unes ou quelques-uns ont continué leur carrière politique au sein du Conseil national ou du Conseil des Etats. Une ancienne présidente siège même au Conseil-exécutif. Au niveau de l'administration, j'ai connu deux chanceliers, deux vice-chanceliers alémaniques et trois vice-chanceliers de langue française.

Enfin, j'aimerais avoir une pensée émue et empreinte d'un profond respect envers les quinze collègues qui sont décédés durant leur mandat au sein du parlement cantonal.

Aujourd'hui marque la fin d'une époque. En effet, ce parlement a décidé de modifier les choses en profondeur. Dès le 1er juin, avec l'entrée en vigueur du nouveau droit parlementaire, le mode de travail actuel sera modifié. Plusieurs commissions permanentes ont été créées en plus des trois existant actuellement. Le travail des futurs députés sera considérablement changé et alourdi. A l'avenir, il faudra participer à ces nouvelles commissions sous peine de quoi, celle ou celui qui décidera de rester en retrait n'aura plus grand chose à dire au sein de ce cénacle, même si son vote aura la même valeur que celui des membres des différentes commissions. En raison de ce travail supplémentaire et de l'augmentation des responsabilités, les rémunérations ont pris l'ascenseur, et ce, même au moment où on impose des économies, voire des restrictions budgétaires peu appréciées il est vrai par bon nombre d'institutions sociales, sportives ou culturelles ou de formation.

Je souhaite simplement à toutes celles et à tous ceux qui seront réélus, le courage, la force et la santé pour maîtriser

ces nouveaux changements. Je leur rappelle que les futures décisions qu'elles ou qu'ils prendront ne sont pas anodines et qu'elles influenceront positivement ou négativement la vie de leurs concitoyennes et leurs concitoyens.
Reste – il faut bien en parler – la question qui fâche, celle qui déchaîne les passions et les antagonismes au sein du canton de Berne: la Question jurassienne, dont certains pensent qu'elle est résolue. D'autres pensent toutefois le contraire, conscients qu'ils sont d'appartenir au peuple jurassien reconnu comme tel dans cette instance parlementaire en 1950. Durant ce dernier quart de siècle, le canton de Berne a dû aborder trois votations liées au sort des trois districts jurassiens de langue française. Il a dû accepter deux pertes de territoire, celui de la commune de Vellerat d'abord, celui du district de Laufon ensuite. Puis, après une longue période de brouilles, d'accords et de compromis, est venue la votation du 24 novembre 2013 sur le lancement d'un processus visant à créer un nouveau canton sur son espace géographique ancestral et romand. Je constate que si dans les premiers cas les défenseurs d'une séparation d'avec le canton de Berne ont obtenu gain de cause, il n'en a pas été de même lors du dernier scrutin populaire. A cette occasion, une large majorité a refusé de souscrire à la mise sur pied d'une Assemblée constituante chargée de définir un avenir commun possible pour les six districts francophones du Jura historique. Nous avons pris note de ce résultat, et notre respect du verdict démocratique ne doit faire aucun doute. Je regrette cependant que les représentants de la minorité aient été, le 25 novembre, dans cette enceinte, la cible et l'objet d'une humiliation bien inutile. Ainsi, au sens de la Déclaration d'intention du 20 février 2012 signée par les gouvernements de Berne et du Jura sous l'égide de la Confédération, la restauration de l'unité du Jura n'est plus à l'ordre du jour. Il reste à édicter les dispositions légales permettant la mise en œuvre du «vote communaliste» dans nos anciens districts de Moutier, Courtelary et La Neuveville, cela pour toute commune qui en fera la demande. Au terme de cette procédure, dont le Conseil-exécutif assure qu'elle sera conduite en toute loyauté et à laquelle j'invite le Grand Conseil à adhérer avec le même état d'esprit, selon le bon principe romain «pacta sunt servanda», la démocratie reprendra ses droits, la liberté d'expression s'imposera et, sans nul doute, on en reviendra à la réflexion sur la communauté de destin que l'histoire, les temps et la rationalité des faits reconnaissent par avance aux deux parties du Jura aujourd'hui séparées. Je crois à ce propos que mes collègues d'en face, membres d'un parti habitué à lancer de multiples initiatives sur le même sujet durant des décennies, éviteront de me contredire: il n'est pas interdit, en démocratie, de remettre sans cesse l'ouvrage sur le métier. Et personne, en conséquent, ne m'en voudra de prédire que la Question jurassienne, tant qu'elle entretient l'espoir de la restauration d'une unité perdue dans le cœur et l'esprit des hommes, ressurgira, inéluctablement.
Enfin, au terme de ces 24 années passées dans ce parlement, j'aimerais remercier de tout cœur, tout d'abord mon parti qui m'a toujours désigné sur ses listes, bien sûr les électrices et électeurs qui m'ont renouvelé leur confiance durant ce temps, le personnel de l'administration qui a toujours été serviable, les traductrices, sans qui rien ne serait possible en matière de compréhension dans ce parlement, et surtout ma famille, mon épouse et mes trois enfants qui n'ont pas souvent vu qui leur mari, qui leur père durant mon mandat. C'est aussi grâce à eux que j'ai pu tenir le coup durant ce temps. Entre les coups de téléphones anonymes, surtout la nuit bien entendu, les injures ou les moqueries de leurs camarades et plus tard de leurs collègues, mon épouse et mes enfants ont été mis à rude épreuve aussi. Jamais, au grand jamais, ils n'ont fait pression sur moi pour que je mette un terme à ma carrière politique et je leur en suis très reconnaissant. Voilà, j'ai consacré, comme d'autres, 24 années de ma vie pour défendre la région que j'habite et que j'aime par-dessus tout.
Pour terminer, je livre à votre réflexion les deux citations suivantes. La première est d'un personnage méconnu, mais assez particulier Louis Bromfield, journaliste américain, écrivain et homme féru d'agronomie: «On n'est heureux que dans la proportion de ce qu'on donne».
La deuxième devrait guider l'action de tout politicien un peu trop sûr de sa superbe: «Il faut toujours se réserver le droit de rire le lendemain de ses idées de la veille». Et cela va vous surprendre, cette idée est de Napoléon Bonaparte.

(Applaudissements prolongés)

Le président. Ich wurde gefragt, ob heute ebenfalls getanzt werde, wie es an der Legislaturschlussfeier vor vier Jahren der Fall war. Nicht, dass ich etwas gegen das Tanzen hätte, aber nach der harten Spardebatte im November und nach den unsäglichen Diskussionen über die Grossratsentschädigungen würde es wohl ausserhalb dieses Biotops niemand verstehen, wenn wir nun zum Abschluss in diesem Saal auch noch tanzen würden. *(Quelques applaudissements.)* Deshalb habe ich mich für etwas ganz anderes entschieden: für Alphornmusik. Eine Kostprobe konnten Sie bereits hören. Die drei Emmentaler Hans Stettler aus Langnau, Christian Lehmann aus Trubschachen und Reto Mettler aus Langnau packten im Herbst 2007 zum ersten Mal ihre Alphörner aus. Sie gaben sich den Namen «I Cornuti» die Gehörnten. Damit ist auch schon gesagt, dass ihr gepflegtes Alphornspiel nicht durchwegs tierisch ernst gemeint ist. Ihr Repertoire reicht vom vertrauten Wohlklang traditioneller Stücke bis zu überraschenden neuen Sounds, und sie spielen auch eigene Kompositionen. Damit zeigen sie, wie gross der Spielraum dieses archaischen Instruments, des langen Alphorns, ist. Das werden Sie heute Nachmittag zu hören bekommen. Ausserdem ist Michael Lampart anwesend, geboren 1970 in Biel und auch dort aufgewachsen. Seit zwölf Jahren wohnt er in Langnau, wo er den Velohauslieferdienst leitet. Bekannt ist er als Schriftsteller Achim Parterre, seine Bücher erscheinen im Cosmos-Verlag; er ist Mitglied der literarischen Boygroup «Die Gebirgspoeten» sowie des Autorenteams der «Morgengeschichten» von Radio SRF 1. 2013 erhielt Achim Parterre von der kantonalen Literaturkommission den Prix Trouvaille für seine CD «aber hütt. Eine Hommage an Ernst Eggimann». Ich entschuldige mich an dieser Stelle bei den Romands. Die Übersetzerinnen haben die Texte zwar, diese sind jedoch eine echte Herausforderung. Hören Sie einfach gut zu. Damit überlasse ich die Bühne den Künstlern.

Intermède musical

Intervention d'Achim Parterre : «Sinnlechs Ämmitau»

Der Tag isch fertig
Ds Tagwärch gmacht
Ggässe het me
Es wird Nacht

D Püüri ligt
Mitsamt de Chleider
I ihres Bett
So isch das leider

Sinnlech nid, nei
Aber praktisch
Dänkt der Puur
U seit sech, faktisch

Ischs haut gäbig
Wed di am Morge
Nid zersch muesch
I d Chutte worge

Si seit guet Nacht
U schnarch nid, Ueli
Doch dä tröimt scho
Vo sine Chueli

Intermède musical

Intervention d'Achim Parterre :«Uswärts» et «Vorewägg»

Uswärts
We d Langnauer uswärts gö
De gö si
Uf Langnou füre
Uf Bärn ache
Uf Züri use

I ds Trueb iche

Vorewägg
Juflighüng dir au zäme was der sit
Juflisieche dir au zäme was der sit
Jufligrittene dir au zäme was der sit
Jufliseck dir au zäme was der sit

Mir nähs lieber
Mir nähs lieber

Jufligringe dir au zäme was der sit
Juflicheibe dir au zäme was der sit
Juflimöffe dir au zäme was der sit
Jufleni dir au zäme was der sit

Mir nähs lieber
Mir nähs lieber

Vorewägg
Eisumdsangere
Süferli
Hübscheli
Numenidgsprängt
Troom für Troom für Troom

Intermède musical

Intervention d'Achim Parterre : «Lue Bueb»

Lue Bueb, lue, lue us em Fänschter
Wi der Morgenäbu um die Höf schliicht
Um die Heimet, wo no schlafe wi grossi Tier
U d Decher dampfe, we se der erscht Sunnestrau preicht

Lue Bueb, lue, lue us em Fänschter
Wi d Püri d Buchsböimli schön gschnitte het i ihrem Garte
U der Vatter hockt der ganz Tag uf em Bänkli
S het ne hert, dass sini Märe nüt me z tüe het

Lue Bueb, lue, lue us em Fänschter
Dert dä Hoger u hie die Egg
U die Lingen obedruff, wo si vor 200 Jahr pflanzt hei
Bis me ändlech hätt chönne der Pflueg dran abinge, isch der Traktor scho erfunge gsi

Lue Bueb, lue, lue us em Fänschter
Dert hinge, das Huus uf em Länggrat
Das isch der Hof vo üsem Grossrat
Är lat nüt zum Hüsli us weder Rouch, so gizig isch dä

Lue Bueb, lue, lue us em Fänschter
Wi die schöni Bschütti
Uf däm schöne Gras
I däm schöne Ämmitau
Lue, s faht scho a rägne

Intermède musical

(Applaudissements prolongés)

Le président. Als Grossrätinnen und Grossräte erleben wir hier drin genau dasselbe wie draussen im normalen Leben: Es gibt Momente der Freude und der Unbeschwertheit, aber auch solche, die belasten und traurig machen. Während dieser Legislatur sind drei Personen verstorben, die wir als Politikerinnen und Politiker, aber auch als Menschen ausserhalb des Rathauses kannten und schätzten: Die Rede ist von Susanne Bommeli, die wenige Monate nach ihrer Demission aus dem Grossen Rat am 26. April 2011 an den Folgen ihrer unheilbaren Krankheit verstarb. Völlig unerwartet wurde am 12. Februar 2012 unser geschätzter Ratskollege Christoph Stalder aus unserer Mitte gerissen, und nur wenige Wochen nach seiner Demission aus dem Grossen Rat mussten wir unerwartet Abschied nehmen von Ueli Lehmann, der am 25. Juli 2013 verstarb. Wir gedenken dieser drei Menschen mit einer Schweigeminute und lassen unsere Gedanken zu ihnen schweifen. Ich bitte Sie alle, dazu aufzustehen.

(L'assemblée se lève pour une minute de silence en hommage aux trois membres du Grand Conseil décédés pendant la législature.)

Hommage aux membres du Grand Conseil

Le président. Wir haben nun der Verstorbenen gedacht, und es mag ein etwas harter Kontrast sein, wenn ich nun zu den Verabschiedungen und Kurzwürdigungen der aus dem Grossen Rat austretenden Ratsmitglieder komme. Der Tod gehört zum Leben; er bildet einen Bruch. Der Verzicht auf ein Amt ist letztlich auch eine Art Bruch. Die Würdigungen sind zum einen nicht ganz einfach, weil ich über keine Demissionsschreiben verfüge. Auf der anderen Seite profitiere ich davon, dass ich doch mit sehr vielen Mitgliedern ein beachtliches politisches Wegstück absolvieren durfte und ihnen als Kolleginnen und Kollegen verschiedentlich begegnete. Meine Zusammenfassungen enthalten natürlich auch relativ viele statistische Auf-zählungen. Diese Zahlen sagen jedoch gerade bei den Vorstössen im Prinzip nicht viel aus, weil ich über keine Erfolgs- und Umsetzungskontrolle verfüge. Ich gliedere die Verabschiedungen in zwei Teile mit einer kulturellen Pause dazwischen und gehe in alphabetischer Reihenfolge vor. Auf diese Weise können Sie sich darauf vorbereiten, wann Ihr Buchstabe kommt. Ich muss allerdings klar sagen: Die Zeit reicht nicht für eine Replik. Sie können mir beim Apéro persönlich entgegnen.

Jean-Pierre Allen, Tavannes (PSA)

Jean-Pierre Aellen – notre doyen. Tu es membre du Grand Conseil depuis juin 1990, soit 24 ans. Tu es par ailleurs doyen de fonction du parlement bernois depuis deux législatures. Ne le prends pas mal si j'oublie quelque chose, mais avec une aussi longue carrière, c'est presque inévitable. Si je compte bien, tu as vécu 120 sessions, sessions extraordinaires non comprises. Tu as participé à 17 commissions et durant cette législature, tu as présidé trois commissions et délégations. Tu as toujours été membre de la Députation et par le passé, de la Commission paritaire pour le Jura bernois. Ces quatre dernières années, tu étais membre de la Commission de haute surveillance. Quant au nombre d'interventions que tu as déposées, je n'en croyais pas mes yeux et j'ai dû recompter. Vous n'allez pas me croire, mais Jean-Pierre Aellen a déposé 253 interventions au cours de son mandat, soit 213 interpellations, 30 motions, neuf postulats et une initiative parlementaire. Petite anecdote: Jean-Pierre Aellen a déposé deux motions et quatre interpellations lors de sa première apparition au Rathaus en 1990. Tes thèmes de prédilection étaient l'école et le sport, c'est normal vu ta profession, et d'une manière très générale le Jura bernois. C'est ton calme qui m'a toujours impressionné, mais aussi ton sens de l'humour qui se manifeste dans les entretiens en tête à tête. Ton sens de l'humour qui t'a permis de conquérir les plus durs de ce parlement. Mettre un terme à sa carrière après autant de temps, ce n'est pas rien! On devrait presque te proposer un cours de préparation à la retraite politique. Merci cher Jean-Pierre, tous mes vœux t'accompagnent.

Giovanna Battagliero, Berne (PS)

Nach dem amtsältesten Mitglied ist die Reihe am amtsjüngsten der demissionierenden Mitglieder:

Giovanna Battagliero. Sie kehrt dem Rat schon nach 19 Monaten den Rücken. Eigentlich geht das nicht, Giovanna. Ich weiss, dass es nicht der Frust über die ständigen Niederlagen von Rot-Grün in diesem Parlament ist, die einen harten Kontrast zu deinem Wirken im Stadtparlament darstellen. Du bist jemand mit einer guten Streitkultur; du fightest gerne auf der politischen Bühne. Ich bedaure es deshalb, dass du diese Bühne nach 3 Kommissionseinsitznahmen und 6 Vorstössen schon wieder verlässt und die Schwerpunkte insbesondere in beruflicher Hinsicht anders setzt. Es gibt auch andere, die das bedauern. Zumindest einer Person kommt damit ein politisches Feindbild abhanden. Pass auf, dass es nicht noch Schadenersatzansprüche gibt. Auch dir, Giovanna, wünsche ich privat und beruflich alles Gute.

Peter Bernasconi, Worb (PS)

In seinen 16 Jahren im Grossen Rat nahm Peter Einsitz in insgesamt 5 Kommissionen; 5 davon präsidierte er. Dazu gehörten so wichtige Kommissionen wie diejenigen für die Revision des Parlamentsrechts und für die Wahlkreisreform 2010, welche in diesem Kanton Veränderungen bewirkt haben oder noch bewirken werden. Zudem gehörte Peter Bernasconi während der letzten 8 Jahre der JUKO an; in den 4 Amtsperioden reichte er 35 Vorstösse ein. Zu den wichtigen Themen gehörten Personalpolitik oder Fragen zu den Strukturen unseres Kantons. Weder mit Blick auf die Kommissionen noch auf die eingereichten Vorstösse kann man Peter Bernasconi in irgendeine Ecke drängen. Er hat ein breites Themenspektrum angesprochen, wie es sich für einen langjährigen Gemeindepräsidenten gehört. Peters Stimme hatte in der Fraktion und im Rat Gewicht; sachliche, solide Politik war sein Markenzeichen und nicht die Polemik. Wir haben zweimal zusammen Wahlkampf betrieben und sorgten mit unseren wunderschönen Frisuren und den entsprechenden Sprüchen für ein gewisses Aufsehen – und hatten selbst einen Riesenspass dabei. Auch dir, Peter, danke ich für dein langjähriges engagiertes Wirken. Das Amt auf Gemeindeebene hast du schon vor einigen Jahren abgegeben, nun kommt das Loslassen auf kantonaler Ebene: Auch das wird dir gelingen.

Andreas Blaser, Steffisbourg (PS)

Mit Andreas Blaser tritt ein weiteres Mitglied der SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht mehr zur Wahl an. Während gut 10 Jahren gehörte Andreas dem Grossen Rat an. Die meiste Zeit, nämlich von April 2004 bis November 2012, hatte er Einsitz in der OAK, die er von 2008 bis 2012 präsidierte. Dadurch war er in dieser Zeit auch Mitglied der Präsidentenkonferenz. Neben dieser permanenten Bean-spruchung durch die Aufsichtskommission wirkte er in 32 Kommissionen mit und präsidierte die Kommission zur Änderung des Gesetzes über die Anstellung der Lehrkräfte. Bei seinen 62 Vorstössen war sein beruflicher Hintergrund immer wieder zu spüren. Schwerpunkte bildeten Bildungs-anliegen, aber auch die Themen Suchthilfe und Jugendschutz waren ihm ein grosses Anliegen. Die Stärkung und die Einflussnahme des Parlaments waren für Andreas Blaser ebenfalls wichtige Anliegen und haben ihren Ursprung vermutlich in seiner Tätigkeit in der OAK. Dort habe ich ihn als unabhängigen und gradlinigen Präsidenten wahrgenommen. Von Zeit zu Zeit kam es auch vor, dass es etwas Lobbying für den Raum Thun–Spiez gab – ich denke da zum Beispiel an die Schlossbergschule. Auch dir, Andreas, wünsche ich für die parlamentslose Zeit wenig Langeweile und in jeder Hinsicht alles Gute.

Hans Rudolf Feller, Steffisbourg (PLR)
Wir wechseln die Seite und damit die politische Couleur und kommen zu Hans Rudolf – kurz Harry – Feller, einem Vertreter der FDP, der Ende März nicht mehr zu den Wahlen antritt. Harry war nur einige Monate weniger lange Mitglied des Grossen Rats als Andreas Blaser, nämlich genau 10 Jahre. Das Eintrittsdatum war der 1. Juni 2004. Bereits von November 2004 an gehörte Hans Rudolf Feller der Steuerungskommission bzw. der FIKO an, und zwar bis heute. In jener Kommission durften wir eine ganze Weile zusammenarbeiten; und die Arbeit in einer ständigen Kommission ist prägend: Man verbringt viel Zeit zusammen, sodass der Bezug ein ganz anderer wird. Es ist nicht einfach das Hickhack des Parlaments oder des Plenums. Es geht glücklicherweise häufig lösungsorientierter zu und her. Das lag Harry – von seiner Art her und aufgrund seiner kommunalpolitischen Vergangenheit. Neben dem Hauptthema FIKO mit den vielen politischen Themen gehörte er weiteren 21 Kommissionen an: Er präsidierte die Kommission Lockerung der Bestandsgarantie der Gemeinden sowie die Kommission zum Raumplanungsbericht 2010. Bei seinen 13 Vorstössen gab es kein dominierendes Thema. Beim ehemaligen Gemeindepräsidenten schimmerte allerdings gelegentlich das Thema «Gemeinden» durch. Ein grosses Dankeschön auch dir, Harry. Ich bin sicher, dass du auch ohne den Grossen Rat nicht in ein Loch fallen wirst.
Fritz Freiburghaus, Rosshäusern (UDC)
Wir bleiben noch einen Moment bei der FIKO und kommen zur Verabschiedung des SVP-Vertreters Fritz Freiburghaus. Gut 9 Jahre, seit dem 24. Februar 2005, gehörte Fritz dem Grossen Rat an. Von Dezember 2007 bis heute war er Mitglied der FIKO. Einen Teil dieser 6,5 Jahre verbrachten wir gemeinsam in dieser ständigen Kommission und gemeinsam im BVE-Ausschuss. Ich habe Fritz als kritisches Mitglied erlebt. Es brauchte viel, um ihn zu überzeugen. Wir schafften es aber sowohl im Ausschuss wie auch nachher im Plenum stets, unsere Linie durchzuziehen. Wenn man Fritz einmal für eine Linie gewonnen hatte, dann blieb er dabei und man konnte sich auf ihn verlassen. Nebst der FIKO nahm Fritz in 16 Kommissionen Einsitz, auch in der Kommission zur Rahmenbewilligung KKW Mühleberg – Stellungnahme des Kantons Bern an die Bundesbehörden, die er präsidierte. Seine Schwerpunkte waren Energie, Strassen und Steuern. Bei seinen 14 Vorstössen ging es häufig ebenfalls um BVE-Themen. Nun hat er sich entschieden, das Thema «Grosser Rat» ad acta zu legen. Ich bin sicher, dass auch er gerade die FIKO-Zeit in guter Erinnerung behalten und als prägende Phase betrachten wird. Alles Gute.
Alfred Gerber, Gohl (UDC)
Mit Alfred Gerber beendet ein weiteres SVP-Mitglied seine Grossratskarriere, und dies nach 14,5 Jahren. Dadurch, dass wir in derselben Gemeinde wohnen, verbindet mich mit Alfred Gerber eine lange politische Vergangenheit. Sie begann im Grossen Gemeinderat von Langnau und wurde im Gemeinderat weitergeführt. Nachdem Alfred Gerber im Dezember 1999 in den Grossen Rat nachgerutscht war, konzentrierte er sich auf die kantonale Ebene. Seine Herkunft – beruflich wie geografisch – prägte sein politisches Wirken. Die Landwirtschaft, der ländliche Raum sowie die Spitalpolitik waren immer wieder ein Thema. In 29 Kommissionen aus praktisch allen Direktionen nahm Alfred Einsitz. In seiner Parlamentszeit reichte er 8 Vorstösse ein. Alfred war kein Vielredner. Er hat jedoch etwas gemacht, das nicht viel Publizität gibt, aber häufig wirkungsvoller ist: Er suchte oft den direkten Kontakt mit den Regierungsmitgliedern und mit der Verwaltung und verlieh seinen Anliegen auf diese Weise Nachdruck. Du wohnst an einem sehr schönen Ort, Fred. Von dort aus kann man ausgezeichnet in die Ferne schauen und auf dem Feierabendbänkli schöne Erinnerungen Revue passieren lassen. Mach das, alles Gute.
Franz Haldimann, Berthoud (BDP) et Thomas Heuberger, Oberhofen (Les Verts)
Mit einem Teil der Medizinalfraktion unseres Grossen Rats schliesse ich den ersten Teil der Verabschiedungen ab. Ich spreche vom BDP-Mitglied Franz Haldimann, Burgdorf, und vom Vertreter der Grünen Thomas Heuberger, Oberhofen: zwei unterschiedliche Charaktere, aber mit sehr ähnlichen politischen Biografien.
Franz Haldimann war während 12 Jahren Mitglied des Grossen Rats. In dieser Zeit nahm er in 12 Kommissionen Einsitz und 28 Vorstösse trugen seinen Namen. Sein ehemaliger beruflicher Hintergrund spielte dabei eine grosse Rolle und führte zu zahlreichen kritischen Interventionen. Manchmal schimmerte auch sein zweites ehemaliges berufliches Standbein, das Stadtpräsidium von Burgdorf, etwas durch. Ich denke insbesondere an den Fachhochschule-Standort Burgdorf. Durch diese Stadtfunktion hatten wir auch ausserhalb des Grossen Rats Kontakt, an unseren regelmässigen LABULA-Treffen. Das ist allerdings nur etwas für Insider.
Ein Jahr länger als Franz Haldimann, nämlich 13 Jahre, war Thomas Heuberger ein engagiertes Ratsmitglied. 14 Kommissionen, viermal als Vizepräsident, sowie 48 Vorstösse sind deine statistischen Werte. Der eindeutige Schwerpunkt war auch bei dir das Gesundheitswesen mit Vorstössen zu den Notfallnummern, zur Brustkrebsvorsorge, zum Krebsregister oder zu Spitex-Themen. Deine Vorstösse trugen zum Teil sehr prägnante Titel. Dabei denke ich an «Grounding der Hausarztmedizin?»; «Waldesruh» oder «Denkpause für die Flughafenzufahrt». Während 5 Jahren hast du dem Büro als Stimmenzähler angehört. Euch beiden, lieber Franz, lieber Thomas, danke ich ganz herzlich für euer engagiertes, fundiertes Mitmachen.

(Applaudissements prolongés)

Le président. Damit kommen wir zum zweiten kulturellen Intermezzo, wiederum mit Texten und Musik.

Intermède musical

Intervention d'Achim Parterre :«EM»

D Ching hei lang gnue gstürmt u itz hei Nyffelers ändlech o sones Trampolin agschafft. Isch nid biuig gsi, weu Zwemeterzwänzg im Durchmässer u dummerwis het itz grad d Fuessbau-EM agfange, drum hei Nyffelers es massivs Platzproblem im Garte gha. Der Werner het nämlech uf em einzig freie Rasebitz es Plätzli igrichtet, won är mit sine Kollege d Schuttmätsche het wöue luege, drei Reihe Garte-

stüeu un es Tischli für e Biudschirm. Bis zum EM-Finau blibi das aues genau so stah, het der Werner gseit u für das Trampolin müess me haut en angere Platz finge. Me chönn zum Bispiu ds Badminton-Netz zu de Chüngelistäu übere tue oder der Pool Richtig Grillplatz verschiebe. Sini Frou het aber vorgschlage, d Rutschbahn näbe Sandachaschte z verlege, aber nume sövu, dass me gliich no guet zur Boule-Bahn chiem u der Stewi no Platz heig, weu ohni Stewi müess si d Wösch uf em Sitzplatz hänke u de wüss si nümm wo häre mit de Ligistüeu. Der Werner het gseit, me chönnt ja ds Grätschöpfli gäge ds Biotop verschiebe, aber da sig si dergäge, het sini Frou gseit, wöu de chiem si nüm zum Rosebeet. Itz heig är en Idee, het der Werner gseit. Me chönn doch d Füürschale chli nöcher zum Pingpontisch steue, de gäbs zwüschem Minigoufplätzli und der Hollywoodschoukle chli Luft, das sött für ds Tampolin länge. Aber sini Frou hätts besser gfunge, we me das Trampolin uf ds Schuttplätzli gsteut hätt u d Goou vorläufig i ds Garage hätt ta, aber da isch der Bueb nid iverstange gsi. Am Werner sini Ching hei sech de wider einisch chönne düresetze u so isch är mit sine Kollege bim EM-Aapfiff uf em Trampolinrand ghocket u si hei nume der Ton ghört, weu o der Fernseh nümm Platz het gha im Garte.

Am angere Tag het der Werner dä ganz Plunder fotografiert und uf Ricardo.ch gsteut. Gratis.

Intermède musical
Intervention d'Achim Parterre : «Grossmutters Geburtstag»

Wo mini Grossmueter Geburtstag het gha, bin i se im Autersheim ga bsueche. I ha dänkt, bringsch ere es Blüemli un e Schachtle Frigor, prichtisch chli mit ere u nimmsch der wider mau Zit für se. Si het ja süsch niemer me. Einisch im Jahr, dasch sicher nid z viu verlangt. Machsch mit ere es Spaziergängli, geisch den Änte ds aute Brot ga inewärfe u de Zwärggeisse ga sälü säge u no schnäu übere Fridhof, am Unggle Wauter ds Weihwasser ga gä. Wär doch truurig, we mi Grossmueter gar niemer hätt, wo sech chli um se würd kümmere. We gar niemer würd merke, dass si Geburtstag het, were niemer tät gratuliere u niemer würd es Gschänkli verbi bringe. Vilech bring ere no nes Heftli, so eis us der Autersheim-Gaffeteria, de cha si no chli Chrüzworträtsu löse, wen i wider bi ggange, de isch si chli abglänkt.

Wo mer de am vieri am Namittag vom Spaziergang si zrüggcho, d Grossmueter un ig, stöh drü vo ihrne Mitbewohner vor ihrem Zimmer. Öb me itz ändlech chönn ga, het der eint gseit, won e usglöschte Stumpe im Muu het gha u sech am Rolator ghäbt het. No schnäu chli Lippestift, het mini Grossmueter gseit, när bin i parat. Si gienge itz no i Bäre zäme, het si mer gseit u nüt für unguet, aber si müess itz los. Abgmacht sig abgmacht. Weisch, het si zu däm mit em Stumpe gseit, mi Änku, der Martin, isch itz über vierzgi u gäng no ledig. Usser mir het dä niemer. Dä isch froh, wen er zwüsch düre hie häre cha cho. U de gan i mit em es Spaziergängli ga mache, den Änte ds aute Brot ga inewärfe, de Zwärggeisse ga sälü säge u ga mit em übere Fridhof, am Unggle Wauter ds Weihwasser ga gä. Es het ne de aube scho hert, wider z ga. Aber speteschtens im ne Jahr toucht er wider uf, gäu Martin! U si isch mit ihrne Kollege loszoge, Richtig Bäre.

(Applaudissements prolongés)

Le président. Mit zwei beruflich Verwandten habe ich den ersten Teil abgeschlossen. Nun komme ich zu zwei Mitgliedern der SVP-Fraktion, die ebenfalls Gemeinsamkeiten haben: Sie haben wiederholt spontan das Wort verlangt und lasen hier vorn am Mikrofon ihren politischen Widersachern die Leviten. Sie verstanden sich gut; immerhin sah man sie vor vier Jahren hier im Saal zusammen tanzen.
Carlo Kilchherr, Thoune (UDC) und Bethli Küng-Marmet, Gessenay (UDC)
Vermutlich ist klar, von wem ich spreche: zum einen von Carlo Kilchherr, zum andern vom unverwüstlichen Bethli Küng. Carlo Kilchherr war knapp 11 Jahre im Grossen Rat, 7 Kommissionen aus den Direktionen BVE, JGK und VOL gehörte er an, 14 Vorstösse gingen auf sein Konto. Auch bei ihm sind mir zwei Vorstosstitel ins Auge gestochen: «Veloprüfung trotz EURO 08» und «Schwarze Schwäne auf dem Thunersee». Carlo machte seinem Beruf bei der politischen Arbeit alle Ehre: Farben waren ihm wichtig und Eintöniges war nicht sein Ding. Auch seiner Stadt Thun widmete er nebst den Schwänen den einen oder anderen Vorstoss. Vielen Dank, Carlo, für deine Farbtupfer. Ja, Bethli, nun ist es so weit: Deine Karriere im Grossen Rat geht dem Ende entgegen. 16 Jahre lang hast du dem Rat angehört. Für 60 Kommissionen nahmst du dir Zeit. Zweimal wirktest du als Kommissionspräsidentin, nämlich bei der Revision des Mittelschulgesetzes und bei der Versorgungsplanung 2007–2010. 31 Vorstösse reichtest du in dieser Zeit ein. Du warst eine sehr aufmerksame und engagierte Grossrätin. Du hast den Debatten wirklich zugehört. Deshalb musstest du auch von Zeit zu Zeit mit forschem Schritt nach vorn marschieren, um deine Meinung klar und deutlich zum Besten zu geben. Da hat jeweils das eine oder andere Ratsmitglied sein Fett abbekommen. Mit dir konnte man streiten. 8 Jahre warst du Mitglied der FIKO – deshalb weiss ich, wovon ich spreche. Aber auch Mättu Burkhalter schätzte es, mit dir in der FIKO zu sein: Beim Mittagessen erhielt er immer die Hälfte des Fleisches von Bethli *(hilarité)*. Du warst eine vehemente Kämpferin für dein Saanenland. Du hast nichts, aber auch gar nichts toleriert. Was machst du nun mit deiner politiklosen Zeit? Ich glaube, ich weiss es, Bethli. Du sagst einfach: «I gloubä i gangä no meh, a Louenesee.» Vielen Dank, alles Gute.
Irène Marti Anliker, Berne (PS)
Wir wechseln wieder ins linke Spektrum. Ich komme zu Irène Marti Anliker, die für die SP-JUSO-PSA-Fraktion seit 12 Jahren dem Rat angehört und nun ebenfalls nicht mehr zur Wiederwahl antritt. In dieser Zeit, in der Irène eine Zeitlang auch Parteipräsidentin war, wirkte sie in 13 Kommissionen mit und reichte 27 Vorstösse ein. Gerade als Parteipräsidentin geniesst man natürlich besondere Aufmerksamkeit: Jedem Votum wird aufmerksam zugehört und rasch widersprochen. Das Gesundheitswesen, insbesondere die Spitalpolitik, sowie Bildungs- und Energiefragen gehörten zu deinen Kernanliegen. Irène mahnte am Mikro-

fon häufig eindringlich und bereitete damit ihren politischen Widersachern nicht nur Freude. Sie machte das aber fundiert und machte zum Beispiel mit einer Standesinitiative zur Abschaffung der Pauschalbesteuerung einer bereits verabschiedeten Person wenig Freude. Ein besonderes Mandat war für Irène sicher die BLVK-PUK. Irène, ich wünsche dir für die Zukunft beruflich und gesundheitlich alles Gute. Merci für dein grosses Engagement.

Markus Meyer, Roggwil (PS)

Ein sehr aktives und engagiertes Mitglied des Rats darf ich jetzt verabschieden: Je nach Zählart – ich bin nicht ganz sicher, wie man sie rechnet – kam ich auf 53 bis 55 Kommissionen, in denen er aktiv war, bei 13 davon hatte er das Präsidium inne. In den 16 Jahren im Grossen Rat hat er 67 Vorstösse eingereicht: Die Rede ist von Markus Meyer, Mitglied der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Es waren wichtige Kommissionen, bei denen Markus den Vorsitz innehatte: die ganze Futura-Geschichte, die letztlich in das Gesetz über die kantonalen Pensionskassen mündete. Dazu steht im Mai bekanntlich noch eine wichtige Abstimmung an. Weiter gehören dazu zweimal Änderungen des Polizeigesetzes, der Bericht Hausarztmedizin, das Gemeindefusionsgesetz, der Volksvorschlag zur Motorfahrzeugsteuer und viele mehr. In der letzten Phase hatte Markus während 2,5 Jahren Einsitz in der FIKO. Zudem hatte er wie Irène der BLVK-PUK angehört. Markus Meyer ist ein politischer Generalist, wie es nur noch wenige gibt. Das kam auch bei seinen vielen Vorstössen zum Ausdruck, mit denen er ebenfalls ein sehr breites Spektrum abdeckte. Selbstverständlich kam das eine oder andere Mal auch der Oberaargau darin vor. Du hast leidenschaftlich gern Politik betrieben, und sie wird dir vermutlich fehlen. Wer weiss, vielleicht gibt es irgendwann ein Comeback. Alles Gute auch dir. Was soll ich dir nun für die politiklose Zeit sagen? Ich orientiere mich an einem Hobby von dir, das auch viel Geduld braucht: «Petri Heil!»

Michèle Morier-Genoud, Biel/Bienne (PS)

Nous ne changeons pas de côté puisque nous passons à une autre membre du groupe PS. Michèle Morier-Genoud est membre du Grand Conseil depuis six ans et demi; elle a décidé elle aussi de ne pas se représenter. Les commissions dans lesquelles elle a siégé et les interventions qu'elle a déposées ont un rapport étroit avec sa profession, infirmière en soins à domicile, et son origine géographique. Romande, elle était évidemment membre de la Députation. Elle aura siégé en tout dans douze commissions et déposé sept interventions. Michèle préfère le travail en coulisses aux feux de la rampe. Je te remercie de ton travail et forme des voeux pour ton avenir, professionnel comme privé.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS)

Nun ist die Reihe an Hans-Jörg Rhyn, ebenfalls Mitglied der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Während 10,5 Jahren war Hans-Jörg ein sehr aktives Mitglied in der Fraktion und im Plenum. In 19 Kommissionen tauchte sein Name auf; die Kommission «Anpassung des Beschlusses über das Angebot im öffentlichen Verkehr für die Fahnplanperioden 2010–2013» präsidierte der ehemalige SBB-Regionalleiter. Viel Zeit wendete Hans-Jörg für die Oberaufsichtskommission auf, in der er 6 Jahre lang Mitglied war – die letzten 1,5 Jahre als Präsident. Ganz unaufgeregt machte er das, mit einem wichtigen Bericht noch in dieser Session. Bei seinen 8 Vorstössen stand natürlich der ÖV im Zentrum. Wenn ich richtig nachgeschaut habe, wirkte Hans-Jörg in Kommissionen aus sämtlichen Direktionen mit Ausnahme der GEF mit. Diese thematische Breite kam ihm natürlich auch in der OAK zugute. Hans-Jörg leistete solide politische Arbeit und nahm sich Zeit für die Dossiers. Ich hoffe, Hans-Jörg, dass es dir auch ohne Grossen Rat nicht langweilig wird, danke dir und wünsche auch dir alles Gute.

Margreth Schär, Lyss (PS)

Ein weiteres langjähriges Mitglied der SP-JUSO-PSA-Fraktion muss von der parteiinternen Amtszeitbeschränkung kapitulieren: Ich habe Margreth Schär allerdings nie als Sesselkleberin erlebt. Ganze 16 Jahre gehörte Margreth dem Grossen Rat an und war lange Fraktionspräsidentin. Wir arbeiteten einige Jahre gemeinsam im Fraktionsvorstand. Das war für mich natürlich eine harte Schule. Das kann ich Ihnen versichern. Glücklicherweise konnten wir auch oft lachen, denn politisch gab es häufig nicht so wahnsinnig viel zu lachen. Margreth war nicht nur Mitglied der Präsidentenkonferenz, sondern auch Mitglied der Arbeitsgruppe Abstimmungserläuterungen, und zuletzt als Stimmenzählerin wieder Mitglied des Büros. 4,5 Jahre hatte sie zudem Einsitz in der JUKO. Margreth war nicht auf ein Thema fixiert, sondern war breit politisch aktiv, auch wenn ihr Themen aus dem Sozialbereich mit Gesundheit, Familienfragen, Asylwesen, Behindertenpolitik, Sozialhilfe, Spitäler und Gleichstellung neben Bildungsanliegen sowie Finanz- und Steuerfragen, aber auch Gemeindethemen sehr wichtig waren. 52 Kommissionen und 33 Vorstösse sind Ausdruck dieser langjährigen, engagierten politischen Arbeit. Die Kommissionen «Medizinische Vorkehrungen bei AKW-Havarie Mühleberg», «Teilrevision des Sozialhilfegesetzes» sowie «Familienkonzept des Kantons Bern» präsidierte Margreth. Deine sachbezogene Art wurde parteiübergreifend geschätzt. Ich gehe nicht davon aus, dass du lange über das Ausscheiden aus dem Grossen Rat trauern wirst. So gut kenne ich dich in der Zwischenzeit, liebe Margreth. Alles Gute.

Peter Schori, Spiegel (UDC)

Nach fünf Demissionen aus der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist die Reihe an einem SVP-Vertreter. Peter Schori gehörte dem Rat während 8 Jahren von 2002 bis 2010 an und erneut vom Juni 2011 bis zum Ablauf dieser Legislatur – insgesamt also während 11 Jahren. In 12 Kommissionen nahm Peter Einsitz, 8 Vorstösse stammten von ihm. Als Landwirt lag ihm die produzierende Landwirtschaft am Herzen, was in Vorstössen zu den Themen Fruchtfolgeflächen, Raumplanungsgesetz und haushälterische Bodennutzung zum Ausdruck kam. Keinen Schwerpunkt, aber ein breites Interesse konnte ich bei den Einsitznahmen in Kommissionen feststellen: Es reichte von Pensionskassen über NFA, Police Bern und Datenschutz bis zum Gerichtsorganisationsgesetz. Ich lernte dich als umgänglichen, geselligen Menschen kennen, der sich nicht in den Vordergrund drängte, die Debatten jedoch verfolgte und sehr wenige Abwesenheiten aufwies. Auch dir, lieber Peter, wünsche ich für die Zukunft alles Gute.

Elisabeth Schwarz-Sommer, Steffisbourg (UDC)

Ich bleibe bei der SVP-Fraktion: Nach 10,5 Jahren wird auch Elisabeth Schwarz-Sommer nicht mehr kandidieren. Elisabeth besetzte ähnliche Themen wie Margreth Schär. Die beiden begegneten einander immer etwa wieder – Ich

denke da an Stichworte Armutsbericht, Familienergänzungsleistungen, Suchthilfekonzept, Behindertenpolitik oder Hausarztmedizin. Elisabeth war zudem 8 Jahre lang Mitglied der JUKO, gehörte 16 besonderen Kommissionen an, deren 3 sie präsidierte, nämlich den Bericht «Integration fördern – das frühkindliche Potenzial besser ausschöpfen» sowie den Bericht «Neuer Kindes- und Erwachsenenschutz», der in das Einführungsgesetz zum Kindes- und Erwachsenenschutzrecht mündete – ein Thema, das politisch ziemlich hohe Wellen warf und eine stürmische Vorgeschichte erlebt hatte. Dein beruflicher Hintergrund schimmerte bei deinen politischen Engagements, sei es bei den Kommissionen oder bei den 8 Vorstössen, nur sehr schwach durch, wie ich feststellen musste. Du hast die Themenvielfalt bewahrt, hast sehr solide Arbeit geleistet und warst sehr verlässlich. Ich danke dir ganz herzlich für dein Engagement, deine sehr angenehme Art und wünsche dir für die Zukunft alles Gute.

Ruedi Sutter, Grosshöchstetten (PLR)

Das Alphabet hätte zwar noch einige Buchstaben. Wir hören mit den Verabschiedungen aber beim S auf. Das FDP-Mitglied Ruedi Sutter verzichtet nach 8 Jahren Tätigkeit im Grossen Rat auf eine erneute Kandidatur. Ruedi arbeitete in 20 Kommissionen mit und reichte 9 Vorstösse ein. Wichtig waren dabei die drei Kommissionen, die zur Pensionskassenvorlage geführt haben, die im Mai zur Abstimmung kommen wird. NFA, Finanzkontrollgesetz und die beiden Initiativen «Faire Steuern für Familien» und «Abschaffung der Handänderungssteuer» gehörten zu seinem Kernbusiness. Gerade in Steuerfragen verfolgte Ruedi eine klare Linie. Mit seinem erfolgreichen Eintreten für den jährlichen Ausgleich der kalten Progression entzog er der öffentlichen Hand einiges an Steuersubstrat. Ich ärgerte mich zwar. Aber, Ruedi, dir kann man einfach nicht böse sein. Das ist deine Art. Er hat immer wieder den Kontakt zu den politisch anders Gesinnten gesucht, war hart in der Sache, aber umgänglich in seiner Art und sehr korrekt als Mensch. Er reichte auch einen der wenigen Aufträge in das Instrument NEF ein. Ruedi, danke für dein breites Wirken, deine klaren Standpunkte und alles Gute für die Zukunft.

(Applaudissements prolongés)

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-présidente. C'est à mon tour de rendre hommage, avec regret, mais c'est aussi un honneur pour moi de rendre hommage à notre président sortant, un politicien au long cours, qu'une carrière de seize ans dans ces murs, couronnée d'une année présidentielle qui a marqué notre canton, n'a pas essoufflé.

En rédigeant ce discours, j'ai bien vite compris que Bernhard Antener le politicien au long cours et Bernhard Antener le marathonien sont indissociables. Réinterprétant les principes de Pestalozzi, il a fait donc de l'équilibre entre la tête, le cœur et les pieds son credo. Tel est Bernhard Antener: une tête bien pensante – c'est un habile négociateur et il est à l'aise avec les chiffres – il a d'immenses qualités humaines et de par sa sympathique attitude envers les autres, il arrive à bâtir des ponts là où bien d'autres échouent. Il a une endurance hors du commun au service de la collectivité. C'est sûrement en arpentant au pas de course le patrimoine mondial – sur les pentes de la Jungfrau, sur le pavé de la vieille ville, sur les crêtes qui conduisent au Napf ou, tout simplement, en faisant aujourd'hui de la course de fond, que Bernhard le marathonien se procure l'oxygène nécessaire pour alimenter sa légendaire endurance et sa vive intelligence.

Mais revenons à la politique. La présidence du Grand Conseil est en fait le point d'orgue de la brillante carrière de Bernhard: maire socialiste de Langnau depuis 1994, une cité majoritairement de droite et dont le dernier président du Grand Conseil était Friedrich Keller en 1942. Bernhard est membre du Grand Conseil depuis 1998. Il a siégé dans plus de 30 commissions ad hoc, c'est un spécialiste des questions des finances, et particulièrement de la péréquation. Il a aussi été vice-président de la Commission des finances, commission pour laquelle, il le dit lui-même, il a travaillé avec un plaisir particulier. Ses interventions parlementaires parlent d'elles-mêmes. Sa région, l'Emmental, lui tient à cœur, les places de travail de l'hôpital régional, les fusions de communes sont des thèmes qu'il a entre autres abordés. Juste une remarque en passant: Bernhard Antener est devenu président du Grand Conseil en 2013, peu de temps après la relégation des Tigers en ligue B. Donc juste au bon moment pour éviter que Langnau ne sombre dans l'oubli.

Cher Bernhard, ton année présidentielle ne tombera pas non plus dans l'oubli. C'est une année qui a effectivement marqué le canton. Dans ton discours l'année dernière, tu nous expliquais ceci, et je cite en allemand bien sûr: «Die Aufgabe, gut zu erfüllen, bedeutet für mich ein strukturiertes Vorgehen, klare Ansagen, aber auch eine gewisse Lockerheit und eine Prise Selbstironie». Comme tu nous l'avais promis, tu as dirigé les débats avec eine gewisse Lockerheit und eine Prise Selbstironie. Et il en a fallu de la Lockerheit et une Prise de Selbstironie dans cette année présidentielle! En effet, chaque session a été exceptionnelle, non seulement en ce qui concerne les affaires souvent lourdes à traiter mais aussi sous bien d'autres points. Je m'explique. Tout d'abord, en juin, nous avons débuté notre travail avec un chancelier fraîchement élu. Même avec toute sa bonne volonté, il est clair que l'expérience de Kurt Nuspliger manquait, surtout que le programme de la session promettait des débats difficiles: loi sur le statut du corps enseignant, loi sur les caisses de pensions cantonales étaient à l'ordre du jour. Septembre a été marqué par l'entrée d'une nouvelle technologie dans cette salle, le nouveau système de vote. En novembre, lors des débats de l'EOS, les remarques lapidaires mais toujours pertinentes de notre président ont certainement eu un effet salutaire, ce qui nous a permis de boucler les débats en cinq jours. Cher Bernhard, tu disais dans la suite de ton discours: «Je nachdem was für kreative Anträge und Forderungen Sie hier im Rat stellen werden, könnte es heikel werden. Ich lasse mich überraschen.». Oui Bernhard, nos chers collègues ont vraiment réussi à te surprendre avec leur créativité. Comme tu l'as souvent répété cette année, «sie hei wieder alles gä» et en effet, lors de cette dernière session, sie hei wirklich wieder alles gä!!! Autant de motions d'ordre déposées lors de la même session, c'était du jamais vu dans cette salle.

Cher Bernhard, jamais tu ne t'es laissé déstabiliser. Tu as été pour moi un maître remarquable et je t'en remercie. Grâce à ton esprit d'ouverture, ton équité et tes qualités humaines, tu as réussi à créer une atmosphère de travail

idéale, à te faire écouter par tous, tous partis confondus. Cher Bernhard, puisque tu ne peux plus te faire entendre sur le parquet politique cantonal, je t'ai acheté un petit présent. Grâce à cette sonnette de vélo, tu pourras quand même essayer de te faire entendre, même si ce n'est que sur la route, lors de tes loisirs. Vu qu'elle est gravée «Grossratpräsident 13–14 », elle te rappellera j'espère de beaux souvenirs de ton année présidentielle. Pour finir, Bernhard, il y a une année, tu disais aussi ceci: «Ein Fussballschiedsrichter hat ein Spiel schliesslich auch dann gut geleitet, wenn er am Schluss gar kein Thema ist. Ob mir das gelingt, werden Sie in einem Jahr beurteilen können». Je suis certaine que tous ici seront de mon avis. Oui Bernhard, tu as arbitré les débats d'une manière magistrale, es ist dir gelungen. Merci!

(Applaudissements prolongés)

La présidente remet un bouquet de fleurs au président.

Le président. Ich rufe noch einmal zu einem kulturellen Intermezzo auf.

Intermède musical

Intervention d'Achim Parterre : «I üsem Dorf»

I üsem Dorf hets e Polizischt, e Hockeyspiler un e Dorftrottu. En Angolaner, e Marokkaner, e Veganer un e Pfarrer, en Antiquar und eini, wo schiints mau Model sig gsi. I üsem Dorf hets e Wäutschi, en Auki un e Motocrössler u eine ohni Bei. I üsem Dorf hets e Tierarzt, e Transvestit, e Tokter, wo ad Schueumedizin gloubt un e Gitarrelehrer. E hundertjährigi Bibliothekarin, en Abwart ohni Schlüssu, e Leieschouspiler un e Frou, wo einisch ds San Francisco isch gsi. Eine wo bim Sicherheitsdienscht schafft, eine wo nüt schafft, eine wos nümm schafft, eini wo schwarz schafft un es Meitschi wo vomne eigete Ross tröimt. E Höuzige, e Steinige, e Glesige, e pensionierte Soziauarbeiter, e Badmeischter wo nid bruun isch, en Ärdöuhändler un e Pändler. E Drögeler, e Täxeler, e Hündeler, e Stündeler un e Maa mit länge Haar. E Coiffeuse mit graue Haar un e Wirt wo nid jammeret, e sächzähjährige Punk, e Purefrou mit Burnout un e lingge Gmeindspresidänt.

Am Sunntig isch es ruhig. Ds Dorf chouft Sigarette am Bahnhofkiosk u Lösli. Uf em Perron stöh Italiäner, wo nid uf e Zug gö. D Wanderer stöh am Bilieoutomat u d Ching am Selectaoutomat – i üsem Dorf.

Intermède musical
Intervention d'Achim Parterre : «Hesch nüt z tüe?»
Der Puur hockt uf em Bänkli
E Hung ligt da
Macht sech Gedanke
Im Hingergrund e Pflanzblätz

Ja i sött no ds Miuchgschirr wäsche
Chüngle metzge, Brönnhouz frese
Rex, i weiss, hör uf so z luege
Mit däm vorwurfsvoue Gring

Schwiere setze, Bschütti füere
Silo mache, Söi kastriere
Mischte, Formular usfüue
We nume ändlech Räge chiem

Itz afe mau e Pfife stopfe
Lue nid so, Rex, chumm hör uf
Im Schöpfli in, i weiss, die Chötti
Sötti ändlech gschmieret si

Schwele, grabe, z Acher fahre
Mässer schliife, Wasser brönne
Dach nöi decke, zuune, fette
Houze, wurschte, tängele

Granie schnide, Fänschter putze
Sit ds Vreni nümme da isch hanget
Aus a mir, hör uf so z luege
Rex, fahr ab, du dumme Hung!
Intermède musical

Intervention d'Achim Parterre :«Äntlibuech»

Wo der Marvin uf d Wäut isch cho u d Lia ihre erscht Schueutag het gha u d Brigitte der Remo ghürate u der Hanspeter isch sibezgi worde, wo der Kevin d Fahrprüefig bestange u der Sämi e nöie Traktor gchouft het, wo ds Vreni u der Wauter siubrigi Hochzit hei gfiret u der Röbi Konf het gha, wo d Deborah voujährig isch worde – Debbie, sweet eighteen – u d Marisa der KV-Abschluss gschafft u der Reto d RS fertig het gha – bravo Durchdiener – u der Löie wider isch ufgangen u sech d Karin mit em Erwin verlobt het – zweimal hupen – u der Leo der erscht Zang u d Boumgartner Angela Zwillinge übercho het, wo der Fritz pensioniert isch worde u der Chrigu bim Platzgere Goud het ghout u Räber Ottos Jessica gchauberet het – si ne im Äntlebuech doch no d Liintüecher usgange.

Intermède musical

(Applaudissements prolongés)

Le président. Ich erkläre die letzte Session der Legislatur 2012–2014 für beendet und lade Sie nun zum Apéro und zum gemütlichen Abschiednehmen ein.

Fin de la cérémonie, de la session et de la législature à 16 heures.

Les rédactrices:
Priska Vogt (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Annexe

Urgence des interventions parlementaires

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :

081-2014 M Haas (Berne, PLR) « Élimination du goulet d'étranglement Berne-Wankdorf-Muri (A6) : dépôt d'une initiative cantonale »
079-2014 I Moser (Biel/Bienne, PLR) « Conférence régionale Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois »
076-2014 I Rösti (Kandersteg, UDC) « Surfaces d'assolement : qui cherche trouve ? »
075-2014 M Rösti (Kandersteg, UDC) « Politique agricole : statut des responsables des offices de recensement »
074-2014 P Sancar (Berne, Les Verts) « Visa pour les réfugiés de Syrie ayant de la famille dans le canton de Berne »
072-2014 M Sancar (Berne, Les Verts) « Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS »
065-2014 M PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg) « Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap »
048-2014 M Blaser (Steffisbourg, PS) « Situation intenable à la POM »
041-2014 M Hess (Berne, UDC) « Privés de l'argent de la Banque nationale, faisons encore des économies ! »

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :

085-2014 M Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV) « Nommer plus de médecins et de professionnels des soins dans les conseils d'administration des hôpitaux publics »
083-2014 I Sommer (Wynigen, PLR) « Redimensionnement de l'inventaire des monuments historiques »
082-2014 M Tanner (Ranflüh, UDF) « Monuments dignes de conservation : plus de latitude »
080-2014 M Bernasconi (Malleray, PS) « Garder son lieu d'origine lors de fusion de communes »
077-2014 I Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) « Pas de drogues dans la cour de récréation »
073-2014 M Sancar (Berne, Les Verts) « Maintien de la Réserve de l'asile et édiction d'une base légale »
071-2014 M PS-JS-PSA (Ammann, Meiringen) « Interdire l'exploitation commerciale des bateaux hydrojet dans le canton de Berne »
068-2014 M PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) « Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts ? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP »
064-2014 I Fuchs (Berne, UDC) « Clientélisme dans l'administration cantonale ? »
061-2014 I Klopfenstein (Corgémont, UDC) « PA 2014-17 : contributions pour paysages »
060-2014 M Knutti (Weissenburg, UDC) » Moins de bureaucratie dans l'agriculture »
055-2014 M Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) « Reporter la scolarisation pour faire des économies sans réduire la qualité »
052-2014 I Müller (Bowil, UDC) « Financement d'un projet de construction de la fondation Transfair »
051-2014 M Müller (Bowil, UDC) « Corriger les compétences du Conseil-exécutif en matière financière »
047-2014 I Bhend (Steffisbourg, PS) « Corruption ou copinage dans le canton de Berne ? »
046-2014 I Kropf (Berne, Les Verts) « Transparence autour des événements qui secouent l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement »
045-2014 I Muntwyler (Berne, Les Verts) « Les recettes fiscales perdues du canton de Berne »

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session mars 2014

Début de la session le 17 mars 2014

Directions Page

Commission des finances

Direction de l'économie publique 1
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie 2
Direction de la police et des affaires militaires 4
Direction de l'instruction publique. 6

Commission des finances

Direction de l'économie publique

43 Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination d'Interlaken-Jungfrau-Haslital pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

1. Objet

Contribution 2014 à la destination d'Interlaken-Jungfrau-Haslital pour la prospection du marché.

2. Part du produit

95 pour cent du produit prélevé dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935.211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 2,65 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,85 mio).

5. Montant du crédit déterminant

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 3,5 millions de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

36 Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination de Berne pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

1. Objet

Contribution 2014 à la destination de Berne pour la prospection du marché.

2. Part du produit

95 pour cent du produit prélevé dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935.211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 0,86 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,28 mio).

5. Montant du crédit déterminant

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 1,14 million de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

La présente autorisation de dépenses doit être publiée dans la Feuille officielle conformément à l'article 48, alinéa 4 LFP.

42 Promotion du tourisme, contribution 2014 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

1. Objet

Contribution 2014 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché.

2. Part du produit

95 pour cent du produit prélevé dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935.211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 0,67 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,22 mio).

5. Montant du crédit déterminant

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 0,89 million de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

La présente autorisation de dépenses doit être publiée dans la Feuille officielle conformément à l'article 48, alinéa 4 LFP.

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

48 Berne/Université Mise à disposition du bâtiment situé Hochschulstrasse 6 Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

1. Objet

Par arrêté n° 0100 du 9 juin 2011, le Grand Conseil a approuvé l'achat de deux bâtiments appartenant aux Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) à Berne pour les affecter à l'Université de Berne, à condition que les dépenses liées et nouvelles relatives à leur rénovation totale ne dépassent pas 54 millions de francs. Idéalement situés à la Hochschulstrasse 6 et à la Mittelstrasse 43, dans le quartier de la Länggasse, les deux bâtiments administratifs se trouvent à proximité de la plupart des locaux actuels de l'Université. Les profits et risques seront transférés au canton le 31 décembre 2014.

Le crédit demandé, d'un montant de 7 450 000 francs (coûts totaux de CHF 10 350 000.–, desquels sont déduits les coûts de planification et d'étude déjà approuvés de CHF 950 000.– ainsi que la participation financière de l'Université à l'ameublement et à l'équipement de CHF 1 950 000.–), doit permettre de réaliser le projet.

Une subvention fédérale peut être escomptée pour l'investissement global (achat et mise à disposition).

2. Bases légales

- Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités et la coopération dans le domaine des hautes écoles (Loi sur l'aide aux universités, LAU; RS 414.20)
- Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11, version révisée en vigueur à compter du 1er janvier 2013), articles 62 et 63
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts, dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1er avril 2011 (au moment de l'approbation de la vente par le Grand Conseil), indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland = 124.5 points

Frais d'investissement totaux		*CHF 10 350 000.–*
comprenant:		
travaux préparatoires	CHF 500 000.–	
bâtiment et aménagements extérieurs	CHF 7 430 000.–	
frais secondaires de construction	CHF 470 000.–	
	CHF 8 400 000.–	
Coûts d'aménagement et de déménagement	CHF 1 950 000.–	
moins les dépenses déjà autorisées pour les travaux préparatoires (autorisation de dépenses de l'OIC du 2 avril 2012)		– CHF 100 000.–
Montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses au sens de l'article 143 OFP		*CHF 10 250 000.–*
moins:		
frais d'étude déjà approuvés (ACE n° 0099 du 30 janvier 2013)		– CHF 850 000.–
participation de l'Université pour l'ameublement et l'équipement		– CHF 1 950 000.–
Crédit à autoriser		*CHF 7 450 000.–*

Il s'agit de dépenses uniques au sens de l'article 46 LFP. Etant donné qu'elles sont destinées aux travaux de mise à disposition du bâtiment en vue d'une nouvelle affectation et non pas à des travaux de rénovation, elles sont en majeure partie nouvelles au sens de l'article 48, alinéa 2 LFP. Pour des raisons d'efficacité, on renonce ici à décliner dans le détail les quelques éléments que représentent les dépenses liées découlant des mesures à mettre

en œuvre impérativement (par exemple pour la protection incendie) et à déposer une demande distincte.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

Il faut s'attendre à une subvention fédérale pour cet investissement (achat et mise à disposition). La demande de subvention pour l'achat a été déposée en novembre 2011; quant à celle relative aux travaux de mise à disposition, elle l'a été en octobre 2013 sur la base de l'avant-projet. Ce n'est qu'au cours de l'année 2014 que le montant de la subvention pourra être défini de manière fiable.

4. Nature du crédit/compte/exercice

Il s'agit d'un crédit d'exécution et crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera en principe relayé par les paiements ci-dessous. Ces paiements sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. L'adoption des budgets annuels demeure réservée.

a) Groupe de produits TTE: évolution du parc immobilier (09.16.9120)

Compte:		Exercice/Montant		
4980 503100	Office des immeubles	2012	CHF	90 000.–
	et des constructions	2013	CHF	720 000.–
	Construction et trans-	2014	CHF	540 000.–
	formation de bien-fonds	2015	CHF	7 050 000.–
	du patrimoine administratif		CHF	8 400 000.–

b) Groupe de produits INS: formation en haute école spécialisée (08.14.9100)

La part prévue des coûts assumée par l'Université liée aux installations d'exploitation spécifiques aux utilisateurs à hauteur de 1,95 million de francs sera financée grâce à la subvention du canton de Berne octroyée pour les frais de l'Université.

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la *votation populaire facultative* et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

117 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des immeubles et des constructions; groupe de produits Exploitation des immeubles (n° 09.15.9110) Crédit supplémentaire 2013

1. Objet

A la suite d'une erreur d'enregistrement, certaines charges d'intérêt standard et certains amortissements standard ont dû être saisis manuellement a posteriori. Par ailleurs, l'utilisation anticipée d'objets a eu pour effet que leurs amortissements standard ont débuté plus tôt que prévu dans le budget. Il est ressorti des contrôles de plausibilité des comptes annuels que le chiffre d'affaires des logements de fonction avait été enregistré en double. La rectification qui s'est avérée nécessaire a fait apparaître un autre dépassement budgétaire de 1,2 million de francs dû à des corrections extraordinaires de valeur sur des immeubles du patrimoine administratif. Ce sont les raisons pour lesquelles un crédit supplémentaire à hauteur de 14,9 millions de francs est nécessaire pour le groupe de produits Exploitation des immeubles (n° 09.15.9110).

Le crédit supplémentaire peut être entièrement compensé à l'intérieur du groupe de produits Evolution du parc immobilier (n° 09.16.9120).

2. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), article 57
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), article 160
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (ordonnance d'organisation TTE, OO TTE, RSB 152.221.191), article 14

3. Montant du crédit/groupe de produits

Crédit budgétaire	CHF	313 099 594.–
Crédit supplémentaire	*CHF*	*14 900 000.–*
Groupe de produits Exploitation des immeubles (n° 09.15.9110)		

Le crédit supplémentaire se ventile comme suit:

– charges d'intérêt standard	CHF	10 585 000.–
– amortissements standard	CHF	4 506 000.–
– corrections extraordinaires de valeur sur des immeubles du patrimoine administratif	CHF	1 200 000.–
– réduction des dépenses à l'intérieur du groupe de produits	CHF	– 1 391 000.–
Compensation		
Groupe de produits Evolution du parc immobilier (n° 09.16.9120)	CHF	14 900 000.–

Le crédit supplémentaire peut être entièrement compensé à l'intérieur du groupe de produits Evolution du parc immobilier (n° 09.16.9120), étant donné que la vente de la Lorymatte à Münsingen a permis de réaliser un gain comptable non budgété.

4. Répercussions sur le calcul des prestations

Le crédit supplémentaire et la compensation n'ont aucune incidence sur les objectifs d'effet et de prestation.

5. Répercussions sur la comptabilité financière

Le crédit supplémentaire n'est imputé qu'en partie sur le compte de fonctionnement, car il s'agit principalement de coûts standard, qui ne sont enregistrés que dans la comptabilité analytique d'exploitation.

6. Nature du crédit/Exercice

Crédit supplémentaire 2013

115 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des ponts et chaussées, groupe de produits Routes nationales (n° 09.10.9120) Crédit supplémentaire 2013

1. Objet

Dans le cadre de la mise en œuvre de la RPT (Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons), une provision pour la participation financière du canton aux routes nationales en construction (A5 et A16) avait été constituée au 31 décembre 2007. Son montant avait été calculé sur la base de l'ancien programme de construction de l'Office fédéral des routes (OFROU) et il est adapté chaque année par rapport à la nouvelle planification des coûts.

Il ressort de la nouvelle planification des coûts, élaborée en collaboration avec l'OFROU, qu'il faut augmenter les provisions en

2013 en raison de certaines adaptations liées au projet de l'A5 (branches Est et Ouest du contournement de Bienne) et à la réalisation de l'A16 (Transjurane) en fonction des nouvelles normes applicables aux tunnels et aux galeries.

Le crédit supplémentaire peut être intégralement compensé.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN; RS 725.11)
- Ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN; RS 725.111)
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), article 57
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), article 160
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (ordonnance d'organisation TTE, OO TTE, RSB 152.221.191), article 12, lettre *b*

3. Montant du crédit et groupe de produit

Groupe de produits Routes nationales (n° 09.10.9120)

Crédit budgétaire	CHF 13 323 426.54
Crédit supplémentaire nécessaire	*CHF 10 700 000.00*

Le crédit supplémentaire se ventile comme suit:

Augmentation des provisions pour les routes nationales en construction (sur la base de la nouvelle planification des coûts)	CHF 11 321 850.00
./. dépenses internes au groupe de produits moins importantes que prévu pour les coûts standard (amortissements et intérêts)	CHF – 727 396.00
Compensation Le crédit supplémentaire peut être compensé au sein de l'Office des ponts et chaussées, comme suit: groupe de produits Route cantonales (n° 09.09.9110)	CHF 10 700 000.00

La compensation est possible étant donné que le montant des amortissements et des frais de matériel et de prestations est inférieur à ce qui était budgété dans le groupe de produits Routes cantonales.

4. Répercussions sur le calcul des prestations

Le crédit supplémentaire doit permettre d'atteindre les objectifs d'effet et de prestation dans le domaine de la construction et de l'aménagement. La compensation n'a pas d'incidence négative sur les objectifs de prestation dans le groupe de produits concerné.

5. Répercussions sur la comptabilité financière

Le crédit supplémentaire est imputé sur le compte suivant du compte de fonctionnement:

332500 Provisions pour routes nationales en construction	CHF 11 321 850.00

6. Type de crédit et exercice comptable

Crédit supplémentaire 2013

Direction de la police et des affaires militaires

1754 Schlossberg Thun SA et Ville de Thoune: château de Thoune Subvention du Fonds de loterie

1. Objet

Le présent arrêté concerne une subvention du Fonds de loterie d'un montant de 1,876 million de francs pour la transformation du château de Thoune (coûts générant une plus-value et coûts participant de la protection du patrimoine). Cette somme couvre deux demandes, déposées par la Ville de Thoune et par l'entreprise Schlossberg Thun SA.

2. Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 34, 37, alinéa 1, 38, alinéas 1 et 2, 44, alinéas 1 et 2, 46, alinéa 2, lettre *a*, 48, alinéas 1, lettre *a*, 3 et 4
- Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéa 2, 35, alinéas 1 et 4 à 6, 36 et 37, alinéa 1
- Loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41), articles 2, 27, 29, alinéa 1, lettre *a*, 30 et 31
- Ordonnance du 25 octobre 2000 sur la protection du patrimoine (OPat; RSB 426.411), articles 26 à 31

3. Montant de la subvention et financement global

3.1. Calcul du montant de la subvention en faveur de la Ville de Thoune

Aménagement des nouveaux locaux du musée	Devis (CHF)	Coûts pris en compte (CHF)
Travaux préliminaires	14 000.–	–
Bâtiments	505 000.–	297 867.–
Alentours	4 000.–	–
Frais de construction accessoires	46 000.–	–
Total	**569 000.–**	**297 867.–**

Taux de contribution pour les coûts générant une plus-value: 40% (objet d'importance nationale)

Subvention du Fonds de loterie 119 000 CHF

Nouvelle gestion du flux de visiteurs; contrôle d'accès	Devis (CHF)	Coûts pris en compte (CHF)
Travaux de préparation	800.–	–
Bâtiment	183 500.–	134 199.–
Alentours	–	–
Frais de construction accessoires	17 200.–	–
Total	**201 500.–**	**134 199.–**

Taux de contribution pour les coûts générant une plus-value: 40% (objet d'importance nationale)

Subvention du Fonds de loterie: 53 000 CHF

3.2. Financement des projets

Le financement du projet de musée du château est assuré par la Ville de Thoune (crédit d'engagement) et par la fondation Schlossmuseum Thun.

3.3. Calcul du montant de la subvention en faveur de Schlossberg Thun SA

Élément du projet*	Devis lot 0: coûts transversaux (CHF)	Surface prise en compte (%)	Devis lot 1: forum nouveau château (CHF)	Surface prise en compte (%)	Devis lot 2: hôtel, restauration (CHF)	Surface prise en compte (%)	Coûts pris en compte pour les lots 0, 1 et 2* (CHF)
Travaux préliminaires	–		83 700.–		379 133.–		–
Bâtiment	138 000.–	49%	4 169 500.–	61%	6 766 000.–	11%	2 230 521.–
Alentours	–		131 000.–		140 000.–		30 000.–
Frais de construction accessoires	–		330 700.–		522 000.–		–
Equipement			160 000.–		295 000.–		–
Total	**138 000.–**		**4 874 900.–**				**2 260 521.–**

* Après délimitation des coûts générant une plus-value et conformes à l'affectation (chiffres arrondis)

Taux de contribution pour les coûts générant une plus-value: 40% (objet d'importance nationale)

Subvention du Fonds de loterie:	904 000 CHF
Coûts pris en compte par le Service cantonal des monuments historiques dont	1 726 500 CHF
art. 30 OPat, taux de subventionnement 40%	690 000 CHF
art. 31 OPat, taux de subventionnement 100%	110 000 CHF
Subvention du Fonds de loterie	800 000 CHF
Subvention totale du Fonds de loterie	**1 704 000 CHF**

3.4. Financement des projets

Schlossberg Thun SA assure le financement des projets en question.

4. Nature du crédit, compte et exercice

Il s'agit en l'espèce de deux crédits d'engagement (172 000 francs pour la Ville de Thoune et 1 704 000 francs pour Schlossberg Thun SA). Leur octroi relève de la compétence du Grand Conseil. A priori, le versement sera effectué en 2014.

Compte 1299-23784-206000-01/Culture	172 000 CHF
Compte 1299-23784-206000-01/Culture	1 704 000 CHF

5. Conditions

a) Schlossberg Thun SA s'engage à adresser spontanément au Fonds de loterie son rapport annuel pendant 15 ans à compter de la date du présent arrêté. En cas de modification des statuts relatifs au reversement des bénéfices (abandon de l'utilité publique) pendant ce délai, le montant de la subvention qui concerne les coûts générant une plus-value doit être restitué au Fonds de loterie (avec les intérêts).
b) Le château de Thoune ne pourra faire l'objet d'aucune nouvelle contribution du Fonds de loterie pour des travaux générant une plus-value (agrandissement ou rénovation) pendant les 15 ans à compter de la date d'octroi.
c) Le montant sera versé sur présentation du décompte final. Celui-ci doit présenter la même structure que le devis.
d) Aucun coût excédentaire ultérieur, y compris dû au renchérissement, ne pourra être pris en compte.
e) Si le décompte final présente des coûts inférieurs, le montant versé sera réduit en proportion.
f) La promesse de subvention expire cinq ans après la date du présent arrêté.

1755 Rénovation du théâtre de la ville de Langenthal – contribution du Fonds de loterie

1. Objet

Le présent arrêté porte sur le versement d'une contribution de 3,49 millions de francs en provenance du Fonds de loterie pour les coûts de rénovation du théâtre de la ville de Langenthal qui génèrent une plus-value et participent de la protection du patrimoine.

2. Bases légales

– Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 34, 37, alinéa 1, 38, alinéas 1 et 2, 44, alinéas 1 et 2, 46, alinéa 2, lettre *a*, 48, alinéas 1, lettre *a*, 3 et 4
– Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéa 2, 35, alinéas 1, 4, 5 et 6, 36 et 37, alinéa 1
– Loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41), articles 2, 27, 29, alinéa 1, lettre *a* et 30
– Ordonnance du 25 octobre 2000 sur la protection du patrimoine (OPat; RSB 426.411), articles 26, 27, 28, 29 et 30

3. Chiffrage du montant, financement global

3.1 Calcul du montant en provenance du Fonds de loterie

Poste	Devis CHF	Coûts pris en compte générant une plus-value (CHF)
Travaux de préparation	786 738.–	215 000.–
Bâtiment	5 180 732.–	4 127 163.–
Equipements	3 387 060.–	3 011 376.–
Alentours	1 553 155.–	18 000.–
Coûts de construction accessoires	600 712.–	–
Honoraires	3 076 175.–	1 898 450.–
Saison de transition	740 741.–	–
Agencement	536 412.–	417 184.–
Réserve	1 090 768.–	–
Total	**18 308 692.–**	**10 462 146.–**

Taux de contribution pour coûts générant une plus-value: 30% (objet d'importance régionale)

Subvention pour mesures générant une plus-value:	3 140 000 CHF
Subvention pour mesures de protection du patrimoine:	350 000 CHF
Subvention totale du Fonds de loterie:	**3 490 000 CHF**

3.2 Financement global du projet

Le financement global du projet doit être assuré par la ville de Langenthal au moyen d'un crédit d'engagement.

4. Nature du crédit, exercice comptable, compte

Le montant est prélevé sur le Fonds de loterie sous la forme d'un crédit d'engagement de 3 490 000 francs. Son octroi relève de la compétence du Grand Conseil. Il sera versé au cours des années 2014 et 2015.

Compte 1299-23784-206000-01/Culture

5. Conditions

a) Le montant est octroyé par le Grand Conseil à la condition que la ville de Langenthal garantisse le financement dans son intégralité. En cas de refus du projet par le peuple, l'octroi est annulé.

b) Le théâtre de Langenthal ne pourra faire l'objet d'aucune nouvelle contribution du Fonds de loterie pour d'autres travaux de construction générant une plus-value (nouvelles constructions ou rénovations) dans un délai de 15 ans à compter de la date de l'arrêté.
c) Le montant sera versé sur présentation du décompte final.
d) Aucun coût excédentaire ultérieur, y compris dû au renchérissement, ne pourra être pris en compte.
e) Des versements partiels, à hauteur de 80 pour cent maximum, peuvent être effectués à mesure de l'avancement des travaux, sur demande et sur attestation du financement global.
f) Si le décompte final présente des coûts inférieurs, le montant versé sera réduit en proportion.
g) La promesse de subvention expire cinq ans après la date du présent arrêté.
h) L'octroi du montant n'a pas d'effet préjudiciel sur la renégociation du contrat de prestations.

L'affaire est soumise au référendum facultatif et doit être publiée dans les feuilles officielles cantonales.

Direction de l'instruction publique

22 Groupe de produits Culture. Crédit supplémentaire 2013

1. Objet

Le solde du groupe de produits de 17 862 671 francs autorisé au niveau de la marge contributive III dans le budget 2013 sera vraisemblablement dépassé de 2 000 000 francs.

Ce dépassement s'explique par les raisons suivantes:

– charges de personnel non budgétées à la suite de l'application du facteur de correction dans la planification des charges de personnel. CHF 110 000.–
– charges non budgétées résultant des fouilles de sauvetage de grande envergure effectuées par le Service archéologique ainsi que d'analyses et de mesures de conservation des objets découverts. La faiblesse des taux hypothécaires continue d'entraîner un accroissement de l'activité de construction; la densification de l'espace bâti a très souvent lieu sur des sites archéologiques. Les charges n'ont pas pu être budgétées du fait que certains délais de construction n'ont été fixés qu'après la clôture du processus budgétaire 2013. La réalisation de fouilles de sauvetage est réglée dans la loi (loi sur la protection du patrimoine). Lorsqu'un lieu de découverte archéologique ne peut pas être protégé, il doit faire l'objet d'une étude scientifique. Or un report des travaux retarde voire empêche l'activité de construction des communes et des particuliers et peut avoir de sérieuses conséquences économiques. CHF 1 890 000.–

2. Bases légales

– Article 24 de la loi du 8 décembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41)
– Articles 20 ss de l'ordonnance du 25 octobre 2000 sur la protection du patrimoine (OPat; RSB 426.411)
– Articles 43, 46, 47, 48, alinéa 1, lettres *a* et *b* et article 57 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0)
– Article 160 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1)

3. Montant du crédit et groupe de produits

Montant du crédit inscrit au budget	CHF 17 862 671.–
Crédit supplémentaire	CHF 2 000 000.–

Le présent crédit supplémentaire devrait pouvoir être compensé en interne à la Direction. A ce jour, il n'est toutefois pas possible de dire de manière définitive dans quel groupe de produits et à hauteur de quel montant.

4. Qualification juridique de la dépense

Il s'agit à la fois de dépenses périodiques et de dépenses uniques (art. 46, 47 et art. 48, al. 1, lit. *a* et *b* LFP).

5. Répercussions sur le calcul des prestations

Les coûts supplémentaires visent à atteindre les objectifs de prestation du groupe de produits Culture, en particulier du produit Archéologie.

6. Répercussions sur la comptabilité financière

Le crédit supplémentaire demandé induit un dépassement budgétaire de 2 000 000 francs.

7. Nature du crédit et exercice

Crédit supplémentaire 2013.

120 Groupe de produits Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires Dépassement de crédit 2013 Crédit supplémentaire

1. Objet

Crédit supplémentaire destiné à couvrir des charges supplémentaires non budgétées dans le domaine des écoles à journée continue imputables au nombre nettement plus élevé que prévu d'heures de prise en charge fournies dans ces structures d'accueil.

2. Bases légales

– Articles 14d et 14e de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)
– Article 57 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)
– Article 160 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP)

3. Montant du crédit et groupe de produits

Montant du crédit inscrit au budget	CHF 36 854 912.12
Crédit supplémentaire 2013	CHF 2 946 767.58
Compensation 1: Groupe de produits Soutien aux fonctions de direction (08.01.9100)	CHF 600 000.00
Compensation 2: Groupe de produits Formation en école moyenne (08.06.9110)	CHF 1 000 000.00
Compensation 3: Groupe de produits Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle (08.05.9100)	CHF 1 346 767.58

Le crédit supplémentaire peut être intégralement compensé au sein de la Direction de l'instruction publique.

Etant donné qu'avec un solde de 6 000 000 francs en fin d'exercice, le crédit budgétaire du groupe de produits Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle n'a pas été épuisé et que, sur cette somme disponible, seuls 3 067 754.31 francs ont été employés pour compenser le crédit supplémentaire dans le groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire, il est possible de prélever sur ce solde les 1 346 767.58 francs manquants pour compenser le présent crédit supplémentaire.

Le fait que l'ensemble du crédit budgétaire n'ait pas été épuisé dans le groupe de produits Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle comme dans le groupe de produits Formation en école moyenne tient principalement, s'agissant des charges, à une gestion stricte des coûts et à un controlling rigoureux (optimisation de l'organisation des écoles professionnelles et des classes, postes vacants non pourvus et moratoire sur les dépenses) et, s'agissant des revenus, à des recettes plus élevées que prévu (émoluments, contributions aux frais d'enseignement pour les élèves extracantonaux et subventions fédérales). Dans le groupe de produits Soutien aux fonctions de direction, l'excédent enregistré résulte de postes vacants non pourvus et d'une diminution du nombre de mandats confiés à des tiers.

4. Qualification juridique de la dépense

Il s'agit d'une dépense périodique et liée (art. 47 et art. 48, al.1, lit. *a* LFP).

5. Répercussions sur le calcul des prestations

Les compensations prévues dans les trois groupes de produits susmentionnés n'ont pas de répercussions sur la réalisation de leurs objectifs de prestations respectifs.

6. Répercussions sur la comptabilité financière

Les charges supplémentaires présentées se répercutent intégralement sur la comptabilité financière.

7. Nature du crédit et exercice

Crédit supplémentaire 2013

8. Motifs

Le crédit supplémentaire est principalement lié au nombre nettement plus élevé que prévu d'heures de prise en charge fournies dans les écoles à journée continue. Les moyens inscrits au budget ont donc été dépassés.

118 Groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire Dépassement de crédit 2013 Crédit supplémentaire

1. Objet

Crédit supplémentaire rendu nécessaire par la non-réalisation des objectifs d'économies fixés dans le cadre de l'introduction du nouveau système de financement de l'école obligatoire (projet RFEO) et par des charges supplémentaires enregistrées dans le domaine des transports d'élèves.

2. Bases légales

- Articles 5 et 49a de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire
- Article 57 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)
- Article 160 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP)

3. Montant du crédit et groupe de produits

Montant du crédit inscrit au budget	CHF	760 485 699,18
Crédit supplémentaire 2013	CHF	6 567 754,31
Compensation 1: Groupe de produits Prestations internes de service (08.12.9100)	CHF	3 500 000,00
Compensation 2: Groupe de produits Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle (08.05.9100)	CHF	3 067 754,31

Le crédit supplémentaire peut être intégralement compensé au sein de la Direction de l'instruction publique.

Le crédit budgétaire du groupe de produits Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle n'a pas été épuisé, affichant un solde positif de 6 000 000 francs en fin d'exercice. Seuls 3 067 754,31 francs peuvent être employés pour compenser le présent crédit supplémentaire. Le fait que l'ensemble du crédit budgétaire n'ait pas été épuisé dans le groupe de produits Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle tient principalement, s'agissant des charges, à une gestion stricte des coûts et à un controlling rigoureux (optimisation de l'organisation des écoles professionnelles et des classes, postes vacants non pourvus et moratoire sur les dépenses) et, s'agissant des revenus, à des recettes plus élevées que prévu (émoluments, contributions aux frais d'enseignement pour les élèves extracantonaux, subventions fédérales). Dans le groupe de produits Prestations internes de service, l'excédent enregistré est lié à des besoins moins importants que prévu dans les projets Poste de travail cantonal (PTC 2010 et PTC 2012) ainsi qu'au redimensionnement et à la redéfinition d'autres projets.

4. Qualification juridique de la dépense

Les charges de personnel constituent des dépenses périodiques liées (art. 47 et art. 48, al.1, lit. *a* LFP), tandis que les dépenses découlant des subventions cantonales aux transports d'élèves sont soumises à l'approbation du Conseil-exécutif (art. 49a, al. 5 LEO).

5. Répercussions sur le calcul des prestations

La compensation au sein des deux groupes de produits mentionnés n'a pas de répercussions sur la réalisation de leurs objectifs de prestations respectifs.

6. Répercussions sur la comptabilité financière

Les charges supplémentaires présentées se répercutent intégralement sur la comptabilité financière.

7. Nature du crédit et exercice

Crédit supplémentaire 2013

8. Motifs

Le crédit supplémentaire est principalement lié à la non-réalisation des objectifs d'économies fixés dans le cadre de l'introduction du nouveau système de financement de l'école obligatoire et aux charges supplémentaires enregistrées dans le domaine des transports d'élèves.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances pour la seconde lecture

Loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)

Chancellerie d'Etat/Contrôle des finances

Annexe 7

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
2.1	Réforme judiciaire	3
2.2	Révision de la législation sur les hautes écoles	3
2.3	Prescriptions de la législation sur la protection des données	3
3.	**Commentaire des articles**	4
4.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	6
5.	**Répercussions financières**	6
6.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	6
7.	**Répercussions pour les communes**	6
8.	**Répercussions sur l'économie**	6
9.	**Renonciation à la procédure de consultation**	6
10.	**Proposition**	6
Complément au rapport du Conseil-exécutif du 14 août 2013 concernant la modification de la loi sur le Contrôle des finances (loi cantonale sur le Contrôle des finances, LCCF)		7
1.	**Rappel**	7
2.	**Commentaire des articles**	7
3.	**Répercussions sur les finances et le personnel**	8

Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi sur le Contrôle des finances (LCCF)

1. Synthèse

La présente modification de la loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) permet d'atteindre les objectifs suivants:

- Adaptation de différentes dispositions à la nouvelle organisation des autorités judiciaires et du Ministère public résultant de la réforme judiciaire.
- Création d'une base légale permettant de dispenser le Contrôle des finances de facturer des honoraires aux établissements cantonaux.
- Concrétisation de la base légale pour le droit d'accéder aux données des systèmes d'information financière.

2. Contexte

2.1 Réforme judiciaire

L'élaboration de codes de procédure pénale et civile et de procédure pénale applicable aux mineurs communs pour toute la Suisse a obligé le canton à modifier sa législation dans ces différents domaines. En parallèle, les autorités judiciaires et le Ministère public ont été entièrement réorganisés. La nouvelle loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM; RSB 161.1) renforce l'indépendance institutionnelle des autorités judiciaires. La Direction de la magistrature est un organe commun à la Cour suprême, au Tribunal administratif et au Parquet général (art. 17 ss LOJM). La Cour suprême, le Tribunal administratif et le Parquet général sont placés sous la haute surveillance du Grand Conseil, qui agit par la Commission de justice. Les autorités judiciaires et le Ministère public restent soumis à la surveillance du Contrôle des finances. Les nouvelles structures et les nouveaux interlocuteurs supposent l'adaptation de diverses dispositions (notamment le domaine de surveillance, les relations entre les autorités, les rapports de révision) dans la LCCF.

2.2 Révision de la législation sur les hautes écoles

La législation sur les hautes écoles (loi du 5 septembre 1996 sur l'Université [LUni; RSB 436.11] a fait l'objet d'une révision étendue en 2010, avec des modifications indirectes de la loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB) [RSB 435.411] et de la loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) [RSB 436.91])[1]. Cette révision a eu pour effet d'élargir l'autonomie des hautes écoles, le canton exerçant le pilotage dans le cadre du mandat de prestations (déjà existant) du Conseil-exécutif, lié dorénavant à une subvention cantonale. Les comptes des hautes écoles sont détachés du compte d'Etat du canton de Berne grâce à un système de subventionnement. Les hautes écoles tiennent leur propre comptabilité. Les comptes annuels sont contrôlés conformément aux dispositions légales par le Contrôle des finances. Selon les dispositions légales en vigueur, le Contrôle des finances facture ses prestations. Désormais, il sera possible de le dispenser de facturer ses honoraires dans certains cas.

2.3 Prescriptions de la législation sur la protection des données

L'article 19 LCCF donne au Contrôle des finances un accès complet aux dossiers et aux informations dont il a besoin pour accomplir ses tâches. En vertu de cette disposition et de la loi du 16 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), le Contrôle des finances a déjà eu accès jusqu'ici, en sa qualité d'organe suprême de la surveillance financière, au système d'informations financières (FIS) et à toutes les données qui s'y trouvent. Le Contrôle des finances a en outre la possibilité de charger l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) de copier des lots de données du FIS. Les données contenues dans le système sont de nature essentiellement financière. Dans le cadre de la facturation, les destinataires des factures et des commentaires concernant la facture y sont cependant également saisis. Ainsi, une partie des données FIS peuvent être reliées à des personnes, ce qui en fait des données personnelles au sens de l'article 2 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD; RSB 152.04). Dans les cas particuliers tels que les factures d'amendes, il peut s'agir de données particulièrement dignes de protection (art. 3 LCPD).

Au sens de la loi sur la protection des données, malgré l'absence technique d'un accès direct aux données, il pourrait néanmoins s'agir d'une procédure d'appel électronique, puisque le propriétaire des données ne doit pas donner son accord à chaque fois que les données sont consultées. L'autorité déléguée à la protection des données demande dans de tels cas, par analogie avec les dispositions de la législation fédérale (cf. art. 19 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données; RS 235.1), une base légale expresse. En référence à la disposition inscrite à l'article 10, alinéa 3 de la loi fédérale du 28 juin 1967 sur le Contrôle fédéral des finances (loi sur le Contrôle des finances, LCF; RS 614.0), la LCCF est donc complétée à l'article 19 par une disposition expresse.

[1] Cf. ROB 11–11

3. Commentaire des articles

Article 11 Honoraires

L'exercice du mandat de service de révision n'est pas un acte relevant de la souveraineté de l'Etat. Le terme d'«émoluments» est donc remplacé par celui d'«honoraires».

Conformément à l'article 62c LUni, le Contrôle des finances examine les comptes de l'Université à compter de 2013. A partir de l'année 2014, il va examiner également les comptes de la Haute école spécialisée bernoise (art. 49b LHESB) et ceux de la Haute école pédagogique germanophone (art. 50b LHEP). Selon la législation en vigueur, le Contrôle des finances devrait facturer aux trois hautes écoles ses honoraires (révision des comptes annuels/révision interne), un montant de quelque 600 000 francs au total. Or, la révision des comptes des hautes écoles s'inscrit dans l'activité ordinaire du Contrôle des finances, et aucun nouveau poste ne sera créé à cet effet. Du point de vue des finances cantonales, les honoraires sont sans influence sur les coûts. Ils doivent être inclus dans la subvention cantonale versée aux hautes écoles. C'est pourquoi il faut ménager la possibilité de dispenser le Contrôle des finances de facturer ses honoraires dans certains cas.

Le Contrôle des finances renoncera à facturer des honoraires à d'autres établissements quand le mandat de service de révision lui revient de par la loi et que l'institution contrôlée n'est donc pas libre du choix de l'organe de révision. L'absence d'influence des honoraires sur les coûts ne doit pas être une condition préalable à la non-facturation, mais une conséquence possible. La manière efficace et efficiente dont les mandats sont remplis est réglée dans une convention de prestations conclue entre l'établissement et le Contrôle des finances.

Pour garantir la cohérence de la pratique, c'est au Conseil-exécutif que reviendra la compétence de dispenser le Contrôle des finances de la facturation de ses honoraires. Il l'exercera par la voie d'un arrêté.

La dispense de la facturation des honoraires concerne exclusivement les établissements cantonaux, car par rapport aux organisations au sens de l'article 16, lettre *b* LCCF, le Contrôle des finances continue de percevoir des honoraires conformes aux tarifs du marché.

Article 14

En conséquence de la réforme judiciaire, le Ministère public doit figurer explicitement à la lettre *b* aux côtés des autorités judiciaires.

Article 16a Mandats de contrôle extraordinaire

En conséquence de la réforme judiciaire, l'énumération des mandants ou mandantes doit être complétée de la Commission de justice, de la Direction de la magistrature et du Parquet général.

Article 17 Activités de conseil

Depuis la réforme judiciaire, la liste des bénéficiaires des activités de conseil doit être complétée de la Commission de justice, de la Direction de la magistrature et du Parquet général. De plus, aucune distinction ne sera plus faite entre les bénéficiaires. Les contingents des activités de conseil sont définis dans la convention de prestations du Contrôle des finances.

Article 19 Obligation de collaborer

La révision est également l'occasion de créer une base légale explicite pour la procédure d'appel. Bien que seules les données du FIS soient consultées, la formulation choisie inclut également d'autres systèmes d'information financière tels qu'un système comptable basé sur le SAP.

La procédure d'appel n'offre pas l'accès du Contrôle des finance à des données qui sans l'accès ordinaire au système FIS seraient hors de sa portée. Le supplément d'utilité consiste à ce que les données puissent être analysées hors du système avec un outillage standard de la révision. Le Contrôle des finances a la possibilité en se servant de ces outils de s'assurer que les données n'aient pas été modifiées après une certaine date, saisies en double, etc. Techniquement, l'analyse des données d'une personne serait possible, mais ce n'est pas le but de l'exercice.

La mention explicite des données particulièrement dignes de protection dans la deuxième phrase est nécessaire par rapport à l'article 6 LCPD, selon lequel le traitement de données particulièrement dignes de protection est autorisé uniquement à la condition qu'il repose clairement sur une base légale.

L'ampleur du droit d'accès se déduit des principes généraux du droit de la protection des données, et il n'est pas nécessaire de la mentionner dans la LCCF.

La disposition sur la consignation de l'accès dans un procès-verbal et la destruction des données à l'issue de la procédure de révision permet la réalisation d'autres exigences de la législation sur la protection des données.

Article 21 Relations avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature

La Direction de la magistrature s'occupe désormais des affaires de la Justice; son rôle par rapport aux tribunaux et au Ministère public est comparable à celui du Conseil-exécutif par rapport à l'administration. C'est un nouvel interlocuteur du Contrôle des finances, et les relations entre les deux autorités doivent être réglées dans la loi.

Dans la pratique, les entretiens périodiques avec le Conseil-exécutif ont lieu d'un commun accord. La nouvelle formulation à l'alinéa 2 tient compte de ce fait.

Article 22 Relations avec le Grand Conseil

En conséquence de la réforme judiciaire, le contact avec la Commission de justice au sujet des affaires des autorités judiciaires et du Ministère public qui la concernent doit être institutionnalisé. Il faut pour cela que le Contrôle des finances entretienne des relations directes avec la Commission de justice.

Dans la pratique, les rencontres périodiques avec la Commission des finances ont lieu d'un commun accord. Le Contrôle des finances rencontre également la Commission de haute surveillance[2)]. La modification de l'alinéa 3 permet de doter ces entretiens périodiques avec les commissions de surveillance d'une assise dans la loi.

Article 24 Rapports

La réforme judiciaire a également entraîné la nécessité d'adapter les dispositions régissant les rapports du Contrôle des finances.

Alinéa 1

Outre les tribunaux suprêmes (Tribunal administratif et Cour suprême), le Parquet général compte désormais aussi parmi les destinataires des rapports.

Alinéa 3

La modification de cet alinéa est une autre conséquence de la réforme judiciaire. Les résultats de la révision des comptes annuels sont désormais communiqués également à la Commission de justice et à la Direction de la magistrature.

Alinéa 5

En accord avec la Commission des finances, la Commission de haute surveillance et le Conseil-exécutif, seuls les résultats importants du contrôle de l'utilisation des subventions figurent dans les rapports trimestriels. La référence aux rapports trimestriels peut être biffée dans cet alinéa, ces rapports étant réglés à l'alinéa 7.

Alinéa 6

Quand le mandant n'est pas la Direction, comme dans le cas d'un contrôle extraordinaire mené sur mandat de la Commission des finances ou de la Commission de haute surveillance, les résultats ne sont pas communiqués directement à la Direction compétente. Le complément à l'énumération des destinataires des rapports de contrôles extraordinaires permet dorénavant de communiquer les rapports directement à la Direction.

[2)] Le projet de loi utilise la dénomination «Commission de gestion» conformément au nouveau droit parlementaire.

Alinéa 7

Les résultats les plus importants des contrôles sont résumés dans les rapports trimestriels. La liste des destinataires des rapports trimestriels doit être élargie en conséquence de la réforme judiciaire. Quant à la Commission de justice et à la Direction de la magistrature, seuls les résultats importants les concernant leur sont communiqués.

Alinéa 8

Sous l'effet de la réforme judiciaire, les modalités de l'information en cas de soupçon d'un acte punissable doivent être complétées. Si le soupçon concerne les domaines qui relèvent des autorités judiciaires ou du Ministère public, la Direction de la magistrature doit être informée. L'information de la Direction de la magistrature, qui est un organe commun de la Cour suprême, du Tribunal administratif et du Parquet général, permet de renoncer à l'articulation de la procédure en deux volets, soit aux autorités judiciaires et au Ministère public, c'est-à-dire aux tribunaux suprêmes et au Parquet général. De plus, il ne sera plus nécessaire de donner des instructions aux Directions sur la manière de procéder en cas de soupçon d'un acte punissable. Si une Direction n'agit pas, le Contrôle des finances garde la possibilité de s'adresser à l'autorité judiciaire compétente.

Article 27 Règlement des contestations

Il s'agit ici d'une adaptation terminologique (cf. note 2).

Article 28 Consultation des documents

Il s'agit ici d'une adaptation terminologique qui ne concerne que le texte allemand.

Entrée en vigueur

La présente modification doit entrer en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2014.

La LOJM est entrée en vigueur de manière échelonnée le 1er janvier 2010 et le 1er janvier 2011. La présente modification permet d'adapter la LCCF aux dispositions issues de la réforme judiciaire (cf. ch. 2.1). Selon l'article 10 LCCF, le Grand Conseil arrête la convention de prestations du Contrôle des finances sur proposition du Conseil-exécutif et de la Commission des finances. Cette convention de prestations est conclue à chaque fois pour une période de deux ans. La convention de prestations 2014–2015 doit tenir compte des changements qui interviendront au niveau des structures et des partenaires. La présente modification crée les bases légales nécessaires à cette fin.

Par ailleurs, la base légale est créée pour que le Conseil-exécutif puisse dispenser le Contrôle des finances de facturer en 2014 ses honoraires pour la révision des comptes de 2013 de l'Université (cf. ch. 2.2).

Les motifs d'ordonner l'entrée en vigueur rétroactive sont pertinents (cf. ch. 2.1 et 2.2); de plus, la rétroactivité est modérée dans le temps, elle n'entraîne pas d'inégalités et elle n'intervient pas dans des droits acquis.

4. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le projet n'est pas prévu dans le programme législatif du programme gouvernemental de législature 2011–2014. Comme nous l'avons mentionné au chiffre 2, la présente modification découle de la réforme judiciaire, de la révision partielle de la législation sur les hautes écoles et des prescriptions de la législation sur la protection des données. L'adaptation de la LCCF est par conséquent nécessaire.

5. Répercussions financières

Le projet n'a aucune incidence sur les finances. La non-facturation aux hautes écoles des honoraires qui totalisent quelque 600 000 francs (à partir de 2014 ou de 2015) n'a pas d'incidences sur le résultat comptable du canton dans son ensemble.

6. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Le projet n'a pas de répercussions sur le personnel ni sur l'organisation.

7. Répercussions pour les communes

Le projet n'a pas de répercussions sur les communes.

8. Répercussions sur l'économie

Le projet n'a pas de répercussions sur l'économie.

9. Renonciation à la procédure de consultation

Le projet comporte surtout des adaptations des bases légales dans le domaine de l'application. Les organes du canton et les hautes écoles en tant qu'établissements cantonaux sont concernés au premier chef. La portée politique du projet est limitée. C'est donc un projet revêtant peu d'importance au sens de l'article 5, alinéa 2 de l'ordonnance du 26 juin 1996 sur les procédures de consultation et de corapport (OPC; RSB 152.025) pour lesquels il est possible de renoncer à la procédure de consultation.

10. Proposition

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture. La faible portée politique du projet de modification et sa relative urgence (entrée en vigueur rétroactive) justifient le choix d'une seule lecture.

Berne, le 14 août 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Complément au rapport du Conseil-exécutif du 14 août 2013 concernant la modification de la loi sur le Contrôle des finances (loi cantonale sur le Contrôle des finances, LCCF)

1. Rappel

Le 15 novembre 2013, le député Sutter (PLR) a déposé concernant le présent projet de révision une proposition d'amendement visant à la mise en place d'un service d'enregistrement des dénonciations. Lors de la première lecture, la commission consultative a retiré sa proposition visant à la suppression de la seconde lecture. La proposition Sutter (art. 3a [nouveau] LCCF) a été renvoyée en commission pour être discutée en détail.

Un ensemble de règles appelées à régir un système de dénonciation d'irrégularités a été élaboré en référence à la proposition d'amendement. La désignation du service chargé de l'enregistrement, les catégories de personnes pouvant faire une telle dénonciation, les principaux éléments de la procédure et la confidentialité sont réglés dans la LCCF, alors que les dispositions destinées à la protection des personnes qui dénoncent sont inscrites dans la loi sur le personnel.

2. Commentaire des articles

Article 17a Enregistrement d'irrégularités

La notion de «whistleblowing» est dérivée de l'expression anglaise «to blow a whistle», donner un coup de sifflet. Un «whistleblower», lanceur d'alerte, signale un danger ou un risque en donnant un coup de sifflet. La mise en place d'un service d'enregistrement doit permettre aux personnes qui veulent donner l'alerte de s'adresser à un service interne chargé d'examiner les faits signalés pour les tirer au clair. La possibilité de dénoncer une irrégularité à un service d'enregistrement s'ajoute aux instruments juridiques déjà existants (voies de droit, action pénale, dénonciation à l'autorité de surveillance, etc.) et n'est pas destinée à remplacer ces instruments ou à en restreindre la portée.

L'obligation des autorités et des employés et employées du canton et des communes au sens de l'article 48, alinéa 1 de la loi du 11 juin 2009 portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LiCPM; RSB 271.1) de dénoncer au Ministère public les faits qu'ils apprennent dans l'exercice de leur activité et qui les conduisent à soupçonner qu'un crime poursuivi d'office a été commis demeure en principe. Une dénonciation au Contrôle des finances, en sa qualité de service d'enregistrement des irrégularités, ne satisfait pas à cette obligation. Dans la pratique, celle-ci peut cependant être annulée par le fait que le service d'enregistrement, en sa qualité d'autorité cantonale à laquelle incombe la même obligation, signale lui-même au Ministère public les faits qui ont été portés à sa connaissance.

Alinéa 1:

En raison de son savoir-faire technique et juridique et de son indépendance, le Contrôle des finances se prête particulièrement bien au rôle du service d'enregistrement interne. Il sera donc chargé d'enregistrer les irrégularités qui pourraient avoir été constatées dans les domaines d'activité de l'administration cantonale, des autorités judiciaires et du Ministère public. De cette manière, son champ d'action est limité au domaine placé sous la surveillance du Contrôle des finances au sens de l'article 14, lettres *a* et *b* LCCF. S'agissant de l'étendue du contrôle, voir aussi le commentaire de l'article 14 dans le rapport (cf. Journal du Grand Conseil 1999, annexe 27, page 20). La limitation du domaine de compétence du service d'enregistrement au champ décrit à l'article 14, lettres *a* et *b* LCCF signifie que les établissements cantonaux et les participations du canton ne sont pas inclus. Différents aspects justifient cette exclusion. D'une part, cela permet de tenir compte de l'autonomie de ces établissements et d'autre part, le Contrôle des finances n'est pas selon la législation spéciale l'autorité de contrôle pour un certain nombre d'entre eux, notamment l'Assurance immobilière du canton de Berne, la Caisse de pension bernoise et la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois. Les unités d'organisation qui ne sont pas comprises dans le champ de surveillance du Contrôle des finances sont libres de mettre en place leur propre service d'enregistrement interne pour ce qui concerne leur domaine particulier. La limitation du domaine de compétence du service d'enregistrement présente l'avantage de permettre au Contrôle des finances de procéder aux clarifications nécessaires concernant les irrégularités qui lui sont signalées dans le cours de son activité de révision ordinaire.

Les collaborateurs et collaboratrices du canton peuvent signaler au service d'enregistrement des irrégularités telles que des actes contraires aux règles du droit ou d'autres irrégularités. En revanche, le service d'enregistrement ne traite pas les dénonciations d'autres personnes. S'il devait traiter les avis des citoyens et citoyennes, ses ressources ne suffiraient pas. Un service d'enregistrement ouvert aux citoyens et citoyennes présenterait certains aspects communs avec un service de conciliation ou de médiation. Or le Grand Conseil a rejeté à plusieurs reprises la création d'un tel service, notamment pour des raisons de coûts.

C'est à dessein que la définition du type d'irrégularités susceptibles d'être signalées est large. Les collaborateurs et collaboratrices doivent pouvoir dénoncer non seulement des infractions à des règles de droit telles que les lois, les ordonnances, les instructions ou les directives, etc., mais également un comportement dont ils estiment qu'il pourrait être dommageable pour la réputation du canton (manquement à l'éthique, comportement déloyal, etc.).

La dénonciation d'une irrégularité au service d'enregistrement ne constitue pas un manquement du collaborateur ou de la collaboratrice à son devoir de fidélité à l'égard de l'employeur, et en particulier, elle ne constitue pas une violation du secret de fonction au sens de l'article 58 de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers, RSB 153.01).

Alinéa 2:

Les rapports du Contrôle des finances ne sont pas publics (art. 28, al. 1 LCCF), raison pour laquelle les résultats des investigations et les mesures préconisées ne sont en principe pas communiqués à la personne qui a dénoncé une irrégularité.

Le service d'enregistrement interne enregistre les faits qui lui sont signalés, par écrit ou oralement. La forme orale est préférable puisqu'elle permet de s'entretenir directement, d'éviter les malentendus et de mieux évaluer la cause des préoccupations et les attentes de la personne qui signale les faits.

Les courriers anonymes ne sont par principe pas traités puisqu'il est impossible de vérifier la fiabilité de la source d'information ou de demander des précisions. Une personne qui dénonce un fait sous le couvert de l'anonymat doit donc s'attendre à ce que le service d'enregistrement ne donne aucune suite à son avis. Les accusations formulées en termes généraux sans l'indication de faits précis ne retiennent pas non plus l'attention. Les plaintes pénales doivent être adressées directement aux autorités pénales.

Quand il a enregistré un avis, le Contrôle des finances fait les recherches nécessaires à l'établissement des faits. S'il constate l'existence d'une irrégularité, il en rend compte au service compétent en appliquant par analogie l'article 24 LCCF. Outre le service concerné par les faits signalés, l'information et le rapport sont communiqués à la Direction compétente, à la Chancellerie d'Etat, au tribunal suprême concerné ou au Parquet général. Si les faits signalés sont très importants, il en rend compte dans son rapport trimestriel à la Commission des finances, à la Commission de gestion, au Conseil-exécutif, à la Commission de justice ou à la Direction de la magistrature. La régularité de la situation doit être rétablie conformément aux dispositions des articles 25 ss LCCF.

Quand les investigations ne confirment pas l'existence de l'irrégularité signalée, le dossier est détruit. Cette opération vise à assurer la protection de la personnalité de la personne qui a été accusée à tort d'un manquement. Il ne faut pas garder de données concernant des irrégularités présumées sans que la personne visée n'ait la possibilité de s'exprimer à ce sujet. Si l'existence d'une irrégularité se confirme à l'issue des recherches, les documents sont conservés conformément aux règles régissant l'archivage.

Alinéa 3:

Le service d'enregistrement décide selon son pouvoir d'appréciation s'il engage des investigations. La personne qui dénonce ne peut se prévaloir d'un droit à l'entrée en action du service d'enregistrement ou d'autres droits liés à la procédure.

Alinéa 4:

Le service d'enregistrement ne révèle pas le nom de la personne qui lui a signalé une irrégularité sans le consentement de celle-ci. C'est le seul moyen d'établir une relation de confiance. La garantie de la confidentialité est une condition essentielle du fonctionnement du service d'enregistrement. Le service doit garantir que rien ne permette de déduire l'identité de la personne qui a dénoncé. Cette disposition a pour effet de restreindre le droit de la personne à qui un comportement illicite est reproché de consulter les documents, qui est prévu par la législation sur la protection des données. La restriction est possible quand elle est dans l'intérêt public et qu'elle est conforme au principe de proportionnalité (cf. art. 21 et 22 LCPD). Il est dans l'intérêt du canton que les irrégularités soient détectées à temps quand elles existent et qu'elles puissent être rapidement éliminées. Si la presse s'en empare, il peut en résulter un grave préjudice pour la réputation du canton.

Loi du 16 septembre 2004 sur le personnel

Article 50a Droit de signaler les irrégularités et protection

L'introduction de cette nouvelle disposition doit permettre de garantir que le collaborateur ou la collaboratrice qui signale une irrégularité ne subira pas de préjudice pour cette raison. Une dénonciation licite ne constitue pas un manquement au devoir de fidélité ni à d'autres obligations du droit du travail. Au contraire, il faut partir du principe que quand la dénonciation est faite de bonne foi, il est dans l'intérêt de l'employeur que les irrégularités soient signalées.

Une dénonciation est faite de bonne foi quand le collaborateur ou la collaboratrice est objectivement fondée à croire à l'existence d'une irrégularité et que la dénonciation n'est pas faite pour obtenir un avantage personnel. Est donc de bonne foi la personne qui, du fait d'une indication ou d'une preuve concrète ou d'un faisceau d'indices, est fondée à soupçonner l'existence d'une irrégularité.

3. Répercussions sur les finances et le personnel

Le service d'enregistrement des irrégularités (art. 17a LCCF) peut être mis en place sans ressources supplémentaires en personnel, dans les limites du budget.

Berne, le 20 janvier 2014

Au nom de la Commission des finances,

le président: *Iseli*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi 622.1
cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF) est modifiée comme suit:

Honoraires

Art. 11 [1]Le Contrôle des finances facture des honoraires conformes aux tarifs du marché pour le contrôle en tant que service de révision auprès d'organisations au sens de l'article 16, lettre *b* et pour la révision des comptes des établissements cantonaux au sens de l'article 15, alinéa 1, lettre *e*.

[2] Le Conseil-exécutif peut dispenser le Contrôle des finances de facturer ses honoraires aux établissements cantonaux au sens de l'article 15, alinéa 1, lettre *e*.

Art. 14 Sont soumis à la surveillance du Contrôle des finances
a inchangée,
b les autorités judiciaires et le Ministère public,
c à *e* inchangées.

Art. 16a [1]Inchangé.

[2] Les mandats de contrôle extraordinaire sont menés
a sur ordre de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de justice, du Conseil-exécutif ou de la Direction de la magistrature,
b sur demande d'une Direction, de la Chancellerie d'Etat, des tribunaux suprêmes ou du Parquet général.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances

Loi 622.1
cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF) est modifiée comme suit:

Honoraires

Art. 11 [1]Le Contrôle des finances facture des honoraires conformes aux tarifs du marché pour le contrôle en tant que service de révision auprès d'organisations au sens de l'article 16, lettre *b* et pour la révision des comptes des établissements cantonaux au sens de l'article 15, alinéa 1, lettre *e*.

[2] Le Conseil-exécutif peut dispenser le Contrôle des finances de facturer ses honoraires aux établissements cantonaux au sens de l'article 15, alinéa 1, lettre *e*.

Art. 14 Sont soumis à la surveillance du Contrôle des finances
a inchangée,
b les autorités judiciaires et le Ministère public,
c à *e* inchangées.

Art. 16a [1]Inchangé.

[2] Les mandats de contrôle extraordinaire sont menés
a sur ordre de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de justice, du Conseil-exécutif ou de la Direction de la magistrature,
b sur demande d'une Direction, de la Chancellerie d'Etat, des tribunaux suprêmes ou du Parquet général.

Résultat de la première lecture

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances pour la seconde lecture

Loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF) (Modification)

622.1

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF) est modifiée comme suit:

Honoraires

Art. 11 [1]Le Contrôle des finances facture des honoraires conformes aux tarifs du marché pour le contrôle en tant que service de révision auprès d'organisations au sens de l'article 16, lettre *b* et pour la révision des comptes des établissements cantonaux au sens de l'article 15, alinéa 1, lettre *e*.

[2] Le Conseil-exécutif peut dispenser le Contrôle des finances de facturer ses honoraires aux établissements cantonaux au sens de l'article 15, alinéa 1, lettre *e.*

Art. 14 Sont soumis à la surveillance du Contrôle des finances
a inchangée,
b les autorités judiciaires et le Ministère public,
c à *e* inchangées.

Art. 16a [1]Inchangé.

[2] Les mandats de contrôle extraordinaire sont menés
a sur ordre de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de justice, du Conseil-exécutif ou de la Direction de la magistrature,
b sur demande d'une Direction, de la Chancellerie d'Etat, des tribunaux suprêmes ou du Parquet général.

[3] La Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif ou la Direction de la magistrature sont compétents pour attribuer des mandats de contrôle extraordinaire à des tiers. Ces derniers seront aussi liés par contrat à la Constitution et à la loi, notamment à l'obligation de garder le secret sur les informations obtenues et les conclusions dégagées.

Art. 17 La Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif, la Direction de la magistrature, les Directions, la Chancellerie d'Etat, les tribunaux suprêmes et le Parquet général peuvent demander au Contrôle des finances des conseils techniques.

Art. 19 [1]Inchangé.

[2] Le Contrôle des finances peut accéder aux données nécessaires à l'exercice de la surveillance financière que renferment les systèmes d'informations financières. Cet accès peut au besoin s'étendre aux données particulièrement dignes de protection. Il doit être consigné dans un procès-verbal. A l'issue de la procédure de révision, les données sont détruites.

[3] Ancien alinéa 2.

[3] La Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif ou la Direction de la magistrature sont compétents pour attribuer des mandats de contrôle extraordinaire à des tiers. Ces derniers seront aussi liés par contrat à la Constitution et à la loi, notamment à l'obligation de garder le secret sur les informations obtenues et les conclusions dégagées.

Art. 17 La Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif, la Direction de la magistrature, les Directions, la Chancellerie d'Etat, les tribunaux suprêmes et le Parquet général peuvent demander au Contrôle des finances des conseils techniques.

Art. 19 [1]Inchangé.

[2] Le Contrôle des finances peut accéder aux données nécessaires à l'exercice de la surveillance financière que renferment les systèmes d'informations financières. Cet accès peut au besoin s'étendre aux données particulièrement dignes de protection. Il doit être consigné dans un procès-verbal. A l'issue de la procédure de révision, les données sont détruites.

[3] Ancien alinéa 2.

[3] La Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif ou la Direction de la magistrature sont compétents pour attribuer des mandats de contrôle extraordinaire à des tiers. Ces derniers seront aussi liés par contrat à la Constitution et à la loi, notamment à l'obligation de garder le secret sur les informations obtenues et les conclusions dégagées.

Art. 17 La Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif, la Direction de la magistrature, les Directions, la Chancellerie d'Etat, les tribunaux suprêmes et le Parquet général peuvent demander au Contrôle des finances des conseils techniques.

Art. 19 [1]Inchangé.

[2] Le Contrôle des finances peut accéder aux données nécessaires à l'exercice de la surveillance financière que renferment les systèmes d'informations financières. Cet accès peut au besoin s'étendre aux données particulièrement dignes de protection. Il doit être consigné dans un procès-verbal. A l'issue de la procédure de révision, les données sont détruites.

[3] Ancien alinéa 2.

Enregistrement d'irrégularités

Art. 17a (nouveau) [1]Le Contrôle des finances enregistre les irrégularités qui lui sont signalées par les collaborateurs et collaboratrices du canton, telles que des actes contraires aux règles du droit ou d'autres irrégularités dans le domaine d'activité de l'administration cantonale, des autorités judiciaires ou du Ministère public.

[2] Le service chargé d'enregistrer les irrégularités
a explique la procédure au collaborateur ou à la collaboratrice qui a signalé l'irrégularité ainsi que les droits et devoirs qui sont les siens dans le cadre de la procédure;
b examine les faits signalés et s'assure de la pertinence de l'avis;
c informe les services compétents en application par analogie de l'article 24 quand il a établi l'existence d'une irrégularité;
d détruit les documents concernant une irrégularité qui lui a été signalée au plus tard un an après la clôture de ses investigations s'il ne constate aucun fait étayant l'existence réelle d'une telle irrégularité.

[3] Nul ne peut faire valoir le droit à la clarification d'une irrégularité signalée.

[4] Le service d'enregistrement traite les avis de manière confidentielle. Il ne révèle aucune information concernant le collaborateur ou la collaboratrice qui l'a avisé sans l'accord de cette personne.

Relations avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature

Art. 21 [1]Le Contrôle des finances traite directement avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature.

[2] Le chef ou la cheffe du Contrôle des finances rencontre régulièrement le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature pour un entretien.

Art. 22 [1]Le Contrôle des finances traite directement avec la Commission des finances, la Commission de gestion et la Commission de justice.

[2] Inchangé.

[3] Le chef ou la cheffe du Contrôle des finances rencontre régulièrement la Commission des finances et la Commission de gestion pour un entretien.

Art. 24 [1]Le Contrôle des finances communique par écrit les résultats de ses révisions aux services qu'il a examinés et à la Direction concernée, à la Chancellerie d'Etat, aux tribunaux suprêmes, au Parquet général ou à l'établissement cantonal concerné.

[2] Inchangé.

[3] Le Contrôle des finances communique les résultats de la révision des comptes annuels à la Commission des finances, à la Commission de gestion, au Conseil-exécutif, aux Directions et à la Chancellerie d'Etat. La Commission de justice et la Direction de la magistrature sont informées des résultats les concernant.

[4] «Il communique» est remplacé par «Le Contrôle des finances communique»; «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion».

[5] Il communique les résultats des mandats de contrôle spécial selon l'article 16, lettre *a* aux services concernés et à la Direction compétente.

[6] Il communique les résultats des mandats de contrôle extraordinaire aux mandants ou aux mandantes et à la Direction compétente, à la Chancellerie d'Etat ou à la Direction de la magistrature, ainsi qu'au service concerné.

[7] Lors de son rapport trimestriel, il communique les résultats importants des contrôles à la Commission des finances, à la Commission de gestion et au Conseil-exécutif. La Commission de justice et la Direction de la magistrature sont informées des résultats importants les concernant.

Relations avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature

Art. 21 [1]Le Contrôle des finances traite directement avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature.

[2] Le chef ou la cheffe du Contrôle des finances rencontre régulièrement le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature pour un entretien.

Art. 22 [1]Le Contrôle des finances traite directement avec la Commission des finances, la Commission de gestion et la Commission de justice.

[2] Inchangé.

[3] Le chef ou la cheffe du Contrôle des finances rencontre régulièrement la Commission des finances et la Commission de gestion pour un entretien.

Art. 24 [1]Le Contrôle des finances communique par écrit les résultats de ses révisions aux services qu'il a examinés et à la Direction concernée, à la Chancellerie d'Etat, aux tribunaux suprêmes, au Parquet général ou à l'établissement cantonal concerné.

[2] Inchangé.

[3] Le Contrôle des finances communique les résultats de la révision des comptes annuels à la Commission des finances, à la Commission de gestion, au Conseil-exécutif, aux Directions et à la Chancellerie d'Etat. La Commission de justice et la Direction de la magistrature sont informées des résultats les concernant.

[4] «Il communique» est remplacé par «Le Contrôle des finances communique»; «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion».

[5] Il communique les résultats des mandats de contrôle spécial selon l'article 16, lettre *a* aux services concernés et à la Direction compétente.

[6] Il communique les résultats des mandats de contrôle extraordinaire aux mandants ou aux mandantes et à la Direction compétente, à la Chancellerie d'Etat ou à la Direction de la magistrature, ainsi qu'au service concerné.

[7] Lors de son rapport trimestriel, il communique les résultats importants des contrôles à la Commission des finances, à la Commission de gestion et au Conseil-exécutif. La Commission de justice et la Direction de la magistrature sont informées des résultats importants les concernant.

Relations avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature

Art. 21 [1]Le Contrôle des finances traite directement avec le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature.

[2] Le chef ou la cheffe du Contrôle des finances rencontre régulièrement le Conseil-exécutif et la Direction de la magistrature pour un entretien.

Art. 22 [1]Le Contrôle des finances traite directement avec la Commission des finances, la Commission de gestion et la Commission de justice.

[2] Inchangé.

[3] Le chef ou la cheffe du Contrôle des finances rencontre régulièrement la Commission des finances et la Commission de gestion pour un entretien.

Art. 24 [1]Le Contrôle des finances communique par écrit les résultats de ses révisions aux services qu'il a examinés et à la Direction concernée, à la Chancellerie d'Etat, aux tribunaux suprêmes, au Parquet général ou à l'établissement cantonal concerné.

[2] Inchangé.

[3] Le Contrôle des finances communique les résultats de la révision des comptes annuels à la Commission des finances, à la Commission de gestion, au Conseil-exécutif, aux Directions et à la Chancellerie d'Etat. La Commission de justice et la Direction de la magistrature sont informées des résultats les concernant.

[4] «Il communique» est remplacé par «Le Contrôle des finances communique»; «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion».

[5] Il communique les résultats des mandats de contrôle spécial selon l'article 16, lettre *a* aux services concernés et à la Direction compétente.

[6] Il communique les résultats des mandats de contrôle extraordinaire aux mandants ou aux mandantes et à la Direction compétente, à la Chancellerie d'Etat ou à la Direction de la magistrature, ainsi qu'au service concerné.

[7] Lors de son rapport trimestriel, il communique les résultats importants des contrôles à la Commission des finances, à la Commission de gestion et au Conseil-exécutif. La Commission de justice et la Direction de la magistrature sont informées des résultats importants les concernant.

[8] En cas de soupçon d'actes punissables, le Contrôle des finances informe la Direction compétente, la Chancellerie d'Etat ou la Direction de la magistrature. Si la Direction compétente, la Chancellerie d'Etat ou la Direction de la magistrature n'agit pas dans un délai raisonnable, le Contrôle des finances peut s'adresser directement à l'autorité judiciaire compétente en matière de poursuite pénale. Il en informe le Conseil-exécutif, la Commission des finances et la Commission de justice, dans la mesure où cette dernière est concernée.

Art. 27 [1 et 2] Inchangés.

[3] «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion».

Art. 28 [1] Inchangé.

[2] Les documents suivants sont publics:
a à *c* inchangées,
d ne concerne que le texte allemand.

[8] En cas de soupçon d'actes punissables, le Contrôle des finances informe la Direction compétente, la Chancellerie d'Etat ou la Direction de la magistrature. Si la Direction compétente, la Chancellerie d'Etat ou la Direction de la magistrature n'agit pas dans un délai raisonnable, le Contrôle des finances peut s'adresser directement à l'autorité judiciaire compétente en matière de poursuite pénale. Il en informe le Conseil-exécutif, la Commission des finances et la Commission de justice, dans la mesure où cette dernière est concernée.

Art. 27 [1 et 2] Inchangés.

[3] «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion».

Art. 28 [1] Inchangé.

[2] Les documents suivants sont publics:
a à *c* inchangées,
d ne concerne que le texte allemand.

[8] En cas de soupçon d'actes punissables, le Contrôle des finances informe la Direction compétente, la Chancellerie d'Etat ou la Direction de la magistrature. Si la Direction compétente, la Chancellerie d'Etat ou la Direction de la magistrature n'agit pas dans un délai raisonnable, le Contrôle des finances peut s'adresser directement à l'autorité judiciaire compétente en matière de poursuite pénale. Il en informe le Conseil-exécutif, la Commission des finances et la Commission de justice, dans la mesure où cette dernière est concernée.

Art. 27 [1 et 2] Inchangés.

[3] «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion».

Art. 28 [1] Inchangé.

[2] Les documents suivants sont publics:
a à *c* inchangées,
d ne concerne que le texte allemand.

Proposition de la Commission de rédaction

[3] «Commission de haute surveillance» est remplacé par «Commission de gestion»; «ordonné» est remplacé par «donné».

II.

La loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers)[1)] est modifiée comme suit:

Droit de signaler des irrégularités et protection

Art. 50a (nouveau) [1] Quiconque signale de bonne foi une irrégularité au service d'enregistrement au sens de l'article 17a de la loi du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (loi cantonale sur le Contrôle des finances, LCCF)[2)] ou l'aide dans l'établissement des faits ne doit subir aucun préjudice dans ses rapports de service. Sont en particulier considérés comme préjudice un licenciement, un déclassement dans la hiérarchie, une mutation, le refus d'une promotion ou de la progression salariale ainsi qu'une atteinte délibérée de nature psychique ou le fait de la tolérer.

[2] Quiconque subit un préjudice au sens de l'alinéa 1 en raison d'un tel avis ou de l'aide offerte dans l'établissement des faits peut exiger de l'autorité compétente qu'elle le lève.

1) RSB 153.01
2) RSB 622.1

II.

La présente modification entre en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2014.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 14 août 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

II.

La présente modification entre en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2014.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 18 septembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 20 août 2013

Au nom de la Commission des finances,

le président: *Iseli*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

II.

La présente modification entre en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2014.

Berne, le 18 novembre 2013

Au nom du Grand Conseil,

le président: *Antener*
la vice-chancelière: *Aeschmann*

Texte approuvé par la Commission de rédaction.

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

III.

1. La présente modification entre en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2014, sous réserve du chiffre 2.
2. L'article 17a LCCF et l'article 50a LPers entrent en vigueur le 1er septembre 2014.

Berne, le 5 février 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 20 janvier 2014

Au nom de la Commission des finances,

le président: *Iseli*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
3.	**Caractéristiques de la nouvelle réglementation**	4
3.1	Autorité de surveillance unique pour les institutions de prévoyance, les fondations et les caisses de compensation pour allocations familiales	4
3.2	Indépendance de l'autorité de surveillance	4
3.3	Conduite et organisation de l'ABSPF	4
4.	**Forme de l'acte législatif**	4
5.	**Commentaire des articles**	5
5.1	Objet	5
5.2	Dispositions générales	5
5.3	Organisation et personnel	6
5.4	Finances	7
5.5	Dispositions transitoires et dispositions finales	9
6.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	10
7.	**Répercussions financières**	10
8.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	10
9.	**Répercussions sur les communes**	10
10.	**Répercussions sur l'économie**	10
11.	**Résultat de la procédure de consultation**	10
12.	**Proposition**	11

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la loi sur l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)

1. Synthèse

En mars 2010, le parlement fédéral a approuvé une réforme structurelle du deuxième pilier, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Depuis lors, la surveillance directe sur les institutions de prévoyance est exercée exclusivement par les cantons (exceptions: fonds de garantie, institution supplétive et fondations de placement), y compris dans les cas des institutions de caractère national et international qui étaient placées jusqu'à fin 2011 sous la surveillance de la Confédération. La compétence des cantons est déterminée selon le principe du siège.

Pour que l'indépendance de la surveillance exercée sur les institutions de prévoyance soit renforcée, les autorités cantonales de surveillance ont dû s'organiser au 1er janvier 2012 sous la forme d'établissements de droit public autonomes, dotés de la personnalité juridique, ne recevant aucune directive dans l'exercice de leur activité. Leur indépendance est ainsi garantie aux plans juridique, financier et administratif.

Depuis le 1er janvier 2012, ce ne sont plus le Conseil fédéral et l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) qui exercent la haute surveillance sur les autorités de surveillance dans le domaine de la prévoyance professionnelle, mais la Commission de haute surveillance indépendante du Conseil fédéral et de l'administration fédérale. Elle a en particulier pour tâche d'assurer la surveillance matérielle des autorités de surveillance.

Dans le canton de Berne, la surveillance des institutions de prévoyance a été assurée jusqu'à fin 2011 par le Service de la prévoyance professionnelle et des fondations de l'Office des assurances sociales et de la surveillance des fondations (OASSF). Le 1er janvier 2012, c'est l'établissement de droit public autonome appelé «Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF)» qui a repris cette tâche. Les bases égales nécessaires à cet égard ont été édictées par le Conseil-exécutif dans son ordonnance urgente du 30 mars 2011 sur la surveillance des institutions de prévoyance, des fondations et des caisses de compensation pour allocations familiales (OSIFC). Ce texte prévoyait que l'ABSPF n'était pas liée au canton par des instructions et était indépendante de celui-ci aux plans juridique, financier et administratif. Etant donné que le Service de la prévoyance professionnelle et des fondations de l'OASSF exerçait également la surveillance sur les fondations classiques et sur les caisses de compensation pour allocations familiales, ces tâches ont également été transférées à l'ABSPF afin que les synergies soient exploitées au mieux. La présente loi sur l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF) doit permettre de transposer le contenu de l'ordonnance urgente dans le droit ordinaire. Les dispositions de l'ordonnance ont d'ailleurs été largement reprises dans la loi. Les nouveautés concernent des précisions apportées dans le domaine des émoluments de l'autorité, la mention d'une nouvelle tâche dévolue au conseil de surveillance ainsi que l'introduction d'une clause générale subsidiaire sur les tâches accomplies par la direction qui n'était mentionnée que dans le rapport de l'ordonnance urgente. En outre, une tâche incombant au conseil de surveillance, qui est aujourd'hui déjà partiellement réglementée dans la convention intercantonale conclue avec le canton de Fribourg, figure désormais expressément dans le texte de loi. L'ABSPF doit dorénavant aussi se voir transférer, par voie de conventions intercantonales, la surveillance des fondations classiques.

2. Contexte

En 2002, le Conseil fédéral a décidé d'abaisser le taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle pour tenir compte de la baisse continue des taux des obligations de la Confédération et de la crise des marchés financiers. Après l'annonce de cette réduction, le Conseil national et le Conseil des Etats se sont réunis en session spéciale en septembre 2002. A cette occasion, pas moins de 42 interventions parlementaires ont été transmises au Conseil fédéral, demandant de procéder à des examens et d'agir dans certains domaines, notamment celui de la surveillance de la prévoyance professionnelle. Pour répondre de manière cohérente à ces interventions, le Conseil fédéral a adopté, le 29 janvier 2003, le programme intitulé «Garantie et développement de la prévoyance professionnelle».

Sur la base du rapport de la commission d'experts nommé «Optimisation de la surveillance dans la prévoyance professionnelle»[1] établi dans ce contexte, ainsi que du rapport de la commission de suivi Réforme structurelle[2], le Conseil fédéral a demandé l'élaboration d'une modification de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)[3]. Dans son message y relatif, il indique que l'indépendance juridique, financière et administrative s'impose notamment en raison de la nature de l'activité de surveillance relevant de la puissance publique. Ainsi, il est impératif que l'autorité de surveillance ne soit pas soumise à des directives administratives et que son personnel ne dépende pas de la politique budgétaire du canton. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut garantir que la surveillance des acteurs du système soit impartiale et non soumise à des pressions politiques[4].

[1] Rapport de la commission d'experts «Optimisation de la surveillance dans la prévoyance professionnelle»: http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/medieninformationen/archiv/presse/2004/f/0408250101.pdf

[2] Rapport de la commission d'experts «Réforme structurelle de la prévoyance professionnelle»: http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/2263.pdf

[3] RS 831.40

[4] FF *2007* 5415 s.

Tout au long de ses débats, le Conseil national s'est rallié à la proposition du Conseil fédéral selon laquelle l'autorité de surveillance cantonale devait être *indépendante sur les plans légal, financier et administratif*. Le Conseil des Etats par contre, jusqu'à sa dernière séance, s'en est tenu à son contre-projet moins contraignant, prévoyant uniquement que l'autorité de surveillance exerce sa mission *de manière autonome*. Le 10 mars 2010, lors de l'élimination des divergences, le compromis suivant a été proposé pour l'article 61, alinéa 3 LPP: «L'autorité de surveillance est un établissement de droit public doté de la personnalité juridique. Elle n'est soumise à aucune directive dans l'exercice de ses activités de surveillance.»[5] Cette formulation a en fin de compte été adoptée à l'unanimité lors du vote final du 19 mars 2010[6].

La réforme structurelle a impliqué une intervention de la part du canton de Berne. Il s'agissait tout d'abord de conférer le statut d'établissement de droit public à l'autorité de surveillance, dont les tâches étaient assumées jusqu'à fin 2011 par le Service de la prévoyance professionnelle et des fondations de l'OASSF. Par ailleurs, cette autorité devait reprendre la surveillance de plusieurs institutions de prévoyance fédérales ou proches de la Confédération (p. ex. caisses de pension des CFF, de la Confédération [Publica], de la Poste, de SRG SSR idée suisse) ainsi que de nombreuses institutions de prévoyance importantes de l'économie privée actives à l'échelle nationale (p. ex. Proparis Prévoyance arts et métiers Suisse, Caisse de pension paritaire de la Fédération suisse des avocats, Fondation de prévoyance de l'industrie graphique), et se doter des ressources humaines nécessaires.

L'ordonnance urgente sur la surveillance des institutions de prévoyance, des fondations et des caisses de compensation pour allocations familiales (OSIFC)[7] a constitué la base légale garantissant que l'autorité de surveillance bernoise aurait, au 1er janvier 2012, le statut d'établissement de droit public doté de la personnalité juridique et pourrait commencer ses activités en qualité d'autorité non liée par des instructions et indépendante aux plans juridique, financier et administratif. L'OSIFC a été mise en consultation de novembre 2010 à janvier 2011. Sa validité prend fin au 31 décembre 2014, date à laquelle elle doit être remplacée par la présente loi.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

3.1 Autorité de surveillance unique pour les institutions de prévoyance, les fondations et les caisses de compensation pour allocations familiales

Ces dernières années, les exigences qualitatives et quantitatives auxquelles doivent répondre les autorités de surveillance ont sensiblement augmenté. Dans le domaine de la prévoyance professionnelle, les problèmes sont toujours plus délicats, notamment lors de situations de découvert requérant l'assainissement d'institutions de prévoyance, tandis que les prescriptions légales deviennent plus complexes, comme l'illustrent celles qui ont trait aux liquidations partielles ou totales.

Cette constatation vaut non seulement pour le 2e pilier, mais aussi dans le cas des fondations classiques, au sens des articles 80 ss du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CCS)[8]: l'activité de surveillance est de plus en plus exigeante, de l'examen précédant l'inscription au registre du commerce aux enquêtes préalables en cas de procédure de concordat ou de faillite, en passant par les procédures de révocation d'un conseil de fondation et d'institution d'une administration par commissaire. A cela s'ajoute que de nouvelles fondations classiques ne cessent de voir le jour, avec une augmentation de la charge de travail à la clé pour l'autorité de surveillance.

Les exigences croissantes par rapport à l'autorité de surveillance requièrent impérativement un renforcement de la surveillance et un professionnalisme accru, d'où la nécessité d'exploiter au mieux les synergies existantes. A cette fin, l'ordonnance urgente prévoyait que l'ABSPF reprenne non seulement la surveillance des institutions de prévoyance et des fondations classiques, mais aussi celle des caisses de compensation pour allocations familiales qui relevait également du Service de la prévoyance professionnelle et des fondations.

3.2 Indépendance de l'autorité de surveillance

En tant qu'établissement de droit public, l'ABSPF est juridiquement et administrativement indépendante du canton. Elle s'autofinance grâce à la perception d'émoluments et aux recettes dues au transfert de la taxe de haute surveillance (art. 13, al. 2).

3.3 Conduite et organisation de l'ABSPF

L'ABSPF agit de manière économique et efficace. Ses organes sont le conseil de surveillance, la direction et l'organe de révision. Le conseil de surveillance est chargé des tâches stratégiques, tandis que la direction est active au niveau opérationnel.

4. Forme de l'acte législatif

La réforme structurelle de la LPP est entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Or, selon la procédure législative ordinaire, le Grand Conseil n'aurait pu adopter une loi qu'en automne 2011 au plus tôt, alors que les travaux préparatoires devaient commencer bien avant, de manière à ce que l'ABSPF puisse être opérationnelle et agir en bonne et due forme dès le 1er janvier 2012. Il n'y avait donc pas d'autre solution que l'édiction d'une ordonnance urgente en application de l'article 88, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC)[9] pour permettre l'entrée en vigueur de diverses dispositions – servant de base légale à certains travaux préparatoires – dès la mi-2011. La présente loi doit permettre de transposer le droit urgent dans le droit ordinaire.

5) BO *2010* 165 ss
6) BO *2010* 382
7) RSB 212.223.2
8) RS 210
9) RSB 101.1

5. Commentaire des articles

5.1 Objet

Article 1

Comme indiqué au chiffre 3.1, l'ABSPF doit exercer la surveillance sur les institutions de prévoyance et les caisses de compensation pour allocations familiales. Elle doit être simultanément l'autorité cantonale de surveillance des fondations classiques, pour autant que celles-ci, par leur destination, relèvent du canton ou de plusieurs communes. Quant aux fondations qui relèvent d'une commune, elles restent placées sous la surveillance de celle-ci (cf. art. 6, al. 1 de la loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse [LiCCS][10]).

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 1 OSIFC.

5.2 Dispositions générales

Article 2

L'alinéa 1 satisfait à l'exigence énoncée par l'article 61, alinéa 3 LPP, selon lequel l'autorité de surveillance doit être un établissement de droit public doté de la personnalité juridique. Cela signifie que l'ABSPF a elle-même des droits et des obligations, qu'elle dispose de sa propre fortune et répond de ses engagements. Elle agit par ses organes (art. 6), qui peuvent l'engager juridiquement.

Le nom d'«Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF)» désigne de manière aussi simple et précise que possible l'établissement de droit public.

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 2 OSIFC.

Article 3

Depuis le 1er janvier 2012, la surveillance des institutions de prévoyance (institutions de prévoyance d'entreprise, institutions de groupe, institutions de prévoyance collectives ou communes) et des autres institutions actives dans le domaine de la prévoyance professionnelle (institutions de libre passage et institutions du pilier 3a) ayant leur siège dans le canton de Berne incombe à l'ABSPF *(al. 1, lit. a)*.

Jusqu'à fin 2011, l'OASSF (Service de la prévoyance professionnelle et des fondations) était également l'autorité de surveillance des fondations classiques relevant par leur destination de plusieurs communes ou du canton, dans la mesure où le Conseil-exécutif n'avait pas transféré la surveillance à une autre autorité. Depuis le 1er janvier 2012, l'ABSPF exerce la surveillance sur ces fondations classiques au sens des articles 80 ss CCS *(al. 1, lit. b)*.

Quelques communes avaient transféré à l'OASSF la surveillance des fondations qui, par leur destination, relevaient de la compétence communale et qui n'étaient ni des fondations familiales ni des fondations ecclésiastiques. L'ABSPF a repris cette tâche. La possibilité offerte aux communes de déléguer à l'ABSPF la surveillance de telles fondations doit être maintenue (voir commentaires de l'art. 21 portant sur l'art. 6, al. 2 LiCCS). L'activité de surveillance de l'ABSPF sur ces fondations est inscrite à *l'alinéa 1, lettre c.*

A l'OASSF, jusqu'à fin 2001, il existait de nombreuses synergies entre la surveillance des institutions de prévoyance (dont 98% revêtent la forme juridique d'une fondation) et celle des fondations classiques. Ainsi, le domaine d'activité des réviseurs par exemple englobait ces deux types de surveillance. L'ensemble du personnel du Service de la prévoyance professionnelle et des fondations de l'OASSF travaille pour l'ABSPF à partir du 1er janvier 2012, de sorte que la solution retenue permet de continuer à exploiter les synergies existantes de manière optimale. Si la surveillance des fondations classiques n'avait pas été confiée à l'ABSPF, il en aurait résulté une perte d'efficacité considérable. En tout état de cause, les synergies entre la surveillance des institutions de prévoyance d'une part et des fondations classiques d'autre part étaient exploitées dans pratiquement tous les cantons avant même la réforme structurelle.

Jusqu'à fin 2011, il existait diverses fondations classiques au sens des articles 80 ss CCS qui par leur destination relevaient du canton ou de plusieurs communes et étaient placées, en vertu de l'ancien article 10, alinéa 2 OSFI[11], sous la surveillance *non pas* de l'OASSF, mais d'une autre Direction. Le champ d'activité de l'ABSPF doit aussi s'étendre à ces fondations, de façon à ce qu'une pratique unitaire soit garantie en matière de surveillance à l'échelle du canton. Par ailleurs, la législation bernoise ne contenait pas, jusqu'à fin 2011, de disposition désignant l'autorité compétente pour modifier, en application de l'article 86 CCS, le but des fondations qui ne sont pas placées sous la surveillance de l'OASSF ou d'une commune. Elle n'indiquait pas non plus, a fortiori, auprès de quelle instance les décisions d'une telle autorité pouvaient être attaquées. La surveillance exercée par l'ABSPF sur ces fondations a pour conséquence qu'en pareil cas, c'est la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) qui est l'autorité compétente pour modifier le but de la fondation (art. 12, lit. *b* OSFI).

Les caisses de compensation pour allocations familiales actives dans le canton de Berne étaient placées, elles aussi, sous la surveillance de l'OASSF jusqu'à fin 2011 et il existait à cet égard les mêmes synergies qu'entre la surveillance des institutions de prévoyance et celle des fondations classiques. Il est donc prévu, pour les mêmes raisons (cf. commentaire de l'al. 1, lit. *b*), que l'ABSPF exerce également la surveillance sur les caisses de compensation pour allocations familiales *(al. 1, lit. d)*.

→ *L'alinéa 2* correspond à l'article 3, alinéa 2 OSIFC et à l'article 12, lettre *a* OSFI.

Avec sa réforme structurelle, la Confédération a visé un renforcement du professionnalisme dans l'exercice de la surveillance. Dans ce contexte, certains cantons ne disposant que d'un faible volume de surveillance ont intérêt à transférer au canton de Berne leurs tâches de surveillance dans le domaine de la prévoyance professionnelle. Par conséquent, *l'alinéa 3, lettre a* permet au canton de conclure des conven-

[10] RSB 211.1

[11] RSB 212.223.1

tions intercantonales à cet égard, ce qu'il a d'ailleurs déjà fait. Le canton de Berne a en effet conclu le 19 octobre 2011 une convention avec le canton de Fribourg relative à la surveillance des institutions de prévoyance ayant leur siège dans le canton de Fribourg, convention que le Grand Conseil a approuvée le 1er décembre 2011[12]. La Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.)[13] ne prévoit pas de restriction de principe à la coopération intercantonale. Ainsi, rien ne s'oppose à ce que les cantons concluent des conventions visant la mise en œuvre du droit fédéral (art. 48, al. 1 Cst., Knapp, St. Galler Kommentar ad. art. 48, ch. 11 et 13), et à ce que certains d'entre eux confient des tâches à d'autres. Dans le canton de Berne, la possibilité de passer des conventions intercantonales est prévue à l'article 74, alinéa 2, lettre *b* et à l'article 88, alinéa 4 ConstC.

Il doit désormais aussi être possible de transférer à l'ABSPF la surveillance des fondations classiques d'autres cantons par voie de conventions intercantonales *(al. 3, lit. b)*. Dans la majorité des cantons, à l'heure actuelle, l'autorité de surveillance des institutions de prévoyance exerce aussi la surveillance sur les fondations classiques. Il se peut que d'autres cantons souhaitent transférer à l'ABSPF non seulement la surveillance des institutions de prévoyance, mais aussi, en même temps, celle des fondations classiques.

→ L'article 3 reprend l'article 3 OSIFC. Il est complété par les réglementations qui prévoient que l'ABSPF peut également se voir transférer la surveillance des fondations classiques par voie de conventions intercantonales ou par les communes.

Article 4

Les moyens de surveillance dont l'ABSPF dispose envers les institutions de prévoyance et les fondations classiques figuraient jusqu'à maintenant à l'article 18, alinéa 1 OSFI. Depuis la réforme structurelle de la LPP, ils sont réglementés, s'agissant des institutions de prévoyance, à l'article 62a LPP *(al. 1)*.

Les moyens à la disposition des autorités de surveillance dans le domaine des fondations classiques doivent également être précisés au niveau de la loi *(al. 2)*. Les mesures énumérées à l'article 18, alinéa 1 OSFI sont donc reprises, à l'exception de celles qui n'avaient été appliquées que dans le cas des institutions de prévoyance (avant la réforme structurelle de la LPP).

5.3 Organisation et personnel

Article 6

L'ABSPF est dotée d'une structure de conduite à deux niveaux. L'organe suprême est le conseil de surveillance (organe stratégique) *(lit. a)*, et la direction l'organe opérationnel et, partant, exécutif *(lit. b)*.

L'organe de révision est lui aussi un organe de l'ABSPF *(lit. c)*.

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 5 OSIFC.

[12] RSB 212.223.4
[13] RS 101

Article 7

Cette disposition contient une énumération exhaustive des tâches du conseil de surveillance (al. 2). Celui-ci conclut une convention de prestations avec la direction *(lit. a)* et est responsable de la conclusion, de la modification et de la résiliation des rapports de travail du directeur ou de la directrice *(lit. b)*. Il lui appartient également d'édicter le règlement interne, le règlement du personnel et le règlement sur les émoluments *(lit. c)*. Le conseil de surveillance surveille la direction, mais n'intervient pas dans les affaires opérationnelles (p. ex. décisions) et n'exerce aucune influence à cet égard *(lit. d)*. Une autre de ses tâches consiste à approuver le rapport, les comptes et le budget annuels *(lit. e)*. Il décide en outre de l'utilisation du résultat d'exploitation *(lit. f)* et prend connaissance du rapport de l'organe de révision *(lit. h)*. Du fait de l'indépendance financière de l'ABSPF par rapport au canton et de la petite taille de cette dernière (actuellement 13 postes à temps complet), il apparaît judicieux que le conseil de surveillance puisse désigner librement l'organe de révision *(lit. g)* et fixer l'indemnisation de ses propres membres dans le règlement interne *(lit. k)*. Par souci de transparence, le total de l'indemnisation des membres du conseil de surveillance est publié dans le rapport annuel qui est remis chaque année au Conseil-exécutif du canton de Berne ainsi qu'aux autres gouvernements. En outre, les limites supérieures de l'indemnisation annuelle des membres du conseil de surveillance sont fixées à *l'alinéa 3*. Etant donné que l'ABSPF surveille notamment la Caisse de pension bernoise (CPB), il paraît indiqué, pour des motifs d'indépendance, d'assurer son personnel auprès d'une institution de prévoyance qui ne soit pas placée sous la surveillance de cette même autorité. Pour cette raison, le conseil de surveillance doit avoir la possibilité de désigner l'institution de prévoyance à laquelle les collaborateurs et collaboratrices de l'ABSPF sont affiliés en tenant compte de la législation fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (p. ex. art. 11 LPP) *(lit. i)*. Afin que le Conseil-exécutif soit en mesure de s'acquitter de son mandat de surveillance (art. 95, al. 3 ConstC), il est nécessaire que le conseil de surveillance mette chaque année à sa disposition les comptes et le rapport annuels, son évaluation du risque financier pour le canton et le rapport de l'organe de révision de l'ABSPF *(lit. l)*. Pour que les gouvernements des cantons avec lesquels une convention intercantonale a été conclue (art. 3, al. 3) puissent eux aussi assumer leur devoir de surveillance, il faut également que ces documents leur soient adressés. Cette disposition figure aujourd'hui déjà partiellement à l'article 6 de la convention intercantonale conclue avec le canton de Fribourg. Désormais, les cantons avec lesquels une convention intercantonale a été passée doivent recevoir non seulement le rapport annuel, mais également une évaluation du risque financier de la part de l'ABSPF. Cela s'explique par le fait que l'article 5 de la convention intercantonale prévoit que le canton de Fribourg répond à titre subsidiaire, par rapport à l'ABSPF, des dommages que cette dernière a causés dans l'exercice de la surveillance des institutions ayant leur siège dans le canton de Fribourg. Il est donc justifié de transmettre au canton de Fribourg, comme d'ailleurs à tout autre canton avec lequel une convention intercantonale est passée, les mêmes informations prévues par la lettre *l* qu'au canton de Berne qui, lui aussi, a ici une responsabilité subsidiaire (voir le commentaire de l'art. 17).

Le Conseil-exécutif doit informer la Commission de gestion du Grand Conseil du canton de Berne sur l'ABSPF en lui remettant les comptes annuels, le rapport annuel, l'évaluation du risque financier pour le canton et le rapport de l'organe de révision de l'ABSPF (*al. 4).*

→ La réglementation de l'article 6 OSIFC a été reprise, précisée et complétée.

Article 8

Les membres du conseil de surveillance jouent un rôle essentiel, vu les tâches qu'assume l'ABSPF en tant qu'établissement de droit public doté de la personnalité juridique. Ils doivent donc être indépendants des institutions surveillées. Ainsi, leur mandat serait incompatible, par exemple, avec une activité au sein du directoire, du conseil de fondation ou d'un autre organe stratégique de l'une des institutions placées sous la surveillance de l'ABSPF. Il appartient au Conseil-exécutif de définir le profil requis des cinq membres du conseil de surveillance *(al. 1).* Il a déjà usé de cette compétence (ACE 761/2011), en application de l'article 7, alinéa 1 OSIFC, en se fondant sur les profils d'exigences standard applicables aux membres des conseils d'administration et de fondation des entreprises, participations et institutions cantonales qu'il a lui-même élaborés et en les complétant par quelques exigences spécifiques à l'ABSPF telles que le fait d'être familiarisé avec les particularités des institutions à surveiller.

Le Conseil-exécutif veille à ce que les cantons avec lesquels une convention intercantonale a été passée soient représentés de manière appropriée au sein du conseil de surveillance *(al. 2)*. Pour ce faire, il doit par exemple tenir compte du nombre de dossiers transmis à l'ABSPF et du total du bilan des institutions surveillées. Chaque canton ne siège pourtant pas automatiquement au conseil de surveillance. Aujourd'hui, du fait de l'existence de la convention intercantonale mentionnée ci-dessus, un membre du conseil de surveillance représente le canton de Fribourg.

Le Conseil-exécutif dispose d'un moyen de sanction, en ce sens qu'il a le droit de révoquer en tout temps des membres du conseil de surveillance pour de justes motifs *(al. 3)*.

→ Cette disposition reprend l'article 7 OSIFC, tout en le précisant.

Article 9

La convention de prestations conclue avec la direction est l'instrument de pilotage central du conseil de surveillance. Elle énonce en particulier les objectifs de prestation et d'effet ainsi que les indicateurs permettant de déterminer dans quelle mesure ils ont été atteints.

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 8 OSIFC.

Article 10

Il est dorénavant prévu que la direction assume toutes les tâches qui n'ont pas été transférées expressément dans la loi à un autre organe de l'ABSPF *(al. 2).* Jusqu'à maintenant, cela figurait uniquement dans le rapport concernant l'OSIFC. Selon l'énumération fournie à titre d'exemple, la direction est responsable du respect de la convention de prestations *(lit. a)*, de la régularité de la gestion financière et de la comptabilité *(lit. b)* ainsi que de la conclusion, de la modification et de la résiliation des rapports de travail des collaborateurs et collaboratrices *(lit. c)*. Il lui appartient en outre de préparer les affaires du conseil de surveillance *(lit. d)*. Elle dispose de la compétence de signer toutes les décisions, dans la mesure où le règlement interne ne délègue pas cette tâche aux collaborateurs et collaboratrices qui lui sont subordonnés *(lit. e)*.

→ L'article 9 OSIFC a été repris et complété par la clause générale subsidiaire sur les tâches accomplies par la direction, qui figurait déjà dans le rapport sur l'OSIFC, à l'article 9.

Article 12

Le directeur ou la directrice tout comme les collaborateurs et collaboratrices de l'ABSPF doivent en principe être engagés en application de la législation cantonale sur le personnel. Il n'en reste pas moins que l'ABSPF doit avoir la possibilité d'adopter des prescriptions divergentes en ce qui concerne le système de rémunération et la fin des rapports de travail (art. 24 ss et 68 ss de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel [LPers][14]) *(al. 1).* L'ABSPF est de très petite taille (13 postes à temps complet actuellement) et doit s'autofinancer. Elle a donc besoin d'une plus grande flexibilité que le canton, qui emploie de très nombreuses personnes, afin d'être en mesure d'accomplir ses tâches quelle que soit l'évolution de la situation (p. ex. variation du nombre d'institutions à surveiller) tout en restant financièrement indépendante du canton.

La direction se charge de prendre les décisions concernant le personnel (art. 10, al. 2, lit. *c*). Elle a besoin de l'accord du conseil de surveillance pour pouvoir déroger à la législation sur le personnel *(al. 2).*

→ La réglementation de l'article 11 OSIFC a été reprise à l'article 12, après avoir été précisée.

5.4 Finances

Article 13

L'ABSPF perçoit des émoluments pour ses activités d'autorité de surveillance et d'autorité compétente pour modifier le but des fondations (art. 3). En vertu de *l'alinéa 1*, les recettes se composent d'un émolument annuel de base *(lit. a)* et d'émoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales *(lit. b)*. Par rapport à l'article 12, alinéa 1 OSIFC, l'alinéa 1 de la présente disposition est modifié puisqu'il renvoie désormais à l'article 3 dans son ensemble. Il existe ainsi une réglementation prévoyant expressément que toutes les institutions nommées à l'article 3 doivent verser des émoluments conformément à l'alinéa 1. Du point de

[14] RSB 153.01

vue du droit procédural, tout litige concernant les émoluments est régi par les règles de l'affaire au fond.

Le montant des émoluments est fixé par le conseil de surveillance dans le règlement ad hoc (art. 7, al. 2, lit. *c*). Il était déjà précisé dans le rapport au sujet de l'article 12, alinéa 2 OSIFC que les émoluments devaient suffire à couvrir les frais de l'ABSPF (alimentation du fonds de réserve et émoluments dus à la commission de haute surveillance compris). Pour des raisons pratiques, la taxe de haute surveillance est répercutée sur les entités surveillées, conformément à la base de calcul de l'autorité de haute surveillance (art. 9 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF[15]). Etant donné que l'émolument annuel de base est calculé différemment de la taxe de haute surveillance, la répercussion des coûts de l'émolument de haute surveillance est désormais réglementée expressément dans une disposition distincte (art. 16). L'alinéa 2 est adapté et prévoit que les recettes des émoluments, ajoutées aux recettes découlant de la répercussion des coûts de la taxe de haute surveillance doivent, comme c'est le cas actuellement, couvrir intégralement les frais. Cela signifie que ces recettes doivent financer la totalité des coûts de l'ABSPF (alimentation du fonds de réserve et remboursement du capital de dotation et du prêt inclus) *(al. 2)*.

Article 14

Dans le cas des institutions de prévoyance (y compris les institutions qui servent à la prévoyance) et des fondations classiques *(al. 2)*, l'émolument annuel de base se compose aujourd'hui déjà d'un taux de base fixe et d'un taux variable, conformément aux articles 7 et 10 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF. L'article 13, alinéa 1 OSIFC ne porte pourtant que sur le taux variable. Désormais, les deux taux sont expressément réglementés à l'alinéa 2.

Selon l'article 13, alinéa 1 OSIFC, l'émolument annuel de base, c'est-à-dire le taux variable, se calcule en fonction du total du bilan de l'institution concernée. La pratique a montré que cette base de calcul était définie de manière trop imprécise d'un point de vue temporel, raison pour laquelle il est désormais précisé, à l'alinéa 2, lettre *b* que le taux variable se calcule en fonction du total du bilan de l'exercice précédent. Une telle base de calcul est appropriée, car en règle générale, l'ABSPF ne prend connaissance du total du bilan de l'exercice précédent que six mois après sa clôture. Les institutions placées sous surveillance doivent remettre leur rapport annuel à l'ABSPF jusqu'à ce moment-là (art. 3, al. 1 et art. 14, al. 1 OSFI). L'ABSPF ne peut ainsi percevoir l'émolument de base pour l'exercice en cours qu'après avoir reçu le rapport annuel de l'exercice précédent.

→ La réglementation de l'alinéa 2 figure aujourd'hui à l'article 13, alinéa 1 OSIFC. Elle est reprise tout en étant complétée et précisée.

L'émolument annuel de base pour les caisses de compensation pour allocations familiales se compose d'un montant fixe et unique, déterminé indépendamment du total du bilan *(al. 3)*. Cette différence de traitement résulte du fait que les caisses de compensation pour allocations familiales actives dans plusieurs cantons n'ont pas l'obligation de tenir une comptabilité particulière pour les allocations versées et les cotisations encaissées dans le canton de Berne (art. 13, al. 1 et 2 de l'ordonnance cantonale du 17 septembre 2008 sur les allocations familiales [OCAFam][16]).

→ L'alinéa 3 reprend intégralement l'alinéa 2 de l'article 13 OSIFC. Il précise en outre désormais que le montant fixe est le même pour toutes les caisses de compensation pour allocations familiales.

Les montants maximaux de l'émolument de base annuel sont désormais fixés à l'*alinéa 4.* Ils sont actuellement de 45 000 francs pour les institutions de prévoyance, de 3500 francs pour les fondations classiques et de 1570 francs pour les caisses de compensation pour allocations familiales (art. 8, 11 et 12 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF). Les montants maximaux indiqués à l'alinéa 4 ont été fixés volontairement plus haut que les émoluments maximaux actuels. En effet, il convient d'éviter de devoir modifier la présente loi en cas d'augmentation des émoluments ces prochaines années.

Les raisons pour lesquelles les montants maximaux diffèrent en fonction des trois types d'institutions sont diverses. Les institutions de prévoyance les plus importantes sur lesquelles l'ABSPF exerce sa surveillance présentent un total du bilan nettement plus élevé que les plus grandes fondations classiques. L'émolument de base le plus important perçu auprès des institutions de prévoyance s'applique aujourd'hui à partir d'un total de bilan de 30 000 000 001 francs, alors que dans le cas des fondations classiques, l'émolument de base le plus élevé peut être perçu pour un total de bilan de 500 000 001 francs au minimum (art. 8 et 11 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF). L'émolument de base annuel couvre principalement les frais de l'examen du rapport annuel et cette activité est plus exigeante et prend davantage de temps dans le cas des institutions de prévoyance que dans celui des fondations classiques et des caisses de compensation pour allocations familiales. La loi sur la prévoyance professionnelle contient de nombreuses dispositions dont l'ABSPF doit vérifier le respect (p. ex. les mesures en cas de découvert, le placement de la fortune). Une telle densité normative n'existe pas pour les fondations classiques et les caisses de compensation pour allocations familiales. L'examen du rapport annuel des institutions de prévoyance est une tâche complexe, ce qui explique que les exigences techniques posées à l'autorité de surveillance soient plus élevées que dans le cas des fondations classiques et des caisses de compensation pour allocations familiales.

Article 15

Les émoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales sont perçus de cas en cas. L'*alinéa 1* contient désormais une énumération, à titre d'exemple, de prestations de services et d'activités spéciales. La définition de cet émolument figure déjà dans le rapport de l'OSIFC au sujet de l'article 14 et est aujourd'hui intégrée à l'article 3 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF. La lettre *d* men-

[15] RSB 212.223.3

[16] RSB 832.711

tionne l'examen de règlements et d'actes de fondation ainsi que de leurs modifications car il s'agit là d'une tâche prévue légalement qui incombe souvent à l'ABSPF.

→ Ce type d'émolument est aujourd'hui désigné sous le nom d'«émolument lié aux prestations de services» (art. 12, al. 1, lit. *b* et art. 14 OSIFC). Vu que cet émolument est également perçu pour des activités qui ne sont pas nécessairement considérées par les institutions assujetties aux émoluments comme des prestations (p. ex. le prononcé de mesures et de décisions au sens du droit de la surveillance), il prend désormais le nom d'«émolument lié aux prestations de services et aux activités spéciales». Comme précisé ci-dessus, la définition de cet émolument correspond à celle que l'on trouve dans le rapport de l'OSIFC, au sujet de l'article 14, et à celle de l'article 3 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF.

Les institutions surveillées ne sont pas les seules à être à l'origine de prestations de services et d'activités spéciales de l'ABSPF. Des tiers peuvent également être concernés. Si, par exemple, il n'est pas entré en matière au sujet d'un recours sur une dénonciation relevant du droit de la surveillance déposé par un tiers ou si ce recours est rejeté, le tiers doit assumer les émoluments dus pour les prestations de services et les activités spéciales *(al. 2)*.

→ La définition des personnes assujetties à l'émolument au sens de l'alinéa 2 est valable aujourd'hui déjà, mais n'est pas réglementée expressément dans l'OSIFC.

Les émoluments dus pour des prestations de services et des activités spéciales se calculent en fonction du travail concrètement occasionné (al. 3). Une limite supérieure du montant horaire est désormais fixée et s'élève actuellement à 200 francs (art. 4, al. 4 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF).

→ L'alinéa 3 correspond à l'article 14 OSIFC. Il est complété par une information qui porte sur la limite supérieure du taux horaire.

Article 16

La répercussion de la part de la taxe de haute surveillance qui incombe aux institutions de prévoyance est désormais expressément réglementée *(al. 1),* pour les motifs exposés ci-dessus au sujet de l'article 13, alinéa 2.

Cette part se détermine en fonction de la base de calcul prévue par la Confédération *(al. 2)*.

→ La réglementation de l'alinéa 2 figure aujourd'hui à l'article 9 du règlement fixant les émoluments de l'ABSPF. Elle est reprise et précisée.

Article 17

L'ABSPF doit disposer d'un fonds de réserve correspondant à son chiffre d'affaires annuel, destiné à servir de réserve de couverture des risques de fluctuation ainsi que de substrat de responsabilité. L'ABSPF répond directement des dommages causés à des tiers dans l'exercice de ses tâches publiques (art. 101, al. 1 de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel [LPers][17]). Le canton de Berne, quant à lui, ne répondra en principe des dommages non couverts que si l'ABSPF devait être insolvable (responsabilité subsidiaire du canton, art. 101, al. 2 LPers). La même responsabilité subsidiaire s'applique également au canton de Fribourg pour les dommages non couverts qui pourraient survenir dans l'exercice de la surveillance des institutions ayant leur siège sur le territoire de ce canton (art. 5 de la Convention entre le canton de Berne et le canton de Fribourg relative à la surveillance des institutions de prévoyance professionnelle ayant leur siège dans le canton de Fribourg).

La responsabilité subsidiaire du canton ne peut pas être retirée car l'ABSPF exerce une activité relevant de la puissance publique et son personnel est en principe engagé selon la législation cantonale sur le personnel (Wichtermann, Staatshaftungsrecht, in: Müller/Feller, Bernisches Verwaltungsrecht, Berne, 2013, 2e éd., chap. 3, ch. 55). Il serait par ailleurs choquant que le canton puisse se soustraire à sa responsabilité (subsidiaire) rien qu'en transférant des tâches à des tiers. L'ABSPF a conclu une assurance de responsabilité civile professionnelle pour ses collaborateurs et collaboratrices.

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 15 OSIFC.

Article 18

L'ABSPF est un établissement de très petite taille qui doit s'autofinancer, ce qui implique qu'elle dispose d'une comptabilité répondant à ses besoins *(al. 1)*. Celle-ci est régie par les dispositions des articles 957 ss CO[18]. La loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)[19] ne s'applique pas à l'ABSPF.

Les comptes annuels doivent être structurés et tenus conformément aux principes régissant la présentation régulière des comptes, et comprendre un bilan, un compte de résultats et une annexe *(al. 2)*.

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 16 OSIFC.

5.5 Dispositions transitoires et dispositions finales

Article 19

Le canton de Berne a mis à la disposition de l'ABSPF, pour les dix premières années, un capital de dotation de deux millions de francs et un prêt en compte courant de trois millions de francs au plus (art. 17, al. 1 OSIFC). L'article 19 reprend l'article 17, alinéa 2 OSIFC en fixant la date à laquelle l'ABSPF doit rembourser, au plus tard, le capital de dotation et le prêt.

[17] RSB 153.01
[18] RS 220
[19] RSB 620.0

Article 20

Le montant du fonds de réserve prévu à l'article 17 (chiffre d'affaires annuel) doit être atteint dans un délai de dix ans. L'ABSPF a commencé à alimenter ce fonds.

→ Cette disposition reprend intégralement l'article 18 OSIFC.

Article 21

Quelques communes avaient transféré à l'OASSF la surveillance des fondations qui, par leur destination, relevaient de la compétence communale. L'ABSPF a repris cette tâche. La possibilité offerte aux communes de déléguer à l'ABSPF la surveillance de telles fondations est désormais inscrite à *l'article 6, alinéa 2 LiCCS.*

En 2002, l'OFAS a prié les cantons de désigner un centre de contact chargé de répondre aux demandes de renseignements provenant des pays de l'UE et de l'AELE dans le domaine des prestations familiales et d'exiger la restitution des allocations familiales touchées indûment dans ces pays. Cette tâche a été assumée jusqu'à fin 2011 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (art. 28 de la loi sur les allocations familiales; LCAFam[20]).

L'OFAS est l'organisme de liaison pour les prestations familiales dans les Etats de l'UE et de l'AELE. Il est notamment chargé à ce titre de répondre aux questions et aux demandes d'assistance administrative d'institutions étrangères dans le domaine des prestations familiales[21]. Si l'OFAS ne peut toutefois répondre lui-même à une question, il la transmet à l'organisme de liaison du canton concerné. Ces organismes de liaison servent ainsi exclusivement à l'accomplissement des tâches de l'OFAS. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de désigner l'organisme de liaison au niveau de la loi. L'*article 28 LCAFam* est donc abrogé.

Article 22

L'OSIFC est valable au plus tard jusqu'au 31 décembre 2014 (art. 22, al. 3 OSIFC). Par conséquent, la présente loi doit entrer en vigueur au 1er janvier 2015.

6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le projet figure dans le programme gouvernemental de législature et le programme législatif. Aucune autre planification importante du canton de Berne n'est par ailleurs concernée par la mise en œuvre, au niveau cantonal, de la réforme structurelle de la LPP ni par les changements qu'elle implique également dans le domaine de la surveillance des fondations classiques et des caisses de compensation pour allocations familiales.

[20] RSB 832.71

[21] Article 1, chiffre 2, lettre *b* du règlement [CE] n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale; RS 0.831.109.268.11

7. Répercussions financières

Le transfert des tâches de surveillance des institutions de prévoyance, des fondations et des caisses de compensation pour allocations familiales à l'ABSPF fait perdre au canton, depuis 2012, une somme annuelle de l'ordre de 0,7 à 1 million de francs.

Conformément à l'article 17, alinéa 1 OSIFC, le canton de Berne a mis à la disposition de l'ABSPF un capital de dotation de deux millions de francs, sans intérêts, qui doit être remboursé d'ici fin 2021 au plus tard (art. 19). En admettant un remboursement échelonné dans les dix ans et un taux d'intérêt équivalent à celui des obligations de la Confédération d'une durée de dix ans (1,48%, état: 17 septembre 2010), les charges résultant pour le canton de l'absence d'intérêts du capital de dotation se montent à quelque 160 000 francs.

8. Répercussions sur le personnel et l'organisation

L'ABSPF a réengagé tous les collaborateurs et collaboratrices qui travaillaient au sein du Service de la prévoyance professionnelle et des fondations de l'OASSF à fin décembre 2011. Par conséquent, la présente loi n'a aucune répercussion sur le personnel et l'organisation.

9. Répercussions sur les communes

Le présent projet n'a aucune répercussion sur les communes.

10. Répercussions sur l'économie

La présente loi n'a aucune répercussion sur l'économie.

11. Résultat de la procédure de consultation

Une procédure de consultation a été menée du 6 juin au 6 septembre 2013. Elle a donné lieu à l'envoi de 33 prises de position.

Le parti des Verts relève que la formulation de l'*article 8, alinéa 2* «Le Conseil-exécutif [...] assure une représentation appropriée des cantons avec lesquels une convention (art. 3, al. 3) a été passée» pourrait être problématique et demande de la reconsidérer. En effet, si deux nouveaux représentants d'autres cantons venaient siéger à l'ABSPF, du fait de la formulation choisie, le canton de Berne y serait représenté de manière minoritaire. Le PS demande que le conseil de surveillance passe de cinq à neuf membres. Il estime que si chaque canton souhaitant se rattacher à l'ABSPF se voit accorder la garantie de disposer d'un siège, les cinq sièges du conseil de surveillance seront insuffisants.

Par rapport au nombre de collaborateurs et collaboratrices de l'ABSPF (13 postes à plein temps à l'heure actuelle), un conseil de surveillance comptant neuf membres paraît disproportionné. Il a déjà été indiqué dans le présent rapport que le Conseil-

exécutif, lors de la nomination des membres de l'autorité de surveillance, tient compte par exemple du nombre de dossiers transmis et du total du bilan des institutions surveillées. Il est désormais précisé dans le présent rapport que le terme d'«approprié» ne signifie pas que chaque canton a automatiquement droit à siéger au conseil de surveillance.

S'agissant des émoluments pour les fondations classiques *(art. 14, al. 4, lit. b)*, l'UDC estime qu'ils se sont accrus de manière non proportionnelle et le Conseil du Jura bernois constate qu'ils ont fortement augmenté. Le PS se montre pour sa part compréhensif à cet égard, car le montant des émoluments est resté le même pendant plus de dix ans. Le montant de cet émolument est déterminé par le conseil de surveillance sur la base de critères objectifs, de manière à ce que les coûts soient couverts (autofinancement). Etant donné qu'il n'existe aucun financement croisé entre les caisses de compensation pour allocations familiales, les institutions de prévoyance et les fondations classiques, les émoluments pour les fondations classiques doivent eux aussi couvrir les coûts. Il convient de surcroît de tenir compte du fait que les émoluments de surveillance pour les fondations classiques n'ont pas été augmentés pendant dix ans et qu'il existe par conséquent un important retard à combler si l'on veut atteindre la couverture des coûts. En principe, les fondations les plus importantes n'ont pas à assumer l'émolument de base pour les petites fondations. Par conséquent, la réglementation en matière d'émoluments applicables aux fondations classiques reste inchangée.

Le PS propose que la deuxième phrase de *l'article 12* («Elle peut y déroger pour des motifs d'ordre économique.») soit biffée en arguant que les conditions d'engagement ne devraient pas être péjorées pour des raisons économiques. L'UDC demande qu'il soit garanti que le niveau des salaires des collaborateurs et collaboratrices n'excède pas celui de l'administration. L'ABSPF étant un établissement de très petite taille qui doit s'autofinancer, elle a besoin d'une plus grande flexibilité que le canton, qui est un important employeur, pour pouvoir accomplir ses tâches quelle que soit l'évolution de la situation (p. ex. variation du nombre d'institutions à surveiller) tout en restant financièrement indépendante du canton. L'article 12 n'est donc pas modifié.

Pour l'Union cantonale bernoise du commerce et de l'industrie, il est choquant que le conseil de surveillance de l'ABSPF puisse fixer lui-même le montant de l'indemnisation de ses membres *(art. 7, al. 2, lit. k),* alors que celui-ci devrait être établi par le Conseil-exécutif (gouvernance d'entreprise). Selon le PS, le conseil de surveillance doit soumettre le montant de l'indemnisation qu'il détermine lui-même, en même temps que les documents mentionnés à l'article 7, alinéa 2, lettre *l*, au Conseil-exécutif du canton de Berne ainsi qu'aux gouvernements des cantons avec lesquels une convention a été conclue. L'article 7 est complété par un nouvel alinéa 3, qui prévoit que le total des indemnisations perçues par les membres du conseil de surveillance doit être publié dans le rapport annuel. Ce dernier est soumis chaque année au Conseil-exécutif du canton de Berne ainsi qu'aux autres gouvernements, dans une volonté de transparence. Des limites supérieures pour ces indemnités sont en outre fixées à l'article 7, alinéa 3.

Le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne et le Conseil du Jura bernois demandent que la loi prévoie que l'ABSPF soit expressément tenue au bilinguisme.

Ce principe n'a toutefois pas à être inscrit dans la loi puisque l'article 6, alinéa 4 ConstC garantit le bilinguisme et que l'ABSPF est bien entendu liée par ce principe constitutionnel.

12. Proposition

L'ordonnance urgente (OSIFC) s'est avérée tout à fait appropriée lors de la mise en œuvre de la réforme structurelle. Ses dispositions ont été largement reprises dans la présente loi. Les nouveautés introduites portent sur des précisions concernant les émoluments de l'autorité, l'exécution d'une nouvelle tâche par le conseil de surveillance ainsi que l'introduction d'une clause générale subsidiaire sur les tâches accomplies par la direction qui figurait uniquement dans le rapport de l'ordonnance. Par ailleurs, une tâche incombant au conseil de surveillance, qui, aujourd'hui, est déjà partiellement réglementée dans la convention intercantonale passée avec le canton de Fribourg, figure désormais dans la loi. Dorénavant, la surveillance des fondations classiques doit pouvoir également être transférée à l'ABSPF par voie de convention intercantonale. Le Conseil-exécutif propose par conséquent au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture de la présente loi.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi
sur l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 61, alinéa 1 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)[1)], l'article 52 du titre final du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CCS)[2)] et l'article 17, alinéa 2 de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (loi sur les allocations familiales, LAFam)[3)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Objet

Art. 1 La présente loi règle la forme juridique, l'organisation ainsi que les droits et les devoirs de l'autorité cantonale de surveillance des institutions de prévoyance, des fondations et des caisses de compensation pour allocations familiales.

2. Dispositions générales

Forme juridique, siège, nom

Art. 2 [1]L'«Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF)» est un établissement de droit public du canton de Berne doté de la personnalité juridique.

[2] Le siège de l'ABSPF est désigné dans le règlement interne.

Tâches

Art. 3 [1]L'ABSPF est l'autorité de surveillance
a des institutions de prévoyance et des institutions servant à la prévoyance (art. 61, al. 1 LPP);
b des fondations au sens des articles 80 ss CCS qui, par leur destination, relèvent du canton ou de plusieurs communes et qui ne sont ni des fondations de famille ni des fondations ecclésiastiques (art. 84, al. 1 CCS et art. 9 de la loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse [LiCCS][4)]);

1) RS 831.40
2) RS 210
3) RS 836.2
4) RSB 211.1

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi
sur l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (LABSPF)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 61, alinéa 1 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)[1)], l'article 52 du titre final du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CCS)[2)] et l'article 17, alinéa 2 de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (loi sur les allocations familiales, LAFam)[3)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Objet

Art. 1 La présente loi règle la forme juridique, l'organisation ainsi que les droits et les devoirs de l'autorité cantonale de surveillance des institutions de prévoyance, des fondations et des caisses de compensation pour allocations familiales.

2. Dispositions générales

Forme juridique, siège, nom

Art. 2 L'«Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF)» est un établissement de droit public du canton de Berne doté de la personnalité juridique, dont le siège est dans le canton de Berne.

Tâches

Art. 3 [1]L'ABSPF est l'autorité de surveillance
a des institutions de prévoyance et des institutions servant à la prévoyance (art. 61, al. 1 LPP);
b des fondations au sens des articles 80 ss CCS qui, par leur destination, relèvent du canton ou de plusieurs communes et qui ne sont ni des fondations de famille ni des fondations ecclésiastiques (art. 84, al. 1 CCS et art. 9 de la loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse [LiCCS][4)]);

1) RS 831.40
2) RS 210
3) RS 836.2
4) RSB 211.1

c des fondations au sens des articles 80 ss CCS, qui, par leur destination, relèvent d'une commune et qui ne sont ni des fondations de famille ni des fondations ecclésiastiques, lorsque la commune a délégué la surveillance à l'ABSPF (art. 6, al. 2 LiCCS);
d des caisses de compensation pour allocations familiales (art. 17, al. 2 LAFam).

[2] Elle est l'autorité compétente pour modifier le but des fondations au sens des articles 80 ss CCS qui ne sont ni des fondations de famille ni des fondations ecclésiastiques et qui sont placées sous la surveillance d'une commune.

[3] D'autres cantons peuvent déléguer à l'ABSPF par voie de convention intercantonale la surveillance sur
a les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance;
b les fondations au sens des articles 80 ss CCS qui ne sont ni des fondations familiales ni des fondations ecclésiastiques.

Moyens de surveillance

Art. 4 [1]L'ABSPF dispose des moyens prévus par l'article 62a LPP pour exercer sa surveillance sur les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance.

[2] Pour exercer sa surveillance sur les fondations au sens de l'article 3, alinéa 1, lettres *b* et *c* et alinéa 3, lettre *b*, l'ABSPF dispose en particulier des moyens suivants:
a la réquisition d'informations, de rapports et de documents,
b l'édiction de directives à l'intention des organes,
c l'envoi de rappels et d'avertissements aux organes,
d l'annulation ou la modification de décisions rendues par les organes,
e la révocation d'organes et l'institution d'un curateur ou d'une curatrice ou d'une administration par commissaire,
f la décision ordonnant une expertise,
g la décision ordonnant des mesures de substitution,
h le dépôt de dénonciations pénales.

[3] Pour exercer sa surveillance sur les caisses de compensation pour allocations familiales, l'ABSPF dispose des moyens prévus par l'article 19, alinéa 3 de la loi du 11 juin 2008 sur les allocations familiales (LCAFam)[1)].

Conduite de l'établissement

Art. 5 L'ABSPF s'autofinance et agit de manière économique et efficace.

[1)] RSB 832.71

c des fondations au sens des articles 80 ss CCS, qui, par leur destination, relèvent d'une commune et qui ne sont ni des fondations de famille ni des fondations ecclésiastiques, lorsque la commune a délégué la surveillance à l'ABSPF (art. 6, al. 2 LiCCS);
d des caisses de compensation pour allocations familiales (art. 17, al. 2 LAFam).

[2] Elle est l'autorité compétente pour modifier le but des fondations au sens des articles 80 ss CCS qui ne sont ni des fondations de famille ni des fondations ecclésiastiques et qui sont placées sous la surveillance d'une commune.

[3] D'autres cantons peuvent déléguer à l'ABSPF par voie de convention intercantonale la surveillance sur
a les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance;
b les fondations au sens des articles 80 ss CCS qui ne sont ni des fondations familiales ni des fondations ecclésiastiques.

Moyens de surveillance

Art. 4 [1]L'ABSPF dispose des moyens prévus par l'article 62a LPP pour exercer sa surveillance sur les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance.

[2] Pour exercer sa surveillance sur les fondations au sens de l'article 3, alinéa 1, lettres *b* et *c* et alinéa 3, lettre *b*, l'ABSPF dispose en particulier des moyens suivants:
a la réquisition d'informations, de rapports et de documents,
b l'édiction de directives à l'intention des organes,
c l'envoi de rappels et d'avertissements aux organes,
d l'annulation ou la modification de décisions rendues par les organes,
e la révocation d'organes et l'institution d'un curateur ou d'une curatrice ou d'une administration par commissaire,
f la décision ordonnant une expertise,
g la décision ordonnant des mesures de substitution,
h le dépôt de dénonciations pénales.

[3] Pour exercer sa surveillance sur les caisses de compensation pour allocations familiales, l'ABSPF dispose des moyens prévus par l'article 19, alinéa 3 de la loi du 11 juin 2008 sur les allocations familiales (LCAFam)[1)].

Conduite de l'établissement

Art. 5 L'ABSPF s'autofinance et agit de manière économique et efficace.

[1)] RSB 832.71

3. Organisation et personnel

Organes

Art. 6 Les organes de l'ABSPF sont
a le conseil de surveillance,
b la direction,
c l'organe de révision.

Conseil de surveillance 1. Tâches

Art. 7 [1]Le conseil de surveillance est l'organe suprême de l'ABSPF.

[2] Il assume les tâches suivantes:
a Il conclut une convention de prestations avec la direction.
b Il est responsable de la conclusion, de la modification et de la résiliation des rapports de travail du directeur ou de la directrice.
c Il édicte le règlement interne, le règlement du personnel et le règlement sur les émoluments.
d Il assure la surveillance de la direction, mais il n'intervient pas dans la gestion des affaires.
e Il approuve le rapport, les comptes et le budget annuels.
f Il décide de l'utilisation du résultat d'exploitation et détermine la part du revenu devant être affectée au fonds de réserve.
g Il désigne l'organe de révision.
h Il prend connaissance du rapport de l'organe de révision.
i Il désigne, conformément à la législation fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, l'institution de prévoyance auprès de laquelle les collaborateurs et les collaboratrices de l'ABSPF sont assurés contre les risques de vieillesse, de décès et d'invalidité.
k Il fixe l'indemnisation de ses membres dans les limites prévues à l'alinéa 3.
l Il soumet chaque année au Conseil-exécutif du canton de Berne et aux gouvernements des cantons avec lesquels une convention a été passée (art. 3, al. 3) les comptes et le rapport annuels, son évaluation du risque financier pour le canton et le rapport de l'organe de révision de l'ABSPF.

[3] L'indemnisation des membres de la présidence s'élève à 15 000 francs au plus par membre et par année. Elle est de 10 000 francs au plus par membre et par année pour les autres membres. Le conseil de surveillance publie le montant total des indemnisations dans le rapport annuel.

[4] Après avoir pris connaissance des documents mentionnés à l'alinéa 2, lettre *l*, le Conseil-exécutif du canton de Berne les transmet à la Commission de gestion du Grand Conseil du canton de Berne.

2. Composition, durée du mandat

Art. 8 [1]Le conseil de surveillance est composé de cinq membres indépendants des institutions surveillées. Le Conseil-exécutif en définit le profil requis dans un arrêté.

3. Organisation et personnel

Organes

Art. 6 Les organes de l'ABSPF sont
a le conseil de surveillance,
b la direction,
c l'organe de révision.

Conseil de surveillance 1. Tâches

Art. 7 [1]Le conseil de surveillance est l'organe suprême de l'ABSPF.

[2] Il assume les tâches suivantes:
a Il conclut une convention de prestations avec la direction.
b Il est responsable de la conclusion, de la modification et de la résiliation des rapports de travail du directeur ou de la directrice.
c Il édicte le règlement interne, le règlement du personnel et le règlement sur les émoluments.
d Il assure la surveillance de la direction.
e Il approuve le rapport, les comptes et le budget annuels.
f Il décide de l'utilisation du résultat d'exploitation et détermine la part du revenu devant être affectée au fonds de réserve.
g Il désigne l'organe de révision.
h Il prend connaissance du rapport de l'organe de révision.
i Il désigne, conformément à la législation fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, l'institution de prévoyance auprès de laquelle les collaborateurs et les collaboratrices de l'ABSPF sont assurés contre les risques de vieillesse, de décès et d'invalidité.
k Il fixe l'indemnisation de ses membres dans les limites prévues à l'alinéa 3.
l Il soumet chaque année au Conseil-exécutif du canton de Berne et aux gouvernements des cantons avec lesquels une convention a été passée (art. 3, al. 3) les comptes et le rapport annuels, son évaluation du risque financier pour le canton et le rapport de l'organe de révision de l'ABSPF.

[3] L'indemnisation des membres de la présidence s'élève à 15 000 francs au plus par membre et par année. Elle est de 10 000 francs au plus par membre et par année pour les autres membres. Le conseil de surveillance publie le montant total des indemnisations dans le rapport annuel.

[4] Après avoir pris connaissance des documents mentionnés à l'alinéa 2, lettre *l*, le Conseil-exécutif du canton de Berne les transmet à la Commission de gestion du Grand Conseil du canton de Berne.

2. Composition, durée du mandat

Art. 8 [1]Le conseil de surveillance est composé de cinq membres indépendants des institutions surveillées. Le Conseil-exécutif en définit le profil requis dans un arrêté.

[2] Le Conseil-exécutif nomme les membres pour un mandat de quatre ans, reconductible plusieurs fois. Il assure une représentation appropriée des cantons avec lesquels une convention (art. 3, al. 3) a été passée.

[3] Il peut révoquer en tout temps des membres du conseil de surveillance pour de justes motifs.

[4] Le conseil de surveillance se constitue lui-même.

3. Convention de prestations

Art. 9 La convention de prestations conclue avec la direction énonce en particulier les objectifs de prestation et d'effet supérieurs ainsi que les indicateurs y relatifs.

Direction

Art. 10 [1]La direction est l'organe exécutif de l'ABSPF. Elle est placée sous la surveillance du conseil de surveillance et se compose d'un directeur ou d'une directrice.

[2] Elle assume toutes les tâches que la loi ne délègue pas expressément à un autre organe, en particulier les suivantes:

a Elle est responsable du respect de la convention de prestations.
b Elle est responsable de la régularité de la gestion financière et de la comptabilité.
c Elle est responsable de la conclusion, de la modification et de la résiliation des rapports de travail des collaborateurs et collaboratrices de l'ABSPF.
d Elle prépare les affaires du conseil de surveillance.
e Elle rend des décisions, dans la mesure où le règlement interne ne délègue pas cette tâche aux collaborateurs et collaboratrices qui lui sont subordonnés.

Organe de révision

Art. 11 [1]L'organe de révision vérifie chaque année

a si les comptes annuels sont conformes aux dispositions légales et aux principes reconnus de présentation des comptes et
b s'il existe un système de contrôle interne.

[2] Il établit un rapport sur le résultat de la révision à l'intention du conseil de surveillance.

Personnel

Art. 12 [1]L'ABSPF engage le directeur ou la directrice ainsi que ses collaborateurs et collaboratrices en principe en application de la législation cantonale bernoise sur le personnel. Le règlement du personnel peut prévoir des dérogations pour des motifs d'ordre économique en ce qui concerne le système de rémunération et la fin des rapports de travail.

[2] Le Conseil-exécutif nomme les membres pour un mandat de quatre ans, reconductible plusieurs fois. Il assure une représentation appropriée des cantons avec lesquels une convention (art. 3, al. 3) a été passée.

[3] Il peut révoquer en tout temps des membres du conseil de surveillance pour de justes motifs.

[4] Le conseil de surveillance se constitue lui-même.

3. Convention de prestations

Art. 9 La convention de prestations conclue avec la direction énonce en particulier les objectifs de prestation et d'effet supérieurs ainsi que les indicateurs y relatifs.

Direction

Art. 10 [1]La direction est l'organe exécutif de l'ABSPF. Elle est placée sous la surveillance du conseil de surveillance et se compose d'un directeur ou d'une directrice.

[2] Elle assume toutes les tâches que la loi ne délègue pas expressément à un autre organe, en particulier les suivantes:

a Elle est responsable du respect de la convention de prestations.
b Elle est responsable de la régularité de la gestion financière et de la comptabilité.
c Elle est responsable de la conclusion, de la modification et de la résiliation des rapports de travail des collaborateurs et collaboratrices de l'ABSPF.
d Elle prépare les affaires du conseil de surveillance.
e Elle rend des décisions, dans la mesure où le règlement interne ne délègue pas cette tâche aux collaborateurs et collaboratrices qui lui sont subordonnés.

Organe de révision

Art. 11 [1]L'organe de révision vérifie chaque année

a si les comptes annuels sont conformes aux dispositions légales et aux principes reconnus de présentation des comptes et
b s'il existe un système de contrôle interne.

[2] La révision ne porte pas sur la gestion des affaires du conseil de surveillance.

[3] L'organe de révision établit un rapport sur le résultat de la révision à l'intention du conseil de surveillance.

Personnel

Art. 12 [1]L'ABSPF engage le directeur ou la directrice ainsi que ses collaborateurs et collaboratrices en principe en application de la législation cantonale bernoise sur le personnel. Le règlement du personnel peut prévoir des dérogations pour des motifs d'ordre économique en ce qui concerne le système de rémunération et la fin des rapports de travail.

[2] Le directeur ou la directrice ne peut déroger à la législation cantonale bernoise sur le personnel dans les domaines mentionnés à l'alinéa 1 qu'avec l'accord du conseil de surveillance.

4. Finances

Emoluments 1. Composition

Art. 13 [1]L'ABSPF perçoit des émoluments pour ses activités au sens de l'article 3. Ils se composent
a d'un émolument annuel de base et
b d'émoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales.

[2] Les émoluments sont fixés par le conseil de surveillance de manière à ce que les recettes qu'ils engendrent, associées aux recettes prévues à l'article 16, couvrent globalement tous les frais de l'ABSPF.

2. Emolument annuel de base

Art. 14 [1]L'ABSPF perçoit un émolument annuel de base de la part des institutions placées sous sa surveillance.

[2] Pour les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance ainsi que pour les fondations au sens de l'article 3, alinéa 1, lettres *b* et *c* et alinéa 3, lettre *b,* l'émolument annuel de base dû se compose
a d'un montant de base fixe unique et
b d'un montant variable, qui se calcule en fonction du total du bilan de l'exercice précédent.

[3] Pour les caisses de compensation pour allocations familiales, l'émolument annuel de base correspond à un montant fixe unique.

[4] L'émolument annuel de base s'élève au maximum à
a 60 000 francs pour les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance;
b 4900 francs pour les fondations selon l'article 3, alinéa 1, lettres *b* et *c* et alinéa 3, lettre *b*;
c 2250 francs pour les caisses de compensation pour allocations familiales.

3. Emoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales

Art. 15 [1]Sont considérées en particulier comme des prestations de services et des activités spéciales
a le prononcé de décisions,
b les investigations liées à des dénonciations à l'autorité de surveillance,
c l'examen de contrats,
d l'examen préalable et l'examen de règlements et d'actes de fondation ainsi que de leurs modifications,
e le prononcé de mesures en vertu du droit de la surveillance.

[2] Le directeur ou la directrice ne peut déroger à la législation cantonale bernoise sur le personnel dans les domaines mentionnés à l'alinéa 1 qu'avec l'accord du conseil de surveillance.

4. Finances

Emoluments 1. Composition

Art. 13 [1]L'ABSPF perçoit des émoluments pour ses activités au sens de l'article 3. Ils se composent
a d'un émolument annuel de base et
b d'émoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales.

[2] Les émoluments sont fixés par le conseil de surveillance de manière à ce que les recettes qu'ils engendrent, associées aux recettes prévues à l'article 16, couvrent globalement tous les frais de l'ABSPF.

2. Emolument annuel de base

Art. 14 [1]L'ABSPF perçoit un émolument annuel de base de la part des institutions placées sous sa surveillance.

[2] Pour les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance ainsi que pour les fondations au sens de l'article 3, alinéa 1, lettres *b* et *c* et alinéa 3, lettre *b,* l'émolument annuel de base dû se compose
a d'un montant de base fixe unique et
b d'un montant variable, qui se calcule en fonction du total du bilan de l'exercice précédent.

[3] Pour les caisses de compensation pour allocations familiales, l'émolument annuel de base correspond à un montant fixe unique.

[4] L'émolument annuel de base s'élève au maximum à
a 60 000 francs pour les institutions de prévoyance et les institutions servant à la prévoyance;
b 4900 francs pour les fondations selon l'article 3, alinéa 1, lettres *b* et *c* et alinéa 3, lettre *b*;
c 2250 francs pour les caisses de compensation pour allocations familiales.

3. Emoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales

Art. 15 [1]Sont considérées en particulier comme des prestations de services et des activités spéciales
a le prononcé de décisions,
b les investigations liées à des dénonciations à l'autorité de surveillance,
c l'examen de contrats,
d l'examen préalable et l'examen de règlements et d'actes de fondation ainsi que de leurs modifications,
e le prononcé de mesures en vertu du droit de la surveillance.

[2] Les émoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales doivent être versés par l'institution placée sous surveillance ou par les tiers qui donnent lieu ou qui recourent à de telles prestations de services ou activités spéciales.

[3] Ils sont calculés en fonction du temps employé. Le montant horaire est de 280 francs au plus.

Taxe de haute surveillance

Art. 16 [1]L'ABSPF perçoit auprès des institutions de prévoyance la part de la taxe annuelle de surveillance qui leur incombe; elle doit verser celle-ci à l'autorité de haute surveillance.

[2] Le montant de la part perçue auprès de chaque institution de prévoyance se calcule conformément à l'article 7, alinéa 1 de l'ordonnance du Conseil fédéral des 10 et 22 juin 2011 sur la surveillance dans la prévoyance professionnelle (OPP 1)[1)].

Fonds de réserve

Art. 17 L'ABSPF dispose d'un fonds de réserve correspondant à son chiffre d'affaires annuel. Il sert le cas échéant à couvrir les pertes et les prétentions en dommages-intérêts.

Présentation des comptes

Art. 18 [1]L'ABSPF dispose d'une comptabilité financière et d'une comptabilité analytique d'exploitation, ainsi que d'une planification financière.

[2] Les comptes annuels sont structurés et tenus conformément aux principes régissant la présentation régulière des comptes. Ils comprennent un bilan, un compte de résultats et une annexe.

5. Dispositions transitoires et dispositions finales

Capital de dotation et prêt

Art. 19 L'ABSPF est tenue de rembourser le capital de dotation et le prêt que le canton lui a accordé en application de l'ancien droit d'ici au 31 décembre 2021 au plus tard.

Alimentation du fonds de réserve

Art. 20 Le fonds de réserve doit être alimenté de manière à ce qu'il atteigne le niveau prévu à l'article 17 d'ici au 31 décembre 2021 au plus tard.

Modification d'actes législatifs

Art. 21 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse (LiCCS):

Art. 6 [1]Inchangé.

[1)] RS 831.435.1

[2] Les émoluments liés aux prestations de services et aux activités spéciales doivent être versés par l'institution placée sous surveillance ou par les tiers qui donnent lieu ou qui recourent à de telles prestations de services ou activités spéciales.

[3] Ils sont calculés en fonction du temps employé. Le montant horaire est de 280 francs au plus.

Taxe de haute surveillance

Art. 16 [1]L'ABSPF perçoit auprès des institutions de prévoyance la part de la taxe annuelle de surveillance qui leur incombe; elle doit verser celle-ci à l'autorité de haute surveillance.

[2] Le montant de la part perçue auprès de chaque institution de prévoyance se calcule conformément à l'article 7, alinéa 1 de l'ordonnance du Conseil fédéral des 10 et 22 juin 2011 sur la surveillance dans la prévoyance professionnelle (OPP 1)[1)].

Fonds de réserve

Art. 17 L'ABSPF dispose d'un fonds de réserve correspondant à son chiffre d'affaires annuel. Il sert le cas échéant à couvrir les pertes et les prétentions en dommages-intérêts.

Présentation des comptes

Art. 18 [1]L'ABSPF dispose d'une comptabilité financière et d'une comptabilité analytique d'exploitation, ainsi que d'une planification financière.

[2] Les comptes annuels sont structurés et tenus conformément aux principes régissant la présentation régulière des comptes. Ils comprennent un bilan, un compte de résultats et une annexe.

5. Dispositions transitoires et dispositions finales

Capital de dotation et prêt

Art. 19 L'ABSPF est tenue de rembourser le capital de dotation et le prêt que le canton lui a accordé en application de l'ancien droit d'ici au 31 décembre 2021 au plus tard.

Alimentation du fonds de réserve

Art. 20 Le fonds de réserve doit être alimenté de manière à ce qu'il atteigne le niveau prévu à l'article 17 d'ici au 31 décembre 2021 au plus tard.

Modification d'actes législatifs

Art. 21 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse (LiCCS):

Art. 6 [1]Inchangé.

[1)] RS 831.435.1

[2] La commune peut transférer à l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF) la surveillance des fondations qui relèvent de sa compétence par leur destination (art. 84 CCS).

[3 et 4]Anciens alinéas 2 et 3.

Art. 9 Le Conseil-exécutif ou la Direction désignée par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations:

CCS

«Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations qui par leur destination relèvent du canton, d'un ou de plusieurs districts ou de plusieurs communes;» est abrogé.

«Art. 85 et 86. Pour modifier l'organisation ou la destination des fondations;» est abrogé.

Art. 20a [1]Inchangé.

[2] Les personnes concernées peuvent attaquer les décisions de l'autorité compétente pour modifier le but ou l'organisation de la fondation au moyen de

a «l'Office des assurances sociales et de la surveillance des fondations» est remplacé par «l'ABSPF»,

b inchangée.

[3] Inchangé.

2. Loi du 11 juin 2008 sur les allocations familiales (LCAFam):

Art. 7 [1]«au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «à l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF)».

[2 et 3]Inchangés.

Art. 10 [1 et 2]Inchangés.

[3] «Le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «L'ABSPF».

[4] «au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «à l'ABSPF».

[5] Inchangé.

[2] La commune peut transférer à l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF) la surveillance des fondations qui relèvent de sa compétence par leur destination (art. 84 CCS).

[3 et 4]Anciens alinéas 2 et 3.

Art. 9 Le Conseil-exécutif ou la Direction désignée par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations:

CCS

«Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations qui par leur destination relèvent du canton, d'un ou de plusieurs districts ou de plusieurs communes;» est abrogé.

«Art. 85 et 86. Pour modifier l'organisation ou la destination des fondations;» est abrogé.

Art. 20a [1]Inchangé.

[2] Les personnes concernées peuvent attaquer les décisions de l'autorité compétente pour modifier le but ou l'organisation de la fondation au moyen de

a «l'Office des assurances sociales et de la surveillance des fondations» est remplacé par «l'ABSPF»,

b inchangée.

[3] Inchangé.

2. Loi du 11 juin 2008 sur les allocations familiales (LCAFam):

Art. 7 [1]«au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «à l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF)».

[2 et 3]Inchangés.

Art. 10 [1 et 2]Inchangés.

[3] «Le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «L'ABSPF».

[4] «au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «à l'ABSPF».

[5] Inchangé.

Art. 18 «au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «à l'ABSPF».

Art. 19 [1]«Le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «L'ABSPF».

[2 et 3]«Il» est remplacé par «Elle».

Art. 28 Abrogé.

Entrée en vigueur **Art. 22** La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2015.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Art. 18 «au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «à l'ABSPF».

Art. 19 [1]«Le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques» est remplacé par «L'ABSPF».

[2 et 3]«Il» est remplacé par «Elle».

Art. 28 Abrogé.

Entrée en vigueur **Art. 22** La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2015.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 12 février 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 4 février 2014

Au nom de la commission,

le président: *Brönnimann*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (Loi sur l'aménagement des eaux, LAE) (Modification)

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Annexe 9

Proposition du Conseil-exécutif

Loi **751.11**
sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux
(Loi sur l'aménagement des eaux, LAE)
(Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE) est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]Inchangé.

[2] L'aménagement des eaux comprend la protection active et la protection passive contre les crues ainsi que la revitalisation.

[3] Inchangé.

Art. 4 [1 et 2]Inchangés.

[3] La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la régulation du débit de l'Aar en aval du lac de Brienz jusqu'à Murgenthal et celle du niveau des eaux des lacs de Brienz, de Thoune et de Bienne. A l'exception du règlement de régulation pour la II[e] correction des eaux du Jura, les règlements de régulation sont édictés sous forme de plan cantonal d'aménagement des eaux.

[4] «le corapport» est remplacé par «les rapports officiels et techniques».

4. Eaux requérant un niveau de coordination élevé

Art. 4a [1]Le Conseil-exécutif désigne les eaux requérant un niveau de coordination élevé par voie d'ordonnance.

[2] Il tient compte en particulier
a de la taille du bassin versant,
b du nombre de communes dans le bassin versant,
c de la surface située dans les zones de danger rouges ou bleues,
d de l'état écomorphologique des eaux,
e des eaux qui ont la propriété de constituer une frontière cantonale sur une longue distance.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi **751.11**
sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux
(Loi sur l'aménagement des eaux, LAE)
(Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE) est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]Inchangé.

[2] L'aménagement des eaux comprend la protection active et la protection passive contre les crues ainsi que la revitalisation.

[3] Inchangé.

Art. 4 [1 et 2]Inchangés.

[3] La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la régulation du débit de l'Aar en aval du lac de Brienz jusqu'à Murgenthal et celle du niveau des eaux des lacs de Brienz, de Thoune et de Bienne. A l'exception du règlement de régulation pour la II[e] correction des eaux du Jura, les règlements de régulation sont édictés sous forme de plan cantonal d'aménagement des eaux.

[4] «le corapport» est remplacé par «les rapports officiels et techniques».

4. Eaux requérant un niveau de coordination élevé

Art. 4a [1]Le Conseil-exécutif désigne les eaux requérant un niveau de coordination élevé par voie d'ordonnance.

[2] Il tient compte en particulier
a de la taille du bassin versant,
b du nombre de communes dans le bassin versant,
c de la surface située dans les zones de danger rouges ou bleues,
d de l'état écomorphologique des eaux,
e des eaux qui ont la propriété de constituer une frontière cantonale sur une longue distance.

Résultat de la première lecture

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (Loi sur l'aménagement des eaux, LAE) (Modification)

751.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE) est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]Inchangé.

[2] L'aménagement des eaux comprend la protection active et la protection passive contre les crues ainsi que la revitalisation.

[3] Inchangé.

Art. 4 [1 et 2]Inchangés.

[3] La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la régulation du débit de l'Aar en aval du lac de Brienz jusqu'à Murgenthal et celle du niveau des eaux des lacs de Brienz, de Thoune et de Bienne. A l'exception du règlement de régulation pour la II[e] correction des eaux du Jura, les règlements de régulation sont édictés sous forme de plan cantonal d'aménagement des eaux.

[4] «le corapport» est remplacé par «les rapports officiels et techniques».

4. Eaux requérant un niveau de coordination élevé

Art. 4a [1]Le Conseil-exécutif désigne les eaux requérant un niveau de coordination élevé par voie d'ordonnance.

[2] Il tient compte en particulier
a de la taille du bassin versant,
b du nombre de communes dans le bassin versant,
c de la surface située dans les zones de danger rouges ou bleues,
d de l'état écomorphologique des eaux,
e des eaux qui ont la propriété de constituer une frontière cantonale sur une longue distance.

Ia. (nouveau) **Garantie de l'espace nécessaire**

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau

Art. 5b (nouveau) [1]Les communes déterminent l'espace réservé aux eaux dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans des plans de quartier conformément au droit fédéral et à l'alinéa 2.

[2] Concernant les cours d'eau pour lesquels le droit fédéral prescrit la détermination d'un espace réservé sans en fixer la largeur minimale, cette dernière doit être de 30 mètres plus la largeur du fond du lit existant, mais au moins de 45 mètres. Pour toute augmentation ou réduction de l'espace réservé aux eaux, le droit fédéral s'applique par analogie.

[3] Les communes peuvent définir dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans leurs plans de quartier quelles parties de l'espace réservé aux eaux sont densément bâties au sens du droit fédéral. En l'absence de définition, il revient au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques de décider si une zone est densément bâtie.

[4] Le droit fédéral et l'article 11 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)[1)] sont déterminants pour l'affectation de l'espace réservé aux eaux.

Acquisition de terrain

Art. 5c (nouveau) Le terrain nécessaire à l'aménagement des eaux est acquis de gré à gré, par voie de remaniement parcellaire ou d'expropriation. Des terrains peuvent être acquis à titre prévisionnel.

Procédure de remaniement parcellaire 1. Conditions et procédures

Art. 5d (nouveau) [1]S'agissant de l'acquisition de terrains, la procédure des améliorations foncières et forestières ou celle de remaniement parcellaire de terrains à bâtir est applicable lorsqu'elle est utile à l'aménagement des eaux ou lorsqu'elle permet que le sol devant servir à l'aménagement des eaux soit utilisé conformément à sa destination première.

1) RSB 721.0

Ia. (nouveau) **Garantie de l'espace nécessaire**

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau

Art. 5b (nouveau) [1]Les communes déterminent l'espace réservé aux eaux dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans des plans de quartier conformément au droit fédéral et à l'alinéa 2.

[2] Concernant les cours d'eau pour lesquels le droit fédéral prescrit la détermination d'un espace réservé sans en fixer la largeur minimale, cette dernière doit être de 30 mètres plus la largeur du fond du lit existant, mais au moins de 45 mètres. Pour toute augmentation ou réduction de l'espace réservé aux eaux, le droit fédéral s'applique par analogie.

[3] Les communes peuvent définir dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans leurs plans de quartier quelles parties de l'espace réservé aux eaux sont densément bâties au sens du droit fédéral. En l'absence de définition, il revient au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques de décider si une zone est densément bâtie.

[4] Le droit fédéral et l'article 11 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)[1)] sont déterminants pour l'affectation de l'espace réservé aux eaux.

Proposition du Conseil-exécutif

Acquisition de terrain

Art. 5c (nouveau) Le terrain nécessaire à l'aménagement des eaux est acquis de gré à gré, par voie de remaniement parcellaire ou d'expropriation. Des terrains peuvent être acquis à titre prévisionnel.

Proposition de la commission

Acquisition de terrain

Art. 5c (nouveau) Le terrain nécessaire à l'aménagement des eaux est acquis de gré à gré, par voie de remaniement parcellaire ou d'expropriation. Des terrains peuvent être acquis à titre prévisionnel. Les surfaces d'assolement doivent être préservées.

Procédure de remaniement parcellaire 1. Conditions et procédures

Art. 5d (nouveau) [1]S'agissant de l'acquisition de terrains, la procédure des améliorations foncières et forestières ou celle de remaniement parcellaire de terrains à bâtir est applicable lorsqu'elle est utile à l'aménagement des eaux ou lorsqu'elle permet que le sol devant servir à l'aménagement des eaux soit utilisé conformément à sa destination première.

1) RSB 721.0

Ia. (nouveau) **Garantie de l'espace nécessaire**

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau

Art. 5b (nouveau) [1]Les communes déterminent l'espace réservé aux eaux dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans des plans de quartier conformément au droit fédéral et à l'alinéa 2.

[2] Concernant les cours d'eau pour lesquels le droit fédéral prescrit la détermination d'un espace réservé sans en fixer la largeur minimale, cette dernière doit être de 30 mètres plus la largeur du fond du lit existant, mais au moins de 45 mètres. Pour toute augmentation ou réduction de l'espace réservé aux eaux, le droit fédéral s'applique par analogie.

[3] Les communes peuvent définir dans leur réglementation fondamentale en matière de construction ou dans leurs plans de quartier quelles parties de l'espace réservé aux eaux sont densément bâties au sens du droit fédéral. En l'absence de définition, il revient au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques de décider si une zone est densément bâtie.

[4] Le droit fédéral et l'article 11 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)[1)] sont déterminants pour l'affectation de l'espace réservé aux eaux.

Proposition du Conseil-exécutif

Acquisition de terrain

Art. 5c (nouveau) Le terrain nécessaire à l'aménagement des eaux est acquis de gré à gré, par voie de remaniement parcellaire ou d'expropriation. Des terrains peuvent être acquis à titre prévisionnel.

Proposition de la commission

Acquisition de terrain

Art. 5c (nouveau) Le terrain nécessaire à l'aménagement des eaux est acquis de gré à gré, par voie de remaniement parcellaire ou d'expropriation. Des terrains peuvent être acquis à titre prévisionnel. Les surfaces d'assolement doivent être préservées.

Procédure de remaniement parcellaire 1. Conditions et procédures

Art. 5d (nouveau) [1]S'agissant de l'acquisition de terrains, la procédure des améliorations foncières et forestières ou celle de remaniement parcellaire de terrains à bâtir est applicable lorsqu'elle est utile à l'aménagement des eaux ou lorsqu'elle permet que le sol devant servir à l'aménagement des eaux soit utilisé conformément à sa destination première.

Acquisition de terrain

Art. 5c (nouveau) Le terrain nécessaire à l'aménagement des eaux est acquis de gré à gré, par voie de remaniement parcellaire ou d'expropriation. Des terrains peuvent être acquis à titre prévisionnel.

[1)] RSB 721.0

2 La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger qu'il soit procédé aux remaniements parcellaires nécessaires à l'aménagement des eaux. Sa demande représente un juste motif au sens de l'article 8, alinéa 1 de la loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF)[1)] pour ordonner d'office la mise en œuvre d'un projet.

3 La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger que
a des immeubles du domaine public soient inclus;
b des réductions équitables de la surface des immeubles compris dans le remaniement parcellaire soient consenties et que le terrain ainsi cédé pour l'aménagement des eaux soit bonifié à sa valeur vénale à l'entreprise de remaniement;
c la plus-value des immeubles résultant de l'aménagement des eaux soit imputée sur l'indemnité.

2. Envoi en possession anticipé

Art. 5e (nouveau) S'il y a lieu de commencer les travaux d'aménagement des eaux avant la clôture de la procédure de remaniement, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger l'envoi en possession anticipé. Avant de se prononcer, les services chargés du remaniement entendent les personnes concernées et prennent les dispositions nécessaires à l'estimation du terrain.

3. Coûts

Art. 5f (nouveau) Les frais supplémentaires occasionnés par le remaniement parcellaire pour l'aménagement des eaux dans les territoires où des remaniements étaient de toute façon nécessaires vont au compte de cet aménagement. Lorsque l'aménagement des eaux entraîne de nouveaux remaniements dans des terrains déjà remaniés ou dans des régions de fermes isolées, les frais en découlant vont dans leur intégralité au compte de l'aménagement.

Détermination de l'indemnité d'expropriation

Art. 5g (nouveau) Si la personne intéressée reconnaît, sur le principe et quant à son ampleur, son obligation de céder sa propriété foncière ou d'y admettre des restrictions, le tribunal compétent en matière d'expropriation peut être saisi pour fixer l'indemnité, même s'il n'existe pas de plan d'aménagement des eaux entré en force.

Art. 6 [1 et 2]Inchangés.

3 L'entretien des eaux comprend
a les opérations de curage,
b inchangée,
c l'entretien et le remplacement de la végétation par des plantes adaptées au milieu,

1) RSB 913.1

2 La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger qu'il soit procédé aux remaniements parcellaires nécessaires à l'aménagement des eaux. Sa demande représente un juste motif au sens de l'article 8, alinéa 1 de la loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF)[1)] pour ordonner d'office la mise en œuvre d'un projet.

3 La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger que
a des immeubles du domaine public soient inclus;
b des réductions équitables de la surface des immeubles compris dans le remaniement parcellaire soient consenties et que le terrain ainsi cédé pour l'aménagement des eaux soit bonifié à sa valeur vénale à l'entreprise de remaniement;
c la plus-value des immeubles résultant de l'aménagement des eaux soit imputée sur l'indemnité.

2. Envoi en possession anticipé

Art. 5e (nouveau) S'il y a lieu de commencer les travaux d'aménagement des eaux avant la clôture de la procédure de remaniement, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger l'envoi en possession anticipé. Avant de se prononcer, les services chargés du remaniement entendent les personnes concernées et prennent les dispositions nécessaires à l'estimation du terrain.

3. Coûts

Art. 5f (nouveau) Les frais supplémentaires occasionnés par le remaniement parcellaire pour l'aménagement des eaux dans les territoires où des remaniements étaient de toute façon nécessaires vont au compte de cet aménagement. Lorsque l'aménagement des eaux entraîne de nouveaux remaniements dans des terrains déjà remaniés ou dans des régions de fermes isolées, les frais en découlant vont dans leur intégralité au compte de l'aménagement.

Détermination de l'indemnité d'expropriation

Art. 5g (nouveau) Si la personne intéressée reconnaît, sur le principe et quant à son ampleur, son obligation de céder sa propriété foncière ou d'y admettre des restrictions, le tribunal compétent en matière d'expropriation peut être saisi pour fixer l'indemnité, même s'il n'existe pas de plan d'aménagement des eaux entré en force.

Art. 6 [1 et 2]Inchangés.

3 L'entretien des eaux comprend
a les opérations de curage,
b inchangée,
c l'entretien et le remplacement de la végétation par des plantes adaptées au milieu,

1) RSB 913.1

[2] La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger qu'il soit procédé aux remaniements parcellaires nécessaires à l'aménagement des eaux. Sa demande représente un juste motif au sens de l'article 8, alinéa 1 de la loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF)[1)] pour ordonner d'office la mise en œuvre d'un projet.

[3] La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger que
a des immeubles du domaine public soient inclus;
b des réductions équitables de la surface des immeubles compris dans le remaniement parcellaire soient consenties et que le terrain ainsi cédé pour l'aménagement des eaux soit bonifié à sa valeur vénale à l'entreprise de remaniement;
c la plus-value des immeubles résultant de l'aménagement des eaux soit imputée sur l'indemnité.

2. Envoi en possession anticipé

Art. 5e (nouveau) S'il y a lieu de commencer les travaux d'aménagement des eaux avant la clôture de la procédure de remaniement, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut exiger l'envoi en possession anticipé. Avant de se prononcer, les services chargés du remaniement entendent les personnes concernées et prennent les dispositions nécessaires à l'estimation du terrain.

3. Coûts

Art. 5f (nouveau) Les frais supplémentaires occasionnés par le remaniement parcellaire pour l'aménagement des eaux dans les territoires où des remaniements étaient de toute façon nécessaires vont au compte de cet aménagement. Lorsque l'aménagement des eaux entraîne de nouveaux remaniements dans des terrains déjà remaniés ou dans des régions de fermes isolées, les frais en découlant vont dans leur intégralité au compte de l'aménagement.

Détermination de l'indemnité d'expropriation

Art. 5g (nouveau) Si la personne intéressée reconnaît, sur le principe et quant à son ampleur, son obligation de céder sa propriété foncière ou d'y admettre des restrictions, la Commission d'estimation en matière d'expropriation peut être saisie pour fixer l'indemnité, même s'il n'existe pas de plan d'aménagement des eaux entré en force.

Art. 6 [1 et 2]Inchangés.

[3] L'entretien des eaux comprend
a les opérations de curage,
b inchangée,
c l'entretien et le remplacement de la végétation par des plantes adaptées au milieu,

[1)] RSB 913.1

d la lutte contre les plantes exotiques invasives sur les berges et les rives,
e l'entretien des berges et des chemins de service,
f l'enlèvement du bois flottant et d'autres matériaux d'obturation s'il est nécessaire à la protection contre les crues.

4 Il incombe au canton de prévenir toute obturation en amont des ouvrages de régulation cantonaux ainsi que de retirer des lacs les grandes quantités de bois flottant, si ces opérations s'imposent pour garantir la protection contre les crues, assurer la navigabilité concessionnée des voies d'eau ou protéger les roselières.

Art. 7 1Inchangé.

2 Les mesures destinées à assurer la protection passive contre les crues sont notamment
a l'information et l'alerte en cas de risque de crues,
b la délimitation des zones de danger et des zones à protéger dans les plans d'affectation,
c les interdictions de construire et les charges imposées pour les ouvrages et installations ou,
d les mesures destinées à la protection de certains objets.

3 Inchangé.

4 Des zones peuvent être désignées comme inondables dans le plan d'aménagement des eaux à condition qu'aucun être humain ni aucun animal ne soit sérieusement menacé et qu'aucun dommage matériel important ne soit redouté, et que
a des mesures actives de protection contre les crues accroissent le risque de manière ciblée ou
b qu'il est renoncé à mettre en œuvre des mesures efficaces et proportionnées de protection active contre les crues afin de ne pas accroître le risque pour les riverains inférieurs.

5 Ne sont pas considérées comme des zones inondables celles dans lesquelles se déverse un volume d'eau dépassant le débit de dimensionnement (surcharge).

6 et 7Anciens alinéas 4 et 5.

Revitalisation

Art. 8 En vertu du droit fédéral, les eaux et les tronçons de cours d'eau ayant subi des altérations doivent être revitalisés. Le canton élabore les bases de planification nécessaires.

Art. 9 1L'obligation d'aménager les eaux englobe l'obligation d'entretenir les eaux, celle de protéger activement contre les crues et celle de revitaliser.

d la lutte contre les plantes exotiques invasives sur les berges et les rives,
e l'entretien des berges et des chemins de service,
f l'enlèvement du bois flottant et d'autres matériaux d'obturation s'il est nécessaire à la protection contre les crues.

4 Il incombe au canton de prévenir toute obturation en amont des ouvrages de régulation cantonaux ainsi que de retirer des lacs les grandes quantités de bois flottant, si ces opérations s'imposent pour garantir la protection contre les crues, assurer la navigabilité concessionnée des voies d'eau ou protéger les roselières.

Art. 7 1Inchangé.

2 Les mesures destinées à assurer la protection passive contre les crues sont notamment
a l'information et l'alerte en cas de risque de crues,
b la délimitation des zones de danger et des zones à protéger dans les plans d'affectation,
c les interdictions de construire et les charges imposées pour les ouvrages et installations ou,
d les mesures destinées à la protection de certains objets.

3 Inchangé.

4 Des zones peuvent être désignées comme inondables dans le plan d'aménagement des eaux à condition qu'aucun être humain ni aucun animal ne soit sérieusement menacé et qu'aucun dommage matériel important ne soit redouté, et que
a des mesures actives de protection contre les crues accroissent le risque de manière ciblée ou
b qu'il est renoncé à mettre en œuvre des mesures efficaces et proportionnées de protection active contre les crues afin de ne pas accroître le risque pour les riverains inférieurs.

5 Ne sont pas considérées comme des zones inondables celles dans lesquelles se déverse un volume d'eau dépassant le débit de dimensionnement (surcharge).

6 et 7Anciens alinéas 4 et 5.

Revitalisation

Art. 8 En vertu du droit fédéral, les eaux et les tronçons de cours d'eau ayant subi des altérations doivent être revitalisés. Le canton élabore les bases de planification nécessaires.

Art. 9 1L'obligation d'aménager les eaux englobe l'obligation d'entretenir les eaux, celle de protéger activement contre les crues et celle de revitaliser.

d la lutte contre les plantes exotiques invasives sur les berges et les rives,
e l'entretien des berges et des chemins de service,
f l'enlèvement du bois flottant et d'autres matériaux d'obturation s'il est nécessaire à la protection contre les crues.

[4] Il incombe au canton de prévenir toute obturation en amont des ouvrages de régulation cantonaux ainsi que de retirer des lacs les grandes quantités de bois flottant, si ces opérations s'imposent pour garantir la protection contre les crues, assurer la navigabilité concessionnée des voies d'eau ou protéger les roselières.

Art. 7 [1]Inchangé.

[2] Les mesures destinées à assurer la protection passive contre les crues sont notamment
a l'information et l'alerte en cas de risque de crues,
b la délimitation des zones de danger et des zones à protéger dans les plans d'affectation,
c les interdictions de construire et les charges imposées pour les ouvrages et installations,
d les mesures destinées à la protection de certains objets.

[3] Inchangé.

[4] Des zones peuvent être désignées comme inondables dans le plan d'aménagement des eaux à condition qu'aucun être humain ni aucun animal ne soit sérieusement menacé et qu'aucun dommage matériel important ne soit redouté, et que
a des mesures actives de protection contre les crues accroissent le risque de manière ciblée ou
b qu'il est renoncé à mettre en œuvre des mesures efficaces et proportionnées de protection active contre les crues afin de ne pas accroître le risque pour les riverains inférieurs.

[5] Ne sont pas considérées comme des zones inondables celles dans lesquelles se déverse un volume d'eau dépassant le débit de dimensionnement (surcharge).

[6 et 7]Anciens alinéas 4 et 5.

Revitalisation

Art. 8 En vertu du droit fédéral, les eaux et les tronçons de cours d'eau ayant subi des altérations doivent être revitalisés. Le canton élabore les bases de planification nécessaires.

Art. 9 [1]L'obligation d'aménager les eaux englobe l'obligation d'entretenir les eaux, celle de protéger activement contre les crues et celle de revitaliser.

2 Elle incombe
a inchangée;
b au propriétaire du bien-fonds riverain ou au titulaire du droit de superficie (riverain des lacs) pour les lacs, à l'exception de l'obligation de revitaliser, les revitalisations étant quant à elles du ressort des communes.

3 L'obligation d'aménager les eaux incombe au canton
a et *b* inchangées;
c sur l'Aar à partir de Räterichsboden.

4 «corapport» est remplacé par «rapport technique du service compétent».

5 Inchangé.

Art. 11 1 et 2 Inchangés.

3 Abrogé.

Coopération en présence de plan directeur des eaux

Art. 11a (nouveau) 1 Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut, sur requête d'une commune ou d'une corporation de digues, ou d'office, fixer un délai aux communes situées dans le périmètre d'un plan directeur des eaux selon l'article 16, afin qu'elles élaborent les bases d'une forme appropriée de coopération.

2 Si aucun contrat de coopération ou règlement approprié n'est soumis au service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie dans le délai imparti, celle-ci peut contraindre les communes à coopérer. Elle définit
a les communes concernées par la coopération,
b le contenu et la forme juridique de la coopération,
c les grandes lignes de l'organisation et du financement.

3 La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie sollicite le rapport technique de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. La participation des communes est garantie.

Ouvrages hydrauliques sur terrains de tiers

Art. 14a (nouveau) Tout propriétaire foncier répondant du dommage causé par un ouvrage hydraulique au sens de l'article 58 du Code des obligations (CO)[1)] peut faire recours contre les assujettis à l'aménagement des eaux ou à l'exécution de l'ouvrage.

1) RS 220

2 Elle incombe
a inchangée;
b au propriétaire du bien-fonds riverain ou au titulaire du droit de superficie (riverain des lacs) pour les lacs, à l'exception de l'obligation de revitaliser, les revitalisations étant quant à elles du ressort des communes.

3 L'obligation d'aménager les eaux incombe au canton
a et *b* inchangées;
c sur l'Aar à partir de Räterichsboden.

4 «corapport» est remplacé par «rapport technique du service compétent».

5 Inchangé.

Art. 11 1 et 2 Inchangés.

3 Abrogé.

Coopération en présence de plan directeur des eaux

Art. 11a (nouveau) 1 Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut, sur requête d'une commune ou d'une corporation de digues, ou d'office, fixer un délai aux communes situées dans le périmètre d'un plan directeur des eaux selon l'article 16, afin qu'elles élaborent les bases d'une forme appropriée de coopération.

2 Si aucun contrat de coopération ou règlement approprié n'est soumis au service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie dans le délai imparti, celle-ci peut contraindre les communes à coopérer. Elle définit
a les communes concernées par la coopération,
b le contenu et la forme juridique de la coopération,
c les grandes lignes de l'organisation et du financement.

3 La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie sollicite le rapport technique de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. La participation des communes est garantie.

Ouvrages hydrauliques sur terrains de tiers

Art. 14a (nouveau) Tout propriétaire foncier répondant du dommage causé par un ouvrage hydraulique au sens de l'article 58 du Code des obligations (CO)[1)] peut faire recours contre les assujettis à l'aménagement des eaux ou à l'exécution de l'ouvrage.

1) RS 220

[2] Elle incombe
a inchangée;
b au propriétaire du bien-fonds riverain ou au titulaire du droit de superficie (riverain des lacs) pour les lacs, à l'exception de l'obligation de revitaliser, les revitalisations étant quant à elles du ressort des communes.

[3] L'obligation d'aménager les eaux incombe au canton
a et *b* inchangées;
c sur l'Aar à partir de Räterichsboden.

[4] «corapport» est remplacé par «rapport technique du service compétent».

[5] Inchangé.

Art. 11 [1 et 2]Inchangés.

[3] Abrogé.

Coopération en présence de plan directeur des eaux

Art. 11a (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut, sur requête d'une commune ou d'une corporation de digues, ou d'office, fixer un délai aux communes situées dans le périmètre d'un plan directeur des eaux selon l'article 16, afin qu'elles élaborent les bases d'une forme appropriée de coopération.

[2] Si aucun contrat de coopération ou règlement approprié n'est soumis au service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie dans le délai imparti, celle-ci peut contraindre les communes à coopérer. Elle définit
a les communes concernées par la coopération,
b le contenu et la forme juridique de la coopération,
c les grandes lignes de l'organisation et du financement.

[3] La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie sollicite le rapport technique de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. La participation des communes est garantie.

Ouvrages hydrauliques sur terrains de tiers

Art. 14a (nouveau) Tout propriétaire foncier répondant du dommage causé par un ouvrage hydraulique au sens de l'article 58 du Code des obligations (CO)[1)] peut faire recours contre les assujettis à l'aménagement des eaux ou à l'exécution de l'ouvrage.

[1)] RS 220

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 15 [1]La protection contre les crues doit en premier lieu être assurée par l'entretien des eaux et par des mesures passives de protection. Si cela n'est pas possible, il convient d'adopter des mesures actives de protection contre les crues propres à ramener le risque à un niveau acceptable. L'opportunité des mesures doit être évaluée en fonction de leurs répercussions sur le bassin versant.

[2] En ce qui concerne les eaux et les zones à proximité, les principes suivants doivent en outre si possible être respectés:
a les eaux doivent être maintenues dans un état naturel ou aménagées d'une manière proche du naturel, ou encore, revitalisées;
b inchangée;
c les objectifs de projet sont définis en fonction du risque et des coûts;
d à *i* inchangées;
k les principes du développement durable doivent être respectés.

Art. 16 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif édicte un plan directeur des eaux qui requièrent un niveau de coordination élevé. En présence de syndicats d'aménagement des eaux ou de corporations de digues, il peut leur transmettre cette obligation.

[3] Il peut édicter des plans directeurs pour d'autres eaux, si l'appréciation de l'opportunité des activités relevant de l'aménagement des eaux, la coordination de ces activités dans une région assez étendue ou d'autres motifs l'exigent.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 17 [1]Inchangé.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission 12

Art. 15 [1]La protection contre les crues doit en premier lieu être assurée par l'entretien des eaux et par des mesures passives de protection. Si cela n'est pas possible, il convient d'adopter des mesures actives de protection contre les crues propres à ramener le risque à un niveau acceptable. L'opportunité des mesures doit être évaluée en fonction de leurs répercussions sur le bassin versant.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] En ce qui concerne les eaux et les zones à proximité, les principes suivants doivent en outre si possible être respectés:
a les eaux doivent être maintenues dans un état naturel ou aménagées d'une manière proche du naturel, ou encore, revitalisées;
b inchangée;
c les objectifs de projet sont définis en fonction du risque et des coûts;
d à *i* inchangées;
k les principes du développement durable doivent être respectés;
l les surfaces d'assolement doivent être préservées.

Proposition de la commission

[2] En ce qui concerne les eaux et les zones à proximité, les principes suivants doivent en outre si possible être respectés:
a les eaux doivent être maintenues dans un état naturel ou aménagées d'une manière proche du naturel, ou encore, revitalisées;
b inchangée;
c les objectifs de projet sont définis en fonction du risque et des coûts;
d à *i* inchangées;
k les principes du développement durable doivent être respectés.

Art. 16 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif édicte un plan directeur des eaux qui requièrent un niveau de coordination élevé. En présence de syndicats d'aménagement des eaux ou de corporations de digues, il peut leur transmettre cette obligation.

[3] Il peut édicter des plans directeurs pour d'autres eaux, si l'appréciation de l'opportunité des activités relevant de l'aménagement des eaux, la coordination de ces activités dans une région assez étendue ou d'autres motifs l'exigent.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 17 [1]Inchangé.

Art. 15 [1]La protection contre les crues doit en premier lieu être assurée par l'entretien des eaux et par des mesures passives de protection. Si cela n'est pas possible, il convient d'adopter des mesures actives de protection contre les crues propres à ramener le risque à un niveau acceptable. L'opportunité des mesures doit être évaluée en fonction de leurs répercussions sur le bassin versant.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] En ce qui concerne les eaux et les zones à proximité, les principes suivants doivent en outre si possible être respectés:
a les eaux doivent être maintenues dans un état naturel ou aménagées d'une manière proche du naturel, ou encore, revitalisées;
b inchangée;
c les objectifs de projet sont définis en fonction du risque et des coûts;
d à *i* inchangées;
k les principes du développement durable doivent être respectés;
l les surfaces d'assolement doivent être préservées.

Proposition de la commission

[2] En ce qui concerne les eaux et les zones à proximité, les principes suivants doivent en outre si possible être respectés:
a les eaux doivent être maintenues dans un état naturel ou aménagées d'une manière proche du naturel, ou encore, revitalisées;
b inchangée;
c les objectifs de projet sont définis en fonction du risque et des coûts;
d à *i* inchangées;
k les principes du développement durable doivent être respectés.

Art. 16 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif édicte un plan directeur des eaux qui requièrent un niveau de coordination élevé. En présence de syndicats d'aménagement des eaux ou de corporations de digues, il peut leur transmettre cette obligation.

[3] Il peut édicter des plans directeurs pour d'autres eaux, si l'appréciation de l'opportunité des activités relevant de l'aménagement des eaux, la coordination de ces activités dans une région assez étendue ou d'autres motifs l'exigent.

[4] Ancien alinéa 3.

Art. 17 [1]Inchangé.

l les surfaces d'assolement doivent être préservées.

Art. 16

[2] Le Conseil-exécutif édicte un plan directeur des eaux qui requièrent un niveau de coordination élevé, dans la mesure où il n'existe encore aucune planification directrice supracommunale pour celles-ci. En présence de syndicats d'aménagement des eaux ou de corporations de digues, il peut leur transmettre cette obligation.

2 Il peut notamment désigner
a l'espace réservé aux eaux ainsi que les tronçons de cours d'eau et les rives qui doivent être maintenus dans un état naturel, aménagés d'une manière proche du naturel ou revitalisés;
b à *d* inchangées;
e le degré de sécurité devant être atteint grâce aux mesures de protection contre les crues (objectifs de projet);
f inchangée;
g les principes de l'entretien des eaux;
h à *k* inchangées;
l les zones appelant des formes précises de coopération;
m la manière de répartir les coûts entre les communes;
n la classification des eaux du point de vue de l'utilisation de la force hydraulique (stratégie de l'eau).

Art. 18 1 à 3 Inchangés.

4 Si un syndicat d'aménagement des eaux ou une corporation de digues édicte un plan directeur des eaux, la procédure selon les articles 58 ss LC[1)] s'applique par analogie. Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est l'autorité qui procède à l'examen préalable et approuve le plan.

Art. 31 1 à 4 Inchangés.

5 S'il y a péril en la demeure, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut ordonner qu'il soit renoncé à la tenue de pourparlers de conciliation. Dans ce cas, la durée du dépôt public, le délai d'opposition et le délai de recours sont de dix jours. La décision du service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie de mener la procédure accélérée ne peut pas être contestée séparément.

Art. 34 «le corapport des services administratifs cantonaux concernés» est remplacé par «les rapports officiels et techniques des unités administratives compétentes».

Principe

Art. 36 1 Toute personne assujettie à l'obligation d'aménager les eaux prend en charge les coûts, dans la mesure où les articles ci-après n'en disposent pas autrement.

2 Les riverains des lacs et les concessionnaires ne reçoivent aucune subvention pour les mesures de protection contre les crues et d'entretien des eaux.

1) RSB 721.0

2 Il peut notamment désigner
a l'espace réservé aux eaux ainsi que les tronçons de cours d'eau et les rives qui doivent être maintenus dans un état naturel, aménagés d'une manière proche du naturel ou revitalisés;
b à *d* inchangées;
e le degré de sécurité devant être atteint grâce aux mesures de protection contre les crues (objectifs de projet);
f inchangée;
g les principes de l'entretien des eaux;
h à *k* inchangées;
l les zones appelant des formes précises de coopération;
m la manière de répartir les coûts entre les communes;
n la classification des eaux du point de vue de l'utilisation de la force hydraulique (stratégie de l'eau).

Art. 18 1 à 3 Inchangés.

4 Si un syndicat d'aménagement des eaux ou une corporation de digues édicte un plan directeur des eaux, la procédure selon les articles 58 ss LC[1)] s'applique par analogie. Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est l'autorité qui procède à l'examen préalable et approuve le plan.

Art. 31 1 à 4 Inchangés.

5 S'il y a péril en la demeure, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut ordonner qu'il soit renoncé à la tenue de pourparlers de conciliation. Dans ce cas, la durée du dépôt public, le délai d'opposition et le délai de recours sont de dix jours. La décision du service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie de mener la procédure accélérée ne peut pas être contestée séparément.

Art. 34 «le corapport des services administratifs cantonaux concernés» est remplacé par «les rapports officiels et techniques des unités administratives compétentes».

Principe

Art. 36 1 Toute personne assujettie à l'obligation d'aménager les eaux prend en charge les coûts, dans la mesure où les articles ci-après n'en disposent pas autrement.

2 Les riverains des lacs et les concessionnaires ne reçoivent aucune subvention pour les mesures de protection contre les crues et d'entretien des eaux.

1) RSB 721.0

[2] Il peut notamment désigner
a l'espace réservé aux eaux ainsi que les tronçons de cours d'eau et les rives qui doivent être maintenus dans un état naturel, aménagés d'une manière proche du naturel ou revitalisés;
b à *d* inchangées;
e le degré de sécurité devant être atteint grâce aux mesures de protection contre les crues (objectifs de projet);
f inchangée;
g les principes de l'entretien des eaux;
h à *k* inchangées;
l les zones appelant des formes précises de coopération;
m la manière de répartir les coûts entre les communes;
n la classification des eaux du point de vue de l'utilisation de la force hydraulique (stratégie de l'eau).

Art. 18 [1 à 3]Inchangés.

[4] Si un syndicat d'aménagement des eaux ou une corporation de digues édicte un plan directeur des eaux, la procédure selon les articles 58 ss de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)[1)] s'applique par analogie. Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est l'autorité qui procède à l'examen préalable et approuve le plan.

Art. 31 [1 à 4]Inchangés.

[5] S'il y a péril en la demeure, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut ordonner qu'il soit renoncé à la tenue de pourparlers de conciliation. Dans ce cas, la durée du dépôt public, le délai d'opposition et le délai de recours sont de dix jours. La décision du service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie de mener la procédure accélérée ne peut pas être contestée séparément.

Art. 34 «le corapport des services administratifs cantonaux concernés» est remplacé par «les rapports officiels et techniques des unités administratives compétentes».

Principe

Art. 36 [1]Toute personne assujettie à l'obligation d'aménager les eaux prend en charge les coûts, dans la mesure où les articles ci-après n'en disposent pas autrement.

[2] Les riverains des lacs et les concessionnaires ne reçoivent aucune subvention pour les mesures de protection contre les crues et d'entretien des eaux.

[1)] RSB 721.0

Cours d'eau pour lesquels les communes sont assujetties à l'obligation d'aménager les eaux
1. Entretien des eaux

Art. 37 [1]Le canton verse des subventions à hauteur de 33 pour cent pour les frais des communes engendrés par l'entretien majeur des eaux. Le Conseil-exécutif définit l'entretien majeur.

[2] La subvention du canton peut être réduite équitablement si les frais en faveur desquels elle est allouée sont dus au fait que l'entretien des eaux a été négligé.

2. Mesures de protection contre les crues et de revitalisation

Art. 37a (nouveau) [1]Le canton peut allouer des subventions pour la réalisation de mesures de protection contre les crues ou de revitalisation auxquelles la Confédération alloue des contributions. Le Conseil-exécutif définit les coûts imputables.

[2] Les subventions correspondent à
a 60 pour cent au plus des coûts imputables pour la construction, la réfection et le remplacement des ouvrages et installations de protection, l'installation et l'exploitation de stations de mesure et la mise en place de systèmes techniques d'alerte préliminaire,
b 90 pour cent au plus des coûts imputables pour l'établissement de documents de base sur les dangers, notamment de cartes des dangers,
c 95 pour cent au plus des coûts imputables pour les revitalisations et les revitalisations combinées avec la construction ou le remplacement d'ouvrages de protection au sens de la lettre *a.*

[3] Un supplément maximal de 20 pour cent des coûts imputables peut être alloué à des projets particulièrement efficaces bénéficiant d'une subvention en vertu de l'alinéa 2, lettre *a*.

[4] Le Conseil-exécutif donne la promesse de subventionnement. Les dépenses liées à des travaux d'urgence sont approuvées par le Conseil-exécutif et ne sont soumises ni à l'autorisation de dépenses du Grand Conseil, ni à la votation facultative. Un crédit budgétaire n'est pas absolument nécessaire pour ces dépenses.

[5] La subvention n'est pas exigible, tant que les crédits budgétaires requis n'ont pas été débloqués et que l'exécution de la mesure n'a pas débuté.

[6] L'exécution de la mesure pour laquelle une subvention est demandée ne doit pas débuter avant la promesse de subventionnement. L'article 33 est réservé. L'autorisation de procéder à l'exécution anticipée n'équivaut pas à une promesse de subventionnement.

[7] En cas d'événements extraordinaires grevant excessivement une commune, le Conseil-exécutif peut augmenter équitablement le montant de la subvention.

Cours d'eau pour lesquels les communes sont assujetties à l'obligation d'aménager les eaux
1. Entretien des eaux

Art. 37 [1]Le canton verse des subventions à hauteur de 33 pour cent pour les frais des communes engendrés par l'entretien majeur des eaux. Le Conseil-exécutif définit l'entretien majeur.

[2] La subvention du canton peut être réduite équitablement si les frais en faveur desquels elle est allouée sont dus au fait que l'entretien des eaux a été négligé.

2. Mesures de protection contre les crues et de revitalisation

Art. 37a (nouveau) [1]Le canton peut allouer des subventions pour la réalisation de mesures de protection contre les crues ou de revitalisation auxquelles la Confédération alloue des contributions. Le Conseil-exécutif définit les coûts imputables.

[2] Les subventions correspondent à
a 60 pour cent au plus des coûts imputables pour la construction, la réfection et le remplacement des ouvrages et installations de protection, l'installation et l'exploitation de stations de mesure et la mise en place de systèmes techniques d'alerte préliminaire,
b 90 pour cent au plus des coûts imputables pour l'établissement de documents de base sur les dangers, notamment de cartes des dangers,
c 95 pour cent au plus des coûts imputables pour les revitalisations et les revitalisations combinées avec la construction ou le remplacement d'ouvrages de protection au sens de la lettre *a.*

[3] Un supplément maximal de 20 pour cent des coûts imputables peut être alloué à des projets particulièrement efficaces bénéficiant d'une subvention en vertu de l'alinéa 2, lettre *a*.

[4] Le Conseil-exécutif donne la promesse de subventionnement. Les dépenses liées à des travaux d'urgence sont approuvées par le Conseil-exécutif et ne sont soumises ni à l'autorisation de dépenses du Grand Conseil, ni à la votation facultative. Un crédit budgétaire n'est pas absolument nécessaire pour ces dépenses.

[5] La subvention n'est pas exigible, tant que les crédits budgétaires requis n'ont pas été débloqués et que l'exécution de la mesure n'a pas débuté.

[6] L'exécution de la mesure pour laquelle une subvention est demandée ne doit pas débuter avant la promesse de subventionnement. L'article 33 est réservé. L'autorisation de procéder à l'exécution anticipée n'équivaut pas à une promesse de subventionnement.

[7] En cas d'événements extraordinaires grevant excessivement une commune, le Conseil-exécutif peut augmenter équitablement le montant de la subvention.

Cours d'eau pour lesquels les communes sont assujetties à l'obligation d'aménager les eaux
1. Entretien des eaux

Art. 37 [1]Le canton verse des subventions à hauteur de 33 pour cent pour les frais des communes engendrés par l'entretien majeur des eaux. Le Conseil-exécutif définit l'entretien majeur.

[2] La subvention du canton peut être réduite équitablement si les frais en faveur desquels elle est allouée sont dus au fait que l'entretien des eaux a été négligé.

2. Mesures de protection contre les crues et de revitalisation

Art. 37a (nouveau) [1]Le canton peut allouer des subventions pour la réalisation de mesures de protection contre les crues ou de revitalisation auxquelles la Confédération alloue des contributions. Le Conseil-exécutif définit les coûts imputables.

[2] Les subventions correspondent à
a 60 pour cent au plus des coûts imputables pour la construction, la réfection et le remplacement des ouvrages et installations de protection, l'installation et l'exploitation de stations de mesure et la mise en place de systèmes techniques d'alerte préliminaire,
b 90 pour cent au plus des coûts imputables pour l'établissement de documents de base sur les dangers, notamment de cartes des dangers,
c 95 pour cent au plus des coûts imputables pour les revitalisations et les revitalisations combinées avec la construction ou le remplacement d'ouvrages de protection au sens de la lettre *a*.

[3] Un supplément maximal de 20 pour cent des coûts imputables peut être alloué à des projets particulièrement efficaces bénéficiant d'une subvention en vertu de l'alinéa 2, lettre *a*.

[4] Le Conseil-exécutif donne la promesse de subventionnement. Les dépenses liées à des travaux d'urgence sont approuvées par le Conseil-exécutif et ne sont soumises ni à l'autorisation de dépenses du Grand Conseil, ni à la votation facultative. Un crédit budgétaire n'est pas absolument nécessaire pour ces dépenses.

[5] La subvention n'est pas exigible, tant que les crédits budgétaires requis n'ont pas été débloqués et que l'exécution de la mesure n'a pas débuté.

[6] L'exécution de la mesure pour laquelle une subvention est demandée ne doit pas débuter avant la promesse de subventionnement. L'article 33 est réservé. L'autorisation de procéder à l'exécution anticipée n'équivaut pas à une promesse de subventionnement.

[7] En cas d'événements extraordinaires grevant excessivement une commune, le Conseil-exécutif peut augmenter équitablement le montant de la subvention.

3. Eaux avec plan directeur

Art. 37b (nouveau) [1]Le canton prend en charge 75 pour cent des coûts des plans directeurs au sens de l'article 16. Les frais restants sont à la charge des communes situées dans le périmètre du plan directeur. Ils sont répartis entre les communes en fonction de leur nombre d'habitants.

[2] Les communes répartissent entre elles les coûts des mesures prescrites par le plan directeur. Si elles ne parviennent pas à se mettre d'accord, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie détermine la clé de répartition des frais compte tenu des avantages que les communes retirent de ces mesures. Pour ce faire, il peut prendre en compte les clés de répartition qui étaient applicables entre les communes concernées dans le cadre d'autres projets de protection contre les crues.

4. Compensation d'avantages particuliers

Art. 37c (nouveau) Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut contraindre une commune à verser des contributions équitables pour les coûts d'aménagement des eaux à une autre commune ou à l'assujetti à l'exécution de cette commune, si un aménagement hydraulique est particulièrement profitable à la commune, en particulier si

a grâce à l'aménagement du cours supérieur ou du cours inférieur, elle peut s'abstenir, en tout ou en grande partie, de procéder elle-même à des aménagements hydrauliques, ou

b si elle peut modifier considérablement le débit d'un émissaire.

Eaux des I^re^ et II^e^ corrections des eaux du Jura

Art. 38 Sur décision de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, les coûts qu'entraîne pour le canton l'entretien courant du réseau des canaux des I^re^ et II^e^ corrections des eaux du Jura sont mis pour moitié à la charge des communes riveraines et bénéficiaires. Le Conseil-exécutif fixe une clé de répartition qui tient compte de l'utilité et de la longueur des tronçons concernés ainsi que du nombre d'habitants des communes. Les frais des renouvellements globaux des systèmes de canaux font l'objet d'une réglementation spéciale.

Aar à partir de Räterichsboden

Art. 38a (nouveau) [1]Les coûts qu'entraîne pour le canton l'obligation d'aménager les eaux de l'Aar sont répartis entre le canton et les communes riveraines. Font exception les coûts du plan directeur que le canton supporte seul.

[2] Le canton assume les coûts à concurrence du montant des subventions selon l'article 37, alinéa 1 et l'article 37a. Chaque commune prend en charge les frais qui restent après déduction des subventions cantonales pour les mesures exécutées sur son territoire.

3. Eaux avec plan directeur

Art. 37b (nouveau) [1]Le canton prend en charge 75 pour cent des coûts des plans directeurs au sens de l'article 16. Les frais restants sont à la charge des communes situées dans le périmètre du plan directeur. Ils sont répartis entre les communes en fonction de leur nombre d'habitants.

[2] Les communes répartissent entre elles les coûts des mesures prescrites par le plan directeur. Si elles ne parviennent pas à se mettre d'accord, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie détermine la clé de répartition des frais compte tenu des avantages que les communes retirent de ces mesures. Pour ce faire, il peut prendre en compte les clés de répartition qui étaient applicables entre les communes concernées dans le cadre d'autres projets de protection contre les crues.

4. Compensation d'avantages particuliers

Art. 37c (nouveau) Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut contraindre une commune à verser des contributions équitables pour les coûts d'aménagement des eaux à une autre commune ou à l'assujetti à l'exécution de cette commune, si un aménagement hydraulique est particulièrement profitable à la commune, en particulier si

a grâce à l'aménagement du cours supérieur ou du cours inférieur, elle peut s'abstenir, en tout ou en grande partie, de procéder elle-même à des aménagements hydrauliques, ou

b si elle peut modifier considérablement le débit d'un émissaire.

Eaux des I^re^ et II^e^ corrections des eaux du Jura

Art. 38 Sur décision de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, les coûts qu'entraîne pour le canton l'entretien courant du réseau des canaux des I^re^ et II^e^ corrections des eaux du Jura sont mis pour moitié à la charge des communes riveraines et bénéficiaires. Le Conseil-exécutif fixe une clé de répartition qui tient compte de l'utilité et de la longueur des tronçons concernés ainsi que du nombre d'habitants des communes. Les frais des renouvellements globaux des systèmes de canaux font l'objet d'une réglementation spéciale.

Aar à partir de Räterichsboden

Art. 38a (nouveau) [1]Les coûts qu'entraîne pour le canton l'obligation d'aménager les eaux de l'Aar sont répartis entre le canton et les communes riveraines. Font exception les coûts du plan directeur que le canton supporte seul.

[2] Le canton assume les coûts à concurrence du montant des subventions selon l'article 37, alinéa 1 et l'article 37a. Chaque commune prend en charge les frais qui restent après déduction des subventions cantonales pour les mesures exécutées sur son territoire.

3. Eaux avec plan directeur

Art. 37b (nouveau) [1]Le canton prend en charge 75 pour cent des coûts des plans directeurs au sens de l'article 16. Les frais restants sont à la charge des communes situées dans le périmètre du plan directeur. Ils sont répartis entre les communes en fonction de leur nombre d'habitants.

[2] Les communes répartissent entre elles les coûts des mesures prescrites par le plan directeur. Si elles ne parviennent pas à se mettre d'accord, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie détermine la clé de répartition des frais compte tenu des avantages que les communes retirent de ces mesures. Pour ce faire, il peut prendre en compte les clés de répartition qui étaient applicables entre les communes concernées dans le cadre d'autres projets de protection contre les crues.

4. Compensation d'avantages particuliers

Art. 37c (nouveau) Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut contraindre une commune à verser des contributions équitables pour les coûts d'aménagement des eaux à une autre commune ou à l'assujetti à l'exécution de cette commune, si un aménagement hydraulique est particulièrement profitable à la commune, en particulier si

a grâce à l'aménagement du cours supérieur ou du cours inférieur, elle peut s'abstenir, en tout ou en grande partie, de procéder elle-même à des aménagements hydrauliques, ou

b si elle peut modifier considérablement le débit d'un émissaire.

Eaux des I^re^ et II^e^ corrections des eaux du Jura

Art. 38 Sur décision de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, les coûts qu'entraîne pour le canton l'entretien courant du réseau des canaux des I^re^ et II^e^ corrections des eaux du Jura sont mis pour moitié à la charge des communes riveraines et bénéficiaires. Le Conseil-exécutif fixe une clé de répartition qui tient compte de l'utilité et de la longueur des tronçons concernés ainsi que du nombre d'habitants des communes. Les frais des renouvellements globaux des systèmes de canaux font l'objet d'une réglementation spéciale.

Aar à partir de Räterichsboden

Art. 38a (nouveau) [1]Les coûts qu'entraîne pour le canton l'obligation d'aménager les eaux de l'Aar sont répartis entre le canton et les communes riveraines. Font exception les coûts du plan directeur que le canton supporte seul.

[2] Le canton assume les coûts à concurrence du montant des subventions selon l'article 37, alinéa 1 et l'article 37a. Chaque commune prend en charge les frais qui restent après déduction des subventions cantonales pour les mesures exécutées sur son territoire.

Indemnités versées aux personnes lésées dans les zones inondables

Art. 39 [1 à 4]Inchangés.

[5] La commune, le syndicat de communes ou la corporation de digues rembourse au canton 33 pour cent de l'indemnité versée aux personnes lésées dans les zones inondables. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe le montant par voie de décision.

Frais supplémentaires suite à l'utilisation des eaux

Art. 40 Si une installation d'utilisation des eaux augmente le coût de l'entretien ou de l'aménagement des eaux, les frais supplémentaires sont mis à la charge du concessionnaire. Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe le montant par voie de décision.

Contribution des propriétaires fonciers

Art. 41 Inchangé.

Corporations de digues

Art. 42 Inchangé.

Art. 48 [1]«dans les zones riveraines protégées» est remplacé par «dans l'espace réservé aux eaux»

[2] Inchangé.

[3] Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie accorde l'autorisation, à moins que le projet ne porte atteinte aux eaux, à leur entretien ou à leur aménagement.

[4 à 6]Inchangés.

Art. 49 [1]Inchangé.

[2] Pour l'extraction de gravier dans les eaux à des fins commerciales, une taxe d'utilisation de 5 à 15 francs par mètre cube est perçue. Le montant est fixé en tenant compte de l'intérêt public à l'extraction de matériau et de son importance économique pour le ou la titulaire de l'autorisation.

[3 et 4]Inchangés.

Art. 51 [1]Inchangé.

[2] «article 11, alinéa 3» est remplacé par «article 11a, alinéa 2».

[3] Inchangé.

Indemnités versées aux personnes lésées dans les zones inondables

Art. 39 [1 à 4]Inchangés.

[5] La commune, le syndicat de communes ou la corporation de digues rembourse au canton 33 pour cent de l'indemnité versée aux personnes lésées dans les zones inondables. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe le montant par voie de décision.

Frais supplémentaires suite à l'utilisation des eaux

Art. 40 Si une installation d'utilisation des eaux augmente le coût de l'entretien ou de l'aménagement des eaux, les frais supplémentaires sont mis à la charge du concessionnaire. Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe le montant par voie de décision.

Contribution des propriétaires fonciers

Art. 41 Inchangé.

Corporations de digues

Art. 42 Inchangé.

Art. 48 [1]«dans les zones riveraines protégées» est remplacé par «dans l'espace réservé aux eaux»

[2] Inchangé.

[3] Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie accorde l'autorisation, à moins que le projet ne porte atteinte aux eaux, à leur entretien ou à leur aménagement.

[4 à 6]Inchangés.

Art. 49 [1]Inchangé.

[2] Pour l'extraction de gravier dans les eaux à des fins commerciales, une taxe d'utilisation de 5 à 15 francs par mètre cube est perçue. Le montant est fixé en tenant compte de l'intérêt public à l'extraction de matériau et de son importance économique pour le ou la titulaire de l'autorisation.

[3 et 4]Inchangés.

Art. 51 [1]Inchangé.

[2] «article 11, alinéa 3» est remplacé par «article 11a, alinéa 2».

[3] Inchangé.

Indemnités versées aux personnes lésées dans les zones inondables

Art. 39 [1 à 4]Inchangés.

[5] La commune, le syndicat de communes ou la corporation de digues rembourse au canton 33 pour cent de l'indemnité versée aux personnes lésées dans les zones inondables. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe le montant par voie de décision.

Frais supplémentaires suite à l'utilisation des eaux

Art. 40 Si une installation d'utilisation des eaux augmente le coût de l'entretien ou de l'aménagement des eaux, les frais supplémentaires sont mis à la charge du concessionnaire. Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe le montant par voie de décision.

Contribution des propriétaires fonciers

Art. 41 Inchangé.

Corporations de digues

Art. 42 Inchangé.

Art. 48 [1]«dans les zones riveraines protégées» est remplacé par «dans l'espace réservé aux eaux»

[2] Inchangé.

[3] Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie accorde l'autorisation, à moins que le projet ne porte atteinte aux eaux, à leur entretien ou à leur aménagement.

[4 à 6]Inchangés.

Art. 49 [1]Inchangé.

[2] Pour l'extraction de gravier dans les eaux à des fins commerciales, une taxe d'utilisation de 5 à 15 francs par mètre cube est perçue. Le montant est fixé en tenant compte de l'intérêt public à l'extraction de matériau et de son importance économique pour le ou la titulaire de l'autorisation.

[3 et 4]Inchangés.

Art. 51 [1]Inchangé.

[2] «article 11, alinéa 3» est remplacé par «article 11a, alinéa 2».

[3] Inchangé.

Proposition de la Commission de rédaction

Art. 63 «l'article 37, 5e alinéa» est remplacé par «l'article 40».

Contributions au sens de l'article 37c

Art. 64 L'article 37c est applicable aux zones à bâtir qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas encore bâties ou ne le sont que pour une part négligeable, et dont la construction nécessitera des aménagements hydrauliques sur l'émissaire.

Art. 64a Abrogé.

La modification des articles 35, alinéas 2, 3 et 4 et 49, alinéas 1 et 3 ne concerne que le texte allemand.

II.

La loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC) est modifiée comme suit:

Art. 11 [1]L'affectation de l'espace réservé aux eaux est régie par le droit fédéral.

[2] Dans les zones densément bâties de l'espace réservé aux eaux, les constructions et les installations doivent tenir compte des structures d'aménagement existantes.

[3] Les prescriptions fédérales relatives aux constructions et aux installations situées dans l'espace réservé aux eaux s'appliquent également aux projets de construction dans les eaux.

[4] Dans la mesure où aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, peuvent en outre être autorisés, sur les eaux réservées à cet effet ou sur la rive ferme, les installations portuaires, les débarcadères, les places d'amarrage de bateaux, les places à sec pour les bateaux, les bouées d'amarrage ainsi que les installations destinées à la natation, aux sports nautiques et à la pêche.

[5] Ancien alinéa 4.

III.

Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux) (RSB 631.123),
2. ordonnance du 27 juin 2012 portant introduction de l'article 36a de la loi fédérale sur la protection des eaux (RBS 821.3)

Contributions au sens de l'article 37c

Art. 64 L'article 37c est applicable aux zones à bâtir qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas encore bâties ou ne le sont que pour une part négligeable, et dont la construction nécessitera des aménagements hydrauliques sur l'émissaire.

Art. 64a Abrogé.

La modification des articles 35, alinéas 2, 3 et 4 et 49, alinéas 1 et 3 ne concerne que le texte allemand.

II.

La loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC) est modifiée comme suit:

Art. 11 [1]L'affectation de l'espace réservé aux eaux est régie par le droit fédéral.

[2] Dans les zones densément bâties de l'espace réservé aux eaux, les constructions et les installations doivent tenir compte des structures d'aménagement existantes.

[3] Les prescriptions fédérales relatives aux constructions et aux installations situées dans l'espace réservé aux eaux s'appliquent également aux projets de construction dans les eaux.

[4] Dans la mesure où aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, peuvent en outre être autorisés, sur les eaux réservées à cet effet ou sur la rive ferme, les installations portuaires, les débarcadères, les places d'amarrage de bateaux, les places à sec pour les bateaux, les bouées d'amarrage ainsi que les installations destinées à la natation, aux sports nautiques et à la pêche.

[5] Ancien alinéa 4.

III.

Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux) (RSB 631.123),
2. ordonnance du 27 juin 2012 portant introduction de l'article 36a de la loi fédérale sur la protection des eaux (RBS 821.3)

Contributions au sens de l'article 37c

Art. 64 L'article 37c est applicable aux zones à bâtir qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas encore bâties ou ne le sont que pour une part négligeable, et dont la construction nécessitera des aménagements hydrauliques sur l'émissaire.

Art. 64a Abrogé.

La modification des articles 35, alinéas 2, 3 et 4 et 49, alinéas 1 et 3 ne concerne que le texte allemand.

II.

La loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC) est modifiée comme suit:

Art. 11 [1]L'affectation de l'espace réservé aux eaux est régie par le droit fédéral.

[2] Dans les zones densément bâties de l'espace réservé aux eaux, les constructions et les installations doivent tenir compte des structures d'aménagement existantes.

[3] Les prescriptions fédérales relatives aux constructions et aux installations situées dans l'espace réservé aux eaux s'appliquent également aux projets de construction dans les eaux.

[4] Dans la mesure où aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, peuvent en outre être autorisés, sur les eaux réservées à cet effet ou sur la rive ferme, les installations portuaires, les débarcadères, les places d'amarrage de bateaux, les places à sec pour les bateaux, les bouées d'amarrage ainsi que les installations destinées à la natation, aux sports nautiques et à la pêche.

[5] Ancien alinéa 4.

III.

Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux) (RSB 631.123),
2. ordonnance du 27 juin 2012 portant introduction de l'article 36a de la loi fédérale sur la protection des eaux (RBS 821.3)

IV.

Dispositions transitoires

1. Le Conseil-exécutif édicte les plans directeurs conformément à l'article 16, alinéa 2, dans les dix ans suivant l'entrée en vigueur de la modification.

2. Les communes déterminent l'espace réservé aux eaux dans les délais fixés par le droit fédéral.

   Pour les cours d'eau, la détermination des zones riveraines protégées selon le droit cantonal est valable jusqu'au terme du délai fixé par le droit fédéral, si cette réglementation est inscrite dans l'aménagement local avec force obligatoire pour les propriétaires fonciers et
   a a été approuvée après le 1er septembre 2009 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques ou
   b a été approuvée avant le 1er septembre 2009 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et satisfait matériellement au droit cantonal applicable à partir de cette date en matière de zone riveraine protégée.

   Au surplus, les dispositions transitoires fédérales s'appliquent.

Entrée en vigueur

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 16 octobre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

IV.

Dispositions transitoires

1. Le Conseil-exécutif édicte les plans directeurs conformément à l'article 16, alinéa 2, dans les dix ans suivant l'entrée en vigueur de la modification.

2. Les communes déterminent l'espace réservé aux eaux dans les délais fixés par le droit fédéral.

   Pour les cours d'eau, la détermination des zones riveraines protégées selon le droit cantonal est valable jusqu'au terme du délai fixé par le droit fédéral, si cette réglementation est inscrite dans l'aménagement local avec force obligatoire pour les propriétaires fonciers et
   a a été approuvée après le 1er septembre 2009 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques ou
   b a été approuvée avant le 1er septembre 2009 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et satisfait matériellement au droit cantonal applicable à partir de cette date en matière de zone riveraine protégée.

   Au surplus, les dispositions transitoires fédérales s'appliquent.

Entrée en vigueur

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 29 novembre 2013

Au nom de la commission,

le président: *Rösti*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

IV.

Dispositions transitoires

1. Le Conseil-exécutif édicte les plans directeurs conformément à l'article 16, alinéa 2, dans les dix ans suivant l'entrée en vigueur de la modification.

2. Les communes déterminent l'espace réservé aux eaux dans les délais fixés par le droit fédéral.

   Pour les cours d'eau, la détermination des zones riveraines protégées selon le droit cantonal est valable jusqu'au terme du délai fixé par le droit fédéral, si cette réglementation est inscrite dans l'aménagement local avec force obligatoire pour les propriétaires fonciers et

   a a été approuvée après le 1er septembre 2009 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques ou

   b a été approuvée avant le 1er septembre 2009 par le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et satisfait matériellement au droit cantonal applicable à partir de cette date en matière de zone riveraine protégée.

   Au surplus, les dispositions transitoires fédérales s'appliquent.

Entrée en vigueur

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 22 janvier 2014

Au nom du Grand Conseil,

le président: *Antener*
le chancelier: *Auer*

Texte approuvé par la Commission de rédaction.

Berne, le 12 février 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 30 janvier 2014

Au nom de la commission,

le président: *Rösti*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)

Direction de la police et des affaires militaires

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
3.	**Caractéristiques de la nouvelle réglementation**	3
3.1	Objectif	3
3.2	Caractéristiques du projet de révision par domaine	4
3.2.1	Durée des services de protection civile	4
3.2.2	Acquisition et gestion du matériel	4
3.2.3	Obligation de construire des abris	4
3.2.4	Réglementation de la conduite lors d'événements majeurs	4
3.2.5	Intégration d'acteurs privés de la santé et d'autres domaines	4
3.2.6	Systématique de la loi	4
4.	**Commentaire des articles**	4
5.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	23
6.	**Répercussions financières**	23
7.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	23
8.	**Répercussions sur les communes**	23
9.	**Répercussions sur l'économie**	24
10.	**Résultat de la procédure de consultation**	24
11.	**Résultat de la consultation complémentaire**	25
12.	**Proposition**	25

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)

1. Synthèse

L'entrée en vigueur, le 1er janvier 2012, des textes révisés de la loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi; RS 520.1) et de l'ordonnance du 5 décembre 2003 sur la protection civile (OPCi; RS 520.11) a rendu nécessaire une adaptation ponctuelle de la législation cantonale. Du fait des délais imposés, trop courts pour emprunter la voie législative ordinaire, la loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi) a d'abord été modifiée par une ordonnance urgente du Conseil-exécutif, conformément à l'article 88, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1). L'ordonnance d'introduction de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (OiLPPCi; RSB 521.12), édictée le 23 novembre 2011 avec une durée de validité limitée au 31 décembre 2015, ne porte toutefois que sur les points qui devaient impérativement être réglementés au 1er janvier 2012, du fait de l'entrée en vigueur sans transition de la loi fédérale révisée. La présente révision de loi transpose définitivement ces dispositions dans le droit cantonal. Outre les ajustements requis par le droit fédéral, elle apporte des améliorations issues de l'expérience acquise dans l'application de la loi depuis sa dernière révision en 2004.

2. Contexte

La révision partielle de la LPPCi et de l'OPCi, entrée en vigueur le 1er janvier 2012, n'implique pas une réforme fondamentale de la protection de la population ou de la protection civile, mais apporte, dans certains domaines, des améliorations suggérées par l'expérience. Celles-ci concernent avant tout les interventions, les services d'instruction de la protection civile, l'acquisition et la gestion de matériel de protection civile, ainsi que l'obligation de construire des abris. Pour les cantons, cette révision partielle de la législation fédérale change légèrement la donne en termes de responsabilités dans la protection civile, puisqu'ils se voient attribuer de nouvelles tâches et compétences, notamment dans le domaine des ouvrages de protection. D'où la nécessité d'adapter la législation cantonale sur la protection de la population et la protection civile.

Les dispositions d'exécution de la LPPCi devaient (pour une partie d'entre elles) prendre effet au 1er janvier 2012. Ce délai étant trop court pour emprunter la voie législative ordinaire, le droit cantonal a d'abord été modifié par une ordonnance urgente (l'OiLPPCi). Quant au fond, l'OiLPPCi ne portait que sur les points qui devaient impérativement être réglementés avant le 1er janvier 2012, à savoir les interventions, les services d'instruction de la protection civile, l'acquisition et la gestion de matériel de protection civile, de même que l'obligation de construire des abris. Le présent projet de révision intègre dans le droit cantonal ordinaire les dispositions de l'OiLPPCi, dont l'effet est limité au 31 décembre 2015. Il répond ainsi à l'obligation, résultant de l'article 88, alinéa 3 ConstC, de remplacer sans retard les dispositions urgentes par des dispositions législatives ordinaires. Outre celles nécessaires à l'exécution de la LPPCi, ce projet contient d'autres dispositions requises par le droit fédéral, de même que des améliorations suggérées par l'expérience acquise dans l'application de la loi depuis sa dernière révision en 2004; nombre d'entre elles constituent des ajustements sans grande portée matérielle ou d'ordre exclusivement terminologique.

Le Conseil fédéral a décidé de modifier certaines parties de la LPPCi encore avant l'entrée en vigueur de sa version révisée au 1er janvier 2012. L'objectif de cette deuxième révision est surtout de corriger les lacunes décelées en matière de contrôle des allocations pour perte de gain dans la protection civile et de donner davantage de possibilités de contrôle à la Confédération. La version transmise par le Conseil fédéral au Parlement le 27 février 2013 contient en outre des adaptations concernant le non-recrutement de personnes astreintes, la formation et la procédure de recours. Elle devrait être débattue aux Chambres fédérales en été ou en automne 2013, et son entrée en vigueur est prévue pour février ou mars 2014. Une grande partie de cette révision porte sur la relation entre la Confédération et les cantons, et ne touche donc pas la législation au niveau cantonal. Toutefois, certaines parties, notamment celle de la formation, exigent une adaptation du droit cantonal. Pour éviter toutefois de devoir procéder à une nouvelle révision de la LCPPCi, les adaptations nécessaires ont été effectuées dans le cadre de la révision actuelle sur la base de la version soumise par le Conseil fédéral au Parlement. Si, contrairement aux attentes, la LPPCi venait encore à être modifiée lors des débats parlementaires, il faudrait procéder aux modifications nécessaires dans la loi cantonale en cours de procédure législative.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

3.1 Objectif

La révision de la LCPPCi (RSB 521.1) a essentiellement pour objet de mettre en conformité la législation cantonale avec le droit fédéral révisé. Elle apporte également des modifications suggérées par l'expérience acquise ces dernières années dans l'application de la loi, dont nombre d'ajustements sans grande portée matérielle ou d'ordre exclusivement terminologique. Le texte révisé comporte ainsi

a) les modifications requises par la révision partielle du droit fédéral;

b) des modifications qui viennent combler les lacunes de la LCPPCi du 24 juin 2004;

c) des précisions et des apports tirés de l'expérience acquise dans l'application de la loi.

Ce travail devait aussi permettre d'énoncer avec clarté, précision et méthode les objectifs et les effets attendus de la loi: plus clair dans sa structure comme dans ses définitions, le nouveau texte offre un cadre cohérent pour faire face aux défis actuels et à venir de la protection de la population et de la protection civile.

Par conséquent, le projet se présente sous la forme d'une révision totale.

3.2 Caractéristiques du projet de révision par domaine

3.2.1 Durée des services de protection civile

- Reprise de la disposition de droit fédéral limitant à 40 jours par an et par personne la durée de convocation des personnes astreintes pour des interventions en faveur de la collectivité et des services d'instruction;
- Plafonnement (par le droit fédéral) à 21 jours, par an et par personne, de la durée de service au titre d'interventions en faveur de la collectivité;
- Introduction d'une clause limitant à trois ans le délai dans lequel les travaux de remise en état doivent être achevés suite à un évènement;
- Introduction d'une distinction entre la formation des commandants et celle des autres cadres, conformément aux nouvelles dispositions fédérales, et nouvelle réglementation de la formation des futurs commandants;
- Allongement de la durée des cours de répétition;
- Fixation de la durée de service en jours, conformément à la loi fédérale, et non plus en semaines.

3.2.2 Acquisition et gestion du matériel

Transfert aux communes des nouvelles obligations faites aux cantons par la loi fédérale en matière d'acquisition et de gestion du matériel, la protection civile étant de la compétence des communes dans le canton de Berne.

3.2.3 Obligation de construire des abris

- Alignement des dérogations à l'obligation de construire des abris sur les nouvelles dispositions fédérales;
- Introduction de dispositions prévoyant la constitution d'un fonds cantonal des contributions de remplacement, les contributions ne revenant plus aux communes mais aux cantons;
- Réglementation de la perception des contributions de remplacement, de la gestion du fonds de contributions et des prélèvements opérés sur le fonds;
- Aménagement de dispositions transitoires concernant l'affectation des avoirs actuels des fonds communaux de contributions de remplacement;
- Inscription dans la loi de l'obligation faite aux communes de soumettre les abris à un contrôle périodique conformément aux prescriptions fédérales.
- Inscription dans la loi de l'obligation faite aux communes de mettre régulièrement à jour le plan d'affectation des abris à la population.

Une phase de transition de cinq ans a été prévue pour les fonds des contributions de remplacement constitués avant l'entrée en vigueur début 2012 de la loi fédérale partiellement révisée. Durant cette phase, les fonds resteront aux mains des communes, avant d'être transférés dans le nouveau fonds des contributions de remplacement du canton. Les prélèvements dans ces fonds (au niveau communal ou cantonal) nécessitent une autorisation préalable de la part du canton. Sous l'ancienne loi déjà, les communes ne pouvaient pas disposer librement de leurs fonds et n'avaient le droit d'effectuer des prélèvements que pour des objets d'affectation prévus par les dispositions des lois fédérales et cantonales. Elles devaient en outre obtenir une autorisation du canton.

3.2.4 Réglementation de la conduite lors d'événements majeurs

Si, dans la législation fédérale, les «événements majeurs» entrent dans le champ de définition des «catastrophes», au niveau cantonal, ils nécessitent la création d'une catégorie d'événements à part entière, du fait de la répartition des responsabilités, qui diffère selon que l'on est en présence d'une catastrophe ou d'un événement majeur.

3.2.5 Intégration d'acteurs privés de la santé et d'autres domaines

La privatisation croissante de tâches dévolues jusque-là aux services publics implique l'intégration, de par la loi, des organismes successeurs d'entreprises publiques au système de protection de la population.

3.2.6 Systématique de la loi

Le texte a été légèrement remanié dans sa structure, sur les points concernant la «protection des biens culturels» et les «constructions et ouvrages de protection».

4. Commentaire des articles

Article 1

En vertu du droit fédéral, la protection des biens culturels est une mission inhérente à la protection civile (cf. art. 3, lit. *e* LPPCi); elle ne saurait donc être mise sur un pied d'égalité avec la protection de la population ou la protection civile. C'est pourquoi la loi, dans sa nouvelle rédaction, n'énumère plus côte à côte la protection civile et la protection des biens culturels. Outre l'article 1, alinéa 1, cette rectification concerne les articles 3, alinéa 1, 52 et 53. Les dispositions concernant la protection des biens culturels font désormais l'objet d'une nouvelle sous-section (3.6 Protection des biens culturels) rattachée à la section 3 «Protection civile».

S'agissant de la collaboration entre organisations partenaires de la protection de la population, l'expérience montre qu'il serait pertinent d'en inscrire les principes dans la loi, non seulement pour les catastrophes et les situations d'urgence, mais aussi pour les événements majeurs et les grandes manifestations (nettement plus fréquents). L'alinéa 2 est adapté en ce sens. Autre nouveauté: la loi définira désormais les responsabilités dans la gestion des catastrophes, des situations d'urgence, des événements majeurs et des grandes manifestations. L'idée est de mieux se préparer à faire face à un événement, par une définition claire des responsabilités en amont. La disposition pertinente se trouve à l'article 16, alinéa 4, selon lequel la coordination des engagements relève de la Police cantonale pour les événements majeurs (comme le prévoit du reste la doctrine), alors qu'en cas de catastrophe, elle relève de l'organe de conduite responsable.

Article 2

L'événement majeur défini à l'alinéa 2 constitue un cas particulier de catastrophe, en ce qu'il désigne un événement inattendu et entraînant des dommages importants pour la population, mais dont l'étendue se limite à un site (p. ex. crash aérien, événement naturel local aux conséquences catastrophiques touchant une vallée, accident ferroviaire majeur). S'il entre dans le champ de définition des catastrophes selon la terminologie fédérale, il nécessite la création d'une nouvelle catégorie d'événements dans la législation cantonale, du fait de la répartition des responsabilités, qui diffère selon que l'on est en présence d'une catastrophe ou d'un événement majeur. Dans ce dernier cas, la coordination durant la première phase de l'intervention relève déjà de la compétence de la Police cantonale (niveau canton), et la maîtrise de l'événement, des services d'urgence (police, sapeurs-pompiers, services de sauvetage); les autres organisations partenaires prêteront main-forte à ces derniers. Dans une deuxième phase (et avec l'accord de la préfecture), la Police cantonale délègue la coordination à l'organe de conduite civil compétent. Cette deuxième phase peut intervenir rapidement ou après un certain temps seulement. Cette organisation se reflète déjà dans la formation actuelle (cours pour chefs d'intervention en cas d'événements majeurs).

S'agissant des «grandes manifestations», l'exemple de l'EURO 08 a montré qu'elles pouvaient donner lieu à des formes inédites d'engagement du système coordonné de protection de la population. Ce type d'engagements, que la loi ne prévoyait pas à ce jour, y seront désormais inscrites. Le texte se borne toutefois à clarifier les compétences et responsabilités en matière de coordination des engagements, sans aller jusqu'à réglementer l'engagement en lui-même ou les modalités de répartition des coûts.

Constitue une «grande manifestation» au sens de l'alinéa 3 un événement prévisible qui, de par son envergure, nécessite une intervention coordonnée des organisations partenaires visées à l'article 5 (ou de certaines d'entre elles). Il s'agira d'événements de portée nationale ou internationale, qui génèrent un fort besoin de coordination au niveau du canton (cf. art. 9), tels que la Fête fédérale de lutte, de tir ou de gymnastique, un événement sportif exceptionnel de niveau international (p. ex. l'EURO 08 ou des jeux olympiques d'hiver) ou une conférence politique (p. ex. un sommet du G8, un sommet de la francophonie ou une conférence de paix.)

Cette nouvelle base légale permettra d'inscrire la gestion des événements majeurs et des grandes manifestations dans un cadre normatif et, partant, de gagner en efficacité et en sécurité. Il s'agira, en particulier, de régler clairement les responsabilités et les structures de conduite. Les «cours pour chefs d'intervention événements majeurs» (CIEM), proposés depuis plusieurs années aux organisations partenaires de la protection de la population, répondent au même souci d'homogénéisation. Un événement majeur ou une grande manifestation ne requiert pas systématiquement la participation de toutes les organisations partenaires; on fera plutôt appel aux unes ou aux autres en fonction de la situation. Si une structure de conduite cantonale s'avère nécessaire, elle sera définie par le chef de l'OCCant.

Article 3

Pour les raisons évoquées plus haut (cf. commentaire de l'art. 1), la «protection des biens culturels» (mission inhérente à la protection civile) ne figure plus à l'alinéa 1.

Le canton de Berne dispose, depuis de nombreuses années, d'une formation de protection civile efficace, qui soutient et complète l'action des OPC communales dans les tâches spéciales et les interventions qui relèvent de la responsabilité cantonale (p. ex. événements ABC, télématique, soutien aux organes de conduite cantonaux), tout en assurant certaines tâches du Care Team cantonal. Les formations cantonales tirent déjà leur légitimité de l'article 3, alinéa 1, selon lequel les communes portent la responsabilité principale – mais non exclusive – de la protection civile, et de l'article 48, lequel habilite expressément le canton à constituer ses propres formations. L'ajout d'une disposition en ce sens à l'alinéa 2 est dès lors superflu.

Quant au pilotage et au controlling du système de protection de la population et de protection civile, ils restent du domaine de compétence du canton. Il s'agit là de gérer d'une part ce système, et d'autre part la protection civile régionale.

Article 4

Cet article correspond à l'actuel l'article 7; il est déplacé vers la première section pour des raisons de systématique, mais aussi parce que le principe de subsidiarité s'applique à l'ensemble des sections, et non pas seulement à la protection de la population.

Article 5

Pour des raisons de systématique, la définition d'«organisation partenaire» est repositionnée en début de section, consacrée à la protection de la population. A l'alinéa 1, l'énoncé des tâches des organisations partenaires est aligné sur le libellé de l'article 3 LPPCi (droit fédéral) et donc étendu. L'actuelle lettre *f* est supprimée: la possibilité de lier par contrat d'autres organisations ou institutions privées ou publiques ou des particuliers fait l'objet d'un nouvel alinéa 2.

L'ajout de ce deuxième alinéa s'impose du fait de la privatisation croissante de tâches dévolues jusque-là aux services publics et de la nécessité qui en découle d'intégrer, de par la loi, les successeurs d'entreprises publiques au système de protection de la population. Sont notamment concernés les hôpitaux privés, les homes médicalisés, les services de secours privés, les services d'alimentation en gaz et en électricité, les opérateurs de télécommunications et de services postaux, les sociétés de sécurité privées et les prestataires de services de transport. Cette démarche doit permettre d'éviter que les entreprises concernées, dont certaines touchent des subventions cantonales, ne puissent se détourner complètement de leurs activités de service public. Il est tout aussi important, lors d'une catastrophe ou en situation d'urgence, de pouvoir mobiliser des spécialistes (p. ex. des ingénieurs ou des spécialistes en statique après un séisme). Pour garantir une collaboration concertée des acteurs publics et privés en cas d'événement, il faut pouvoir définir et tester les processus en amont, notamment les processus de conduite. Pour les voies de communication à risque d'accidents majeurs, la participation d'acteurs privés à des exercices périodiques est déjà prescrite par l'ordonnance du 27 février 1991 sur les accidents majeurs (OPAM; RS 814.012). C'est selon cette logique qu'est inscrite dans la loi la possibilité de rendre obligatoire la participation à des cours et exercices; le Conseil-exécutif règlera les détails par voie d'ordonnance, dans les limites des dispositions prévues aux articles 28 et 69, alinéa 4, lettre *a* ConstC.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale pourra aussi s'appuyer sur ces dispositions pour engager les acteurs de la santé (hôpitaux, services d'urgence et autres partenaires de la santé) à garantir, contre indemnisation, des prestations de base fixes dans le cadre d'un contrat de prestations, par exemple à disposer d'une unité de décontamination, ou à participer à des cours de formation et à des exercices pour se préparer à faire face à un événement majeur.

Article 6

Cet article reprend l'actuel article 4, alinéa 1, en l'étendant aux événements majeurs. A cet effet, il convient de préciser que par «rétablissement de l'ordre», on n'entend pas la reconstruction définitive après une catastrophe ou un événement majeur. Il s'agit en fait d'une remise en état provisoire, à ne surtout pas confondre avec la remise en état définitive. Dans le cadre de la remise en état provisoire, on s'assure par exemple que les routes soient à nouveau praticables, que l'approvisionnement en électricité soit rétabli et que les canalisations fonctionnent à nouveau.

L'alinéa 2 est supprimé, étant donné l'impossibilité de mesurer l'efficacité du système coordonné de protection de la population, s'agissant d'un réseau coopératif réunissant plusieurs partenaires. Dans le cadre de leurs travaux administratifs courants, les organisations partenaires évalueront toutefois régulièrement l'impact de leurs activités, suivant les consignes de leurs responsables politiques.

Article 7

Dans le titre marginal, il est précisé que les tâches énumérées dans cet article sont celles dévolues aux organisations partenaires du système coordonné de protection de la population. Dans la logique du commentaire des articles 1 et 2, le terme «événement majeur» est inséré dans la phrase introductive de l'article. Au demeurant, le nouvel article 7 reprend, sans changement sur le fond, les dispositions de l'actuel article 6, hormis les lettres *l* et *m*. La lettre *l* (*garantir le fonctionnement du système éducatif*) a été supprimée car cette tâche est sous-entendue à la lettre *d* (*garantir l'activité gouvernementale et administrative*), qui comprend notamment l'élaboration de conditions-cadres dont l'objectif est de garantir une reprise progressive de services publics importants tels que l'entretien des routes ou le fonctionnement des prisons, des hôpitaux publics et des écoles.

Etant donné qu'il n'est pas toujours possible d'éviter complètement les dommages indirects, surtout après une catastrophe ou un événement majeur, ce point a été précisé à la lettre *l* (anciennement lit. *m*), qui dispose que les dommages causés après une catastrophe ou un événement majeur au moment de l'intervention des organisations partenaires doivent être limitées au mieux, et qu'il faut empêcher les dommages indirects.

Article 8

La constitution d'organes de conduite (à tous les échelons du canton) se fondait, jusque-là, sur l'article 15. Pour des raisons de systématique, les dispositions y relatives ont été reformulées, assorties d'un nouveau titre marginal et déplacées au chiffre 2.1 «Principes». Les alinéas 4 et 5 de l'actuel article 15 sont regroupés en un nouvel article 16. La structure de conduite à trois niveaux (canton, arrondissements administratifs et communes) s'étant avérée probante, elle est maintenue. Par ailleurs, les tâches et les compétences des organes de conduite sont redéfinies de façon plus claire et structurée, à partir de l'expérience acquise. Ces tâches ne se limitent plus à la coordination des moyens à disposition pour maîtriser une catastrophe, une situation d'urgence ou un événement majeur, aux activités de conseil et à la préparation des décisions des autorités politiques; elles s'étendent désormais à l'analyse des dangers, à l'évaluation des risques et à la planification de mesures préparatoires. Cela étant, les autorités politiques conservent leurs prérogatives décisionnelles et la gestion politique de l'événement, même lors de catastrophes et de situations d'urgence, puisque les organes de conduite se bornent à exercer, sur ces questions, un rôle de soutien, de conseil et de coordination. Les interventions sont conduites sous la responsabilité des organisations partenaires.

La disposition de l'actuel article 15, alinéa 3, selon laquelle on renonce à créer, à l'échelon de l'arrondissement administratif, un organisme de conduite commun si les communes de cet arrondissement en sont déjà dotées, n'a plus d'application pratique, du fait de la substitution des districts par des arrondissements administratifs nettement plus grands.

Article 9

Cette disposition reprend, en substance, les dispositions de l'actuel article 8. La lettre *a* est complétée par le mot «épizootie» (p. ex. fièvre aphteuse) qui – par analogie à la répartition fédérale des compétences – appelle une coordination cantonale,

au même titre que les épidémies. En effet, face à une flambée d'épizootie, il faut pouvoir mettre en marche les mêmes processus et faire appel aux mêmes organisations que face à d'autres événements majeurs. A ceci près que le service vétérinaire prendra la direction technique des opérations. Celui-ci devra donc être associé à l'organe de conduite, du moins à l'échelon cantonal.

La lettre *b* ne fait l'objet que d'une modification d'ordre rédactionnel.

Dans la logique du commentaire des articles 1 et 2, la lettre *e* est complétée par les termes «événement majeur» et «grande manifestation». Selon une étude publiée en 1996 sous le titre «Menaces sur les conditions d'existence dans le canton de Berne», les événements majeurs et les grandes manifestations entrent dans le champ de définition des «dangers particuliers». Leur mention expresse à la lettre *e* se justifie toutefois, ne serait-ce que pour des raisons pratiques, du fait d'une répartition différente des compétences et des responsabilités. Au nombre des sites et des sources de dangers particuliers figurent encore: la contamination de nappes d'eaux souterraines, les dégâts forestiers importants, les avalanches, les manifestations de grande affluence, les centres commerciaux, les gares ferroviaires et les tunnels (pour les tunnels de construction récente comme dans les projets NLFA et RAIL 2000, les modalités de gestion des événements sont définies dans le cadre de la procédure d'approbation des plans).

Article 10

Correspond à l'actuel article 9.

Article 11

Correspond, en substance, à l'actuel article 10.

Dans un souci de clarification, cette disposition indique les compétences et la marche à suivre pour déclencher une aide supralocale. Pour ce faire, la commune touchée par une catastrophe ou une situation d'urgence s'adressera au canton par l'intermédiaire de l'organe de conduite compétent. Cette précision devrait faciliter les opérations de coordination entre les organes de conduite régionaux et les organes de conduite d'arrondissement, qui pourront ainsi toujours avoir accès à tous les moyens à leur disposition et les mettre à profit. Il ressort de la même disposition que l'aide supralocale (y compris l'aide entre communes voisines) n'est accordée qu'à titre subsidiaire, c'est-à-dire une fois que la commune a épuisé ses propres moyens et possibilités. Cette précision rend superflu l'alinéa 2. Celui-ci est remplacé par l'actuel alinéa 3, dont le champ d'application s'élargit – par analogie à la législation fédérale – à l'obligation d'aide intercantonale et transfrontalière.

Article 12

Correspond, en substance, à l'actuel article 11.

L'expérience a montré l'utilité de respecter les niveaux étatiques, même en matière d'aide intercantonale. Les cantons se sont du reste dotés d'une convention à ce titre (Convention du 13 mai 2005 concernant l'aide intercantonale par la protection civile en cas de catastrophes et de situations d'urgence, signée par l'ensemble des cantons). C'est donc au canton qu'il appartient de coordonner l'aide intercantonale. Il en va de même de l'aide transfrontalière, dont le canton assurera la coordination sur mandat de la Confédération. A noter qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, de venir en aide à des pays lointains frappés d'une catastrophe, mais de prêter main-forte aux autorités des régions frontalières de la Suisse pour maîtriser des événements qui relèvent de la protection de la population. L'alinéa 3 (ancien al. 2) fait l'objet de quelques adaptations rédactionnelles. L'ancienne formulation prévoyait explicitement que le Conseil-exécutif pouvait conclure des contrats sur la prise en charge des frais. La nouvelle formulation implique qu'il ne peut le faire que dans la mesure des compétences financières qui lui sont conférées par la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0). L'aide entre communes voisines prévue à l'alinéa 3 est abrogée. Cette forme d'aide avait été mise en place lorsque chaque commune gérait encore sa propre OPC. Aujourd'hui, les OPC sont nettement plus grandes et réparties par région, ce qui permet d'utiliser les moyens à disposition au-delà des frontières communales. Si des dommages ont été causés à plusieurs endroits, l'autorité supérieure, à savoir le service ou l'organe de conduite compétent, doit pouvoir compter sur le fait que les moyens à disposition peuvent être utilisés librement et non obligatoirement entre certaines communes voisines. En ce qui concerne les autres organisations partenaires, l'aide entre communes voisines est régie par des dispositions spéciales (p. ex., pour les sapeurs-pompiers, il s'agit de l'art. 15 de la loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers, LPFSP; RSB 871.11).

Article 13

Entièrement remanié, l'actuel article 12, qui devient l'article 13, formule à l'alinéa 1 en termes plus généraux les travaux préparatoires que doivent accomplir les autorités, d'entente avec les organisations partenaires de la protection de la population. Cette reformulation permet aussi d'élargir la portée des mandats de planification. Les travaux préparatoires comprennent la création d'organes de conduite (au niveau des différentes autorités) dotés d'un cahier des charges et, le cas échéant, d'un contrat de prestations, la définition des structures de conduite en phases de préparation et d'intervention, ainsi que la définition d'un plan d'urgence pour la gestion des dangers naturels, fondé sur une analyse des dangers et une évaluation des risques. L'obligation faite aux autorités d'établir un plan d'urgence pour les zones à risques répond à la multiplication de phénomènes naturels plus violents, observés ces dernières années (inondations, avalanches, coulées de boue). Autant de risques qu'on ne peut écarter totalement, ni financièrement, ni techniquement, même en construisant massivement des ouvrages de protection: la probabilité qu'ils se réalisent demeure. L'élaboration d'un plan d'urgence permettra de minimiser l'étendue des dommages pour l'homme et la faune, de même que les dommages causés aux biens et à l'environnement. Elle aidera aussi les services concernés à prendre plus rapidement des décisions éclairées, en se fondant sur différents scénarios. Par ailleurs, dans un souci de précision, le terme «mesures préparatoires» (art. 12, al. 1 du texte en vigueur) est remplacé par «plan d'urgence», terme déjà utilisé dans les

projets «OWARNA»[1] (Confédération) et «WARN»[2] (canton de Berne). Au final, les travaux préparatoires permettront d'assurer la disponibilité du matériel et des infrastructures nécessaires pour toutes les organisations partenaires. Enfin, précisons que l'obligation de planifier les mesures d'urgence, les mesures de remise en état et les modalités de diffusion de l'information, qui figurait dans le texte en vigueur, est sous-entendue dans le nouveau libellé de l'article.

Par arrêté n° 1838 du 19 décembre 2012, le Conseil-exécutif a chargé la Direction de la police et des affaires militaires (POM) d'élaborer, dans le cadre de la révision de la LCPPCi, les bases légales nécessaires pour que le canton soutienne financièrement, à concurrence de 25 pour cent, les coûts totaux présentés pour l'élaboration de plans d'urgence en cas de dangers naturels. Le nouvel alinéa 2 répond à cette demande. Le montant de l'aide financière du canton et les conditions à remplir pour la recevoir seront définis par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance, qui se fondera à cet effet sur les explications du rapport relatif à l'ACE n° 1838/2012. Compte tenu du montant de l'aide, il ne s'agit pas de prestations cantonales importantes au sens de l'article 69, alinéa 4, lettre *c* ConstC, et l'aide en question ne doit donc pas être réglée au niveau de la loi. L'alinéa 2 ne concerne toutefois pas les plans d'urgence que les entreprises et les sociétés sont tenues d'élaborer en partie.

Article 14

Les alinéas 2 et 3 reprennent les dispositions de l'actuel article 13, en y apportant quelques ajustements rédactionnels issus de l'ordonnance fédérale du 18 août 2010 sur l'alerte et l'alarme (OAL; RS 520.12). Selon la pratique, les communes sont aujourd'hui déjà compétentes pour l'entretien des installations d'alarme. L'alinéa 1, qui établit la compétence du canton en matière de transmission de l'alarme, consacre la pratique en vigueur, selon laquelle le service compétent de la POM établit les plans de sonorisation et coordonne l'acquisition des sirènes conformément aux prescriptions de la Confédération.

Article 15

Cet article reproduit, sans changement quant au fond, à l'exception de la nouvelle mention qui est faite des communes, l'article 14, alinéa 1 en vigueur. L'alinéa 2 est déplacé vers l'alinéa 2 du nouvel article 13; le titre marginal est adapté en conséquence.

Article 16

Compte tenu de l'externalisation de tâches qui relevaient, jusque-là, de l'administration cantonale et de la privatisation croissante du secteur de la santé, il est primordial que le Conseil-exécutif puisse mobiliser le personnel et les infrastructures des entreprises mandatées et du secteur privé de la santé en cas de catastrophe ou de situation d'urgence. Cette possibilité, introduite à l'alinéa 1, lettre *b*, devra être consignée dans les contrats de prestations conclus à ce titre; le mandataire s'engagera ainsi à assurer la continuité des prestations prévues en cas de catastrophe ou en situation d'urgence. A la lettre *d*, «l'armée» est remplacé par «la Confédération». La Confédération peut en effet mettre à disposition des moyens qui sortent du cadre de l'armée (p. ex. l'équipement ABC). Cela étant, l'armée reste, au niveau fédéral, le principal fournisseur de prestations subsidiaires; l'état-major cantonal de liaison territoriale, qui coopère étroitement avec l'organe de conduite cantonal, servant de relais. L'alinéa 1 subit par ailleurs quelques ajustements d'ordre rédactionnel.

Dans sa teneur actuelle, l'alinéa 2 habilite le canton à mettre sur pied et à engager des formations communales des organisations partenaires. Dans sa nouvelle rédaction, il permet en outre au canton de fixer, par voie d'ordonnance, le barème d'indemnisation des interventions en cas de catastrophe ou en situation d'urgence, étant précisé que plusieurs variantes pourront être prévues. Cet ajout s'est avéré nécessaire du fait des divergences constatées dans les barèmes appliqués par les communes. Or l'application de barèmes différents ne saurait se justifier au sein d'une même formation communale mise sur pied par le canton, qui plus est pour des prestations identiques.

Les modifications apportées à l'alinéa 1 rendent caduc l'actuel alinéa 3. Le nouvel alinéa 3 reprend la teneur de l'actuel article 15, alinéa 5. Pour les pandémies, le Conseil-exécutif a déjà mis en place un état-major spécial, rattaché à l'organe de conduite cantonal.

Pour les événements majeurs, le Conseil-exécutif recourra, en premier lieu, aux services de sauvetage (avec police et sapeurs-pompiers), lesquels sont épaulés par les organisations partenaires de la protection de la population et par les organes de conduite locaux. A noter que, contrairement à ce qui est prévu pour les catastrophes, les situations d'urgence et les grandes manifestations, c'est à la Police cantonale qu'il reviendra de coordonner l'engagement. Cette pratique, qui s'est imposée au fil des ans, correspond aussi à ce qui est enseigné en cours d'instruction (cf. cours pour chefs d'intervention événements majeurs). Si elle se dégageait jusque-là de l'article 27, elle sera désormais consacrée par l'alinéa 4.

L'alinéa 5 correspond à l'actuel article 15, alinéa 4.

Article 17

Les alinéas 1 et 3 restent inchangés. L'alinéa 2 est mis en conformité avec la pratique, à savoir que le Conseil-exécutif nomme les membres du groupe de base de l'OCCant.

Article 18

Les alinéas 1 et 2 restent inchangés. A l'alinéa 3, il n'est plus fait mention spéciale des arrondissements administratifs, puisque leurs spécialistes sont déjà rattachés à l'administration cantonale.

[1] Optimierung von Warnung und Alarmierung vor Naturgefahren (Optimisation des moyens d'alertes en cas de dangers naturels)

[2] Warnung und Alarmierung vor Naturgefahren (Alertes en cas de dangers naturels)

En cas de catastrophe ou en situation d'urgence, il faut pouvoir agir rapidement, sans qu'il soit toujours possible d'obtenir l'aval de l'organe compétent. C'est dans cette logique qu'est inséré, à l'alinéa 4, le principe issu de l'article 10, alinéa 3 de l'ordonnance du 27 octobre 2004 sur la protection de la population (OPP; RSB 521.10), qui habilite le ou la responsable de l'OCCant à agir de sa propre initiative s'il y a urgence ou péril en la demeure, et à en informer ensuite le Conseil-exécutif.

Article 19

La deuxième phrase de l'actuel alinéa 1 est changée en alinéa 2. La procédure d'approbation par le service compétent de la POM, à laquelle était soumise jusque-là la structure d'organisation de l'organe de conduite de l'arrondissement administratif (OCAA, actuel al. 2), n'a plus lieu d'être et est supprimée.

Dans le cadre de la réforme de l'administration décentralisée, la disposition de l'alinéa 3 s'est reportée des districts sur les arrondissements administratifs. Du fait de la taille de ceux-ci, le regroupement d'organes de conduite à ce niveau n'a pas de sens. Il est en revanche souhaitable d'habiliter le Conseil-exécutif à définir des exigences en matière de contrôle de la capacité d'engagement des OCAA. En effet, si les OCCne sont périodiquement soumis à de tels contrôles (réalisés par l'Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires), de même que l'OCCant (par la Confédération dans le cadre d'exercices généraux d'urgence, GNU, ou d'exercices du Réseau national de sécurité, ERNS), les OCAA en sont aujourd'hui dispensés. Cette extension de compétence permettra au Conseil-exécutif d'accomplir pleinement son mandat de pilotage et de controlling du système.

Article 20

Les alinéas 1 et 2 ont fait l'objet de modifications d'ordre rédactionnel; l'alinéa 3 est complété par la notion de «postes d'alarme des communes». Il convient de préciser que la coordination lors d'une intervention en cas d'événement majeur est toujours assurée dans un premier temps par la Police cantonale (cf. art. 16, al. 4). Partant, la préfecture ne se charge de la coordination qu'une fois que la Police cantonale la lui a confiée, ou en cas de déficience. Dans ce cas, il désigne une personne responsable de l'intervention sur place (art. 21, al. 2) et veille à ce que l'organe de conduite désigné prenne la relève de la coordination.

Article 21

Dans le cadre de la réforme de l'administration décentralisée, la disposition de l'alinéa 1, lettre *a* s'est reportée des districts sur les arrondissements administratifs. Une adaptation de cet alinéa s'impose du fait de la taille des arrondissements administratifs, qui ne permet plus aux préfets de disposer de plusieurs OCAA. En cas d'événements majeurs, la coordination est toujours assurée dans un premier temps par la Police cantonale (cf. art. 16, al. 4), qui fixe le moment où l'organe de conduite compétent prend la relève, ce qui dépend notamment du type d'événement (lors d'événements simples, la relève est plutôt rapide, tandis que dans les cas où l'intervention de la police judiciaire est nécessaire, elle survient plus tard). L'OCAA ne peut donc se charger de la coordination qu'une fois qu'elle lui a été confiée.

L'alinéa 2 a été repris, mais la désignation «responsable général de l'intervention sur place» a été remplacée par «personne responsable de la coordination des interventions sur place», davantage utilisée aujourd'hui. Il faut toutefois préciser que la coordination sur place est définie généralement, du moins dans un premier temps, par les organisations d'intervention. Partant, la personne responsable de la coordination sur place doit être désignée en accord avec ces organisations, notamment la Police cantonale, et ne doit, surtout lors d'événements majeurs, prendre la relève que lorsque la Police cantonale le lui demande.

L'alinéa 3 donne des précisions quant à la voie hiérarchique: les demandes d'aide supralocale ou de soutien de l'armée ne seront pas présentées directement par la préfecture, mais par l'intermédiaire de l'OCCant – qui assume un rôle de coordinateur cantonal. La marche à suivre est déjà bien établie, et l'OCCant est joignable en tout temps par la centrale d'engagement de la Police cantonale.

Article 22

Inchangé. Les communes sont libres d'accomplir leurs tâches seules ou en partie en collaboration avec d'autres communes selon différents modèles, en désignant par exemple une commune siège ou en créant un syndicat de communes. La responsabilité politique pour la gestion d'une catastrophe ou d'une situation d'urgence ne peut toutefois pas être déléguée.

Article 23

Pour assurer la comparabilité des analyses de risques et de dangers, et faciliter la capitalisation des données au niveau cantonal, il faut que ces travaux soient réalisés conformément à un ensemble de prescriptions émises par le service compétent de la POM. Ces prescriptions portent sur la forme et le contenu de l'analyse de danger et de l'évaluation du risque, ainsi que sur la procédure à respecter pour le traitement. Des grilles d'évaluation, qui se sont révélées des instruments utiles, sont déjà en usage à ce titre; l'alinéa 1 leur donne un caractère obligatoire.

Le libellé actuel des alinéas 2 et 3 de l'article 23 s'est avéré trop flou dans la pratique. Pour y remédier, les mesures préparatoires prescrites sont désormais formulées plus concrètement et plus précisément à l'article 13 (auparavant: l'art. 12), auquel renvoie l'article 23. Ceci permet d'assurer une meilleure cohérence rédactionnelle et d'éviter toute redondance ou contradiction entre les deux articles. L'alinéa 2 ajoute aux mesures énumérées à l'article 13 la mise en place des moyens requis pour faire face aux risques locaux, ce qui suppose aussi de former le personnel aux mesures de prévention. L'obligation des communes se limite ici au cadre de leurs compétences.

Article 24

Cet article fait essentiellement l'objet de modifications rédactionnelles. Le libellé de l'alinéa 1, lettre *a* est adapté du fait du rattachement de la majorité des communes à

un organe de conduite régional (OCRég) – ce qui signifie qu'elles ne disposent plus d'un organe de conduite communal (OCCne). A l'instar du canton (cf. art. 16, al. 1, lit. *b*), les communes peuvent confier des tâches à des services externes et faire appel à eux (personnel et infrastructure) en cas de catastrophe ou de situation d'urgence. L'alinéa 1, lettre *c* a été adapté en conséquence. En ce qui concerne la mise à disposition de moyens, une nouvelle lettre *g* a été ajoutée à l'alinéa 1, précisant que le canton met des moyens à disposition, de même que la Confédération à l'article 16, alinéa 1, lettre *d*. L'alinéa 1, lettre *h* prévoit en outre la possibilité pour les communes de faire appel à des particuliers liés par contrat. Au même alinéa, la lettre *i* mentionne désormais les «postes d'alarme» dont sont aujourd'hui dotées toutes les communes.

Article 25

Le droit en vigueur prévoit la création par les communes d'un OCRég commun. Cette possibilité sera désormais restreinte, par l'alinéa 2, aux communes d'un même arrondissement administratif. Il existe, en effet, dans le canton des organes de conduite qui débordent les limites de l'arrondissement administratif (anciens districts), voire du canton. Or au fil des ans, il s'est avéré que ces organes étaient relativement difficiles à diriger, sans compter qu'ils posent un problème de compétences: car si les compétences sont en général bien définies à l'échelon communal, il en va autrement à l'échelon supérieur (p. ex. celles du préfet). Il serait donc souhaitable d'uniformiser le périmètre de compétence des organes de conduite, des organisations de protection civile et des sapeurs-pompiers. Il s'agira en particulier d'aligner, dans le délai de transition de cinq ans prévu à l'article 95 et dans la logique «un territoire, un responsable», le périmètre de compétence des organes de conduite des arrondissements administratifs, lequel ne correspond plus au découpage territorial depuis la réforme de l'administration décentralisée. Cet alignement répond notamment à une demande formulée dans le postulat 286-2011 «La régionalisation doit suivre les limites des arrondissements administratifs» déposé le 4 juin 2012 par Adrian Wüthrich et adopté par 134 voix contre une par le Grand Conseil, puis classé. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif explique que lorsqu'il réexamine les divisions territoriales, il vérifie toujours si les régions administratives ou les arrondissements administratifs conviennent pour atteindre l'objectif en question. Il donne à cet effet l'exemple des OPC et OCrég qui ont été regroupés en fonction des arrondissements administratifs. Si la création d'un organe de conduite débordant le périmètre territorial était souhaitée à l'avenir – que ce soit pour des raisons d'ordre géographique, linguistique ou sur la base d'accords de coopération – elle sera subordonnée à l'autorisation de la POM. Celle-ci consulte au préalable les préfectures concernées (corapport).

Article 26

L'alinéa 1 ne fait l'objet que d'une modification rédactionnelle.

La précision insérée à l'alinéa 2 consacre la pratique, tout en concrétisant un souhait exprimé par les équipes d'intervention. Elle permet aussi de clarifier la situation pour les communes et les organes de conduite concernés. La distinction faite entre la «responsabilité de l'intervention», qui revient aux décideurs politiques de la commune et qui ne saurait être déléguée, et la «conduite», laquelle revient à la formation engagée, permet de mettre au clair les responsabilités, de façon à éviter tout malentendu sur le terrain. A noter que cette distinction a déjà cours depuis plusieurs années; sa consécration dans la loi sera profitable à tous.

Article 27

Cet article est repris dans sa teneur actuelle, avec quelques changements mineurs d'ordre rédactionnel et des précisions issues de l'expérience. Le titre de section est modifié.

Article 28

Cet article est repris à l'identique, hormis l'ajout du terme «grandes manifestations».

Article 29

Selon la définition qu'en donne le droit fédéral, reprise à l'article 5, les services de santé (publics et privés) sont au nombre des organisations partenaires du système coordonné de protection de la population. Sachant que les soins hospitaliers et de sauvetage sont rattachés aux services de santé, il n'y a pas lieu de les mentionner explicitement dans le titre de la section 2.4.3.

L'article 29 est reformulé et assorti d'un titre marginal. Dans sa teneur actuelle, la disposition se contente en effet de renvoyer à la loi du 5 juin 2005 sur les soins hospitaliers (LSH; RSB 812.11). L'ordonnance du 30 novembre 2005 sur les soins hospitaliers (OSH; RSB 812.112) ne définit toutefois pas les tâches et les compétences de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) en matière de protection de la population, mais renvoie à son tour (dans son art. 92) à la LCPPCi. D'où la nécessité de les formuler plus concrètement dans les articles 29 et 30 LCPPCi. Les obligations qui y sont visées valent pour les institutions aussi bien publiques que privées du secteur sanitaire. Pour plus de précisions sur ce point, se reporter au commentaire des articles 5 et 16.

Article 30

Le service sanitaire coordonné (SSC) fait partie intégrante des services de santé; il n'est pas en soi un partenaire du système de protection de la population. Par conséquent, et pour les motifs exposés plus haut concernant la reformulation du titre de section 2.4.3, le titre actuel de la section 2.4.4 «Service sanitaire coordonné» est biffé et le titre marginal de l'article 30 adapté en conséquence.

Dans un souci de clarté, l'article 30 est reformulé, en particulier son alinéa 1. En cas de catastrophe et en situation d'urgence, le SSC doit être en mesure de coordonner et, au besoin, de gérer l'ensemble des acteurs publics et privés de la santé et les moyens dont ils disposent. Pour ce faire, il doit pouvoir les associer aux travaux de planification et de contrôle, et les engager à participer régulièrement à des cours et à des exercices. L'extension aux acteurs privés de la santé de cette dernière obligation (celle de participer à des cours et à des des exercices) est nouvellement inscrite

à l'article 5, alinéa 2. Ces dispositions, qui complètent la loi cantonale du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP; RSB 811.01) dans ses principes généraux, viennent combler une lacune qui subsistait à ce jour.

Article 31

L'article 31, alinéa 2 n'a plus lieu d'être dans sa rédaction actuelle, puisqu'il oblige le Conseil-exécutif à délimiter le périmètre des secteurs du service sanitaire cantonal, alors que le canton constitue aujourd'hui un seul et unique secteur sanitaire. L'alinéa est ainsi réécrit dans une formulation moins contraignante.

Au demeurant, la version allemande de cet article subit un léger ajustement rédactionnel.

Article 32

Correspond à l'actuel article 33.

Article 33

Correspond à l'actuel article 32, à quelques précisions près.

Article 34

L'actuel titre de section «Troupes» est remplacé par «Armée», terme aujourd'hui plus usité. L'armée n'étant pas un partenaire du système coordonné de protection de la population, elle ne peut figurer sous la section «2.4 Organisations partenaires»; elle est donc déplacée vers une nouvelle section «2.5 Armée».

L'alinéa 1 reprend l'actuel article 34, à quelques points près qui sont alignés sur les prescriptions et processus définis par la législation fédérale.

Les prescriptions fédérales prévoient qu'en l'absence d'une norme de délégation claire, il appartient au Conseil-exécutif de solliciter l'aide de l'armée. Cette condition pose toutefois problème lorsqu'il faut prendre des décisions sous contrainte de temps ou qu'un événement intervient en temps inopportun. La nécessité de pouvoir intervenir en toutes circonstances avec l'appui de l'armée justifie l'habilitation du Conseil-exécutif à déléguer, par voie d'ordonnance, ses compétences à l'OCCant lorsqu'il y a urgence.

En vertu de l'article 11 de l'ordonnance fédérale du 29 octobre 2003 sur l'aide militaire en cas de catastrophe dans le pays (OAMC; RS 513.75), l'armée peut fournir une aide spontanée. Cette réserve est désormais précisée au nouvel alinéa 3.

Article 35

Inchangé.

Article 36

Inchangé.

Article 37

Inchangé.

Article 38

Cet article correspond à l'actuel article 38, hormis l'alinéa 1 dont la dernière phrase est supprimée. L'ordonnance fédérale citée à l'alinéa 1 a été abrogée avec effet au 15 décembre 2009, d'où la suppression de ce renvoi.

Article 39

Cet article est repris tel quel, hormis la suppression, à l'alinéa 2, de la référence faite aux prescriptions fédérales sur la réquisition, abrogées depuis le 15 décembre 2009.

Article 40

Inchangé.

Article 41

Inchangé.

Article 42

Inchangé.

Article 43

Inchangé.

Article 44

Selon le principe du financement en fonction des compétences, les cantons, les communes et les organisations partenaires sont responsables, dans leur domaine de compétence, de l'acquisition et de l'entretien du matériel et des installations nécessaires. Le nouvel alinéa 2 habilite le Conseil-exécutif à fixer, par voie d'ordonnance, la répartition des tâches et des compétences en matière d'infrastructure – ce qui n'était pas le cas auparavant. Il n'est pas prévu de transfert de tâches dans ce domaine. Toutefois, si un transfert de tâches important et perceptible se produisait, il faudrait déterminer les compensations conformément à l'article 29a de la loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC; RSB 631.1).

Article 45

Les alinéas 1 et 3 de l'article 45 correspondent à la version en vigueur; pour sa part, l'alinéa 2 est adapté dans sa terminologie et précisé. Le réseau de sécurité (aujourd'hui Polycom) est destiné à servir les besoins des organisations partenaires, du canton et des communes, en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, pour leur permettre de mener les interventions dans des conditions de sécurité et de fiabilité. Il n'est pas destiné à être utilisé à des fins privées ou commerciales.

Article 46

Inchangé.

Article 47

Les alinéas 1 et 2 correspondent à la version en vigueur; la phrase indiquant que le Conseil-exécutif détermine la structure de base a toutefois été déplacée de l'alinéa 2 vers un nouvel alinéa 3. L'alinéa 5 reprend l'actuel alinéa 3. Le nouvel alinéa 4 dispose que les organisations régionales de protection civile ne devront pas déborder les frontières d'un arrondissement administratif, sous réserve de l'alinéa 5. En effet, si le canton se félicite de la régionalisation des OPC et que de nombreux regroupements régionaux (fondés sur l'art. 47, al. 2) se sont opérés depuis 2004, il se trouve que la réforme de l'administration décentralisée a eu pour effet de décaler le périmètre des arrondissements administratifs, avec pour conséquence que la zone d'intervention de certaines OPC comprend aujourd'hui des communes rattachées à différents arrondissements administratifs. Ce décalage pose problème à plusieurs égards: la zone de compétence des préfets, le soutien des OCCne, la coopération avec les organes de conduite supérieurs, la coopération avec les sapeurs-pompiers, etc. C'est pour ces raisons, mais aussi pour aboutir à un découpage territorial des organes de conduite qui corresponde à celui des OPC (cf. art. 25), qu'est inscrit dans la loi le principe selon lequel les OPC doivent être constituées dans le périmètre de l'arrondissement administratif sous réserve de l'alinéa 5. Le périmètre de certains organismes et structures devra donc être aligné sur celui des arrondissements administratifs – ou, à titre exceptionnel, sur celui du canton – durant la phase transitoire de cinq ans visée à l'article 95. Un tel projet d'alignement est sur le point d'aboutir dans la région frontalière entre les cantons de Berne, d'Argovie et de Soleure. Cet alignement répond notamment à une demande formulée dans le postulat 286-2011 «La régionalisation doit suivre les limites des arrondissements administratifs» déposé le 4 juin 2012 par Adrian Wüthrich et adoptée par 134 voix contre une par le Grand Conseil, puis classée. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif explique que lorsqu'il réexamine les divisions territoriales, il vérifie toujours si les régions administratives ou les arrondissements administratifs conviennent pour atteindre l'objectif en question, et donne à cet effet l'exemple des OPC et des organes de conduites régionaux qui ont été regroupés en fonction des arrondissements administratifs.

Article 48

Correspond à l'actuel article 48, alinéa 1.

Dans la pratique, l'incorporation dans les formations cantonales se fait d'emblée, c'est-à-dire en principe dès le recrutement. Un transfert ultérieur vers une formation cantonale peut intervenir à titre exceptionnel, notamment du fait de qualifications particulières, mais uniquement en concertation avec l'organisation concernée. L'obligation légale, prévue par l'alinéa 2, de mettre à la disposition du canton les personnes astreintes dont il a besoin ne correspond donc plus à une nécessité; d'où son abrogation.

Article 49

Les personnes qui sont naturalisées pendant ou après l'année de leur 26e anniversaire ne peuvent plus être recrutées par l'armée. Selon les dispositions de la LPPCi, elles sont toutefois astreintes à servir dans la protection civile jusqu'à la fin de l'année de leur 40e anniversaire et doivent donc être soumises à un examen d'aptitude et, le cas échéant, recrutées. Conformément à la législation militaire, les personnes naturalisées de 25 ans révolus ne peuvent plus être convoquées (par le biais du Système d'information sur le personnel de l'armée et un ordre de marche). La convocation et l'allocation pour perte de gain sont donc régis par la législation sur la protection civile. Par conséquent, les examens d'aptitude doivent être organisés par la protection civile en accord avec les centres de recrutement. L'article 33, alinéa 3 LPPCi prévoit que les personnes concernées doivent être inscrites au recrutement par le service compétent du canton. Ce service ne disposant pas des informations nécessaires, c'est au service compétent de la POM que les communes doivent annoncer les personnes naturalisées concernées. Le nouvel alinéa 2 contient des dispositions en ce sens.

Les autres alinéas sont repris dans leur teneur actuelle, avec quelques ajustements rédactionnels.

Article 50

L'alinéa 1 reste inchangé, à l'exception d'une adaptation rédactionnelle dans la version allemande.

L'alinéa 2 est repris dans son principe, mais aligné sur la pratique, pour ce qui est des décisions d'incorporation dans la réserve instruite. En effet, dans sa rédaction actuelle («transfert anticipé dans la réserve»), le texte ne reflète pas la distinction faite, dans la pratique, entre «réserve instruite» et «réserve non instruite». L'incorporation dans la réserve non instruite se fait lors du recrutement (cf. art. 49, al. 2). Cette réserve, dont les OPC n'ont pas besoin dans l'immédiat, pourra être envoyée en instruction et engagée ultérieurement si nécessaire. La réserve instruite désigne, pour sa part, l'effectif des personnes astreintes à servir dans la protection civile qui ont (au moins) accompli l'instruction de base. Quoique dispensées de cours de répétition et d'engagements, elles peuvent être «réactivées» au besoin – contrairement aux effectifs de la réserve non instruite – par exemple pour participer à des interventions lors de catastrophes majeures.

Enfin, dans une logique d'harmonisation des pratiques cantonales, le nouvel alinéa 3 reprend, sous forme déclaratoire, le principe selon lequel la libération à titre anticipé de l'obligation de servir au profit d'une organisation partenaire se décide au niveau cantonal – principe qui découle des articles 20 LPPCi et 2 OPCi.

Article 51

La version allemande reprend la terminologie fédérale, ce qui est déjà le cas en français.

Article 52

Cet article correspond à l'actuel article 52, lettres *a* et *b*, à quelques points près qui font l'objet d'ajustements terminologiques et rédactionnels (notamment la suppression du terme «protection des biens culturels»). Les compétences en matière de protection des biens culturels sont désormais définies à l'article 67. Pour des raisons de systématique, l'actuelle lettre *c*, qui porte sur les compétences en matière de construction d'abris, devient l'article 70, inclus dans la nouvelle section 4 «Abris et contributions de remplacement». Enfin, la disposition de l'actuelle lettre *d* sera désormais réglée par voie d'ordonnance.

Article 53

Cet article est repris dans sa teneur actuelle, hormis la suppression de la protection des biens culturels (cf. commentaire de l'art. 1). Les compétences en matière de protection des biens culturels sont désormais codifiées à l'article 68.

Article 54

Le libellé de la lettre *a* est aligné sur celui de la LPCCi révisée. A noter que, selon la législation fédérale, les événements majeurs entrent dans la définition de la «catastrophe» – dont ils constituent une forme particulière –, que ce soit en termes de compétence de convocation ou de durée des services. Les autres dispositions de l'article restent inchangées; hormis une rectification orthographique apportée au texte allemand.

Cette modification, déjà introduite par l'article 2 OiLPPCi, permet d'éviter toute contradiction entre le droit cantonal et le droit fédéral, dans les compétences de convocation du canton et des communes.

Article 55

Cet article correspond à l'actuel article 55, alinéa 1.

Les durées de service étaient précédemment régies par un seul et même article 55; à l'alinéa 1 pour les interventions en cas de catastrophe ou en situation d'urgence, et à l'alinéa 2 pour les travaux de remise en état et les interventions en faveur de la collectivité. Si la durée de service reste illimitée pour les interventions en cas de catastrophe ou en situation d'urgence, les nouvelles dispositions de droit fédéral plafonnent la durée des interventions en faveur de la collectivité, ce qui conduit à régler la durée des «interventions pour travaux de remise en état» et celle des «interventions en faveur de la collectivité» dans deux articles distincts (les art. 56 et 57). Les titres marginaux sont adaptés et complétés en conséquence. Cette distinction, dont la pertinence est vérifiée, avait déjà été introduite par l'OiLPPCi (cf. art. 3 et 4).

Article 56

Cet article est reformulé. L'article 27, alinéa 2bis LPPCi introduit un délai pour l'accomplissement des travaux de remise en état (trois années après l'événement) et fixe à 21 jours la durée maximale pendant laquelle une personne astreinte peut être mobilisée par année. Le délai de trois ans, figurant déjà dans l'OiLPPCi, a été repris à l'alinéa 3, et la limite de 21 jours par année (le texte de loi en vigueur prévoit une durée de deux semaines et l'OiLPPCi, de 14 jours par événement) a été reprise à l'alinéa 2. Etant donné que la législation fédérale ne prévoit aucune exception pour les cadres ou les spécialistes ni la possibilité de servir plus longtemps à titre volontaire, les dispositions correspondantes de l'actuelle LCPPCi et l'OiLPPCi n'ont pu être reprises dans le cadre de la présente révision. L'alinéa 4 précise toutefois que, selon les prescriptions fédérales, le délai de trois ans et la durée maximale de 21 jours peuvent être prolongés par le Service compétent de la POM. Etant donné que l'article 28 LPPCi définit de manière exhaustive le contrôle et la surveillance des travaux de remise en état et des interventions en faveur de la collectivité, l'alinéa 1 dispose que, à l'instar des interventions en faveur de la collectivité (art. 57, al. 1), une autorisation préalable du service compétent de la POM est désormais nécessaire pour mener les travaux de remise en état. En règle générale, cette autorisation est octroyée dans le cadre des planifications annuelles soumises par les OPC. Les détails seront réglés par voie d'ordonnance par le Conseil-exécutif.

Au sens de ces dispositions, le terme «travaux de remise en état» entend des mesures déployées immédiatement après un événement pour assurer le maintien (provisoire) des infrastructures vitales et éviter des dommages consécutifs. Il couvre également les travaux de déblaiement qui ne peuvent être ajournés et le rétablissement (du moins de façon provisoire) d'infrastructures, notamment des voies de circulation et de communication. Le plafonnement de ce délai à trois ans doit permettre d'éviter la réalisation de travaux plus étendus sous couvert de travaux de remise en état. Les travaux de ce type seront réalisés dans le cadre de cours de répétition et d'interventions en faveur de la collectivité; ils sont donc soumis aux restrictions qui s'y rattachent. Des dérogations pourront être autorisées par le service compétent de la POM, sur demande et avec l'accord de l'office fédéral compétent, lorsque les circonstances le justifient.

Dans ce contexte, «événement» entend des phénomènes météorologiques (tempêtes, orages, etc.) ou naturels (crues, séismes, glissements de terrain, etc.), lesquels peuvent se produire à plusieurs endroits simultanément. Le délai de trois ans pour les travaux de remise en état se rapporte ainsi à l'événement et non à l'endroit du sinistre.

Article 57

Cet article est reformulé; il reprend les dispositions de l'article 4 OiLPPCi.

Depuis le 1er janvier 2012, l'article 27a, alinéa 2 LPPCi limite à 21 jours, par an et par personne, la durée de service autorisée pour des interventions en faveur de la collectivité, qu'elles soient d'envergure nationale, cantonale, régionale ou communale. Cette restriction entend d'abord empêcher tout abus sous couvert d'interventions de ce type. Sachant que la législation cantonale limitait jusque-là à sept jours la durée de service pour ces interventions (plus quatre jours pour les cadres), mais que cette durée pouvait se prolonger en cas de service volontaire ou après entente avec l'employeur (art. 55, al. 2 et 4 LCPPCi dans sa teneur actuelle), il a fallu redéfinir la durée des interventions en faveur de la collectivité dans un article distinct. Les inter-

ventions en faveur de la collectivité sont non seulement bénéfiques pour celle-ci, mais aussi très formatrices pour les OPC. En effet, il s'agit pratiquement du seul terrain d'exercice pour la conduite d'une intervention dans des conditions difficiles (intempéries, temps limité, travail de nuit). Cet entraînement est essentiel pour les OPC, qui sont ainsi en mesure de gérer spontanément une intervention en cas de catastrophe ou d'événement majeur. Cette approche a fait ses preuves à de nombreuses occasions ces dernières années, où des OPC ont été mobilisées dans le cadre de catastrophes ou d'événements majeurs. Il est donc inenvisageable de renoncer à participer aux interventions en faveur de la collectivité.

L'alinéa 2, lettre *a* habilite les communes à convoquer les personnes astreintes à servir dans la protection civile, au besoin jusqu'à sept jours par an pour des interventions en faveur de la collectivité, sous réserve du respect des dispositions pertinentes du droit fédéral et cantonal d'une part et, de l'autre, de l'autorisation préalable du service compétent de la POM. La législation ne prévoit pas de dispositions particulières pour les personnes exerçant des fonctions de cadre ou de spécialiste. Ceci n'empêchera pas la tenue de cours préparatoires et de cours destinés aux cadres, en fixant l'intervention à une semaine (cinq jours ouvrés) pour l'équipe mobilisée, additionnée, pour les cadres, d'une convocation à un cours préparatoire de deux jours. A cette durée de service s'ajoutent, en vertu de l'alinéa 2, lettre *b*, 14 jours annuels que le canton et la Confédération peuvent ordonner pour des interventions d'envergure cantonale ou nationale en faveur de la collectivité. La durée totale d'intervention est ainsi plafonnée à 21 jours, comme le requiert la législation fédérale. Par ailleurs, si la commune n'épuise pas le contingent de jours qui lui revient en vertu de la lettre *a*, la Confédération et le canton pourront disposer des jours non mis à profit (al. 2, lit. *c*). Réciproquement, les communes pourront exercer le même droit à l'égard de la Confédération et du canton, pour les jours d'intervention que ceux-ci n'auront pas mis à profit (al. 2, lit. *d*). Le service compétent de la POM assurera la coordination nécessaire dans ce domaine.

Enfin, la possibilité de s'engager pour une durée de service plus longue sur la base du volontariat est abrogée par l'alinéa 3.

Toutes les interventions en faveur de la collectivité restent soumises à autorisation préalable du service compétent de la POM (al. 1). Cette condition permet de contrôler la durée de service, mais aussi de s'assurer du respect des dispositions de droit fédéral et d'écarter tout risque d'abus sous couvert d'interventions en faveur de la collectivité. Bien établi parmi les acteurs impliqués, le régime d'autorisation pratiqué s'est avéré probant, d'où son maintien.

L'alinéa 4 portant sur le droit à l'obtention d'allocation pour perte de gain par le personnel cantonal ou communal de la protection civile pour des interventions en faveur de la collectivité renvoie désormais à l'article 1a, alinéa 3 de la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG; RS 834.1), qui ne prévoit pas d'allocations pour perte de gain pour les personnes intervenues en faveur de la collectivité aux niveaux national, cantonal ou communal. La Confédération veut ainsi éviter que les communes, lors d'interventions en faveur de la collectivité, répercutent les salaires qu'elles versent à leur personnel à plein temps ou à temps partiel sur l'APG. Les autres droits liés à l'accomplissement d'une intervention en faveur de la collectivité (notamment la solde et l'assurance militaire) demeurent acquis pour le personnel à fonction principale ou à fonction accessoire des services responsables de la protection civile au niveau cantonal ou communal. Selon la définition de la Confédération, les personnes ayant un contrat de travail (à temps partiel ou à temps plein) avec un service public, à savoir le canton, une commune, une association de communes ou une OPC, et qui accomplissent à cet effet des tâches pour la protection civile font partie du personnel de la protection civile. Il s'agit notamment des commandants et des instructeurs de la protection civile, à plein temps ou à temps partiel (cf. message du Conseil fédéral sur la modification de la LPPCi de février 2013).

Article 58

Depuis le 1er janvier 2012, l'article 25a LPPCi plafonne à 40 jours par an et par personne astreinte la durée totale de service autorisée pour la formation et les interventions en faveur de la collectivité. Les interventions en cas de catastrophe – événements majeurs compris – et en situation d'urgence, de même que les travaux de remise en état dérogent à cette règle. Cette disposition est transposée dans le droit cantonal sous forme déclaratoire.

Article 59

L'alinéa 1 dispose que les personnes astreintes incorporées et actives doivent être instruites selon les prescriptions cantonales et fédérales. Il précise, à l'instar de la loi fédérale, que ces personnes doivent achever l'instruction de base au plus tard l'année de leurs 26 ans révolus. Pour permettre au canton de remplir plus efficacement le mandat de pilotage du système et de controlling que lui confère l'article 3, alinéa 2, il faut lui donner davantage de prise sur l'instruction des effectifs de la protection civile. Certes, le canton veille déjà, de concert avec les centres d'instruction, à la cohérence des cursus, mais sans que cette démarche ne soit formellement légitimée. Les centres d'instruction et les commandants de la protection civile sont du reste unanimes à reconnaître l'apport fourni par le canton dans ce domaine. Le développement de prescriptions à ce titre répond donc à un souhait. Mais garantir la qualité et l'uniformité de l'instruction répond aussi à un double impératif d'interopérabilité des organisations (faciliter la coopération sur le terrain, en termes de personnel, de matériel et de techniques de conduite) et de mobilité (permettre aux personnes astreintes d'intégrer sans difficulté une autre OPC après un changement de domicile).

Les alinéas 2 à 4 ont été ajoutés compte tenu des modifications apportées au niveau fédéral. Ils prévoient des exceptions au principe énoncé à l'alinéa 1, en disposant notamment que des personnes astreintes n'ayant pas accompli l'instruction de base sont incorporées dans le personnel de réserve lorsque les OPC ont déjà recruté assez de personnes. Si les besoins changent ou que la personne astreinte change de lieu de domicile, elle peut être retirée de la réserve en question et avoir ainsi, en vertu de l'alinéa 2, la possibilité d'accomplir l'instruction de base à un âge plus

avancé que celui prévu à l'alinéa 1. Une telle exception est aussi prévue à l'alinéa 3 pour les personnes âgées de plus de 25 ans au moment de leur naturalisation, qui doivent ainsi accomplir l'instruction de base jusqu'à la fin de l'année de leur 30e anniversaire.

Les personnes qui servent dans la protection civile à titre volontaire doivent accomplir l'instruction de base dans les trois années qui suivent leur recrutement. Si une personne est déjà au bénéfice d'une formation similaire, le service compétent de la POM décide, en tenant compte des prescriptions fédérales, si la personne en question doit tout de même accomplir l'instruction de base (en partie ou dans sa totalité). Par formation similaire, on entend notamment des formations militaires (école de recrues, formation de sous-officier ou d'officier), des formations civiles au sein d'organisations partenaires de la protection de la population (p. ex., la formation de base de sapeur-pompier) ou des formations dans le domaine de l'assistance psychologique d'urgence (p. ex., psychologues ou aumôniers). Ces formations peuvent être reconnues comme formation similaire, mais des connaissances dans le domaine de la protection civile peuvent aussi être exigées.

Article 60

L'alinéa 1 correspond à l'actuel article 57, alinéa 1, à quelques précisions et ajustements près.

L'alinéa 2 (qui correspond à l'actuel art. 57, al. 2) maintient la compétence du canton en matière d'instruction des membres de formations cantonales, mais en l'étendant partiellement à la formation des commandants et à la formation continue des personnes astreintes visées à l'article 35, alinéa 2 LPPCi. Cette compétence élargie permettra au canton, dans le cadre des prescriptions fédérales, de spécialiser ces effectifs et d'en faire des multiplicateurs, ce qui contribuera à une diffusion uniforme de l'information et du savoir auprès de l'ensemble des OPC du canton.

Article 61

Cet article correspond, moyennant plusieurs ajustements apportés en fonction de la révision de la loi fédérale, à l'actuel article 59. Les alinéas 1 et 3 modifiés consacrent dans le droit cantonal les modifications introduites par l'article 6 OiLPPCi. En raison de la nouvelle révision de la loi fédérale, la durée de service prévue dans l'OiLPPCi a toutefois dû être en partie adaptée.

A l'entrée en vigueur le 1er janvier 2012 de la LPPCi dans sa version révisée, le législateur fédéral a décidé d'exprimer la durée des formations non plus en nombre de semaines mais en nombre de jours. Ce changement n'a été décidé que lors des débats au Parlement. Contrairement à la pratique, une semaine équivalait à une semaine de sept jours et non à une semaine de travail comprenant cinq jours. Ce point est actuellement traité au niveau fédéral et sera corrigé dans la version révisée de la LPPCi dont l'entrée en vigueur est prévue pour début 2014; la durée sera toutefois toujours exprimée en jours. Deux semaines de service équivaudront donc désormais à douze jours (du lundi de la première semaine au vendredi de la deuxième semaine, le week-end étant aussi soldé), ce qui correspond à la pratique. Par souci de transparence et pour éviter tout risque de confusion, cette formulation est reprise dans la législation cantonale; la durée de l'instruction de base et de l'instruction complémentaire reste conformément aux dispositions actuelles de la LCPPCi cependant inchangée, hormis celle des cadres et des commandants. La loi fédérale distingue par ailleurs, depuis début 2012, la formation des personnes appelées à exercer une fonction de commandant de celle des autres cadres, tout en dotant les cantons d'une compétence (partielle) en matière de formation des commandants.

La durée de l'instruction de base est désormais fixée à douze jours – ce qui correspond aux deux semaines visées à l'actuel article 59, alinéa 1, lettre *a* –, l'instruction commençant le lundi de la première semaine et s'achevant le vendredi de la deuxième semaine (le week-end étant soldé). La durée de l'instruction complémentaire est fixée à cinq jours au maximum, ce qui correspond à la durée maximale prévue par la loi fédérale et à une semaine au sens de l'actuel article 59, alinéa 1, lettre *b*. Conformément aux prescriptions fédérales, la durée minimale de l'instruction des cadres (à l'exception des commandants) est fixée à cinq jours.

L'expérience acquise ces dernières années montre que le temps alloué aux cours de répétition (CR) – à savoir deux jours par an, soit la durée minimale prévue par la législation fédérale – pose souvent problème. Au point d'en devenir un thème récurrent dans les rencontres avec les commandants de la protection civile. En effet, deux jours de CR ne permettent pas d'aller au-delà de simples notions, pas plus que de participer à des exercices conjoints avec des organismes partenaires de la protection de la population. Concrètement, la réglementation en vigueur pose les problèmes suivants dans les différentes fonctions de base de la PC.

– *Collaborateurs d'état-major*

  La spécialisation dispensée par les OPC s'étend en principe sur deux jours. Or les organes de conduite communaux doivent également pouvoir les convoquer pour des exercices, à raison d'un à deux jours par an, auxquels s'ajoutent un à deux jours pour tester les sirènes d'alarme à divers endroits, ainsi que pour préparer et gérer le matériel documentaire à l'usage des postes d'alarme des communes.

– *Préposés à l'assistance*

  Engagés en renfort lors de catastrophes et de situations d'urgence, notamment dans les hôpitaux et les foyers, ils effectuent une partie de leurs CR en situation de terrain, afin d'acquérir le bagage technique nécessaire et de se familiariser avec les lieux. L'engagement est précédé d'un cours préparatoire de deux jours, sans patients ni pensionnaires. L'expérience montre, d'une part, que les foyers sont davantage disposés à coopérer si la durée de l'engagement s'étend sur une semaine ouvrée; d'autre part, qu'une durée plus longue leur permet d'acquérir une certaine expérience, par exemple dans les soins de longue durée lors de catastrophes, ou encore de mieux connaître le fonctionnement d'un centre de collecte.

– *Pionniers*

La durée des CR prévus par l'actuel article 59, alinéa 1, soit deux jours par an, ne suffit pas à assurer une formation de qualité aux nouveaux matériels et équipements d'intervention. Or, d'une part, les partenaires du dispositif de protection de la population doivent pouvoir compter sur des équipes de protection civile parfaitement formées. D'autre part, une bonne formation aux équipements est indispensable pour éviter des accidents. Sans compter que le champ d'intervention des pionniers s'est considérablement élargi ces dernières années (ils sont amenés aussi bien à régler la circulation routière qu'à intervenir dans des opérations de sauvetage lors de séismes, etc.), d'où des exigences accrues de formation. Le manque de temps disponible pour la formation ne permet souvent pas d'aborder la question de la coopération avec les partenaires du dispositif de protection de la population, en particulier avec les sapeurs-pompiers, ni l'organisation de leur relève lors d'exercices communs.

– *Préposés aux constructions, préposés au matériel et cuisiniers*

Depuis début 2012, ces fonctions n'entrent plus dans la catégorie des spécialistes, au sens de la loi, mais dans celle des fonctions de base. En termes de CR, ce changement signifie que les personnes nouvellement formées à ces fonctions ne pourront plus être convoquées que pour deux jours de CR par an, conformément à l'actuel article 59, alinéa 1 LCPPCi. Cette durée est insuffisante pour assurer le contrôle et la maintenance du matériel et des équipements régionaux, sans compter l'instruction des équipes d'intervention.

Toutes ces raisons justifient d'aligner la durée des CR sur celle prévue par le droit fédéral: celle-ci s'échelonnera désormais sur deux à sept jours par an pour toutes les personnes astreintes à servir. Dans le même temps, le régime applicable aux spécialistes (actuel art. 59, al. 2 LCPPCi) est aboli, et on renonce à la réglementation spéciale offerte par le droit fédéral pour les préposés aux constructions et au matériel. Les effectifs astreints seront dorénavant convoqués par les commandants de la protection civile, en fonction des besoins de formation identifiés. Ce changement était déjà inscrit dans la législation cantonale (art. 6, al. 1 OiLPPCi), ce changement est définitivement inscrit dans le droit cantonal.

Les exigences croissantes faites aux commandants, que ce soit en termes de cours de répétitions, d'interventions en faveur de la collectivité, d'activités de contrôle ou de gestion du personnel, justifient un allongement de la formation des cadres. D'où l'alignement de la durée de formation requise pour l'exercice d'une fonction de commandant sur la durée maximale prévue par le droit fédéral, soit 24 jours. Cette durée se répartit comme suit: de dix à douze jours de formation dispensés par la Confédération, complétés par une formation de compétence cantonale, laquelle s'étendra sur cinq à douze jours (al. 2). Celle-ci comprendra deux volets: un premier volet se déroulera avant la formation fédérale, le second après. Le premier portera sur les particularités de la protection civile dans le canton de Berne et le déroulement des processus au sein du service compétent de la POM; il permettra aussi aux futurs commandants de se préparer au cours dispensé par la Confédération (dans une perspective cantonale). Le deuxième leur permettra de se former aux interventions, de mettre en pratique les acquis de la formation fédérale et de se familiariser avec le déroulement des processus, en particulier le travail de coopération avec les partenaires du système coordonné de protection de la population. Pour conférer à la formation toute la souplesse voulue, il est usé de toute la latitude laissée par le législateur fédéral.

S'agissant de la répartition des dépenses, celles engagées dans le volet formation fédérale sont à la charge de la Confédération. Les dépenses de solde et de subsistance, les frais de transport et d'hébergement, etc., qui se rapportent à la formation de compétence cantonale, seront portés à la charge des communes, en application de l'article 36 de l'ordonnance cantonale du 27 octobre 2004 sur la protection civile (OCPCi; RSB 521.11).

L'alinéa 3 correspond à l'actuel article 59, alinéa 3.

Les dispositions concernant le perfectionnement (actuel art. 59, al. 4) font l'objet des alinéas 4 et 5. En vertu de l'alinéa 4, le canton – tirant sa compétence de l'article 60, alinéa 2 – est habilité à convoquer à ce titre les personnes astreintes visées à l'article 35, alinéa 2 LPPCi jusqu'à cinq jours sur quatre ans, ce qui correspond à la durée maximale prévue par le droit fédéral. Sur demande dûment motivée, le service compétent de la POM pourra céder ce contingent de jours aux communes. Rien ne change en revanche pour les autres équipes d'intervention, dont le perfectionnement continuera de se faire lors des cours de répétition, sous la responsabilité des communes (al. 5).

Enfin, l'alinéa 5 de l'actuel article 59 n'est pas repris dans cet article, mais déplacé à l'article 62, alinéa 1; le titre marginal est adapté en conséquence.

Article 62

Article nouvellement créé. L'alinéa 1 reprend sans le modifier l'actuel article 59, alinéa 5.

La Confédération pourvoit à la formation du personnel enseignant de la protection civile. Dans une démarche d'assurance qualité (pilotage du système et controlling), l'instruction de base, l'instruction complémentaire et la formation des cadres seront désormais assurées exclusivement par des instructeurs professionnels, titulaires d'un diplôme fédéral. A noter que le qualificatif «professionnel» ne signifie pas que l'enseignant doit exercer cette fonction à temps plein dans le centre d'instruction, mais qu'il doit être titulaire d'un diplôme fédéral d'instructeur de la protection civile. Toutefois, les personnes ayant suivi une telle formation à titre accessoire ne pourront plus être nommées responsables de formation. Les centres d'instruction ont expressément adhéré à cette condition introduite par l'alinéa 2. Selon l'alinéa 3, le Conseil-exécutif peut prévoir des dérogations par voie d'ordonnance, notamment pour permettre le recrutement de spécialistes pour certains modules (p. ex. un technicien pour l'instruction à la maintenance d'installations, un secouriste pour les cours de samaritains ou un mécanicien pour la formation à l'entretien de matériel).

Article 63

Cette disposition reprend l'actuel article 60 en le complétant. Par «Infrastructure moderne», on entend du matériel didactique à jour, utilisé également dans les OPC régionales, et des terrains d'exercice propices à l'instruction des effectifs de la protection civile.

Article 64

Cet article correspond, à quelques ajustements près, à l'actuel article 61. L'alinéa 1 dispose – par analogie à l'article 42 LPPCi – que lorsqu'un centre d'instruction de la protection civile est désaffecté et utilisé à des fins étrangères à sa destination première, ou aliéné, les subventions cantonales devront être remboursées. Pour déterminer le montant à rembourser, le canton s'aligne depuis quelques années sur la pratique fédérale, ceci pour garantir une certaine unité de pratique. Cette pratique est désormais consacrée par l'ajout, à l'alinéa 1, des mots «par analogie à la pratique fédérale». L'alinéa 2 prévoit une dérogation si l'ordre de désaffectation émane du canton, auquel cas le remboursement des subventions cantonales ne sera pas exigible. A l'inverse, elles devront être remboursées si le centre d'instruction est désaffecté à la suite d'une réorganisation ou d'un regroupement des centres d'instruction décidé au niveau communal.

Par analogie, là encore, à la pratique fédérale, le montant à rembourser sera calculé compte tenu des éventuels amortissements déductibles. Le délai d'amortissement présumé est en général de 25 ans, à l'instar de celui retenu par la Confédération; il conviendra néanmoins d'apprécier l'ensemble des circonstances au cas par cas.

Article 65

La question du matériel faisait initialement l'objet des articles 62 et 63, repris dans une teneur modifiée aux articles 7 et 8 OiLPPCi. Ces dispositions – éprouvées entretemps – sont ainsi inscrites définitivement dans le droit cantonal.

Depuis le 1er janvier 2012, l'article 43a LPPCi attribue aux cantons la responsabilité de l'acquisition et du financement de l'équipement personnel et du matériel d'intervention des corps de protection civile qui sont utilisés dans la maîtrise des catastrophes et des situations d'urgence. Sachant que, dans le canton de Berne, la protection civile est structurée régionalement et relève dès lors de la compétence des communes – tout comme son équipement –, l'obligation nouvellement faite au canton est déléguée aux communes (al. 1).

Pour favoriser l'interopérabilité des OPC, le canton soutient les communes dans l'évaluation du matériel d'engagement et en coordonne l'acquisition (al. 2). Le canton pourra, à ce titre, formuler des recommandations et servir de relais entre le Forum matériel des cantons et les communes pour l'acquisition conjointe de matériel de protection civile. Le matériel acquis sur recommandation du canton pourra du reste être subventionné à charge du fonds des contributions de remplacement (cf. art. 75, al. 5). Une participation financière plus étendue du canton à l'acquisition de matériel communal n'est pas prévue.

Article 66

La question du matériel faisait initialement l'objet des articles 62 et 63, repris dans une rédaction modifiée aux articles 7 et 8 OiLPPCi.

L'article 14, alinéa 3 de l'OPCi révisée transfère au destinataire la propriété du matériel financé et livré par l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) après l'entrée en vigueur de l'ordonnance (c'est-à-dire début 2012), la propriété emportant l'obligation d'en assurer l'entretien et l'élimination. Compte tenu de la structure régionalisée de la protection civile dans le canton de Berne – la PC étant ainsi de compétence communale – c'est aux communes que revient l'essentiel du matériel financé par la Confédération. Une adaptation du droit cantonal s'impose donc, sur ce point, pour y inscrire les obligations désormais faites aux communes en leur qualité de destinataires finales du matériel livré au canton par la Confédération. Le canton soutiendra les communes dans leurs démarches par la diffusion de recommandations et d'imprimés, et en assurant un rôle de coordinateur. Une participation financière plus étendue du canton n'est pas prévue.

Articles 67 et 68

L'insertion d'une sous-section «Protection des biens culturels» (ch. 3.6) dans la section «3. Protection civile» permet de mieux situer la protection des biens culturels par rapport à la protection civile, en ce qu'elle constitue un sous-domaine et non une organisation à part entière de la protection de la population. Dans le système de protection de la population, la protection des biens culturels se rattache à la protection civile (laquelle en est une organisation partenaire). Par conséquent – et comme indiqué dans le commentaire de l'article 1 –, le terme «protection des biens culturels» a été supprimé partout, dans le texte, où il côtoyait le terme «protection civile». La protection des biens culturels est ainsi abordée dans une nouvelle sous-section, qui regroupe les articles 67 à 69. Les compétences et obligations y afférentes demeurent inchangées.

Article 69

Cet article correspond à l'actuel article 65, alinéa 1.

Article 70

Le domaine «abris et contributions de remplacement» constitue – au même titre que les «infrastructures de protection» (cf. section 5) – un domaine de la protection de la population en principe indépendant de la protection civile. Tandis que la protection civile s'est largement régionalisée dans le canton de Berne, les abris restent pour l'essentiel de la compétence et de la responsabilité des communes, à moins qu'ils ne relèvent expressément du canton. Au niveau communal, ce secteur ressortit au service des travaux publics – il y a donc dissociation claire d'avec l'administration de la protection civile. Cela ne signifie pas que le service de protection civile ne peut se charger des travaux d'entretien de ces ouvrages, mais que ces travaux peuvent aussi bien être réalisés, pour une bonne part, par d'autres agents communaux ou par des externes. Toutefois, la responsabilité ne saurait être déléguée. Le regrou-

pement des dispositions sur les abris et les contributions de remplacement (extraites de la section 3 «Protection civile») dans une nouvelle section permettra de mieux faire ressortir cette distinction. Il répond aussi à une exigence pratique, en ce qu'il dissipe la confusion qui régnait autour du rôle de la protection civile, souvent considérée, à tort, comme compétente pour les abris.

A l'instar de l'OiLPPCi, l'article 70 définit les attributions du service compétent de la POM, qui assure la régulation de la construction d'abris conformément aux prescriptions fédérales. Il s'agit notamment de décider si d'autres abris doivent être construits au sein d'une commune ou si le maître d'ouvrage peut en être dispensé au vu du nombre suffisant déjà à disposition au sein de cette même commune. Par ailleurs, le service compétent de la POM perçoit les contributions de remplacement et assure la gestion du fonds cantonal des contributions de remplacement (celui-ci constituant un financement spécial). Cette compétence découle de l'article 47, alinéa 3 LPPCi, selon lequel les contributions de remplacement – qui, jusqu'au 31 décembre 2011, alimentaient les fonds communaux – reviennent désormais aux cantons. Ce réaménagement, qui doit permettre de rétablir un équilibre dans la couverture cantonale en places protégées, bénéficiera surtout aux communes à faible activité immobilière – qui accusent souvent un déficit de places protégées –, en ce qu'il permettra (selon les possibilités) d'y construire des abris publics. L'intention du législateur de rediriger vers le canton les contributions versées jusque-là aux communes ressort clairement des travaux préparatoires de la révision de la LPPCi. La notion de «canton» ne s'entend donc pas ici comme l'ensemble des communes.

Les dispositions en ce sens de la LPPCi et de l'OPCi devaient être transposées en droit cantonal au 1er janvier 2012, de sorte que les contributions de remplacement puissent revenir au canton à compter de cette date. Il s'agissait, en particulier, de définir la réglementation cantonale applicable à la perception, à la gestion et à l'utilisation des contributions, mais aussi les modalités d'affectation des fonds de contributions de remplacement constitués par les communes avant l'entrée en vigueur de la loi révisée, comme le prévoyait le message concernant la révision partielle de la LPPCi. C'est à ces exigences que répondait l'article 12 OiLPPCi, complété par un règlement de la POM, précisant les modalités d'administration du fonds cantonal des contributions de remplacement et les règles applicables aux prélèvements opérés sur celui-ci.

Article 71

Le nouvel article 71 institue, dans son alinéa 1, une obligation de contrôle périodique des abris. C'est sur ce contrôle que se fondera le plan d'attribution des places protégées visé à l'alinéa 2. La conformité des abris existants aux prescriptions fédérales étant la condition *sine qua non* d'une pleine couverture en places protégées, c'est sur ces prescriptions que se fonderont les communes pour procéder aux contrôles périodiques. Les résultats documentés seront transmis par écrit au service compétent de la POM. Dans la même logique, l'article 75, alinéa 4 prévoit de subordonner les prélèvements sur le fonds cantonal ou les fonds communaux à la réalisation d'un contrôle préalable des abris.

L'alinéa 2 porte sur la planification d'attribution des places protégées, à laquelle il est procédé avec plus ou moins de rigueur selon les communes, en dépit des instructions de l'OFFP[3] en ce sens. L'obligation de mise à jour périodique des plans d'attribution, selon les prescriptions fédérales et cantonales, figure déjà à l'article 10, alinéa 1, lettre *f* OCPCi. Sa réitération, sous forme déclaratoire en l'occurrence, la rend plus contraignante et va dans le sens d'une plus grande harmonisation, qui permettra notamment de mieux gérer la couverture cantonale en places protégées. La périodicité de mise à jour, qui sera fixée par voie d'ordonnance, devrait être de cinq ans.

Article 72

Cet article, qui correspond en substance à l'actuel article 64, reprend les dispositions de l'article 9 OiLPPCi, dont le bien-fondé s'est vérifié (d'où leur reprise dans le droit cantonal).

L'alinéa 1 correspond aux alinéas 1 et 3 de l'actuel article 64. L'obligation de construire des abris et le montant des contributions de remplacement continuent, dans la LPPCi révisée, d'être régis en grande partie par le droit fédéral. Les adaptations apportées par le législateur fédéral dans ce domaine vont dans le sens d'un allégement des coûts de construction des abris. Car si l'obligation générale de construire des abris est maintenue dans les communes qui accusent un déficit de couverture en places protégées, seuls seront construits des abris d'au moins 25 places protégées dans les immeubles et ensembles résidentiels qui comptent au moins 38 pièces. Le nombre de places à prévoir dans les hôpitaux et les établissements médico-sociaux correspondra au nombre de lits de patients. Enfin, par souci d'égalité de traitement, le montant de la contribution de remplacement dont devra s'acquitter le maître d'ouvrage lorsque la couverture en places est suffisante a été sensiblement réduit.

L'OPCi révisée dote, par ailleurs, les cantons de certaines compétences pour autoriser des dérogations en matière de construction d'abris, notamment aux articles 17, alinéa 6, 18 et 19. Ces dérogations sont précisées à l'alinéa 2.

– Lettre *a*: *possibilité de construire des abris dans les maisons d'habitation de moins de 38 pièces pour les communes comptant moins de 1000 habitants*

  Pour combler le déficit en places protégées, plus marqué dans les petites communes à dominante rurale que dans les grandes localités, il est important – compte tenu de la faiblesse de l'activité de construction et de l'envergure réduite des projets – de pouvoir doter d'abris des immeubles plus petits également. Quant au nombre de places protégées requises, le principe reste inchangé, à savoir deux places protégées pour trois pièces. Les communes concernées sont in-

[3] Instructions de l'Office fédéral de la protection de la population du 20 décembre 2012 concernant la gestion de la construction d'abris et la planification de l'attribution des places protégées à la population

vitées par le service compétent de la POM à se prononcer sur l'opportunité de cette dérogation. La nouvelle réglementation fédérale de l'obligation de construire des abris rend sans objet l'alinéa 2, lettre *a* de l'actuel article 64.

– Lettre *b*: *interdiction de construire des abris dans les bâtiments situés dans des zones particulièrement menacées*

  Cette interdiction est maintenue. En lieu et place, les propriétaires d'immeubles s'acquitteront d'une contribution de remplacement. Cette disposition reprend, en le précisant, l'article 64, alinéa 2, lettre *b*, tout en définissant – à l'instar du droit fédéral – ce qu'on entend par «zone particulièrement menacée», à savoir les régions à forte densité de constructions et celles très exposées aux incendies.

– Lettre *c*: cette disposition reprend l'actuel article 64, alinéa 2, lettre *c*.

Enfin, le Conseil fédéral a abrogé la dérogation prévue par l'article 18, alinéa 1, lettre *c* OPCi, qui libérait les propriétaires de bâtiments aux normes Minergie de l'obligation de construire des abris. Cette mesure s'est imposée du fait du nombre croissant d'établissements publics – tels que des hôpitaux et des établissements médico-sociaux – construits aux normes Minergie. Sachant que ces établissements hébergent souvent des personnes à mobilité réduite, il importe qu'ils disposent de suffisamment de places protégées rapidement accessibles. Pour mettre la législation bernoise en conformité avec la réglementation fédérale, la dérogation prévue par l'actuel article 64, alinéa 2, lettre *d* en faveur des bâtiments aux normes Minergie est donc supprimée, comme elle l'était déjà dans l'OiLPPCi.

Article 73

L'OPCi révisée (art. 21, al. 2) délègue aux cantons la compétence de fixer le montant de la contribution de remplacement dans une fourchette de 400 à 800 francs par place protégée non construite. Dans l'OiLPPCi, le montant arrêté était de 800 francs, soit le maximum prévu. Dans la LCPPCi, il a été renoncé à fixer formellement ce montant, qu'il appartiendra au Conseil-exécutif de déterminer par voie d'ordonnance. Ceci a pour but de lui laisser une certaine latitude, et éventuellement d'adapter le montant à la baisse ultérieurement. A cet effet, il est prévu d'échelonner le montant des contributions de remplacement en fonction du nombre de places non construites.

Article 74

Selon l'article 21, alinéa 1 OPCi, les contributions de remplacement doivent être versées avant la mise en chantier des travaux de construction; autrement dit, elles ne sont pas encore dues à la date d'entrée en force du permis de construire. Restait à définir les modalités selon lesquelles le service compétent de la POM – chargé par l'article 73, alinéa 1 de gérer le fonds des contributions de remplacement – serait avisé de la mise en chantier des travaux. Etant donnée la nouveauté de l'obligation d'aviser ce service, il semblait opportun de la lier au contrôle obligatoire effectué sur place, conformément à l'article 47, alinéa 4 du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC; RSB 725.1). Sachant qu'il appartient à l'autorité communale de police des constructions de procéder à ce contrôle, l'obligation d'avis se reporte sur les communes. Parallèlement à l'avis, les communes communiqueront le nom du propriétaire du bâtiment, lequel pourra avoir changé après la délivrance du permis. Un formulaire *ad hoc* est remis aux communes à cet effet. Ce n'est qu'après réception de l'avis que le service compétent de la POM entreprendra les démarches d'encaissement des contributions.

Au demeurant, cette disposition ne change rien aux obligations liées au régime d'autorisation, ni à l'obligation d'informer les autorités cantonales compétentes pour la construction des abris. Le maître d'ouvrage reste notamment tenu de présenter les demandes de construction d'abris ou d'exemption de cette obligation dans le cadre de la procédure d'autorisation et conformément aux prescriptions de la POM.

Cet article reprend la disposition de l'article 11 OiLPPCi, dont le bien-fondé s'est vérifié.

Article 75

L'alinéa 1 définit le mode d'alimentation du fonds cantonal des contributions de remplacement.

S'agissant de l'affectation des contributions, le législateur fédéral rappelle qu'elle doit être conforme aux objectifs du fonds – ce principe vaut pour les fonds communaux comme pour le fonds cantonal. Ce qui a changé, c'est la possibilité ouverte par l'article 22, alinéa 1 OPCi d'affecter les contributions à la modernisation d'abris privés. Ceci en deuxième priorité, la priorité première demeurant la réalisation, l'aménagement, l'utilisation et l'entretien des abris publics. Enfin, elles pourront aussi être affectées «à d'autres mesures de protection civile» (troisième priorité). Il ressort du commentaire des dispositions de l'OPCi que l'expression «autres mesures de protection civile» s'entend au sens restrictif, c'est-à-dire uniquement de mesures liées à la protection civile proprement dite. Il pourra s'agir du contrôle périodique d'abris par des tiers, de l'entretien de constructions protégées, ou encore de matériel de protection civile. En sont exclus les frais liés à l'administration communale de la protection civile, tels que le salaire des employés. L'ordre des priorités défini par la Confédération reste à préciser par voie d'ordonnance du Conseil-exécutif (cf. al. 2); ces priorités pourront ensuite être précisées dans une ordonnance de Direction. A souligner enfin que le fonds des contributions de remplacement ne devra pas présenter de découvert et que les prélèvements ne seront autorisés que dans la limite des avoirs disponibles.

Pour demander un prélèvement sur le fonds cantonal, les communes, les OPC et les unités administratives intéressées s'adresseront au service compétent de la POM. Les compétences financières pour autoriser le prélèvement sont régies par les dispositions de l'ordonnance de Direction du 28 février 2011 sur la délégation de compétences de la Direction de la police et des affaires militaires du canton de Berne (ODDél POM; RSB 152.221.141.1).

S'agissant des frais de gestion du fonds, l'article 14, alinéa 5 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0) dispose que la

totalité des frais occasionnés par la gestion d'un financement spécial est imputée à ce dernier. Les fonds de contributions de remplacement n'échappent pas à ce principe: les frais qui s'y rapportent ne sauraient donc être portés à la charge du canton. Ce principe est consacré à l'alinéa 3, qui assimile la prise en charge des frais de gestion du fonds aux «autres mesures de protection civile» visées à l'article 22, alinéa 1, lettre *c* OPCi. Les dispositions de la LFP et de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1) s'appliquent pour l'approbation des prélèvements sur le fonds (autorisation de dépense).

Quant aux prélèvements sollicités pour mettre aux normes des abris (existants) qui ne satisfont pas aux prescriptions fédérales – leur conformité étant essentielle pour pouvoir assurer une pleine couverture de la population –, l'alinéa 4 précise qu'ils pourront être subordonnés à un contrôle préalable des abris.

Enfin, pour faciliter le controlling du système et favoriser l'interopérabilité des OPC, l'alinéa 5 habilite le canton à soutenir financièrement les communes dans l'acquisition de matériel d'engagement conforme à ses recommandations (cf. art. 65, al.1). Les recommandations formulées par le canton en matière d'acquisition de matériel d'engagement sont élaborées en collaboration avec des représentants des OPC et de la commission spécialisée de la protection civile et font référence principalement aux produits et équipements figurant au catalogue du Forum matériel des cantons, mais aussi à d'autres.

Article 76

L'alinéa 1 attribue au service compétent de la POM la tâche – issue de l'article 19 OPCi – d'ordonner le regroupement en abris communs de places protégées prescrites par l'article 17 OPCi qui sont prévues pour des bâtiments individuels. Synonyme de synergies et de réductions des coûts, cette mesure concernera en premier lieu les ensembles résidentiels à logements multiples puisque, en vertu de l'article 17, alinéa 1 OPCi, seuls devront être construits des abris dans les maisons d'habitation et les ensembles résidentiels de 38 pièces ou plus. En pareil cas, une caution devra être déposée pour le paiement éventuel des contributions de remplacement. Cette pratique, qui se fonde sur le droit fédéral, a déjà cours aujourd'hui. Elle est désormais ancrée dans le droit cantonal. Les cautions perçues seront comptabilisées séparément et associées à un projet de construction précis. Elles seront soit restituées après achèvement des travaux, soit retenues en règlement des contributions de remplacement en cas de non-réalisation des abris dans le délai prescrit par l'alinéa 3.

Article 77

La LPPCi révisée introduit une distinction entre la désaffectation d'abris en général (cf. art. 49, al. 1 LPPCi) et celle d'abris publics (al. 2 du même article). Cette distinction s'impose dans le droit cantonal également. A l'alinéa 1, qui correspond à l'actuel article 68 (avec une adaptation du renvoi à la LPPCi), s'ajoute ainsi un alinéa 2 précisant que le remboursement des subventions cantonales n'est pas exigible en cas de désaffectation d'autres abris, notamment d'abris privés. Ces derniers ne bénéficient du reste pas (en principe) de subventions cantonales. De plus, le calcul des montants correspondants pourrait, dans certains cas, engendrer des charges de travail disproportionnées.

Article 78

Pour le changement d'intitulé de la section, se reporter au commentaire de l'article 70.

L'alinéa 1 attribue à la POM la compétence dévolue au canton par l'article 52, alinéa 1 LPPCi de définir les besoins en constructions protégées.

Les alinéas 2 et 3 correspondent à l'actuel article 69, avec quelques ajustements rédactionnels de portée mineure.

Article 79

Cet article reprend, avec quelques modifications, les dispositions de l'actuel article 70. A l'instar de la législation fédérale, il précise que les subventions cantonales ne sont pas remboursables si l'ordre de désaffectation d'un abri émane du canton. *A contrario*, leur remboursement sera exigible si l'abri est désaffecté du fait d'une réorganisation décidée par les communes.

Par analogie à la pratique fédérale, le montant à rembourser sera calculé compte tenu des éventuels amortissements déductibles. Le délai d'amortissement est en principe de 25 ans, à l'instar de celui retenu par la Confédération; il conviendra néanmoins d'apprécier, au cas par cas, l'ensemble des circonstances.

Article 80

Cet article correspond à l'actuel article 71, l'alinéa 1 étant complété par le terme «événement majeur». A noter que la délégation de compétences du Conseil-exécutif en matière d'autorisation de dépenses, visée à l'alinéa 4 (dans sa rédaction nouvelle comme ancienne), ne porte que sur ses compétences financières ordinaires.

Article 81

Pour éviter de retarder la mise en chantier de projets de construction par de longues procédures d'autorisation de prélèvement, il est important que les décisions se prennent au plus près du terrain, c'est-à-dire au niveau de l'office compétent. Les demandes de prélèvement sur le fonds cantonal concerneront sans doute essentiellement des dépenses non récurrentes qui – dans la mesure où elles outrepassent les attributions du service compétent de la POM – relèveront de la compétence du Conseil-exécutif, conformément à l'OFP. La clause de délégation introduite à la deuxième phrase permet de déléguer cette compétence (par voie d'ordonnance) à la POM. Celle-ci devrait pouvoir être subdéléguée à son tour à l'office compétent, en application de l'article 153 OFP et des dispositions de l'ODDél POM.

Les mêmes raisons motivent la délégation au Conseil-exécutif des compétences du corps électoral et du Grand Conseil en matière d'autorisation de dépenses – dans les limites prévues par la Constitution. En effet, à supposer que le montant envisagé

d'un prélèvement dépasse le cadre de compétence du Conseil-exécutif, ce montant devra être destiné au financement d'un projet d'envergure, par exemple la réalisation de nombreuses places protégées publiques. En délégant au Conseil-exécutif la compétence d'autoriser ce type de dépenses, on évite d'alourdir le processus d'autorisation de grands projets par de longs processus politiques au niveau du Grand Conseil, pour en permettre la réalisation au terme d'une procédure ordinaire, au même titre que d'autres édifices.

Conformément à l'alinéa 2, les prélèvements qui dépassent le montant ordinaire pour lequel le Conseil-exécutif est compétent doivent être soumis au Grand Conseil. Ils sont présentés dans le rapport de gestion.

Article 82

L'alinéa 1 correspond, à quelques ajustements rédactionnels près, à l'alinéa 1 de l'actuel article 72.

L'alinéa 2, qui porte à la charge du canton les frais d'intervention des organisations partenaires occasionnés en cas de catastrophe, en situation d'urgence, lors d'événements majeurs, d'épidémies et d'épizooties, de même que d'événements radiologiques, biologiques ou chimiques, découle des responsabilités dévolues au canton par l'article 9, sous réserve des dispositions de la législation spéciale.

L'alinéa 3 correspond à l'alinéa 2 de l'actuel article 72, avec une modification de portée mineure.

La possibilité ouverte par l'alinéa 4 d'édicter des prescriptions cantonales sur l'indemnisation de l'aide supralocale répond à une nécessité d'harmonisation des barèmes utilisés par les communes. En effet, lorsqu'une intervention est déclenchée à la suite d'une catastrophe ou en situation d'urgence, il n'est pas justifiable de facturer, à la commune ou à l'institution soutenue, des prestations identiques selon des barèmes différents, sous prétexte que la formation mise sur pied par le canton se composait d'effectifs issus de diverses organisations partenaires (cf. commentaire de l'art. 16, al. 2).

Article 83

Correspond à l'actuel article 73, l'incise «assumée par les communes bernoises» ayant toutefois été supprimée car une fondation dispose d'un patrimoine propre affecté à une cause particulière et ne peut donc être «assumée».

Article 84

Correspond à l'actuel article 74.

Article 85

Correspond à l'actuel article 75, alinéa 3.

Article 86

Correspond à l'actuel article 75, alinéa 2, à une modification rédactionnelle près.

Article 87

Une formation, complétée par des exercices de terrain, sont indispensables à l'efficacité opérationnelle du système de protection de la population. C'est dans cette logique que s'inscrivent les cours dispensés depuis de nombreuses années par l'organe de conduite cantonal aux chefs d'intervention, de même que les modules nouvellement proposés aux subalternes, qui permettent aux cadres des organisations partenaires de se former progressivement à la maîtrise d'événements majeurs. Le canton de Berne fait du reste figure de pionnier en Suisse dans ce domaine. Les connaissances acquises dans ce contexte servent non seulement à gérer des catastrophes, des situations d'urgence et des événements majeurs mais aussi, dans le travail quotidien des organisations partenaires, en particulier des services de sauvetage, à venir en aide aux personnes touchées de la façon la plus rapide et efficace possible. Ainsi, les processus et termes définis et enseignés dans le cadre des formations sont mis en pratique à partir du moment où deux ou plusieurs organisations partenaires mènent une intervention conjointe (p. ex. services de sauvetage, sapeurs-pompiers et police lors d'un accident). Dans ce contexte, les organisations partenaires ont conscience de la valeur des formations et des exercices, qui constituent la condition *sine qua non* pour une intervention réussie, quel que soit la nature de l'événement (y compris les événements du quotidien). Les formations et les exercices sont planifiés et organisés en collaboration avec les organisations concernées.

Les formations visées à cet article durent quelques jours, et chaque organisation participante s'y fait représenter. Elles ne sont donc pas destinées à l'ensemble du personnel des organisations. Ainsi, seuls quelques représentants des organisations participent aux quelques exercices organisés chaque année (p. ex. pour un exercice de grande envergure, deux ambulances avec une équipe à bord). Ces exercices durent en général de quelques heures à plusieurs jours, chaque organisation n'étant en principe pas présente en tout temps. Lors de la définition et de l'élaboration de l'exercice, les besoins des organisations partenaires sont pris en compte dans la mesure du possible. Il n'est donc pas exclu d'intégrer des souhaits particuliers émis par une organisation dans le scénario de l'exercice (p. ex. tester un plan d'urgence). Si un événement réel se produit pendant une formation ou un exercice, il va de soi que les participants des différentes organisations sont à disposition de leur organisation pour intervenir.

Les cours et les exercices sont organisés sous l'égide de l'organe de conduite cantonal. En règle générale, les frais de repas, de locaux, de personnel, etc. ne sont pas mis à la charge des organisations partenaires, qui ne participent donc pas d'un point de vue financier, mais apportent leur contribution en mettant du personnel à disposition pour participer aux exercices et aux formations. Ces collaborateurs peuvent toutefois être mobilisés immédiatement en cas d'événement réel. La participation à ces formations et à ces exercices contribue en outre à la formation et au perfectionnement du personnel des organisations partenaires. Le Conseil-exécutif peut définir en détail les modalités des formations et des exercices par voie d'ordonnance.

Article 88

Correspond à l'actuel article 76.

Article 89

Correspond à l'actuel article 77.

Article 90

Correspond à l'actuel article 78.

Article 91

Correspond à l'actuel article 79.

Article 92

Selon le nouvel article 20a LAPG, les cantons sont désormais responsables des dommages au régime d'allocation pour perte de gain qui découlent des faits suivants:

a. non-respect des prescriptions relatives à la convocation à des interventions de la protection civile au sens des articles 27, alinéa 2, 27a, alinéa 1, lettre *b* et 33 à 36 LPPCi;

b. non-respect des prescriptions relatives à l'autorisation d'interventions en faveur de la collectivité au sens de l'article 27a, alinéa 1, lettre *b* LPPCi;

c. agissements illicites de comptables d'organisations de protection civile.

La Confédération entend ainsi faire en sorte que seuls les cantons soient responsables en ce qui concerne le régime des allocations pour perte de gain. Ils ont toutefois la possibilité de mener une action récursoire contre une commune ou une personne fautive. Les personnes astreintes dans le canton de Berne étant *a priori* convoquées par les communes – le canton se chargeant de les convoquer uniquement pour la formation cantonale –, ce sont les services (communaux et cantonaux) ayant convoqué les personnes en question qui doivent veiller au respect des dispositions fédérales. La possibilité de mener une action récursoire contre les communes doit donc être mentionnée expressément dans la loi cantonale.

Article 93

Les alinéas 1 et 2 correspondent aux alinéas 1 et 2 de l'actuel article 80.

La LPPCi révisée prévoit, à son article 61, alinéa 2, une clause d'action récursoire et d'allocation pour perte de gain pour les dommages causés lors d'interventions d'envergure nationale de la protection civile en faveur de la collectivité. Sachant que des interventions du même type sont menées au niveau cantonal, il semble opportun de transposer cette disposition dans le droit cantonal, pour en étendre l'application aux interventions de portée cantonale de la protection civile en faveur de la collectivité. Tel est l'objet de l'alinéa 3. Cette disposition – déjà contenue à l'article 13 OiLPPCi – garantit le traitement paritaire des interventions de la protection civile et de celles de l'armée.

Article 94

Conformément au message concernant la révision partielle de la LPPCi, «les cantons règlent les rapports de propriété et l'affectation des contributions de remplacement versées avant l'entrée en vigueur de la présente révision». Cette disposition habilitait en principe les cantons à liquider, début 2012, les fonds de contributions de remplacement constitués par les communes et à les regrouper en un fonds cantonal. Par égard pour les communes, et conscient par ailleurs que ces avoirs n'existent souvent que sous forme comptable, le canton a renoncé à exercer ce droit dans le cadre de l'OiLPPCi, reportant la question à la révision dont fait aujourd'hui l'objet la LCPPCi. La gestion desdits fonds restera ainsi de compétence communale pendant la durée de validité de l'OiLPPCi. La solution proposée pour la suite est le transfert de ces avoirs au fonds cantonal dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi. Cette mesure devrait surtout faciliter les processus administratifs en centralisant les avoirs détenus auprès de nombreuses caisses communales. A noter que la gestion des fonds relève déjà du canton, puisque c'est lui qui se prononce sur les prélèvements projetés (conformément aux prescriptions fédérales) et qui surveille l'affectation des ressources des fonds. Pendant la période de transition, le fonds cantonal des contributions de remplacement ne prendra effet que subsidiairement à ceux des communes. L'objectif est double: permettre d'alimenter le fonds cantonal et réduire le nombre et l'importance des fonds communaux.

Article 95

Un délai transitoire de cinq ans est prévu pour l'adaptation des structures des organes de conduite (art. 25) et des OPC (art. 47) aux nouvelles dispositions.

Article 96

Lors de la dernière révision de la LCPPCi, en 2004, l'impasse avait été faite, en débat parlementaire, sur l'adaptation (déjà nécessaire) de la loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01). L'article 27 LOCA dispose, en effet, que la Direction de l'économie publique accomplit les tâches qui lui sont attribuées en matière d'approvisionnement économique. Cette attribution était celle de l'Office cantonal de l'approvisionnement économique, anciennement rattaché à la Direction de l'économie publique. Or, en vertu de l'article 41, alinéa 2 de la loi – dans sa version actuelle comme dans celle en projet – c'est à la POM qu'il appartient aujourd'hui de coordonner et de contrôler les mesures prises par les organes d'exécution dans ce domaine. D'où la nécessité d'adapter les articles 27 (tâches de la Direction de l'économie publique) et 30 LOCA (tâches de la POM) par une modification indirecte.

Article 97

La LCPPCi faisant l'objet d'une révision totale, le texte en vigueur sera abrogé, de même que l'ordonnance d'introduction qui anticipait la présente révision.

Article 98

Correspond à l'actuel article 84. La date prévue d'entrée en vigueur est le 1er janvier 2015.

5. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

La révision de la législation cantonale en matière de protection de la population et de protection civile est inscrite dans le programme législatif.

6. Répercussions financières

Le projet ne devrait pas avoir d'incidences financières en termes de protection de la population, puisqu'il se borne quasiment, dans ce domaine, à consacrer des changements qui remontent à l'EURO 2008.

Sur le plan de la protection civile, l'acquisition coordonnée de matériel (prévue à l'art. 65) conduira à une réduction des coûts, au profit des communes en particulier – à l'instar des achats groupés d'équipements et de matériel effectués par plusieurs cantons en 2011/2012, qui ont permis d'obtenir des prix très intéressants pour certains. Il appartiendra aux communes et aux organisations de protection civile de profiter au mieux de l'offre disponible.

Pour ce qui est de la construction d'abris et des contributions de remplacement, s'il est vrai que, depuis l'entrée en vigueur de l'OiLPPCi, les contributions de remplacement alimentent un fonds cantonal, celui-ci constitue un financement spécial, sans répercussion aucune sur le compte ordinaire du canton. Par ailleurs, les changements apportés à la législation fédérale sur ce point, en particulier la réduction du montant des contributions de remplacement, font qu'il est difficile d'anticiper les ressources qui viendront alimenter le fonds annuellement.

Il est tout aussi difficile d'anticiper les ressources personnelles et organisationnelles qu'impliqueront la perception des contributions et la gestion du fonds – nouvelle mission que le canton s'est vu confier par la législation fédérale. D'où l'impossibilité, en l'état, d'en apprécier les conséquences financières.

7. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Les travaux liés à la perception des contributions et à la gestion du fonds des contributions de remplacement – tâches dévolues au canton depuis le 1er janvier 2012 – nécessiteront des ajustements organisationnels et (éventuellement) personnels. Si, pour l'heure, ces travaux sont assurés par le personnel du service compétent de la POM en place, des mesures seront prises dans ce domaine, sur la base de l'expérience acquise au cours des derniers mois.

8. Répercussions sur les communes

Selon le présent projet, l'article 25 prévoit que les OCRég seront limités aux communes d'un même arrondissement administratif. La POM peut autoriser des dérogations. Actuellement, huit OCRég (sur 41) comprennent des communes de différents arrondissements administratifs; 13 communes sont affiliées à un OCRég d'un autre arrondissement administratif ou même d'un autre canton. Par analogie à l'article 25, l'article 47 prévoit que les OPC régionales doivent elles aussi se limiter à un même arrondissement administratif et que la POM peut autoriser des dérogations. Pour le moment, ce n'est pas le cas pour six d'entre elles (sur un total de 35); 23 communes sont membres d'une OPC d'un autre arrondissement administratif ou même d'un autre canton. Par ailleurs, huit communes (soit trois OPC) ne remplissent pas la condition prévue par l'article 47, alinéa 2 (11 000 habitants au moins). L'article 95 donne aux communes un délai de cinq ans pour adapter leurs structures. Il faut souligner que ces chiffres portent sur la situation au moment de l'élaboration du projet (été 2012); on peut estimer, au vu des entretiens de préparation, que les adaptations auront été effectuées, pour une bonne part, avant même l'entrée en vigueur de la loi.

Dans la perspective des communes, l'allongement de la durée des cours de répétition de protection civile permettra de mieux couvrir leurs besoins. Elle leur permettra d'accomplir pleinement des tâches parfois négligées aujourd'hui par manque de temps, telles que l'entretien des équipements ou la mise à jour du plan d'attribution des places protégées. Il en résultera une qualité accrue des prestations de la protection civile. Le plafonnement de la durée annuelle des interventions en faveur de la collectivité (21 jours) et de la durée de service totale (40 jours) permettra, en contrepartie, de limiter les absences au travail pour service de protection civile.

La disposition de l'article 65 LCPPCi, qui consacre la compétence des communes en matière de matériel d'engagement et d'équipement personnel, ne fait que confirmer la pratique actuelle, puisque les communes sont déjà responsables desdits équipements. Elle n'entraîne donc pas de surcroît de charges pour les communes.

En termes de protection civile, l'acquisition coordonnée de matériel et d'équipements conduira à une baisse des coûts, dont tireront parti les communes.

S'agissant de l'obligation de construire des abris, les changements qui interviennent n'ont pas d'incidence sur les obligations des communes liées à leur qualité de maître d'ouvrage (hormis en matière de contributions de remplacement), puisqu'elles sont déjà tenues de mettre régulièrement à jour leur plan d'attribution. Ce qui est nouveau, c'est l'inscription explicite de cette obligation dans la législation.

Sur la question précisément des contributions de remplacement, les changements introduits par la législation fédérale auront des répercussions sur les communes, puisque les contributions nouvellement versées n'alimentent plus les fonds de contributions des communes, mais reviennent désormais au canton. Par égard pour les communes, le canton a toutefois renoncé à faire usage de la possibilité qu'offrait le droit fédéral de cantonnaliser les fonds disponibles auprès des communes au 1er janvier 2012. Les communes continuent donc d'en disposer conformément à la

législation fédérale et cantonale en vigueur. La question d'un transfert ultérieur de ces fonds au fonds cantonal est étudiée dans le cadre du présent projet de révision. Pour l'heure, tout prélèvement sur les fonds communaux restera subordonné à une double condition: avoir été préalablement autorisé par le service compétent de la POM et respecter les conditions d'affectation prévues par l'article 73 LCPPCi. Enfin, sachant que les fonds de contributions de remplacement des communes ont cessé d'être alimentés au 1er janvier 2012, les communes devront procéder aux ajustements comptables et budgétaires nécessaires.

9. Répercussions sur l'économie

Le projet n'aura pas d'incidence notable sur l'économie. Le service de protection civile étant indemnisé par les APG fédérales, un allongement ponctuel des durées de service (en particulier, celle des cours de répétition) ne devrait guère avoir de répercussions.

10. Résultat de la procédure de consultation

Les milieux intéressés par la présente révision ont eu la possibilité de prendre position entre le 17 octobre 2012 et le 17 janvier 2013.

De manière générale, la version soumise en consultation a été très bien accueillie. Les partis tels que le PLR, l'UDC et l'UDF, les associations économiques et de nombreuses autres entités ayant participé à la procédure de consultation approuvent la révision et n'ont formulé aucune remarque. L'Assemblée interjurassienne, le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) et le Conseil du Jura bernois (CJB) approuvent aussi la révision, faisant toutefois remarquer qu'il est nécessaire, pour des raisons linguistiques, de prévoir la possibilité de déroger au principe prévoyant que les OCrég et les OPC doivent s'aligner sur les arrondissements administratifs. Les dérogations prévues aux articles 25 et 47 répondent à cette demande.

Les autres partis ayant participé à la procédure de consultation approuvent la révision dans son ensemble mais proposent néanmoins quelques modifications, qui ont globalement pu être prises en compte dans la mesure où elles étaient fondées et n'entravaient pas les intérêts des communes. Le Parti socialiste avait demandé que l'on renonce aux interventions de la protection civile en faveur de la collectivité et aux travaux de remise en état. Cette critique n'a toutefois pu être prise en compte car ces interventions sont essentielles pour les communes et sont de toute manière réglées en premier lieu par la législation fédérale. Des discussions politiques à ce sujet doivent être menées au niveau fédéral.

L'Association des communes bernoises (ACB), les Cadres des communes bernoises et l'Association bernoise pour la protection civile (ABPC) ont formulé une prise de position commune dans laquelle ils se disent globalement d'accord avec la révision, tout comme l'Association bernoise des polices locales (ABPL). Leurs commentaires – principalement des demandes de précisions et d'adaptations formelles – ont pu être pris en compte. En ce qui concerne l'instruction dans le domaine de la protection civile, différentes associations souhaitaient des modifications, qui devaient de toute manière être apportées compte tenu de la nouvelle révision de la loi fédérale. Ces modifications ont en grande partie pu être apportées. Cependant, il n'a pas été possible de répondre à la demande d'une prolongation supplémentaire des cours de répétition de certaines catégories de personnes astreintes (notamment les spécialistes). Enfin, il n'a pas non plus été possible de prévoir dans la loi la prétention des communes à l'utilisation des fonds des contributions de remplacement pour la construction des abris de la protection civile car, selon le droit fédéral, d'autres personnes peuvent y prétendre (p. ex. des propriétaires privés d'abris de la protection civile).

Le Directoire des préfets bernois approuve la révision, mais souhaite que l'on accorde un rôle plus important aux préfectures dans les interventions en cas de catastrophe ou d'événement majeur. Cette demande a pu être prise en compte dans une large mesure, reste que la préfecture ne peut prendre la relève de la coordination que lorsque la Police cantonale la lui confie.

La plupart des communes ayant participé à la procédure de consultation approuvent la révision de manière générale, ou s'associent à la prise de position formulée par l'ACB. Une demande est toutefois récurrente: les communes souhaitent pouvoir prétendre aux moyens du fonds des contributions de remplacement. En outre, certaines communes de l'Oberland bernois appartenant à la même OPC, ainsi que la ville de Thoune, critiquent la révision sur le fond; leurs critiques portent toutefois principalement sur la formation cantonale de la protection civile et la répartition des jours de service entre le canton et la Confédération d'une part, et les communes de l'autre. La formation cantonale est une organisation polyvalente appréciée, qui vient en aide aux OPC régionales; l'Oberland bernois a par ailleurs pu en profiter au cours des dernières années, notamment lors de la coupe du monde de ski ou d'événements majeurs tels que les intempéries dans la vallée de Kandertal en 2011. L'organisation actuelle doit donc être préservée. La répartition des jours pour les interventions en faveur de la collectivité n'est pas modifiée non plus, les contingents de jours non utilisés pouvant d'ores et déjà être attribués à un autre niveau de l'Etat. Ce système fonctionne bien, et la réglementation prévue protège en premier lieu les intérêts des communes.

Différentes prises de position demandent que l'on s'éloigne du principe énoncé aux articles 25 et 47, selon lequel les OCrég et les OPC doivent s'aligner sur les frontières des arrondissements administratifs. Cette demande n'a toutefois pas pu être prise en compte, étant donné que d'autres entités ayant participé à la procédure de consultation saluent expressément ce principe et que la loi prévoit des dérogations pour les cas justifiés (cf. supra). Une autre critique récurrente porte sur le fait que le droit cantonal a dû être adapté à la nouvelle révision de la loi fédérale entrée en vigueur le 1er janvier 2012 par le biais d'une ordonnance d'introduction du Conseil-exécutif. Il est évident qu'il est toujours préférable de suivre la procédure ordinaire de révision d'une loi, mais cela n'était pas possible en l'espèce pour des raisons de temps. Par ailleurs, le canton de Berne s'attache toujours, à l'instar d'autres cantons,

à demander à la Confédération des délais d'introduction et de mise en œuvre appropriés afin d'éviter d'avoir à édicter des ordonnances d'introduction limitées dans le temps.

11. Résultat de la consultation complémentaire

Etant donné que les dernières adaptations à la nouvelle révision de la loi fédérale n'ont pu être apportées qu'à l'issue de la procédure de consultation, les milieux directement concernés ont été invités à participer à une consultation complémentaire du 15 avril au 6 mai 2013. Dans ce contexte, l'ACB, les Cadres des communes bernoises, l'ABPC et le Directoire des préfets bernois avaient la possibilité de donner leur avis sur les dernières modifications. Le Directoire des préfets bernois n'a pas pris position, tandis que les trois autres organismes ont présenté un avis commun dans lequel ils ont demandé des adaptations en ce qui concerne la formation. Des adaptations ont pu être faites sur ce point dans la mesure où elles étaient compatibles avec les dispositions fédérales et n'entraînaient pas de prolongation de la durée des cours de répétition des spécialistes (voir ci-dessus). Bien que la consultation ne portait pas sur la question de l'alignement des OCrég sur les frontières des arrondissements administratifs prévu à l'article 25, les organismes en question ont réitéré leur désapprobation, dont on n'a pu tenir compte au vu des explications qui précèdent.

12. Proposition

Au vu des explications qui précèdent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver le présent projet de révision de loi.

Berne, le 13 novembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'article 37 de la Constitution cantonale[1)],

vu les articles 6, 27, alinéa 3, 27a, alinéa 4, 38, alinéa 1, 47, 67, alinéa 1 et 75, alinéa 3 de la loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi)[2)], les articles 4, alinéa 1, 10, 11 et 14 de la loi fédérale du 6 octobre 1966 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé[3)] ainsi que l'article 54 de la loi fédérale du 8 octobre 1992 sur l'approvisionnement économique du pays (loi sur l'approvisionnement du pays, LAP)[4)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Généralités

Objet

Art. 1 [1]La présente loi règle les tâches cantonales en matière de protection de la population et de protection civile.

[2] Elle définit les compétences et responsabilités et fixe les principes de la collaboration entre organisations partenaires de la protection de la population applicables pour se préparer et faire face aux catastrophes, situations d'urgence, événements majeurs et grandes manifestations.

Notions

Art. 2 [1]Une catastrophe ou une situation d'urgence est une mise en danger imminente de la sécurité et de l'ordre publics ou une situation de détresse sociale qui ne peuvent plus être maîtrisées avec les seuls moyens et compétences prévus pour les situations ordinaires.

[2] Un événement majeur est une situation résultant d'événements inattendus entraînant des dommages importants qui peut être maîtrisée par un recours à la coopération d'une ou plusieurs organisations partenaires de la protection de la population.

1) RSB 101.1
2) RS 520.1
3) RS 520.3
4) RS 531

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'article 37 de la Constitution cantonale[1)],

vu les articles 6, 27, alinéa 3, 27a, alinéa 4, 38, alinéa 1, 47, 67, alinéa 1 et 75, alinéa 3 de la loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi)[2)], les articles 4, alinéa 1, 10, 11 et 14 de la loi fédérale du 6 octobre 1966 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé[3)] ainsi que l'article 54 de la loi fédérale du 8 octobre 1992 sur l'approvisionnement économique du pays (loi sur l'approvisionnement du pays, LAP)[4)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Généralités

Objet

Art. 1 [1]La présente loi règle les tâches cantonales en matière de protection de la population et de protection civile.

[2] Elle définit les compétences et responsabilités et fixe les principes de la collaboration entre organisations partenaires de la protection de la population applicables pour se préparer et faire face aux catastrophes, situations d'urgence, événements majeurs et grandes manifestations.

Notions

Art. 2 [1]Une catastrophe ou une situation d'urgence est une mise en danger imminente de la sécurité et de l'ordre publics ou une situation de détresse sociale qui ne peuvent plus être maîtrisées avec les seuls moyens et compétences prévus pour les situations ordinaires.

[2] Un événement majeur est une situation résultant d'événements inattendus entraînant des dommages importants qui peut être maîtrisée par un recours à la coopération d'une ou plusieurs organisations partenaires de la protection de la population.

1) RSB 101.1
2) RS 520.1
3) RS 520.3
4) RS 531

[3] Une grande manifestation est un événement prévisible, organisé et limité dans le temps qui nécessite l'intervention d'éléments du système coordonné de protection de la population.

Compétence

Art. 3 [1]Les communes sont les principales responsables de la protection de la population et de la protection civile.

[2] Le canton règle le pilotage du système et le controlling.

Subsidiarité

Art. 4 Sous réserve de l'article 9, les organes compétents des arrondissements administratifs ou du canton n'interviennent en cas de catastrophes ou en situation d'urgence que si la commune ou l'arrondissement administratif n'en est plus capable ou sollicite de l'aide.

2. Protection de la population

2.1 Principes

Système coordonné de la protection de la population

Art. 5 [1]Les organisations partenaires suivantes collaborent au sein de la protection de la population:

a les organes de police du canton et des communes, chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité;
b les corps de sapeurs-pompiers, chargés du sauvetage et de la lutte contre les sinistres en général;
c les services de santé publics et privés, y compris les premiers secours, chargés de fournir des soins médicaux à la population;
d les services techniques, chargés de faire fonctionner les infrastructures techniques, en particulier d'assurer l'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité, l'élimination des déchets ainsi que la disponibilité des voies de communication et de la télématique;
e la protection civile, chargée de protéger la population, d'assister les personnes en quête de protection, de protéger les biens culturels, d'appuyer les organes de conduite et les autres organisations partenaires ainsi que d'effectuer des travaux de remise en état et des interventions en faveur de la collectivité.

[2] En fonction des besoins, d'autres organisations ou institutions publiques ou privées ou des particuliers peuvent être tenus de collaborer au système coordonné de la protection de la population, en particulier pour les cours et les exercices. Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Objectifs des organisations partenaires

Art. 6 En cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur, l'action des organisations partenaires poursuit les trois objectifs suivants:

a la protection de la population et de ses bases d'existence,
b le maintien de la liberté d'action,
c le rétablissement de l'ordre.

[3] Une grande manifestation est un événement prévisible, organisé et limité dans le temps qui nécessite l'intervention d'éléments du système coordonné de protection de la population.

Compétence

Art. 3 [1]Les communes sont les principales responsables de la protection de la population et de la protection civile.

[2] Le canton règle le pilotage du système et le controlling.

Subsidiarité

Art. 4 Sous réserve de l'article 9, les organes compétents des arrondissements administratifs ou du canton n'interviennent en cas de catastrophes ou en situation d'urgence que si la commune ou l'arrondissement administratif n'en est plus capable ou sollicite de l'aide.

2. Protection de la population

2.1 Principes

Système coordonné de la protection de la population

Art. 5 [1]Les organisations partenaires suivantes collaborent au sein de la protection de la population:

a les organes de police du canton et des communes, chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité;
b les corps de sapeurs-pompiers, chargés du sauvetage et de la lutte contre les sinistres en général;
c les services de santé publics et privés, y compris les premiers secours, chargés de fournir des soins médicaux à la population;
d les services techniques, chargés de faire fonctionner les infrastructures techniques, en particulier d'assurer l'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité, l'élimination des déchets ainsi que la disponibilité des voies de communication et de la télématique;
e la protection civile, chargée de protéger la population, d'assister les personnes en quête de protection, de protéger les biens culturels, d'appuyer les organes de conduite et les autres organisations partenaires ainsi que d'effectuer des travaux de remise en état et des interventions en faveur de la collectivité.

[2] En fonction des besoins, d'autres organisations ou institutions publiques ou privées ou des particuliers peuvent être tenus de collaborer au système coordonné de la protection de la population, en particulier pour les cours et les exercices. Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Objectifs des organisations partenaires

Art. 6 En cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur, l'action des organisations partenaires poursuit les trois objectifs suivants:

a la protection de la population et de ses bases d'existence,
b le maintien de la liberté d'action,
c le rétablissement de l'ordre.

Tâches des organisations partenaires

Art. 7 Les tâches que doivent accomplir les organisations partenaires en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur sont notamment les suivantes:
a protéger, sauver et prêter assistance;
b traiter et assister les patients et patientes;
c accueillir et assister les personnes en quête de protection;
d garantir l'activité gouvernementale et administrative;
e informer les autorités et la population;
f assurer la sécurité et l'ordre publics;
g ravitailler la population en biens d'importance vitale;
h maintenir les voies de circulation praticables;
i assurer les communications;
k garantir l'évacuation des déchets et l'épuration des eaux usées;
l limiter les effets des dommages existants et empêcher les dommages indirects.

Organes de conduite

Art. 8 Le canton, les arrondissements administratifs et les communes mettent sur pied des organes de conduite pour
a l'analyse des dangers à l'échelon adéquat et l'évaluation des risques fondées sur le travail préparatoire des communes,
b la planification de mesures préparant le plan d'engagement des formations d'interventions,
c la coordination des moyens à disposition pour agir en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur,
d le conseil aux autorités politiques supérieures et la préparation de leurs décisions.

Compétence cantonale

Art. 9 Lorsque les prescriptions fédérales n'en disposent pas autrement, le canton assure la coordination générale de la protection de la population en particulier dans les cas suivants:
a épizooties et épidémies,
b risques liés aux barrages,
c risque d'événement de nature nucléaire, biologique ou chimique,
d danger pour la sécurité publique,
e événement majeur, grande manifestation et dangers particuliers.

Capacité d'agir des autorités

Art. 10 Les autorités s'efforcent de garantir leur capacité d'agir dans le cadre des structures ordinaires. Elles veillent à assurer un état de préparation approprié.

Aide supralocale

Art. 11 [1]La commune touchée par une catastrophe ou une situation d'urgence peut demander une aide supralocale au canton, à titre subsidiaire, en s'adressant à l'organe de conduite compétent.

[2] Les communes sont tenues de fournir, dans les limites de leurs possibilités, une aide supralocale, intercantonale ou transfrontalière.

Tâches des organisations partenaires

Art. 7 Les tâches que doivent accomplir les organisations partenaires en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur sont notamment les suivantes:
a protéger, sauver et prêter assistance;
b traiter et assister les patients et patientes;
c accueillir et assister les personnes en quête de protection;
d garantir l'activité gouvernementale et administrative;
e informer les autorités et la population;
f assurer la sécurité et l'ordre publics;
g ravitailler la population en biens d'importance vitale;
h maintenir les voies de circulation praticables;
i assurer les communications;
k garantir l'évacuation des déchets et l'épuration des eaux usées;
l limiter les effets des dommages existants et empêcher les dommages indirects.

Organes de conduite

Art. 8 Le canton, les arrondissements administratifs et les communes mettent sur pied des organes de conduite pour
a l'analyse des dangers à l'échelon adéquat et l'évaluation des risques fondées sur le travail préparatoire des communes,
b la planification de mesures préparant le plan d'engagement des formations d'interventions,
c la coordination des moyens à disposition pour agir en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur,
d le conseil aux autorités politiques supérieures et la préparation de leurs décisions.

Compétence cantonale

Art. 9 Lorsque les prescriptions fédérales n'en disposent pas autrement, le canton assure la coordination générale de la protection de la population en particulier dans les cas suivants:
a épizooties et épidémies,
b risques liés aux barrages,
c risque d'événement de nature nucléaire, biologique ou chimique,
d danger pour la sécurité publique,
e événement majeur, grande manifestation et dangers particuliers.

Capacité d'agir des autorités

Art. 10 Les autorités s'efforcent de garantir leur capacité d'agir dans le cadre des structures ordinaires. Elles veillent à assurer un état de préparation approprié.

Aide supralocale

Art. 11 [1]La commune touchée par une catastrophe ou une situation d'urgence peut demander une aide supralocale au canton, à titre subsidiaire, en s'adressant à l'organe de conduite compétent.

[2] Les communes sont tenues de fournir, dans les limites de leurs possibilités, une aide supralocale, intercantonale ou transfrontalière.

Aide intercantonale et transfrontalière

Art. 12 [1]L'autorité cantonale coordonne l'aide intercantonale.

[2] Elle coordonne l'aide transfrontalière sur mandat de la Confédération.

[3] Le Conseil-exécutif conclut les conventions nécessaires.

2.2 Mesures préparatoires

Préparation

Art. 13 [1]Les autorités se préparent, d'entente avec les organisations partenaires et sur la base d'une analyse des dangers, à faire face à des catastrophes, à des situations d'urgence et à des événements majeurs. Cette préparation comprend

a la création d'organes et de structures de conduite,
b l'établissement de plans d'urgence,
c la mise à disposition et la coordination, par toutes les organisations partenaires, du matériel et des infrastructures nécessaires.

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires coordonne les mesures préparatoires.

[3] Le canton peut apporter une contribution financière à l'élaboration de plans d'urgence. Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Alarme

Art. 14 [1]Pour l'alarme, le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires établit le plan de sonorisation et coordonne l'acquisition des sirènes conformément aux prescriptions fédérales.

[2] Les communes assurent la transmission de l'alarme à la population conformément aux prescriptions cantonales.

[3] Elles veillent, sur leur territoire, à la diffusion des consignes de comportement et à l'entretien des installations d'alarme.

Contrats

Art. 15 Le Conseil-exécutif conclut avec d'autres cantons, des communes, des institutions privées ou des particuliers des contrats de prestations sur les mesures préparatoires, qui règlent notamment les obligations financières du canton.

2.3 Organes, moyens et compétences

2.3.1 Canton

Organes et moyens

Art. 16 [1]Le Conseil-exécutif dispose en particulier des moyens suivants pour faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence:

a l'organe de conduite cantonal (OCCant),
b l'administration cantonale, les entreprises publiques, les services de santé publics et privés,

Aide intercantonale et transfrontalière

Art. 12 [1]L'autorité cantonale coordonne l'aide intercantonale.

[2] Elle coordonne l'aide transfrontalière sur mandat de la Confédération.

[3] Le Conseil-exécutif conclut les conventions nécessaires.

2.2 Mesures préparatoires

Préparation

Art. 13 [1]Les autorités se préparent, d'entente avec les organisations partenaires et sur la base d'une analyse des dangers, à faire face à des catastrophes, à des situations d'urgence et à des événements majeurs. Cette préparation comprend

a la création d'organes et de structures de conduite,
b l'établissement de plans d'urgence,
c la mise à disposition et la coordination, par toutes les organisations partenaires, du matériel et des infrastructures nécessaires.

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires coordonne les mesures préparatoires.

[3] Le canton peut apporter une contribution financière à l'élaboration de plans d'urgence. Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Alarme

Art. 14 [1]Pour l'alarme, le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires établit le plan de sonorisation et coordonne l'acquisition des sirènes conformément aux prescriptions fédérales.

[2] Les communes assurent la transmission de l'alarme à la population conformément aux prescriptions cantonales.

[3] Elles veillent, sur leur territoire, à la diffusion des consignes de comportement et à l'entretien des installations d'alarme.

Contrats

Art. 15 Le Conseil-exécutif conclut avec d'autres cantons, des communes, des institutions privées ou des particuliers des contrats de prestations sur les mesures préparatoires, qui règlent notamment les obligations financières du canton.

2.3 Organes, moyens et compétences

2.3.1 Canton

Organes et moyens

Art. 16 [1]Le Conseil-exécutif dispose en particulier des moyens suivants pour faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence:

a l'organe de conduite cantonal (OCCant),
b l'administration cantonale, les entreprises publiques, les services de santé publics et privés,

c les formations de protection de la population organisées sur le plan cantonal,
d les moyens attribués par la Confédération,
e les institutions privées et les particuliers.

[2] Il peut convoquer et engager les formations communales des organisations partenaires, et fixer leur indemnisation.

[3] Il peut instituer des état-majors spéciaux pour faire face à des événements particuliers tels que pandémies, épizooties ou afflux de réfugiés.

[4] Il recourt en premier lieu aux services de sauvetage pour faire face aux événements majeurs. Ces services sont épaulés par les autres organisations partenaires ainsi que par les organes de conduite des communes et arrondissements concernés. La Police cantonale coordonne l'engagement.

[5] Le chancelier ou la chancelière est le délégué ou la déléguée du Conseil-exécutif en cas de catastrophe ou en situation d'urgence.

Organe de conduite cantonal (OCCant)
1. Organisation

Art. 17 [1]Le Conseil-exécutif fixe l'organisation de l'OCCant et ses compétences par voie d'ordonnance. Il en règle l'instruction, le financement, les attributions et l'assurance. Il décrit les mandats généraux.

[2] Il nomme le ou la responsable de l'OCCant, la personne qui le ou la supplée et les membres du groupe de base OCCant.

[3] Il désigne le secrétariat de l'OCCant.

2. Attributions

Art. 18 [1]L'OCCant assume la responsabilité générale de la protection de la population dans le canton.

[2] Le ou la responsable de l'OCCant est habilitée à attribuer des mandats à l'échelon du canton dans les limites de l'article 17, alinéa 1.

[3] Il ou elle peut solliciter et engager les spécialistes nécessaires auprès de l'administration cantonale ou, d'entente avec les organes compétents, auprès des communes ou de tiers.

[4] S'il y a urgence ou péril en la demeure, il ou elle agit de sa propre initiative en se conformant à l'article 17, alinéa 1, puis informe le Conseil-exécutif.

Organes de conduite des échelons inférieurs

Art. 19 [1]Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions sur la structure de l'organe de conduite de l'arrondissement administratif (OCAA) et de l'organe de conduite des communes (OCCne).

[2] Il règle l'instruction, le financement et l'assurance de ces organes.

[3] Il fixe les exigences pour le contrôle de la capacité d'engagement de l'OCAA.

c les formations de protection de la population organisées sur le plan cantonal,
d les moyens attribués par la Confédération,
e les institutions privées et les particuliers.

[2] Il peut convoquer et engager les formations communales des organisations partenaires, et fixer leur indemnisation.

[3] Il peut instituer des état-majors spéciaux pour faire face à des événements particuliers tels que pandémies, épizooties ou afflux de réfugiés.

[4] Il recourt en premier lieu aux services de sauvetage pour faire face aux événements majeurs. Ces services sont épaulés par les autres organisations partenaires ainsi que par les organes de conduite des communes et arrondissements concernés. La Police cantonale coordonne l'engagement.

[5] Le chancelier ou la chancelière est le délégué ou la déléguée du Conseil-exécutif en cas de catastrophe ou en situation d'urgence.

Organe de conduite cantonal (OCCant)
1. Organisation

Art. 17 [1]Le Conseil-exécutif fixe l'organisation de l'OCCant et ses compétences par voie d'ordonnance. Il en règle l'instruction, le financement, les attributions et l'assurance. Il décrit les mandats généraux.

[2] Il nomme le ou la responsable de l'OCCant, la personne qui le ou la supplée et les membres du groupe de base OCCant.

[3] Il désigne le secrétariat de l'OCCant.

2. Attributions

Art. 18 [1]L'OCCant assume la responsabilité générale de la protection de la population dans le canton.

[2] Le ou la responsable de l'OCCant est habilitée à attribuer des mandats à l'échelon du canton dans les limites de l'article 17, alinéa 1.

[3] Il ou elle peut solliciter et engager les spécialistes nécessaires auprès de l'administration cantonale ou, d'entente avec les organes compétents, auprès des communes ou de tiers.

[4] S'il y a urgence ou péril en la demeure, il ou elle agit de sa propre initiative en se conformant à l'article 17, alinéa 1, puis informe le Conseil-exécutif.

Organes de conduite des échelons inférieurs

Art. 19 [1]Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions sur la structure de l'organe de conduite de l'arrondissement administratif (OCAA) et de l'organe de conduite des communes (OCCne).

[2] Il règle l'instruction, le financement et l'assurance de ces organes.

[3] Il fixe les exigences pour le contrôle de la capacité d'engagement de l'OCAA.

2.3.2 Arrondissement administratif

Tâches

Art. 20 [1]Le préfet ou la préfète organise la conduite et la coordination au niveau de l'arrondissement administratif.

[2] En cas de catastrophe, de situation d'urgence ou d'événement majeur, il ou elle accomplit les tâches de conduite et de coordination qui entrent dans son domaine de compétence.

[3] Il ou elle vérifie périodiquement la préparation et la capacité d'engagement des OCCne, des formations d'engagement communales et des postes d'alarme des communes, selon les prescriptions du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires et en collaboration avec elle.

Organes et moyens

Art. 21 [1]Pour faire face à une catastrophe, à une situation d'urgence ou à un événement majeur, le préfet ou la préfète dispose en particulier de l'OCAA ou du soutien en personnel nécessaire pour accomplir les tâches de coordination, ainsi que des moyens attribués par le canton.

[2] Si nécessaire, il ou elle désigne une personne responsable de la coordination des interventions sur place.

[3] Il ou elle peut solliciter ou se procurer d'autres moyens, d'entente avec les organes compétents, en s'adressant à l'OCCant.

2.3.3 Commune

Responsabilité

Art. 22 La commune est responsable de faire face aux catastrophes et de maîtriser les situations d'urgence sur son territoire.

Tâches

Art. 23 [1]La commune recense périodiquement les risques et les dangers potentiels, selon les prescriptions du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

[2] Elle prend les mesures préparatoires nécessaires conformément à l'article 13 et met en place les moyens requis pour faire face aux événements.

[3] L'organe compétent fixe l'organisation d'urgence, les tâches et compétences de l'organe de conduite, et la planification d'urgence au sens de l'article 13, alinéa 1.

Organes et moyens

Art. 24 [1]Pour faire face aux catastrophes et maîtriser les situations d'urgence, le conseil communal dispose en particulier des moyens suivants:

a l'organe de conduite de la commune,
b les services de piquet,
c l'administration communale et les entreprises de la commune,

2.3.2 Arrondissement administratif

Tâches

Art. 20 [1]Le préfet ou la préfète organise la conduite et la coordination au niveau de l'arrondissement administratif.

[2] En cas de catastrophe, de situation d'urgence ou d'événement majeur, il ou elle accomplit les tâches de conduite et de coordination qui entrent dans son domaine de compétence.

[3] Il ou elle vérifie périodiquement la préparation et la capacité d'engagement des OCCne, des formations d'engagement communales et des postes d'alarme des communes, selon les prescriptions du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires et en collaboration avec elle.

Organes et moyens

Art. 21 [1]Pour faire face à une catastrophe, à une situation d'urgence ou à un événement majeur, le préfet ou la préfète dispose en particulier de l'OCAA ou du soutien en personnel nécessaire pour accomplir les tâches de coordination, ainsi que des moyens attribués par le canton.

[2] Si nécessaire, il ou elle désigne une personne responsable de la coordination des interventions sur place.

[3] Il ou elle peut solliciter ou se procurer d'autres moyens, d'entente avec les organes compétents, en s'adressant à l'OCCant.

2.3.3 Commune

Responsabilité

Art. 22 La commune est responsable de faire face aux catastrophes et de maîtriser les situations d'urgence sur son territoire.

Tâches

Art. 23 [1]La commune recense périodiquement les risques et les dangers potentiels, selon les prescriptions du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

[2] Elle prend les mesures préparatoires nécessaires conformément à l'article 13 et met en place les moyens requis pour faire face aux événements.

[3] L'organe compétent fixe l'organisation d'urgence, les tâches et compétences de l'organe de conduite, et la planification d'urgence au sens de l'article 13, alinéa 1.

Organes et moyens

Art. 24 [1]Pour faire face aux catastrophes et maîtriser les situations d'urgence, le conseil communal dispose en particulier des moyens suivants:

a l'organe de conduite de la commune,
b les services de piquet,
c l'administration communale et les entreprises de la commune,

d les organes de police des communes,
e les sapeurs-pompiers,
f l'organisation de protection civile,
g les moyens mis à disposition par le canton,
h les institutions privées et les particuliers liés par contrat,
i le poste d'alarme de la commune.

2 Il peut solliciter des spécialistes auprès des organes compétents et les engager.

Organe de conduite régional

Art. 25 1Plusieurs communes d'un même arrondissement administratif peuvent créer ensemble un organe de conduite régional (OCRég).

2 La création d'un OCRég impliquant des communes de différents arrondissements administratifs requiert l'accord préalable de la Direction de la police et des affaires militaires.

Conduite supralocale

Art. 26 1Les tâches de conduite et de coordination incombent à l'OCAA ou à l'OCCant en cas de catastrophe ou en situation d'urgence dépassant le cadre de la commune ou de la région, sous réserve de l'article 4.

2 Pour l'intervention, la responsabilité incombe à la commune touchée. La conduite est assurée par les formations engagées.

2.4 Organisations partenaires

2.4.1 Police

Art. 27 1Les organes de police du canton et des communes assument les tâches qui leur incombent en cas de catastrophe, en situation d'urgence et lors d'événements majeurs conformément à la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol)[1)].

2 Ils se chargent des tâches de coordination initiales dans la région sinistrée.

3 La Police cantonale
a gère la plate-forme cantonale d'alarme et garantit sur l'ensemble du territoire cantonal la réception et la transmission des alertes, des alarmes et des avis de sinistres;
b réceptionne 24 heures sur 24 des messages en tout genre, prend les premières mesures d'urgence, alarme et mobilise les organes de conduite et les moyens d'intervention;
c rassemble les informations qui lui sont transmises et se procure des renseignements à destination de l'OCCant;

1) RSB 551.1

d les organes de police des communes,
e les sapeurs-pompiers,
f l'organisation de protection civile,
g les moyens mis à disposition par le canton,
h les institutions privées et les particuliers liés par contrat,
i le poste d'alarme de la commune.

2 Il peut solliciter des spécialistes auprès des organes compétents et les engager.

Organe de conduite régional

Art. 25 1Plusieurs communes d'un même arrondissement administratif peuvent créer ensemble un organe de conduite régional (OCRég).

2 La création d'un OCRég impliquant des communes de différents arrondissements administratifs requiert l'accord préalable de la Direction de la police et des affaires militaires.

Conduite supralocale

Art. 26 1Les tâches de conduite et de coordination incombent à l'OCAA ou à l'OCCant en cas de catastrophe ou en situation d'urgence dépassant le cadre de la commune ou de la région, sous réserve de l'article 4.

2 Pour l'intervention, la responsabilité incombe à la commune touchée. La conduite est assurée par les formations engagées.

2.4 Organisations partenaires

2.4.1 Police

Art. 27 1Les organes de police du canton et des communes assument les tâches qui leur incombent en cas de catastrophe, en situation d'urgence et lors d'événements majeurs conformément à la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol)[1)].

2 Ils se chargent des tâches de coordination initiales dans la région sinistrée.

3 La Police cantonale
a gère la plate-forme cantonale d'alarme et garantit sur l'ensemble du territoire cantonal la réception et la transmission des alertes, des alarmes et des avis de sinistres;
b réceptionne 24 heures sur 24 des messages en tout genre, prend les premières mesures d'urgence, alarme et mobilise les organes de conduite et les moyens d'intervention;
c rassemble les informations qui lui sont transmises et se procure des renseignements à destination de l'OCCant;

1) RSB 551.1

d assure, en particulier par le biais des réseaux publics de télécommunication et du réseau cantonal de communications sécurisées, la liaison entre l'OCCant et la Confédération, les Directions, la Chancellerie d'Etat, les OCAA, ainsi que les postes d'alarmes et organes de conduite des communes;
e se tient prête à assurer provisoirement des liaisons ponctuelles et à créer des postes de commandement mobiles;
f tient un contrôle des ressources humaines et matérielles du canton disponibles pour la conduite et les interventions.

4 Des dispositions contractuelles dérogatoires sont réservées.

2.4.2 Sapeurs-pompiers

Art. 28 Les sapeurs-pompiers remplissent leur mission en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, conformément à la loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP)[1)].

2.4.3 Services de santé

Services publics et privés

Art. 29 Les services de santé publics et privés tels qu'hôpitaux, services de sauvetage, cabinets médicaux et pharmacies assument leurs tâches dans le cadre du Service sanitaire coordonné afin de garantir l'accès de la population aux soins médicaux.

Service sanitaire coordonné

Art. 30 1 Le Service sanitaire coordonné assure, en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, la coordination des moyens sanitaires engagés par le service public, les organisations privées et la Confédération.

2 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale dirige le Service sanitaire coordonné et ordonne les mesures requises. L'article 31 est réservé.

Compétences

Art. 31 1 En cas de catastrophe ou en situation d'urgence, le Conseil-exécutif est habilité
a à limiter ou à supprimer le libre choix du médecin ou de l'hôpital;
b à obliger les hôpitaux à prendre en charge les patients et patientes qui leur sont attribués;
c à obliger le personnel médical, le personnel soignant et le personnel spécialisé à accomplir son service à son lieu de travail ou dans une installation du service sanitaire voisine de son domicile.

2 Il peut diviser le canton en secteurs du service sanitaire.

1) RSB 871.11

d assure, en particulier par le biais des réseaux publics de télécommunication et du réseau cantonal de communications sécurisées, la liaison entre l'OCCant et la Confédération, les Directions, la Chancellerie d'Etat, les OCAA, ainsi que les postes d'alarmes et organes de conduite des communes;
e se tient prête à assurer provisoirement des liaisons ponctuelles et à créer des postes de commandement mobiles;
f tient un contrôle des ressources humaines et matérielles du canton disponibles pour la conduite et les interventions.

4 Des dispositions contractuelles dérogatoires sont réservées.

2.4.2 Sapeurs-pompiers

Art. 28 Les sapeurs-pompiers remplissent leur mission en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, conformément à la loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP)[1)].

2.4.3 Services de santé

Services publics et privés

Art. 29 Les services de santé publics et privés tels qu'hôpitaux, services de sauvetage, cabinets médicaux et pharmacies assument leurs tâches dans le cadre du Service sanitaire coordonné afin de garantir l'accès de la population aux soins médicaux.

Service sanitaire coordonné

Art. 30 1 Le Service sanitaire coordonné assure, en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, la coordination des moyens sanitaires engagés par le service public, les organisations privées et la Confédération.

2 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale dirige le Service sanitaire coordonné et ordonne les mesures requises. L'article 31 est réservé.

Compétences

Art. 31 1 En cas de catastrophe ou en situation d'urgence, le Conseil-exécutif est habilité
a à limiter ou à supprimer le libre choix du médecin ou de l'hôpital;
b à obliger les hôpitaux à prendre en charge les patients et patientes qui leur sont attribués;
c à obliger le personnel médical, le personnel soignant et le personnel spécialisé à accomplir son service à son lieu de travail ou dans une installation du service sanitaire voisine de son domicile.

2 Il peut diviser le canton en secteurs du service sanitaire.

1) RSB 871.11

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fixe, conformément aux prescriptions fédérales et d'entente avec le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires ainsi qu'avec les propriétaires, le nombre, l'emplacement, l'équipement et le degré de préparation des installations protégées du service sanitaire, et règle leur entretien par contrat de prestations.

2.4.4 Services techniques

Art. 32 Les services techniques assurent le fonctionnement des installations sur la base de leurs obligations légales.

2.4.5 Protection civile

Art. 33 [1]En tant qu'organisation partenaire de la protection de la population, la protection civile assume les tâches qui lui incombent en cas de catastrophe, en situation d'urgence, lors d'événement majeur ou de grande manifestation, conformément à l'article 3, lettre *e* LPPCi.

[2] Elle soutient les autres organisations partenaires, selon leurs besoins et dans les limites de ses ressources, en cas de catastrophe, en situation d'urgence, lors d'événement majeur ou de grande manifestation.

2.5 Armée

Art. 34 [1]Le Conseil-exécutif peut solliciter l'aide de l'armée auprès du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur.

[2] Il peut déléguer ses compétences à l'OCCant pour les cas d'urgence.

[3] L'aide spontanée de l'armée au sens des prescriptions fédérales est réservée.

2.6 Domaines spécialisés

2.6.1 Information

Art. 35 [1]En cas de catastrophe et en situation d'urgence, l'information du public incombe
a à l'échelon cantonal, au Conseil-exécutif,
b à l'échelon de l'arrondissement administratif, au préfet ou à la préfète,
c à l'échelon communal, au conseil communal.

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fixe, conformément aux prescriptions fédérales et d'entente avec le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires ainsi qu'avec les propriétaires, le nombre, l'emplacement, l'équipement et le degré de préparation des installations protégées du service sanitaire, et règle leur entretien par contrat de prestations.

2.4.4 Services techniques

Art. 32 Les services techniques assurent le fonctionnement des installations sur la base de leurs obligations légales.

2.4.5 Protection civile

Art. 33 [1]En tant qu'organisation partenaire de la protection de la population, la protection civile assume les tâches qui lui incombent en cas de catastrophe, en situation d'urgence, lors d'événement majeur ou de grande manifestation, conformément à l'article 3, lettre *e* LPPCi.

[2] Elle soutient les autres organisations partenaires, selon leurs besoins et dans les limites de ses ressources, en cas de catastrophe, en situation d'urgence, lors d'événement majeur ou de grande manifestation.

2.5 Armée

Art. 34 [1]Le Conseil-exécutif peut solliciter l'aide de l'armée auprès du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur.

[2] Il peut déléguer ses compétences à l'OCCant pour les cas d'urgence.

[3] L'aide spontanée de l'armée au sens des prescriptions fédérales est réservée.

2.6 Domaines spécialisés

2.6.1 Information

Art. 35 [1]En cas de catastrophe et en situation d'urgence, l'information du public incombe
a à l'échelon cantonal, au Conseil-exécutif,
b à l'échelon de l'arrondissement administratif, au préfet ou à la préfète,
c à l'échelon communal, au conseil communal.

2 La Chancellerie d'Etat coordonne l'information, notamment avec les organes spécialisés de la Confédération, les cantons voisins et l'armée.

3 Elle conseille le Conseil-exécutif et les organes compétents dans le domaine de l'information au public.

2.6.2 Assistance

Assistance des personnes en quête de protection

Art. 36 1 Le canton et les communes mettent à disposition des installations pour loger, restaurer et assister les personnes en quête de protection.

2 Le Conseil-exécutif est compétent pour
a mettre en œuvre des mesures préparatoires à l'échelon adéquat;
b choisir l'emplacement des centres d'assistance cantonaux et les gérer;
c répartir les personnes en quête de protection entre les communes.

3 Il peut obliger les communes à loger, restaurer et assister à court terme des personnes en quête de protection.

4 Pour restaurer et assister les personnes en quête de protection, le canton et les communes peuvent recourir aux services d'œuvres d'entraide, d'organisations caritatives des Eglises ou de bénévoles.

Assistance psychologique et spirituelle

Art. 37 Le Conseil-exécutif définit les mesures d'assistance psychologique et spirituelle au personnel engagé, aux victimes et à leurs proches.

2.6.3 Réquisition

Attributions

Art. 38 1 Les autorités sont habilitées à réquisitionner les moyens nécessaires (biens mobiliers ou immobiliers, animaux) lorsque, en cas de catastrophe ou en situation d'urgence, les moyens publics ne suffisent plus et que les moyens privés ne peuvent pas être obtenus d'une autre manière à des conditions acceptables.

2 Un ordre de réquisition est immédiatement exécutoire. Le droit de disposer des objets réquisitionnés est dévolu à l'autorité moyennant le versement d'une indemnité.

3 Les attributions de la Confédération sont réservées.

Responsabilité et indemnisation

Art. 39 1 L'autorité de réquisition assume la responsabilité incombant à la personne qui détient l'objet réquisitionné ou en est propriétaire.

2 Une indemnité équitable est versée pour l'utilisation, la moins-value ou la perte d'objets réquisitionnés.

2 La Chancellerie d'Etat coordonne l'information, notamment avec les organes spécialisés de la Confédération, les cantons voisins et l'armée.

3 Elle conseille le Conseil-exécutif et les organes compétents dans le domaine de l'information au public.

2.6.2 Assistance

Assistance des personnes en quête de protection

Art. 36 1 Le canton et les communes mettent à disposition des installations pour loger, restaurer et assister les personnes en quête de protection.

2 Le Conseil-exécutif est compétent pour
a mettre en œuvre des mesures préparatoires à l'échelon adéquat;
b choisir l'emplacement des centres d'assistance cantonaux et les gérer;
c répartir les personnes en quête de protection entre les communes.

3 Il peut obliger les communes à loger, restaurer et assister à court terme des personnes en quête de protection.

4 Pour restaurer et assister les personnes en quête de protection, le canton et les communes peuvent recourir aux services d'œuvres d'entraide, d'organisations caritatives des Eglises ou de bénévoles.

Assistance psychologique et spirituelle

Art. 37 Le Conseil-exécutif définit les mesures d'assistance psychologique et spirituelle au personnel engagé, aux victimes et à leurs proches.

2.6.3 Réquisition

Attributions

Art. 38 1 Les autorités sont habilitées à réquisitionner les moyens nécessaires (biens mobiliers ou immobiliers, animaux) lorsque, en cas de catastrophe ou en situation d'urgence, les moyens publics ne suffisent plus et que les moyens privés ne peuvent pas être obtenus d'une autre manière à des conditions acceptables.

2 Un ordre de réquisition est immédiatement exécutoire. Le droit de disposer des objets réquisitionnés est dévolu à l'autorité moyennant le versement d'une indemnité.

3 Les attributions de la Confédération sont réservées.

Responsabilité et indemnisation

Art. 39 1 L'autorité de réquisition assume la responsabilité incombant à la personne qui détient l'objet réquisitionné ou en est propriétaire.

2 Une indemnité équitable est versée pour l'utilisation, la moins-value ou la perte d'objets réquisitionnés.

2.6.4 Approvisionnement économique

Tâches générales

Art. 40 Le canton, les communes ainsi que les entreprises et organisations économiques remplissent les tâches qui leur incombent de par la loi dans le domaine de l'approvisionnement économique du pays et veillent à ce que les organes et moyens nécessaires soient toujours disponibles.

Canton

Art. 41 [1]Les tâches qui incombent au canton sont assumées par les Directions compétentes en la matière, par la Chancellerie d'Etat et par les préfets et préfètes.

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires dirige, coordonne et surveille les mesures adoptées par les organes d'exécution.

[3] Le Conseil-exécutif peut, en fonction de la situation et aussi longtemps que nécessaire, attribuer aux organes d'exécution cantonaux compétents du personnel de l'administration cantonale avec son infrastructure.

Communes

Art. 42 [1]Les communes désignent un organe compétent et en fixent l'organisation selon les prescriptions cantonales.

[2] Sur injonction du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires, elles prennent les mesures qui s'imposent pour préparer l'approvisionnement économique.

Economie privée

Art. 43 L'économie privée est tenue de renseigner les services cantonaux compétents, en tout temps et conformément au droit fédéral, sur l'exécution des mesures ordonnées par la Confédération en matière d'approvisionnement économique.

2.7 Infrastructure

Installations et matériel

Art. 44 [1]Le canton, les communes et les organisations partenaires acquièrent et entretiennent dans leur domaine de compétence le matériel ainsi que les installations nécessaires pour faire face aux catastrophes, aux situations d'urgence et aux événements majeurs.

[2] Le Conseil-exécutif fixe les tâches et les compétences par voie d'ordonnance.

Moyens de communication

Art. 45 [1]La personne qui gère un système d'alarme ou de transmission est tenue de transmettre en tout temps les alarmes et les messages.

2.6.4 Approvisionnement économique

Tâches générales

Art. 40 Le canton, les communes ainsi que les entreprises et organisations économiques remplissent les tâches qui leur incombent de par la loi dans le domaine de l'approvisionnement économique du pays et veillent à ce que les organes et moyens nécessaires soient toujours disponibles.

Canton

Art. 41 [1]Les tâches qui incombent au canton sont assumées par les Directions compétentes en la matière, par la Chancellerie d'Etat et par les préfets et préfètes.

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires dirige, coordonne et surveille les mesures adoptées par les organes d'exécution.

[3] Le Conseil-exécutif peut, en fonction de la situation et aussi longtemps que nécessaire, attribuer aux organes d'exécution cantonaux compétents du personnel de l'administration cantonale avec son infrastructure.

Communes

Art. 42 [1]Les communes désignent un organe compétent et en fixent l'organisation selon les prescriptions cantonales.

[2] Sur injonction du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires, elles prennent les mesures qui s'imposent pour préparer l'approvisionnement économique.

Economie privée

Art. 43 L'économie privée est tenue de renseigner les services cantonaux compétents, en tout temps et conformément au droit fédéral, sur l'exécution des mesures ordonnées par la Confédération en matière d'approvisionnement économique.

2.7 Infrastructure

Installations et matériel

Art. 44 [1]Le canton, les communes et les organisations partenaires acquièrent et entretiennent dans leur domaine de compétence le matériel ainsi que les installations nécessaires pour faire face aux catastrophes, aux situations d'urgence et aux événements majeurs.

[2] Le Conseil-exécutif fixe les tâches et les compétences par voie d'ordonnance.

Moyens de communication

Art. 45 [1]La personne qui gère un système d'alarme ou de transmission est tenue de transmettre en tout temps les alarmes et les messages.

[2] En cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, le réseau cantonal de communications sécurisées sert en premier lieu aux besoins des organisations partenaires et administratives du canton, des arrondissements administratifs et des communes.

[3] Les utilisateurs et utilisatrices garantissent la disponibilité du personnel assurant le fonctionnement des moyens de communication et se chargent de la formation technique, conformément aux directives du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

Communication et logiciels

Art. 46 [1]Le Conseil-exécutif détermine les logiciels et moyens de communication utilisés dans le canton en cas de catastrophe et en situation d'urgence, ainsi que les interfaces qui le relient aux communes et aux organisations partenaires.

[2] Il définit les prestations que les personnes gérant des logiciels et moyens de communication doivent fournir en cas de catastrophe et en situation d'urgence.

[3] Si une catastrophe ou une situation d'urgence l'exige, il peut astreindre au travail le personnel nécessaire.

3. Protection civile

3.1 Principes et organisation

Structure

Art. 47 [1]Les communes créent leur propre organisation de protection civile, ou des organisations régionales de protection civile.

[2] Ces organisations couvrent un bassin de population de 11 000 habitants au moins chacune et comprennent au moins 80 personnes astreintes, incorporées et actives.

[3] Le Conseil-exécutif détermine la structure de base.

[4] Les organisations régionales respectent les limites des arrondissements administratifs.

[5] La Direction de la police et des affaires militaires peut autoriser des dérogations dans des cas particuliers.

Formations cantonales

Art. 48 Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires met sur pied des formations cantonales pour accomplir les tâches spéciales qui incombent au canton.

Attribution, incorporation

Art. 49 [1]Lors du recrutement auquel elle procède, la Confédération affecte les personnes astreintes au service à une fonction de base et les incorpore à l'organisation de protection civile à laquelle leur commune de domicile est affiliée.

[2] En cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur, le réseau cantonal de communications sécurisées sert en premier lieu aux besoins des organisations partenaires et administratives du canton, des arrondissements administratifs et des communes.

[3] Les utilisateurs et utilisatrices garantissent la disponibilité du personnel assurant le fonctionnement des moyens de communication et se chargent de la formation technique, conformément aux directives du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

Communication et logiciels

Art. 46 [1]Le Conseil-exécutif détermine les logiciels et moyens de communication utilisés dans le canton en cas de catastrophe et en situation d'urgence, ainsi que les interfaces qui le relient aux communes et aux organisations partenaires.

[2] Il définit les prestations que les personnes gérant des logiciels et moyens de communication doivent fournir en cas de catastrophe et en situation d'urgence.

[3] Si une catastrophe ou une situation d'urgence l'exige, il peut astreindre au travail le personnel nécessaire.

3. Protection civile

3.1 Principes et organisation

Structure

Art. 47 [1]Les communes créent leur propre organisation de protection civile, ou des organisations régionales de protection civile.

[2] Ces organisations couvrent un bassin de population de 11 000 habitants au moins chacune et comprennent au moins 80 personnes astreintes, incorporées et actives.

[3] Le Conseil-exécutif détermine la structure de base.

[4] Les organisations régionales respectent les limites des arrondissements administratifs.

[5] La Direction de la police et des affaires militaires peut autoriser des dérogations dans des cas particuliers.

Formations cantonales

Art. 48 Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires met sur pied des formations cantonales pour accomplir les tâches spéciales qui incombent au canton.

Attribution, incorporation

Art. 49 [1]Lors du recrutement auquel elle procède, la Confédération affecte les personnes astreintes au service à une fonction de base et les incorpore à l'organisation de protection civile à laquelle leur commune de domicile est affiliée.

[2] Les personnes qui, au moment de leur naturalisation, sont âgées de plus de 25 ans sont annoncées par la commune au service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires en vue du recrutement.

[3] Selon ses besoins, l'organisation de protection civile décide de les incorporer en son sein, ou directement dans la réserve non formée, ou encore, sur demande, dans une organisation voisine.

[4] La décision de l'organisation de protection civile peut faire l'objet d'un recours devant l'organe communal compétent; la décision sur recours rendue par ce dernier peut être contestée devant la Direction de la police et des affaires militaires, qui statue en qualité de dernière instance cantonale.

[5] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires décide de l'incorporation dans les formations cantonales.

[6] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires et les communes tiennent le contrôle des personnes astreintes qui leur sont attribuées.

Durée du service actif

Art. 50 [1]Le service actif s'étend en principe de la 20e à la 40e année.

[2] L'organisation de protection civile décide d'un transfert anticipé dans la réserve formée.

[3] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires statue, sur la base des prescriptions du droit fédéral, sur les demandes de libération de service au profit d'une organisation partenaire.

Volontariat

Art. 51 Pour le service volontaire, la décision est rendue par l'organisation de protection civile de la commune en fonction des besoins, ou par le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires dans le cas du service dans les formations cantonales.

3.2 Compétences

Direction de la police et des affaires militaires

Art. 52 L'exécution de la protection civile, le pilotage du système et le controlling incombent au service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

Communes

Art. 53 Les communes assument toutes les tâches de protection civile qui ne sont pas expressément attribuées au canton ou à une autre institution.

[2] Les personnes qui, au moment de leur naturalisation, sont âgées de plus de 25 ans sont annoncées par la commune au service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires en vue du recrutement.

[3] Selon ses besoins, l'organisation de protection civile décide de les incorporer en son sein, ou directement dans la réserve non formée, ou encore, sur demande, dans une organisation voisine.

[4] La décision de l'organisation de protection civile peut faire l'objet d'un recours devant l'organe communal compétent; la décision sur recours rendue par ce dernier peut être contestée devant la Direction de la police et des affaires militaires, qui statue en qualité de dernière instance cantonale.

[5] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires décide de l'incorporation dans les formations cantonales.

[6] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires et les communes tiennent le contrôle des personnes astreintes qui leur sont attribuées.

Durée du service actif

Art. 50 [1]Le service actif s'étend en principe de la 20e à la 40e année.

[2] L'organisation de protection civile décide d'un transfert anticipé dans la réserve formée.

[3] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires statue, sur la base des prescriptions du droit fédéral, sur les demandes de libération de service au profit d'une organisation partenaire.

Volontariat

Art. 51 Pour le service volontaire, la décision est rendue par l'organisation de protection civile de la commune en fonction des besoins, ou par le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires dans le cas du service dans les formations cantonales.

3.2 Compétences

Direction de la police et des affaires militaires

Art. 52 L'exécution de la protection civile, le pilotage du système et le controlling incombent au service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

Communes

Art. 53 Les communes assument toutes les tâches de protection civile qui ne sont pas expressément attribuées au canton ou à une autre institution.

3.3 Interventions

Convocation

Art. 54 Les personnes astreintes peuvent être convoquées par le canton ou les communes

a en cas de catastrophe ou en situation d'urgence touchant le territoire cantonal, d'autres cantons ou une région étrangère limitrophe, ainsi que lors d'événements majeurs,

b pour des travaux de remise en état,

c en vue d'interventions en faveur de la collectivité.

Durée
1. Catastrophes, situations d'urgence, événements majeurs

Art. 55 La durée des services au sens de l'article 54, lettre *a* n'est pas limitée.

2. Travaux de remise en état

Art. 56 [1]Les travaux de remise en état requièrent l'autorisation du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

[2] Ils sont limités à 21 jours par année et par personne astreinte.

[3] La protection civile peut être engagée pour des travaux de remise en état durant les trois années qui suivent un événement.

[4] Dans des situations exceptionnelles et dans le respect des prescriptions fédérales, la durée prévue à l'alinéa 2 et le délai prévu à l'alinéa 3 peuvent être prolongés. Le Service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires décide des exceptions.

3. Interventions en faveur de la collectivité

Art. 57 [1]Les interventions en faveur de la collectivité requièrent l'autorisation de la Direction de la police et des affaires militaires.

[2] La durée des interventions en faveur de la collectivité est fixée comme suit:

a les communes peuvent ordonner jusqu'à sept jours d'intervention en faveur de la collectivité par année;

b le canton ou la Confédération peut ordonner jusqu'à 14 jours d'intervention par année;

c le canton ou la Confédération peut disposer des jours d'intervention qui n'ont pas été mis à profit par les communes;

d les communes peuvent disposer des jours d'intervention qui n'ont pas été mis à profit par le canton ou la Confédération.

[3] Des services sur la base du volontariat dépassant la durée mentionnée à l'alinéa 2, lettres *a* et *b* sont exclus.

3.3 Interventions

Convocation

Art. 54 Les personnes astreintes peuvent être convoquées par le canton ou les communes

a en cas de catastrophe ou en situation d'urgence touchant le territoire cantonal, d'autres cantons ou une région étrangère limitrophe, ainsi que lors d'événements majeurs,

b pour des travaux de remise en état,

c en vue d'interventions en faveur de la collectivité.

Durée
1. Catastrophes, situations d'urgence, événements majeurs

Art. 55 La durée des services au sens de l'article 54, lettre *a* n'est pas limitée.

2. Travaux de remise en état

Art. 56 [1]Les travaux de remise en état requièrent l'autorisation du service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires.

[2] Ils sont limités à 21 jours par année et par personne astreinte.

[3] La protection civile peut être engagée pour des travaux de remise en état durant les trois années qui suivent un événement.

[4] Dans des situations exceptionnelles et dans le respect des prescriptions fédérales, la durée prévue à l'alinéa 2 et le délai prévu à l'alinéa 3 peuvent être prolongés. Le Service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires décide des exceptions.

3. Interventions en faveur de la collectivité

Art. 57 [1]Les interventions en faveur de la collectivité requièrent l'autorisation de la Direction de la police et des affaires militaires.

[2] La durée des interventions en faveur de la collectivité est fixée comme suit:

a les communes peuvent ordonner jusqu'à sept jours d'intervention en faveur de la collectivité par année;

b le canton ou la Confédération peut ordonner jusqu'à 14 jours d'intervention par année;

c le canton ou la Confédération peut disposer des jours d'intervention qui n'ont pas été mis à profit par les communes;

d les communes peuvent disposer des jours d'intervention qui n'ont pas été mis à profit par le canton ou la Confédération.

[3] Des services sur la base du volontariat dépassant la durée mentionnée à l'alinéa 2, lettres *a* et *b* sont exclus.

4 Le droit à l'obtention d'allocations pour perte de gain liées à des prestations de service de protection fournis par le personnel des services cantonaux ou communaux responsables de la protection civile en faveur de la collectivité est régi par l'article 1a, alinéa 3 de la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG)[1)]

4. Limite maximale

Art. 58 La durée totale des services de protection civile visés aux articles 27a et 33 à 37 LPPCi ne doit pas dépasser 40 jours par an.

3.4 Instruction

Principe

Art. 59 1Les personnes astreintes incorporées et actives doivent être instruites selon les directives fédérales et cantonales. Elles achèvent l'instruction de base au plus tard l'année de leurs 26 ans révolus.

2 Les personnes astreintes admises dans le personnel de réserve sans avoir suivi l'instruction de base peuvent être convoquées pour la faire jusqu'à la fin de l'année de leurs 30 ans révolus.

3 Les personnes qui, au moment de leur naturalisation, sont âgées de plus de 25 ans accomplissent l'instruction de base au plus tard à la fin de l'année de leurs 30 ans révolus.

4 Les personnes qui accomplissent un service volontaire doivent achever l'instruction de base dans les trois ans suivant le recrutement. Si une personne dispose déjà d'une formation similaire, le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires décide si elle peut en être dispensée.

Compétence

Art. 60 1Les communes sont compétentes pour l'organisation de l'instruction de base, de l'instruction complémentaire, de l'instruction des cadres et des cours de répétition des personnes astreintes, dans le cadre prévu par les articles 33 à 38 LPPCi.

2 Dans le même cadre, le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires est responsable de l'instruction des membres des formations cantonales, pour une partie de la formation des personnes assumant la fonction de commandant, ainsi que pour le perfectionnement des personnes astreintes visées à l'article 35, alinéa 2 LPPCi.

1) RS 834.1

4 Le droit à l'obtention d'allocations pour perte de gain liées à des prestations de service de protection fournis par le personnel des services cantonaux ou communaux responsables de la protection civile en faveur de la collectivité est régi par l'article 1a, alinéa 3 de la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG)[1)]

4. Limite maximale

Art. 58 La durée totale des services de protection civile visés aux articles 27a et 33 à 37 LPPCi ne doit pas dépasser 40 jours par an.

3.4 Instruction

Principe

Art. 59 1Les personnes astreintes incorporées et actives doivent être instruites selon les directives fédérales et cantonales. Elles achèvent l'instruction de base au plus tard l'année de leurs 26 ans révolus.

2 Les personnes astreintes admises dans le personnel de réserve sans avoir suivi l'instruction de base peuvent être convoquées pour la faire jusqu'à la fin de l'année de leurs 30 ans révolus.

3 Les personnes qui, au moment de leur naturalisation, sont âgées de plus de 25 ans accomplissent l'instruction de base au plus tard à la fin de l'année de leurs 30 ans révolus.

4 Les personnes qui accomplissent un service volontaire doivent achever l'instruction de base dans les trois ans suivant le recrutement. Si une personne dispose déjà d'une formation similaire, le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires décide si elle peut en être dispensée.

Compétence

Art. 60 1Les communes sont compétentes pour l'organisation de l'instruction de base, de l'instruction complémentaire, de l'instruction des cadres et des cours de répétition des personnes astreintes, dans le cadre prévu par les articles 33 à 38 LPPCi.

2 Dans le même cadre, le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires est responsable de l'instruction des membres des formations cantonales, pour une partie de la formation des personnes assumant la fonction de commandant, ainsi que pour le perfectionnement des personnes astreintes visées à l'article 35, alinéa 2 LPPCi.

1) RS 834.1

Durée

Art. 61 [1]La durée des formations est fixée comme suit:

a	instruction de base	douze jours
b	instruction complémentaire	jusqu'à cinq jours
c	formation des commandants	jusqu'à 24 jours
d	formation des autres cadres	cinq à sept jours
e	cours de répétition	de deux à sept jours par année

[2] Les personnes astreintes à servir dans la protection civile pressenties pour la formation visée à l'alinéa 1, lettre *c* sont convoquées par la Confédération pour dix à douze jours et par le canton pour cinq à douze jours.

[3] Les cadres peuvent être convoqués jusqu'à 14 jours lors de cours de répétition.

[4] Le canton peut convoquer les personnes astreintes visées à l'article 35, alinéa 2 LPPCi à des cours de perfectionnement jusqu'à concurrence de cinq jours sur quatre ans. Sur demande, ce contingent peut être mis à disposition des communes.

[5] Pour les autres personnes astreintes, le perfectionnement se fait lors des cours de répétition incombant aux communes.

Personnel d'instruction

Art. 62 [1]Le personnel d'instruction doit remplir les conditions fixées par la Confédération.

[2] Pour l'instruction de base, l'instruction complémentaire et la formation de cadres, seuls sont admis les instructeurs et instructrices professionnels, bénéficiant d'une formation fédérale avec certificat et suivant régulièrement des cours de perfectionnement.

[3] Le Conseil-exécutif peut prévoir des exceptions.

Infrastructure de formation

Art. 63 Les communes prévoient une infrastructure moderne adaptée aux besoins de la formation.

Centres d'instruction désaffectés

Art. 64 [1]Si des centres d'instruction de la protection civile sont désaffectés et utilisés à des fins étrangères à leur destination première ou aliénés (art. 42, al. 1 LPPCi), les subventions cantonales doivent être remboursées, par analogie à la pratique fédérale.

[2] Si la désaffectation est ordonnée par le canton, les subventions cantonales ne doivent pas être remboursées, à l'exception de celles qui ont servi à financer l'acquisition du terrain, pour autant que l'aliénation de celui-ci rapporte un bénéfice.

Durée

Art. 61 [1]La durée des formations est fixée comme suit:

a	instruction de base	douze jours
b	instruction complémentaire	jusqu'à cinq jours
c	formation des commandants	jusqu'à 24 jours
d	formation des autres cadres	cinq à sept jours
e	cours de répétition	de deux à sept jours par année

[2] Les personnes astreintes à servir dans la protection civile pressenties pour la formation visée à l'alinéa 1, lettre *c* sont convoquées par la Confédération pour dix à douze jours et par le canton pour cinq à douze jours.

[3] Les personnes astreintes à servir dans la protection civile occupant des fonctions de cadre ou de spécialiste, ainsi que celles exerçant la fonction de base de préposé au matériel ou aux constructions peuvent, dans le cadre des cours de répétition, être mobilisées au maximum sept jours supplémentaires par année.

[4] Le canton peut convoquer les personnes astreintes visées à l'article 35, alinéa 2 LPPCi à des cours de perfectionnement jusqu'à concurrence de cinq jours sur quatre ans. Sur demande, ce contingent peut être mis à disposition des communes.

[5] Pour les autres personnes astreintes, le perfectionnement se fait lors des cours de répétition incombant aux communes.

Personnel d'instruction

Art. 62 [1]Le personnel d'instruction doit remplir les conditions fixées par la Confédération.

[2] Pour l'instruction de base, l'instruction complémentaire et la formation de cadres, seuls sont admis les instructeurs et instructrices professionnels, bénéficiant d'une formation fédérale avec certificat et suivant régulièrement des cours de perfectionnement.

[3] Le Conseil-exécutif peut prévoir des exceptions.

Infrastructure de formation

Art. 63 Les communes prévoient une infrastructure moderne adaptée aux besoins de la formation.

Centres d'instruction désaffectés

Art. 64 [1]Si des centres d'instruction de la protection civile sont désaffectés et utilisés à des fins étrangères à leur destination première ou aliénés (art. 42, al. 1 LPPCi), les subventions cantonales doivent être remboursées, par analogie à la pratique fédérale.

[2] Si la désaffectation est ordonnée par le canton, les subventions cantonales ne doivent pas être remboursées, à l'exception de celles qui ont servi à financer l'acquisition du terrain, pour autant que l'aliénation de celui-ci rapporte un bénéfice.

3.5 Matériel

Matériel d'engagement et équipement personnel

Art. 65 [1]Les communes fournissent le matériel d'engagement et de l'équipement des personnes astreintes.

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires soutient les communes lors de l'évaluation du matériel et coordonne l'acquisition en vue de l'interopérabilité.

[3] Il acquiert le matériel nécessaire pour les formations cantonales.

[4] L'acquisition du matériel à la charge du fonds des contributions de remplacement est régie par l'article 75, alinéa 5.

Matériel de protection civile supplémentaire

Art. 66 Le matériel que le canton remet aux communes devient la propriété de ces dernières. Elles sont responsables de son entretien et de son élimination. Le canton les soutient dans ces tâches.

3.6 Protection des biens culturels

Tâches des communes

Art. 67 [1]Les communes sont les responsables principales de la protection des biens culturels.

[2] Elles assument l'ensemble des tâches relevant de la protection des biens culturels qui ne sont pas expressément dévolues au canton ou à une autre institution.

Tâches de la Direction de la police et des affaires militaires

Art. 68 Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires est responsable du pilotage et du controlling de la protection des biens culturels.

Mesures de protection

Art. 69 Les propriétaires et détenteurs ou détentrices de biens culturels mobiliers ou immobiliers sont tenus de prendre ou de tolérer des mesures de construction destinées à la protection de ces biens.

4. Abris et contributions de remplacement

Tâches de la Direction de la police et des affaires militaires

Art. 70 Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires assume la régulation de la construction d'abris dans le cadre des prescriptions fédérales, est responsable de l'encaissement des contributions de remplacement et gère le financement spécial que constitue le fonds des contributions de remplacement au sens de l'article 47 LPPCi.

Tâches des communes

Art. 71 [1]Les communes procèdent au contrôle périodique des abris dans le cadre des prescriptions fédérales et cantonales, et en fournissent le résultat au service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires selon les directives de celui-ci.

3.5 Matériel

Matériel d'engagement et équipement personnel

Art. 65 [1]Les communes fournissent le matériel d'engagement et de l'équipement des personnes astreintes.

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires soutient les communes lors de l'évaluation du matériel et coordonne l'acquisition en vue de l'interopérabilité.

[3] Il acquiert le matériel nécessaire pour les formations cantonales.

[4] L'acquisition du matériel à la charge du fonds des contributions de remplacement est régie par l'article 75, alinéa 5.

Matériel de protection civile supplémentaire

Art. 66 Le matériel que le canton remet aux communes devient la propriété de ces dernières. Elles sont responsables de son entretien et de son élimination. Le canton les soutient dans ces tâches.

3.6 Protection des biens culturels

Tâches des communes

Art. 67 [1]Les communes sont les responsables principales de la protection des biens culturels.

[2] Elles assument l'ensemble des tâches relevant de la protection des biens culturels qui ne sont pas expressément dévolues au canton ou à une autre institution.

Tâches de la Direction de la police et des affaires militaires

Art. 68 Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires est responsable du pilotage et du controlling de la protection des biens culturels.

Mesures de protection

Art. 69 Les propriétaires et détenteurs ou détentrices de biens culturels mobiliers ou immobiliers sont tenus de prendre ou de tolérer des mesures de construction destinées à la protection de ces biens.

4. Abris et contributions de remplacement

Tâches de la Direction de la police et des affaires militaires

Art. 70 Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires assume la régulation de la construction d'abris dans le cadre des prescriptions fédérales, est responsable de l'encaissement des contributions de remplacement et gère le financement spécial que constitue le fonds des contributions de remplacement au sens de l'article 47 LPPCi.

Tâches des communes

Art. 71 [1]Les communes procèdent au contrôle périodique des abris dans le cadre des prescriptions fédérales et cantonales, et en fournissent le résultat au service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires selon les directives de celui-ci.

[2] Elles établissent le plan d'affectation, dans le cadre des prescriptions fédérales et cantonales.

Obligation de construire des abris, contribution de remplacement

Art. 72 [1]L'obligation de construire des abris et le montant des contributions de remplacement sont réglés par les prescriptions fédérales.

[2] Les règles suivantes s'appliquent aux cas soumis à la compétence décisionnelle du canton:

a Dans les communes de moins de 1000 habitants qui manquent de places protégées, des abris peuvent également être construits dans des maisons d'habitation comptant moins de 38 pièces.

b Aucun abri n'est construit dans des bâtiments situés dans des zones particulièrement menacées, notamment dans des régions à forte densité de constructions ou très exposées aux incendies. Les propriétaires versent une contribution de remplacement.

c Pour les bâtiments isolés dans lesquels des personnes ne séjournent que temporairement, il n'y a pas d'obligation de construire un abri ni de verser la contribution de remplacement.

Montant de la contribution de remplacement

Art. 73 Une contribution de remplacement est due pour chaque place protégée manquante. Le Conseil-exécutif en fixe le montant par voie d'ordonnance dans le cadre des prescriptions fédérales. Il peut déléguer cette compétence à la Direction de la police et des affaires militaires.

Exigibilité de la contribution de remplacement

Art. 74 [1]Les contributions de remplacement sont dues dès la réception du banquetage au sens de la législation sur les constructions.

[2] La commune informe le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires de la réception du banquetage.

Fonds des contributions de remplacement

Art. 75 [1]Toutes les contributions de remplacement sont versées au fonds des contributions de remplacement du canton.

[2] L'affectation des contributions de remplacement est réglée par le Conseil-exécutif, dans le cadre des prescriptions fédérales. Ce dernier peut déléguer ses compétences à la Direction de la police et des affaires militaires.

[3] Les coûts de gestion du fonds sont à la charge de celui-ci.

[4] L'autorisation d'un prélèvement sur ce fonds peut dépendre d'un contrôle périodique des abris.

[5] Le prélèvement de moyens du fonds des contributions de remplacement peut être autorisé pour l'acquisition de matériel de protection civile conforme aux recommandations du canton.

[2] Elles établissent le plan d'affectation, dans le cadre des prescriptions fédérales et cantonales.

Obligation de construire des abris, contribution de remplacement

Art. 72 [1]L'obligation de construire des abris et le montant des contributions de remplacement sont réglés par les prescriptions fédérales.

[2] Les règles suivantes s'appliquent aux cas soumis à la compétence décisionnelle du canton:

a Dans les communes de moins de 1000 habitants qui manquent de places protégées, des abris peuvent également être construits dans des maisons d'habitation comptant moins de 38 pièces.

b Aucun abri n'est construit dans des bâtiments situés dans des zones particulièrement menacées, notamment dans des régions à forte densité de constructions ou très exposées aux incendies. Les propriétaires versent une contribution de remplacement.

c Pour les bâtiments isolés dans lesquels des personnes ne séjournent que temporairement, il n'y a pas d'obligation de construire un abri ni de verser la contribution de remplacement.

Montant de la contribution de remplacement

Art. 73 Une contribution de remplacement est due pour chaque place protégée manquante. Le Conseil-exécutif en fixe le montant par voie d'ordonnance dans le cadre des prescriptions fédérales. Il peut déléguer cette compétence à la Direction de la police et des affaires militaires.

Exigibilité de la contribution de remplacement

Art. 74 [1]Les contributions de remplacement sont dues dès la réception du banquetage au sens de la législation sur les constructions.

[2] La commune informe le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires de la réception du banquetage.

Fonds des contributions de remplacement

Art. 75 [1]Toutes les contributions de remplacement sont versées au fonds des contributions de remplacement du canton.

[2] L'affectation des contributions de remplacement est réglée par le Conseil-exécutif, dans le cadre des prescriptions fédérales. Ce dernier peut déléguer ses compétences à la Direction de la police et des affaires militaires.

[3] Les coûts de gestion du fonds sont à la charge de celui-ci.

[4] L'autorisation d'un prélèvement sur ce fonds peut dépendre d'un contrôle périodique des abris.

[5] Le prélèvement de moyens du fonds des contributions de remplacement peut être autorisé pour l'acquisition de matériel de protection civile conforme aux recommandations du canton.

Abris communs

Art. 76 [1]Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires peut ordonner que les places protégées prescrites, prévues pour de nouveaux bâtiments individuels, soient réunies en abris communs.

[2] Une sûreté équivalant à la contribution de remplacement doit être versée avant le début de la construction de chaque bâtiment.

[3] Les abris communs doivent être aménagés au plus tard trois ans après le début des travaux du premier projet de construction concerné. Si le délai n'est pas respecté, la sûreté est versée au fond des contributions de remplacement.

Désaffectation

Art. 77 [1]Si un abri public est désaffecté selon l'article 49, alinéa 2 LPPCi, les subventions cantonales doivent être remboursées.

[2] Si d'autres abris sont désaffectés en vertu de l'article 49, alinéa 1 LPPCi, les subventions cantonales ne doivent pas être remboursées.

5. Infrastructures de protection

Constructions protégées

Art. 78 [1]Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires définit les besoins en constructions protégées, dans le cadre des prescriptions fédérales.

[2] Il est responsable de la réalisation, de l'équipement, de l'entretien et de la modernisation des constructions protégées appartenant au canton.

[3] Les communes sont responsables de la réalisation, de l'équipement, de l'entretien et de la modernisation des postes de commandement et des constructions protégées, dans le cadre des prescriptions fédérales.

Désaffectation de constructions protégées

Art. 79 Si des constructions protégées sont désaffectées en vertu de l'article 55 LPPCi, les subventions cantonales doivent être remboursées, sauf si la désaffectation est ordonnée par le canton.

6. Financement

6.1 Protection de la population

Délégation de compétences en matière d'autorisation de dépenses 1. Cas d'urgence

Art. 80 [1]Les compétences en matière d'autorisation de dépenses du peuple et du Grand Conseil sont déléguées au Conseil-exécutif lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des mesures urgentes en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur.

Abris communs

Art. 76 [1]Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires peut ordonner que les places protégées prescrites, prévues pour de nouveaux bâtiments individuels, soient réunies en abris communs.

[2] Une sûreté équivalant à la contribution de remplacement doit être versée avant le début de la construction de chaque bâtiment.

[3] Les abris communs doivent être aménagés au plus tard trois ans après le début des travaux du premier projet de construction concerné. Si le délai n'est pas respecté, la sûreté est versée au fond des contributions de remplacement.

Désaffectation

Art. 77 [1]Si un abri public est désaffecté selon l'article 49, alinéa 2 LPPCi, les subventions cantonales doivent être remboursées.

[2] Si d'autres abris sont désaffectés en vertu de l'article 49, alinéa 1 LPPCi, les subventions cantonales ne doivent pas être remboursées.

5. Infrastructures de protection

Constructions protégées

Art. 78 [1]Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires définit les besoins en constructions protégées, dans le cadre des prescriptions fédérales.

[2] Il est responsable de la réalisation, de l'équipement, de l'entretien et de la modernisation des constructions protégées appartenant au canton.

[3] Les communes sont responsables de la réalisation, de l'équipement, de l'entretien et de la modernisation des postes de commandement et des constructions protégées, dans le cadre des prescriptions fédérales.

Désaffectation de constructions protégées

Art. 79 Si des constructions protégées sont désaffectées en vertu de l'article 55 LPPCi, les subventions cantonales doivent être remboursées, sauf si la désaffectation est ordonnée par le canton.

6. Financement

6.1 Protection de la population

Délégation de compétences en matière d'autorisation de dépenses 1. Cas d'urgence

Art. 80 [1]Les compétences en matière d'autorisation de dépenses du peuple et du Grand Conseil sont déléguées au Conseil-exécutif lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des mesures urgentes en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'un événement majeur.

[2] Sont considérés comme urgentes les mesures qui doivent être prises rapidement pour assurer la protection de la population et de ses bases d'existence, pour parer à un danger imminent ou pour assurer les premiers travaux de réparation en cas de dommage, et qui ne peuvent attendre une décision de l'organe ordinairement compétent en matière d'autorisation des dépenses.

[3] La Commission des finances du Grand Conseil doit être informée sans délai de la décision de dépense.

[4] Le Conseil-exécutif peut déléguer ses compétences en matière d'autorisation de dépenses.

[5] Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux communes si elles n'ont pas arrêté leurs propres réglementations.

2. Prélèvement sur le fonds des contributions de remplacement

Art. 81 [1]Les compétences du peuple et du Grand Conseil en matière de prélèvement sur le fonds des contributions de remplacement sont déléguées au Conseil-exécutif. Celui-ci peut déléguer ses compétences en matière d'autorisation de dépenses.

[2] Les prélèvements qui dépassent le montant ordinaire pour lequel le Conseil-exécutif est compétent doivent être portés à la connaissance du Grand Conseil.

Répartition des frais

Art. 82 [1]Le canton supporte les frais d'organisation, d'équipement et d'instruction de l'OCCant, de l'administration cantonale et des OCAA. Il supporte ses propres frais en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur.

[2] Il supporte les frais encourus par les organisations partenaires en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événements majeurs pour les cas prévus à l'article 9, lettres *a* et *c*.

[3] Les communes supportent les frais d'organisation, d'équipement et d'instruction des OCCne. Elles supportent par ailleurs leurs propres frais d'intervention, ainsi que les frais des prestations d'aide qu'elles ont ordonnées ou sollicitées.

[4] En cas d'aide supralocale, la commune soutenue indemnise la commune ou l'institution qui lui est venue en aide.

[5] Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions détaillées par voie d'ordonnance pour la répartition des frais liés à l'aide supralocale. Il peut déléguer cette compétence à la Direction concernée.

Aide financière, aide immédiate

Art. 83 [1]Le Conseil-exécutif prévoit une solution actuarielle pour le financement du solde des frais d'intervention et de déblaiement à la charge des communes. Il crée à cet effet une fondation appelée Assurance pour les frais d'intervention des communes, à laquelle il donne des compétences de décision dans le cadre du but de la fondation.

[2] Sont considérés comme urgentes les mesures qui doivent être prises rapidement pour assurer la protection de la population et de ses bases d'existence, pour parer à un danger imminent ou pour assurer les premiers travaux de réparation en cas de dommage, et qui ne peuvent attendre une décision de l'organe ordinairement compétent en matière d'autorisation des dépenses.

[3] La Commission des finances du Grand Conseil doit être informée sans délai de la décision de dépense.

[4] Le Conseil-exécutif peut déléguer ses compétences en matière d'autorisation de dépenses.

[5] Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux communes si elles n'ont pas arrêté leurs propres réglementations.

2. Prélèvement sur le fonds des contributions de remplacement

Art. 81 [1]Les compétences du peuple et du Grand Conseil en matière de prélèvement sur le fonds des contributions de remplacement sont déléguées au Conseil-exécutif. Celui-ci peut déléguer ses compétences en matière d'autorisation de dépenses.

[2] Les prélèvements qui dépassent le montant ordinaire pour lequel le Conseil-exécutif est compétent doivent être portés à la connaissance du Grand Conseil.

Répartition des frais

Art. 82 [1]Le canton supporte les frais d'organisation, d'équipement et d'instruction de l'OCCant, de l'administration cantonale et des OCAA. Il supporte ses propres frais en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événement majeur.

[2] Il supporte les frais encourus par les organisations partenaires en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou lors d'événements majeurs pour les cas prévus à l'article 9, lettres *a* et *c*.

[3] Les communes supportent les frais d'organisation, d'équipement et d'instruction des OCCne. Elles supportent par ailleurs leurs propres frais d'intervention, ainsi que les frais des prestations d'aide qu'elles ont ordonnées ou sollicitées.

[4] En cas d'aide supralocale, la commune soutenue indemnise la commune ou l'institution qui lui est venue en aide.

[5] Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions détaillées par voie d'ordonnance pour la répartition des frais liés à l'aide supralocale. Il peut déléguer cette compétence à la Direction concernée.

Aide financière, aide immédiate

Art. 83 [1]Le Conseil-exécutif prévoit une solution actuarielle pour le financement du solde des frais d'intervention et de déblaiement à la charge des communes. Il crée à cet effet une fondation appelée Assurance pour les frais d'intervention des communes, à laquelle il donne des compétences de décision dans le cadre du but de la fondation.

2 Les communes sont tenues de participer aux frais.

3 Le Conseil-exécutif institue une instance de recours pour les affaires relatives à l'assurance des frais d'intervention, sous la forme d'une commission de trois membres, qui statue en qualité de dernière instance cantonale. La loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)[1)] s'applique à la procédure.

4 Le canton supporte ses frais d'intervention et peut participer aux frais de déblaiement et de remise en état.

Droit au remboursement

Art. 84 Le canton et les communes peuvent demander que le ou la responsable rembourse les frais occasionnés par l'intervention, le déblaiement et la remise en état lorsque les conditions fondant sa responsabilité sont remplies.

Constructions protégées du service sanitaire

Art. 85 Le canton supporte les frais de réalisation, d'équipement, d'entretien et de modernisation des constructions protégées du service sanitaire, en vue d'un degré de préparation réduit, dans la mesure où ces frais ne sont pas pris en charge par la Confédération.

Assurance et indemnisation

Art. 86 Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance l'assurance et l'indemnisation du personnel astreint à servir.

Formations et exercices

Art. 87 Les organisations partenaires visées à l'article 5 mettent du personnel à disposition pour les formations et les exercices organisés par le canton. Le Conseil-exécutif peut définir les modalités en détail de ces formations et exercices par voie d'ordonnance.

Approvisionnement économique

Art. 88 Les communes supportent les frais du personnel compétent au sens de l'article 42, y compris les frais d'instruction.

6.2 Protection civile

Art. 89 1Les communes supportent les frais des tâches de protection civile qui leur incombent.

2 Le canton supporte les frais des tâches qui lui incombent.

7. Exécution et procédure

Dispositions d'exécution

Art. 90 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

1) RSB 155.21

2 Les communes sont tenues de participer aux frais.

3 Le Conseil-exécutif institue une instance de recours pour les affaires relatives à l'assurance des frais d'intervention, sous la forme d'une commission de trois membres, qui statue en qualité de dernière instance cantonale. La loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)[1)] s'applique à la procédure.

4 Le canton supporte ses frais d'intervention et peut participer aux frais de déblaiement et de remise en état.

Droit au remboursement

Art. 84 Le canton et les communes peuvent demander que le ou la responsable rembourse les frais occasionnés par l'intervention, le déblaiement et la remise en état lorsque les conditions fondant sa responsabilité sont remplies.

Constructions protégées du service sanitaire

Art. 85 Le canton supporte les frais de réalisation, d'équipement, d'entretien et de modernisation des constructions protégées du service sanitaire, en vue d'un degré de préparation réduit, dans la mesure où ces frais ne sont pas pris en charge par la Confédération.

Assurance et indemnisation

Art. 86 Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance l'assurance et l'indemnisation du personnel astreint à servir.

Formations et exercices

Art. 87 Les organisations partenaires visées à l'article 5 mettent du personnel à disposition pour les formations et les exercices organisés par le canton. Le Conseil-exécutif peut définir les modalités en détail de ces formations et exercices par voie d'ordonnance.

Approvisionnement économique

Art. 88 Les communes supportent les frais du personnel compétent au sens de l'article 42, y compris les frais d'instruction.

6.2 Protection civile

Art. 89 1Les communes supportent les frais des tâches de protection civile qui leur incombent.

2 Le canton supporte les frais des tâches qui lui incombent.

7. Exécution et procédure

Dispositions d'exécution

Art. 90 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

1) RSB 155.21

Procédure

Art. 91 [1]Les dispositions de la LPJA s'appliquent aux décisions fondées sur la LPPCi ainsi que sur la présente loi. Les dispositions de la législation spéciale sont réservées.

[2] Les recours touchant à l'approvisionnement économique doivent être formés dans les dix jours, sous réserve des prescriptions fédérales contraires. La première instance de recours statue en qualité de dernière instance cantonale.

Responsabilité pour les dommages au régime d'allocation pour perte de gain

Art. 92 [1]Le canton ou les communes ayant convoqué les personnes astreintes sont responsables des dommages invoqués par la Confédération en vertu de l'article 20a LAPG.

[2] La réparation que le canton doit payer à la Confédération en vertu de l'article 20a LAPG est intégralement répercutée sur les communes ayant convoqué les personnes astreintes.

Dommages-intérêts et action récursoire

Art. 93 [1]Le service cantonal ou communal compétent statue sur les demandes en dommages-intérêts et les actions récursoires concernant des dommages liés à des prestations de service de protection fournies par le personnel de la protection civile; sa décision peut être contestée conformément à l'article 67 LPPCi.

[2] La législation spéciale ou les dispositions sur la responsabilité de l'Etat conformément aux articles 100 et suivants de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers)[1)] ainsi qu'à l'article 84 de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)[2)] s'appliquent aux demandes en dommages-intérêts et actions récursoires concernant des dommages liés à des prestations de protection mais ne relevant pas de la législation sur la protection civile.

[3] Toute personne qui demande une intervention de la protection civile en faveur de la collectivité au niveau national ou cantonal doit dédommager la Confédération, le canton et les communes en cas de sinistre lors de la fourniture de prestations à des tiers et ne peut faire valoir de dommages-intérêts envers ces collectivités pour les dommages qu'elle a directement subis. Les prétentions résultant d'un dommage causé intentionnellement ou par négligence grave sont réservées.

8. Dispositions transitoires et dispositions finales

Contributions de remplacement

Art. 94 [1]Les contributions de remplacement perçues avant l'entrée en vigueur de la modification de la LPPCi du 17 juin 2011 restent acquises aux communes jusqu'au 31 décembre 2019. Elles sont ensuite versées au fonds cantonal des contributions de remplacement.

1) RSB 153.01
2) RSB 170.11

Procédure

Art. 91 [1]Les dispositions de la LPJA s'appliquent aux décisions fondées sur la LPPCi ainsi que sur la présente loi. Les dispositions de la législation spéciale sont réservées.

[2] Les recours touchant à l'approvisionnement économique doivent être formés dans les dix jours, sous réserve des prescriptions fédérales contraires. La première instance de recours statue en qualité de dernière instance cantonale.

Responsabilité pour les dommages au régime d'allocation pour perte de gain

Art. 92 [1]Le canton ou les communes ayant convoqué les personnes astreintes sont responsables des dommages invoqués par la Confédération en vertu de l'article 20a LAPG.

[2] La réparation que le canton doit payer à la Confédération en vertu de l'article 20a LAPG est intégralement répercutée sur les communes ayant convoqué les personnes astreintes.

Dommages-intérêts et action récursoire

Art. 93 [1]Le service cantonal ou communal compétent statue sur les demandes en dommages-intérêts et les actions récursoires concernant des dommages liés à des prestations de service de protection fournies par le personnel de la protection civile; sa décision peut être contestée conformément à l'article 67 LPPCi.

[2] La législation spéciale ou les dispositions sur la responsabilité de l'Etat conformément aux articles 100 et suivants de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers)[1)] ainsi qu'à l'article 84 de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)[2)] s'appliquent aux demandes en dommages-intérêts et actions récursoires concernant des dommages liés à des prestations de protection mais ne relevant pas de la législation sur la protection civile.

[3] Toute personne qui demande une intervention de la protection civile en faveur de la collectivité au niveau national ou cantonal doit dédommager la Confédération, le canton et les communes en cas de sinistre lors de la fourniture de prestations à des tiers et ne peut faire valoir de dommages-intérêts envers ces collectivités pour les dommages qu'elle a directement subis. Les prétentions résultant d'un dommage causé intentionnellement ou par négligence grave sont réservées.

8. Dispositions transitoires et dispositions finales

Contributions de remplacement

Art. 94 [1]Les contributions de remplacement perçues avant l'entrée en vigueur de la modification de la LPPCi du 17 juin 2011 restent acquises aux communes jusqu'au 31 décembre 2019. Elles sont ensuite versées au fonds cantonal des contributions de remplacement.

1) RSB 153.01
2) RSB 170.11

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires surveille l'affectation des fonds restés en mains communales. Les prélèvements requièrent son autorisation préalable.

[3] Les dépenses périodiques des communes ne peuvent pas être financées par les ressources du fonds.

[4] Le fonds cantonal des contributions de remplacement ne peut être affecté qu'après épuisement des fonds communaux concernés.

Disposition transitoire

Art. 95 Les communes adaptent leurs structures conformément aux articles 25 et 47 dans un délai de cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Modification d'un acte législatif

Art. 96 La loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 27 «de l'approvisionnement économique, de l'agriculture» est remplacé par «de l'agriculture y compris la formation professionnelle».

Art. 30 «de la protection civile, des secours en cas de catastrophe et de la défense générale ainsi que des sports» est remplacé par «de la protection de la population et de la protection civile, de l'approvisionnement économique ainsi que du sport».

Abrogation d'actes législatifs

Art. 97 Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi) (RSB 521.1),
2. ordonnance du 23 novembre 2011 portant introduction de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (OiLPPCi) (RSB 521.12).

Entrée en vigueur

Art. 98 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Berne, le 13 novembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'État avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

1) RSB 152.01

[2] Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires surveille l'affectation des fonds restés en mains communales. Les prélèvements requièrent son autorisation préalable.

[3] Les dépenses périodiques des communes ne peuvent pas être financées par les ressources du fonds.

[4] Le fonds cantonal des contributions de remplacement ne peut être affecté qu'après épuisement des fonds communaux concernés.

Disposition transitoire

Art. 95 Les communes adaptent leurs structures conformément aux articles 25 et 47 dans un délai de cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Modification d'un acte législatif

Art. 96 La loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 27 «de l'approvisionnement économique, de l'agriculture» est remplacé par «de l'agriculture y compris la formation professionnelle».

Art. 30 «de la protection civile, des secours en cas de catastrophe et de la défense générale ainsi que des sports» est remplacé par «de la protection de la population et de la protection civile, de l'approvisionnement économique ainsi que du sport».

Abrogation d'actes législatifs

Art. 97 Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi) (RSB 521.1),
2. ordonnance du 23 novembre 2011 portant introduction de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (OiLPPCi) (RSB 521.12).

Entrée en vigueur

Art. 98 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Berne, le 12 février 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 4 février 2014

Au nom de la commission

le président: *Fuchs*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'État avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

1) RSB 152.01

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)

Direction de l'instruction publique

Proposition du Conseil-exécutif

Loi 435.11
sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) est modifiée comme suit:

Art. 27 [1]Le canton peut encourager la formation professionnelle supérieure.

[2] Il peut encourager davantage les offres de formation professionnelle supérieure qui présentent un intérêt public particulier.

[3] Le Conseil-exécutif détermine par voie d'ordonnance les offres qui présentent un intérêt public particulier.

Art. 35 [1]Les tâches fixées dans la présente loi peuvent être confiées à des prestataires privés, en particulier lorsque ces derniers peuvent fournir des prestations plus économiques et de meilleure qualité. La délégation de ces tâches peut s'accompagner d'une délégation des pouvoirs relevant de la puissance publique.

[2] Le Conseil-exécutif statue, au moyen d'un contrat, sur la délégation à un prestataire privé de la gestion d'une école professionnelle au sens de l'article 16, alinéa 3 et, lorsqu'il existe un intérêt public particulier, de filières de formation d'une école supérieure.

[3] Inchangé.

Art. 38 [1 et 2]Inchangés.

[3] Abrogé.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi 435.11
sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) est modifiée comme suit:

Art. 27 [1]Le canton peut encourager la formation professionnelle supérieure.

[2] Il peut encourager davantage les offres de formation professionnelle supérieure qui présentent un intérêt public particulier.

[3] Le Conseil-exécutif détermine par voie d'ordonnance les offres qui présentent un intérêt public particulier.

Art. 35 [1]Les tâches fixées dans la présente loi peuvent être confiées à des prestataires privés, en particulier lorsque ces derniers peuvent fournir des prestations plus économiques et de meilleure qualité. La délégation de ces tâches peut s'accompagner d'une délégation des pouvoirs relevant de la puissance publique.

[2] Le Conseil-exécutif statue, au moyen d'un contrat, sur la délégation à un prestataire privé de la gestion d'une école professionnelle au sens de l'article 16, alinéa 3 et, lorsqu'il existe un intérêt public particulier, de filières de formation d'une école supérieure.

[3] Inchangé.

Art. 38 [1 et 2]Inchangés.

[3] Abrogé.

Résultat de la première lecture

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi 435.11
sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) est modifiée comme suit:

Art. 27 [1]Le canton peut encourager la formation professionnelle supérieure.

[2] Il peut encourager davantage les offres de formation professionnelle supérieure qui présentent un intérêt public particulier.

[3] Le Conseil-exécutif détermine par voie d'ordonnance les offres qui présentent un intérêt public particulier.

Art. 35 [1]Les tâches fixées dans la présente loi peuvent être confiées à des prestataires privés, en particulier lorsque ces derniers peuvent fournir des prestations plus économiques et de meilleure qualité. La délégation de ces tâches peut s'accompagner d'une délégation des pouvoirs relevant de la puissance publique.

[2] Le Conseil-exécutif statue, au moyen d'un contrat, sur la délégation à un prestataire privé de la gestion d'une école professionnelle au sens de l'article 16, alinéa 3 et, lorsqu'il existe un intérêt public particulier, de filières de formation d'une école supérieure.

[3] Inchangé.

Art. 38 [1 et 2]Inchangés.

[3] Abrogé.

Cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs

Art. 41a (nouveau) [1]Le canton peut verser des subventions couvrant jusqu'à 75 pour cent des coûts des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux ou aux examens professionnels fédéraux supérieurs. Ce subventionnement prend la forme de forfaits par étudiant ou étudiante versés aux prestataires ou aux étudiants et aux étudiantes eux-mêmes.

[2] Le canton peut accroître le montant de ces forfaits si les cours préparatoires présentent un intérêt public particulier au sens de l'article 27, alinéas 2 et 3.

Ecoles supérieures et filières d'études postgrades

Art. 41b (nouveau) [1]Le canton peut subventionner les filières de formation des écoles supérieures. Ce subventionnement prend la forme de forfaits par étudiant ou étudiante versés aux prestataires, dont le montant correspond en règle générale aux tarifs convenus à l'échelle intercantonale.

[2] En règle générale, le canton ne subventionne pas les filières d'études postgrades.

[3] Si les filières de formation ou d'études présentent un intérêt public particulier au sens de l'article 27, alinéas 2 et 3, le canton peut
a accroître le montant de ces forfaits ou couvrir les coûts restants pour les filières de formation des écoles supérieures et
b verser un forfait par étudiant ou étudiante ou couvrir les coûts restants pour les filières d'études postgrades.

Art. 46 Les dispositions qui suivent, relatives aux émoluments, s'appliquent aux prestations fournies par des organismes cantonaux ou des tiers auxquels des tâches ont été déléguées conformément à l'article 35, alinéa 2.

Art. 48 [1 et 2]Inchangés.

[3] Le montant de l'émolument prélevé pour la fréquentation d'une filière de formation professionnelle supérieure couvre les coûts restants après déduction du financement cantonal ou des subventions cantonales. L'alinéa 4 est réservé.

[4] Le montant de l'émolument prélevé pour la fréquentation d'une filière de formation ou d'études dont les coûts restants sont couverts par le canton en vertu de l'article 41b, alinéa 3 correspond au moins au montant de l'émolument fixé dans la législation sur la Haute école spécialisée bernoise.

[5] Inchangé.

Cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs

Art. 41a (nouveau) [1]Le canton peut verser des subventions couvrant jusqu'à 75 pour cent des coûts des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux ou aux examens professionnels fédéraux supérieurs. Ce subventionnement prend la forme de forfaits par étudiant ou étudiante versés aux prestataires ou aux étudiants et aux étudiantes eux-mêmes.

[2] Le canton peut accroître le montant de ces forfaits si les cours préparatoires présentent un intérêt public particulier au sens de l'article 27, alinéas 2 et 3.

Ecoles supérieures et filières d'études postgrades

Art. 41b (nouveau) [1]Le canton peut subventionner les filières de formation des écoles supérieures. Ce subventionnement prend la forme de forfaits par étudiant ou étudiante versés aux prestataires, dont le montant correspond en règle générale aux tarifs convenus à l'échelle intercantonale.

[2] En règle générale, le canton ne subventionne pas les filières d'études postgrades.

[3] Si les filières de formation ou d'études présentent un intérêt public particulier au sens de l'article 27, alinéas 2 et 3, le canton peut
a accroître le montant de ces forfaits ou couvrir les coûts restants pour les filières de formation des écoles supérieures et
b verser un forfait par étudiant ou étudiante ou couvrir les coûts restants pour les filières d'études postgrades.

Art. 46 Les dispositions qui suivent, relatives aux émoluments, s'appliquent aux prestations fournies par des organismes cantonaux ou des tiers auxquels des tâches ont été déléguées conformément à l'article 35, alinéa 2.

Art. 48 [1 et 2]Inchangés.

[3] Le montant de l'émolument prélevé pour la fréquentation d'une filière de formation professionnelle supérieure couvre les coûts restants après déduction du financement cantonal ou des subventions cantonales. L'alinéa 4 est réservé.

[4] Le montant de l'émolument prélevé pour la fréquentation d'une filière de formation ou d'études dont les coûts restants sont couverts par le canton en vertu de l'article 41b, alinéa 3 correspond au moins au montant de l'émolument fixé dans la législation sur la Haute école spécialisée bernoise.

[5] Inchangé.

Cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs

Art. 41a (nouveau) [1]Le canton peut verser des subventions couvrant jusqu'à 75 pour cent des coûts des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux ou aux examens professionnels fédéraux supérieurs. Ce subventionnement prend la forme de forfaits par étudiant ou étudiante versés aux prestataires ou aux étudiants et aux étudiantes eux-mêmes.

[2] Le canton peut accroître le montant de ces forfaits si les cours préparatoires présentent un intérêt public particulier au sens de l'article 27, alinéas 2 et 3.

Ecoles supérieures et filières d'études postgrades

Art. 41b (nouveau) [1]Le canton peut subventionner les filières de formation des écoles supérieures. Ce subventionnement prend la forme de forfaits par étudiant ou étudiante versés aux prestataires, dont le montant correspond en règle générale aux tarifs convenus à l'échelle intercantonale.

[2] En règle générale, le canton ne subventionne pas les filières d'études postgrades.

[3] Si les filières de formation ou d'études présentent un intérêt public particulier au sens de l'article 27, alinéas 2 et 3, le canton peut

a accroître le montant de ces forfaits ou couvrir les coûts restants pour les filières de formation des écoles supérieures et

b verser un forfait par étudiant ou étudiante ou couvrir les coûts restants pour les filières d'études postgrades.

Art. 46 Les dispositions qui suivent, relatives aux émoluments, s'appliquent aux prestations fournies par des organismes cantonaux ou des tiers auxquels des tâches ont été déléguées conformément à l'article 35, alinéa 2.

Art. 48 [1 et 2]Inchangés.

[3] Le montant de l'émolument prélevé pour la fréquentation d'une filière de formation professionnelle supérieure couvre les coûts restants après déduction du financement cantonal ou des subventions cantonales. L'alinéa 4 est réservé.

[4] Le montant de l'émolument prélevé pour la fréquentation d'une filière de formation ou d'études dont les coûts restants sont couverts par le canton en vertu de l'article 41b, alinéa 3 correspond au moins au montant de l'émolument fixé dans la législation sur la Haute école spécialisée bernoise.

[5] Inchangé.

Art. 53 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les frais visés à l'alinéa 2 correspondent aux coûts complets, mais au moins au tarif fixé dans la convention intercantonale applicable.

[4] Inchangé.

II.

La loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE) est modifiée comme suit:

Art. 2 [1]La présente loi s'applique à tout le corps enseignant
a à *g* inchangées,
h des écoles supérieures cantonales.

[2 à 5]Inchangés.

III.

Dispositions transitoires

1. L'ancien droit s'applique aux filières de formation ou d'études dont les cours ont déjà débuté au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification.
2. Les contrats de délégation en cours prennent fin à l'entrée en vigueur de la présente modification. L'autorité compétente selon le nouveau droit statue sur les délégations visées à l'article 35, alinéa 2 ou 3 dans la perspective de l'entrée en vigueur de la présente modification.
3. Les modifications relatives au droit du personnel visées au chiffre II sont mises en œuvre à compter de l'année scolaire qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification.

Entrée en vigueur

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 23 octobre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Art. 53 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les frais visés à l'alinéa 2 correspondent aux coûts complets, mais au moins au tarif fixé dans la convention intercantonale applicable.

[4] Inchangé.

II.

La loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE) est modifiée comme suit:

Art. 2 [1]La présente loi s'applique à tout le corps enseignant
a à *g* inchangées,
h des écoles supérieures cantonales.

[2 à 5]Inchangés.

III.

Dispositions transitoires

1. L'ancien droit s'applique aux filières de formation ou d'études dont les cours ont déjà débuté au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification.
2. Les contrats de délégation en cours prennent fin à l'entrée en vigueur de la présente modification. L'autorité compétente selon le nouveau droit statue sur les délégations visées à l'article 35, alinéa 2 ou 3 dans la perspective de l'entrée en vigueur de la présente modification.
3. Les modifications relatives au droit du personnel visées au chiffre II sont mises en œuvre à compter de l'année scolaire qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification.

Entrée en vigueur

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 4 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 7 novembre 2013

Au nom de la commission,

la présidente: *Schmidhauser*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Art. 53 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les frais visés à l'alinéa 2 correspondent aux coûts complets, mais au moins au tarif fixé dans la convention intercantonale applicable.

[4] Inchangé.

II.

La loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE) est modifiée comme suit:

Art. 2 [1]La présente loi s'applique à tout le corps enseignant
a à *g* inchangées,
h des écoles supérieures cantonales.

[2 à 5]Inchangés.

III.

Dispositions transitoires

1. L'ancien droit s'applique aux filières de formation ou d'études dont les cours ont déjà débuté au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification.
2. Les contrats de délégation en cours prennent fin à l'entrée en vigueur de la présente modification. L'autorité compétente selon le nouveau droit statue sur les délégations visées à l'article 35, alinéa 2 ou 3 dans la perspective de l'entrée en vigueur de la présente modification.
3. Les modifications relatives au droit du personnel visées au chiffre II sont mises en œuvre à compter de l'année scolaire qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification.

Entrée en vigueur

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 23 janvier 2014

Au nom du Grand Conseil,

le président: *Antener*
la vice-chancelière: *Aeschmann*

Texte approuvé par la Commission de rédaction.

Berne, le 12 février 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 4 février 2014

Au nom de la commission,

la présidente: *Schmidhauser*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de haute surveillance

Arrêté du Grand Conseil concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)

Direction de l'instruction publique

Annexe 12

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à l'arrêté du Grand Conseil concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)

1. Synthèse

La collaboration entre les cantons de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Valais dans le domaine de l'introduction et du développement de l'enseignement précoce des langues étrangères doit être reconduite jusqu'au 31 juillet 2018. C'est à ce moment que la première volée d'élèves ayant bénéficié de cet enseignement quittera la scolarité obligatoire.

Il avait été initialement prévu de ne collaborer dans ce domaine que jusqu'à ce que les nouveaux contenus du plan d'études, les moyens d'enseignement nécessaires et les formations continues du corps enseignant aient été développés et mis sur pied, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet 2014. Aujourd'hui, il est important de poursuivre cette collaboration dans l'objectif d'accompagner ensemble la mise en œuvre dans les cantons. Il s'agit en particulier d'évaluer l'impact de l'enseignement précoce des langues étrangères sur les compétences des élèves ainsi que l'adéquation des nouveaux moyens d'enseignement aux besoins de la pratique. La prorogation de l'accord devrait également permettre aux cantons situés à la frontière linguistique de mieux faire valoir leur politique linguistique à l'échelle de la Suisse alémanique.

2. Contexte

2.1 Introduction commune de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire par six cantons situés à la frontière linguistique

Le 27 mars 2007, le Grand Conseil a approuvé l'adhésion du canton de Berne (partie germanophone) à l'accord conclu entre les cantons de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Fribourg, de Soleure et du Valais relativement à l'avancement et au renouvellement de l'enseignement des langues étrangères.

L'objectif de cet accord était de mettre en œuvre la stratégie nationale[1)] de la CDIP pour le développement de l'enseignement des langues adoptée le 25 mars 2004, laquelle est aussi partie intégrante du concordat HarmoS[2)]. Sur le plan du contenu, les cantons signataires se sont engagés à collaborer à l'introduction et au développement de l'enseignement précoce des langues étrangères. Il s'agissait de clarifier ensemble les questions liées à la didactique, à la grille horaire, aux contenus du plan d'études, aux moyens d'enseignement, aux exigences posées aux enseignants et enseignantes, à la formation dont ils devraient disposer et aux formations continues qu'ils devraient suivre, aux instruments d'évaluation, au portfolio des langues et à la communication. Le projet intercantonal s'est souvent prononcé en faveur de solutions qui laissaient aux cantons signataires la latitude nécessaire pour intégrer leurs spécificités.

Dès le début, il avait été établi que la phase de mise en œuvre dans les cantons devait durer jusqu'à ce que la première volée d'élèves ayant bénéficié de l'enseignement précoce des langues étrangères termine la scolarité obligatoire. L'enseignement du français en 3e année et de l'anglais en 5e année ont ainsi respectivement débuté en août 2011 et en août 2013 dans la quasi-totalité des cantons signataires, hormis dans le canton de Bâle-Campagne, qui a introduit ces nouveautés chaque fois une année plus tard. Les nouveaux moyens d'enseignement des langues, qui ont été élaborés dans ce contexte, seront employés pour la première fois dans toutes les classes de la 3e à la 9e durant l'année scolaire 2017–2018. Entre 2009 et 2017, les enseignants et enseignantes dispensant des leçons de langue étrangère acquièrent les compétences nécessaires au renouvellement de l'enseignement des langues dans le cadre de cours méthodologiques et didactiques obligatoires mais aussi de cours de langue facultatifs.

Le 31 juillet 2014, les six cantons auront réussi ensemble ce qu'ils avaient entrepris: élaborer de nouveaux contenus pour le plan d'études ainsi que la grille horaire correspondante (adoptés par les cantons), sélectionner les nouveaux moyens d'enseignement et confier un mandat pour leur réalisation, concevoir un programme de formation et de formation continue pour les enseignants et enseignantes qui sera repris par les hautes écoles pédagogiques.

2.2 Prorogation de l'accord

Durant les années scolaires 2015–2016 à 2017–2018, la première volée d'élèves ayant reçu un enseignement du français à partir de la 3e année et de l'anglais à partir de la 5e année traversera le degré secondaire I. Pour que la mise en œuvre des prescriptions communes et l'emploi des moyens d'enseignement puissent faire l'objet d'un suivi jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire de cette première volée, il est nécessaire que la collaboration intercantonale soit prolongée jusque-là. L'accord initial, en vigueur jusqu'au 31 juillet 2014, doit donc être prorogé jusqu'au 31 juillet 2018.

D'après les six directeurs et directrices de l'instruction publique concernés, les tâches des années 2014 à 2018 se concentreront sur les aspects suivants:

[1)] www.cdip.ch → Domaines d'activités → Autres thèmes et projets → Enseignement des langues

[2)] RSB 439.60

- pilotage global du projet et garantie d'une perspective commune pour les six cantons,
- développement des moyens d'enseignement et d'apprentissage et coopération avec les maisons d'édition,
- relevé et analyse des processus cantonaux de mise en œuvre et identification des thèmes qui nécessitent un traitement supplémentaire,
- maintien d'une coopération avec les hautes écoles pédagogiques et les institutions de formation continue,
- information aux différentes parties prenantes ainsi qu'à un public proche de l'enseignement et au grand public.

3. Contenu de l'accord intercantonal

Le contenu de l'accord est inchangé. Seule sa durée de validité est prorogée de quatre ans.

4. Commentaire des dispositions de l'arrêté du Grand Conseil

Chiffre 1

Le canton de Berne approuve la reconduction de la collaboration jusqu'à la fin de la phase d'introduction des nouveautés en matière d'enseignement des langues. S'il devait s'y opposer, la collaboration s'arrêterait pour lui et il devrait accompagner lui-même la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le développement de l'enseignement des langues étrangères dans le canton de Berne.

Chiffre 2

L'accord initial expire le 31 juillet 2014. L'arrêté de prorogation doit donc entrer en vigueur au plus tard à cette date.

Chiffre 3

La prorogation de l'accord est soumise, comme l'arrêté d'adhésion originel, au référendum facultatif.

5. Répercussions sur les finances

Comme jusqu'à présent, les coûts uniques communs du projet seront pris en charge par tous les cantons signataires et répartis selon leur nombre d'habitants et d'habitantes germanophones (cf. art. 18 ADEL). Le canton de Berne participera ainsi à ces coûts à hauteur de 51,9 pour cent.

Par son ACE n° 2145/2009 du 16 décembre 2009, le Conseil-exécutif a autorisé les dépenses pour le développement conjoint et l'introduction dans le canton de Berne de l'enseignement précoce des langues étrangères jusqu'en 2018. D'après le calcul des coûts uniques réalisé par la direction du projet global, la prorogation de l'accord intercantonal n'entraînera pas de surcoûts pour le canton de Berne par rapport au montant autorisé. Les coûts devraient même être légèrement inférieurs à ce dernier.

Avec l'approbation de l'arrêté visé, les dépenses entrant dans le cadre du crédit d'engagement approuvé par l'ACE 2145/2009 pourront être effectuées.

6. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Aucune.

7. Répercussions sur les communes

Aucune.

8. Répercussions sur l'économie

Aucune.

9. Proposition

Approbation.

Berne, le 30 octobre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil 439.53 concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 74, alinéa 2 de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Le canton de Berne approuve la prorogation de la durée de validité de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL) telle qu'elle est présentée en annexe.
2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 juillet 2014.
3. Le présent arrêté est soumis à la votation facultative.

Berne, le 30 octobre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

1) RSB 101.1

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de haute surveillance

Arrêté du Grand Conseil 439.53 concernant la prorogation de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 74, alinéa 2 de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Le canton de Berne approuve la prorogation de la durée de validité de l'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL) telle qu'elle est présentée en annexe.
2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 juillet 2014.
3. Le présent arrêté est soumis à la votation facultative.

Berne, le 22 janvier 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 12 décembre 2013

Au nom de la Commission de haute surveillance,

le président: *Rhyn*

1) RSB 101.1

Annexe

Accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL)

I.

L'accord intercantonal sur l'introduction de l'enseignement du français à partir de la 3e et de l'anglais à partir de la 5e année scolaire ainsi que le développement commun de l'enseignement des langues étrangères (ADEL) est modifié comme suit:

Art. 22 «2014» est remplacé par «2018».

Habsburg, le 24 mai 2013

Au nom du groupe de pilotage,
le président: *Klaus Fischer*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de haute surveillance

Arrêté du Grand Conseil concernant l'approbation de la modification de l'accord conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich

Direction de l'instruction publique

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte et teneur de la modification**	3
2.1	Contexte	3
2.2	Contenu de la modification	4
2.2.1	Modification des chiffres 1 et 3 de l'accord	4
2.2.2	Modification du chiffre 6 de l'accord	5
2.2.3	Entrée en vigueur de la modification et dispositions transitoires	5
3.	**Commentaire des dispositions de l'arrêté d'approbation**	5
4.	**Rapport avec le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et d'autres planifications importantes**	5
5.	**Répercussions financières**	6
6.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	6
7.	**Répercussions sur les communes**	6
8.	**Répercussions sur l'économie**	6
9.	**Proposition**	6

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à l'arrêté du Grand Conseil concernant l'approbation de la modification de l'accord conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich

1. Synthèse

L'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) propose des filières d'études (pédagogie curative scolaire avec dominantes Pédagogie pour les sourds et les malentendants, Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants et Education précoce; interprète en langue des signes; logopédie pour les enseignants et enseignantes d'école enfantine; thérapie psychomotrice) que le canton de Berne ne propose pas pour l'heure au vu de ses besoins limités dans ce domaine. Dans le cadre de ces filières, la HfH met un certain nombre de places d'études à la disposition des étudiants et étudiantes bernois. La HfH, issue d'un concordat, n'ayant jamais adhéré à l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES)[1], le Grand Conseil du canton de Berne a décidé, par arrêté du 21 avril 2004, de conclure un accord spécifique avec elle[2].

Par courrier du 2 octobre 2012, la HfH a informé la Direction de l'instruction publique du canton de Berne qu'elle avait réorganisé plusieurs filières concernées par l'accord. Les coûts semestriels des filières à temps partiel ont légèrement diminué du fait de la réorganisation. Par ailleurs, le volume et la durée des certaines formations ont été revus tandis que la formation d'enseignant ou enseignante de langue des signes a été supprimée. Il était donc nécessaire d'adapter l'accord conclu entre la HfH et le canton de Berne.

2. Contexte et teneur de la modification

2.1 Contexte

Le canton de Berne ne propose pas de formation dans les domaines suivants:

- Pédagogie curative scolaire:
  - Dominante Pédagogie pour les sourds et les malentendants
  - Dominante Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants
  - Dominante Education précoce
- Interprète en langue des signes
- Logopédie pour les enseignants et enseignantes d'école enfantine
- Thérapie psychomotrice

Le canton de Berne a toutefois besoin de spécialistes formés dans ces domaines. Il doit donc garantir que la main-d'œuvre nécessaire soit formée à la HfH pour autant que ces filières d'études ne soient pas proposées dans d'autres hautes écoles. La HfH a été créée par un concordat signé entre les cantons de Zurich, Schwyz, Obwald, Glaris, Zoug, Soleure, Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Saint-Gall, Argovie, Thurgovie, des Grisons ainsi que la principauté du Liechtenstein. Les filières d'études de la HfH ne sont à ce jour pas admises dans l'AHES, non pas en raison d'un défaut de qualité (elles sont en effet reconnues par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique [CDIP]), mais parce que l'école réserve un accès privilégié aux étudiants et étudiantes des cantons concordataires, ce qui n'est pas compatible avec le principe de libre circulation prescrit par l'AHES. C'est pourquoi le Grand Conseil du canton de Berne, par son arrêté du 21 avril 2004 concernant la conclusion d'un accord entre le canton de Berne et la HfH, a approuvé la conclusion d'un accord spécifique avec cette école. Cet accord a jusqu'à ce jour été adapté deux fois aux nouveaux besoins du canton de Berne. Les modifications ont concerné le nombre de places d'études, leur répartition entre les diverses filières d'études et les coûts annuels par filière. Depuis l'année d'études 2009–2010, conformément à l'accord, la HfH réserve un nombre annuel maximal de 22 places pour des étudiants et des étudiantes ayant leur domicile légal en matière de subsides de formation dans le canton de Berne. Ces places sont actuellement réparties comme suit:

- Pédagogie curative scolaire:
  - Dominante Pédagogie pour les sourds et les malentendants 2 places
  - Dominante Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants 2 places
  - Dominante Education précoce 3 places
- Interprète en langue des signes: 3 places
- Enseignant-e de langue des signes: 2 places
- Logopédie pour les enseignants et enseignantes d'école enfantine: 3 places
- Thérapie psychomotrice: 7 places

Par courrier du 2 octobre 2012, la HfH a informé la Direction de l'instruction publique du canton de Berne qu'elle avait réorganisé plusieurs filières concernées par l'accord et que cette réorganisation serait effective dès l'année d'études 2013–2014. L'école a pris cette décision sans consulter ni informer préalablement le canton de Berne, celui-ci ne faisant pas partie des cantons concordataires. Voici les changements qu'implique la réorganisation de la HfH sur les filières concernées par l'accord:

[1] RSB 439.21
[2] RSB 439.34

	avant	après
Pédagogie curative scolaire		
Dominante Pédagogie pour les sourds et les malentendants	110 ECTS, 6 semestres à CHF 8 800	90 ECTS, 5 semestres à CHF 8 500
Dominante Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants	110 ECTS, 6 semestres à CHF 8 800	90 ECTS, 5 semestres à CHF 8 500
Master en éducation précoce	Etudes complémentaires à la filière d'études en pédagogie curative, 2 semestres à CHF 8 800	Master indépendant reconnu par la CDIP; 90 ECTS, 5 semestres à CHF 8 500
Formation d'interprète en langue des signes	180 ECTS, temps partiel, 8 semestres à CHF 8 800	180 ECTS, temps plein, 6 semestres à CHF 12 750
Formation d'enseignant-e de langue des signes	Temps partiel, 6 semestres à CHF 8 800	Cette formation n'est plus proposée pour l'heure.

Les coûts semestriels des filières à temps partiel ont légèrement diminué. Ceux des filières à temps plein ont été maintenus (le montant annuel à verser pour ces filières correspond toujours au tarif pratiqué dans le cadre de l'AHES, qui s'élève à 25 500 francs). Une filière de master en éducation précoce a été créée compte tenu des prescriptions de la CDIP. Cette formation dure cinq semestres alors que l'ancienne formation n'en comportait que deux. A cela s'ajoute le passage à temps plein de la formation d'interprète en langue des signes, jusqu'à présent dispensée à temps partiel. L'avenir de la formation d'enseignant ou enseignante de langue des signes est quant à lui incertain. D'après les informations fournies par la HfH, cette formation ne sera désormais proposée que si sa responsabilité et son financement sont assumés par la Fédération Suisse des Sourds, ce que cette dernière n'envisage pas pour l'heure. Il ne serait pas judicieux pour le canton de Berne de faire cavalier seul en la matière. Il suivra toutefois de près l'évolution de la situation à l'échelle intercantonale et s'engagera, dans la limite de ses possibilités, pour que cette formation puisse être à nouveau proposée à moyen ou long terme.

2.2 Contenu de la modification

2.2.1 Modification des chiffres 1 et 3 de l'accord

La périodicité de chaque formation n'est plus explicitement mentionnée dans l'accord. Celui-ci précise simplement qu'elles sont proposées de manière régulière. Cela permet d'éviter que des prescriptions de l'accord soient en contradiction avec la demande effective pour les différentes filières. Le canton de Berne part toutefois du principe que les filières seront proposées avec la même périodicité que jusqu'à présent.

Un relevé des besoins réalisé par la Direction de l'instruction publique a révélé que le canton de Berne ne comptait pas suffisamment de spécialistes en thérapie psychomotrice. On constate notamment qu'un tiers des postes en psychomotricité sont occupés par des professionnels de domaines apparentés (p. ex. ergothérapie, physiothérapie). Dans ce contexte, il semble nécessaire de faire passer à huit le nombre de places d'études réservées aux étudiants et étudiantes bernois dans la filière de thérapie psychomotrice de la HfH, d'autant plus que cette dernière est la seule en Suisse alémanique à proposer cette filière. On relève le même problème dans le domaine de l'éducation précoce. Toutefois, le nombre de places réservées aux étudiants et étudiantes bernois dans cette filière à la HfH reste inchangé dans la mesure où la *Fachhochschule Nordwestschweiz* (FHNW) propose elle aussi une filière dans ce domaine ouverte aux ressortissants et ressortissantes du canton de Berne. Parallèlement, le nombre de places d'études dans la filière de logopédie est réduit à deux car l'Université de Fribourg dispose d'une filière dans ce domaine qui accueille tous les Bernois et Bernoises souhaitant s'y inscrire, y compris donc les enseignants et enseignantes d'école enfantine. La FHNW propose elle aussi une filière équivalente, même si celle-ci n'est pas accessible aux enseignants et enseignantes d'école enfantine.

Le nombre de places réservées aux étudiants et étudiantes bernois ainsi que leur répartition sont modifiés comme suit:

- Pédagogie curative scolaire:
  - Dominante Pédagogie pour les sourds et les malentendants — 2 places
  - Dominante Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants — 2 places
  - Dominante Education précoce — 3 places
- Interprète en langue des signes: — 3 places
- Enseignant-e de langue des signes: — 0 place car la formation n'est plus proposée
- Logopédie (pour enseignants et enseignantes d'école enfantine uniquement): — 2 places
- Thérapie psychomotrice: — 8 places

Les modifications opérées entraînent, pour le canton de Berne, une réduction annuelle maximale de 15 700 francs de la contribution à verser à la HfH, qui s'élèvera au total à 450 500 francs.

2.2.2 Modification du chiffre 6 de l'accord

Le chiffre 6 de l'accord contient les nouveaux tarifs applicables aux filières à temps partiel et aux filières à temps plein. La formulation a été précisée, la disposition indiquant désormais expressément que ces tarifs s'entendent par année d'études.

2.2.3 Entrée en vigueur de la modification et dispositions transitoires

Etant donné que la modification de l'accord relève de la compétence du Grand Conseil et qu'elle est soumise à la votation facultative (cf. commentaire ci-après au point 3), l'arrêté du Grand Conseil, et ainsi l'accord révisé lui-même, ne pourront vraisemblablement entrer en vigueur qu'au 1er janvier 2015. La réorganisation des filières est néanmoins effective dès l'année d'études 2013–2014, avant donc que l'accord révisé n'entre en vigueur. Afin de prendre en compte au plus vite les changements, les dispositions transitoires (section III de la modification) prévoient que le décompte des prestations s'effectue selon la nouvelle réglementation rétroactivement au début de l'année d'études 2014–2015, c'est-à-dire dès le 1er août 2014.

Un effet rétroactif est licite

- lorsqu'il est clairement prévu par un arrêté;
- lorsqu'il est modéré dans la durée;
- lorsqu'il ne produit pas d'inégalités de droit choquantes;
- lorsqu'il ne porte atteinte à aucun droit acquis et
- lorsque des motifs pertinents le justifient.

En l'espèce, l'effet rétroactif est clairement prévu dans les dispositions transitoires. L'arrêté devrait être rendu par le Grand Conseil en mai 2014 pour entrer en vigueur au 1er janvier 2015. L'étendue de l'effet rétroactif peut donc être considérée comme modérée. Tous les étudiants et étudiantes sont par ailleurs traités sur un pied d'égalité. De même, l'arrêté ne porte atteinte à aucun droit acquis. Du point de vue financier, l'effet rétroactif n'est pas préjudiciable au canton de Berne dans la mesure où la nouvelle réglementation prévoit des coûts maximaux moins élevés. En outre, l'écart qui existe actuellement entre les possibilités offertes par l'accord et la situation réelle n'est pas tenable à moyen terme et doit donc être comblé au plus vite. Des motifs pertinents justifient donc l'effet rétroactif.

3. Commentaire des dispositions de l'arrêté d'approbation

Chiffre 1

Le Grand Conseil approuve les traités intercantonaux qui ne ressortissent pas exclusivement au Conseil-exécutif (art. 74, al. 2, lit. *b* de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 [ConstC][3]). Conformément à l'article 88, alinéa 4 ConstC, le Conseil-exécutif peut conclure des traités intercantonaux et internationaux sous réserve du droit d'approbation du Grand Conseil. Les traités intercantonaux dénonçables à court terme ressortissent exclusivement au Conseil-exécutif s'ils sont d'une importance mineure ou s'ils se situent dans le cadre de ses compétences législatives, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. La décision ressortit donc au Grand Conseil, indépendamment du montant des engagements annuels découlant de cet accord pour le canton de Berne (la présente modification entraîne une réduction des coûts périodiques de 15 700 francs par an).

Chiffre 2

Le chiffre 2 de l'arrêté du Grand Conseil du 21 avril 2004 concernant la conclusion d'un accord entre le canton de Berne et la HfH habilitait déjà le Conseil-exécutif à approuver les modifications de l'accord dès lors qu'elles concernaient les coûts ou la procédure. Les changements qui ont été apportés à l'offre de la HfH montrent que cette compétence n'est actuellement pas suffisante pour atteindre la flexibilité recherchée. C'est pourquoi le Conseil-exécutif doit désormais être habilité à approuver les modifications de l'accord aussi lorsqu'elles concernent la durée des études et le nombre de places d'études par filière.

Chiffre 4

L'extension, prévue au chiffre 2, de la compétence d'approbation du Conseil-exécutif aux modifications ayant trait au nombre et à la répartition des places d'études ainsi qu'à la durée des études vise en premier lieu à permettre une modification rapide de l'accord en cas d'évolution de la situation. Les modifications approuvées par le Conseil-exécutif peuvent entraîner une augmentation de la contribution annuelle maximale à verser par le canton de Berne à la HfH. De ce fait, le Conseil-exécutif sera habilité à arrêter des dépenses périodiques qui, selon leur montant, relèveraient en principe de la compétence du Grand Conseil et seraient soumises à la votation facultative (art. 62, al. 1, lit. *c* ConstC). La délégation de cette compétence au Grand Conseil doit dès lors elle aussi être soumise à la votation facultative.

De plus, il faut garder à l'esprit que l'engagement maximal annuel du canton de Berne découlant de l'accord constituait déjà, en vertu de la teneur actuelle de l'accord, une dépense périodique dépassant le plafond de 400 000 francs et de fait soumise à la votation facultative (art. 62, al. 1, lit. *b* en corrélation avec l'art. 62, al. 1, lit. *c* ConstC).

4. Rapport avec le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et d'autres planifications importantes

La présente modification sert la formation et la culture qui font partie des priorités du programme gouvernemental de législature pour les années 2011 à 2014.

[3] RSB 101.1

5. Répercussions financières

La modification de l'accord a des répercussions financières. La contribution annuelle maximale versée par le canton de Berne à la HfH est réduite de 15 700 francs et s'élèvera au total à 450 500 francs. Cette économie minime, liée à la réduction du nombre de places d'études dans la filière de logopédie et à la suppression de la formation d'enseignant ou enseignante de langue des signes, doit être relativisée. En effet, l'Université de Fribourg propose aussi une filière de logopédie accessible à toute personne souhaitant entreprendre des études dans ce domaine. Or, en vertu de l'accord intercantonal universitaire auquel il a adhéré par l'arrêté du Grand Conseil du 17 juin 1997[4)], le canton de Berne doit aussi verser des contributions pour ses ressortissants et ressortissantes inscrits à l'Université de Fribourg.

6. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Aucune.

7. Répercussions sur les communes

Aucune.

8. Répercussions sur l'économie

Aucune.

9. Proposition

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver les modifications de l'arrêté du Grand Conseil du 21 avril 2004 concernant la conclusion d'un accord entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich ainsi que la modification des 27 septembre et 15 octobre 2013 de l'accord des 22 septembre et 3 novembre 2003 conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich.

Berne, le 30 octobre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

4) RSB 439.20

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil 439.34 concernant l'approbation de la modification de l'accord conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 74, alinéa 2, lettre *b* de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. La modification des 27 septembre et 15 octobre 2013 de l'accord des 22 septembre et 3 novembre 2003 conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich, dont le texte figure en annexe, est approuvée.

2. L'arrêté du Grand Conseil du 21 avril 2004 concernant la conclusion d'un accord entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich est modifié comme suit:

   1. Inchangé

   2. Le Conseil-exécutif est compétent pour approuver les modifications de l'accord dès lors qu'elles concernent les coûts, la procédure, le nombre de places d'études par filière ou la durée des formations.

   2a. et 3. Inchangés.

3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2015.

4. Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Berne, le 30 octobre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

1) RSB 101.1

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de haute surveillance

Arrêté du Grand Conseil 439.34 concernant l'approbation de la modification de l'accord conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 74, alinéa 2, lettre *b* de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. La modification des 27 septembre et 15 octobre 2013 de l'accord des 22 septembre et 3 novembre 2003 conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich, dont le texte figure en annexe, est approuvée.

2. L'arrêté du Grand Conseil du 21 avril 2004 concernant la conclusion d'un accord entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» (HfH) de Zurich est modifié comme suit:

   1. Inchangé

   2. Le Conseil-exécutif est compétent pour approuver les modifications de l'accord dès lors qu'elles concernent les coûts, la procédure, le nombre de places d'études et leur répartition ou la durée des formations.

   2a. et 3. Inchangés.

3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2015.

4. Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Berne, le 15 janvier 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 12 décembre 2013

Au nom de la Commission de haute surveillance,

le président: *Rhyn*

1) RSB 101.1

Annexe

Accord conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» de Zurich (HfH) (Modification)

I.

L'accord des 22 septembre et 3 novembre 2003 conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» de Zurich (HfH) est modifié comme suit:

1. Objet

A partir de l'année d'études 2004–2005, la «Hochschule für Heilpädagogik» de Zurich met à la disposition du canton de Berne un nombre annuel maximum de 20 places pour des étudiants et des étudiantes ayant leur domicile légal en matière de subsides de formation dans le canton de Berne. A partir de l'année d'études 2007–2008, ce nombre est porté à 18 places, à partir de l'année d'études 2009–2010, à 22 places et à partir de l'année d'études 2014–2015, à 20 places. Sont concernées les filières de formation suivantes:

- Pédagogie curative scolaire
  - Dominante Pédagogie pour les sourds et les malentendants: (formation en cours d'emploi d'une durée de cinq semestres, proposée de manière régulière)
  - Dominante Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants: (formation en cours d'emploi d'une durée de cinq semestres, proposée de manière régulière)
  - Dominante Education précoce: (formation en cours d'emploi d'une durée de cinq semestres, proposée de manière régulière)
- Formation d'interprète en langue des signes (formation à temps plein d'une durée de trois ans, proposée de manière régulière)

Tiret 3: abrogé.

- Logopédie (formation à temps plein d'une durée de trois ans, proposée de manière régulière)
- Thérapie psychomotrice (formation à temps plein d'une durée de trois ans, proposée de manière régulière)

3. Répartition entre les filières de formation

La répartition annuelle suivante est généralement appliquée:

- Pédagogie curative scolaire
  - Dominante Pédagogie pour les sourds et les malentendants: 2 places
  - Dominante Pédagogie pour les aveugles et les malvoyants: 2 places
  - Dominante Education précoce: 3 places
- Formation d'interprète en langue des signes 3 places
- Abrogé
- Logopédie (pour enseignants et enseignantes d'école enfantine uniquement) 2 places
- Thérapie psychomotrice 8 places

Si le nombre d'inscriptions dans une filière de formation est insuffisant, la HfH peut attribuer les places non utilisées à une autre filière, à condition que le nombre d'inscriptions provenant des cantons signataires de l'accord intercantonal le lui permette. Elle en informe le service compétent du canton de Berne.

Par ailleurs, la HfH peut renoncer à organiser une filière de formation ou décider un report d'une année, si le nombre d'étudiants et d'étudiantes provenant du canton de Berne et des autres cantons ne permet pas de gérer la filière d'une manière rentable (§ 18, ch. 5. de l'accord intercantonal du 21.9.1999).

6. Coûts de formation

Paragraphe 1: Inchangé.

Le canton de Berne s'acquitte envers la HfH des montants suivants par place d'études et par année:

- Filières à temps partiel CHF 11 000.– (jusqu'au 31 décembre 2007)
  CHF 17 600.– (à partir du 1er janvier 2008)
  CHF 17 000.– (à partir du 1er août 2014)
- Filières à temps plein CHF 14 000.– (jusqu'au 31 décembre 2007)
  CHF 25 500.– (à partir du 1er janvier 2008)

Paragraphe 3: Inchangé.

II.

La présente modification est soumise à l'approbation du Grand Conseil du canton de Berne.

III.

Dispositions transitoires

Le décompte des prestations fournies par la HfH est effectué conformément à la présente modification de l'accord conclu entre le canton de Berne et l'«Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik» de Zurich rétroactivement au 1er août 2014.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2015.

Zurich, le 27 septembre 2013

Au nom du Conseil de la HfH,

le président: *S. Brändli*
le recteur: *U. Strasser*

Berne, le 15 octobre 2013

Le directeur de l'instruction publique:

Bernhard Pulver, conseiller d'Etat

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) (Modification)

Direction de l'économie publique

Annexe 14

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
3.	**Application de la LELM**	3
3.1	Organisation	3
3.2	Bilan quantitatif	3
3.3	Evaluation qualitative	4
3.4	Conclusion	4
4.	**Commentaire des articles**	4
5.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	4
6.	**Répercussions financières**	4
7.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	5
8.	**Répercussions sur les communes**	5
9.	**Répercussions sur l'économie publique**	5
10.	**Résultats de la procédure de consultation**	5
10.1	Consultation des partis	5
10.2	Consultation des partenaires sociaux	5
10.3	Consultation des communes et des régions	5
10.4	Consultation des associations professionnelles	5
10.5	Jura bernois	5

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM)

1. Synthèse

La loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) est en vigueur depuis le début de l'année 2011.

Les premières expériences issues de l'application de la LELM se révèlent positives. L'agence a procédé à 60 consultations approfondies. En 2011 et 2012, 21 projets ont également été soutenus. Le déroulement des deux premières années de validité démontre clairement le caractère insuffisant de la période quadriennale décidée auparavant pour la réalisation des objectifs de la LELM.

Au vu de la pénurie de logements vacants encore extrêmement marquée dans les agglomérations de Berne, Thoune et Interlaken et du besoin important en rénovation des ensembles immobiliers, le Conseil-exécutif estime nécessaire la levée de la limitation décidée afin de permettre aux réalisations prévues de suivre leur cours sans interruption.

2. Contexte

La loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) est en vigueur depuis le début de l'année 2011. La base légale ainsi créée permet au canton d'allouer aux organismes construisant des logements d'utilité publique des subventions pour les planifications stratégiques, les études de faisabilité et les avant-projets. En outre un organe spécialement créé ad hoc, la *Förderstelle Gemeinnütziger Wohnungsbau Kanton Bern* (ci-après «l'agence»), assiste lesdits organismes dans leurs démarches liées aux projets de construction de logements d'utilité publique. Le Grand Conseil avait à l'époque limité la validité de la loi à quatre ans. La réalisation à proprement parler de nouvelles constructions ou de rénovations substantielles est financée par des prêts et des cautions accordés par la Confédération au titre de l'encouragement de la construction de logements.

La Direction de l'économie publique opère une surveillance systématique des évolutions sur le marché du logement dans le cadre du recensement périodique des données économiques et structurelles. Le beco Economie bernoise publie ces résultats dans un rapport biennal sur la situation économique ainsi que dans un bulletin d'information «Données économiques» et en ligne. Il s'appuie également sur des données publiées par l'Office fédéral de la statistique ainsi que sur les études relatives au marché immobilier du cabinet Wüest & Partner. Le marché immobilier dans le canton de Berne est relativement sain. Le taux de logements vacants dans le canton de Berne, de 1,26 pour cent, pour une moyenne suisse de 0,94 pour cent[1)], n'indique pas de pénurie généralisée. Une étude différenciée selon les régions révèle toutefois que la proportion de logements vacants dans les agglomérations de Berne et de Thoune ainsi que dans la région d'Interlaken se situe largement en-deçà d'un pour cent. Au 1er juin 2012, elle s'élevait à 0,44 pour cent à Berne, à 0,19 pour cent à Thoune et à 0,06 pour cent à Interlaken/Unterseen. La pénurie s'est donc accentuée depuis 2008. En revanche, la situation s'est nettement détendue à Bienne (1,49%) et à Berthoud (1,37%). Les logements locatifs des organismes d'utilité publique représentent environ 7,5 pour cent du parc immobilier locatif total dans le canton de Berne. Dans les villes de Berne (11,8%), Bienne (22,4%) et Thoune (18,7%), ces proportions sont plus importantes[2)]. Depuis l'an 2000, le nombre d'appartements dans le canton de Berne a grimpé de plus de 60 000 unités, soit une hausse de 13,5 pour cent (Suisse: 15,8%). Près de 4000 appartements ont été construits par an depuis lors. Les organismes de construction de logements d'utilité publique dans le canton de Berne y ont contribué pour 2 pour cent (Suisse: près de 3%).

3. Application de la LELM

3.1 Organisation

L'application de la LELM incombe à la Direction de l'économie publique et plus précisément au beco Economie bernoise, lequel a passé une convention de prestations avec la *Förderstelle Gemeinnütziger Wohnungsbau Kanton Bern* (ci-après l'agence). L'agence est chapeautée par la section Berne-Soleure de l'Association Suisse pour l'Habitat. L'agence soutient et conseille les coopératives de construction de logements, les organismes responsables de projets ainsi que les communes dans leurs démarches en matière de constructions et de rénovations, leur recherche de terrain à bâtir, leur organisation et leurs demandes de subventions de projets au titre de la LELM.

3.2 Bilan quantitatif

En 2011 et 2012, 21 projets susceptibles de subvention ont été présentés au beco Economie bernoise et 21 projets ont reçu son approbation. Les contributions allouées représentaient un montant total d'environ 650 000 francs. Les projets approuvés concernent 1300 logements pour un volume bâti correspondant à 200 millions de francs. Neuf autres demandes sont encore en cours de traitement.

L'agence a en outre assuré près de 60 consultations approfondies sur des projets et des questions tenant des stratégies et de l'organisation des coopératives.

[1)] Source: Office fédéral de la statistique (OFS) Recensement des logements vacants, statistique des bâtiments et des logements 2012

[2)] Source: Association Suisse pour l'Habitat, section Berne-Soleure

3.3 Evaluation qualitative

En 2011 et 2012, 21 projets se sont vus allouer des contributions. Il s'agit de l'élaboration d'avant-projets, d'études de faisabilité et de conceptions ainsi que du développement d'organisations. Une majorité de projets concernent les villes de Bienne et de Berne mais les agglomérations de Berthoud et de Thoune et quelques communes rurales ont également déposé des projets.

Les subventions ont été principalement distribuées à des petites coopératives (jusqu'à une cinquantaine de logements). Ces coopératives constituent également la majorité des organismes de construction de logements d'utilité publique dans le canton de Berne. Les grandes coopératives gérant des projets de plus de 250 logements n'ont jusqu'ici pas déposé de demande de subvention, puisqu'elles disposent déjà du savoir-faire requis par la planification stratégique. Les groupes-cibles de la LELM sont ainsi atteints.

3.4 Conclusion

La LELM a établi son utilité et la collaboration avec l'agence est maintenant éprouvée. Le temps écoulé entre la consultation initiale, le développement du projet, la demande de soutien et la réalisation du projet se compte toutefois encore en années. Chaque demande de subvention est précédée par une consultation auprès de l'agence, qui ne mène pas systématiquement au dépôt d'une telle demande. L'activité de conseil auprès des coopératives de construction de logements, des communes et d'autres entités intéressées est au moins tout aussi importante que le soutien financier.

Les instruments de la LELM sont destinés avant tout aux petits et moyens organismes de construction et à des projets de petite à moyenne importance. La principale vocation de la loi est d'amener les petites coopératives à élaborer une stratégie pour leurs projets, d'aménager des instruments de gestion et de planification durables ou encore de déclencher le développement de leur organisation. La LELM contribue ainsi fortement à la création et au maintien de logements à prix modérés. Il apparaît cependant d'ores et déjà que quatre années sont insuffisantes pour atteindre l'objectif poursuivi par la LELM. La limitation de la validité décidée par le Grand Conseil devrait donc être levée.

La LELM correspond encore aux objectifs visés par le canton. En vertu de l'article 40 de la Constitution cantonale, «le canton et les communes prennent des mesures afin de conserver des logements à loyer modéré et d'améliorer les conditions de logement insuffisantes. Ils encouragent la construction de logements à loyer modéré». L'objectif de la création et du maintien de tels logements conserve toute sa pertinence au vu de la pénurie observée sur le marché immobilier dans le canton. Le taux de logements vacants dans le canton de Berne est certes supérieur à la moyenne suisse mais la rareté de logements à loyer modéré se fait sentir dans les agglomérations de Berne, Thoune et Interlaken, surtout pour les familles. A cela s'ajoute le fait que les objets proposés ne satisfont souvent plus les standards actuels. La croissance démographique et les exigences accrues en matière de logement aggravent la situation. Les réserves de terrain à bâtir à des endroits centraux se réduisant à peau de chagrin, il convient de travailler dans le sens d'une densification des ensembles préexistants.

Les objectifs poursuivis par la LELM reprennent les principes d'aménagement du territoire cantonal: «Le canton encourage l'habitat dans les emplacements centraux, bien desservis par les transports publics, afin de mieux harmoniser le développement des transports et l'urbanisation et de contribuer à un développement du territoire à la fois durable et économiquement avantageux».

Le marché immobilier très tendu dans certaines agglomérations, la nécessité d'un développement urbanistique durable et les expériences positives réalisées avec la LELM justifient la levée de la limitation dont sa validité fait l'objet.

4. Commentaire des articles

Article 9

La limitation prévue à l'alinéa 2 est supprimée. Le contenu de l'article se réduisant par tant à un unique alinéa, il est entièrement reformulé.

5. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le présent projet ne figure pas au programme législatif gouvernemental et a été intégré dans la planification évolutive à l'issue de la session de mars 2013.

Le maintien de la LELM favorise la concrétisation des priorités «Favoriser la santé et la sécurité sociale» ainsi qu'«Améliorer les transports et les voies de communication, favoriser l'organisation du territoire».

6. Répercussions financières

La tâche correspondante a été inscrite au budget avec la LELM au 1er janvier 2011. La planification n'a donc pas pu tenir compte des expériences acquises en la matière. Les prévisions initiales avançaient des contributions annuelles à hauteur de deux millions de francs. Dans les faits, entre 2011 et 2012, seuls 650 000 francs y ont été consacrés. On prévoit une hausse des besoins financiers parallèle à l'augmentation du nombre de demandes; cette hausse devrait toutefois demeurer nettement en deçà du montant initialement considéré de deux millions de francs. Les moyens requis relèvent du groupe de produits Développement et surveillance économique. L'abrogation du caractère temporaire de la tâche ne conduit pas à la hausse du solde dudit groupe de produit. La tâche en question pourra donc être réalisée, même dans le cadre restreint imposé par la mise en œuvre de l'examen des offres et des structures (EOS).

7. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Le présent projet n'implique aucune répercussion sur le personnel ou l'organisation. La collaboration avec les associations professionnelles oblitèrent tout besoin de créer des compétences au sein de l'administration cantonale.

8. Répercussions sur les communes

Des projets de construction de qualité et l'assainissement des logements préexistants augmentent la qualité des logements offerts et par la même l'attrait des communes comme sites de résidence.

9. Répercussions sur l'économie publique

Les instruments d'encouragement du canton peuvent susciter le lancement de projets de construction et de rénovation substantiels par des organismes de construction de logements d'utilité publique. Les répercussions sur l'économie sont positives. Le volume de l'encouragement restant limité, les effets positifs devraient peu se faire sentir, comme dans d'autres domaines.

10. Résultats de la procédure de consultation

De nombreux destinataires de la procédure de consultation ont renoncé à prendre position sur le présent projet. Au total 25 destinataires se sont exprimés, dont 16 en faveur du présent projet et 9 contre celui-ci.

10.1 Consultation des partis

Le PS rappelle l'évolution du prix des loyers et les prévisions en matière d'offre en logements: des mesures visant la promotion de l'offre de logements à loyer modéré conservent donc toute leur pertinence. Vu les expériences positives liées à l'application de la loi, sa validité ne doit plus être limitée dans le temps.

Le PEV renvoie au nombre de projets encouragés et de consultations qui justifient le maintien du soutien cantonal. L'encouragement de travaux de conception de projets pourrait aussi contribuer à mettre en avant des préoccupations écologiques.

Les Verts se réfèrent à l'évolution problématique du marché du logement et aux communes du canton dans lesquelles sévit la pénurie. Ils sont d'avis que la situation actuelle requiert des mesures supplémentaires afin de remplir au mieux le mandat inscrit à l'article 40 de la Constitution cantonale. Ils déposent également plusieurs revendications dont la mise à disposition de terrains à bâtir et l'aide au démarrage, à accorder aux coopératives nouvellement formées.

De l'avis de l'UDC, la loi est inutile. La situation financière du canton ne permet pas de prolonger la durée de validité de la loi.

Le PBD rejette le projet car il craint que le projet ne favorise l'abandon des campagnes par ses habitants. De nombreuses coopératives de construction de logements se trouvent dans les grandes agglomérations, ce qui explique que la plupart des projets encouragés s'y trouvent. Toutefois, le champ d'application géographique de la loi n'est pas limité et un projet a ainsi été encouragé à Wynigen. Les projets encouragés concernent pour la plupart des rénovations et des densifications d'ensembles préexistants, qui n'impliquent pas d'acquisition de terrain. Le canton ne subit donc que peu de pertes en termes d'impôt sur les mutations.

En l'absence de défaillance du marché, le PRD ne considère pas une intervention étatique comme justifiée.

L'UDF reste sur sa position antérieure et rejette le présent projet.

10.2 Consultation des partenaires sociaux

L'Union syndicale du canton de Berne renvoie au fait que les maîtres d'ouvrage d'utilité publique pratiquent des loyers plus bas et que, ce faisant, ils contribuent à la stabilisation de l'offre financière, une variable d'importance pour les ménages aux revenus modestes et moyens. L'Union syndicale réclame des instruments cantonaux supplémentaires.

Les PME bernoises et l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne sont fondamentalement opposées au projet.

10.3 Consultation des communes et des régions

Les communes de Berne, Berthoud, Köniz, Munsingen, Thoune et Worb s'expriment en faveur du retrait de la limitation temporelle de la loi, tout comme la Conférence régionale de l'Oberland oriental. Aucune opposition n'est parvenue de la part des communes et des régions.

10.4 Consultation des associations professionnelles

Dans une prise de position détaillée, l'Association régionale des maîtres d'ouvrage d'utilité publique Berne-Soleure soutient le présent projet. L'Office fédéral du logement relève qu'avec un investissement modeste, le canton de Berne contribue grandement à l'offre et au maintien de logements à loyer modéré. L'association des locataires du canton de Berne souligne la situation tendue du marché immobilier et soutient par conséquent le retrait de la limitation en question. La Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte relève que les logements à loyer modéré allègent les allocations versées au titre de l'aide sociale et des prestations complémentaires.

10.5 Jura bernois

Le Conseil du Jura bernois se prononce pour le rejet du projet, pour des raisons générales de politique financière. Il considère toutefois comme opportun pour le canton de maintenir les prestations de conseil assurées jusqu'à présent par l'association régionale Berne-Soleure. Le Conseil des affaires francophones du district

bilingue de Bienne renonce à prendre position sur le projet dans la mesure où il ne présente aucun lien avec ses attributions.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif formule les conclusions suivantes: la LELM constitue toujours un compromis raisonnable entre l'abandon pur et simple de l'encouragement par le canton de la construction de logements et la nécessité d'une palette d'instruments étendue. Le retrait du caractère temporaire de la loi répond adéquatement à la décision du Conseil fédéral du 15 mai 2013 d'étendre les programmes existants de promotion complémentaires au marché immobilier et de renforcer la construction de logements à loyer modéré.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) (Modification)

854.15

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 9 décembre 2009 sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM) est modifiée comme suit:

Entrée en vigueur

Art. 9 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

II.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Proposition du Conseil-exécutif:

Entrée en matière.

Proposition de la commission:

Non-entrée en matière.

Berne, le 29 janvier 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 14 janvier 2014

Au nom de la commission,

la présidente: *Mühlheim*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances

Loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)

Direction des finances

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
2.1	Raisons de l'instauration du Fonds de couverture des pics d'investissement	3
2.2	Evolution passée de l'investissement net (entre 2003 et 2013)	3
2.3	Besoins futurs en matière d'investissement (de 2014 à 2023)	3
2.4	Prévisions concernant l'utilisation des ressources du Fonds	4
2.5	Raisons de maintenir le Fonds	5
3.	**Commentaire sur l'abrogation de l'article 4**	5
4.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	6
5.	**Répercussions sur les finances**	6
6.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	6
7.	**Répercussions sur les communes**	6
8.	**Répercussions sur l'économie**	6
9.	**Résultat de la procédure de consultation**	6
10.	**Proposition**	6

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (loi sur le Fonds d'investissement, LFI)

1. Synthèse

La loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (loi sur le Fonds d'investissement, LFI) est entrée en vigueur le 1er avril 2010. Elle prévoit, à l'article 4, que le Fonds sera dissous cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire au 1er avril 2015, le Grand Conseil pouvant décider de maintenir le Fonds au-delà de cette date. La présente modification de la LFI vise à supprimer la durée de validité prévue, afin de maintenir le Fonds sans limitation de durée.

2. Contexte

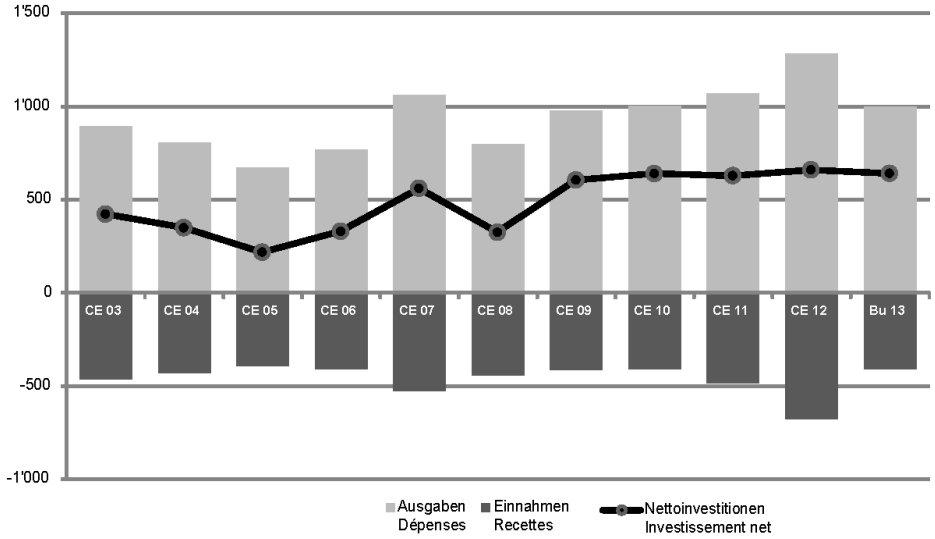
2.1 Raisons de l'instauration du Fonds de couverture des pics d'investissement

La loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (LFI) est entrée en vigueur le 1er avril 2010. Elle prévoit, à l'article 4, que le Fonds sera dissous cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire au 1er avril 2015, le Grand Conseil pouvant décider de maintenir le Fonds au-delà de cette date. La présente modification de la LFI vise à supprimer la durée de validité prévue, afin de maintenir le Fonds sans limitation de durée.

La LFI a été élaborée en 2010 dans le contexte suivant: l'introduction en 2008 du frein à l'endettement appliqué au compte des investissements, qui est inscrit à l'article 101b de la Constitution cantonale, a posé des limites claires en matière de financement des investissements: les investissements doivent être financés à 100 pour cent par des fonds propres à moyen terme. Le mécanisme du frein à l'endettement n'agit que dans une perspective future et ne permet pas de «mettre de l'argent de côté» pour des investissements importants; les résultats positifs des comptes n'entrent pas dans ledit mécanisme.

2.2 Evolution passée de l'investissement net (entre 2003 et 2013)

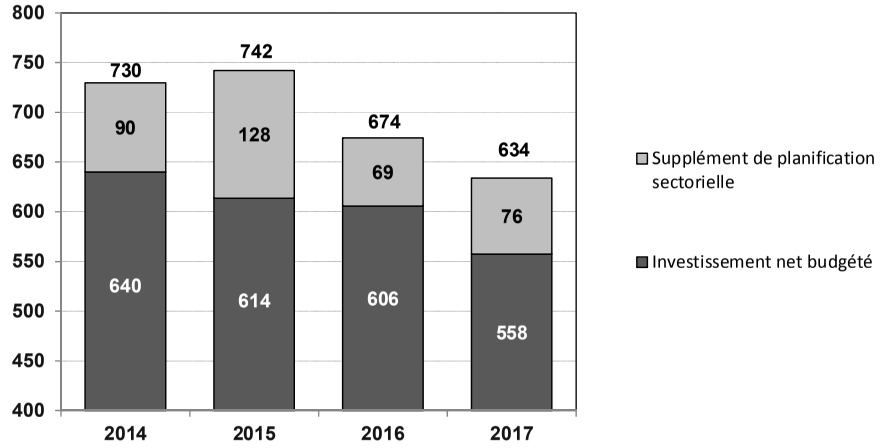
L'investissement net subit parfois de fortes variations annuelles, comme l'illustre ce graphique:



Graphique 1

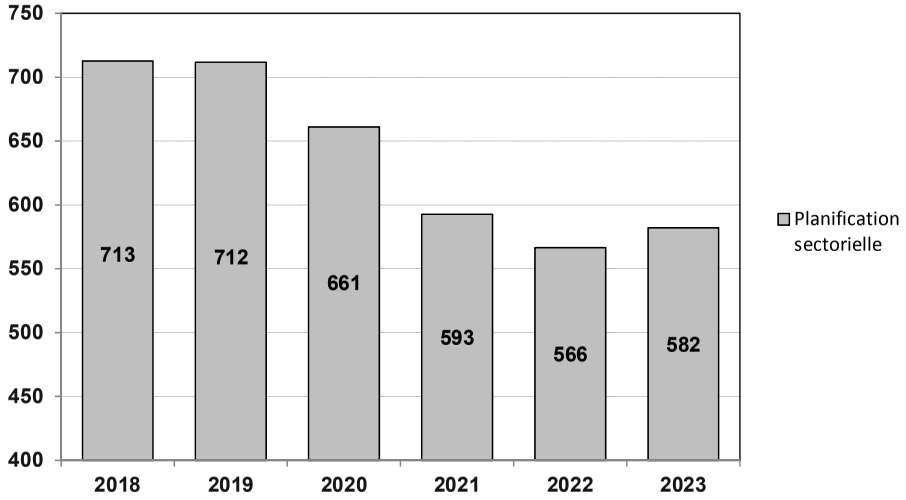
2.3 Besoins futurs en matière d'investissement (de 2014 à 2023)

La planification actuelle prévoit un investissement net (financements spéciaux inclus) de 640 millions de francs au budget 2014, puis de 614 millions de francs en 2015, 606 millions de francs en 2016 et 558 millions de francs en 2017. Il importe de noter à cet égard que les Directions, la Chancellerie d'Etat et les autorités judiciaires sont libres de prévoir un supplément de planification sectorielle dans leur planification des investissements, par exemple parce qu'elles prévoient des retards de projet dus aux intempéries, des oppositions contre des projets de construction, etc. Les besoins effectifs en matière d'investissement (c'est-à-dire la planification sectorielle) sont donc supérieurs aux valeurs qui sont inscrites au budget 2014 et au plan intégré mission-financement 2015 à 2017.



Graphique 2

Selon le plan d'investissement intégré 2014 à 2023 du canton, des besoins d'investissement élevés continuent de se profiler à l'horizon des années suivant la période de planification actuelle. Ce graphique indique les besoins en matière d'investissement (= planification sectorielle) que les Directions, la Chancellerie d'Etat et les autorités judiciaires ont fait valoir durant le processus de planification 2013 pour les années 2018 à 2023:



Graphique 3

2.4 Prévisions concernant l'utilisation des ressources du Fonds

Le budget 2014 et le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 prévoient des prélèvements sur le Fonds de couverture des pics d'investissement.

Conformément à l'article 1, alinéa 2 LFI, les avoirs du Fonds peuvent être utilisés pour financer les dépenses d'investissement suivantes:

- projets concernant des infrastructures de transport, importants tant au plan de la politique économique que pour la promotion de la place économique,
- projets de grande envergure entraînant un montant extraordinaire de charges pour le compte des investissements,
- projets concernant des investissements extraordinaires non planifiables,
- projets contribuant à pérenniser le volume des investissements en cas de tassement conjoncturel.

Compte tenu de ces critères, le Conseil-exécutif a prévu au plan intégré mission-financement 2015 à 2017 de financer (en partie) les projets suivants sur les ressources du Fonds:

en millions CHF	Budget	Plan financier		
	2014	**2015**	**2016**	**2017**
Tramregion Bern (branche Köniz, y compris prolongement Kleinwabern)			1	6
Tramregion Bern (branche Ostermundigen)	4	9		
Raccordement autoroute Haute-Argovie	1	1		
Raccordement autoroute/accès Emmental	1	1		
Contournement nord Thoune	15	14		
Achats stratégiques (achats immeubles CFF)	62			
Berne, INS-UNI, ZSSw Neufeld - agrandissement	14	4		
Bienne, Haute école spécialisée bernoise - nouveau bâtiment campus	1	2	3	11
Total prélèvements sur Fonds de couverture des pics d'investissement	**98**	**30**	**4**	**17**
Evolution fortune du Fonds	**139**	**109**	**105**	**88**

Graphique 4

En 2009, le Fonds de couverture des pics d'investissement a été alimenté à hauteur de 250 millions de francs sur le résultat excédentaire des comptes de 2008. 100 millions de francs y ont ensuite été versés en 2010 et 61 millions de francs en 2011. Le premier prélèvement sur le Fonds a eu lieu en 2012 (CHF 74 mio).

Compte tenu des versements réalisés ces dernières années, du prélèvement effectué en 2012 et des autres prélèvements prévus entre 2013 et 2017, la fortune du Fonds devrait évoluer comme suit jusqu'à fin 2017:

en millions CHF	Budget 2013	Budget 2014	2015	Plan financier 2016	2017
Etat de la fortune au 1.1.	337	237	139	109	105
Prélèvement prévu sur le Fonds d'investissements	**100**	**98**	**30**	**4**	**17**
Etat de la fortune au 31.12.	237	139	109	105	88

Graphique 5

Ces prévisions tablent sur le fait que la durée du Fonds est actuellement limitée à 2015 en vertu de l'article 4 LFI, si bien que seuls les financements autorisés jusqu'à cette date pourront encore s'effectuer sur le Fonds.

2.5 Raisons de maintenir le Fonds

Comme le montrent les graphiques 2 et 3 ci-dessus, les investissements devraient demeurer à un niveau élevé même après 2015, c'est-à-dire après la date limite de validité du Fonds de couverture des pics d'investissement.

Dans le domaine des transports, en particulier, d'importants investissements interviendront seulement après 2016 (comme p. ex. la gare RBS ou le projet Tram Region Bern). Il en va de même pour le secteur du bâtiment: parmi les projets de grande envergure qui pourraient être (co)financés sur le Fonds figurent, par exemple, le campus HESB de Bienne et le remplacement de l'établissement pénitentiaire pour femmes de Hindelbank. Le Fonds de couverture des pics d'investissement pourrait en outre servir à financer la gestion des événements naturels imprévus et des catastrophes (telles que des inondations).

La limitation à cinq ans de la durée de validité du Fonds interdit de recourir en tout ou en partie au financement spécial pour les projets qui vont grever massivement le compte des investissements à l'avenir.

Le Fonds de couverture des pics d'investissement ne peut être alimenté que si les conditions du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et du frein à l'endettement appliqué au compte des investissements sont respectées pour l'exercice au débit duquel cette alimentation intervient (art. 2, al. 2 LFI). Au vu des perspectives actuelles de politique financière, il n'est guère réaliste d'envisager que le Fonds puisse être de nouveau approvisionné ces prochaines années. Il est néanmoins utile de supprimer la limitation de la durée de validité du Fonds, et ce pour les raisons suivantes:

La limitation actuelle de la durée de validité du Fonds contraint dans les faits au financement partiel de plusieurs projets de relativement petite taille et d'une durée limitée. Elle ne permet donc pas d'atteindre totalement l'objectif initial du législateur, visant à ce que le Fonds serve à financer des projets de grande envergure. La suppression de la limitation de durée permettrait en revanche de revoir la planification de l'utilisation du Fonds et d'affecter ses ressources de manière ciblée même après 2015 pour (co)financer certains projets d'investissement importants que le canton va devoir gérer dans les années à venir.

Le Grand Conseil avait décidé de limiter la durée de validité du Fonds, car la création de celui-ci était initialement controversée. Il existait en particulier des doutes quant à l'utilité des ressources du Fonds. Mais, alors qu'il était prévu au départ de limiter la validité du Fonds de manière ferme et définitive à une durée de cinq ans, le Grand Conseil avait choisi la possibilité de décider de la prolonger.

La création de Fonds peut limiter la marge de manœuvre de politique financière, et l'affectation de deniers publics généraux exige en principe une grande retenue. Il faut toutefois noter, dans le cas du Fonds de couverture des pics d'investissement, que celui-ci sert à financer en tout ou en partie des projets d'infrastructure de grande envergure. Il ne s'agit donc pas de financer des dépenses publiques de consommation, mais des investissements qui contribuent à garantir et à améliorer le potentiel de développement, la compétitivité, l'attrait du site économique et les opportunités de croissance du canton. La possibilité de (co)financer d'importants projets d'investissement sur les ressources du Fonds permettrait d'assurer la continuité de la planification des investissements. Et une planification plus sûre évite de devoir modifier des plans d'investissement à court terme au gré de l'évolution des ressources budgétaires – ce qui peut générer des coûts. La solution des Fonds dans le domaine des investissements et des infrastructures a aussi fait ses preuves à la Confédération et dans d'autres cantons.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, les ressources des Fonds sont attribuées pour une grande part. Cela montre clairement que le Fonds constitue un instrument nécessaire et adéquat dans la pratique pour assurer une partie du financement des projets d'investissement. Les doutes étant désormais levés quant à l'utilité du Fonds de couverture des pics d'investissement, il n'y a plus aucune raison d'en limiter à nouveau la durée de validité. Il convient donc de supprimer purement et simplement sa limitation dans le temps. Le Grand Conseil statue comme auparavant sur l'approvisionnement du Fonds et a la compétence exclusive pour décider de l'utilisation des avoirs. Il a donc toute latitude pour gérer le Fonds comme bon lui semble.

3. Commentaire sur l'abrogation de l'article 4

L'article 4 qui doit être abrogé a la teneur suivante:

Durée de validité limitée

[1] Le Fonds est dissous cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Le Grand Conseil peut décider le maintien du Fonds.

Le Grand Conseil avait décidé de limiter la durée de validité du Fonds, car la création de celui-ci était initialement controversée. Il existait en particulier des doutes sur l'utilité des ressources du Fonds de couverture des pics d'investissement. Ces doutes étant désormais levés, il n'y a plus aucune raison de limiter à nouveau la durée de validité du Fonds. Il convient donc de supprimer purement et simplement sa limitation dans le temps.

Le Grand Conseil statue comme auparavant sur l'approvisionnement du Fonds et a la compétence exclusive pour décider de l'utilisation des avoirs.

4. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le Conseil-exécutif s'est fixé pour objectif, dans le programme gouvernemental de législature 2011 à 2014, d'assurer la continuité de la politique financière. Le maintien du Fonds de couverture des pics d'investissement va dans le sens de cet objectif, puisqu'il permet de pérenniser autant que possible les projets d'investissement du canton, même lorsque la situation financière est difficile.

Le maintien du Fonds contribue en outre à éviter que la politique cantonale amplifie un éventuel recul des investissements lié à des raisons conjoncturelles. Le canton peut ainsi prendre de manière appropriée en compte la situation conjoncturelle dans sa politique financière.

5. Répercussions sur les finances

La possibilité d'affecter à des projets d'investissement les excédents éventuels des comptes et les ressources existantes du Fonds est dans l'intérêt de la permanence et de la continuité de la politique financière. Le Grand Conseil ne peut décider de réapprovisionner le Fonds que si les conditions du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et du frein à l'endettement appliqué au compte des investissements sont respectées pour l'exercice au débit duquel cet approvisionnement intervient. Cela ne porte donc pas préjudice à ces instruments.

6. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Le projet n'a aucune incidence sur le personnel et l'organisation.

7. Répercussions sur les communes

Le projet n'a pas d'incidence sur les communes.

8. Répercussions sur l'économie

Le Fonds de couverture des pics d'investissement doit contribuer, même après 2015, à financer des projets d'investissement des pouvoirs publics qui, sans cela, risqueraient d'être reportés ou de ne jamais être réalisés. Ces investissements ont un effet positif sur l'économie cantonale, en particulier en période de tassement conjoncturel.

9. Résultat de la procédure de consultation

La procédure de consultation a eu lieu du 19 août au 18 novembre 2013. Sur les 33 destinataires, huit ont renoncé à prendre position. 14 (ville de Berne, ville de Bienne, Conseil du Jura Bernois, Union syndicale du canton de Berne, Parti Vert-libéral [canton de Berne], les Verts [canton de Berne], Association cantonale bernoise des entrepreneurs, commune de Münsingen, commune d'Ostermundigen, Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, Conférence régionale de Berne-Mittelland, Parti socialiste [canton de Berne], ville de Thoune, commune de Worb) sont favorables au projet; le Parti Vert-libéral du canton de Berne à la condition que le Fonds serve exclusivement à financer des projets de grande envergure. Six participants (Parti bourgeois démocratique [canton de Berne], Union démocratique fédérale [canton de Berne], Parti populaire évangélique [canton de Berne], Union du commerce et de l'industrie, PME Bernoises, Union Démocratique du Centre [canton de Berne]) rejettent les modifications de loi.

Les partisans approuvent le Fonds parce qu'ils estiment qu'il permet, malgré les difficultés financières, de cofinancer des investissements importants au plan économique, notamment dans les domaines de la formation et des transports publics. Les projets qui sont cités concrètement sont «Tram Region Bern», le campus de Bienne, la gare RBS de Berne et le contournement de Thoune par le nord.

Les opposants au projet soulignent en particulier que le Fonds est étranger au système et qu'il contribue à fausser l'image réelle de l'endettement cantonal. La politique en matière d'investissement devrait selon eux continuer comme auparavant d'être définie en fonction des ressources disponibles et le frein à l'endettement appliqué au compte des investissements ne devrait en aucun cas être affaibli. Ils avancent en outre l'argument selon lequel étant donné qu'il n'est plus prévu d'excédents positifs des comptes ces prochaines années, le Fonds ne pourra plus être alimenté. Les excédents des années fastes doivent selon eux être utilisés pour réduire le découvert du bilan. L'Union du commerce et de l'industrie prétend que maintenir le Fonds serait même éventuellement anticonstitutionnel. On trouvera une évaluation détaillée des prises de position dans un document séparé.

10. Proposition

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'abroger l'article 4 de la loi sur le Fonds de couverture des pics d'investissement.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi 621.2
sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 2 septembre 2009 sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (loi sur le Fonds d'investissement, LFI) est modifiée comme suit:

Art. 4 Abrogé.

II.

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2015.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 11 décembre 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances

Loi 621.2
sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI) (Modification)

Proposition du Conseil-exécutif

Entrer en matière

Proposition de la Commission des finances

Ne pas entrer en matière

Berne, le 5 février 2014

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 20 janvier 2014

Au nom de la Commission des finances,

le président: *Iseli*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.